Cours alphabétique, théorique et pratique de la législation civile et ecclésiastique... par M. l'abbé André,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

André, Michel (1803-1878). Cours alphabétique, théorique et pratique de la législation civile et ecclésiastique... par M. l'abbé André,.... 1868-1869.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

F 02

COURS

ALPHABÉTIQUE, THÉORIQUE ET PRATIQUE

DE

LA LÉGISLATION

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

TOME I

PROPRIÉTÉ DE L'AUTEUR.



Lons-le-Saunier.— Imprimerie A. Lançon et Fils, rue Saint-Désiré, 20.

COURS

ALPHABÉTIQUE, THÉORIQUE ET PRATIQUE

DE

LA LÉGISLATION

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE

contenant

TOUT CE QUI REGARDE LES FABRIQUES, LES BUREAUX DE BIENFAISANCE
LES HOSPICES, LES ÉCOLES, LES SALLES D'ASILE

En un mot

Tout ce qui concerne les lois dans leurs rapports avec la religion
Suivi de Mémoires sur le droit civil ecclésiastique

PAR

Monseigneur ANDRÉ

PROTONOTAIRE APOSTOLIQUE, AD INSTAR PARTICIPANTIUM, ANCIEN VICAIRE CÉNÉRAL, ANCIEN CURÉ, CHANOINE D'HONNEUR, MEMBRE DE DIVERSES SOCIÉTÉS SAVANTES, ETC.

Auteur du Cours de droit canon.

DÉDIÉ A MONSEIGNEUR SIBOUR, ARCHEVÊQUE DE PARIS

Nouvelle édition, revue, corrigée et très-notablement augmentée

« L'administration régulière du temporel des églises... tient aujourd'hui plus que jamais aux destinées catholiques de la France. »

(Mgr PARISIS, *Évêque de Langres.*)

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE IMPR.

TOME PREMIER.

LYON

LIBRAIRIE CATHOLIQUE DE L. GAUTHIER

ÉDITEUR DES ACTES DES SAINTS

26, Rue Impériale, au 1er

—

1868

A MONSEIGNEUR

MARIE-DOMINIQUE-AUGUSTE SIBOUR

ARCHEVÊQUE DE PARIS

MONSEIGNEUR,

Ce *Cours de législation civile ecclésiastique* que j'ai eu l'honneur d'offrir à Votre Grandeur, et dont Elle a si gracieusement daigné accepter la dédicace, devait paraître sous les auspices de votre glorieux et immortel prédécesseur, comme je le dis dans l'avertissement de mon second volume (1). J'avais pensé que ce travail pouvait être de quelque utilité à mes respectables confrères dans le sacerdoce, et je me félicitais de le leur offrir sous le patronage du savant auteur du *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, qui avait eu la bonté de m'encourager et de m'honorer de ses conseils et de sa haute bienveillance, lorsque, la veille même de la publication de mon second volume, dont il attendait l'apparition, ce saint et bien-aimé pontife termina sa belle carrière par le martyre de la plus héroïque charité.

Je ne doute point, Monseigneur, que cet illustre et courageux pasteur, deux fois glorifié du haut de la chaire infaillible de Pierre, en face de l'univers, protégeant du sein de l'immortalité les œuvres

(1) Voyez cet avertissement ci-après, pag. XXI.

qui lui furent chères, ne m'ait acquis les bienveillantes faveurs de celui qu'il a obtenu pour successeur sur un siége illustré par son sang ; et ici, Monseigneur, mes congratulations personnelles se confondent heureusement avec les félicitations que j'adresse à l'Eglise de Paris.

Heureuse Eglise, Monseigneur, qu'un savant époux, tout occupé de sa parure, mais n'ayant encore, pour ainsi dire, que des études et des projets, n'abandonna pour cueillir la palme immortelle, qu'en la confiant à un sage et prudent Réformateur qui a fait ses preuves, et mérité, avec l'amour de son troupeau, la haute approbation et les tout-puissants encouragements du Prince des Pasteurs.

Heureux moi-même, Monseigneur, d'avoir obtenu, sans aucun mérite de ma part, et sans avoir l'honneur d'être personnellement connu de Votre Grandeur, une approbation qui sera pour ma faiblesse un si puissant encouragement à continuer et à perfectionner des travaux auxquels vous avez la bonté de me dire que *vous êtes heureux de voir les ecclésiastiques se livrer*. Aussi, Monseigneur, je ferai tous mes efforts pour rendre moins indigne du haut patronage du savant auteur des *Institutions diocésaines* un livre auquel vous voulez bien *particulièrement vous intéresser*, et auquel, daignez-vous ajouter, *vous aurez fréquemment recours dans votre administration*. A cet égard, mon bonheur sera doublé, lorsqu'à ses encouragements Votre Grandeur daignera joindre ses conseils ; et le succès, comme le mérite de ce livre, sera entièrement dû à la faveur trop honorable que vous daignez m'accorder en me permettant d'y attacher votre nom.

Daignez agréer, Monseigneur, avec ma juste reconnaissance, l'expression des sentiments de la profonde vénération et du religieux dévouement avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Monseigneur,

de Votre Grandeur,

le très-humble et très-obéissant serviteur,

L'abbé ANDRÉ, *chanoine honoraire*.

APPROBATION

DE

SON ÉMINENCE MONSEIGNEUR MORLOT,

Cardinal-Archevêque de Paris.

Cher Monsieur l'abbé,

Je ne sais plus comment vous remercier de la lettre si excellente que vous avez bien voulu m'écrire, et du présent si magnifique que vous y avez joint. Tout ce que je puis vous dire, c'est que mon cœur en est touché et reconnaissant autant qu'il peut l'être ; que, dans les graves et solennelles circonstances dont je suis tout accablé, de tels témoignages font du bien, et que j'apprécie comme je le dois, ce que votre bon cœur vous a inspiré pour moi.

Vous savez, sans que j'aie besoin de vous le dire, le service que vous avez rendu à notre Eglise de France et à vos confrères par vos publications. Je ne doute pas qu'elles ne soient destinées à faire de plus en plus de bien, car elles sont répandues et connues autant, je crois, qu'on pouvait le désirer, en attendant qu'elles prennent encore plus d'extension et de développement pour mettre à la portée de tous des connaissances trop négligées dans des temps antérieurs.

Quant à moi, c'est de grand cœur que je seconderais, s'il le fallait, autant qu'il serait en moi, vos pensées et vos vues dans les travaux auxquels vous vous êtes livré et dont je suis personnellement très-reconnaissant.

Recevez, cher Monsieur l'abbé, l'assurance de mes respectueux et dévoués sentiments,

† François-Nicolas,

Cardinal-Archevêque de Paris.

A l'approbation si gracieuse de notre Eminent Ordinaire, nous pourrions ajouter plusieurs lettres épiscopales, toutes beaucoup trop élogieuses. Nous nous contenterons de citer l'extrait suivant d'une longue lettre qu'a daigné nous adresser Mgr Guibert, alors évêque de Viviers, aujourd'hui archevêque de Tours, et une autre d'un homme des plus compétents sur le Droit civil ecclésiastique, M. Dessauret, ancien directeur du ministère des cultes et procureur général,

Monsieur l'abbé,

... Votre ouvrage jouit d'une grande faveur dans mon diocèse, je le trouve, pendant mes visites, dans presque tous les presbytères. Je l'ai recommandé moi-même à mon clergé, les prêtres s'en servent avec avantage pour la solution des questions de Droit qui font partie du programme pour l'examen des jeunes prêtres. Je n'ai pas lu votre ouvrage tout entier, parce qu'on lit les articles d'un dictionnaire selon que le besoin ou l'occasion se présentent ; mais tout ce que j'en ai vu jusqu'à présent, m'a parfaitement satisfait ; c'est par suite de cette bonne impression que m'a laissée la lecture de votre livre, que j'ai donné aux prêtres de mon diocèse le conseil de se le procurer, etc.

Recevez, Monsieur l'abbé, avec l'expression de ma gratitude, l'assurance de mes sentiments les plus distingués et les plus affectueux.

† J. Hippolyte, évêque de Viviers.

Monsieur l'abbé,

Je vous félicite du succès de votre œuvre à laquelle vous avez donné les plus utiles développements, et dont vous avez fait une très-remarquable publication. Elle est un de ces ouvrages qui restent et qui assurent à leur auteur la plus légitime illustration. J'ai pris connaissance avec une vive satisfaction, des volumes que vous avez bien voulu m'adresser. Je les ai communiqués à quelques ecclésiastiques de Montpellier, et je m'étonne que le clergé tout entier n'y souscrive pas. J'ai lu plusieurs articles, et il m'a été facile de juger du mérite de tous les autres. Voilà véritablement un grand ouvrage et un ouvrage bien fait. Je vous en fais mes plus sincères compliments. Votre œuvre ne peut que grandir à mesure qu'elle sera plus connue. Elle est de celles qui restent comme tous les documents de l'intelligence. Vos labeurs ne sont pas seulement utiles, ils sont glorieux, et, si votre modestie n'égalait pas votre mérite, vous vous en enorgueilliriez avec raison. Pour mon compte, je jouis avec bonheur de votre succès, parce que mon affection pour vous a pour base la plus haute estime que vous m'avez, dès longtemps, inspirée.

Veuillez agréer, etc.

Dessauret, procureur général.

AVERTISSEMENT

DE CETTE NOUVELLE ÉDITION.

La connaissance de l'Ecriture sainte, de la théologie et du droit canon est indispensable au prêtre ; tout le monde en convient. Mais il est une autre connaissance, un peu moins appréciée du clergé peut-être, parce qu'au fond elle est inférieure à la première, mais qui n'en a pas moins une haute importance, car elle contribue, plus qu'on ne pense, à conserver et à augmenter la religion, et même nous ne craindrons pas de le dire, elle contribue aussi au salut des âmes, suivant la belle pensée de Mgr Affre, de glorieuse mémoire. Nous voulons parler de la science qu'on est convenu d'appeler Droit civil ecclésiastique, parce que ce droit émane de la puissance civile seule pour régir civilement et légalement les choses ecclésiastiques ou mixtes dans l'ordre temporel. Sous ce point de vue, elle est, pour ainsi dire, un corollaire et un appendice nécessaire au Droit canon qui émane, lui, au contraire, de la puissance ecclésiastique seule.

Ces deux sciences ou ces deux droits peuvent se prêter un mutuel concours, surtout en France, où, par suite des temps et des circonstances, l'un modifie quelquefois l'autre d'une manière fâcheuse, principalement dans la pratique, tandis que l'autre peut le modifier dans un sens plus favorable. C'est ce motif qui nous a fait étudier sérieusement, pendant près d'un demi siècle, et le Droit canon et le Droit civil ecclésiastique, et qui nous a déterminé à publier nos deux *Cours* qui ne font pour ainsi dire qu'un seul et même ouvrage, bien qu'ils soient néanmoins fort distincts l'un de l'autre. Nous avons cherché à les mettre en rapport, autant qu'il a été possible, et à montrer quel usage, dans la pratique, on peut faire de telles ou telles lois plus ou moins favorables ou plus ou moins hostiles à la religion. Nous croyons qu'avec une connaissance approfondie du Droit civil ecclésiastique, on peut, en général, avec de la sagesse, de la prudence, quelquefois aussi avec de l'énergie et de la persévérance, tirer un parti fort utile de ces lois si nombreuses qui le composent.

Il nous a semblé que, par la connaissance de ces deux sciences, il serait facile d'arriver à la concorde si précieuse du sacerdoce et de l'empire que certains esprits faux et malintentionnés cherchent à rompre par tous les moyens possibles et avec une ardeur incroyable, comme si cette union et cette concorde si désirable n'étaient pas dans l'ordre établi de Dieu. Nous sommes convaincu que, par ce moyen, on maintiendrait, entre l'ordre spirituel et l'ordre temporel, ces liens fraternels d'où résulte cette harmonie d'ensemble qui fait la force des sociétés et constitue leur unité. Nous appelons de tous nos vœux cette précieuse harmonie, plus encore dans l'intérêt de notre patrie qui nous est chère, que dans celui de l'Eglise qui, quoiqu'il arrive, sera toujours soutenue par la main puissante de son fondateur.

Nous savons bien, hélas ! que l'autorité séculière est de sa nature envahissante et dominatrice, et que les lois qu'elle publie, pour l'administration des choses ecclésiastiques, ne sont pas toujours irréprochables. Nous l'avons dit assez hautement. Il en est plus d'une qui contristent et désolent l'Eglise et le clergé catholique. Mais il n'en est pas moins vrai, à notre avis, que, par la connaissance de ces lois, et en en faisant un usage prudent et sage, on se conciliera la puissance civile, qu'au moins on ne la froissera pas mal à propos, et qu'on évitera une foule de conflits qui tournent trop souvent au détriment de la religion et presque toujours aussi à celui de l'Etat.

La plupart de nos évêques comprennent l'utilité du droit civil ecclésiastique ; ils le font étudier dans leurs séminaires, ou ils donnent à discuter dans les conférences ecclésiastiques, à l'égal des questions d'Ecriture sainte, de théologie et de droit canon, des questions de droit civil ecclésiastique pratiques, et recommandent en conséquence aux membres de leur clergé les ouvrages spéciaux qui traitent de ces matières. Nous avons eu plusieurs fois l'honneur de ces hautes recommandations, et nous sommes heureux de pouvoir en témoigner ici notre vive reconnaissance. Il ne nous appartient pas de rappeler les éloges qu'on a daigné faire de notre travail. Nous nous contenterons de dire que nous n'avons rien négligé pour les mériter, en donnant, autant qu'il a été en nous, des solutions claires, solides et pratiques. Nous avons la conscience d'avoir été utile à un très-

grand nombre d'ecclésiastiques, et c'est là une douce récompense de nos veilles et de nos recherches.

Si nous osions nous le permettre, sans vouloir déverser aucun blâme, nous dirions que quelques évêques encore, ou pour mieux dire quelques évêchés, ne comprenant pas suffisamment l'importance du droit civil ecclésiastique, s'en occupent peu, négligent d'approuver les budgets, ne s'enquièrent pas même s'il existe ou non des conseils de fabrique dans chaque paroisse, laissent les curés dans l'embarras, au lieu de les aider, de les soutenir et de les défendre auprès de l'autorité supérieure, de prévenir des difficultés qui les compromettent au point de ne plus pouvoir faire le bien dans leurs paroisses. Nos relations avec le clergé de toute la France nous ont révélé, à cet égard, des choses que nous aurions peine à croire si elles ne nous avaient pas été si fréquemment assurées. Ces négligences de la part de l'autorité ecclésiastique, qu'on nous permette de le dire, ont des conséquences très-graves et très-préjudiciables à l'Eglise. C'est le cas de dire, après Mgr Parisis : « L'administration régulière du « temporel des églises, tient aujourd'hui plus que jamais aux desti- « nées catholiques de la France. » Ces paroles n'ont rien d'exagéré et elles méritent d'être sérieusement méditées. C'est pourquoi nous les avons prises pour épigraphe de ce livre. Que nos vénérés prélats, si remarquables par leur science, leur zèle et leur amour du bien, ne négligent rien à cet égard, surtout dans le cours de leurs visites pastorales ; ils peuvent y corriger beaucoup d'abus, y aplanir bien des difficultés, et faire en sorte que toutes les églises, les presbytères, les cimetières, etc., soient réparés et entretenus dans un bon état, et que toutes les églises soient pourvues de tous les vases sacrés et ornements nécessaires, en un mot, de tout ce qui est de l'intérêt du culte, de l'honneur de l'Église et de la pompe des cérémonies religieuses.

Nous ne ferons point ici l'énumération des funestes effets de l'ignorance du droit civil ecclésiasque, nous aimons mieux constater que, depuis quelque temps, il a fait un progrès réel et qu'il est beaucoup plus étudié que par le passé ; les divers ouvrages publiés sur cette matière commencent à en faire connaître la haute importance. Nous espérons que le clergé s'occupera de plus en plus d'acquérir la con-

naissance du droit civil ecclésiastique qui est pour lui d'une indispensable nécessité. Car, comme le remarque un nouvel auteur, M. Campion, « les rapports multipliés, qui, dans l'état actuel de la législation, existent entre le culte catholique et l'administration civile, donnent lieu plus fréquemment peut-être qu'aucune matière administrative à des difficultés et à des conflits dans les communes : conflits d'attributions et d'autorité entre les curés et les maires ; conflits entre les conseils municipaux et les fabriques ; conflits entre les communes formant une même circonscription paroissiale, etc. Le désaccord ne naîtrait pas, la plupart du temps, si les lois et les règlements étaient mieux connus qu'ils ne le sont généralement. L'autorité supérieure, civile ou ecclésiastique, intervient pour éclairer les parties sur l'objet du débat, sur leurs droits et leurs obligations respectives ; mais déjà la discorde a fait des progrès, l'irritation s'est emparée des esprits, la population est divisée. Aussi la lutte, arrivée à son terme, laisse-t-elle presque toujours des traces difficiles à effacer. » Nous ne saurions donc trop recommander les divers écrits publiés sur cette importante et grave matière.

Aux ouvrages excellents de droit civil ecclésiastique que nous avons consultés et recommandés, dans notre précédente édition, nous pouvons en ajouter deux autres qui ont paru dans ces derniers temps et que le clergé peut étudier avec fruit : C'est d'abord le *Traité de la législation des cultes*, en trois volumes in-8°, par M. Gaudry, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris. Les décisions de ce savant jurisconsulte sont solides et bien motivées. On voit qu'elles émanent d'un homme versé dans la science du droit civil ecclésiastique. Il nous a fait l'honneur de nous citer fort souvent et avec éloge dans le cours de son ouvrage ; nous l'en remercions. A notre tour, nous avons été heureux d'appuyer assez fréquemment nos propres décisions du poids de sa grave autorité. Cependant nous ne pouvons le louer sans réserve, car nous ne partageons pas toujours tous ses sentiments que nous avons même quelquefois combattus. Le second ouvrage dont nous voulons parler, est le *Code des fabriques*, en deux volumes in-8°, par M. de Champeaux, Avocat à la Cour impériale de Paris et directeur du *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*. Cet ouvrage est un manuel fort clair, fort commode et tout à fait prati-

que de la législation des fabriques. C'est un commentaire précieux et très-détaillé du Décret du 30 décembre 1809. Nous sommes aussi quelquefois cité dans cet ouvrage. De notre côté, nous le citons assez souvent dans le nôtre. Il est rare que ne soyons pas du même sentiment.

La première édition de cet ouvrage a été assez promptement épuisée, malgré un tirage fort considérable. Depuis lors, voulant répondre au bienveillant accueil qui en a été fait, nous sentions le besoin de publier une nouvelle édition plus complète encore et moins défectueuse que la précédente. Dans ce but, nous avons fait de nombreuses recherches et nous avons remarqué bien des lacunes qu'il nous a fallu remplir. Cette nouvelle édition contient donc un grand nombre d'articles nouveaux, beaucoup de paragraphes ajoutés aux anciens, plusieurs questions envisagées sous de nouveaux points de vue. Les diverses consultations qui nous sont fréquemment arrivées de tous les points de la France, nous ont fait comprendre tout ce qui manquait à la première édition et nous nous sommes fait un devoir de l'ajouter à celle-ci. Rien ne nous a donc coûté pour la rendre également aussi complète que possible. Nous y avons ajouté tous les documents législatifs qui ont paru depuis la première édition, tous les arrêts de la Cour de Cassation ou des tribunaux, tous les arrêts du conseil d'Etat, les circulaires ministérielles, etc., qui sont venus corroborer ou modifier nos anciennes décisions. De nouveaux modèles d'actes nous ont aussi parus nécessaires. Nous croyons donc pouvoir dire que cette nouvelle édition a été *très-notablement augmentée*, car l'ouvrage a paru d'abord en deux volumes seulement; puis nous y avons ajouté un troisième volume supplémentaire que nous avons intercalé et fondu dans cette nouvelle édition en mettant chaque article ou complément d'article à la place qu'il devait occuper, Enfin cette édition est en quatre forts volumes, c'est-à-dire qu'elle contient au moins un quart de matière de plus que la précédente.

Nous ne dirons rien autre chose dans cet avertissement, que nous voulions faire plus court, car nous croyons devoir reproduire la dédicace, la préface et l'avertissement de la première édition où l'on pourra voir l'origine, le but et le plan de cet ouvrage.

PRÉFACE

DE LA PREMIÈRE ÉDITION.

La législation civile ecclésiastique, c'est-à-dire la législation émanée de la puissance séculière, pour régler les choses qui tiennent de plus ou moins près à la religion, n'est généralement pas assez connue de ceux qu'elle intéresse plus spécialement; ce n'est pas cependant qu'il manque d'ouvrages sur cette matière; il en a été publié, au contraire, un assez grand nombre, depuis quelques années. Tout le monde connaît le savant *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, de M. Affre, actuellement archevêque de Paris, ouvrage que son mérite et son utilité pratique ont fait parvenir en peu d'années à sa cinquième édition; le *Guide des curés dans l'administration temporelle des paroisses*, de M. l'abbé Dieulin, vicaire-général de Nancy (1), ouvrage non moins remarquable et qui est le fruit d'une rare habileté administrative; le *Traité du gouvernement des paroisses*, de M. Carré; la *Législation des fabriques des églises*, de M. Le Besnier; le *Journal des conseils de fabriques*, rédigé par d'habiles jurisconsultes, qui ont éclairci une foule de questions difficiles et provoqué d'importantes décisions; plusieurs *Manuels* plus ou moins abrégés et plus ou moins méthodiques sur l'organisation ou la comptabilité des fabriques, etc.

Mais tous ces travaux, assurément fort estimables en leur genre, et plusieurs autres que nous pourrions citer, nous ont paru, les uns trop

(1) Au moment même où nous publions ce volume, nous apprenons avec douleur la mort de ce savant et pieux ecclésiastique, enlevé au milieu de sa brillante carrière à l'âge de cinquante-deux ans. La science et les vertus de cet habile administrateur l'appelaient tout naturellement à l'épiscopat dont il eût été une des gloires. On s'apercevra, dans cet ouvrage, que nous citons souvent M. Dieulin, surtout quand il s'agit d'expérience. Ses conseils sont toujours empreints d'une profonde sagesse et marqués au coin de la prudence. (*Note de la première édition.*)

peu complets, n'ayant traité qu'une partie de la législation religieuse, ou ne l'ayant envisagée que sous certains rapports ; les autres, trop diffus, manquant d'ailleurs de clarté et de méthode, et employant des termes qu'ignorent la plupart de ceux qui sont appelés à s'en servir. Il en est quelques-uns aussi, comme, par exemple, le *Traité de l'administration du culte catholique*, par M. Vuillefroy, maître des requêtes au conseil d'Etat ; le *Manuel des fabriques*, par M. Rio, lesquels sont trop disposés à décider toujours en faveur de l'autorité séculière, accordant trop de pouvoir aux laïques ou à l'Etat, dans l'administration des choses de l'Eglise, comme si, dans le principe, les laïques n'eussent pas été sous l'inspection et aux ordres du clergé (1) ; comme si l'Eglise, qui a civilisé le monde, était incapable de pouvoir gérer ses propres affaires.

Nous avons donc cru qu'il serait utile de publier un nouvel ouvrage sur la législation civile ecclésiastique, lequel embrasserait toutes les questions relatives, non-seulement aux fabriques, comme l'ont fait la plupart des auteurs que nous avons cités, mais encore tout ce qui regarde les bureaux de bienfaisance, l'instruction publique, les salles d'asile, les hospices, en un mot, toute la législation qui a des rapports plus ou moins directs avec la religion. Toutes ces matières sont traitées la plupart, nous en convenons, par un grand nombre d'auteurs. Mais, outre qu'il serait fort dispendieux à un ecclésiastique ou à une fabrique, etc., de se procurer tous leurs ouvrages, ceux à qui ils pourraient être utiles, ne sauraient pas toujours facilement s'en servir. C'est ce qui nous a déterminé à faire un choix dans tous ces divers ouvrages, et à y joindre ce que l'expérience et une longue étude de ces matières nous a fait juger nécessaire. Nous ne nous flatterons pas d'avoir fait un ouvrage meilleur que ceux qui existent, nous ne voulons que le faire plus complet ; nous ne prétendons pas même l'avoir créé seul ; en jurisprudence surtout, selon la judicieuse remarque de M. Dieulin, on n'invente, on ne crée rien. Nous avouons, au contraire, que, pour la confection de notre œuvre, nous avons profité de tous les matériaux que nous

(1) « L'intendance des fabriques était anciennement tout entière aux évêques ou aux autres ministres de l'Eglise, et ce n'est que par une gradation insensible qu'elle a passé dans les mains des laïques. » (Févret, *Traité de l'abus*, t. I, p. 411.)

avons pu découvrir; nous n'avons guère été que l'architecte de l'édifice. Nous avons donc puisé abondamment à toutes les sources, emprunté à tous les auteurs. Ce sera là tout le prix et tout le mérite de notre ouvrage, qui nous a demandé de longues et fastidieuses recherches.

Le *Journal des conseils de fabriques* (1) nous a été surtout d'un grand secours; non-seulement nous nous sommes approprié plusieurs de ses décisions (nous en avons réfuté quelques-unes cependant), mais il nous a encore fourni une partie des documents législatifs que nous avons insérés dans le corps de l'ouvrage.

Nous devons aussi à l'obligeance de M. Dessauret, directeur ministère des cultes, un grand nombre de circulaires et de décis ministérielles qui ne sont dans aucun auteur.

On trouvera peut-être que certaines de nos décisions sont peu conformes à l'esprit de l'Église; nous en avons gémi tout le premier; mais on comprendra que, dans un ouvrage du genre de celui-ci, destiné à guider nos lecteurs dans la pratique, nous ne pouvions pas nous appuyer sur les conciles, l'Ecriture sainte, les Saints-Pères et les bulles des Papes, comme nous l'avons fait dans notre *Cours de droit canon*, mais sur le texte des lois civiles, ou sur la jurisprudence en usage. Nous avons cependant eu soin de faire remarquer assez souvent en quoi certaines dispositions législatives étaient injustes, arbitraires ou fausses, et en quel sens il serait convenable de les modifier, sinon de les abroger (2). Mais, afin de ne compromettre per-

(1) Le *Journal des conseils de fabriques* est un recueil fort précieux pour ceux qui s'occupent de législation religieuse. Nous en recommandons la collection, qui se compose bientôt de 13 volumes, surtout aux administrations diocésaines. (*Note de la première édition*).

Cette importante publication continue de paraître sous le titre de *Nouveau journal des conseils de fabriques* et elle est rédigée actuellement avec un talent remarquable par M. Nigon de Berty, ancien magistrat, chef de division honoraire au ministère des cultes. La première série de ce journal se compose de 18 volumes, la seconde est arrivée au tome 16. (*Note de la nouvelle édition.*)

(2) Nous pouvons dire avec satisfaction dans cette nouvelle édition que plusieurs de ces dispositions ont été modifiées et même quelques-unes abrogées. Espérons que la logique de nos institutions actuelles en fera modifier et abroger quelques autres. (*Note de la nouvelle édition.*)

sonne dans la pratique, nous avons dû dire ce que la loi, en telles ou telles circonstances, permettait ou ne permettait pas de faire. C'est ici le cas d'appliquer cet axiome de droit : *Dura est lex, sed lex.* Néanmoins, nous avons combattu, autant que possible, les mauvaises tendances de notre législation civile ecclésiastique, qui n'est nullement en harmonie avec les principes de liberté religieuse consacrés par la Charte de 1830.

L'accueil si bienveillant qu'a reçu notre *Cours de droit canon*, dont le succès a de beaucoup dépassé notre attente, mais surtout le bref si honorable et si précieux pour nous qu'a daigné nous accorder le Souverain-Pontife, au jugement duquel nous avions soumis notre travail, nous engage à publier une nouvelle édition de cet ouvrage, beaucoup plus complète que la première. Nous ne négligerons rien pour la rendre en tout point infiniment supérieure, ou pour mieux dire moins imparfaite. Ce sera en quelque sorte un ouvrage tout nouveau. Nous y ajouterons un assez grand nombre d'articles qui ont été omis ; plusieurs autres seront entièrement refondus : les uns recevront plus d'étendue, d'autres, au contraire, seront abrégés, et quelques-uns même supprimés, ou plutôt ont été transportés dans ce *Cours de législation religieuse*, où ils sont mieux à leur place. D'après le conseil de plusieurs savants prélats, notamment du célèbre évêque de Langres (1), nous en ferons disparaître tout ce qui regarde la législation civile ecclésiastique, qui y sera seulement indiquée ; et, pour les rapports qu'elle peut avoir avec le droit canon, nous renverrons à ce *Cours de législation religieuse*. La nouvelle édition de notre *Cours de droit canon* sera parfaitement conforme à celle-ci. Nous adopterons le même format, le même caractère, le même papier et la même justification, de sorte que les deux ouvrages, qui se complètent l'un par l'autre, n'en forment pour ainsi dire qu'un seul (2).

Le titre de ce nouveau travail indique que nous avons adopté l'or-

(1) Mgr Parisis, de savante et vénérable mémoire, mort évêque d'Arras. (*Note de la nouvelle édition.*)

(2) Une troisième édition a été publiée en six volumes du même format que cette nouvelle édition du *Cours de législation civile ecclésiastique*. Elle nous a mérité l'insigne honneur d'être élevé à la dignité de protonotaire apostolique. (*Note de la nouvelle édition.*)

dre alphabétique et que nous aurions pu l'intituler : *Dictionnaire de droit civil ecclésiastique*. Cette forme nous a paru préférable à toute autre : un traité méthodique a l'avantage incontestable, pour l'étude d'une science, de présenter l'enchaînement des principes qui découlent les uns des autres. Mais un ouvrage usuel, comme celui-ci, destiné à être souvent consulté, et auquel on ne recourt qu'au fur et à mesure qu'on sent le besoin d'éclaircir un point douteux ou de connaître la marche à suivre ou la conduite à tenir dans une circonstance déterminée, doit s'offrir dans l'ordre le plus commode pour les recherches, et, par conséquent, dégagé de ces divisions toujours un peu arbitraires, qui exigent une étude particulière et dont le lecteur ne charge pas trop volontiers sa mémoire. Aussi, l'ordre alphabétique, que nous avons adopté dans notre *Cours de droit canon*, dont celui-ci est le complément nécessaire, réunissant sous la rubrique du même mot tout ce qui concerne chaque détail particulier de la pratique, nous a paru devoir être préféré dans un ouvrage de ce genre. Au surplus, nous avons évité, autant que possible, de scinder les matières importantes ; nous avons, au contraire, fait en sorte que les articles qui s'y rapportent fussent en eux-mêmes, à l'aide de quelques renvois, de véritables traités.

Nous avons tâché d'aller au-devant de toutes les questions, et, après avoir reproduit le texte même de la loi, qui, avant tout, est la règle fondamentale, nous l'avons accompagné des décisions administratives ou judiciaires qui en ont déterminé l'application, du sentiment des auteurs et des jurisconsultes qui ont traité la matière, ainsi que des observations que l'étude et l'expérience nous ont suggérées, et qui nous ont semblé propres à éclairer la pratique, surtout dans les circonstances où la législation gardait le silence.

Ainsi, en résumé, on trouvera dans ce *Cours théorique et pratique de législation religieuse* : 1° le texte complet de toutes les lois et de tous les règlements relatifs à l'administration des fabriques, des écoles, des établissements de bienfaisance ; en un mot, de toute la législation qui peut intéresser le clergé ; 2° l'analyse et, lorsque cela est nécessaire, le texte même des instructions, circulaires et décisions ministérielles, les avis et arrêts du conseil d'État, de la jurisprudence des cours royales, de la Cour de cassation ; 3° d'amples explications de questions de droit civil ecclésiastique qui se sont élevées ou pour-

raient s'élever ; 4° enfin de nombreux modèles d'actes de tous genres, concernant la tenue des écritures, la comptabilité, etc.; car nous savons par expérience que souvent, surtout dans les paroisses rurales, on est fort embarrassé pour rédiger une délibération, un procès-verbal d'une séance ordinaire ou extraordinaire d'un conseil de fabrique, ou d'adjudication de bancs, etc., un devis pour des réparations ou des travaux au presbytère ou à l'église, un acte d'acceptation de dons ou legs faits à la fabrique, un état de lieux d'un presbytère ou d'un logement quelconque, un bail, un inventaire, un bordereau de situation trimestrielle, un compte, un budget, etc., etc.

Nous avons donné une certaine étendue à tout ce qui regarde la comptabilité des fabriques, parce que cette partie nous paraît d'une très-haute importance, aujourd'hui surtout que les conseils généraux des départements et certains députés demandent que cette comptabilité, qui est trop négligée dans beaucoup de paroisses, il faut bien en faire l'aveu, soit remise entre les mains des receveurs communaux. Ce serait là un nouvel empiétement du pouvoir civil qui serait infiniment funeste à l'Église et qu'on doit s'efforcer de prévenir en évitant tout ce qui pourrait en fournir le moindre prétexte. Déjà plusieurs de nos vénérés prélats, toujours attentifs à tout ce qui peut intéresser l'honneur de la religion, ont prescrit à cet égard des mesures pleines de sagesse, et qui, nous en avons l'espoir, finiront par être partout adoptées. Puissions-nous, par ce travail, contribuer à amener cet heureux résultat !

« Parmi les intérêts les plus chers et les plus importants de vos paroisses, dit à cet égard, dans une instruction sur l'administration temporelle des paroisses, un de nos plus éloquents prélats (1), il en est peu qui méritent de notre part une sollicitude plus vigilante, et de la vôtre un zèle plus dévoué, que la bonne administration des biens de vos églises... Hélas, ajoute-t-il, vous avez perdu cette haute tutelle que vos prédécesseurs exerçaient autrefois sur les établissements de charité publique, fondés en grande partie par les libéralités de vos évêques ! Vous avez perdu, légalement du moins, la suprême direction des petites écoles, attribution si essentielle de votre mission divine d'enseigner ; ou, si quelque influence vous y est encore lais-

(1) Mgr Giraud, évêque de Rodez, mort archevêque de Cambrai et cardinal.

sée, cette influence est souvent trop faible et vous donne une action trop bornée pour corriger les abus et les désordres qui demandent une prompte répression ? Quel surcroît de disgrâce si vous perdiez encore la part qui vous revient si légitimement dans l'économie des deniers de vos églises, si les oblations des fidèles et les fondations pieuses passaient à une administration purement civile, si vous étiez contraints d'aller mendier à la porte d'un bureau subalterne la matière des sacrements et du sacrifice !..... Quel opprobre imprimé au front des pasteurs et des administrateurs des paroisses, qui seraient ainsi déclarés incapables de gérer convenablement leurs propres affaires, opprobre plus humiliant et plus cruel encore, si vous aviez la douleur de vous dire que vous l'avez encouru par votre faute, oui, faute d'un peu de cette vigilance que nous vous demandons et qui vous aurait épargné d'amers et d'inutiles regrets. »

« Il est des fonctionnaires supérieurs, ajoute Mgr Parisis, évêque de Langres, qui verraient avec satisfaction les revenus des fabriques versés dans la main du receveur communal, les budgets du culte discutés par le conseil municipal, et ses comptes réglés par le conseil de préfecture. Chacun comprend que ces mesures seraient la ruine des églises, mais il est bien vrai qu'elles ne seraient que la conséquence des principes posés (1). »

Une longue expérience du ministère nous a fait comprendre que, dans ce siècle, où l'autorité séculière tend partout à empiéter sur les droits sacrés de l'Église, sous le spécieux et perfide prétexte qu'elle ne doit s'occuper que des choses purement spirituelles, le prêtre doit plus que jamais étudier la législation dans ses rapports avec l'autorité civile. Nous sommes convaincu, avec le prélat que nous venons de citer, que de là dépend, plus que l'on ne pense, l'avenir de la religion en France. Voilà pourquoi nous avons pris pour épigraphe de notre nouveau travail les paroles suivantes de ce savant évêque :

« L'administration régulière du temporel des églises non-seule-
« ment prête un heureux secours à l'administration spirituelle de
« chaque paroisse, mais tient aujourd'hui plus que jamais aux des-
« tinées catholiques de la France. »

(1) *De la liberté de l'Église*, p. 101.

AVERTISSEMENT (1).

Ce *Cours de Législation religieuse,* dont nous livrons aujourd'hui le second volume au public, a été entrepris le lendemain de la révolution de 1830 ; par une coïncidence remarquable, nous le terminons le lendemain de la révolution de 1848, après dix-huit ans de recherches et d'observations. Témoin, après les journées de Juillet, des tracasseries sans cesse renaissantes d'un grand nombre d'agents supérieurs et subalternes du gouvernement d'alors ; effrayé des atteintes journalières portées à la liberté religieuse, garantie cependant par la nouvelle Charte ; ému des actes arbitraires dont le clergé était trop souvent victime ; froissé par les empiétements de l'autorité civile sur les droits de l'Église ; inquiet de voir les intérêts des fabriques compromis, etc., etc., nous nous mîmes alors sérieusement à étudier la législation civile ecclésiastique, pour voir s'il n'y aurait pas moyen d'arrêter ces envahissements et ces vexations.

Pour atteindre à ce but, nous publiâmes, un peu plus tard, dans les journaux religieux, et notamment dans l'*Univers*, un très-grand nombre d'articles de jurisprudence religieuse, persuadé qu'en cela nous remplissions un devoir de notre ministère sacerdotal : car, comme l'a dit, en 1837, avec tant de raison, le célèbre auteur du *Traité de la Propriété des biens ecclésiastiques,* dont tout l'univers

(1) Cet avertissement a été publié en tête du tome II de la première édition.

admire aujourd'hui l'héroïque dévouement : « Si le premier devoir « d'un prêtre est d'instruire, de toucher, de faire connaître les rè- « gles de la morale, de faire aimer, surtout par ses exemples, les « vérités saintes de la religion, et, pour employer la sublime allé- « gorie des livres saints, d'élever avec des pierres vivantes un tem- « ple au Seigneur, il doit aussi défendre des propriétés que la reli- « gion consacre, qui sont un moyen nécessaire, quoique matériel, « de la conserver, soutenir des droits fondés sur les règles immua- « bles de la morale, et qui ont été respectés chez tous les peuples « que n'agite pas la fièvre des révolutions. » (Page VIII.) Telle fut la cause et l'origine de ce *Cours de Législation ecclésiastique*.

Or si, au témoignage d'un homme si compétent et si capable de donner de sages et utiles conseils en cette matière, c'est un devoir de conscience pour le prêtre de défendre les intérêts matériels de l'Église et de *soutenir des droits fondés sur les règles immuables de la morale*, nous ne saurions trop engager les ecclésiastiques, nos vénérés confrères, surtout ceux qui sont chargés de l'administration d'une paroisse, de se livrer à l'étude des lois civiles ecclésiastiques : car si dans tous les temps il a été utile, dans l'intérêt de l'Église, de connaître ces lois, la connaissance en est devenue bien autrement importante depuis 1830, et notamment depuis la révolution de Février.

Cette révolution s'est faite, à la vérité, au nom et en faveur de la liberté et du droit d'association, garantissant à tout citoyen une égale protection pour la profession de son culte. Et cependant combien de vexations, de tracasseries le clergé n'a-t-il pas souffertes et ne souffre-t-il pas encore dans un grand nombre de localités? à combien d'actes arbitraires ou injustes ne le soumet-on pas encore chaque jour ? combien d'usurpations, d'empiétements ne cherche-t-on pas à faire ? Il devient donc plus nécessaire, plus indispensable que jamais pour le prêtre ou les administrateurs des fabriques, de connaître leurs droits pour les défendre, et leur devoir pour le pratiquer et ne pas se compromettre. Nous nous estimerions heureux qu'on pût puiser cette utile connaissance dans l'ouvrage que nous livrons aujourd'hui au public. C'est, si nous ne nous faisons pas illusion, le plus complet qui ait été publié jusqu'alors sur la législation religieuse, le plus commode, le plus pratique, le plus approprié aux circons-

tances et au temps où nous vivons, car on y trouve tous les actes législatifs sur la matière qui ont paru jusqu'à ce jour.

La proclamation de la République n'a rien changé au plan de notre ouvrage, car notre but a été de faire connaître la législation ecclésiastique telle qu'elle existait avant la révolution de 1789, telle qu'elle a existé depuis sous le Directoire, le Consulat, l'Empire, la Restauration, le gouvernement de Juillet et le régime actuel. Nous n'avons donc rien à supprimer dans notre travail ; mais nous aurons sans doute à y ajouter quelque chose et à indiquer quelques modifications : ce sera le sujet d'un Supplément que nous nous engageons à publier dans un avenir plus ou moins prochain (1). Nous ne négligerons rien pour que cet ouvrage devienne un manuel nécessaire et indispensable à tous ceux qui, par état et par position, ont besoin de connaître les lois civiles ecclésiastiques, c'est-à-dire à Nosseigneurs les archevêques et évêques et à leurs secrétaires généraux ; à MM. les curés et à tous les administrateurs des fabriques ; à MM. les préfets, sous-préfets, conseillers de préfecture, maires, juges de paix, avocats ; à MM. les instituteurs, les administrateurs des bureaux de bienfaisance, des hospices, etc, etc.

Les seuls changements que nous eussions pu et peut-être dû faire sont si peu importants que nous n'avons pas cru devoir nous en occuper. Ainsi, par exemple, nous avions mis et nous avons laissé : il faut obtenir l'autorisation du roi pour telle ou telle chose, une ordonnance royale pour telle ou telle autre, etc. Le lecteur intelligent saura bien substituer le mot décret à celui d'ordonnance royale celui d'autorisation du gouvernement à celui d'autorisation du roi, celui de procureur de la république à celui de procureur du roi, etc., etc. (2). Ce sont, du reste, les mots consacrés par les actes législatifs d'alors. Puis, qui peut répondre que, *chez une nation agitée par la fièvre des révolutions*, suivant l'expression de Mgr Affre, la forme du gouvernement que nous venons d'adopter ne changera pas encore, comme elle a tant de fois changé depuis un demi-siècle ? Quoiqu'il en soit, nous aurions une éternelle reconnaissance au gouvernement

(1) Nous avons effectivement publié un troisième volume supplémentaire.

(2) Ces changements ont été faits dans cette nouvelle édition.

de la République s'il faisait disparaître de l'arsenal de nos lois tant d'actes législatifs qui violent ou entravent d'une manière plus ou moins odieuse, la liberté de l'Église de Jésus-Christ, actes législatifs qui n'ont pas peu contribué, selon nous, à faire crouler les gouvernements précédents, *car Dieu n'aime rien tant en ce monde*, comme l'a dit depuis longtemps saint Anselme, *que la liberté de son Église.*

Nous avons dédié le premier ouvrage que nous avons publié, sous le titre de *Cours de droit canon*, à Mgr Jolly, archevêque de Sens, notre vénérable et bien aimé pontife, qui a daigné l'approuver comme *très-utile aux ecclésiastiques, et non moins remarquable par la profondeur de la science que par la netteté du style et le talent de l'exposition.* Nous devions dédier ce second ouvrage à Mgr Affre, archevêque de Paris, dans le diocèse duquel nous travaillons depuis quatre ans. Ce pieux et illustre prélat avait daigné nous encourager à le publier ; il avait bien voulu nous honorer de ses conseils et de sa bienveillance ; il avait approuvé notre plan, plan qu'il avait aussi conçu lui-même et qu'il aurait réalisé, nous a-t-il dit, si les nombreuses occupations de son épiscopat lui eussent permis d'y employer le temps nécessaire. Tout le monde regrettera, comme nous, qu'un ouvrage de ce genre n'ait pu être exécuté par un homme si habile, si expérimenté et si versé dans ces sortes de matières. Nous nous serions donc estimé très-heureux si nous eussions pu faire paraitre ce *Cours de Législation ecclésiastique* sous les auspices d'un éminent prélat qui, à la science qui fait les hommes distingués, joignait les qualités et les vertus qui font les saints et les martyrs (1). Mais au moins nous conjurerons ce saint et illustre pontife, ce glorieux et immortel martyr de la charité, ce bon et fidèle pasteur qui a donné sa vie pour ses brebis, de prendre encore cet ouvrage sous sa protection, en demandant à Dieu, pour la gloire duquel nous l'avons entrepris, qu'il dai-

(1) Tout le monde connaît le sacrifice admirable qui a enlevé à la science ecclésiastique et à l'Eglise de Paris, dont il fera le perpétuel honneur, le savant auteur du *Traité de l'administration temporelle des Paroisses* que nous avons si souvent cité. Nous nous estimons heureux d'avoir assisté aux derniers moments de ce célèbre martyr de la charité, d'avoir baisé sa noble face aussitôt qu'il eut rendu sa belle âme à son Créateur, et d'avoir fait vœu, la main étendue sur son corps expirant, de consacrer, à son exemple, ce qui nous reste de vie à la gloire de Dieu et au salut de nos frères.

gne le bénir, afin qu'il ait un résultat utile, et qu'il porte des fruits en aidant à diriger la conduite du pasteur dans sa paroisse, et qu'il lui fasse éviter ces discussions, ces procès toujours si nuisibles à la religion et au salut des âmes.

L'encouragement honorable que nous avons reçu, pour le premier volume, de plusieurs de nos vénérables prélats, d'un grand nombre de nos confrères et même du ministère des cultes, où l'on nous dit que notre ouvrage était de nature à éviter bien des chicanes entre l'administration civile et l'administration ecclésiastique, nous a porté à travailler avec encore plus de soin à celui-ci. Pendant l'impression qui, contre notre volonté et à cause des événements, a été beaucoup plus longue que nous ne l'avions pensé d'abord, nous y avons ajouté, comme on pourra s'en apercevoir, plusieurs nouveaux documents utiles et importants; nous avons corrigé et même refait plusieurs articles qui ne nous paraissaient point assez clairs et assez lucides pour certains lecteurs qui ne sont point versés dans les questions de droit et de jurisprudence. La clarté et la précision est ce à quoi nous nous sommes spécialement appliqué ; nous craignons de n'avoir pas toujours suffisamment réussi.

- La presse périodique a aussi porté un jugement très-favorable de notre œuvre. Les journaux et les revues de Paris et de province, qui en ont rendu compte, se sont accordés à dire, avec la *Bibliographie catholique*, que les principes dans lesquels l'ouvrage est rédigé sont sages et raisonnables, et les questions exposées simplement, clairement et d'une manière satisfaisante. Nous dirons cependant, sans feinte modestie, que notre livre ne mérite pas tous les éloges qu'on a bien voulu lui prodiguer et dont nous sommes très-reconnaissant ; mais il renferme encore bien des défauts et des omissions que nous essayerons de faire disparaître dans un supplément. On ne trouvera pas mauvais, pensons-nous, si nous citons ici l'appréciation suivante d'un des organes de la publicité.

« Ils ont bien mérité de l'Eglise, les hommes qui nous apprennent à combattre la légalité par la légalité, à défendre nos droits contre les empiètements de la loi par les armes de la jurisprudence. Ils ont bien mérité de la religion et de la liberté, les hommes qui nous enseignent à user de la loi, quelle qu'elle soit, pour protéger

les libertés saintes que le Ciel a confiées à notre garde..... Encore une foïs, les auteurs qui nous enseignent à user ainsi de la législation civile religieuse sont dignes d'éloge et de reconnaissance.

« Or, soit dit sans flatterie, le *Cours* que nous annonçons est incontestablement le plus complet, le plus intelligent et le plus commode de tous les livres qui ont été publiés sur la matière ou qui sont annoncés. Nous serions peut-être suspects si nous en donnions pour raison le jugement solide de l'auteur, quoique la réputation de son *Dictionnaire de droit canon* nous y autorise bien. Mais, outre la netteté et la simplicité de sa méthode, il y a de cela deux raisons que nul autre ne peut ni ne pourra de longtemps invoquer :

« 1° L'auteur, pour la confection de son ouvrage, avait à sa disposition le Recueil complet de toutes les circulaires et décisions ministérielles, recueil qui ne se trouve ni dans le commerce, ni dans les secrétariats des évêchés, et dont certains fonctionnaires abusent quelquefois pour prendre au piége le clergé confiant dans les décisions connues, ne soupçonnant pas une législation secrète (1) tendue comme un guet-à-pens sous les pas des simples. Cette circonstance donne donc au travail de M. André une valeur toute particulière.

« 2° Une circonstance peut-être plus remarquable encore ressort de l'usage que l'auteur a su faire de l'ancienne législation, dont celle d'aujourd'hui n'est ordinairement que la reproduction succincte et plus ou moins exacte. Or il est dans cette matière un principe de jurisprudence avoué, d'après lequel ces sortes de lois doivent s'interpréter par les anciennes lois d'où elles sont tirées. Comment se fait-il donc qu'aucun auteur n'ait eu le courage de faire la recherche de cette ancienne législation ? C'est un travail que M. l'abbé André s'est imposé, et qui jette sur cette jurisprudence une lumière

(1) L'auteur de cette révélation était bien informé, car, dans une circulaire ministérielle, en date du 18 février 1815, le ministre de l'intérieur rappelle aux préfets *qu'ils ne doivent jamais rendre publiques* les lettres ou circulaires qu'ils reçoivent des ministres, à moins qu'ils n'aient été autorisés à les publier. « Il est de principe, « dit le ministre, qu'une lettre appartient autant à celui qui l'a écrite qu'à celui qui « la reçoit, et qu'*elle ne peut être rendue publique* sans le consentement du pre- « mier : *je vous invite à ne jamais vous écarter de cette loi de bienséance et d'é- « gards.* » (*Recueil des circulaires, instructions ministérielles, etc.*, tome III, p. 10.) (*Note de la première édition.*)

inattendue; et c'est par cette jurisprudence qu'il redresse bien des erreurs et des décisions oppressives. L'usage fera apprécier l'importance de ce travail tout à fait original. »

Le savant auteur de ces quelques lignes, que nous nous plaisons à reproduire, a parfaitement saisi le mérite de notre travail, sous ce rapport. Effectivement toute notre législation civile ecclésiastique a sa source dans l'ancienne législation, comme on peut le voir par les notes que nous avons mises au décret du 30 décembre 1809, rapporté sous le mot FABRIQUE. C'est d'après cette ancienne législation que nous avons résolu plusieurs questions qui n'avaient pas toujours été traitées d'une manière satisfaisante par les respectables auteurs qui nous ont précédé.

Deux évêques, en nous annonçant qu'ils recommanderaient notre ouvrage à MM. leurs curés comme étant *un guide sûr, et d'une utilité pratique et journalière,* nous ont demandé si nous ne pourrions pas faire quelque diminution sur le prix en faveur des fabriques pauvres des paroisses rurales de leurs diocèses. Nous nous empressons de répondre que, sûr la demande de nos vénérés pontifes ou de leurs secrétaires, nous ferons très-volontiers toute la remise qu'il nous sera possible de faire, car nous voudrions, plus dans l'intérêt de l'Eglise que dans le nôtre, que ce *Cours de Législation ecclésiastique* fût entre les mains de tous les administrateurs de fabriques. Nous n'avons jamais pensé à spéculer sur nos travaux, dirons-nous après Mgr Affre; nous n'avons eu d'autre but que de rendre plus facile la connaissance d'une partie importante de notre législation. Plus elle sera connue, quelles que soient d'ailleurs ses imperfections, et moins il y aura de procès, de mauvaises gestions, de discordes dans les paroisses. Ce résultat, si important, nous a soutenu dans un travail naturellement aride, et nous le regardons comme notre plus belle récompense.

Paris, le 10 août 1848.

AVERTISSEMENT [1].

Lorsque nous entreprîmes cet ouvrage, notre dessein était d'abord de publier trois volumes; mais considérant, d'une part, que la science si importante du droit civil ecclésiastique n'était peut-être pas assez généralement appréciée, et, d'une autre, que nos vénérés confrères, pour lesquels seuls nous avions mis la main à l'œuvre, étaient moins riches des biens de ce monde que de talents et de vertus, nous crûmes que notre travail leur serait d'autant plus utile qu'ils pourraient plus facilement se le procurer. Alors nous prîmes la résolution de restreindre notre plan, d'en exclure des documents moins utiles et moins pratiques, ou d'une trop grande étendue, et de ne publier que deux volumes. Nous nous étions trompé ; car beaucoup de nos confrères et quelques vénérables prélats, tout en nous faisant l'honneur de nous écrire que notre ouvrage était le plus complet et le plus commode qui eût encore paru sur cette matière, daignaient en même temps nous faire observer que telles et telles questions avaient été omises, que d'autres avaient été traitées trop brièvement et qu'on y cherchait en vain des rapports importants et des documents législatifs qu'on pouvait avoir cependant besoin de consulter ; il n'en fallait pas davantage pour nous déterminer à rendre notre travail plus complet et par conséquent plus utile. Nous prîmes donc l'engagement de publier un troisième volume complémentaire. C'est cette promesse que nous

(1) Cet avertissement était en tête du volume supplémentaire et qui formait le troisième volume de l'ouvrage.

remplissons aujourd'hui. Mais, à notre grand regret, nous avons encore été obligé de nous restreindre en quelques points et d'omettre quelques pièces dont la nécessité nous a paru moins grande.

D'ailleurs les modifications, naturellement amenées par la catastrophe de février et notamment l'abrogation de la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, par la loi du 15 mars 1850 sur l'instruction publique, rendaient encore plus nécessaire ce troisième volume. Nous avons donc envisagé l'importante question de l'enseignement sous toutes ses faces, et toujours par ordre alphabétique. Puis nous avons donné le texte de la loi avec de longs commentaires, presque tous puisés dans la discussion même de cette loi, afin de bien faire comprendre et le sens de chaque article et la pensée générale du législateur. Nous avons cru que rien ne serait plus propre à atteindre ce double but que d'y ajouter l'Exposé des motifs de M. de Falloux, ministre de l'instruction publique, et les Rapports faits par M. Beugnot, à l'Assemblée nationale, au nom de la commission. Nous les avons donc placés en tête de la loi. Nous l'avons ensuite fait suivre des règlements, décrets et circulaires publiés pour son exécution. De sorte que ce volume sera comme un manuel complet de tout ce qui concerne l'enseignement. On y trouvera, à l'instant même, la question qu'on aura besoin de connaître, avec tous les documents qui peuvent l'éclaicir et qu'on peut avoir si souvent besoin de consulter.

De nombreuses questions nous sont journellement adressées par nos confrères sur les difficultés qui se rencontrent trop souvent dans l'exercice de leur ministère. Nous nous sommes fait un devoir et en même temps un vrai plaisir de les éclairer et de les aider dans leur embarras. Quand les questions ne sont pas traitées sous un mot ou sous un autre de notre Dictionnaire, ce qui arrive rarement, nous nous empressons de les résoudre, en indiquant dans quel endroit de l'ouvrage elles sont abordées, sinon résolues. Nous continuerons de rendre ce service à tous ceux qui nous feront l'honneur de nous consulter, nous estimant heureux si nous pouvons, par ce moyen, leur être utile.

Nous nous sommes fait un devoir de recommander les ouvrages de MM. Affre, Dieulin et autres auteurs qui ont écrit sur le droit civil ecclésiastique. Nous recommandons également le *Recueil com-*

plet et selon l'ordre chronologique de droit civil ecclésiastique ancien et moderne, qu'a publié en deux volumes in-8 M. de Champeaux, avocat à la Cour d'appel. Cet ouvrage, dont le plan est différent du nôtre, a un mérite réel et est d'une utilité incontestable pour le clergé. Nous voudrions le voir, avec ceux que nous avons déjà mentionnés, dans la bibliothèque de tous les prêtres; car nous pensons qu'un pasteur, s'il veut administrer dignement et convenablement sa paroisse, doit se munir, autant que possible, de tous les ouvrages publiés sur cette matière. Un seul, quelque complet qu'il soit, ne peut pas toujours suffire dans beaucoup de circonstances. Nous avons bien fait en sorte que notre travail pût tenir lieu de tout autre, en résumant et en citant tous les jurisconsultes qui se sont occupés de droit civil ecclésiastique, et en rapportant textuellement tous les actes législatifs sur lesquels nous basons nos décisions; mais, qui ne sait qu'on a besoin de s'appuyer très-souvent du témoignage de plusieurs auteurs ? D'ailleurs, l'un traite une question à son point de vue, tandis qu'un autre l'envisage d'une manière toute différente. Il est bon alors de pouvoir peser les raisons et les textes de loi qu'on allégue de part et d'autre, afin de prendre un parti convenable dans ces matières quelquefois si délicates et si controversées.

Nous n'excluons pas de nos recommandations, à cet égard, un ouvrage entrepris en concurrence du nôtre et tout à fait sur le même plan. Nous voulons parler du *Dictionnaire raisonné de droit et de jurisprudence civile ecclésiastique*, par M. l'abbé Prompsault. Mais ce dictionnaire, qui peut être utile à ceux qui possèdent déjà d'autres ouvrages du même genre, renferme pourtant, nous le disons sans prévention et dans l'intérêt seul de la cause que nous défendons, beaucoup de décisions fausses, inexactes et dangereuses, de sorte qu'on ne peut s'en servir qu'avec une extrême précaution. Seul il ne pourrait qu'induire en erreur dans une foule de questions. L'auteur, assurément fort laborieux et fort érudit, n'a pas les qualités requises pour un ouvrage de cette nature ; il manque, à notre avis, de deux choses essentielles, d'expérience et de rectitude dans le jugement. Que M. Prompsault soit bon grammairien, nous ne le nions pas, mais, qu'il s'imagine qu'un grammairien, quelque habile qu'il soit, puisse s'improviser en un instant jurisconsulte, il

se trompe ; nulle science ne demande peut-être des études plus longues, plus sérieuses et plus approfondies que celle du droit, et en particulier du droit civil ecclésiastique. La Fontaine savait bien qu'un homme ne peut être universel, quelles que soient ses capacités naturelles, quand il a dit :

Qui trop embrasse, mal étreint.

Un sentiment de convenance et de délicatesse semblait nous faire un devoir de nous taire sur l'œuvre de notre savant confrère, et nous avons longtemps hésité si nous nous en occuperions, mais des personnes graves et prudentes nous ayant conseillé de répondre, dans l'intérêt de la religion et du clergé, au moins à quelques-unes des nombreuses critiques dont nous sommes l'objet dans le *Dictionnaire raisonné*, et de rectifier quelques-unes des erreurs et des inexactitudes qu'il renferme, nous nous y sommes enfin déterminé, regrettant néanmoins la nécessité d'entrer dans une semblable polémique. Nous l'avons fait quelquefois avec un peu trop de vivacité peut-être, mais nous devons déclarer ici que nous n'avons été guidé en cela que par l'amour du bien général et non par aucun sentiment personnel, car nous aimons à reconnaître que M. Prompsault est un homme instruit et un prêtre honorable (1).

Paris, le 28 octobre 1850.

(1) M. l'abbé Prompsault, né à Montélimart, est décédé à Paris où il avait été longtemps aumônier de l'hospice des Quinze-Vingt. (*Note de la nouvelle édition.*)

PROFESSION DE FOI DE L'AUTEUR.

En publiant cette nouvelle édition, nous sentons le besoin de la soumettre, comme nous l'avons fait de la dernière édition de notre *Cours de droit canon*, au jugement infaillible et sans appel de Celui à qui la Vérité incréée a dit en la personne de Pierre : *J'ai prié pour toi, afin que ta foi ne défaille point, confirme tes frères.* Nous nous engageons donc solennellement ici devant Dieu qui connaît la pureté et la sincérité de nos sentiments, et devant l'Eglise notre mère, à qui nous reconnaissons le droit de juger la doctrine et les œuvres de ceux qui ont le bonheur d'être dans son sein, et spécialement d'être ses ministres, d'accepter sans restriction aucune, et sans examen, le jugement que son Chef suprême ou la Sacrée Congrégation de l'*Index*, en son nom, pourrait en porter, condamnant, réprouvant et blâmant d'avance tout ce qu'elle jugerait devoir condamner, réprouver ou blâmer dans cet ouvrage. Nous promettons, dans ce cas, si, ce qu'à Dieu ne plaise, l'ensemble de ce livre était trouvé mauvais, de le retirer aussitôt du commerce, d'en faire une édition plus correcte, ou de l'expurger, si, contre notre intention bien formelle, il s'y était glissé quelques propositions peu exactes. Car nous ne cesserons de dire avec saint Athanase : « Quoique d'un rang bien inférieur, nous vous appartenons, « Très-Saint Père, et nous vous sommes soumis, voulant toujours « dépendre de votre suprême et infaillible autorité. » (1)

ANDRÉ, Protonotaire Apostolique, *ad instar participantium.*

(1) Licet exigui ordinis, tamen vestri sumus, vobisque obedientes, et sumus, et esse semper volumus. (*Epist. ad Marcum universalis Ecclesiæ Papam.*)

COURS

ALPHABÉTIQUE, THÉORIQUE ET PRATIQUE

DE

LA LÉGISLATION

CIVILE ECCLÉSIASTIQUE.

A

ABANDON.

On appelle *abandon* la cession qu'un débiteur fait de ses biens à ses créanciers, pour se libérer, ou la cession d'un droit.

I. Les conseils de fabrique ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, faire l'*abandon* d'aucune partie des biens et des revenus de ces établissements, non plus que l'exercice des droits, quels qu'ils fussent, qu'ils auraient à répéter contre des tiers ; c'est un dépôt sacré confié à leur garde et à leur vigilance. Ils en sont personnellement responsables; et ils ne pourraient abandonner, par exemple, une donation ou un legs reconnu onéreux, avant que l'autorité supérieure ait été mise à même d'en juger. Pour cela le trésorier transmet au préfet, qui doit en référer au ministre, la donation ou le testament, avec une délibération du conseil de fabrique, l'avis du conseil municipal et celui de l'évêque diocésain.

Les actes par lesquels un trésorier de fabrique déclarerait reconnaître, sans avoir été autorisé à faire ces déclarations, qu'un terrain n'appartient pas à la fabrique, ou que la fabrique en fait *abandon*, doivent être considérés comme nuls et sans aucune valeur.

II. Les fabriques peuvent se trouver dans la nécessité ou d'accepter une hypothèque en payement d'une créance, ou d'en poursuivre la vente avec dommage pour le capital qui leur est dû. (*Voyez* ACQUIESCEMENT.)

Dans ce cas, l'*abandon*, ou la cession de biens par le débiteur, constituant non un simple acte d'administration, mais bien une

acquisition, son acceptation doit être autorisée par le gouvernement auquel les pièces suivantes sont produites par l'intermédiaire du préfet : 1° titre de la créance ; 2° offre de cession souscrite par le débiteur ; 3° évaluation des immeubles abandonnés ; 4° délibération du conseil de fabrique, faisant ressortir la nécessité d'accepter et l'impossibilité d'agir autrement ; 5° l'avis du conseil municipal ; 6° l'avis du sous-préfet et celui du supérieur diocésain ; 7° enfin, l'avis motivé du préfet. (*Voyez* ACCEPTATION.)

A la réception de l'ordonnance d'autorisation, le trésorier fait dresser, par un notaire, l'acte d'acceptation contradictoirement avec le débiteur. Cet acte, dont copie est remise au cessionnaire pour tenir lieu de quittance, doit, s'il s'agit d'immeubles, être transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de l'arrondissement dans lequel ils sont situés (1).

III. *Abandon de biens aux fabriques.* — L'*abandon* de rentes, possédées autrefois par une fabrique de paroisse depuis lors supprimée, au profit de la paroisse à laquelle celle supprimée a été réunie, ne confère pas par lui-même à cette dernière fabrique un droit acquis et définitif. Une nouvelle attribution ou répartition de ces rentes peut être faite à une autre fabrique. — L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur ces sortes de questions. Ainsi décidé par un arrêt du conseil d'Etat du 26 décembre 1827, dont voici les termes :

« Vu l'arrêté du 7 thermidor an XI (26 juillet 1803), le décret du 31 juillet 1806; l'avis du conseil d'Etat, approuvé le 25 janvier 1807 ; le décret du 30 décembre 1809, et l'ordonnance réglementaire du 28 mars 1820 ;

« En ce qui concerne l'exception d'incompétence, tirée du décret du 30 décembre 1809 ;

« Considérant qu'il n'appartient qu'à l'administration de prononcer sur les questions auxquelles peut donner lieu l'exécution des arrêtés, décrets et ordonnances ci-dessus, visés, à l'égard de l'*abandon* aux fabriques, des biens qui avaient été réunis au domaine de l'Etat ;

« Au fond : Considérant que les susdits arrêtés et décrets n'ordonnent qu'une simple affectation ; que, dans l'espèce, la fabrique de Saint-Vincent, à Rouen, n'a joui qu'en vertu d'une affectation qui n'était pas définitive ; d'où il suit qu'elle n'avait aucun droit irrévocablement acquis ;

« Considérant que la paroisse de Saint-Michel, à laquelle la donation avait été faite, a été supprimée ; que son territoire a été divisé entre les paroisses de Notre-Dame, de Saint-Vincent et de Saint-Patrice ; que, dès-lors, rien ne s'opposait a ce qu'il fût fait une nouvelle répartition proportionnelle aux charges desdites églises et dans les formes prescrites par l'ordonnance réglementaire du 28 mars 1820 ;

« ART. 1er. La requête de la fabrique de Saint-Vincent est rejetée.

« ART. 2. La fabrique de Saint-Vincent est condamnée aux dépens. »

(1) Rio, *Manuel des conseils de fabrique*, page 2.

ABATTAGE D'ARBRES.

Abattre un arbre, c'est le couper ou l'arracher. Quelques fabriques possèdent encore des bois ; or, pour prévenir toute difficulté lorsqu'elles en vendent la coupe, il est bon qu'elles fassent une condition de l'adjudication des frais de l'*abattage*, bien qu'en règle générale, en matière de vente de bois, ces frais soient au compte de l'acheteur. (*Voyez* BOIS, ARBRES.)

Un curé ne doit jamais négliger de faire autoriser par le préfet l'*abattage* des arbres de la cour ou du jardin du presbytère, s'il y a lieu de craindre des oppositions de la part de quelques habitants. (*Voyez* ARBRES, § II et III.)

Le droit d'abattre des arbres épars dans la cour ou jardin du presbytère, et d'en percevoir le prix, n'appartient qu'à la commune ou à la fabrique propriétaire du sol et non au curé ou desservant. « Toutefois, dit le *Journal des conseils de fabriques*, t. IV, p. 153, l'*abattage* d'un arbre étant considéré, dans ce cas, comme une distraction d'une partie du presbytère, et pouvant, en effet, diminuer notablement la jouissance du curé ou desservant, cet *abattage* doit être autorisé dans les formes réglées par l'ordonnance du 3 mars 1825 pour les distractions de presbytères, c'est-à-dire qu'il faut qu'il soit approuvé par un décret rendu sur l'avis de l'évêque et du préfet. » (*Voyez* ARBRES, § II.)

Le décret du 15 avril 1811, qui continue de faire règle, n'intéresse que les particuliers qui ont la libre disponibilité de leurs bois, excepté les arbres propres aux constructions navales ; cependant, comme il peut être utile aux fabriques, ainsi qu'aux communes obligées de venir à leur secours, de connaître ce décret, nous en rapportons les dispositions suivantes :

« ART. 1er. Les dispositions de l'ordonnance de 1669, et de la loi du 9 floréal an IX, qui prescrivent aux propriétaires d'arbres futaies, épars ou en plein bois, de faire des déclarations de leur intention d'abattre lesdits arbres, seront exécutées sous les peines exprimées ci-après : sont exceptés de la déclaration les propriétaires des arbres situés dans les lieux clos et fermés de murs et de haies vives, avec fossés attenant aux habitations, et qui ne sont pas aménagés en coupes réglées.

« ART. 2. Les propriétaires ne sont assujettis à comprendre, dans leur déclaration, que les chênes de futaie, et les ormes ayant treize décimètres de tour et au-dessus. Si les ormes sont plantés en avenues près les maisons d'habitation, ils sont également exempts d'en faire la déclaration.

« ART. 3. Les contrevenants seront condamnés pour la première fois, à l'amende, à raison de 45 fr. par mètre de tour, pour chaque arbre passible de la déclaration ci-dessus.

« En cas de récidive, l'amende sera doublée.

« ART. 4. Les déclarations seront faites en double, sur papier timbré, et remises à l'inspecteur ou sous-inspecteur forestier de l'arrondissement, lequel visera un des doubles qui sera retiré par le déclarant. »

Les martelages seront opérés par un contre-maître de la marine, l'*abattage* sera fait par le propriétaire, l'époque en sera constatée par le maire, le propriétaire en informera le contre-maître. (*Art.* 5, 6, 7 et 8.)

« ART. 9. Six mois après l'*abattage* constaté, si l'administration de la marine ou ses fournisseurs n'ont pas payé la valeur de ces bois, les propriétaires pourront disposer à leur gré des arbres marqués. »

Les contraventions seront poursuivies par les agents forestiers, les contre-maîtres et les fournisseurs. (*Art.* 10, 11, 12 et 13.)

« ART. 14. Les propriétaires qui n'auront pas fait l'*abattage* dans le délai d'un an, à dater du jour de leur déclaration, seront tenus de la renouveler ; la première sera alors considérée comme non avenue. »

Pour l'*abattage* des arbres épars dans les champs, prés-bois, etc., appartenant aux fabriques, *voyez* ARBRES, § III.

ABEILLES.

Bien que les *abeilles* semblent être totalement étrangères à l'objet de ce livre, nous croyons néanmoins devoir rappeler la législation qui les concerne, parce qu'il y a des ruches dans un certain nombre de presbytères, et que cette question peut, par conséquent, intéresser le clergé.

Les *abeilles*, dit M. de Chabrol (1), sont mises par la loi au rang des animaux farouches qui n'appartiennent à personne, pas même au propriétaire sur le terrain duquel elles se trouvent, et qui deviennent la propriété du premier occupant, quand elles sont dans un état de liberté; mais l'art. 524 du Code civil considère les *abeilles* qu'on entretient dans des ruches comme faisant partie du fonds même sur lequel elles sont établies, et la loi du 28 septembre et 6 octobre 1791, tit. I^er^, sect. III, art. 5, déclare que le propriétaire d'un essaim d'*abeilles* a le droit de le ressaisir sur le terrain d'autrui.

Mais il faut que le propriétaire n'ait pas cessé de poursuivre cet essaim pour constater que c'est bien le sien. De là l'usage, dans certains lieux, de frapper à grand bruit sur des chaudrons pour avertir les voisins de l'évasion d'un essaim, et faire ainsi acte de propriété. Il n'est pas permis de troubler les *abeilles* dans leurs courses et leurs travaux; et même en cas de saisie légitime, une ruche ne peut être déplacée que dans les mois de décembre, janvier ou février. (*Loi déjà citée, et loi du* 16 *thermidor an VII, art.* 52.)

1) *Dictionnaire de législation usuelle.*

De ce que l'art. 524 du Code civil considère les *abeilles* comme étant immeubles par destination, il s'ensuit qu'un curé, en quittant une paroisse, ou ses héritiers après sa mort, ne peuvent enlever du jardin du presbytère les ruches d'*abeilles* qui s'y trouvent, à moins que le curé, par un état des lieux régulièrement fait, n'ait eu soin de faire constater qu'elles lui appartiennent et qu'elles n'y ont point été placées par la fabrique ou la commune, propriétaires du presbytère. (*Voyez* ÉTAT DE LIEUX.)

Les pigeons des colombiers, les lapins des garennes et les poissons des étangs sont également regardés par l'art. 524 du Code civil, comme immeubles. Cependant nous remarquerons, d'après de Maleville, Merlin, Toulier, Delvincourt, Rogron, Gousset, etc., que les pigeons des volières, les lapins privés élevés dans les clapiers, et les poissons mis en réservoir, ne sont pas réputés immeubles et que, par conséquent, ils appartiennent au curé qui quitte la paroisse ou à ses héritiers, et non à son successeur.

ABROGATION, ABROGER.

Abroger une loi, c'est la détruire ou l'annuler. Il est bien nécessaire, en fait de législation, de savoir quand une loi est *abrogée* ou quand elle n'est que modifiée. Nous avons soin d'indiquer toujours dans cet ouvrage, les modifications apportées aux divers actes législatifs que nous avons rapportés. (*Voyez* LOI.)

Les lois peuvent être *abrogées* par des lois postérieures. L'*abrogation* est expresse ou tacite. Elle est expresse quand la loi postérieure prononce nommément l'*abrogation* de la loi antérieure. C'est ainsi que la loi du 18 mai 1816 a aboli le divorce, autorisé par le Code civil, et que la loi du 11 octobre 1830 a *abrogé* la loi sur le sacrilége, du 20 avril 1825. (*Voyez* SACRILÉGE.)

L'*abrogation* est tacite, lorsque, sans être prononcée expressément par la loi nouvelle, elle résulte implicitement et nécessairement de ses dispositions. Ainsi, quand la loi nouvelle est inconciliable avec une loi antérieure, celle-ci est *abrogée* tacitement. C'est par suite de ce principe qu'on a jugé que les lois ou décrets faits pendant le cours de la Révolution contre la liberté religieuse, sont *abrogés* de fait par la Constitution, qui garantit, au contraire, à chacun une *égale liberté* pour la profession de sa religion. Quelquefois l'*abrogation* tacite résulte d'une disposition générale conçue en ces termes, ou en termes équivalents : « Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont *abrogées*.. » Lors même que cette clause n'est pas formellement exprimée, elle est toujours sous-entendue.

Il faut encore reconnaître qu'il y a *abrogation* tacite des lois antérieures, lorsque l'on trouve dans la loi nouvelle un changement com-

plet de système. Nous en citerons pour exemple la loi sur l'instruction primaire, du 28 juin 1833, *abrogée* par la loi du 15 mars 1850.

Toutefois, dit M. Ph. Dupin, il est un principe essentiel qu'il importe de ne pas perdre de vue ; c'est que les lois et les règlements relatifs à des matières spéciales ne peuvent être considérés comme *abrogés* par des lois générales postérieures, qu'autant que celles-ci contiennent des dispositions expresses d'*abrogation*.

Les lois peuvent encore être *abrogées* par l'usage. Lorsque les causes qui ont amené une loi ont cessé ; lorsque le changement des temps, des mœurs ou des principes généraux l'ont rendue ou inutile, ou inconvenante ou d'une rigueur excessive ; lorsqu'enfin, l'occasion favorable s'étant souvent présentée, l'exécution en a été généralement négligée sous les yeux des magistrats chargés d'y tenir la main ; lorsque cette non-exécution n'a pas été seulement locale, mais universelle, la loi peut être considérée comme tombée en désuétude, et tacitement *abrogée*. Mais cette espèce d'*abrogation* donne lieu à de graves et nombreuses difficultés. Il ne saurait entrer dans notre plan de les traiter ici, même sommairement. Il nous suffit de les avoir signalées.

Une loi ne peut être *abrogée* que par une autre loi, une ordonnance royale par une autre ordonnance et un décret par un autre décret. Mais on a élevé la question de savoir si une ordonnance royale pouvait valablement *abroger* un décret impérial en matière réglemehtaire, et *vice versa*, si un décret pouvait *abroger* une ordonnance royale. Un arrêt de la Cour de cassation du 18 mars 1835, l'a résolue affirmativement. Néanmoins il faut établir une distinction.

Lorsque des décrets impériaux ont statué sur des matières qui n'auraient dû être réglées que par des lois, ces décrets, s'ils n'ont pas été attaqués dans les formes tracées par la Constitution de l'Empire, ont acquis la même force qu'auraient eue des lois, et des lois nouvelles peuvent seules y déroger ou les modifier. Mais il n'en est pas de même des décrets qui ont statué sur des matières qu'il appartenait au pouvoir exécutif seul de régler, et qui, par conséquent, ne renferment que des dispositions réglementaires. Ces décrets ne sont que des règlements d'administration publique ; ces matières n'en sont pas moins essentiellement du domaine des ordonnances ; et dès lors, des ordonnances nouvelles, des décrets nouveaux, peuvent valablement modifier les dispositions des ordonnances ou des décrets antérieurs.

Dans un réquisitoire, M. Dupin, procureur-général, s'exprimait ainsi sur cette question :

« La jurisprudence de la Cour de cassation a décidé, il est vrai, que, lorsque des dispositions qui n'appartenaient qu'au domaine de la loi, ont été établies par de simples décrets non attaqués comme

inconstitutionnels, ces dispositions, bien que vicieuses dans leur origine, sont devenues obligatoires, et doivent continuer à recevoir leur exécution. Mais on ne peut évidemment conclure de cette jurisprudence que les décrets soient devenus des lois; et qu'une loi soit nécessaire pour les modifier, même dans leurs dispositions réglementaires. Le droit de rendre des ordonnances, que la Charte de 1814 et celle de 1830 ont donné au pouvoir royal, ne peut se trouver sur toutes les matières qui ont fait l'objet de quelque décret, paralysé par les règlements du pouvoir exécutif antérieur.

« Un décret eût pu révoquer un autre décret; une ordonnance peut révoquer une autre ordonnance ou un autre décret, dans les matières réglementaires qui ne sont pas réservées essentiellement au pouvoir législatif. »

Cette distinction est importante pour les fabriques, dont presque tous les règlements ont été faits par des décrets impériaux ; elle l'est notamment pour l'ordonnance du 12 janvier 1825, qui modifie le décret du 30 décembre 1809, et dont quelques jurisconsultes ont contesté à tort la légalité.

« M. l'abbé Prompsault fait observer avec justesse, dit M. Gaudry (1), *que les règlements n'ont jamais la force d'abroger des lois, dont ils doivent au contraire assurer l'exécution ;* mais il se trompe quand il ajoute que M. l'abbé André *a dit le contraire* dans son *Cours de Législation.* Cet auteur fait seulement remarquer qu'un décret sur les cierges, du 26 décembre 1813, a été modifié dans quelques diocèses, par des règlements épiscopaux *approuvés par des ordonnances royales.* Ces *ordonnances*, dit M. l'abbé André, *étant postérieures au décret, doivent être considérées comme l'ayant révoqué.* Ainsi, ce ne sont pas des règlements qui ont eu le pouvoir de modifier un décret; les ordonnances postérieures seules ont produit cet effet. Ailleurs, M. l'abbé André établit avec raison qu'une ordonnance peut révoquer un décret *dans les matières qui ne sont pas essentiellement réservées au pouvoir législatif.* Nous adoptons complètement les principes de M. l'abbé André. »

Nous sommes heureux de voir nos principes adoptés par un jurisconsulte aussi distingué et qui a été bâtonnier de l'ordre des avocats de Paris. On verra dans le cours de cet ouvrage que nous nous appuyons souvent sur la grave autorité de cet auteur.

ABSENCE.

Dans le langage des lois, l'*absence* est l'état de l'individu qui a

(1) *Traité de la Législation des cultes,* tome 1er, page 396.

cessé de paraître au lieu de son domicile, et dont-par conséquent l'existence ou la mort est incertaine.

Nous parlons ici de l'*absence* des créanciers de lafabrique, et de l'*absence* temporaire des ecclésiastiques.

§ Ier. Absence *des créanciers de la fabrique.*

On observe différentes règles pour les actions et les poursuites à exercer contre les absents, suivant que l'*absence* a été ou non déclarée; dans le premier cas, elles sont tracées par les articles 112, 113 et 114 du Code civil, relatifs à la présomption d'*absence*, et dans le deuxième, par les articles 120 et suivants. (*Voyez* ABSENTS.)

La fabrique qui a intérêt à faire constater l'*absence* doit, après avoir obtenu l'autorisation du conseil de préfecture, se pourvoir conformément aux articles suivants du Code civil :

« Art. 115. Lorsqu'une personne aura cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que, depuis quatre ans, on n'en aura point eu de nouvelles, les parties intéressées pourront se pourvoir devant le tribunal de première instance, afin que l'*absence* soit déclarée.

« Art. 116. Pour constater l'*absence*, ce tribunal, d'après les pièces et documents produits, ordonnera qu'une enquête soit faite, contradictoirement avec le procureur impérial, dans l'arrondissement du domicile et dans celui de la résidence, s'ils sont distincts l'un de l'autre.

« Art. 117. Le tribunal, en statuant sur la demande, aura d'ailleurs égard aux motifs de l'*absence* et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'individu présumé absent.

« Art. 118. Le procureur impérial enverra, aussitôt qu'ils seront rendus, les jugements tant préparatoires que définitifs, au ministre de la justice, qui les rendra publics.

« Art. 119. Le jugement de déclaration d'*absence* ne sera rendu qu'un an après le jugement qui aura ordonné l'enquête. »

Lorsque le trésorier d'une fabrique se trouve dans l'impossibilité d'opérer le recouvrement d'une créance due par suite de l'*absence* non déclarée d'un débiteur, il doit en justifier par un procès-verbal de carence dans la forme prescrite pour les redevables du trésor, par l'arrêté du 6 messidor an X (25 juin 1802).

§ II. Absence *temporaire des ecclésiastiques.*

Le décret du 17 novembre 1811 règle l'indemnité à payer aux remplaçants des titulaires en cas d'*absence* pour cause de maladie et

pour cause de mauvaise conduite. (Ce décret est rapporté ci-après à la suite de cet article, page 11.)

I. D'après ce décret, les titulaires d'une cure ou *succursale*, éloignés pour cause de mauvaise conduite, doivent à l'ecclésiastique nommé par l'évêque pour les remplacer, les deux tiers de leur traitement, et, en outre, le casuel auquel ils avaient droit ; mais ils conservent la jouissance de l'autre tiers de ce traitement. Cette disposition législative, qui nous paraît d'une sagesse profonde, et tout-à-fait conforme aux saintes lois de l'Eglise, n'est cependant plus en vigueur, du moins pour les curés desservants, bien que le décret parle des titulaires des *succursales*. L'Eglise, toujours mère compatissante, même lorsqu'elle punit des ministres indignes, et qu'elle les éloigne des saints autels, avait décidé, pour l'honneur du sacerdoce, et pour ne pas abandonner ces malheureux à tous les mauvais conseils de la faim, qu'ils auraient au moins une parcelle du revenu de leur ancien bénéfice. Le décret du 17 novembre 1811 entre, selon nous, dans ces sages vues, en conservant un tiers du traitement à l'ecclésiastique que l'évêque éloigne de sa paroisse pour cause de mauvaise conduite.

D'après une circulaire du 1er avril 1823, explicative du décret du 17 novembre 1811, une indemnité est accordée aux ecclésiastiques nommés par les évêques pour remplacer provisoirement les curés ou desservants absents de leurs paroisses. Cette indemnité du remplaçant est prise sur le traitement du titulaire absent. Si l'*absence* du titulaire provient d'éloignement pour cause de mauvaise conduite, l'indemnité du remplaçant est fixée ainsi qu'il suit : Dans une succursale, à la moitié du traitement et de la pension ecclésiastique dont aurait joui le titulaire ; dans une cure de seconde classe, aux trois cinquièmes ; dans une cure de première classe, aux deux tiers. (*Voyez* TRAITEMENT.)

Il est vrai qu'on peut objecter qu'il ne s'agit pas ici d'un prêtre interdit, mais d'un prêtre *éloigné temporairement* de sa paroisse pour cause de mauvaise conduite, ce qui est toujours un interdit temporaire. Quoi qu'il en soit, et sans entrer dans diverses considérations que ne comporte pas le plan de cet ouvrage, qui est purement législatif, nous pensons qu'en vertu même de ce décret, on ne devrait jamais éloigner un prêtre de sa paroisse, soit pour cause de mauvaise conduite, soit pour cause de maladie ou de vieillesse, sans lui laisser la jouissance du tiers du traitement qu'il avait dans l'exercice de ses fonctions. Cette justice, ou, si l'on aime mieux, cette tolérance à l'égard des prêtres coupables, aurait, en général, un résulat favorable pour ces malheureux, et l'on éviterait souvent par là bien des scandales qui contristent la religion.

II. L'ordonnance du 13 mars 1832, article 4, porte : « L'*absence*

temporaire, et pour cause légitime, des titulaires d'emplois ecclésiastiques, du lieu où ils sont tenus de résider, pourra être autorisée par l'évêque diocésain, sans qu'il en résulte décompte sur le traitement, si l'*absence* ne doit pas excéder huit jours ; passé ce délai et jusqu'à celui d'un mois, l'évêque notifiera le congé au préfet, et lui en fera connaître le motif. Si la durée de l'*absence* pour cause de maladie ou autre, doit se prolonger au-delà d'un mois, l'autorisation de notre ministre de l'instruction publique et des cultes sera nécessaire. » (Cette ordonnance est insérée sous le mot TRAITEMENT.)

Antérieurement à l'ordonnance du 13 mars 1832, il n'existait aucune disposition légale, aucun règlement sur l'*absence* des ecclésiastiques, et sur le moment où cette absence devait leur faire perdre le droit au traitement. Le défaut de dispositions à cet égard avait embarrassé l'administration et donné lieu à deux avis du conseil d'Etat, des 2 février et 8 juillet 1831 (1), dans l'affaire de l'évêque de Tarbes contre le chanoine Baradère ; l'intérêt de la discipline ecclésiastique demandait que cette lacune fût remplie.

Les dispositions de l'article 4 ont aussi été prises sur les plaintes de quelques préfets.

Dans l'usage, quand l'*absence* ne doit pas excéder huit jours, on ne demande aucune autorisation ; il est rare qu'on la demande quand l'*absence* ne doit être que de huit jours à un mois : cependant quelques préfets l'exigent. Lorsque l'*absence* doit se prolonger au-delà d'un mois, l'autorisation du ministre est généralement demandée ; au surplus, ces congés ne sont jamais refusés ; ce n'est donc qu'une formalité à remplir. (*Voyez* RÉSIDENCE.)

D'après les saints canons, c'est l'évêque qui est juge compétent de la question de résidence des titulaires ecclésiastiques, c'est à lui d'en dispenser quand il y a nécessité. « N'aurait-il pas été plus simple, dit Mgr Affre (2) de laisser l'évêque juge unique. Un préfet sait-il, comme lui, les époques de l'année où un prêtre a une obligation plus spéciale, un besoin plus pressant de résider ? Connaît-il les personnes qui peuvent le suppléer ? Peut-il même savoir s'il n'y a pas des circonstances où il est utile qu'un prêtre s'absente pour son bien spirituel ? »

Autrefois l'évêque était juge de la résidence. L'édit du 16 décembre 1571, art. 12 ; l'ordonnance de Blois, art. 15 ; l'édit de Melun, art. 23, prescrivent de ne saisir le temporel des bénéficiers non résidents qu'après avoir averti l'évêque diocésain. Cette prescription était fondée, d'après Jousse, auteur très peu favorable aux évêques, *sur ce que l'évêque peut dispenser de résider ;* c'est à lui, d'après

(1) *Voyez* ci-après, page 13, ce dernier avis du conseil d'Etat.

(2) *Traité de l'administration temporelle des paroisses,* 5e édit., p. 433.

le même auteur, *à faire connaître aux officiers royaux chargés de veiller à la résidence, si le bénéficier a une excuse légitime ou non.*

Il en devrait encore être de même aujourd'hui, car un ecclésiastique n'est pas un fonctionnaire (*Voyez* FONCTIONNAIRE) : cette qualité lui fût-elle reconnue par la loi, parce qu'il intervient dans certaines affaires temporelles, ou qu'il jouit de certaines garanties, elle ne devrait, ni ne pourrait lui être appliquée, eu égard à l'accomplissement de ses devoirs. En ce qui touche celui de la résidence comme pour tous les autres, l'évêque seul peut décider si une cause spirituelle ou temporelle est assez grave pour le dispenser momentanément de l'obligation de résider, obligation que nous reconnaissons d'ailleurs être strictement imposée par les lois de l'Eglise (1).

L'ordonnance du 2 avril 1832 est donc très-peu conforme à l'ordre naturel des choses en décidant autrement.

Elle offre une autre irrégularité ; elle établit sur une matière qui est de la compétence de l'évêque, une hiérarchie où le pasteur du diocèse est au-dessous des préfets et où le ministre est le juge suprême. Mais quoi qu'il en soit de ces raisons qui nous semblent décisives, s'il y avait un motif légal de retenir le traitement d'un curé, il n'est et ne peut être que le défaut de résidence dans le sens où nous l'avons expliqué plus haut. (*Voyez* TRAITEMENT.)

Si l'*absence* était forcée par suite d'un acte violent et injuste, la retenue ne saurait être légitime. Supposons un curé ou un évêque qui sont poursuivis comme ayant conspiré. S'il y a un jugement qui établisse ce délit, l'administration pourra très-légitimement retenir le traitement. Mais s'il n'y a qu'une accusation, fût-elle accompagnée d'un mandat d'amener, fût-elle suivie d'une instruction judiciaire, tant qu'aucune sentence n'est prononcée, la culpabilité n'est point légalement établie. D'un autre côté, l'*absence* peut être suffisamment justifiée par la raison d'échapper à une détention provisoire.

§ III. ABSENCE *du président du conseil de fabrique.*

(VOYEZ PRÉSIDENT, § III.)

DÉCRET *du 17 novembre 1811, relatif au remplacement des titulaires de cures, en cas d'absence ou de maladie.*

§ 1er. — *Du remplacement des titulaires de cures, en cas d'absence.*

« ART. 1er. Dans le cas où un titulaire se trouverait éloigné temporairement de sa paroisse, un ecclésiastique sera nommé par l'évêque pour le remplacer provisoirement; et cet ecclésiastique recevra, outre le casuel auquel le curé ou desservant aurait droit, une indemnité.

(1) *Voyez notre Cours de droit canon* au mot RÉSIDENCE.

§ II. — *Du traitement du remplaçant, quand le titulaire est éloigné pour mauvaise conduite.*

« ART. 2. Si le titulaire est éloigné pour mauvaise conduite, l'indemnité du remplaçant provisoire sera prise sur le revenu du titulaire, soit en argent, soit en biens-fonds.

« ART. 3. Si le revenu est en argent, l'indemnité du remplaçant sera, savoir :

« Dans une succursale de 250 fr. par an, au *prorata* du temps du remplacement;

« Dans une cure de deuxième classe, de 600 fr. ; et, dans une cure de première classe, de 1000 fr.

« Cette indemnité sera prélevée, au besoin, en partie ou en totalité, sur la pension ecclésiastique du titulaire.

« ART. 4. Si le titulaire est doté, partie en biens-fonds, par exception à la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802), partie en supplément pécuniaire, pour lui compléter un revenu de 500 fr., l'indemnité du remplaçant sera de 250 fr., à prendre d'abord sur le supplément pécuniaire, et, en cas d'insuffisance, sur les revenus en biens-fonds.

« ART. 5. Si le titulaire ayant moins de 500 fr. de revenu en biens-fonds, jouit d'une pension ecclésiastique au moyen de laquelle il n'a point à recevoir de supplément, l'indemnité de 250 fr. du remplaçant sera d'abord prise sur la pension, et, au besoin, sur les biens-fonds.

« ART. 6. Si le titulaire jouit d'un revenu de 500 fr. entièrement en biens-fonds, l'indemnité du remplaçant sera également de 250 fr., à prendre entièrement sur les revenus.

« ART. 7. Si le revenu du titulaire en biens-fonds excède 500 fr., l'indemnité du remplaçant sera de 300 fr., lorsque ce revenu sera de 500 fr., à 700 fr., et des deux tiers du revenu, au-dessus de 700 fr. (1)

§ III. — *Du traitement en cas d'absence des titulaires pour cause de maladie.*

« ART. 8. Dans le cas d'*absence* pour cause de maladie, il sera conservé aux titulaires de succursales et de cures de deuxième classe et dans des cures dotées en biens-fonds, à tous les curés dont la dotation n'excéderait pas 1200 fr., un revenu jusqu'à concurrence de 700 fr.

« ART. 9. Le surplus de l'indemnité du remplaçant ou la totalité de l'indemnité, si le revenu n'est que de 700 fr., sera, comme le payement des vicaires, à la charge de la fabrique de la paroisse, et, en cas d'insuffisance du revenu de la fabrique, à la charge de la commune, conformément au décret du 30 décembre 1809, concernant les fabriques.

« ART. 10. Cette indemnité à la charge de la commune ou de la fabrique, est fixée, dans les succursales, à 250 fr.; dans les cures de deuxième classe à 400 fr.; dans les cures dont le revenu, soit entièrement en biens-fonds, soit avec un supplément pécuniaire, s'élève à 500 fr , à 250 fr.; lorsque le revenu en biens-fonds

(1) Tous les titulaires jouissant aujourd'hui d'un traitement qui dépasse 700 fr. doivent à leur remplaçant les deux tiers du traitement. Les dispositions des art. 3, 4, 5 et 6 sont maintenant sans application. L'art. 7 ne parle que des cures dotées en biens-fonds; mais l'art. 27 du décret du 6 novembre 1813 a assimilé à ces cures celles dont les titulaires sont payés par l'Etat. (*Voyez* ce décret ci-après sous le mot BIENS; *Voyez* aussi la disposition de la circulaire du 1er avril 1823, ci-dessus, p. 9.)

s'élève de 500 fr. à 700 fr., à 300 fr.; de 700 fr. à 1000 fr., à 350 fr.; et de 1000 fr. à 1200 fr., à 480 fr.

« ART. 11. Lorsque le titulaire absent pour cause de maladie, est curé de première classe ou que le revenu de sa cure en biens-fonds excède 1200 fr., l'indemnité du remplaçant sera à sa charge.

« Cette indemnité est fixée, savoir :

« Dans une cure de première classe, à 700 fr.; dans les cures dont la dotation en biens-fonds s'élève plus haut que 1500 fr , à 1000 fr.

§ IV. — *Règles générales.*

« ART. 12. L'*absence* d'un titulaire pour cause de maladie, sera constatée au moyen d'un acte de notoriété dressé par le maire de la commune où est située la paroisse.

« ART. 13. Quelle que soit la cause de l'éloignement du titulaire, lorsque l'indemnité du remplaçant, dans les cures dotées entièrement en biens-fonds, doit être fixée d'après le produit des revenus fonciers, le montant de ce produit sera évalué au moyen d'un acte de notoriété semblable.

« ART. 14. Toutes les fois que, dans les cures dotées en biens-fonds, par une dérogation, autorisée par nous, à la loi du 18 germinal an X, l'indemnité du remplaçant étant à la charge du titulaire, une partie ou la totalité doit en être imputée sur les revenus de la cure, le remplaçant sera créancier privilégié du titulaire et sur les revenus de la somme qui lui en revient.

§ V. — *Du cas d'infirmité des curés ou desservants.*

« ART. 15. Lorsqu'un curé ou desservant sera devenu, par son âge ou ses infirmités, dans l'impuissance de remplir seul ses fonctions, il pourra demander un vicaire qui soit à la charge de la fabrique, et, en cas d'insuffisance de son revenu, à la charge des habitants, avec le traitement tel qu'il est réglé par l'art. 40 du décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques. »

AVIS *du Conseil d'Etat du* 8 *juillet* 1831, *relatif à l'absence des chanoines et autres ecclésiastiques* (1).

« Les membres du conseil du roi composant le comité qui, sur le renvoi ordonné par M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, ont pris connaissance d'un mémoire des bureaux ayant pour objet les moyens de terminer un différend survenu entre M. l'évêque de Tarbes et M. Baradère, chanoine de la même ville ;

« Vu la lettre en date du 1er juin 1828, dans laquelle M. l'évêque de Tarbes informe M. le ministre de l'*absence* prolongée de M. Baradère, sans congé ;

« La réponse en date du 16 juillet 1828, par laquelle M. le ministre indique qu'on peut, après avoir constaté l'*absence*, suivant la forme canonique, déclarer vacant le canonicat de M. Baradère ;

« L'ordonnance de M. l'évêque, en date du 6 septembre 1829, qui déclare le bénéfice vacant et les pièces qui y sont annexées ;

« La lettre en date du 14 septembre 1829, dans laquelle le ministre demande si les trois monitions préalables voulues par les canons ont eu lieu ;

« La réponse négative de M. l'évêque de Tarbes, du 20 novembre 1820 ; deux

(1) Cet avis du Conseil d'Etat occasionna l'ordonnance du 13 mars 1832, insérée sous le mot TRAITEMENT.

lettres ou mémoires de M. Baradère, en date des 7 et 21 août 1830, dans lesquelles il explique les motifs de son *absence* et demande à toucher son traitement arriéré;

« Le précédent avis interlocutoire du comité, du 2 février 1831, dans lequel il demande s'il n'y a pas dans le ministère de règlement sur l'*absence* des ecclésiastiques et sur le moment où cette *absence* doit leur faire perdre le droit au traitement;

« La réponse négative de M. le ministre, du 10 mai 1831, dans laquelle il invite à passer outre sur les pièces remises ;

« Considérant que, sans entrer dans la question de savoir si les anciens cañons ont été rétablis purement et simplement par la loi du 18 germinal an X, il est au moins certain que les chanoines ne peuvent être dépossédés arbitrairement et sans le concours du roi; que le ministre des cultes ayant annoncé que, faute d'avoir été précédée des trois monitions, l'ordonnance de M. l'évêque ne pouvait être présentée à la sanction du roi; d'où il résulte que M. Baradère est encore chanoine de Tarbes ;

« Considérant qu'en principe aucun traitement ne peut être regardé que comme le prix d'un service rendu; qu'un ecclésiastique absent, un chanoine, par exemple, ne peut rendre les services auxquels le traitement est attaché, surtout lorsque l'*absence* s'est prolongée pendant plusieurs années sans congé ;

« Sont d'avis :

« 1° Que M. Baradère est encore chanoine de Tarbes ;

« 2° Qu'il n'a pas le droit de réclamer son traitement correspondant au temps de son *absence*, sauf néanmoins pour les trois mois accordés aux ecclésiastiques, à titre de vacances, par les règlements sur les chapitres. »

ABSENTS.

Les *absents*, dans le sens du Code civil, sont les personnes dont l'existence est incertaine, par suite de leur disparition subite de leur domicile, ou bien du défaut de leurs nouvelles. (*Voyez* ci-dessus ABSENCE.)

On distingue trois périodes dans l'absence : la présomption, la déclaration, qui le plus souvent est suivie immédiatement de l'envoi en possession provisoire, et l'envoi en possession définitive.

Durant la première période, pendant laquelle on doit espérer le retour prochain ou des nouvelles prochaines de l'*absent*, on ne peut s'immiscer dans l'administration de ses biens qu'autant qu'il y a nécessité absolue d'y pourvoir; et c'est l'autorité judiciaire qui prescrit toutes les mesures de conservation qu'elle juge nécessaires.

Lorsqu'une personne a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que depuis quatre ans on n'en a point eu de nouvelles, les parties intéressées peuvent se pourvoir devant le tribunal de première instance, afin que l'absence soit déclarée. (*Code civil*, art. 115.) Si toutefois l'*absent* avait laissé une procuration, comme cela indique qu'il s'attendait lui-même à une absence prolongée, la déclaration d'absence ne peut être demandée qu'après dix ans. (*Id.*, art. 121.)

Dans les deux cas, le tribunal ordonne des enquêtes, et la déclaration d'absence ne peut être prononcée, au plus tôt, qu'un an après le jugement qui a ordonné ces enquêtes.

Après la déclaration d'absence, les héritiers présomptifs au jour de la disparition ou des dernières nouvelles peuvent se faire envoyer immédiatement en possession provisoire de tous les biens qui appartenaient à l'*absent* à cette même époque : le testament de l'*absent* est ensuite ouvert, s'il en existe un, et tous ceux qui avaient des droits subordonnés au décès de l'*absent* peuvent les exercer provisoirement.

Pour obtenir l'autorisation d'accepter un legs, les fabriques sont dans l'obligation de produire diverses pièces à l'appui de leur demande, et, entre autres, le consentement à la délivrance des héritiers, ou la sommation attestant qu'ils ont été mis en demeure de s'expliquer.

Il peut arriver qu'il n'y ait qu'un seul héritier, dans le cas où le testateur fût un père ou un frère, par exemple, et que cet héritier soit *absent* ; que, dans cette circonstance, les collatéraux appelés, à son défaut, à recueillir l'hérédité, gardent le silence sur son absence, ou s'en prévalent pour retarder le plus longtemps possible, l'effet des dispositions du testateur, ainsi que cela s'est rencontré. Dans cette occurence, le législateur qui a reconnu l'injustice qu'il y aurait à condamner les légataires à l'inaction, a conféré aux fabriques, comme à tous autres intéressés, non-seulement le droit de faire procéder à l'ouverture des testaments, mais encore celui de provoquer la déclaration d'absence (1).

ABUS.

On distingue deux sortes d'*abus* : 1° Celui qui est commis par un supérieur ecclésiastique; 2° Celui qui est commis par un fonctionnaire non ecclésiastique. (*Voyez* APPEL COMME D'ABUS.)

ABUS DE CONFIANCE.

Quiconque détourne ou dissipe, au préjudice des propriétaires, des effets, des deniers ou billets, qui ne lui avaient été remis qu'à titre de dépôt, à la charge de les rendre ou représenter ou d'en faire un usage ou emploi déterminé, commet un *abus de confiance*.

Cette disposition législative s'applique particulièrement aux trésoriers des fabriques ; or, il est bon qu'ils sachent que l'*abus de con-*

(1) Sirey, tom. VIII, pag. 50.

fiance est puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions ou dommages-intérêts dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 fr.

Il résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation que, dans tous les cas où la loi civile n'admet point la preuve par témoins, on ne peut être admis à prouver par la voie criminelle un prétendu *abus de confiance*, vu qu'autrement la règle qui prohibe la preuve testimoniale en matière civile au-dessus de 150 fr. serait trop aisément éludée.

ACADÉMIE.

Lorsque Napoléon créa l'Université, il institua un nombre d'*académies* égal à celui des cours d'appel, et qui correspondait à peu près à l'ancienne division des provinces. Il plaça à la tête de chacune des *académies* un recteur, et le fit assister par deux inspecteurs. Cette organisation avait cela de défectueux, que certaines circonscriptions étant beaucoup plus vastes que d'autres, le recteur qui en était chargé ne pouvait suffire à l'étendue de sa tâche. L'arrêté de 1848 qui a diminué le nombre des *académies* n'a pas affaibli cet inconvénient. L'autorité d'un conseil académique et d'un recteur, dont la juridiction comprenait quatre, cinq et six départements à la fois, ne pouvait être suffisante pour exercer une surveillance sérieuse, énergique et efficace.

Pour obvier à cet inconvénient, la loi organique du 15 mars 1850 sur l'enseignement avait établi une *académie* dans chaque département. Cette *académie* était administrée par un recteur assisté, si le ministre le jugeait nécessaire, d'un ou de plusieurs inspecteurs et par un conseil académique.

On peut voir dans une note de l'art. 7 de la loi sur l'instruction publique les motifs qui ont fait établir une *académie* dans chaque département.

Le décret du 27 mai 1850 place le chef-lieu de chaque *académie* au chef-lieu même du département ; il n'exceptait dans cette règle générale, que les villes de Douai, d'Aix et de Reims. Mais ces dispositions ont été changées par des décrets subséquents. (Voyez INSTRUCTION PUBLIQUE.)

ACCEPTATION.

L'*acceptation* est l'agrément que l'on donne à un acte dont on désire assurer l'exécution.

Nous parlerons ici de l'*acceptation* des dons et des legs faits aux fabriques et autres établissements publics religieux. (*Voyez* DONS.)

§ I. ACCEPTATION *des dons*.

La loi du 2 janvier 1817 dispose que tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi peut *accepter*, avec l'autorisation du gouvernement, tous les biens meubles et immeubles ou rentes qui lui seront donnés par actes entre vifs, ou par acte de dernière votonté. (*Voyez* ci-après cette loi et les ordonnances, décrets et circulaires qui l'expliquent et la modifient.)

Les formalités prescrites pour l'*acceptation* des dons et legs sont indiquées dans une circulaire ministérielle du 29 janvier 1831, rapportée ci-après, p. 33.

L'*acceptation* des dons et legs, lorsqu'il y a charge de services religieux, n'a lieu qu'après l'*acceptation* provisoire de l'évêque diocésain. (*Art. 2 de l'ordon. du 2 avril* 1817.) Cette *acceptation* doit précéder l'envoi des pièces au préfet, p. 33.

Il est à notre connaissance, dit Mgr Affre, que l'usage n'est pas toujours de suivre cette formalité, ou de la faire précéder toutes les autres. Il serait mieux pourtant de s'y conformer.

Les donations entre vifs devenant caduques par la survenance du prédécès des donateurs, il est urgent de mettre la plus grande célérité dans l'expédition des pièces. Si, pendant le temps qu'on sollicite l'autorisation du gouvernement, la vie du donateur venait à péricliter, et qu'on eût lieu de craindre qu'il ne vivra pas jusqu'au moment où le décret d'autorisation sera rendu et le contrat d'*acceptation* passé, on devrait lui faire faire un testament; et il faut, par prudence, toujours en conseiller un au donateur, parce que, s'il meurt dans l'intervalle, la donation est nulle, et qu'alors le testament y suppléera. (*Voyez* TESTAMENT.) Il n'y a pas d'année, dans chaque diocèse, que plusieurs donations ne soient perdues pour les fabriques, parce que le décès du donateur précède le retour du décret impérial ou la passation de l'acte d'*acceptation*. Nous ne saurions donc trop recommander à l'attention et au zèle des administrateurs, et en particulier des trésoriers des fabriques, d'employer la plus grande activité et la plus grande promptitude pour obtenir le décret impérial ou l'arrêté préfectoral autorisant l'*acceptation*.

En effet, tant qu'une donation n'a pas été acceptée et notifiée, elle n'est point parfaite; elle n'est, à proprement parler, qu'un projet de donation qui ne produit aucun effet jusqu'au moment où il y a *acceptation* expresse et formelle, suivant l'article 932 du Code civil ainsi conçu : « La donation entre vifs n'engagera le donateur,

et ne produira aucun effet, que du jour qu'elle aura été acceptée en termes exprès.

« L'*acceptation* pourra être faite du vivant du donateur, par un acte postérieur et authentique, dont il restera minute ; mais alors la donation n'aura effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte qui constatera cette *acceptation* lui aura été notifiée. »

Il est donc bien nécessaire que l'*acceptation* soit faite du vivant du donateur, afin que les deux volontés puissent concourir et le contrat se former ; car avant l'*acceptation*, il n'y a point d'engagement de la part du donateur, parce qu'il n'y a point encore de droit acquis au donataire. Le donateur peut révoquer ses offres jusqu'au jour de l'*acceptation*, qui forme le contrat par le concours des deux volontés, et qui rend la donation parfaite et irrévocable.

Cependant il est un cas où l'on peut recevoir, même par l'effet d'une donation entre vifs, sans qu'il y ait une *acceptation* précise, telle qu'elle est exigée par la loi. Ce cas arrive lorsqu'un particulier, en faisant une donation, impose au donataire la condition de payer une certaine somme à un tiers, ou de lui livrer un autre objet ; ou bien quand une donation n'est pas faite à une fabrique, mais à un tiers qui, par des clauses insérées dans l'acte, n'est institué donataire qu'à la condition d'acquitter des services ou des redevances à la fabrique. Dans ce cas, la condition doit être exécutée à l'égard d'un tiers, quoiqu'il ne l'ait pas acceptée; la donation subsiste avec toutes ses conditions, en vertu de l'*acceptation* de la part du donataire. L'obligation que le donateur lui impose de livrer à un tiers certains meubles et effets n'est point considérée comme donation, mais comme une charge de la donation. (Grenier, Toullier, Paillet, Gousset, Dieulin, etc.)

Il est à remarquer, d'après l'article 932 du Code civil cité ci-dessus, que la donation n'a d'effet, à l'égard du donateur, que du jour où l'acte qui constate cette *acceptation* lui a été notifié. Or, la notification doit toujours se faire par le ministère d'un huissier, cependant elle serait entièrement superflue, si le donateur signait l'acte d'*acceptation*. Mais si une *acceptation* n'était faite que par une simple lettre au donateur, ou seulement par une signification d'huissier, elle ne produirait aucun effet. Il faut indispensablement un acte notarié d'*acceptation* signé par le donateur, ou à lui notifié par un huissier, comme nous venons de le dire. Ce n'est donc que du jour de la notification qu'une fabrique commence à jouir d'une donation.

Faute de l'*acceptation* et de la notification, une multitude de donations faites à des établissements ecclésiastiques et religieux ont été annulées au profit des familles.

En vertu de l'article 48 de la loi du 18 juillet 1837, qui déroge

aux articles 910 et 937 du Code civil, les maires peuvent accepter, à titre conservatoire, les donations faites au profit d'une commune avant le décret impérial ou l'arrêté de préfecture autorisant cette *acceptation*. Mais ce droit spécial n'est nullement applicable aux fabriques, ni aux autres établissements publics, ce qui est sans doute fort à regretter. Les principes, sur les *acceptations* des donations, dit M. Gaudry (1), tiennent à la nature même de ces actes qui doivent être irrévocables. Or, une *acceptation* provisoire ne lui donne pas le caractère d'irrévocabilité : il faudrait une loi spéciale pour créer une exception, elle existe en faveur des communes, et non en faveur des fabriques. Nous ne pensons pas que l'on puisse l'étendre d'un cas à l'autre.

Un arrêt de la Cour de cassation du 12 novembre 1866 décide que les bureaux de bienfaisance peuvent accepter provisoirement, à titre conservatoire, les dons et legs qui leur sont faits ; le décret impérial qui intervient ensuite pour en autoriser l'*acceptation* définitive produit effet à partir du jour de l'*acceptation* provisoire. En conséquence, la révocation d'une donation entre vifs, quoiqu'elle ait été notifiée au bureau de bienfaisance dans l'intervalle de temps qui s'est écoulé entre l'*acceptation* provisoire et le décret d'autorisation, doit être considérée comme non avenue.

Cette décision de la Cour suprême est importante. Bien qu'elle ne concerne pas directement les établissements religieux, nous la rapportons néanmoins, parce qu'elle intéresse au double point de vue de l'équité et de l'identité des situations tous les établissements publics qui reçoivent des libéralités entre vifs.

« Attendu, dit cet arrêt, qu'aux termes de l'article 48 de la loi du 18 juillet 1837, l'*acceptation* à titre conservatoire a pour effet de compléter la donation par le concours de la volonté du donateur et du donataire, sous la condition que cette *acceptation* sera ultérieurement autorisée ; que cette condition venant à s'accomplir a un effet rétroactif au jour même de cette *acceptation* ; qu'à partir de ce jour la donation dont il s'agit étant devenue complète et définitive entre les parties contractantes, n'a pu être révoquée. »

§ II. Acceptation *des legs*.

Quant à l'*acceptation* du legs, elle n'a pas besoin d'être faite par acte authentique, il suffit d'une délibération du conseil de fabrique qui déclare accepter. Toutes les formalités prescrites remplies, le trésorier, qui est légalement chargé de l'*acceptation* du legs, demande aux héritiers la délivrance des objets légués. Si les héri-

(1) *Traité de la législation des cultes*, tome III, page 11.

tiers refusaient d'accorder la délivrance du legs, le trésorier demanderait au conseil de préfecture l'autorisation de les poursuivre devant le tribunal qui les obligerait à accorder la délivrance. Ce n'est que du jour de sa demande en délivrance, qu'une fabrique commence à jouir des legs qui lui sont faits. (*Code civil*, art 1044.) Si le legs consiste en immeubles, la prise de possession se fait par la remise des titres de propriété et la mutation sur les rôles des contributions.

Lorsqu'un legs est fait à une fabrique avec charge de services religieux, et de fonder aussi, par exemple, une école, un hospice ou tout autre établissement d'utilité publique, un arrêt du conseil d'Etat du 30 mai 1838, et un autre du 4 mars 1841, décident que la fabrique et la commune doivent intervenir concurremment dans l'*acceptation* du legs. Le décret impérial autorise simultanément la création de cet établissement et l'*acceptation* de la libéralité. En ce cas, la fabrique a la nue propriété, et l'autre, le revenu.

M. l'abbé Prompsault prétend (1) que nous nous sommes trompé en disant dans ce paragraphe que l'*acceptation* d'un legs doit être faite par une délibération du conseil de fabrique qui déclare accepter, et il ajoute que des trois formules que nous avons placées à la suite de cet article, deux sont sans objet, et que la troisième est mal conçue.

L'erreur qu'il nous reproche nous paraît mal fondée, parce que la circulaire ministérielle du 29 janvier 1831, rapportée ci-après s'exprime ainsi :

« ..... 4° *Acceptation* provisoire, faite conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817. » Or, cette ordonnance dit positivement que l'*acceptation* sera faite par les administrateurs de l'établissement public auquel le don ou legs est fait. C'est donc par les membres du conseil de fabrique que doit être faite cette *acceptation* provisoire, qui doit figurer au nombre des pièces faisant partie du dossier que le ministre prescrit au préfet de lui adresser.

M. l'abbé Prompsault nous paraît singulièrement distrait et fort peu conséquent avec lui-même, car, en nous accusant si légèrement, à notre avis du moins, page 76 de son *Dictionnaire raisonné*, d'être dans l'erreur, il ne s'aperçoit pas que, par une de ces contradictions choquantes qui, d'ailleurs, lui sont assez ordinaires, nous le disons sans aucune amertume et uniquement dans l'intérêt de la vérité, il enseigne, dans le même article, p. 55, ce qui est à remarquer, absolument les mêmes *erreurs* qu'il nous reproche, si tant est que nous ayons enseigné des *erreurs*. Voici, du reste, ses propres expressions, que nous livrons à la sagacité de nos lecteurs.

« L'autorisation du gouvernement, dit-il, est indispensable. Reste

(1) *Dictionnaire raisonné de jurisprudence civile ecclésiastique.*

à savoir si, en attendant qu'elle soit accordée, *les fabriques ne peuvent pas accepter provisoirement*, à titre conservatoire, comme la loi du 18 juillet 1837 dit que les maires peuvent toujours le faire pour les communes. Le conseil d'Etat, dans un avis du 4 juin 1840, *laisse entendre qu'elles le peuvent*. Deux circulaires, l'une du ministre de l'intérieur du 12 avril 1819, et l'autre du ministre des cultes, en date du 29 janvier 1831, *mettent l'acceptation provisoire*, conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817, *au nombre des pièces que les établissements ecclésiastiques doivent envoyer à l'appui de leur demande d'autorisation.*

« L'*acceptation* provisoire est un acte conservatoire, la loi du 18 juillet 1837 le reconnaît. Or, le trésorier de la fabrique et les *administrations des établissements ecclésiastiques*, en général, sont tenus de faire tous actes conservatoires nécessaires. Donc, ils *doivent accepter provisoirement* les donations entre-vifs, afin d'empêcher qu'elles ne deviennent caduques par la mort du donateur, pendant que l'on sollicite l'autorisation de les accepter. L'*acceptation* provisoire empêche la caducité de la donation en cas de décès du donateur. (*Circul. du ministre de l'intérieur du 11 juillet* 1839.) L'*acceptation* provisoire complète la donation. Il ne manque plus à cet acte que l'exécution civile, le gouvernement s'étant spécialement réservé de la donner ou de la refuser. *Tel est notre avis.* »

Si tel est l'avis de M. l'abbé Prompsault, il aurait dû se le rappeler quelques pages plus loin et ne pas taxer d'*erreur* le nôtre, qui est conforme au sien. Il aurait dû conclure, comme nous, que *l'acceptation provisoire*, par le conseil de fabrique, *est au nombre des pièces qui doivent être envoyées à l'appui des demandes d'autorisation*, et que les formules que nous avons données ne sont, ni *sans objet*, ni *mal conçues*. En conséquence, nous les maintenons telles qu'elles sont rédigées.

§ III. Acceptation *des inscriptions de rentes sur l'Etat*

Il en est des donations en rentes sur le trésor public, comme des autres donations ordinaires, c'est-à-dire qu'il faut remplir les mêmes formalités pour obtenir l'autorisation de les accepter. Voici seulement ce qu'une fabrique a de particulier à faire pour l'*acceptation* des inscriptions de rentes sur l'Etat. Le donateur ou son mandataire spécial, se rend chez le receveur général, lui exhibe le décret impérial d'autorisation et signe le transfert des rentes. Le receveur, après avoir fait légaliser cette signature par un notaire, délivre un nouveau certificat d'inscription à la fabrique donataire, qui devient ainsi propriétaire des rentes qui lui sont données.

§ IV. *Modèles d'actes pour l'*ACCEPTATION *des dons et legs.*

Avant de rapporter les divers actes législatifs sur l'*acceptation* des dons et legs, nous croyons devoir donner ici une formule de délibération à prendre par le conseil de fabrique ; et une formule d'avis à émettre par le bureau des marguilliers, pour faire régulièrement cette *acceptation.* Nous y joignons aussi une formule de la demande en autorisation que doit faire le trésorier. Nous donnons ainsi, dans tout le cours de cet ouvrage, tous les modèles d'actes qui nous semblent nécessaires.

DÉLIBÉRATION *du conseil de fabrique, à l'effet de demander l'autorisation d'accepter une donation ou un legs.*

L'an mil huit cent et le du mois de , le conseil de la fabrique de l'église de N... s'est réuni en séance ordinaire (ou extraordinaire, si l'assemblée a lieu hors des époques fixées par les règlements, en vertu d'une autorisation de l'évêque ou du préfet),

Sous la présidence de M. N...

Etaient présents MM. N... N...

M. le président a exposé que M. N... ou M^me^ N... (noms, prénoms et domicile), décédé le (s'il est question d'un legs), a fait don à la fabrique de la susdite église, par acte ou par testament du , de la somme de ou rente, et pour être employée à ou à la charge, par la fabrique, de

Vu l'acte ou le testament susdit ;

Considérant que, etc. ; que, etc. ; avons estimé que cette libéralité est (ou n'est pas) avantageuse à la fabrique ; l'avons acceptée provisoirement (ou refusée), et (si elle est acceptée) avons arrêté de supplier M. le Préfet de nous autoriser (ou si le don dépasse 1000 francs), de nous obtenir du gouvernement l'autorisation nécessaire pour accepter légalement ladite libéralité (s'il y a des charges) nous obligeant à remplir fidèlement les charges susdites qu'elle nous impose.

Signatures des conseillers.

AVIS *du bureau des marguilliers, au sujet de l'acceptation des dons et des legs (1).*

Cejourd'hui, le.., du mois de... de l'an 18...

Le bureau des marguilliers de la paroisse de..., réuni à la sacristie ou au presbytère de..., conformément à l'autorisation, en date du..., donnée par Mgr l'évêque de..., M. le président donne aux conseillers présents lecture d'un acte de donation (ou d'un tes-

(1) C'est le bureau des marguilliers qui, d'après le décret de 1809 et l'ordonnance du 2 avril 1817, doit donner son avis sur l'*acceptation* de tous les dons et les legs.

tament), par lequel N... donne (ou lègue) à la fabrique, deux parcelles de terre, de la contenance de..., évaluées en capital à la somme de... et produisant un revenu annuel de...

(*Si le don ou legs consistait en un capital, ou en une rente sur l'Etat, on l'exprimerait.*)

Ce don (ou ce legs) est fait à la fabrique, à charge par elle de faire célébrer à perpétuité pour le donateur (ou le testateur), deux services annuels avec vigiles (ou deux messes hautes ou basses, les mercredi et vendredi des Quatre-Temps). Cette donation (ou ce legs) offrant un revenu supérieur aux frais qu'entraînera la célébration des services (ou un revenu suffisant pour l'acquit des charges imposées par le fondateur), le bureau, après avoir délibéré, est d'avis qu'elle est avantageuse à la fabrique, et, en conséquence, il accepte la susdite donation avec les charges énumérées dans l'acte constitutif.

Il charge en même temps le trésorier de faire toutes les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation impériale ou préfectorale (1) et faire l'acte d'acceptation définitive.

Signatures des conseillers présents.

Formule d'une demande en autorisation de la part du trésorier de la fabrique pour l'acceptation d'une donation ou d'un legs.

Je soussigné, trésorier de la fabrique de N..., agissant en vertu d'un avis du bureau, en date du..., demande l'autorisation d'accepter le don (ou legs) fait par M..., en faveur de ladite fabrique, suivant acte authentique (2) (ou testament olographe) du... 18...

N..., le... du mois de l'an 18...

Signature du trésorier.

Voici les dispositions législatives actuellement en vigueur, relatives à l'*acceptation* des donations faites aux établissements ecclésiastiques.

« Article 910 du Code civil ; les dispositions entre vifs ou par testament, au profit des hospices, des pauvres, d'une commune, ou d'établissements d'utilité publique, n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par un décret impérial. »

Nous rapportons d'abord ici le décret du 12 août 1807, parce qu'il est utile d'en connaître les dispositions.

DÉCRET *du 12 août 1807 sur le mode d'acceptation des dons et legs faits aux fabriques, aux établissements d'instruction publique, et aux communes.*

« ART. 1er. L'arrêté du 4 pluviose an XII (25 janvier 1804) sur les dons et legs

(1) L'autorisation du préfet suffit pour toutes les libéralités mobilières qui ne dépassent pas 1000 fr.

(2) *Voyez* sous le mot ACTE AUTHENTIQUE ce que c'est.

faits aux hôpitaux, et qui n'excèdent pas la somme de 300 fr., est déclaré commun aux fabriques, aux établissements d'instruction publique et aux communes.

« ART. 2. En conséquence, les administrateurs des établissements d'instruction publique, et les maires des communes (1), tant pour les communes que pour les fabriques, sont autorisés à accepter lesdits legs et dons, sur la simple autorisation des sous-préfets (2), sans préjudice de l'approbation préalable de l'évêque diocésain, dans le cas où ils seraient faits à la charge de services religieux (3).

ART. 3. Chaque année, le tableau de ces dons et legs sera envoyé par les préfets à notre ministre de l'intérieur, qui en formera un tableau général, lequel nous sera soumis dans le cours du mois de janvier, et sera publié. »

LOI *du 2 janvier 1817, sur les donations et legs aux établissements ecclésiastiques.*

« ART. 1er. Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi (4) pourra accepter, avec l'autorisation du roi, tous les biens, meubles, immeubles ou rentes qui lui seront donnés par actes entre vifs ou par acte de dernière volonté.

« ART. 2. Tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra également, avec l'autorisation du roi, acquérir des biens immeubles ou des rentes.

« ART. 3. Les immeubles ou rentes appartenant à un établissement ecclésiastique seront possédés à perpétuité par ledit établissement et seront inaliénables, à moins que l'aliénation n'en soit autorisée par le roi. »

ORDONNANCE *du 2 avril 1817, qui détermine les voies à suivre pour l'acceptation et l'emploi des dons et legs faits aux établissements ecclésiastiques et autres établissements d'utilité publique.*

« ART. 1er. Conformément à l'art. 910 du Code civil et à la loi du 2 janvier 1817, les dispositions entre vifs ou par testament de biens meubles et immeubles au profit des églises, des archevêchés et évêchés, des chapitres, des grands et petits séminaires, des cures et des succursales, des fabriques, des pauvres, des hospices, des colléges, des communes et, en général, de toute association religieuse reconnue par la loi, ne pourront être acceptées qu'après avoir été autorisées par nous, le conseil d'Etat entendu, et sur l'avis préalable de nos préfets et de nos évêques (5), suivant les divers cas.

(1) Ce n'est plus aux maires à accepter les dons et legs faits aux fabriques, mais au bureau des marguilliers, par les trésoriers. *Voyez* ci-après l'article 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

(2) L'ordonnance du 2 avril 1817, rapportée ci-après, délègue ce pouvoir aux *préfets* seulement.

(3) Cette disposition est conservée par l'article 2 de l'ordonnance du 2 avril 1817

(4) Tels que les chapitres, les séminaires, les communautés religieuses, les fabriques, etc.

(5) *Nos évêques*; cette expression est curieuse : on est peiné de la trouver dans un acte législatif d'une nation catholique. Elle s'expliquerait en Angleterre, mais en France, c'est trop fort. La Restauration avait parfois des idées singulières.

« L'*acceptation* des dons et legs en argent ou objets mobiliers n'excédant pas 300 fr., sera autorisée par les préfets (1).

« ART. 2. L'autorisation ne sera accordée qu'après l'autorisation provisoire de l'évêque diocésain, s'il y a charge de services religieux (2).

« ART. 3. L'*acceptation* desdits legs ou dons, ainsi autorisée, sera faite, savoir (3) :

« Par les administrateurs des hospices, bureaux de charité et de bienfaisance' lorsqu'il s'agira de libéralités en faveur des hôpitaux et autres établissements de bienfaisance ;

« Par les maires des communes, lorsque les dons ou legs seront faits au profit de la généralité des habitants et pour le soulagement et l'instruction des pauvres de la commune ;

« Et enfin par les administrateurs de tous les autres établissements d'utilité publique, pour tout ce qui sera donné ou légué à ces établissements.

« ART. 4. Les ordonnances et arrêtés d'autorisation détermineront, pour le plus grand bien des établissements, l'emploi des sommes données et prescriront la conservation ou la vente des effets mobiliers, lorsque le testateur ou le donateur auront omis d'y pourvoir.

« ART. 5. Tout notaire dépositaire d'un testament contenant un legs au profit de l'un des établissements ou titulaires mentionnés ci-dessus, sera tenu de leur en donner avis lors de l'ouverture ou publication du testament. En attendant l'*acceptation*, le chef de l'établissement ou le titulaire feront tous les actes conservatoires qui seront jugés nécessaires (4).

« ART. 6. Ne sont point assujettis à la nécessité de l'autorisation : les acquisitions ou emplois en rentes constituées sur l'Etat ou sur les villes, que les établissements ci-dessus désignés pourront acquérir dans les formes de leurs actes ordinaires d'administration. Les rentes ainsi acquises seront immobilisées et ne pourront être aliénées sans autorisation (5).

« ART. 7. L'autorisation pour l'*acceptation* ne fera aucun obstacle à ce que les tiers intéressés se pourvoient par les voies de droit contre les dispositions dont l'*acceptation* aura été autorisée. »

CIRCULAIRE *du Ministre de l'intérieur, sur l'interprétation de la loi du 2 janvier* 1817 (6).

Paris, le 12 avril 1819.

« Monsieur le Préfet,

« D'après la loi du 2 janvier 1817, tout établissement ecclésiastique reconnu par

(1) Le décret du 12 août 1807, rapporté ci-dessus, accordait cette faculté aux *sous-préfets*. Maintenant les préfets peuvent accepter des libéralités qui n'excéderaient pas la somme de 1000 fr. Le décret du 15 février 1862, rapporté ci-après, a modifié cette disposition législative, en faveur des fabriques seulement.

(2) Le décret du 12 août 1807 consacrait la même disposition.

(3) *Voyez* ci-après l'ordonnance du 7 mai 1826 qui modifie cet article.

(4) Cet article a été modifié par le décret du 30 juillet 1863.

(5) *Voyez* ci-après l'ordonnance du 14 janvier 1831 qui rapporte cet article.

(6) Cette circulaire est modifiée par celle du 29 janvier 1831, rapportée ci-après à la fin de cet article, p. 33.

la loi pourra, avec l'autorisation du roi, accepter les biens meubles, immeubles ou rentes qui lui seront donnés par actes entre vifs ou par actes de dernière volonté et acquérir des biens immeubles ou des rentes.

« Cette loi dispose encore que les biens appartenant à un établissement ecclésiastique seront inaliénables, à moins que l'aliénation n'en soit autorisée par le roi.

« Aux termes de l'ordonnance du 2 avril 1817, cette autorisation ne sera accordée que sur l'avis préalable de MM. les évêques et de MM. les préfets.

« J'ai eu lieu de me convaincre que la marche suivie jusqu'à présent pour instruire ces sortes d'affaires entraîne des délais préjudiciables aux établissements intéressés.

« Pour obvier à cet inconvénient grave et éviter les renvois, d'abord à M. l'évêque, ensuite à vous, des demandes qui me sont adressées directement, il est à désirer que les dossiers me parviennent complets et qu'ils ne me soient transmis qu'après que les pièces ci-dessous indiquées auront été produites et réunies dans vos bureaux, savoir, pour les legs :

« 1° testament ; 2° acte de décès du testateur ; 3° évaluation de l'objet légué ; 4° *acceptation* provisoire faite conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817 ; 5° avis de M. l'évêque ; 6° avis du sous-préfet ; 7° renseignements sur la position des héritiers et assurance qu'ils ne sont pas dans l'intention de réclamer. Au cas contraire, joindre leur mémoire en faisant connaître le nombre des réclamants, le montant de l'hoirie et la portion afférente à chacun d'eux ; 8° votre avis et vos observations particulières.

« Pour les donations :

« 1° Actes de donation ; 2° évaluation de l'objet donné ; 3° certificat de vie ; 4° *acceptation* provisoire faite conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817 ; 5° avis de M. l'évêque ; 6° vos renseignements ayant pour objet de faire connaître si la libéralité n'a été produite par aucune suggestion.

« A l'égard des baux, échanges, aliénations, etc., etc., des biens immeubles appartenant aux fabriques, l'art. 3 de l'arrêté du 7 thermidor an XI porte que les biens des fabriques seront administrés dans la forme particulière *aux biens communaux*.

« L'art. 62 du décret du 30 décembre 1809 veut que les biens immeubles de l'église ne puissent être vendus, aliénés, échangés, ni même loués pour un terme plus long que neuf ans, sans une délibération du conseil, l'avis de l'évêque diocésain et l'autorisation du gouvernement. (*Voyez* BAIL.)

« Par conséquent, et en exécution de l'art. 3 dudit arrêté du 7 thermidor an XI et de l'art. 62 du décret du 30 décembre 1809, toutes les formalités à remplir par les maires, à l'égard de la location, de l'échange ou de la vente d'un bien communal, doivent être également remplies par les fabriques, lorsqu'il s'agit de louer, d'échanger ou d'aliéner des biens quelconques appartenant à la fabrique qu'ils administrent.

« Ces formalités sont déterminées, tant par l'arrêté du gouvernement du 7 germinal an IX, que par la jurisprudence du ministère de l'intérieur et du conseil d'Etat.

« L'estimation de l'immeuble ou des immeubles à acquérir, aliéner, concéder ou échanger, doit d'abord être faite contradictoirement par deux experts nommés, l'un par le maire, l'autre par le particulier qui se propose de devenir vendeur, acquéreur, concessionnaire ou échangiste ; un plan figuré et détaillé des lieux doit accompagner le procès-verbal, au bas duquel le soumissionnaire met son consentement.

« Une information de *commodo et incommodo* se fait ensuite par un commissaire

au choix du sous-préfet, et le tout est mis sous les yeux du conseil de fabrique pour en délibérer.

« Le conseil de fabrique exprime son vœu, le sous-préfet émet son opinion, et M. l'évêque donne l'avis prescrit par l'art. 62 du décret du 30 décembre 1809, et vous avez ensuite à me transmettre ces pièces avec votre avis particulier. »

ORDONNANCE *du 7 mai 1826, concernant les donations et legs.*

« CHARLES, etc.

« Vu l'ordonnance du 2 avril 1817, sur l'exécution de la loi du 2 janvier de la même année, relative aux donations et legs faits en faveur des établissements ecclésiastiques, sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. A l'avenir, lorsque la personne désignée en la qualité qu'elle exerce par l'ordonnance du 2 avril 1817 (1) pour accepter, avec notre autorisation, les donations faites aux établissements ecclésiastiques, sera elle-même donatrice, elle sera remplacée, pour la formalité de l'*acceptation*, savoir :

« L'évêque, par le premier vicaire-général, si la donation concerne l'évêché ; par le supérieur du séminaire, s'il s'agit d'une libéralité au profit de cet établissement, et par le trésorier de la fabrique de la cathédrale, si la donation a pour objet ladite cathédrale ;

« Le doyen du chapitre, par le plus ancien chanoine après lui ;

« Le curé et le desservant, par le trésorier de la fabrique ;

« Le trésorier, par le président ;

« Le supérieur, par l'ecclésiastique destiné à le suppléer en cas d'absence ;

« Et la supérieure, par la religieuse qui vient immédiatement après elle dans le gouvernement de la congrégation ou communauté.

« ART. 2. L'ordonnance du 2 avril est maintenue en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance. »

ORDONNANCE *du 14 janvier 1831 relative aux legs et donations faits aux établissements ecclésiastiques.*

« Vu les lois des 2 janvier et 24 mai 1825, relatives aux donations et legs, acquisitions et aliénations de biens meubles, immeubles et de rentes concernant les établissements ecclésiastiques et les communautés religieuses de femmes ;

« Voulant remédier aux abus qui ont eu lieu par défaut d'exécution ou par fausse interprétation de ces lois ;

« Notre conseil d'Etat entendu ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. L'art. 6 de l'ordonnance royale du 2 avril 1817 est rapporté ; en conséquence, aucun transfert ou inscription de rentes sur l'Etat, au profit d'un établissement ecclésiastique ou d'une communauté religieuse de femmes, ne sera effectué qu'autant qu'il aura été autorisé par une ordonnance royale, dont l'établissement intéressé présentera, par l'intermédiaire de son agent de change, expédition en due forme au directeur du grand-livre de la dette publique (2).

(1) Cette ordonnance modifie celle du 2 avril 1817 rapportée ci-dessus, p. 24.

(2) Cet article modifie l'avis du conseil d'Etat du 21 décembre 1808, et le décret du 16 juillet 1810, rapportés sous le mot RENTES.

« ART. 2. Aucun notaire ne pourra passer acte de vente, d'acquisition, d'échange, de cession ou transport, de constitution de rentes, de transaction, au nom desdits établissements, s'il n'est justifié de l'ordonnance royale portant autorisation de l'acte, et qui devra y être entièrement insérée.

« ART. 3. Nulle *acceptation* de legs, au profit des mêmes établissements, ne sera présentée à notre autorisation sans que les héritiers connus du testateur aient été appelés par acte extrajudiciaire pour prendre connaissance du testament, donner leur consentement à son exécution, ou produire leurs moyens d'opposition ; s'il n'y a pas d'héritiers connus, extrait du testament sera affiché, de huitaine en huitaine et à trois reprises consécutives, au chef-lieu de la mairie du domicile du testateur, et inséré dans le journal judiciaire du département, avec invitation aux héritiers d'adresser au préfet, dans le même délai, les réclamations qu'ils auraient à présenter.

« ART. 4. Ne pourront être présentées à notre autorisation les donations qui seraient faites à des établissements ecclésiastiques ou religieux, avec réserve d'usufruit en faveur du donateur.

« ART. 5. L'état de l'actif et du passif, ainsi que des revenus et charges des établissements ou donataires, vérifié et certifié par le préfet, sera produit à l'appui de leur demande en autorisation d'accepter les dons ou legs qui leur seraient faits.

« ART. 6. Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux autorisations à donner par le préfet,' en vertu du dernier paragraphe de l'art. 1er de l'ordonnance du 2 avril 1817. »

« Il n'est pas rare, dit Mgr Gousset, archevêque de Reims, dans son commentaire du Code civil, que les héritiers d'un testateur aient recours au gouvernement, pour faire réduire les legs qui sont faits en faveur des églises, des séminaires ou autres établissements publics. Celui qui, par fraude, c'est-à-dire en falsifiant les faits ou en exagérant ses besoins, obtient cette réduction, déjà si odieuse par elle-même, se rend manifestement coupable d'injustice et d'une espèce de sacrilége N'est-ce pas assez que l'on puisse être admis, en exposant la vérité, à frustrer en partie les intentions sacrées d'un mourant qui comptait peut-être sur cette disposition, comme sur le seul moyen qui lui restât de réparer ses injustices. En vérité, n'a-t-on pas l'air de craindre que la charité, la justice, que Dieu lui-même, ne soit à charge à la société, par les offrandes que les fidèles font à l'Eglise ? »

M. le ministre de la justice et des cultes explique ainsi cette ordonnance du 14 janvier 1831 :

CIRCULAIRE *de M. le ministre de la justice et des cultes à MM. les préfets, relative aux dons et legs faits aux établissements ecclésiastiques et à l'exécution des dispositions de l'ordonnance du 14 janvier* 1831.

Paris, le 14 septembre 1839.

« Monsieur le préfet,

« L'ordonnance royale du 14 janvier 1831 contient les dispositions suivantes, au sujet des dons et legs faits au profit des établissements ecclésiastiques. »

(M. le ministre rapporte ici les articles 3, 5 et 6.)

« Je remarque que ces prescriptions sont souvent mises en oubli ; que la plúpart des dossiers qui parviennent au ministère des cultes, pour les affaires de la nature de celles que l'ordonnance a pour objet, sont incomplets ou ne présentent que des pièces irrégulières ; ce qui nécessite de nombreux renvois et multiplie la correspondance, au grand préjudice de l'expédition des affaires et des intérêts qui s'y trouvent engagés.

« Je vous invite donc, monsieur le préfet, à veiller attentivement à ce que toutes les formalités que je viens de rappeler et qui sont de rigueur, soient toujours exactement accomplies.

« La portée de l'intervention des héritiers naturels, que l'ordonnance provoque, doit être aussi sainement comprise et convenablement appréciée.

« Leur opposition n'est point un obstacle absolu à l'autorisation des libéralités faites aux établissements ecclésiastiques ; leur consentement ne saurait être non plus une raison suffisante pour en déterminer nécessairement l'approbation. Les héritiers sont consultés, parce que le gouvernement veut protéger tous les intérêts ; mais il n'est lié dans aucun cas, il conserve toujours son libre arbitre.

« Je dois ajouter que les interpellations qui leur sont adressées par acte extra-judiciaire ou par voie publicative, doivent avoir lieu lors même qu'il y a un légataire universel institué; car ils peuvent avoir l'intention d'attaquer le legs universel, et il importe que le gouvernement soit prévenu, parce que cette circonstance peut exercer une grande influence sur sa décision.

« L'état de *l'actif et du passif,* exigé par l'art. 5, ne saurait être autre chose *pour les fabriques* que leur budget annuel, et, *pour les séminaires,* que le compte qu'ils doivent produire chaque année, en exécution de l'art. 79 du décret du 6 novembre 1813. (*Voyez* ce décret sous le mot BIENS D'ÉGLISE.)

« La plupart des budgets de fabriques qui me parviennent, sont dressés avec une fâcheuse irrégularité, quant à la forme, et souvent rien n'indique qu'ils ont été soumis à l'approbation de l'autorité diocésaine, ainsi que le veut l'art. 47 du décret du 30 décembre 1809 ; d'autres fois, cette approbation est conçue dans des termes qui font douter que les articles aient été examinés en détail. Je dois rappeler, à ce sujet, qu'un modèle de budget a été transmis par le ministre des cultes, avec ses instructions générales du 22 avril 1811, et qu'il n'est pas permis de s'en écarter (1). Ce modèle, dont je joins, au reste, un exemplaire avec cette circulaire, contient une colonne destinée à recevoir le règlement de l'évêque sur chaque article proposé par la fabrique, qui lui paraît susceptible de modification; cette colonne doit être exactement remplie, non-seulement comme garantie d'examen, mais comme obstacle à tout virement de crédits que la fabrique voudrait faire, sous prétexte que, l'ensemble seul du budget ayant été approuvé, elle demeure libre d'en modifier les articles à son gré.

« C'est principalement sur ces points, monsieur le préfet, que doit s'exercer la vérification qui vous est demandée par le même art. 5 de l'ordonnance. Il vous appartient donc de refuser toute expédition du budget qui ne serait pas dressé dans la forme prescrite. Quant aux séminaires, leurs comptes devront être soumis chaque année au ministre, et l'intermédiaire des préfets n'étant pas exigé pour ces productions, les dossiers relatifs à ces établissements seront complétés dans mes bureaux.

« Je fais observer enfin, à propos de l'art. 5 précité, en tant qu'il se réfère à

(1) *Voyez* BUDGET. Nous indiquons sous ce mot l'approbation par l'évêque, et nous y donnons un modèle de budget.

l'art. 1er de l'ordonnance du 2 avril 1817 (dernier paragraphe), que la faculté accordée à MM. les préfets, de statuer sur les libéralités en argent ou effets mobiliers qui n'excèdent pas 300 fr., ne doit pas les dispenser de me transmettre les dossiers concernant de semblables libéralités, lorsqu'elles se trouvent comprises dans un testament avec d'autres dispositions de même nature. On a eu des exemples de sommes considérables qui ont été ainsi réparties entre une multitude d'établissements appartenant même à plusieurs départements. Il faut que le gouvernement puisse apprécier l'ensemble de semblables dispositions, qui ne sont pas moins onéreuses pour les familles et moins dignes de sa sollicitude, pour être divisées en faibles portions.

« Je profite de l'occasion pour vous rappeler, etc.

» *Le garde des sceaux*, etc. J.-B. TESTE. »

Il est une observation bien importante à faire sur cette circulaire, c'est que l'opposition des héritiers n'est point un obstacle absolu à l'autorisation des libéralités faites aux établissements ecclésiastiques, comme on le croit assez généralement. Nous savons que, dans plusieurs diocèses, des fabriques ont renoncé à réclamer l'effet de libéralités faites à leur profit, parce que les héritiers refusaient d'y donner leur consentement; tantôt c'était ces fabriques, qui, peu familiarisées avec la législation, avaient d'elles-même adopté cette opinion et commis cette erreur; tantôt c'était dans les bureaux des sous-préfectures ou des préfectures qu'on leur avait assuré que ce consentement était indispensable. L'ordonnance du 14 janvier 1831 exige que les héritiers du testateur soient appelés à prendre connaissance du testament, et à donner leur consentement à son exécution ou à produire leurs moyens d'oppositions; mais elle ne porte point que, dans le cas d'opposition de leur part, l'*acceptation* des libéralités ne pourra pas être autorisée; c'eût été annuler d'avance la presque totalité de ces libéralités.

Il est aussi une autre considération fort importante qui ne doit être perdue de vue ni par les préfets, ni par les ministres, ni par le conseil d'Etat appelé à délibérer sur les demandes en autorisation d'*acceptation* des libéralités faites en faveur des établissements publics, c'est que l'intervention du gouvernement dans l'*acceptation* de ces libéralités est loin d'avoir pour objet principal de protéger les familles et de défendre leurs intérêts. L'administration ne doit pas, à cet égard, se laisser égarer par un sentiment de générosité qui serait exagéré et sans fondement légal.

Nous trouvons sur ce sujet, dans un rapport très-remarquable présenté au roi, au mois d'avril 1837, par le ministre de l'intérieur (M. de Gasparin), des observations fort judicieuses; nous ne saurions mieux faire que de les reproduire, puisque, émanant de l'administration elle-même, il s'y rattache incontestablement une sorte de caractère officiel. Voici comment s'exprime ce rapport (p. 28 et suiv.):

« Pendant quelques années, l'administration de l'intérieur entendit d'une manière très-large l'article 910 du Code civil : de la nécessité de l'autorisation du gouvernement pour la validité des legs, on avait induit le droit, pour l'administration, de les répudier ou de les réduire, et cette induction était rigoureuse. Mais on était allé plus loin : on avait pensé que le gouvernement pouvait aussi, non-seulement modifier les clauses des actes de libéralité, mais même disposer, en quelque sorte, du montant des réductions qu'il prononçait, et les répartir entre les héritiers, suivant le degré d'intérêt que la position de chacun d'entre eux pouvait inspirer. C'était refaire le testament; c'était substituer la volonté de l'administration à celle du testateur, et même à celle de la loi ; car le Code a déterminé l'ordre des successions, et il est évident que les biens dépendant des libéralités non acceptées par le gouvernement demeurent dans la masse de l'actif, et doivent être répartis d'après le droit commun de l'héritage.

« On a fini par renoncer à ce système, et l'on s'est rapproché davantage de la légalité en laissant entre les héritiers, conformément aux dispositions du Code civil, le partage des biens provenant des réductions ou des répudiations des legs aux établissements charitables.

« Cependant, on paraît penser que le gouvernement, dans l'exercice de l'attribution que lui confère l'article 910 du Code civil, doit se préoccuper avant tout de l'intéret des familles. Mais est-ce bien là l'intention du législateur ? On en peut douter.

« Si le Code avait eu exclusivement en vue l'intérêt des familles, on pourrait le taxer d'inconséquence. Comment admettre, en effet, que, dans le titre même où, en réglant la disposition des biens par donations entre vifs ou par testament, le législateur se montrait si respectueux pour le droit du propriétaire, qu'à part quelques réserves en faveur des ascendants et descendants, il lui attribuait la faculté la plus entière de donner ou de léguer sa fortune, il aurait considéré comme indispensable de charger le gouvernement de défendre les héritiers contre les actes de donations faits en faveur des pauvres ; tandis que, d'un autre côté, il laissait au donateur la possibilité de disposer, sans contrôle et suivant son caprice, au profit d'étrangers qu'aucun lien n'attachait à lui, et qui souvent même ne pourraient expliquer honorablement les motifs de la libéralité ? Si l'intérêt des familles réclamait une protection particulière contre les actes qui pouvait les dépouiller de leur héritage, il la fallait plus générale ; il fallait donner au gouvernement le droit d'intervenir dans tous les actes de donation entre vifs ou testamentaires qui auraient pu blesser les légitimes espérances des héritiers sans fortune. La loi ne l'a pas fait ; elle a reconnu le droit absolu, pour l'homme, de disposer de ses biens, soit de son vivant, soit après lui ; et les réserves peu nombreuses qu'elle a stipulées, par des motifs qui

s'expliquent aisément, sont resserrées dans des limites telles, que l'exception est ici une manifeste confirmation du principe.

« Si donc l'on veut rechercher le véritable esprit de l'article 910, il est facile d'y reconnaître, avant tout, une mesure d'ordre public; c'est l'application du principe général de haute tutelle administrative, principe fort ancien dans nos lois, qui interdit aux communautés d'habitants, comme à tous les établissements publics, d'acquérir et de posséder, à quelque titre que ce soit, sans l'autorisation du pouvoir central ; c'est spécialement une reproduction de la règle posée par l'édit de 1749, modifiée, en ce qui concerne les hospices, par la déclaration de 1762, et qui défendait, dans un intérêt d'ordre public, aux établissements de main-morte de recevoir des biens, s'ils n'y étaient autorisés par le roi.

« Telle me paraît être la considération dominante qui a dicté la disposition de l'article 910. Sans doute, il n'en faut pas conclure d'une manière absolue que l'administration doive complètement négliger l'intérêt des familles et repousser *à priori* toutes les réclamations qui pourraient être motivées par la position particulière des héritiers. Dans l'exercice de la puissance publique, il n'y a pas de principe absolu. Certes, l'administration doit entendre, provoquer même les réclamations des familles, si ce n'est précisément pour faire céder la volonté exprimée du testateur devant l'intérêt des héritiers, du moins pour s'assurer, en s'entourant de tous les renseignements possibles, que cette volonté a bien été libre et éclairée. Si des faits ou seulement des indices de captation étaient dévoilés, ou s'il était démontré que le testateur ignorait la véritable position de sa famille ; s'il s'était abusé lui-même sur la quotité de ses biens ; en un mot, si l'on parvenait à établir, par des présomptions graves, que les intentions écrites dans le testament ont pu être l'effet d'un mouvement peu réfléchi ou passionné, dès-lors le gouvernement pourrait, dans un intérêt de haute justice, user de l'attribution qui lui est conférée, pour empêcher l'établissement légataire de profiter de biens qu'il n'acquerrait alors, pour ainsi dire, que par une espèce de fraude, et de s'enrichir par une criante injustice. Mais il y a loin de ce point de vue au système arbitraire qui puise le principal motif de ses décisions hors de la volonté du testateur, et dans la position plus ou moins heureuse du légataire.

« En résumé, le motif de l'intervention de la puissance publique dans l'*acceptation* des donations de tous genres faites aux communautés et établissements autorisés, est l'intérêt public. Cette attribution du gouvernement, par le fait seul qu'elle appartient au gouvernement, ne vient pas du droit civil. L'intérêt privé, la justice distributive, ne peuvent donc servir de règle dans l'exercice d'une faculté dont l'origine est ailleurs.

« La nécessité de ne pas augmenter les biens de main-morte, de ne pas enrichir outre mesure certaines corporations, d'éviter aux communautés ou établissements, des legs ou donations onéreuses ou contraires au but de leur institution, etc., etc.; telles sont les raisons qui semblent devoir, en première ligne, déterminer le gouvernement à répudier ou à réduire les libéralités qui leur sont destinées. La bizarrerie ou la dureté du testament, la situation intéressante des héritiers naturels et légaux, ne peuvent être admises que comme des considérations, et ne sauraient être les motifs uniques ni les motifs principaux de la décision de l'administration supérieure. Agir autrement, ce serait transporter le principe du droit de grâce dans le droit civil. »

Nous n'ajoutons rien à ces considérations, parce que nous les adoptons complètement. (*Voyez* DONS MANUELS, TESTAMENT.)

La circulaire suivante indique les pièces à produire pour l'*acceptation* des legs et donations.

CIRCULAIRE *du ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. Barthe) *aux préfets, sur les legs, donations, acquisitions, etc., concernant les établissements ecclésiastiques et communautés religieuses ; exécution de l'ordonnance du* 14 *janvier* 1831.

Paris, le 29 janvier 1831.

« Monsieur le préfet,

« J'ai l'honneur de vous transmettre une ampliation de l'ordonnance royale du 14 de ce mois (1), relative aux donations et legs, acquisitions et aliénations de biens meubles et immeubles et de rentes, concernant les établissements ecclésiastiques et les communautés religieuses de femmes.

« Ces établissements sont actuellement assujettis à l'autorisation préalable du roi, pour effectuer les acquisitions et emplois en rentes constituées sur l'Etat. Vous aurez dès-lors à me transmettre, avec votre avis et celui de M. l'évêque, les demandes qu'ils formeraient dans cet objet.

« Les donations faites avec réserve d'usufruit en faveur du donateur ne seront point susceptibles d'autorisation. Si, nonobstant cette prohibition, des actes renfermant une clause semblable vous étaient adressés, il suffirait de les renvoyer, en citant l'article de l'ordonnance qui ne permet pas de les présenter à la sanction du gouvernement.

« De nouvelles formalités sont prescrites, afin de compléter l'instruction des affaires, de mieux éclairer l'autorité et de la mettre à portée d'apprécier et de concilier les divers intérêts.

« Pour abréger les détails, souvent très-préjudiciables aux établissements et aux familles, je vous recommande de n'omettre, dans la formation des dossiers que vous aurez à m'adresser, aucune des pièces ci-après, savoir :

Pour les legs :

« 1° Testament ;

« 2° Acte de décès du testateur ;

(1) Cette ordonnance est insérée ci-dessus, p. 27.

« 3° Evaluation de l'objet légué ;

« 4° *Acceptation* provisoire, faite conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817 ;

« 5° Etat, approuvé par vous, de l'actif et du passif, ainsi que des charges et revenus de l'établissement légataire ;

« 6° Avis de M. l'évêque ;

« 7° Avis du sous-préfet ;

« 8° Copie de l'acte extrajudiciaire, constatant que les héritiers connus ont été appelés à prendre connaissance du testament ;

« 9° Leur consentement à la délivrance du legs ; au cas contraire, joindre leur mémoire, en faisant connaître le nombre des réclamants, le montant de l'hoirie et la portion afférente à chacun d'eux. S'il n'y a pas d'héritiers connus, acte des affiches du testament au chef-lieu de la mairie du domicile du testateur ;

« 10° Votre avis motivé.

Pour les donations :

« 1° Acte de donation ;

« 2° Evaluation de l'objet donné ;

« 3° Certificat de vie du donateur ;

« 4° *Acceptation* provisoire, faite conformément à l'art. 3 de l'ordonnance du 2 avril 1817 ;

« 5° Etat, approuvé par vous, de l'actif et du passif, ainsi que des charges et revenus de l'établissement donataire ;

« 6° Avis de M. l'évêque ;

« 7° Vos renseignements ayant pour objet de faire connaître si la libéralité n'a été produite par aucune suggestion ; si elle n'excède point la quotité disponible, et, autant que possible, quelle est la position des héritiers naturels du donateur.

« Je crois devoir vous rappeler, à cette occasion, la recommandation exprimée dans une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 4 juin 1825, et d'après laquelle vous devez former des propositions distinctes et séparées, lorsque des testaments ou des actes de donation contiendront à la fois des dispositions qui seront relatives aux établissements dans les attributions du ministre de l'intérieur, et des dispositions qui intéresseront les institutions placées sous ma surveillance, afin de pouvoir ainsi m'adresser tout ce qui concerne les établissements ecclésiastiques et les communautés religieuses.

« Quant aux dons et legs dont vous aurez autorisé directement l'*acceptation*, en vertu de l'art. 1er du 2 avril 1817 et de l'art. 6 de celle du 14 janvier 1831, je vous prie de continuer, comme par le passé, à m'en transmettre l'état pour chaque semestre.

Pour les acquisitions et échanges concernant les fabriques et les communautés religieuses.

« 1° Estimation de l'immeuble ou des immeubles à acquérir ou échanger, faite contradictoirement par deux experts nommés, l'un par l'administration de l'établissement intéressé, l'autre par le propriétaire qui se propose de devenir vendeur ou échangiste ;

« 2° Un plan figuré et détaillé des lieux ;

« 3° Consentement du vendeur ou échangiste ;

« 4° Information *de commodo et incommodo* par un commissaire au choix du sous-préfet ;

« 5° Délibération du conseil de l'établissement ; et, si l'opération intéresse une fabrique, joindre la délibération du conseil municipal ;

« 6° Opinion du sous-préfet ;

« 7° Opinion de M. l'évêque ;

« 8° Votre avis particulier.

Pour les aliénations :

« Mêmes pièces que ci-dessus, à l'exception toutefois de la soumission de l'acquéreur et de l'expertise contradictoire, puisque, d'après le droit commun, les ventes ne peuvent avoir lieu qu'aux enchères publiques. »

DÉCRET *du* 15 *février* 1862 *sur l'*ACCEPTATION *des dons et legs.*

« NAPOLÉON, etc.

« ART. 1er. L'*acceptation* des dons et legs faits aux fabriques des églises sera désormais autorisée par les préfets, sur l'avis préalable des évêques, lorsque ces libéralités n'excèderont pas la valeur de *mille francs*, ne donneront lieu à aucune réclamation, et ne seront grevées d'autres charges que l'acquit de fondations pieuses dans les églises paroissiales, et de dispositions au profit des communes, des pauvres ou des bureaux de bienfaisance.

« ART. 2. L'autorisation ne sera accordée qu'après l'approbation provisoire de l'évêque diocésain, s'il y a charge de services religieux.

« ART. 3. Les préfets rendront compte de leurs arrêtés d'autorisation au ministre compétent dans les formes déterminées par les instructions qui leur seront adressées. Les arrêtés qui seraient contraires aux lois et règlements, ou qui donneraient lieu aux réclamations des parties intéressées, pourront être annulés ou réformés par arrêté ministériel. »

CIRCULAIRE *du ministre de l'instruction publique et des cultes, aux préfets, relative à l'exécution du décret ci-dessus, et conférant à ces fonctionnaires le droit d'autoriser l'acceptation des dons et legs au-dessous de mille francs faits aux fabriques des églises, et contenant de nouvelles instructions sur diverses affaires d'intérêt religieux.*

Paris, le 10 avril 1862.

« Monsieur le préfet,

« Pour me conformer à la haute pensée qui a inspiré les décrets des 25 mars et 13 avril 1861, j'ai soumis à la signature de l'Empereur, de concert avec mon collègue, M. le ministre de l'intérieur, un projet de décret tendant à appliquer, dans certaines limites, aux fabriques des églises le principe de la décentralisation administrative. Cette proposition ayant été agréée par Sa Majesté impériale, j'ai l'honneur de vous notifier le décret, en date du 15 février 1862, qui vous confère, sous quelques réserves, le droit d'autoriser l'*acceptation* des dons et legs faits à ces fabriques, lorsque la valeur capitale de ces libéralités n'excède pas mille francs, tant en argent, objets mobiliers ou rentes, qu'en immeubles.

« Vous remarquerez, monsieur le préfet, que la règle posée par ce décret s'applique exclusivement aux fabriques. Les autres établissements ecclésiastiques et religieux restent donc placés sous l'empire de la législation actuelle, et notamment

de l'article 1er de l'ordonnance du 2 avril 1817, qui vous maintient le droit de statuer sur les libéralités, en argent ou objets mobiliers, attribués à tous établissements autres que les fabriques d'églises, lorsque la valeur de ces libéralités n'excède pas trois cents francs.

« Il n'est rien innové non plus en ce qui concerne les legs qui sont l'objet de réclamations de la part des familles des testateurs ; ces libéralités devront toujours, quelque minime que soit leur valeur, être soumises à l'appréciation et à la décision du gouvernement.

« Vous continuerez aussi à appliquer dans les nouvelles limites établies par le décret du 15 février, les règles précédemment posées, notamment dans la circulaire du 14 septembre 1839 (1), l'avis du conseil d'Etat du 27 décembre 1855 et la circulaire de M. le ministre de l'intérieur, du 25 janvier 1856, relativement aux affaires collectives ou annexes.

« Ainsi, quand un même acte comprendra et des dons ou legs inférieurs à mille francs, intéressant des fabriques, et des dispositions faites au profit d'autres établissements ecclésiastiques ou religieux à l'égard desquels votre compétence n'est pas étendue, il suffira, pour rendre un décret nécessaire, que ces dernières libéralités dépassent la valeur de 300 francs en objets mobiliers, ou consistant en immeubles, même d'une valeur au-dessous de 300 francs.

« Quant aux *donations* entre vifs qui seraient faites à des fabriques avec des charges communales ou charitables, et qui ne seraient pas admissibles sous cette forme, il sera nécessaire que vous vous conformiez aux observations contenues dans les passages de la présente instruction, concernant spécialement les libéralités de cette nature.

« Le principe posé dans l'article 2 du décret ne peut donner lieu à aucune difficulté ; il s'applique uniquement aux fondations ou charges de services religieux établies comme conditions de libéralités communales, charitables ou autres, fondations auxquelles l'évêque diocésain doit toujours être préalablement appelé à donner son approbation, conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

« L'exécution de l'article 3 consistera surtout dans l'envoi des états mentionnés dans le dernier paragraphe du numéro 3 de cette instruction.

« Je ne saurais trop vous recommander, du reste, monsieur le préfet, d'apporter la plus grande célérité à l'expédition des affaires sur lesquelles vous êtes appelé à statuer, par une extension nouvelle de vos attributions. Les établissements intéressés reconnaîtront ainsi toute l'importance du bienfait que la bienveillante sollicitude de l'Empereur a voulu leur assurer.

« *Instructions des affaires.* — Les règles relatives à l'instruction des affaires administratives d'intérêt religieux sont contenues dans diverses ordonnances et circulaires, dont les dispositions sont trop souvent perdues de vue par les administrations locales chargées d'en faire l'application. Par suite de cette fréquente inobservation des formalités réglementaires, les dossiers parviennent incomplets dans nos bureaux, ce qui entraîne la nécessité de nombreux renvois pour régularisation d'instruction. La conclusion des affaires éprouve ainsi, dans ces circonstances, de longs retards, et les dommages qui en résultent pour les établissements intéressés sont la source de plaintes ou de mécontentements toujours regrettables.

« Justement préoccupé de cet état de choses, j'ai dû rechercher les moyens de

(1) *Voyez* cette circulaire ci-dessus, page 28.

prévenir désormais, autant qu'il pourrait dépendre de moi, les fâcheux inconvénients qui en sont la conséquence.

« *Bordereaux.* — Dans ce but, il m'a semblé qu'il y avait lieu, d'abord, de rappeler et coordonner les règles précédemment éditées, ou consacrées par la jurisprudence du conseil d'Etat, pour l'instruction des affaires les plus fréquentes. J'ai voulu, en outre, par une innovation dont j'attends les meilleurs effets, constituer en quelque sorte une garantie matérielle de la constante exécution des règles ainsi rappelées. Cette garantie m'a paru devoir résulter de la nécessité, pour MM. les préfets, d'accompagner à l'avenir, les dossiers de bordereaux conformes aux modèles que j'ai fait dresser, et qui contiennent l'énumération exacte de toutes les pièces à produire.

« Pour vous mettre, monsieur le préfet, à même d'appliquer immédiatement ce nouveau mode d'instruction, j'ai l'honneur de vous envoyer un certain nombre de modèles de *bordereaux* embrassant cinq natures d'affaires (1). Je vous prie de veiller à ce que désormais, lorsqu'un dossier rentrant dans l'une de ces catégories vous sera adressé pour m'être ultérieurement transmis, il soit immédiatement procédé par vos bureaux à un examen attentif des diverses pièces qui le composent, à l'effet de constater si toutes celles qui sont mentionnées sur le bordereau correspondant ont été effectivement produites et si elles renferment les diverses indications prescrites.

« En cas d'affirmative, il sera nécessaire de ranger ces pièces dans l'ordre des numéros du bordereau, en remarquant que la pièce nº 1 doit former la base du dossier, et que les autres doivent être superposées dans l'ordre successif des numéros.

« Il importe que le classement des pièces soit toujours exactement effectué suivant cet ordre, tracé par le bureau lui-même. Ce mode de procédé aura, en effet, pour résultat de faciliter et d'accélérer la vérification à faire, à l'arrivée de chaque dossier, pour constater si l'instruction est complète et régulière.

« Le classement des pièces une fois opéré, il y aura lieu de remplir la deuxième colonne du bordereau, et d'indiquer, à la troisième colonne, la date de chacune des pièces. Ces diverses indications sont encore indispensables, car l'opération qu'elles exigent constitue un moyen infaillible d'arriver à la constatation matérielle, soit de la présence dans les dossiers, soit de la non production des divers documents et renseignements nécessaires.

« Vous pourrez, du reste, monsieur le préfet, dans la plupart des affaires, vous dispenser de m'adresser avec le dossier une lettre d'envoi ; il vous suffira d'indiquer sur le bordereau la date de votre envoi, et de mettre à la suite de cette pièce les observations générales ou spéciales que vous auriez consignées dans cette lettre, ou qui vous paraîtraient devoir être présentées au sujet, soit du bordereau lui-même, soit de quelques-unes des pièces y énoncées.

« D'un autre côté, l'envoi du bordereau rendra également inutiles les visas de pièces dont vos avis doivent actuellement être précédés. Vous n'aurez, dès à présent, dans chaque affaire accompagnée de bordereau, qu'à viser ce bordereau même et à formuler ensuite purement et simplement votre avis motivé.

« J'ajouterai que si, par exception, il se trouvait dans un envoi des pièces autres que celles qui sont énumérées sur le bordereau, elles pourraient y être également mentionnées au moyen de l'intercalation d'un ou de plusieurs numéros *bis* se référant à chacune des pièces ainsi produites par surcroît, ou même d'un seul numéro additionnel renvoyant à la partie spéciale du dossier dans laquelle ces pièces seraient renfermées.

(1) *Voyez* ces modèles de bordereaux à la suite de cette circulaire.

« Vous ne sauriez, monsieur le préfet, éprouver de difficultés pour la formation des bordereaux dans les affaires simples. Le nouveau système pourra également s'appliquer, avec quelques modifications, aux affaires complexes.

« Lorsqu'un même acte de libéralité contiendra des dispositions en faveur de plusieurs établissements religieux, la meilleure marche à suivre consistera à dresser un bordereau pour chaque établissement.

« Dans les cas où les établissements intéressés seront situés dans des départements différents, les pièces de l'instruction seront, à moins de circonstances exceptionnelles, centralisées par le préfet du département qui représentera l'intérêt le plus considérable.

« Les libéralités charitables qui seront comprises avec des dispositions pieuses dans un même acte, et sur lesquelles il devra être statué simultanément, seront, dans le dossier collectif, classées a part et formeront une liasse spéciale.

« Quant aux affaires, telles que reconnaissances légales d'établissements particuliers de sœurs hospitalières ou enseignantes, emprunts, transactions, érections de chapelles de secours, etc., qui se rattacheraient à des donations, legs ou acquisitions, et pour lesquelles j'ai cru devoir m'abstenir provisoirement de vous adresser des bordereaux, vous vous bornerez, monsieur le préfet, à en faire également l'objet d'un classement à part dans le dossier; il conviendra, du reste, que vous présentiez aussi dans chacune de ces affaires, à la suite du bordereau relatif à la demande principale, l'énumération des pièces composant cette partie spéciale du dossier.

« Il arrive souvent, après la conclusion des affaires, que les établissements intéressés réclament le renvoi de certaines pièces des dossiers, telles que les actes notariés de donations, les testaments, etc. Pour éviter autant que possible, à l'avenir, la correspondance et les retards qu'entraînent ces demandes, il conviendra, monsieur le préfet, que vous ayez toujours soin, ainsi que cela se pratique déjà dans plusieurs départements, de joindre une copie sur papier libre de chacune des pièces essentielles dont le renvoi devrait être effectué. Les pièces demandées pourront ainsi être toujours annexées à l'ampliation du décret d'autorisation qui vous sera transmis pour chaque affaire.

« Telles sont les observations générales auxquelles m'a paru devoir donner lieu la création des bordereaux que je vous prie, monsieur le préfet, de joindre, à l'avenir, aux dossiers des affaires régulièrement instruites.

« Ce nouveau mode d'instruction aura l'avantage d'imprimer une plus sûre direction au travail préparatoire qui doit se faire dans vos bureaux sur un grand nombre des affaires d'intérêt religieux dont vous avez à me transmettre les dossiers, et même de simplifier notablement ce travail. Il aura également pour résultat d'abréger le travail de l'administration centrale et d'accélérer ainsi la marche d'un grand nombre d'affaires sans dessaisir le gouvernement du droit de décision. Je vous prie, monsieur le préfet, d'assurer avec le plus grand soin, en ce qui vous concerne, l'exécution d'un système qui me paraît devoir être en tous points favorable aux intérêts des établissements ecclésiastiques et religieux.

« Lorsque l'examen attentif que vous aurez fait des pièces d'une affaire vous aura démontré l'insuffisance ou l'irrégularité de l'instruction, il sera nécessaire d'en provoquer sans retard la régularisation, de manière à mettre le dossier en harmonie avec les indications du bordereau dont il devra être accompagné au moment où vous aurez à me le transmettre plus tard.

« C'est ici l'occasion de rappeler les règles d'instruction qui devront vous diriger

dans les cinq natures d'affaires les plus fréquentes, savoir : les donations entre vifs, les legs dont la délivrance est consentie expressément ou tacitement par les héritiers des testateurs; les legs avec réclamations ; les acquisitions et les ventes.

« Celles de ces règles qui concernent les donations et legs sans réclamations pourront, du reste, vous servir de guide dans toutes les affaires de cette nature, soit qu'elles exigent un décret impérial, soit que l'autorisation doive être accordée par arrêté préfectoral.

I. Donations.

« D'après la jurisprudence du conseil d'Etat, les donations entre vifs ne peuvent être soumises à l'autorisation du gouvernement qu'autant qu'elles ont été préalablement constatées par actes notariés, conformément à l'article 931 du Code Napoléon. (*Avis du conseil d'Etat du 4 juin* 1840.)

« Les actes rectificatifs ou modificatifs de ces libéralités doivent naturellement être dressés dans la même forme.

« La première pièce à produire pour obtenir l'autorisation d'accepter une donation est donc l'expédition entière, sur papier timbré, de l'acte notarié contenant la libéralité.

« Les conditions exprimées dans les actes doivent être examinées avec le plus grand soin.

« *Dispositions inadmissibles.* — Aux termes de l'article 900 du Code Napoléon, les conditions impossibles, celles qui sont contraires à la loi ou aux bonnes mœurs, sont réputées non écrites. Lorsqu'une donation est faite sous des conditions de cette nature, l'*acceptation* que l'établissement donataire en ferait avec l'autorisation du gouvernement ne saurait donc avoir pour effet de rendre obligatoires des clauses que la loi déclare d'avance frappées de nullité. Toutefois, comme de pareilles libéralités pourraient devenir ultérieurement l'objet de contestations ou de difficultés, il est de règle, en ce qui concerne les établissements ecclésiastiques et religieux, de ne statuer sur l'autorisation de ces donations qu'après la suppression des clauses inadmissibles et la constatation dans de nouveaux actes notariés des intentions des donateurs à cet égard.

« Il existe, sous ce rapport, entre les donations entre vifs et les dispositions testamentaires une différence essentielle qui n'a pas toujours été bien comprise et sur laquelle il me paraît utile d'insister.

« Lorsqu'un legs est soumis à l'autorisation du gouvernement, il est consommé par le décès de son auteur; les conditions illicites qu'il peut renfermer ne sauraient donc plus être modifiées sans l'intervention des héritiers du défunt et la rédaction d'un nouvel acte. Le gouvernement doit dès-lors, ou décider qu'il n'y a pas lieu d'autoriser l'*acceptation* de cette libéralité, ou l'autoriser aux charges, clauses et conditions imposées, *en tant qu'elles ne sont pas contraires aux lois*, ou enfin ratifier la déclaration des héritiers qui renoncent à se prévaloir de l'inexécution de ces clauses ou conditions écartées par l'autorité administrative. Mais il n'en est pas de même des donations entre vifs. Le donateur, qui existe au moment de la demande d'autorisation, peut attacher une grande importance à des conditions dont il ignore l'illégalité. Il paraît équitable et loyal, avant d'autoriser une *acceptation* qui rendrait sa libéralité irrévocable, tout en repoussant les conditions illicites, de lui faire connaître la situation des choses et de l'appeler à modifier les conditions de sa libéralité.

« Ainsi, monsieur le préfet, lorsque vous recevrez les dossiers de donations entre vifs faites sous les conditions contraires à la loi, vous devrez toujours les renvoyer avec des observations tendant à faire supprimer des actes les clauses inadmissibles.

« Ces clauses sont nombreuses : je crois devoir, dans l'intérêt de la bonne instruction des affaires, signaler à votre attention particulière les principales conditions dont la nullité serait, soit expressément prononcée par la loi ou les règlements, soit admise par la jurisprudence du conseil d'Etat ou des tribunaux.

« Aux termes de l'article 4 de l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831 (1), les donations faites aux établissements ecclésiastiques ou religieux avec réserve d'usufruit en faveur du donateur ne sont point susceptibles d'autorisation. Si, nonobstant cette prohibition, des actes renfermant une clause semblable vous étaient adressés, il vous suffirait de les renvoyer en citant l'article de l'ordonnance qui ne permet pas de les présenter en cet état à l'autorisation du gouvernement.

« Les donations en faveur de l'œuvre, non légalement reconnue, de la *Propagation de la foi* ne peuvent point non plus être soumises à l'autorisation du gouvernement. (*Voyez* PROPAGATION DE LA FOI.)

« Les *confréries* n'ayant plus d'existence légale, les donations qui leur seraient faites directement ou qui seraient attribuées à des fabriques sous la condition de créer des confréries ne sont pas susceptibles d'être autorisées. Toutefois, si des libéralités étaient faites à des associations de cette nature, soit pour la célébration de services religieux, soit pour la réparation d'une chapelle de l'église, ou pour tout autre objet intéressant le culte, vous devriez, monsieur le préfet, en portant à la connaissance des donateurs le motif qui s'oppose à la délivrance de l'autorisation demandée, leur faire savoir que leurs libéralités pourraient être utilement attribuées sous les mêmes conditions à la fabrique de l'église, chargée du soin de faire célébrer les services religieux et de veiller à la conservation de l'église.

« Les *missions* à l'intérieur de la France étant interdites, aux termes du décret impérial du 26 septembre 1809 et de l'article 7 du décret du 7 prairial an XII, les donations qui seraient faites aux fabriques ou à d'autres établissements ecclésiastiques ou religieux pour cette destination ne sont pas susceptibles d'être autorisées. Les dossiers de pareilles libéralités doivent être renvoyés avec indication des motifs qui ne permettent pas de donner suite aux demandes d'autorisation.

« Les *diocèses* ne sont que des circonscriptions administratives et ne constituent pas des personnes civiles capables de posséder, d'acquérir et de recevoir. Suivant la jurisprudence du conseil d'Etat, les libéralités faites à leur profit ne peuvent, en conséquence, produire leur effet qu'autant qu'elles sont destinées à des établissements diocésains légalement reconnus au nom desquels l'autorisation d'accepter doit être demandée et accordée.

« Lorsqu'un acte de cette nature vous sera adressé, vous devez donc, monsieur le préfet, inviter le donateur à désigner dans un nouvel acte notarié l'établissement diocésain qu'il entend faire profiter de sa libéralité.

« La disposition par laquelle un donateur, en fondant dans une paroisse des prédications extraordinaires, dispose qu'elles ne pourront être faites que par des ecclésiastiques d'un ordre désigné, en dehors du clergé paroissial, ou par des religieux au choix du curé seul, est doublement inadmissible. D'une part, une disposition semblable empiète sur les pouvoirs de l'autorité diocésaine et en entrave l'exercice

(1) *Voyez* cette ordonnance ci-dessus, page 27.

dans l'avenir en excluant des prédications les prêtres du clergé paroissial ou séculier. D'un autre côté, elle méconnaît formellement les dispositions de l'article 32 du décret du 30 décembre 1809, aux termes duquel les prédicateurs sont nommés par les marguilliers, à la pluralité des suffrages, *sur la présentation faite par le curé ou desservant.*

« Les clauses d'un acte de donation qui attribueraient à d'autres qu'aux autorités expressément désignées par la loi, soit le choix de l'instituteur ou de l'institutrice communale, soit le droit de dresser la liste des enfants pauvres à admettre gratuitement à l'école publique de l'un ou de l'autre sexe, est également inadmissibles. D'une part, d'après la loi du 15 mars 1850, le décret du 17 mars 1852 et la loi du 14 juin 1854, les instituteurs et institutrices communaux sont nommés par les préfets sur le vœu émis par les conseils municipaux. D'un autre côté, l'article 45 de la loi du 15 mars 1850 détermine le mode suivant lequel est dressée, dans chaque commune, la liste des enfants pauvres qui doivent être admis gratuitement aux écoles publiques. Il ne saurait être dérogé à ces dispositions législatives.

« La condition qui tendrait à imposer à une commune l'obligation de confier *à perpétuité* la direction de l'une ou l'autre des écoles communales à des instituteurs ou à des institutrices appartenant à un ordre religieux serait également contraire aux dispositions des lois précitées, suivant lesquelles les communes et l'autorité départementale doivent conserver leur liberté d'option entre l'enseignement laïque et l'enseignement religieux. Si le donateur ou ses représentants croient avoir le droit de demander la révocation de la libéralité pour cause d'inexécution des conditions, dans le cas où l'école est confiée à d'autres qu'aux instituteurs ou institutrices déterminés par cette libéralité, c'est à eux à élever cette prétention devant les juges compétents. Mais il est impossible que l'Etat, chargé de la surveillance administrative et légale, admette, par le décret d'autorisation, une condition de perpétuité en opposition formelle avec le texte et l'esprit de la législation sur la matière.

« La disposition qui a pour objet de confier *aux desservants seuls* d'une succursale l'administration de biens donnés à la fabrique ou à l'église, est contraire aux lois qui investissent les fabriques du droit exclusif d'administrer les biens des églises.

« La condition stipulée dans une donation faite à une fabrique, etc., que le montant de cette donation sera employé à une destination en dehors des attributions légales de l'établissement donataire, est toujours un obstacle à l'autorisation de la libéralité. L'avis du conseil d'Etat du 4 mars 1841, qui veut que l'on autorise simultanément l'établissement institué nominativement et celui qui doit profiter de la libéralité, n'est applicable qu'aux dispositions testamentaires. Il existe en ce sens plusieurs avis postérieurs de ce conseil ou de ses comités.

« Ainsi les fabriques ne sont capables d'acquérir, de recevoir et de posséder que dans l'intérêt de la célébration du culte et dans la limite des services qui leur sont confiés par les lois et réglements.

« La fondation et l'entretien des écoles, soit de garçons, soit de filles, sont complètement en dehors des attributions conférées à ces établissements religieux par la législation en vigueur ; les libéralités qui leur sont faites pour cet objet ne peuvent donc être autorisées.

« Des motifs identiques s'opposent à l'autorisation des libéralités de même nature qui seraient attribuées à des établissements ecclésiastiques ou religieux non reconnus comme enseignants.

« D'après le même principe, les curés et desservants, etc., ne sont point habiles à

recueillir les donations qui leur sont faites dans un intérêt communal ou pour le soulagement des pauvres. Ces libéralités doivent être attribuées aux communes ou aux bureaux de bienfaisance.

« Lors donc qu'une donation faite à une fabrique ou à une cure ou succursale renferme un double élément religieux et communal ou charitable, le donateur doit être invité à la scinder en deux parties, de manière à attribuer à l'établissement religieux compétent les valeurs qui doivent spécialement lui revenir, et *directement* à la commune ou à l'établissement charitable les valeurs qui doivent tourner à son profit.

« Le mot *paroisse*, dans l'usage, a une double acception ; il s'applique, tantôt à l'association catholique, placée sous la direction spirituelle d'un même curé ou desservant, tantôt à l'ensemble des habitants compris dans une même circonscription communale.

« D'après la jurisprudence suivie par le ministère de l'intérieur et par mon département, jurisprudence conforme à celle du conseil d'Etat, une libéralité faite à une *paroisse* doit être acceptée, soit par la fabrique, soit par la commune, suivant que sa destination est religieuse ou communale. Mais il est toujours convenable, lorsqu'une donation entre vifs est ainsi faite, de ne transmettre le dossier au gouvernement qu'après avoir invité le donateur à attribuer expressément la libéralité à l'établissement dans les attributions duquel rentre le service qu'il a voulu favoriser.

« Les lieux de sépulture publique doivent servir à tous les habitants d'une commune, sans distinction de culte ; ils sont soumis exclusivement à l'autorité, police et surveillance de l'administration municipale ; d'un autre côté, l'entretien des cimetières est une charge que la loi du 18 juillet 1837 impose aux communes. Cette loi comprend aussi, dans les revenus communaux le prix des concessions de terrains pour l'établissement des sépultures particulières. D'après ces motifs la jurisprudence du conseil d'Etat s'oppose à ce que les fabriques acceptent les donations de terrains destinés à l'usage de cimetières qui doivent appartenir aux communes. Les communes ont seules qualité pour recevoir de semblables libéralités.

« L'article 1er du décret du 23 prairial an XII, qui défend de faire des inhumations dans les églises et autres lieux ouverts à l'exercice public du culte, s'opposerait aussi à l'*acceptation* de la donation, qu'un particulier ferait à une fabrique, d'une église pour laquelle il se réserverait un caveau pour sa sépulture et celle des membres de sa famille, alors même que l'entrée de ce caveau serait placée à l'extérieur de l'église.

« Doit encore être considérée comme illicite la condition, apposée à la donation d'une église, par laquelle les donateurs se réserveraient la jouissance pour eux et leurs descendants, d'une chapelle qu'ils auraient le droit de céder à des tiers ou qui serait transmissible aux ayants-cause des donateurs dans la propriété du domaine. Une pareille clause serait, en effet, contraire au principe, consacré par l'ancienne et la nouvelle jurisprudence, que le droit à la jouissance des bancs et places dans les églises est essentiellement personnel et non transmissible à des tiers.

« La condition de placer dans l'église une inscription ou un monument funèbre en faveur d'une personne vivante doit aussi être repoussée, une pareille distinction ne pouvant être accordée, sous l'autorisation du gouvernement, qu'à la mémoire des personnes décédées qui ont fait d'importantes libéralités au profit de l'église.

« Aux termes de l'article 3 de la loi du 2 janvier 1817, de l'article 62 du décret du 30 décembre 1809, de l'article 2 de l'ordonnance du 14 janvier 1831, les

établissements ecclésiastiques peuvent, avec l'autorisation du gouvernement, aliéner leurs immeubles et leurs rentes. La clause relative à l'inaliénabilité d'un immeuble ou d'une rente donnée aurait donc pour effet d'interdire à l'établissement donataire l'exercice d'une faculté que la loi lui accorde et de porter en même temps atteinte aux droits du gouvernement consacrés par la législation. Elle est, en outre, contraire aux principes généraux qui régissent les mutations de propriétés. Elle ne saurait dès-lors être approuvée.

« Il en est de même : 1° de la défense d'aliéner l'immeuble donné, si ce n'est à prix exorbitant relativement à sa valeur ; 2° de la prohibition de vendre ou d'engager le même immeuble avant une époque déterminée, surtout lorsque cette époque est éloignée.

« Est également inadmissible la condition, insérée dans l'acte de donation d'une rente, que le remboursement n'en pourra jamais être effectué.

« En effet, aux termes des articles 630 et 1911 du Code Napoléon, les rentes annuelles et perpétuelles sont essentiellement rachetables, et toutes les stipulations qui ont pour but d'interdire le remboursement au-delà des termes que ces articles permettent de fixer sont nulles.

« La clause portant qu'une donation serait invoquée *de plein droit*, à partir de l'époque où les conditions stipulées cesseraient d'être exécutées, est contraire à l'article 956 du Code Napoléon, portant que la révocation d'une donation n'aura jamais lieu de plein droit. Aux termes des articles 953, 954 et 956 du même Code, les donateurs et leurs représentants ont toujours la faculté de poursuivre la révocation de leurs libéralités pour cause d'inexécution des conditions. Cette garantie paraît suffisante, puisque, dans le cas où la révocation est prononcée par la justice, les biens rentrent libres de toutes charges dans les mains du donateur.

« Sont inadmissibles les conditions d'une donation dont l'exécution dépendrait de la seule volonté du donateur. (*Code Napoléon, art.* 944.)

« Les établissements publics ne pouvant faire de compromis (*Code de procédure civile, art.* 1003), il y aurait lieu de considérer comme inadmissible la clause d'une donation portant que toutes les contestations auxquelles pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution de la libéralité seraient décidées par la voie arbitrale.

« Les clauses de droit de retour et de substitution (art. 951 et 896 du Code Napoléon) présentent à l'égard des établissements publics des difficultés spéciales dont il importe de laisser en général la connaissance aux tribunaux civils. Je me réserve de déterminer moi-même, après examen des pièces, la marche à suivre dans chaque affaire de cette nature.

« Lorsque le donateur est décédé avant que sa libéralité ait été autorisée, ou même lorsque son décès est survenu postérieurement à l'autorisation, mais avant l'accomplissement de la formalité d'*acceptation* nécessaire pour rendre la donation parfaite et définitive, cette libéralité se trouve frappée de caducité. (*Code Napoléon, art.* 932.) Un simple acquiescement du légataire universel ou des héritiers du donateur ne saurait suffire pour faire revivre une pareille disposition. S'ils désirent que les pieuses intentions de leur auteur soient remplies, il est indispensable qu'ils fassent eux-mêmes et en leur nom une donation par un nouvel acte authentique.

« *Acceptations exceptionnelles de donations.* — Lorsque les personnes désignées dans l'ordonnance du 2 avril 1817 pour accepter les donations faites aux établisse-

ments ecclésiastiques seront elles-mêmes donatrices, vous aurez soin, monsieur le préfet, pour l'instruction de ces affaires, de vous référer aux dispositions de l'ordonnance du 7 mai 1826, qui détermine, en pareil cas, par qui l'*acceptation* doit être effectuée.

« *Renseignements spéciaux à produire* — J'ajouterai, pour compléter les observations que j'avais à vous présenter, en ce qui concerne spécialement les donations entre vifs, qu'il est toujours nécessaire, dans l'instruction des affaires relatives aux libéralités de cette espèce, de faire connaître si le donateur a, ou non, des héritiers à réserve.

« Les renseignements sur sa position de fortune et celle de ses héritiers présomptifs ne peuvent résulter de certificats dressés ni par le curé ou desservant, ni par les membres du conseil de fabrique, ils doivent toujours être fournis par le maire de la commune, et même selon les circonstances, par le juge de paix du canton ou le commissaire de police ; ces renseignements sont indispensables.

« *Dons manuels.* — Les dons manuels en faveur d'établissements ecclésiastiques et religieux sont soumis, comme les autres libéralités, aux principes du droit commun sur la capacité des personnes et la quotité disponible. L'autorisation prescrite par l'article 910 du Code Napoléon est dès-lors nécessaire pour leur validité. Il en résulte que si la forme du don manuel peut être envisagée comme licite, c'est à la condition que le donateur sera désigné et connu. Tout don manuel anonyme ne peut être autorisé.

« C'est pourquoi il est de règle, avant de statuer sur l'*acceptation* des dons de cette nature, de prendre les renseignements les plus précis sur la position de fortune de leurs auteurs et pour les motifs qui ont pu les déterminer à fuir la formalité de l'acte public. Quand les dons manuels sont présentés comme étant le produit de souscriptions volontaires, il y a lieu de demander les mêmes renseignements sur chacun des souscripteurs, avec l'indication du montant des sommes fournies respectivement par eux.

« En outre, si les libéralités ont pour but d'instituer des fondations perpétuelles de services religieux, ou sont grevées d'autres charges pieuses, elles doivent, dans l'intérêt même des bienfaiteurs, être constatées par actes notariés, afin que l'accomplissement des conditions imposées soit régulièrement assuré dans l'avenir.

II. Legs.

« Quelle que soit la forme des testaments (publics, mystiques ou olographes) contenant des legs au profit d'établissements ecclésiastiques religieux, il est toujours nécessaire de produire, à l'appui des demandes en autorisation d'accepter ces libéralités, des expéditions ou des extraits authentiques, sur papier timbré, de ces actes délivrés par les notaires détenteurs des minutes ou des originaux. Il importe, surtout lorsqu'il y a réclamation d'héritiers, de joindre autant que possible aux dossiers, au lieu de simples extraits relatifs aux divers legs sujets à une autorisation, des expéditions entières des testaments, parce qu'il est souvent utile, pour apprécier les diverses circonstances de chaque affaire, de connaître l'ensemble des dispositions du même testateur.

« *Conditions illicites.* — Les conditions impossibles ou illicites qui se trouvent dans les dispositions testamentaires en faveur d'établissements religieux ne sont pas toujours un obstacle à l'*acceptation* de ces libéralités, qui sont alors autorisées aux charges, clauses et conditions imposées, *en tant qu'elles ne sont pas contraires*

aux lois. Cette locution dans les décrets d'autorisation, signifie que l'Etat n'a point entendu se soumettre aux conditions réputées nulles par la législation. Elle n'est pas d'ailleurs exclusive, et rien n'empêcherait de rejeter expressément, par le décret, telles ou telles clauses insérées dans le testament. Quant aux legs pour *missions*, d'après la jurisprudence du conseil d'Etat, l'*acceptation* de ces dispositions n'est pas susceptible d'être autorisée, même sous la réserve ci-dessus énoncée, et les établissements appelés à les recueillir ne sauraient en affecter le produit à une autre destination, par exemple, aux réparations de l'église ou à la célébration de services religieux.

« Dans tous les cas, il est nécessaire qu'il soit statué sur ces dispositions comme sur les libéralités ordinaires. Vous devrez donc, monsieur le préfet, me transmettre les dossiers de ces affaires ainsi que ceux des libéralités attribuées à des établissements sans existence légale, tels que les confréries, toutes les fois que l'ensemble des legs dépassera les bornes de la compétence préfectorale.

« *Legs aux paroisses.* — Lorsque rien, dans un testament, n'indique la destination communale ou religieuse d'un legs fait à une *paroisse*, sans charges ni conditions, il est nécessaire d'inviter les héritiers du testateur à faire connaître qu'elles étaient ses intentions relativement à l'emploi de cette libéralité. Leur déclaration suppléera au silence du testament à cet égard. Si les héritiers n'étaient point à même ou refusaient de se prononcer, les divers établissements intéressés devraient être appelés à délibérer sur ce point et à faire connaître les motifs tirés des usages locaux ou de toutes autres circonstances qui seraient de nature à faciliter l'interprétation administrative de la disposition.

« *Legs aux diocèses.* — Quant aux legs faits à un *diocèse*, ils ne sauraient, d'après ce que j'ai dit à cet égard au chapitre des donations, recevoir leur exécution qu'après la désignation, par l'évêque, de l'établissement ou des établissements diocésains qui doivent en profiter.

« *Interpellation des héritiers.* — Aux termes de l'article 3 de l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831, qui a consacré une règle déjà depuis longtemps admise, dans la pratique, nulle *acceptation* de legs (en faveur d'établissements ecclésiastiques ou religieux) ne sera présentée à l'autorisation du chef de l'Etat que les héritiers connus du testateur aient été appelés par acte extrajudiciaire pour prendre connaissance du testament, donner leur consentement à son exécution ou produire leurs moyens d'opposition; s'il n'y a pas d'héritiers connus, l'extrait du testament sera affiché de huitaine en huitaine, et à trois reprises consécutives, au chef-lieu de la mairie du domicile du testateur, et inséré dans le journal judiciaire du département, avec invitation aux héritiers d'adresser au préfet, dans le même délai, les réclamations qu'ils auraient à présenter.

« La circulaire du 14 septembre 1839 précise ainsi qu'il suit le caractère de l'intervention des héritiers naturels :

« Leur opposition n'est point un obstacle à l'autorisation des libéralités faites aux établissements ecclésiastiques; leur consentement ne saurait être non plus une raison suffisante pour en déterminer nécessairement l'approbation. Les héritiers sont consultés, parce que le gouvernement veut protéger tous les intérêts; mais il n'est lié dans aucun cas; il conserve toujours son libre arbitre et son indépendance (1). »

« Lorsque les héritiers naturels du testateur sont connus, il faut nécessairement

(1) *Voyez* ci-dessus, pag. 30, des observations essentielles sur cette disposition.

produire leur consentement ou des actes extrajudiciaires constatant qu'ils ont été régulièrement interpellés.

« Le consentement du légataire universel ne dispense pas, ainsi que l'explique la circulaire du 14 septembre 1839, de mettre en demeure les héritiers naturels.

« De même, l'adhésion de ces derniers ne suffit point, lorsqu'il y a un légataire universel constitué ; pour satisfaire aux prescriptions de l'ordonnance, il est toujours indispensable que l'héritier institué soit appelé à donner son consentement ou à présenter ses observations, puisque, d'après la loi et la jurisprudence, ce serait lui qui profiterait de la réduction des legs qu'il est tenu d'acquitter.

« Par application du même principe, lorsqu'un legs est fait à un établissement ecclésiastique ou religieux comme charge ou condition d'une libéralité plus importante destinée à un tiers, il est d'usage de s'assurer si ce tiers, qu'il soit ou non héritier du testateur, est disposé à remplir la condition. En effet, une charge attachée à un legs est seulement l'accessoire de ce legs ; si la charge est réduite ou supprimée par une décision de l'autorité supérieure, c'est le légataire chargé du payement qui profite du bénéfice du rejet ou de la réduction.

« Le consentement doit émaner des héritiers eux-mêmes ou être constaté par un acte régulier. Un certificat délivré soit par les membres du conseil de fabrique ou du conseil d'administration de l'établissement légataire, soit par le maire de la commune, serait insuffisant pour constituer la preuve de ce consentement.

« Les formalités d'interpellation par voies de publication et d'affiches ne doivent avoir lieu que lorsqu'il n'existe pas d'héritiers connus, ou qu'on ignore leur domicile, il importe donc, avant d'y recourir, de constater que le testateur n'a pas laissé d'héritiers connus. Il importe donc que cette constatation résulte des pièces mêmes du dossier.

« Il ne suffit pas non plus que le maire atteste par un certificat que les héritiers connus du testateur ont été régulièrement mis en demeure ; il est indispensable de produire les actes extrajudiciaires qui ont dû leur être signifiés.

« Certains maires ont cru pouvoir se borner à certifier que le testament avait été affiché conformément aux prescriptions de l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831, afin de mettre les héritiers naturels du testateur, dont le domicile est inconnu, à même de présenter leurs observations. Mais la publicité donnée par les affiches ne suffit pas ; il faut encore que l'extrait du testament soit inséré dans le journal judiciaire du département.

« L'esprit, sinon le texte formel de la disposition précitée de l'ordonnance de 1831, semble exiger, ainsi que l'a fait observer le comité de législation du conseil d'Etat dans une lettre à M. le garde des sceaux ministre de la justice, en date du 1er février 1840, qu'en transmettant les pièces constatant l'accomplissement de ces formalités, le préfet atteste, soit par un certificat spécial, soit dans l'avis qu'il doit donner sur l'affaire, qu'aucune réclamation ne lui a été adressée. L'absence de toute réclamation dans le dossier et le silence que le préfet garderait à cet égard dans son avis pourraient sans doute faire présumer que les héritiers ne se sont pas fait connaître, ou qu'ils n'élèvent aucune contestation; mais la preuve directe de ce fait est préférable et n'entraîne d'ailleurs aucune difficulté.

En cas de réclamation des héritiers, je vous recommande expressément, monsieur le préfet, d'annexer au dossier tous les documents et renseignements propres à éclairer la religion du gouvernement et du conseil d'Etat sur le mérite de cette opposition. Le dossier devra toujours, en pareil cas, faire connaître la valeur

exacte de la succession du testateur ainsi que les charges dont elle est grevée, le nombre et le degré de parenté des héritiers réclamants ou non réclamants, leur position de fortune et leurs charges de famille.

« Vous ne devez pas perdre de vue, dans l'instruction de ces affaires, que le gouvernement n'a pas le droit de faire attribution à tels ou tels héritiers, à l'exclusion des autres, du produit de la réduction d'un legs. Les valeurs qui deviennent disponibles par suite de la décision intervenue, retombent dans la masse de la succession et profitent, selon les cas, soit aux héritiers naturels, soit aux héritiers institués. Les propositions d'attributions de cette nature, que font assez souvent MM. les Préfets, ne sont donc pas susceptibles d'être accueillies.

« *Renonciation aux legs.* — Il ne vous échappera pas non plus, monsieur le préfet, que les établissements publics ont besoin, pour renoncer aux legs faits en leur faveur, de la même autorisation que pour les accepter. Lors donc qu'une fabrique ou tout autre établissement religieux a pris une délibération portant refus d'accepter une disposition testamentaire, vous devrez instruire à cet égard dans la forme ordinaire. Je vous laisse toutefois le soin d'apprécier les motifs particuliers qui pourraient dispenser, dans ce cas, de l'accomplissement de quelques unes des formalités plus ou moins dispendieuses prescrites par les règlements. Ainsi, par exemple, si le refus d'accepter, qui doit toujours être motivé, était fondé sur l'insuffisance de la succession du testateur et sur l'indigence des héritiers, l'extrait du testament et l'acte de décès pourraient être produits sur papier libre. Il serait inutile, en outre, de faire signifier aux héritiers des actes extrajudiciaires d'interpellation. Mais il serait d'autant plus nécessaire de produire des renseignements précis sur les divers faits et circonstances allégués.

III. Observations communes aux donations et aux legs.

Fondation. — D'après la jurisprudence constante du conseil d'État, les dispositions entre vifs ou testamentaires portant fondation perpétuelle ou temporaire de services religieux dans une église paroissiale ou succursale doivent être acceptées, comme les libéralités ordinaires, par la fabrique de cette église, chargée de faire célébrer les services institués.

« Quant aux curés ou desservants, ils ne sont appelés à intervenir dans l'*acceptation* des dispositions qu'autant qu'il leur est attribué une quote part du capital et des immeubles donnés ou légués aux fabriques pour cette destination.

« Les fabriques, au contraire, acceptent conjointement avec les curés ou desservants, les dons ou legs faits pour fondations de services religieux, soit à la cure ou succursale, représentée par ses titulaires successifs, soit, ce qui revient au même, *aux prêtres qui desservent la paroisse.*

« *Messes une fois dites.* — En ce qui concerne les dons et legs pour célébration de messes une fois dites *dans une église désignée,* il y a lieu, d'après la jurisprudence suivie jusqu'à ce jour par le Conseil d'Etat, de les considérer comme des libéralités en faveur de la fabrique de l'église ainsi nommée. Toutefois, lorqu'il s'agira de sommes peu importantes, il pourra ne pas être statué à cet égard s'il résulte de l'instruction que les messes, objet de ces dispositions, ont été acquittées. Cette circonstance de fait devra donc toujours être relevée avec soin.

« D'un autre côté, les dispositions prescrivant l'affectation de valeurs à la célébration de messes une fois dites, *sans désignation d'églises,* devront être considérées comme de simples charges d'hérédité non susceptibles d'autorisation.

« *Dispositions en faveur des vicaires.* — Les dons et legs faits aux *vicaires* d'une paroisse sont acceptés par le curé ou desservant, au nom des vicaires successifs.

« *Emploi du produit des libéralités.* — Les sommes données ou léguées ne peuvent, en principe, recevoir une destination autre que celle qui est indiquée dans les actes de libéralité ; mais, en l'absence de toute désignation d'emploi par les bienfaiteurs, les établissements gratifiés ont la faculté de déterminer l'affectation à donner, dans la limite de leurs attributions, à ces capitaux; ces demandes sont généralement accueillies lorsqu'elles sont appuyées par les avis des autorités diocésaines et départementales, et ce n'est qu'à défaut d'indication d'emploi que les décrets d'autorisation prescrivent l'achat de rentes sur l'Etat. Il est donc de l'intérêt des établissements d'indiquer dans leurs délibérations portant demande en autorisation d'accepter des dons ou legs en argent, l'emploi qu'ils se proposent d'effectuer du montant de ces libéralités. Lorsque l'emploi sera ainsi précisé dans une délibération, il y aura lieu de le rappeler sur le bordereau, en indiquant le double objet (*acceptation* et emploi) de cette délibération.

« *L'état de l'actif et du passif* dont la production est prescrite à l'appui des demandes d'autorisation d'accepter des libéralités est, pour les fabriques, le dernier budget approuvé par l'évêque diocésain ; pour les séminaires, un état de leur situation financière (en recettes et dépenses), au moment de la demande en autorisation, pour les cures et succursales, l'état des revenus et des charges de la cure ou succursale, représentée par ses titulaires successifs, état qu'il ne faut pas confondre avec le budget de la fabrique. Ces états doivent toujours être vérifiés et rectifiés par vous, conformément à l'article de l'ordonnance du 14 janvier 1831.

« *Estimation.* — Il arrive souvent que l'estimation des valeurs données ou léguées est faite par des membres des conseils des établissements. Une opération de cette nature ne saurait être régulièrement confiée qu'à des personnes prises en dehors de ces conseils et ayant, du reste, les connaissances pratiques nécessaires pour remplir une pareille mission.

« *Etats semestriels.* — Je terminerai ces observations, monsieur le préfet, en vous renouvelant la recommandation qui vous a été faite, en dernier lieu, par une circulaire de mon prédécesseur, du 23 janvier 1855, de me transmettre régulièrement, les 1er janvier et 1er juillet de chaque année, l'état semestriel des dons et legs autorisés par vous. Ces états comprendront désormais, non plus seulement les dons et legs en argent ou objets mobiliers, sur lesquels vous étiez appelé à statuer par l'article Ier de l'ordonnance du 13 janvier 1831, mais l'ensemble des libéralités tant immobilières que mobilières dont vous aurez autorisé l'*acceptation* en exécution du décret du 15 février 1862.

« *Placement sur l'Etat, extension de la compétence préfectorale.* — Il est à peine utile d'ajouter que le droit qui vous a été reconnu par la circulaire du 20 août 1861 d'autoriser le placement *en rentes sur l'Etat* des capitaux provenant de libéralités sur lesquelles vous auriez statué en vertu des dispositions précitées des ordonnances de 1817 et 1831 se trouve naturellement étendu jusqu'à la limite de mille francs établie par le décret du 15 février. Cette extension rend d'autant plus indispensable la stricte observation des prescriptions de la circulaire précitée, en ce qui touche l'envoi que vous devez me faire d'une copie entière de chacun de vos arrêtés sur les placements de capitaux en rentes sur l'Etat et sur les conversions de rentes au porteur en rentes nominatives, comme sur la réunion en un seul titre de

plusieurs inscriptions de rente de même nature, appartenant à un seul établissement. (*Circulaire du 2 décembre* 1861.) Je vous prie donc, monsieur le préfet, de vouloir bien vous reporter aux observations contenues à cet égard dans ces deux circulaires et vous y conformer exactement.

IV. Acquisitions et ventes.

« En ce qui concerne l'instruction des demandes en autorisation d'acquérir et de vendre, les bordereaux relatifs à ces deux natures d'affaires contiennent les indications les plus indispensables. J'ajouterai, pour compléter ces indications, des observations spéciales sur trois points importants.

« *Acquisitions interdites.* — Et d'abord, ce que j'ai dit au sujet de l'incapacité pour les fabriques et autres établissements religieux de recevoir des donations destinées à des services étrangers à leurs attributions légales s'applique également aux acquisitions d'immeubles. Les opérations de cette nature ne sont pas plus susceptibles d'autorisation que les donations entre vifs ayant la même destination.

« *Rappel à l'observation de l'article 2 de l'ordonnance du 14 janvier* 1831. — Aux termes de l'article 1er de la loi du 2 janvier 1817 et de l'article 4 de la loi du 24 mai 1825, les établissements ecclésiastiques ou religieux ainsi que les communautés religieuses de femmes, ne peuvent acquérir des immeubles sans y avoir été préalablement autorisés. L'article 2 de l'ordonnance du 14 janvier 1835 porte même qu'aucun notaire ne peut passer acte de vente, au nom de ces établissements, s'il n'est justifié de l'ordonnance (maintenant du décret) qui accorde l'autorisation nécessaire et qui doit être entièrement inséré dans l'acte notarié.

« J'ai remarqué avec peine que ces dispositions étaient souvent méconnues par les fabriques et surtout par les congrégations et communautés religieuses de femmes, comme par les notaires auxquels ces établissements ont recours pour faire dresser leurs actes,

« Il existe d'assez nombreux exemples de demande en autorisation de réaliser des acquisitions qui étaient déjà constatées par actes notariés, et dont les prix avaient même été, aux termes de cet acte, intégralement payés. Ainsi, on n'a eu recours, dans ces cas, à l'autorisation du gouvernement qu'après que les opérations avaient été complètement terminées. Des demandes formées dans de pareilles conditions tendent à dénaturer le droit de haute tutelle que la loi a déférée à l'Etat sur les établissements publics et à convertir l'autorisation, qu'il est appelé à délivrer, en un simple acte d'enregistrement, en une pure formalité imposée d'avance à son inévitable sanction. Aussi le gouvernement s'est-il vu dans la nécessité d'opposer souvent à ces demandes des refus d'approbation que les circonstances particulièrement favorables des autres affaires l'ont seules empêché de généraliser.

« Mais je tiens, monsieur le préfet, à ce que ces faits ne se renouvellent plus et à ce que les règles établies soient observées à l'avenir. Je vous prie, en conséquence, de ne plus m'envoyer, pour être soumis à l'approbation impériale, des dossiers d'acquisitions faites au mépris des dispositions précitées. Il ne pourra être admis d'exceptions à cette règle qu'à l'égard des acquisitions effectuées par voie d'adjudication publique, et pour lesquelles il n'aurait pas été possible, en raison de l'urgence, de se pourvoir d'une autorisation préalable. Il est du reste bien entendu que, même dans ces cas, le droit de l'administration supérieure d'apprécier la convenance et l'utilité de chaque acquisition est entièrement réservé.

« Quant aux aliénations des biens immeubles appartenant aux établissements ec-

clésiastiques et religieux, vous savez, monsieur le préfet, que la règle générale est qu'elles soient effectuées, aux enchères publiques ; il ne peut être dérogé à cette règle que pour des motifs graves et d'absolue nécessité, qui seront appréciés par le gouvernement et par le conseil d'Etat.

« *Enquêtes de commodo et d'incommodo.* — Mes dernières observations porteront sur la nécessité d'introduire plus d'uniformité et de régularité dans la manière de procéder aux enquêtes *de commodo et d'incommodo*, pour tous les cas où cette formalité est prescrite, et notamment en matière d'acquisition et de ventes.

« Je vous prie, monsieur le préfet, de veiller à ce qu'il soit dorénavant procédé aux enquêtes dans la forme que j'indique ci-après :

« MM. les sous-préfets nommeront commissaire enquêteur le juge de paix, ou, à défaut du juge de paix, tout autre fonctionnaire qui n'ait qu'à se prononcer, en raison de ses fonctions, sur la mesure projetée.

« L'enquête sera annoncée huit jours à l'avance, un dimanche, par voies de publications et d'affiches placardées au lieu principal de réunion publique.

« Elle sera ouverte à la mairie, aux heures où la suspension du travail laisse plus de liberté à ceux qui doivent y prendre part. Tous les habitants de la commune sont admis indistinctement à émettre leur vœu sur l'objet de l'enquête.

« Il sera donné connaissance aux déclarants du préambule du procès-verbal, qui contiendra un exposé exact de la nature, du but et des motifs du projet.

« Les déclarations seront individuelles ; elles seront signées des déclarants, ou certifiées conformes à la déposition orale par le commissaire enquêteur qui les reçoit et en dresse procès-verbal. Alors même que ces déclarations seraient identiques, elles devraient être consignées indépendamment les unes des autres, avec leurs raisons respectives, et autant que possible dans les termes propres aux déclarants.

« A la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur devra clore le procès-verbal, le signer et le transmettre avec son avis au sous préfet.

« Vous pourrez, au surplus, monsieur le préfet, vous reporter pour les détails à la circulaire de M. le ministre de l'intérieur, en date du 29 août 1825, dont les sages prescriptions me paraissent pouvoir être utilement généralisées.

« Je vous prie de vouloir bien m'accuser réception de la présente circulaire, dont j'adresse un exemplaire à l'autorité diocésaine.

« Recevez, etc.

« Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

« ROULAND. »

CIRCULAIRE *du même aux archevêques et évêques, leur transmettant le décret et les instructions ci-dessus.*

Paris, le 10 avril 1862.

« Monseigneur,

« J'ai l'honneur de vous adresser une ampliation d'un décret en date du 15 février dernier, qui confère, sous certaines réserves, aux préfets, le droit d'autoriser l'*acceptation* des dons et legs faits aux fabriques des églises, lorsque ces libéralités n'excéderont pas la valeur de mille francs. Je crois devoir joindre à cette ampliation une copie des instructions que je viens de donner à MM. les préfets sur l'exécution de ce décret et des dispositions antérieures qu'il n'a pas abrogées.

« Ces mesures n'ont d'autre but que de hâter l'expédition des affaires, de supprimer des formalités inutiles et de rappeler les règles établies par la jurisprudence du conseil d'Etat.

« Votre Grandeur jugera sans doute opportun de veiller en ce qui la concerne, à l'application de ces instructions, qui peuvent faciliter son administration et servir par cela même, les intérêts des établissements ecclésiastiques et religieux.

« Agréez, Monseigneur, l'assurance, etc. »

MODÈLES *de bordereaux à produire pour obtenir l'autorisation des dons, legs, acquisitions et ventes.*

Département de
Diocèse de
Nom de l'établissement :
Nature de l'affaire : Donation par

BORDEREAU *des pièces transmises, le..... à M. le ministre des cultes.*

DÉSIGNATION ET ANALYSE SOMMAIRE DES PIÈCES.

Nos D'ORDRE des pièces.		DATE des pièces.
1.	Acte notarié portant donation par l...	»
2.	Certificat de vie du donateur.	»
3.	Procès-verbal d'estimation de... donné, constatant que sa valeur est de... (1)	»
4.	Renseignements sur les causes de la donation, sur la position de fortune du donateur et des héritiers présomptifs.	»
5.	Délibération du conseil de fabrique (s'il s'agit d'une fabrique)..... tendant à obtenir l'autorisation : 1° d'accepter... ; 2° d'employer.	»
6.	Etat de l'actif et du passif de l'établissement du donataire, dûment vérifié et certifié (Ordon. du 14 janvier 1831, art. 5.)	»
7.	Avis du conseil municipal (s'il s'agit d'une fabrique) sur tout emploi de capitaux donnés, autre qu'un placement sur l'Etat. (Loi du 18 juillet 1837, art. 21.)	»
8.	Avis de Mgr. l'évêque de...	
9.	Avis du préfet de...	

OBSERVATIONS.

(1) S'il s'agit d'un immeuble, le procès-verbal doit indiquer sa contenance et sa valeur, tant en capital qu'en revenu.

Département de
Diocèse de
Nom de l'établissement :
Nature de l'affaire : Legs par....

BORDEREAU *des pièces transmises le... à M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.*

DÉSIGNATION ET ANALYSE SOMMAIRE DES PIÈCES.

Nos D'ORDRE des pièces.		DATE des pièces.
1.	Expédition notariée du testament par lequel le... a légué...	»
2.	Acte de décès du testateur.	»
3.	Procès-verbal d'estimation de..., légué, constatant que sa valeur est de... (1)	»
4.	Consentement des héritiers du testateur à l'exécution du testament.	»
5.	Acte extrajudiciaire constatant que l..., héritier naturel connu du testateur, a été mis en demeure de présenter ses observations. (Ordon. du 14 janvier 1831, art. 5.)	»
6.	Certificat et autres pièces constatant l'accomplissement des formalités de publication et d'affiches, à l'égard des héritiers inconnus...	»
7.	Délibération du conseil de fabrique, tendant à obtenir l'autorisation : 1° d'accepter...; 2° d'employer.	»
8.	Etat de l'actif et du passif de l'établissement légataire, dûment vérifié. (Ordon. du 14 janvier 1831, art. 5.)	»
9.	Avis du conseil municipal (s'il s'agit d'une fabrique) sur tout emploi de capitaux légués, autre qu'un placement sur l'Etat. (Loi du 18 juillet 1837, art. 21.)	»
10.	Avis de Mgr l'évêque de...	»
11.	Avis du préfet de...	»

OBSERVATIONS.

(1) S'il s'agit d'immeubles, indiquer leur contenance et leur valeur tant en capital qu'en revenu.

Département de
Diocèse de
Nom de l'établissement :
Nature de l'affaire : Legs par... et réclamation d'héritiers.

BORDEREAU *des pièces transmises le... à M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.*

DÉSIGNATION ET ANALYSE SOMMAIRE DES PIÈCES.

Nos D'ORDRE des pièces.		DATE des pièces.
1.	Expédition authentique du testament par lequel l... a légué.	»

2. Acte de décès du testateur.	»
3. Procès-verbal d'estimation de... légué, portant la valeur à... (1)	»
4. Réclamation formée par... dans le but de s'opposer à l'acceptation de...	»
5. Renseignements sur la valeur totale de la succession d.., sur la position de fortune de ses héritiers, et sur les autres circonstances de l'affaire..:	»
6. Délibération du conseil de fabrique (s'il s'agit d'une fabrique), tendant à obtenir l'autorisation : 1° d'accepter.., ; 2° d'employer...	»
7. Etat de l'actif et du passif de l'établissement légataire, dûment vérifié et certifié. (Ordon. du 14 janvier 1831, art. 5.)	»
8. Avis du conseil municipal (s'il s'agit d'une fabrique), sur tout emploi de capitaux légués, autre qu'un placement sur l'Etat. (Loi du 18 juillet 1837, art. 21.)	»
9. Avis de Mgr. l'évêque de...	»
10. Avis du préfet de...	»

OBSERVATIONS.

(1) S'il s'agit d'immeubles, indiquer leur contenance et leur valeur tant en capital qu'en revenu.

Département de
Diocèse de
Nom de l'établissement :
Nature de l'affaire : Acquisition par...

BORDEREAU *des pièces transmises le... à M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.*

DÉSIGNATION ET ANALYSE SOMMAIRE DES PIÈCES.

Nos D'ORDRE des pièces.		DATE des pièces.
1.	Délibération du conseil de fabrique de... (s'il s'agit d'une fabrique), tendant à obtenir l'autorisation d'acquérir moyennant une somme de... (1), immeuble destiné à... (2)	»
2.	Acte par lequel le..., propriétaire de l'immeuble, en a consenti la vente.	»
3.	Plan figuré et détaillé des lieux	»
4.	Procès-verbal d'expertise, dressé par les deux experts, nommés, l'un par l'administration de l'établissement intéressé, l'autre par le vendeur, et indiquant : 1° la contenance de l'immeuble ; 2° sa valeur estimative, portée à...	»

5. Etat de l'actif et du passif de »
6. Procès-verbal d'enquête *de commodo et incommodo.* »
7. Avis du conseil municipal (s'il s'agit d'une fabrique). (Loi du 18 juillet 1837, art. 21.) »
8. Avis de Mgr l'évêque de... »
9. Avis du préfet de...

OBSERVATIONS.

(1) Indiquer ici le prix d'acquisition, les ressources qui seront affectées au payement, ainsi que la nature et la situation des immeubles.

(2) Indiquer avec précision l'affectation spéciale que doivent recevoir les immeubles à acquérir.

Département de
Diocèse de
Nom de l'établissement :
Nature de l'affaire : Vente par...

BORDEREAU *des pièces transmises le... à M. le ministre de l'instruction publique et des cultes.*

DÉSIGNATION ET ANALYSE SOMMAIRE DES PIÈCES.

Nos D'ORDRE des pièces.		DATE des pièces.
1.	Délibération du conseil de fabrique (s'il s'agit d'une fabrique), tendant à obtenir l'autorisation : 1° de vendre... provenant (1)... ; 2° d'employer le produit de la vente...	»
2.	Plan figuré détaillé des lieux.	»
3.	Procès-verbal d'expertise indiquant la contenance des immeubles à aliéner et portant leur valeur estimative à...	»
4.	Procès-verbal d'enquête *de commodo et incommodo*...	
5.	Etat de l'actif et du passif de l'établissement.	»
6.	Avis du conseil municipal, (s'il s'agit d'une fabrique).	»
7.	Avis de Mgr l'évêque de...	»
8.	Avis du préfet de...	»

OBSERVATIONS.

(1) Indiquer exactement l'origine des immeubles à aliéner. S'ils proviennent de libéralités ou d'acquisitions autorisées par décrets ou ordonnances, rappeler les dates de ces décisions; enfin, faire connaître si ces immeubles sont ou non grevés de services religieux.

ACCESSION.

On entend par *accession* l'union et l'adjonction d'une chose à une autre. (*Code civil, art.* 551.)

L'*accession* est une des différentes manières d'acquérir la propriété, car elle est le titre en vertu duquel l'augmentation survenue à une chose devient la propriété du maître de cette chose. La nature, comme l'art, opère l'*accession*, c'est-à-dire l'augmentation de la chose.

L'alluvion, les arbres excrus, les fruits pendants aux arbres, et tous autres produits spontanés de la terre, forment l'*accession*, l'augmentation naturelle; et, à moins qu'il n'ait été autrement stipulé dans les actes, soit donations, testaments, ventes, tout doit se délivrer avec la chose principale. Ainsi les fabriques ont droit à tout ce qui forme l'*accession* d'un don ou d'un legs fait en leur faveur.

Les glaces, les ornements qui paraissent avoir été fixés à perpétuelle demeure, les plantations, les constructions, etc., sont une augmentation, une *accession*, ou, en d'autres termes, des accessoires produits par l'art. (*Voyez ci-après* ACCESSOIRES.)

ACCESSOIRES.

On appelle *accessoires* les arrérages de rentes, les intérêts et les frais d'une créance, et les dépendances d'une chose principale. (*Voyez* RENTES, ARRÉRAGES.)

La vente ou cession d'une créance comprend les *accessoires* de la créance, tels que caution, privilége et hypothèque. (*Code civil, art.* 1692). L'*accessoire* suit toujours le principal, suivant cette règle : *Accessorium sequitur sortem rei principalis.*

Aux termes de l'article 1018 du Code civil, « la chose léguée est délivrée avec les *accessoires* nécessaires, et dans l'état où elle se trouve au jour du décès du donateur. »

D'après la disposition de cet article, le legs d'un fonds comprend tous les meubles qui y sont attachés à perpétuelle demeure; tels sont, par exemple, les animaux servant à son exploitation. De même le legs d'une fabrique comprend tous les ustensiles et *accessoires* qui s'y trouvent et qui sont nécessaires.

Le legs d'une maison comprend le jardin qui en dépend. (Domat. Toullier.)

« Lorsque celui qui a légué la propriété d'un immeuble, l'a ensuite augmentée par des acquisitions, ces acquisitions fussent-elles contigües ne seront pas censées, sans une nouvelle disposition, faire partie du legs.

« Il en sera autrement des embellissements, ou des constructions nouvelles faites sur le fonds légué, ou d'un enclos dont le testateur aurait augmenté l'enceinte. » (*Art.* 1019 *du Code civil.*)

Les actions des fabriques pour la répétition des *accessoires* d'une chose quelconque, ressortissent des tribunaux civils.

ACCUSATION.

« Un arrêt de la Cour de cassation, du 9 décembre 1809, dit M. Rio (1), a rangé les administrateurs des fabriques parmi ceux qui ne peuvent être poursuivis, *à raison de leurs fonctions*, que sur l'autorisation du Conseil d'Etat. Un autre arrêt de la même Cour, du 15 décembre 1827, peut encore être invoqué à cet effet. »

Nous n'avons pu trouver ces arrêts ; nous ne savons par conséquent en quels sens ils sont conçus. Toutefois, nous doutons que les fabriciens puissent être considérés comme fonctionnaires, et, à ce titre, jouir du privilége de n'être poursuivis qu'avec l'autorisation du Conseil d'Etat.

Pour obtenir cette autorisation, ajoute M. Rio, il faut présenter un mémoire contenant l'*exposé des faits reprochés*, adresser ce mémoire au préfet qui, après avoir consulté l'évêque, s'il y a lieu, le transmet au ministre des cultes, avec son avis motivé.

Si l'autorisation est accordée, l'action doit être portée devant les tribunaux ordinaires, mais nous la croyons totalement inutile.

ACCUSÉ DE RÉCEPTION.

Les envois de pièces de comptabilité des fabriques, ou de mandats de payements, doivent toujours être l'objet d'*accusés de réceptions*, qui, équivalant à une décharge, mettent à couvert la responsabilité de l'expéditeur.

ACHAT.

(*Voyez* ACQUISITION.)

A-COMPTE.

Les fabriques peuvent recevoir des *à-compte* de leurs débiteurs ou en donner à leurs créanciers.

§ I. A-COMPTE *offerts par les créanciers.*

Aux termes de l'article 1244 du Code civil, « le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le payement d'une

(1) *Manuel des Conseils de fabrique*, page 8.

dette, même divisible. » Par conséquent, les débiteurs des fabriques ne seraient pas fondés à exiger que le trésorier acceptât des *à-compte* successifs pour le payement des sommes dont ils sont redevables. Les *à-compte* qu'ils offriraient n'arrêteraient donc pas de droit les poursuites des trésoriers ; car il n'appartiendrait pas à ces comptables d'accorder, de leur chef, des délais aux débiteurs, et d'atermoyer ainsi les recouvrements des fabriques. Les retards et les non-valeurs qui en résulteraient demeureraient sous la responsabilité personnelle de ces derniers. (*Instructions du ministre des finances du* 5 *janvier* 1815.)

En général, les trésoriers des fabriques doivent se conformer, pour les poursuites, aux dispositions d'une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 3 novembre 1839. (*Voyez* POURSUITES.)

Les *à-compte* offerts par les débiteurs peuvent bien être un motif pour obtenir des délais ; mais les trésoriers, en les acceptant, ce qu'il est bon d'ailleurs de faire toujours, doivent avoir soin d'exprimer dans leur quittance, que la somme qu'ils reçoivent n'est qu'un *à-compte* de la somme principale de..... sous toutes réserves des droits de la fabrique et de toutes choses demeurant en l'état. L'acceptation de l'*à-compte*, en supposant même qu'elle fût l'occasion d'un sursis, ne devrait pas empêcher, en effet, que les poursuites, s'il était nécessaire de les reprendre, ne fussent continuées en partant du point où on les avait laissées. Il n'y aurait pas lieu de recommencer les premiers actes.

Au surplus, il est inutile de faire remarquer que nous ne parlons ici qu'en droit rigoureux, et pour garantir la responsabilité des trésoriers à l'égard des débiteurs qui pourraient leur inspirer des craintes. Car il en est dont la solvabilité et la bonne foi sont si bien établies, que les trésoriers prennent facilement sur eux, comme il est raisonnable de le faire, d'accepter des *à-compte* successifs sur les sommes qu'ils doivent. C'est là une affaire d'appréciation particulière qu'on ne peut qu'abandonner au bon esprit des comptables

§ II. A-COMPTE *payés aux créanciers.*

Aucun marché, aucune convention pour travaux et fournitures ne doit stipuler d'*à-compte* que pour un service fait. Les *à-compte* ne doivent en aucun cas excéder les cinq sixièmes des droits constatés par pièces régulières, présentant le décompte en quantité, en deniers, du service fait. (*Art.* 42 *du règlement sur la comptabilité publique du* 31 *mai* 1838.)

Cette disposition, qui a été prise pour la comptabilité de l'Etat, est applicable à celle des fabriques. Lorsqu'un entrepreneur a été chargé, pour ces établissements, de grands travaux ou fournitures considérables, il est évident qu'attendre que les travaux soient en-

tièrement terminés ou la fourniture complétement livrée pour en commencer le payement, ce serait obliger cet entrepreneur à de fortes avances, dont, en définitive, les intérêts retomberaient indirectement à la charge des fabriques. La convenance des *à-compte* se justifie ainsi parfaitement, et il suffit qu'ils soient restreints dans les limites prescrites par l'article 42 précité.

A part même les cas où des *à-compte* ont été formellement stipulés dans les marchés, il peut arriver que l'insuffisance momentanée de fonds dans la caisse du trésorier oblige la fabrique à n'offrir à ses créanciers que des *à-compte* sur des créances entièrement liquidées. Car on n'ignore pas que les trésoriers ne sont pas autorisés à payer au-delà des fonds de leur caisse. (*Voyez* AVANCES.) Cette circonstance est assez fréquente, et les créanciers ne font aucune difficulté d'accepter des payements partiels. Ils n'auraient pas, d'ailleurs, dans le cas prévu de l'insuffisance de fonds, des moyens de contrainte contre les fabriques.

Pour la régularité du payemeut, il nous paraîtrait nécessaire que le mandat fît mention que la somme n'est qu'un *à-compte* de la créance liquidée à la somme de..... en déduction de laquelle le mandat est délivré.

Dans ce dernier cas, comme dans celui des *à-compte* stipulés dans les marchés, il est bon que les *à-compte* soient désignés dans les mandats par un numéro d'ordre, de telle manière que l'on puisse, lors du solde final, remonter aux divers *à-compte* successivement payés. Enfin on doit mentionner, dans le mandat du dernier *à-compte* qui forme le solde, la circonstance de la libération définitive.

ACQUÉREURS.

I. Les membres du bureau des marguilliers ne peuvent être *acquéreurs* des biens de ces établissements (*Art.* 61 *du décret du* 30 *décembre* 1809.) Il en est de même des membres du conseil de fabrique. (*Code civil*, *art.* 1596.) (*Voyez* ADJUDICATAIRES.)

II. L'*acquéreur*, quel qu'il soit, doit payer le prix au jour fixé, ou, si le temps n'a pas été limité, au moment de la délivrance de l'objet vendu et dans le lieu réglé par la vente. (*Code civil*, *art.* 1650 *et* 1651.)

L'*acquéreur* doit l'intérêt du prix de la vente jusqu'au payement du capital dans les trois cas suivants : S'il a été ainsi convenu lors de la vente ; — si la chose vendue et livrée produit des fruits ou autres revenus ; — si l'acheteur a été sommé de payer. — Dans ce dernier cas, l'intérêt ne court que depuis la sommation. (*Id.*, *art.* 1652.)

Si l'*acquéreur* ne paie pas le prix, le vendeur peut demander la résolution de la vente. — Cette résolution est prononcée aussitôt, si le vendeur est en danger de perdre la chose et le prix. — Si ce danger n'existe pas, le juge peut accorder à l'*acquéreur* un délai plus ou moins long suivant les circonstances. — Ce délai passé sans que l'acquéreur ait payé, la résolution de la vente peut être prononcée. (*Id.*, *art.* 1654 *et* 1655.) (*Voyez* ACQUISITION.)

III. Les fabriques qui seraient dans le cas de poursuivre la résolution d'une vente pour défaut de payement du prix doivent, pour obtenir du conseil de préfecture l'autorisation d'actionner l'acquéreur, produire : 1° le contrat de vente ; 2° une délibération motivée; 3° l'avis du conseil municipal; 4° celui de l'évêque diocésain.

ACQUIESCEMENT.

L'*acquiescement* est le consentement donné à l'exécution d'un acte ou d'un jugement auquel on aurait pu s'opposer. Il suit de là que l'*acquiescement* est la renonciation à l'exercice d'une action.

Cette renonciation est expresse ou tacite ; expresse, lorsque la partie qui la fait, la constate par sa signature ; tacite, lorsqu'elle résulte d'une circonstance qui témoigne de son intention ; comme, par exemple, si la partie condamnée exécute la condamnation sans protestation ni réserve, ou qu'elle laisse passer les délais utiles, sans exercer le recours qui lui compétait.

Les fabriques ont-elles besoin d'une autorisation pour *acquiescer ?* La solution de cette question est subordonnée à la distinction que nous venons de faire. S'agit-il d'un *acquiescement* tacite : comme il résulte précisément de l'inaction de l'administration qui renonce à contester la prétention de la partie adverse de la fabrique, il est évident qu'il s'opère sans autorisation préalable de l'autorité supérieure ; mais aussi il engage la responsabilité personnelle de la fabrique, dans le cas où elle aurait abdiqué un droit évident, ou n'aurait pas poursuivi la réformation d'une sentence manifestement injuste.

S'agit-il d'un *acquiescement* exprès : l'autorisation est indispensable. L'*acquiescement*, en effet, emporte abandon du droit qu'on anrait eu de contester la demande. Ce n'est, sans doute, que la reconnaissance de la légitimité des prétentions de l'adversaire ; mais enfin cette reconnaissance pourrait être dommageable à la fabrique qui veut la faire ; l'autorité supérieure doit donc intervenir pour vérifier si la fabrique n'apprécie pas son droit d'une manière inexacte.

Mais, dans ce dernier cas, faut-il l'autorisation du gouvernement comme pour aliéner des droits immobiliers, ou pour transiger? Nous

ne le pensons pas, quand même il s'agirait d'*acquiescer* à une demande qui aurait pour objet la propriété d'un immeuble. Notre opinion peut s'appuyer de celle de Merlin (*Question de droit*, art. COMMUNE, § 3), et d'un arrêt de la Cour de cassation, du 6 février 1816.

L'autorisation dont il s'agit devrait être donnée par le préfet, conformément à l'article 15 de l'ordonnance du 31 octobre 1821. Toutefois, ce magistrat ferait prudemment de ne la délivrer que sur un avis du comité consultatif de la fabrique, et après l'avis du conseil de préfecture, attendu la nature litigieuse de la matière. (*Voyez* COMITÉ CONSULTATIF.)

On a agité la question de savoir si l'autorisation donnée à un établissement public pour *plaider* sur la validité d'un legs lui attribue virtuellement la faculté d'*acquiescer* au jugement qui intervient. Un arrêt de la Cour de Colmar, du 31 juillet 1823, l'a résolue négativement par le motif que « l'*acquiescement* est une *véritable transaction*, une *démission de propriété*, que l'établissement ne peut consentir à l'insu et contre la volonté du pouvoir chargé spécialement de la surveillance de ses intérêts. » Nous n'admettons pas ce motif, dit M. Durieu ; car il est évident qu'un *acquiescement* n'est pas une transaction ; mais nous adoptons entièrement la conclusion. L'autorisation d'*acquiescer* ne renferme pas plus qu'elle n'exclut la faculté de se désister. Après le jugement, l'établissement est dans la même nécessité qu'avant le jugement : il ne pouvait, sans autorisation, ni plaider, ni *acquiescer* à la demande formée contre lui ; il lui faut de même une autorisation pour attaquer le jugement ou pour y *acquiescer*. (*Voyez* DÉSISTEMENT.)

ACQUISITION.

Les fabriques peuvent faire des *acquisitions* de deux manières : 1° à titre gratuit par les dons et les legs qui leur sont faits ; 2° à titres onéreux en achetant ou en échangeant. (*Voyez* ÉCHANGE.)

§ I. ACQUISITION *à titre gratuit.*

(*Voyez* DONS ET LEGS.)

§ II. ACQUISITION *à titre onéreux.*

La loi du 2 janvier 1817, rapportée ci-dessus, page 24, permet aux fabriques, comme l'avait fait un décret du 16 juillet 1810, d'acquérir des biens immeubles ou des rentes à titres onéreux, c'est-à-dire par achats, moyennant un capital déterminé, une rente ou

un échange. Elle ajoute que les fabriques possèderont ces *acquisitions* à perpétuité, sans pouvoir les aliéner autrement qu'avec l'autorisation du roi. (Aujourd'hui avec l'autorisation de l'Empereur.)

Les formalités à suivre par les fabriques pour obtenir l'autorisation d'acquérir à titre onéreux, sont indiquées dans la circulaire du 29 janvier 1831, rapportée ci-dessus, page 33.

Il est à remarquer que, dans la délibération du conseil de fabrique, doivent être exprimés les motifs et les avantages de l'*acquisition* projetée. Il est aussi convenable, bien que la circulaire du 29 janvier 1831 n'en fasse pas mention, de joindre à cette délibération une copie du budget de la fabrique, constatant qu'elle a des moyens suffisants pour payer le prix, sans préjudice du service du culte, pour le présent ou pour l'avenir.

Quand le ministre a fait son rapport, et obtenu un décret impérial approuvant l'*acquisition*, l'acte de vente est passé devant notaire, entre le trésorier de la fabrique et le vendeur.

Aux termes de l'article 1593 du Code civil, « les frais d'actes et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur, » par conséquent de la fabrique qui fait l'*acquisition*, sauf stipulation contraire.

Nous remarquerons, dit M. Carré, (1), qu'il n'est besoin d'aucune autorisation pour qu'une fabrique devienne acquéreur d'un bien dont l'expropriation serait poursuivie par elle, contre un de ses débiteurs. La raison en est énoncée dans le deuxième considérant d'un décret du 12 septembre 1811, rendu au profit de l'Université, et ainsi conçu :

« Considérant qu'une *acquisition* faite de cette manière ne peut se comparer à une *acquisition* faite directement et de plein gré, et qu'ainsi, les lois qui assujettissent les établissements publics à ne pouvoir se rendre propriétaires sans une autorisation préalable du gouvernement, ne sont pas applicables au cas d'une expropriation forcée. »

Mais il est à remarquer qu'une fabrique ne peut acquérir de la sorte, que dans les circonstances suivantes :

1° Lorsqu'elle se trouve dans le cas de l'article 698 du Code de procédure, qui déclare propriétaire *le poursuivant demeuré adjudicataire de l'immeuble, faute d'enchérisseur sur la mise à prix contenue au cahier des charges*. C'est ce que suppose clairement le premier considérant du même décret ainsi conçu :

« Considérant que le droit de poursuite en expropriation est la conséquence naturelle du droit qui appartient à tout créancier de se faire payer sur tous les biens de son débiteur, et que la loi elle-

(1) *Traité du gouvernement des paroisses, n° 418.*

même déclare propriétaire le poursuivant qui reste adjudicataire de l'immeuble, faute de surenchérisseur. »

On ne pourrait donc prétendre qu'il fût permis à une fabrique de couvrir des enchères, afin de se rendre adjudicataire d'un bien dont l'expropriation ne serait pas poursuivie à sa requête. Ici l'*acquisition* serait volontaire, et par suite semblerait nulle.

2° Lorsque l'enchère qu'elle aurait mise sur un bien saisi à sa requête, et qui ne serait pas couverte, n'excède pas le montant de sa créance. C'est encore ce que suppose le même considérant.

Si les fabriques ne peuvent devenir adjudicataires d'un bien dont elles ne poursuivraient pas elles-mêmes l'expropriation, il leur est néanmoins permis de surenchérir un immeuble, sans autorisation préalable. La raison en est que la surenchère est un simple acte conservatoire, qui ne tend qu'à assurer l'effet d'un droit ouvert par l'article 2185 du Code civil, à tout créancier dont le titre est inscrit ; d'où il suit que les établissements publics, comme tous autres créanciers hypothécaires inscrits, doivent jouir de ce droit, dont l'exercice qui doit avoir lieu dans un délai fatal, pourrait être souvent illusoire, par les retards qu'entraînerait la nécessité d'une autorisation. C'est aussi ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de Bruxelles, du 20 avril 1811.

La raison pour laquelle les fabriques, qui ne peuvent devenir adjudicataires d'un bien saisi réellement, autrement que dans les cas énoncés ci-dessus, ont néanmoins la faculté de surenchérir, est sensible.

Elle résulte de ce que la surenchère n'a lieu qu'afin de procurer à la fabrique le payement de la créance sur le prix de cet immeuble, qui aurait été adjugé au-dessous de sa valeur, et qui, remis en vente par suite de la surenchère, devient la propriété de la fabrique, si cette surenchère n'est pas couverte, ou lui assure, en cas qu'elle le soit, son payement en entier ou plus forte partie. Comme la fabrique n'a rien à débourser pour surenchérir, elle devait être autorisée à le faire. Au contraire, si elle se présentait pour acquérir un bien mis en adjudication, elle aurait à en acquitter le prix. Or, la loi veut qu'elle ne dispose d'aucun fonds pour une *acquisition*, sans autorisation préalable. Il n'y a donc aucune contradiction entre les trois propositions que nous avons établies ci-dessus, savoir :

1° Qu'une fabrique demeure, sans autorisation, adjudicataire, suivant sa mise à prix, d'un immeuble dont elle poursuit l'expropriation ;

2° Qu'elle ne peut qu'avec autorisation devenir adjudicataire, en enchérissant sur cet immeuble au-dessus de la somme qui lui est due;

3° Qu'elle peut surenchérir sur le prix de vente de tout immeuble grevé à son profit d'une inscription hypothécaire.

La loi sur l'administration municipale, du 18 juillet 1837, dans son article 21, dit que le conseil municipal est toujours appelé à donner *son avis* sur les autorisations d'acquérir, etc. On doit donc maintenir l'obligation déjà imposée par la circulaire du 27 janvier 1831, de produire une délibération du conseil municipal sur le projet d'*acquisition*. Il est en effet utile, dit M. Gaudry (1) que, dans les cas d'*acquisition* immobilière, la commune soit consultée, car l'entretien des immeubles peut devenir onéreux, et la commune est obligée d'y pourvoir dans certaines limites. Mais c'est un simple avis demandé au conseil municipal, et non un consentement ; il n'est pas douteux que l'autorité supérieure puisse accorder une autorisation, quel que soit l'avis du conseil municipal.

Cependant le journal des conseils de fabriques (2) cite un arrêté du préfet des Basses-Pyrénées du 27 septembre 1839, qui a refusé l'autorisation d'après l'opinion du conseil municipal, par le motif que le conseil municipal doit donner son *consentement, et que les biens de fabrique sont en quelque sorte sous la tutelle des autorités municipales*. Cette décision est fondée sur des erreurs évidentes. D'abord, le texte de la loi du 18 juillet 1837 est positif ; il exige un *avis* du conseil municipal et non un *consentement*. Ensuite il est inexact de dire que les fabriques sont sous la tutelle des autorités municipales. Les fabriques sont administrées avec une entière indépendance des communes, par leurs conseils, sous l'autorité de l'évêque et du préfet ; les communes n'ont à intervenir, dans les affaires de la fabrique, que dans leur intérêt personnel, c'est-à-dire à raison de l'obligation qui leur est imposée de satisfaire aux besoins du culte, si les ressources de la fabrique ne suffisent pas. Il était donc nécessaire de leur accorder un droit de *surveillance et d'avis*, mais non une *autorité*. La décision du préfet est en opposition avec les principes, et nous partageons sur ce point l'opinion qui la contredit, développée dans le *Journal des fabriques*.

§ III. Acquisition *de rentes*.

Aucune *acquisition* de rentes, au profit d'une fabrique, d'une communauté religieuse de femmes, ou de tout autre établissement ecclésiastique, ne peut être effectuée, qu'autant qu'elle aura été autorisée par un décret impérial, dont l'établissement intéressé doit présenter, par l'intermédiaire d'un agent de change, expédition en due forme au directeur du grand-livre de la dette publique. (*Ordon. du 14 janvier* 1831, *art.* I^er^.) Cette ordonnance a rapporté l'article 6 de celle du 2 avril 1817. (*Voyez* ci-dessus, p. 27.)

(1) *Traité de la législation des cultes*, tom. III, pag. 42.
(2) *Journal des Conseils de fabriques*, tom. VI, pag. 90.

Les *acquisitions* de rentes sur l'Etat, d'après un décret du 21 décembre 1808, n'avaient pas besoin d'être autorisées ; ce placement était *de droit*. Un autre décret, du 16 juillet 1810, avait accordé aux préfets le droit d'autoriser les remplois des sommes de 500 francs, en rentes sur l'Etat, ou sur particuliers, et au ministre de l'intérieur le droit d'autorisation jusqu'à 2,000 francs.

La loi du 2 janvier 1817, article 2, a paru modifier cette disposition, en décidant sans restriction que les *acquisitions* de rentes devaient être autorisées par le roi, comme les *acquisitions* d'immeubles. Cependant l'art. 6 de l'ordonnance royale du 2 avril 1817, revint aux principes du décret du 21 décembre 1808, pour les rentes sur l'Etat et sur les villes, et les étendit même sans mesure, en déclarant que ces rentes ne seraient point assujetties à la nécessité de l'autorisation, et que les établissements ecclésiastiques pourraient acquérir dans la forme des actes ordinaires d'administration.

Enfin l'ordonnance du 14 janvier 1831 a rapporté l'art. 6 de l'ordonnance du 2 avril 1817. Elle maintient d'ailleurs le droit accordé aux préfets par l'art. 1^er^ d'autoriser l'acceptation des dons et legs mobiliers n'excédant pas 300 francs, aujourd'hui 1,000 francs.

Ainsi, sauf cette exception, nulle rente sur l'Etat ne peut être acquise par une fabrique, sans une autorisation du gouvernement.

§ IV. Acquisitions *d'objets mobiliers.*

La fabrique n'a pas besoin d'autorisation pour acheter tous les objets mobiliers qui sont nécesssaires à l'exercice du culte, comme ornements, vases sacrés, linges, meubles de sacristie, etc.

Il suffit en général, pour l'*acquisition* d'objets mobiliers, d'un devis estimatif qui doit être dressé par le bureau ou à la demande du bureau. Ce devis est soumis à l'approbation du conseil de fabrique. (*Voyez* au mot devis un modèle pour l'*acquisition* d'objets mobiliers.

Délibération *du conseil de fabrique sur un projet d'*acquisition.

L'an mil huit cent. le... du mois de, etc., M. N..., trésorier de la fabrique, a proposé au conseil d'employer la somme de....., existant en caisse, tant en espèces qu'en bons du trésor, à l'*acquisition* d'un terrain que M. N..., propriétaire demeurant à N..., offre de vendre au prix de... (ou sur estimation contradictoire), lequel terrain, situé à..., est à proximité des autres propriétés de l'église, et pourrait être loué très-avantageusement, ce qui augmenterait le revenu de la fabrique.

Le conseil, après avoir entendu MM. N... et N..., qui ont parlé en faveur de la proposition du trésorier, et M. N..., qui s'y est

opposé, et en avoir délibéré, a été d'avis à la majorité de... voix qu'il y avait avantage à acquérir le terrain dont la vente est offerte par le sieur... En conséquence, il autorise le bureau des marguilliers à négocier ladite *acquisition* et à remplir à cet effet toutes les formalités préalables.

Fait et délibéré à N..., les jour, mois et an que dessus.

Signatures.

ACQUIT.

Le mot *acquit* est synonyme de quittance (*Voyez* QUITTANCE), mais on le restreint habituellement aux décharges mises au bas des marchés, factures, etc., qui tiennent lieu de quittance au trésorier de la fabrique.

Pour l'*acquit* des fondations, *voyez* FONDATION.

ACTE.

On donne, en jurisprudence, le nom d'*acte* à tout écrit constatant un fait ou une convention.

Il y a plusieurs sortes d'*actes* qui tous peuvent intéresser plus ou moins les fabriques ou autres établissements publics. Nous allons parler de chacun d'eux en autant de paragraphes différents.

§ I. ACTES CONSERVATOIRES.

On entend par *actes conservatoires* tout acte par lequel on conserve un droit, sans qu'il soit besoin de faire intervenir un jugement.

Les *actes conservatoires* sont ceux auxquels les trésoriers de fabrique peuvent procéder sans autorisation préalable des conseils de préfecture, pour la garantie des intérêts de la fabrique

Le trésorier ne peut poursuivre, ni défendre devant les tribunaux, même de paix, sans autorisation du conseil de préfecture ; mais l'article 78 du décret du 30 décembre 1809, porte :

« Toutefois, le trésorier sera tenu de faire tous *actes conservatoires* pour le maintien des droits de la fabrique, et toutes diligences nécessaires pour le recouvrement de ses revenus. »

Ces diligences, dit Le Besnier, consistent dans des avertissements réitérés, donnés sux débiteurs dans un commandement ou une sommation de payement faite par huissier, dans les saisie-gagerie, (*Voyez* SAISIE-GAGERIE), saisie exécution, et finalement dans la vente d'objets mobiliers ; mais s'il s'agissait de saisie immobilière, comme elle doit être portée devant le tribunal, ce serait une action qui ne pourrait être intentée sans un arrêté du conseil de préfecture.

Comme *actes conservatoires*, le trésorier doit aussi, quand il y a lieu, prendre des inscriptions hypothécaires, provoquer des appo-

sitions de scellés, demander un compulsoire, passer des titres nouvels ou récognitifs de rentes, etc. Ces titres récognitifs doivent toujours être passés devant notaire, et jamais sous seings privés. (*Voyez* ACTE NOUVEL).

C'est comme *actes conservatoires* qu'une circulaire ministérielle du 21 décembre 1833, a recommandé aux trésoriers, et même aux fabriciens, de veiller, sous leur responsabilité personnelle, de faire interrompre toutes les prescriptons prêtes à s'acccomplir.

Le trésorier, ou les marguilliers, peuvent de même, sans autorisation, faire une surenchère ; une surenchère n'est qu'un acte *conservatoire*. (*Arrêt de la Cour de Bruxelles du* 20 *avril* 1811.)

On distingue trois espèces d'*actes conservatoires* : 1° ceux qui ont pour objet le recouvrement d'un bien fonds ; 2° ceux qui ont pour objet le recouvrement d'une rente ; 3° ceux qui doivent empêcher de perdre un droit acquis et reconnu.

§ II. ACTE PRIMORDIAL.

L'*acte primordial* n'est autre chose que l'*acte* original. (*Voyez* ci-après ACTE NOUVEL *ou* RÉCOGNITIF.)

« Les *actes* récognitifs ne dispensent point de la représentation du *titre primordial*, à moins que sa teneur n'y soit spécialement relatée.

« Ce qu'ils contiennent de plus que le *titre primordial*, ou ce qui s'y trouve de différent n'a aucun effet.

« Néanmoins, s'il y avait plusieurs reconnaissances conformes, soutenues de la possession, et dont l'une eût trente ans de date, le créancier pourrait être dispensé de représenter le *titre primordial*. » (*Code civil*, *art.* 1337).

§ III. ACTE NOUVEL *ou* RÉCOGNITIF.

On appelle *acte nouvel* ou *récognitif*, celui que le débiteur donne au créancier pour reconnaître de nouveau son obligation. Il sert principalement à empêcher que la prescription n'éteigne le titre primordial.

L'*acte récognitif* doit relater la teneur même du titre primordial et ne rien contenir de différent ou de plus. (*Voyez* ACTE PRIMORDIAL.)

Les *actes nouvels* doivent être faits devant notaire, d'après l'article 83 du décret du 30 décembre 1809. Un *titre nouvel* serait sans doute valable, lors même qu'il serait fait sous seing privé et sur papier libre ; mais le trésorier ne pourrait, sans imprudence, en accepter d'autres sous forme authentique de débiteur de bons et de rentes. D'abord l'article 83 du décret de 1809 lui prescrit d'exiger des titres récognitifs rédigés par un notaire. Un avantage d'ailleurs,

que présente un titre authentique (*Voyez* ci-après ACTE AUTHENTIQUE), c'est que s'il vient à s'égarer, il y a toujours moyen d'en avoir une expédition, puisque la minute en existe dans un dépôt public ; tandis que les déclarations ou billets sous seing privé étant une fois soustraits, tout est perdu, si le débiteur est de mauvaise foi. De plus les articles 2127 et 2129 du Code civil n'admettent d'hypothèques volontaires ou conventionnelles que celles qui sont consenties du débiteur par un *acte* passé en forme authentique devant deux notaires, ou un notaire et deux témoins. L'hypothèque elle-même doit être renouvelée tous les dix ans pour le cas où le débiteur deviendrait insolvable, ou pour que l'hypothèque ne soit pas primée par d'autres.

Aux termes de l'article 2263 du Code civil :

« Après vingt-huit ans de la date du dernier titre, le débiteur d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel à son créancier où à ses ayants cause. »

Si le débiteur ne pouvait être contraint à fournir un nouveau titre dans le cas dont parle cet article, le créancier ne pourrait pas, après trente ans, se faire payer ; car le débiteur pourrait, en supprimant les quittances qu'il a entre les mains, prétendre qu'il n'a pas payé pendant l'espace de trente ans, et que sa créance est prescrite.

Les fabriques ont droit, comme parties intéressées, d'exiger des notaires, ou autres dépositaires, des expéditions ou copies des *actes récognitifs* de leurs droits, quelque éloignée qu'en soit la date. Elles doivent profiter de l'article 839 du Code de procédure civile. (*Lettre du ministre de la justice, du 15 mai 1811.*)

La loi a autorisé le créancier à exiger le renouvellement des titres deux années avant qu'ils ne fussent périmés, pour lui donner le temps d'y contraindre le débiteur, s'il refusait de rajeunir le titre primitif, ou s'il venait à dénier l'obligation. Avant les vingt-huit ans révolus, un créancier ne serait pas en droit d'exiger le renouvellement de l'*acte*, et en cas que le débiteur y consentît, ce serait au premier à en payer les frais. Après trente ans de la date du dernier titre, il n'est plus temps d'exiger du débiteur de rentes un titre nouvel ; la prescription lui est irrévocablement acquise.

Cependant, dit M. Dieulin, on pourrait quelquefois suppléer au défaut de renouvellement d'un titre prescrit, par exemple, en prouvant par écrit ou par témoins que, depuis moins de trente ans, les débiteurs ont servi les arrérages de la rente ; ce seraient là des faits et des preuves qui détruiraient toute présomption du remboursement du principal. La preuve testimoniale serait ici admise même pour une rente de plus de 150 francs, parce qu'elle n'a rapport qu'à un fait. Un registre, par exemple, qui établirait que les rentes ont

été payées jusqu'à telle époque, une quittance notariée, mentionnant la date, suffirait pour interrompre la prescription du capital, et pourrait suppléer au défaut d'un titre nouvel. (*Arrêt de la Cour de cassation, du* 20 *novembre* 1839.) Le titre ancien est déjà par lui-même un commencement de preuve par écrit, puisqu'il émane de la personne obligée ; si donc on peut encore y joindre quelques autres preuves de la non-extinction de la dette, on détruit toute présomption de libération.

L'article 1337 du Code civil, qui déclare sans effet les additions ou modifications stipulées dans un *acte récognitif*, ne s'applique qu'à celles qui touchent à l'essence de l'obligation primitive ; il ne s'applique pas aux conditions accessoires ou extrinsèques, telles que la solidarité. (*Arrêt de la Cour royale de Toulouse, du* 5 *avril* 1838.)

Ainsi, dit le *Journal des Fabriques*, une rente a été fondée par Primus en faveur d'une fabrique, par un *acte* ancien, dont la fabrique demande la reconnaissance aux héritiers ou représentants de Primus. Indépendamment de la reproduction des stipulations de l'*acte* ancien, on pourra, dans l'*acte récognitif*, convenir que les héritiers seront débiteurs solidaires, qu'ils fourniront une nouvelle garantie, une nouvelle hypothèque; qu'un tiers les cautionnera, etc.

MODÈLE *d'un acte nouvel ou récognitif d'une rente constituée.*

Entre les soussignés,

Pierre-François A..., trésorier de la fabrique de...,

Et Charles-Nicolas B..., propriétaire, demeurant à...,

A été faite la convention suivante :

M. Charles-Nicolas B... reconnaît devoir à la fabrique de la paroisse de..., qui accepte, en la personne de son trésorier, cent francs de rente perpétuelle, au capital de deux mille francs, constituée originairement par M. C..., son oncle, dont il a recueilli la succession, au profit de la fabrique de.., par *acte* sous seing privé, en date du..., *ou* par *acte* passé devant Me N..., qui en a la minute, et son collègue, notaire à..., le...

M. Charles-Nicolas B... s'engage, en conséquence, à continuer le payement de ladite rente, de six mois eu six mois, à partir du..., sans novation ni dérogation au titre primitif, le présent *acte* n'ayant pour objet que d'interrompre la prescription.

De son côté, M. Pierre François A..., trésorier de la fabrique de..., reconnaît que les arrérages de ladite rente lui ont été payés jusqu'à ce jour, dont quittance.

Fait double, à..., le..., mil huit cent...

Signatures.

§ IV. ACTES *pour interrompre la prescription.*

(Voyez PRESCRIPTION.)

§ V. ACTES *sous seing privé.*

L'*acte sous seing privé* est celui que les parties ont dressé ou fait dresser hors de la présence d'un officier public, et qui ne porte d'autre preuve que leur signature.

I. On doit faire attention aux observations suivantes au sujet des *actes sous seing privé*. D'abord, comme il serait injuste qu'une seule des parties eût les moyens de constater une convention qui impose aux contractants des obligations réciproques, l'*acte sous seing privé* qui contient de semblables conventions n'est valable qu'autant qu'il a été fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, et que chaque original contient la mention du nombre des originaux qui ont été faits. (*Art.* 1325 *du Code civil.*)

D'un autre côté, pour prévenir l'abus des blancs seings, ou d'autres surprises du même genre, la loi veut que « le billet ou la promesse sous seing privé par lequel une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable, soit écrit en entier de la main de celui qui le souscrit, ou du moins que le souscripteur, outre sa signature, ait écrit de sa main un *bon* ou un *approuvé*, portant en toutes lettres la somme ou la quantité de la chose. » (*Art.* 1326.)

Le *bon* doit porter en toutes lettres la somme due. Il ne suffirait pas de s'exprimer par ces mots : *Approuvée l'écriture ci-dessus ;* il faut ajouter *pour la somme de....* ou *Bon pour la somme de...*

« ART. 1327. Lorsque la somme exprimée au corps de l'*acte* est différente de celle exprimée au *bon*, l'obligation est présumée n'être que de la somme moindre, lors même que l'*acte* ainsi que le *bon* sont écrits en entier de la main de celui qui s'est obligé, à moins qu'il ne soit prouvé de quel côté est l'erreur.

« ART. 1328. Les *actes sous seing privé* n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, du jour de la mort de celui ou de l'un de ceux qui les ont souscrits, ou du jour où leur substance est constatée dans des *actes* dressés par des officiers publics, tels que procès-verbaux de scellés ou d'inventaire. »

Les *actes sous seing privé* n'ont de date contre les tiers qu'à compter des époques énoncées dans l'article ci-dessus, parce qu'autrement rien n'empêcherait ceux qui les font de leur donner une date à volonté.

« ART. 1322. L'*acte sous seing privé* reconnu par celui auquel on

l'oppose, ou légalement tenu pour reconnu a, entre ceux qui l'ont souscrit et entre leurs héritiers et ayants cause, la même foi que l'*acte* authentique.

« ART. 1323. Celui auquel on oppose *un acte sous seing privé* est obligé d'avouer ou de désavouer formellement son écriture ou sa signature.

« Les héritiers ou ayants cause peuvent se contenter de déclarer qu'ils ne connaissent point l'écriture ou la signature de leur auteur.

« ART. 1324. Dans le cas où la partie désavoue son écriture ou sa signature, et dans le cas où ses héritiers ou ayants cause déclarent ne les point connaître, la vérification en est ordonnée en justice. »

Cette vérification se fait tant par titres que par experts et par témoins. (*Code de procédure, art.* 195.)

II. Un arrêt de la Cour royale de Bordeaux, du 16 décembre 1842, porte qu'un *acte* sous signature privée contenant des conventions synallagmatiques n'est pas nul, par cela seul que chacun des deux doubles de l'*acte* n'est pas revêtu de la signature des deux parties; il suffit que le double remis à chacune d'elles porte la signature de l'autre.

Cette doctrine, qui n'est pas sans difficulté, dit le *Journal des conseils de fabrique*, est enseignée par Toullier, tome VIII, page 344, et par Duranton, tome XIII, n° 156. Ces deux auteurs s'appuient sur un ancien arrêt du Parlement de Bretagne, du 27 mars 1738, cité par Denisart, au mot *Double écrit*, *n*os 7 et 8; et l'un et l'autre donnent pour raison de la solution qu'il suffit que chaque partie ait en main un titre qui établisse les engagements de l'autre, et au moyen duquel elle en puisse exiger l'exécution ; qu'enfin, il n'est pas nécessaire qu'elle signe sur son propre double pour s'engager elle-même. Cette théorie n'est pas sans difficulté au point de vue rigoureux des principes ; mais elle est généralement admise dans la pratique. (Voyez dans le même sens Rolland de Villarques, *Répertoire du notariat*, au mot *Double écrit*, n° 51, 2e édition; Championnière et Rigaud, *Droit d'enregistrement*, n° 171.)

§ VI. ACTE AUTHENTIQUE.

« L'*acte authentique* est celui qui a été reçu par officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'*acte* a été rédigé, et avec les solennités requises. » (*Art.* 1317 *du Code civil.*)

Les officiers publics chargés de constater les conventions des parties sont les notaires ; la loi organisatrice du notariat, du 25 ventôse an XI, indique les diverses formalités que les notaires doivent observer dans leurs actes.

Un *acte* privé déposé chez un notaire devient authentique par le seul fait de ce dépôt. (*Arrêt du* 11 *juillet* 1815.)

§ VII. Actes administratifs.

On appelle *actes administratifs* les arrêtés des conseils de préfecture, des préfets, les décisions des ministres ou du conseil d'Etat; les adjudications, marchés, etc., auxquels il est procédé par les administrateurs, les délibérations des conseils de fabrique et de tous autres établissements publics, les pétitions à l'empereur, à l'évêque, au préfet, etc.

§ VIII. Actes judiciaires et extrajudiciaires.

Les *actes judiciaires* sont les jugements et arrêts des tribunaux et des diverses cours. (*Voyez* ACTION JUDICIAIRE.)

Les *actes extrajudiciaires* sont les exploits d'assignations, les procès-verbaux de saisies et tous autres *actes* des huissiers.

§ IX. Actes soumis au timbre.

(Voyez TIMBRE.)

§ X. Actes *soumis à l'enregistrement.*

Les adjudications de toute espèce, les ventes, les acquisitions, les échanges, etc., y sont assujetties. (*Voyez* ENREGISTREMENT.)

§ XI. Actes *de l'État civil.*

(Voyez ÉTAT CIVIL.)

§ XII. *Modèles d'Actes.*

(Voyez MODÈLE.)

§ XIII. Acte de naissance.

Les desservants, qui ont atteint l'âge de cinquante ans, doivent, pour établir leur droit à l'augmentation de traitement, justifier de leur âge par la reproduction de leur *acte de naissance.* (*Voyez* TRAITEMENT.)

ACTION JUDICIAIRE.

Il ne faut pas confondre l'*action* avec la poursuite. Par *action*, l'on entend le droit que l'on a d'appeler son adversaire en justice pour l'y faire condamner, ou la demande formée en justice pour

condamner quelqu'un à nous rendre ou à nous payer ce qu'il nous doit.

La poursuite, au contraire, est la série d'actes par lesquels on parvient à faire exécuter son titre ou la condamnation que l'on a obtenue. (*Voyez* POURSUITE.)

Le trésorier a seul qualité pour exercer les *actions judiciaires* et pour y défendre.

On distingue plusieurs sortes d'*actions judiciaires* : 1° l'*action* en complainte ; 2° l'*action* en réintégrande ; 3° la dénonciation de nouvel œuvre. (*Voyez* ci-après ACTION POSSESSOIRE.)

ACTION POSSESSOIRE.

L'*action possessoire* est l'acte qu'exerce le possesseur d'un immeuble ou d'un droit réel à l'effet d'être maintenu ou rétabli dans sa possession en cas de trouble.

« Celui qui est en possession d'un fonds ou de quelque droit, et qui y est troublé, ou qui en est dépouillé, peut intenter l'*action possessoire* pour être maintenu dans sa possession s'il y est troublé, ou pour la recouvrer s'il l'a perdue. »

On voit, par cette explication de Domat, et d'ailleurs par sa dénomination, que l'*action possessoire* n'a pour objet que la *possession*. L'art. 25 du Code de procédure civile défend même, à l'exemple de la jurisprudence ancienne, de cumuler le possessoire et le pétitoire (1), c'est-à-dire d'intenter simultanément l'*action* sur la possession et l'action sur la propriété, parce que, dit encore Domat, « la discussion des titres nécessaires pour juger la propriété demande souvent des délais que le différend de la possession ne peut pas souffrir, » (2).

La loi du 25 mai 1838, qui a modifié la loi du 24 août 1790 et le Code de procédure, indique particulièrement trois sortes d'*actions possessoires* : 1° la dénonciation de nouvel œuvre ; 2° la complainte, 3° la réintégrande. Il n'entre pas dans notre plan de traiter *ex-professo* cette vaste matière ; nous nous bornerons à quelques notions pour l'utilité des conseils de fabrique.

La dénonciation de nouvel œuvre, connue chez les Romains sous le nom de *novi operis denuntiatio*, est la déclaration que fait un voisin à son voisin, qu'il s'oppose à la continuation du nouvel œuvre de la construction par lui commencée. Elle contient le plus souvent

(1) Cet article est ainsi conçu : « Le possessoire et le pétitoire ne seront jamais cumulés. »

(2) *Lois civiles*, liv. III, titre 7, sect. 1.

assignation devant le juge des lieux pour voir dire que le voisin ait à faire cesser l'ouvrage jusqu'à ce qu'il ait été ordonné à peine de dépens, dommages et intérêts.

L'effet de la dénonciation de nouvel œuvre est d'obliger le voisin à surseoir jusqu'à ce qu'il ait obtenu un jugement qui lui permette de le continuer.

Ainsi, qu'un voisin élève un mur hors de la distance légale, qu'il ferme un passage ou empêche, pour une œuvre quelconque, l'exercice d'une servitude, le possesseur dont le jour est obstrué, dont le passage est intercepté, peut agir en possessoire en dénonçant le nouvel œuvre.

La complainte est l'*action* que le possesseur d'un immeuble ou d'un droit réel prescriptible peut exercer pour se faire maintenir, lorsqu'il y est troublé.

Le trouble peut résulter, soit d'un obstacle physique apporté à sa jouissance, soit d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire qui méconnaît la possession.

« Lorsque la violence, dit Henrion de Pansey, a dépouillé celui qui jouissait, rien de plus naturel que d'ordonner préalablement sa réintégrande, sauf ensuite à examiner et à peser les moyens et les titres de son adversaire. Le maintien de l'harmonie sociale, le respect dû à la possession, et le préjugé de ce qui en résulte, conduisent également à cette idée. » Ce peu de mots suffisent pour faire entendre que la réintégrande est l'*action* par laquelle le possesseur demande à être réintégré dans la possession qui lui a été enlevée par violence ou par voie de fait.

On aperçoit la différence qui existe entre la complainte et la réintégrande. Pour exercer celle-ci, il faut avoir été *dépouillé;* pour exercer celle-là, il faut être seulement *troublé* dans sa possession.

Au reste, les trois *actions* ont ceci de commun, qu'elles doivent être exercées *dans l'année* du nouvel œuvre, de la dépossession ou du trouble.

Il faut, en outre, que le possesseur qui exerce les deux premières ait, par lui ou par ses auteurs, depuis *une année au moins*, une possession *paisible* et à *titre non précaire*. Ces deux conditions sont formellement exigées par l'article 23 du Code de procédure civile, ainsi conçu :

« Les *actions possessoires* ne seront recevables qu'autant qu'elles auront été formées dans l'année du trouble, par ceux qui, depuis une année au moins, étaient en possession paisible, par eux ou les leurs, à titre non précaire. »

Quant à la réintégrande, la jurisprudence est moins exigeante, et dispense de la possession annale, quoique l'article 23 ne fasse textuellement aucune exception en faveur de cette *action*. La voie de

fait qui dépouille le possesseur lui paraît un délit dont il faut sans retard détruire le résultat en rétablissant le possesseur, lors même qu'il n'aurait pas une année de possession, sauf à examiner ensuite au fond le droit des parties. C'est la maxime *Spoliatus antè omnia restituendus* (1).

Les fabriques et les établissements de bienfaisance peuvent intenter l'*action possessoire* ou y défendre, et n'ont besoin d'aucune autorisation à cet effet. (*Voyez* PROCÈS.)

L'autorité judiciaire a seule le pouvoir de prononcer sur les questions de propriété, soit qu'elles s'agitent entre les établissements publics et particuliers, soit qu'elles s'agitent entre les établissements publics seulement.

La loi du 11 avril 1838 attribue, par son article 6, la connaissance de toutes les *actions possessoires* au juge de paix de la situation de l'objet litigieux. C'est donc à ce magistrat qu'elles doivent être déférées en premier ressort, quelles que soient leur nature et leur importance. L'autorité administrative serait incompétente dans tous les cas.

Il pourrait arriver cependant que la possession litigieuse dépendît d'un acte administratif sur la teneur ou sur la valeur duquel les parties ne seraient pas d'accord : dans ce cas, le juge de paix ne devrait pas se déclarer incompétent, mais seulement surseoir jusqu'à la décision de l'administration sur la question préjudicielle.

Cette doctrine, qui a pour elle l'autorité des principes, est consacrée par de nombreux arrêts de la Cour de cassation ; nous transcrivons seulement les motifs de celui du 11 mai 1831 :

« Attendu qu'il résulte des dispositions de l'article 10 (de la loi du 24 août 1790) que la connaissance des *actions possessoires* est exclusivement attribuée aux juges de paix ;

« Attendu que l'autorité administrative n'est point compétente pour prononcer sur de semblables questions; que si, avant de statuer sur une *action* en complainte, il est nécessaire de faire juger une question préjudicielle par l'autorité administrative, le tribunal saisi légalement de cette *action*, ne doit pas pour cela se déclarer incompétent, mais seulement surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué par l'administration sur la question préjudicielle. »

Cet arrêt ne prononce qu'entre particuliers ; mais la solution serait semblable, lors même que des établissements publics s'y trouveraient impliqués, parce que les établissements publics et l'Etat lui-même sont soumis, pour leurs biens, aux règles du droit commun. (*Code civil*, art. 2227.)

(1) *Voyez* dans ce sens l'arrêt de la Cour de cassation, du 4 juin 1835, rapporté à la fin de cet article, p. 78.

Nous avons dit plus haut que, pour exercer l'*action possessoire*, il faut avoir la possession à *titre non précaire*. On doit conclure de là que le fermier, qui est un possesseur à titre précaire, ne peut pas l'exercer. Telle est aussi la jurisprudence; mais le fermier d'un bien rural doit, conformément à l'article 1768 du Code civil, et sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur son fonds.

L'emphytéote peut exercer l'*action possessoire*, parce qu'il a une quasi-propriété pendant la durée de sa jouissance. (*Arrêt de la Cour de cassation du* 6 *juin* 1822.)

Il suit de là que les fabriques doivent exercer elles-mêmes l'*action possessoire*, lorsque leurs fermiers sont troublés dans leur jouissance, et que si le bail est passé à titre emphytéotique, elles peuvent, suivant l'occurrence et le besoin de leurs intérêts, ou agir par elles-mêmes ou abandonner l'action à l'emphytéote, à ses frais, risques et périls.

L'*action possessoire* est dirigée, en général, contre l'auteur du trouble, quel qu'il soit. Peu importe que ce dernier prétende n'avoir agi qu'en qualité d'ouvrier et par l'ordre du propriétaire, il n'en doit pas moins être condamné personnellement au rétablissement des choses dans leur état, s'il n'a pas appelé ce dernier en garantie. A plus forte raison, peut-elle être intentée contre le fermier. (*Voyez* BORNAGE, CLÔTURE, SERVITUDE.)

§ I. ACTIONS POSSESSOIRES *des églises et chapelles. — Prescription.*

Le principe de l'imprescriptibilité des églises et chapelles ne s'applique ni à une ancienne église ou chapelle qui a cessé d'être consacrée au culte divin, ni à une église ou chapelle d'une maison ou d'un établissement particulier, bien que le culte divin y soit publiquement célébré. Une telle église ou chapelle peut donc être l'objet d'une *action possessoire*, à la différence des églises ou chapelles consacrées au service public du culte. Ainsi jugé par la Cour de cassation, par l'arrêt ci-après, du 4 juin 1835. Mais la même Cour a jugé, par deux autres arrêts, l'un du 1er décembre 1823, l'autre du 19 avril 1825, que l'*action possessoire* n'est pas recevable à l'égard des églises ou chapelles destinées au service public du culte divin (1). Ainsi, la différence est bien tranchée par la Cour de cassation, et ces divers arrêts fixent à cet égard la jurisprudence.

L'arrêt ci-après de la Cour de cassation décide également, comme elle l'avait déjà fait, par arrêt du 18 décembre 1826, que la possession annale n'est pas nécessaire pour intenter l'*action* en réinté-

(1) Ces deux arrêts sont rapportés à la fin de ce paragraphe, p. 79, immédiatement après celui du 4 juin 1835.

grande, comme elle l'est pour former l'*action* en complainte, et que le juge du possessoire peut, malgré la dénégation du défendeur, tenir pour constante la possession annale du demandeur, sans être obligé d'ordonner à cet égard une enquête.

Ce dernier point, qui présente peu de difficultés, a déjà été jugé nombre de fois, et notamment par arrêts de la Cour de cassation, des 25 juillet 1826, 28 juin 1830 et 22 mai 1833.

Arrêt *de la Cour de cassation, du 4 juin* 1835.

Voici à quelle occasion fut prononcé cet arrêt :

Il existe près de l'hospice de Mayenne une petite église ou chapelle ayant plusieurs portes de communication avec cet hospice. Cette église n'a pas été comprise dans le nombre des édifices mis à la disposition de l'évêque, en vertu de l'article 75 de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) ; elle n'a pas été non plus soumise à l'administration d'une fabrique. Il paraît cependant que le culte divin y a été célébré publiquement jusqu'en 1832. A cette époque, un hospice provisoire fut établi pour les malades cholériques, sans opposition et même du consentement de la commission administrative des hospices qui, depuis, conserva les clés des portes.

En 1833, le conseil municipal manifesta l'intention de convertir l'église en caserne, et prit une délibération à ce sujet. La commission administrative des hospices ne voulut pas consentir à ce changement de destination de l'église ; elle ferma les portes, et en refusa l'entrée aux ouvriers envoyés par le maire. Par l'ordre de ce magistrat, l'un des ouvriers s'introduisit dans l'église par une fenêtre et ouvrit la porte.

La commission administrative des hospices intenta aussitôt une *action* en réintégrande contre la commune. Le maire soutint que cette *action* était non-recevable, attendu qu'il s'agissait d'une église ou chapelle, espèce de bien essentiellement imprescriptible, et qu'en principe l'*action possessoire* n'était admissible qu'à l'égard des choses susceptibles de prescription.

Ce magistrat chercha aussi à établir (après avoir varié sur ce point) que les hospices n'avaient point la possession annale de la chapelle dont il s'agissait ; d'où il tirait une seconde fin de non-recevoir contre l'*action* de la commission administrative.

Le 28 mars 1834, sentence du juge de paix qui rejette ces deux moyens de défense, et accueille l'*action* en réintégrande formée au nom des hospices, par application de la maxime : *Spoliatus antè omnia restituendus.*

Le maire de Mayenne a interjeté appel, et il a prétendu de nouveau que la chapelle, objet du litige, étant un édifice consacré

au culte, n'était pas susceptible d'une possession privée, et ne pouvait donner lieu à une *action* en réintégrande ; que d'ailleurs, les mêmes actes dont se plaignaient les intimés n'étaient pas de nature à autoriser cette *action ;* qu'au surplus, les hospices ne pouvaient se prévaloir d'une possession quelconque, attendu qu'il était constant que cette chapelle avait été destinée en 1832, par les soins et avec les fonds de l'administration municipale, à une salle de cholériques, ce qui établissait bien la possession de la commune, possession fondée sur l'article 76 du décret de germinal an X ; qu'enfin, le juge de paix avait statué sans ordonner la preuve de la possession des hospices et des voies de faits par eux alléguées.

Le 6 août 1834, jugement du tribunal civil de Mayenne qui confirme la sentence du juge de paix, en considérant :

1° Que la chapelle de la Madeleine avait cessé depuis longtemps d'être consacrée au culte divin, et que de plus elle n'avait pas été mise à la disposition de l'évêque diocésain, en vertu de l'article 75 de la même loi ; d'où la conséquence qu'elle n'était pas, par sa nature, imprescriptible ;

2° Que les faits de violence par suite desquels la dépossession avait eu lieu étaient constants, qu'ils n'avaient pas été déniés devant le juge de paix ; que s'ils n'avaient pas été exercés contre les personnes, cette circonstance n'était pas nécessaire ; qu'il suffisait, aux termes de l'ordonnance de 1667, encore en vigueur sur ce point, que la dépossession fût l'effet d'un acte illégal et violent, et qu'en fait, il était avoué que des ouvriers s'étaient introduits de vive force dans la chapelle, sur le refus qui leur avait été fait de leur remettre les clés, ce qui, dans l'esprit du tribunal, écartait la nécessité de la preuve ;

3° Enfin, que l'établissement momentané d'une salle de cholériques dans cette chapelle, par les soins et avec les fonds de l'administration municipale, n'avait pas pu faire perdre à l'hospice la possession de chapelle, dont la supérieure avait toujours conservé les clés.

Pourvoi en cassation de la part de la commune.

La commune soutient qu'il y a eu :

1° Violation des articles 23 du Code de procédure et 2226 du Code civil, en ce que le jugement attaqué a reçu l'*action possessoire* dont il s'agissait, quoiqu'elle eût pour objet une église ou chapelle, chose non susceptible de prescription. Le demandeur invoque, à cet égard, deux arrêts de la Cour de cassation, du 1er décembre 1823 et 19 avril 1825.

2° Violation de l'article 24 du Code de procédure, portant que, quand la possession est déniée, le tribunal doit en ordonner la preuve.

Mais la Cour a rejeté le pourvoi par l'arrêt suivant :

« La Cour,

« Attendu, sur le premier moyen, que le principe de l'imprescriptibilité des églises et chapelles consacrées au culte divin, principe incontestable, s'applique seulement aux églises dans lesquelles le culte divin est publiquement et actuellement célébré ; qu'il est sans application à une ancienne église ou chapelle, mise hors de la disposition de l'évêque, et dont la fabrique ou la commune aurait destiné l'usage à tout autre service ; qu'il est aussi sans application à une église ou chapelle d'une maison particulière, d'un château, d'un établissement particulier quelconque, église ou chapelle qui ne serait et ne pourrait être, dans ce cas, autre chose qu'une propriété privée quoique le culte divin y fût publiquement célébré;

« Attendu qu'il ne s'agit point dans la cause d'une prescription trentenaire ou immémoriale, ni d'une question de propriété à résoudre d'après des titres plus ou moins réguliers : qu'il s'agit seulement d'une *action* en réintégrande, et, par conséquent, du fait de savoir si la chapelle dont il s'agit était, à l'époque de l'*action*, susceptible d'une possession, d'une détention privée ;

« Attendu que les hospices sont propriétaires comme les particuliers, avec le droit d'exercer toutes les *actions* relatives au droit de propriété, ainsi que cela est reconnu par l'avis des trois sections réunies du conseil d'Etat, de l'intérieur, de législation et des finances, du 28 juillet 1819 ;

« Attendu qu'il est reconnu, en fait, par le jugement dénoncé, que la chapelle dont il s'agit, située en dehors de la ville, attenant aux bâtiments de l'hospice, ayant des portes qui communiquent avec l'hospice, n'a pas été comprise dans le nombre des édifices mis à la disposition des évêques, par l'article 75 de la loi du 18 germinal an X, qu'elle n'a pas été non plus mise à la disposition de la fabrique, ni soumise à son administration; qu'en 1832, les malades cholériques y furent placés; qu'en 1833, les lits qui avaient servi aux cholériques s'y trouvaient encore, et que c'est la tentative d'en faire une caserne qui a déterminé l'*action* en réintégrande, d'où il résulte que cette chapelle avait cessé, au moins en 1832, d'être consacrée au culte divin ; qu'elle a pu être, en fait, considérée comme une dépendance de l'hospice, et qu'en la jugeant susceptible d'une possession, d'une détention privée, susceptible à ce titre d'être l'objet des *actions* civiles et ordinaires, le tribunal de Mayenne, loin de violer les lois, en a fait une juste application ;

« Attendu, sur les deuxième et troisième moyens, qu'en ne permettant l'*action possessoire* qu'à ceux qui sont eux-mêmes en possession depuis une année au moins, l'article 23 du Code de procédure civile ne peut être entendu que des *actions possessoires* ordinaires, et non de l'*action* en réintégrande dont il ne parle pas, *action* dont le mot et la chose ne se trouvent que dans l'article 2060 du Code civil, à contrainte par corps, *action* particulièrement introduite en faveur de l'ordre et de la tranquillité publique, *action* sans influence sur les droits respectifs des parties, et qui n'exclut même pas le droit de la partie condamnée d'agir au possessoire; une jouissance matérielle, une possession naturelle et actuelle, au moment de la violence, suffisant pour autoriser l'*action* en réintégrande contre l'auteur d'une voie de fait grave et positive, et d'une dépossession par violence ;

« Attendu que la question de savoir si le demandeur en réintégrande était ou non en possession actuelle de l'objet litigieux, au moment de la violence dont il se plaint, n'est autre chose qu'une question de fait soumise à l'appréciation exclusive du juge,

comme le sont tous les faits dont la preuve est admissible, et qu'en cas de dénégation des faits de possession, l'article 24 du Code de procédure civile n'impose point au juge l'obligation d'ordonner la preuve ; qu'il se peut que des faits constants et justifiés soient déniés par erreur ou mauvaise foi ; que le juge, convaincu de l'erreur ou de la mauvaise foi, n'est pas tenu d'ordonner une preuve inutile ; que l'article 24 porte seulement que l'enquête qui sera ordonnée ne pourra porter sur le fond du droit, et que l'article 34 laisse toute latitude au juge en disant qu'il ordonnera la preuve s'il trouve la vérification utile ou admissible ;

« Attendu que le jugement dénoncé, tout en reconnaissant les dénégations et variations du maire de Mayenne sur la possession des hospices, constate et déclare, en fait, que cette possession avouée devant le juge de paix, contestée en appel, reconnue ensuite à l'audience était certaine et positive, actuelle, matérielle et même de plus d'une année, qu'il constate aussi comme constante et non déniée la voie de fait servant de base à l'*action* en réintégrande, et qu'en concluant de ces faits que l'*action* en réintégrande avait été justement admise par le juge de paix, le tribunal de Mayenne fait une juste application des lois ;

« Rejette, etc. »

ARRÊT *de la Cour de cassation du* 1er *décembre* 1823.

« La Cour,

« Attendu qu'en décidant que les églises et les chapelles consacrées au culte divin ne peuvent, tant qu'elles conservent leur destination, devenir l'objet d'une *action possessoire,* le tribunal civil de Nérac n'a fait que se conformer à un principe universellement reconnu ;

« Attendu qu'il a jugé, en fait, que la chapelle dont il s'agit est une partie intégrante de l'église paroissiale de Moncaut ; que le culte divin y était publiquement célébré à des époques périodiques de l'année ; que la fabrique de la paroisse en était en possession à l'époque où ont été faits les ouvrages qui ont donné lieu à l'*action* intentée par le demandeur, et que, d'après cela, il a déclaré cette *action* irrecevable et mal fondée ;

« Rejette, etc. »

Il résulte de cet arrêt que les églises et chapelles dans lesquelles le culte divin est publiquement célébré, sont hors du commerce et imprescriptibles ; qu'en conséquence, elles ne peuvent être l'objet d'une *action possessoire*, tant qu'elles conservent leur destination.

ARRÊT *de la Cour de cassation du* 19 *avril* 1825.

Cet arrêt décide qu'une place dans une chapelle faisant partie d'une église, est réputée chose hors de commerce, et par conséquent imprescriptible ; qu'elle ne peut, dès-lors, être l'objet d'une *action possessoire*. (*Code civil, art.* 2226 ; *Code de procédure, art.* 3 *et* 23.)

§ II. ACTION POSSESSOIRE, *cimetière.*

Un cimetière ne peut faire l'objet d'une *action possessoire*, non-seulement de la part d'un particulier qui prétendrait en avoir la

possession, mais encore de la part d'une commune qui se prétendrait troublée dans sa possession exclusive par une autre commune qui y aurait fait enterrer ses morts. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation, par l'arrêt suivant, du 10 janvier 1844.

« La Cour,

« Vu l'article 2226 du Code civil ;

« Attendu qu'on ne peut, aux termes de l'article 2226 du Code civil, prescrire le domaine des choses qui ne sont point dans le commerce, et qu'une *action possessoire* n'est susceptible d'être exercée qu'autant que la prescription pourrait résulter de la possession ;

« Attendu qu'un cimetière est une nature de biens placée hors du commerce, tant à l'égard des particuliers qu'à l'égard des communes obligées d'en respecter la destination ;

« Attendu que le jugement attaqué, en déclarant les communes de Conliége et de Briod recevables à agir par voie de complainte possessoire contre la commune de Perrigny, à l'effet d'être maintenues en la possession du cimetière dans laquelle elles se prétendaient troublées par un fait d'inhumation, a violé l'article 2226 du Code civil, et fait une fausse application de l'article 23 du Code de procédure ;

« Casse, etc. »

ADJOINT.

L'*adjoint* au maire n'est pas membre de droit du conseil de fabrique. Mais l'article 4 du décret du 30 décembre 1809, porte : « Le maire de la commune du chef-lieu de la cure ou succursale, pourra se faire remplacer dans le conseil de fabrique par l'un de ses *adjoints ;* si le maire n'est pas catholique, il devra se substituer un *adjoint* qui le soit, ou, à défaut, un membre du conseil municipal, catholique. » L'*adjoint* peut donc toujours remplacer le maire dans un conseil de fabrique, toutes les fois que celui-ci, pour des motifs quelconques, ne peut y assister lui-même. On conçoit qu'il en soit ainsi, puisque, dans l'intention du législateur, le maire n'est membre de droit d'un conseil de fabrique que pour prendre, au besoin, les intérêts de la commune. A défaut du maire, il est convenable que la commune soit représentée dans le conseil de fabrique, par l'*adjoint*, ou même par un membre du conseil municipal.

Mais si le maire peut se faire remplacer aux séances du conseil de fabrique par son *adjoint*, celui-ci doit justifier, pour être admis, de l'autorisation qu'il a reçue. Si l'*adjoint*, appelé à remplir par intérim les fonctions de maire, se trouve lui-même absent ou empêché, il est remplacé aux séances du conseil de fabrique par le conseiller municipal désigné par le préfet, ou, à défaut de cette désignation, par le conseiller municipal inscrit le premier dans l'ordre du tableau. Mais, dans ce cas encore, le conseiller municipal qui se présente à la séance d'un conseil de fabrique, en remplacement du

maire et de l'*adjoint*, doit justifier de sa qualité au moyen, soit de l'arrêté préfectoral qui le désigne pour remplir les fonctions de maire, soit de son inscription en tête du tableau du conseil municipal.

Il résulte des deux lettres, ci-après transcrites, du ministre des cultes et du ministre de l'intérieur, que le maire ne peut être remplacé dans les réunions des conseils de fabrique qu'après l'accomplissement de ces formalités indispensables.

1° Lettre *de M. le ministre des cultes à M. le ministre de l'intérieur.*

Paris, le 13 mai 1864.

« Monsieur le ministre et cher collègue,

« Vous m'avez fait l'honneur de me communiquer, le 2 de ce mois, une réclamation du sieur Leroy, membre du conseil municipal de Saint-Jacques-sur-Darnetal (Seine Inférieure) qui se plaint de ce que le conseil de fabrique de l'église succursale de la commune a refusé de l'admettre à sa séance du 3 avril dernier, bien qu'il s'y fût présenté comme délégué de l'*adjoint* remplissant par intérim les fonctions de maire.

« Le sieur Leroy, se fondant sur l'article 5 de la loi du 21 mars 1831, prétend qu'il n'avait pas à justifier de la délégation qu'il avait reçue de l'*adjoint;* qu'il devait lui suffire de se présenter pour être admis à la séance du conseil de fabrique et y occuper la place assignée au représentant de l'administration municipale par l'art. 4 du décret du 30 décembre 1809.

« Le conseil de fabrique soutient, au contraire, que le sieur Leroy devait préalablement produire l'autorisation qui lui avait été donnée par l'*adjoint.* Or, il est établi par le procès-verbal de la délibération de ce conseil que le sieur Leroy a refusé formellement de faire cette justification. C'est seulement en se retirant qu'il a exhibé la lettre de l'*adjoint* qui l'autorisait à le remplacer.

« Votre Excellence a bien voulu me demander mon avis sur la question de principe que soulève cette affaire.

« Aux termes de l'art. 4 du décret du 30 décembre 1809, le maire de la commune, chef-lieu d'une cure ou d'une succursale, qui est membre de droit du conseil de fabrique, peut s'y faire remplacer par son *adjoint*; mais, comme la qualité de membre de droit du conseil de fabrique conféré au maire est un attribut, un accessoire de ces dernières fonctions, et que, d'ailleurs, sa présence aux réunions du conseil de fabrique n'est pas indispensable pour la validité des délibérations, l'*adjoint*, qui se présente pour y assister à la place du maire, doit justifier de l'autorisation qu'il en a reçue.

« En ce qui concerne l'*adjoint* appelé à remplir par intérim les fonctions de maire, il est à remarquer que lorsqu'il se trouve lui-même absent ou empêché, il y a lieu d'appliquer, non pas l'art. 5 de la loi du 21 mars 1831, qu'invoque le sieur Leroy, mais l'art. 4 de la loi du 5 mai 1855, ainsi conçu :

« En cas d'absence ou d'empêchement du maire et des *adjoints*, le maire est « remplacé par un conseiller municipal désigné par le préfet ou, à défaut de cette « désignation, par le conseiller municipal le premier dans l'ordre du tableau. »

« Le conseiller municipal, qui se présente pour assister à la séance d'un conseil de fabrique, en remplacement du maire et de l'*adjoint* suppléant le maire, doit don

justifier de sa qualité, c'est-à-dire produire l'arrêté préfectoral qui le désigne pour remplir les fonctions de maire.

« D'après ces motifs, je pense, Monsieur le ministre et cher collègue, que la réclamation du sieur Leroy n'est pas fondée, et qu'il n'y a aucune suite à y donner.

« J'ai l'honneur de vous renvoyer ci-joint les pièces que vous m'avez communiquées.

« Je vous serai obligé de me faire connaître la décision que vous aurez prise dans cette affaire. »

2° RÉPONSE *de M. le ministre de l'intérieur à M. le ministre des cultes, en date du 28 mai 1864.*

« Monsieur le ministre et cher collègue,

« En me transmettant votre avis, le 13 mai 1864, sur une réclamation du sieur Leroy, membre du conseil municipal de Saint-Jacques-sur-Darnetal (Seine-Inférieure) relative au refus qu'aurait fait le conseil de fabrique de l'église succursale de cette commune de l'admettre à sa séance du 3 avril 1864, où il se présentait comme faisant fonctions de maire, vous m'avez prié de vous faire connaître la suite qui serait donnée à cette affaire.

« Le sieur Leroy ne pouvait prétendre à remplacer le maire et à siéger en cette qualité au conseil de fabrique qu'en justifiant qu'il avait reçu une délégation de la préfecture ou, qu'à défaut de cette délégation, l'intérim de la mairie lui était dévolu en vertu de son inscription en tête du tableau du conseil municipal. (*Loi du 5 mai 1855, art. 4.*)

« Or, il n'avait pas été désigné par le préfet pour remplacer le maire, et n'étant pas le premier conseiller municipal inscrit au tableau, il devait établir que les conseillers placés avant lui étaient dans un cas d'empêchement. C'est ce qu'il n'a pas fait.

« J'ai pensé, en conséquence, que sa plainte était mal fondée, et je viens d'informer M. le préfet de la Seine-Inférieure qu'il n'y sera pas donné suite. »

§ I. *S'il y a incompatibilité entre les fonctions d'*ADJOINT *au maire et celles de fabricien.*

On a souvent agité la question de savoir si un maire et un *adjoint* pouvaient être en même temps membres d'un même conseil de fabrique, ou, en d'autres termes, s'il y a incompatibilité entre les fonctions d'*adjoint* et celles de fabricien.

Consulté sur ce point d'administration, le ministre des cultes avait constamment décidé, comme on le voit par sa lettre adressée au préfet de la Vendée, le 20 février 1832 (1), que les *adjoints* aux maires ne pouvaient être nommés membres d'un conseil de fabrique.

Il est évident que les raisons sur lesquelles s'appuyaient les décisions ministérielles ne pouvaient être admises, car les incompatibilités sont de droit étroit, et ne peuvent être supplées, aucune disposition législative sur la matière n'établissant d'incompatibilité.

(1) Cette lettre est à la suite de ce paragraphe.

Aussi le comité de législation du conseil d'Etat, par un avis du 4 août 1840 (1), décida qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre les fonctions d'*adjoint* au maire et celles de conseiller ordinaire de la fabrique.

« Les conséquences du système proposé (celui de l'incompatibilité), dit le *Journal des conseils de fabriques* (2), iraient bien plus loin qu'il ne paraît au premier aspect. Ce ne serait pas seulement un citoyen par commune qu'on déclarerait incapable d'être nommé membre de la fabrique. Dans beaucoup de communes il y a plusieurs *adjoints* : tous devraient être également exclus, car tous sont également appelés à remplacer le maire. En outre, tous les conseillers municipaux, en cas d'absence ou d'empêchement du maire et de ses *adjoints*, doivent aussi, d'après leur ordre d'inscription sur le tableau, les remplacer, et exercer les fonctions municipales (*art.* 5 *de la loi du* 21 *mars* 1831) : il faudrait donc envelopper encore tous les membres du conseil municipal dans la même exclusion. Il en résulterait que, dans chaque commune, on déclarerait inhabiles à être nommés fabriciens les hommes les plus capables, les plus honorables, les plus estimés, on augmenterait encore la difficulté, déjà assez grande, des bons choix.

« Pour être logique, on serait forcé d'écarter, par application du même raisonnement, les *adjoints* au maire et les conseillers municipaux de tous les conseils, de toutes les commissions, dans lesquels le maire est en droit, en vertu de son titre, de siéger ou de se faire suppléer. Ce résulat doit suffire pour faire repousser le principe duquel on voudrait le déduire. »

LETTRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes à M. le préfet de la Vendée* (3).

Paris, le 20 février 1832.

« Monsieur le préfet,

« Vous m'avez présenté la question de savoir si un *adjoint* peut être nommé conseiller ordinaire de la fabrique paroissiale ou succursale de la même commune.

« D'après l'article 4 du décret du 30 décembre 1809, les *adjoints* sont appelés à remplacer, dans les conseils de fabriques, les maires qui en sont membres de droit. Ils sont dès-lors considérés, à cet égard, comme les suppléants de cet administrateur. D'un autre côté, le titre de maire est accordé, dans un grand nombre de communes, à des personnes qui ont fixé ailleurs leur demeure habituelle. Durant cette absence, les *adjoints* siégent de droit au conseil de fabrique; ils y ont une place permanente, lorsque les maires sont protestants. Toute nomination spéciale aurait donc

(1) *Voyez* cet avis à la fin de ce paragraphe.

(2) Tome Ier, page 192.

(3) L'avis ci-après du conseil d'Etat rejette cette décision ministérielle.

pour résultat d'exposer ce même conseil à ne jamais être au complet, et de le mettre souvent dans l'impossibilité de délibérer.

« Si les *adjoints* pouvaient être d'ailleurs élus fabriciens, ils auraient également capacité pour devenir présidents ou trésoriers des fabriques. Les maires ne peuvent point exercer ces fonctions, et la même incompatibilité existerait pour les *adjoints*, lorsqu'ils seraient appelés à remplacer les maires.

« C'est sur ces considérations que repose une jurisprudence que j'adopte, et d'après laquelle un *adjoint* ne peut être nommé fabricien. »

Avis *du comité de législation du conseil d'Etat, du 4 août* 1840.

« Le comité de législation ;

« Sur le renvoi qui lui a été fait par M. le garde des sceaux, de la question de savoir s'il y a incompatibilité entre les fonctions d'*adjoints* au maire, et celles de conseiller ordinaire de la fabrique ;

« Vu le rapport, en date du 22 avril 1840, adressé à M. le garde des sceaux, par le directeur de l'administration des cultes, où il est exposé que le conseil de fabrique de l'église succursale de Clion (Indre), a prononcé, par une délibération du 7 février 1840, l'élimination du sieur C....., l'un de ses membres, en se fondant sur ce que les fonctions d'*adjoint* l'appelant à suppléer le maire au conseil, dans le cas où ce fonctionnaire le jugerait convenable, il se trouverait être à la fois membre élu et membre de droit, ce qui ne semble pas admissible ; ledit rapport concluant à ce qu'il soit reconnu, qu'en effet, il existe une incompatibilité entre ces deux fonctions ;

« Vu la lettre adressée à M. le garde des sceaux, le 5 mars 1840, par le préfet de l'Indre, qui, après avoir rapporté les faits exposés ci-dessus, ajoute que, la décision du conseil de fabrique lui ayant paru constituer un excès de pouvoir, il avait fait connaître au sieur C.... que rien ne s'opposait à ce qu'il siégeât alternativement au conseil, soit comme membre élu, soit comme *adjoint* suppléant le maire, et qu'il pouvait provisoirement assister, comme par le passé, aux séances du conseil de fabrique ;

« Vu le décret du 30 décembre 1809 dont l'article 4 porte : « De plus, seront « membres de droit du conseil :

« 1° Le curé ou desservant, qui y aura la première place et pourra s'y faire rem- « placer par un de ses vicaires ;

« Le maire de la commune du chef-lieu de la cure ou succursale ; il pourra s'y « faire remplacer par l'un de ses *adjoints* : si le maire n'est pas catholique, il devra « se substituer un *adjoint* qui le soit, ou, à défaut, un membre du conseil mun- « cipal, catholique ; »

« Vu la loi du 21 mars 1831, sur l'organisation municipale, dont l'article 5 porte : « En cas d'absence ou d'empêchement, le maire est remplacé par l'*adjoint* dispo- « nible, le premier dans l'ordre des nominations ;

« En cas d'absence ou d'empêchement du maire et des *adjoints*, le maire est « remplacé par le conseiller municipal, le premier dans l'ordre du tableau, lequel « sera dressé suivant le nombre des suffrages obtenus ; »

« Considérant qu'il n'existe point d'incompatibilité légale entre les fonctions d'*adjoint* au maire et celles de conseiller ordinaire de la fabrique, puisque cette incompatibilité n'est établie par aucune disposition des lois ou décrets qui règlent la matière ; que les incompatibilités sont de droit étroit et ne peuvent être supplées ;

« Considérant d'ailleurs qu'on ne peut arguer d'une incompatibilité de fait, puisque, dans le cas où un *adjoint* au maire aurait été élu conseiller de la fabrique, le maire, en cas d'absence ou d'empêchement, pourrait être remplacé, aux termes des lois ci-dessus visées, par un autre *adjoint*, et, à défaut de celui-ci, par un conseiller municipal ;

« Est d'avis,

« Qu'il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions d'*adjoint* au maire et celles de conseiller ordinaire de fabrique. »

§ II. *Si les* ADJOINTS *aux maires ont droit à une place distinguée dans l'église.*

Les *adjoints*, dans beaucoup de localités, ont élevé la prétention d'avoir une place distinguée dans l'église. Mais aucune disposition législative ne motive une telle prétention ; les *adjoints* n'ont aucun droit à une place gratuite et distinguée dans l'église dans toutes les circonstances ordinaires. Mais lorsque le gouvernement ordonne des cérémonies religieuses et civiles, comme par exemple pour la fête de l'empereur, pour le chant d'un *Te Deum*, etc., les autorités de tout ordre et de tout rang, ont des places distinguées dans l'église (*Voyez* PLACES DISTINGUÉES), mais seulement pour ces cérémonies. Les *adjoints* alors ont le privilége d'avoir une place de distinction dans l'église, comme toutes les autres autorités civiles, judiciaires ou militaires, suivant la prescription du décret du 24 messidor an XII. C'est ce que décide le ministre de la justice et des cultes dans la lettre suivante adressée au préfet du Calvados.

LETTRE *de M. le ministre de la justice et des cultes, à M. le préfet du Calvados.*

Paris, le 20 juillet 1837.

« Monsieur le préfet,

« Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 10 de ce mois, pour me demander si les *adjoints* aux maires ont droit à une place distinguée à l'église. Vous me faites connaître que l'autorité diocésaine n'a pas cru devoir donner suite aux réclamations que plusieurs *adjoints* de votre département ont formées pour cet objet, en les motivant sur l'article 47 de la loi du 18 germinal an X, qui dispose qu'il y aura dans les cathédrales et paroisses, une place distinguée pour les individus catholiques remplissant les fonctions civiles et militaires.

« Cette question de préséance, qu'a fait naître la généralité des termes de la loi, a été depuis longtemps examinée, et constamment résolue dans le sens du décret du 24 messidor an XII.

« C'est donc seulement à l'occasion des cérémonies religieuses et civiles, ordonnées par le Gouvernement, que les autorités, de tout ordre et de tout rang, ont des places distinguées à l'église.

« L'intérêt des fabriques exigeait que les choses fussent ainsi réglées, et s'opposait à une innovation qui n'a pas été dans l'esprit de la loi du 18 germinal an X

« Je vous invite, monsieur le préfet, à donner vos instructions dans ce sens, quand les circonstances le réclameront. »

§ III. *Si les ministres des cultes peuvent être adjoints.*

L'article 6 de la loi du 21 mars 1831 sur l'organisation municipale, exclut formellement les ecclésiastiques des fonctions de maires ou d'*adjoints*. Cet article porte ; « Ne peuvent être ni maires, ni *adjoints*... les ministres des cultes. »

Cette loi ne nous paraît guère conforme aux principes de liberté qui nous régissent. Du reste, nous ne réclamons pas contre, car les ecclésiastiques savent avec quelle prudence et quelle réserve ils doivent se mêler des affaires publiques, et combien, en s'en occupant, ils s'exposent à se trouver compromis.

ADJUDICATAIRES.

On entend par *adjudicataires* tous ceux à qui l'on concède un objet quelconque avec concurrence et publicité, soit aux enchères, soit sur soumission.

« Aucun des membres du bureau des marguilliers ne peut se porter, soit pour *adjudicataire*, soit même pour associé de l'*adjudicataire*, des ventes, marchés de réparations, constructions, reconstructions ou baux de biens de la fabrique. » (*Décret du* 30 *décembre* 1809, *art.* 61.)

Cet article ne parlant que des membres du bureau des marguilliers, quelques auteurs ont pensé que les membres du conseil de fabrique qui ne faisaient pas partie du bureau des marguilliers pouvaient se rendre eux-mêmes *adjudicataires*. Nous ne le pensons pas, parce que l'article 1596 du Code civil défend à tous les administrateurs d'établissements publics de se rendre *adjudicataires*. Or, les fabriciens sont administrateurs des biens de la fabrique au même titre que les marguilliers. (*Voyez* ADMINISTRATEURS.) Voici comment s'exprime l'art. 1596 du Code civil :

« Ne peuvent se rendre *adjudicataires*, sous peine de nullité, ni par eux-mêmes, ni par personnes interposées ;

« Les tuteurs des biens de ceux dont ils ont la tutelle ;...

« Les administrateurs de ceux des communes ou des établissements publics confiés à leurs soins... »

D'après ces dispositions législatives, les membres des conseils de fabrique et les marguilliers doivent même s'abstenir de se porter caution dans les marchés ou adjudications de travaux, comme aussi dans les baux. Le cautionnement, dans ces circonstances, offrirait le caractère d'une interposition déguisée.

Ces défenses ont été sagement faites ; car si les administrateurs des établissements publics pouvaient devenir *adjudicataires*, il serait à craindre qu'ils commissent des fautes pour écarter les enchérisseurs, et qu'ils sacrifiassent pour leur propre avantage les intérêts qui leur sont confiés. (*Voyez* ci-après ADJUDICATION.)

M. l'abbé Prompsault pense que les membres du conseil de fabrique peuvent se rendre *adjudicataires*. « Il y aurait eu quelque inconvénient, dit-il (1), dans les petites paroisses, à frapper d'incapacité tous les membres du conseil de fabrique, qui sont quelquefois les seuls qui puissent se rendre *adjudicataires* à des conditions avantageuses. On n'a pas à craindre de leur part, en présence et avec la participation de leur curé, les mesures frauduleuses que le législateur voulait prévenir. » Cette raison, nous l'avouons, peut être prise en considération ; d'ailleurs, l'article 61 du décret du 30 décembre 1809 n'exclut formellement que les marguilliers. Le sentiment qu'adopte M. Prompsault, après plusieurs auteurs, peut donc se soutenir et être suivi dans certaines circonstances. Mais il va plus loin et il dit que cette prohibition n'est faite, dans l'art. 1596 du Code civil et dans l'art. 61 du décret du 30 décembre 1809, que lorsqu'il s'agit d'une vente, d'un marché, de réparations, constructions ou reconstructions, ou bien encore d'un bail des biens de la fabrique. D'où il conclut que, pour les autres marchés et généralement pour tous les actes non spécifiés, les marguilliers eux-mêmes peuvent être validement *adjudicataires*.

Nous ne pensons pas que ce dernier sentiment soit soutenable. On retomberait, en divers cas, dans l'abus qu'a voulu prévenir le législateur.

Nous croyons que M. Prompsault se *méprend*, pour nous servir de son expression, lorsqu'il dit que les fabriciens ne sont point administrateurs des biens de la fabrique. (*Voyez* ADMINISTRATEURS.)

Voyez sous le mot BANC, § VIII, si les marguilliers peuvent être *adjudicataires* d'un banc ou d'une place dans l'église.

ADJUDICATION.

On appelle *adjudications* les ventes qui se font aux enchères au profit de l'enchérisseur qui offre le prix le plus élevé. (*Voyez ci-dessus* ADJUDICATAIRES.)

Les entreprises de travaux publics qui concernent les églises, presbytères, etc., sont, en général, concédées par *adjudications*.

Les règles de ces *adjudications* se trouvent indiquées dans un arrêté du gouvernement, du 19 ventôse an XI ; dans un décret du

(1) *Dictionnaire raisonné*, tome Ier, page 127.

16 décembre 1811 ; dans une circulaire du directeur général des ponts et chaussées, du 31 juillet 1824, et dans l'ordonnance du 10 mai 1829.

Les *adjudications* ont lieu par voie de soumissions cachetées, au profit de l'entrepreneur qui a fait à l'administration les offres les plus avantageuses ; qui offre, par exemple, les réductions les plus fortes sur les prix indiqués dans un devis détaillé des travaux à exécuter.

L'*adjudication* est rédigée en double expédition, dont l'une sur papier timbré. Elle n'est valable qu'après avoir reçu l'approbation du préfet. Elle est soumise à l'enregistrement dans le délai de vingt jours, qui ne court que du moment de la réception de l'approbation.

Les *adjudications* doivent être affichées. (*Voyez* AFFICHES, § III.)

On distingue plusieurs sortes d'*adjudications*. Les unes ont rapport à la location d'immeubles ; elles sont passées devant notaires, en présence du bureau des marguilliers (*Voyez* BAIL) ; d'autres ont pour objet la location des bancs et chaises (*Voyez* BANCS) ; elles sont faites par le bureau des marguilliers ; d'autres, enfin, sont relatives aux travaux à effectuer. Elles sont passées administrativement devant la majorité des membres du conseil de la fabrique. Aucune disposition de la loi, dit Le Besnier, ne prescrit explicitement cette marche ; mais elle est la conséquence nécessaire de ce qui se pratique pour les départements, les communes et les hospices.

Le bureau des marguilliers, autorisé par le conseil de fabrique, remplit, au nom de la fabrique, les mêmes fonctions que remplissent les officiers municipaux au nom des communes, ce qui démontre, ajoute Le Besnier, que le bureau des marguilliers ne peut seul adjuger des travaux ou des ventes d'objets mobiliers.

On ne doit pas perdre de vue, au surplus, que si les fonds pour la dépense des travaux sont fournis par la commune, l'*adjudication* doit être passée devant le maire, en présence de l'adjoint et d'un membre du conseil municipal.

Nous croyons devoir reproduire ici, à cet égard, une circulaire du préfet de la Mayenne aux maires de son département, relative aux *adjudications* de travaux communaux, aux formalités préalables à ces *adjudications* et aux pièces à produire, parce que d'abord les travaux des églises et presbytères sont la plupart exécutés par les communes et constituent des travaux communaux ; et, en second lieu, parce qu'elle renferme des indications utiles à connaître et applicables, par analogie, aux travaux mis en *adjudication* par les fabriques elles-mêmes.

Laval, le 15 juillet 1845.

« J'ai remarqué que quelques maires des communes rurales éprouvaient de l'incertitude sur les formalités à remplir préalablement à l'*adjudication* de travaux

communaux, sur la forme de ces *adjudications*, celle des procès-verbaux constatant ces opérations et les justifications à produire pour obtenir leur homologation de l'autorité supérieure. Il m'a donc semblé utile de les éclairer sur ce point, en résumant sommairement les diverses instructions qui leur ont été données à diverses époques sur cette matière.

« Tout projet de travaux communaux doit, après avoir été rédigé par un homme de l'art avec tous les développements propres à en bien faire apprécier l'objet, être soumis à l'adoption du conseil municipal, auquel il appartient de pourvoir à la dépense qu'il comporte. Le maire le transmet ensuite, avec la délibération de cette assemblée, à l'approbation de l'autorité supérieure, qui rentre dans les limites de mes attributions, quand la dépense n'excède pas 30,000 fr., et que je sollicite, s'il y a lieu, du ministre compétent, pour des projets plus importants.

« Lorsque le projet a été renvoyé au maire, approuvé et avec autorisation de procéder à l'*adjudication*, ce fonctionnaire fait dresser des affiches annonçant cette *adjudication* un mois à l'avance, sauf dispense d'un délai si long régulièrement obtenue, pour les cas urgents ou pour les projets peu importants. Ces affiches seront écrites ou imprimées sur papier de couleur et passibles de la formalité du timbre de 5 ou 10 c. chacune, suivant la grandeur du format. Elles doivent énoncer clairement la nature des travaux à exécuter, les quantités sommaires et les prix des divers ouvrages, mentionner l'époque, l'heure, le lieu de l'*adjudication*, le mode d'après lequel il y sera procédé, si c'est aux feux, à la criée ou par voie de soumission.

« Lorsqu'un cahier de charges n'a pas été produit avec les pièces du projet, le maire doit en rédiger un et l'envoyer à mon approbation avant le jour fixé pour l'*adjudication*. Avant ce jour aussi, il aura soin de faire viser et enregistrer, au bureau d'enregistrement duquel dépend sa commune, les devis, détail estimatif et cahier de charges, sous peine d'encourir l'amende prévue par l'article 42 de la loi du 22 frimaire an VII. Lorsqu'enfin le moment de l'*adjudication* sera venu, il y procédera en conformité de l'art. 16 de la loi du 18 juillet 1837, c'est-à-dire assisté de deux membres du conseil municipal désignés d'avance par le conseil, ou, à défaut, appelés dans l'ordre du tableau. Le receveur municipal doit y être convoqué, et sa présence ou son absence constatée au procès-verbal, qu'il signera dans le premier cas.

« Le procès-verbal d'*adjudication* doit mentionner le nom et la qualité des trois membres formant le bureau; rappeler l'objet et la mise à prix des travaux, d'après le projet dont il relate l'approbation, avec mention de sa date; faire connaître que les concurrents ont été mis en mesure de prendre suffisante connaissance des devis, plan et cahier de charges; dire le mode employé pour l'*adjudication;* rappeler le montant du cautionnement; citer les nom, prénoms et demeure de chaque concurrent, le montant du rabais proposé, soit en centimes le franc, soit par sommes franches; établir clairement le rabais de l'adjudicataire et notamment l'effet de ce rabais sur la mise à prix des travaux, cette mention étant indispensable pour servir à calculer le droit proportionnel d'enregistrement; enfin il proclame l'adjudicataire tel qu'il a été admis et proclamé publiquement.

« Dès que le procès-verbal est rédigé, signé des trois membres du bureau, du receveur municipal et de l'adjudicataire, avec mention s'il ne le sait ou ne le peut, le maire le fait porter à sa date sur le répertoire de ses actes passibles d'enregistrement et m'adresse dans les dix jours, par la voie hiérarchique, ce procès-verbal

avec toutes les pièces du projet, afin que je puisse m'assurer de la concordance et de la régularité de ces divers documents. Après que l'homologation de l'*adjudication* a été donnée et les pièces renvoyées dans la commune, le maire fait compléter l'annotation sur le répertoire, en y inscrivant la date de l'approbation ; puis, dans les vingt jours de cette date, il soumet à l'enregistrement le procès-verbal d'*adjudication*.

« Le droit d'enregistrement des pièces du projet, avant l'*adjudication*, est fixe de 1 fr. 10 c. pour chacune des pièces, non compris les frais de timbre suivant la dimension du papier. Celui du procès-verbal d'*adjudication* est proportionnel et de 2 p. 0/0 sur le montant de l'*adjudication*. Tous ces droits, ainsi que les frais d'affiches, de la copie des pièces du projet nécessaires à l'entrepreneur et de la copie du procès-verbal d'*adjudication* à remettre au receveur municipal à l'appui du mandat de premier à-compte sont à la charge de l'entrepreneur Le maire ne doit jamais se dessaisir, entre les mains de ce dernier, des minutes des pièces du projet ou du procès-verbal d'*adjudication*.

« Lorsque le cautionnement est en numéraire, il doit être versé, dans les délais prescrits, à la caisse municipale ; s'il est immobilier, le receveur municipal est tenu sur les bons affectés, de prendre une inscription hypothécaire ; enfin, dans le cas de caution, celle-ci s'engagera et signera, comme telle, le procès-verbal d'*adjudication*. Telles sont, etc. »

Nous ajoutons ici un modèle d'*adjudication* des travaux à faire au compte de la fabrique, avec toutes les pièces y relatives.

Pour les modèles d'*adjudications* des locations de bancs, voyez BANCS ; des baux à ferme de biens ruraux, voyez BAIL ; d'objets mobiliers ou de fruits ruraux, voyez ci-après, § II.

§ I. Modèle d'adjudication de travaux au compte de la fabrique.

Devis *estimatif des travaux à exécuter pour réparation à l'église Saint de , dressé à la demande de la fabrique de ladite église, par M. , architecte, le* 18 (1).

Art. 1er. — *Terrasse.*

Nivellement du terrain au pourtour de l'église — ... mètres superficiels de régalage de terres, à raison de fr. c. le mètre, compris les remblais et nivellement, ci. . . . . » fr. » c.

Art. 2. — *Maçonnerie.*

Reprises en sous-œuvre de plusieurs portions de maçonnerie dans les soubassements : — ... mètres cubes de maçonnerie en moellon, à raison de le mètre,

(1) Nous donnons dans ce modèle de devis quelques exemples pour chaque espèce de travaux.

compris arrachage des anciennes maçonneries, jointoyement des nouvelles, etc., ci. . . . . » »

... mètres cubes de pierre employés aux converseaux des glacis des contreforts, ou arcs butant les voutes, à raison de le mètre, compris échafauds, démolition des anciennes maçonneries et rejointoyement, ci. . . .

... mètres cubes de pierre employés en reconstruction des meneaux de la verrière de la chapelle de , à raison de le mètre, compris taille, pose, rejointoyement en ciment romain, etc., ci. . . . . » »

... mètres cubes de pierre employés à la réparation de la corniche de couronnement des nefs, à raison de , compris échafauds, démolition, etc., ci. . . . . .

... mètres superficiels de dallage en pierre dure de , à raison de le mètre, ci. . . . . » »

Total pour la maçonnerie. . . . . » »

ART. 3. — *Charpente.*

... stères de bois première qualité pour la réparation du beffroi des cloches, à raison de le stère, ci. . . » »

... stères de bois ordinaire employés à la charpente de la nef, à raison de le stère, ci. . . . . » »

... stères de bois employés en échafauds ou étayements, à raison de 2 fr. le stère, eu égard à la reprise des bois par l'entrepreneur, ci. . . . . » »

Total pour la charpente. . . . . » »

ART. 4. — *Menuiserie.*

... mètres superficiels de porte à grand cadre pour la sacristie, en chêne de épaisseur, à raison de le mètre, ci. . . . . .

... mètres superficiels de lambris pour la chapelle de , les bâtis en chêne de épaisseur, et les panneaux en chêne de épaisseur, à raison de le mètre superficiel, ci . . . . . » »

... mètres superficiels de plancher dans la chapelle de , en bois de 34 millimètres d'épaisseur, à raison de le mètre, compris fourniture et scellement des lambourdes, etc., ci. . . . . » »

Un banc en chêne avec dossier et accotoir, à raison de le mètre, ci. . . . . » »

Total pour la menuiserie. . . . . » »

ART. 5. — *Serrurerie.*

... kilogrammes de fer, employés en grilles de clôture, tirant pour la charpente, boulons, étriers, etc., à raison de le kilog., ci. . . . . » »

Fourniture d'une serrure de sur à pène dormant, et bouton double en cuivre, à raison de , ci » »

Idem d'un verrou monté sur platine de de longueur de tige, à raison de , ci. . . . . » »

Total pour la serrurerie. . . . . » »

ART. 6. — *Couverture.*

... mètres superficiels de couverture en ardoise (ou en tuiles) sur lattis neufs, à raison de le mètre, ci... » »

... mètres superficiels de couverture en ardoise sur lattis vieux, à raison de le mètre, ci. . . . . » »

250 ardoises (ou tuiles) en recherche, en lattis neuf (ou vieux), à raison de le mètre, ci. . . . . » »

... mètres linéaires d'égoût de trois tuiles neuves, à le mètre, ci . . . . . » »

Total pour la couverture. . . . . » »

ART. 7. — *Peinture et vitrerie.*

... mètres superficiels de peinture à l'huile, trois couches, à raison de le mètre, ci. . . . . » »

... mètres superficiels de muron fait sur un fond à l'huile, trois couches, a raison de le mètre, ci. . . . » »

... mètres superficiels de vitrerie en plomb, losange verre blanc, à raison de le mètre, ci. . . . . » »

... mètres superficiels de vitrerie en plomb, verre bleu et rouge, à raison de le mètre, ci. . . . . » »

... mètres linéaires de bordure en verre de couleur, à raison de le mètre, ci. . . . . » »

Total de la peinture et vitrerie. . . . . » »

RÉCAPITULATION.

ART. 1er, Terrasse. . . . . » fr. » c.
ART. 2. Maçonnerie . . . . . » »
ART. 3. Charpente. . . . . » »
ART. 4. Menuiserie. . . . . » »
ART. 5. Serrurerie . . . . . » »
ART. 6. Couverture. . . . . » »
ART. 7. Peinture et vitrerie. . . . . » »

MONTANT DU DEVIS. . . . . » »

Dressé par moi, soussigné, le présent devis, montant à la somme de

A , le

Signature de l'architecte.

Vu et approuvé par nous, membres de la fabrique, soussignés, le présent devis, qui sera soumis à l'approbation de M. le préfet du département.

Fait et signé en séance, le

Signatures des membres du conseil.

MODÈLE *de cahier des charges contenant les clauses et conditions auxquelles sera assujetti l'adjudicataire des travaux à exécuter pour réparation à l'église St... de...*

ART. 1er. L'*adjudication* des travaux à faire à l'église St... de..., conformément au devis dressé le .., par M..., architecte, aura lieu par soumissions cachetées, et au rabais, lequel devra être exprimé à *tant* de centimes par francs ou à *tant* pour cent. Ne seront pas admises les soumissions conditionnelles ou indéterminées ; celles qui présenteraient un rabais inférieur au minimum arrêté d'avance, conformément à l'ordonnance du 14 novembre 1837. L'*adjudication* sera passée par-devant le bureau des marguilliers, en présence de l'architecte, auteur du devis.

ART. 2. Ne seront admises à concourir à l'*adjudication* que les personnes qui auront exécuté des travaux analogues à ceux dont il s'agit, qui seront munies de patentes, et reconnues posséder la moralité, la capacité et les moyens suffisants pour la bonne exécution des travaux.

ART. 3. Il ne sera pas admis de soumission collective. Dans le cas où plusieurs soumissionnaires, présentant d'égales garanties, auraient fait la même offre du rabais le plus fort, il sera procédé, séance tenante, à une *adjudication* entre ces soumissionnaires seulement, soit sur de nouvelles soumissions, soit à l'extinction des feux, au choix du bureau.

ART. 4. Aucun associé ne pourra être introduit dans l'entreprise sans le consentement de l'administration. L'adjudicataire devra, en conséquence, faire connaître les associés qu'il représente. Cette déclaration devra être faite immédiatement après l'*adjudication* et consignée au procès-verbal.

ART. 5 . L'adjudicataire devra fournir un cautionnement en immeubles d'une valeur au moins égale au tiers du prix d'*adjudication* et libres de tous autres priviléges et hypothèques. L'entrepreneur devra justifier, séance tenante, du titre de propriété, d'un certificat

de non-inscription hypothécaire, et du bordereau des contributions assises sur ces immeubles. Il sera passé devant notaire acte de ce cautionnement, aux frais de l'adjudicataire, et si l'administration le juge convenir, il sera immédiatement requis inscription hypothécaire, conformément à la loi, pour sûreté dudit cautionnement.

ART. 6. Afin que les travaux ne soient pas abandonnés à des spéculateurs inconnus ou inhabiles, il ne sera pas admis de sous-traitants; et, dans le cas où l'on viendrait à découvrir que cette clause a été éludée, l'*adjudication* pourra être résiliée et recommencée à la folle enchère de l'entrepreneur.

ART. 7. Le devis des travaux à exécuter, ainsi que le présent cahier des charges, devant être déposés au bureau des marguilliers, avec faculté aux entrepreneurs d'en prendre connaissance pendant le délai indiqué par l'affiche, l'adjudicataire sera censé en avoir pris connaissance suffisante et s'être procuré les renseignements nécessaires ; il ne pourra, sous aucun prétexte d'erreurs ou d'omissions dans la fixation des prix, revenir sur ceux par lui consentis, attendu qu'il aura dû s'en rendre préalablement un compte exact, et qu'il sera censé avoir vérifié et même refait tous les calculs d'appréciation. Toutefois, il pourra réclamer contre les erreurs du métré; la même réserve est faite au profit de la fabrique ; mais les conséquences d'une fausse réclamation seront supportées par celui qui l'aura faite.

ART. 8. Pour l'exécution des travaux, l'adjudicataire se conformera exactement au devis, ainsi qu'aux ordres écrits donnés par l'architecte ; il ne fournira que de bons matériaux, tels qu'ils sont indiqués au devis ; et ces matériaux ne pourront être employés qu'après avoir été reçus par l'architecte.

ART. 9. L'adjudicataire sera tenu de commencer les travaux immédiatement après que l'*adjudication* aura été approuvée par M. le préfet du département, et de les continuer sans interruption, de manière à ce qu'ils soient confectionnés et entièrement terminés le ; faute par l'adjudicataire de se conformer à cette disposition, il sera passible, envers la fabrique, de fr. de dommages-intérêts par chaque semaine de retard.

ART. 10. La réception des travaux sera faite immédiatement après leur achèvement, par l'architecte chargé de leur surveillance et direction, en présence de l'adjudicataire et des membres du bureau des marguilliers. Le procès-verbal de réception sera définitif après qu'il aura été revêtu de l'approbation de M. le préfet.

ART. 11. L'adjudicataire sera payé au fur et à mesure de l'avancement de ses ouvrages sur des certificats de l'architecte constatant la situation des travaux et la somme qui pourra être versée à l'entrepreneur. Au vu de ces certificats, M. le président du bureau déli-

vrera tous mandats nécessaires. Toutefois, l'entrepreneur sera toujours en avance d'un cinquième qui restera en réserve comme supplément de garantie jusqu'à l'approbation du procès-verbal de réception définitive.

L'architecte sera payé de ses honoraires dans la proportion des payements faits à l'adjudicataire et en raison du vingtième du prix des travaux exécutés. Les honoraires de l'architecte sont à la charge de la fabrique et restent en dehors du prix d'*adjudication*.

ART. 12. L'adjudicataire devra justifier du payement de ses ouvriers ou fournisseurs, attendu le privilége que ceux-ci ont en sous-ordre sur le prix d'*adjudication* ; il ne pourra recevoir le reliquat de son marché qu'aprés avoir produit cette justification.

ART. 13. L'adjudicataire payera immédiatement après que les travaux lui auront été adjugés : 1° le prix du timbre, tant du devis que du cahier des charges et du procès-verbal d'*adjudication* ; 2° les frais d'affiches et de publication ; 3° les frais d'expédition du devis, du cahier des charges et du procès-verbal d'*adjudication* qui lui seront délivrés.

Il supportera aussi les droits d'enregistrement des pièces qui en sont susceptibles.

ART. 14. L'*adjudication* ne sera valable et définitive, à l'égard de la fabrique, que lorsqu'elle aura été approuvée par M. le préfet du département.

Fait à , le 18 .

Les membres du bureau des marguilliers,

Signatures.

Approuvé le projet de cahier des charges ci-dessus.

A , le 18

Le préfet,

Signature.

Il n'est pas nécessaire que le projet du cahier des charges, envoyé au préfet, soit timbré, mais seulement l'ampliation qui a reçu son approbation et qui doit être déposée pour servir de base à l'*adjudication*. (*Voyez* CAHIER DES CHARGES.)

AFFICHE.

Fabrique de l'église Saint de

TRAVAUX A ENTREPRENDRE POUR RÉPARATIONS A L'ÉGLISE.

On fait savoir que conformément à l'arrêté de M. le préfet, du , qui homologue la délibération du conseil de fabrique, en date du , il sera, le du mois d prochain, à heures d ,

procédé par devant MM. les membres du bureau des marguilliers, au presbytère, en la salle de leurs réunions, à l'*adjudication* au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux à entreprendre pour réparations à procurer à l'église paroissiale suivant le devis dressé le , par M , architecte.

Les entrepreneurs qui désireront se rendre adjudicataires de ces travaux, sont invités à prendre connaissance du devis estimatif et du cahier des charges, clauses et conditions de l'entreprise, au bureau des marguilliers, où ils pourront se présenter à cet effet tous les jours non fériés de heures du matin à heures de l'après-midi.

Les soumissions seront reçues audit bureau, les mêmes jours, et auxdites heures jusqu'au prochain. Elles devront être sur papier timbré et cacheté ; elles énonceront les noms, prénoms, professions et demeures des soumissionnaires, et l'engagement d'exécuter les travaux conformément au devis et sous un rabais qui sera énoncé de pour cent, et non en bloc, sur le prix d'estimation totale fixée par le devis.

La personne qui sera déclarée adjudicataire devra être présente à l'*adjudication* pour en signer le procès-verbal. Il en est de même de la caution, si l'adjudicataire ne peut se cautionner lui-même ; elle devra signer ledit procès-verbal, indépendamment de l'acte de cautionnement qui sera passé postérieurement devant notaire.

Les soumissions conditionnelles ou indéterminées seront regardées comme non avenues.

Fait à , le 18

Le président du bureau des marguilliers

Signature

*Procès-verbal d'*ADJUDICATION.

Cejourd'hui mil huit cent , à heures du , nous, membres du bureau des marguilliers de la fabrique de l'église Saint de , soussignés, nous sommes réunis en séance publique, au presbytère, en la salle de nos délibérations, où s'est également rencontré M , architecte de la fabrique, pour faire l'ouverture des soumissions cachetées déposées par suite des affiches que nous avons fait apposer, tant dans la commune que dans les principales communes voisines, lesquelles affiches annonçant que ce jour mil huit cent , à heures d , il serait procédé, par devant nous, à l'*adjudication* au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux à faire pour réparations à l'église paroissiale de

Après lecture faite du cahier des charges, clauses et conditions de l'*adjudication* qui sera joint, ainsi qu'un exemplaire de l'affiche, au

présent procès-verbal, M. le président a annoncé aux entrepreneurs réunis que le maximum au-dessus duquel les travaux dont il s'agit ne pourront être adjugés, est fixé à fr.

Les soumissions déposées, au nombre de , ayant été remises sur le bureau et numérotées suivant l'ordre de leur réception, M. le président les a ouvertes, et M. le secrétaire du bureau en a sur-le-champ dressé l'état ci-après, en suivant la progression des rabais :

NUMÉRO d'ordre DE RÉCEPTION	NOMS ET DEMEURE des SOUMISSIONNAIRES.	MONTANT du DEVIS	TAUX du RABAIS	MONTANT du RABAIS	MONTANT des SOUMISSIONS.
2	N. Entrepreneur à	2000 f. c.	2 pour 0/0	40 f. c.	1960 f. c.
3	N. Entrepreneur à	» »	3 pour 0/0	60 »	1940 »
1	N. Entrepreneur à	» »	5 pour 0/0	100 »	1900 »
4	N. Entrepreneur à	» »	8 pour 0/0	160 »	1840 »

Attendu que la dernière soumission portée en l'état ci-dessus est la plus avantageuse, et que le sieur , qui l'a souscrite, présente les qualités et garanties exigées, nous, membres du bureau des marguilliers de l'église St de , de l'avis de M , architecte, avons déclaré, par l'organe de notre président, ledit sieur , adjudicataire sus-mentionné, pour la somme de mille huit cent quarante francs, résultant du rabais de huit pour cent par lui consenti, à la charge par ledit adjudicataire de se conformer aux clauses et conditions du devis et du cahier des charges,

et avec la réserve qu'il ne pourra céder son entreprise, ni avoir de sous-traitants, sous peine de réadjudication de sa folle enchère (1).

Et aussitôt le sieur a déclaré accepter l'*adjudication* et se soumettre aux dispositions du devis et du cahier des charges, desquels il reconnaît avoir pris pleine connaissance. Pour sûreté et garantie de son engagement, l'adjudicataire affecte et hypothèque les immeubles ci-après désignés, qu'il déclare lui appartenir, et qui consistent en , sur lesquels il s'engage à consentir toute inscription nécessaire et à ses frais, jusqu'à concurrence du tiers du montant de l'*adjudication.*

Nous avons accepté ce cautionnement, sauf audit sieur à fournir, dans le délai de jours, un certificat du conservateur des hypothèques de l'arrondissement dans lequel les biens sont situés, et sous réserve qu'il sera passé acte de cautionnement, pris inscription et formé tous actes conservatoires, aux frais de l'adjudicataire, et de plus qu'il sera fait toute poursuite contre lui, en cas de fausse déclaration.

Et a ledit sieur signé avec nous, ainsi que M. , architecte.

Fait à , les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

§ II. *Modèle d'*ADJUDICATION *d'objets mobiliers ou de fruits ruraux.*

CAHIER DES CHARGES *contenant les clauses et conditions auxquelles sera donnée l'adjudication des pieds de bois abattus sur la lisière du terrain appartenant à la fabrique, et appelé le*

ART. 1er. L'*adjudication* des pieds de bois, au nombre de

(1) S'il se trouvait plusieurs soumissions qui continssent les mêmes offres du rabais le plus fort et présentassent d'égales garanties, un nouveau concours devrait être ouvert entre les signataires de ces soumissions, ce qui serait consigné au procès-verbal de la manière suivante :

« Et attendu que les soumissions portant les numéros contiennent les mêmes offres et que les soumissionnaires présentent les mêmes garanties, nous avons annoncé qu'il allait être ouvert entre les signataires desdites soumissions un nouveau concours, que l'*adjudication* serait donnée à l'extinction de deux feux francs, sans rabais, et que le minimum de chaque rabais était de sur la somme de montant des plus basses soumissions produites.

« Un premier feu ayant été allumé, le sieur a déclaré vouloir se rendre adjudicataire pour la somme de (*Indiquer ici les offres faites successivement pendant la durée des feux.*)

« Enfin, deux derniers feux ayant été allumés successivement et s'étant éteints sans qu'il soit fait d'autres rabais, le sieur demeurant à a été déclaré définitivement adjudicataire, moyennant ladite somme de etc. (*Le reste comme au modèle.*)

abattus et gisant sur la lisière du terrain paroissial appelé le , et dont la vente a été autorisée par arrêté de M. le préfet, à la date du sera faite au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction des feux, sur la mise à prix de fr., par devant les membres du bureau de la fabrique, réunis à cet effet en séance publique.

ART. 2. L'*adjudication* sera soumise à l'approbation de M. le préfet, et ne sera définitive et valable qu'à dater de cette approbation.

ART. 3. Le prix de l'*adjudication* sera versé, dans le délai de dix jours après l'approbation, entre les mains de M. le marguillier-trésorier.

ART. 4. Les frais d'affiches, de criée, timbre et enregistrement, et tous autres frais de l'*adjudication* seront à la charge de l'adjudicataire. (1).

ART. 5. L'adjudicataire ne pourra se mettre en possession desdits pieds de bois, les façonner sur place, ou en opérer l'enlévement qu'après le payement intégral du prix principal et des frais d'*adjudication*.

ART. 6. L'adjudicataire présentera, au moment de l'*adjudication*, une caution bonne et solvable, qui s'engagera solidairement avec lui, et signera au procès-verbal. Toutefois, il y aura dispense de caution, si le bureau le juge inutile, ce qui sera consigné au procès-verbal.

Fait à , le mil huit cent

Les membres du bureau des marguilliers,

Signatures.

AFFICHE.

Fabrique de l'église Saint de

On fait savoir que le du mois de à heures du , il sera, pardevant MM. les membres du bureau des marguilliers, au lieu ordinaire de leurs séances, au presbytère, procédé à l'*adjudication*, au plus offrant et dernier enchérisseur, de pieds de bois abattus et gisants sur la lisière du terrain appelé le

On pourra prendre connaissance du cahier des charges de cette *adjudication* au bureau des marguilliers (au presbytère *ou* en la sacristie), tous les jours non fériés, de heures à

Fait à , le 18 .

Le marguillier-trésorier,

Signature.

(1) On pourra, en outre, imposer à l'adjudicataire l'obligation de verser à la trésorerie le décime pour franc du prix principal, ainsi que cela se pratique dans les *adjudications* de même nature faites au compte des communes et des établissements de bienfaisance.

PROCÈS-VERBAL D'ADJUDICATION.

L'an de grâce mil huit cent , le du mois de , à heures de , nous, membres du bureau des marguilliers de l'église Saint de , nous sommes réunis au presbytère dans la salle de nos séances, pour, en suite d'affiches et publications dans les formes et aux lieux accoutumés, procéder à l'*adjudication*, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction de deux feux francs sans enchères, des pieds de bois gisants sur le terrain paroissial appelé le

Lecture faite du cahier des charges de l'*adjudication*, et attendu qu'il s'est trouvé un nombre suffisant d'enchérisseurs, nous avons annoncé qu'il allait être procédé à la réception des enchères, sur la mise à prix de fr., et que chaque enchère devait être au moins de 5 fr.

Un premier feu ayant été allumé, le sieur a offert desdits pieds de bois la somme de ; le sieur celle de ; et le sieur celle de

Deux feux ayant été ensuite successivement allumés et s'étant éteints sans nouvelles enchères, nous avons adjugé au sieur , demeurant à , les pieds de bois ci-dessus désignés, pour la somme de , à la charge audit sieur de se conformer aux dispositions du cahier des charges, dont lecture a été donnée à l'ouverture de la séance. Et à l'instant l'adjudicataire nous a présenté pour sa caution M , qui a accepté et qui s'est engagé solidairement avec lui à l'entière et parfaite exécution des clauses et conditions de l'*adjudication*.

Et ont lesdits sieurs, adjudicataire et caution, signé avec nous le présent procès-verbal.

Fait à , les an, mois et jour que dessus.

Signatures.

ADMINISTRATEURS.

Les conseils de fabriques sont les *administrateurs* des biens des fabriques, lesquelles, aux termes de l'art. 1^er^ du décret du 30 décembre 1809, sont chargées d'administrer les aumônes et les biens, rentes et perceptions autorisés par les lois et règlements, les sommes supplémentaires fournies par les communes, et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte.

Les fabriques ont été établies pour administrer les biens des églises, d'où l'on conclut que les fabriciens en sont *administrateurs*. Mais M. l'abbé Prompsault prétend que l'administration des biens de la fabrique ne regarde que le bureau des marguilliers, et que

les autres fabriciens ne sont point *administrateurs* de ces biens. « M. de Cormenin, dit-il (1), et les autres jurisconsultes qui ont traité cette question ne paraissent pas y avoir pris garde. » Nous croyons, au contraire, que c'est notre auteur qui n'a *pas pris garde* que le bureau des marguilliers n'est chargé que de *l'administration journalière du temporel de la paroisse (art. 24 du décret de* 1809), tandis que la fabrique est chargée de l'administration de tout le reste, car c'est elle « qui entreprend et soutient les procès, les baux emphytéotiques ou à longues années, les aliénations ou échanges, et généralement tous les objets excédant les bornes de l'administration ordinaire des biens des mineurs. » (*art.* 12.)

Or, si aliéner ou échanger des biens, les louer à bail à longues années; si entreprendre ou soutenir des procès pour la conservation de ces biens, etc., n'est pas faire acte d'*administrateur*, qu'est-ce donc? Il nous semble que si quelqu'un *ne paraît pas avoir pris garde* à ce qu'il dit, ce n'est pas M. de Cormenin ni les autres jurisconsultes qui donnent aux fabriciens le nom d'*administrateurs* des fabriques.

C'est encore le conseil de fabrique qui règle chaque année le budget, le compte du trésorier, l'emploi des fonds excédant les dépenses, qui approuve ou rejette toutes les dépenses extraordinaires, etc. Il est donc *administrateur*.

Mais l'art. 1^er^ du décret du 30 décembre 1809 est encore plus explicite. Il est ainsi conçu : « Les fabriques sont chargées d'*administrer* les biens, rentes et perceptions autorisées par les lois et règlements, les sommes supplémentaires fournies par les communes, et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte, enfin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, soit en règlant les dépenses qui y sont nécessaires, soit en assurant les moyens d'y pourvoir. »

Les marguilliers sont *administrateurs* de la fabrique, mais, comme on le voit les fabriciens le sont également.

Ainsi, après avoir dit à la p. 127 : « M. l'abbé André se *méprend* lorsqu'il dit que les fabriciens sont *administrateurs* des biens de la fabrique au même titre que les marguilliers ; ils contribuent nécessairement à rendre l'administration bonne et utile par leurs conseils, mais ils n'*administrent* pas, » M. l'abbé Prompsault enseigne le contraire quelques pages plus loin. « On distingue, dit-il, p. 155, dans le décret impérial du 30 décembre 1809, deux sortes d'administration du temporel des paroisses, l'une directive, l'autre exécutive. *L'une et l'autre appartiennent à la fabrique.* » Ce qui

(1) *Dictionnaire raisonné,* tome I^er^, page 127.

signifie, en d'autres termes que la fabrique *administre*, et que, par conséquent, les fabriciens sont *administrateurs*. D'où il est permis de conclure ou que l'auteur du *Dictionnaire raisonné* s'est *mépris* à la p. 127, ou qu'il se *méprend* à la p. 155. Nous n'entreprendrons pas de le mettre d'accord avec lui-même.

Les *administrateurs* des établissements publics ne peuvent se rendre adjudicataires des biens de ces établissements. (*Voyez* ADJUDICATAIRES.)

ADMINISTRATION.

Sous ce mot, nous parlerons, en autant de paragraphes différents, des diverses sortes d'*administrations* qui ont rapport au droit civil ecclésiastique.

§ 1. ADMINISTRATION *des biens de la fabrique.*

L'*administration* des biens de la fabrique est assujettie aux mêmes lois que celle des biens des communes. (*Art.* 60 *du décret du* 30 *décembre* 1809.)

L'*administration* de ces biens comprend les acquisitions, les remboursements des capitaux et leur remploi, les aliénations, les baux, les locations des biens, les emprunts, etc. Nous ne pouvons que renvoyer à chacun de ces mots.

L'*administration* matérielle des églises et des presbytères, le soin de veiller à leur entretien et à leur conservation appartient exclusivement aux conseils de fabrique.

§ II. ADMINISTRATION *des biens des cures.*

L'*administration* des biens des cures est régie par le décret du 6 novembre 1813, inséré ci-après sous le mot BIENS.

§ III. ADMINISTRATION DIOCÉSAINE.

Le décret du 30 décembre 1809 n'autorise aucune perception sur les revenus des fabriques pour les frais de l'*administration diocésaine*. Le ministre des cultes écrivait, à cet égard, aux évêques, le 13 avril 1813, la circulaire suivante :

« J'ai l'honneur de vous donner avis d'une décision du conseil d'Etat, approuvée par Sa Majesté le 22 février dernier, et dont voici un extrait :

« Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques ;

« Considérant, 1° que ce décret ayant réglé tout ce qui est relatif aux fabriques, « les règlements provisoires faits par les évêques, en vertu de la décision du 9 floréal « an XI, ont dû cesser d'avoir leur exécution ;

« 2° Qu'il n'autorise aucune retenue pour indemnité des dépenses concernant « l'*administration diocésaine ;*

« 3° Que la plupart des fabriques n'ont pas des ressources assez étendues pour « remplir les charges qui leur sont imposées, et que ces charges sont alors supportées par les communes ;

« Le conseil d'Etat est d'avis :

« 1° Que les fabriques du diocèse de Soissons ne doivent payer aucune redevance « à l'évêché, nonobstant l'art. 19 du règlement approuvé par Sa Majesté, le 24 fri- « maire an XII ;

« 2° Que ce règlement et tous autres, faits en vertu de la décision du gouverne- « ment, du 9 floréal an XI, doivent être considérés comme supprimés de droit par le « règlement général sur les fabriques, du 30 décembre 1809 ;

« 3° Que le présent avis sera inséré au *Bulletin des lois.* »

§ IV. Administration des cultes.

Sous l'ancien régime, il n'existait pas en France d'*administration* centrale des cultes. Les affaires ecclésiastiques, dont le gouvernement s'occupait, étaient réparties entre divers ministres et consistaient notamment dans la nomination aux évêchés et aux bénéfices à la disposition du roi, la surveillance et la police des cultes, les autorisations à accorder aux établissements religieux, etc. D'ailleurs le clergé, par les biens considérables qu'il possédait, pourvoyait lui-même aux traitements des ecclésiastiques, aux frais de constructions et de réparations des édifices religieux et aux autres dépenses du culte. Les lois révolutionnaires ayant spolié les biens ecclésiastiques, une *administration* centrale des cultes devint indispensable après le concordat de 1801. Elle fut organisée sous le consulat par un arrêté du 15 vendémiaire an X (7 octobre 1801), rapporté ci-dessous, et dirigée d'abord par l'illustre Portalis, sous le titre de conseiller d'Etat, et, plus tard, en qualité de ministre des cultes, en vertu du décret du 21 messidor an XII (3 juillet 1804).

L'*administration* des cultes a souvent varié dans sa forme. Depuis le 3 juillet 1804 jusqu'au décret du 23 juin 1863, date de sa dernière réunion au ministère de la justice, 1° elle a constitué deux fois un ministère des cultes, de 1804 à 1814 sous le premier empire, et depuis le 4 janvier 1828 jusqu'au 8 août 1829 sous la Restauration ; 2° elle a formé deux fois une *administration* générale en vertu des ordonnances royales des 13 août et 24 septembre 1814, ou une direction générale, distincte et séparée du ministère, en exécution du décret du 31 mars 1815. 3° Elle a été réunie trois fois au ministère de l'intérieur, les 3 avril 1816 et 31 décembre 1832 ; 4° trois fois au ministère de l'instruction publique, les 26 août 1824, 8 août 1829 et 24 février 1848 ; 5° trois fois au ministère de la justice, les 14 octobre 1832, 4 avril 1834 et 23 juin 1863.

Ainsi l'*administration* temporelle du culte catholique a changé treize fois d'organisation ou de direction dans une période de cinquante-neuf années. Sous la Restauration, elle fut confiée à un ministre spécial, qui a toujours été un évêque. Elle a encore subi quelques modifications par un décret du 21 mai 1852.

Actuellement l'*administration* des cultes se divise en cinq parties principales, savoir : 1° le personnel et la police ecclésiastique du culte catholique ; 2° le matériel de ce culte qui comprend les édifices diocésains et paroissiaux et les circonscriptions religieuses ; les établissements religieux en ce qui concerne leur surveillance, leur contentieux, et les autorisations que la loi leur prescrit de demander ; 4° les cultes non catholiques ; 5° la comptabilité des cultes.

L'organisation de l'*administration* centrale des cultes a été réglée par une ordonnance royale, en date du 24 décembre 1844. Depuis lors, les changements de gouvernement ont apporté quelques modifications à cette ordonnance, mais comme elles sont peu importantes, nous la reproduisons telle qu'elle est avec le règlement pour le service intérieur de l'*administration des cultes* qui la suit, parce qu'il nous semble indispensable de trouver dans un *Cours de législation religieuse*, tout ce qui a rapport à l'organisation des cultes. On n'a que trop souvent besoin de recourir au ministère des cultes, pour ne pas connaître ce qui se traite dans chaque bureau.

Arrêté *du* 15 *vendémiaire an X* (7 *octobre* 1801) *pour l'organisation des cultes.*

« Art. 1er. Il y aura auprès du gouvernement un conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

« Art. 2. Ce conseiller d'Etat travaillera directement avec les consuls.

« Art. 3. Ses attributions seront : 1° de présenter les projets de lois, règlements, arrêtés et décisions touchant la matière des cultes ; 2° de proposer à la nomination du 1er consul les sujets propres à remplir les places de ministres des différents cultes ; 3° d'examiner avant leur publication en France, tous les rescrits, bulles et brefs de la Cour de Rome ; 4° d'entretenir toute correspondance intérieure relative à cet objet.

« Art. 4. Les ministres des relations extérieures, de l'intérieur, de la police générale et du trésor public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Bulletin des lois*. »

Ordonnance *du roi, du 24 décembre* 1844, *portant organisation de l'administration centrale des cultes.*

« Louis-Philippe, roi des Français,

« A tous présents et à venir, salut.

« Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes ;

« Vu la loi du 24 juillet 1843, portant fixation du budget des dépenses pour l'exercice 1844, et dont l'article 7 est ainsi conçu :

« Avant le 1er janvier 1845, l'organisation centrale de chaque ministère sera réglée par une ordonnance royale insérée au *Bulletin des lois;* aucune modification ne pourra y être apportée que dans la même forme et avec la même publicité; »

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. L'*administration* centrale du département des cultes est placée sous la direction immédiate d'un fonctionnaire ayant le titre de directeur de l'*administration des cultes.*

« ART. 2. L'*administration des cultes* comprend quatre sous-directions, dont les attributions sont réglées ainsi qu'il suit (1) :

1re SOUS-DIRECTION (2 bureaux).

1er BUREAU. — *De l'enregistrement et des archives.*

« Enregistrement général à l'arrivée, et distribution des dépêches. — Garde du timbre. — Départ des dépêches. — Tenue du registre d'analyse des rapports renvoyés par le ministre à l'examen du comité de législation du conseil d'Etat ; mention à faire, sur ce registre, de la date de l'envoi de ces rapports et projets d'ordonnances qui y font suite et de celle de leur retour, ainsi que de la transmission au chef de la sous-direction dans laquelle chaque affaire avait été traitée. — Continuation de la collection comprenant les copies des arrêtés du gouvernement, des décrets, décisions et ordonnances royales rendus depuis 1802. — Classement et conservation des archives et de la bibliothèque. — Enregistrement et copie des bulles, brefs, rescrits de la cour de Rome. — Dépôt des ordonnances et décisions royales, des arrêtés du ministre, des avis du conseil d'Etat et du conseil d'*administration,* des minutes des circulaires portant la signature du ministre ; expédition de ces divers actes, par ampliation, copies, extraits à faire sceller et contresigner par le directeur, s'il y a lieu. — Envoi au *Bulletin des lois* ou au chef de la sous-direction compétente, chargé de leur transmission officielle.

2e BUREAU. — *Du personnel et des affaires de police ecclésiastique.*

« Promotion au cardinalat. — Nomination aux archevêchés, évêchés, canonicats de Saint-Denis, à la charge de trésoriers des grands séminaires, aux bourses dans les mêmes établissements. — Présentation à l'agrément du roi des nominations aux vicariats généraux, aux canonicats, aux cures, aux fonctions de supérieurs des petits séminaires. — Promotions des curés de la deuxième classe à la première. — Frais d'établissement des cardinaux, archevêques et évêques. — Traitement des titulaires ecclésiastiques. — Indemnités pour visites diocésaines, binage ou double service.

(1) Maintenant l'*administration des cultes* se compose 1° d'un bureau du *secrétariat et des archives,* et d'un deuxième bureau de la *comptabilité des cultes.* Ces deux bureaux sont sous les ordres du directeur ; 2° de deux divisions ayant chacune deux bureaux. Le 1er bureau de la 1re division comprend le *personnel du clergé, le régime et le contentieux des fabriques,* le 2e bureau *les biens des fabriques, les congrégations et les dons et legs.* Le 1er bureau de la 2e division l'*administration temporelle,* et le 2e bureau *les travaux diocésains et les subventions.* Puis un bureau pour la *sous-direction des cultes non catholiques.*

— Questions concernant celles à payer aux remplaçants des titulaires, aux curés dont le service est suspendu, et la part de traitement à réserver à ces derniers, en cas d'absence, de maladie ou d'éloignement pour mauvaise conduite. — Secours personnels aux ecclésiastiques et anciennes religieuses. — Constitution et *administration* temporaire du chapitre de Saint-Denis. — Maison des hautes études ecclésiastiques. — Tenue des livres matricules de tous les titulaires nommés ou agréés par le roi. — Etats du personnel du clergé et des séminaires. — Publications des bulles, brefs et rescrits. — Appel comme d'abus. — Plaintes et dénonciations contre la conduite des ecclésiastiques. — Réclamations de ceux qui se prétendraient troublés dans l'exercice de leurs fonctions. — Statuts des chapitres cathédraux. — Réunion des cures aux chapitres. — Exécution de l'ordonnance du 16 juin 1828, sur les petits séminaires, et des lois et règlements concernant les sépultures et prohibant les inhumations dans les églises et dans l'enceinte des villes. — Approbation des statuts et autorisation définitive des congrégations et communautés religieuses. — Correspondance avec le ministre de l'instruction publique, relativement à celles qui se livrent à l'enseignement. — Nominations à des bourses fondées dans quelques-unes de ces maisons. — Dissolution ou extinction des congrégations et communautés. — Correspondance avec leurs chefs, sur tout ce qui ne concerne pas les intérêts matériels. — Recueil et analyse des votes des conseils généraux intéressant le culte catholique. — Questions de préséances. — Honneurs civils et militaires à la prise de possession des archevêques et évêques. — Demande de décorations. — Légalisation des signatures ecclésiastiques. — Préfets apostoliques. — Clergé des colonies, et tout ce qui s'y rattache dans les attributions du département des cultes. — Correspondance à ce sujet, soit avec le ministre de la marine, soit avec toutes les parties intéressées.

2e Sous-Direction (2 bureaux).

1er Bureau. — *Affaires catholiques d'intérêt diocésain*

« Acquisitions, échanges, aliénations, constructions ou réparations concernant les cathédrales, les archevêchés, les évêchés et les séminaires. — Instructions de toutes les affaires à ce relatives. — Approbation et suite des adjudications. — Règlement définitif des comptes et travaux. — Communication des projets, plans et devis à la commission d'architecture et d'archéologie, instituée près le ministère des cultes. — Répartition et emploi des fonds affectés par le budget de l'Etat aux dépenses diocésaines. — Ameublement des archevêchés et évêchés. — Maîtrises et bas chœurs des cathédrales. — Budget de leurs fabriques. — Secours pour acquisition d'ornements ou pour frais du culte. — Tarif des droits de secrétariat. — Maisons de retraites pour les prêtres infirmes. — Comptes annuels et *administration* temporelle des établissements diocésains. — Instructions, décisions, exécution des actes de l'autorité, touchant ces diverses affaires.

2e Bureau. — *Service paroissial, intérêts matériels des congrégations religieuses*, etc.

« Circonscription légale des paroisses, érection temporelle des cures, succursales, chapelles, annexes, vicariats, chapelles domestiques. — Organisation et contentieux des fabriques. — Administration de leurs biens et revenus. — Autorisation pour l'acceptation des dons, legs et offres de révélations aux établissements ecclésiastiques. — Emploi ou destination de leurs biens meubles et immeubles. — Acquisitions,

échanges, aliénations intéressant les fabriques paroissiales. — Eglises et presbytères. — Secours pour acquisitions, reconstructions ou réparations de ces édifices. — Dépenses du culte paroissial. — Concessions de bancs, chapelles, tribunes et emplacements dans les églises, pour monuments et inscriptions. — Tarifs des droits d'oblations et d'inhumations. — Pompes funèbres. — Différends entre les fabriques et les communes. — Matériel des congrégations et communautés religieuses. — Dons et legs à leur profit. — Surveillance de l'*administration* de leurs biens et revenus. — Secours à quelques-uns de ces établissements. — Instructions, décisions, exécution des actes de l'autorité touchant ces diverses affaires.

3e Sous-Direction.

Bureau unique. — *Cultes non catholiques.*

« Personnel. — Affaires de police ecclésiastique. — Affaires d'intérêt temporel concernant les cultes non catholiques. — Circonscriptions territoriales des consistoires et des synagogues. — Nominations des ministres et des pasteurs. — Traitements et indemnités. — Secours pour constructions ou réparations de temples. — Exécution des lois et règlements sur l'organisation des cultes non catholiques.

4e Sous-Direction (2 bureaux).

Comptabilité des cultes.

1er Bureau. — *Opérations centrales, liquidation et ordonnances.*

« Préparation du budget. — Réunion des documents nécessaires à sa formation. — Comptes et états de situation à présenter aux chambres. — Règlements, instructions et circulaires sur la comptabilité des cultes. — Demandes mensuelles de fonds au ministère des finances. — Rapports généraux de comptabilité avec ce département. — Etat de crédit aux préfets pour l'exécution des décisions ministérielles. — Ordonnances de payement ou de délégation. — Vérification et liquidation des comptes adressés par les préfets. — Liquidation des pensions de retraites pour les employés de l'*administration* centrale. — Exécutions des services divers à acquitter sur le fonds du matériel des bureaux.

2e Bureau. — *Ecritures et tenues des livres.*

« Journal et grand-livre en partie double de toutes les opérations de la comptabilité des cultes. — Livres généraux et auxiliaires pour le développement des opérations. — Vérification des bordereaux de situation mensuelle adressés par les préfets et les payeurs. — Etats de situation périodique à adresser au ministère des finances. — Expédition des extraits d'ordonnances et de lettres d'avis de payement.

« Art. 3. Le personnel de l'*administration* centrale des cultes se compose, outre le directeur,

« De sous-directeurs,

« De chefs de bureau,

« De sous-chefs de bureau,

« De rédacteurs et vérificateurs,

« D'expéditionnaires,

« Art. 4. Les traitements sont fixés ainsi qu'il suit :

	maxim.	minim.
« Le directeur de l'*administration*	20,000 fr.	18,000 fr.
« Sous-directeurs	9,000	8,000
« Chefs de bureau.	7,000	5,000
« Sous-chefs.	4,000	3,300
« Rédacteurs et vérificateurs.	3,000	2,400
« Expéditionnaires.	2,100	1,500

« Les augmentations de traitements seront de 300 fr. au moins (1).

« ART. 5. Un conseil d'*administration* est établi près de notre ministre des cultes. Ce conseil se compose du directeur, qui en a la présidence, et des quatre sous-directeurs.

« Il connaît des affaires qui lui sont attribuées par le règlement intérieur dudit ministère.

« ART. 6. Le directeur de l'*administration des cultes* est nommé par nous. La nomination des autres fonctionnaires et employés appartient à notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.

« ART. 7. Nul ne peut être appelé aux fonctions de chef de bureau, de sous-chef et de rédacteur, s'il n'est membre de l'ordre judiciaire ou licencié en droit.

« ART. 8. Aucune nomination aux emplois de vérificateur et expéditionnaire ne peut avoir lieu qu'après un examen préalable, subi par le candidat dans les formes déterminées par le règlement intérieur.

« ART. 9. La moitié des places de sous-chefs de bureau, qui deviendront vacantes, sera réservée aux rédacteurs et vérificateurs.

« La moitié des places de rédacteurs ou vérificateurs sera donnée aux expéditionnaires; toutefois, les expéditionnaires ne pourront devenir rédacteurs, s'ils ne sont point licenciés en droit.

« ART. 10. Nul ne peut être promu à un grade supérieur, s'il n'a au moins deux années d'exercice dans le grade inférieur.

« ART. 11. A la fin de chaque année, le directeur de l'*administration des cultes* présentera à notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'état au département de la justice et des cultes, un rapport sur l'ensemble des travaux de l'*administration* et sur les droits à l'avancement.

« ART. 12. La présente ordonnance n'est point applicable aux fonctionnaires ou employés actuellement en possession de titres ou de traitements supérieurs à ceux qu'elle établit. Ces titres et ces traitements leur seront conservés.

« ART. 13. Le titre de licencié en droit ne sera pas exigé comme condition d'avancement des employés des divers grades actuellement en fonctions.

« ART. 14. Notre garde des sceaux, etc. »

RÈGLEMENT *pour le service intérieur de l'administration des cultes.*

Du 31 décembre 1844.

« NOUS, garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes ;

(1) Cet article a été modifié par une ordonnance du 30 décembre 1846, qui porte à 4000 fr. le traitement des rédacteurs, et celui des expéditionnaires à 2400 fr.

« Sur le rapport du conseiller d'Etat directeur de l'*administration des cultes ;*
« Vu l'art. 7 de la loi des finances du 24 juillet 1843 ;
« Vu l'ordonnance royale du 24 décembre 1844 ;
« Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Titre Ier. — *Attributions.*

« Art. 1er. Le directeur de l'*administration des cultes* dirige et surveille le travail de cette *administration.*

« Il nous soumet directement toutes les affaires qui y sont traitées.

« Il signe *par autorisation* les lettres de simple instruction ; *pour ampliation,* les expéditions des ordonnances, décisions et arrêtés ; *pour légalisation,* les actes émanés des autorités ecclésiastiques ou des ministres des différents cultes, qui sont assujettis à cette formalité; et *de son chef,* les rapports qui nous sont faits, les lettres d'envoi des décisions intervenues, ainsi que les avis qui en sont donnés à tous autres qu'aux membres des deux chambres, les visa des pièces annexées à ces décisions, les certifications de copies conformes et les duplicata pour les évêques des budgets annuels des dépenses diocésaines.

« Art. 2. Les sous-directeurs surveillent ce travail.

« Ils revisent toutes les minutes et soumettent au directeur les affaires classées dans leurs attributions.

« Ils signent *par autorisation* les accusés de réception et les demandes de renseignements généraux formulées dans les modèles imprimés adoptés par l'*administration,* toutes les fois que ces pièces ne contiennent aucune observation particulière.

« Ils signent *de leur chef* les bons adressés à la comptabilité pour l'exécution des services divers sur les fonds du matériel des bureaux, et les notes donnant avis des ordonnances royales, décisions et arrêtés du ministre portant emploi ou allocation de fonds.

« Art, 3. Les chefs de bureaux distribuent aux employés sous leurs ordres les affaires qu'ils ne se réservent pas.

« Ils veillent à l'exécution des travaux, visent les minutes et les soumettent aux sous-directeurs.

Titre II. — *Du conseil d'administration.*

« Art. 4. Le conseil d'*administration* tel qu'il est composé, aux termes de l'art. 5 de l'ordonnance du 24 décembre, connaît de toutes les affaires qui lui sont renvoyées, soit par nous, soit par le directeur, ou qui lui sont portées par un chef de service.

« Art. 5. Les avis du conseil sont pris à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage d'opinions, la voix du président est prépondérante.

« Art. 6. Le conseil d'*administration* est convoqué toutes les fois que le ministre ou le directeur le juge nécessaire.

« Art. 7. Les avis du conseil sont transcrits textuellement sur un registre à ce destiné. Une ampliation en est remise à la sous-direction compétente.

Titre III. — *Discipline intérieure.*

« Art. 8. Le travail des bureaux commence à neuf heures précises.

« Les employés ne peuvent s'absenter avant cinq heures sans l'autorisation de leur chef immédiat.

« Ils sont obligés de se rendre au ministère avant neuf heures et d'y rester après cinq heures toutes les fois qu'ils en sont requis.

« ART. 9. Les employés signent, à leur arrivée, une feuille de présence que les chefs de service arrêtent et signent à neuf heures un quart, et qu'ils transmettent immédiatement au cabinet du directeur.

« ART. 10. Les congés de moins de huit jours sont accordés aux employés par les chefs de service. Ceux de huit à vingt-neuf jours sont demandés par écrit au directeur et délivrés par lui.

« Aucune absence de plus de vingt-neuf jours ne peut être autorisée que par nous.

« ART. 11. Les visites de bureau à bureau sont formellement interdites. Aucune communication ne doit avoir lieu que pour affaires de service.

« ART. 12. Il est défendu aux employés de donner, sous quelque prétexte que ce soit, des renseignements sur les travaux du ministère.

« ART. 13. Les employés qui contreviendront à leurs devoirs seront, selon la gravité des cas, ou révoqués ou punis disciplinairement, sur la proposition du conseil d'*administration*.

« ART. 14. Aucun étranger n'est admis dans les bureaux.

« Les chefs de service, et, en leur absence ou en cas d'empêchement de leur part, les chefs de bureaux, reçoivent le public tous les vendredis non fériés, de trois à cinq heures.

« Les légalisations sont données tous les jours.

« ART. 15. L'entrée du ministère est interdite aux individus exerçant notoirement la profession d'agents d'affaires.

« ART. 16. Le directeur de l'*administration des cultes* (M. Dessauret) est chargé de l'exécution du présent règlement, qui sera imprimé et distribué dans les bureaux.

« Fait à Paris, en l'hôtel de la chancellerie, le trente et un décembre mil huit cent quarante quatre.

« *Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes,*

« N. MARTIN (du Nord). »

ARRÊTÉ *de M. le ministre de la justice et des cultes règlant les attributions du chef du cabinet particulier pour les cultes.*

Paris, le 12 juin 1839.

« NOUS, garde des sceaux, etc.

« Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

« ART. 1er. Le chef du cabinet particulier pour l'*administration des cultes* est chargé :

« De l'ouverture des dépêches adressées au ministre des cultes ;

« De l'examen des affaires que le ministre jugera à propos de lui renvoyer;

« Des demandes d'audience ;

« Des objets de correspondance qui ne sont spécialement attachés à aucun bureau.

« ART. 2. Il fera préparer et soumettre à la signature du ministre les réponses à toutes les lettres de recommandation ;

« ART. 3. Il classera, tiendra en ordre et conservera dans son cabinet tous les papiers relatifs aux affaires dont le ministre se sera réservé personnellement l'examen.

« Fait à l'hôtel de la chancellerie, le 12 juin 1839.

« J.-B. TESTE. »

ARRÊTÉ *de M. le ministre de la justice et des cultes, portant création d'une direction des cultes.*

Paris, le 12 juin 1839.

« Nous, garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes,

« Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

« ART. 1er. Les trois divisions du culte catholique, des cultes non catholiques et de la comptabilité, qui composent l'*administration des cultes*, formeront à l'avenir une direction qui prendra le titre de direction des cultes.

« ART. 2. Le bureau de l'enregistrement et des archives, qui se trouve aujourd'hui compris dans la division du culte catholique, en sera détaché, et sera placé sous la surveillance immédiate du directeur des cultes.

« Ce bureau, exclusivement destiné jusqu'ici au culte catholique, enregistrera également, à l'avenir, les pièces relatives aux cultes non catholiques et sera chargé du soin et du classement distinct de leurs archives.

« ART. 3. Les chefs de division pour le culte catholique et les cultes non catholiques continueront de travailler directement avec le ministre pour tout ce qui concerne le personnel des cultes.

« Toutes les autres affaires seront traitées entre eux et le directeur, qui présentera seul au ministre les affaires, et les lettres dont la décision et la signature lui ont été réservées par l'arrêté du 24 octobre 1832.

« ART. 4. Le directeur des cultes examinera et signera les affaires ou les pièces dont la décision ou la signature ont été attribuées au secrétaire général par l'art. 2 de l'arrêté précité, sauf les ampliations des ordonnances royales, dont la signature reste réservée au secrétaire général du ministère de la justice.

« ART. 5. Les articles 3 et 4 dudit arrêté continueront de recevoir leur exécution.

« Fait à l'hôtel de la chancellerie, le 12 juin 1839.

« J.-B. TESTE. »

§ V. ADMINISTRATION MUNICIPALE.

Les attributions confiées à l'autorité municipale sont réglées par la loi du 18 juillet 1837. Cette loi n'est point étrangère aux fabriques, comme elle le semblerait d'abord, car il existe au contraire entre l'*administration* communale (1) et l'*administration* fabricienne des rapports si nombreux et si intimes, que la connaissance de l'ensemble de la loi doit être considérée comme indispensable à tous les membres des conseils de fabriques. (*Voyez* COMMUNES.) Les ecclésiastiques, dont les rapports sont si fréquents avec les maires et les conseils municipaux, auront aussi besoin d'y avoir souvent recours. C'est ce qui nous détermine à placer ici le texte de cette loi, et celui de la loi du 24 juillet 1867 sur les conseils municipaux et qui modifie celle-ci en plusieurs points.

(1) Le décret du 30 décembre 1809, art. 92 et suiv., règle les rapports de l'*administration municipale* avec les fabriques.

Loi *du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale.*

« Louis-Philippe, roi des Français, etc.;

« Nous avons proposé, les chambres ont adopté, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

Titre Ier. — *Des réunions, divisions et formation des communes.*

« Art. 1er. Aucune réunion, division ou formation de commune ne pourra avoir lieu que conformément aux règles ci-après.

« Art. 2. Toutes les fois qu'il s'agira de réunir plusieurs communes en une seule, ou de distraire une section d'une commune, soit pour la réunir, soit pour l'ériger en commune séparée, le préfet prescrira préalablement, dans les communes intéressées, une enquête, tant sur le projet en lui-même que sur ses conditions.

« Les conseils municipaux, assistés des plus imposés, en nombre égal à celui de leurs membres, les conseils d'arrondissement et le conseil général donneront leur avis.

« Art. 3. Si le projet concerne une section de commune, il sera créé, pour cette section, une commission syndicale. Un arrêté du préfet déterminera le nombre des membres de la commission.

« Ils seront élus par les électeurs municipaux domiciliés dans la section; et si le nombre des électeurs n'est pas double de celui des membres à élire, la commission sera composée des plus imposés de la section.

« La commission nommera son président; elle sera chargée de donner son avis sur le projet.

« Art. 4. Les réunions et distractions de communes qui modifieront la composition d'un département, d'un arrondissement ou d'un canton, ne pourront être prononcées que par une loi.

« Toutes autres réunions et distractions de communes pourront être prononcées par ordonnance du roi, en cas de consentement des conseils municipaux délibérant avec les plus imposés, conformément à l'article 2 ci-dessus, et, à défaut de ce consentement pour les communes qui n'ont pas trois cents habitants, sur l'avis affirmatif du conseil général du département.

« Dans tous les autres cas, il ne pourra être statué que par une loi.

« Art. 5. Les habitants de la commune réunie à une autre commune conserveront la jouissance exclusive des biens dont les fruits étaient perçus en nature.

« Les édifices et autres immeubles servant à usage public, deviendront propriété de la commune à laquelle sera faite la réunion.

« Art. 6. La section de commune érigée en commune séparée ou réunie à une autre commune, emportera la propriété des biens qui lui appartenaient exclusivement.

« Les édifices et autres immeubles servant à usage public, et situés sur son territoire, deviendront propriété de la nouvelle commune ou de la commune à laquelle sera faite la réunion.

« Art. 7. Les autres conditions de la réunion ou de la distraction seront fixées par l'acte qui la prononcera. Lorsqu'elle sera prononcée par une loi, cette fixation pourra être renvoyée à une ordonnance royale ultérieure, sauf réserve, dans tous les cas, de toutes les questions de propriété.

« Art. 8. Dans tous les cas de réunion ou fractionnement de communes, les

conseils municipaux seront dissous. Il sera procédé immédiatement à des élections nouvelles.

TITRE II. — *Des attributions des maires et des conseils municipaux.*

CHAPITRE Ier.

Des attributions des maires.

« ART. 9. Le maire est chargé, sous l'autorité de l'*administration* supérieure :

« 1° De la publication et de l'exécution des lois et règlements ;

« 2° Des fonctions spéciales qui lui sont attribuées par les lois ;

« 3° De l'exécution des mesures de sûreté générale.

« ART. 10. Le maire est chargé, sous la surveillance de l'*administration* supérieure :

« 1° De la police municipale, de la police rurale et de la voirie municipale, et de pourvoir à l'exécution des actes de l'autorité supérieure, qui y sont relatifs ;

« 2° De la conservation et de l'*administration* des propriétés de la commune, et de faire, en conséquence, tous actes conservatoires de ses droits ;

« 3° De la gestion des revenus, de la surveillance des établissements communaux, et de la comptabilité communale ;

« 4° De la proposition du budget, et de l'ordonnancement des dépenses ;

« 5° De la direction des travaux communaux ;

« 6° De souscrire les marchés, de passer les baux des biens et les adjudications des travaux communaux, dans les formes établies par les lois et règlements ;

« 7° De souscrire, dans les mêmes formes, les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons et legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés conformément à la présente loi ;

« 8° De représenter la commune en justice, soit en demandant, soit en défendant.

« ART. 11. Le maire prend les arrêtés à l'effet :

« 1° D'ordonner les mesures locales sur les objets confiés par les lois à sa vigilance et à son autorité ;

« 2° De publier de nouveau les lois et règlements de police, et de rappeler les citoyens à leur observation.

« Les arrêtés pris par le maire sont immédiatement adressés au sous-préfet. Le préfet peut les annuler ou en suspendre l'exécution.

« Ceux de ces arrêtés qui portent règlement permanent ne seront exécutoires qu'un mois après la remise de l'ampliation constatée par les récépissés donnés par le sous-préfet.

« ART. 12. Le maire nomme à tous les emplois communaux pour lesquels la loi ne prescrit pas un mode spécial de nomination. Il suspend et révoque les titulaires de ces emplois.

« ART. 13. Le maire nomme les gardes-champêtres, sauf l'approbation du conseil municipal. Ils doivent être agréés et commissionnés par le sous-préfet ; ils peuvent être suspendus par le maire, mais le préfet peut seul les révoquer.

« Le maire nomme également les pâtres communs, sauf l'approbation du conseil municipal. Il peut prononcer leur révocation.

« ART. 14. Le maire est chargé seul de l'*administration*, mais il peut déléguer une partie de ses fonctions à un ou à plusieurs de ses adjoints, et, en l'absence des adjoints, à ceux des conseillers municipaux qui sont appelés à en faire les fonctions.

« ART. 15. Dans le cas où le maire refuserait ou négligerait de faire un des actes qui lui sont prescrits par la loi, le préfet, après l'en avoir requis, pourra y procéder d'office par lui-même ou par un délégué spécial.

« ART. 16. Lorsque le maire procède à une adjudication publique pour le compte de la commune, il est assisté de deux membres du conseil municipal, désignés d'avance par le conseil, ou, à défaut, appelés dans l'ordre du tableau.

« Le receveur municipal est appelé à toutes les adjudications.

« Toutes les difficultés qui peuvent s'élever sur les opérations préparatoires de l'adjudication, seront résolues, séance tenante, par le maire et les deux conseillers assistants, à la majorité des voix, sauf le recours de droit.

CHAPITRE II.

Des attributions des conseils municipaux (1).

« ART. 17. Les conseils municipaux règlent par leurs délibérations les objets suivants :

« 1° Le mode d'*administration* des biens communaux ;

« 2° Les conditions des baux à ferme ou à loyer, dont la durée n'excède pas dix-huit ans, pour les biens ruraux, et neuf ans pour les autres biens ;

« 3° Le mode de jouissance et la répartition des pâturages et fruits communaux, autres que les bois, ainsi que les conditions à imposer aux parties prenantes ;

« 4° Les affouages, en se conformant aux lois forestières.

« ART. 18. Expédition de toute délibération sur un des objets énoncés en l'article précédent est immédiatement adressée par le maire au sous-préfet, qui en délivre ou fait délivrer récépissé. La délibération est exécutoire si, dans les trente jours qui suivent la date du récépissé, le préfet ne l'a pas annulée, soit d'office, pour violation d'une disposition de loi ou d'un règlement d'*administration* publique, soit sur la réclamation de toute partie intéressée.

« Toutefois, le préfet peut suspendre l'exécution de la délibération pendant un autre délai de trente jours.

« ART. 19. Le conseil municipal délibère sur les objets suivants :

« 1° Le budget de la commune, et, en général, toutes les recettes et dépenses, soit ordinaires, soit extraordinaires ;

« 2° Les tarifs et règlements de perception de tous les revenus communaux ;

« 3° Les acquisitions, aliénations et échanges des propriétés communales, leur affectation aux différents services publics, et, en général, tout ce qui intéresse leur conservation et leur amélioration ;

« 4° La délimitation ou le partage des biens indivis entre deux ou plusieurs communes ou sections de commune ;

« 5° Les conditions des baux à ferme ou à loyer, dont la durée excède dix-huit ans pour les biens ruraux, ainsi que celle des baux des biens pris à loyer par la commune, quelle qu'en soit la durée ;

« 6° Les projets de constructions, de grosses réparations et de démolitions, et, en général, tous les travaux à entreprendre ;

« 7° L'ouverture des rues et places publiques, et les projets d'alignement de voirie municipale ;

« 8° Le parcours et la vaine pâture ;

(1) Voyez ci-après, p. 124, la loi du 24 juillet 1867, titre Ier, qui modifie ce chapitre.

« 9° L'acceptation des dons et legs faits à la commune et aux établissements communaux ;

« 10° Les actions judiciaires et transactions ;

« Et tous les autres objets sur lesquels les lois et règlements appellent les conseils municipaux à délibérer ;

« ART. 20. Les délibérations des conseils municipaux sur les objets énoncés à l'article précédent, sont adressées au sous-préfet.

« Elles sont exécutoires sur l'approbation du préfet, sauf les cas où l'approbation par le ministre compétent, ou par ordonnance royale, est prescrite par les lois ou par les règlements d'*administration* publique.

« ART. 21. Le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur les objets suivants :

« 1° Les circonscriptions relatives au culte ;

« 2° Les circonscriptions relatives à la distribution des secours publics ;

« 3° Les projets d'alignement de grande voirie dans l'intérieur des villes, bourgs et villages ;

« 4° L'acceptation des dons et legs faits aux établissements de charité et de bienfaisance ;

« 5° Les autorisations d'emprunter, d'acquérir, d'échanger, d'aliéner, de plaider ou de transiger, demandées par les mêmes établissements et par les fabriques des églises et autres administrations préposées à l'entretien des cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat ;

« 6° Les budgets et les comptes des établissements de charité et de bienfaisance ;

« 7° Les budgets et les comptes des fabriques et autres *administrations* préposées à l'entretien des cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat, lorsqu'elles reçoivent des secours sur les fonds communaux ;

« 8° Enfin, tous les objets sur lesquels les conseils municipaux sont appelés, par les lois et les règlements, à donner leur avis, ou seront consultés par le préfet.

« ART. 22. Le conseil municipal réclame, s'il y a lieu, contre le contingent assigné à la commune dans l'établissement des impôts de répartition.

« ART. 23. Le conseil municipal délibère sur les comptes présentés annuellement par le maire.

« Il entend, débat et arrête les comptes de deniers des receveurs, sauf règlement définitif, conformément à l'article 66 de la présente loi.

« ART. 24. Le conseil municipal peut exprimer son vœu sur tous les objets d'intérêt local.

« Il ne peut faire ni publier aucune protestation, proclamation ou adresse.

« ART. 25. Dans les séances où les comptes d'*administration* du maire sont débattus, le conseil municipal désigne au scrutin celui de ses membres qui exerce la présidence.

« Le maire peut assister à la délibération ; il doit se retirer au moment où le conseil municipal va émettre son vote. Le président adresse directement la délibération au sous-préfet.

« ART. 26. Lorsque, après deux convocations successives faites par le maire, à huit jours d'intervalle et dûment constatées, les membres du conseil municipal ne se sont pas réunis en nombre suffisant, la délibération prise après la troisième convocation est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

« ART. 27. Les délibérations des conseils municipaux se prennent à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

« ART. 28. Les délibérations seront inscrites, par ordre de date, sur un registre coté et paraphé par le sous-préfet. Elles seront signées par tous les membres présents à la séance, ou mention sera faite de la cause qui les aura empêchés de signer.

« ART. 23. Les séances des conseils municipaux ne sont pas publiques; leurs débats ne peuvent être publiés officiellement qu'avec l'approbation de l'autorité supérieure.

« Il est voté au scrutin secret toutes les fois que trois des membres présents le réclament.

TITRE III. — *Des dépenses et recettes, et des budgets des communes.*

« ART. 30. Les dépenses des communes sont obligatoires ou facultatives.

« Sont obligatoires les dépenses suivantes :

« 1° L'entretien, s'il y a lieu, de l'hôtel-de-ville ou du local affecté à la mairie,

« 2° Les frais de bureau et d'impression pour le service de la commune;

« 3° L'abonnement au *Bulletin des Lois ;*

« 4° Les frais de recensement de la population ;

« 5° Les frais de registres de l'état civil, et la portion des tables décennales à la charge des communes ;

« 6° Le traitement du receveur municipal, du préposé en chef de l'octroi, et les frais de perception ;

« 7° Le traitement des gardes des bois de la commune et des gardes champêtres;

« 8° Le traitement et les frais de bureau des commissaires de police, tels qu'ils sont déterminés par les lois ;

« 9° Les pensions des employés municipaux et des commissaires de police, régulièrement liquidées et approuvées ;

« 10° Les frais de loyer et de réparation du local de la justice de paix, ainsi que ceux d'achat et d'entretien de son mobilier, dans les communes chefs-lieux de canton ;

« 11° Les dépenses de la garde nationale, telles qu'elles sont déterminées par les lois,

« 12° Les dépenses relatives à l'instruction publique, conformément aux lois;

« 13° L'indemnité de logement aux curés et desservants, et autres ministres des cultes salariés par l'Etat, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement,

« 14° Les secours aux fabriques des églises et autres *administrations* préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat, en cas d'insuffisance de leurs revenus, justifiée par leurs comptes et budgets ;

« 15° Le contingent assigné à la commune, conformément aux lois, dans la dépense des enfants trouvés et abandonnés ;

« 16° Des grosses réparations aux édifices communaux, sauf l'exécution des lois spéciales concernant les bâtiments militaires et les édifices consacrés au culte;

« 17° La clôture des cimetières, leur entretien, et leur translation dans les cas déterminés par les lois et règlements d'*administration* publique ;

« 18° Les frais des plans d'alignements ;

« 19° Les frais et dépenses des conseils de prud'hommes, pour les communes où ils siégent ; les menus frais des chambres consultatives des arts et manufactures, pour les communes où elles existent ;

« 20° Les contributions et prélèvements établis par les lois sur les biens et revenus communaux ;

« 21° L'acquittement des dettes exigibles ;

« Et généralement toutes les autres dépenses mises à la charge des communes par une disposition des lois.

« Toutes dépenses, autres que les précédentes, sont facultatives.

« ART. 31. Les recettes des communes sont ordinaires ou extraordinaires.

« Les recettes ordinaires des communes se composent :

« 1° Du revenu de tous les biens dont les habitants n'ont pas la jouissance en nature ;

« 2° Des cotisations imposées annuellement sur les ayants droits aux fruits qui se perçoivent en nature ;

« 3° Du produit des centimes ordinaires affectés aux communes par les lois de finances ;

« 4° Du produit de la portion accordée aux communes dans l'impôt des patentes;

« 5° Du produit des octrois municipaux ;

« 6° Du produit des droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés ;

« 7° Du produit des permis de stationnement et des locations sur la voie publique, sur les ports et rivières, et autres lieux publics ;

« 8° Du produit des péages communaux, des droits de pesage, mesurage et jaugeage, des droits de voirie et autres droits légalement établis ;

« 9° Du prix des concessions dans les cimetières ;

« 10° Du produit des concessions d'eau, de l'enlèvement des boues et immondices de la voie publique, et autres concessions autorisées pour les services communaux;

« 11° Du produit des expéditions des actes administratifs et des actes de l'état civil;

« 12° De la portion que les lois accordent aux communes dans le produit des amendes prononcées par les tribunaux de simple police, par ceux de police correctionnelle, et par les conseils de discipline de la garde nationale,

« Et généralement du produit de toutes les taxes de ville et de police, dont la perception est autorisée par la loi.

« ART. 32. Les recettes extraordinaires se composent :

« 1° Des contributions extraordinaires dûment autorisées ;

« 2° Du prix des biens aliénés ;

« 3° Des dons et legs ;

« 4° Du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées ;

« 5° Du produit des coupes extraordinaires de bois ;

« 6° Du produit des emprunts ;

« Et de toutes autres recettes accidentelles.

« ART. 33. Le budget de chaque commune, proposé par le maire et voté par le conseil municipal, est définitivement réglé par arrêté du préfet.

« Toutefois, le budget des villes dont le revenu est de cent mille francs ou plus, est réglé par une ordonnance du roi.

« Le revenu d'une commune est réputé atteindre cent mille francs, lorsque les recettes ordinaires, constatées dans les comptes, se sont élevées à cette somme pendant les trois dernières années.

« Il n'est réputé être descendu au-dessous de cent mille francs que lorsque, pendant les trois dernières années, les recettes ordinaires sont restées inférieures à cette somme.

« ART. 34. Les crédits qui pourraient être reconnus nécessaires après le règlement du budget sont délibérés conformément aux articles précédents, et autorisés

par le préfet, dans les communes dont il est appelé à régler le budget, et par le ministre dans les autres communes.

« Toutefois, dans ces dernières communes, les crédits supplémentaires pour dépenses urgentes pourront être approuvés par le préfet.

« ART. 35. Dans le cas où, par une cause quelconque, le budget d'une commune n'aurait pas été approuvé avant le commencement de l'exercice, les recettes et dépenses ordinaires continueront, jusqu'à l'approbation de ce budget, à être faites conformément à celui de l'année précédente.

« ART. 36. Les dépenses proposées au budget d'une commune peuvent être rejetées ou réduites par l'ordonnance du roi, ou par l'arrêté du préfet, qui règle ce budget.

« ART. 37. Les conseils municipaux peuvent porter au budget un crédit pour dépenses imprévues.

« La somme inscrite pour ce crédit ne pourra être réduite ou rejetée qu'autant que les revenus ordinaires, après avoir satisfait à toutes les dépenses obligatoires, ne permettraient pas d'y faire face, ou qu'elle excéderait le dixième des recettes ordinaires.

« Le crédit pour dépenses imprévues sera employé par le maire, avec l'approbation du préfet ou du sous-préfet.

« Dans les communes autres que les chefs-lieux de département ou d'arrondissement, le maire pourra employer le montant de ce crédit aux dépenses urgentes, sans autorisation préalable, à la charge d'en informer immédiatement le sous-préfet, et d'en rendre compte au conseil municipal dans la première session ordinaire qui suivra la dépense effectuée.

« ART. 38. Les dépenses proposées au budget ne peuvent être augmentées, et il ne peut y en être introduit de nouvelles par l'arrêté du préfet ou l'ordonnance du roi, qu'autant qu'elles sont obligatoires.

« ART. 39. Si un conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés pour une dépense obligatoire, ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation nécessaire serait inscrite au budget par ordonnance du roi, pour les communes dont le revenu est de cent mille francs et au-dessus, et par arrêté du préfet, en conseil de préfecture, pour celles dont le revenu est inférieur.

« Dans tous les cas, le conseil municipal sera préalablement appelé à en délibérer.

« S'il s'agit d'une dépense annuelle et variable, elle sera inscrite pour sa quotité moyenne pendant les trois dernières années. S'il s'agit d'une dépense annuelle et fixe de sa nature, ou d'une dépense extraordinaire, elle sera inscrite pour sa quotité réelle.

« Si les ressources de la commune sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses obligatoires inscrites d'office en vertu du présent article, il y sera pourvu par le conseil municipal, ou en cas de refus de sa part, au moyen d'une contribution extraordinaire établie par une ordonnance du roi, dans les limites du maximum qui sera fixé annuellement par la loi de finances, et par une loi spéciale, si la contribution doit excéder ce maximum.

« ART. 40. Les délibérations du conseil municipal concernant une contribution extraordinaire destinée à subvenir aux dépenses obligatoires, ne seront exécutoires qu'en vertu d'un arrêté du préfet, s'il s'agit d'une commune ayant moins de cent mille francs de revenu, et d'une ordonnance du roi s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur.

« Dans le cas où la contribution extraordinaire aurait pour but de subvenir à d'autres dépenses que les dépenses obligatoires, elle ne pourra être autorisée que par ordonnance du roi, s'il s'agit d'une commune ayant moins de cent mille francs de revenu, et par une loi s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur.

« Art. 41. Aucun emprunt ne pourra être autorisé que par ordonnance du roi, rendue dans les formes des règlements d'*administration* publique, pour les communes ayant moins de cent mille francs de revenu, et par une loi, s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur.

« Néanmoins, en cas d'urgence et dans l'intervalle des sessions, une ordonnance du roi, rendue dans la forme des réglements d'*administration* publique, pourra autoriser les communes dont le revenu est de cent mille francs et au-dessus à contracter un emprunt jusqu'à concurrence du quart de leurs revenus.

« Art. 42. Dans les communes dont les revenus sont inférieurs à cent mille francs, toutes les fois qu'il s'agira de contributions extraordinaires ou d'emprunts, les plus imposés aux rôles de la commune seront appelés à délibérer avec le conseil municipal, en nombre égal à celui des membres en exercice.

« Ces plus imposés seront convoqués individuellement par le maire, au moins dix jours avant celui de la réunion.

« Lorsque les plus imposés appelés seront absents, ils seront remplacés, en nombre égal, par les plus imposés après eux sur le rôle.

« Art. 43. Les tarifs des droits de voirie sont réglés par ordonnance du roi, rendue dans la forme des règlements d'*administration* publique.

« Art. 44. Les taxes particulières dues par les habitants ou propriétaires, en vertu des lois et des usages locaux, sont réparties par délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet.

« Ces taxes sont perçues suivant les formes établies pour le recouvrement des contributions publiques.

« Art. 45. Aucune construction nouvelle, ou reconstruction entière ou partielle, ne pourra être autorisée que sur la production des projets et devis.

« Ces projets et devis seront soumis à l'approbation préalable du ministre compétent, quand la dépense excédera trente mille francs, et à celle du préfet, quand elle sera moindre.

Titre IV. — *Des acquisitions, aliénations, baux, dons et legs.*

« Art. 46. Les délibérations des conseils municipaux ayant pour objet des acquisitions, des ventes ou échanges d'immeubles, le partage des biens indivis, sont exécutoires sur arrêté du préfet, en conseil de préfecture, quand il s'agit d'une valeur n'excédant pas trois mille francs, pour les communes dont le revenu est au-dessous de cent mille francs, et vingt mille francs pour les autres communes.

« S'il s'agit d'une valeur supérieure, il est statué par une ordonnance du roi.

« La vente des biens mobiliers et immobiliers des communes, autres que ceux qui servent à un usage public, pourra, sur la demande de tout créancier porteur de titres exécutoires, être autorisée par une ordonnance du roi, qui déterminera les formes de la vente.

« Art. 47. Les délibérations des conseils municipaux ayant pour objet des baux dont la durée devra excéder dix-huit ans ne sont exécutoires qu'en vertu d'une ordonnance royale.

« Quelle que soit la durée du bail, l'acte passé par le maire n'est exécutoire qu'après l'approbation du préfet.

« ART. 48. Les délibérations ayant pour objet l'acceptation des dons et legs d'objets mobiliers ou de sommes d'argent, faits à la commune et aux établissements communaux, sont exécutoires en vertu d'un arrêté du préfet, lorsque leur valeur n'excède pas trois mille francs, et en vertu d'une ordonnance du roi, lorsque leur valeur est supérieure ou qu'il y a réclamation des prétendants droit à la succession.

« Les délibérations qui porteraient refus des dons et legs, et toutes celles qui concerneraient des dons et legs d'objets immobiliers, ne sont exécutoires qu'en vertu d'une ordonnance du roi.

« Le maire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs, en vertu de la délibération du conseil municipal; l'ordonnance du roi, ou l'arrêté du préfet, qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation.

TITRE V. — *Des actions judiciaires et des transactions.*

« ART. 49. Nulle commune ou section de commune ne peut introduire une action en justice sans être autorisée par le conseil de préfecture.

« Après tout jugement intervenu, la commune ne peut se pourvoir devant un autre degré de juridiction, qu'en vertu d'une nouvelle autorisation du conseil de préfecture.

« Cependant, tout contribuable inscrit au rôle de la commune a le droit d'exercer, à ses frais et risques, avec l'autorisation du conseil de préfecture, les actions qu'il croirait appartenir à la commune ou section, et que la commune ou section, préalablement appelée à en délibérer, aurait refusé ou négligé d'exercer.

« La commune ou section sera mise en cause, et la décision qui interviendra aura effet à son égard.

« ART. 50. La commune, section de commune ou le contribuable auquel l'autorisation aura été refusée, pourra se pourvoir devant le roi, en son conseil d'Etat. Le pourvoi sera introduit et jugé en la forme administrative. Il devra, à peine de déchéance, avoir lieu dans le délai de trois mois, à dater de la notification de l'arrêté du conseil de préfecture.

« ART. 51. Quiconque voudra intenter une action contre une commune ou section de commune sera tenu d'adresser préalablement au préfet un mémoire exposant les motifs de sa réclamation. Il lui en sera donné récépissé.

« La présentation du mémoire interrompra la prescription et toutes déchéances.

« Le préfet transmettra le mémoire au maire, avec l'autorisation de convoquer immédiatement le conseil municipal pour en délibérer.

« ART. 52. La délibération du conseil municipal sera, dans tous les cas, transmise au conseil de préfecture, qui décidera si la commune doit être autorisée à ester en jugement.

« La décision du conseil de préfecture devra être rendue dans le délai de deux mois, à partir de la date du récépissé énoncé en l'article précédent.

« ART. 53. Toute décision du conseil de préfecture, portant refus d'autorisation, devra être motivée.

« En cas de refus de l'autorisation, le maire pourra, en vertu d'une délibération du conseil municipal, se pourvoir devant le roi, en son conseil d'Etat, conformément à l'art. 50 ci-dessus.

« Il devra être statué sur le pourvoi dans le délai de deux mois, à partir du jour de son enregistrement au secrétariat général du conseil d'Etat.

« ART. 54. L'action ne pourra être intentée qu'après la décision du conseil de préfecture, et, à défaut de décision dans le délai fixé par l'art. 52, qu'après l'expiration de ce délai.

« En cas de pourvoi contre la décision du conseil de préfecture, l'instance sera suspendue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le pourvoi, et, à défaut de décision dans le délai fixé par l'article précédent, jusqu'à l'expiration de ce délai.

« En aucun cas, la commune ne pourra défendre à l'action qu'autant qu'elle y aura été expressément autorisée.

« ART. 55. Le maire peut toutefois, sans autorisation préalable, intenter toute action possessoire, ou y défendre et faire tous autres actes conservatoires ou interruptifs des déchéances.

« ART. 56. Lorsqu'une section est dans le cas d'intenter ou de soutenir une action judiciaire contre la commune elle-même, il est formé, pour cette section, une commission syndicale de trois ou cinq membres, que le préfet choisit parmi les électeurs municipaux, et, à leur défaut, parmi les citoyens les plus imposés.

« Les membres du corps municipal qui seraient intéressés à la jouissance des biens ou droits revendiqués par la section, ne devront point participer aux délibérations du conseil municipal relatives au litige.

« Ils seront remplacés, dans toutes ces délibérations, par un nombre égal d'électeurs municipaux de la commune, que le préfet choisira parmi les habitants ou propriétaires étrangers à la section.

« L'action est suivie par celui de ses membres que la commission syndicale désigne à cet effet.

« ART. 57. Lorsqu'une section est dans le cas d'intenter ou de soutenir une action judiciaire contre une section de la même commune, il sera formé, pour chacune des sections intéressées, une commission syndicale, conformément à l'article précédent.

« ART. 58. La section qui aura obtenu une condamnation contre la commune, ou contre une autre section, ne sera point passible des charges ou contributions imposées pour l'acquittement des frais et dommages-intérêts qui résulteraient des frais du procès

« Il en sera de même à l'égard de toute partie qui aurait plaidé contre une commune ou une section de commune.

« ART. 59. Toute transaction consentie par un conseil municipal ne peut être exécutée qu'après l'homologation par ordonnance royale, s'il s'agit d'objets immobiliers ou d'objets mobiliers d'une valeur supérieure à trois mille francs, et par arrêté du préfet en conseil de préfecture, dans les autres cas.

TITRE VI. — *Comptabilité des communes.*

« ART. 60. Les comptes du maire, pour l'exercice clos, sont présentés au conseil municipal avant la délibération du budget. Ils sont définitivement approuvés par les préfets, pour les communes dont le revenu est inférieur à cent mille francs, et par le ministre compétent, pour les autres communes.

« ART. 61. Le maire peut seul délivrer des mandats. S'il refusait d'ordonnancer une dépense régulièrement autorisée et liquidée, il serait prononcé par le préfet en conseil de préfecture.

« L'arrêté du préfet tiendrait lieu du mandat du maire.

« ART. 62. Les recettes et dépenses communales s'effectuent par un comptable chargé seul et sous sa responsabilité de poursuivre la rentrée de tous revenus de la commune et de toutes sommes qui lui seraient dues, ainsi que d'acquitter les dépenses ordonnancées par le maire jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

« Tous les rôles de taxes, de sous-répartitions et de prestations locales devront être remis à ce comptable.

« ART. 63. Toutes les recettes municipales pour lesquelles les lois et règlements n'ont pas prescrit un mode spécial de recouvrement, s'effectuent sur des états dressés par le maire. Ces états sont exécutoires après qu'ils ont été visés par le sous-préfet.

« Les oppositions, lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires, sont jugées comme affaires sommaires, et la commune peut y défendre, sans autorisation du conseil de préfecture.

« ART. 64. Toute personne autre que le receveur municipal, qui, sans autorisation légale, se serait ingérée dans le maniement des deniers de la commune, sera, par ce seul fait, constituée comptable; elle pourra en outre être poursuivie en vertu de l'article 258 du Code pénal, comme s'étant immiscée sans titre dans les fonctions publiques.

« ART. 65. Le percepteur remplit les fonctions de receveur municipal.

« Néanmoins, dans les communes dont le revenu excède trente mille francs, ces fonctions sont confiées, si le conseil municipal le demande, à un receveur municipal spécial. Il est nommé par le roi, sur trois candidats que le conseil municipal présente.

« Les dispositions du premier paragraphe ci-dessus ne seront applicables aux communes ayant actuellement un receveur municipal que sur la demande du conseil municipal, ou en cas de vacance.

« ART. 66. Les comptes du receveur municipal sont définitivement apurés par le conseil de préfecture, pour les communes dont le revenu n'excède pas trente mille francs, sauf recours à la Cour des comptes.

« Les comptes des receveurs des communes dont le revenu excède trente mille francs sont réglés et apurés par ladite Cour.

« Les dispositions ci-dessus, concernant la juridiction des conseils de préfecture et de la Cour des comptes sur les comptes des receveurs municipaux, sont applicables aux comptes des trésoriers des hôpitaux et autres établissements de bienfaisance.

« ART. 67. La responsabilité des receveurs municipaux, et les formes de la comptabilité des communes, seront déterminées par des règlements d'*administration* publique. Les receveurs municipaux seront assujettis, pour l'exécution de ces règlements, à la surveillance du receveur des finances.

« Dans les communes où les fonctions de receveur municipal et de percepteur sont réunies, la gestion du comptable est placée sous la responsabilité du receveur des finances de l'arrondissement.

« ART. 68. Les comptables qui n'auront pas présenté leurs comptes dans les délais prescrits par les règlements, pourront être condamnés, par l'autorité chargée de les juger, à une amende de dix francs à cent francs, par chaque mois de retard, pour les receveurs et trésoriers justiciables des conseils de préfecture, et de cinquante

francs à cinq cents francs, également par chaque mois de retard, pour ceux qui sont justiciables de la Cour des comptes.

« Ces amendes seront attribuées aux communes ou établissements que concernent les comptes en retard.

« Elles seront assimilées aux débets de comptables, et le recouvrement pourra en être suivi par corps, conformément aux articles 8 et 9 de la loi du 17 avril 1832.

« ART. 69. Les budgets et les comptes des communes restent déposés à la mairie, où toute personne imposée aux rôles de la commune a droit d'en prendre connaissance.

« Ils sont rendus publics par la voie de l'impression, dans les communes dont le revenu est de cent mille francs ou plus, et dans les autres, quand le conseil municipal a voté la dépense de l'impression.

TITRE VII. — *Des intérêts qui concernent plusieurs communes.*

« ART. 70. Lorsque plusieurs communes possèdent des biens ou des droits par indivis, une ordonnance du roi instituera, si l'une d'elles le réclame, une commission syndicale composée de délégués des conseils municipaux des communes intéressées.

« Chacun des conseils élira dans son sein, au scrutin secret et à la majorité des voix, le nombre de délégués qui aura été déterminé par l'ordonnance du roi.

« La commission syndicale sera renouvelée tous les trois ans, après le renouvellement partiel des conseils municipaux.

« Les délibérations prises par la commission ne sont exécutoires que sur l'approbation du préfet, et demeurent d'ailleurs soumises à toutes les règles établies pour les délibérations des conseils municipaux.

« ART. 71. La commission syndicale sera présidée par un syndic qui sera nommé par le préfet et choisi parmi les membres qui la composent.

« Les attributions de la commission syndicale et du syndic, en ce qui touche les biens et les droits indivis, seront les mêmes que celles des conseils municipaux et des maires pour l'*administration* des propriétés communales.

« ART. 72. Lorsqu'un même travail intéressera plusieurs communes, les conseils municipaux seront spécialement appelés à délibérer sur leurs intérêts respectifs et sur la part de la dépense que chacune d'elles devra supporter. Ces délibérations seront soumises à l'approbation du préfet.

« En cas de désaccord entre les conseils municipaux, le préfet prononcera, après avoir entendu les conseils d'arrondissement et le conseil général. Si les conseils municipaux appartiennent à des départements différents, il sera statué par ordonnance royale.

« La part de la dépense définitivement assignée à chaque commune sera portée d'office aux budgets respectifs, conformément à l'article 39 de la présente loi.

« ART. 73. En cas d'urgence, un arrêté du préfet suffira pour ordonner les travaux, et pourvoira à la dépense à l'aide d'un rôle provisoire. Il sera procédé ultérieurement à sa répartition définitive, dans la forme déterminée par l'article précédent.

TITRE VIII. — *Disposition spéciale.*

« ART, 74. Il sera statué par une loi spéciale sur l'*administration municipale* de la ville de Paris. »

Loi *du 24 juillet* 1867 *sur les conseils municipaux.*

« Napoléon, etc.

Titre Ier. — *Des attributions des conseils municipaux.*

« Art. 1er. Les conseils municipaux règlent, par leurs délibérations, les affaires ci-après désignées, savoir :

« 1° Les acquisitions d'immeubles, lorsque la dépense, totalisée avec celle des autres acquisitions déjà votées dans le même exercice, ne dépasse pas le dixième des revenus ordinaires de la commune ;

« 2° Les conditions des baux à loyer des maisons et bâtiments appartenant à la commune, pourvu que la durée du bail ne dépasse pas dix-huit ans ;

« 3° Les projets, plan et devis de grosses réparations et d'entretien, lorsque la dépense totale afférente à ces projets et aux autres projets de la même nature, adoptée dans le même exercice, ne dépasse pas le cinquième des revenus ordinaires de la commune, ni, en aucun cas, une somme de cinquante mille francs,

« 4° Le tarif des droits de place à percevoir dans les halles, foires et marchés,

« 5° Les droits à percevoir pour permis de stationnement et de location sur les rues, places et autres lieux dépendant du domaine public communal ;

« 6° Le tarif des concessions dans les cimetières ;

« 7° Les assurances des bâtiments communaux ;

« 8° L'affectation d'une propriété communale à un service communal, lorsque cette propriété n'est encore affectée à aucun service public, sauf les règles prescrites par des lois particulières ;

9° L'acceptation ou le refus de dons ou legs faits à la commune sans charges, conditions ni affectation immobilière, lorsque ces dons et legs ne donnent pas lieu à réclamation (1).

« En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal, la délibération ne sera exécutoire qu'après l'approbation du préfet.

« Art. 2. Lorsque le budget communal pourvoit à toutes les dépenses obligatoires et qu'il n'applique aucune recette extraordinaire aux dépenses, soit obligatoires, soit facultatives, les allocations portées audit budget par le conseil municipal pour des dépenses facultatives ne peuvent être ni changées ni modifiées par l'arrêté du préfet ou par le décret impérial qui règle le budget.

« Art. 3. Les conseils municipaux peuvent voter, dans la limite du maximum fixé chaque année par le conseil général, des contributions extraordinaires n'excédant pas cinq centimes pendant cinq années pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale.

« Ils peuvent aussi voter trois centimes extraordinaires, exclusivement affectés aux chemins vicinaux ordinaires.

(1) Cette loi investit les conseils municipaux du droit de *régler*, par leurs délibérations, l'acceptation des dons et legs faits aux communes, elle ne limite pas, comme les lois précédentes, le montant des sommes léguées ; elle permet donc implicitement aux communes d'en recueillir de très-considérables en vertu de la simple délibération de leurs conseils. Il est vrai que les dons et legs devront être faits sans charges, sans conditions, sans affectation immobilière, et, de plus, ne donner lieu à aucune réclamation.

« Les conseils municipaux votent et règlent, par leurs délibérations, les emprunts communaux remboursables sur les centimes extraordinaires votés comme il vient d'être dit au premier paragraphe du présent article, ou sur les ressources ordinaires, quand l'amortissement, en ce dernier cas, ne dépasse pas douze années.

« En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal, la délibération ne sera exécutoire qu'après approbation du préfet.

« ART. 4. A l'avenir les forêts et les bois de l'Etat acquitteront les centimes additionnels ordinaires et extraordinaires affectés aux dépenses des communes, dans la proportion de la moitié de leur valeur imposable, le tout sans préjudice des dispositions de l'article 13 de la loi du 21 mai 1836, de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1865 et du paragraphe 2 de l'article 3 de la présente loi.

« ART. 5. Les conseils municipaux votent, sauf approbation du préfet :

« 1° Les contributions extraordinaires qui dépasseraient cinq centimes sans excéder le maximum fixé par le conseil général, et dont la durée ne serait pas supérieure à douze années ;

« 2° Les emprunts remboursables sur ces mêmes contributions extraordinaires ou sur les revenus ordinaires dans un délai excédant douze années.

« ART. 6. L'article 18 de la loi du 18 juillet 1837 est applicable aux délibérations prises par les conseils municipaux en exécution de l'article 1er, 2 et 3 qui précèdent.

« L'article 43 de la même loi est applicable aux contributions extraordinaires et aux emprunts votés par les conseils municipaux en exécution des articles 3 et 5.

« ART. 7. Toute contribution extraordinaire dépassant le maximum fixé par le conseil général et tout emprunt remboursable sur ressources extraordinaires, dans un délai excédant douze années, sont autorisés par décret impérial.

« Le décret rendu en conseil d'Etat, s'il s'agit d'une commune ayant un revenu supérieur à cent mille francs.

« Il est statué par une loi si la somme à emprunter dépasse un million ou si ladite somme réunie au chiffre d'autres emprunts non encore remboursés, dépasse un million

« ART. 8. L'établissement des taxes d'octroi votées par les conseils municipaux, ainsi que les règlements relatifs à leur perception, sont autorisés par décrets impériaux rendus sur l'avis du conseil d'Etat.

« Il en sera de même en ce qui concerne :

« 1° Les modifications aux règlements ou aux périmètres existants ;

« 2° L'assujettissement à la taxe d'objets non encore imposés dans le tarif local;

« 3° L'établissement ou le renouvellement d'une taxe sur des objets non compris dans le tarif général indiqué ci-après ;

« 4° L'établissement ou le renouvellement d'une taxe excédant le maximum fixé par ledit tarif général.

« ART. 9. Sont exécutoires, dans les conditions déterminées par l'article 18 de la loi du 18 juillet 1837, les délibérations prises par les conseils municipaux, concernant :

« 1° La suppression ou la diminution des taxes d'octroi ;

« 2° La prorogation des taxes principales d'octroi pour cinq ans au plus ;

« 3° L'augmentation des taxes jusqu'à concurrence d'un décime, pour cinq ans au plus.

« Sous la condition toutefois qu'aucune des taxes ainsi maintenues ou modifiées

n'excèdera le maximum déterminé dans un tarif général qui sera établi, après avis des conseils généraux, par un règlement d'*administration* publique, ou qu'aucune desdites taxes ne portera sur des objets non compris dans ce tarif.

« En cas de désaccord entre le maire et le conseil municipal, la délibération ne sera exécutoire qu'après approbation du préfet.

« ART. 10. Sont exécutoires, sur l'approbation du préfet, lesdites délibérations ayant pour but :

« La prorogation des taxes additionnelles actuellement existantes ;

« L'augmentation des taxes principales au-delà d'un décime,

« Dans les limites du maximum des droits et de la nomenclature des objets fixés par le tarif général.

« ART. 11. Les conseils municipaux délibèrent sur l'établissement des marchés d'approvisionnement dans leur commune.

« Le paragraphe 3 de l'article 6 et le paragraphe 3 de l'article 41 de la loi du 10 mai 1838 sont abrogés en ce qui concerne lesdits marchés (1).

« ART. 12. Les délibérations des commissions administratives des hospices, hôpitaux et autres établissements charitables communaux, concernant un emprunt, sont exécutoires en vertu d'un arrêté du préfet, sur avis conforme du conseil municipal, lorsque la somme à emprunter ne dépasse pas le chiffre des revenus ordinaires de l'établissement et que le remboursement doit être effectué dans un délai de douze années.

« Si la somme à emprunter dépasse ledit chiffre, ou si le délai de remboursement est supérieur à douze années, l'emprunt ne peut être autorisé que par un décret de l'Empereur

« Le décret d'autorisation est rendu dans la forme des règlements d'*administration* publique, si l'avis du conseil municipal est contraire ou s'il s'agit d'un établissement ayant plus de cent mille francs de revenus.

« L'emprunt ne peut être autorisé que par une loi, lorsque la somme à emprunter dépasse cinq cent mille francs, ou lorsque ladite somme réunie au chiffre d'autres emprunts non encore remboursés, dépasse cinq cent mille francs.

« ART. 13. Les changements dans la circonscription territoriale des communes faisant partie du même canton sont définitivement approuvés par les préfets, après accomplissement des formalités prévues au titre Ier de la loi du 18 juillet 1837, en cas de consentement des conseils municipaux et sur avis conforme du conseil général.

« Si l'avis du conseil général est contraire, ou si les changements proposés dans les circonscriptions communales modifient la composition d'un département, d'un arrondissement ou d'uu canton, il est statué par une loi.

(1) Les articles 6 et 11 de la loi du 10 mai sur les attributions des conseils généraux et des conseils d'arrondissement, portaient que ces conseils seraient appelés à donner leur avis sur l'établissement, la suppression ou le changement des *foires et marchés*. Désormais, les avis des conseils généraux et des conseils d'arrondissement ne seront plus demandés pour les *marchés d'approvisionnement*. Toutefois l'autorisation du préfet, pour les créer, reste maintenue conformément au décret du 25 mars 1852, tableau B, nº 2. Le mot *approvisionnement* est général et s'applique aux blés et aux grains comme aux autres denrées; mais il résulte de l'exposé des motifs de la nouvelle loi qu'il n'est rien innové quant à l'établissement des *foires* et des *marchés aux bestiaux*.

« Tous autres changements dans la circonscription territoriale des communes sont autorisés par des décrets rendus dans la forme des règlements d'*administration* publique.

« ART. 14. La création des bureaux de bienfaisance est autorisée par les préfets, sur l'avis des conseils municipaux.

TITRE II. — *Dispositions concernant les villes ayant trois millions de revenus.*

« ART. 15. Les budgets des villes et des établissements de bienfaisance ayant trois millions au moins de revenus seront soumis à l'approbation de l'Empereur, sur la proposition du ministre de l'intérieur.

« ART. 16. Les traités à passer pour l'exécution, par entreprises, des travaux d'ouverture des nouvelles voies publiques et de tous autres travaux communaux déclarés d'utilité publique, dans lesdites villes, sont approuvés par décrets rendus en conseil d'Etat.

« Il en est de même des traités portant concession, à titre exclusif ou sur une durée de plus de trente années, des grands services municipaux desdites villes, ainsi que des tarifs et traites relatifs aux pompes funèbres (1).

« ART. 17. Les dispositions de la présente loi et celles de la loi du 18 juillet 1837 et du décret du 25 mars 1852, qui sont encore en vigueur, sont applicables à l'*administration* de la ville de Paris et de la ville de Lyon.

« Les délibérations prises par les conseils municipaux desdites villes, sur les objets énumérés dans les articles 1 et 9 de la présente loi, ne sont exécutoires, en cas de désaccord entre le prefet et le conseil municipal, qu'en vertu d'une approbation donnée par décret impérial.

« Aucune imposition extraordinaire ne peut être établie dans ces villes, aucun emprunt ne peut être contracté par elles, sans qu'elles y soient autosisées par une loi.

« Il n'est pas dérogé aux dispositions spéciales concernant l'organisation des *administrations* de l'assistance publique, du mont-de-piété et de l'octroi de Paris.

TITRE III. — *Renouvellement des conseils municipaux.*

« ART. 18. A l'avenir, les conseils mnnicipaux seront élus pour sept ans (2).

TITRE IV. — *Dispositions diverses.*

« ART. 19. Dans le cas où une commune sera divisée en sections pour l'élection des conseillers municipaux, conformément à l'article 7 de la loi du 5 mai 1855, la

(1) Cet article 16 remet en vigueur, pour les tarifs des pompes funèbres en ce qui concerne seulement les villes ayant trois millions de revenus, les art. 7 et 11 du décret du 18 mai 1806 rapporté sous le mot TRANSPORT DES CORPS, qui soumettaient ces tarifs à l'approbation du gouvernement, et que le décret du 25 mars 1852, tableau A, n° 46, avait modifiés en substituant à cette approbation celle de l'autorité préfectorale.

(2) D'après l'article 8 de la loi du 5 mai 1855, qui est abrogée sur ce point, les conseils municipaux devaient être élus pour cinq ans. La durée de leurs fonctions est donc prolongée de deux années.

réunion des électeurs ne pourra avoir lieu avant le dixième jour, à compter de l'arrêté du préfet.

« ART. 20. Les gardes-champêtres sont chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel il est assermenté, les contraventions aux règlements de police municipale (1). Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces contraventions.

« ART. 21. Nul ne peut être maire ou adjoint dans une commune et conseiller municipal dans une autre commune.

« ART. 22. La commission nommée en cas de dissolution du conseil municipal, conformément à l'article 13 de la loi du 5 mai 1855, peut être maintenue en fonctions pendant trois ans.

« ART. 23. L'article 50 de la loi du 5 mai 1855 est abrogé (2).

« Toutefois dans les villes chefs-lieux de département ayant plus de quarante mille âmes de population, l'organisation du personnel chargé des services de la police est réglée, sur l'avis du conseil municipal, par un décret impérial, le conseil d'Etat entendu.

« Les inspecteurs de police, les brigadiers, sous-brigadiers et agents de police sont nommés par le préfet, sur la présentation du maire.

« Si un conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés pour la dépense, ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation nécessaire serait inscrite au budget par décret impérial, le conseil d'Etat entendu.

« ART. 24. Toutes les dispositions de lois antérieures demeurent abrogées en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi. »

§ VI. ADMINISTRATIONS CHARITABLES.

La pensée qui a présidé à l'établissement de ces *administrations* a expliqué leur but par le titre qu'elle leur a donné ; elles ne doivent pas seulement faire le bien, il faut qu'elles l'administrent, ou, en d'autres termes, qu'elles en assurent et qu'elles en multiplient les effets par la sollicitude d'une gestion intelligente.

Les *administrations charitables* se divisent en commissions administratives et en bureaux de bienfaisance.

(1) L'article 16 du Code d'instruction criminelle n'attribue aux gardes-champêtres que le droit de rechercher et de constater les delits et les contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales. Ce droit est étendu aux nombreuses contraventions de police municipale prévues par l'article 471 du Code pénal.

(2) L'article 50 abrogé de la loi du 5 mai 1855, disposait que dans les communes chefs-lieux de département, dont la population excédait 40,000 âmes, le préfet remplissait les fonctions de préfet de police, telles qu'elles sont réglées par l'arrêté des consuls du 12 messidor an VIII; que toutefois les maires de ces communes resteraient chargés, sous la surveillance des préfets, des attributions tant générales que spéciales, qui leur sont conférées par les lois, etc. D'après les explications données au Corps législatif par M. Vuitry, président du conseil d'Etat, les conséquences de la disposition nouvelle de la loi du 24 juillet 1867, c'est de rétablir le maire dans toutes les attributions qu'il avait avant la loi de 1855; et, par suite, le service de police dont le maire, à l'avenir, sera le seul directeur sous l'autorité du préfet conformément à la loi ci-dessus du 18 juillet 1837, sera placé à la mairie sous les yeux et la surveillance du maire.

Les premières, chargées du régime intérieur des hospices, régissent les biens qui en dépendent; les secondes distribuent les secours à domicile et administrent les biens, droits et revenus qui y sont affectés. (*Voyez* COMMISSIONS ADMINISTRATIVES, BUREAU DE BIENFAISANCE.)

ADOPTION.

L'*adoption*, dans cet ouvrage, ne peut être considérée que sous un seul rapport, c'est-à-dire si le prêtre qui ne peut pas contracter mariage peut adopter. Plusieurs graves jurisconsultes se sont prononcés pour la négative, et nous pensons que c'est avec raison.

M. Dalloz, dans son *Dictionnaire*, au mot ADOPTION, n° 23, dit que « la solution de cette question dépend tout à fait de celle de la « validité du mariage des prêtres. » Or le prêtre ne pouvant pas se marier ne peut par conséquent pas adopter. (*Voyez* MARIAGE.)

M. Delvincourt en donne la raison : « L'*adoption*, dit-il (1), établissant entre l'adoptant et l'adopté certains rapports de paternité « et de filiation, il paraît inconvenant qu'elle ait lieu de la part « d'une personne à l'égard de laquelle ces rapports sont censés ne « pouvoir subsister. Je pense donc que le prêtre, qui, aux termes « de la loi civile, ne peut se marier, ne peut davantage adopter. »

M. de Cormenin, qui a examiné cette question avec quelque étendue, partage le sentiment de M. Delvincourt. Voici comment il le formule.

« On me demande mon avis sur la question suivante :

« Un prêtre peut-il adopter ?

« Cette question est pendante devant la Cour de cassation.

« En première instance et en appel, on a soutenu que ce qui n'est pas défendu est permis ;.

« Que l'incapacité du prêtre adoptant ne résultait pas d'une disposition formelle de la loi ;

« Qu'il n'y avait pas énonciation de la qualité de prêtre dans l'acte d'*adoption* ;

« Qu'il s'agit d'un prêtre éloigné depuis longtemps des fonctions du sacerdoce.

« Nettoyons, en passant, ces quatre objections, qui sont tout le fond du jugement et de l'arrêt.

« Je réponds au premier argument, que si l'*adoption* doit être permise parce qu'elle n'est pas défendue par la loi, le mariage du prêtre doit être aussi permis parce qu'il n'est pas défendu par la loi, la conclusion de l'*adoption* mènerait tout droit à la conclusion du mariage. Est-ce là qu'on en veut venir ? Qu'on le dise.

(1) *Cours de Code civil*, tome 1er, pag. 407, édition de 1819.

« Je réponds au second argument, qui rentre dans le premier, que les art. 161, 162, 163 du Code civil, n'établissent pas, par voie dirimante, l'incapacité conjugale du prêtre. D'où vient donc que les juges qui en veulent faire un père ne voudraient pas en faire un époux? La raison?

« Je réponds au troisième argument, qu'il n'importe que le prêtre n'ait pas déclaré dans l'acte d'*adoption* qu'il fût prêtre. Est-ce que la qualité ne subsiste pas, indépendamment de l'énonciation? Un homme engagé dans les liens du mariage civil pourrait-il convoler à d'autres noces, sous prétexte qu'il n'a pas énoncé dans l'acte sa qualité d'époux? Pourrait-il, lorsqu'il est engagé dans les liens d'un mariage avec l'Eglise, simuler la paternité légale de l'*adoption*, sous prétexte qu'il n'a pas énoncé son engagement religieux? Ainsi on deviendrait époux ou père par prétérition de qualité. C'est commode.

« Je réponds au quatrième argument, qu'il se fonde uniquement sur les décisions du ministre des cultes de 1806 et 1807 (1) qui défendaient le mariage aux prêtres remis en communion depuis le concordat, et qui le permettaient à ceux restés en dehors.

« Mais cette interprétation ministérielle était contraire aux saints canons : il n'y a pas lieu ici à distinguer, à circonstancier, à équivoquer, à biaiser. On est prêtre ou ne ne l'est pas : tous les concordats du monde ne font rien à l'affaire.

« J'arrive aux principes de la matière.

« L'*adoption* procède du mariage. Où il y a empêchement de mariage, il y a empêchement d'*adoption*. Or, le mariage du prêtre catholique est-il prohibé ?

« C'est la réponse affirmative des saints canons (2).

« Des Pères de l'Eglise (3).

« Des jurisconsultes anciens et nouveaux (4).

« Du concordat de l'an X (5).

« De la jurisprudence des cours royales (6).

« Tout se tient dans l'admirable organisation de l'Eglise catholique. Si la vérité de la religion est dans le dogme, sa force est dans la discipline.

« A un Dieu éternel, il fallait des ministres perpétuellement con-

(1) *Voyez* ces décisions sous le mot MARIAGE.

(2) *Voyez* loi 45 au Code, nov. VI, chap. 6; nov. XXII, chap. 42; conciles de Latran et de Trente de 1123, 1137, 1524, et saints canons, *Passim*.

(3) *Voyez* saint Augustin.

(4) *Voyez* Soefve, Févret, Domat, Pothier, Massillon, Montesquieu.

(5) *Voyez* articles 6 et 26. — M. de Cormenin veut dire les articles organiques.

(6) *Voyez* arrêts de Bordeaux, du 20 juillet 1806, et de la Cour de cassation du 21 février 1833.

sacrés; l'ordre de prêtrise est donc un sacrement perpétuel; il suit le prêtre dans le crime, dans la suspense, dans les bagnes, à l'échafaud; il entre avec lui dans la tombe.

« Ne dites pas que vous gênez la liberté du prêtre, lorsque sa liberté a été d'être gênée; ne dites pas qu'il peut renoncer à être prêtre, lorsqu'il ne dépend pas de lui qu'il ne le soit plus; ne dites pas qu'il peut prendre femme, lorsqu'il a promis à Dieu et devant Dieu qu'il ne se marierait pas; ne dites pas qu'il n'est pas lié sur la terre, lorsqu'il est lié dans le ciel !

« L'ordre de prêtrise est un célibat. Si l'ordre est perpétuel, le célibat est perpétuel; il n'implique en aucun cas le mariage, il n'implique pas les enfants par nature; s'il n'implique pas les enfants par nature, il ne les implique pas par imitation de la nature. Or, qu'est-ce que l'*adoption*, si ce n'est l'imitation de la nature? Qu'est-ce que la fiction de la paternité adoptive, si ce n'est la suppléance de la paternité réelle? Qu'est-ce encore que l'*adoption*, si ce n'est la consolation d'un mariage sans postérité? Qu'est-ce que l'*adoption*, si ce n'est la procréation légale d'un héritier? Qu'est-ce que l'*adoption*, si ce n'est l'introduction d'un autre fils légitime parmi des enfants légitimes? Eh bien ! le prêtre catholique ne peut se consoler par le mariage; le prêtre catholique ne peut procréer d'enfants fictifs ou naturels; le prêtre catholique ne peut ni perpétuer, ni accroître, ni constituer une famille.

« Quelle est sa femme? l'Eglise? Quelle est sa famille? l'humanité? Quels sont ses enfants? les pauvres. Qui les aimera, les pauvres; qui les aimera plus que son sang, plus que sa vie, plus que son âme, si ce n'est le prêtre? Si le cœur du prêtre pouvait porter et contenir à la fois un fils et les pauvres, alors pourquoi lui avoir interdit le mariage? Mais la religion, par une inspiration sublime de sa charité, prend le prêtre par la main, et dit : Voici votre père. pauvres qui n'avez ni pères, ni mères, ni frères, ni sœurs, ni famille; voici votre consolateur, affligés qui êtes sans consolation; voici votre époux, Eglise de Dieu, votre époux qui doit vous fêter jour et nuit, enseigner vos dogmes, organiser vos pompes et distribuer vos sacrements.

« Comment veut-on faire entrer dans la maison et le cœur du prêtre, avec l'*adoption* d'un fils ou d'une fille, les soucis de l'ambition, l'orgueil du rang, l'amour du lucre, l'esprit d'épargne, les plaisirs et les affaires?

« S'il adopte et s'il n'amasse point pour son fils, il manque à ses devoirs prévoyants de père; s'il adopte et s'il amasse pour soi, pour son fils, pour ses petits-enfants, il manque à ses devoirs aumôniers de prêtre.

« Le prêtre, en un mot, sous quelque point de vue qu'on l'envi-

sage, prêtre ancien ou prêtre nouveau, prêtre fidèle ou prêtre apostat, prêtre vertueux ou prêtre criminel, prêtre avec charge d'âmes ou sans charge d'âmes, mais prêtre toujours, prêtre imprimé sur le front par le saint toucher du pontife, et en son âme par le sceau vivant de la foi, ne peut devenir naturellement ni adoptivement, père et chef de famille.

« Nous traitons ici la question à la fois pour le prêtre et pour le juge ; car, si l'*adoption* n'est qu'un écoulement du mariage, l'empêchement canonique du mariage est une loi que, d'après son serment, le prêtre est tenu de suivre, et que, d'après le concordat, le juge est tenu d'appliquer.

« Il ne faut donc pas, dans la haute sphère de juridiction où la question vient de monter, se cramponner, comme en première instance, aux circonstances extérieures et singulières d'un fait transitoire ; il ne faut pas se loger étroitement dans les cases d'une distinction ; il ne faut pas dire que les espèces se jugent d'après les espèces, et qu'on ne s'embarrasse pas des conséquences. Le public, lui, plus logicien que vous ne l'êtes, s'en embarrassera beaucoup ; il détachera ici le droit du fait ; il n'apercevra ici que l'*adoption* permise aux prêtres, aux prêtres en thèse générale, et non par circonstance, aux prêtres de toutes les dates et non d'une seule date. Et pourquoi les prêtres de juin 1844 n'adopteraient-ils pas aussi bien que les prêtres de juin 1793 ? Que signifie cette distinction arbitraire ? où est-elle écrite ? qu'est-ce qui la justifie ? qui oblige-t-elle ? Pourquoi les prêtres n'adopteraient-ils pas non plus des enfants naturels, à l'exemple des laïques, qui ne se servent d'une si complaisante loi que pour cela ! N'est-ce pas, d'ailleurs, une fausse *adoption*, une *adoption* imparfaite, que celle d'un célibataire ? Ne transporte-t-on pas ainsi la fiction dans la fiction ? Si le prêtre peut adopter un garçon, il peut adopter une fille, une fille de vingt-et-un ans, qui vivra avec lui, côte à côte, sous le même toit, et presque sur ses genoux, et ce ne sera seulement qu'un peu plus scandaleux que le mariage. Le public ne verra bientôt plus dans l'adopté que le fils d'un prêtre, la fille d'un prêtre. L'adopté l'appellera mon père, l'adoptée l'appellera mon père. Le prêtre adoptant aura un fils, il aura une fille, il aura des petits-enfants. De là au mariage du prêtre combien de pas y a-t-il à faire ? je le demande.

« La Cour de cassation, personne d'une si grande sagesse, gardienne austère et prude de la religion, de la discipline et des mœurs, ne voudra point porter atteinte aux règles sacramentelles de l'Eglise ; elle ne permettra pas que le souffle des passions ternisse l'éclat de la chasteté catholique ; elle craindra que le désordre des sens ne s'introduise dans le foyer du presbytère, sous des causes simulées d'*adoption* ; que ces *adoptions*, une fois souffertes, ne se multiplient

avec le relâchement de la foi, et ne se substituent frauduleusement aux mariages prohibés ; que le célibat virginal et perpétuel du prêtre, qui fait la force et le prestige du catholicisme, en assurant le secret de la confession et le service exact des autels, ne soit d'abord altéré par l'*adoption*, pour être ensuite corrompu et dissous par le mariage ; qu'il n'y ait qu'un pas de l'un à l'autre, et des indiscrétions du père aux confidences de l'époux. Elle sait que l'*adoption*, telle qu'elle est constituée par le Code civil, n'a eu originairement pour but que de perpétuer, dans l'aristocratie des grands et des rois, les rangs et les fortunes, et que le prêtre catholique, célibataire indélébile et perpétuel, ne peut s'employer à ces deux fins; que sa mission, en effet, n'est pas de continuer les races par la filiation naturelle ou adoptive, ni de transmettre la fortune par la thésaurisation des capitaux, des maisons et des terres ; que si ses mains, à la fin d'une carrière d'abnégation et de charité, ne se sont pas toutes vidées dans les mains des pauvres, et qu'il lui reste encore quelques parcelles d'or entre les doigts, il n'a pas besoin, pour en disposer comme il lui plaira, de violer les règles de la discipline catholique qu'il a fait vœu d'observer, puisque le Code civil lui laisse la faculté d'épuiser collatéralement, par donation ou par testament, la totalité de ses biens.

« Le prêtre est comme le roi, dans nos sociétés catholiques, un personnage exceptionnel ; tous deux vivent d'une vie consacrée, sous une législation à part. Encore faut-il dire que, si le sceau de la royauté peut s'effacer sur le front des rois, le sceau de l'Ordre ne peut s'effacer sur le front du prêtre. Il y a entre eux la différence de ce qui est terrestre à ce qui est divin, de ce qui est passager à ce qui est éternel. »

On ne peut assurément rien dire de plus logique ni de plus sensé pour prouver qus le prêtre n'est pas plus capable d'adopter que de contracter mariage. Mais ces raisons, si fortes et si concluantes, n'ont point convaincu M. l'abbé Prompsault, qui trouve étrange que nous ayons pu dire dans notre *Cours de droit canon*, « que l'*adoption* est « interdite aux prêtres, comme étant essentiellement contraire à « l'esprit du sacerdoce. » Il pense différemment. « A propos de quoi, dit-il (1), MM. Delvincourt, Duranton et Dalloz viennent-ils faire dépendre du mariage une disposition que le législateur a voulu en rendre indépendante ?.. Les incapacités ne s'établissent pas par présomption. Il faut qu'elles soient créées par la loi, parce qu'elles constituent une dérogation au droit commun... Jusque-là les prêtres pourront, tout comme les autres citoyens, user de la faculté d'adopter un enfant, en se conformant aux règles données par le

(1) *Dictionnaire raisonné*, tom. Ier, *pag.* 159.

Code civil. » Nous espérons, nous, que jamais les tribunaux français ne sanctionneront une doctrine aussi scandaleuse, et qu'ils ne reconnaîtront pas plus au prêtre la faculté d'adopter, qu'ils ne lui reconnaissent la faculté de se marier. L'une est la conséquence naturelle et logique de l'autre (1).

M. de Chabrol-Chaméane pense aussi comme M. Prompsault, que les prêtres peuvent adopter. Mais au moins il tire cette conclusion du mariage du prêtre, qu'il suppose civilement valide. « Plusieurs auteurs, dit-il (2), refusent aux ministres du culte catholique le droit d'adopter, par la raison que la fiction doit être interdite à ceux auxquels la réalité l'est également. Cette opinion, ajoute-t-il, nous paraît peu conforme aux principes rigoureux du droit civil, qui ne reconnaît pas les engagements religieux. Les rites de l'Eglise peuvent proscrire le mariage des prêtres, mais ce n'est là qu'une contravention aux canons. Le mariage civil et ses effets n'en subsistent pas moins; et là où il y a mariage il y a légitimité des enfants issus de ce mariage, et, par conséquent, faculté d'adopter. »

S'il était vrai, comme le prétend M. de Chabrol, que *les principes rigoureux du droit civil ne reconnussent pas les engagements religieux,* c'est-à-dire les ordres sacrés, comme un empêchement dirimant au mariage, il serait conséquent avec lui-même en concluant que le prêtre peut adopter. Mais il est évident, pour quiconque ne veut pas se faire illusion, que les *principes rigoureux du droit civil,* c'est-à-dire la Constitution, en cela conforme aux Chartes précédentes, accordent *protection* au culte catholique, comme aux autres cultes reconnus par l'Etat, et que, conséquemment, cette Constitution serait la plus amère dérision si elle laissait le prêtre libre de se marier, car le célibat ecclésiastique est une des lois de discipline les plus fondamentales du culte catholique. Or, si les lois fondamentales de la discipline de l'Eglise, qui sont bien autre chose que de simples *rites*, proscrivent le mariage du prêtre, la Constitution, comme les anciennes Chartes, garantissant *protection* au culte catholique, doit également proscrire cette union sacrilége, qui porterait infailliblement une atteinte grave à la religion catholique. Les *principes rigoureux du droit civil* demandent donc que les ordres sacrés soient un empêchement dirimant au mariage du prêtre. Or, s'il en est ainsi, comme l'a reconnu la Cour de cassation, nous conclurons contre M. de Chabrol, que là où il n'y a pas mariage, il ne peut y avoir légitimité des enfants issus de cette union, et, par conséquent, faculté d'adopter. (*Voyez* MARIAGE.)

(1) C'est ce que nous disions dans notre première édition, mais la Cour de cassation, comme on le voit ci-dessous, a décidé le contraire.

(2) *Dictionnaire de législation usuelle.*

En 1842, à l'occasion d'une *adoption* d'enfants faite par un ancien vicaire de Saint-Etienne-du-Mont, qui, à l'époque du rétablissement du culte, n'avait pas repris l'exercice de ses fonctions, *adoption* dont la nullité fut poursuivie par ses héritiers naturels, M. Ferdinand Barrot soutint, dans l'intérêt de ceux-ci, que le caractère de prêtre ôtait au citoyen qui l'avait reçu la faculté d'adopter.

Plusieurs évêques avaient été consultés sur cette question. L'archevêque de Paris avait répondu que, bien qu'un pareil acte fût certainement opposé à l'esprit de l'Eglise, il était persuadé qu'aucune décision du droit canon ne pouvait le faire déclarer invalide (1).

L'évêque de Maroc (Mgr Guillon) pensa au contraire que les ecclésiastiques étaient réputés appartenir à la classe des eunuques, à qui toutes les législations, disait-il, ont interdit le droit d'adopter des enfants, parce qu'ils sont dans l'impuissance actuelle d'en avoir. Il ajoute ne pas se rappeler un seul exemple qui contredise cette jurisprudence dans la longue suite des annales ecclésiastiques (2).

L'évêque de Bayeux et celui du Mans répondirent dans le même sens.

La cour royale de Paris, se renfermant dans les faits de la cause, et considérant que l'adoptant avait cessé les fonctions ecclésiastiques et ne les avait plus reprises ; que ni dans sa demande, ni dans les actes de la procédure, ni dans les jugements et arrêts qui avaient admis l'*adoption*, il n'avait pris sa qualité de prêtre, jugea qu'il n'y avait pas lieu de prononcer l'annulation de l'*adoption*.

On peut s'étonner que l'arrêt de la Cour royale de Paris du 19 juillet 1842 soit basé sur le motif *que le prêtre pouvait adopter, parce qu'il avait cessé l'exercice du sacerdoce*. C'était le plus mauvais moyen que l'on pût donner pour refuser le droit d'*adoption*. Car s'il suffisait de renoncer à sa qualité de prêtre pour se délier de ses obligations, il serait facile de violer tous les devoirs pris envers la société et envers l'Etat. Aussi ce motif n'a-t-il pas été reproduit dans l'arrêt de la cour de cassation du 26 novembre 1844, rendu sur la même question, dans l'affaire Houel. La Cour a posé les principes en ces termes :

« Attendu qu'on ne trouve, soit dans le Code civil, soit dans les « lois organiques du concordat, soit dans les canons de l'Eglise, qui, « reçus dans tout le royaume, ont force de loi, aucune disposition qui « défende au prêtre catholique l'*adoption*, et le prive ainsi du droit « que tout citoyen tient de la loi, lorsque d'ailleurs il réunit toutes « les conditions voulues en pareil cas. Attendu que par le dispositif « de son arrêt, la Cour royale s'est conformée aux principes, « rejette, etc. »

(1) *Lettre de M. Ravinet du 2 juin 1841.*
(2) *Lettre du 7 janvier 1841.*

M. Gaudry, qui est d'une opinion contraire à la nôtre, pense que, si l'*adoption* n'est pas défendue, elle est au moins dangereuse. « Si, dit-il (1), l'on ne consultait que les intérêts de la religion et de la morale, la négative ne ferait pas un doute. Le prêtre ne doit pas avoir d'autre famille que les fidèles et les pauvres ; s'il pouvait avoir des enfants par *adoption*, il n'y aurait plus à espérer, pour la société, le dévouement et la charité du sacerdoce. A ces obligations sacrées seraient substituées les obligations de la famille. Les mauvaises mœurs du prêtre auraient d'ailleurs un encouragement : il adoptera des enfants qui seront le fruit de ses désordres ; on peut même craindre que, sous le voile de l'*adoption*, il ne rapproche de lui des personnes avec lesquelles la vie commune ne serait pas sans danger. Le secret de la confession ne devient-il pas moins assuré dans les effusions intimes de la famille ? Ainsi toutes les considérations de morale et de religion s'élèvent contre l'*adoption* par le prêtre. Mais des considérations de cette nature ne suffisent pas à la solution d'une question de droit civil sous le rapport de la légalité ; on a fait un seul raisonnement contre l'*adoption*, c'est que l'*adoption imitait la nature* (2), et avait pour objet de donner des enfants à celui qui aurait pu en *avoir par un mariage légitime*. Mais si ce principe a été le fondement de l'*adoption* dans son origine, où le trouver dans nos lois nouvelles. Le Code Napoléon consacre un titre entier à l'*doption*, et à règler ses conditions (*art.* 343 à 352) ; il n'y a pas un seul mot d'où l'on puisse induire que l'*adoption* est permise seulement à ceux qui pourraient avoir des enfants légitimes. Aucune disposition de loi civile ne refuse au prêtre la faculté d'adopter ; aucune loi canonique ne lui défend l'*adoption*. Cette prohibition n'est donc pas au nombre de celles imposées au prêtre par le sacerdoce ; et il n'est pas permis de suppléer à ce silence de la loi. Nous restons ainsi sur cette question, en présence d'inconvénients graves, mais aussi en présence d'un droit général non modifié à l'égard des prêtres, et tout en regrettant la possibilité de l'*adoption*, nous sommes forcé ne décider qu'elle n'est pas défendue. »

ADULTES.

Les *adultes* au-dessus de dix-huit ans ne peuvent être reçus que dans les écoles communales établies à cet effet. (*Voyez* ECOLES D'ADULTES.)

AFFAIRES PROFANES.

D'après l'article 53 de la loi du 18 germinal an X, il est défendu

(1) *Traité de la législation des cultes. tome* II, *pag.* 53.
(2) L. Ier, tome V, *De adoptione, Caii — Inst.*

de faire au prône aucune publication d'*affaires profanes* ou étrangères au culte. (*Voyez* PUBLICATION, PRÔNE.)

AFFICHES.

On appelle *affiche* un placard apposé dans un lieu public pour faire connaître une chose quelconque à tout le monde.

La loi du 10 décembre 1830 a prohibé toute publication politique au moyen d'*affiches* ou de placards. Mais, à l'exception de cette restriction, le droit d'afficher est demeuré illimité et absolu, sauf les conditions de police auxquelles l'exercice a été soumis. (1). Nous examinerons dans cet article 1° si le maire peut faire apposer des *affiches* sur les murs ou les portes de l'église, sans l'assentiment du conseil de fabrique ; 2° si les simples particuliers ont ce même pouvoir, ou si, ne l'ayant pas, les marguilliers peuvent faire enlever les *affiches*; 3° nous parlerons des *affiches* d'adjudications concernant les fabriques.

§ I. Affiches *sur les portes de l'église apposées par autorité municipale.*

Pour connaître les droits du maire sur l'apposition des *affiches* et savoir si un conseil de fabrique peut légalement s'opposer à ce qu'on placarde les murs extérieurs ou les portes de l'église, nous rapporterons ici quelques actes législatifs relatifs au droit d'*affiches* qu'il est bon de connaître, soit pour s'opposer aux *affiches* qui ne seraient pas faites par l'autorité compétente, ou pour réclamer, au besoin, contre celles qui, étant légales, auraient des inconvénients.

La loi du 18-22 mai 1791 porte :

« Art. 11. Dans les villes et dans chaque municipalité, il sera, par les officiers municipaux, désigné des lieux exclusivement destinés à recevoir les *affiches* des lois et des actes de l'autorité publique. Aucun citoyen ne pourra faire des *affiches* particulières dans lesdits lieux, sous peine d'une amende de cent livres, dont la condamnation sera prononcée par voie de police.

« Art. 13. Aucun citoyen et aucune réunion de citoyens ne pourront rien afficher sous le titre d'arrêtés, de délibérations, ni sous toute autre forme obligatoire et impérative.

« Art. 14. Aucune *affiche* ne pourra être faite sous un nom collectif; tous les citoyens qui auront coopéré à une *affiche* seront tenus de la signer.

(1) La profession d'afficheur est soumise à une autorisation préalable de l'autorité municipale. (*Lois des* 10 *déc.* 1830 *et* 16 *février* 1834.)

« ART. 15. La contravention aux deux articles précédents sera punie d'une amende de cent livres, laquelle ne pourra être modérée, et dont la condamnation sera prononcée par voie de police. »

La loi du 22-28 juillet 1791 ajouta à ces dispositions que les *affiches* des actes émanés de l'autorité publique seraient seules imprimées sur papier blanc ordinaire, et que celles faites par des particuliers ne pourraient l'être que sur papier de couleur, sous peine de l'amende ordinaire de police municipale. Cette prohibition fut confirmée et maintenue par la loi du 28 avril 1816, art. 65 ; la loi du 25 mars 1817, art. 77, et la loi du 15 mai 1818, art. 76

Divers actes législatifs avaient soumis les *affiches* des particuliers à la formalité du timbre ; mais les *affiches* émanées de l'autorité n'y furent point assujetties.

Lorsqu'en 1830, il fut défendu d'afficher aucun écrit ayant trait à la politique, on eut soin d'excepter de cette mesure les actes officiels de l'autorité. L'article 1^er^ de la loi du 10 décembre 1830 porte : « Aucun écrit, soit à la main, soit imprimé, gravé ou lithographié, contenant des nouvelles politiques, ou traitant d'objets politiques, ne pourra être affiché ou placardé dans les rues, places ou autres lieux publics.

« Sont exceptés de la présente disposition les actes de l'autorité publique. »

Enfin, d'après une disposition nouvelle introduite par la loi du 28 avril 1832, l'article 479, § 9 du Code pénal, prononce une amende de 11 à 15 francs inclusivement, contre ceux qui ont méchamment enlevé ou déchiré les *affiches* apposées par ordre de l'administration.

Tel est le résumé exact de la législation qui régit cette matière.

Il résulte de la combinaison de ces divers textes que, dans chaque commune, le maire est en droit de désigner un lieu où seront apposées toutes les *affiches* qui sont d'un intérêt public, et qui émanent, soit du gouvernement, soit des administrations. Mais pour que l'apposition de ces *affiches* soit légale, pour que leur conservation soit garantie et protégée par la loi pénale, il faut que le maire ait d'abord fait choix du lieu où il veut les placer, et qu'il ait fait connaître son intention à cet égard par un arrêté régulièrement pris et publié.

Si donc le maire, par un arrêté municipal, publié et notifié officiellement à la fabrique, avait fait choix, pour lieu d'affichage, des murs extérieurs ou des portes de l'église, pour les actes émanant de l'autorité, le conseil de fabrique ne pourrait légalement y mettre obstacle, et il devrait respecter les *affiches* et la décision municipale qui en a déterminé le lieu d'apposition. Cependant si l'arrêté du maire paraissait devoir entraîner quelques inconvénients, qu'il im-

porterait de faire cesser, par exemple, si les *affiches* étaient contraires à la religion et aux bonnes mœurs, ou bien si elles donnaient lieu à des causeries propres à troubler l'office divin, le conseil de fabrique pourrait s'adresser au maire pour l'inviter à rapporter sa décision ; ou bien il se pourvoirait, par voie de pétition, soit au préfet, soit ultérieurement auprès du ministre de l'intérieur, ou du ministre des cultes, ou enfin du conseil d'Etat, pour en demander la réformation.

« Il serait mieux encore, dit Mgr Affre (1), pour ce cas comme pour tous ceux où l'on doit réclamer quelque mesure répressive, qu'après les représentations faites au maire, le curé s'adressât à l'évêque de préférence au préfet. C'est à l'évêque à défendre les justes réclamations de son clergé. Il peut les faire valoir avec plus d'autorité, et par conséquent d'une manière plus efficace. Cette marche est d'ailleurs conforme au vœu de l'administration civile, et plus encore à l'esprit de l'Eglise. »

Si, au contraire, un maire voulait, sans avoir préalablement rendu aucun arrêté, faire apposer des *affiches* sur les murs extérieurs ou sur les portes de l'église, le conseil de fabrique de cette église, ou les marguilliers, seraient fondés à s'y opposer, et même à faire enlever les *affiches*. Tel est le sentiment du *Journal des conseils de fabriques* que nous adoptons pleinement et entièrement.

Comme les discussions et les conversations bruyantes, auxquelles donnent souvent lieu les *affiches* aux portes de nos églises, sont contraires à la décence et au respect qui sont dus à la maison de Dieu, l'autorité doit s'abstenir de faire placer les *affiches* sur les murs ou sur les portes des édifices consacrés au culte, toutes les fois qu'il existe un autre lieu où elles peuvent être apposées d'une manière à peu près aussi favorable à leur publicité. C'est ce qui a lieu dans un grand nombre de localités, où ces *affiches* sont placées, soit sur les marchés, les places publiques, la porte des cimetières, ou terrains vagues qui entourent les églises, soit, ce qui est encore mieux, sur des piliers consacrés à cet usage, sur les maisons d'écoles, ou sur la porte de la mairie.

On pourrait cependant encore afficher auprès de l'église, si l'on craignait que nulle part ailleurs les *affiches* n'eussent la même publicité. Mais, dans ce cas, la fabrique ou les marguilliers devraient demander au maire de prendre au moins toutes les précautions convenables pour éviter les dégradations qui résultent ordinairement de cette apposition. Dans ce dessein, on a coutume de placer un tableau ou cadre en bois sur lequel on colle les *affiches*, et on l'éloigne suffisamment de l'entrée de l'église, pour laisser la circu-

(1) *Traité de l'adm. temp. des paroisses, page* 471, 5e *édit.*

lation libre et écarter tout tumulte ou conversation propre à troubler l'office divin.

Le ministre des cultes, dans une lettre en date du mois d'octobre 1849, blâme et condamne l'abus introduit dans certaines localités d'afficher sur les portes des églises, soit les actes de l'autorité publique, soit les annonces d'intérêt privé.

Il rappelle que, pour prévenir les inconvénients qui résultent de cet usage illégal, l'autorité s'oppose, dans plusieurs villes, et notamment à Paris, à ce qu'aucune *affiche* soit placardée sur les murs des églises. « Il est nécessaire, ajoute M. Lanjuinais, dans cette même lettre, que cette règle générale soit appliquée dans toutes les communes, lors même que des usages contraires s'y seraient établis. »

Que MM. les curés usent donc du droit qui existe en leur faveur, droit que reconnaît, que proclame le ministre, pour s'opposer, dans les formes voulues, aux actes de la nature de ceux que signale la lettre du ministre des cultes ; car ces actes sont une véritable atteinte à la destination religieuse des églises et ils entraînent avec eux de graves inconvénients pour l'exercice du culte.

Nous avons dit ci-dessus que le conseil de fabrique, et spécialement les marguilliers, sont en droit d'interdire aux particuliers d'apposer des *affiches* sur les portes et les murs extérieurs de l'église et même de les enlever et de les lacérer. Nous avons ajouté qu'ils peuvent en agir de même à l'égard des *affiches* apposées par ordre du maire, si celui-ci n'a préalablement rendu un arrêté municipal, publié et notifié à la fabrique, pour lui faire savoir qu'il a choisi pour lieu d'*affichage* les murs extérieurs et les portes de l'église. Mais que, dans le cas où il aurait pris cette mesure légale, quoique inconvenante, les marguilliers ne peuvent, de leur autorité privée, y mettre légalement obstacle, qu'il faut inviter le maire à rapporter sa décision, et que, s'il ne le veut pas, il faut recourir, par voie de pétition, soit au préfet, soit ultérieurement auprès du ministre de l'intérieur ou du ministre des cultes, soit enfin au conseil d'Etat, pour demander la réformation d'un tel désordre. Il serait encore mieux, disons-nous, suivant le sage conseil de Mgr Affre, qu'après les représentations faites aux maires, le curé s'adressât à l'évêque de préférence au préfet. Il est donc bien évident que nous sommes loin d'approuver que l'on appose des *affiches* sur les murs extérieurs et les portes de nos églises, mais que nous ne voulons pas exposer les ecclésiastiques à de graves désagréments par des conseils imprudents. Nous sommes donc heureux que la décision ministérielle vienne mettre fin à ce que nous regardions comme un véritable désordre. Quoiqu'il en soit, le *Dictionnaire raisonné de droit et de jurisprudence civile ecclésiastique* s'exprime ainsi à notre égard :

« De ce que, dans les villes et chaque municipalité, les officiers municipaux doivent désigner les lieux *exclusivement* destinés à recevoir les *affiches* des lois et des actes de l'autorité publique, etc., M. l'abbé André, sans doute d'après l'abbé Dieulin (1), et le *Journal des fabriques*, conclut que si le maire, par un arrêté municipal, publié et notifié officiellement à la fabrique, avait fait choix, pour lieu d'*affichage* des murs extérieurs ou des portes de l'église pour les actes émanant de l'autorité, le conseil de fabrique ne pourrait légalement y mettre obstacle et devrait respecter les *affiches* et la décision municipale qui en a déterminé le lieu d'apposition.

« Ainsi, ajoute-t-il, quand la fantaisie en prendra au maire du premier arrondissement, nous aurons la satisfaction de voir ses arrêtés placardés sur les sculptures de la porte de l'église de la Madeleine, à Paris. Avant toute espèce de discussion, nous voudrions bien savoir pourquoi on excepte les murs intérieurs (2) de l'église, lorsque la loi du 18-22 mai et les lois subséquentes ne font aucune exception. »

On comprendrait difficilement qu'un auteur pût pousser si loin la plaisanterie, si nous n'en avions donné ici la preuve par cette citation. Mais ce n'est pas tout, continuons :

« Entendues comme on les entend, ajoute-t-il, les lois permettraient au maire d'assigner, pour recevoir les *affiches* tout espèce de lieux et d'édifices. Par conséquent, les édifices et lieux appartenant à des particuliers tout aussi bien que les autres, votre maison, comme celle de votre voisin, et, selon M. l'abbé André, votre porte comme la sienne et les volets de vos fenêtres comme les siens! Nous ne pensons pas que, même en 1791, on ait eu l'idée d'imposer une pareille servitude aux propriétés particulières. Mais si on l'eût, elle ne fut pas comprise, et la loi n'a jamais été exécutée en ce sens. Les droits de l'autorité sont limités aux rues, places et autres lieux publics de ce genre et ne pourront s'étendre au-delà tant qu'une loi n'aura pas expressément imposé à d'autres lieux l'obligation de subir cette servitude. Les portes de l'église sont assez souvent des objets d'art sur lesquels on ne pourrait rien placarder sans les dégrader. Il faut en dire autant des façades, qui sont la seule partie qui souvent pourrait être choisie pour afficher et qui serait toujours

(1) Oui, car M. l'abbé Dieulin dit à peu près la même chose que nous, tome Ier, p. 396, 3e édition, et p. 441, 5e édition.

(2) On n'en excepte pas même les *murs intérieurs*, car dans quelques localités, ce qu'ignorait peut-être M. Prompsault, les *affiches* de l'autorité telles que les publications de mariages, par exemple, sont placées dans le vestibule même des églises. L'abus en est encore moins tolérable, mais néanmoins il existe.

En aucun cas, on ne doit admettre dans l'intérieur des églises d'autres *affiches* que les mandements épiscopaux et les annonces des offices.

celle qu'on devrait préférer dans l'intérêt de l'*affiche*. Les lois qui défendent de dégrader les monuments publics et qui prononcent des peines contre ceux qui se rendent coupables de ce délit ont été faites pour les autorités municipales tout comme pour les simples particuliers. C'est aux fabriques à savoir s'en servir. Ne lui reconnaîtrait-on que la qualité de simple usufruitière, que cela suffirait pour qu'elle pût empêcher la commune de disposer à son gré des murs de l'église. A plus forte raison, les marguilliers doivent-ils empêcher les particuliers ou les administrations particulières, privées ou publiques, d'apposer *des affiches* sur les murs de l'église. »

Nous aurions voulu nous dispenser de citer ce trop long passage; nous ne le réfuterons pas; il se réfute assez de lui-même. Mais on y remarquera, comme nous, que l'auteur, qui certes, ne manque pas d'érudition, ne se doute guère de ce que sont les églises et les paroisses rurales, et qu'en tous cas, il n'est pas plus doué de prudence que d'expérience. Il serait donc sage de ne pas donner des conseils qui n'ont que trop souvent de fâcheux résultats pour ceux qui croient devoir les mettre en pratique.

Nous lisons dans un journal une consultation, signée de notre auteur, à l'occasion d'un jugement par lequel le juge de paix de Goderville condamna, le 18 février 1850, à 15 francs d'amende, le curé desservant de Tocqueville-Benarville, pour avoir arraché les *affiches* municipales apposées sur la porte de l'église. Voilà donc la conséquence des conseils imprudents et peu éclairés de l'auteur du *Dictionnaire raisonné*.

« Le juge de paix a dû supposer, dit-il, que le curé avait agi méchamment et même très-méchamment, puisqu'il lui a infligé l'amende la plus forte. Il a cru aussi que le maire de Tocqueville-Benarville avait le droit de désigner la porte de l'église pour être exclusivement destinée à recevoir les *affiches* municipales. Cette dernière erreur est, en effet, consignée dans plusieurs ouvrages de jurisprudence administrative. Nous l'avons combattue dans notre *Dictionnaire*, etc. »

Il semblerait, d'après ces paroles, que nous avons enseigné cette erreur, savoir, que *le maire a le droit de désigner la porte de l'église pour être exclusivement destinée à recevoir les affiches municipales*. Nous n'avons jamais rien dit de semblable, nous ne connaissons même aucun ouvrage de jurisprudence administrative où une telle *erreur soit consignée*. Nous avons enseigné et nous enseignons, d'après de graves et prudents jurisconsultes, et l'on voudra bien en faire ici la remarque, car ceci est tout différent de ce qu'on prétend nous faire dire, que le maire n'*a pas le droit* de choisir les portes ou murs extérieurs de l'église pour y *afficher* les actes de l'autorité civile, mais que quand, *à tort*, il a fait ce choix par un arrêté léga-

ment notifié au conseil de fabrique, ni le curé, ni les marguilliers peuvent, de leur *autorité privée*, sans se rendre coupables de épris envers l'autorité civile, déchirer (1) ou supprimer les *affi-es* légalement, quoique indûment apposées sur les portes de glise, qu'ils doivent alors s'opposer à cette inconvenance *dans les rmes voulues*, c'est-à-dire en recourant au préfet, au ministre, c., pour obliger le maire à faire choix d'un autre endroit.

M. l'abbé Prompsault prétend que si M. le curé de Tocqueville-narville se fût servi, auprès du juge de paix de Goderville, de la rculaire du ministre pour justifier sa conduite, il aurait mis ce agistrat dans la nécessité de le renvoyer des fins de la plainte ou le condamner contre droit et raison. Il se trompe, car, malgré la rculaire, ou plutôt la décision ministérielle, le juge de paix pou-ait condamner le curé, même *avec droit et raison*, pour s'être fait stice à lui-même, au lieu de recourir à l'autorité supérieure pour la faire rendre, ce qui lui eût été facile, appuyé de la décision mi-istérielle.

Au résumé, M. l'abbé Prompsault, par une de ces contradictions ui lui sont assez familières, finit par adopter notre sentiment qu'il tant combattu, car il conclut par ces mots : « Il aurait été *plus ident*, néanmoins, de prier le trésorier de faire un rapport au nseil pour que celui-ci eût à délibérer que le maire serait prié de ouloir bien choisir un autre lieu pour afficher. » (*Supplément au oniteur Catholique du* 31 *mars* 1850.)

Il faut convenir que, dans certaines localités où l'église est au entre de la paroisse et éloignée de toute habitation, il n'y a pas autre endroit propice à l'apposition des *affiches* pour que les abitants, qui viennent de leurs hameaux assister aux offices, puis-ent prendre connaissance des actes de l'autorité civile. Dans ce cas, n pourrait, comme l'ont fait certains maires, dresser, dans le voi-nage de l'église, un poteau sur lequel on attacherait le tableau estiné aux *affiches*, ou élever un mur du cimetière, quand ce qui st assez ordinaire dans les campagnes, il enceint l'église.

Nous avons sans doute beaucoup trop insisté sur ce point ; mais ous tenons à dire à MM. les curés que nous leur conseillerons ujours de s'opposer avec force, courage, vigueur, énergie, persé-érance, à tous les empiétements de l'autorité civile, ainsi qu'à tous es actes d'inconvenance qu'elle pourrait se permettre, comme dans e cas présent, mais en même temps d'agir avec toute la prudence, a douceur, la réserve et la circonspection possible, afin de ne pas attirer mal à propos des désagréments, se compromettre, et, ce

(1) Le déchirement des *affiches* est puni de la peine de la réclusion, s'il s'agit des actes de l'autorité publique. (*Code pénal, art.* 439.)

qui est plus fâcheux encore, compromettre la religion sainte dont ils sont les ministres.

La circulaire suivante du 25 juin 1850, qui est fort importante, nous donne raison et termine la difficulté.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, contenant des instructions pour faire cesser l'abus des affiches apposées sur les murs et les portes des églises.*

« Paris, le 25 juin 1850.

« Monsieur le Préfet,

« Depuis quelque temps de nombreuses réclamations ont été adressées à l'administration des cultes contre l'usage, qui s'est introduit dans plusieurs communes, d'afficher les actes de l'autorité publique et même les annonces d'intérêt privé sur les portes ou les murs des églises. Déjà des instructions ont été transmises pour faire cesser cet abus dans les départements où il a été signalé; j'ai pensé qu'il était nécessaire de les réunir dans une seule circulaire et d'en prescrire partout l'exécution.

« En règle générale, les *affiches* ne doivent pas être apposées sur les murs et les portes des églises. Elles occasionnent des dégradations qu'il importe de prévenir dans l'intérêt des édifices religieux et des fabriques chargées de leur entretien; elles entravent la circulation, par les rassemblements et les attroupements de personnes qu'elles attirent; enfin, elles donnent lieu à des conversations bruyantes, à des discussions plus ou moins vives, qui troublent le prêtre et les fidèles dans l'exercice du culte. Il en résulte même quelquefois des désordres qui portent atteinte au principe de la liberté des cultes, que la Constitution garantit à tous les citoyens.

« Le moyen le plus sûr d'obvier à ces graves inconvénients, qui ont motivé les plaintes que j'ai reçues, c'est de ne plus permettre qu'à l'avenir les *affiches* soient placardées sur les murs et les portes des églises. On peut choisir soit la mairie, soit tout autre local disponible pour y afficher les actes de l'autorité publique. Dans les communes où il n'existe pas de bâtiment affecté à la mairie, s'il n'y a point un autre endroit plus favorable à la publicité, il sera facile d'élever à peu de frais, sur la place même de l'église, un poteau ou pilier sur lequel on placera un tableau destiné à recevoir les *affiches* (1).

« L'art. 11 de la loi du 18-22 mai 1791 confie au maire le soin de désigner les lieux où sont posées les *affiches* des lois et des actes de l'autorité publique. Cette désignation doit être faite par un arrêté régulièrement publié. Si, malgré vos avertissements, un maire de votre département persistait à indiquer l'église paroissiale, vous auriez droit, monsieur le préfet, de réformer l'arrêté qu'il aurait pris à cet effet; mais je ne doute pas que les autorités municipales reconnaîtront combien les communes sont intéressées à conserver intactes toutes les parties de leurs édifices religieux, et à maintenir le respect qui leur est dû à tant de titres.

« Toutefois, monsieur le préfet, la règle générale que je viens de vous rappeler n'est pas sans exception. Aux termes des art. 6, 15 et 21 de la loi du 3 mai 1841, les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique doivent être affichés à la principale porte de l'église. L'art. 6 du décret du 7 août 1848 prescrit en outre

(1) Il semblerait que le ministre a adopté, dans cette circulaire, tous les motifs que nous avons fait valoir dans notre première édition.

l'afficher sur la porte de l'église la liste des jurés pour chaque commune. Sans doute, dans ces deux cas, les dispositions formelles de la législation continueront d'être observées ; il est utile néanmoins d'en déterminer le mode d'exécution.

« Vous remarquerez d'abord que les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique et la liste des jurés ne peuvent être mis sur les murs des églises; ces documents doivent seulement être affichés sur la partie extérieure de la principale porte de l'église. Il conviendra d'y attacher un cadre ou tableau destiné à les recevoir, et placé de manière à ce que la circulation ne soit pas entravée.

« Je vous prie, monsieur le préfet, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour interdire l'apposition des *affiches*, hors les cas prévus par les lois précitées, sur les murs et les portes des églises de votre département.

« *Le ministre de l'instruction publique et des cultes*,

« DE PARIEU. »

§ II. AFFICHES *apposées par des particuliers sur les murs ou portes de l'église.*

Chaque citoyen a droit de placer en public une *affiche* qui concerne le commerce, l'industrie, l'agriculture, mais, il ne saurait, par l'exercice de cette faculté, léser les droits d'un tiers. L'apposition des *affiches* occasionne toujours une dégradation plus ou moins considérable selon le mode de cette apposition, aux murs ou aux portes sur lesquelles on le fait. Pour être en droit d'attacher une *affiche* sur le mur ou la porte d'un édifice, il faut donc en être propriétaire, ou en avoir obtenu la permission du propriétaire.

La gestion et la surveillance de l'église sont exclusivement confiées au conseil de fabrique ; c'est à la fabrique de pourvoir à ses réparations et à son entretien. Il est donc évident qu'aucun particulier n'a le droit, sans en avoir obtenu l'autorisation des fabriciens, d'apposer des *affiches* sur les murs ou sur les portes du temple; et si le conseil de fabrique ou les marguilliers jugent que des *affiches* fixées, surtout à l'aide de clous, détérioreront les murs ou les portes de l'église, il n'est pas douteux qu'ils ne soient en droit d'interdire aux particuliers d'en apposer de nouvelles, et de faire enlever ou lacérer celles déjà placées.

§ III. AFFICHES *des adjudications.*

Les fabriques doivent faire afficher, un mois à l'avance toutes les adjudications, quel qu'en soit l'objet par des placards indiquant le jour et les conditions auxquelles elles auront lieu, (*Voyez* ADJUDICATION.)

Les *affiches* sont apposées par les soins du trésorier aux lieux accoutumés de la localité.

Les fabriques ne peuvent faire apposer aucune *affiche* pour annoncer leurs adjudications ou des avis relatifs au service de leurs

établissements qu'avec l'autorisation des maires des communes dans lesquelles les appositions doivent être opérées. (*Lois du* 13 *novembre* 1791, — 13 *février* 1834.) Ces *affiches* doivent être dressées sur papier de couleur, comme nous l'avons dit ci-dessus, § I (*Lois du* 25 *mai* 1817, *art.* 77 ; *du* 15 *mai* 1818, *art.* 76), et timbrées avant l'impression. (*Loi du* 15 *mai* 1818, *art.* 76.) Le prix du timbre de la feuille d'impression est de 10 cent. ; celui de la demi-feuille de 5 cent. ; celui du quart de 2 centimes et demi ; enfin celui du demi-quart et des papiers des plus petites dimensions est d'un centime. (*Loi du* 28 *avril* 1816, *art.* 66.)

§ IV. *Modèles d'*AFFICHES *pour les adjudications.*

1° Pour les travaux de réparations à faire aux églises, voyez ADJUDICATION, p. 95 ;

2° Pour les locations de places et de bancs dans l'église, voyez BANCS ;

3° Pour les baux à ferme, voyez BAIL ;

4° Pour l'adjudication d'objets mobiliers, voyez ADJUDICATION, p. 99.

AFFINITÉ.

(VOYEZ ALLIANCE.)

AFFOUAGES.

On donne le nom d'*affouages* aux coupes de bois dont la destination est d'être partagée entre les habitants d'une commune. Le mot *affouage* vient de *focus*, *foyer ;* c'est le droit de couper du bois pour l'entretien de son foyer.

I. Le Code forestier, art. 105, statue que, « s'il n'y a titre ou usage contraire, le partage du bois d'*affouages* se fera par feu, c'est-à-dire par chef de famille ou de *maison* (1) ayant domicile réel et fixe dans la commune. »

Or, d'après la loi du 25 vendémiaire an II, il faut, pour acquérir ce domicile, le séjour d'un an dans une commune.

Aussi une lettre du ministre des finances, en date du 30 août 1810, décide-t-elle, conformément à la loi précitée, que le droit d'*affouage* ne peut s'acquérir que par le domicile réel pendant un an.

Conséquemment un curé n'a droit à une portion affouagère qu'a-

(1) Ce mot, dit M. l'abbé Dieulin, dans la 3e édition de son *Guide des curés*, a été ajouté dans les discussions sur ce Code forestier, pour ne pas exclure les ecclésiastiques du droit aux *affouages*.

près un an entier de résidence dans sa paroisse ; mais aussi il ne perd le droit à l'*affouage* qu'après une année d'absence.

II. Les tribunaux ordinaires sont seuls compétents, à l'exclusion de l'autorité administrative, pour décider si le droit d'*affouages* appartenant aux habitants d'une commune peut être modifié par des usages locaux ; par exemple, si l'usage local qui n'accorde qu'une demi-portion aux célibataires est obligatoire. (*Arrêt de la Cour de cassation, du 13 février 1844.*)

Le principe sur lequel est fondé cette solution a été consacré par de nombreuses décisions, notamment par arrêts du conseil d'Etat, des 7 janvier 1837 et 14 juillet 1838.

Mais la jurisprudence du conseil d'Etat est assez incertaine sur cette question. Un arrêt du 4 mai 1843 porte au contraire que « la question de savoir si un particulier qui réclame, comme habitant, sa part dans les *affouages* d'une commune, a réellement ou non cette qualité d'habitant de la commune, est de la compétence de l'autorité administrative, et non de celle des tribunaux ; il n'en est pas à cet égard comme des questions de propriété. »

Un autre arrêt du conseil d'Etat, du 7 décembre 1844, décide aussi, dans le même sens, que « c'est à l'administration, et non aux tribunaux, qu'il appartient de décider si les prétendants droits à l'*affouage* dans une commune remplissent les conditions d'aptitude spéciale exigée par la loi ou les règlements. »

On peut encore citer dans le sens de ces décisions un arrêt de la Cour royale de Besançon, du 1er février 1844, et deux arrêts du conseil d'Etat, des 23 mai et 16 décembre 1844, ces deux arrêts rendus dans deux espèces où le défaut prétendu d'aptitude était pris de ce que le particulier réclamant sa part dans l'*affouage*, n'était pas chef de famille ou de maison. Il serait bien à désirer, remarque avec raison le *Journal des conseils de fabriques*, que le conseil d'Etat posât enfin une règle plus précise, qui put servir à faire discerner ce qui différencie le fond du droit à l'*affouage* de l'aptitude à en réclamer l'exercice.

III. La loi du 18 juillet 1837 sur l'administration municipale porte, article 17 : « Les conseils municipaux règlent par leurs délibérations... les *affouages*, en se conformant aux lois forestières. »

Ce sont par conséquent les règlements particuliers de chaque commune qui régissent, après avoir été soumis à l'approbation du préfet, tout ce qui a rapport à la répartition des *affouages ;* on doit donc les consulter et s'en tenir aux dispositions qu'ils prescrivent.

C'est au conseil municipal qu'il appartient de proposer et de régler le mode de jouissance de l'*affouage*. Le préfet approuve, rejette ou modifie le règlement en conseil de préfecture. Mais il y a droit d'appel au conseil d'Etat.

IV. Personne n'a droit, dans le partage des portions affouagères, à des délivrances extraordinaires et privilégiées. Une lettre ministérielle du 21 décembre 1828, porte que les communes ne peuvent faire sur les *affouages* aucun prélèvement en faveur de la maison commune, des écoles, du curé, ou de l'instituteur. Cependant une décision du 26 mars 1830 déclare que les communes peuvent prélever, sur le produit de leurs coupes affouagères, le bois nécessaire au chauffage des établissements consacrés à un service communal, tels que mairies, écoles, corps-de-garde, etc.

Le droit, pour les habitants d'une commune, d'avoir du bois de construction, s'applique aussi à l'église, au presbytère et aux édifices communaux.

Si le conseil municipal ou le préfet refusait de faire droit à des habitants qui demandent d'être compris dans la répartition de l'*affouage* des biens communaux, les réclamants seraient fondés à intenter contre la commune une action devant les tribunaux. (*Ordonnance du 12 août 1829.*)

L'*affouage*, d'après l'art. 605 du Code forestier, appartient aux chefs de famille ou de maison ayant un domicile réel et fixe dans la commune. Ainsi, il ne suffit pas d'être habitant d'une commune pour avoir droit à l'*affouage*, il faut y avoir un domicile fixe ; c'est en un mot *au feu* que le droit en est dû.

Il résulte de la discussion de l'art. 105 du Code forestier aux chambres que, sous le nom de *feux*, on ne doit pas seulement entendre un ménage de gens mariés, mais encore un ménage célibataire; et il a été cité, comme exemple, qu'un curé ou desservant, ont droit comme tous les autres à l'*affouage*.

Nous avons dit ci-dessus que, d'après la loi du 25 vendémiaire an II, et une lettre du ministre des finances, en date du 30 août 1810, le droit d'*affouage* ne peut s'acquérir que par le domicile réel pendant un an.

M. Prompsault prétend que c'est à tort que le ministre des finances a décidé ainsi, et que nous avons eu tort nous-même, d'en conclure qu'un curé n'a droit à une portion *affouagère* qu'après un an entier de résidence dans sa paroisse.

Nous ne savons si c'est à tort qu'une telle décision ait été donnée, mais nous savons que la conclusion que nous en avons tirée est enseignée par les bons auteurs, notamment par M. l'abbé Dieulin, et qu'elle est suivie dans la pratique.

Dans plusieurs départements on exige, comme condition substantielle du droit à l'*affouage*, le payement de la contribution personnelle et mobilière, qui est le signe caractéristique du ménage. D'un autre côté un droit est payé par chaque habitant pour la portion *affouagère*, d'après le rôle de répartition arrêté par le conseil muni-

cipal et approuvé par le préfet qui le rend exécutoire. Or il nous paraît de toute justice qu'un curé qui, dans le cours de l'année, va habiter dans une autre paroisse, après avoir payé ses contributions personnelle, mobilière, et des portes et fenêtres, ainsi que sa quote-part pour la portion *affouagère* dans la paroisse qu'il quitte, puisse jouir de cette portion *affouagère* et en disposer. Du reste, si l'usage était établi dans le diocèse de partager l'*affouage* entre le prédécesseur et le successeur, comme il est d'usage de partager les fruits et revenus d'une cure ou succursale, on pourrait suivre cet usage. (*Voyez* PARTAGE.) Mais, sauf cet usage, nous croyons que notre décision est tout à fait rationnelle.

Les curés et desservants qui ont droit à l'*affouage* et aux autres usages établis dans les bois des communes dans lesquelles ils exercent leurs fonctions, sont soumis, comme nous l'avons dit, aux mêmes conditions de domicile que les autres habitants. Toutefois, dit le *Journal des communes* (1), le conseil municipal ne peut faire comprendre dans le rôle des ayant-droit à l'*affouage* de chacune des sections le curé ou desservant, afin de lui tenir lieu d'une indemnité en argent.

AGE.

§ I. AGE *pour les ordres sacrés et pour le mariage.*

La loi du 18 germinal an X (8 avril 1802), art. 26, défend aux évêques d'ordonner aucun ecclésiastique, s'il n'a atteint l'*âge* de vingt-cinq ans ; mais l'article 3 du décret du 28 février 1810 a rapporté cette disposition. L'article 4 du même décret ajoute :

« En conséquence, les évêques pourront ordonner tout ecclésiastique âgé de vingt-deux ans accomplis ; mais aucun ecclésiastique, ayant plus de vingt-deux ans et moins de vingt-cinq, ne pourra être admis dans les ordres sacrés, qu'après avoir justifié du consentement de ses parents, ainsi que cela est prescrit par les lois civiles pour le mariage des fils âgés de moins de vingt-cinq ans accomplis. »

L'usage d'ordonner les sous-diacres à vingt et un ans, conformément au droit canonique, a prévalu contre la disposition de cet article qui exige vingt-deux ans accomplis.

Voici les dispositions du Code civil relativement à l'*âge* prescrit pour le mariage, applicables à l'*âge* requis pour les ordres sacrés.

« ART. 148. Le fils qui n'a pas atteint l'*âge* de vingt-cinq ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'*âge* de vingt et un ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leur père et mère; en cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

(1) Tome XV, page 206.

« ART. 149. Si l'un des deux est mort ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

« ART. 150. Si le père et la mère sont morts, ou s'ils sont dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les aïeuls et aïeules les remplacent; s'il y a dissentiment entre l'aïeul et l'aïeule de la même ligne, il suffit du consentement de l'aïeul.

« S'il y a dissentiment entre les deux lignes, ce partage emportera consentement.

« ART. 151. Les enfants de famille ayant atteint la majorité fixée par l'article 148, sont tenus, avant de contracter mariage, de demander, par un acte respectueux et formel, le consentement de leur père et de leur mère; ou celui de leurs aïeules et aïeuls, lorsque leur père ou leur mère sont décédés, ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

« ART. 152. Depuis la majorité fixée par l'article 148 jusqu'à l'*âge* de trente ans accomplis pour les fils, et jusqu'à l'*âge* de vingt-cinq ans pour les filles, l'acte respectueux prescrit par l'article précédent, et sur lequel il n'y aurait pas de consentement au mariage, sera renouvelé deux autres fois, de mois en mois; et, un mois après le troisième acte, il pourra être passé outre à la célébration du mariage.

« ART. 153. Après l'*âge* de trente ans, il pourra être, à défaut de consentement sur un acte respectueux, passé outre, un mois après, à la célébration du mariage.

« ART. 154. L'acte respectueux sera notifié à celui ou à ceux des ascendants désignés en l'article 151, par deux notaires, ou par un notaire et deux témoins; et, dans le procès-verbal qui doit être dressé, il sera fait mention de la réponse.

« ART. 155. En cas d'absence de l'ascendant auquel eût dû être fait l'acte respectueux, il sera passé outre à la célébration du mariage, en représentant le jugement qui aurait été rendu pour déclarer l'absence, ou, à défaut de ce jugement, celui qui aurait ordonné l'enquête, ou, s'il n'y a point encore eu de jugement, un acte de notoriété délivré par le juge de paix du lieu où l'ascendant a eu son dernier domicile connu. Cet acte contiendra la déclaration de quatre témoins appelés d'office par ce juge de paix. »

Pour les dispenses d'*âge* relativement au mariage, voyez DISPENSE.

§ II. AGE *pour l'épiscopat.*

Le droit canonique prescrit l'*âge* de trente ans pour l'épiscopat; ce qui a été suivi par l'ordonnance d'Orléans, art. 1^er^; mais celle de Blois a fixé l'*âge* à vingt-sept ans commencés, ce qui est conforme au concordat de Léon X. Celui de 1801 ne fait pas mention de l'*âge*

auquel on peut être promu à l'épiscopat ; mais l'article 16 de la loi du 18 germinal an X a fixé cet *âge* en ces termes : « On ne pourra être nommé évêque avant l'*âge* de trente ans. »

§ III. AGE *pour la profession religieuse.*

L'article 8 du décret du 18 février 1809 porte à cet égard : « A l'*âge* de vingt et un ans, les novices pourront s'engager pour cinq ans ; ledit engagement devra être fait en présence de l'évêque (ou d'un ecclésiastique délégué par l'évêque) et de l'officier civil qui dressera l'acte, et le consignera sur un registre double, dont un exemplaire sera déposé entre les mains de la supérieure, et l'autre à la municipalité (et pour Paris, à la Préfecture de police.) »

Aux termes de l'article 7 : « Les élèves ou novices ne pourront contracter des vœux si elles n'ont seize ans accomplis. Les vœux des novices âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être que pour un an. Les novices seront tenues de présenter les consentements demandés pour contracter mariage, par les articles 148, 149, 150, 159 et 160 du Code civil. (*Voyez* VŒU.)

§ IV. AGE *pour être fabricien.*

(*Voyez* FABRICIEN, § I^er^.)

§ V. AGE *pour l'augmentation de traitement des desservants.*

(*Voyez* TRAITEMENT.)

§ VI. AGE *pour l'instruction publique.*

Il faut avoir vingt et un an accomplis pour exercer la profession d'instituteur primaire ou libre. (*Art.* 25 *de la loi du* 15 *mars* 1850.) La loi du 28 juin 1833 n'exigeait que dix-huit ans.

Les instituteurs-adjoints peuvent n'être âgés que de dix-huit ans. (*Voyez* INSTITUTEURS-ADJOINTS.)

L'*âge* requis pour ouvrir un pensionnat primaire est de vingt-cinq ans. (*Voyez* PENSIONNAT.) Il faut avoir le même *âge* pour ouvrir un établissement d'instruction secondaire. (*Voyez* INSTRUCTION SECONDAIRE.)

On ne peut recevoir dans les écoles d'adultes des élèves âgés de moins de dix-huit ans et dans les écoles d'apprentis, de moins de douze ans. (*Voyez* ÉCOLES D'ADULTES ET D'APPRENTIS.)

D'après une explication catégorique donnée dans la discussion de la loi du 15 mars 1850, sur la demande d'un représentant (M. Peupin), il est entendu que dorénavant il n'y aura aucune limite d'*âge* pour les enfants admis dans les écoles libres. Et comme M. Peupin

avait cité un règlement universitaire, M. Bage, au nom de la commission, s'est *empressé* de déclarer, le gouvernement y donnant son adhésion, que tous les arrêtés, statuts, réglements quelconques sur l'enseignement primaire et secondaire, rendus jusqu'à la présente loi, seraient complétement abrogés et mis à néant par elle; les autorités qu'elles constituent ayant le droit et le devoir de tout reprendre à nouveau.

On ne peut être admis à subir l'examen de capacité, pour l'instruction secondaire, avant l'*âge* ne vingt-cinq ans. (*Art.* 62.)

AGENT.

On appelle *agent* celui qui agit sous les ordres d'autrui, qui appartient soit à une administration, soit à un individu. Nous parlerons donc ici de diverses espèces d'*agents*.

§ I. Agent du gouvernement.

On appelle *agents du Gouvernement*, ceux qui, dépositaires d'une partie de son autorité, agissent directement en son nom, et font partie de la puissance publique.

Nous parlons ici des *agents du Gouvernement*, parce qu'il est important qu'on sache si l'on doit considérer comme tels les ministres du culte catholique, et si l'on ne peut en conséquence les poursuivre devant les tribunaux, sans une autorisation du conseil d'Etat.

Or, les ministres du culte catholique, bien qu'ils reçoivent un traitement de l'Etat, ne doivent pas pour cela être considérés comme fonctionnaires ou *agents du Gouvernement*. Ils peuvent par conséquent être poursuivis sans l'autorisation préalable du conseil d'Etat, à raison des faits commis dans l'exercice de leur ministère, quand ces faits ne rentrent pas dans les cas déterminés par les articles, 6, 7 et 8 de la loi du 18 germinal an X. L'article 75 de la Constitution de l'an VIII (13 décembre 1799) ne leur est point applicable. Cet article est ainsi conçu : « Les *agents du Gouvernement*, autres que les ministres, ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du conseil d'Etat; en ce cas, la poursuite a lieu devant les tribunaux ordinaires. » (*Voyez* FONCTIONNAIRE.)

« Le ministre du culte, dit M. Gaudry (1) est protégé par le gouvernement; mais qu'il soit son *agent*, il est impossible de le concevoir. L'*agent* a une *action* légale au nom de la loi civile : le ministre du culte n'a pas cette action. La loi, dit-on, le reconnaît, le protége, lui accorde même des faveurs; mais la loi protége les médecins, les

(1) *Traité de la législation des cultes, tome* Ier, *p.* 440,

avocats, leur donne un caractère légal ; il n'en résulte pas qu'ils soient *agents* du gouvernement. Le droit d'être reconnu, maintenu et protégé, ne peut être confondu avec le droit d'*agir* comme dépositaire du pouvoir public...

« D'ailleurs, n'est-ce pas dégrader la dignité du sacerdoce, que de voir, dans le prêtre, un *agent* de l'autorité ? L'*agent* agit par la volonté d'autrui. Ainsi, ce serait, comme *agent* de l'autorité que le prêtre enseignerait le dogme et la morale ! Non ; sa conscience n'a d'autre juge que Dieu, et d'autre but que les choses spirituelles ; il n'est donc l'*agent* d'aucune puissance temporelle. Il reçoit d'elle la protection, l'indépendance dont il a besoin, mais il n'agit ni par son influence ni pour son intérêt direct. »

Ces principes sont maintenant consacrés par une jurisprudence constante ; nous citerons notamment deux arrêts de la Cour de cassation du 25 juin et du 25 novembre 1831, et un arrêt du conseil d'Etat du 27 avril 1841.

Si les ecclésiastiques, revêtus de fonctions conférées ou confirmées par le gouvernement, ne peuvent pas être considérés comme des *agents*, à plus forte raison doit-on le décider pour les prêtres qui ne reçoivent pas leurs fonctions de la puissance laïque ; tels que les desservants, les vicaires, les aumôniers, etc.

Ne pourrait-on pas dire cependant, ajoute M. Gaudry, que certaines fonctions ecclésiatiques à la nomination de l'Etat et qui rentrent dans un cadre administratif, tels que les aumôniers de régiment, de la marine, etc., sont de véritables fonctions publiques? Nous ne le pensons pas. Si l'administration civile a une influence plus ou moins grande sur leur nomination, s'ils font partie d'un ensemble administratif, ils ne sont pas moins pasteurs des âmes, n'ayant d'autre juridiction que celle de la conscience ; et dès lors, ce que nous avons dit ci-dessus leur est applicable comme à tous les autres prêtres.

Quant aux ecclésiastiques sans fonctions légales, ils sont évidemment de simples citoyens. A la vérité, leur qualité de prêtre leur a fait accorder certaines immunités, telle que la dispense du service militaire, la protection publique dans l'exercice du culte ; mais ces prérogatives tiennent à la nécessité de faire respecter la religion, et ne constituent pas un *agent du gouvernement.*

§ II. Agents *des fabriques.*

Dans les grandes paroisses, dit M. Gaudry (1), il est impossible d'imposer à des fabriciens, choisis en général dans les positions

(1) *Traité de la législation des cultes,* tome III, page 274.

élevées de la société, des travaux de tenue d'écriture et de caisse, souvent très-importants. L'usage, dans ce cas, est de choisir un *agent* chargé de ces opérations. Cet *agent* est évidemment en dehors de la fabrique. Il ne peut à ce titre en faire partie. Il n'a droit par conséquent à aucune place de distinction dans l'église, privilége qui n'est accordé qu'aux fabriciens, et cet *agent* n'est qu'un salarié de la fabrique. Son salaire peut être mis à la charge du budget ; c'est une nécessité d'administration. Il n'agit que d'après les pouvoirs donnés par les membres de la fabrique dont il est appelé à faciliter les travaux. Ses pouvoirs doivent donc être restreints aux choses à l'égard desquelles le membre de la fabrique a compétence et autorité ; car un mandant, dit Voët (1), ne peut donner de pouvoir que dans les limites où il pourrait s'engager lui-même. Ainsi, il est alternativement le mandataire, ou du président, ou du trésorier, ou du secrétaire, pendant qu'il remplit les fonctions de ces dignitaires de la fabrique. Il ne pourrait donc pas se prévaloir d'une autorisation du président pour faire des actes que la loi a confiés au trésorier, ou d'une autorisation du trésorier pour des attributions du président. En un mot, son emploi n'a rien d'illégal ; mais son mandat se borne à accomplir les différentes parties des missions qui lui sont données par les membres de la fabrique, chacun suivant son droit.

§ III. Agent comptable.

L'*agent comptable* est celui qui a reçu de l'autorité publique le mandat de recevoir et de conserver.

Il est évident, d'après cette définition, que le trésorier de la fabrique ne peut être considéré comme un *agent comptable*. Il n'est ni nommé ni confirmé par l'autorité administrative ; c'est un membre du bureau que le bureau choisit dans son sein pour conserver ses fonds pendant une année, car tous les ans il doit être réélu, et, par conséquent, il peut changer tous les ans.

Il n'a jamais été astreint à prêter serment ; nous n'avons pas besoin de dire qu'il ne peut recevoir aucun traitement ; il n'a aucun titre public. Un trésorier de fabrique peut être un magistrat, un administrateur, un receveur des deniers du gouvernement, un militaire ; son intervention est toute de religion et de charité.

Ses comptes, à quelque somme qu'ils s'élèvent, sont complétement en dehors de la juridiction de la cour des comptes ; et les difficultés qui peuvent surgir sont de la compétence du tribunal civil. Il n'est donc pas un *agent comptable* dans le sens de l'article 2121 du Code

(1) *Ad Pandet et mandati*, n° V.

civil, et dès lors il n'est pas grevé de l'hypothèque légale au profit de la fabrique. (*Voyez* COMPTABLE, TRÉSORIER.)

§ IV. AGENTS-VOYERS.

Si une fabrique avait quelque motif de poursuivre des *agents-voyers*, elle le pourrait sans demander une autorisation préalable du conseil d'Etat ; ce ne sont pas des *agents* du Gouvernement, dans le sens de l'article 75 de la Constitution du 22 frimaire an VIII. (*Arrêt de la Cour de cassation du* 6 *septembre* 1845.)

§ V. AGENT DE CHANGE.

L'*agent de change* est un officier public préposé par la loi pour la négociation des effets publics et autres, cotés à la bourse.

Il y a des *agents de change* dans toutes les villes qui ont une bourse de commerce. Ils sont placés sous la surveillance du ministre des finances, de qui ils relèvent. Leurs attributions sont réglées par l'arrêté du 27 prairial an X.

C'est par l'entremise des *agents de change* que doivent être prises, par les fabriques, les communautés religieuses, ainsi que par les simples particuliers, les inscriptions de rentes sur l'Etat et que les transferts sont opérés. Mais en province, ces opérations se font en général par l'intermédiaire des receveurs particuliers ou généraux. (*Voyez* GRAND LIVRE.)

AGRÉMENT DU GOUVERNEMENT.

L'article 10 du concordat donne au gouvernement le droit d'*agréer* les curés nommés par les évêques. L'article organique 19 développe cette disposition en ces termes : « Les évêques nommeront et institueront les curés, néanmoins ils ne manifesteront leurs nominations et ne donneront l'institution canonique qu'après que cette nomination aura été *agréée* par le premier consul. » Ces dispositions sont une innovation. Anciennement les évêques nommaient leurs curés sans avoir besoin de l'*agrément* et de l'approbation du gouvernement ; aujourd'hui l'évêque a l'initiative, la nomination et l'institution canonique ; mais le gouvernement doit *agréer* et approuver le prêtre nommé.

Quelque temps après le concordat, l'Empereur voulut substituer à la simple approbation cette clause : *Nous avons nommé et reconnu*. C'était une violation positive de l'article 10 du concordat et de l'article 19 de la loi du 18 germinal an X ; aussi les évêques se hâtèrent de réclamer. Leurs réclamations ne furent pas alors écou-

tées. Mais depuis 1814, la forme légale de la simple approbation a été rétablie.

Il n'est pas besoin de faire remarquer que, jusqu'à l'approbation du gouvernement, le curé ne peut légalement entrer en fonctions, mais il pourrait, bien entendu, les exercer canoniquement et validement, car l'évêque seul peut donner la juridiction.

L'article 31 de la loi du 18 germinal an X, n'impose pas l'obligation de l'*agrément* et de l'autorisation du gouvernement pour les desservants ; suivant cet article, ils sont approuvés par l'évêque. Les vicaires sont, à plus forte raison, dispensés de cet *agrément* et de cette approbation. La faculté de nomination, sans *agrement* du gouvernement, tient à la moins grande influence des curés desservants et des vicaires dans les affaires générales de l'Etat.

L'article 11 du concordat avait autorisé les évêques à avoir un chapitre et un séminaire, sans imposer de conditions à cette autorisation. Mais les articles 23, 24 et 25 de la loi organique ont mis, sous ce rapport, de grandes entraves à l'indépendance des évêques. D'après l'article 23, les règlements des évêques, sur l'organisation des séminaires, doivent être soumis à l'approbation du gouvernement. Cette disposition est une innovation contre laquelle le saint-siége a protesté par les observations du cardinal Caprara, du 18 août 1803 (1).

L'article 25 de la loi organique veut que tous les ans les évêques envoient au ministre des cultes les noms des séminaristes qui se destinent à l'état ecclésiastique ; et l'article 26 ajoute : « Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement, et par lui agréé. »

Ces dispositions ont été critiquées et méritent de l'être, car il est certain qu'elles pourraient mettre des entraves à la vocation ecclésiastique ; elles sont du reste une violation de la liberté de conscience garantie par toutes les constitutions. Elles avaient pour principe la crainte que le clergé n'enlevât un trop grand nombre de jeunes gens à des professions civiles et militaires ; leur complète inutilité a rendu peu exigeant sur leur accomplissement. Seulement les évêques envoient chaque année, au ministère, les noms des jeunes gens atteints par la conscription, afin de les dispenser du service militaire. (*Voyez* SERVICE MILITAIRE.)

L'article 11 du concordat avait autorisé les évêques à avoir des chapitres dans leurs cathédrales sans aucune condition imposée à cette faculté. L'article 35 de la loi organique ajoutant à l'article 11 du concordat, leur enjoint « d'obtenir l'autorisation du gouver-

(1) Voyez cette protestation dans notre *Cours de droit canon*, au mot ARTICLES ORGANIQUES. TOME 1er, page 312, 3e édition.

nement, tant pour l'établissement lui-même, que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à le former. » L'évêque nomme les grands vicaires et les chanoines dont le nombre est déterminé par les lois. Seulement, la nomination des grands vicaires et des chanoines est soumise à l'*agrément* du gouvernement. (*Voyez* CHANOINE.)

AJOURNEMENT.

On appelle *ajournement*, en style de jurisprudence, l'exploit introductif d'un procès, lequel doit être notifié, à peine de nullité, à la requête du trésorier au nom de la fabrique, si celle-ci est demanderesse, c'est-à-dire si c'est elle qui engage le procès, et, dans le cas contraire, notifié, dans la personne de cet administrateur. C'est ce qui résulte clairement de la disposition de l'art. 79 du décret du 30 décembre 1809, ainsi conçu : « Les procès seront soutenus au nom de la fabrique, et les diligences faites à la requête du trésorier, qui donnera connaissance de ces procédures au bureau. »

L'*ajournement*, comme tout autre exploit notifié à une fabrique, dit Carré (1), est soumis aux formalités communes à tous les actes de cette nature, si ce n'est que l'original doit, aux termes de l'art. 1039 du Code de procédure civile, être visé par le trésorier, sans cependant que le défaut de ce visa emporte nullité, puisque l'art. 1030 ne prononce pas cette peine. On doit observer en outre que l'*ajournement* doit être donné à la fabrique sous cette dénomination collective : *suites et diligences de son trésorier*, à la personne ou au domicile de celui-ci.

Il convient d'énoncer les noms, profession et demeure de cet administrateur, sans cependant, à notre avis, ajoute Carré, que l'omission de cette énonciation pût être une cause d'annulation de l'exploit. Enfin, si l'*ajournement* est donné par la fabrique, on doit exprimer qu'il est donné à sa requête, *suites et diligences de tel, son trésorier*. Ici, l'énonciation des noms, profession et demeure, nous semblerait rigoureusement nécessaire. (*Voyez* PROCÈS.)

ALGÉRIE.

La ville d'*Alger* fut érigée en évêché suffragant d'Aix, par une bulle de Grégoire XVI et une ordonnance royale, en date du 25 août 1838. Nous avons rapporté ces deux documents dans notre *Cours de droit canon*. Nous ajouterons ici que le clergé de toute l'*Algérie* relevait, pour l'administration civile et temporelle, du ministre de

(1) *Traité du gouvernement des paroisses*, n° 533.

la guerre. La commission du pouvoir exécutif, décida, par arrêté du 18 juin 1848, que l'administration des cultes chrétien et israélite en *Algérie* serait remise au ministre des cultes. C'est en conséquence de cette décision que le président du pouvoir exécutif publia l'arrêté du 16 août 1848 que nous rapportons ci-dessous.

L'*Algérie* forme maintenant trois diocèses. Un décret du 13 janvier 1867 a érigé l'évêché d'*Alger* en métropole, et les villes de Constantine et d'Oran en évêchés. Nous rapportons ci-après ce décret. On a érigé dans chacun des deux nouveaux évêchés trois canonicats à 2,400 fr. Cette mesure, sans doute, n'est que provisoire.

Un règlement d'administration publique détermine les dispositions de la loi organique de l'enseignement du 15 mars 1850, qui seront applicables à l'*Algérie*. (*Voyez* INSTRUCTION PUBLIQUE.)

Le décret rapporté ci-après, du 30 septembre 1867, appelle l'archevêque d'Alger et les évêques de Constantine et d'Oran à faire partie du conseil supérieur de l'*Algérie*.

ARRÊTÉ *du chef du pouvoir exécutif du* 16 *août* 1848, *portant que l'administration des cultes en Algérie est remise au ministre de l'instruction publique et des cultes, et que les directeurs des affaires civiles exerceront, quant à l'administration et à la police des cultes chrétien et israélite, toutes les attributions déférées en France aux préfets.*

« Le président du conseil, chargé du pouvoir exécutif,

« Vu l'arrêté de la commission du pouvoir exécutif, en date du 18 juin dernier, portant que l'administration des cultes chrétien et israélite en *Algérie* sera remise au ministre de l'instruction publique et des cultes,

« Arrête :

« ART. 1er. L'administration des cultes chrétiens, tant catholique que réformé, et du culte israélite, est du ressort exclusif du ministre des cultes.

« Le culte musulman reste placé dans les attributions du ministre de la guerre.

« ART. 2. La législation relative à l'administration des cultes en *Algérie* est celle qui régit la métropole, sauf les modifications qui seront reconnues nécessaires et qui seront arrêtées de concert entre le ministre des cultes et celui de la guerre, chargé de l'administration générale du pays.

« Il y aura également concert préalable entre les deux ministres, toutes les fois qu'il s'agira de la création d'un établissement ecclésiastique et de l'introduction d'une communauté religieuse en *territoire mixte*.

« ART. 3. L'évêque, le pasteur président du consistoire central de l'église réformée et le grand rabbin du consistoire israélite, correspondront directement avec le ministre des cultes pour l'administration de leurs diocèse et consistoire.

« ART. 4. En territoire civil, les directeurs des affaires civiles exerceront, quant à l'administration et à la police des cultes chrétien et israélite, toutes les attributions déférées en France aux préfets.

« Ces fonctionnaires correspondront directement, pour les détails de service, avec le ministre des cultes.

« En territoire mixte, les mêmes attributions sont dévolues au général commandant la province.

« ART. 5. Les dépenses des cultes chrétien et israélite en *Algérie*, imputables sur les fonds généraux de l'Etat, seront réglées exclusivement par le ministre des cultes, qui en déterminera l'imputation sur les crédits rattachés à cet effet au budget des cultes.

« Le même ministre règlera également les dépenses des cultes, mises par les lois et ordonnances à la charge des communes et départements, en se concertant au préalable avec le ministre de la guerre.

« ART. 6. Le ministre de la guerre et le ministre des cultes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

« Le Général CAVAIGNAC. »

DÉCRET *du 13 janvier 1867, érigeant l'évêché d'*ALGER *en métropole, et lui donnant pour suffragants les évêchés de Constantine et d'Oran.*

« NAPOLÉON, etc.

« Sur la proposition de notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes ;

« Vu les lois de finances du 18 juillet 1866, relatives, l'une aux suppléments de crédits de cet exercice, l'autre à la fixation du budget de 1867, lesquelles portent ouverture et allocation au budget du ministère des cultes des crédits nécessaires pour l'érection de l'évêché d'*Alger* en archevêché, et la création de deux évêchés à Constantine et à Oran;

« Vu les bulles données à Rome le 25 juillet 1866, sur notre proposition, par Sa Sainteté le Pape Pie IX, et portant érection d'un archevêché à *Alger*, et d'évêchés à Constantine et à Oran ;

« Vu la dépêche de notre chargé d'affaires à Rome, en date du 20 novembre 1866, transmettant à notre ministre des affaires étrangères les explications de la cour de Rome sur les bulles précitées ;

« Vu le consentement donné le 25 août 1865, par Mgr l'archevêque d'Aix, à ce que l'évêché d'*Alger* soit distrait de la province dont il est métropolitain ;

« Vu l'article 1er de la loi du 18 germinal an X ;

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. L'église épiscopale d'*Alger* est érigée en métropole. Elle aura pour suffragantes les églises épiscopales de Constantine et d'Oran, érigées par les art. 2 et 3 du présent décret.

« ART. 2. La province de Constantine formera, à l'avenir, un diocèse suffragant de la métropole d'*Alger*.

« Le siége épiscopal sera établi à Constantine.

« ART. 3. La province d'Oran formera, à l'avenir, un diocèse suffragant de la métropole d'*Alger*.

« Le siége épiscopal sera établi à Oran.

« ART. 4. Les trois bulles délivrées à Rome, sur notre proposition, par Sa Sainteté le Pape Pie IX, le 8 des calendes d'août (25 juillet) de l'année de l'Incarnation 1866, portant érection canonique de l'archevêché d'*Alger*, et des évêchés de Constantine et d'Oran comme suffragants de ce siége, sont reçues et seront publiées dans l'empire en la forme ordinaire.

« ART. 5. Lesdites bulles d'érection sont reçues sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elles renferment, et qui sont ou pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de l'empire, aux franchises, libertés ou maximes de l'Eglise gallicane.

« ART. 6. Lesdites bulles seront transcrites en latin et en français sur les registres de notre conseil d'Etat; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire général du conseil.

« ART. 7. Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois.* »

DÉCRET IMPÉRIAL *du* 30 *septembre* 1867, *appelant l'archevêque* d'ALGER *et les évêques de Constantine et d'Oran à faire partie du conseil supérieur* de l'ALGÉRIE.

« NAPOLÉON, etc.

« Vu l'article 12 de notre-décret du 10 décembre 1860, qui institue un conseil supérieur de l'*Algérie* et désigne l'évêque d'*Alger* pour en faire partie;

« Vu notre décret du 9 janvier 1867, qui érige l'église épiscopale d'*Alger* en métropole et deux évêchés à Constantine et à Oran;

« Sur la proposition de notre ministre d'Etat, avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. L'archevêque d'*Alger* et les évêques de Constantine et d'Oran font partie du conseil supérieur de l'*Algérie*.

« ART. 2. Notre ministre d'Etat et notre ministre de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret. »

ALIÉNATION.

Par *aliénation*, on entend en général tout acte sous quelque dénomination que ce soit, qui transfère à un autre la propriété en tout ou en partie d'un fonds ou d'une chose qui tient lieu de fonds.

Les *aliénations* des biens appartenant aux fabriques, doivent avoir lieu dans les formes prescrites pour l'*aliénation* des biens des communes. Voyez à cet égard la circulaire ministérielle du 12 avril 1819, rapportée ci-dessus, p. 25.

Les formalités à suivre pour les *aliénations*, sont indiquées dans la circulaire ministérielle du 29 janvier 1831, rapportée ci-dessus, p. 33, sous le mot ACCEPTATION.

Les congrégations religieuses de femmes autorisées en vertu de la loi du 24 mai 1825, peuvent aliéner, avec l'autorisation du gouvernement, les biens immeubles ou les rentes dont elles sont propriétaires. (*Art. 4 de la loi du 24 mai* 1825.) Cette loi se trouve ci-après sous le mot CONGRÉGATION RELIGIEUSE.

Ainsi, l'*aliénation* comprend non-seulement la vente et l'échange, mais la donation, la cession, ou l'abandon d'un immeuble, ou d'un droit réel, ou la constitution d'un semblable droit, tel que servitude, usufruit, usage, habitation, antichrèse, hypothèque.

§ I. *Défense d'aliéner les biens d'église.*

Dans les premiers siècles de l'Eglise, dit Rousseaud de Lacombe (1), comme elle n'avait d'autres biens que les oblations des fidèles, l'*aliénation* n'en a point été défendue aux évêques qui en avaient la libre administration ; et même après que les empereurs eurent permis aux églises de posséder des biens fonds, l'évêque avait encore la liberté, non-seulement de se servir des revenus, mais encore de vendre les fonds mêmes, pour entretenir les ministres de l'autel, nourrir les pauvres, et en disposer selon l'exigeance des temps, sans néanmoins les pouvoir convertir à son profit personnel. (*Can.* 23, 24, 27 et 66, *caus.* 12, *qu.* 1.)

Plus tard, les princes chrétiens défendirent d'aliéner les biens ecclésiastiques. L'empereur Léon, en 470, défendit, par un rescrit rapporté en la loi 14 (*Cod. de Sacros. eccles.*), toutes sortes d'*aliénations* à l'église de Constantinople. L'empereur Anastase Ier, étendit la loi de Léon à toutes les églises du patriarchat de Constantinople, en leur défendant de rien aliéner. (*Loi* 17, *Cod. de Sacros. eccles.*) Enfin, Justinien fit un édit général, en 535, pour toutes les églises d'Orient, d'Occident et d'Afrique, avec défense d'aliéner, si ce n'était pour nourrir les pauvres durant quelque famine extraordinaire, ou pour racheter les prisonniers, auquel cas il est permis toute *aliénation* (*Nov.* 7 *et* 8.) Ces exceptions étaient conformes à l'ancienne coutume dont parle saint Ambroise, qui dit que pour ces deux causes, on ne vendait pas seulement les fonds, mais encore les vases sacrés.

L'édit de Justinien fut confirmé par Charlemagne aux églises qui étaient sous la puissance de l'empire romain. (*Capitul., lib.* II, *cap.* 29.)

L'*aliénation* des biens d'Eglise n'a été défendue en France, pour la première fois, qu'en 845, par le concile de Meaux, canons 17 et 18, et par celui de Beauvais, canons 3 et 4.

Ainsi il est défendu, si ce n'est pour des causes légitimes, comme nous le dirons dans le paragraphe suivant, d'aliéner les biens ecclésiastiques, c'est-à-dire, ceux des fabriques, des communautés religieuses, des hôpitaux, etc.

§ II. *Causes légitimes d'*ALIÉNATION.

Quoique l'*aliénation* des biens ecclésiastiques soit défendue par les lois de l'Eglise et par les lois des princes, néanmoins leur intention n'a pas été de faire cette défense, lorsque la nécessité ou l'utilité de l'Eglise l'exigent.

(1) *Recueil de jurisprudence.*

Les causes légitimes d'*aliénations* que les fabriques, ou autres établissements religieux, peuvent faire valoir dans la délibération prise et la demande formée pour obtenir l'autorisation du Gouvernement, ce sont : 1° la nécessité, par exemple, lorsqu'on ne peut acquitter une dette pressante et légalement contractée, ou de faire une construction indispensable ; 2° l'utilité particulière de l'église, si l'avantage d'aliéner surpasse les inconvénients de cette mesure, par exemple, lorsqu'on se défait de biens dont l'entretien est fort onéreux, pour en acheter d'autres plus utiles ; 3° l'utilité publique, dans les cas prévus par les lois spéciales pour ce genre d'*aliénations*, par exemple, l'expropriation pour cause d'utilité publique, soit pour construire un édifice, faire une route, etc.

Tel était aussi l'ancien droit, comme on peut le voir dans le *Recueil de jurisprudence canonique* de Rousseaud de Lacombe, au mot ALIÉNATION ; mais tous les canonistes et les jurisconsultes admettaient encore une cause légitime d'*aliénation*, la piété, lorsqu'on vendait pour secourir les pauvres ou racheter les captifs. Mais, cette cause, quelque respectable quelle soit, selon la remarque de Mgr Affre, ne pourrait être invoquée aujourd'hui, vu l'état de pauvreté des fabriques. D'ailleurs les lois civiles ne le permettraient pas.

Les *aliénations* des biens d'Eglise, d'hôpitaux ou de fabriques qui ont été faites sans les formalités, dit Jousse (1), peuvent être cassées et annulées, et l'omission de ces formalités ne se couvre point par le long espace de temps. (*Arrêts des 4 et 11 décembre* 1645.) Alors, continue-t-il, il est permis à l'église, fabrique ou hôpital de rentrer dans les biens aliénés en remboursant à l'acquéreur ce qu'il justifie avoir employé utilement au profit de l'église, et sans restitution du prix de la vente, quand on ne justifie point que l'église a profité..... Il faut aussi observer que comme l'église peut être restituée, ainsi que les mineurs, quand on ne prouve pas que l'*aliénation* lui a été utile, l'acquéreur doit avoir soin de faire employer les deniers provenant de l'*aliénation* suivant la destination qui en a été faite, et se faire délivrer une expédition des quittances de ceux qui reçoivent l'argent.

L'abbé de Boyer (2) dit aussi qu'en vertu d'une déclaration du 12 février 1661, les fabriques sont autorisées à rentrer dans les biens aliénés sans cause et sans formalités. Rousseaud de Lacombe est du même sentiment.

M. Carré, après ces auteurs, soutient qu'aujourd'hui comme autrefois, une *aliénation* faite sans cause, encore que toutes les formalités eussent été remplies, pourrait être annulée, si elle était préju-

(1) *Commentaire sur l'édit du mois d'avril* 1695, *tom.* I^er^, *pag.* 378.

(2) *Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, *tom.* I, *pag.* 531.

diciable à la fabrique. « Cette jurisprudence, dit-il, ne nous semble pas moins certaine aujourd'hui. En effet, les fabriques, comme tout autre établissement public, sont réputées mineures, et les mineurs sont toujours restituables contre les actes passés à leur préjudice, du moins dans les délais prescrits, à *partir de leur majorité*. Mais les fabriques sont dans un état perpétuel de minorité : aucun délai ne court donc contre elles, si ce n'est, à compter de la date de l'acte, celui de la plus longue prescription, autrefois fixée à quarante ans, et aujourd'hui à trente, par l'article 2262 du Code civil. L'article 2227 a consacré, à leur égard, pour cette prescription trentenaire, l'ancienne maxime *Nihil est quod quadragenariam prescriptionem effugiat*. » Mgr Affre est du même sentiment dans la 5e édition de son *Traité de l'administration temporelle des paroisses*.

Nous ne pouvons partager entièrement ce sentiment; si les fabriques sont mineures elles ne peuvent aliéner sans autorisation du gouvernement, comme le prescrit l'art. 3 de la loi du 2 janvier 1817; mais du moment que le gouvernement, tuteur né des fabriques, a donné son approbation à une *aliénation*, même sans cause, cette *aliénation* est aujourd'hui irrévocable. Si, au contraire, les fabriciens aliénaient les biens de la fabrique sans cause, sans formalités et sans y être dûment autorisés, dans ce cas, l'*aliénation* pourrait être cassée et annulée.

§ III. Aliénation *des anciens cimetières*.

(*Voyez* CIMETIÈRE, § I.)

ALIGNEMENT.

L'*alignement* est le tracé donné, par l'autorité compétente, des limites des constructions et reconstructions faites sur la voie publique. Son objet est de maintenir la largeur et la direction des chemins publics et la régularité des constructions.

Les fabriques et les curés, quand il s'agit de clôture des jardins, cours et enclos des presbytères ou autres propriétés fabriciennes, doivent faire donner l'*alignement* pour éviter des difficultés.

Dans les campagnes, les *alignements* sont donnés par le maire. L'agent-voyer n'a pas cette qualité.

La loi ne prescrit pas de distance à observer pour les plantations le long des chemins vicinaux, mais il doit leur conserver la largeur et la direction existantes et se conformer au tableau sur lequel ces chemins sont inscrits. (*Loi du 24 août 1790, titre XI, art. 3, et loi du 9 ventôse, an XIII.*)

Dans les villes, les *alignements* sont également donnés par le

maire ; mais celui-ci doit se conformer ponctuellement au plan adopté à l'avance, s'il en existe un. (*Loi du* 16 *septembre* 1807.)

Les arrêtés du maire peuvent être attaqués successivement devant le préfet, le ministre de l'intérieur et le conseil d'Etat. (*Même loi ; Ordonnance du* 1er *novembre* 1820.)

L'*alignement* est donné par le préfet lorsqu'il s'agit de routes départementales ou royales, quand même elles traverseraient des villages et des villes. (*Décret des* 6 *et* 7 *octobre* 1790 ; *loi du* 9 *ventôse, an XIII.*)

Il ne doit être demandé, quand il s'agit de plantations, que lorsqu'elles sont faites à moins de 6 mètres de la distance de la route. (*Loi du* 9 *ventôse, art.* 5.)

L'*alignement* que donnerait le maire, en matière de grande voirie, comme celui que donnerait le préfet, en matière de petite voirie, seraient l'un et l'autre non avenus. La démolition des constructions faites en vertu de cet acte pourrait être ordonnée sans indemnité. (*Arrêt du conseil d'Etat du* 4 *mai* 1826.) Il importe donc de ne pas se méprendre à cet égard.

S'il arrivait, dit avec raison M. l'abbé Prompsault, que, par suite d'un *alignement* donné mal à propos, l'église, le presbytère ou le cimetière dussent être détruits en tout ou en partie, au préjudice de la fabrique ou de la commune, il faudrait en prévenir le préfet ou le ministre, qui, sans doute, s'empresseraient de faire modifier, changer ou retirer le plan.

Nous ajouterons, à l'appui de ce sage conseil, que nous avons vu, dans une paroisse, donner un *alignement* dérisoire, c'est-à-dire qui faisait, sans aucune raison, une route courbe au lieu d'une route droite, et qui détruisait une partie du jardin presbytéral, uniquement pour conserver intacte une propriété voisine qui appartenait au maire. Il est donc bien important de réclamer, dans ces circonstances, auprès de l'autorité supérieure.

ALLIANCE.

L'*alliance* ou affinité est définie, en droit civil, le lien qui unit l'un des époux aux parents de l'autre époux. Elle cesse d'exister par la mort de l'époux qui l'avait produite, à moins qu'il ne reste des enfants du mariage. Il faut bien remarquer que l'*alliance* ne s'étend qu'aux époux et aux parents de l'autre époux. Ainsi, les parents des deux époux ne sont pas alliés entre eux. De même, les maris des deux sœurs ne sont pas alliés. (*Arrêt de la Cour de cassation du* 5 *prairial an XIII*, 25 *mai* 1805.)

Aux termes de l'article 14 du décret du 30 décembre 1809. « Ne

peuvent être en même temps membres du bureau, les parents ou alliés, jusques et compris le degré d'oncle et de neveu. »

Il résulte de ce qui précède, que l'on ne peut nommer membres en même temps du bureau, comme parents : 1° le père et le fils ; 2° les frères ; 3° l'oncle et le neveu ; comme alliés, 1° le beau-père et le gendre, ou mari de la fille ; 2° le beau-père ou second mari de la mère, et le fils ; 3° le frère et le beau-frère ou mari de la sœur ; 4° l'oncle et le neveu par *alliance* ou mari de la nièce, le neveu et l'oncle par *alliance* ou mari de la tante.

Lorsque deux parents ou alliés au degré prohibé ont été nommés membres d'un même conseil, si l'un des deux vient à renoncer à son élection, ou donne sa démission, la nomination de l'autre ne peut être annulée. (*Arrêts du conseil d'Etat des* 20 *février et* 9 *mars* 1832.)

L'article 14 du décret du 30 décembre 1809, n'est pas applicable aux parents et alliés qui seraient élus simplement membres du conseil de fabrique, mais seulement aux membres du bureau. (*Voyez*, sous le mot PARENTS, une décision, en ce sens, du conseil d'Etat.)

AMÉLIORATION.

Ce mot désigne ce qu'on fait à une maison, à un jardin, à un bien quelconque, pour les mettre en meilleur état.

On distingue trois sortes d'*améliorations* : celles qui sont indispensables pour ne pas laisser dépérir le bien ; celles qui sont utiles, augmentent la valeur du bien et sans lesquelles, cependant, il ne dépérirait pas; enfin, celles qui ne sont que de pur agrément.

Il arrive souvent qu'un curé fasse des *améliorations* dans le presbytère ou ses dépendances, et que ces *améliorations*, entreprises pour son utilité particulière, tournent néanmoins à l'avantage de la propriété, comme, par exemple, lorsqu'il fait faire, dans son presbytère, un plafond ou un plancher, qu'il fait élever une ou plusieurs pièces, soit au-dessus, soit à côté de celles existant déjà, qu'il fait clore de murs un jardin, qu'il y fait des plantations d'arbres, etc. D'autres fois, ce sont des *améliorations* de pur agrément, qui ne peuvent être d'aucune utilité pour le successeur et qui ne donnent pas plus de valeur à la propriété.

Dans ces deux cas, on peut demander si le curé est en droit d'exiger une indemnité quand il quitte le presbytère, et si l'on peut le contraindre d'autre part à faire les réparations locatives prescrites par l'art. 44 du 30 décembre 1809.

Pour les *améliorations*, voici ce que décide l'art. 599 du Code civil : « L'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les *améliorations* qu'il prétendrait avoir

faites, encore que la valeur de la chose en fut augmentée. Il peut cependant, ou ses héritiers, enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il aurait fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état. » Cet article serait certainement appliqué aux curés, relativement aux *améliorations* par eux faites aux presbytères dont ils ont la jouissance. (*Voyez* ÉTAT DES LIEUX.)

Le curé se trouve donc, d'un côté, tenu des réparations locatives des dégradations survenues par sa faute, et, de l'autre, il ne peut réclamer d'indemnité pour ses dépenses d'*améliorations*. (*Voyez* RÉPARATIONS, DÉGRADATIONS.)

Mais s'il y a eu simultanément dégradations et *améliorations*, il y a lieu, dans ce cas, à compenser les uns par les autres, au moins jusqu'à due concurrence.

Si donc, les *améliorations* faites par le curé consistent dans des travaux de consolidation, de réparation ou autres, qu'il eût été en droit d'exiger de la fabrique ou de la commune, dans ce cas, dit le *Journal des conseils de fabriques*, il est toujours fondé à réclamer le remboursement de ses dépenses, et, par conséquent, à opposer cette créance en compensation de ce qu'il pourrait devoir.

Dans certains cas, le curé qui a opéré des *améliorations* véritables a le droit de les enlever, en remettant les choses dans leur premier état. Mais alors il agira prudemment, avant d'entreprendre dans le presbytère aucune dépense de réparation, d'*amélioration* ou d'embellissement, de commencer, après avoir fait constater l'état des lieux (*voyez* ÉTAT DE LIEUX), par demander l'autorisation du conseil de fabrique ou du conseil municipal, selon que le presbytère appartient à la fabrique ou à la commune, et de stipuler qu'il lui sera tenu compte, soit de ses dépenses, soit des *améliorations* qui en résulteront.

AMÉNAGEMENT.

(Voyez BOIS, § I.)

AMENDES.

Nous disons sous le mot POLICE DE L'ÉGLISE, § II, qu'il est d'usage, dans quelques paroisses, que les curés infligent, en certains cas, des *amendes*. Nous ajoutons que ces *amendes* sont illégales.

M. Prompsault cite, à cet égard, un avis du conseil d'Etat, du 9 novembre 1831, qui déclare qu'on ne peut approuver, dans un tarif de fabrique, pour la sonnerie des cloches, une disposition par laquelle des *amendes* seraient prononcées contre le sonneur dans le cas où il ferait ou laisserait sonner les cloches par des personnes étrangères au service.

AMENDE HONORABLE.

Dans l'ancienne législation, cette peine infamante était prononcée contre ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes qualifiés, tels que ceux de lèse-majesté, de sacrilége, blasphème, magie, inceste au premier degré, etc. L'*amende honorable* consistait dans l'aveu du crime, avec certaines formes expiatoires et le condamné qui refusait de s'y soumettre, était traité beaucoup plus durement (1). Cette peine a été abolie par le Code pénal de 1791, tit. I^er^, art. 5. Elle a été reproduite dans la loi sur le sacrilége, du 20 avril 1825, mais elle a été effacée par la loi abrogatrice du 14 octobre 1830.

AMEUBLEMENT.

Un décret du 8 avril 1803 parle des frais d'*ameublement* des maisons curiales, mais cette disposition n'est pas exécutée. (*Voyez* MOBILIER.)

Nous rapportons, à l'article MOBILIER, l'ordonnance du 7 avril 1819 et la circulaire du 22 mars 1831, relatives à l'*ameublement* des archevêchés et évêchés.

AMICT.

Les *amicts* doivent être en toile de lin ou de chanvre. (*Voyez* AUBE.) C'est aux fabriques à les fournir.

AMODIATION.

Nous parlons de l'*amodiation* des biens de fabriques sous le mot BAIL.

AMOVIBILITÉ.

Aux termes de l'article 31 de la loi du 18 germinal an X, les vicaires et les desservants sont *amovibles*, c'est-à-dire révocables à la volonté de l'évêque. Cet état de choses est tout à fait légal, mais il ne nous paraît pas aussi canonique, pour ce qui regarde les curés appelés improprement desservants. Voyez ce que nous disons à cet égard dans notre *Cours de droit canon* au mot INAMOVIBILITÉ.

Voici ce que disait de l'*amovibilité*, le pieux et vénérable évêque d'Amiens, M. de la Mothe d'Orléans : « Si les curés étaient *amovibles*, quelle source d'importunités pour les évêques ! que de requêtes ils auraient à essuyer de la part des seigneurs et des paroissiens, au moindre mécontentement bien ou mal fondé que les uns et les autres auraient de leurs pasteurs, s'ils avaient espé-

(1) Rousseau de la Combe, p 578.

« rance d'en changer? Ce serait un trouble perpétuel, un mouvement « qui ne cesserait jamais, et qui serait aussi contraire au repos des « prélats, qu'au bon ordre et au bien des fidèles. » Le saint évêque avait bien prévu ce qui est arrivé depuis et ce qui n'arrive encore que trop souvent. Selon l'auteur de sa vie, il ajoutait que l'*amovibilité* donnerait aux curés peu d'attachement et une espèce d'indifférence pour un troupeau dont la conduite pourrait leur être enlevée d'un moment à l'autre. (*Voyez* INAMOVIBILITÉ.)

ANGELUS.

L'*Angelus* doit être sonné tous les jours : le matin, à midi et le soir. C'est ce que prescrivent tous les règlements sur la sonnerie des cloches. (*Voyez* CLOCHE, § IV.) Le maire ne peut, même par mesure de police, s'opposer à ce qu'on sonne chaque jour l'*Angelus;* il n'a le droit, ni de nommer le sonneur, ni de fixer à quelle heure il sonnera le matin et le soir, Les heures sont ordinairement indiquées dans les règlemeuts faits de concert entre l'évêque et le préfet, conformément à l'art. 48 de la loi du 18 germinal an X.

On peut demander si la fixation de l'heure à laquelle l'*angelus* doit être sonné est entièrement dans les attributions du curé. Nous répondons que l'*angelus* étant une prière que l'Eglise a coutume d'annoncer par le son des cloches, tout est religieux et spirituel dans cet acte. Dès lors, il rentre exclusivement dans les attributions de l'autorité ecclésiastique, à laquelle il appartient de règler tout ce qui le concerne. Un curé peut donc, d'après cela, avancer ou différer accidentellement, quand le service de l'église l'exige, l'heure à laquelle il sera rempli par les fidèles, et, en cela, l'autorité municipale n'a point à intervenir, pas plus qu'elle ne serait fondée à le faire dans le règlement de l'heure de la messe ou de toute autre cérémonie du culte.

Dans certaines localités, surtout dans les pays vignobles, le maire fixe l'heure de l'*angelus*, pour indiquer le commencement et la fin du travail, ainsi que l'heure du repas. Il est évident qu'il n'en a pas le droit, mais si le curé n'y voit pas d'inconvénients, il peut tolérer cet usage pour l'utilité de ses paroissiens.

ANNEXE.

On donne le nom d'*annexe* à une église située dans la circonscription de la cure ou de la succursale et où la célébration publique du culte est autorisée par l'évêque, sur la demande de souscripteurs particuliers, qui s'obligent à en supporter seuls les frais. (*Décret du 30 septembre* 1807.)

§ I. *Etablissement des* ANNEXES.

Les *annexes* ont été établies par le décret du 30 septembre 1807, rapporté sous le mot SUCCURSALE. Les articles 11, 12 et 13 sont ainsi conçus :

« ART. 11. Il pourra être érigé une *annexe* sur la demande des principaux contribuables d'une commune, et sur l'obligation personnelle qu'ils souscriront de payer le vicaire, laquelle sera rendue exécutoire par l'homologation et à la diligence du préfet, après l'érection de l'*annexe*.

« ART. 12. Expéditions desdites délibérations, demandes, engagements, obligations, seront adressées au préfet du département et à l'évêque diocésain, lesquels, après s'être concertés, adresseront chacun leur avis sur l'érection de l'*annexe* à notre ministre des cultes, qui nous en fera rapport.

« ART. 13. Les chapelles ou *annexes* dépendront des cures ou succursales dans l'arrondissement desquelles elles seront placées. Elles seront sous la surveillance des curés ou desservants; et le prêtre qui y sera attaché, n'exercera qu'en qualité de vicaire ou de chapelain. »

Pour obtenir l'érection d'une *annexe*, il faut constater l'utilité ou la nécessité de l'établissement. La population, la difficulté des communications, l'étendue du territoire, le trop grand éloignement de l'église chef-lieu, sont les motifs principaux qui déterminent l'utilité ou la nécessité de cet établissement. (*Circulaire ministérielle du 11 octobre* 1811.) Il faut aussi constater les moyens de supporter les dépenses d'entretien et de réparation de l'église. (*Même circul.*) (1).

Une circulaire du ministre de l'intérieur et des cultes, en date du 21 août 1833, résumant les instructions ministérielles des 11 mars 1809, 4 juillet 1810 et 11 octobre 1811, trace ainsi les formalités à remplir pour l'érection d'une *annexe*.

« *Pièces à fournir par les réclamants*. — 1° Pétition à l'évêque, contenant toutes les indications exigées du conseil municipal lorsqu'il s'agit d'une chapelle, en ce qui concerne la fixation du traitement et l'évaluation des dépenses d'entretien ;

« 2° Rôle des souscriptions volontaires des principaux habitants (si l'*annexe* est destinée à l'usage de toute une section séparée de la commune, le rôle peut comprendre la totalité des habitants.) En regard de chaque souscription, qui doit être appuyée de la signature du souscripteur, ou de sa marque ordinaire, s'il est illettré, doit

(1) *Voyez* cette circulaire ci-après, p. 171.

également être rappelé le montant de ses contributions ordinaires dans la commune ou ailleurs (1).

« Ce rôle peut n'être souscrit que pour un certain nombre d'années ; sa durée ne doit pas être de moins de trois ans ;

« 3° Inventaire des meubles, linge et ornements existant dans l'église.

« Les souscripteurs peuvent faire la réserve, que ceux qu'ils achèteront demeureront leur propriété (2).

« *Pièces à fournir par l'autorité.* — 1° Délibération du conseil municipal ;

« 2° Certificat de population (3) ;

« 3° Projet de circonscription du territoire de l'*annexe* ;

« Avis motivé de l'autorité diocésaine ;

« Pareil avis en forme d'arrêté du préfet.

« La différence entre la chapelle et les *annexes* consistant surtout dans la manière de pourvoir à la dépense, il en résulte que l'église ouverte seulement pour une section de commune, mais dont la dépense serait faite par la totalité de la commune, soit au moyen d'une imputation sur le budget s'il offre des ressources suffisantes, soit au moyen d'une imposition extraordinaire, serait une véritable chapelle..... »

Toutes les pièces relatives à l'érection de l'*annexe* sont transmises au sous-préfet, et par celui-ci au préfet et à l'évêque diocésain, qui, après s'être concertés, les adressent avec leur avis motivé, au ministre des cultes. (*Art.* 12 *du décret cité ci-dessus.*)

Sur le vu des pièces, l'*annexe* est établie, s'il y a lieu, par une ordonnance délibérée dans le comité de législation du conseil d'Etat et rendue sur le rapport du ministre des cultes.

Le nombre des *annexes* autorisées, était, au 1er janvier 1839, de 682. Nous ne pensons pas qu'on en ait érigé de nouvelles depuis cette époque. On érige de préférence des succursales.

On appelle improprement *annexes*, dit Mgr Affre, les églises qui, depuis le concordat de 1801, n'ont obtenu aucun titre du gouvernement ou de l'évêque, et où cependant l'exercice du culte catho-

(1) Un avis du conseil d'Etat du 12 novembre 1840, décide que, lorsque les souscripteurs ne savent pas signer, un acte notarié peut seul donner à leurs souscriptions, l'authenticité nécessaire, pour qu'elles soient réputées obligatoires.

(2) Cette circulaire ne prescrit point d'enquête *de commodo et incommodo* ; mais elle était demandée par la circulaire du 11 octobre 1811. Bien que les habitants non souscripteurs ne soient pas appelés à contribuer, directement du moins, aux dépenses de l'*annexe*, cette enquête ne paraît pas moins indispensable, dit M. Vuillefroy.

(3) Voyez à la suite de ce § le modèle des diverses pièces à fournir.

lique est toléré. Ces églises ont une existence de fait, mais elles n'existent pas aux yeux de la loi : elles ne peuvent profiter des droits attribués aux églises reconnues légalement. On ne doit donc pas les confondre avec les chapelles et *annexes* véritables.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre des cultes à MM. les préfets, relative aux formalités à observer pour l'érection des chapelles et annexes, et à leurs rapports avec la cure ou succursale.*

Paris, le 11 mars 1809.

« Monsieur le Préfet,

« Sa Majesté en limitant, par son décret du 30 septembre 1807, à trente mille le nombre des succursales, a, en même temps, réglé que, dans les paroisses trop étendues, et lorsque la difficulté des communications l'exigerait, il pourrait être établi des chapelles ou *annexes*.

« On donne, dans ce décret, le nom de chapelles aux églises établies sur la demande d'une commune entière, et le nom d'*annexes* aux églises établies sur la demande des principaux contribuables de la commune. (*Art.* 8, 9 et 11.)

« L'exécution de ce décret exige des explications, tant sur les formalités à remplir pour obtenir l'érection d'une chapelle ou *annexe*, que sur le régime de cette église, et sur ses rapports avec l'église principale de la cure ou succursale.

§ Ier. — *Des formalités pour l'érection des chapelles.*

« 1° Il suffira que la pétition tendant à l'érection d'une chapelle soit présentée par quelques habitants de la commune ; elle devra être remise à l'évêque. C'est à lui qu'il faut s'adresser lorsqu'il s'agit d'ajouter, pour le culte, un service à celui qui est ordinaire dans chaque paroisse. Les motifs principaux de cette demande, tels que la trop grande étendue de la paroisse, la difficulté des communications, y seront exposés.

« 2° La pétition devra être transmise par l'évêque au préfet, qui donnera l'autorisation pour que le conseil municipal s'assemble, et délibère s'il convient à la commune de provoquer l'établissement de la chapelle.

« 3° Le conseil municipal, s'il est d'avis que la chapelle soit érigée, prendra une délibération qui contiendra :

« Cette demande et ses motifs ;

« La proposition d'une somme pour servir de traitement au chapelain, avec la soumission de l'acquitter, soit sur une partie de ses revenus, à ce spécialement affectée, soit sur le rôle de répartition qui en sera fait entre les domiciliés de la commune (1), et qui sera rendu exécutoire ;

« La demande d'autoriser les habitants à se servir de l'église, du cimetière, du presbytère et du jardin qui existeraient dans la commune, à la charge de l'entretien, de toutes réparations, avec les formalités usitées à cet égard.

« Pareille demande d'autorisation pour se servir des vases sacrés, ornements et

(1) Cette jurisprudence a été changée depuis longtemps. Actuellement les centimes additionnels portent sur tous les contribuables, sans distinction entre les domiciliés de la commune et ceux qui ne le sont pas.

autres mobiliers de la succursale supprimée, à la charge d'en entretenir la même quantité.

« 4° Il sera fait deux expéditions de cette délibération, et elles seront en même temps envoyées, l'une à l'évêque, et l'autre au préfet

« 5° L'évêque enverra au ministre des cultes son avis sur les divers objets de cette délibération, et notamment sur ce qui concerne le besoin que cette commune a d'une chapelle, sur la possibilité d'employer un prêtre à ce service particulier, et sur le point de savoir si le traitement promis est suffisant.

« 6° Le préfet adressera au ministre des cultes une expédition de la délibération du conseil municipal de la commune, avec son avis sur cette délibération, et notamment sur le point de savoir s'il n'y aurait pas impuissance notoire, de la part des habitants, de fournir aux dépenses qu'ils proposeraient de supporter.

« Si la commune qui demande une chapelle a des revenus, le préfet devra en joindre un état, ainsi qu'il a été convenu entre les ministres de l'intérieur et des cultes.

« L'évêque aura aussi à prévoir que, si le traitement promis excédait le taux de celui que les pasteurs des chefs-lieux reçoivent tant du gouvernement que de la commune, il pourrait en résulter dans l'administration de grandes difficultés, en ce que les chapelles seraient préférées aux églises principales, ce qui, d'ailleurs, dans l'ordre hiérarchique, ne serait pas convenable.

§ II. — *Des formalités pour l'érection des* ANNEXES.

« 7° Les principaux contribuables d'une commune qui demanderont qu'une *annexe* soit érigée, adresseront à l'évêque une pétition par eux souscrite.

« 8° Si la pétition contient la promesse, soit solidaire, soit chacun pour sa part, de payer au vicaire une somme de..... par an, de se charger, en outre, de l'entretien de l'église, du presbytère et du jardin qui se trouveraient dans la commune, et de fournir les vases sacrés, les ornements, et, en général, le mobilier nécessaire à l'exercice du culte, il suffira que cette pétition soit renvoyée par l'évêque, avec son avis, au préfet.

« Celui-ci, après avoir vérifié si les soumissionnaires peuvent être considérés comme contribuables en état de remplir leurs promesses, adressera ces mêmes pièces, avec son avis, au ministre des cultes.

« 9° Si les principaux contribuables se bornent à la promesse du payement annuel au vicaire, la pétition sera également renvoyée par l'évêque, avec son avis, au préfet, qui, après avoir vérifié si les soumissionnaires sont des contribuables en état de remplir leurs engagements, ordonnera une convocation du conseil municipal de la commune.

« 10° Le conseil municipal délibérera sur l'utilité de l'érection de l'*annexe*, à raison de l'étendue de la paroisse et de la difficulté des communications. Si cette utilité est reconnue, les habitants soumissionnaires interviendront. par eux ou par un fondé de pouvoir spécial en forme authentique, à la délibération ; ils y feront inscrire leur obligation personnelle, soit solidaire, soit seulement chacun pour sa portion, de payer au vicaire la somme de..... par an, et, de son côté, le conseil municipal demandera les autorisations mentionnées aux deux derniers alinéas du n° 3 ci-dessus : les formalités indiquées aux n^os^ 4, 5 et 6, seront exécutées.

« 11° Les contribuables qui, dans l'un comme dans l'autre cas, ne voudraient pas que leur engagement fût pour un temps indéterminé, déclareront pour combien d'années ils entendent le contracter.

§ III. — *Rapports des chapelles et* ANNEXES *avec l'église principale, soit cure, soit succursale.*

« 12° L'article 13 du décret du 30 septembre 1807 porte que les chapelles ou *annexes* dépendront des cures ou succursales dans l'arrondissement desquelles elles seront placées; qu'elles seront sous la surveillance des curés ou desservants, et que le prêtre qui y sera attaché n'exercera qu'en qualité de vicaire ou de chapelain.

« Il résulte de cet article que les habitants de la commune ayant une chapelle ou une *annexe*, ne seront pas moins tenus aux dépenses du culte de l'église principale (1), et que les rentes et fondations qui étaient affectées à la fabrique de l'église succursale supprimée, appartiennent à la fabrique de l'église principale ; sauf, pour le service de ces fondations et les rétributions y relatives, les règlements faits par l'autorité compétente. Ainsi, tous les titres de ces fondations doivent être remis à la fabrique de l'église principale; c'est elle qui a qualité pour recevoir les rentes ou revenus, et pour contraindre les débiteurs; c'est elle qui doit compte (2).

« S'il n'y avait point de chapelle ou *annexe* érigée dans une commune dont la succursale aura été supprimée, l'église, le presbytère et le mobilier servant au culte deviendraient dès-lors une propriété de la fabrique de l'église principale. C'est par ce motif que, dans le cas d'une érection de chapelle ou *annexe*, la commune qui l'obtient n'a que la jouissance de ces bâtiments et du mobilier, à la charge de les entretenir.

« Cet entretien, et la nécessité de pourvoir, tant à la propreté qu'aux autres parties du service intérieur du culte, exigeront que quelques habitants nommés par l'évêque, comme ceux de l'église principale, se chargent, sous le nom de fabriciens de la chapelle ou *annexe*, de prendre ces soins, et de lui rendre compte de cette espèce de gestion (3). Rien n'empêcherait que, pour la dignité du culte dans une chapelle ou *annexe*, on ne lui fît des dons ou legs avec une affectation spéciale; la volonté des donateurs devrait être respectée. Cela ne pourrait qu'être avantageux à l'église principale, puisque, dans le cas où la chapelle ou *annexe* cesserait d'exister, ces biens retourneraient de droit à l'église principale, sauf les droits résultant des clauses contraires dans la fondation.

« 13° Quant aux fonctions et droits des vicaires ou chapelains, ils seront déterminés par les évêques, suivant les règles de la hiérarchie ecclésiastique.

« J'ai l'honneur de vous saluer avec une considération distinguée.

« *Le Ministre des Cultes, Comte de l'Empire,*

« BIGOT DE PRÉAMENEU. »

CIRCULAIRE *du ministre des cultes à MM. les préfets, relative aux formalités à observer pour l'érection des chapelles et annexes.*

Paris, le 4 juillet 1810.

« Monsieur le Préfet,

« Les intentions récemment exprimées par le Gouvernement sur les établissements

(1) L'avis du conseil d'Etat du 7 décembre 1810, approuvé par l'empereur, le 14 du même mois, a décidé que les communes qui possèdent une église légalement érigée en chapelle sont dispensées de concourir aux frais du culte paroissial. (*Voyez* cet avis, ci-après, p. 183.)

(2) Les chapelles peuvent toutefois obtenir l'usufruit de certains de ces biens ou rentes. (*Voyez* à cet égard, sous le mot BIENS, l'ordonnance royale du 28 mars 1820.)

(3) Ces dispositions ont été changées, car aujourd'hui les chapelles doivent avoir

d'*annexes* et de chapelles, nécessitent de nouvelles formalités pour régulariser ces sortes de demandes.

« En conséquence, outre les conditions exigées par ma circulaire du 11 mars 1809, elles devront être accompagnées,

« 1° De l'obligation de fournir un logement au chapelain ou vicaire, s'il n'existe pas de presbytère dans la commune, ou le montant de la somme jugée nécessaire pour cet objet ;

« 2° De l'état de situation de l'église, du presbytère, s'il en existe, et du cimetière ; de l'obligation de les entretenir, de l'évaluation de cet entretien ;

« 3° De l'inventaire des meubles, linge et ornements qui peuvent se trouver dans l'église ; de l'obligation de fournir ceux qui pourraient manquer ; de l'évaluation de la dépense, tant d'acquisition que d'entretien ;

« 4° De la désignation de l'étendue du territoire de la chapelle ou de l'*annexe*, c'est-à-dire l'indication des hameaux ou sections qui entreront dans sa composition;

« 5° De l'état de population de la paroisse en général, et de l'*annexe* ou chapelle en particulier ;

« 6° Du rôle des contributions de la commune en réclamation (lorsqu'il s'agit de chapelle) ;

« 7° Enfin, du procès-verbal de l'information *de commodo et incommodo*, dans laquelle les habitants de la paroisse et ceux du lieu de l'*annexe* ou chapelle auront été entendus.

« Vous trouverez ci-joint un état des demandes que vous m'avez adressées jusqu'à ce jour, et que je vous prie de faire régulariser d'après les nouvelles instructions que je vous transmets.

« J'ai l'honneur, etc.

« BIGOT DE PRÉAMENEU. »

CIRCULAIRE *du ministre des cultes aux préfets, relative aux formalités à observer pour l'érection des chapelles et annexes.*

Paris, le 11 octobre 1811.

« Monsieur le préfet,

« Il arrive très-rarement que les demandes de chapelles ou d'*annexes* qui me sont adressées, se trouvent en règle : ou les instructions n'ont pas été suivies avec exactitude, ou les renseignements donnés ne sont pas suffisants.

« Pour ces sortes de demandes on doit constater :

« 1° L'utilité ou la nécessité de l'établissement ;

« 2° Les moyens d'en supporter la dépense ;

« La population, la difficulté des communications, l'étendue du territoire de la chapelle ou de l'*annexe*, le trop grand éloignement de l'église chef-lieu, sont les motifs principaux de l'utilité ou de la nécessité de l'établissement. Il ne suffit pas que ces motifs soient exposés dans la pétition, il faut qu'ils soient démontrés : ainsi, on demande de faire connaître le nombre des habitants, en quoi consiste la difficulté des communications, quelle est la distance du chef-lieu de la paroisse au

un conseil de fabrique ; et les *annexes* ne doivent être administrées que par les conseils de fabriques des cures et succursales dont elles dépendent. (*Voyez* ci-après, p. 185, la lettre ministérielle du 17 mai 1831.)

chef-lieu et aux confins les plus éloignés de la commune qui demande une chapelle; quelle est l'étendue du territoire de la chapelle ou de l'*annexe*.

« A l'appui de ces motifs, on doit produire un procès-verbal d'information *de commodo et incommodo*.

« Il faut que, dans ce procès-verbal, chacun des comparants fasse et souscrive séparément sa déclaration; il ne suffirait pas que les comparants déclarassent collectivement leur opinion pour ou contre l'établissement.

« Quant au moyen de supporter la dépense, il faut distinguer les chapelles dont l'érection est à la charge de tous les habitants de la commune, et les *annexes*, qui restent exclusivement à la charge des contribuables par qui elles sont demandées.

« Les dépenses d'une chapelle sont acquittées sur l'excédant des revenus communaux; s'il n'y a pas d'excédant, ou s'il est insuffisant, on y supplée par un rôle de répartition entre les seuls domiciliés de la commune (1).

« Cette répartition n'est autorisée qu'autant qu'il est certain qu'elle ne sera pas trop onéreuse; on doit le prouver par un certificat du montant des contributions de la commune. Il faut que, dans le certificat, on divise cette somme, en distinguant ce que payent les forains et ce que payent les domiciliés.

« Il n'existe qu'un seul moyen d'assurer les dépenses d'une *annexe*, celui d'un rôle volontairement souscrit par ceux des contribuables qui demandent l'établissement. La preuve que l'engagement n'est pas au-dessus des forces de ceux qui le contractent se fait par un état des cotes de leurs contributions, soit dans la commune, soit ailleurs. Il doit m'être adressé trois copies du rôle de souscription, dont une sera envoyée au préfet, avec l'expédition du décret qui accorde l'érection de l'*annexe*.

« Ces diverses observations sont le résultat de décisions particulières approuvées par le Gouvernement.

« Je recommande aux évêques et aux préfets de joindre à chaque demande leur avis particulier, comme devant être présenté séparément à l'approbation du Gouvernement. Ces avis doivent être motivés ainsi qu'il est prescrit par les instructions que je vous transmets.

« J'ai l'honneur de vous saluer avec une considération distinguée,

« *Le Ministre des Cultes, Comte de l'Empire*,

« BIGOT DE PRÉAMENEU. »

1. Modèle *de demande d'érection d'une annexe.*

A Monseigneur l'évêque de...

Les soussignés, habitants du village (ou hameau) de..., section de la commune de , paroisse de , canton de , arrondissement de , département de

Exposent très-humblement ;

Qu'ils sont obligés de se transporter à , chef-lieu de la paroisse, pour assister au service divin, ce qui est pour eux fatiguant et onéreux, tant à raison du déplacement et du temps nécessaire pour l'effectuer, la distance étant de kilométres, qu'en raison du mauvais état des chemins, de l'abondance des neiges en hiver,

(1) Nous avons dit ci-dessus, p. 171, que cette jurisprudence est changée.

du débordement de la rivière de (*Indiquer ainsi toutes les causes de la difficulté des communications*).

Et qu'ils sont dans l'intention, pour obvier à ces graves inconvénients, de s'imposer une cotisation annuelle, à l'effet de pourvoir aux frais de la célébration du culte dans l'ancienne église située au lieu de , laquelle est en bon état d'entretien, et se trouve pourvue de tous les ornements, vases sacrés, linges et objets mobiliers nécessaires à cette célébration.

Ils supplient très-humblement Monseigneur de vouloir bien ériger cette église en *annexe* et nommer un vicaire résidant pour y exercer les fonctions du saint ministère, s'engageant à pourvoir, de leurs deniers, à toutes les dépenses d'entretien de l'église et de son mobilier, à fournir un logement convenable à l'ecclésiastique qui serait envoyé parmi eux, et à lui payer annuellement un traitement de fr.

A, le , 18.

Signatures.

2. Rôle *des souscriptions volontaires.*

Convention par les habitants du village (ou hameau) de , pour années, à l'effet de couvrir les dépenses de l'église dudit lieu, dont ils demandent l'autorisation en *annexe*.

Evaluation des dépenses annuelles.

1° Frais de la célébration du culte.	» fr.	» c.
2° Frais d'entretien des bâtiments.	»	»
3° Traitement du vicaire.	»	»
4° Traitement du chantre et du sacristain.	»	»
5° Dépenses imprévues.	»	»
Total. . . .	»	«

Ces dépenses seront payées annuellement au moyen de cotisations particulièrement souscrites au tableau ci-après :

ARTICLE du RÔLE.	NOMS, PRÉNOMS, qualités et domicile des souscripteurs.	COTE des contributions payée par chaque souscripteur	COTISATIONS annuelles consenties par années. Sommes en chiffres.	Sommes en lettres	SIGNATURE par émargement constatant l'engagement de payer au commencement de chaque année la cotisation consentie volontairement
1	A.	» »	» »	» »	
2	B.	» »	» »	» »	
3	C.	» »	» »	» »	
	TOTAL		» »	» »	

Certifié et arrêté le présent rôle à la somme de , par nous, délégués des habitants de
A , le 18.

Signatures.

Vu et rendu exécutoire par nous, préfet de , en vertu de l'article 2 du décret du 30 septembre 1807.
A , le 18.

Signature.

3. INVENTAIRE *des meubles, linges et ornements existant dans l'église.*

Nous nous abstenons de donner la formule de cet inventaire qui se trouve sous le mot INVENTAIRE.

4. AVIS *du conseil municipal sur le projet d'érection.*

L'an mil huit cent , le , du mois de , à heures du , le conseil municipal de la commune de , convoqué en session extraordinaire en vertu de l'autorisation de M. le préfet, en date du , s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. le maire. Etaient présents MM. , formant la majorité des membres en exercice. M. a été nommé au scrutin secrétaire du conseil pour la présente session et il a accepté cette fonction.

Le conseil appelé à délibérer sur le projet d'établissement au village de , qui forme une section de la commune, d'une *annexe* de la cure (ou succursale) de ; considérant que la distance entre cette section de la commune et chef-lieu de la cure (ou succursale) est de kilomètres ; que les communications de l'un à l'autre lieu sont difficiles, quelquefois même interrompues par ; que d'ailleurs il existe audit village de , une ancienne église qui peut être affectée à la célébration du culte.

Est d'avis que l'autorisation d'ériger cette église en *annexe* de la cure (*ou* succursale de) , soit accordée, à charge par les habitants qui ont demandé cette érection, de supporter toutes les dépenses que l'établissement ou l'entretien de l'*annexe* pourra occasionner.

Fait et délibéré à , les jour, mois et an ci-dessus.

Signatures.

5. CERTIFICAT *de population.*

Nous soussigné N. , maire de la commune de , canton de , arrondissement de ; département de , certifions que la population de ladite commune est, suivant le recensement

officiel de la population fait en 18 , de habitants, et que dans ce nombre la section de , est comprise pour habitants.

A , le 18.

(*Cachet de la mairie*) *Signature.*

§ II. *Desserte de l'*ANNEXE.

L'*annexe* est desservie par un chapelain à demeure, ou par un prêtre, désigné par l'évêque et qui vient y dire la messe, une ou plusieurs fois par semaine.

« Lorsque le nombre de prêtres existant dans un diocèse, ne permet pas d'en affecter exclusivement au service des *annexes*, les évêques font desservir ces établissements par des succursalistes du voisinage ; il en résulte économie de sujets et de dépense pour les communes ainsi desservies. » (*Circ. minist. du 17 août 1814.*) On appelle les *annexes* où le culte n'est exercé que par binage, *annexes de seconde classe*.

Les fonctions et les pouvoirs du chapelain de l'*annexe*, sont déterminés par l'évêque, suivant les règles de la discipline de l'Eglise. Une lettre ministérielle du 10 avril 1830, porte que dans le droit commun, et sauf les exceptions que l'évêque diocésain juge devoir prescrire, le desservant et le chapelain sont indépendants l'un de l'autre. Mais Mgr Affre croit que, dans ce qui regarde l'exercice des fonctions ecclésiastiques, le prêtre de l'*annexe* dépend du curé, comme un vicaire ordinaire. Aux termes de l'article 3 de l'ordonnance du 25 août 1819, l'évêque peut choisir le chapelain de l'*annexe* parmi les vicaires déjà attachés à l'église paroissiale.

Il fallait autrefois, dit Carré (1), une permission spéciale de l'évêque pour administrer, dans l'*annexe*, les sacrements autres que la pénitence, les fonts baptismaux étant la marque principale et distinctive d'une église. Aujourd'hui c'est absolument le contraire, les chapelles et *annexes* ont de droit des fonts baptismaux, et l'on peut comme en toute autre église, s'il n'y a pas prohibition formelle, y faire des quêtes, y recevoir des offrandes.

Les lois n'ont rien déterminé relativement au traitement pour binage dans les *annexes*. Il convient assurément qu'elles ne donnent point à leurs desservants une indemnité moindre de 200 francs. Cependant quelques diocèses ont fixé à 150 francs le minimum du traitement pour binage dans les communes *annexes*. Cette indemnité est portée au budget communal et votée annuellement par le conseil municipal, ou elle est fournie par des souscriptions particulières. Dans ce dernier cas on ne pourrait poursuivre le recouvrement que devant les tribunaux administratifs.

(1) *Traité du Gouvernement des paroisses*, n° 144.

MM. les curés ne doivent pas communément exiger une somme moindre de 200 fr. pour les fatigues que leur impose le service si pénible du binage, surtout dans les *annexes* qui ne sont pas dépourvues de revenus communaux. Si la commune était sans ressources, dit M. l'abbé Dieulin, dont les conseils sont toujours fort sages, et que la pauvreté des habitants ne leur permît pas de faire une souscription de 150 francs, MM. les curés aimeront sans doute mieux faire une réduction sur cette indemnité que de laisser une *annexe* sans culte. Cependant, qu'il nous soit permis d'être d'un avis contraire, car l'expérience nous a démontré que, dans beoucoup de circonstances, il est plus avantageux, pour le bien spirituel des habitants d'une *annexe* de se rendre au chef-lieu de la paroisse. Nous croyons même que les évêques agiraient prudemment en défendant, à moins de circonstances particulières, le binage, dans les *annexes*.

Les inconvénients que nous avons remarqués, c'est que les habitants de l'*annexe* perdent l'habitude d'aller au chef-lieu de la paroisse, se contentent ordinairement d'une messe basse et passent le reste de la journée au travail ou à la débauche. D'un autre côté, le curé, malgré le zèle dont il puisse être animé, est forcé de négliger le soin de sa paroisse ; ses instructions sont plus rares et plus négligées, les offices faits avec moins de pompe et de solennité, les heures moins réglées, etc. ; tout est en souffrance, de sorte que nous ne craignons pas de nous trop avancer, en disant que les *annexes* où le curé de la paroisse va biner, sont en général moins religieuses que celles dont les habitants sont obligés de se rendre à l'église chef-lieu de la paroisse. Quelques-uns de nos prélats, qui non-seulement engagent des curés à biner gratuitement dans une *annexe*, mais leur en font même quelquefois une obligation, ne connaissent sans doute pas l'inconvénient que nous signalons ici, et qui frappera quiconque en voudra faire l'observation.

Nous comprenons la nécessité d'exercer le binage dans une succursale vacante, ou que des circonstances particulières empêchent d'avoir un curé à demeure; mais nous croyons que nos seigneurs les évêques doivent se montrer très-difficiles à accorder le binage dans une *annexe*, et ne l'accorder qu'avec certaines conditions, dans des circonstances particulières, toujours en obligeant les habitants de l'*annexe*, suivant la prescription des saints canons, à venir à l'église-mère les principales fêtes de l'année, à moins que cette église soit insuffisante pour contenir les habitants de toute la paroisse.

Quoi qu'il en soit, si c'est par des souscriptions volontaires que le traitement du desservant de l'*annexe* est assuré, voici un modèle de traité à faire entre le curé et les habitants de cette *annexe* pour indemnité du binage :

Traité *entre un curé et les habitants d'une annexe pour indemnité de binage.*

Entre les soussignés,

M. l'abbé N..., curé de la paroisse N..., diocèse de N..., département de N..., y demeurant d'une part ;

Et MM. N..., propriétaire, cultivateur ; N..., boulanger, N..., épicier, etc., commune de..., y demeurant ;

MM. N.., avocat, N..., médecin, etc., propriétaire dans la commune de N..., lesquels, pour l'exécution du présent acte, y font élection de domicile en la demeure de M. N..., propriétaire ;

Tous les susnommés n'ayant qu'un seul et même intérêt d'une part :

A été dit et convenu ce qui suit :

Les soussignés, habitants de la commune *annexe* de N..., étant obligés de se transporter à N..., chef-lieu de la paroisse, pour assister au service divin, ce qui est pour eux fatiguant et onéreux, tant à raison du déplacement et du temps nécessaire pour l'effectuer, que du mauvais état des chemins, etc., etc,, ont témoigné à M. N..., leur pasteur, le désir qu'ils auraient d'obtenir de lui qu'il vînt chaque dimanche et fête célébrer la messe à N...

La célébration de cette messe hors du chef-lieu paroissial étant entièrement en dehors des devoirs de M. l'abbé N..., comme curé de la paroisse de N..., et devant, en outre, entraîner pour lui un déplacement fréquent, dispendieux et pénible, les susdits propriétaires et habitants de N... ont reconnu qu'il était juste et nécessaire de leur part d'allouer à M. l'abbé N... une indemnité pour ce double et laborieux service.

D'après cet exposé, M. l'abbé N... et les propriétaires et habitants de N..., susdits et soussignés, ont arrêté les conditions suivantes :

Art. 1^er^. M. l'abbé N... accepte l'engagement de venir tous les dimanches et fêtes d'obligation, célébrer la messe dans la chapelle de la commune de N...

Art. 2. Comme indemnité de déplacement, les propriétaires et habitants de N..., susdits et soussignés, s'engagent à payer annuellement, solidairement et régulièrement à M. l'abbé N... la somme de 300 fr.

Art. 3. Cette somme sera payée à M. l'abbé N..., à son domicile, en argent, et en deux payements égaux, de six en six mois, et d'avance.

Art. 4. La somme de 300 francs, donnée à titre d'indemnité, sera fournie par les propriétaires et habitants, soussignés entre eux et de la manière suivante :

A.	20 fr.	
B.	15	
C.	25	
D.	5	
E.	10	
F.	3	
G.	2	
H.	1	50 c.
I.	»	50

ART. 5. Le présent traité est fait pour neuf ans ; toutefois il cessera d'avoir son effet en cas d'opposition de la part de l'autorité diocésaine à son exécution, en cas de translation de M. l'abbé N... à un nouvel emploi ecclésiastique, ou de tout autre empêchement de sa part de l'exécuter, ou enfin en cas de défaut de payement intégral et régulier, à l'un des termes ci-dessus fixés, de l'indemnité stipulée.

Fait et signé à N..., le... 18..., en deux originaux, dont l'un pour M. l'abbé N..., et l'autre pour tous les contractants, lequel demeure déposé entre les mains de M. N..., l'un d'eux.

Approuvé l'écriture ci-dessus. *Signatures.*

Nous avons emprunté ce modèle de traité à M. l'abbé Dieulin, homme fort prudent et dont les conseils sont toujours basés sur une longue expérience et dictés par une grande sagesse. Un traité de ce genre est de nature, suivant le sentiment de plusieurs de nos évêques qui, apparemment, connaissent les *convenances* religieuses, à éviter beaucoup d'inconvénients et de contestations qui pourraient devenir désagréables au curé et nuisibles à la religion. Aussi se font-ils un devoir de conseiller aux curés qui leur demandent l'autorisation de biner dans une *annexe*, de passer préalablement un traité avec les habitants de cette portion de leur paroisse. Mais M. l'abbé Prompsault, qui se fait gloire en général de ne point partager le sentiment des auteurs qui l'ont précédé, parle ainsi du modèle que nous avons donné :

« Dans son *Cours de législation*, M. l'abbé André nous offre un modèle de traité passé entre un curé et les habitants d'une ANNEXE. Ce contrat d'un prêtre qui *a l'air de faire métier de sa profession et marchandise de son service*, nous paraît *contraire aux instructions ministérielles tout comme aux convenances.* »

Un traité fait selon ce modèle ne nous paraît pas plus *contraire aux instructions ministérielles qu'aux convenances*, car on lit dans le décret du 30 septembre 1807, art. 11 : « Il pourra être érigé une *annexe*, sur la demande des principaux contribuables d'une com-

mune, et sur l'*obligation personnelle qu'ils souscriront* de payer le vicaire, » et dans une circulaire du 21 août 1833 (1), il est question « du *rôle des souscriptions volontaires* des principaux habitants. Si l'*annexe* est destinée à l'usage de toute une section de commune, le rôle peut comprendre la totalité des habitants. *Chaque souscription* doit être appuyée de la signature du souscripteur, ou de sa marque ordinaire s'il est illettré. Ce rôle peut n'être souscrit que pour un certain nombre d'années; sa durée ne doit pas être de moins de trois ans. »

Une circulaire du 11 octobre 1811, rapportée ci-dessus, page 174, s'exprimait aussi de même. « Il n'existe qu'un seul moyen d'assurer les dépenses d'une *annexe*, disait-elle, *celui d'un rôle volontairement souscrit par ceux des contribuables qui demandent l'établissement.* »

Ces citations nous semblent prouver suffisamment qu'au moins le modèle de traité, si amèrement critiqué par M. Prompsault, n'est pas aussi *contraire aux instructions ministérielles* qu'il le pense. Quant aux *convenances*, nous ne voyons rien ici qui leur soit *contraire*. Nous ne relèverons pas d'autres critiques qui se trouvent dans le même article de M. Prompsault, et qui ne sont pas mieux fondées.

Pour l'érection d'une *annexe*, voyez ci-dessus, § I, et sous le mot CHAPELLE, l'avis du conseil d'Etat du 28 décembre 1819.

Ce même avis du conseil d'Etat décide que les *annexes* ne sont point aptes à posséder, parce que leur existence n'est que précaire.

§ III. *Dépenses de l'*ANNEXE.

Les dépenses de l'*annexe* se composent du traitement donné au vicaire ou chapelain et des frais d'entretien de l'église et du mobilier.

Il est pourvu exclusivement à ces dépenses, au moyen des souscriptions consenties par les habitants qui en ont demandé l'établissement; elles ne peuvent jamais tomber à la charge de la commune ou section de commune. Les souscriptions sont rendues exécutoires, par l'homologation et à la diligence du préfet : elles sont recouvrées par le percepteur des contributions de la commune.

Lorsque, au traitement que les souscripteurs assurent au vicaire chargé de desservir l'*annexe*, le gouvernement croyait devoir ajouter l'indemnité de 350 fr. allouée sur les fonds du Trésor, on nommait l'église *annexe vicariale*. Mais nous ferons observer que l'administration a cessé d'accorder toute subvention aux *annexes*. Cette résolution a été prise par suite d'un avis du comité de législation, en date du 12 novembre 1840, confirmé par un autre du 25 du même mois. Ces avis contraires à tous les précédents de l'administration,

(1) Cette circulaire, déjà citée ci-dessus, pag. 169, est rapportée sous le mot CHAPELLE.

ont porté une grave atteinte aux 130 *annexes* vicariales qui existaient alors, en proclamant qu'on ne peut ériger des *annexes* vicariales sans violer l'ordonnance du 25 août 1819, qui n'autorise que l'établissement des chapelles vicariales.

Malgré les dépenses volontaires faites par l'*annexe*, la commune ou section de commune où elle est établie, n'en reste pas moins obligée de concourir dans la même proportion qu'auparavant, tant aux frais d'entretien de l'église paroissiale et du presbytère, qu'aux autres dépenses du culte, dans le chef-lieu de la cure ou succursale, dont elle dépend. C'est ce que décide l'avis suivant du conseil d'Etat.

Avis *du conseil d'Etat, du 14 décembre* 1810, *sur la question de savoir si les communes qui obtiennent une annexe ou une chapelle doivent contribuer aux frais du culte paroissial.*

« Le conseil d'Etat, qui, en exécution du renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section de l'intérieur sur celui du ministre des cultes, tendant à ce qu'il soit statué sur la question de savoir si les communes qui obtiennent une *annexe* ou une chapelle doivent contribuer aux frais du culte paroissial ;

« Vu les dispositions du décret impérial du 30 septembre 1807, concernant les chapelles et *annexes*, et les instructions données en conséquence par le ministre des cultes ;

« Considérant que, parmi les communes qui ont obtenu des chapelles ou *annexes*, il en est que de grandes distances ou des chemins souvent impraticables, séparent des chefs-lieux des cures ou des succursales, et dans lesquelles il est nécessaire qu'il y ait un prêtre à demeure, que ces dernières communes devant assurer à la fois un traitement convenable au chapelain ou vicaire, et pourvoir à l'entretien de leur église et presbytère, il ne serait pas juste de leur imposer une double charge, en les obligeant à concourir, en outre, aux besoins de l'église paroissiale ;

« Est d'avis,

« 1° Que les communes dans lesquelles une chapelle est établie, en exécution du décret impérial du 30 septembre 1807, où il est pourvu au logement et au traitement du chapelain et à tous les autres frais du culte, en vertu d'une délibération du conseil général de la commune, par des revenus cemmunaux ou par l'imposition de centimes additionnels, ne doivent contribuer en rien aux frais du culte paroissial;

« 2° Que les communes qui n'ont qu'une *annexe* où un prêtre va dire la messe une fois la semaine seulement pour la commodité de quelques habitants qui ont pourvu, par une souscription, à son payement, doivent concourir, tant aux frais d'entretien de l'église et presbytère, qu'aux autres dépenses du culte, dans le chef-lieu de la cure ou de la succursale ;

« 3° Que le présent avis soit inséré au *Bulletin des Lois*.

« Avis du conseil d'Etat, du 7 décembre 1810.

« Approuvé au palais des Tuileries, le 14 décembre 1810.

« NAPOLÉON.

« *Le Ministre secrétaire d'Etat.*

« H. B. DUC DE BASSANO. »

§ IV. *Administration des* ANNEXES.

Quelques *annexes* ont établi un conseil de fabrique ; la circulaire du 11 mars 1809 en donnait l'idée (1) ; mais ce conseil, d'après le décret du 30 décembre 1809, ne peut être considéré que comme une commission déléguée par la fabrique principale ; une fabrique indépendante serait illégale, l'administration ne pourrait en reconnaître l'existence, parce qu'elle serait totalement contraire aux principes qui ne permettent de considérer l'*annexe* que comme un établissement précaire et secondaire, qui doit rester constamment sous la direction et la surveillance du chef-lieu de la paroisse.

Les revenus particuliers, provenant des donations faites en faveur des *annexes*, ainsi que toutes les autres ressources qui leur appartiennent, sont administrés par la fabrique paroissiale. C'est ce que décide formellement la lettre suivante de M. le ministre des cultes à M. le préfet de la Haute-Marne, conforme en cela à l'avis des comités réunis de législation et de l'intérieur, du 28 décembre 1819.

L'*annexe* par conséquent ne peut être considérée comme une circonscription ecclésiastique ; elle n'a point de territoire, et elle est obligée de concourir aux frais du culte paroissial. (*Avis du conseil d'Etat, du 12 novembre* 1840.)

Les églises *annexes* ne doivent point avoir de conseil de fabrique spécial ; ces églises doivent être administrées, ainsi que leurs biens et revenus, par le conseil de fabrique de la cure ou succursale dont elles dépendent.

Les *annexes* ne sont point aptes à posséder ; en conséquence les donations qui pourraient leur être faites doivent être acceptées par le trésorier de la fabrique de l'église paroissiale. Voyez, à cet égard, sous le mot CHAPELLE, § II, un avis du conseil d'Etat du 28 décembre 1819.

(1) Cette circulaire, insérée ci-dessus, p. 171, porte : « L'entretien du bâtiment et du mobilier des *annexes*, et la nécessité de pourvoir tant à la propreté qu'aux autres parties du service intérieur du culte, exigent que quelques habitants, *nommés par l'évêque*, se chargent sous le nom de fabriciens, de prendre ces soins et de lui rendre compte de cette espèce de gestion. » Mais il n'y a aujourd'hui aucun argument à tirer de ce passage ; car il faut remarquer, dit le *Journal des conseils de fabriques*, que la circulaire dont il s'agit est antérieure au décret du 30 décembre 1809, et que les dispositions en ont été évidemment abrogées par les dispositions générales et absolues de ce décret. Mgr Affre se trompe en disant, dans son *Traité de l'administration des paroisses* (5e édit. p. 34), que les biens de l'*annexe* sont administrés par quelques habitants que l'évêque désigne. Ils ne le peuvent être légalement que par la fabrique de l'église chef-lieu de la paroisse. Mais rien n'empêche néanmoins que l'évêque ne nomme deux ou trois personnes pour faire les quêtes et veiller à l'entretien du linge, des ornements, etc., appartenant aux habitants de l'*annexe*.

Toutefois les revenus de ces *annexes* doivent être exclusivement appliqués à leur avantage.

Les *annexes* ou chapelles de tolérance qui n'ont pas été reconnues par ordonnance royale ou décret impérial, n'ont aucune existence légale, et ne peuvent préjudicier aux droits de l'église paroissiale dans la circonscription de laquelle elles sont placées.

Ces solutions, également conformes aux principes, se trouvent consacrées par la décision ministérielle ci-après.

LETTRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à M. le préfet de la Haute-Marne.*

Paris, le 17 mai 1831.

Monsieur le Préfet,

« Par votre lettre du 30 avril dernier, vous m'informez qu'il y a dans votre département des *annexes* qui ont un conseil de fabrique, et d'autres qui ont dans le conseil de fabrique de la succursale deux membres sur les cinq dont il est composé.

« Vous me demandez s'il convient de supprimer les conseils de fabrique de ces *annexes*, et, dans ce cas, vous me priez de vous faire connaître de quelle manière seraient administrées les ressources des églises de ces mêmes *annexes*.

« Comme il ne peut y avoir de doute sur l'illégalité de semblables conseils de fabrique, il est certain que l'administration ne doit nullement en reconnaître l'existence. Les *annexes* vicariales dépendent des fabriques établies aux chefs-lieux des paroisses, et leurs revenus sont gérés par les mêmes fabriciens, saûf à ces derniers à appliquer exclusivement à l'avantage de l'église réunie les ressources qui lui appartiennent.

« Je crois devoir vous faire observer qu'il n'est ici question que des églises érigées par ordonnances royales en *annexes* vicariales, et que les communes réunies pour le culte à une paroisse ne sont point susceptibles d'être placées dans la même catégorie. Les églises de ces communes sont censées fermées à l'exercice de la religion; si elles sont ouvertes dans certaines localités, ce n'est que par simple tolérance de l'évêque, et il ne peut être dérogé, sous aucun rapport, aux droits de l'église chef-lieu de succursale, dont elles dépendent, d'après les états de la circonscription générale des paroisses, ou par suite de réunions postérieures. »

§ V. *Biens de l'*ANNEXE.

L'*annexe* ne peut pas posséder par elle-même ; cependant elle a droit à l'usage gratuit ou à la jouissance de l'église et du presbytère, qui peuvent exister dans la commune ou section de commune, et dont la fabrique chef-lieu ne conserve que la nue propriété, tant que dure l'établissement. (*Lettre minist. du* 12 *août* 1812.)

L'*annexe* peut-être néanmoins l'objet de donations ou fondations, dont les revenus lui sont exclusivement applicables. On lit, en effet, dans la circulaire du 11 mars 1809, rapportée ci-dessus, p. 171, « que rien n'empêche que, pour la dignité du culte, dans une cha- « pelle ou *annexe*, on ne lui fasse des dons ou legs avec une affec-

« tation spéciale ; que la volonté des donataires doit être respectée ; « que cela ne peut être qu'avantageux à l'église principale ; puisque « dans le cas où la chapelle ou *annexe* cesserait d'exister, ces biens « retourneraient de droit à l'église principale, sauf les droits résul- « tant des clauses contraires dans la fondation. »

Les donations, faites en faveur des *annexes* établies ou à établir, sont acceptées par le desservant ou le trésorier de la fabrique de l'église paroissiale, dans les formes déterminées par l'ordonnance du 2 avril 1817, et à la charge de donner à la libéralité reçue la destination indiquée par le donateur. (*Ordon. du 19 janvier 1820, art. 3.*)

ANNEXE (DROIT D')

On entend par *droit d'annexe*, le droit de vérifier les bulles, brefs, constitutions et autres expéditions de la cour de Rome. (*Voyez* ATTACHE.) Ce prétendu *droit d'annexe* n'est qu'une odieuse servitude, car il prétend *vérifier* des actes qui ne dépendent d'aucune autorité temporelle.

Ce *droit d'annexe* était autrefois donné par les parlements qui permettaient la publication et l'exécution des bulles. L'article 1^er^ de la loi organique du 18 germinal an X a fait revivre ce droit ou plutôt cette servitude en ces termes : « Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement. »

L'article 1^er^ du décret du 28 février 1810, rapporté ci-après sous le mot BREF, a modifié cet article en ce qui regarde les brefs de la pénitencerie qui peuvent être exécutés sans aucune autorisation. (*Voyez* BREF.)

ANNIVERSAIRES POLITIQUES.

(*Voyez* PRIÈRES PUBLIQUES.)

ANNONCES.

Quand les fabriques ont des adjudications de quelque importance à faire, elles ne doivent pas négliger l'insertion de ces adjudications dans l'une des feuilles d'*annonces* du département. C'est aux adjudicataires à payer ces frais d'*annonces*.

L'*annonce* consiste simplement à faire insérer l'affiche dans la feuille.

Pour ce qui regarde les *annonces* faites au prône, voyez PRÔNE, PUBLICATION.

ANNUELS.

On appelle *annuels* les messes que l'on fait dire chaque jour ou chaque semaine d'une année, pour une personne décédée ou pour toute autre cause, moyennant rétribution.

L'article 31 du décret du 30 décembre 1809 porte à cet égard :

« Les *annuels* auxquels les fondateurs ont attaché des honoraires, et généralement tous les *annuels* emportant une rétribution quelconque, seront donnés de préférence aux vicaires, et ne pourront être acquittés qu'à leur défaut par les prêtres habitués ou autres ecclésiastiques, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par les fondateurs. »

Cette disposition du décret de 1809 a remis en vigueur l'article 16 de l'arrêt du 26 juillet 1751, ainsi conçu :

« Les curés, et ensuite les vicaires, seront les premiers remplis de messes et autres fondations, quand elles ne seront point attachées à l'entretien d'un chapelain ou d'une confrérie particulière. »

Ainsi l'ancienne et la nouvelle législation sont d'accord sur la préférence que les vicaires doivent avoir. C'est en effet une justice rigoureuse, car, en général, les vicaires sont très-peu rétribués. (*Voyez* VICAIRE.)

Le gouvernement, en rétablissant les fondations dont les biens et rentes subsistent encore, n'a entendu rétablir que la condition principale, celle de l'acquit des charges en prières et services religieux que le fondateur a prescrite, et non la condition accessoire, et surtout celle de l'attribution exclusive à tel ou tel prêtre d'exécuter ce service religieux. Par suite, les anciens titulaires de fondations ne peuvent plus prétendre à en acquitter les charges, de préférence à tout autre ecclésiastique, et à jouir du revenu qui est attaché à leur service. (*Avis du conseil d'Etat, du 21 frimaire an* XIV.)

Le droit de nommer, parmi les prêtres habitués dans les églises où sont établies des fondations, le sujet qui en acquittera les charges pieuses, appartient à l'évêque. (*Avis du conseil d'Etat, du 21 frimaire an* XIV.)

L'*annuel* ou anniversaire ne fait pas partie des frais funéraires. (*Voyez* FRAIS FUNÉRAIRES.)

ANNULATION.

La question de savoir si les élections faites, et, en général, les délibérations prises par les conseils de fabriques, peuvent être annulées par les évêques, ou si, au contraire, l'*annulation* n'en peut être valablement prononcée que par un décret, n'est plus, depuis

longtemps, susceptible d'aucun doute. Cette question a été décidée dans ce dernier sens par un grand nombre d'ordonnances royales, d'avis des comités du conseil d'État et de décisions ministérielles. Nous nous bornons à citer celles du 11 octobre 1830 et du 8 février 1844. (*Voyez* ÉLECTION.)

ANTICIPATION.

On appelle *anticipation* une usurpation, un empiètement fait sur une propriété.

Les *anticipations* faites sur les propriétés de la fabrique, sont du ressort des tribunaux. Dès que le conseil de fabrique a connaissance d'une *anticipation* faite par un particulier, dit Le Besnier, le président, le maire ou le curé doit solliciter auprès du préfet l'autorisation de réunir le conseil en session extraordinaire, pour délibérer sur la demande à faire au conseil de préfecture, d'une autorisation pour traduire et poursuivre le délinquant devant les tribunaux. La commune étant toujours obligée de subvenir aux besoins des fabriques, le conseil municipal doit également être convoqué, à l'effet de déclarer s'il y a lieu à intenter une action. Toutefois, le trésorier doit, au cas de besoin, user du droit de faire des actes conservatoires, suivant qu'il y est autorisé par l'article 78 du décret du 30 décem. 1809. (*Voyez* ACTES CONSERVATOIRES.)

APPEL COMME D'ABUS.

L'*appel comme d'abus*, suivant la définition des canonistes, est celui que l'on interjette de l'exécution des bulles, brefs et rescrits du Pape, des ordonnances, des sentences et des actes des évêques et autres personnes ecclésiastiques, ou des jugements des juges séculiers et des actes des fonctionnaires publics attentatoires à la juridiction ecclésiastique.

Cet *appel* s'interjette par celui qui prétend que les supérieurs ecclésiastiques ont outrepassé leur pouvoir, entrepris sur la juridiction temporelle, ou qu'ils ont contrevenu aux décrets et constitutions canoniques reçus en France, ou aux libertés de l'église gallicane et aux lois du royaume (1).

Les *appels comme d'abus*, qui étaient injustes et une sorte de désordre, sous l'ancienne monarchie, comme nous l'avons démontré dans notre *Cours de droit canon*, sont devenus une institution étrange sous l'empire de nos lois actuelles. Ils sont en opposition manifeste avec le principe de la liberté des cultes, proclamée par nos constitutions ; ils produisent par conséquent des résultats absurdes, et

(1) *Traité de la juridiction ecclésiastique contentieuse*, tome II, page 365.

notamment celui de nous donner pour interprètes et gardiens des règles de l'Eglise catholique des hommes qui peuvent ne point appartenir à l'Eglise catholique, et dont plusieurs, par le fait, ne lui appartiennent pas. Un résultat plus absurde encore, c'est que de tels juges ont pour justiciables les vrais interprètes des règles de l'Eglise, c'est-à-dire les évêques et les prêtres.

Le recours a aujourd'hui, comme autrefois, un caractère fort odieux. Depuis le concordat, tous les recours formés sous le prétexte de l'ordre public, n'ont eu qu'un motif politique, celui de calmer la mauvaise humeur des hommes ennemis du gouvernement.

L'Etat ne peut y gagner autre chose que de froisser inutilement le clergé par des censures inutiles ; de diminuer le respect dont ce corps devrait être entouré, dans l'intérêt de son ministère aussi bien que dans l'intérêt de la société ; d'affaiblir la confiance et le respect qu'il doit lui-même porter aux lois de l'Etat, lorsqu'il se sent frappé par des dispositions qu'aucun motif sérieux, puisé dans l'ordre moral, religieux ou politique, ne saurait justifier.

Il ne doit donc plus exister d'*appels comme d'abus ;* ils sont une anomalie dans notre droit public actuel. Il ne peut y avoir que des contraventions, des délits et des crimes prévus par la loi pénale. Le clergé ne demande point de priviléges, mais il ne doit pas non plus être opprimé, il ne réclame que le droit commun.

Cependant, comme d'après la jurisprudence du conseil d'Etat, c'est encore une nécessité de subir les conséquences de la loi du 18 germinal an X. (*Articles organiques du* 8 *avril* 1802), nous devons faire connaître, dans ce *Cours de législation religieuse*, les décisions les plus importantes qui ont été rendues en cette matière.

Nous parlerons d'abord des *appels comme d'abus* qui ont frappé les évêques et ensuite de ceux qui ont rapport aux simples prêtres.

§ I. *Des* APPELS COMME D'ABUS *portés contre les évêques.*

Les cas d'abus de la part des évêques ou de toute autre personne ecclésiastique sont :

« L'usurpation ou l'excès de pouvoir ;

« La contravention aux lois et règlements de l'Etat ;

« L'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane ;

« Toute entreprise ou tout autre procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure ou en scandale public. » (*Art. org.* 6.)

La première condamnation d'un évêque au conseil d'Etat date de

1809, il s'agissait d'un mandement de l'évêque de Bayonne, qui contenait quelques propositions fâcheuses pour le gouvernement. Napoléon ne voulut pas que l'on se contentât d'un *appel comme d'abus*, il renvoya la conduite de l'évêque à l'examen de la commission de haute police administrative, créée par décret du 11 juin 1806. Il y avait là une violation assez formelle de la loi organique de l'an X; mais le gouvernement impérial trouvait sans doute des garanties plus efficaces dans une juridiction qui pouvait prononcer la réprimande, la censure, la suspension des fonctions et même la destitution.

Le 26 octobre 1820, Mgr l'évêque de Poitiers avait publié un bref du pape non revêtu de l'autorisation royale. Son mandement fut supprimé le 23 décembre suivant par une ordonnance conçue en ces termes :

« Considérant que l'évêque de Poitiers..... ne pouvait publier le bref reçu de Sa Sainteté, qu'avec notre préalable autorisation ; que c'est une des règles les plus anciennes et les plus importantes de notre royaume, que, sous quelque prétexte que ce soit, les bulles, brefs, rescrits, constitutions, décrets et autres expéditions de la cour de Rome, à l'exception de ceux concernant le for intérieur seulement et les dispenses de mariage, ne puissent être reçus ni publiés sans avoir été préalablement vus et vérifiés par le gouvernement..... sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. Il y a abus dans le mandement de l'évêque de Poitiers sus-mentionné, en ce qu'il ordonne la lecture et la publication d'un bref de Sa Sainteté, sans notre autorisation ; et ledit mandement est et demeure supprimé. » (*Voyez* BREF.)

A la fin de 1823, le cardinal-archevêque de Toulouse avait fait imprimer et publier, dans son diocèse, une lettre pastorale qui contenait des expressions contraires aux lois du royaume. (Style du conseil d'Etat. Le vénérable cardinal de Clermont-Tonnerre dénonçait les efforts toujours croissants de la révolte et de l'impiété.) Cette lettre fut supprimée par une ordonnance du 10 janvier 1824, ainsi conçue :

« Considérant que s'il appartient aux évêques de notre royaume de nous demander les améliorations et les changements qu'ils croient utiles à la religion, ce n'est point par la voie de lettres pastorales qu'ils peuvent exercer ce droit, puisqu'elles ne sont adressées qu'aux fidèles de leur diocèse, et ne doivent avoir pour objet que de les instruire des devoirs religieux qui leur sont prescrits;

« Que notre cousin le cardinal-archevêque de Toulouse a publié, sous la forme d'une lettre pastorale, des propositions contraires au droit public et aux lois du royaume, aux prérogatives et à l'indépendance de notre couronne, etc..... Il y a abus. »

En 1835, Mgr l'évêque de Moulins avait adressé au roi et à tous

les évêques de France un mémoire par lequel il s'opposait au mode d'administration des séminaires, introduit par le ministre des cultes en exécution d'un décret impérial du 6 novembre 1813.

Dans ces circonstances, le conseil d'Etat prononça en ces termes :

« Considérant que si les évêques de notre royaume sont admis, comme tous les citoyens, à recourir auprès de nous contre les actes émanés de nos ministres, il n'est point permis à un évêque, dans un mémoire imprimé et adressé à tous les évêques du royaume, de provoquer de leur part un concert pour s'associer à ses démarches, et de chercher ainsi à donner à ses déclarations ou à ses actes un caractère qui les rendrait communs à l'épiscopat tout entier.

« Considérant que s'il appartient à un évêque de nous proposer des modifications ou améliorations qu'il croirait utile d'introduire dans les règlements relatifs à la comptabilité des établissements ecclésiastiques, il ne lui est pas permis de provoquer, de la part des autres évêques du royaume, la désobéissance aux lois et règlements en vigueur ;

« Considérant que dans le mémoire ci-dessus visé, livré par lui à l'impression, envoyé par lui à tous les évêques du royaume comme ayant droit d'en connaître, l'évêque de Moulins a méconnu l'autorité qui appartient à notre gouvernement, en vertu des lois du royaume sur les établissements publics et sur la gestion temporelle des biens des établissements religieux ;

« Considérant que le mémoire ci-dessus visé renferme dans plusieurs de ses passages des imputations aussi injustes qu'injurieuses pour l'administration publique et pour les évêques du royaume, en supposant des concessions clandestinement arrachées par tous les moyens de séduction et de violence ;

« Dit qu'il y a abus, etc..... »

Sur la fin de l'année 1838, M. le comte de Montlosier, pair de France, auteur de divers écrits hétérodoxes, devint dangereusement malade ; Mgr l'évêque de Clermont se transporta auprès de lui, et lui demanda, avant de recevoir sa confession, de déclarer par écrit qu'il rétractait tout ce que ses écrits pouvaient renfermer de contraire à l'enseignement de l'Eglise. Le malade s'y refusa et mourut dans ces dispositions. Conformément aux lois canoniques, Mgr l'évêque de Clermont refusa la sépulture ecclésiastique. Alors intervint un arrêt du conseil d'Etat, en date du 30 décembre 1838, ainsi motivé :

« Considérant que le refus de sépulture catholique, fait par l'autorité ecclésiastique au comte de Montlosier, dans les circonstances qui l'ont accompagné et qui sont constatées par l'instruction, constitue un procédé qui a dégénéré en oppression et en scandale public, et rentre dès lors dans les cas prévus par l'art. 6 de la loi du 18 germinal an X ; notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit : Il y a abus dans le refus de sépulture catholique fait au comte de Montlosier. »

Mgr de Quelen, archevêque de Paris, voulant, en 1837, protester

contre la disposition que l'autorité publique prétendait faire de l'emplacement de l'ancien archevêché, formula ses protestations par une lettre pastorale communiquée au chapitre métropolitain, et envoyée à tous les curés du diocèse. Il y eut poursuite au conseil d'Etat.

Et sur cette poursuite intervint, à la date du 21 mars, une déclaration d'abus ainsi conçue :

« Louis-Philippe, roi des Français,

« A tous présents et à venir, salut,

« Vu le rapport par lequel le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, nous propose de déclarer, de l'avis de notre conseil d'Etat, qu'il y a abus dans la déclaration de l'archevêque de Paris, en date du 4 mars 1837, et dans la délibération du chapitre métropolitain, en date du 6 du même mois ;

« Vu lesdites déclaration et délibération, imprimées à Paris, chez Adrien Leclère, imprimeur de l'archevêché ;

« Vu la lettre du 7 mars 1837, par laquelle l'archevêque de Paris adresse à notre ministre des cultes un exemplaire imprimé desdites déclaration et délibération ;

« Vu les lettres des 7 et 11 mars 1837 faisant le même envoi à notre ministre des finances et au préfet du département de la Seine ;

« Vu la lettre de notre ministre des cultes à l'archevêque de Paris, du 17 mars 1837, par laquelle il lui accuse réception d'un exemplaire desdites déclaration et délibération, et lui annonce qu'il les a déférées par la voie d'*appel comme d'abus*, à notre conseil d'Etat ;

« Vu la déclaration du clergé de France, du 19 mars 1682, et l'édit du même mois, et le sénatus-consulte du 17 février 1810, article 4, et le décret du 25 février 1810 ;

« Vu les lois des 2 novembre 1789, 20 avril 1790, 15 mai 1791 ;

« Vu les articles 12 et 13 du concordat de 1801, et les articles 6, 8, 71, 72 et 73 de la loi du 18 germinal an X ;

« Vu l'article 8 de la Charte constitutionnelle ;

« Considérant qu'aux termes de la déclaration de 1682, il est de maxime fondamentale, dans le droit public du royaume, *que le chef de l'Eglise, et l'Eglise même, n'ont reçu de puissance que sur les choses spirituelles, et non pas sur les choses temporelles et civiles ;* que, par conséquent, s'il appartient aux évêques du royaume de nous soumettre, relativement aux actes de notre autorité qui touchent au temporel de leurs églises, les réclamations qu'ils croient justes et utiles, ce n'est point par la voie des lettres pastorales qu'ils peuvent exercer ce droit, puisqu'elles ne doivent avoir pour objet que d'instruire les fidèles des devoirs religieux qui leur sont prescrits ;

« Considérant que l'archevêque de Paris, dans un écrit pastoral sous le titre de *Déclaration* adressée *à tous ceux qui ont ou qui auraient dans l'avenir droits ou intérêts d'en connaître*, communiquée par lui au chapitre métropolitain et envoyée à tous les curés du diocèse, a protesté contre notre ordonnance du 13 août 1831, en exécution de laquelle les bâtiments en ruines de l'ancien palais archiépiscopal ont été mis en vente comme propriété de l'Etat, à charge de démolition, et réclamé contre la présentation faite par nos ordres, le 23 février dernier, d'un projet de loi ayant pour objet de céder à la ville de Paris les terrains et emplacements dudit pa-

ais; que, par ces protestations faites en qualité de supérieur ecclésiastique, il a ommis un excès et une usurpation de pouvoir, et contrevenu aux lois du royaume;

« Considérant que, dans le même écrit pastoral, l'archevêque de Paris, prétendant igir *en vertu de son institution, installation et mise en possession canonique, comme uteur, gardien, conservateur et défenseur des biens affectés à son église*, a réclamé la remise desdits terrains et emplacements, comme faisant partie du *patrimoine de l'église de Paris ;*

« Qu'en revendiquant, par ces motifs, et comme propriété de l'Eglise, des terrains et emplacements qui apppartiennent à l'Etat, il a méconnu l'autorité des lois ci-dessus visées, qui ont réuni au domaine de l'Etat les biens ecclésiastiques, et lui ont conféré un droit de propriété que n'ont pas modifié les affectations consenties par le concordat de 1801 et les articles organiques du 18 germinal an X, affectations dans lesquelles les palais archiépiscopaux et épiscopaux ne sont pas même compris; qu'il a méconnu également l'autorité de la Charte constitutionnelle, qui a déclaré toutes les propriétés inviolables, et des lois qui ont fait défense d'attaquer cette inviolabilité;

« Considérant que l'archevêque de Paris, soit en communiquant la susdite déclaration au chapitre métropolitain, en adoptant et publiant l'adhésion de ce chapitre, soit en déclarant qu'il a rempli une *obligation de solidarité épiscopale, dans l'intérêt de toutes les églises, atteint et compromis par le nouveau projet de loi* que nous avons fait présenter à la chambre des députés, a commis un excès de pouvoir;

« Considérant que le chapitre métropolitain, en adhérant à la déclaration de l'archevêque de Paris et à tous les motifs qui y sont énoncés, s'est rendu propres les abus qu'elle renferme, et qu'il a de plus commis un excès de pouvoir en prenant une délibération sur des matières qui ne sont pas de sa compétence et en faisant transcrire sur ses registres ladite délibération;

« Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes;

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Nous avons déclaré et déclarons,

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er, Il y a abus dans la déclaration de l'archevêque de Paris, en date du 7 mars 1837, et dans tous les actes qui ont eu pour objet de lui donner effet et publicité;

« Ladite déclaration est et demeure supprimée.

« ART. 2. Il y a abus dans la délibération du chapitre métropolitain, en date du 9 mars 1837, portant adhésion à la déclaration de l'archevêque de Paris, et dans la transcription de cette délibération sur les registres du chapitre.

« Ladite délibération est et demeure supprimée ; la transcription qui en a été faite sur les registres sera considérée comme nulle et non avenue.

« ART. 3. Notre garde des sceaux, etc »

Le 24 octobre 1843, Mgr l'évêque de Châlons adressa à un journal religieux (l'*Univers*) une lettre sur l'éducation anti-religieuse donnée dans les colléges de l'Université ; le ministre des cultes déféra cette lettre au conseil d'Etat, qui prononça en ces termes :

« Considérant que, dans la déclaration ci-dessus visée, l'évêque de Châlons, agis-

sant en cette qualité, *se livre à des allégations injurieuses pour l'Université de France et les membres du corps enseignant ;*

« Que ledit évêque *menace de refus éventuel des sacrements* les enfants élevés dans les établissements universitaires ;

« Que ces faits constituent envers l'Université et les membres du corps enseignant une *injure et une atteinte à leur honneur ;*

« Qu'ils sont de nature à *troubler arbitrairement* la conscience des enfants élevés dans les établissements universitaires, et celle de leurs familles ;

« Et que, sous ce double rapport, ils rentrent dans les cas déterminés par l'art. 6 précité de la loi du 18 germinal an X, etc.

« ART. 1er. Il y a abus dans la déclaration ci-dessus visée de M. de Prilly, évêque de Châlons. »

S. E. le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, publia le 4 février 1845, un mandement portant condamnation du *Manuel du droit ecclésiastique français*, par M. Dupin. Dans ce mandement, le cardinal se livre à l'examen du *Manuel ;* il en déplore le ton général ; il fait connaître l'esprit des canonistes principaux, aux écrits desquels M. Dupin emprunte ses principes, et le peu de confiance qui leur est dû ; il discute différents points de la doctrine développée dans le *Manuel ;* enfin, il expose les erreurs et les dangers des divers ouvrages que l'auteur de ce livre recommande comme les plus utiles et les plus estimés.

Le 16 février, M. le ministre de la justice et des cultes crut devoir présenter au conseil d'Etat un recours comme d'abus contre ce mandement.

Le conseil d'Etat déclara, en effet, par l'arrêt ci-après, qu'il y avait abus.

ARRÊT *du conseil d'Etat, du* 9 *mars* 1845.

« LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,

« Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes ;

« Vu le recours comme d'abus à nous présenté en notre conseil d'Etat, par notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, contre le mandement donné à Lyon, le 21 novembre 1844, par le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon et de Vienne, etc. ;

« Vu ledit mandement imprimé à Lyon, chez Antoine Périsse, et publié le 4 février 1845 ;

« Vu la lettre, en date du 16 février 1845, par laquelle notre garde des sceaux informe le cardinal de Bonald du recours précité, et à laquelle il n'a pas été répondu ;

« Vu la déclaration de l'assemblée générale du clergé de France, du 19 mars 1682, l'édit du même mois, l'article 24 de la loi du 18 germinal an X, et le décret du 25 février 1810 ;

« Vu le concordat du 26 messidor an IX ;

« Vu les articles 1, 4 et 6 de la loi du 18 germinal an X ;

« Considérant que, dans le mandement ci-dessus visé, le cardinal-archevêque de

Lyon, en attaquant l'autorité de l'édit du mois de mars 1682, de l'article 24 de la loi du 18 germinal an X, du décret du 25 février 1810, a commis un attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane, consacrées par ces actes de la puissance publique (1) ;

« Considérant que, dans le même mandement, le cardinal de Bonald donne autorité et exécution à la bulle pontificale, *Auctorem fidei*, du 28 août 1794, laquelle n'a jamais été ni vérifiée ni reçue en France, ce qui constitue une contravention à l'article 1er de la loi du 18 germinal an X ;

« Considérant enfin que, dans ledit mandement, le cardinal de Bonald se livre à la censure de la loi organique du concordat du 18 germinal an X, dont plusieurs dispositions sont par lui signalées comme violant les véritables libertés de l'Eglise de France ;

« Qu'il conteste à la puissance royale le droit de vérifier les bulles, rescrits et autres actes du Saint-Siége, avant qu'ils soient reçus en France ; (*Voyez* BREF.)

« Qu'il conteste également le droit qui nous appartient en notre conseil d'Etat de statuer sur les *appels comme d'abus ;*

« Qu'il refuse aux articles de la loi du 18 germinal an X, la force obligatoire qui s'attache à leurs dispositions ;

« Qu'il a ainsi commis un excès de pouvoir ;

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. Il y a abus dans le mandement donné à Lyon, le 22 novembre 1844 par le cardinal-Archevêque de Lyon ;

« Ledit mandement est et demeure supprimé.

« ART. 2. Notre garde des sceaux, etc. »

La déclaration d'abus qui précède n'a pas empêché plus de soixante archevêques et évêques du royaume de donner au mandement de S. E. le cardinal-archevêque de Lyon des adhésions qui ont été rendues publiques. Plusieurs d'entre eux ont en même temps protesté contre l'acte par lequel le gouvernement a déféré ce mandement au conseil d'Etat. Mgr l'archevêque de Reims a également donné et publié un mandement portant condamnation du *Manuel* de M. Dupin. Néanmoins, il n'a été intenté de poursuites contre aucun de ces prélats.

S. E. le cardinal-archevêque de Lyon s'empressa d'adresser au

(1) Si ces actes de la puissance publique sont encore en vigueur, il n'existe plus de Charte de 1830, et la révolution de juillet doit être considérée comme non avenue. On doit reconnaître une religion de l'Etat, à l'exclusion de toute autre, ou bien ce considérant est le comble de l'absurde et de l'arbitraire. Il nous semblerait aussi logique, ou, si on l'aime mieux, aussi ridicule d'invoquer, en cette circonstance, les lois d'Angleterre que celles d'un gouvernement absolu qu'on a voulu renverser, anéantir avec toutes ses institutions contraires à la liberté. Le conseil d'Etat, dans cet arrêt, *a commis un attentat aux libertés, franchises et coutumes* de l'Eglise catholique, *consacrées*, par la Charte de 1830. Il y a par conséquent abus dans cet arrêt. (*Note de la 1re édition.*)

ministre des cultes, qui lui avait envoyé l'arrêt du conseil d'Etat contre son mandement, une lettre si belle et si logique qu'elle suffit seule pour montrer l'incompétence du conseil d'Etat en semblable matière. Enfin, sous l'Empire, il y a eu quatre *appels comme d'abus* portés contre les évêques. Comme ils sont graves et pour des questions de droit importantes, nous croyons devoir les rapporter ici intégralement.

DÉCRET *du* 6 *avril* 1857 *contre Mgr l'évêque de Moulins.* (Mgr de Dreux-Brézé.)

« NAPOLÉON, etc. :

« Sur le rapport de la section de législation, justice et affaires étrangères ;

« Vu le recours comme d'abus à nous présenté en notre conseil d'Etat, le 3 mars 1857, par notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique et des cultes contre plusieurs actes de l'administration de l'évêque de Moulins, notamment contre :

« 1° Le fait d'avoir imposé à plusieurs curés de son diocèse une renonciation écrite et signée à se prévaloir de leur inamovibilité, et à exercer aucun recours devant l'autorité civile dans le cas où l'évêque jugerait à propos de les révoquer ou changer pour des raisons graves et canoniques ;

« 2° Le statut synodal prononçant excommunication *ipso facto* et sans intimation préalable, contre tous ceux qui s'adressent à la puissance séculière pour réclamer son appui dans tout ce qui concerne la juridiction, les statuts, mandements et autres prescriptions ou règlements ecclésiastiques, en matière de bénéfices, titres, doctrine et discipline (1) ;

« 3° La constitution du chapitre de l'église cathédrale de Moulins, faite sans l'intervention de l'autorité civile et en contravention à l'ordonnance spéciale du 29 octobre 1823 ;

« Vu l'enquête à laquelle il a été procédé par le préfet du département de l'Allier, les 28 février, 2 et 6 mars 1857 ;

« Vu le titre III des statuts du second synode du diocèse de Moulins : *De judiciis ; De non appellando ad sœcularem potestatem ;* lesdits statuts imprimés à Moulins, chez Desrosiers et fils, imprimeurs de l'évêché, en l'année 1855 ;

« Vu les constitutions capitulaires de l'église cathédrale de Moulins, imprimées dans le recueil ci-dessus visé ;

« Vu l'*Ordo divini officii,* publié et imprimé en 1856, chez les mêmes imprimeurs, contenant la composition actuelle dudit chapitre ;

« Vu la lettre, en date du 3 mars dernier, par laquelle notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique et des cultes donne avis à l'évêque de Moulins du recours précité ;

« Vu la lettre en réponse de l'évêque à notre ministre, en date du 8 du même mois ;

« Vu la déclaration du 19 mars 1682 et le décret du 25 février 1810 ;

« Vu l'article 10 de la convention du 26 messidor an IX ;

« Vu la loi du 18 germinal an X, et notamment les art. 1, 6, 19, 30 et 35 de ladite loi ;

(1) L'excommunication est encourue de plein droit dans tous ces cas. On ne peut avoir recours qu'au métropolitain et à Rome.

« Vu le decret du 28 février 1810,

« Sur le premier chef :

« Considérant qu'en imposant à plusieurs curés, avant leur installation, une renonciation écrite et signée à se pourvoir devant l'autorité civile, dans le cas où il jugerait à propos de les destituer pour des causes graves et canoniques, l'évêque de Moulins a commis un excès de pouvoir, une contravention aux lois de l'Etat, et un attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane.

« Sur le second chef ;

« Considérant que le recours à l'autorité civile est établi pour les ecclésiastiques comme pour tous les autres citoyens, dans un intérêt de justice, de protection et d'ordre public ; qu'il doit être exercé librement et en toute sécurité de conscience ; que dès-lors, l'interdiction du recours à la puissance séculière pour des faits qui seraient de sa compétence, sous peine d'excommunication *ipso facto* et sans intimation préalable, constitue également l'excès de pouvoir, la contravention aux lois de l'Empire et l'attentat contre les libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane.

« Sur le troisième chef ;

« Considérant qu'en modifiant, sans l'autorisation du gouvernement, la constitution du chapitre de l'église cathédrale de Moulins, telle qu'elle avait été établie par les statuts approuvés par ordonnance royale du 29 octobre 1823, l'évêque de Moulins a excédé ses pouvoirs et contrevenu à l'article 35 de la loi du 18 germinal an X ;

« Notre conseil d'Etat entendu ;

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Il y a abus :

« 1° Dans les renonciations imposées par l'évêque de Moulins à plusieurs curés de son diocèse ;

« 2° Dans l'interdiction de tout recours à la puissance séculière, sous peine d'excommunication *ipso facto* et sans intimation préalable prononcée contre tous ceux qui invoqueraient la protection de l'autorité civile pour des faits de sa compétence ;

« 3° Dans la constitution du chapitre de l'église cathédrale de Moulins, faite en contravention à l'article 35 de la loi du 18 germinal an X, et à l'ordonnance royale du 29 octobre 1823,

« Lesquels actes, déclarés abusifs, sont et demeurent supprimés.

« ART. 2. Notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

« Fait au palais des Tuileries, le 6 avril 1857.

« NAPOLÉON.

« Par l'Empereur, etc. ROULAND. »

DÉCRET *du* 30 *mars* 1861 *contre un mandement de Mgr l'évêque de Poitiers.* (Mgr Pie.)

« NAPOLÉON, etc.

« Sur le rapport de notre ministre de l'instruction publique et des cultes, par lequel il nous propose de déclarer qu'il y a abus dans le mandement de l'évêque de Poitiers, en date du 22 février 1861 (1) ;

(1) Il a pour titre : « Mandement de Mgr l'évêque de Poitiers, au sujet des accusations portées contre le Souverain-Pontife et contre le clergé français dans la brochure intitulée : *La France, Rome et l'Italie.* ».

« Vu ledit mandement, lu dans toutes les églises du diocèse, publié dans divers journaux et mis en vente à Poitiers et à Paris ;

« Vu les observations écrites présentées à notre conseil d'Etat, le 13 mars 1861, par l'évêque de Poitiers, sur la communication par lui prise du rapport susmentionné ;

« Vu l'article 1er de la déclaration de mars 1682 et les articles 86 et 204 du Code pénal ;

« Vu également les articles 6 et 8 de la loi du 18 germinal an X ;

« Considérant qu'aux termes de la déclaration de 1682 il est de maxime fondamentale dans le droit public français : « Que le chef de l'Eglise et l'Eglise « même n'ont reçu de puisssance que sur les choses spirituelles, et non pas sur les « choses temporelles et civiles ; » que, par conséquent, les lettres pastorales que les évêques peuvent adresser aux fidèles de leur diocèse ne doivent avoir pour objet que de les instruire de leurs devoirs religieux ;

« Considérant que, par son mandement du 22 février dernier, l'évêque de Poitiers s'est ingéré de censurer la politique et de critiquer les actes de notre gouvernement ;

« Considérant que cet écrit pastoral contient, en outre, une offense à notre personne et des rapprochements propres à alarmer les croyances de nos sujets catholiques ;

« Considérant que ces faits constituent un excès de pouvoir, une contravention aux lois de l'empire et un procédé pouvant troubler arbitrairement la conscience des citoyens ;

« Notre conseil d'Etat entendu ;

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Il y a abus dans le mandement de l'évêque de Poitiers, du 22 février 1861.

« Ledit mandement est et demeure supprimé.

« ART. 2. Notre ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois.* »

« Par l'Empereur, etc. ROULAND. »

DÉCRET *du* 16 *août* 1863 *contre les archevêques de Cambrai, de Tours, de Rennes et les évêques de Metz, de Nantes, d'Orléans et de Chartres.*

« NAPOLÉON, etc.,

« Sur le rapport de la section de législation, justice et affaires étrangères ;

« Sur la proposition de notre ministre de l'instruction publique et des cultes, en date du 11 juin 1863 ;

« Vu l'écrit ayant pour titre : *Réponse de plusieurs évêques aux consultations qui leur ont été adressées relativement aux élections prochaines,* ledit écrit signé par les archevêques de Cambrai, de Tours, de Rennes, et les évêques de Metz, de Nantes, d'Orléans et de Chartres, et publié dans tout l'empire par la voie des journaux quotidiens et en forme de brochure ;

« Vu la lettre adressée par notre ministre de l'instruction publique et des cultes à chacun desdits archevêques et évêques à la date du 31 mai dernier et insérée au *Moniteur ;*

« Vu la lettre en réponse écrite, le 4 juin suivant, par l'archevêque de Tours au même ministre, insérée dans les journaux quotidiens et publiée en brochure ;

« Vu l'article 1er de la déclaration de 1682 ;

« Vu les articles 4, 6, 8 et 50 de la loi organique du concordat du 18 germinal an X ;

« Vu la bulle du 3 des calendes de décembre 1801 et le décret apostolique du 9 avril 1802, insérés au *Bulletin des lois ;*

« Considérant que c'est un principe établi de tout temps par le droit canonique et consacré encore par la bulle et le décret qui ont fixé la nouvelle circonscription des diocèses, que les pouvoirs des évêques sont strictement renfermés dans les limites de cette circonscription, et ne peuvent être exercés qu'envers les fidèles de leurs diocèses respectifs ;

« Considérant que les archevêques et évêques ne peuvent délibérer ensemble et prendre des résolutions communes sans la permission expresse du gouvernement ;

« Considérant qu'aux termes de la déclaration de 1682, il est de maxime fondamentale dans le droit public français que le chef de l'Eglise et l'Eglise même, n'ont reçu de puissance que sur les choses spirituelles, et non pas sur les choses temporelles civiles ; que, par conséquent, les lettres pastorales que les évêques peuvent adresser aux fidèles de leur diocèse seulement ne doivent avoir pour objet que de les instruire de leurs devoirs religieux ;

« Considérant que l'écrit susvisé a été adressé par les archevêques et évêques signataires, non-seulement aux fidèles et aux prêtres de leurs diocèses respectifs, mais encore aux fidèles et aux prêtres de tous les diocèses de l'empire français par la voie des journaux quotidiens et en une brochure répandue dans tous les départements ;

« Considérant que cet écrit est évidemment le résultat d'un concert et l'œuvre d'une résolution prise en commun ;

« Considérant qu'il n'a nullement pour objet d'enseigner aux fidèles leurs devoirs religieux ; qu'il ne donne réellement que des instructions politiques ;

« Relativement a la lettre de l'archevêque de Tours :

« Considérant que cette lettre conteste au gouvernement le droit de faire respecter par les évêques les obligations à eux imposées par les lois de l'empire ;

« Considérant qu'elle contient une censure de certains actes attribués au gouvernement et concernant la politique extérieure ;

« Que, sous ce double rapport, elle constitue une contravention aux lois de l'Empire et un excès de pouvoir ;

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Il y a abus dans l'écrit ayant pour titre : *Réponse de plusieurs évêques aux consultations qui leur ont été adressées relativement aux élections prochaines*, signé et publié par les archevêques de Cambrai, de Tours, de Rennes, et par les évêques de Metz, de Nantes, d'Orléans et de Chartres.

« Ledit écrit est et demeure supprimé.

« ART. 2. Il y a abus dans la lettre adressée à notre ministre de l'instruction publique et des cultes par l'archevêque de Tours le 25 juin dernier.

« Ladite lettre est et demeure supprimée.

« ART. 3. Notre ministre d'Etat et notre garde des sceaux, ministre de la justice

et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois.*

« Approuvé le 16 août 1863.

« NAPOLÉON.

« Par l'Empereur ; *le garde des sceaux*, J. BAROCHE. »

DÉCRETS *impériaux du 8 février 1865, déclarant qu'il y a abus dans le fait d'avoir donné lecture en chaire de la partie de l'Encyclique du 8 décembre 1864 dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont point été autorisées en France.*

1er DÉCRET. — *Affaire de Monseigneur l'évêque de Moulins* (Mgr de Dreux-Brézé).

« NAPOLÉON, etc.

« Sur le rapport de la section de législation, justice et affaires étrangères,

« Vu le recours comme d'abus à nous présenté, en notre conseil d'Etat, le 11 janvier 1865, par notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, contre l'évêque de Moulins ;

« Vu la circulaire de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, en date du 1er janvier 1865 ;

« Vu la lettre imprimée de l'évêque de Moulins aux curés du diocèse de Moulins, en date du 8 janvier 1865, à laquelle est jointe l'allocution prononcée par lui dans la cathédrale de Moulins ;

« Vu la dépêche de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, en date du 12 janvier 1865, par laquelle il informe l'évêque de Moulins du recours porté devant notre conseil d'Etat ;

« Vu la lettre de l'évêque de Moulins, en réponse à la dépêche ci-dessus, en date du 14 janvier 1865 ;

« Vu les articles 1er et 6 de la loi du 18 germinal an X ;

« Considérant qu'il résulte des documents ci-dessus visés que, le 8 janvier 1865, l'évêque de Moulins a donné, dans la chaire de la cathédrale de Moulins, lecture de la partie de la lettre encyclique dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont pas été autorisées ;

« Considérant qu'il a ainsi contrevenu à l'article 1er de la loi du 18 germinal an X, portant que « aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature « servant de provision, ni autres expéditions de la Cour de Rome, même ne con- « cernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés ou autre- « ment mis à exécution, sans l'autorisation du gouvernement. »

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Il y a abus dans le fait d'avoir donné lecture, en chaire, de la partie de la lettre encyclique dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont pas été autorisées par nous dans l'empire français.

« ART. 2. Notre ministre d'Etat et notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat de la justice et des cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois.*

« Fait au palais des Tuileries, le 8 février 1865.

« NAPOLÉON.

« Par l'Empereur, etc. J. BAROCHE. »

2e Décret. — *Affaire de S. E. le cardinal-archevêque de Besançon* (Mgr Mathieu).

« Napoléon, etc.

« Sur le rapport de la section de la législation, justice et affaires étrangères;

« Vu le recours comme d'abus à nous présenté, en notre conseil d'Etat, le 14 janvier 1865, par notre garde des sceaux, etc., contre le cardinal-archevêque de Besançon, et les pièces y annexées;

« Vu la circulaire, etc.

« Vu la dépêche de notre garde des sceaux, etc., par laquelle il informe le cardinal-archevêque de Besançon du recours porté devant notre conseil d'Etat;

« Vu la lettre du cardinal-archevêque de Besançon, en réponse à la dépêche ci-dessus, en date du 15 janvier 1865;

« Vu les articles 1er et 6 de la loi du 18 germinal an X;

« Considérant qu'il résulte des documents ci-dessus visés que, le 8 janvier 1865, le cardinal-archevêque de Besançon a donné, dans la chaire de la cathédrale de Besançon, lecture de la partie de la lettre encyclique, dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont pas été autorisées, qu'il a déclaré « qu'ainsi se trouvait « publiée la parole du Souverain-Pontife ; »

« Considérant qu'il a ainsi contrevenu à l'article 1er de la loi du 18 germinal an X, portant que « aucune, etc.; »

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« Art. 1er. Il y a abus dans le fait d'avoir donné lecture en chaire de la partie de la lettre encyclique dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont pas été autorisées par nous dans l'Empire français.

« Art. 2. Notre ministre d'Etat et notre garde des sceaux, etc., sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

« Fait au palais des Tuileries, le 8 février 1865.

« Napoléon.

« Par l'Empereur, etc. J. Baroche.

§ II. Des appels comme d'abus *concernant les prêtres*.

Nous ne rapporterons pas ici tous les *appels comme d'abus* portés devant le conseil d'Etat contre de simples prêtres ; nous ne citerons que les suivants, qui suffiront pour faire connaître aux ecclésiastiques les actes qui pourraient donner lieu à des recours contre eux devant le conseil d'Etat.

Le refus d'administrer le baptême à un enfant, sur le motif que la conduite de la personne par qui il est présenté est contraire aux mœurs, peut, dans certaines circonstances, donner lieu à porter devant le conseil d'Etat un *appel comme d'abus*. (*Arrêt du conseil d'Etat du 11 janvier* 1829. *Voyez* baptême, § I.)

Lorsqu'un curé refuse, pour cause d'irréligion, d'admettre comme parrain et marraine des personnes que lui présente le père de l'enfant à baptiser, la déclaration comme d'abus doit-elle être pro-

noncée ? La question a été portée devant le conseil d'Etat, qui ne l'a point décidée quant au fond : il a seulement déclaré que l'*appel* ne pouvait être formé que par le parrain et la marraine, et non par le père, faute d'intérêt. (*Arrêt du 17 avril 1825.*) (*Voyez* PARRAIN.)

Il y a abus lorsqu'il est constaté qu'un prêtre s'est fait remettre des valeurs, même pour les remettre à des tiers; mais le fait de cette remise ne suffit pas pour autoriser une poursuite criminelle. (*Arrêt du 25 novembre 1829.*)

Il y a abus, dans la publication faite au prône d'un objet étranger à l'exercice du culte. (*Arrêt du 6 mars 1829.*)

Il y a abus, dans la célébration religieuse du mariage avant qu'il ait été justifié de l'acte du mariage civil. (*Arrêt du 12 novembre 1828.*) (*Voyez* BÉNÉDICTION NUPTIALE.)

Il y a abus, dans l'exclusion d'une association prononcée en chaire contre une jeune fille, par le curé, après avoir entretenu ses paroissiens de désordres survenus dans la commune. (*Arrêt du 19 juin 1829.*)

Il y a abus, dans un discours prononcé en chaire, ou dans des reproches adressés publiquement dans l'église, qui ont dégénéré en scandale public. (*Arrêt du 3 mai 1837.*)

Il y a abus, dans le refus de confession et dans l'exigence préalable d'une rétractation, destinée à être rendue publique. (*Arrêt du 6 mars 1829.*)

Jugé au contraire, que le refus public des sacrements, qui n'est pas accompagné de réflexions ou d'injures de la part du curé, ne peut être déféré qu'à l'autorité ecclésiastique supérieure. (*Arrêt du conseil d'Etat du 16 décembre 1830.*)

Toute diffamation dont le prêtre se rend coupable hors l'exercice de ses fonctions, ne peut donner lieu à un *appel comme d'abus*. (*Arrêt du 28 mars 1831.*)

Il n'y a pas abus ecclésiastique quand un curé enjoint publiquement à un fidèle, pendant l'office des vêpres, de quitter la place qu'il occupait dans l'église et le costume qu'il portait comme membre d'une confrérie formée dans la paroisse. (*Arrêt du 7 août 1829.*)

Un particulier, après avoir volontairement payé à un curé des droits de sépulture, ne peut se pourvoir par *appel comme d'abus* devant le conseil d'Etat, ni solliciter l'autorisation de poursuivre le curé comme concussionnaire. (*Arrêt du 4 mars 1830.*)

Il n'y a pas abus de la part du prêtre qui, appelé pour administrer les sacrements à un malade, se fait remettre volontairement divers livres, parce qu'il les trouve mauvais et dangereux. (*Arrêt du 25 août 1829.*)

La révocation d'un curé desservant ne peut motiver un *appel comme d'abus*. Quand un prêtre a été destitué de ses fonctions de des-

servant, il n'y a pas abus de la part de l'évêque qui lui défend d'exercer son ministère dans le diocèse. (*Arrêt du conseil d'Etat du 28 octobre* 1829.)

C'est devant le métropolitain qu'un prêtre interdit doit se pourvoir et non au conseil d'Etat par la voie d'*appel comme d'abus*. (*Arrêt du 31 juillet* 1839.) (*Voyez* APPEL SIMPLE, INTERDIT.)

Il n'y a pas abus dans l'acte par lequel un évêque prononce l'excorporation d'un prêtre de son diocèse. Il n'y a pas non plus abus dans la décision de l'archevêque métropolitain qui rejette la réclamation du prêtre excorporé. La commission de la caisse des retraites d'un diocèse peut également, sans abus, prononcer l'exclusion d'un ecclésiastique de toute participation à la répartition des fonds de cette caisse. Le recours formé pour ces trois chefs par le prêtre excorporé n'est pas susceptible d'être accueilli par le conseil d'Etat. (*Arrêt du conseil d'Etat de* 1855.)

Il y a lieu de rejeter un *appel comme d'abus* formé contre un curé à raison des paroles qu'il a prononcées dans l'exercice du culte, lorsque ces paroles ne constituent ni un délit, ni un abus. Un exécuteur testamentaire n'a point qualité pour adresser un recours de cette nature au nom et comme représentant d'une personne décédée. (*Arrêt du conseil d'Etat du 4 mai* 1867.)

La législation sur cette matière protége souvent les membres du clergé contre les injustes attaques des personnes vindicatives, ainsi que le prouve la statistique dressée par l'administration des cultes. En effet, sur 70 recours formés par des particuliers contre des ecclésiastiques depuis 1802 jusqu'au 1er janvier 1860, 18 seulement ont été admis dans l'espace de 57 années. Depuis 1860, cinq ou six *appels comme d'abus* sont transmis chaque année à cette administration ; le nombre des rejets est également, comme auparavant, des trois quarts du total.

§ III. APPEL COMME D'ABUS *contre les fonctionnaires civils.*

Les fonctionnaires publics, non ecclésiastiques, se rendent coupables d'abus, lorsqu'ils « portent atteinte à l'exercice public du culte et à la liberté que les lois et règlements garantissent à ses ministres. » (*Art. organique*, 7.)

« Cet article, dit Portalis, est fondé sur la raison naturelle. Si les personnes ecclésiastiques peuvent commettre des abus contre leurs inférieurs, dans la hiérarchie, et contre les simples fidèles, les fonctionnaires publics et les magistrats peuvent s'en permettre contre la religion et les ministres du culte. Le recours au conseil d'Etat doit donc être un remède réciproque, comme l'était l'*appel comme d'abus*. » L'article 8 de nos trop célèbres *libertés* reconnaissait aussi ce

droit : « L'*appel comme d'abus* réciproque est réciproquement commun aux ecclésiastiques pour la conservation de leur autorité et juridiction. »

Les recours contre les fonctionnaires civils sont fort rares : il n'en a été formé qu'un, et depuis 1830. « La raison en est simple, dit M. Vuillefroy ; il y a contre les fonctionnaires civils, qui sont placés sous la dépendance ministérielle, d'autres moyens de recours que la voie d'*appel comme d'abus*. »

Il y a d'autres moyens, sans doute, comme la destitution, par exemple, mais ces moyens qui honoreraient le gouvernement et feraient respecter les lois, on ne les emploie jamais. Si un prêtre, si un évêque fait ce qu'on appelle une imprudence, et ce qui est pour lui un devoir de conscience, vite un *appel comme d'abus*. Mais que des maires, que des préfets même *portent atteinte à l'exercice public du culte catholique, et à la liberté que les lois et règlements garantissent à ses ministres ;* qu'ils enfoncent les portes de l'église ; qu'ils y introduisent de vive force et déposent au pied des saints autels, au grand scandale des fidèles, le cadavre d'un renégat, et quelquefois celui d'un hérétique ; qu'ils y parodient, d'une manière plus ou moins burlesque, les saintes fonctions du prêtre ; qu'ils sonnent les cloches, dans ces circonstances ou autres, malgré la défense formelle des saints canons et des lois civiles ; qu'ils empêchent un prêtre de dire la messe dans son église ; qu'ils viennent l'outrager jusque dans le sanctuaire ; qu'ils s'emparent des clés de l'église et même de celle du tabernacle où repose la victime sainte, etc. etc., l'autorité civile supérieure reste muette, si toutefois même elle n'approuve pas formellement ceux qui se sont rendus si odieusement coupables. Pourquoi donc avoir deux poids et deux mesures, *pondus et pondus ?* Si l'*appel comme d'abus* est un remède contre les envahissements du pouvoir ecclésiastique, au dire des canonistes parlementaires, il devrait être aussi un remède réciproque, ainsi que l'a dit Portalis, contre les fonctionnaires publics et les magistrats qui se permettent des abus contre la religion et les ministres du culte catholique.

§ IV. Appel comme d'abus. — *Manière de procéder.*

Toute personne intéressée peut faire un *appel comme d'abus ;* à défaut de plainte particulière, il est exercé d'office par le préfet. (*Art. organique* 8.) Il peut encore être exercé directement par le ministre des cultes. Mais il ne serait pas recevable s'il était formé par une autre personne que celle envers laquelle l'abus a été commis. Le droit d'*appel comme d'abus* n'appartient qu'aux personnes intéressées.

Les recours comme d'abus contre des ecclésiastiques peuvent donc

être exercés de trois manières : 1° d'office par le gouvernement ou les préfets; 2° par les ecclésiastiques inférieurs contre leurs supérieurs; 3° par des particuliers.

Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui veut exercer un *appel comme d'abus*, adresse un mémoire détaillé et signé au ministre des cultes. Celui-ci est tenu de prendre dans le plus court délai tous les renseignements convenables.

Le recours au conseil d'Etat pour un *appel comme d'abus*, ne doit y arriver qu'avec l'instruction préalable, nécessaire pour constater l'existence, la nature et la gravité du délit. Cette instruction est nécessaire pour faire le rapport prescrit par l'article 8 de la loi organique. De la nécessité de cette instruction, résulte la faculté, pour l'autorité compétente, de faire tous les actes qui doivent l'éclairer, et, dans le cas d'un délit flagrant, de prendre provisoirement toutes les mesures que la tranquillité publique commande. (*Lettre du ministre des cultes du* 27 *vendémiaire an XI.*)

Sur le rapport du ministre des cultes, l'affaire est suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, par un décret délibéré en conseil d'Etat. Elle peut être, suivant l'exigence des cas, renvoyée aux autorités compétentes. (*Loi org.*, *art.* 6 et 8.)

L'*appel comme d'abus* porté directement devant le conseil d'Etat ne serait pas recevable. La partie plaignante doit adresser auparavant au ministre des cultes ou de l'intérieur un mémoire détaillé, pour l'affaire être, sur son rapport, terminée définitivement en la forme administrative ou renvoyée, suivant l'exigence des cas, aux autorités compétentes. Ainsi jugé par l'ordonnance suivante du 31 juillet 1822.

« Louis, sur le rapport du contentieux ;

« Vu la requête à nous présentée au nom du sieur comte de Roquelaure, enregistrée au secrétariat général de notre conseil d'Etat, le 8 juillet 1822, tendant, etc,

« Vu les articles 6 et 8 du titre 1er de la loi du 18 germinal an X;

« Considérant que, d'après l'article 8 de la loi du 18 germinal an X, le requérant doit adresser un mémoire détaillé et signé de notre ministre de l'intérieur, à l'effet par ce dernier de prendre tous les renseignements convenables, et, sur son rapport, l'affaire être suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, suivant l'exigence des cas, aux autorités compétentes ;

« Considérant que ce préalable n'a pas été rempli;

« Notre conseil d'Etat entendu, etc.

« Art. 1er. Le sieur comte de Roquelaure est renvoyé à se pourvoir devant notre ministre de l'intérieur, conformément à l'article 8 du titre 1er de la loi du 18 germinal an X.

APPEL SIMPLE.

L'*appel simple* est celui qui s'interjette d'un juge inférieur à un juge supérieur, dans le même ordre de juridiction.

L'*appel simple*, des sentences rendues par les juges ecclésiastiques, dit Jousse (1), se porte devant le supérieur ecclésiastique immédiat, qui est le métropolitain ; et ensuite du métropolitain, au primat, en allant de supérieur en supérieur jusqu'au Pape

La loi du 18 germinal an X reconnaît ce droit d'*appel simple*. Ainsi, les prêtres peuvent appeler au métropolitain des sentences portées par leurs évêques, en vertu de l'article 15, ainsi conçu : « Les archevêques connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants. »

On voit que cette disposition diffère de l'ancien droit qui reconnaissait le recours du métropolitain au Pape. Le cardinal Caprara s'en plaignit en ces termes, dans ses *Réclamations contre les articles organiques* (2) : « Mais que feraient les évêques, dit-il, si les métropolitains ne leur rendaient pas justice? A qui s'adresseront-ils pour l'obtenir? à quel tribunal en appelleront-ils de la conduite des archevêques à leur égard? C'est une difficulté d'une importance majeure, et dont on ne parle pas. Pourquoi ne pas ajouter que le Souverain Pontife peut alors connaître de ces différends par l'appellation, et prononcer définitivement, suivant ce qui est enseigné par les saints canons. »

Quoi qu'il en soit, voici comment le pouvoir civil envisage la question :

Avis *du conseil d'État, du 2 novembre* 1835.

« Louis-Philippe, etc.

« Vu le rapport de notre ministre de la justice et des cultes, tendant à ce qu'il soit déclaré qu'il y a abus dans la décision, en date du 13 juillet 1835, par laquelle le sieur Abel, vicaire-général capitulaire du diocèse d'Aix, annule, comme official métropolitain, une ordonnance de l'évêque de Digne, du 27 janvier précédent, portant destitution du sieur Isnard, curé de Castellane (ce curé était titulaire et non révocable à volonté) ;

« Vu ladite décision ;

« Vu la loi organique ;

« Considérant qu'aux termes de l'article 15 de ladite loi, *les archevêques connaissent des plaintes et réclamations contre les décisions de leurs suffragants*, et qu'il s'agit dans l'espèce d'une décision prise par l'évêque lui-même, sans le concours de l'officialité diocésaine ;

« Que c'était donc devant les vicaires-généraux capitulaires exerçant collectivement, pendant la vacance du siège, la juridiction métropolitaine, que l'*appel* de cette décision pouvait être porté, et qu'un seul desdits vicaires-généraux n'a pu dès lors, sans abus, statuer sur ledit appel, *nonobstant son titre d'official, qui ne lui donne personnellement aucune juridiction reconnue par la loi ;*

« Notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné.....

(1) *Traité de la juridiction des officiaux*, page 382.

(2) Voyez ces *Réclamations* dans notre *Cours de droit canon*, tom. Ier, pag. 312.

« ART. 1er. Il y a abus dans la décision rendue par le sieur Abel, en sa qualité d'official.

« ART. 2. Cette décision sera considérée comme nulle et non avenue. Notre garde des sceaux est chargé, etc. »

Il est à remarquer que la décision du sieur Abel n'est annulée que parce qu'elle a été donnée *en sa qualité d'official*, il en eût été autrement si elle eût émané des vicaires-généraux capitulaires, ou bien de l'archevêque lui-même, si le siége n'eût point été vacant.

Un prêtre, privé arbitrairement de sa paroisse ou interdit sans causes canoniques, ne doit donc pas se pourvoir devant le conseil d'Etat par un appel comme d'abus, mais recourir au métropolitain par la voie d'un *appel simple*. (*Arrêt du* 31 *juillet* 1839). (*Voyez* INTERDIT.)

Pour la procédure des *appels simples*, il faut se conformer aux règlements prescrits par les conciles et les Souverains Pontifes. Comme cette question se rapporte plus spécialement au droit canonique, nous nous contenterons d'indiquer ici les décrets du quatrième concile de Latran de 1215, du concile de Lyon de 1245, du concile de Bourges de 1286, du concile de Trente, du concile de Toulouse de 1690, de celui de Narbonne, etc. Ces règlements se trouvent dans le tome VII des *Mémoires du Clergé*.

APPRENTIS.

On appelle *apprenti*, celui qui apprend un métier.

Les *apprentis* au-dessus de douze ans ne peuvent être reçus que dans les écoles primaires communales établies spécialement pour les adultes. (*Voyez* ÉCOLES D'ADULTES.)

APPROBATION.

L'*approbation* n'est pas une simple formalité administrative. Elle est nécessaire, dit M. Rio, pour rendre accompli l'acte qui en est l'objet, et qui, jusque-là, ne peut être considéré que comme un simple projet. Ainsi, par exemple, le budget voté par le conseil de fabrique n'est qu'un simple projet que le trésorier ne peut exécuter sans l'*approbation* de l'évêque diocésain.

Nous disons dans le cours de cet ouvrage quels sont les actes qui doivent être approuvés par l'évêque, le préfet ou le gouvernement. Néanmoins nous en rappellerons ici quelques-uns.

Le tarif du prix des chaises, arrêté par le bureau, est approuvé par le conseil.

Les budgets reçoivent l'*approbation* de l'évêque diocésain.

Les adjudications de baux sont approuvées par le préfet, sur la minute rédigée par le secrétaire commis à cet effet.

Les plans, projets et devis des travaux, sont approuvés par le préfet, jusqu'à 30,000 francs, et par le ministre pour les dépenses qui dépassent cette somme.

Les marchés et adjudications des travaux sont soumis à l'*approbation* du préfet.

APUREMENT DE COMPTE.

(*Voyez* COMPTE, § IV.)

ARBITRAGE.

On appelle *arbitrage* l'institution de tierces personnes volontairement choisies par les parties, à l'effet de prononcer sur leur différend.

Les fabriques ne peuvent terminer un procès par *arbitrage*, parce qu'en se soumettant à des arbitres, elles ignorent le sacrifice auquel elles s'exposent.

Si une fabrique, de concert avec la partie adverse, se bornait à désigner des experts, à l'*arbitrage* desquels elles s'engageraient à se soumettre, elles ne feraient pas une transaction, mais un véritable compromis, qui, aux termes des articles 83 et 1004 du Code de procédure civile, est interdit aux communes, aux fabriques et autres établissements publics. (*Avis du comité de l'intérieur du 8 novembre 1836.*)

Il n'est donc pas douteux que si les fabriques peuvent transiger, elles ne peuvent jamais compromettre. La raison de cette distinction est sensible : quand on transige, c'est avec connaissance de cause sur le sacrifice que l'on fait de ses prétentions, ou sur les modifications que l'on consent à y apporter ; quand on compromet, on s'en rapporte à une décision dont le résultat est incertain. Il y aurait à courir, pour les intérêts de la fabrique, des dangers contre lesquels on trouve une garantie et dans les juges que la loi donne, et qui ont pour eux la juste présomption d'une capacité éprouvée, et dans les formes tutélaires auxquelles ils sont rigoureusement soumis. (*Voyez* COMPROMIS.)

Ce principe s'applique même à des matières mobilières ; car si les conseils de fabrique ont la faculté de disposer d'objets mobiliers, faculté qui tient à leur administration, cette disposition n'est pas absolument libre ; elle est même réglée par des articles positifs de la loi. Les conseils de fabrique ne pourraient pas donner à des valeurs, même mobilières, un emploi différent de celui qui est indiqué par la loi. Tout compromis serait donc impossible sur des objets mobiliers ou immobiliers.

Mais, demande M. Gaudry (1), une fabrique ne pourrait-elle pas se trouver engagée dans un *arbitrage* civil, par le décès d'une personne qui aurait compromis, et qui décéderait après l'avoir instituée légataire? D'après l'article 1013 du code civil, le décès d'une partie ne met pas fin au compromis, à moins que les héritiers ou l'un d'eux ne soit mineur. Ainsi, dans le cas de minorité de l'un ou de plusieurs des héritiers, l'*arbitrage* cesse d'exister. La cour de cassation a même décidé, le 25 janvier 1839, que l'on ne pouvait rendre un compromis obligatoire pour des héritiers mineurs. Si donc il s'agissait d'un héritier mineur, nul doute que, malgré toutes les clauses compromissoires, le compromis ne cessât par la mort de son auteur, signataire du compromis.

Or, ce qui est vrai de tout mineur, est encore plus certain d'une fabrique, qui n'a pas, comme un mineur, la faculté de ratifier en majorité. Son impuissance de disposer par *arbitrage* est donc radicale. Même en cas d'une stipulation formelle du compromis, l'*arbitrage* devrait cesser, si une fabrique s'y trouvait appelée en qualité de légataire ou d'ayant cause d'un défunt.

ARBRES.

Nous parlerons, sous ce titre, des *arbres* des cimetières, de ceux des presbytères et des arbres épars, ainsi que des formalités à suivre pour les abattre et pour les vendre.

§ I. Arbres *des cimetières.*

Les arbustes et les émondes des *arbres* des cimetières appartiennent aux fabriques. Plusieurs décisions ministérielles et entre autres une décision du ministre de l'intérieur, adressée le 21 mai 1818 au préfet de la Somme, prononce même que *les arbres excrus sur les terrains servant aux inhumations sont compris dans les revenus attribués aux fabriques* par l'article 36 du décret du 30 décembre 1809. Telle est aussi la jurisprudence suivie au ministère des cultes. Le ministre des finances a rendu enfin plusieurs décisions dans le même sens, en ordonnant la délivrance aux fabriques des *arbres* plantés dans les cimetières. Ces *arbres*, en effet, croissent sans culture, et ne sont en réalité que des produits spontanés.

M. Rio (2) est d'un avis contraire, il prétend que les *arbres* dépendant des cimetières appartiennent aux communes et non aux fabriques, parce que les cimetières sont, en général, des propriétés

(1) *Traité de la législation des cultes*, tome III, page 84.
(2) *Manuel des fabriques*.

communales. Les fabriques, selon cet auteur, n'en ont que l'usufruit et n'ont à ce titre droit qu'aux émondages. Mais le comité de législation du conseil d'Etat, consulté par le ministre des cultes, émit, le 22 janvier 1841, un avis duquel il résulte que les *arbres* pouvant être un produit spontané, aussi bien que les herbes et les broussailles, et que le décret du 30 décembre 1809 attribuant, pour l'avenir aux fabriques, les produits spontanés des terrains servant de cimetières, les fabriques sont propriétaires des *arbres* qui auraient crû spontanément, et ont droit à tous leurs fruits et émondages. Voyez ci-dessous cet avis du comité de législation qui fixera sans doute la jurisprudence des deux ministères des cultes et de l'intérieur à cet égard.

Si, en dehors des prévisions de la loi et des répugnances de la nature, qui condamnent la culture d'*arbres* à fruits dans un terrain servant de sépulture à des cadavres humains, un cimetière renfermait, par exemple, certains *arbres* comme noyers, pommiers, coudriers, etc., le produit, remarque M. Dieulin (1), en appartiendrait à la fabrique, d'abord parce que la loi n'autorise les communes à percevoir d'autres revenus des cimetières que celui des concessions de sépulture à temps ou à perpétuité. De plus si la loi ne donne aux fabriques que le spontané, c'est que la décence ne permet pas qu'on livre les cimetières à la culture de fruits et de plantes légumineuses; mais on comprend assez qu'il serait ridicule d'attribuer ces fruits à des établissements différents ; car une telle division n'eût été ni rationnelle ni prudente. Aussi ne voit-on figurer nulle part les fruits des cimetières au nombre des revenus communaux. En tout cas, un maire ne pouvant faire d'adjudication qu'à la suite d'affiches ou de publications, et devant soumettre le procès-verbal d'adjudication à l'approbation du préfet, une fabrique aura tout le temps nécessaire pour faire opposition à l'adjudication ; et, en cas que le maire passerait outre sans tenir compte des observations qui lui sont faites, elle recourrait au préfet en lui adressant une lettre expositive de ses droits, dans laquelle elle prierait ce magistrat ou de ne point approuver la location, ou d'ordonner que le produit en sera versé dans la caisse du trésorier.

Avis *du comité de législation du conseil d'Etat, du* 22 *janvier* 1841.

« Le comité de législation, qui, sur le renvoi ordonné par M. le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes, a pris connaissance d'un rapport de M. le directeur de l'administration des cultes sur la question générale de savoir à qui, des communes ou des fabriques, appartiennent, selon les cas, les *arbres* de haute tige qui se trouvent dans les cimetières ;

(1) *Guide des curés,* tome Ier, pag. 330.

« Vu ledit rapport ;
« Vu la lettre écrite par M. le ministre de l'intérieur à M. le garde des sceaux, à la date du 29 novembre 1839, ladite lettre jointe au dossier ;
« Vu le Code civil, livre II, au titre *de la Propriété* et à celui *de l'Usufruit ;*
« Vu le décret du 23 prairial an XII ;
« Vu le décret du 30 décembre 1809 ;
« Vu la loi du 18 juillet 1837 ;
« Considérant que les cas prévus dans la question générale posée dans le rapport de M. le directeur de l'administration des cultes peuvent se ranger sous quatre espèces principales, selon :
« 1° Que les *arbres* qui se trouvent dans les cimetières ont crû spontanément ;
« 2° Qu'ils ont été plantés par les communes conformément aux prescriptions du décret du 23 prairial an XII ;
« 3° Qu'ils ont crû au milieu des haies qui servent de clôture aux cimetières ;
« 4° Qu'ils existaient sur le sol du cimetière à l'époque où il a été acquis à la commune ;
« Qu'il convient donc d'examiner successivement ces espèces, et en se reportant principalement aux lois qui régissent la police, la propriété et la jouissance des cimetières ;
« *Sur la première espèce :* — Considérant que le décret du 30 décembre 1809 attribue aux fabriques les produits spontanés des terrains servant de cimetière ;
« Que le produit spontané s'entend de tout ce qui vient naturellement, sans que la main de l'homme l'ait planté ou semé ;
« Que les *arbres* peuvent être un produit spontané, aussi bien que l'herbe et les broussailles ;
« Que cette disposition est entière et absolue ;
« Qu'il n'y a pas lieu de la restreindre dans le sens des obligations imposées par le Code civil à l'usufruitier, relativement aux *arbres* de haute futaie, attendu qu'il n'y a aucune analogie à établir entre la fabrique et un usufruitier ; entre le droit spécial et défini attribué à la fabrique par le décret du 30 décembre 1809, et les droits et obligations qui résultent, pour l'usufruitier, des dispositions du Code civil ;
« Considérant, toutefois, que la fabrique ne peut être admise à faire valoir son droit sur les *arbres* qui auraient crû spontanément, que s'il est établi qu'ils ont pris naissance postérieurement au décret du 30 décembre 1809, puisque le droit n'existe pour elle qu'en vertu de ce décret ;
« *Sur la deuxième espèce :* — Considérant que les communes sont propriétaires du sol des cimetières ;
« Que le décret du 23 prairial an XII les a autorisées, dans un but d'ornement et de salubrité, à faire certaines plantations d'*arbres* dans lesdits cimetières ;
« *Sur la troisième espèce :* — Considérant que le décret du 23 prairial an XII et la loi du 18 juillet 1837 prescrivent aux communes de clore les cimetières de murs ou de haies ;
« Que si des *arbres* sont élevés au milieu desdites haies, il y a une juste présomption de penser qu'ils ont été plantés par la commune ;
« *Sur la quatrième espèce :* — Considérant que, par le fait seul de la préexistence des *arbres* sur le sol du cimetière à l'époque où il a été acquis à la commune, à quelque époque qu'ait eu lieu cette acquisition, et quelle que soit l'origine

des *arbres*, la commune, propriétaire du sol, doit l'être également des *arbres* qui le couvrent, en vertu des règles du droit commun ;

« Qu'en effet, ces règles seules sont à invoquer dans l'espèce, puisque l'application des lois de la matière ne commence qu'à partir du jour où le cimetière a été régulièrement ouvert, selon les formes établies ;

« Est d'avis :

« Que, dans la première espèce, les fabriques sont propriétaires des *arbres*, et ont droit à tous leurs fruits et émondages ;

« Que, dans les deuxième, troisième et quatrième espèces, ce sont les communes qui sont propriétaires desdits *arbres*, et qui ont, par conséquent, les mêmes droits sur leurs fruits et émondages. »

II. Arbres *des jardins et dépendances des presbytères.*

Il s'élève quelquefois des difficultés sur les droits que les curés et desservants peuvent exercer sur les *arbres* existant dans les jardins et dépendances des presbytères appartenant aux fabriques et aux communes. Nous examinerons ici à qui appartient le droit de faire abattre ces *arbres* et d'en percevoir le prix.

Aux termes de l'article 6 du décret du 6 novembre 1813, sur la conservation et l'administration des biens ecclésiastiques, article qui a été appliqué aux presbytères ordinaires par plusieurs arrêts, notamment par l'arrêt de la Cour de cassation, du 8 février 1837, les titulaires, c'est-à-dire les curés et desservants, exercent les droits d'usufruit ainsi qu'il est établi au Code civil ; or s'il en est ainsi, c'est au Code civil et aux règles de l'usufruit qu'il faut se reporter pour connaître quels sont les droits de ces ecclésiastiques sur les *arbres* existant dans les jardins et dépendances de leurs presbytères. Dès lors, il ne reste plus qu'à distinguer les divers cas susceptibles de se présenter. Nous trouvons les suivants dans le tome IV, page 151 du *Journal des conseils de fabriques*.

Le curé ou desservant, comme usufruitier, « peut prendre, dans les bois, des échalas pour les vignes dépendantes du presbytère ; il peut aussi prendre, sur les *arbres*, des produits annuels ou périodiques ; le tout suivant l'usage du pays ou la coutume des propriétaires. » (*Code civil, art.* 593.) Mais il ne pourrait prendre des échalas pour les vendre. Il ne peut non plus user de ce droit d'une manière préjudiciable au fond, par exemple, en coupant les jeunes plants en chêne ou autres bois des meilleures essences. On prend ordinairement pour échalas les brins de coudriers ou autres menus bois blancs, et les branches de futaies qu'on peut élaguer sans nuire au corps des *arbres*.

Le curé a par conséquent le droit de faire à son profit la tonte des oseraies, des saussaies, des peupliers, des bouleaux, et de prendre le produit des *arbres* à liége, en se conformant à la coutume

ocale, s'il n'en avait pas été encore usé, ou à l'usage particulier uivi avant lui, si déjà un aménagement avait été réglé. (*Voyez* ois, § I.) Il peut pareillement couper la feuille des tilleuls, des rmes, des frênes, etc. pour la nourriture des bestiaux, suivant 'usage des lieux, et, en s'abstenant de tronçonner le corps des *rbres*. Le curé a droit aussi à l'ébranchage des *arbres* qu'on monde périodiquement, aux glands des chênes, en un mot, à tout e qu'on appelle *produits annuels ou périodiques*.

Les *arbres* qui se trouvent le plus souvent dans les jardins et dépendances des presbytères sont des *arbres* fruitiers. Or, « les *arbres* ruitiers qui meurent, ceux mêmes qui sont arrachés ou brisés par ccident, appartiennent à l'usufruitier, (c'est-à-dire au curé ou desservant), à la charge de les remplacer par d'autres. » (*Code civil*, *rt.* 594.)

« Les *arbres* qu'on peut tirer d'une pépinière sans la dégrader, ont aussi partie de l'usufruit (du curé ou desservant), à la charge par l'usufruitier de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement. » (*Code civil*, *art.* 590.)

Si les dépendances du presbytère comprennent des bois taillis, le curé est tenu d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement qui doit être réglé par un décret, ou, si les bois ne sont pas susceptibles d'aménagement, conformément à l'usage suivi jusqu'alors, sans toutefois qu'à la fin de sa jouissance il soit admis à réclamer une indemnité pour les coupes qu'il n'a pas faites et qu'il aurait eu le droit de faire. (*Code civil*, *art.* 590; *décret du* 6 *novembre* 1813, *art.* 12; *Code forestier*, *art.* 90.)

Le curé ou desservant profite encore, toujours en se conformant aux décrets qui en ont déterminé l'exploitation, ou aux époques et à l'usage antérieur, des parties de bois de haute futaie qui ont été mises en coupes réglées, soit que ces coupes se fassent périodiquement sur certaine étendue de terrain, soit qu'elles se fassent d'une certaine quantité d'*arbres* pris indistinctement sur toute la surface du domaine. (*Code civil*, *art.* 591 ; *Code forestier*, *art.* 90.)

« Mais, dans tous les autres cas, l'usufruitier (le curé ou desservant) ne peut toucher aux *arbres* de haute futaie : il peut seulement employer, pour faire les réparations dont il est tenu, les *arbres* arrachés ou brisés par accident : il peut même, pour cet objet, en faire abattre, s'il est nécessaire, mais à la charge d'en faire constater la nécessité avec le propriétaire, c'est-à-dire avec la fabrique ou la commune. (*Code civil*, *art.* 592.) Encore faut-il pour l'exercice des droits ci-dessus relativement aux *arbres* de haute futaie, que le curé ou desservant se conforme aux règles spéciales établies pour les bois des communes et des établissements publics. (*Décret du* 6 *novembre* 1813, *art.* 12.) Sans entrer ici dans le développe-

ment de ces règles, il suffira de dire que l'autorisation du préfet doit toujours être demandée et obtenue. (*Voyez* BOIS.)

Tels sont les droits des curés et desservants sur les *arbres* des jardins et dépendances des presbytères appartenant aux fabriques ou aux communes.

Pour les *arbres* épars qui n'ont point été assujettis à un aménagement ou à des coupes réglées, le droit de les faire abattre, ou, lorsqu'ils sont abattus, le droit d'en percevoir le prix, n'appartient point au curé ou desservant. Le curé peut seulement, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, employer ceux de ces *arbres* arrachés ou brisés par accident pour faire les réparations dont il est tenu, ou demander d'en faire abattre pour cet objet, après avoir fait constater la nécessité des réparations.

Quant aux formalités à observer pour l'abattage de ces *arbres* VOYEZ ABATTAGE.

Les *arbres* fruitiers ou d'agrément qui se trouvent dans les presbytères occasionnent quelquefois des plaintes de la part du conseil de fabrique ou du conseil municipal, et des murmures de la part des habitants, quand le curé les arrache sans en demander l'autorisation, et surtout sans les remplacer. Le Code civil, art. 594, porte que « les *arbres* fruitiers qui meurent, ceux-mêmes qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, c'est-à-dire au curé, à la charge de les *remplacer par d'autres*. »

Nous pensons que le curé ne serait pas en droit d'arracher tous les *arbres* du jardin sans les remplacer, que même, s'il voulait en supprimer quelques uns, il devrait prudemment en prévenir le conseil de fabrique et s'y faire autoriser par une délibération. Le curé n'est qu'usufruitier, il n'est pas propriétaire ; il n'en a pas les droits, comme le prétend faussement M. l'abbé Prompsault. Cependant nous devons dire que certains ecclésiastiques se croient tout permis dans un presbytère, et qu'ils ne laissent sur leur passage, comme de vrais vandales, que la destruction ; ils coupent des *arbres* d'agrément, arrachent des charmilles séculaires qui faisaient l'agrément et le mérite d'une maison, détruisent les *arbres* fruitiers, suppriment des treilles de vignes, etc. C'est là, selon nous, un vrai désordre que les administrations diocésaines devraient prévenir par des défenses sévères, et les communes ou les fabriques propriétaires des presbytères, en faisant faire à la prise de possession des curés des états de lieux, dans lesquels on aurait soin de désigner tous les *arbres* du presbytère. (*Voyez* ÉTAT DE LIEUX.)

Mais M. l'abbé Prompsault qui se glorifie d'être « sur ce point, comme sur un grand nombre d'autres, d'un avis contraire au *Journal des Fabriques* et à M. l'abbé André, parce qu'ils n'ont pas envisagé la question sous ce véritable point de vue » donne à cet égard

des conseils bien funestes et des décisions bien fausses. Voici comment il les formule :

« Les *arbres*, comme les autres accessoires, qui donnent aux jardins de l'agrément ou de la valeur, sont la *propriété* de l'usufruitier. C'est lui personnellement ou l'un de ses prédécesseurs, aux droits desquels il se trouve naturellement substitué en sa qualité de curé, qui en a fait les frais, dans son intérêt particulier (ce qui n'est pas toujours vrai) ; rien n'empêche qu'il n'en dispose à son gré. Ainsi le titulaire ecclésiastique a, sur les *arbres* de son jardin, les mêmes droits que le propriétaire a sur ceux de ses propres jardins, sauf abus. (Que veut dire ce mot, si le curé est propriétaire, ou si du moins il en a les *mêmes droits ?*) Il peut les couper ou les arracher si bon lui semble, sans être tenu de les remplacer, et sans demander l'autorisation. »

M. Prompsault ignore sans doute que beaucoup de jardins de presbytères ont été achetés par les communes ou par les fabriques tout plantés d'*arbres* fruitiers, que, dans certaines localités, ces jardins ont été légués ainsi plantés, et que, dans d'autres, les fabriques ou les communes ont fait elles-mêmes les premières plantations de ces *arbres*. Mais, lors même qu'ils auraient été plantés par le curé ou ses prédécesseurs, il ne s'ensuivrait nullement que le successeur pût, selon son caprice, les couper ou les arracher sans être tenu de les remplacer. C'est là un acte de vandalisme scandaleux contre lequel nous ne saurions trop prémunir MM. les curés.

Les cours et jardins des presbytères sont ordinairement clos de murs sur lesquels on peut établir des *arbres* en espalier ou des cordons de vignes. Il s'agit de savoir si le curé en a ou non le droit. Il en a le droit évidemment si les murs sont la propriété de la fabrique ou de la commune, ou seulement s'ils sont mitoyens, pourvu, dans ce dernier cas, qu'il ait soin que les vignes ou espaliers qui doivent être adossés au mur ne soient pas plantés à une distance moindre d'un demi-mètre de l'héritage voisin. (*Code civil, art.* 671 et 672.) Mais si ces murs appartenaient au propriétaire voisin, le curé ne pourrait en agir ainsi sans avoir obtenu la permission ou le consentement du propriétaire. Pour éviter toute difficulté par la suite, il serait convenable que le curé obtint ce consentement par écrit, car il pourrait arriver qu'après avoir élevé un *arbre* fruitier, on l'obligeât à l'arracher.

§ III. Arbres épars, *autorisation de les abattre.*

Lorsqu'une fabrique est propriétaire d'un terrain planté d'*arbres épars*, comme un champ, un pré-bois, et qu'elle veut faire abattre quelques-uns de ces *arbres*, elle doit préalablement se pourvoir de l'autorisation du préfet.

Antérieurement au Code forestier actuel, c'est-à-dire à 1827, dit le *Journal des conseils de fabriques*, toutes les fois qu'un établissement public, et par conséquent une fabrique, voulait, sur un terrain quelconque à lui appartenant, faire abattre un *arbre*, l'autorisation devait en être demandée à l'administration forestière, et il fallait que le ministre des finances fît rendre une ordonnance royale qui approuvât l'abattage demandé. Si ces formalités n'étaient pas régulièrement et préalablement accomplies, les administrateurs qui avaient ordonné la coupe de l'*arbre* étaient passibles de poursuites et de peines sévères. (*Voyez* ABATTAGE.)

Lors de la rédaction du Code de 1827, on comprit que, s'il était utile de soumettre les bois des établissements publics au régime forestier des bois de l'Etat, et d'étendre sur eux la surveillance et l'autorité de l'administration forestière, il n'en devrait être ainsi que pour les bois méritant véritablement ce nom ; mais qu'il n'était pas rationnel de soumettre aux mêmes règles tous les terrains plantés d'*arbres*, et tous les *arbres épars* que les établissements publics pouvaient posséder.

Les articles 1^er^ et 90 du Code forestier, et l'article 128 de l'ordonnance réglementaire, rendue le 1^er^ août 1827, pour l'exécution de ce Code, statuèrent en ce sens. Ces divers articles portent :

« ART. 1^er^. Sont soumis au régime forestier, et seront administrés conformément aux dispositions de la présente loi, 1°... : 5° ceux (les bois) des établissements publics.

« ART. 90. Sont soumis au régime forestier, d'après l'article 1^er^ de la présente loi, les bois taillis ou futaies appartenant aux communes et aux établissements publics qui auront été reconnus susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière par l'autorité administrative, sur la proposition de l'administration forestière, et d'après l'avis des conseils municipaux ou des administrateurs des établissements publics... »

« ART. 128 de l'ordonnance du 1^er^ août 1827. L'administration forestière dressera incessamment un état général des bois appartenant à des communes ou à des établissements publics, et qui doivent être soumis au régime forestier, aux termes des articles 1^er^ et 90 du Code, comme étant susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière. » (*Voyez* BOIS, § I.)

Il fut de plus formellement expliqué et reconnu dans la discussion à la Chambre des députés, que beaucoup de communes et d'établissements publics possédaient des terrains sur lesquels se trouvaient, soit quelques *arbres*, soit quelques bouquets de bois, et qui cependant étaient beaucoup moins des bois que des pâturages ou des terrains de culture ; que les *arbres* n'y étaient que l'accessoire et non le principal ; que dès lors le régime forestier ne devait point y être

appliqué ; que l'administration et la régie de ces terrains devaient appartenir exclusivement aux administrateurs des établissements propriétaires, conformément aux règles du droit commun.

Ces explications et ces dispositions législatives formelles semblaient ne devoir laisser aucun doute. Cependant l'administration forestière prétendit, pendant plusieurs années, après la promulgation du Code de 1827, qu'aucun abattage d'*arbres*, sans distinction, ne devait être fait par un établissement public, sans qu'elle n'eût été préalablement consultée et n'en eût donné l'autorisation.

Mais ces prétentions ont enfin été formellement proscrites, et abandonnées par l'administration des forêts elle-même, qui a reconnu que les véritables principes étaient ceux qui viennent d'être exposés ci-dessus.

Il faut donc, relativement aux bois des fabriques, comme des autres établissements publics, établir une distinction.

Pour ceux de ces bois qui ont été compris dans l'état dressé par l'administration forestière, en conformité de l'article 128 de l'ordonnance du 1er août 1827, comme étant susceptible d'aménagement ou d'une exploitation régulière, ils sont soumis au même régime que les bois de l'Etat et à l'autorité de l'administration des forêts. Si la fabrique propriétaire de bois semblables veut y faire opérer une coupe quelconque, elle doit en demander l'autorisation au préfet : mais cette autorisation n'est pas donnée par le préfet lui-même ; elle n'est accordée que sur l'avis de ce fonctionnaire, l'avis de l'administration forestière, l'avis du ministre des cultes, un rapport du ministre des finances et par un décret impérial. Il est, au surplus, peu de fabriques qui possèdent des bois de cette nature.

Pour les bois possédés par les fabriques et non compris dans l'état dont il vient d'être parlé, les conseils de fabriques ont, quant à leur administration et à leur exploitation, les mêmes droits que sur les biens des établissements en général. Ils peuvent donc les faire couper, nettoyer ou défricher au profit de la fabrique. Ils doivent se pourvoir, pour les coupes et les défrichements, d'une simple autorisation du préfet. Il en est de même pour les *arbres*, arbustes ou buissons existant sur des prés-bois, des terrains de culture, ou tous autres terrains appartenant à des fabriques. (*Voyez* ABATTAGE.)

Tout bois au dessous de quatre hectares n'est pas soumis au régime forestier, il est considéré comme bois épars ; il peut par conséquent être vendu, quand il y a maturité ou dépérissement, sur la simple autorisation du préfet, et sans l'intervention de l'administration forestière, lorsque la valeur de ces bois n'excède pas 3,000 francs, et qu'ils ne sont pas soumis au régime forestier. Mais si les bois épars abattus atteignent une valeur de plus de 3,000 francs,

il faut l'autorisation du gouvernement. (*Instruction du ministre de l'intérieur, du 5 septembre 1840.*)

§ IV. *Formalités à suivre pour la vente des* ARBRES ÉPARS.

Pour obtenir l'autorisation de vendre des *arbres épars*, le trésorier doit transmettre à l'évêque diocésain les pièces suivantes :

1° La délibération du conseil de fabrique ;

2° Le procès-verbal d'expertise des *arbres ;*

3° L'avis du conseil municipal.

L'évêque transmet ces pièces, avec son avis, au préfet, qui prend un arrêté d'autorisation. A la réception de l'arrêté, le bureau des marguilliers dresse un cahier des charges de la vente, le soumet à l'agrément du conseil de fabrique et ensuite à l'approbation du préfet.

Trois semaines avant le jour fixé pour l'adjudication à laquelle procède le bureau, le cahier des charges est déposé à la mairie du chef-lieu de la paroisse, et ce dépôt doit être annoncé par voie d'affiches et de publications.

L'adjudication a lieu aux enchères, sur la mise à prix de l'estimation. Le procès-verbal en est dressé sur timbre et soumis à l'approbation du préfet. Dans les vingt jours qui suivent cette approbation, il est soumis à la formalité de l'enregistrement.

Si l'objet de l'adjudication le comporte, on doit exiger une caution de l'adjudicataire, et éviter d'éloigner l'époque du payement.

Voyez sous le mot ADJUDICATION des modèles de cahier des charges, d'affiche et de procès-verbal d'adjudication pour la vente de pieds d'*arbres* épars appartenant à la fabrique.

§ V. *Coupes d'*ARBRES.

Les coupes d'*arbres* doivent être autorisées, ou par le préfet, ou par le gouvernement. Par le gouvernement, si la coupe d'*arbres* est susceptible d'aménagement ou d'une exploitation régulière ; par le préfet, s'il s'agit d'*arbres* épars plantés sur le cimetière, dans la cour ou le jardin du presbytère, ainsi que dans ses dépendances, et dans tout autre terrain appartenant à la fabrique ou à la commune. Voyez ce que nous disons à cet égard sous les mots ARBRES ÉPARS, ABATTAGE et BOIS, § IV.

§ VI. *Distance à observer pour la plantation des* ARBRES.

Les fabriques et les curés ont besoin de savoir à quelle distance des propriétés voisines ils peuvent planter des *arbres*. Le Code civil s'exprime ainsi à cet égard :

« ART. 671. Il n'est permis de planter des *arbres* de haute tige qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par les usages constants et reconnus ; et à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres (6 pieds) de la ligne séparative des deux héritages pour les *arbres* à haute tige, et à la distance d'un demi-mètre (18 pouces) pour les autres *arbres* et haies vives. »

On entend par *arbres* de haute tige ceux qui s'élèvent ordinairement à une hauteur considérable, comme les chênes, les cerisiers, les oliviers, etc. Solon exigeait neuf pieds de distance pour la plantation d'un figuier ou d'un olivier, et il n'en demandait que cinq pour les plus grands *arbres*. C'est la différence des climats et des productions qui peut seule justifier à nos yeux ce règlement, et c'est à son imitation que notre Code a voulu laisser sur cet objet, à chaque pays, ses usages qui ont sans doute des raisons locales et légitimes ; et ce n'est qu'à défaut de règlements particuliers, que l'espace désigné par le Code civil doit être observé.

« ART. 672. Le voisin peut exiger que les *arbres* et haies, plantés à une moindre distance, soient arrachés.

« Celui sur la propriété duquel avancent les branches des *arbres* du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches.

« Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a droit de les y couper lui-même. »

Néanmoins les fruits pendants aux branches qui s'avancent sur le terrain du voisin appartiennent toujours au propriétaire de l'*arbre*. *Res fructificat domino*. Le voisin n'a que le droit d'exiger l'ébranchement. (Pardessus, Toullier, Delvincourt); mais si le champ voisin était clos, le propriétaire de l'*arbre* n'aurait pas droit d'y entrer pour cueillir son fruit. Il cueillera de chez lui tout ce qu'il pourra (1). Mais comme le propriétaire du fonds sur lequel pendent les branches des *arbres*, est en droit de les faire couper, il le fera toujours sans doute, si le propriétaire de l'*arbre* ne consent à ce qu'il prenne les fruits.

D'après un arrêt de la cour de cassation du 15 février 1811, le propriétaire ne peut se faire justice à lui-même en coupant ces branches. Ce droit existe même quand le propriétaire serait dans l'usage, depuis un temps immémorial, de s'introduire sur le fonds voisin pour y ramasser les fruits tombés de l'*arbre* qui avance sur ce fonds. (*Arrêt de la cour de cassation du* 13 *novembre* 1810.) Le fermier ne peut couper ou ébrancher les *arbres* situés sur le fonds qui lui est affermé, sans se rendre passible des peines portées par l'art. 445 du Code pénal. (*Arrêt de la cour de cassation du* 13 *juin*

(1) Delvincourt, tome I^er^, page 564.

1818.) Cette décision intéresse les fabriques qui ont des propriétés sur lesquelles se trouvent quelques *arbres*.

L'article 150 du Code forestier porte que « les propriétaires riverains des bois et forêts ne peuvent se prévaloir de l'article 672 du Code civil, pour l'élagage des lisières desdits bois et forêts, si les *arbres* des lisières ont plus de trente ans. »

« ART. 673. Les *arbres* qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie, et chacun des deux propriétaires a droit de requérir qu'ils soient abattus. »

ARCHÉOLOGIE.

Une commission d'*archéologie* a été instituée près le ministère des cultes pour la conservation et la réparation des édifices religieux. Les fabriques consulteront toujours avec utilité cette commission toutes les fois qu'il s'agira d'objets d'art dans les églises confiées à leur soin.

Les sociétés archéologiques, partout où il s'en est établi, ont été d'un utile secours. Dans beaucoup de localités, elles ont rendu des services éminents en s'occupant de la recherche et de la description des monuments anciens, et, en prévenant, par des efforts judicieux, leur suppression ou leur mutilation. Il est à souhaiter, dit une circulaire ministérielle insérée ci-après sous le mot OBJETS D'ART, que le goût de ces associations scientifiques et conservatrices devienne général. Le ministre ajoute qu'il favorisera de tout son pouvoir la formation de sociétés de ce genre. (*Voyez* OBJETS D'ART, BADIGEONNAGE.)

Il faut néanmoins se tenir en garde contre les exagérations de quelques *archéologues*, qui, dans la crainte qu'on n'altère le caractère d'une église, ne veulent pas permettre qu'on dissimule ses ruines, et qui ne trouvent rien d'inconvenant à ce que le culte catholique déploie ses pompes dans un sanctuaire repoussant de dégradations, et d'un aspect de vétusté tout à fait menaçant. Des décorations de bon goût et dans le style de l'église que l'on veut orner, employées avec sobriété, ne peuvent point effacer le caractère architectonique de l'église, et lui rendent, au contraire, cette décence primitive plus en harmonie avec la solennité des fêtes que l'on célèbre. Un enthousiasme outré pour ce moyen âge a quelquefois rabaissé l'*archéologie*, et finirait même par enlever à cette science ses plus fervents admirateurs.

ARCHEVÊQUE.

L'*archevêque* est nommé par l'Empereur et institué par le pape, comme l'évêque.

L'*archevêque* exerce dans son diocèse les fonctions ordinaires de l'épiscopat ; il a en outre des attributions spéciales. Aux termes des articles 13, 14 et 15 de la loi organique, il consacre et installe les évêques suffragants, il veille au maintien de la foi et de la discipline dans leurs diocèses; il connaît, par la voie du recours ou de l'appel, des réclamations et des plaintes portées contre leur conduite et leurs décisions. (*Voyez* notre *Cours de droit canon.*)

L'*archevêque* n'a pas droit à l'administration temporelle des évêchés suffragants ; il a seulement la juridiction spirituelle, en cas de recours. (*Décision ministérielle*, 1813.)

Le traitement de l'*archevêque* est de 20,000 fr., sauf celui de Paris qui est de 50,000 fr. et de celui de l'archevêque d'Alger qui est de 30,000 fr. : les indemnités qui lui sont en outre allouées sont plus considérables que celles allouées à l'évêque; elles s'élèvent, pour frais d'information à 4,000 fr. (*Ordon. du* 3 *août* 1825), pour le payement des bulles, à 5,000 fr. (*Ordon. du* 12 *sept.* 1819. — *Décret du* 23 *ventose an* XIII) ; et pour les frais d'installation à 10,000 fr. (*Ordon. du* 4 *sept.* 1820.)

Lorsqu'un évêque est nommé *archevêque*, il ne reçoit que 2,000 fr. pour frais d'établissement, car il en a déjà reçu 8,000 pour le même objet à l'époque de sa première nomination à un siége épiscopal. (*Voyez* ÉVÊQUE.)

ARCHITECTE.

L'*architecte* est celui qui fait profession de l'art de bâtir, de donner des plans et devis pour les différents travaux, et d'en diriger l'exécution.

Les *architectes* se chargent souvent de l'exécution des travaux ; ils sont alors entrepreneurs, mais leurs fonctions se bornent à dresser les plans et devis dont ils dirigent et surveillent l'exécution.

§ I. *Responsabilité des* ARCHITECTES.

Il est nécessaire que les fabriques connaissent la responsabilité des *architectes* et les honoraires qui leur sont dus, car elles ont souvent besoin d'y avoir recours pour les réparations à faire aux églises, presbytères, etc., ou pour des constructions à effectuer. Nous avons remarqué plus d'une fois que, faute d'avoir les notions que nous donnons ci-après, les fabriques ont été victimes de leur ignorance à cet égard.

L'article 1792 (1) du Code civil rend les *architectes* et entrepre-

(1) Cet article est ainsi conçu : « Si l'édifice construit à prix fait périt en tout ou en partie par le vice de construction, même par le vice du sol, les *architecte* et entrepreneur en sont responsables pendant dix ans. »

neurs responsables pendant dix ans des ouvrages qu'ils ont dirigés ou exécutés, soit que l'édifice périsse par vice de construction, soit même par vice de sol.

« La loi est tellement rigoureuse, dit M. Troplong (1), qu'elle n'excuse pas l'*architecte* ou l'entrepreneur, alors même qu'ils ont fait leurs observations au propriétaire, et que celui-ci a exigé la continuation des travaux. La complaisance du constructeur à lui obéir est un fait coupable aux yeux de la loi : des raisons supérieures d'ordre public font annuler tout consentement que le propriétaire aurait donné à un travail dangereux, et l'entreprise téméraire de l'*architecte* reste sans excuse admissible. »

Conformément à ces principes, la Cour royale de Bourges, par arrêt du 13 août 1841, a jugé que l'*architecte* est responsable des vices de construction du bâtiment par lui construit, alors même qu'il n'a bâti que sur le plan et d'après les indications données par le propriétaire.

La Cour de cassation, par l'arrêt ci-après du 10 février 1835, a décidé que, quand même les travaux de construction seraient faits conformément aux devis de l'*architecte*, l'entrepreneur seul serait responsable du défaut de solidité et de durée ; c'est à lui de les suspendre, s'il s'aperçoit du vice du sol. Il ne peut passer outre, lors même qu'il en préviendrait le maire, et que celui-ci l'autoriserait à continuer.

Nous croyons devoir faire précéder l'arrêt de la Cour de cassation de celui de la Cour de Rouen, qu'il confirme. Cet arrêt du 30 novembre 1833 est ainsi conçu :

« Attendu que les conventions des parties font leur loi ;

« Attendu que, par la convention intervenue entre la commune de Bourg-Achard et le sieur Pochon, ce dernier s'est obligé de réparer l'église et de la rétablir autant que possible dans un état de parfaite solidité ; que cette clause doit être entendue en ce sens que les réparations et constructions à faire par le sieur Pochon, et déterminées par un devis, seront de nature à faire subsister, pendant un certain nombre d'années, au moins pendant celui déterminé par la loi, un édifice consacré au culte d'une grande commune ;

« Que le devis estimatif des ouvrages à faire pour les réparations, réédifications et embellissements de l'église, présenté par l'*architecte* et adopté par l'autorité administrative, porte qu'un des piliers qui soutient le clocher contre lequel est adossée la tour, est ouvert et lézardé depuis ses fondements jusqu'au-dessus de la voûte ; qu'il a été reconnu, lors des plaidoiries, par le sieur Pochon, qu'après les travaux faits pour enlever la toiture de la chapelle à réparer, le pilier lézardé et découvert dans cette partie lui avait fait concevoir des inquiétudes dont il avait prévenu le maire de la commune ;

(1) *Du louage, tome III*, nº 935.

« Attendu que, nonobstant ses craintes, le sieur Pochon a confectionné les travaux à faire aux termes du devis, et que, moins de cinq ans après, la chute de la tour et du clocher a entraîné la destruction des ouvrages faits par le sieur Pochon, du côté où existait le pilier lézardé; qu'il résulte même, des rapports des derniers experts, que tout moyen de consolidation était impossible à cause de la hauteur des piliers, et que leur reconstruction était indispensable; qu'en supposant que la reconstruction des quatre piliers de la tour ne fût pas nécessaire, des travaux en sous-œuvre devaient au moins être faits pour consolider le pilier lézardé, dans lequel était pratiqué l'escalier, et qui avait dû faire concevoir des inquiétudes au sieur Pochon, dès la confection de son devis; qu'il est évident que la chute de la tour a été occasionnée par le pilier lézardé, qui s'est affaissé et a détruit tout ce qui avait été nouvellement reconstruit par le sieur Pochon; qu'il doit donc s'imputer de n'avoir pas consolidé le pilier lézardé; que si les dépenses à faire pour cet objet étaient trop considérables et que la commune ne pût ou ne voulût les supporter, il devait cesser les travaux et ne pas continuer ceux qu'il avait faits en pure perte;

« Attendu que l'*architecte* est responsable pendant dix ans, lorsque l'édifice par lui construit, à prix fait, périt en tout ou en partie, soit par vice de construction, soit même par vice du sol; qu'ainsi le sieur Pochon, aux termes de son obligation, est responsable de la perte éprouvée par la commune, à raison du défaut de précautions prises pour rétablir, autant que possible, l'église dans un état de parfaite solidité;

« Mais, attendu qu'il n'est pas suffisamment établi, par le rapport des experts, que les travaux du sieur Pochon aient accéléré ou occasionné la chute de la tour de l'église; que, dès-lors, l'indemnité à accorder à la commune doit être limitée aux sommes qu'elle a payées pour les ouvrages qui sont devenus sans utilité par le fait du sieur Pochon:

« La cour condamne le sieur Pochon à payer à ladite commune le montant des sommes qu'il a reçues pour restaurer l'église »

Le sieur Pochon s'est pourvu contre cet arrêt, comme ayant fait une fausse application de l'article 1792 et violé l'article 1148 du Code civil; mais la Cour de cassation l'a confirmé en ces termes par son arrêt du 10 février 1835 :

« La cour,

« Attendu que, par la convention intervenue entre la commune de Bourg-Achard et le sieur Pochon, en 1823, ce dernier s'est obligé à faire exécuter les travaux détaillés dans un devis par lui dressé, afin, est-il dit, de rétablir, autant que possible, l'église de cette commune dans un état de parfaite solidité;

« Attendu que la cour de Rouen, usant du droit qui lui appartient d'interpréter cette convention, a déclaré qu'elle devait être entendue en ce sens que les réparations et constructions à faire par le sieur Pochon seraient de nature à faire subsister l'église pendant un certain nombre d'années, qui ne pourrait être moins de celui de dix années, terme auquel la loi a fixé la garantie des *architectes* et entrepreneurs pour les gros ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés;

« Attendu qu'il est constaté, en fait, par l'arrêt attaqué, qu'après les premiers travaux faits, le sieur Pochon a conçu sur l'état du pilier lézardé des inquiétudes dont il a fait part au maire de la commune, et que nonobstant ces craintes, il a fait continuer et parachever les travaux détaillés au devis par lui dressé;

« Attendu qu'il est également constaté par l'arrêt attaqué que c'est moins de cinq ans après la confection de ces travaux que la chute du clocher a entraîné la destruction desdits travaux, du côté du pilier lézardé;

« Attendu que, dans cet état, la cour de Rouen, se fondant tout à la fois sur l'accomplissement des engagements contractés par le sieur Pochon envers la commune, et sur les faits d'imprudence qui lui étaient imputés et qu'elle a constatés, a condamné ledit sieur Pochon à rembourser à la commune le prix des travaux exécutés sous sa direction, et qu'en jugeant ainsi, elle n'a fait qu'une juste et saine application des principes consacrés par les articles 1149, 1383 et 2270 du Code civil.

« Rejette. »

La cour de cassation, par arrêt du mois de janvier 1850, a décidé qu'un *architecte* qui entreprend à prix fait la construction d'un édifice quelconque, est responsable, non-seulement des malfaçons, mais encore du défaut de solidité du sol sur lequel l'édifice est élevé.

§ II. Architectes *des fabriques.*

L'article 41 du décret du 30 décembre 1809, prescrit aux marguilliers de faire visiter les bâtiments par des gens de l'art, au commencement du printemps et de l'automne, afin de connaître les réparations qu'ils exigent. (*Voyez* BATIMENTS.)

L'article 95 du même décret dit que s'il s'agit de grosses réparations, et que la commune soit obligée de subvenir au défaut de ressources suffisantes, le préfet nommera des gens de l'art par lesquels il sera dressé, le plus promptement possible, un devis estimatif des réparations.

Il résulte des dispositions de ces deux articles, que les travaux à faire à l'église, aux murs du cimetière, au presbytère et à tous autres bâtiments appartenant à la fabrique, ne peuvent être autorisés et exécutés que sur un devis estimatif en règle; mais lorsqu'il s'agit de réparation de peu d'importance, ce devis peut être rédigé par un maître ouvrier, ayant les connaissances requises, sauf au préfet à le soumettre, pour les travaux d'art, à l'examen de la commission des bâtiments civils établie près de lui.

Au surplus, il est toujours préférable que les fabriques emploient, pour ces sortes d'opérations, l'*architecte* de la commune, s'il y en a un. D'une part, parce qu'il reçoit un traitement fixe de la commune, et que dès-lors il sera plus disposé à traiter favorablement la fabrique, sous le rapport de ses honoraires; d'un autre côté, les travaux seront toujours mieux appréciés et mieux dirigés. Il serait à désirer, ainsi que cela se pratique dans beaucoup de villes, dit M. Le Besnier, que le maire mît dans les obligations de l'*architecte* de servir gratuitement les hospices, les maisons de charité, les fabriques et les autres établissements dont les intérêts tiennent de si près à ceux de la ville.

L'entretien des cathédrales, des palais épiscopaux et des sémi-

aires, étant à la charge des fonds départementaux, c'est toujours *architecte* du département qui doit dresser les devis et faire exécuer les réparations et autres travaux, sous les ordres du préfet, et en entendant avec l'évêque diocésain aux volontés duquel il doit se onformer, sauf à en référer au préfet, s'il y a lieu. (*Voyez* OBJETS D'ART.)

§ III. *Honoraires des* ARCHITECTES.

Les honoraires auxquels ont droit les *architectes* chargés par des abriques, des communes, des établissements publics ou des particuliers, de dresser des projets de travaux, d'en diriger l'exécution, tc., ne sont fixés par aucune règle légale ou générale. Ces honoaires dépendent uniquement des conventions faites avec eux, ou, si on n'en faisait aucune, de l'usage, qui varie selon les localités.

Nous empruntons au *Journal des conseils de fabriques* les renseignements suivants qui pourront servir à diriger les fabriques, etc., suivant les circonstances.

Les honoraires accordés aux *architectes* dans les travaux publics ont généralement ainsi basés sur la dépense annuelle :

De 100,000 fr. à 200,000 fr., 3 pour cent ;
De 200,000 fr. à 400,000 fr., 2 et demi pour cent ;
De 400,000 fr. à 600,000 fr., 2 pour cent ;
De 600,000 fr. à 800,000 fr., 1 et demi pour cent ;
De 800,000 fr. à 1,000,000 fr., et au delà, 1 pour cent.

Pour les travaux extraordinaires et pour les travaux d'entretien, es honoraires sont de 42 fr. pour 1000 fr.

Les honoraires accordés à un *architecte* de Paris, dans les travaux articuliers, sont de 5 pour cent à Paris ; de 7 pour cent dans un ayon de dix lieues, et de 10 pour cent au delà de cette distance.

Quant aux honoraires des *architectes* employés comme experts our des vérifications ou constatations de faits, il doit, aux termes e l'article 159 du décret du 16 février 1807, leur être alloué par haque vacation de trois heures, lorsqu'ils opèrent sur les lieux où s sont domiciliés ou dans la distance de deux myriamètres, savoir : ans le département de la Seine, 8 fr., et dans les autres départeents 6 fr.

Au delà de deux myriamètres, il doit également leur être alloué ar chaque myriamètre, pour frais de voyage et nourriture, soit our aller, soit pour revenir : aux *architectes* de Paris, 6 fr., et à eux des départements, 4 fr. 50 cent. (*Même décret*, *art.* 160.)

Enfin, en cas de séjour, il doit leur être alloué pendant leur séour, à la charge de faire quatre vacations par jour, savoir : à ceux e Paris, 32 fr., et à ceux des départements, 24 fr. (*Même décret*, rt. 161.) Pour les honoraires des *architectes* diocésains, *v.* le § suiv.

L'action des *architectes* en payement de leurs honoraires se prescrit par six mois. (*Code civil, art.* 2271.)

Nous compléterons ces renseignements, en faisant connaître une mesure prise en 1842, par M. le préfet de l'Ain, mesure qui nous paraît éminemment avantageuse aux fabriques, aux communes, aux hospices, et à tous les établissements publics, et que nous voudrions voir, pour ce motif, étendre à tous les départements.

Ce magistrat est convenu avec l'*architecte* départemental que, lorsque cet *architecte* sera choisi par des fabriques, des communes, des hospices ou d'autres établissements publics du département, les honoraires à lui payer pour la confection des projets de travaux, la surveillance de leur exécution et de leur réception, ne seront que de 4 pour cent, sans frais de voyage, quelle que soit la distance à parcourir. Il a été reconnu, en outre, que les honoraires à payer au même *architecte* seront réduits, savoir : à 2 pour cent, lorsque son ministère se sera réduit à dresser des plans et devis et que les travaux auront été exécutés sous une direction autre que la sienne, et à 1 pour cent, si le projet n'est pas adopté.

Il importe, du reste, de remarquer, en terminant, que les conseils de fabriques, les maires, les commissions administratives des hospices et les administrateurs des divers établissements publics restent toujours libres de n'employer l'*architecte* du département qu'autant qu'ils le jugent convenable. C'est, en effet, toujours à l'autorité à laquelle la loi attribue la direction des travaux qu'il appartient de choisir l'*architecte* qui lui paraît le plus digne de sa confiance.

§ IV. Architectes *des édifices diocésains.*

« L'entretien des cathédrales, des palais épiscopaux et des séminaires étant à la charge des fonds départementaux, dit Le Besnier, c'est toujours l'*architecte* du département qui doit dresser les devis et faire exécuter les réparations et autres travaux sous les ordres du préfet, et en s'entendant avec le supérieur diocésain, aux volontés duquel il doit se conformer, sauf à en référer au préfet, s'il y a lieu. » Ce mode est changé ; actuellement les travaux d'entretien annuel des édifices diocésains (*voyez* ÉDIFICES DIOCÉSAINS) sont confiés à des *architectes* nommés par le ministre des cultes. Leurs honoraires sont du vingtième du montant des travaux. (*Arrêté du président du conseil des ministres du* 16 *décembre* 1848.)

L'*architecte* diocésain est obligé d'avoir, au chef-lieu de chaque diocèse, un inspecteur chargé de suivre, sous sa direction et sa responsabilité, les travaux d'entretien : Cet agent, qui peut être toujours à la disposition de cette administration diocésaine, pourvoit à tous les cas urgents, et prévient immédiatement l'*architecte*,

qui, si le cas le requiert, se rend sur les lieux et donne les ordres nécessaires. (*Rapport du* 12 *décembre* 1848.)

L'*architecte* diocésain doit, dans chaque diocèse, se mettre en relation avec l'évêque, lui communiquer ses plans et transmettre ensuite ses observations au ministre des cultes. (*Circulaire du* 20 *avril* 1849.)

Il doit observer la déférence la plus grande dans ses rapports avec l'évêque et avec le préfet. Il doit tout d'abord consulter l'évêque sur les besoins des édifices de son diocèse. Il doit également prendre les instructions du préfet, afin que ce magistrat soit en situation d'éclairer le ministre sur les besoins des édifices et sur la convenance des travaux proposés.

Les *architectes* doivent prendre des mesures pour que les réparations à faire dans les églises ne gênent que le moins possible l'exercice du culte, et que leurs ouvriers observent rigoureusement les bienséances dans les édifices religieux où ils travaillent. A cet égard, ils ne doivent jamais manquer de prendre les instructions des évêques. (*Circulaire du* 12 *mars* 1849.)

C'est à l'administration des cultes que les *architectes* doivent adresser directement leurs projets, et avec elle qu'ils doivent correspondre. (*Circulaire du* 25 *juin* 1849.)

L'instruction ministérielle du 26 février 1849 prescrit aux *architectes* et à leurs agents de veiller à ce que les chantiers soient fermés les dimanches et jours fériés, sauf les cas d'urgence et l'autorisation des évêques. (*Voyez* DIMANCHE.)

L'étendue de ces documents, malgré l'importance qu'ils peuvent avoir pour les édifices diocésains, ne nous permet pas de les reproduire ici. On les trouvera d'ailleurs dans notre volume supplémentaire, pages 28 et suivantes. (*Voyez* ÉDIFICES DIOCÉSAINS.)

DÉCRET *du* 7 *mars* 1853 *relatif à la réorganisation du service des travaux diocésains, statuant que ces travaux seront dirigés par des architectes locaux nommés par le ministre des cultes sur l'avis des évêques et des préfets, et que les demandes de secours formées par les communes en faveur de leurs églises et presbytères seront toujours soumises à l'avis de trois inspecteurs préposés au service des travaux diocésains.*

« NAPOLÉON, etc.

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes ;

« Vu l'arrêté du gouvernement en date du 16 décembre 1848 ;

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Les travaux ordinaires d'entretien des édifices diocésains sont dirigés par des *architectes* ayant leur résidence dans le diocèse et nommés par le ministre de l'instruction publique et des cultes, sur l'avis des évêques et des préfets.

« ART. 2. Les travaux extraordinaires de restauration et de construction peuvent être confiés par décision spéciale du ministre des cultes à des *architectes* pris hors des diocèses où les travaux doivent être exécutés. Dans ce cas, le service d'entretien peut être réuni au service extraordinaire.

« ART. 3. Les plans et devis des *architectes* diocésains ordinaires et extraordinaires pour les travaux à exécuter dans le cours d'un exercice sont soumis à l'administration des cultes avant le 1er décembre de l'année précédente.

« Le préfet, après avoir pris l'avis de l'évêque, le transmet au ministre avec ses observations.

« ART. 4. Trois inspecteurs généraux, nommés annuellement par notre ministre de l'instruction publique et des cultes sont préposés au service des travaux diocésains;

« Les honoraires de chacun de ces inspecteurs sont fixés à 6,000 fr. et seront prélevés sur le fonds du chapitre X du budget des cultes.

« ART. 5. Les inspecteurs généraux visitent, soit périodiquement, soit par commission expresse, les édifices diocésains dont la surveillance leur est confiée par le ministre. Ils constatent l'état des bâtiments, la convenance des projets des *architectes*, la bonne exécution des travaux, la régularité des dépenses, et en font leur rapport particulier au ministre.

« Réunis en comité sous la présidence du directeur général des cultes, ils procèdent à l'examen définitif des plans et devis fournis par les *architectes;* ils donnent leur avis sur toutes les questions d'art et de comptabilité qui se rattachent aux travaux; ils préparent un projet de répartition des crédits ouverts au chapitre X du budget des cultes; ils adressent annuellement au ministre un rapport général sur la situation des édifices diocésains.

« Les demandes de secours formées par les communes en faveur de leurs églises et presbytères sont également renvoyés à l'examen du comité des inspecteurs généraux.

« ART. 6. La commission des arts et édifices religieux instituée près le ministre de l'instruction publique et des cultes est désormais composée de trois sections: section d'architecture et de sculpture; section des vitraux peints et des ornements religieux; section des orgues et de la musique religieuse.

« ART. 7. Les trois sections sont réunies sous la présidence du directeur général des cultes, pour entendre le rapport annuel que les inspecteurs généraux sont tenus d'adresser au ministre sur la situation des édifices diocésains.

« Les observations de la commission sont annexées au rapport pour être communiquées au ministre.

« ART. 8. La section d'architecture et de sculpture dont les trois inspecteurs généraux font nécessairement partie pendant la durée de leur mission, est saisie, sur le rapport de l'un de ces inspecteurs, de l'examen de tous les projets entraînant des travaux extraordinaires.

« ART. 9. Un arrêté de notre ministre de l'instruction publique et des cultes déterminera le mode de comptabilité des travaux diocésains. »

ARRÊTÉ *du ministre des cultes du* 20 *mai* 1853 *concernant la réorganisation du service des travaux diocésains et la restauration des églises et presbytères.*

« Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes,

« Vu le décret du 7 mars 1853, relatif à l'organisation du service des travaux des édifices diocésains ;

« Sur le rapport du comité des inspecteurs généraux et sur la proposition du directeur général de l'administration des cultes, arrête :

« ART. 1er. Les *architectes* diocésains sont chargés de la conservation et des travaux de tous les édifices du diocèse qui ressortissent à l'administration des cultes. Il n'y en a qu'un par diocèse.

« ART. 2. L'*architecte* diocésain rédige les projets et travaux d'entretien, de restauration et de construction de ces édifices ; il tient les attachements et règle les dépenses, conformément au mode de comptabilité prescrit par le ministre de l'instruction publique et des cultes. Il est chargé, en outre, de l'examen préparatoire des projets produits par les communes du diocèse, à l'appui des demandes de secours qu'elles adressent à l'administration des cultes pour la restauration ou la construction de leurs églises et presbytères.

« ART. 3. L'*architecte* qui ne réside pas dans le diocèse auquel il est attaché est suppléé, pendant son absence, par un *architecte* qui prend le titre d'inspecteur des travaux.

« Lorsque ces travaux extraordinaires paraissent exiger une surveillance très-assidue, en raison de leur nature ou de leur importance, une décision du ministre prépose à cette surveillance un ou plusieurs inspecteurs ou agents, alors même que l'*architecte* réside sur les lieux.

« ART. 4. Les inspecteurs sont nommés par le ministre, sur la proposition des *architectes*, après avoir pris l'avis des évêques et des préfets.

« ART. 5. Les honoraires des *architectes* diocésains se composent de deux parties, l'une fixe, l'autre proportionnelle à la dépense des travaux à exécuter.

« Les honoraires fixes s'élèvent à 1,200 fr. par an, et les honoraires proportionnels sont calculés à raison de 3 1/2 pour cent du montant de la dépense.

« L'*architecte* qui est chargé de plusieurs diocèses ne perçoit d'honoraires fixes que pour l'un d'eux.

« Les honoraires des inspecteurs sont fixés par le ministre, suivant les circonstances, sans pouvoir dépasser le taux de 1,200 fr. par an, sauf le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 3.

« Les frais de voyage des *architectes* diocésains non résidants leur sont remboursés à raison de 2 fr. par myriamètre et de 10 fr. par jour d'absence.

« Les honoraires et les frais de voyage sont imputés sur les fonds du chapitre X du budget des cultes.

« Les dispositions portées au présent article ne seront mises en vigueur qu'à partir du 1er janvier 1854. »

ARCHIVES.

On nomme *archives* les anciens titres et papiers contenant les droits et priviléges de la fabrique, etc.

Sous ce titre nous parlerons des *archives* des fabriques, et des *archives* des menses épiscopales.

§ I. ARCHIVES *des fabriques*.

La garde et la conservation des *archives*, titres et papiers des fa-

briques, sont confiées au bureau des marguilliers, par les articles 54 et suivants du décret du 30 décembre 1809. (*Voyez* ci-après ARMOIRE.)

Il est convenable que chaque fabrique ait un inventaire des papiers, titres et documents concernant ses revenus et ses affaires, avec mention des biens contenus dans chaque titre, du revenu qu'ils produisent, de la fondation à la charge de laquelle les biens ont été donnés ou légués. (*Voyez* INVENTAIRE.) Il est fait tous les ans un récolement de cet inventaire, afin d'y porter les additions ou autres changements.

On peut diviser l'inventaire des *archives* en trois parties : la première, pour les titres de propriété, de rentes, les baux, marchés, adjudications, transactions; la seconde, pour les actes de l'administration, la comptabilité et la correspondance ; la troisième, pour les pièces diverses qui n'ont pu trouver place dans les deux divisions précédentes.

Une ou plusieurs pages, selon la quantité des objets et l'importance des fabriques, sont consacrées à chaque division, et des pages blanches sont laissées à la suite pour y porter, lors des récolements annuels, les objets qui n'auraient pas encore été inscrits. Ces additions forment autant de suppléments qui doivent être certifiés et signés par le curé et le président du bureau, comme l'inventaire principal. Les objets manquant ou hors de service, lors des récolements, sont également signalés, dans une colonne d'observations. (*Voyez* le modèle suivant.)

Il n'est pas nécessaire que l'inventaire des titres soit fait en double, comme celui du mobilier, du moins le décret du 30 décembre ne le prescrit pas. Le curé n'est point, par conséquent, fondé légalement à exiger qu'il lui en soit remis une expédition, car il n'a pas la garde et l'usage des *archives* comme il a la garde et l'usage du mobilier. Mais cependant s'il désirait avoir une expédition de l'inventaire ou du récolement, il n'y aurait aucune raison de la lui refuser.

Il n'est pas nécessaire non plus, et pour la même raison, de procéder à un nouveau récolement de l'inventaire des titres et des *archives* de la fabrique, en cas de mutation du curé. (*Voyez* INVENTAIRE.)

Les inventaires et récolements, étant des actes d'administration intérieure, doivent être faits sur papier non timbré ; ils ne sont pas non plus assujettis à l'enregistrement.

Le bon ordre et la conservation des *archives* sont d'un très-grand intérêt pour les fabriques. Nous avons connu des paroisses où les fabriques en négligeant de conserver d'anciennes *archives*, de vieux papiers qui leur paraissaient insignifiants, ont perdu le droit de recouvrer des propriétés qui appartenaient légitimement à la fabrique.

Nous avons vu au contraire dans quelques autres paroisses des recouvrements de rentes et de propriétés opérées en vertu d'anciens

MODÈLE

D'INVENTAIRE DES ARCHIVES,

De la Fabrique de l'Eglise Saint- *de*

Dressé le 18

NUMÉROS d'ordre	DÉSIGNATION SOMMAIRE.	DÉTAILS.	NOMBRE des pièces	OBSERVATIONS.
	SECTION Ire. *Titres de propriété, de rentes, de locations, etc.*			
1	Presbytère acquis de M. .	Titre notarié du 20 mai 1815.	1	
2	Maison donnée par M. . . Produit annuel, 120 fr.; charge de fondation, 50 fr.	Ate de donction du 15 février 1826. — Ordonnance royale autorisant l'acceptation.— Acte d'acceptation devant notaire	3	
3	Terrain labourable, dit le Champ-de-la-Vigne, restitué par l'État. Produit annuel, 60 fr.	Arrêté du préfet du 18 , prononçant l'envoi en possession. — Approbation ministérielle du 18 .— Ancien titre sur parchemin	3	
4	Pré, dit Pré-Bas, légué à la fabrique par M. . . . . Produit annuel, 40 fr. . .	Testament à la dute du .— Ordonnance royale du , autorisant l'acceptation. — Acte notarié d'acceptation.	3	
5	Rente de 40 fr. constituée sur M. . Charge de fondation, 25 fr.	Acte passé devant Me , notaire à , le .— Inscription hypothécaire prise le .— Renouvellement d'inscription hypothécaire à la date du	3	
6	Rente de 60 fr. constituée sur M. . .	Titre nouvel passé devant Me , notaire à , le .— Inscription hypothécaire prise le .— Renouvellement d'inscription hypothécaire du , — Ancien titre	4	
7	Location des biens-fonds.	1 bail à loyer — 2 baux à ferme.— 2 certificats d'inscriptions hypothécaires pour cautionnement. — 4 anciens titres périmés et conservés pour mémoire	13	
8	Location des chaises de l'église. Produit, 400 fr.	1 bail à ferme passé devant M· , notaire à , le 18 .—Inscription hypothécaire pour cautionnement.—4 anciens titres périmés et conservés pour mémoire	6	
9	Concession de places dans l'église. Produit annuel, 50 fr.	1 demande de concession.— Autorisation du conseil de fabrique.—Adjudication.	3	
10	Location des bancs de l'église. Produit annuel, 250 fr.	20 soumissions acceptées par le conseil de fabrique.— 20 procès-verbaux d'adjudication	40	
		Nombre des pieces	79	

Certifié exact par nous soussignés, président du bureau et curé de l'église Saint-
de

Le 1er mai 18

(Signature du curé,)

(Signature du présideni.)

NUMÉROS d'ordre.	DÉSIGNATION SOMMAIRE.	DÉTAILS.	NOMBRE de pièces.	OBSERVATIONS.
	RÉCOLEMENT DE 18 .			
1	Rente sur l'Etat, 5 p. 100 consolidés.	Inscription de 180 fr. au grand-livre de la dette inscrite.—Duplicata de bordereau délivré par l'agent de change qui a fait l'achat.	2	
2	Rente de 80 fr. constituée sur M. . .	Contrat passé devant Me , notaire à , le 18 . — Certificat d'inscription hypothécaire	2	
	Certifié exact, etc. (*Comme ci-dessus,*) (*Suit une ou plusieurs pages en blanc pour les récolements suivants.*)	Nombre de pièces. . .	4	
	SECTION II. *Actes de l'administration. — Comptabilité. — Correspondance.*			
1	Délibérations : de 18 à 18 .	8 registres cartonnés (non compris les registres courants).	8	
2	Registres des recettes et dépenses de 18 à 18 .	6 cahiers couverts en papier fort. — 12 registres cartonnés. (Manque le registre correspondant à 1830 et 1831.)	18	
3	Budgets de 18 à 18 .	30 pièces. (Manquent les budgets des années 1819 et 1827).	30	
4	Comptes annuels de 18 à 18 .	25 comptes (série complète).—14 liasses de pièces justificatives, contenant ensemble 187 pièces. — Total.	226	
5	Lettres et circulaires de l'administration supérieure, de 18 à 18 .	De l'évêché, 432 pièces cotées et paraphées. De la préfecture, 60 *idem*. .	492	
	Certifié exact, etc. (*Comme ci-dessus.*) (*Suit une ou plusieurs pages en blanc pour les récolements des années suivantes.*)	Total.	778	
	SECTION III. *Pièces diverses.*			
1	Livres d'administration.	Cours alphabétique, théorique et pratique de la législation religieuse. — Traité de l'administration temporelle des paroisses. — Journal des conseils de fabriques. — Code des fabriques.	13	
2	Cartes et plans.	Plan de l'église et du presbytère, dressé le 18 .—Plan des biens appartenant à la fabrique, dressé le 18 . —Carte topographique de la paroisse.	3	
3	Anciens documents.	1 liasse contenant 110 titres et pièces antérieures à 1793. (*Voir le bordereau qui les accompagne.*)	110	
		Total.	126	

titres égarés, des procès terminés et gagnés, etc. Les titres de propriétés, de rentes sur l'Etat ou sur particuliers doivent être renfermés dans une boîte de fer-blanc pour les préserver des insectes et de l'humidité.

Nous ne saurions trop recommander aux administrations diocésaines et aux évêques, dans leurs visites, de veiller sur ce point qui est d'une très-grande importance pour l'intérêt des fabriques.

§ II. ARCHIVES *des menses épiscopales.*

Le décret du 6 novembre 1813 prescrit ce qui suit relativement aux *archives* des menses épiscopales :

« ART. 30. Les papiers, titres, documents concernant les biens de ces menses, les comptes, les registres, le sommier seront déposés aux *archives* du secrétariat de l'archevêché ou évêché.

« ART. 32. Les *archives* de la mense seront renfermées dans des caisses ou armoires dont aucune pièce ne pourra être retirée qu'en vertu d'un ordre souscrit par l'archevêque ou évêque, sur le registre-sommier et au pied duquel sera le récépissé du secrétaire. Lorsque la pièce sera rétablie dans le dépôt, l'archevêque ou évêque mettra la décharge en marge du récépissé. »

ARGENTERIE DE L'ÉGLISE.

On entend par *argenterie de l'église*, les vases sacrés, les burettes, les chandeliers, croix, encensoirs, châsses, etc. (*Voyez* VASES SACRÉS.)

La fabrique doit fournir tous ces objets. (*Décret du* 30 *décembre* 1809, *art.* 37.)

ARMOIRE.

On nomme, indistinctement *armoire* ou caisse, le coffre destiné à renfermer les fonds appartenant à la fabrique, et dont le trésorier est comptable, ainsi que celui ou doivent être conservés les titres, papiers et registres. On voit, sous le mot COFFRE, l'ancienneté et l'origine de ces *armoires*.

Les dispositions du décret du 30 décembre 1809, d'accord à cet égard avec les règles de l'ancienne législation, fixées par l'article 17 de l'arrêt du Parlement du 26 juillet 1751 (1), portent :

(1) Cet article est ainsi conçu : « Les titres des trésors et fabriques seront déposés dans un coffre fermant à trois clefs, dont une sera mise ès-mains du curé, une dans celle du trésorier en charge, et la troisième en celle du trésorier sortant, sans qu'aucun gentilhomme ni aucun ecclésiastique puisse en être saisi, dans les paroisses de campagne ; ceux qui en sont actuellement dépositaires, seront tenus de les remettre quinze jours après la publication du présent arrêt, pour être déposés sous les clefs desdits curés et trésoriers, ainsi qu'il est dit ci-dessus, sans qu'aucun autre que le trésorier comptable puisse recevoir les deniers des fondations faites à la fabrique.»

« ART. 50. Chaque fabrique aura une caisse ou *armoire*, fermant à trois clefs, dont l'une restera dans les mains du trésorier, l'autre dans celles du curé ou desservant, et la troisième dans celles du président du bureau.

« ART. 51. Seront déposés dans cette caisse tous les deniers appartenant à la fabrique, ainsi que les clés des troncs des églises.

« ART. 52. Nulle somme ne pourra être extraite de la caisse sans autorisation du bureau, et sans un récépissé qui y restera déposé.

« ART. 53. Si le trésorier n'a pas dans les mains la somme fixée à chaque trimestre, par le bureau, pour la dépense courante, ce qui manquera sera extrait de la caisse; comme aussi ce qu'il se trouverait avoir d'excédant sera versé dans cette caisse.

« ART. 54. Seront aussi déposés dans une caisse ou *armoire* les papiers, titres et documents, concernant les affaires de la fabrique, et notamment les comptes avec les pièces justificatives, les registres des délibérations, autres que les registres courants; le sommier des titres, les inventaires ou récolements dont il est mention aux deux articles qui suivent.

« ART. 57. Nul titre ou pièce ne pourra être extrait sans un récépissé qui fera mention de la pièce retirée, de la délibération du bureau par laquelle cette extraction aura été autorisée, de la qualité de celui qui s'en chargera, et signera le récépissé, de la raison pour laquelle elle aura été tirée de ladite caisse ou *armoire;* et, si c'est pour un procès, le tribunal et le nom de l'avoué seront désignés.

« Le récépissé, ainsi que la décharge au temps de la remise, seront inscrits sur le sommier ou registre des titres. » (*Voyez* CAISSE.)

Le moyen de conserver les papiers, titres et documents concernant les affaires de la fabrique, c'est d'en faire un inventaire conforme au modèle que nous donnons au mot précédent.

ARMOIRIES.

Un décret du 31 juillet 1813 accorde la faculté de placer des *armoiries*, avec la permission du ministre, sur les monuments funèbres dans les églises.

Les *armoiries* rentrent dans la catégorie des signes distinctifs, dont il est question dans l'article 73 du décret du 30 décembre 1809. Ces *armoiries*, qui sont accordées par le souverain, peuvent être produites dans tous les actes et orner les monuments élevés par les familles. C'est au ministre des cultes qu'il appartient d'accorder à ces familles la faculté de placer ces signes sur les monuments funèbres qu'elles peuvent être autorisées à faire élever dans les églises. (*Avis du conseil d'Etat du* 26 *juin* 1812 *approuvé par l'Empereur le* 31 *juillet suivant.*)

En débadigeonnant les églises, on trouve quelquefois, peintes sur les murs, des *armoiries* qui font connaître le fondateur de l'église et l'époque de sa construction. L'intérêt de l'art et des souvenirs historiques, si ce n'est la reconnaissance, doivent engager à conserver précieusement ces *armoiries*. On rencontre encore de ces *armoiries* sur de vieilles tombes; mais, en général, elles sont à moitié effacées par le temps. Dans ces divers cas, on fera bien de relater ces découvertes dans le registre paroissial. (*Voyez* REGISTRES DE PAROISSE.)

ARRENTEMENT.

L'*arrentement* est un bail à rentes. (*Voyez* BAIL.)

Les fabriques, comme les autres établissements publics, n'obtiennent l'autorisation d'aliéner, moyennant une rente, que dans un seul cas : celui où il serait démontré clairement à l'autorité supérieure, que la vente ne pourrait être autrement effectuée, ni offrir les avantages de l'*arrentement*. (*Voyez* RENTES.)

Les formalités requises pour une rente par *arrentement* sont les mêmes que celles qui sont prescrites pour les autres aliénations. (*Voyez* ALIÉNATION.)

ARRÉRAGES.

On nomme ainsi les revenus produits par les rentes sur l'Etat ou sur les particuliers, qu'elles soient perpétuelles ou viagères. On ne doit pas confondre les *arrérages* avec les arriérés ; ceux-ci sont les produits des capitaux placés autrement qu'en rentes.

Les *arrérages* de rentes perpétuelles et viagères se prescrivent par cinq ans. (*Code civil, art.* 2277.) Elles produisent intérêt du jour de la demande ou convention. (*Art.* 1155.)

Bien que cette prescription remontât à un édit de l'an 1510, qui s'appliquait aux églises, un avis du conseil d'Etat, du 20 février 1809, porte que c'est aux tribunaux à décider si elle a lieu, et peut être invoquée pour les redevances dues aux fabriques. Il est donc bien important que les administrateurs de ces établissements ne négligent pas de faire opérer les rentrées de ce genre.

Les *arrérages* de rentes forment dans les budgets et dans les comptes un article de recette ordinaire.

Dans le droit ancien, les *arrérages* de fondations pour obits, services ou prières pouvaient se demander depuis vingt-neuf années, en affirmant par les ecclésiastiques qu'ils en avaient acquitté les charges, et qu'ils n'avaient pas été payés.

Mais aujourd'hui il est certain que, depuis la promulgation du Code civil, les *arrérages* d'une rente de fondation ou de toute autre

nature, soit ancienne, soit nouvelle, se prescrivent par cinq ans, comme il est dit ci-dessus, puisque l'article dispose que l'Etat, les établissements publics et les communes sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent également les opposer.

La circonstance que la fondation eût été acquittée pendant ces cinq années n'empêche point cette prescription de courir, puisque la loi nouvelle n'a pas fait cette exception.

Par la même raison, les débiteurs ne peuvent se refuser au payement des *arrérages*, sous prétexte que la fondation n'eût pas été desservie ; c'est ce qui a été jugé formellement au profit de la régie de l'enregistrement, lorsqu'elle était chargée du recouvrement des rentes dont il s'agit (1).

On ne peut donc exiger, comme autrefois, une affirmation sur l'acquit de la fondation, même depuis le rétablissement du culte, En effet, aucune disposition nouvelle ne soumet, soit les ecclésiastiques, soit les fabriciens, à cette formalité. La loi admettant la présomption que le service a eu lieu, c'est au débiteur qui se refuse au payement à prouver le contraire ; ce qui lui est facile, puisque les jours et heures auxquels la fondation doit être acquittée sont, en général, déterminés par les titres, et que l'on a pu vérifier chaque jour si elle n'est pas remplie. D'ailleurs, la preuve qu'elle l'a été se trouve faite au moyen du payement effectué par la fabrique entre les mains des ecclésiastiques. (Carré, n° 253.)

Nous avons rapporté, dans notre *Cours de droit canon*, au mot ARRÉRAGE, une décision de Rome, du 31 janvier 1827, par laquelle le souverain Pontife accorde l'autorisation de les abandonner en certaines circonstances.

ARRÊT, ARRÊTÉ.

On donne le nom d'*arrêté* aux décisions des conseils de préfecture et des préfets (*Voyez* CONSEIL DE PRÉFECTURE) ; et le nom d'*arrêt* aux décisions des Cours judiciaires. On appelle aussi *arrêts* les décisions du conseil d'Etat, lorsqu'elles ont la signature de l'empereur.

Les *arrêtés* pris par l'administration de la fabrique se nomment *délibérations*.

ARRÊTÉ DE POLICE.

Les maires, comme magistrats de police, peuvent prendre des *arrêtés* pour le maintien de l'ordre public, pour le libre exercice du culte, etc., pourvu que ces *arrêtés* ne portent pas atteinte aux lois,

(1) Merlin, *Questions de droit*, au mot FONDATION.

et sauf le pourvoi contre leurs décisions devant le préfet, et de là, s'il y a lieu, devant le conseil d'Etat.

Ils pourraient en prendre, par exemple, pour l'interdiction des danses et des jeux publics autour de l'église, du cimetière et des croix. Cette interdiction est parfaitement dans l'esprit de la loi, et une circulaire du ministre des cultes du 16 mars 1852, fait suffisamment connaître les intentions et les vœux du gouvernement, qui sont que les édifices religieux ne soient point troublés par les choses et les objets extérieurs. Les maires peuvent donc la prononcer par *arrêté*, et nous devons nous hâter de dire que, dans un grand nombre de communes, elle existe à la grande satisfaction des fidèles.

Le curé ne peut contraindre le maire à porter des *arrêtés* prohibitifs des rassemblements, danses et jeux publics dans les lieux voisins de l'église ; mais lorsque cette mesure est devenue nécessaire pour l'honneur et la décence du culte, il doit, en cas de refus de sa part, prévenir l'évêque diocésain qui sollicitera le préfet d'enjoindre au maire de rendre l'*arrêté*, ou de le porter lui-même, ainsi qu'il y est autorisé par les art. 9, 10 et 15 de la loi du 18 juillet 1837. Au besoin, il y aurait lieu de s'adresser au ministre des cultes, si le préfet ne tenait aucun compte de la demande de l'évêque. Voici du reste, un modèle d'*arrêté de police* que le maire peut prendre dans ces circonstances. (*Voyez* BALS.)

MODÈLE *d'un règlement municipal sur la police des lieux voisins de l'église.*

Le maire de la ville (ou commune de....),

Vu l'art. 3, n° 3, de la loi du 16-21 août 1790; l'art. 2, titre II, de la loi du 7 vendémiaire an IV (29 septembre 1795) ; l'art. 14 de la loi du 18 juillet 1837 ; les art. 2, 3 et 4 de la loi du 18 novembre 1814 ; la circulaire du ministre de l'intérieur du 16 mars 1852 ;

Considérant que l'autorité municipale est chargée d'assurer le libre exercice du culte, qu'elle a le droit, en conséquence, de défendre qu'il ne s'élève autour des églises du tumulte et des bruits de nature à troubler le recueillement des personnes qui s'y trouvent, ou qui les empêcheraient d'entendre les instructions et les prières qui se disent en commun ;

Arrête :

ART. 1^er^. Il est défendu de stationner, de jouer ou de converser bruyamment, pendant la durée des offices, dans l'ancien cimetière, sur la place et les autres lieux qui avoisinent l'église paroissiale de...

ART. 2. Il est défendu, *en tout temps*, de se réunir tumultueusement dans lesdits lieux, d'y faire entendre des cris ou des chants indécents, et d'obstruer, en quelque manière que ce soit, les abords de l'église.

ART. 3. Il est encore interdit, en tout temps, aux marchands et colporteurs d'étaler leurs marchandises sur la place de l'église et près de la croix placée à l'angle nord de ladite place; aux ménétriers et bateleurs d'y établir des danses, jeux ou spectacles, même les jours de foires, de marchés et de solennités publiques.

ART. 4. Le marché de... qui se tenait dans ladite place sera transféré dans la rue de....

ART. 5. Les contraventions au présent règlement seront constatées par des procès-verbaux, et poursuivies conformément à la loi.

Fait à..., le... 18...

Le maire de la ville (ou commune de...)

(*Cachet de la mairie.*) (*Signature.*)

Dans les villes, les commissaires et agents de police, et dans les communes rurales, les maires, les adjoints, les gardes-champêtres, ont qualité pour dresser les procès-verbaux de contraventions aux règlements de police. (*Voyez* POLICE.)

ARRÊTÉ DE COMPTE.

L'*arrêté de compte* est l'acte par lequel, après l'examen d'un compte, on en fixe les bases et détermine ce qui reste dû par le comptable ou ce qui doit lui être payé. (*Voyez* COMPTE, § IV.)

ART (OBJET D')

(Voyez OBJETS D'ART.)

ARTICLES ORGANIQUES.

La loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) est ordinairement désignée sous le nom d'*articles organiques* ou de *loi organique*, parce qu'elle fut publiée simultanément avec le concordat conclu le 15 juillet 1801, pour organiser l'exercice public du culte catholique en France. Mais on confond trop communément ensemble ces deux documents, bien qu'ils soient cependant très-différents l'un de l'autre. Le concordat est un traité solennel passé entre deux puissances, la puissance ecclésiastique et la puissance civile qui, pour le bien de la paix, et pour rétablir les rapports de l'Eglise et de l'Etat, si violemment rompus par la révolution de 1789, se sont fait des concessions mutuelles. Les *articles organiques*, au contraire, n'émanent que de la puissance civile. La puissance ecclésiastique n'y a en rien contribué : au contraire, ils ont été rédigés et publiés à son insu, et elle a fait entendre contre leur publication subreptice

énergiques réclamations (1). Nous devons distinguer le concordat des *articles organiques*, et en parler sous deux titres différents. (*Voyez* CONCORDAT.)

§ I. *Texte et illégalité des* ARTICLES ORGANIQUES.

On a beaucoup écrit pour savoir si les *articles organiques* étaient canoniques et légaux. Nous avons dit ailleurs (2) qu'ils n'étaient ni ne pouvaient être canoniques, attendu que plusieurs de leurs dispositions sont formellement opposées à l'esprit comme à la lettre des saints canons, et que d'ailleurs ils n'ont jamais été approuvés par l'Eglise. Le cardinal Consalvi, dans une note diplomatique adressée au ministre de France à Rome, s'exprimait à cet égard de la manière suivante :

« Le soussigné entend parler, et toujours par ordre de Sa Sainteté, des *articles organiques* qui, inconnus à Sa Sainteté, ont été publiés avec les dix-sept articles du concordat, comme s'ils en faisaient partie (ce que l'on voit d'après la date et le mode de publication). Ces *articles organiques* sont représentés comme la forme et la condition du rétablissement de la religion catholique en France. Cependant plusieurs de ces articles s'étant trouvés, aux yeux du Saint-Père, en opposition avec les règles de l'Eglise, Sa Sainteté ne peut pas, à cause de son ministère, ne pas désirer qu'ils reçoivent les modifications convenables et les changements nécessaires. Le Saint-Père a la plus vive confiance dans la religion et la sagesse du premier consul, et le prie directement d'accorder ces changements. »

Il fut répondu verbalement à cette note diplomatique, qu'on trouvait décente et réservée dans les termes, que les *articles organiques* ne seraient pas modifiés, et effectivement ils ne le furent pas alors. Ce ne fut qu'en 1810 qu'on y apporta quelques modifications par le décret du 28 février, rapporté ci-après sous le mot BREF.

Quant à la légalité des *articles organiques*, la question paraît un peu plus douteuse. Plusieurs graves auteurs prétendent qu'ils n'ont point ce caractère. Mgr Sibour, évêque de Digne, entre autres, établit, par des arguments solides et concluants, que les *articles organiques*, par le vice de leur origine, n'ont jamais été une véritable loi, et que, eussent-ils été une véritable loi sous les régimes précédents, ils ne devraient pas être considérés comme tels sous le régime actuel.

« Un traité sanctionné et érigé en loi, dit le savant prélat que nous

(1) *Voyez* ces *Réclamations* dans notre *Cours de droit canon, tome* Ier, pag. 312, 3e *édition*.

(2) *Voyez* notre *Cours de droit canon*, sous les mots ARTICLES ORGANIQUES et CONCORDAT.

venons de citer (1) ne peut avoir une véritable force légale, que s'il est un véritable traité, tout ce qui pourra vicier le traité et le rendre nul, viciera en même temps la loi ; de telle sorte qu'il n'y aura point de loi, s'il n'y a point de traité. C'est évident. Or, en examinant les actes dont nous nous occupons en ce moment, c'est-à-dire le concordat et les *articles organiques*, nous reconnaissons bien dans le concordat une véritable convention dont les clauses et conditions ont été réglées et régulièrement échangées entre les parties. Mais il nous est impossible de reconnaître ce même caractère dans les *articles organiques*.

« Les *articles organiques* qui devaient faire partie du traité, qui furent présentés comme en faisant partie, n'eurent rien de ce qui peut constituer une véritable convention. Ils furent dressés par le gouvernement tout seul, à l'insu du Souverain-Pontife. L'essence du contrat qui réside dans la concurrence et l'accord des deux parties, accord sans lequel il ne peut pas y avoir d'obligation mutuelle, ne se trouve nullement dans les *articles organiques*. Le gouvernement manqua de sincérité en les présentant aux assemblées législatives d'alors, comme convenus avec le Souverain-Pontife, comme faisant partie du concordat qu'il avait signé. Il en manqua ensuite vis-à-vis du Souverain-Pontife, en lui présentant ces mêmes articles comme une loi. Ils n'avaient rien, ni d'un traité, ni d'une convention quelconque, puisqu'ils n'émanaient que du gouvernement français tout seul; ils n'étaient pas non plus une véritable loi, puisque le corps législatif ne les avait pas votés comme tels, mais seulement comme les annexes d'un traité.

« C'est là, si je ne me trompe, un vice radical pour les *articles organiques*. Ils ne sont en réalité ni un traité ni une loi; nous ne pouvons y voir qu'un règlement de police qui s'est glissé furtivement sous le manteau d'une convention mémorable, dans le sanctuaire du corps législatif, et qui ensuite, à la faveur d'un titre coloré, mais usurpé, a trouvé place dans *le Bulletin des Lois*.... »

« Supposons, ajoute le même prélat, que la légalité des *articles organiques* ait été aussi réelle qu'elle nous le paraît peu, ne conviendra-t-on pas au moins que la constitution de 1830, plus libérale que celle de 1814, plus libérale surtout que celle de l'empire et que celle de l'an VIII, a dû porter une mortelle atteinte à une législation exceptionnelle et oppressive. Comment concilier avec l'article 5 de la Charte, qui proclame le droit que nous avons tous de professer notre religion avec une égale liberté, la loi organique qui met tant de restriction à l'exercice de cette liberté ! »

(1) *Lettre à Mgr l'archevêque de Paris contre l'interprétation qu'on a voulu donner à l'art. 4 de la loi du 18 germinal an X.* — Mgr Sibour, alors évêque de Digne, est mort archevêque de Paris.

Ces deux choses nous paraissent effectivement bien inconciliables. Mais quoi qu'il en soit de l'illégalité des *articles organiques*, ils restent toujours comme un règlement de police qui est en vigueur, auquel le gouvernement tient et qu'on ne peut se dispenser de suivre dans la pratique, du moins dans un grand nombre de dispositions qui ne sont point contraires à celles qui ont été stipulées dans le concordat. Nous ne pouvons, en conséquence, nous dispenser d'en rapporter ici le texte. Nous le ferons suivre des *articles organiques* du culte protestant.

Pour bien connaître les *articles organiques* et les motifs qui les ont dictés, il faut consulter les rapports et discours lus au conseil d'Etat et au corps législatif, par Portalis, Siméon et Lucien Bonaparte. Ces divers documents se trouvent dans notre *Cours de droit canon*, à la suite du mot CONCORDAT. Nous croyons devoir nous dispenser de les rapporter ici à cause de leur étendue.

Nous dirons, en terminant, que les principes qui ont dicté les *articles organiques* détruisent, en beaucoup de points, l'indépendance de l'Eglise et qu'ils sont la conséquence de ceux émis dans la constitution civile du clergé. Aussi Pie VII en avait-il demandé l'abrogation dans l'article 3 du concordat de 1817.

ARTICLES ORGANIQUES DE LA CONVENTION DU 26 MESSIDOR AN IX.

TITRE Ier. — *Du régime de l'Eglise catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'Etat.*

« ART. 1er. Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçues, publiées, imprimées, ni autrement mises à exécution, sans l'autorisation du gouvernement (1).

« ART. 2. Aucun individu se disant nonce, légat, vicaire ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans la même autorisation, exercer sur le sol français ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Eglise gallicane.

« ART. 3. Les décrets des synodes étrangers, même ceux des conciles généraux, ne pourront être publiés en France avant que le gouvernement en ait examiné la forme, leur conformité avec les lois, droits et franchises de la république française, et tout ce qui, dans leur publication, pourrait altérer ou intéresser la tranquillité publique (2).

(1) Cet article a été modifié par le décret du 28 février 1810, dont l'article 1er porte que les brefs de la pénitencerie, pour le for intérieur seulement, pourront être exécutés sans aucune autorisation. (*Voyez* BREF.)

(2) Nous ne relèverons pas tous les articles anticanoniques, mais celui-ci l'est au suprême degré. La voie d'examen, qu'on y consacre, en matière religieuse, est proscrite dans le sein de l'Eglise catholique.

« ART. 4. Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, aucune assemblée délibérante, n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement.

« ART. 5. Toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seraient autorisées et fixées par les règlements.

« ART. 6. Il y aura recours au conseil d'Etat, dans tous les cas d'abus de la part des supérieurs et autres personnes ecclésiastiques.

« Les cas d'abus sont : l'usurpation ou l'excès de pouvoir, la contravention aux lois et règlements de la république, l'infraction aux règles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Eglise gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure, ou en scandale public.

« ART. 7. Il y aura pareillement recours au conseil d'Etat, s'il est porté atteinte à l'exercice du culte et à la liberté que les lois et règlements garantissent à ses ministres.

« ART. 8. Le recours compétera à toute personne intéressée. A défaut de plainte particulière, il sera exercé d'office par le préfet.

« Le fonctionnaire public, l'ecclésiastique ou la personne qui voudra exercer ce recours, adressera un mémoire détaillé au conseil d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes (1), lequel sera tenu de prendre, dans le plus court délai, tous les renseignements convenables; et, sur son rapport, l'affaire sera suivie et définitivement terminée dans la forme administrative, ou renvoyée, selon l'exigence des cas, aux autorités compétentes.

TITRE II. — *Des Ministres.*

SECTION PREMIÈRE. — *Dispositions générales.*

« ART. 9. Le culte catholique sera exercé sous la direction des archevêques et évêques dans leurs diocèses, et sous celle des curés dans leurs paroisses.

« ART. 10. Tout privilége portant exemption ou attribution de la juridiction épiscopale est aboli (2).

« ART. 11. Les archevêques et évêques pourront, avec l'autorisation du gouvernement, établir dans leurs diocèses des chapitres cathédraux et des séminaires. Tous autres établissements ecclésiastiques sont supprimés (3).

« ART. 12. Il sera libre aux archevêques ou évêques d'ajouter à leur nom le titre de *citoyen* ou de *monsieur*. Toutes autres qualifications sont interdites (4).

SECTION II. — *Des Archevêques ou Métropolitains.*

« ART. 13. Les archevêques consacreront et installeront leurs suffragants. En cas

(1) Aujourd'hui le ministre des cultes.

(2) Cet article est modifié. (*Voyez* CHAPITRE DE SAINT-DENIS.)

(3) La dernière disposition de cet article a été modifiée plus tard, et divers établissements religieux ont successivement été autorisés.

(4) On a toujours continué à donner aux archevêques et évêques le titre de Monseigneur. Le gouvernement le leur donne lui-même maintenant. (*Voyez* le mot MONSEIGNEUR.)

d'empêchement ou de refus de leur part, ils seront suppléés par le plus ancien évêque de l'arrondissement métropolitain.

« ART. 14. Ils veilleront au maintien de la foi et de la discipline dans les diocèses dépendants de leur métropole.

« ART. 15. Ils connaîtront des réclamations et des plaintes portées contre la conduite et les décisions des évêques suffragants (1).

SECTION III. — *Des Evêques, des Vicaires Généraux et des Séminaires.*

« ART. 16. On ne pourra être nommé évêque avant l'âge de trente ans, et si on n'est originaire Français.

« ART. 17. Avant l'expédition de l'arrêté de nomination, celui ou ceux qui seront proposés seront tenus de rapporter une attestation de bonne vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel ils auront exercé les fonctions du ministère ecclésiastique; et ils seront examinés sur leur doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le premier consul, lesquels adresseront le résultat de leur examen au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes (2).

« ART. 18. Le prêtre nommé par le premier consul fera les diligences pour rapporter l'institution du pape.

« Il ne pourra exercer aucune fonction avant que la bulle portant son institution ait reçu l'attache du gouvernement, et qu'il ait prêté en personne le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement français et le Saint-Siége (3).

« Ce serment sera prêté au premier consul (4); il en sera dressé procès-verbal par le secrétaire d'Etat.

« ART. 19. Les évêques nommeront et institueront les curés; néanmoins ils ne manifesteront leur nomination, et ils ne donneront l'institution canonique, qu'après que cette nomination aura été agréée par le premier consul.

« ART. 20. Ils seront tenus de résider dans leurs diocèses; ils ne pourront en sortir qu'avec la permission du premier consul (5).

« ART. 21. Chaque évêque pourra nommer deux vicaires généraux, et chaque archevêque pourra en nommer trois : ils les choisiront parmi les prêtres ayant les qualités requises pour être évêques (6).

(1) Ce n'est point devant le Conseil d'Etat et par voie d'appel comme d'abus, qu'un prêtre doit attaquer l'interdit de ses fonctions; c'est devant le métropolitain qu'il doit se pourvoir. (Arrêt du conseil d'Etat du 31 juillet 1839.) (*Voyez* APPEL COMME D'ABUS, § III.)

(2) Cet article est anticanonique. (*Voyez* ATTESTATION.)

(3) *Voyez* la formule de ce serment, art. 6 du Concordat.

(4) Aujourd'hui à l'Empereur.

(5) Cet article est tombé en désuétude, et les évêques aujourd'hui vont à Paris ou ailleurs quand les intérêts de leurs diocèses, de leur santé ou autre chose le demandent, sans demander aucune permission. Ils vont même à Rome sans en prévenir le gouvernement.

(6) Il est libre aux évêques de se donner un plus grand nombre de coopérateurs, pourvu que leur mandat ne comprenne point des actes qui aient besoin de la sanction du gouvernement pour être exécutoires. (Note de M. le comte de Portalis.) De là les vicaires généraux approuvés par l'Empereur, et les vicaires généraux non approuvés.

« ART. 22. Ils visiteront annuellement et en personne une partie de leur diocèse, et, dans l'espace de cinq ans, le diocèse entier.

« En cas d'empêchement légitime, la visite sera faite par un vicaire général.

« ART. 23. Les évêques seront chargés de l'organisation de leurs séminaires, et les règlements de cette organisation seront soumis à l'approbation du premier consul.

« ART. 24. Ceux qui seront choisis pour l'enseignement dans les séminaires souscriront la déclaration faite par le clergé de France en 1682, et publiée par un édit de la même année; ils se soumettront à y enseigner la doctrine qui y est contenue, et les évêques adresseront une expédition en forme de cette soumission au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes (1).

« ART. 25. Les évêques enverront toutes les années, à ce conseiller d'Etat, le nom des personnes qui étudieront dans les séminaires, et qui se destineront à l'Etat ecclésiastique.

« ART. 26. Ils ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France.

« Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner n'ait été soumis au gouvernement et par lui agréé (2).

SECTION IV. — *Des Curés.*

« ART. 27. Les curés ne pourront entrer en fonctions qu'après avoir prêté entre les mains du préfet le serment prescrit par la convention passée entre le gouvernement et le Saint-Siége. Il sera dressé procès-verbal de cette prestation par le secrétaire général de la préfecture, et copie collationnée leur en sera délivrée.

« ART. 28. Ils seront mis en possession par le curé ou le prêtre que l'évêque désignera.

« ART. 29. Ils seront tenus de résider dans leurs paroisses.

« ART. 30. Les curés seront immédiatement soumis aux évêques dans l'exercice de leurs fonctions.

« ART. 31. Les vicaires et desservants exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés.

« Ils seront approuvés par l'évêque et révocables par lui.

« ART. 32. Aucun étranger ne pourra être employé dans les fonctions du ministère ecclésiastique, sans la permission du gouvernement (3).

« ART. 33. Toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse.

« ART. 34. Un prêtre ne pourra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, sans la permission de son évêque.

(1) Cet article est contraire à la liberté des cultes garantie par la Constitution et le droit public. Il est du reste anticanonique.

(2) La disposition de cet article défendant d'ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, a été rapportée, ainsi que la défense d'ordonner aucun ecclésiastique avant l'âge de vingt-cinq ans, par le décret du 28 février 1810 rapporté sous le mot BREF.

(3) Une loi du 14 juillet 1819 semble avoir abrogé cet article.

SECTION V. — *Des Chapitres cathédraux et du gouvernement des diocèses pendant la vacance du Siége.*

« ART. 35. Les archevêques et évêques qui voudront user de la faculté qui leur est donnée d'établir des chapitres, ne pourront le faire sans avoir rapporté l'autorisation du gouvernement, tant pour l'établissement lui-même que pour le nombre et le choix des ecclésiastiques destinés à les former.

« ART. 36. Pendant la vacance des siéges, il sera pourvu par le métropolitain, et, à son défaut, par le plus ancien des évêques suffragants, au gouvernement des diocèses.

« Les vicaires généraux de ces diocèses continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement (1).

« ART. 37. Les métropolitains, les chapitres cathédraux, seront tenus, sans délai, de donner avis au gouvernement de la vacance des siéges et des mesures qui auront été prises pour le gouvernement des diocèses vacants.

« ART. 38. Les vicaires généraux qui gouverneront pendant la vacance, ainsi que les métropolitains ou capitulaires, ne se permettront aucune innovation dans les usages et coutumes des diocèses.

TITRE III. — *Du Culte.*

« ART. 39. Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises de France.

« ART. 40. Aucun curé ne pourra ordonner des prières publiques extraordinaires dans sa paroisse, sans la permission spéciale de l'évêque.

« ART. 41. Aucune fête, à l'exception du dimanche, ne pourra être établie sans la permission du gouvernement.

« ART. 42. Les ecclésiastiques useront, dans les cérémonies religieuses, des habits et ornements convenables à leur titre : ils ne pourront dans aucun cas ni sous aucun prétexte, prendre la couleur et les marques distinctives réservées aux évêques.

« ART. 43. Tous les ecclésiastiques seront habillés à la française et en noir.

« Les évêques pourront joindre à ce costume la croix pectorale et les bas violets (2).

« ART. 44. Les chapelles domestiques, les oratoires particuliers ne pourront être établis sans une permission expresse du gouvernement, accordée sur la demande de l'évêque (3).

« ART. 45. Aucune cérémonie religieuse n'aura lieu hors des édifices consacrés au culte catholique, dans les villes où il y a des temples destinés à différents cultes (4).

(1) Les dispositions de cet article sont rapportées par les art. 5 et 6 du décret du 28 février 1810. (*Voyez* ce décret sous le mot BREF.)

(2) Cet article a été modifié par un arrêté du gouvernement du 17 nivôse an XII (8 janvier 1804).

(3) Les dispositions de cet article ont été développées par un décret du 22 décembre 1812, et un avis du conseil d'Etat du 6 novembre 1813.

(4) Une lettre ministérielle, du 30 germinal an XI, porte que cette disposition légale ne doit s'appliquer qu'aux communes où il existe une église consistoriale approuvée par le gouvernement. Il faut six mille âmes de la même communion pour l'établissement d'une pareille église. (*Voyez* ci-après l'article 16 des articles organiques protestants.)

« ART. 46. Le même temple ne pourra être consacré qu'à un même culte.

« ART. 47. Il y aura dans les cathédrales et paroisses une place distinguée pour les individus catholiques qui remplissent les autorités civiles et militaires.

« ART. 48. L'évêque se concertera avec le préfet pour régler la manière d'appeler les fidèles au service divin par le son des cloches. On ne pourra les sonner pour toute autre cause, sans la permission de la police locale.

« ART. 49. Lorsque le gouvernement ordonnera des prières publiques, les évêques se concerteront avec le préfet et le commandant militaire du lieu pour le jour, l'heure et le mode d'exécution de ces ordonnances.

« ART. 50. Les prédications solennelles appelées *sermons*, et celles connues sous le nom de *stations* de l'avent et du carême, ne seront faites que par des prêtres qui en auront obtenu une autorisation spéciale de l'évêque.

« ART. 51. Les curés, aux prônes des messes paroissiales, prieront et feront prier pour la prospérité de la république française et pour les consuls.

« ART. 52. Ils ne se permettront, dans leurs instructions, aucune inculpation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'Etat.

« ART. 53. Ils ne feront au prône aucune publication étrangère à l'exercice du culte, si ce n'est celles qui seront ordonnées par le gouvernement.

« ART. 54. Ils ne donneront la bénédiction nuptiale qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil.

« ART. 55. Les registres tenus par les ministres du culte n'étant et ne pouvant être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne pourront, dans aucun cas, suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français.

« ART. 56. Dans tous les actes ecclésiastiques et religieux, on sera obligé de se servir du calendrier d'équinoxe établi par les lois de la république ; on désignera les jours par les noms qu'ils avaient dans le calendrier des solstices.

« ART. 57. Le repos des fonctionnaires publics sera fixé au dimanche.

TITRE IV. — *De la circonscription des Archevêchés, des Evêchés et des Paroisses, des édifices destinés au culte, et du traitement des Ministres.*

SECTION PREMIÈRE. — *De la circonscription des Archevêchés et des Evêchés.*

« ART. 58. Il y aura en France dix archevêchés ou métropoles, et cinquante évêchés.

« ART. 59. La circonscription des métropoles et des diocèses sera faite conformément au tableau ci-joint (1) :

SECTION II. — *De la circonscription des Paroisses.*

« ART. 60. Il y aura au moins une paroisse dans chaque justice de paix.

« Il sera en outre établi autant de succursales que le besoin pourra l'exiger.

« ART. 61. Chaque évêque, de concert avec le préfet, règlera le nombre et l'étendue de ces succursales. Les plans arrêtés seront soumis au gouvernement, et ne pourront être mis à exécution sans son autorisation.

(1) Cet article et le précédent ont été modifiés par le Concordat de 1817 (*voyez* CONCORDAT) et diverses lois. Il y a maintenant en France et les colonies 18 archevêchés et 74 évêchés.

« ART. 62. Aucune partie du territoire français ne pourra être érigée en cure ou en succursale sans l'autorisation expresse du gouvernement.

« ART. 63. Les prêtres desservant les succursales sont nommés par les évêques.

SECTION III. — *Du traitement des Ministres.*

« ART. 64. Le traitement des archevêques sera de 15,000 francs.

« ART. 65. Le traitement des évêques sera de 10,000 francs (1).

« ART. 66. Les curés sont distribués en deux classes.

« Le traitement des curés de la première classe sera porté à 1,500 francs ; celui des curés de la seconde classe à 1,000 francs (2).

« ART. 67. Les pensions dont ils jouissent, en exécution des lois de l'Assemblée constituante, seront précomptées sur leur traitement.

« Les conseils généraux des grandes communes pourront, sur leurs biens ruraux ou sur leurs octrois, leur accorder une augmentation de traitement, si les circonstances l'exigent.

« ART. 68. Les vicaires et desservants seront choisis parmi les ecclésiastiques pensionnés en exécution des lois de l'Assemblée constituante.

« Le montant de ces pensions et le produit des oblations formeront le traitement.

« ART. 69. Les évêques rédigeront les projets de règlements relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements. Les projets de règlements rédigés par les évêques ne pourront être publiés, ni autrement mis à exécution, qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

« ART. 70. Tout ecclésiastique pensionnaire de l'Etat sera privé de sa pension s'il refuse, sans cause légitime, les fonctions qui pourront lui être confiées.

« ART. 71. Les conseils généraux de département sont autorisés à procurer aux archevêques et évêques un logement convenable.

« ART. 72. Les presbytères et les jardins attenants, non aliénés, seront rendus aux curés et aux desservants des succursales. A défaut de ces presbytères, les conseils généraux des communes sont autorisés à leur procurer un logement et un jardin

« ART. 73. Les fondations qui ont pour objet l'entretien des ministres et l'exercice du culte, ne pourront consister qu'en rentes constituées sur l'Etat. Elles seront acceptées par l'évêque diocésain, et ne pourront être exécutées qu'avec l'autorisation du gouvernement (3).

« ART. 74. Les immeubles, autres que les édifices destinés au logement, et les jardins attenants, ne pourront être affectés à des titres ecclésiastiques, ni possédés par les ministres du culte, à raison de leurs fonctions.

SECTION IV. — *Des édifices destinés au Culte.*

« ART. 75. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, seront mis à la disposition de l'évêque par arrêté du préfet du département.

(1) Ces deux articles ont été modifiés. (*Voyez* TRAITEMENT.) Les archevêques ont actuellement 20,000 fr. et les évêques 15,000 fr.

(2) Les curés de seconde classe ont actuellement 1200 fr. (*Ord. du 21 nov. 1827*)

(3) La restriction portée par cet article de ne constituer de fondations qu'en rentes sur l'Etat, a été abrogée par la loi du 2 janvier 1817. (*Voyez* cette loi sous le mot ACCEPTATION.)

« Une expédition de ces arrêtés sera adressée au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

« ART. 76. Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes.

« ART. 77. Dans les paroisses où il n'y aura point d'édifice disponible pour le culte, l'évêque se concertera avec le préfet pour la désignation d'un édifice convenable. »

A la suite de ces *articles organiques* pour le culte catholique, se trouvent, dans la même loi du 18 germinal an X, les *articles organiques* des cultes protestants. Comme il est utile d'en connaître les dispositions, nous en rapportons ici le texte.

ARTICLES ORGANIQUES DES CULTES PROTESTANTS.

TITRE Ier. — *Dispositions générales pour toutes les communions protestantes.*

« ART. 1er. Nul ne pourra exercer les fonctions du culte s'il n'est Français.

« ART. 2. Les églises protestantes, ni leurs ministres, ne pourront avoir des relations avec aucune puissance ni autorité étrangère.

« ART. 3. Les pasteurs et ministres des diverses communions protestantes prieront et feront prier, dans la récitation de leurs offices, pour la prospérité de la république française et pour les consuls.

« ART. 4. Aucune décision doctrinale ou dogmatique, aucun formulaire, sous le titre de confession ou sous tout autre titre, ne pourront être publiés ni devenir la matière de l'enseignement, avant que le gouvernement en ait autorisé la publication ou promulgation.

« ART. 5. Aucun changement dans la discipline n'aura lieu sans la même autorisation.

« ART. 6. Le conseil d'Etat connaîtra de toutes les entreprises des ministres du culte, et de toutes dissensions qui pourront s'élever entre ces ministres.

« ART. 7. Il sera pourvu au traitement des pasteurs des églises consistoriales; bien entendu qu'on imputera sur ce traitement les biens que ces églises possèdent, et le produit des oblations établies par l'usage ou par des règlements.

« ART. 8. Les dispositions portées par les *articles organiques* du culte catholique, sur la liberté des fondations, et sur la nature des biens qui peuvent en être l'objet, seront communes aux églises protestantes.

« ART. 9. Il y aura deux académies ou séminaires dans l'est de la France, pour l'instruction des ministres de la confession d'Augsbourg.

« ART. 10. Il y aura un séminaire à Genève pour l'instruction des ministres des églises réformées.

« ART. 11. Les professeurs de toutes les académies ou séminaires seront nommés par le premier consul.

« ART. 12. Nul ne pourra être élu ministre ou pasteur d'une église de la confession d'Augsbourg s'il n'a étudié, pendant un temps déterminé, dans un des séminaires français destinés à l'instruction des ministres de cette confession, et s'il ne rapporte un certificat en bonne forme, constatant son temps d'étude, sa capacité et ses bonnes mœurs.

« ART. 13. On ne pourra être ministre ou pasteur d'une église réformée, sans avoir étudié dans le séminaire de Genève, et si on ne rapporte un certificat dans la forme énoncée dans l'article précédent.

« ART. 14. Les règlements sur l'administration et la police intérieure des séminaires, sur le nombre et la qualité des professeurs, sur la manière d'enseigner, et sur les objets d'enseignement, ainsi que sur la forme des certificats ou attestations d'étude, de bonne conduite et de capacité, seront approuvés par le gouvernement.

TITRE II. — *Des églises réformées.*

SECTION Ire. — *De l'organisation générale de ces églises.*

« ART. 15. Les églises réformées de France auront des pasteurs, des consistoires locaux et des synodes.

« ART 16. Il y aura une église consistoriale pour 6000 âmes de la même communion.

« ART. 17. Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'un synode.

SECTION II. — *Des pasteurs et des consistoires locaux.*

« ART. 18. Le consistoire de chaque église sera composé du pasteur ou des pasteurs desservant cette église, et d'anciens ou notables laïques, choisis parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions directes; le nombre de ces notables ne pourra être au-dessous de six, ni au-dessus de douze.

« ART. 19. Le nombre des ministres ou pasteurs, dans une même église consistoriale, ne pourra être augmenté sans l'autorisation du gouvernement.

« ART. 20. Les consistoires veilleront au maintien de la discipline, à l'administration des biens de l'église et à celle des deniers provenant des aumônes.

« ART. 21. Les assemblées des consistoires seront présidées par le pasteur ou par le plus ancien des pasteurs. Un des anciens ou notables remplira les fonctions de secrétaire.

« ART. 22. Les assemblées ordinaires des consistoires continueront de se tenir aux jours marqués par l'usage.

« Les assemblées extraordinaires ne pourront avoir lieu sans la permission du sous-préfet, ou du maire en l'absence du sous-préfet.

« ART. 23. Tous les deux ans, les anciens du consistoire seront renouvelés par moitié; à cette époque, les anciens en exercice s'adjoindront un nombre égal de citoyens protestants, chefs de famille, et choisis parmi les plus imposés au rôle des contributions directes de la commune où l'église consistoriale sera située, pour procéder au renouvellement.

« Les anciens sortants pourront être réélus.

« ART. 24. Dans les églises où il n'y a point de consistoire actuel, il en sera formé un. Tous les membres seront élus par la réunion de vingt-cinq chefs de famille protestants, les plus imposés au rôle des contributions directes ; cette réunion n'aura lieu qu'avec l'autorisation et en la présence du préfet ou du sous-préfet.

« ART. 25. Les pasteurs ne pourront être destitués qu'à la charge de présenter les motifs de la destitution au gouvernement, qui les approuvera ou les rejettera.

« ART. 26. En cas de décès ou de démission volontaire, ou de destitution confirmée d'un pasteur, le consistoire, formé de la manière prescrite par l'article 18, choisira à la pluralité des voix pour le remplacer.

« Le titre d'élection sera présenté au premier consul par le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, pour avoir son approbation.

« L'approbation donnée, il ne pourra exercer qu'après avoir prêté, entre les mains du préfet, le serment exigé des ministres du culte catholique.

« ART. 27. Tous les pasteurs actuellement en exercice sont provisoirement confirmés.

« ART. 28. Aucune église ne pourra s'étendre d'un département dans un autre.

SECTION III. — *Des synodes.*

« ART. 29. Chaque synode sera formé du pasteur, ou d'un des pasteurs, et d'un ancien notable de chaque église.

« ART. 30. Les synodes veilleront sur tout ce qui concerne la célébration du culte, l'enseignement de la doctrine et la conduite des affaires ecclésiastiques. Toutes les décisions qui émaneront d'eux, de quelque nature qu'elles soient, seront soumises à l'approbation du gouvernement.

« ART. 31. Les synodes ne pourront s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement.

« On donnera connaissance préalable au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées. L'assemblée sera tenue en présence du préfet ou du sous-préfet; et une expédition du procès verbal des délibérations sera adressée, par le préfet, au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, qui, dans le plus court délai, en fera son rapport au gouvernement.

« ART. 32. L'assemblée d'un synode ne pourra durer que six jours.

TITRE III. — *De l'organisation des églises de la confession d'Augsbourg.*

SECTION Ire. — *Dispositions générales.*

« ART. 33. Les églises de la confession d'Augsbourg auront des pasteurs, des consistoires locaux, des inspections et des consistoires généraux.

SECTION II. — *Des Ministres ou Pasteurs et des Consistoires locaux de chaque église.*

« ART. 34. On suivra, relativement aux pasteurs, à la circonscription et au régime des églises consistoriales, ce qui a été prescrit par la section II du titre précédent, pour les pasteurs et pour les églises réformées.

SECTION III. — *Des Inspections.*

« ART. 35. Les églises de la confession d'Augsbourg seront subordonnées à des inspections.

« ART. 36. Cinq églises consistoriales formeront l'arrondissement d'une inspection.

« ART. 37. Chaque inspection sera composée d'un ministre et d'un ancien ou notable de chaque église de l'arrondissement; elle ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement. La première fois qu'il écherra de la convoquer, elle le sera par le plus ancien des ministres desservant les églises de l'arrondissement. Chaque inspection choisira dans son sein deux laïques et un ecclésiastique qui prendra le titre d'inspecteur, et qui sera chargé de veiller sur les ministres et sur le maintien du bon ordre dans les églises particulières.

« Le choix de l'inspecteur et des deux laïques sera confirmé par le premier consul.

« ART. 38. L'inspection ne pourra s'assembler qu'avec l'autorisation du gouvernement, en présence du préfet ou du sous-préfet, et après avoir donné connaissance préalable au conseiller d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières que l'on se proposera d'y traiter.

« ART. 39. L'inspecteur pourra visiter les églises de son arrondissement; il s'adjoindra les deux laïques nommés par lui, toutes les fois que les circonstances l'exigeront; il sera chargé de la convocation de l'assemblée générale de l'inspection. Aucune décision émanée de l'assemblée générale de l'inspection ne pourra être exécutée sans avoir été soumise à l'approbation du gouvernement.

SECTION IV. — *Des Consistoires généraux.*

« ART. 40. Il y aura trois consistoires généraux : l'un à Strasbourg, pour les protestants de la confession d'Augsbourg, des départements du Haut et Bas-Rhin ; l'autre à Mayence, pour ceux des départements de la Sarre et du Mont-Tonnerre ; et le troisième à Cologne, pour ceux des départements de Rhin et Moselle, et de la Roer.

« ART. 41. Chaque consistoire sera composé d'un président laïque protestant, de deux ecclésiastiques inspecteurs et d'un député de chaque inspection.

« Le président et les deux ecclésiastiques inspecteurs seront nommés par le premier consul.

« Le président sera tenu de prêter, entre les mains du premier consul ou du fonctionnaire public qu'il plaira au premier consul de déléguer a cet effet, le serment exigé des ministres du culte catholique.

« Les deux ecclésiastiques inspecteurs et les membres laïques prêteront le même serment entre les mains du président.

« ART. 42. Le consistoire général ne pourra s'assembler que lorsqu'on en aura rapporté la permission du gouvernement, et qu'en présence du préfet ou du sous-préfet, on donnera préalablement connaissance au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes, des matières qui devront y être traitées.

« L'assemblée ne pourra durer plus de six jours.

« ART. 43. Dans le temps intermédiaire d'une assemblée à l'autre, il y aura un directoire composé du président, du plus âgé des deux ecclésiastiques inspecteurs, et de trois laïques, dont un sera nommé par le premier consul ; les deux autres seront choisis par le consistoire général.

« ART. 44. Les attributions du consistoire général et du directoire continueront d'être régies par les règlements et coutumes des églises de la confession d'Augsbourg, dans toutes les choses auxquelles il n'a point été formellement dérogé par les lois de la république et par les présents articles. »

Jusqu'à l'époque du concordat de l'an X, la religion protestante avait été laissée, comme la religion catholique, sous l'empire des lois qui, proclamant la liberté illimitée des cultes, n'en reconnaissaient aucun.

Lorsque le premier consul eut *organisé* le culte catholique par son concordat avec le Pape, il voulut, en érigeant en loi les *articles organiques*, régler aussi l'exercice du culte protestant dans ses rapports avec l'autorité temporelle.

La même loi du 18 germinal an X, qui avait ordonné la promulgation du concordat, et avait ajouté les *articles organiques* du culte catholique, promulgua quarante-quatre *articles organiques* des cultes protestants. Ces *articles*, comme on le voit par le texte ci-dessus, ont pour objet des dispositions générales sur les deux communions protestantes et des dispositions spéciales sur les églises réformées, c'est-à-dire les calvinistes; et sur les églises de la confession d'Augsbourg, c'est-à-dire les luthériens.

Nous dirons à peu près des *articles organiques* des cultes protestants, ce que nous avons dit des *articles organiques* du culte catholique. Les auteurs, après avoir adopté contre le clergé catholique des mesures de défiance qui n'étaient pas dans le concordat, crurent devoir tenir la balance égale, en réglementant les cultes protestants de manière à ce qu'ils fussent complètement soumis à la puissance temporelle.

Aussi, les protestants n'ont pas cessé de réclamer contre des entraves, quelquefois inutiles, et peu en harmonie avec le principe de liberté que l'on avait souvent écrit dans les lois depuis 1790.

Une sorte de protestation fut même publiée en l'an X, revêtue des signatures de personnages notables et de pasteurs du culte protestant, à peu près à l'imitation de la protestation du cardinal Caprara contre les *articles organiques* du culte catholique. On se plaignait surtout de ce que la loi n'avait pas fait mention de synodes nationaux admis de tout temps en France ; on désirait que le recours au conseil d'Etat ne fût pas autorisé par un mot arbitraire, comme celui d'*entreprises* ; on demandait la remise des édifices consacrés au culte et non aliénés ; on s'élevait contre la règle qui exigeait une population de 6,000 âmes pour établir une église consistoriale. D'autres regrettaient que les *articles organiques* ne reconnussent pas le corps des diacres qui, jusqu'alors, avaient été nommés pour aider les pasteurs; enfin, on faisait des vœux pour que les élections, dont le gouvernement s'était emparé, fussent rendues à la complète liberté d'un vote universel (1).

Malgré ces réclamations, les *articles organiques* de l'an X ont été pendant longtemps la règle sur l'administration des cultes protestants en France. Cependant de bons esprits pensaient qu'une plus grande indépendance aurait des effets salutaires. Quant au culte réformé, malgré son principe de complète égalité des églises, on désirait qu'il eût un centre commun, créant, non pas une suprématie religieuse, mais une union des intérêts.

Divers règlements avaient essayé de pourvoir à ce qui manquait à la loi du 18 germinal an X. Enfin, un décret du 26 mars 1852, rap-

(1) *Voyez* le *Lien*, journal protestant, année 1850, pag. 125, et année 1852, pag 458.

orté sous le mot PROTESTANT, a voulu donner aux cultes protestants ne organisation légale et définitive, tout en maintenant, par son rticle 15, la loi organique du 18 germinal an X, en ce qui n'était as contraire à ses dispositions. (*Voyez* PROTESTANT.)

§ II. *Défense des* ARTICLES ORGANIQUES *par Portalis.*

Les *articles organiques*, qui ont mis et mettent encore tant d'entraves à la liberté de l'Eglise, sont le fondement et la source de notre droit civil ecclésiastique actuel. Ils renouvellent, comme nous avons dit ci-dessus, quelques unes des erreurs de la constitution civile du clergé, et ils ont eu pour but de faire revivre une grande partie des empiétements que les parlements jansénistes s'étaient efforcés de faire sur l'Eglise. Portalis l'avoue ingénuement: *Ils n'en ont*, dit-il, *qu'une nouvelle sanction.*

Nous avons cité, dans notre *Cours de droit canon*, les réclamations et protestations dont ils furent l'objet de la part du Saint-Siége, et nous avons rapporté ces précieux documents. Il était naturel que Portalis, conseiller d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes et qui avait été le principal rédacteur des *articles organiques*, prît la défense de son ouvrage, attaqué par le Saint-Siége, et qu'il cherchât à le justifier aux yeux du premier consul; c'est ce qu'il fit par son *Exposition des maximes et des règles* qu'ils consacraient. Ce travail, d'une assez grande étendue, et que, pour ce motif, nous n'avons pu insérer dans notre première édition, comme nous en avions eu le projet d'abord, mérite cependant la plus grande attention, en ce que, émané de l'auteur lui-même des *articles organiques*, il en explique le véritable sens et en offre le commentaire le plus naturel, le plus sûr, le plus sincère. Bien que nous en ayons donné quelques fragments dans cette première édition, nous croyons convenable et en même temps utile à nos lecteurs de le rapporter en entier dans celle-ci. Nous empruntons ce document à l'ouvrage donné au public par M. Frédéric Portalis, sous ce titre: *Discours, rapports et travaux inédits sur le concordat de* 1801, *et les articles organiques publiés en même temps que ce concordat.*

Nous avons inséré, d'après le *Moniteur* de 1802, dans notre *Cours de droit canon*, sous le mot CONCORDAT, le rapport et le discours sur les *articles organiques*, lus par Portalis au conseil d'Etat et au Corps-Législatif, celui-ci complète, pour nos deux ouvrages, tout ce qui concerne cette importante question.

Nous n'avons pas besoin de dire qu'en consignant ici ce document, nous sommes bien éloigné d'en approuver la doctrine. Nous ne réfuterons pas tout ce qu'il renferme de faux et d'hostile à la

liberté de l'Eglise (1). Tout le monde sait que son auteur, homme fort instruit d'ailleurs, était imbu des principes parlementaires qui ont été si funestes à la religion et à la monarchie et qui ont, conséquemment amené les perturbations dont nous sommes les tristes témoins. Plaise à Dieu que nos gouvernants le reconnaissent un jour, et qu'ils relèguent loin d'eux des doctrines dont les conséquences sont si désastreuses.

Il est indubitable qu'il y avait, dans les principes que rappelle et que défend Portalis, des choses vraies ou du moins tolérables sous le gouvernement de nos anciens rois, qui se disaient et qui étaient réellement les protecteurs de l'Eglise en même temps qu'ils en étaient les fils aînés, alors que la religion catholique, apostolique, romaine était la religion exclusive de l'Etat. Mais sous l'empire de nos nouvelles constitutions, qui admettent la liberté des cultes et n'en reconnaissent officiellement aucun à l'Etat, l'application de ces principes par le gouvernement ne serait plus qu'une odieuse tyrannie, une amère dérision et une absurdité palpable. Nous les rappelons donc ici, non pas pour qu'on les applique dans la pratique, mais pour donner occasion de les combattre et conquérir ainsi, de plus en plus, la liberté pleine et entière de notre culte, qui, depuis trop longtemps, se débat dans les entraves d'une légalité jalouse et tracassière.

Des personnes graves et toutes dévouées à la sainte liberté de l'Eglise pensent qu'on devrait s'abstenir de rapporter dans les ouvrages de droit civil ecclésiastique les lois, décrets, ordonnances et décisions ministérielles qui ont pour but d'entraver cette liberté, parce que, disent-elles, c'est donner par là occasion à l'autorité civile de les appliquer dans la pratique, tandis que si on les laissait dans le silence, ils tomberaient en désuétude. On nous permettra de ne pas donner dans une semblable erreur. L'autorité civile, qu'on ne se fasse pas illusion à cet égard, ne connaît que trop ces documents pour en user et en abuser à son gré ; le clergé, au contraire, et les écrivains catholiques ne les connaissent pas assez pour les attaquer, les combattre et les faire rapporter ou, du moins, les faire modifier, et les rendre en tout conformes aux principes de notre droit public actuel.

Le gouvernement, par exemple, connaissait bien le fameux rapport qui nous suggère ces réflexions ; il en faisait la règle de sa conduite dans les affaires ecclésiastiques, sans que ce document pût être contrôlé en quoi que ce soit, puisqu'il était inédit et, par

(1) Cette réfutation est en partie faite par le cardinal Caprara dans ses *Réclamations*, insérées dans notre *Cours de droit canon*, sous le mot ARTICLES ORGANIQUES. Portalis ne fait ici qu'essayer de répondre à ces *Réclamations* du Saint-Siége.

conséquent, inconnu. Il n'en était que plus dangereux. Aussi, savons-nous pertinemment que lorsque M. F. Portalis publia ce document, le chef de l'Etat (Louis-Philippe) et le ministre des cultes d'alors (M. Martin du Nord) songèrent sérieusement à inquiéter M. F. Portalis pour avoir fait cette imprudente publication ; elle n'eût jamais été autorisée si ce document ne se fut trouvé parmi les papiers de famille de l'auteur des *articles organiques*. C'est ce qui nous a déterminé à en donner ici le texte. Il paraît que, jusqu'en 1838, il n'en existait qu'un seul exemplaire, qui faisait partie de la bibliothèque du roi, et que M. Barthe, en sa qualité de ministre des cultes, obtint alors qu'une copie en fut faite pour l'usage du ministère.

Quoiqu'il en soit, Portalis prétend « qu'il suffit qu'une religion soit *autorisée* par le magistrat politique, pour que le magistrat doive s'occuper du soin de la rendre utile et d'empêcher qu'on en abuse. » C'est là une maxime dont la conséquence directe est que le magistrat civil a le droit de s'ingérer dans l'administration des affaires ecclésiastiques ; aussi, s'efforce-t-il d'établir, par des raisons plus ou moins spécieuses, ce système, qui a été la source de tous les empiétements de l'Etat sur l'Eglise et la cause de tant d'appels comme d'abus, dont l'unique résultat a été de tourner le gouvernement en dérision, sans obvier à aucun mal. « En autorisant un culte, ajoute Portalis, l'Etat s'engage à en protéger la doctrine, la discipline et les ministres ; » c'est juste, mais, sous prétexte de protection, l'Etat ne peut ni ne doit régenter les ministres de l'Eglise, ni s'ooccuper de la doctrine et de la discipline. Il doit laisser ce soin aux évêques et leur donner pour cela toute la liberté qu'il garantit à tous les autres citoyens, et qui, d'ailleurs, est écrite dans la Constitution.

« Sans doute, dit encore Portalis, le souverain aurait tort de connaître de matières purement spirituelles comme magistrat politique ; mais il en a toujours connu comme *protecteur*. » Il est évident, ce nous semble, pour quiconque n'est pas imbu de préventions hostiles à l'Eglise, que la *protection* garantie indistinctement à tous les cultes par notre Constitution nouvelle ne peut être la même que celle que le roi, en sa qualité d'évêque du dehors, accordait autrefois exclusivement à l'Eglise catholique. Il ne faut donc pas rappeler les idées et la pratique d'un autre âge, puisqu'ils ne peuvent plus avoir aucun rapport avec les idées et les mœurs de nos temps modernes ! Car de deux choses l'une, ou il faut rétrograder aux temps passés et en adopter la législation avec ses avantages, ses priviléges et ses inconvénients, ou bien il faut mettre notre droit civil ecclésiastique en relation avec notre droit constitutionnel actuel.

Enfin, il est une observation très-importante à faire, c'est qu'au-

trefois le souverain était tellement *protecteur* de l'Eglise, qu'il faisait des déclarations pour rendre ses décrets et les canons des conciles lois de l'Etat et en ordonner l'exécution, avec défense à tous les citoyens, sans exception aucune, sous les peines temporelles, d'y contrevenir. Or, ces motifs ne sont plus ceux qui dirigent aujourd'hui le gouvernement, puisque la religion catholique n'est plus la religion de l'État, qui en admet et en reconnaît plusieurs autres avec les mêmes droits et la *même protection.*

Ces réflexions préliminaires nous ont paru nécessaires pour faire apprécier le rapport de Portalis, si dangereux du reste et si subtil. Nous l'accompagnons de quelques notes que nous aurions pu et peut-être dû multiplier davantage. Mais ce rapport est si long que nous n'avons pu nous résigner à l'allonger encore. Pour distinguer nos notes de celles de Portalis, nous les avons indiquées par des astérisques.

EXPOSITION *des maximes et des règles consacrées par les articles organiques de la convention passée le 26 messidor an IX entre le gouvernement français et le Pape Pie VII.*

PAR J.-E.-M.-PORTALIS,

Conseiller d'Etat, chargé de toutes les affaires concernant les cultes.

RAPPORT *présenté au gouvernement de la république par le conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes.*

Du 5e jour complémentaire an XI, (22 septembre 1803.)

« Citoyen premier consul,

« Le pape, dans son allocution portant ratification du Concordat, s'était réservé de vous faire des représentations sur quelques dispositions des *articles organiques.* En lisant cette protestation (*), rédigée d'ailleurs dans les termes les plus modérés, j'ai cru qu'il était de mon devoir de mettre sous vos yeux les textes et les maximes qui ont servi de base aux *articles organiques.*

« J'ai été confirmé dans cette idée par le résultat de ma correspondance et par l'examen que j'ai fait de divers écrits que les anciens évêques démissionnaires résidant à Londres ont publié contre le Concordat.

« Je me suis convaincu que les ennemis de l'ordre actuel, à la fois malveillants et peu éclairés, s'étaient imaginé que l'on avait voulu créer une nouvelle Eglise et une nouvelle discipline. De là leurs déclamations (**) absurdes contre la loi du 18

(*) *Voyez* dans notre *Cours de droit canon,* cette protestation et toutes les autres pièces relatives au concordat et aux *articles organiques.*

(**) Ces *déclamations* qui n'ont pas cessé depuis lors, n'étaient pas si *absurdes.* Les *ennemis de l'ordre actuel,* dont parle Portalis, n'étaient rien autre chose que le pape, le cardinal Caprara, de savants évêques et tout ce que le clergé français possédait alors de plus *éclairé* et de moins *malveillant,* mais aussi de plus opposé aux doctrines schismatiques qu'on cherchait à faire prévaloir dans les *articles organiques.*

erminal an X. Les membres distingués du clergé n'étaient point séduits par ces éclamations ; ils étaient trop instruits pour ne pas en sentir le vice. Mais des prêtres plus timides et moins versés dans la connaissance des affaires ecclésiastiques e trouvaient plongés dans une pénible incertitude. Ceux d'entre ces prêtres qui aient de bonne foi m'ont communiqué leurs doutes avec loyauté, et ils ont été atisfaits de la solution.

Le rétablissement du culte en Franee appartient en entier au génie du premier onsul. Quand on considère les circonstances dans lesquelles il s'est opéré, on voit u'aucun évènement connu de l'histoire ne peut être comparé à ce prodige politique et moral.

« Mais je répondrais mal à la confiance dont le premier consul m'a honoré si je ne ui exposais les principes qui ont motivé les dispositions législatives dont la rédaction m'avait été confiée. La plupart de ces dispositions ne sont devenues suspectes certains prêtres que parce qu'elles avaient obtenu dans toute l'Europe l'approbation des savants et des philosophes (*). J'ai pressé la cour de Rome de réaliser es protestations qu'elle avait annoncées ; M. le cardinal légat a rompu le silence, et m'a fait connaitre par une note officielle les articles que ces protestations concernaient. La note de M. le cardinal légat se trouve réfutée d'avance par la discussion ue j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui au premier consul, et qui embrasse un plus grand nombre d'objets, parce qu'elle est relative à tout ce qui avait été attaqué par les évêques démissionnaires. Après avoir pris les ordres du premier consul, je répondrai séparément à la lettre de M. le cardinal légat ; ma réponse ne roulera que sur les choses qui font la matière précise de cette note. Dans ce moment je réponds à tout ; j'embrasse le système entier des *articles organiques*, et je rappelle sur chacun de ces *articles* les canons et les anciennes lois qui lui servent d'appui. On verra par l'ensemble de l'ouvrage que le gouvernement français a su fixer l'utile alliance qui doit subsister entre l'Etat et l'Eglise, et que par ces lois, qui lient à jamais la politique à la religion, et dont la haute sagesse est un bienfait du premier consul, il a bien mérité non-seulement de la France, mais de la société générale du genre humain (**).

« Salut et respect.

« PORTALIS. »

Observations préliminaires.

« Les *articles organiques* de la convention passée entre le gouvernement français et le pape Pie VII n'introduisent point un droit nouveau ; ils ne sont qu'une nouvelle sanction des maximes antiques de l'Eglise gallicane (***).

« Des hommes peu éclairés (****) ont pu voir dans ces *articles* des changements arbitraires et des atteintes portées à la discipline. Si ces hommes sont de bonne foi, il suffira de les instruire pour les détromper.

(*) Des savants et des philosophes, soit ; mais non des papes et des canonistes orthodoxes qui sont seuls juges compétents en cette matière.

(**) Il eut été plus glorieux de bien mériter de l'Église. C'était le point capital dans cette question. Mais on a soin de l'éluder.

(***) Cet aveu en est la condamnation.

(****) Nous venons de dire quels étaient ces *hommes peu éclairés* que Portalis se charge d'*instruire pour les détromper*.

« Après dix ans de schisme et d'anarchie, il importe de rappeler des vérités oubliées ou obscurcies; car, dans les temps de confusion et de trouble, l'esprit de parti dénature tout : ce qui était *règle*, on l'appelle *abus* ; ce qui était exception, on l'appelle règle. On est entraîné par les circonstances plutôt qu'on n'est gouverné par des principes; on change de doctrine en changeant de position : mille causes diverses égarent l'esprit en aigrissant et en corrompant le cœur. Il n'y a de constant et de fixe que le mouvement rapide et perpétuel de toutes choses (*).

« A la renaissance de l'ordre on a presque toujours besoin de remonter jusqu'aux premières définitions.

« C'est un autre fait, que, dans le cours des événements révolutionnaires, de vastes contrées ont été incorporées à la France par le courage et les brillantes conquêtes de nos armées. Les ecclésiastiques de ces contrées étaient régis par des coutumes particulières ; ils n'avaient aucune idée de notre droit canonique (**) ; ils respecteront nos maximes quand nous leur aurons appris à les aimer. L'instruction fait tout; elle bannit les préjugés et les erreurs, comme la lumière chasse les ténèbres.

Principes généraux.

« Les fondements sur lesquels reposent les *articles organiques* sont l'indépendance des gouvernements dans le temporel, la limitation de l'autorité ecclésiastique aux choses purement spirituelles, la supériorité des conciles généraux sur le pape, et l'obligation commune au pape et à tous les autres pasteurs de n'exercer leur autorité ou leur ministère que d'une manière conforme aux canons reçus dans l'Eglise et consacrés par le respect du monde chrétien (***).

« Avant la révélation et l'institution du sacerdoce, il y avait des gouvernements, et ces gouvernements étaient légitimes. Les droits de la société humaine ne reconnaissent d'autre auteur que l'auteur même de la nature, créateur et conservateur de l'ordre social. D'où il suit que le gouvernement civil est en soi indépendant de quelque autre puissance que ce soit.

« La révélation et l'institution du sacerdoce n'ont point altéré les pouvoirs de l'autorité civile; ils n'ont point diminué les droits de l'empire : car l'Église n'a reçu aucune puissance directe ou indirecte sur le temporel des États, ni parmi les nations chrétiennes, ni parmi celles qui ne le sont pas : son divin fondateur a lui-même déclaré que son royaume n'était pas de ce monde (1) ; il a refusé de prononcer sur une contestation qui était relative à des droits civils (2) ; il a recommandé l'obéissance aux lois et gouvernements établis (3).

(1) Evangile St-Jean, chap. XVIII, 36. — *Voyez* notre note ci-après, p. 261.
(2) Saint Luc, chap. XII. 14.
(3) St-Matthieu, chap. XXIII, 21.

(*) Les sages observations que fait ici Portalis, expliquent ses propres aberrations, car il est bien vrai de dire que, *dans les temps de confusion et de trouble, l'esprit de parti dénature tout ;* il en donne ici la preuve la plus palpable.

(**) Ces ecclésiastiques étaient régis, non par des coutumes particulières; mais, ce qui est bien différent, par le droit commun à toute l'Eglise, la France exceptée ; ils n'avaient aucune idée, il est vrai, de *notre* droit canonique national et schismatique, mais ils connaissaient très-bien le droit canonique de l'Église catholique.

(***) Les principes posés ici comme fondements des *articles organiques* sont schismatiques, par conséquent ceux-ci le sont en grande partie.

« Il est sans doute une autorité qui est propre à l'église ; mais cette autorité ne ressemble sous aucun rapport à celle qui s'exerce dans chaque État sous le nom de puissance publique. Nous lisons partout dans les Écritures que les apôtres et conséquemment leurs successeurs n'ont reçu de pouvoir que sur les choses qui intéressent le salut (1), parce qu'ils n'ont été envoyés que pour annoncer le royaume de Dieu (2) ; que leur ministère n'est qu'un ministère de prière et de prédication (3) ; qu'il consiste essentiellement dans l'administration et dans l'enseignement des vérités saintes, (4), et qu'il n'y a rien de commun avec l'empire qui compète aux gouvernements humains (5).

« Aussi, loin de vouloir s'arroger la puissance temporelle, les apôtres ont fait un précepte formel de la soumission due à ceux qui exercent cette puissance (6) ; et, comme s'ils avaient parlé pour notre temps, ils ont publié que cette soumission et le bon exemple qu'elle donne sont le vrai moyen de réduire au silence des hommes téméraires qui calomnient le christianisme, parce qu'ils le méconnaissent (7).

« On ne peut trop avertir que l'Écriture n'entend comprendre ici, sous le nom de *puissances*, que les gouvernements humains, et qu'elle n'a point en vue les supérieurs ecclésiastiques, puisqu'elle place ces supérieurs, de quelque rang qu'ils soient, parmi ceux qui doivent obéir. Le précepte s'adresse *à tout homme, au prêtre, à l'évangéliste, à l'apôtre* (8), qui doivent également garder l'obéissance due au magistrat civil et politique (9) ; obéissance qui réunit à la nécessité d'*obligation* et de *conscience* qu'imposent les lois, la nécessité d'exécution. C'est ce qui nous est enseigné par les plus célèbres Pères de l'Église, saint Augustin, saint Irénée (10), tous les anciens papes, dont les paroles, recueillies dans le corps du droit canonique

(1) Omnis... pontifex constituitur in iis quæ sunt ad Deum. *Épit aux Héb.* v. 1...
(2) Et misit illos prædicare regnum Dei. *St Luc,* IV, 2.
(3) Orationi et ministerio verbi instantes erimus. *Actes des Apôtres.*
(4) Ite, docete, baptisantes in nomine Patris.
(5) Reges gentium dominantur eorum, vos autem non sic.
(6) Omnis anima sublimioribus protestatibus subjecta sit.
(7) Subjecti igitur estote omni humanæ creaturæ propter Deum ; sive regi, quasi præcellenti ; sive ducibus tanquam ab eo missis : quia sic est volontas Dei, ut bene, facientes obmutescere faciatis imprudentium hominum ignorantiam. Omnes honorate, fraternitatem diligite, Deum timete, regem honorificate. *Première épitre de St-Pierre,* chap. II, v, 13, 14, 15, 17.
(8) Omnis anima, ostendit enim quod ista imperantur omnibus... Etiam si apostolus, si evangelista, si propheta. *Div. Chrysost., homel* XXII, *in Epist. ad Roman.*
(9) Nec simpliciter dixit Apostolus obediat, sed subdita sit *Div. Chrysost.*
(10) Quod autem ait : Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit, non est enim potestas nisi a Deo, rectissime admonet, ne quis ex eo quod a Domino suo in libertatem vocatus est, factus christianus extollatur in superbiam, et non arbitretur in hujus vitæ itinere servandum esse ordinem suum : ut potestatibus sublimioribus, quibus pro tempore, rerum temporalium gubernatio tradita est, existimet se non esse subdendum. *Div. August., Lib. Expos.* quorum propos. ex Epis. ad Rom.
Ad utilitatem gentium terrenum regnum positum est a Deo... et secundum hoc Dei sunt ministri qui tributa exigunt a nobis in hoc ipsum servientes, et quæ sunt potestates, a Deo ordinatæ sunt. *Iren contr. hæret.* lib. V, cap. XXI.
Et nos in potestate sumus. *Grégor. de Nazian.* Orat. ad præsi irat. et pap.

déclarent que l'Ecriture les soumet comme les autres citoyens aux puissances (1).

« Nous savons que l'ignorance, l'ambition, le fanatisme et une fausse dialectique ont, dans la suite, défiguré ces vérités simples. Ecoutons à cet égard le judicieux abbé Fleury, dans son cinquième discours sur l'histoire ecclésiastique ; il développe l'abus que l'on fit de quelques textes allégoriques pour introduire et propager, au gré des intérêts et des passions, les doctrines les plus absurdes et les plus fausses.

« L'usage le plus pernicieux des allégories, dit cet auteur, est d'en avoir fait des « principes, pour en tirer des conséquences contraires au vrai sens de l'Ecriture et « établir de nouveaux dogmes. Telle est la fameuse allégorie des deux glaives : « Jésus-Christ, près de sa passion, dit à ses disciples qu'il faut qu'ils aient des épées, « pour accomplir la prophétie qui portait qu'il serait mis au nombre des méchants; « Ils disent : Voici deux épées ; il répond : C'est assez. Le sens littéral est évident, « mais il a plu aux amateurs d'allégories de dire que ces glaives, tous deux également matériels, signifient les deux puissances par lesquelles le monde est gouverné, la spirituelle et la temporelle, que Jésus-Christ a dit : c'est assez, et non « pas c'est trop, pour montrer qu'elles suffisent, mais que l'une et l'autre sont nécessaires ; que ces deux puissances appartiennent à l'Eglise, parce que les deux « glaives se trouvent entre les mains des apôtres ; mais que l'Eglise ne doit exercer « par elle-même que la puissance spirituelle, et la temporelle par la main du prince « auquel elle en accorde l'exercice ; c'est pourquoi Jésus-Christ dit à saint Pierre : « Mets ton glaive dans le fourreau, comme s'il disait : Il est à toi ; mais tu ne dois « pas t'en servir de ta propre main ; c'est au prince à l'employer par ton ordre et « sous ta direction.

« Je demande à tout homme sensé si une telle explication est autre chose qu'un « jeu d'esprit, et si elle peut fonder un raisonnement sérieux. J'en dis autant de « l'allégorie des deux luminaires, que l'on a aussi appliquée aux deux puissances, « en disant que le grand luminaire est le sacerdoce, qui, comme le soleil, éclaire « par sa propre lumière ; et l'empire est le moindre luminaire, qui, comme la lune, « n'a qu'une lumière, une vertu empruntée. Si quelqu'un veut s'appuyer sur ces « applications de l'Ecriture et en tirer des conséquences, on en est quitte pour les « nier simplement et lui dire que ces passages sont purement historiques ; qu'il n'y « faut chercher aucun mystère ; que les deux luminaires sont le soleil et la lune, « et rien de plus, et les deux glaives, deux épées bien tranchantes, comme dit saint « Pierre. Jamais on ne prouvera rien au-delà.

« Cependant, ces deux allégories si frivoles sont les plus grands arguments de

(1) Quibus (regibus) non etiam subditos esse sacræ Scripturæ præcipiunt. Pelag. papa I. ad Childebert Gam. dim. *Preuv. des Libertés*, tome II, chap. II, nº 1.

Satagendum est, ut auferendo suscipionis scandalo, obsequium confessionis nsotræ legibus ministremus : quibus nos etiam subditos esse sacræ Scripturæ præcipiunt. Can. Satag. caus., xxv, qu. 1.

Potestas super omnes homines dominorum meorum pietati cœlitus data est... cui (Deus) ei et omnia tribuit, et dominari eum non solum militibus, sed etiam sacerdotibus. *Grég. Mag.* ad imperatur Mat.

Cependant ces grands papes ne faisaient pas difficulté d'appeler les empereurs leurs seigneurs ; aucuns sujets de ces princes ne leur rendaient plus de respect.

Discours du procureur général du parlement de Paris, école de droit civil et canon, 1682.

« tous ceux qui, depuis Grégoire VII, ont attribué à l'Eglise l'autorité sur les Souverains, même pour le temporel, contre les textes formels de l'Ecriture et la tradition constante ; car Jésus-Christ dit nettement, sans figure et sans parabole : « *Mon royaume n'est point de ce monde* (*); et ailleurs, parlant à ses disciples : *Les rois des nations exercent leur domination sur elles ; mais il n'en sera pas ainsi de vous.* Il n'y a ni tour d'esprit ni raisonnement qui puisse éluder des autorités si précises, d'autant plus que pendant sept ou huit siècles, au moins, on les a prises à la lettre, sans y chercher aucune interprétation mystérieuse. »

« Ce que dit l'abbé Fleury sur la manière dont on a interprêté les livres saints dans les premiers âges du christianisme, relativement aux textes qui concernent la nature et les droits de la puissance temporelle, est appuyé sur la doctrine des Pères et sur la conduite constante des chrétiens qui ont vécu dans les plus beaux siècles de l'Eglise, et qui ont préféré le martyre à la rébellion.

« Les Tertullien (1), les Ambroise (2) présentent la puissance des souverains et des gouvernements comme occupant le premier rang dans l'ordre temporel, et comme n'ayant que Dieu seul au-dessus d'elle.

« Tout le monde connaît la fameuse lettre du pape saint Gelase à l'empereur Anastase (3). Le pape distingue admirablement dans cette lettre le sacerdoce d'avec l'empire; il enseigne que l'un et l'autre sont établis de Dieu ; il attribue au sacerdoce l'administration des sacrements et des choses saintes ; il met toute la temporalité dans le ressort de l'empire, ou, ce qui est la même chose, de la souveraineté; et il enseigne hautement que les souverains, dans tout ce qui est temporel, sont absolument indépendants de l'autorité des pontifes, et que ceux-ci leur doivent obéissance.

« Saint Grégoire de Nazianze (4) et saint Augustin (5) s'attachent à prouver l'ex-

(1) Tertullien, *ad Scap.*, *cap.* II; *Apol. cap.* XXX.
(2) St Ambroise, *l. apol. David. cap.* X, *tit.* LI. *tome* I; *edit Bened.*, p. 692.
(3) St Gel., *ep.* VIII *ad Anas. t.* IV, *com.*, p. 1182.
(4) St Greg. Naz., *orat.* III *in Jul.*, p. 82, 84, 85.
(5) St Aug. *in psalm.* CXXIV, *num* VII, *t.* IV, p. 1415.

(*) Fleury, Portalis, et nos docteurs gallicans se plaisent à citer ces paroles divines pour en conclure que la puissance de l'Eglise est purement spirituelle et qu'elle ne peut s'étendre aux choses extérieures. Cette interprétation, trop commune en France, n'est point catholique. Sans doute, dirons-nous après le savant évêque de Langres, Mgr Parisis, *le royaume* de l'Eglise *n'est point de ce monde*, en ce sens que les biens de ce monde ne sont ni l'objet ni la fin dernière de ses travaux, en ce sens qu'elle ne s'en sert que comme d'un instrument fragile et passager. Mais si nos parlementaires entendent par là, ce qui n'est que trop évident, que l'Eglise ne doit posséder ici-bas aucun bien matériel, aucune puissance temporelle, aucun pouvoir extérieur, ou sur les *choses extérieures*, ce sens est faux et condamné comme hérétique par la bulle *Auctorem fidei*, en ces termes : « Propositio affirmans *abu-*« *sum fore auctoritatis Ecclesiæ transferendo illam ultra limites doctrinæ, ac* « *morum, et eam extendendo ad res exteriores*... quatenus indeterminatis illis ver-« bis *extendendo ad res exteriores* notet velut abusum auctoritatis Ecclesiæ, usum « ejus potestatis acceptæ à Deo, quâ usi sunt et ipsi apostoli in disciplina exteriore « constituenda et sancienda. HÆRETICA. »

cellence de la doctrine chrétienne par le devoir qu'elle impose à ceux qui la professent d'être soumis et fidèles aux gouvernements sous lesquels ils vivent.

« L'histoire nous a transmis la conduite que tient le pape Grégoire II lorsque Luitprand, roi des Lombards, s'empara de Ravenne et des pays voisins, sous prétexte que l'empereur Léon était tombé dans l'hérésie et s'était rendu indigne de commander à des chrétiens. Le pape Grégoire II combattit le faux zèle de Luitprand, et il écrivit à *Ursus*, doge de Venise : « Faites en sorte que la ville de Ravenne soit « rendue à l'empire et remise sous l'obéissance de nos seigneurs les illustres em- « pereurs Léon et Constantin, afin que, remplissant toujours avec zèle les devoirs « qu'exige de nous notre sainte croyance, nous puissions, avec l'assistance divine, « demeurer inviolablement attachés à l'Etat et aux empereurs. »

« Le pape Etienne V, écrivant à l'empereur Basile, lui disait que, comme empereur, il représentait Jésus-Christ sur la terre, et qu'il devait, en cette qualité, gouverner les choses temporelles. Ce pape ne se réservait que le gouvernement des choses spirituelles (1).

« La doctrine qui assure l'indépendance du magistrat politique, et qui renferme le sacerdoce dans les limites de l'administration des choses saintes était encore la seule qui fût enseignée dans le dixième siècle. Nous en avons la preuve dans les ouvrages d'Atton, évêque de Verceil, et de Burchard, évêque de Worms ; elle continuait d'être en pleine vigueur sous le pape Alexandre II, prédécesseur immédiat de Grégoire VII.

» Mais sous Grégoire VII tout change : ce pape, trompé par de faux docteurs et par des courtisans ambitieux, publia sans détour le pouvoir direct (*). Boniface VIII réduisit l'usurpation en système, et entreprit de la sanctifier par des allégories et par de fausses applications de l'Ecriture sainte. Quelques-uns des successeurs de ces papes déployèrent même le glaive matériel.

« Comment concilier ces nouvelles doctrines et ces entreprises inouies avec les exemples et l'enseignement uniforme de toute l'antiquité ? Les défenseurs des opinions ultramontaines n'ont pu se dissimuler l'obstacle qu'elles rencontraient dans la sainteté du christianisme et dans la conduite de la primitive Eglise. Ils ont répondu que la primitive Eglise n'a été soumise et modeste que parce qu'elle était trop faible dans ces premiers temps pour annoncer ses droits et en user, *vires non suppetebant* (2). Nous doutons que des hommes qui ne veulent point calomnier la religion, qui ont l'esprit juste et le cœur droit, puissent s'accommoder de cette réponse. Elle ne tend à rien moins qu'à verser sur le christianisme naissant l'opprobre qui s'attachait aux pharisiens ; à introduire une morale dangereuse, qui, s'accommodant aux temps, aux lieux et aux personnes, ne se maintiendrait que par le désaveu d'elle-même, et à faire supposer, entre l'Evangile et la tradition, le contraste perfide de deux préceptes, dont l'un, rendu public pour former des prosélytes, ne

(1) Epit. I, *step.* V, *ad Basil, tome* IX, *com.* p. 366.

(2) Nos contra dicimus eos (reges) hæreticos vel infideles fuisse toleratos, propterea quod ad eos dejiciendos vires Ecclesiæ non suppetebant; potuisse autem Ecclesiam, si vires adfuissent, imo vero etiam debuisse, regibus illis imperium abrogare, nisi causa aliqua esset cur hæc abrogatio in tempus commodius differenda videretur. *Bellarm. De potest. summi pontif. in temporal.*, *cap.* XX, p. 190 et 209.

(*) Le protestant Voigt est beaucoup plus équitable et moins impartial que Porta lis envers saint Grégoire VII.

prêcherait que soumission, et l'autre, plus caché et dit à l'oreille, autoriserait la résistance et le soulèvement dans les temps de force.

« Heureusement les premiers pères semblent avoir prévu l'objection que l'on proposerait un jour, et ils l'ont réfutée d'avance ; car Tertullien et les autres pères de la primitive Eglise, en réclamant contre la persécution dont ils étaient l'objet, disaient aux Empereurs : *Les chrétiens sont nombreux ; ils servent dans les armées ; ils remplissent des places importantes dans la capitale et dans les provinces ; ils pourraient résister ; mais la doctrine qu'ils prêchent leur fait un devoir d'obéir.*

« La soumission des premiers chrétiens n'était donc pas mesurée sur leur faiblesse ou sur leur force ; mais elle était commandée par leur croyance.

« Le reproche de nouveauté proposé contre les opinions ultramontaines demeure donc en son entier. Or, toute nouveauté dans l'Eglise est fausse et profane (1).

« Quelle a été l'influence, quels ont été les terribles effets de ces opinions ? Nous en appelons à l'histoire (2). Elle retrace les maux et les affreux désordres qui en ont été la suite. Or, ce qui troubla la paix n'est et ne peut être la religion (3).

« C'est un autre préjugé contre les doctrines dont nous parlons, que le peu de concert que l'on aperçoit entre ceux qui les enseignent. Les uns reconnaissent dans l'Eglise le pouvoir direct sur toutes les affaires temporelles ; les autres, effrayés des conséquences qui dérivent d'un tel système, se réduisent à l'enseignement du pouvoir indirect ; plusieurs limitent même ce second pouvoir et le modifient de mille manières. On ne trouve de certain dans tous ces docteurs que l'incertitude même qu'ils éprouvent dans l'application de leurs principes.

« Pendant les dix premiers siècles de l'Eglise, il existait une grande harmonie entre les maximes et les exemples, entre la théorie et la pratique, parce qu'on suivait religieusement les paroles et la conduite de celui de qui il avait été écrit qu'il donnerait l'exemple de toutes les vertus, et qu'il enseignerait toute vérité. Il n'en est plus ainsi dès qu'on commence à s'écarter du langage simple de l'Evangile : alors les contradictions naissent de toutes parts : on éprouve partout des résistances et des secousses.

« Sous l'empereur Henri IV (4), Brunon, archevêque de Trèves (5), et le clergé de Liége manifestèrent hautement leur opposition au système des ultramontains. Saint Bernard, dans son livre de la Considération (6), rédigé pour l'instruction du pape Eugène III, se plaignait de ce que les pontifes se mêlaient trop des affaires temporelles ; il en accusait le malheur des temps.

« Je sais, disait-il à ce pape, qu'on trouverait aujourd'hui extraordinaire que vous fussiez absolument étranger à la conduite des affaires humaines ; cependant, continuait le saint docteur, ceux qui parleraient ainsi ne pourraient me faire voir qu'aucun apôtre ait jugé des affaires temporelles, ou partagé des terres et des héritages. Je lis bien dans l'Ecriture que les apôtres ont comparu devant les tribu-

(1) Id esse dominicum et verum quod sit prius traditum, id autem esse extraneum et falsum quod sit posterius immissum. *Tertullian.*

(2) *Vie de l'empereur Henri IV*, p. 382; Hotton de Frésingue, lib. I, cap. I, p. 407; Berthole de Constant. ap. Hermantan. an. 1803, urst. p. 352.

(3) Cum omnibus hominibus pacem habentes. *Rom.* 12, 18.

(4) Concil. Tom. X, p. 630.

(5) Hist. Trevit. *tome* XII, *specil.* p. 242

(6) St Bern. *lib.* I, *de Cons.*, *cap.* VI.

« naux pour être jugés : mais je ne lis nulle part qu'ils aient eux-mêmes été assis « comme juges. »

« Lors des disputes de Philippe-le-Bel avec Boniface VIII, tous les ordres de l'Etat proclamèrent la maxime de l'indépendance du souverain dans le gouvernement temporel, et le clergé de France écrivit au pape qu'il était prêt à soutenir et à défendre cette maxime avec toute la force et l'énergie convenables.

« La bulle *Unam sanctam*, publiée par Boniface VIII, et tendant à établir comme de foi que toute puissance temporelle est soumise au pape, fut improuvée et rétractée par le pape Clément V; car les Français obtinrent de ce pape la décrétale *Meruit*, qui fut une reconnaissance solennelle de l'indépendance de la nation et de ses souverains (1).

« Faut-il parler de ce qui s'est passé relativement à l'interdit prononcé par Paul V contre la république de Venise ? Le pape lança cet interdit parce que le sénat de la république avait porté des lois qui frappaient sur des biens et des personnes ecclésiastiques, et qui avaient déplu à la cour de Rome.

« Le sénat, dans cette grande occurrence, et sous le nom de Léonard Donato, par la grâce de Dieu, doge de Venise, publia un édit dont il importe de rappeler les dispositions; il commence en ces termes :

« Obligé par le devoir de notre charge de veiller à la conservation de la paix et « de la tranquillité publique dans l'Etat dont Dieu nous a donné l'administration, et « de maintenir notre autorité souveraine de prince, qui nous rend indépendant, sur « les choses temporelles, de toute autre puissance que de celle de Dieu.... Ayant « reconnu que ledit bref a été publié contre toute sorte de raison et de justice; « qu'il est contraire à la doctrine de la sainte Ecriture, des saints pères et des saints « canons, préjudiciable à l'autorité séculière que Dieu nous a donnée, et à la liberté « de notre république, et que l'auteur, au grand scandale de tout le monde, veut « nous ôter des droits dont nous sommes de tout temps en possession, nous n'avons « pas hésité à tenir ledit bref non-seulement pour injuste, et auquel on ne doit « aucune obéissance, mais encore pour nul, d'aucun poids, sans autorité; et il nous « a paru en effet si notoirement nul et de nul effet, et fulminé d'une manière si peu « légitime, par voie de fait et sans observer aucune règle de droit, que nous n'a- « vons pas même cru devoir user des remises employées autrefois par nos pères et « par les doges, nos prédécesseurs contre les papes qui, abusant de la puissance « qu'ils avaient reçue de Dieu pour l'édification, entreprenaient d'outrepasser les « bornes de leur véritable autorité. »

« Tous les Vénitiens, ecclésiastiques, religieux, laïques, convaincus de la solidité de la doctrine exposée dans l'édit, obéirent au sénat et regardèrent comme nul le bref de Paul V.

« L'édit du doge et les lois du sénat sur le temporel furent maintenus dans leur entier, quoiqu'elles concernassent des biens et des personnes ecclésiastiques Le sénat n'en révoqua pas un seul article.

(1) « Nous voulons et décrétons que la bulle ou décrétale *Unam sanctam*, de notre « prédécesseur le pape Boniface VIII, ne porte aucun préjudice au roi ni au royaume « de France, et que ledit roi et les habitants dudit royaume ne soient pas plus « sujets à l'Eglise romaine qu'ils ne l'étaient auparavant; mais que toutes choses « soient censées être au même état qu'elles étaient avant la bulle de Boniface, tant « à l'égard de l'Eglise qu'à l'égard du roi ou du royaume et de ses habitants. »

« La cour de Rome ne donna aucune suite au bref de Paul V, qui fut regardé comme non avenu ; et malgré les excommunications portées par ce bref, la république de Venise continua d'être regardée par tous les Papes comme membre de l'Eglise catholique.

« Nous ne finirions pas si nous voulions retracer toutes les oppositions qui se sont manifestées, à différentes époques, contre les doctrines ultramontaines. Il n'est point de nation qui n'ait réclamé contre ces doctrines, avec plus ou moins de courage, avec plus ou moins d'énergie : elles ont été condamnées dans tous les âges par les magistrats, par les tribunaux français et par les plus célèbres théologiens de l'Europe.

« On se prévaudrait vainement de ce qu'elles ont eu pour défenseurs de saints évêques et des hommes recommandables, et de ce qu'on ne répute point hérétiques ceux qui les enseignent.

« L'inquisition ne compte-t-elle pas aussi de saints évêques et des hommes recommandables dans le nombre de ses défenseurs et de ses partisans ? En conclura-t-on que l'inquisition n'est point un établissement odieux (*) ?

« On peut n'être pas hérétique en attaquant la maxime de l'indépendance des gouvernements dans le temporel; mais on est séditieux et criminel d'Etat. On n'est pas hérétique, en prenant cette qualification en rigueur, lorsqu'on enseigne le vol et l'homicide ; mais on n'en mérite pas moins les châtiments dûs à tous ceux qui autorisent des actions criminelles, contraires aux lois humaines et divines.

« Nous terminerons la citation des faits et des autorités sur cette matière par la déclaration solennelle que fit l'Assemblée du clergé de France en 1682.

« Cette déclaration, qui est un véritable monument national (**), porte que « saint Pierre et ses successeurs, vicaires de Jésus-Christ, et que toute l'Eglise même, n'ont reçu de puissance de Dieu que sur les choses spirituelles et concernant le salut, et non point sur les choses temporelles ; qu'en conséquence les gouvernants et les souverains ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique par l'ordre de Dieu, dans les choses temporelles ; qu'ils ne peuvent être privés de leurs droits, directement ni indirectement, par l'autorité des chefs de l'Eglise; que les citoyens ne peuvent être dispensés de la soumission et de l'obéissance qu'ils leur doivent, ni absous du serment de fidélité ; et que cette doctrine, nécessaire pour la tranquillité publique, et non moins avantageuse à l'Eglise qu'à l'Etat, doit être inviolablement suivie, comme conforme à la parole de Dieu, à la tradition des saints Pères et aux exemples des saints (***).

« Le célèbre Bossuet, qui défendit avec tant de force la déclaration que nous venons de transcrire, nous avertit que, par le mot *Souverains*, qui y est employé, on n'entendait pas parler uniquement des rois et des monarques, mais de tout sénat, de toute assemblée, de tout gouvernement qui exerce l'autorité souveraine.

« Mais qu'avons-nous besoin de recourir à des témoignages, à des textes et à des doctrines positives, pour appuyer des vérités évidentes par elles-mêmes ? S'il est

(*) Que n'aurait-on pas à répondre ici à Portalis, si la nature de cet ouvrage le comportait.

(**) *Monument national*, soit, et c'est là son tort ; car un monument *national* en fait de doctrine, ne peut être un monument catholique.

(***) *Voyez* sur cette doctrine le livre intitulé : *La France et le Pape*, par Son Em. le cardinal Villecourt.

une maxime incontestable dans le droit des nations, c'est celle que toute puissance souveraine est indépendante, qu'elle doit se suffire à elle-même, et qu'elle a été pourvue de Dieu de tous les pouvoirs nécessaires à sa conservation. Aucune autre puissance sur la terre n'a le droit de s'ingérer dans son administration, si ce n'est par de bons offices, ou suivant des traités et des conventions.

« Une telle maxime n'a pu être obscurcie que par des scolastiques qui n'avaient aucune connaissance du droit public et qui avaient été égarés par des décrétales supposées, dont la fausseté a été reconnue dans toute l'Eglise. Elle n'a pu paraître douteuse que lorsque le pontife de Rome, devenu souverain, non en vertu de la donation fabuleuse de Constantin, mais par les dons de Pépin et de Charlemagne, a été induit par des courtisans à confondre les droits acquis de la souveraineté temporelle avec les prérogatives et les droits innés de l'apostolat, et lorsque les évêques et les prélats ont possédé des seigneuries qui leur ont donné l'habitude et le goût du pouvoir.

« C'est alors que toutes les idées ont été dénaturées, au milieu de l'ignorance qui régnait dans les cours et dans le clergé, et dont une fausse politique s'appuyait pour attaquer ou pour se défendre; l'ambition était fanatique, et le fanatisme était ambitieux.

« Mais nous ne saurions trop le répéter : il ne faut que du bon sens pour reconnaître que l'indépendance des gouvernements, dans l'ordre temporel, dérive de la nécessité même qui les a fait établir, et tient aux grands principes d'ordre et de tranquillité publique sans lesquels toute société humaine serait impossible, sans lesquels la terre deviendrait inhabitable. Aussi l'apôtre des nations, en nous ordonnant d'obéir aux souverains et de prier pour eux, n'a point appuyé son précepte sur des idées purement religieuses, mais sur la nécessité de reconnaître les gouvernements établis et de leur être fidèles, *si nous voulons mener une vie paisible et tranquille*. Il a reconnu que la question n'était pas théologique, mais qu'elle avait toujours appartenu à la morale civile et au droit social. C'est dans le même esprit que Tertullien, en prêchant le devoir de l'obéissance et de la soumission, observait que *l'empire venant à être ébranlé, tous les membres le sont aussi, et que les pontifes, comme les autres hommes, se trouvent enveloppés dans sa ruine.*

« D'où il suit, dit Bossuet, que l'origine et les droits de la puissance souveraine parmi les hommes sont tirés du fond même de la loi naturelle, qui nous apprend à préférer la paix à la guerre et l'ordre au trouble et a la confusion; d'où il est évident encore, par une conséquence nécessaire, continue le même auteur, « que nous « devons nous soumettre aux gouvernements sous lesquels nous vivons. C'est pour- « quoi il n'y a pas de nation, à moins qu'elle soit, je ne dis pas barbare, mais tout « à fait féroce et vivant à la manière des bêtes sauvages, qui ne reconnaissent quel- « que puissance souveraine. Tant il est vrai que la loi qui nous dicte de reconnaître « un gouvernement, est gravée au dedans de nous, et qu'il n'y a qu'un aveuglement « extrême et une férocité stupide qui puissent l'effacer de nos esprits. »

« En parlant des droits de l'indépendance des gouvernements et des souverains dans les choses temporelles, on n'a jamais distingué les gouvernements et les souverains qui professent la religion catholique d'avec ceux qui ne la professent pas. Les uns et les autres exercent également les droits de la société humaine. Les empereurs, auxquels Dieu et les apôtres ordonnent d'obéir, étaient païens. Tous les catholiques, épars sur le globe et répandus dans les Etats dont les chefs ne professent pas leur culte, ne reconnaissent pas moins le devoir d'obéir à ces chefs et de se con-

former à leurs lois. C'est un principe confirmé par toute l'histoire ancienne et moderne et enseigné par tous les hommes instruits, que le sacerdoce et l'empire sont deux choses également établies de Dieu, mais très-distinctes par leur nature et par leur fin; que, par conséquent, la religion catholique peut exister dans un Etat sans qu'elle soit professée par le gouvernement ou par le souverain de cet Etat ; comme il est vrai de dire qu'un gouvernement ou un souverain peut légitimement et avec indépendance exercer tous les droits attachés à la souveraineté dans un Etat, quelle que soit la religion professée par ce gouvernement ou par ce Souverain.

« Qui pourrait le croire ? Quelques théologiens, forcés, par l'exemple des premiers chrétiens et par les préceptes de l'Evangile et des apôtres, de reconnaître que l'on doit être entièrement soumis aux princes païens et infidèles dans les choses temporelles, ont imaginé de modifier, par rapport aux princes chrétiens et catholiques, l'indépendance qu'ils reconnaissent dans les souverains en général ; d'après ces théologiens, l'Eglise n'a aucun droit de se mêler de l'administration d'un prince qui n'appartient point à l'Eglise ; mais, selon eux, il en est autrement des princes chrétiens et catholiques, qui, par devoir et par conscience, sont nécessairement soumis à l'Eglise, dont l'autorité s'étend indéfiniment sur tous les hommes qui la composent.

« Tout ce raisonnement tombe si l'on démêle l'équivoque.

« Les princes, les souverains, les chefs de l'Etat, les hommes qui participent au gouvernement, contractent, sans doute, dans l'ordre religieux, le devoir d'obéir à l'autorité spirituelle de l'Eglise ; mais le devoir d'obéir à l'autorité spirituelle dans les préceptes du salut, qui soumet à cette autorité le magistrat, le prince, le souverain, en qualité de fidèles, ne lui soumet pas la puissance, parce que la puissance qui régit l'Etat entier ne saurait être soumise ni à un simple membre de l'Etat, c'est-à-dire à l'Eglise nationale, ni à un supérieur étranger, c'est-à-dire au Pape. De plus, les objets relativement auxquels les princes sont soumis à l'autorité spirituelle ne regardent que l'homme spirituel et intérieur, et sont hors de la sphère des objets civils et politiques sur lesquels s'exerce la puissance qui régit les Etats.

« Concluons que la maxime de l'indépendance du gouvernement dans les choses temporelles est la loi suprême de tous les empires ; qu'elle ne peut point être regardée comme un droit particulier à la France ou à quelques autres nations privilégiées, mais qu'elle appartient au genre humain.

« D'après ce qui vient d'être établi, on ne peut admettre l'indépendance des gouvernements dans la temporalité sans admettre cette autre vérité, inséparable de la première, que l'autorité ecclésiastique est limitée aux matières spirituelles. C'est ce qui résulte de la distinction établie par l'Evangile et par toute la tradition entre le sacerdoce et l'empire ; c'est ce qui résulte encore de la force et de la nature même des choses ; car l'hypothèse de deux pouvoirs également parfaits et indépendants sur ces mêmes objets présenterait une espèce de manichéisme qui impliquerait contradiction.

« Mais que doit-on entendre par les mots *matières spirituelles ?* Dans quel cercle faudra-t-il circonscrire ces matières ? Dans l'examen de cette question, des ultramontains cherchent à recouvrer ce qu'ils peuvent perdre par le principe de l'indépendance des gouvernements ou des souverains dans le temporel ; ils font entrer dans les matières spirituelles tout ce qui peut avoir des rapports avec la morale et avec le péché; les plus modérés d'entre eux s'emparent au moins des matières mixtes.

« L'idée de regarder comme spirituelle toute matière qui a quelque rapport avec le péché ou avec la morale deviendrait un principe universel d'attraction qui aurait l'effet de tout attribuer à l'Eglise, puisque la morale embrasse tout. Elle ramènerait

le pouvoir indirect, et même le pouvoir direct ; elle ne laisserait aux souverains que l'administration des choses purement arbitraires et le droit inutile de règler les actes indifférents.

« Le rapport d'une matière vraiment temporelle et de toute loi humaine avec la conscience n'en altère pas l'essence et ne les soustrait point à la puissance séculière.

« La loi, qui est elle-même la conscience publique, a le pouvoir d'obliger les citoyens par le lien intime de la conscience (1). Si le prétexte du rapport des lois à la conscience et à cette religion dont la morale universelle ne laisse rien d'indifférent dans nos actions, avait le pouvoir de spiritualiser le temporel, ce prétexte conduirait à priver entièrement la puissance séculière du droit de faire des lois; la magistrature suprême aurait été transportée à l'Eglise dans sa fondation ; son règne, opposé à celui de Jésus-Christ, serait de ce monde.

« Il faut donc regarder comme matière temporelle toutes les actions et toutes les choses qui n'ont avec la conscience que le rapport général de toutes les actions de la vie et de tout acte moral

« Il y a sans doute des matières mixtes par leur propre substance; mais lorsqu'en posant les bornes des pouvoirs, on attribue aux souverains la disposition des choses temporelles, en réservant aux pasteurs les matières spirituelles, on ne prétend pas laisser comme vacant entre ces limites le vaste empire des matières mixtes, ni permettre à chacune des puissances d'y faire des incursions à son gré, avec une égale autorité et sans aucune règle de déférence; ce qui introduirait une confusion dangereuse et rendrait souvent le devoir de l'obéissance incertain.

« Il faut nécessairement qu'il y ait une puissance supérieure et suréminente qui règne dans ce territoire commun à certains égards ; et c'est celle qui a droit de peser les intérêts respectifs, celle de qui dépend l'ordre public et général, et à laquelle seule appartient le titre de puissance dans le sens propre.

« Les premiers chrétiens ont rendu par leur conduite hommage à ces principes, même sous les princes païens et persécuteurs. Comment pourrait-on les méconnaître quand on peut se féliciter de vivre sous un gouvernement catholique ?

« L'Eglise persécutée obéissait à toutes les lois de police ; elle ne renonçait ni à sa morale ni à ses dogmes ; mais elle était fidèle à toutes les lois des souverains, même à celles qui prohibaient son culte public et qui gênaient le plus fortement sa discipline extérieure.

« Comment l'Eglise protégée, qui a des rapports plus nombreux avec la police de l'Etat, pourrait-elle prétendre se rendre incommode à l'Etat qui la protége ?

« L'alliance de la religion avec les lois du pays multiplie nécessairement les matières mixtes, formées du mélange continuel des intérêts respectifs. Dès-lors ne faut-il pas, pour conserver l'intérêt d'Etat, qu'un zèle outré peut quelquefois compromettre, que le souverain ait sur la société adoptée le droit d'inspection le plus étendu ? C'est pour attacher les souverains à l'Eglise que la religion les a reconnus pour ses protecteurs ; c'est dans le même objet que le chef de l'Eglise et les autres pasteurs se lient à n'user de leur autorité que pour faire respecter, dans toutes les parties de ce grand tout, le législateur temporel.

« Les ecclésiastiques, qui, par leur sacerdoce, appartiennent à l'Eglise univer-

(1) Subditi estote non solum propter iram, sed et propter conscientiam. *St Paul aux Romains*, chap. XIII. Lex humana obligat in foro conscientiæ. — *St Thomas*, 1, 2, 90, art. 2.

elle dont ils font nne portion, et qui, par leur existence civile, sont membres de l'Etat, ont dû se rapporter à l'arbitrage du souverain du soin de concilier les intérêts des deux sociétés religieuse et politique, à moins qu'il ne s'agisse de l'institution divine et de la nécessité du salut. La société religieuse a dû reconnaître dans la société civile, plus ancienne, plus puissante, et dont elle venait faire partie, l'autorité nécessaire pour assurer l'union; et le souverain est demeuré maître de faire prévaloir l'intérêt de l'Etat dans tous les points de discipline où il se trouve mêlé (1), à la charge d'en répondre à Dieu seul.

La loi de la reconnaissance (2) ajoutait encore au devoir naturel des ministres de la religion de chercher dans toutes leurs démarches l'avantage de la patrie qui les a engendrés comme citoyens, et adoptés comme chrétiens; de se souvenir que leur première existence est celle de citoyen; de respecter les mesures prises par le souverain pour la prospérité temporelle de l'empire (3), et le pape, puissance pleinement étrangère quant au temporel, qui, n'ayant avec les différentes églises nationales que le lien de l'unité ecclésiastique dont il est le centre, peut moins que personne contredire les lois qui assurent l'ordre public en réglant les matières mixtes.

On chercherait vainement à s'appuyer, comme l'ont fait quelques docteurs ultramontains, sur ce que, la fin spirituelle étant préférable à la fin temporelle, c'est l'autorité de l'Eglise qui doit prévaloir dans les matières mixtes.

Pourquoi veut-on perdre de vue la distinction qui existe entre le sacerdoce et l'empire ?

Le pape Symmaque mettait les deux pouvoirs, spirituel et temporel, au même rang d'honneur, *certe æqualis est honor* (4); il eût pu dire davantage. L'autorité spirituelle la plus respectable qui soit sur la terre est d'un ordre plus relevé que l'autorité civile, mais nullement supérieure (5).

L'ultramontain même reconnaît qu'entre deux autorités distinctes la prééminence ne suffirait pas pour donner la supériorité (6).

L'argument déduit de l'excellence de la fin spirituelle est donc par lui-même inconcluant.

Quel peut donc être le principe de décision entre le sacerdoce et l'empire dans les matières mixtes? Ce principe nous est indiqué par la religion elle-même, qui

(1) Dans les points de discipline qui concernent l'intérêt de l'Etat en la société civile, c'est le souverain et le chef du corps politique qui est l'arbitre de l'intérêt de l'Etat. *Gibert sur Fevret*, t. II, liv. I, chap. 5, page 263.

(2) Obsecro igitur primum omnium fieri obsecrationes, orationes, postulationes, gratiarum actiones pro omnibus hominibus. *Prima Pauli ad Timoth.*, caput II, v. 1.

(3) Ut quietam et tranquillam vitam agamus. *Prima Pauli ad Timoth.*, cap. II, v. 2.

(4) *Symmaq.* 6, *Apolog. ad Anastas.*, t. IX, conc. 1298.

(5) Combien qu'aux seuls prélats et ministres de l'Eglise soit commise la spiritualité, qui est la plus digne charge du salut des âmes, et interdite aux rois et princes temporels, toutefois, en leur domination temporelle est comprise toute la police publique, de laquelle la première part est la protection, garde et conservation de l'ordre et discipline de l'Etat ecclésiastique. *Du Tillet.*

(6) Quamvis ostensum est ecclesiasticam potestatem esse excellentiorem in perfectione, non inde infertur esse superiorem in subordinatione et propria jurisdictione; non potest facultas una esse minus perfecta quam alia, et non illi subjecta vel subordinata. *Suarez, De legibus*, cap. IX, v. 1 et 2, p. 240.

oblige ses ministres à respecter, dans les chefs des Etats, cette puissance essentiellement une, qui pourvoit à la tranquillité publique, qui, sous ce rapport, veille sur leurs actions extérieures même ecclésiastiques (1), et qui maintient toutes choses dans l'état légitime.

« L'unité de la puissance publique est un principe si nécessaire et si évident que les ultramontains, qui n'ont osé le nier, avaient voulu l'appliquer à l'autorité spirituelle.

« Mais un tel paradoxe ne peut se soutenir quand on réfléchit sur la fin et la nature du pouvoir des chefs.

« Ce pouvoir est purement spirituel comme la religion ; on est forcé de convenir que la religion n'étant que l'éducation de l'homme pour une meilleure vie, ses ministres sont établis, non pour régir l'ordre présent et temporel, mais pour disposer les hommes et les préparer à un bonheur à venir bien au-dessus de toutes les jouissances du siècle.

« Le pouvoir de l'Eglise est donc nécessairement dénué de tout moyen de coaction et de contrainte. De tels moyens seraient évidemment incompatibles avec le caractère de la religion, qui rejette la contrainte (2), à moins qu'on ne veuille changer l'essence des choses, et accorder, comme dit Synesius, les contradictoires, *sociare insociabilia ;* incompatibles avec un ministère qui ne peut s'exercer que sur les âmes (3), et qui, à l'exemple de Dieu même, *n'agit que dans l'ordre du mérite et de la liberté* (4) ; incompatibles avec la nature des peines spirituelles que l'Eglise prononce, et dont l'excommunication est le comble et le dernier terme. Ces peines n'appartiennent point au genre vraiment coactif, par la raison profonde qu'en donne l'abbé Fleury, qu'elles consistent plutôt à s'abstenir et à refuser qu'à faire quelque chose de positif (5).

« L'Eglise oblige la conscience de ceux qu'elle retranche de son sein à fuir ses assemblées ; mais sans l'appui de la puissance temporelle, mais contre une résistance ouverte, elle n'aurait elle-même que la ressource de la fuite, que l'Evangile lui trace à l'égard de la cité où elle serait troublée : *fugite in aliam* (6).

« La censure, bien différente des peines temporelles qui produisent un mal physique et souvent irréparable, est une peine *médicinale* et un moyen de salut. La soumission ou le repentir offrent encore à la liberté un sujet de mérite ou de démérite.

« Nous savons que l'on a voulu donner des effets civils à l'excommunication, et que l'on a voulu en user pour des objets temporels.

« Mais ce sont là des abus, et non des principes.

« L'Evangile, en ordonnant de traiter l'excommunié *comme un païen*, le reconnaît membre de la société civile, qui subsiste, en effet, parmi les païens, et dont l'existence et *les droits sont indépendants de la religion dans l'ordre politique* (7).

(1) Super actiones externas etiam ecclesiasticas. *Jus Belgarum circa Bull. Reuss.*

(2) Ille (rex) cogit ; hic (sacerdos) exhortatur. *Div. Chrysost.*

(3) Pastorem et episcopum animarum, I, *Petri*, II, 25.

(4) *Traité des deux puissances, ou Maximes sur l'abus*, par M. l'abbé de Foy.

(5) Fleury, *Instit. au droit ecclésiastique*, t. II, chap. XXIII, p. 175.

(6) Matth., cap. X, v. 23.

(7) Est ergo imperium, seu civile regimen, religioni subordinatum, et ab eo pendet in ordine morali, non autem in ordine politico, seu quod attinet ad jura societatis humanæ, cum hoc postremo ordine *et religio et imperium sine se invicem esse possint. Defens. decl. cler. gall.*, tome I, part. I, lib. I, sect. II, cap. V, pag. 132.

« D'autre part, l'application des censures à des objets temporels est un attentat au droit de la souveraineté, dont l'indépendance dans les affaires temporelles a déjà été démontrée (1).

« Le droit de fulminer des censures ne suppose donc aucun pouvoir coactif dans les mains de l'Eglise.

« Si on objecte que des Conciles œcuméniques ont prononcé des peines temporelles contre les hérétiques et tous autres infracteurs des lois de l'Eglise, nous répondrons que cela ne se faisait que sur la recommandation ou avec l'autorisation des princes. Le premier canon qui ait prononcé de pareilles peines est le vingt-septième du troisième Concile de Latran, tenu sous Alexandre III. Or, saint Léon, de qui les premières paroles de ce canon sont tirées, observe que les peines temporelles que les ministres de l'Eglise prononcent quelquefois sont empruntées des lois des princes, mais que l'Eglise ne peut par elle-même prononcer que des peines spirituelles. Il serait inutile d'entrer dans de plus grands détails à cet égard. L'explication de saint Léon suffit pour l'intelligence de tous les cas semblables, et elle prévient toutes les équivoques.

« On sait encore que toutes les peines temporelles qui ont été prononcées par des Conciles particuliers, tenus en France ou ailleurs, ne l'ont été qu'avec l'aveu des souverains, d'après leurs propres lois, ou dans l'espoir d'une confirmation prochaine (2). En France, souvent les Conciles étaient autorisés par la présence des princes ou de leurs représentants.

« L'Eglise n'a donc aucun pouvoir coactif; et dès-lors, quand on invoque la maxime de l'unité de la puissance publique, cette maxime ne saurait être appliquée au pouvoir des clefs, auquel le nom de puissance, proprement dite, ne peut convenir. Or, l'on n'a besoin que de la maxime de l'unité de la puissance publique pour résoudre la grande question des matières mixtes.

« Le prince à qui, dans l'enceinte de son empire, tout est dévolu, *non à titre de propriété*, dit Marca, *mais par droit de souveraineté*, le prince à qui seul appartient la juridiction extérieure et proprement dite, c'est-à-dire l'autorité même du pouvoir de contrainte, *sans lequel il n'est point de juridiction parfaite*, est censé posséder tout ce qui, relativement à cette juridiction, peut être controversé. Le ressort et la décision finale de ces controverses ne peuvent donc appartenir qu'à lui (3). Telle

(1) Dans une lutte purement politique, la bulle qui menace d'excommunication est nulle de plein droit. En cette occasion, les foudres du Vatican n'ont rien de redoutable; ce sont des feux passagers qui s'exhalent en fumée, et ne font de mal et de préjudice qu'à ceux qui les ont lancés. *M. Talon, Plaidoyer sur la bulle concernant les franchises, en* 1688.

C'est un abus intolérable que, dans une matière purement profane, le pape se serve des armes spirituelles, qui ne doivent être employées que pour des choses graves et importantes qui regardent le salut des âmes. *Id. ibid.*

(2) Decreta de rebus temporalibus a conciliis etiam œcumenicis prolata rata sunt vel irrita, prout principum vel consensione admittuntur, vel dissensione respuuntur: nedum ad clavium divinam potestatem et ad fidei invariabilem regulam pertinere possint. *Defens. cler. gal.*, tome I, part. I, lib. IV, cap. II, p. 351.

(3) Quum principum condiiio sit melior, ex regula juris civilis, canonici et naturalis; in pari enim causa melior est conditio ejus qui possidet, inquit jurisconsultus. In his autem controversiis, quis dubitare potest, quin princeps ad quem omnia

est la règle de tous les empires, de tous les princes chrétiens depuis Constantin et Justinien jusqu'à nos jours (1). Les jurisconsultes même d'Italie ont reconnu que le souverain est seul juge dans sa propre cause (2), seul juge de sa compétence; et les papes ont soumis aux souverains ou à leurs représentants ce qui pourrait leur être surpris contre les lois (3).

« S'il en était autrement, la majesté de l'empire s'éclipserait au gré des ministres de l'autorité spirituelle, non-seulement du premier d'entre eux, mais encore de chaque prélat qui prétendrait représenter lui seul, vis-à-vis de son propre souverain, tout le ministère spirituel; chacun d'eux, au lieu de respecter les bornes que Dieu a marquées avec la précision nécessaire pour soumettre tous les esprits, pourrait retoucher sans cesse à ces bornes immuables pour accroître son pouvoir.

« Que deviendraient alors ces maximes de religion et d'Etat, que les pontifes doivent être soumis à la puissance publique comme les citoyens ordinaires; que l'Eglise est dans l'Etat (4); que l'Eglise est gouvernée par l'autorité des pontifes et par la puissance des souverains (5); qu'enfin on ne souffre point que les ministres de la religion prononcent sur les limites où s'étend l'autorité temporelle dans les choses ecclésiastiques (6) ?

« Le domaine des matières mixtes appartient donc incontestablement au souverain, au magistrat politique; et depuis longtemps toute difficulté sur ce point serait terminée, si, en convenant que l'autorité de l'Eglise est spirituelle, on ajoutait qu'elle est purement spirituelle; quiconque supprime cette addition essentielle est, qu'il le veuille ou non, ultramontain. Pierre de Cugnières réduisait tout à ce point, et après lui l'abbé Fleury (7) et tous nos canonistes ont également fait sentir l'importance de ces mots *purement spirituelle*, qui, par leur propre force, excluent toute matière mixte, et qui ont été consacrés par les diverses ordonnances, et notamment par l'édit de 1695 sur la juridiction ecclésiastique.

« Au surplus, dans les matières purement spirituelles, on a toujours fait intervenir la puissance du magistrat politique, comme protecteur des canons et de l'Eglise; on a regardé ce pouvoir de protection comme nécessaire au maintien et au progrès de la religion (8). C'est ce qui a formé l'auguste alliance du roi du ciel

pertinent imperio, et si non dominio, *possidere jus illud juridictionis controversa* censeatur ? *Marca, De Concord. sacerd. et imper.* lib. IV, cap. XXI.

(1) Ad nos negotium tam ab episcopo quam a judice referatur, ut nos hoc cognoscentes, *quæ nobis videntur* jubeamus. Novell. 123.

(2) Potest esse judex in propria causa. *Gloss. magn., in canon Nos si incompetenter. Caus.* 2, *quæst.* 7. *Alexander de Imola et alii.*

(3) De capitulis vel præceptis imperialibus vestris... irrefragabiliter custodiendis... nos conservaturos modis omnibus profitemur. *Leo IV Lothario Augusto, cap. De capitul., distinct.* 10.

(4) Non enim respublica est in Ecclesia, sed Ecclesia in republica. *Optatus Milevitanus.*

(5) Ita Ecclesiam dispositam esse, ut pontificali auctoritate et regali potestate gubernetur. *Concilium ad Theod., bill. anno* 814.

(6) Notes sur Fevret, tome I, liv. I, chap. VI.

(7) Le fondement de nos libertés est que la puissance ecclésiastique est *purement spirituelle.* Fleury, *Inst. au droit ecclés.*, tome II, chap. XXV, pag, 239.

(8) Sæpe per regnum terrenum cœleste regnum proficit. *Canon* 7 *Conc. Paris., ann.* 829.

avec les puissances de la terre (1), lorsque le temps, prédit par les livres saints, où les souverains devaient être les nourriciers de l'Eglise, est arrivé (2).

« De là toutes les lois des premiers empereurs chrétiens, toutes celles de Charlemagne, et plusieurs ordonnances successives des anciens rois de France sur les matières religieuses; de là le recours qui a toujours été exercé sous le nom d'appel comme d'abus, et qui a toujours été porté au prince comme protecteur, et chargé à ce titre de réprimer l'infraction manifeste des canons dans les causes *purement spirituelles* (3), sans préjudice de l'autorité naturelle de l'Eglise sur les mêmes objets.

« Cette puissance de protection que les souverains exercent dans les choses purement spirituelles, et qui a été un des grands moyens dont la providence s'est servi pour la propagation du christianisme, ne doit point être confondue avec cette autre puissance que les souverains, en leur qualité de magistrats politiques, sont en droit d'exercer sur les matières temporelles ou mixtes, et qui est inhérente à l'essence des sociétés humaines ; mais le pouvoir de protection dont nous parlons, et qui est reconnu dans les souverains, n'est-il pas une nouvelle preuve qu'à eux seuls peut s'appliquer le grand principe de l'unité et de la puissance publique, principe qui écarte toutes les entreprises des pontifes, et qui place sous l'inspection et la police temporelle des Etats l'universalité des choses et des personnes (4) ?

« Nous en avons assez dit pour démontrer que, dans les matières mixtes, les souverains ont le pouvoir de faire des lois, et de ne point sanctionner les règlements ecclésiastiques qui peuvent être proposés sur les mêmes objets, quand ils pensent que la raison d'Etat s'y oppose.

« La conséquence qui naît de nos principes est que les ministres de la religion doivent, dans ces matières, obéissance et soumission aux lois des souverains : cette obéissance ne doit pas être purement passive, mais l'ecclésiastique citoyen doit souscrire et coopérer, autant qu'il est en lui, à l'exécution des lois (5).

« Nous convenons que les souverains peuvent être surpris jusqu'à enfreindre par leur jugement ou par leurs lois la discipline canonique. Quel est alors le devoir des ministres de la religion ?

« L'indépendance naturelle des gouvernements et l'esprit de la paix inhérent au christianisme nous le disent assez : ils doivent adresser des prières et des supplications à l'autorité surprise, sans se permettre de lui résister ou de la combattre. Cette règle a été tracée par la conduite des conciles et des papes, et principalement par celle de saint Grégoire-le-Grand : il publia lui-même une loi de l'empereur Mau-

(1) Cœlestem regem fœderatos habere reges terrarum. *Six., ep .ad J. Anthioc.*

(2) Erunt reges nutritii tui. *Isa.*, 43, 23.

(3) Dans les causes purement spirituelles, quoique l'Eglise eût reçu de Dieu l'autorité nécessaire pour en connaître, ils tombent cependant dans l'abus lorsqu'ils contreviennent aux saints décrets et constitutions ecclésiastiques ; en ce cas-là, l'appel comme d'abus est un droit de protection, et non de dévolution. *Gibert sur Févret*, tome II, liv. I, chap. III, p. 261 et 262.

Ut omnia in eo statu esse jubeatis in quo fuerint ante omne judicium. *St Léon, epist. ad Theod.*, XXXIX, chap. II.

(4) Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit. *St Paul, épit. aux Romains*, chap. XIII.

(5) Parebat interim Gregorius Magnus, ac legem ad alios jussus transmittebat. *Bossuet, Déf. du clergé*, tome I, 1re partie, tit. 1, chap. VIII, p. 208.

rice, pour se conformer aux ordres de cet empereur, quoiqu'il jugeât que cette loi était contraire aux intérêts de la religion; il ne se réserva que la faculté de faire des remontrances (1).

« La règle que nous traçons est si absolue et si nécessaire à la paix de l'Eglise et de l'Etat, qu'elle faisait partie de l'ancienne profession de foi que les papes adressaient à saint Pierre après leur élection; ils s'engageaient à une sage tolérance, que M. de Marca appelle même du nom de *connivence*, à l'égard de toute infraction de la discipline canonique qui n'irait pas jusqu'à compromettre la substance de la foi (2).

« On comprend que si les ministres de la religion pouvaient combattre les lois par d'autres lois, ou même par des censures ou par tout autre acte éclatant de juridiction, il y aurait toujours le grand inconvénient de faire supposer une supériorité directe de puissance à puissance, qui ne peut exister dans aucun cas (3). On compromettrait les actes de législation, qui sont ce qu'il y a de plus auguste dans l'exercice des droits de la souveraineté.

« Sans doute les censures ne sont que les armes spirituelles, et il ne serait pas raisonnable d'en interdire l'usage à l'Eglise; mais la majesté inviolable des Souverains, la qualité de protecteurs de l'Eglise qu'ils ont reçue de la main de Dieu même, l'horreur du schisme et la crainte de compromettre les églises nationales qui n'ont point reçu en particulier les promesses de perpétuité faites à l'Eglise universelle, tout affranchit les Souverains des excommunications ou des censures apostoliques (4).

(1) Ego jussioni subjectus... legem per diversas partes transmitti feci... lex ipsa Deo minime concordat. *Gregorius M. ad imperat. Maurit.*

(2) Si quæ vero emerserint contra canonicam disciplinam communicatione filiorum meorum sanctæ romanæ Ecclesiæ Cardinalium (cum quorum concilio directione et rememoratione ministerium meum geram et peragam), emendare aut patienter (excepta fidei et christianæ religionis gravi offensione), tua et beatissimi coapostoli tui Pauli procurante intercessione, *tolerare*, sacrosque canones et sacrorum pontificum constituta : et divina et cœlestia mandata, Deo auxiliante, custodire. *E diurno Ecclesiæ Romanæ.*

Quæ ab uno toto capite dicta sunt ita velim intelligi, si de juridictione tantum agatur et de disciplina ecclesiastica. Nam si his contentionibus *fides christiana* laederetur, omnia pericula appetenda potius essent episcopis, quam ut verecondia aut metu nefariis conatibus assentirentur, aut conniverent, sed exceptione illa adhibita, possunt conniventiam suam tueri, romanorum pontificum exemplo, qui in professione quam post electionem suam beato Petro nuncupabant, canones quidem et decreta a se observatum iri pollicebantur, sed infractiones ab aliis factas aut emendatum, aut, excepta fidei causa, toleratum iri. Quæ *conniventia præcipue* præstanda est iis rebus *quas imperio et auctoritate sua* principes gerunt. *Marca. De concord. sacerd. et imper.*, lib. IV, cap. XXI.

Est ergo primum dictum quod ad regem pertinet, sine requisitione providere, Ecclesiæ regni sui, *extra articulos fidei. Discours de Pierre Regis, docteur de la Faculté de Paris, du* 31 *mai* 1391. *Preuves de la nouvelle hist. du Conc. de Const.*, p. 37.

(3) Si l'on souffrait que les Papes pussent casser des édits, des déclarations et des arrêts qui portent le nom du souverain, ce serait leur donner une puissance sur le temporel des souverains. *Discours de M. de Lamoignon, avocat général, du* 26 *février* 1691.

(4) Multitudo non est excommunicanda nec princeps. *Maxime tirée de saint Thomas, saint Augustin, la glose du chap.* 13 *de saint Matthieu.*

« Ne perdons pas de vue que les corps de nation, leurs représentants et leurs chefs, ne sont soumis qu'au jugement de Dieu, suivant l'usage de l'antiquité chrétienne et d'Yves de Chartres (1).

« Nous pouvons dire ici, après saint Augustin : « Nous ne proposons point une « chose nouvelle ni extraordinaire, mais que toute l'Eglise pratique (2). »

« L'Eglise ne prononça jamais des censures, même contre les Empereurs ariens. Les Evêques de France ont plusieurs fois écrit aux Papes que le Souverain ne doit pas être excommunié; les canons et les capitulaires portent le respect dû aux Souverains, aux chefs des Etats, jusqu'à ordonner que *si le chef de l'Etat reçoit un excommunié en sa grâce, ou l'admet à sa table, l'Eglise le reçoit à sa communion.*

« On ne peut même fulminer des censures contre les tribunaux, les magistrats, non plus que contre les autres officiers publics chargés de l'exécution des lois et des autres commandements du Souverain, parce qu'on a compris qu'il serait inutile d'avoir mis le Souverain à l'abri des censures si on pouvait en frapper les ministres et les agents de son autorité. (*Voyez* dans notre DROIT CANON le mot EXCOMMUNICATION.)

« Résumons-nous. L'Eglise n'a qu'une autorité purement spirituelle; les Souverains, en leur qualité de magistrats politiques, règlent avec une entière indépendance les matières temporelles et mixtes, et, en leur qualité de protecteurs, ils ont même le droit de veiller sur l'exécution des canons, et de réprimer, même en matière purement spirituelle, les infractions des pontifes (*); le principe de l'unité et de l'indépendance de la puissance publique est si fort, qu'il met ceux qui exercent cette puissance à couvert des censures, et qu'il ne laisse aux ministres de la religion que le droit de la prière et des remontrances, pour faire révoquer ou corriger les

Le roi ne peut être, de présent ni à l'avenir aucunement, ni pour quelque cause que ce soit, sujet aux excommunications et censures apostoliques. *Arrêt du parlement de Paris, du* 30 *janvier* 1549, *et arrêt de l'enregistrement des lettres patentes du roi Henri IV, qui lèvent les défenses portées par les arrêts rendus contre le nonce Landriano.*

On ne doit point trouver étrange si nous soutenons que les rois ne peuvent être excommuniés, puisque l'on en vient à de si damnables conséquences. *Pithou, sur l'art.* 15 *des libertés de l'Eglise gallicane.*

Cet article est bien prouvé au 5e chapitre des Preuves; on y peut néanmoins ajouter l'article de l'Assemblée de Saint-Germain, 1583, qui porte : « Le roi ne peut « être excommunié par aucun. » *Id. sur l'art.* 16.

Lorsque les princes ont porté des lois contraires au service de Dieu, lorsqu'ils favorisaient les ennemis de la foi, ces saints Pontifes ont-ils menacé leurs têtes sacrilèges des foudres de l'Eglise ? *Discours du procureur général du parlement de Paris ; Ecole du droit civil et canon,* 1682.

(1) Yves de Chartres, *épit.* 71.

(2) Saint Augustin, liv. III, *contra epist. Parmen.*

(*) Il n'est guère possible de pousser plus loin les empiètements sur l'autorité imprescriptible de l'Eglise et sur son indépendance en matière *purement spirituelle.* Une persécution ouverte serait assurément préférable à une telle *protection.* Que de choses n'aurions-nous pas à dire contre les déplorables maximes que cherche à accréditer ici Portalis ! Nos lecteurs les remarqueront sans que nous ayons besoin de les leur signaler.

abus qui peuvent être surpris ou arrachés aux personnes qui exercent la magistrature suprême dans un Etat.

« Telles sont les règles, telles sont les maximes du droit public, et, pour ainsi dire, de l'espèce de droit des gens qui existe et qui a toujours existé entre le sacerdoce et l'Empire.

« Nous avons vu, par les discussions précédentes, que les entreprises des Papes sur le temporel n'ont commencé que sous Grégoire VII. Ce Pape, qui s'était arrogé le droit de déposer les Souverains, prétendit que les pontifes de Rome étaient impeccables en vertu des mérites de saint Pierre (1) ; et, ce qu'il y a de plus remarquable, il osa confirmer ce privilége par sa propre expérience (2).

« Il faut que l'idée de l'infaillibilité soit bien étrange, puisqu'elle ne se présenta point à l'esprit de Grégoire VII, qui se déclarait impeccable, et convenait qu'il était faillible.

« Du temps de ce Pape, on professait encore, comme on avait professé dans tous les siècles précédents, que l'infaillibité est concentrée dans le corps de l'Eglise.

« On s'aperçut dans la suite que ce principe gênait trop les entreprises de la Cour de Rome ; car les Souverains déposés recouraient aux conciles généraux pour demander la punition des Papes qui s'étaient avisés de prononcer leur déposition. Sur ces plaintes, les Papes avaient eux-mêmes à craindre d'être déposés par les conciles (3).

« Pour se rassurer, on enseigna d'abord, non que les Papes sont infaillibles, mais qu'ils sont supérieurs aux conciles dans les cas où il ne s'agit pas de la foi (4).

« Jusque vers le temps de Léon X, il était généralement convenu que le Pape pouvait errer dans la doctrine et sur le dogme. Cela est constaté par la conduite que le Pape Eugène IV tint dans le temps de ses démêlés avec le concile de Constance, par l'ancienne profession de foi des Papes qui a été changée, et par l'ancien bréviaire romain, dont on a supprimé tous les exemplaires qu'on a pu se procurer, et qui contenait des aveux formels de la faillibilité du pape. Tous les théologiens ultramontains des quatorzième et quinzième siècles, qui cherchaient à accréditer la supériorité des papes sur les conciles, la limitaient aux choses de police et de disci-

(1) Quod romanus pontifex, si canonice fuerit ordinatus, meritis beati Petri indubitanter efficitur sanctus. *Dictat. Greg. VII.*

(2) Ne de tantâ potestate genus humanum aliquid iniqui metueret, *docebat Greg. VII*, ad apostolicam sedem rite ordinatos meritis beati Petri meliores effici atque omnino sanctos. Addebat Greg. *licet experimento sciamus nempe Papam sanctum esse quod hactenus nemo præsumpserat. Defensio Cler. gall.*, 1re part., lib. VII, cap. XI, page 110.

(3) Si nous interjetons appel au concile futur... c'est parce que non-seulement les décisions des papes, mais leur personne même, quand ils manquent à leur devoir dans le gouvernement de l'Eglise, est soumise à la correction et à la réformation du concile général, en ce qui regarde tant la foi que la discipline. *Talon, Plaid. sur la bulle concernant les franch.* 1688.

(4) A nemine est judicandus nisi deprehendatur a fide devius. *Can. Si papa, distinct.* 40.

Ubi de fide agitur, tunc synodus major est papa. *Gloss. in can. Anast., distinct.* 19.

Nemini licet de Papæ facto judicare, nisi mandatum hæresim contineret. *Decret. Innocent IV ;* lib. V, art. 39, fol. 595

pline; ils reconnaissaient qu'il pouvait arriver que le pape consacrât l'erreur par une définition, et que le jugement du concile était préférable au sien (1).

« Cet aveu se trouve jusque dans des propositions censurées à la fin du quinzième siècle, comme attribuant d'ailleurs au pape une autorité exorbitante; telle est la proposition de Jean d'Angely. Il fut condamné pour avoir dit que le pape ne peut être repris, quoiqu'il ajoutât qu'il pouvait l'être en cas d'hérésie (2).

« Les flatteurs de la cour de Rome voyaient avec peine cette exception faite, pour les matières de foi, à la supériorité que l'on avait commencé d'attribuer aux papes sur les conciles dans les matières de discipline et de police, ils sentaient qu'un concile œcuménique pouvait un jour condamner comme hérétiques ou erronés tous les systèmes ultramontains, soit sur le pouvoir direct ou indirect dans le temporel, soit sur l'espèce de suprématie que l'on accordait au pape dans les matières de discipline et de police, qui étaient l'objet des décisions et des règlements des conciles généraux.

« Dans la vue d'écarter ce danger, on différait la convocation de ces conciles tant que l'on pouvait. Si l'on était obligé de les convoquer, le pape se réservait le droit de les transférer et de les dissoudre; on multipliait les questions de formes sur la régularité des assemblées conciliaires : mais toutes ces précautions contentieuses ou dilatoires ne pouvaient rassurer pleinement des hommes qui tendaient à la monarchie universelle dans le temporel et dans le spirituel.

« Quand on crut le moment favorable, on persuada aux papes de se déclarer infaillibles sur le dogme. On abusa de leur vertu et de leur piété, pour leur faire envisager dans cette prérogative un remède plus prompt aux erreurs qui pourraient s'introduire dans l'Eglise; ainsi la supériorité du pape sur les conciles, tant en matière de foi qu'en matière de discipline, fut proclamée à découvert après quinze siècles.

« Les défenseurs les plus zélés de cette supériorité prétendue sont forcés d'avouer qu'elle ne peut être démontrée par aucun texte de l'Ecriture ou des conciles (3).

« Quant à nous, il nous appartient de dire, avec l'assemblée du clergé de France de 1682, que l'opinion de la supériorité du pape sur les conciles, en matière de discipline et en matière de foi, est contraire à la révélation, à la constitution fondamentale de l'Eglise, à la tradition, à la décision des conciles œcuméniques, à l'aveu des papes eux-mêmes, et aux principes essentiels de l'ordre social et politique (*).

(1) Quatuordecimo et quintodecimo sæculis nonmodo Alliacensem, Gersonem, Tostatum et alios pios sanctosque viros innumerabiles, sed etiam Joannem, Turre cremata, ejusque consortes, qui Eugenio quarto adversus Basileensem synodum tanto de studio adjunxissent id pro certo posuisse; quod a romano pontifice falsa et erronea definiri possint, ejusque judicio concilii judicium anteponi opporteat. *Defens. cler. gall.*, tome II, part. III, lib. X, cap. XXXIII, p. 246.

(2) In nullo Papa reprehendi potest, nisi in materia hæresis. *Prop. duodec. de J. d'Angely, cens. in Sorbon., ann.* 1482.

(3) Neque immerito dixisse Duvallium nullos esse Scripturæ locos, nulla Ecclesiæ decreta, quibus Pontificia sive superioritas sive infallibilitas demonstretur. *Defens. cler. gallic., appendix*, lib. III, cap. X, page 102.

Bossuet, dans cet endroit, cite Duval, part. IV, quæst. VII et VIII.

(*) Nous renvoyons encore à la *France et le Pape*, pour la question de la supériorité du pape sur les conciles, si défigurée ici par Portalis.

« La supériorité universelle et indivisible n'est attachée par la révélation qu'au corps de l'Eglise : *dic Ecclesiæ* (1).

« La supériorité prétendue des papes sur les conciles est incompatible avec le pouvoir qui est reconnu appartenir au corps de l'Eglise, et que les papes eux-mêmes se sont toujours fait un devoir de respecter.

« En effet, dans les matières de foi, le concours de deux tribunaux infaillibles dans la chrétienté, l'un composé du pape et des évêques, l'autre du pape seul, ne saurait être admis. Un de ces tribunaux ne pouvant être vraiment et proprement infaillible qu'autant qu'il est supérieur à l'autre, il faut nécessairement opter (2). La supériorité ne peut dès-lors appartenir qu'à l'Eglise, dont l'infaillibilité est certainement révélée, et fait partie de la foi enseignée par les papes eux-mêmes; c'est à l'infaillibité certaine de l'Eglise à prévaloir sur l'infaillibilité au moins douteuse du pape; celle-ci devient, par le seul doute et par le défaut d'une révélation reconnue, pleinement inutile aux chrétiens (3), insuffisante pour régler la foi, qui suppose un fondement assuré (4). Proposée comme certaine, elle devient plus dangereuse, en faisant dépendre la croyance commune de l'opinion d'un seul pontife, toujours accessible aux faiblesses de l'humanité (5), et exposant les fidèles à prendre pour règle de croyance une décision fautive (6). Cette infaillibilité supprime, au moins par le fait et par le non-usage, l'autorité de l'Eglise et le jugement des evêques, qui serait toujours prévenu, suppléé, absorbé par le jugement du premier d'entre eux; elle dépouille les évêques de la qualité et des fonctions de juges de la foi (*), que la religion nous oblige de reconnaître en eux, pour les réduire à la qualité d'exécuteurs des décrets de Rome.

« Une autorité qui se déclarait infaillible, après que sa faillibilité avait été constamment reconnue pendant quinze siècles, devait d'ailleurs avoir un autre garant qu'elle-même; sa prétention devrait être condamnée, n'eût-on égard qu'à la circonstance de sa nouveauté.

« Dans les matières de discipline, les conciles ont constamment jugé les papes, ils en ont prononcé la déposition. Ce sont les conciles qui se sont perpétuellement

(1) Matth. 18, 17.

(2) Tout le monde demeurant d'accord qu'il faut qu'il y ait une subordination, dès que l'on avoue que le Pape n'est point au-dessus du concile, il faut qu'il soit au-dessous, et soumis à ses décisions et à l'observation des canons. *Disc. du procureur général de Paris, prononcé dans l'Ecole de droit canon et civil, en* 1682.

(3) Quid sit dubia infaillibilitas ne quidem intelligi potest; quo enim pertinet infaillibilem esse qui non certe infaillibilis agnoscatur? Nam Christus in Ecclesia sua tale munus ordinarium nemine concesserit nisi Ecclesiæ profuturum; et qui profuturum non est, quod non ipsi Ecclesiæ reveletur, vel non ita reveletur ut a conciliis atque a pontificibus, mota saltem quæstione agnosci ac definiri queat : quod enim non fuerit ita revelatum, involutum potius quam revelatum dixerim. *Bossuet, Append. ad defens. cler. gall.*, lib. III, cap. XI, p. 104.

(4) In causis fidei judicium inniti debet infirmitate regulæ. *Gerson, De exam. doct.*

(5) Omnis pontifex ex hominibus assumptus... et ipse circumdatus est infirmitate. *Ad Hebr.*, cap. V, I, II.

(6) Alioquin staret casus in quo obligarentur homines assentire contra fidem. *Gerson, De exam. doct.*

(*) *Voyez* le chapitre X de la *France et le Pape*, 1re partie.

occupés du projet de réformer l'Eglise, dans le chef et dans les membres; ce sont eux qui ont fait les canons, et qui ont réglé la discipline. Or, tout cela ne suppose-t-il pas que les conciles ont toujours été réputés supérieurs au pape ? Au reste, cette supériorité des conciles sur le pape, soit dans les matières de discipline, soit dans les matières de foi, a été déclarée par le concile de Constance (1). Elle a été fixée irrévocablement par ce concile (*); nous dirons avec tous les magistrats français : c'est une vérité non-seulement révélée, mais qui jouit *de toute l'autorité de la chose jugée.* C'est une vérité *définie* (2); elle ne l'a pas été implicitement ou *par voie de conséquence,* mais *expressément* (**).

« Elle a été reconnue et défendue par les plus savants personnages de toutes les nations catholiques, par le cardinal de Cusa, par Zabarella ou le cardinal de Florence (3), par l'évêque de Palerme, par Testat, évêque d'Avila, prodige de science, appelé communément, et même par Bellarmin, *stupor mundi;* et l'histoire nous a transmis les noms des grands évêques espagnols, allemands, vénitiens, qui combattirent au concile de Trente, de concert avec les évêques français, les efforts des légats du pape, qui voulaient faire définir par ce concile les prétentions ultramontaines.

« Il n'y a point d'église nationale qui ne puisse s'honorer de monuments semblables à la déclaration de 1682. Il n'y en a point qui, en souscrivant, ne puisse dire comme le clergé de France, qu'elle conserve le dépôt qui lui a été transmis par ses pères, *accepta a patribus* (4).

(1) Hæc sancta synodus Constanciensis... in Spiritu sancto legitime congregata ordinat, disponit, statuit, decernit et declarat ut sequitur et primo : quod ipse synodus potestatem a Christo immediate habet, cui quilibet cujuscumque status vel dignitatis, *etiamsi papalis exístat,* obedire tenetur in his quæ pertinent ad fidem, etc. Item declarat quod quicumque, cujuscumque conditionis, status et dignitatis etiamsi papalis, qui... præceptis hujus sacræ synodi et cujuscumque alterius concilii generalis legitime congregati... obedire contemnaliter contempserit, nisi resipierit, condignæ pœnitentiæ subjiciatur, et debitis puniatur, etiam ad alia juris subsidia, si opus fuerit recurrendo. *Concil. Constanciens.*, 4 et 5.

(2) A nobis non nova proferri, sed a majoribus quæsita, imo etiam definita. *Coroll. Defens., cler. gall.*, nº 12, p. 322.

(3) Aliud Papa, aliud Sedes Apostolica, et *Sedem* errare non posse; quod intelligendum videatur *accipiendo Sedem pro totâ Ecclesiâ... Ecclesiam romanam seu Sedem Apostolicam vocari, non Papam solum,* sed Papam cum cardinalibus, quos inter et Papam si fuerit discordia, ut nunc evenit, congregandam totam Ecclesiam id est totam congregationem catholicorum et principales ministros fidei, scilicet Prelatos, qui totam congregationem repræsentent, et agendum apostolico more, atque, ut in actis scribitur, *concilium convocandum.* Unde illud apostoli et seniores et infra, visum est Spiritui sancto et nobis. *Zarabel. Tractat. de schism. edit. Argent.*, p. 556, 557, 558, 559.

(4) *Declaratio cler. gall.*, in fine.

(*) *Voyez* dans le même ouvrage, 2e partie, chap. VIII, IX, X et XI, quelle est l'autorité du concile de Constance, et si les sessions IV et V sont ou non œcuméniques.

(**) S'il en était ainsi, il ne serait plus possible de soutenir l'infaillibité du pape, à moins d'être hérétique. Portalis prouve ici plus qu'il ne veut prouver, car il faudrait tirer cette conséquence que tous les ultramontains et le pape lui-même ne sont plus catholiques. L'opinion soutenue ici par Portalis, n'est donc pas une *vérité définie.*

« Nos maximes, qui sont au nombre de celles sur lesquelles l'Eglise a été si longtemps *unius labii*, ne sont obscurcies dans quelques pays que par la crainte où les ont tenus les tribunaux de l'inquisition; on enseignait encore du temps d'Adrien VII, et il enseignait lui-même *a titre de vérité certaine, que le pape peut proposer l'erreur par un décret* (1); parvenu à la papauté, Adrien VII faisait imprimer les ouvrages où cette vérité est établie.

« Mais qu'avons-nous besoin d'invoquer tant de doctrines pour résoudre la question : si le pape est supérieur aux conciles et s'il est infaillible. Les Etats sont en droit par leur seule possession de décider cette question (*).

« L'Etat n'a pas besoin du ministère ecclésiastique pour savoir si le chef d'une société religieuse peut s'attribuer une nouvelle prérogative absurde et contraire à la tranquillité et à la conservation des Etats, et que d'autres ecclésiastiques seraient peut-être intéressés à lui accorder.

« L'opinion du pouvoir du pape sur le temporel, et celle de sa supériorité sur les conciles et de son infaillibilité, sont deux opinions parallèles, enfantées par l'ambition pour s'étayer mutuellement. Car, comme disait M. Talon, en 1665, se trouve-t-il aucun auteur ultramontain qui, après avoir établi ce faux principe de l'infaillibilité du pape, n'en tire en même temps cette périlleuse conséquence, qu'il peut en certains cas prendre connaissance de ce qui concerne le gouvernement des États et la conduite des souverains ? On appuie l'une et l'autre opinion sur les mêmes textes, et elles sont le fondement de toutes les prétentions ultramontaines.

« On ne peut, ajoute M. Talon, apporter trop d'exactitude et de sévérité pour en arrêter le progrès et pour en tarir entièrement la source.

« En effet, si l'on pouvait persuader aux hommes que le chef d'une société ecclésiastique qui s'étend par toute la terre ne peut pas se tromper, il serait bientôt le souverain de l'univers.

« Le peuple, infatué d'une prérogative si étrange, si contraire à la condition humaine, serait-il arrêté par les distinctions absurdes entre les jugements rendus *ex cathedra* et ceux qui ne le sont pas ? Le peuple ne raisonne point, et le monde ne peut être régi par des distinctions scolastiques; ainsi il devient impossible de disputer un droit quelconque à celui qu'on reconnaît pour infaillible et qu'on croit revêtu de la puissance divine.

« C'est ce qui faisait dire au rapporteur de la célèbre Assemblée du Clergé de 1682, qu'avec l'opinion de l'infaillibilité et de la supériorité des Papes sur les conciles, qui prête un appui aux attaques livrées à l'indépendance des gouvernements, on ne pourrait être Français ni même chrétien (2).

(1) Si per Ecclesiam romanam intelligitur caput ejus, puta Pontifex, certum est quod possit *errare* etiam in iis quæ tangunt fidem, hæresim per suam *determinationem* aut decretalem afferendo. *Adrian. VII, in 4 sententiâ et de confirmat.*

(2) Vous voyez, Messeigneurs, à quoi vous porterait cette infaillibilité; car pourrait-on être *Français* et même *chrétien*, en soutenant une opinion si opposée aux paroles expresses de Jésus-Christ, si contraire à la doctrine des Apôtres ? *Gilbert de Choiseul Duplessis-Praslin, Evêque de Tournay, rapport fait a l'assemblée de* 1682, p. 72.

(*) C'est-à-dire que les Etats sont au-dessus des papes et des conciles généraux, par conséquent de l'Eglise. Quelle doctrine pour un homme qui se dit catholique! Voilà la conséquence des principes gallicans de nos hommes parlementaires.

« Le Prélat qui s'expliquait ainsi fut, par ses mœurs et par sa science (*) le modèle et l'une des grandes lumières du clergé ; son rapport, loué par Bossuet (1), inséré dans les actes de l'Assemblée de 1682, est une seconde déclaration plus étendue de cette Assemblée : l'avis qu'il donne est comme le signal de la réunion des églises contre une introduction aussi funeste, et puisque la doctrine du pouvoir indirect, auquel celle de l'infaillibilité est liée, *renverse les fondements de la société*, nous disons qu'avec cette doctrine considérée dans tous ses rapports, non seulement *on ne peut être Français*, mais qu'on ne pourrait être citoyen dans aucune partie du monde.

« Quand nos pères ont reçu la religion catholique, ils l'ont reçue, maintenue et conservée avec le dogme de l'infaillibilité de l'Église, et non avec l'opinion incompatible avec toute la tradition ; conséquemment, la nation française ne permettra jamais que les fidèles vouent aujourd'hui à un seul pasteur l'obéissance de cœur et d'esprit qu'ils n'ont promise qu'à l'Eglise universelle (**).

« La seule autorité infaillible qui peut s'accorder avec la sûreté de l'État est l'autorité de l'Église, à qui les promesses ont été faites, et dont le pouvoir a été borné par l'institution même de son divin fondateur aux choses purement spirituelles.

« La puissance séculière peut régir l'ordre public sans être infaillible ; la raison et la prudence humaine suffisent pour donner une règle à tout ce qui n'est que temporel. Mais l'autorité spirituelle ne pourrait proclamer en souveraine des dogmes et des mystères dans la promulgation desquels elle ne serait pas réputée infaillible, et sa souveraineté dans l'ordre de la religion est fondée sur son infaillibilité.

« Mais nous ne saurions trop le dire, cette infaillibilité n'est point le privilége d'un seul homme, mais celui du corps ; il est des règles pour reconnaitre si le corps a vraiment parlé, et ces règles sont telles qu'elles nous rassurent contre toute surprise. Les États et les peuples ont une garantie assurée dans la fidélité des églises nationales, dans le Saint-Siége, toujours distinct de la Cour de Rome et moins exposé aux surprises que la personne du pontife (2), dans le Sacré Collége, dans les

(1) Ipsumque adeo Tornacensem episcopum, tanta pietatis ac doctrinæ laude celebratum, ad universum cœtum sua et collegarum sensa referentem. *Bossuet, in præfat. append. ad defens. cler. gall.*, tome II, p. 5.

(2) Uno verbo concludam : si imperator eum toto sibi subjecto concilio... repetierit sacros canones antiquos ac sanctissimas priscorum observationes, *et quidquid illis obviaret* una cum toto concilio decerneret tollendum esse, et canonibus sanctis strictissime obediendum, rogo, quis christianus dicere posset ibi aliquid præter potestatem et auctoritatem attentatum ? *Nicol. de Cusa, Concord. cathol.* lib. III, cap. IV.

Ad antiqua semper niti nos opportet, præcipuumque id fuit Gallorum studium concilio Tridentino ; itaque oratores regis id præ aliis omnibus mandatum acceperant : in Ecclesia reformandâ primum id videri *ut ad Ecclesiæ initia redeatur ut Ecclesiæ status ad originis suæ puritatem quam maxime accedat. Bossuet.*

(*) Voyez dans la *France et le Pape* quelle était la science de cet homme.

(**) Mais l'Eglise universelle et le Pape c'est tout un ; et, malgré vos subterfuges gallicans, la nation française restera soumise de cœur et d'esprit au Pape comme à l'Eglise universelle. C'est là son unique salut, même comme société civile. Puissent le comprendre nos hommes d'Etat à vue miope ou obscurcie par les passions ou les préjugés !

Évêques de tout l'univers catholique, dans la protection des gouvernements sur chaque portion de l'Église universelle, et dans l'impossibilité que les chrétiens de toutes les classes et de tous les pays, qui ont chacun leur patrie, et qui n'ont d'autre lien commun que la religion, abjurent la religion même pour conspirer contre les maximes de l'ordre social et contre leur propre intérêt, évidemment lié au maintien de ces maximes.

« Mais l'opinion de l'infaillibilité d'un seul homme, qui n'est appuyée sur aucun texte et qui est aussi contraire à la révélation, menacerait la sûreté des Etats, et ne saurait honorer la primauté de Pierre, dont l'honneur véritable réside dans l'honneur de l'Église universelle, dans l'intégrité et la force du pouvoir des Évêques (1)

« Les plus zélés défenseurs de nos libertés sont ceux qui ont le plus respecté le premier siége de la chrétienté, qui ne voient au-dessus de lui que l'Église universelle ou le concile, c'est-à-dire la représentation du nom chrétien (2).

« On devrait s'apercevoir que les courtisans de la Cour de Rome agissent seuls en ennemis du Saint-Siége, lorsque, par de fausses prérogatives, ils en diminuent la majesté sous prétexte de la relever (3) et préfèrent pour lui ces chimères de puissance à sa grandeur solide et incontestable (4).

« Nous dirons au Pape ce que les Cardinaux disaient à Paul III, et ce que tant de grands hommes ont répété à ses successeurs : Renoncez à des prétentions qui compromettent la véritable dignité du Saint-Siége ; otez de la chaire de Pierre ces taches, *tollentur hæ maculæ* ; retranchez ce poids inutile et dangereux d'un faux pouvoir sur les États et sur l'Église ; proscrivez une doctrine qui ne s'est jamais montrée sans remplir l'univers de divisions et de guerres, et qui n'a attiré à l'Église et au Saint-Siége que l'envie, la haine et le schisme (5).

« La religion doit se conserver et s'étendre par les mêmes moyens qui l'ont établie (6).

« C'est par la douceur, par la persuasion, par la charité qu'elle a triomphé du

(1) Honos meus est honos universalis Ecclesiæ, meus honos est fratrum solidus *vigor. Greg. Epis.* 30, *ad Eulogium.*

Mihi injuriam facio si patrum meorum jura perturbo. *Greg. Mag.*, tome II, lib. II, epist. 48.

(2) Universale concilium repræsentationem catholice Ecclesiæ habere potestatem immediate a Christo, et esse omni respectu tam supra Papam quam Sedem apostolicam. *Nicol. de Cusa, Concord. cath.*

(3) Sedis Apostolicæ principatum extollunt in *spcieem*, reipsa deprimunt; invidiamque tantum, non veram auctoritatem consiliant. *Corollarium defensionis declarationis cler. gall.*, nº 7, p. 308.

(4) Discours de M. le Procureur général du Parlement de Paris, dans l'assemblée de Sorbonne, en 1682.

(5) Doctrinam quæ *quoties exequenda prodiit, toties orbem christianum* infandis bellis et cædibus cruentavit. *Append. ad defens. cler. gall.*, cap. XIII, p. 112.

Nihil Sedi romanæ præter invidiam atque odia, nihil toti Ecclesiæ præter bella, cædes, schismata, pepererunt. *Idem* (*).

(6) Fleury, Disc. VI, p. 14.

(*) Relativement à l'authenticité de la *Défense de la Déclaration* si souvent citée ici, voyez encore *la France et le Pape*, 3e partie, chap. VII, VIII, IX et X.

paganisme ; c'est par les mêmes voies qu'elle s'assurera constamment les mêmes triomphes.

« Le véritable intérêt de la religion est donc, non seulement que ses ministres n'empiètent pas sur les objets temporels et qu'ils ne s'arrogent aucune prérogative insolite, mais encore qu'ils soient fidèles observateurs des préceptes et des maximes qui doivent diriger leur mission.

« Nous venons d'établir la supériorité des conciles sur les Papes ; nous devons ajouter que l'autorité du Pape sur les choses même qu'il est en droit de gouverner comme chef de l'Eglise ne saurait être une autorité arbitraire et despotique; ce que nous disons de l'autorité du Pape s'applique à celle de tous les autres pasteurs.

« La domination a été interdite à tous, et l'interdiction de la domination, si formellement exprimée dans l'Évangile, n'est point un simple précepte d'humanité, ni une simple défense d'usurper les matières temporelles ou le pouvoir coactif; mais elle est la désignation d'un ordre particulièrement établi dans le gouvernement ecclésiastique; elle est prononcée pour indiquer les caractères essentiels de ce gouvernement.

« Ce que le divin fondateur du christianisme a eu dessein d'établir en prohibant la domination aux ministres de l'Église, c'est la différence des Empires et des Gouvernements de la terre d'avec celui qu'il venait fonder (1). Son objet a été d'apprendre à ses disciples que leur autorité n'est qu'un ministère, *sicut cui ministrat.....* (2) *vox Domini est... dominatio interdicitur, indicitur ministratio* (3), et qu'ils ne sont que ministres, économes, dispensateurs (4) ; d'apprendre à tout le monde chrétien qu'il ne faut pas juger de la Constitution du gouvernement de l'Église par celle du règne temporel (5) ; que le gouvernement de l'Église, fondé sur la charité (6), et dont la fin est de renouveler l'homme intérieur, répugne à tout genre de domination (7).

(1) Bossuet, *Méditations sur l'Évangile*, t. III, p. 245.

(2) St Luc, 20, 27.

(3) St Bernard.

(4) Ministros Christi et dispensatores mysteriorum Dei. I *ad Corinth.* cap. IV, v. 1.

(5) Ecclesia a Deo constituta et gubernata, non ex mundani regni ratione, sed ex Dei revelatione, atque ipsius Ecclesiæ decretis, ex patrum traditione æstimemus. *Defens. declar. cler. gall.* lib. VI, cap. XXVIII.

In eo discrimen versatur quod a regibus summo imperio multa peragere liberum sit..... Ita ut verus dominatus sit penes reges, non autem penes sacerdotes..... Ex quo sequitur leges ecclesiasticas quæ de rebus jure naturali vel divino non vetitis feruntur, non necessitate, sed voluntate, non timore corporali, sed dilectione subjectorum niti debere... In legibus ecclesiasticis, quæ jus naturale aut divinum non exequuntur summum illud imperium locum non habet. *Marca, de Concerd. sacerd. et imper.*, lib. II, cap. XVI. n° VI, VII, p, 198 et 199.

(6) Fleury, *Instit. au droit ecclésiast.*, tome II, chap. II, p. 17.

(7) *Reges gentium dominantur eorum, vos autem non sic* : quæ duo docet Ecclesiæ *ministros* : primum quidem apostolos eorumque successores omni temporali potestate et juridictione carere ; secundum potestatem illam spiritualem quam habebunt non esse domini aut imperii potestatem, sed mansuetudinis et charitatis, quia silicet terrenæ potestatis est exteriora tantum administrare, spiritualis vero proprium est interioris cordis affectum flectere. *Dupin, De ant. Eccles. discip. dissert.* VII, § III, p. 442.

« Aussi quelle est la domination qui a été interdite aux ministres de l'Église? Ce n'est pas seulement la domination temporelle, mais la domination dans le gouvernement spirituel, la domination sur la conscience des fidèles : *non dominamur fidei vestræ* (1).

« La domination sur le troupeau : *pascite gregem Dei non coacte, sed spontane* (2). La domination entre eux, *non ita erit inter vos... Neque ut dominantes in cleris.* et ce qui le démontre, c'est que ce précepte fut donné aux Apôtres, pour la première fois, au sujet de la question qui s'était élevée pour savoir qui était le premier d'entre eux (3). *Ce n'est pas qu'il n'y ait un ordre dans l'Eglise et que personne n'y soit élevé en autorité au-dessus des autres; mais cette autorité est une servitude, et Jésus-Christ avertit celui même qu'il avait déjà désigné tant de fois pour être le premier, que leur administration est, en effet, une servitude* (4). *Ne forte,* dit Origène, *qui videntur habere aliquem in Ecclesia, principatum, dominentur, pgribus* (5).

« Un théologien célèbre, député par le concile de Bâle à Charles VII, avait présenté avec force la différence de la forme constitutive du gouvernement temporel, qui a sur les peuples la domination, d'avec le gouvernement spirituel, qui n'a rien de commun avec le premier, et où le Pape n'est point *maître,* mais *ministre, chef* et *membre* tout ensemble, et soumis à l'universalité des premiers pasteurs (6).

« La domination interdite est la domination dans la conduite des âmes, la domination du premier pasteur sur les Évêques, *premier* de droit divin, mais en même temps collègue (7) ; la domination des Évêques sur le reste du clergé, et plus encore la domination sur les canons et sur les règles de l'Église, qui doivent, au contraire, dominer sur tous les pasteurs (8).

« La défense de la domination condamne toute usurpation sur le sacerdoce et sur la liberté chrétienne, et toutes ces nouveautés de juridiction immédiate du Pape sur les églises particulières, de supériorité sur l'Église universelle, et toute entreprise des ministres du culte qui n'est point fondée sur la discipline reçue.

« Dans l'Église, tout doit se faire canoniquement (9) ; les supérieurs n'ont qu'une autorité réglée ; l'obéissance des inférieurs doit être, non aveugle, mais raisonnable, *Obsequium vestrum rationabile.*

« Telles sont les maximes sur lesquelles le gouvernement de l'Église repose, et qui fixent l'essence et la nature de ce gouvernement. Elles supposent toutes les vé-

(1) II. Corinth., 1, 23.

(2) I. Pet., cap. v, v. 2.

(3) Facta contentio inter eos quis eorum videretur esse major, dixit autem eis : Reges gentium dominantur eorum... vos autem non sic. *Luc,* 22, 25, 26.

(4) Bossuet, *Méditations sur l'Évangile,* tome II, p. 33.

(5) Origène.

(6) Doctores lucide declarant quomodo Papa non est dominus rerum Ecclesiæ, sed minister : valde quoque extraneum est et a veritate alienum dicere, quod non plus spiritualitatis reperiatur in congregatione legitima Ecclesiæ quam in una communitate sæculari. *Thom. de Carsellis doc.,* Paris, ann. 1440 ; *Preuve des libert.* chap. XII, page 23.

(7) Te vero non dominum episcoporum, sed unum ex ipsis. *Dio Bernard. ad Eugen. De Consid.,* lib. IV, cap. VII.

(8) Dominentur nobis regulæ, non regulis dominemus. *St Célestin, Pape.*

(9) Omnia canonice fiant. *St Paul.*

rités que nous avons établies sur les droits de la puissance civile, sur la limitation du pouvoir ecclésiastique aux choses purement spirituelles, et sur l'autorité des conciles généraux. Ce sont ces maximes (*) qui ont servi de base aux *articles organiques* de la convention passée entre le Gouvernement français et le Pape Pie VII, et qui ont constitué dans tous les temps l'antique discipline de l'Église gallicane.

TITRE PREMIER. — *Des articles organiques du régime de l'Église catholique dans ses rapports généraux avec les droits et la police de l'Etat.*

ARTICLE PREMIER.

Vérification des Bulles et Rescrits de la Cour de Rome (**).

« Le Pape est à la fois chef visible de l'Eglise universelle et le Souverain temporel d'un Etat particulier; comme chef visible de l'Eglise universelle, il ne peut exercer qu'une autorité réglée par les canons; il ne peut porter des atteintes aux droits, franchises et libertés des Eglises nationales : comme souverain temporel d'un Etat particulier, il ne peut avoir des intérêts contraires à ceux d'un autre Etat.

« Le Pape est sujet, comme tous les autres hommes, aux faiblesses de l'humanité; il peut être trompé, surpris, il peut se tromper lui-même : l'expérience prouve qu'un homme qui est à la fois Pontife et Souverain peut confondre l'intérêt politique avec l'intérêt religieux, et quelquefois même sacrifier l'intérêt religieux à l'intérêt politique. Il faut donc une garantie contre les surprises, contre les erreurs, contre les procédés ambitieux ou hostiles; cette garantie est dans la précaution que l'on a prise, dans tous les pays et dans tous les temps, de vérifier les bulles, brefs, rescrits, décrets, mandats, provisions, signatures servant de provision, et autres expéditions de la Cour de Rome, et de n'en permettre l'exécution qu'après une vérification faite par l'autorité compétente (***).

« De là, le premier article du titre que nous examinons, a consacré cette précaution essentielle, fondée sur le droit des gens et sur la pratique générale de tous les peuples.

« Il est incontestable que chaque Etat a le droit de veiller à ce qu'il ne soit rien apporté dans son territoire qui puisse contrarier les lois ou troubler la paix de l'Etat. On ne pourrait refuser ce droit à un gouvernement sans lui disputer celui de se conserver et de se défendre.

« L'usage du *placet* ou *exequatur*, ou *lettres d'attache*, pour l'exécution des rescrits de Rome, est commun en Italie. L'auteur du traité *Jus Bulgarum* rapporte des preuves qui justifient que cet usage est connu dans les différents Etats catholiques.

« En France, aucun rescrit de la Cour de Rome ne pouvait être exécuté sans

(*) Nous ne sommes point étonné alors que les *articles organiques*, conséquence de telles maximes qui leur *ont servi de base*, soient si contraires à la véritable discipline de l'Eglise universelle.

(**) Nous ne rapporterons pas ici le texte des *articles organiques*, qui se trouvent ci-dessus, page 241.

(***) *Voyez*, dans notre *Cours de droit canon*, ce que dit à cet égard le cardinal Caprara, dans ses Réclamations contre les *articles organiques*.

avoir été vérifié par les Cours souveraines; cela résulte des lettres patentes de Louis XI, du 8 janvier 1475 (1), et des articles 14 et 77 des *Libertés de l'Eglise gallicane,* recueillies par Pithou (2).

« C'est ce qui faisait dire à M. Bignon, lors d'un arrêt rendu par le Parlement de Paris, le 3 janvier 1624, que *les bulles ne sont à considérer, quand on n'a pas obtenu des lettres patentes du Roi pour en requérir la vérification du Parlement.*

« La même chose est attestée par d'Aguesseau (3) : « Rescrits émanés du Pape, « dit ce magistrat, ne peuvent obliger les sujets du Roi que lorsqu'ils sont revêtus « de son pouvoir ou de celui qu'il accorde aux Compagnies souveraines de son « royaume. »

« On sait avec quel zèle le Parlement de Provence avait particulièrement défendu la maxime de l'*exequatur,* connue dans le ressort de ce Parlement sous le nom de *droit d'annexe.* François Ier, en parlant de ce droit, disait qu'il *concerne grandement l'autorité, puissance et prééminence du Roi.* L'exercice d'un tel droit est lié à la sûreté et à l'essence même des gouvernements.

« Le Pape Léon X lui-même reconnut, par un traité solennel avec le Parlement de Provence, la légitimité et la nécessité du droit d'*annexe.* On a vu ce Pape solliciter ce Parlement par divers brefs, dont le dernier est signé du Cardinal *Fadolet,* d'accorder l'annexe à ses rescrits : *hortamur in domino ut debitæ executioni demandare permittatis.*

« Le système qui assurerait *l'exécution* parée aux rescrits de la Cour de Rome, sans aucune vérification préalable, favoriserait dans les Etats catholiques l'introduction d'une foule de règlements souvent inconciliables, soit avec la discipline religieuse, soit avec l'ordre politique des Etats. Il détruirait l'indépendance des gouvernements ; il soumettrait leur autorité à une législation étrangère, indéfinie et supérieure; un tel système serait éversif de l'ordre social.

« Aussi, toutes les fois que des Prélats ou des ecclésiastiques ont entrepris de faire circuler en France des brefs qui n'avaient pas été vérifiés, les Parlements ont, par des arrêts solennels, rappelé la règle qui établit la nécessité de la vérification. Nous en prenons à témoins, entre autres arrêts, ceux du Parlement de Paris, des

(1) Par ces lettres patentes, il est ordonné que toutes bulles, lettres et autres choses venant de Rome seront visitées par les officiers des lieux et des frontières, pour voir s'il n'y a rien contre les droits du royaume et des libertés de l'Eglise gallicane.

(2) « Bulles ou lettres apostoliques de citation exécutoriale, fulminatoire ou autre, « ne s'exécutent en France sans *pareatis* du Roi ou de ses officiers; et l'exécution « qui s'en peut faire par la loi, après la permission, se fait par juge royal ordinaire « de l'autorité du Roi, et non *autoritate apostolica,* pour éviter distraction et mé- « lange de juridiction ; même à celui qui a impétré bulles, rescrits ou lettres portant « telle clause, est tenu déclarer s'il entend que les délégués ou exécuteurs, soit clercs « ou laïcs, en connaissent *jure ordinario;* autrement il y aurait abus. » (Art. 44.)

Pour prévenir toutes les entreprises de la Cour de Rome, *on a toujours observé soigneusement que toutes les bulles et expéditions venant de la Cour de Rome fussent* visitées pour savoir si en icelles y avoit aucune chose qui portât préjudice, en quelque manière que ce fût, aux droits et libertés de l'Eglise gallicane et l'autorité du Roi. (art. 77.)

(3) Tome II, plaidoyer 26, page 604.

octobre 1580, 18 septembre 1641, 15 mai 1647, 15 avril 1703, 1er avril 1710, 16 décembre 1716, 1er juin 1764 et 26 février 1768.

« Pour que la loi de la vérification préalable des brefs et bulles de la Cour de Rome ne pût être éludée, les imprimeurs étaient tenus, sous des peines, de faire mention de l'arrêt de vérification (1).

« Quand on dit que les bulles et rescrits de Rome doivent être vérifiés avant leur exécution, on ne doit faire aucune distinction entre ceux qui ne sont relatifs qu'à la discipline et ceux qui ne peuvent intéresser le dogme ; car, « quoique nos rois, « dit M. d'Héricourt (2), n'entreprennent point de décider les questions de foi, dont « ils laissent le jugement aux évêques, on ne peut publier aucune bulle dogmatique « sans lettres patentes vérifiées au Parlement, parce que ces bulles dogmatiques « peuvent contenir des clauses contraires aux droits de la couronne et de l'Eglise « de France. »

« On ne doit non plus distinguer les brefs expédiés pour l'intérêt général de la discipline ecclésiastique d'avec ceux qui ne se rapportent qu'à des intérêts particuliers; les uns et les autres sont également soumis à la forme de la vérification ; il n'y a d'exception connue et légale que pour les brefs de pénitenciers qui ne se rapportent qu'au *for* intérieur; la chose a été formellement décidée par l'arrêt du 26 février 1768, rendu sur les conclusions de M. l'avocat général Séguier. Cet arrêt « fait inhibition et défense à tous archevêques et évêques, officiaux et autres, comme aussi à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de « recevoir, faire lire, publier et imprimer, ni autrement mettre à exécution aucunes « bulles, brefs, rescrits, décrets, mandats, provisions, signatures servant de provisions, ou autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les « particuliers, à l'exception néanmoins des brefs de pénitencerie pour le for intérieur seulement, sans avoir été présentés en la cour, vus et visités par icelle, a « peine de nullité desdites expéditions et de ce qui s'en serait ensuivi. »

« On a toujours regardé la loi de la vérification des bulles et rescrits de Rome comme si importante et si intimément liée à notre droit public national, que l'on s'est empressé, dans toutes les occurrences, de rendre cette loi commune aux pays conquis ou réunis à la France. Ainsi, lors de la réunion d'Avignon et du comtat Venaissin à l'empire français, le 26 juillet 1663, les commissaires députés pour opérer cette réunion déclarèrent que, pour l'intérêt de l'Etat et l'intérêt du repos public, il importait de faire exercer, dans le comtat Venaissin et dans Avignon, le droit d'*annexe*, c'est-à-dire le droit de vérifier les bulles et rescrits de Rome.

La manière d'exercer ou de faire exercer ce droit a pu varier ; mais le fond du droit est toujours le même : c'étaient autrefois les parlements qui permettaient la publication et l'exécution des bulles ; ils n'existent plus. Aujourd'hui les bulles ne peuvent être publiées et exécutées qu'avec la permission directe du gouvernement. On les adresse au conseiller d'Etat chargé de toutes les affaires concernant les cultes. Ce magistrat les examine : il fait son rapport au premier consul; si le premier consul juge que les bulles présentées sont susceptibles d'exécution, il les renvoie au

(1) Arrêt du Parlement d'Aix, du 4 septembre 1746, qui enjoint aux imprimeurs de faire mention de l'annexe de la Cour, lorsqu'ils impriment les bulles, brefs ou rescrits de la Cour de Rome ou de la légation d'Avignon, à peine de 300 fr. d'amende. Cet arrêt renouvelle les dispositions d'un précédent arrêt, du 5 mars 1727.

(2) *Lois civiles*, part. I, chap. XV, n° 8.

conseil d'Etat pour en faire un nouvel examen ; et ce n'est qu'après cette seconde épreuve que la publication en est permise par un arrêté, si l'on ne trouve rien qui puisse s'opposer à la publication. Les bulles que l'on permet de publier sont inscrites dans les registres du conseil d'État.

« C'était au nom du gouvernement, pour acquitter sa dette, que les Parlements étaient chargés, sous l'ancien régime, de la vérification dont il s'agit ; ils ont constamment rempli leur tâche avec fidélité ; cependant il pouvait y avoir diversité de langage et de doctrine dans ces différents tribunaux, qui avaient sur une foule d'objets des jurisprudences diverses. Il est essentiel, dans les matières de droit public, qu'il n'y ait qu'un dépôt, qu'un sanctuaire pour les maximes dont le maintien importe à l'État ; et il est encore essentiel que la garde de ce dépôt, de ce sanctuaire, soit dans les mains du pouvoir qui régit l'État même.

ARTICLE II.

Le Pape ne peut avoir des délégués ou des commissaires en France sans l'autorisation du gouvernement.

« Le Saint-Siége apostolique est le centre de l'unité et de la communion ecclésiastique. Le pontife qui remplit ce siége *est le chef de l'Eglise et le vicaire de Jésus-Christ.* Il jouit dans la chrétienté de toute la puissance qui est nécessaire pour le maintien de la foi et de la discipline.

« Mais, nous l'avons déjà dit, cette puissance doit être réglée par les canons, et elle ne doit point blesser le droit public des peuples.

« C'est pour se prémunir contre les erreurs des papes et contre les entreprises qu'on peut se permettre en leur nom, qu'il a été sagement établi que les bulles et les rescrits de Rome ne pourraient être publiés ni exécutés en France sans vérification, sans autorisation préalable ; les motifs qui fondent la nécessité de vérifier les bulles et rescrits s'appliquent, par majorité de raison, aux actes de juridiction que le Pape est dans le cas d'exercer en France, par des mandataires ou délégués. Il n'y aurait plus de sûreté pour un gouvernement si des étrangers pouvaient venir dans son territoire exercer à son insu un pouvoir quelconque, ou si un citoyen pouvait sans autorisation se charger d'une mission étrangère, et l'exercer plus ou moins arbitrairement, sous la surveillance d'un supérieur étranger.

« Une telle chose serait même incompatible avec la maxime fondamentale de l'unité de la puissance publique dans chaque État ; cette maxime ne comporte pas que l'on puisse exercer dans un pays des fonctions publiques sans l'aveu du souverain du pays, à qui seul il appartient de régler et de conserver la bonne police dans son territoire.

« Sans doute, c'est le Pape qui donne la mission quand il s'agit d'un objet de sa compétence, et c'est en son nom qu'elle s'exerce ; mais c'est par la permission et sous l'autorité du souverain qu'elle est exercée ; car rien ne peut avoir exécution parée dans un État sans le consentement de la puissance publique qui régit cet État.

« De là nous avons déclaré : *Qu'aucun individu se disant nonce, légat, vicaire, ou commissaire apostolique, ou se prévalant de toute autre dénomination, ne pourra, sans l'autorisation du gouvernement, exercer sur le sol français ni ailleurs, aucune fonction relative aux affaires de l'Eglise gallicane.*

« Cette disposition ne fait que rappeler les plus anciennes règles.

« D'après l'article 11 des libertés de l'Église gallicane, les Papes ne peuvent en-

voyer en France des légats *a latere* qu'à la demande du souverain, ou avec son consentement : les légats ne peuvent user de leurs facultés qu'après avoir fait au souverain même la promesse verbale et écrite qu'ils ne rempliront leur mandat que d'une manière conforme aux lois nationales, et qu'ils regarderont cette mission comme finie quand le souverain le jugera à propos (*).

« D'après l'article 58, les légats *a latere* ne peuvent députer vicaires ou subdélégués pour l'exercice de leur légation sans le consentement exprès du prince; ils sont tenus d'exercer eux-mêmes leur pouvoir tant qu'il dure.

« L'article 59 leur prohibe d'exercer hors du territoire français leur mission, ou les fonctions qui y sont relatives.

« L'article 60 leur enjoint, quand ils partent, de laisser le sceau et les registres de la légation.

« Des précautions à peu près semblables sont observées vis-à-vis tout ecclésiastique ou toute autre personne qui prétend exercer en France une mission du Pape; il faut toujours que le mandat soit vérifié et autorisé.

« Dans le temps où la ville d'Avignon et le comtat Venaissin étaient sous la domination temporelle du Pape, la cour de Rome y envoyait des légats ou vice-légats qui administraient les affaires civiles ou religieuses. Si l'on donnait à ces légats ou à ces vice-légats des pouvoirs relatifs aux affaires ecclésiastiques de France, on était obligé, conformément à l'article 12 des Libertés de l'Église gallicane, de présenter à la vérification des cours les bulles ou rescrits portant le mandat, et les légats ou vice-légats ne pouvaient exercer leurs facultés qu'après avoir prêté le serment de « n'entreprendre aucune chose sur la juridiction séculière, ni distraire les Français « de leurs tribunaux ordinaires, ou faire chose contre les libertés de l'Eglise nationale, édits, coutumes, statuts et priviléges du pays. »

« Certainement le pape ne peut donner à ses mandataires plus de pouvoir qu'il n'en a lui-même; or, quel est le pouvoir du pape en France ? Dans les affaires qui intéressent le corps général de l'Église, c'est-à-dire dans les affaires qui touchent à la doctrine et à l'exécution des saints décrets, il lui appartient sans doute de promulguer des décisions ou des instructions solennelles; mais ces décisions et ces instructions ne peuvent être publiées ni exécutées sans l'autorisation préalable de la puissance publique. Dans les affaires particulières, on distingue si ces affaires sont administratives ou contentieuses. Si elles sont administratives, les bulles ou rescrits qui interviennent pour les régler sont soumis à la vérification, comme toutes les bulles et brefs qui intéressent le corps général de l'Église; s'il s'agit d'affaires contentieuses, ou le pape est en droit d'en connaître en première instance, ou il n'en peut connaître qu'en cause d'appel. Dans les deux cas il est tenu, selon les articles 45 et 46 des libertés de l'Église gallicane, de déléguer en France et à des ecclésiastiques français le pouvoir de vider les causes qui sont en jugement (1). Le mandat de ces ecclésiastiques est dûment vérifié avant son exécution; aussi nous n'avons jamais reconnu l'autorité ni la juridiction des congrégations qui se tiennent en cour de Rome (2).

(1) Voyez encore Augeard, tome I, page 730, et Lebret., *Traité de la Souveraineté*, liv. I, chap. XII, p. 48.

(2) D'Aguesseau, tome II, p. 604.

(*) *Voyez* notre COURS DE DROIT CANON, au mot LÉGAT, tom. IV, pag. 287, 3e *édit.*

ARTICLE III.

Des décrets des synodes étrangers et des conciles généraux,

« On a toujours distingué les synodes ou conciles particuliers d'avec les conciles généraux. Les synodes ou conciles particuliers ne représentent qu'une portion de l'Eglise, ils sont plus ou moins nombreux. Quelquefois ils se composent de tous les archevêques et évêques qui vivent sous la même domination, et alors on les appelle *synodes* ou *conciles nationaux*. Quelquefois ils ne se composent que des évêques d'un arrondissement ecclésiastique, et alors on les appelle *synodes* ou *conciles provinciaux*.

« Les conciles généraux représentent le corps entier de l'Église universelle.

« La doctrine et la discipline sont les deux grands objets qui occupent les conciles, soit généraux, soit particuliers.

« La doctrine consiste en dogmes et en préceptes; la discipline roule sur des objets de police, et sur toutes les *pratiques* et *observances* qui ne sont point de nécessité de salut.

« Nous verrons, dans la discussion de l'article suivant, quel est le genre d'inspection qu'un souverain peut exercer sur les conciles provinciaux ou nationaux qui s'assemblent sur son territoire. Nous ne parlons ici que des synodes ou des conciles étrangers; les décisions et les règlements de ces conciles ne peuvent être publiés ni exécutés dans un État sans l'autorisation de la puissance publique; cela est fondé sur les raisons et les principes qui ont fait établir la nécessité de la vérification des bulles et rescrits venant de Rome.

« Les synodes ou conciles particuliers qui se tiennent en pays étranger peuvent manifester des opinions et des intérêts qui sont contraires aux intérêts et aux opinions des autres États ; car chaque gouvernement a son droit public, et chaque Eglise nationale a, pour tout ce qui n'est pas de foi, ses maximes et ses coutumes particulières. L'Eglise de France, par exemple, doit naturellement se montrer jalouse de conserver avec fidélité le précieux dépôt de ses libertés et de ses franchises (*).

« Quant aux matières de foi, les décisions des synodes ou conciles particuliers sont sans doute d'un grand poids ; mais elles ne lient le corps entier de l'Eglise qu'autant qu'elles ont été reçues dans toute la chrétienté. Chaque souverain, en qualité de protecteur, peut soumettre à l'examen des évêques de ses États ce qui a été décidé par un concile particulier assemblé dans un territoire étranger.

« Chaque souverain peut encore, comme magistrat politique, empêcher que des questions qui ont troublé des États voisins, et qui sont inconnues dans son empire, y deviennent des occasions de controverse et de trouble.

« Conséquemment il a toujours été utile, il a toujours été nécessaire de s'opposer à toute publication en France des synodes ou conciles particuliers étrangers, avant due vérification des décrets et des décisions de ces conciles.

« Les conciles généraux ne sont point exceptés de cette règle.

« Nous savons qu'il leur appartient de définir les vérités de foi et de terminer toutes les controverses dogmatiques. Nous savons que la puissance civile n'a point

(*) Ces prétendues libertés, que l'Église de France repousse, n'ont été pour elle que chaînes et servitudes. Elle serait heureuse de s'en affranchir.

à se mêler du dogme, qu'elle n'a point à prononcer sur la doctrine dont l'administration et le dépôt sont du ressort exclusif de l'autorité spirituelle, c'est-à-dire du ressort de l'Eglise, dont le tribunal est reconnu infaillible par tous les catholiques.

« Mais l'infaillibilité, que tous les catholiques reconnaissent dans les conciles généraux ou œcuméniques, n'est point une *infaillibilité absolue et générale sur toutes choses; il n'y a que l'infaillibilité de Dieu même qu'on doive concevoir dans cette étendue. En parlant de l'infaillibilité de l'Église, on ne peut entendre qu'une infaillibilité qui regarde simplement les vérités révélées et qui peuvent être connues de ceux que Dieu a établis pour les expliquer aux fidèles, et pour en faire le discernement d'avec celles qui ne sont pas révélées par l'Ecriture sainte et par la tradition* (1).

« Conséquemment, si des évêques, assemblés en conciles, se permettaient de transformer en point de doctrine religieuse des questions civiles ou politiques, ils outrepasseraient leurs pouvoirs; et leurs décisions, loin d'être des jugements infaillibles, ne seraient que des entreprises téméraires et condamnables.

« Or, les souverains ont certainement intérêt d'examiner, quand on leur propose de publier des décisions conciliaires dans leurs États, si ces décisions ne passent pas les bornes du pouvoir spirituel que l'Eglise a reçu de son divin fondateur. S'il en était autrement, on pourrait bouleverser les empires par des décisions que la religion n'avouerait pas, et qui seraient contraires à la morale des sociétés et à la sûreté des gouvernements. D'ailleurs, il a été reconnu dans tous les temps que l'Église doit compte aux souverains de ses décisions et de ses dogmes (*) ; elle ne peut leur cacher sa doctrine et ses mystères, lorsqu'ils veulent en être instruits, en vertu de leur droit d'inspection sur la police de leur empire, *quantum ad cognoscendum*.

« Saint Justin, dans son apologie, expose clairement aux empereurs Antonin et Marc-Aurèle les mystères redoutables qui étaient cachés avec soin aux catéchumènes, et qu'on ne leur dévoilait qu'à la veille de leur baptême. La synagogue remit sans répugnance à Ptolomée Philadelphe les livres de la religion, et c'est à cette déférence que nous devons la version des soixante-dix.

« L'intérêt de l'Église se joint à l'intérêt de l'État pour faire respecter la règle qui ne permet point la publication d'une décision doctrinale sans l'aveu de la puissance publique : car les peuples sont bien plus portés à croire ce qu'on leur enseigne, ils sont bien plus portés à se soumettre aux décisions qu'on leur présente, quand ces décisions sont à la fois proclamées et par les ministres de la religion et par les magistrats auxquels ils sont dans l'habitude d'obéir. Aussi nous voyons qu'Eusèbe de Césarée, voulant imprimer de la vénération dans l'esprit des fidèles de son diocèse pour la foi du concile de Nicée, leur mandait que la même foi qui était l'objet de ses prédications était celle qui avait été approuvée par l'empereur.

« Ce que nous disons relativement à la doctrine et aux dogmes est encore plus vrai quand il s'agit de la discipline.

« Il est incontestable que l'Église, dans ses assemblées, peut faire des règlements

(1) Rapport fait à l'assemblée générale du clergé de France, en 1682, par M. Gilbert de Choiseul du Plessis-Praslin, évêque de Tournay, Part. II.

(*) L'Église ne doit compte à personne, pas plus aux souverains qu'aux autres, de ses décisions et de ses dogmes. Les catholiques n'ont jamais reconnu une telle erreur : L'Église, toujours guidée par l'Esprit-Saint, est totalement indépendante de l'autorité séculière dans ses décisions et ses dogmes.

sur tout ce qui intéresse les objets que la discipline embrasse; mais il est également incontestable que ces objets, dont quelques-uns appartiennent à la temporalité, et dont la plupart peuvent être rangés dans la classe des matières mixtes, exigent le concours de la puissance publique. De là vient le principe de nos libertés que les conciles n'ont point force de loi en France, au moins quant à la discipline, qu'ils n'aient expressément été adoptés par le souverain (1).

« Les faits ont constamment appuyé ce principe.

« On n'a jamais reçu en France le second concile de Nicée dans ce qui est relatif aux images.

« Le huitième concile, tenu à Constantinople, fit quelques canons qui ne furent point reçus parmi nous, parce que les droits des souverains y étaient blessés.

« Une réclamation du roi, du 7 août 1441, ordonna que les décrets du concile de Bâle ne seraient réputés exécutoires que du jour de leur autorisation.

« La question de savoir si le concile de Trente serait publié en France fut agitée dans les divers états généraux tenus à Blois en 1576, 1588 et 1615. Les papes et les évêques avaient fait diverses sollicitations auprès du souverain pour l'engager à publier l'autorisation du concile. On convenait donc que le consentement du souverain était nécessaire, et qu'aucun décret du concile de Trente ne pouvait être exécuté sans son aveu. Personne n'ignore que nous n'admettons de ce concile que les canons qui ne sont pas contraires à nos lois, et qui ont été expressément consacrés par les ordonnances.

« Les conciles généraux sont des assemblées trop intéressantes, soit relativement au bien de l'Eglise, soit relativement à la tranquillité des Etats, pour que l'on ait négligé de s'occuper de la forme de ces assemblées.

« Sous ce nouveau rapport, il y a trois choses à considérer : la convocation des conciles, leur durée et leur séparation.

« Nous avons dit que les conciles généraux représentent l'Église universelle ; il faut donc que la convocation soit telle, qu'elle puisse assurer aux conciles convoqués ce caractère représentatif. Le pape est le chef de l'Église ; un concile général ne doit donc pas être assemblé sans son consentement (2), à moins que ce premier pontife ne veuille ou ne puisse se prêter au besoin de l'Église ; car, en cas de négligence, de mauvaise volonté ou d'impuissance de sa part, on peut assembler le concile sans le pape et malgré lui ; tout cela dépend des circonstances. Ainsi on a vu Constantin convoquer le grand concile de Nicée, premier concile universel, où cet empereur fit venir les évêques et les nourrit à ses frais, et où il assista en personne; et, dans un autre temps, on a vu Valentin Ier refuser de se rendre aux vœux de quelques évêques qui demandaient à s'assembler en concile, et leur répondre qu'il n'avait point à se mêler de ces choses.

(1) *Aussi l'Eglise gallicane n'a pas reçu indifféremment tous canons et épîtres décrétales, se tenant principalement à ce qui est contenu en l'ancienne collection appelée* Corpus canonum, *même pour le regard des épîtres décrétales, jusqu'au pape Grégoire II.* (Art. 41 des libertés de l'Église gallicane.)

Cet article a pour sommaire, que « les conciles généraux ne sont reçus ni publiés en France que par la permission et l'autorité du roi. »

(2) Par la règle ecclésiastique et par l'ancienne coutume de toutes les églises, les conciles généraux ne doivent assembler ni tenir sans le pape (*clave non errante*). (Art. 40 de nos libertés.)

« Il est certain qu'en leur qualité de protecteurs, les divers souverains catholiques peuvent provoquer la tenue des conciles généraux, et même s'accorder pour en faire la convocation si l'intérêt de l'Église l'exige, et si le pape a des intérêts contraires à celui de l'Église.

« Pour former un concile général, il est nécessaire que l'on réunisse des évêques de toute la chrétienté et que chaque Église nationale ait ses représentants; mais les évêques ne peuvent sortir de l'État (*) sans une permission expresse du souverain (1).

« L'intervention de chaque souverain est donc indispensable, si l'on veut que la convocation du concile soit complète.

« Le choix du temps et du lieu où le concile doit se tenir n'est pas indifférent à la paix des États; de là l'intervention des souverains dans ce choix a toujours été jugée nécessaire. Quand un concile est assemblé, il importe de savoir s'il est libre ou s'il est dominé par quelques factions ou par quelque impression de force et de contrainte; car il n'y a point de délibération proprement dite, s'il n'y a point de liberté.

« Les souverains ont encore intérêt à ce qu'on n'agite pas des questions étrangères au véritable bien de l'Église et capable d'aigrir les esprits sans les éclairer; ils ont intérêt à ce que les doutes et les controverses qui ont été l'objet de la convocation soient terminés par des décisions finales, et qu'on ne perde pas le temps, comme cela est si souvent arrivé, par des discussions sur le cérémonial, sur le rang des évêques qui assistent au concile, et sur l'ordre et la nature des matières à traiter. Tous ces objets déterminent les souverains à envoyer des ambassadeurs dans ces assemblées.

« Ce que nous avons déjà dit de Constantin, relativement au grand concile de Nicée, prouve même que les souverains ont souvent assisté personnellement aux assemblées conciliaires; ils y ont quelquefois discuté les matières qui y étaient agitées. Charlemagne discuta sur l'hérésie dont il s'agissait au concile de Francfort. Plus anciennement l'empereur Constance avait prononcé la condamnation de l'hérésie d'Arius, par l'avis de son conseil et de vingt évêques.

« L'histoire nous a transmis toute l'influence de l'empereur Théodose dans les conciles tenus de son temps. On connait encore tout ce que les ambassadeurs de France et de Vienne firent dans le concile de Trente pour empêcher les opinions ultramontaines de prévaloir.

« Quand un concile se prolonge trop, quand sa trop longue durée pourrait avoir des effets funestes dans la chrétienté, les souverains sont fondés à séparer l'assemblée et à mettre un terme aux délibérations. Léonas sépara le concile de Séleucie par l'ordre de l'empereur.

« Après la tenue d'un concile, on n'a donc qu'à vérifier, dans chaque État catholique, la forme dans laquelle il a été convoqué et celle dans laquelle ses délibérations ont été prises. Sinon comment distinguerait-on un vrai concile, une assemblée régulière et libre, d'avec une assemblée tumultueuse et suspecte ?

(1) Les prélats de l'Église gallicane, encore qu'ils soient mandés par le pape, pour quelque cause que ce soit, ne peuvent sortir hors du royaume sans le commandement ou licence et congé du roi. (Art. 13 de nos libertés.)

(*) On appelle cela une liberté ! Les évêques peuvent et doivent aller partout où l'intérêt de la religion les appelle.

« La forme et le fond sont donc également les objets naturels et nécessaires d'une vérification préalable à toute publication et à toute exécution des conciles (1).

ARTICLE IV.

Des conciles métropolitains ou nationaux, et des diverses assemblées ecclésiastiques (*).

« On distingue dans cet article les conciles métropolitains et nationaux et les synodes diocésains d'avec les simples assemblées délibérantes, parce que de simples assemblées d'évêques ou d'ecclésiastiques ne sont ni des conciles ni des synodes

« Sous l'ancien régime, l'assemblée du clergé de France, qui était convoquée tous les cinq ans avec la permission du roi, n'avait jamais été placée dans le rang des synodes ou des conciles. D'Héricourt a bien prétendu *que cette assemblée était une espèce de concile de toute nation ;* mais cet auteur s'est égaré par inattention, ou il a parlé par complaisance.

« M. l'abbé Fleury, plus instruit que lui de notre droit public et des affaires ecclésiastiques, reconnaît *que les assemblées du clergé de France n'étaient pas des conciles, étant convoquées principalement pour les affaires temporelles et par députés seulement, comme les assemblées d'Etats.*

« Il est impossible de disputer sérieusement pour savoir si les assemblées périodiques du Clergé de France, qui n'étaient que les assemblées des députés des bureaux de décimes, dont l'un était appelé *bureau du Contrat*, et l'autre *bureau des Comptes*, étaient des conciles, ou si ces assemblées pouvaient avoir un rang dans la hiérarchie sans être conciliaires.

« Le mot *hiérarchie* indique une distribution de pouvoirs inégaux dont les uns sont subordonnés aux autres ; l'assemblée des Décimes n'avait ni inférieurs ni supérieurs dans la hiérarchie ; elle n'était donc point hiérarchique.

« La canonicité d'une assemblée est marquée par l'objet de la convocation, qui doit être pour le bien spirituel de l'Eglise ; par la forme de cette convocation, qui doit être faite selon les lois de la discipline ; par la constitution de cette assemblée ou synode, qui doit réunir tous les membres nécessaires, sous l'autorité du supérieur légitime ou des supérieurs, qui rassemblent leur concile pour délibérer en plus grand nombre. Aucun de ces caractères ne convenait aux assemblées du Clergé de France, qui n'étaient convoquées que pour un objet temporel, qui l'étaient dans des formes autres que celles consacrées à la convocation des conciles ou des synodes, et qui avaient une constitution toute particulière.

« Les Evêques sont partout juges de la foi ; mais il ne faudrait point conclure de là qu'il y a un concile partout où il y a une assemblée d'Evêques.

« Sans doute les Evêques portent en tous lieux leur caractère, auquel est attachée l'autorité judiciaire dans les matières spirituelles ; mais la discipline règle l'exercice de cette autorité ; ils prononcent comme juges dans leur diocèse ; ils ne mettent point alors la faux dans la moisson d'autrui ; ils exercent l'autorité collective en corps hiérarchique d'Evêques dans les tribunaux de l'Eglise, qui sont les conciles

« Les Evêques d'une province ou d'un arrondissement ecclésiastique font un corps sous le métropolitain. Un évêque étranger invité dans le concile de la province s'y

(1) Arrêt du Conseil d'État du roi, du 24 mai 1766.

(*) *Voyez* ci-après le mot CONCILE.

asseoit avec les autres Pères; il prononce comme eux et avec une égale autorité; son caractère le suit dans le tribunal, et il devient membre par adoption, et il est jugé par lui-même.

« Des Evêques particuliers qui se donnent un rendez-vous commun pour conférer ou écrire sur une matière ne font point un corps d'Evêques; l'institution des tribunaux et la formation des corps est de droit public dans toute société, et ne peut dépendre de la volonté des particuliers ou du hasard.

« Les conciles assemblés dans l'unité et sous l'autorité d'un supérieur sont les vrais tribunaux de l'Eglise, où tout doit se faire par conseil.

« Le concile diocésain, qui est le premier degré, s'appelle spécialement synode, du nom commun à tous les conciles. Il est composé de l'assemblée de tout le clergé d'un diocèse, sous l'autorité de l'Evêque. Ce synode ne changerait point de nature quand d'autres Evêques voisins y assisteraient; son autorité ne s'étendrait point au-delà du diocèse, ni hors de la sphère des affaires qu'on a coutume d'y traiter.

« Le concile provincial ou métropolitain est le premier des tribunaux solennels qu'on nomme proprement conciles; il reçoit des appels et il y est sujet; il tient un rang mitoyen dans la hiérarchie.

« Suivant les canons apostoliques (1), les Evêques ne doivent rien faire sans l'assistance de leur métropolitain, si ce n'est dans le régime particulier de leur diocèse. Le vingtième canon du concile d'Antioche, qui a été reçu dans toute l'Eglise, défend aux Evêques de s'assembler en concile de leur propre autorité; il veut que le métropolitain les convoque (2).

« Le concile de Nicée parle également des conciles provinciaux ou métropolitains. Celui d'Antioche veut que dans les causes qui n'auront pu être terminées par le concile de la province, le métropolitain appelle les Evêques voisins; l'usage avait été, dès les premiers temps, que les métropolitains et les Evêques du voisinage s'assemblassent avec ceux de la province où s'était allumé le feu d'une grande division.

« Les *patriarcats* se formèrent bientôt, et successivement les *exarcats* et les *primaties*. Au-dessus du concile métropolitain était celui du Patriarche, de l'Exarque ou Primat; mais il ne reste plus que l'ombre des prérogatives de ces grands siéges. Le Primat de Lyon, qui recevait des appels, n'était point en usage de convoquer le concile primatial.

« Le concile national ou semi-national est composé des conciles de toutes les provinces ou de plusieurs provinces, dont les métropolitains se réunissent. Son autorité est plus étendue, puisque ses décrets doivent être exécutés dans toutes les provinces dont les Pasteurs se rassemblent. Elle est plus respectable par le nombre des Pères; mais elle n'est point supérieure par droit de ressort, à moins que le hiérarque supérieur n'assiste par lui-même ou par ses légats, ou que les premiers juges qui ont prononcé dans le concile provincial ne consentent à la révision, ou que le Souverain n'ait renvoyé au concile plus nombreux, après avoir reçu le recours, comme on le pratiquait autrefois communément.

« Les anciennes assemblées du Clergé de France, dont le Primat était exclu par la coutume, qui n'étaient présidées par le métropolitain que par accident, où le métropolitain n'assistait que rarement et jamais avec tous les Evêques de la province,

(1) Canon 35.

(2) Nec ullis liceat synodos per se facere sine iis quibus creditæ sunt metropoles.

où la plupart des métropolitains des autres provinces n'avaient point de séances, et où les Pasteurs des églises non sujettes à certaines contributions n'avaient point d'entrée, n'avaient rien de commun avec les synodes ou conciles dont nous venons de parler.

« On avait voulu comparer ces assemblées aux conciles qui se formaient quelquefois fortuitement à l'occasion du sacre d'un Evêque, ou de la dédicace d'une église; usage que la difficulté de s'assembler occasionna dans les premiers siècles, dont il y a quelques exemples dans des temps postérieurs, mais voisins, et qui a cessé depuis longtemps, la discipline ayant des règles plus fixes pour la convocation des conciles.

« Mais un petit nombre d'actes légitimés par l'autorité ou par la ratification de l'Eglise ne fait pas loi; et d'ailleurs les règles de la hiérarchie n'étaient point méconnues dans les conciles fortuits; on se dispensait de la forme solennelle de la convocation, mais l'ordre canonique était gardé pour le fond des choses. Le métropolitain, trouvant ses coprovinciaux réunis, les assemblait en concile, et donnait séance aux Evêques étrangers qui étaient invités à la cérémonie.

« Les Evêques ne s'assemblaient point par eux-mêmes pour former un synode acéphale (1).

« Les assemblées du Clergé, depuis le contrat de Poissy, avaient eu de grandes prétentions et des moyens différents pour les réaliser; elles s'étaient mêlées de beaucoup d'affaires, et quelquefois plus qu'il ne fallait.

« Elles s'étaient souvent prévalues de leurs avantages; elles avaient pris des titres, qui ne leur appartenaient point; il y en a eu à plusieurs époques, dont une suffira.

« L'assemblée de 1615, dont les membres, se disant *représentants du Clergé de France, déclarèrent qu'après une délibération, ils se reconnaissaient obligés, par leur devoir et conscience, à recevoir, comme de fait ils ont reçu et reçoivent ledit concile, et promettent de l'observer.*

« En conséquence de ces actes, cette dernière assemblée fit imprimer des remontrances que le Chatelet supprima à titre de *libelles*, avec défense à tous ecclésiastiques de tenir le concile pour reçu.

« Nous ne discuterons point les actes des assemblées du Clergé de France depuis les deux derniers siècles qui ont précédé la révolution; nous observerons seulement, avec le père Thomassin (2), qu'elles ne s'attribuaient point à elles-mêmes l'autorité des conciles; *qu'elles ne faisaient point de commandement aux Evêques, n'usant à leur égard que de prières; qu'elles ne fulminaient jamais de censures; qu'en un mot, elles n'exerçaient point la juridiction canonique.*

« Vainement objecterait-on que les assemblées du Clergé étaient souvent permises par contrat pour traiter les affaires spirituelles et temporelles; cela doit s'entendre dans le même sens que la lettre des Evêques assemblés en 1631, dans laquelle les agents généraux du Clergé sont appelés *nos agents pour nos affaires ecclésiastiques* (3).

« Le clergé était autrefois le premier ordre de l'Etat; il possédait de grands biens, il jouissait de grands priviléges; tout cela était indépendant de l'autorité qu'il exerçait dans l'Eglise pour l'intérêt de la religion; il avait donc un double patrimoine. Considéré comme premier ordre de l'Etat, il avait ses affaires temporelles pour les fiefs, les amortissements, les décimes, etc.; comme administrateur des choses

(1) Nec ullis liceat synodos facere per se.
(2) Discipl. Ecclés., tom. II, part. II, liv. III, chap. XXXVI, n° 3, p. 1606.
(3) Ecclesiasticarum rerum nostrarum agentes.

appartenant à la religion et au culte, il avait ses affaires ecclésiastiques, qu'on nommait spirituelles, pour la juridiction, pour les droits respectifs du sacerdoce et de l'empire, pour maintenir les immunités des clercs, pour empêcher l'abus des exemptions accordées par le Pape, pour conserver les priviléges accordés par les princes de l'Eglise, et pour une multitude d'objets semblables.

« C'est d'après cette distinction qu'il était dit que l'assemblée, et, à son défaut les agents du Clergé, veillaient sur les biens temporels et sur les droits spirituels pour les défendre, et pour faire les poursuites nécessaires auprès du Souverain ou dans les tribunaux.

« Toutes les matières que nous venons de parcourir n'avaient rien de commun avec les questions sur les dogmes et sur les décrets de l'Eglise, adressées à tous les fidèles. Ces questions vraiment spirituelles, dans le sens absolu de ce mot, n'étaient point les affaires propres du Clergé ; car elles sont, par leur nature, les affaires de l'Eglise et de l'Etat, les affaires du monde chrétien.

« La lettre par laquelle on convoquait les assemblées du Clergé ne permettait pas de se méprendre sur l'objet de ces assemblées; le clergé était convoqué comme ordre de l'Etat, pour délibérer sur ses propres affaires, sous la protection du Roi, et non comme corps d'Évêques, pour juger les questions de dogmes, et faire des canons de discipline. L'assemblée exerçait une sorte de direction économique pour le bon gouvernement de cet ordre : elle invitait les Evêques à se conformer à ses délibérations, et l'esprit de corps en faisait la principale autorité ; elle n'ordonnait rien aux ecclésiastiques et aux séculiers considérés comme fidèles.

« Le célèbre Père Thomassin (1) paraît n'avoir pas assez pesé toutes ces difficultés lorsqu'il pense qu'on eût pu donner la forme conciliaire aux anciennes assemblées du Clergé de France ; mais il convient du moins qu'il eût fallu changer l'objet de la convocation. *Il eût fallu,* dit-il, *que l'objet temporel n'eût été qu'un accessoire, et que le concile eût été assemblé pour la réformation de la discipline : car quelle juridiction eût pu exercer, quelle censure eût pu fulminer une assemblée qui n'avait d'autre but que de faire quelques dons au prince?*

« Nous ajoutons, ce que le Père Thomassin a omis de dire, qu'il eût fallu encore qu'un canon formel, comme celui du troisième concile de Carthage, eût réglé l'assistance au concile par députés ; que les procurations de ces députés fussent faites suivant les lois de l'Eglise, et dans l'objet spécial de représenter les églises au concile convoqué.

« Ne poussons pas plus loin ces réflexions. Il nous suffit de savoir que le savant auteur que nous citons avoue que l'objet de donner des décimes et autres dons gratuits n'était point un sujet proportionné à l'état et à la majesté d'un concile ; et nous pouvons observer, d'autre part, qu'il eût été dangereux de reconnaître l'autorité conciliaire dans une assemblée que le besoin des finances forçait de convoquer, et qui pouvait acheter des complaisances nuisibles à l'ordre public.

« Les précautions prises en 1682 pour rendre l'assemblée plus complète et plus solennelle, et pour lui donner un certain caractère de représentation et une forme plus régulière, indiquent assez que toutes les autres assemblées restaient dans les termes et dans l'état de simples assemblées économiques du Clergé, principalement occupées des décimes ; si elles sont sorties quelquefois de la sphère des objets de leur convocation, c'est par l'autorisation du Souverain, qui leur donnait un nouvel

(1) Discipl. ecclés., tom. II, part II, liv. III, chap. XLVI, nº 4.

être, et qui les rendait semblables à ces assemblées d'Evêques trouvés casuellement dans la capitale, que le Roi trouvait bon de consulter sans leur attribuer aucune juridiction proprement dite ; ce n'étaient pas là des conciles fortuits : c'étaient des assemblées fortuites d'Evêques autorisés à se réunir sans faire corps.

« Il n'eut pas été plus raisonnable de donner le nom de conciles fortuits à la réunion des Prélats députés aux anciennes assemblées du Clergé, lorsque ces assemblées du Clergé délibéraient, avec la permission du Roi, sur des objets étrangers à leur convocation.

« On a vu plusieurs fois les assemblées du Clergé, et surtout dans les derniers temps, exclure les députés du second ordre pour censurer les livres dangereux: preuve évidente que ce n'était plus la même assemblée qui délibérait alors; et il est bon de remarquer que, même avec cette précaution, les assemblées du Clergé ne croyaient pouvoir faire et publier leurs censures que sous la forme d'une simple déclaration doctrinale. La célèbre assemblée de 1700 n'excéda point ces bornes quoique présidée par le métropolitain.

En 1631, les erreurs de Robert Knox et de Jean Floyd furent condamnées vaguement par trente-quatre Evêques trouvés fortuitement a Paris, et avec plus de détail par la Faculté de théologie. L'Archevêque de Paris prononça séparément et seul en juge hiérarchique ; il défendit, sous peine d'excommunication, de lire et garder les livres.

« En 1700, deux propositions, extraites des requêtes du chapitre de Chartres, furent condamnées par déclaration doctrinale de l'Assemblée; l'Archevêque de Paris prononça seul en forme juridique (1).

« Dans la censure doctrinale contre les mendiants d'Angers, l'assemblée de 1655 n'ordonna ni ne défendit rien aux fidèles; elle se contenta de les avertir de se garder d'un enseignement dangereux, pour ne point entrer dans les voies de Cain (2). C'était la charité épiscopale qui parlait, et non l'autorité hérarchique et synodale.

« Il résulte de ce que nous venons d'établir, que toute assemblée d'Évêques ne saurait être un concile ou un synode; nous avons fixé les caractères auxquels on peut reconnaître une assemblée vraiment conciliaire ou synodale; nous avons prouvé que ces caractères ne se rencontraient point dans nos anciennes assemblées du Clergé de France, et nous avons présenté cet objet avec quelques développements, parce qu'il est lié à l'histoire de notre droit public ecclésiastique français. Quoique ces assemblées n'existent plus, il n'est pas inutile de connaître quelle en était la nature ; elles ne pouvaient être convoquées qu'avec la permission du Souverain (3) La même permission est nécessaire pour la convocation des conciles et des synodes car c'est un principe de droit public qu'aucune assemblée quelconque ne peut avoir lieu si la convocation n'en est pas autorisée par la puissance publique. M. d'Aguesseau répute illicite toute assemblée faite sans la permission du magistrat politique (4). Or, si toute assemblée d'Evêques n'est point un concile ou un synode, il est au moins vrai de dire que tout synode ou tout concile est une assemblée ; conséquemment tout synode, tout concile a besoin, pour exister régulièrement, de la permission du Souverain.

(1) Mém. du Clergé, tome I, page 710.

(2) Mém. du Clergé, tome I, page 659.

(3) Arrêt du conseil d'Etat du 10 novembre 1640, qui défend au Clergé de faire aucune assemblée générale ou particulière sans la permission du Roi.

(4) D'Aguesseau, tome XIX, page 198.

« Aussi, c'est un article formel de nos libertés (1) *que les rois de France ont droit d'assembler Conciles dans leurs Etats;* et, par une disposition expresse du Concordat, le Pape Pie VII reconnaît dans le Gouvernement actuel de la France tous les droits et toutes les prérogatives dont jouissaient les anciens rois du pays.

« Non seulement, d'après cet article de nos libertés, la permission du magistrat politique est nécessaire pour la convocation des conciles et synodes, mais même ce magistrat peut provoquer et exiger cette convocation quand il croit que l'intérêt de l'Église et de l'Etat le demande (2).

« En 1511, on tint le premier concile d'Orléans, et ce concile fut convoqué de l'exprès commandement du Roi. Le Roi envoya même aux Evêques les matières qui devaient être l'objet de leurs délibérations.

« Le second concile d'Orléans fut convoqué au nom des quatre enfants de Clovis; et le premier concile de Toul fut assemblé par l'ordre de Théodebat, son petit-fils, roi d'Austrasie.

« Childebert assembla le cinquième concile d'Orléans; Gontrand, second fils de Clotaire, avait convoqué plusieurs conciles, l'un à Lyon, deux à Embrun et à Gap, et un autre à Valence.

« Le concile de Paris, qui fut tenu en l'an 570, et dans lequel on jugea le célèbre procès de Prétextat, Evêque de Rouen, fut convoqué par Chilpéric, fils de Clotaire.

« Clotaire II convoqua le cinquième concile de Paris, en l'an 615.

« Pépin le Bref ne laissa pas passer une seule année de son règne sans assembler un Parlement ou un concile dans son palais.

« Nous connaissons cinq conciles tenus dans la même année par le commandement de Charlemagne.

« Les conciles les plus remarquables tenus pendant le règne de ce prince sont les conciles d'Aix-la-Chapelle, en 789, de Francfort, en 794, d'Arles et de Mayence, en 813.

« Louis le Débonnaire convoqua deux conciles importants à Aix-la-Chapelle, dans lesquels on traita de la réformation de toute la discipline ecclésiastique; en l'année 828, il fit un édit par lequel il enjoignit aux Prélats de son royaume de tenir en même temps quatre conciles, en quatre différentes parties de l'Empire; et nous voyons, par la circulaire écrite à ces Prélats, qu'il leur prescrivait les lieux de leurs assemblées, les personnes qui devaient s'y trouver, et les points qu'il voulait que l'on traitât.

« Charles le Chauve convoqua entre autres conciles celui de Pont-Joint.

« Arnulphe, Evêque de Reims, fut dégradé dans un concile dont la convocation avait été ordonnée par Hugues-Capet.

« Nous finissons cette énumération: elle est plus que suffisante pour constater le droit du magistrat politique dans la convocation des conciles.

« Il est prouvé par tous les monuments que nos anciens rois avaient souvent assisté en personne aux conciles qu'ils avaient convoqués, qu'ils avaient réglé l'ordre de ces assemblées, et qu'ils s'y rendaient les arbitres des différends survenus entre les Evêques.

Quand nos souverains n'assistaient point en personne aux assemblées conciliaires»

(1) Art. 10.

(2) Histoire ecclés. du P. Alexandre, tome V, page 198. Voyez encore les Mém. de Cappel, et le Traité de la police royale, par M. Duhamel.

ils y envoyaient des commissaires ; c'est ce qui a fait dire à M. d'Aguesseau *que le roi peut, quand il le juge à propos, envoyer des commissaires pour assister en son nom à des assemblées ecclésiastiques* (1).

« Les conciles provinciaux et nationaux peuvent être assemblés sans que le pape ait le droit de s'y opposer. De pareils conciles ont même souvent été assemblés pour repousser les entreprises des papes. Ainsi, il y eut un concile assemblé à Tours sous Louis XII, pour décider les points importants qui étaient controversés entre ce prince et le pape Jules II.

« Lors même qu'un concile provincial ou national a été convoqué avec la permission ou même par le commandement du souverain, les décrets et les canons de ce concile ne peuvent être exécutés qu'après due vérification.

« Clotaire II ne reçut le cinquième concile de Paris, tenu l'an 615, et dont nous avons déjà parlé, qu'en y modifiant beaucoup de choses et en changeant même plusieurs de ses dispositions. Charles le Chauve n'accepta, en 847, le concile de Meaux, tenu deux ans auparavant, qu'après y avoir mis tant de restrictions que, de quatre-vingts canons, il n'y en eut que dix-neuf d'autorisés.

« Nous trouvons dans les preuves des libertés de l'Eglise gallicane (2) un extrait des registres du parlement de Bretagne, où l'on rappelle une requête du procureur général, tendante à ce que *les statuts et ordonnances synodales faites dans les différents diocèses du ressort de ce parlement, lui fussent remises dans trois jours, pour sur iceux, requérir ce que de raison : ce qui lui fut accordé par arrêt de ladite cour.*

« Les registres de toutes les anciennes cours nous offrent une foule d'exemples pareils.

« De nos jours, M. l'archevêque de Toulouse assembla un synode qui a eu de la célébrité par l'importance des matières qui y furent traitées ; car c'est dans ce synode, tenu en 1782, que l'on délibéra de demander que l'inhumation des morts ne fût plus permise dans les églises ; nous voyons que M. l'archevêque obtint des lettres patentes pour la convocation, et qu'il en obtint ensuite de nouvelles portant autorisation des délibérations et des ordonnances synodales qui avaient été arrêtées dans l'assemblée.

« Les droits de souveraineté n'ont donc été méconnus dans aucun siècle (*)

ARTICLE V.

Dans quel sens doit-on entendre que les fonctions ecclésiastiques sont gratuites ?

« Il est dit dans cet article que toutes les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations qui seront autorisées et fixées par les règlements.

« Les choses saintes ne sont point dans le commerce de la vie, elles sont un présent du ciel ; on doit les distribuer comme on les a reçues Ce serait les profaner que d'y attacher un prix comme on pourrait le faire des objets qui sont la matière des conventions humaines.

(1) D'Aguesseau, tome IX.

(2) Tome 1er, page 87, ch. VI, nº 16.

(*) Les principes que vient d'établir Portalis tendent à asservir l'Eglise à l'Etat. On commence heureusement à voir tout ce qu'ils renferment d'odieux et de tyrannique. *Voyez* ce que nous disons ci-après sous le mot CONCILE.

« Mais les ministres du culte ne sont pas exempts des besoins qui assiégent les autres hommes; ils doivent trouver leur subsistance, et c'est la loi naturelle elle-même qui la réclame pour eux.

« Dans la primitive Eglise, il était pourvu à la subsistance et à l'entretien des ministres du culte par les oblations libres des chrétiens. Dans la suite, les églises furent dotées par les fondateurs; les biens ecclésiastiques ont disparu : il faut pourtant que les ministres de la religion reçoivent de la piété du gouvernement et de celle des fidèles le nécessaire qui leur manque.

« Dans les premiers âges du christianisme, le désintéressement des ministres ne pouvait être soupçonné, et la ferveur des chrétiens était grande; on ne pouvait craindre que les ministres exigeassent trop, ou que les chrétiens donnassent trop peu; on pouvait s'en rapporter avec confiance aux vertus de tous. L'affaiblissement de la piété et le relâchement de la discipline donnèrent lieu à des taxations, autrefois inusitées, et changèrent les rétributions volontaires en contributions forcées.

« C'est de ces contributions que l'article entend parler, sous le nom d'*oblations autorisées et fixées par les règlements.*

« De telles oblations sont un secours pour la personne, sans être le prix de la chose. Elles représentent la subsistance des ministres qui distribuent la doctrine et les sacrements; mais elles n'ont rien de commun avec la valeur inappréciable que l'on doit attacher aux sacrements et à la doctrine.

« De là, l'abbé Fleury observe que les oblations ou contributions dont nous parlons ne représentent rien qui ne soit légitime, pourvu que l'intention des ministres qui les reçoivent soit pure, et qu'ils ne les regardent pas comme un moyen de subvenir à leurs nécessités temporelles.

ARTICLE VI.

Du recours au conseil d'État dans le cas d'abus de la part des supérieurs ou personnes ecclésiastiques.

« Tout gouvernement exerce deux sortes de pouvoir en matière religieuse : celui qui compète essentiellement au magistrat politique en tout ce qui intéresse la société, et celui de protecteur de la religion elle-même.

« Par le premier de ces pouvoirs, le gouvernement est en droit de réprimer toute entreprise sur la temporalité, et d'empêcher que, sous des prétextes religieux, on ne puisse troubler la police et la tranquillité de l'Etat; par le second, il est chargé de faire jouir les citoyens des biens spirituels qui leur sont garantis par la loi portant autorisation du culte qu'ils professent.

« De là, chez toutes les nations policées (1), les gouvernements se sont conservés dans la possession constante de veiller sur l'administration des cultes, et d'accueillir, sous des dénominations et sous des formes qui ont varié selon les lieux et les temps, le recours exercé par les personnes intéressées contre les abus des ministres de la religion, et qui se rapportent aux deux espèces de pouvoir dont nous venons de parler. Sous l'ancien régime, ce recours était connu sous le nom d'appel comme

(1) On peut voir, à ce sujet, le traité de Salgado, Espagnol : *De règia protectione vi oppressorum appellantium a causis et judicibus ecclesiasticis*, et celui de Van-Espen : *De reversu ad principem.*

d'abus ; il était porté aux grandes chambres des anciens parlements; la connaissance en est aujourd'hui attribuée au conseil d'Etat.

« L'appel comme d'abus ou le recours aux souverains, en matière ecclésiastique, se trouve consacré par toutes les ordonnances et par les plus anciens monuments, on en trouve des traces dans le sixième canon du concile de Francfort, tenu en 794. Dans tous les âges, on trouve des preuves qui constatent l'exercice de ce recours. Ces preuves sont rapportées par Dupuy et Durand de Maillanne, sur l'article 79 des libertés de l'Eglise gallicane.

« On a demandé plusieurs fois s'il n'eût pas été possible de préciser les faits qui peuvent donner lieu au recours dont il s'agit ; on a observé que des dispositions vagues sur les cas d'abus sont trop favorables aux plaintes capricieuses des inférieurs, et aux entreprises de ceux qui prononcent sur ces plaintes. Le clergé a réclamé, dans plusieurs occasions, contre l'extension illimitée que l'on pouvait donner aux cas d'abus : car les moyens d'abus n'étaient pas plus fixés sous l'ancien régime que ne le sont, sous le nouveau, les moyens de recours.

« Ici nous croyons nécessaire d'entrer dans quelques détails sur l'historique de la jurisprudence, et sur les raisons supérieures d'ordre public qui se sont constamment opposées à la fixation précise des cas dans lesquels le recours au souverain peut être interjeté et reçu.

« Le clergé avait demandé cette fixation précise par l'article 16 de ses remontrances de 1605. Il avait exposé d'une manière plus ou moins exagérée les désordres qu'il attribuait aux appellations comme d'abus; et il avait prié le roi de choisir dans son conseil et dans les cours souveraines des personnes instruites pour conférer avec les évêques et les autres députés du clergé sur cette importante matière, et de déterminer, d'une manière non équivoque, les appellations.

« Le roi ne décida rien sur cette demande ; et dans un édit qui fut promulgué à cette époque, il ne pensa pas même à établir la commission qu'on lui demandait.

« Il y a plus : *le roi, pressé par le clergé, répondit ensuite aux remontrances, et sa réponse fut absolument négative; il dit en propres termes que les appellations comme d'abus ont toujours été reçues quand il y a contravention aux saints décrets, conciles, constitutions canoniques, ou quand il y a entreprise sur l'autorité de Sa Majesté, sur les lois du royaume, droits, libertés de l'Église gallicane, ordonnances et arrêts des parlements donnés en conséquence d'icelles ; il ajoute qu'il n'était pas possible de régler et de définir plus particulièrement ce qui provient de causes si générales.*

« On n'ignore point ce qui s'est passé lors de la rédaction de l'ordonnance civile de 1657. Les magistrats députés pour l'examen de cette ordonnance discutèrent si le déni de justice, de la part d'un supérieur ecclésiastique, était un cas d'abus.

« M. le premier président *observa qu'il était dans la nature des choses que le déni de justice dégénérât en abus ; qu'on n'avait pas besoin de le déclarer, et qu'il fallait bien prendre garde de ne rien mettre dans les articles proposés qui pût préjudicier aux appellations comme d'abus.*

« M. Pussort répondit que les ecclésiastiques prétendaient que les moyens d'abus étaient limités aux contraventions faites aux ordonnances du royaume, aux arrêts des compagnies souveraines, et aux immunités de l'Eglise gallicane; mais que, jusqu'ici, il n'avait point ouï dire que le déni de justice fût un moyen d'abus, et que, si cela était, il le faudrait comprendre dans les cas d'abus lorsque l'on travaillerait à cette matière.

« M. le premier président demanda si l'on prétendait régler tous les cas d'abus par quelque ordonnance ?

« M. Pussort ayant répondu que c'était l'intention, lorsque l'on travaillerait aux matières ecclésiastiques,

« M. le premier président dit que l'on voulait donc restreindre l'autorité du roi, et lui donner de nouvelles bornes; qu'il n'y avait rien de plus contraire aux lois du royaume que de limiter les appellations comme d'abus à certains cas ; que les ecclésiastiques l'avaient souvent demandé, mais qu'on leur avait toujours répondu qu'on ne pouvait point définir autrement ces matières, sinon que tout ce qui était contraire aux libertés de l'Eglise gallicane, aux saints canons reçus en France, aux lois du royaume et à l'autorité du roi, était moyen d'abus, que ces règles générales comprenaient tout; mais que si on venait à descendre au détail, on ferait chose contraire au sentiment de tous les grands personnages qui en ont traité; et qu'en spécifiant certains cas, on donnerait occasion aux ecclésiastiques de soutenir que l'on n'y aurait pas compris une infinité de cas qui naissent tous les jours, et qui exigent absolument que l'on y interpose l'autorité royale ; que ces grandes maximes étaient principalement confiées aux parlements, qui s'en étaient toujours acquittés depuis plusieurs siècles avec tant de fidélité, de vigilance et de capacité, qu'on pouvait bien s'en rapporter à leurs soins, en laissant les choses en l'état auquel elles sont.

« M. le chancelier observa qu'il se souvenait que les assemblées du Clergé avaient demandé qu'on définît les cas d'appellation comme d'abus; mais qu'on s'y était toujours opposé par les raisons qui venaient d'être expliquées. »

« Aussi jamais aucune loi n'a entrepris de régler des objets qu'il serait trop dangereux de fixer par des définitions précises. On s'était contenté d'indiquer les sources principales et générales de l'abus, et, pour les détails et les cas particuliers, on s'en est entièrement rapporté à la prudence des cours et à la religion des magistrats. Nous en avons une preuve évidente dans l'article 35 de l'édit de 1695, qui fixe le dernier état de notre législation sur cette matière.

« Nos cours, porte cet article, ne pourront connaître ni recevoir d'autres appellations des ordonnances et jugements des juges de l'Eglise, que celles qui seront qualifiées *comme d'abus*. Enjoignons à nosdites Cours d'en examiner, le plus exactement qui leur sera possible, les moyens, avant de les recevoir, et procéder à leur jugement avec telle diligence et circonspection que l'ordre et la discipline ecclésiastique n'en puissent être altérés ni retardés et qu'au contraire elles ne servent qu'à les maintenir dans leur pureté, suivant les saints décrets, et à conserver l'autorité légitime et nécessaire des Prélats et autres supérieurs ecclésiastiques. »

« Par cet article, il est visible que le législateur a été bien éloigné de fixer les cas d'abus; il a borné toute sa sollicitude à recommander aux Cours, lorsqu'elles procèderont aux jugements *des appellations comme d'abus, d'en examiner le plus exactement qu'il leur sera possible, les moyens, et de les peser avec telle circonspection que l'ordre et la discipline ecclésiastique n'en puissent être altérés.*

« Jousse, dans son *Commentaire sur l'édit de* 1695, et dans ses notes sur l'article que nous venons de rapporter, remarque que les principales sources de l'abus sont : 1° l'attentat contre les saints décrets et canons reçus dans le royaume ; 2° la contravention aux droits, franchises, libertés et priviléges de l'Eglise gallicane ; 3° la transgression des concordats, ordonnances, édits et déclarations du roi; 4° l'entreprise des juges d'église sur la juridiction temporelle: mais il ajoute très-judi-

« cieusement qu'il serait difficile de faire l'énumération de tous les cas qui peuvent « donner lieu à l'appel comme d'abus. »

« Plus anciennement, Fevret, dans son *Traité de l'abus*, avait observé que, sur « cette matière, il était absolument nécessaire de se réduire à certaines maximes éta- « blies, et approuvées, tant par les lois et ordonnances du royaume, préjugés des « Cours de Parlement, que par un long et constant usage, et qu'il serait impossible « de coter et désigner tous les cas particuliers d'abus. A la faveur des maximes con- « nues, dit le même auteur, par la propre expérience aux affaires ou par la lec- « ture des livres, chacun pourra noter beaucoup de particularités, classer les cas « singuliers qui pourront se présenter, les ajouter à la règle, et juger facilement « ce qu'ils contiendront d'abusif. »

« Le système que tous les cas d'abus ou de recours auraient pu être déterminés par des dispositions précises, est donc un système dangereux, contraire à la doctrine de tous les jurisconsultes, à la jurisprudence de tous les siècles, au vœu de toutes les lois, à l'autorité des magistrats politiques et au droit public des nations: car ce que la politique a commandé dans tous les temps, pour ne pas borner l'autorité des rois en matière ecclésiastique, elle l'a commandé partout pour ne pas borner l'autorité de quelque gouvernement que ce soit, monarchique ou républicain.

« En ne définissant pas les moyens de recours, et en indiquant seulement les sources principales et générales de ce moyen, on n'a donc fait, dans les *articles organiques* du Concordat, que se conformer aux plus sages et aux plus anciennes maximes; l'idée de régler tous les cas d'abus compromettrait les droits de la puissance publique, qui n'a ni le pouvoir ni la volonté de se nuire; dans les cas non prévus, elle compromettrait la sûreté des citoyens et les libertés mêmes de la nation.

« D'après ce qui vient d'être établi, on doit s'apercevoir que le principe duquel on est parti pour refuser de définir, par des règlements ou des lois, les cas d'abus, n'est pas simplement un principe de jurisprudence, mais une loi d'Etat, une loi fondamentale, une loi qui doit être regardée comme la plus puissante barrière que l'on puisse opposer aux excès et aux entreprises des ecclésiastiques.

« S'il n'y avait que des pasteurs sages et modérés, on pourrait trouver dans les lumières de ces pasteurs une garantie suffisante contre toute espèce de troubles, d'entreprises et de vexations. Mais ce n'est pas avec des probabilités et des présomptions que les gouvernements marchent et se maintiennent; ils ne peuvent jamais se reposer sur de simples hypothèses du soin de leur conservation.

Nous disons que les cas d'abus sont *l'usurpation ou l'excés du pouvoir, la contravention aux lois et réglements de la République, l'infraction des régles consacrées par les canons reçus en France, l'attentat aux libertés de l'Église gallicane, et toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux, en oppression, ou en injure, ou en scandale public.*

« Or, que l'on compare cette disposition avec celle de l'article 79 de nos libertés (1),

(1) Quartement, par appellations précises comme d'abus, que nos pères ont dit être quand il y a entreprise de juridiction, ou attentat contre les saints décrets et canons reçus en ce royaume, droits, franchises, libertés et priviléges de l'Église gallicane, concordats, édits et ordonnances du roi, arrêts de son parlement, bref contre ce qui est non-seulement de droit commun, divin ou naturel, mais aussi des prérogatives de ce royaume de l'Eglise d'icelui (Art. LXXIX des Libertés de l'Eglise gallic.)

l'on demeurera convaincu que l'une et l'autre ont été entièrement rédigées dans le même esprit.

Sous l'ancien régime, l'usage de l'appel comme d'abus était dirigé d'après certaines règles dont l'application peut n'avoir plus la même étendue, mais qui ne sauraient être étrangères à l'ordre présent des choses. L'Église a une autorité propre qu'elle tient de la main de Dieu même, et qui est purement spirituelle ; mais indépendamment de cette autorité, on voyait autrefois les ecclésiastiques exercer, avec l'appareil du tribunal, une juridiction extérieure (1). Cette juridiction, dit l'abbé de Foi (2), était un bienfait du prince.

De là, on distinguait dans les ministres de la religion deux sortes d'autorité, l'une qui est innée dans l'Église, qui lui a été donnée par son divin fondateur, et qui est moins une juridiction proprement dite qu'un pur ministère; l'autre, qui n'a pas toujours appartenu à l'Église, et que les ecclésiastiques tenaient de la concession expresse ou tacite des souverains.

Nous avons dit que c'est comme protecteur des choses saintes et des canons que le souverain a, par lui-même ou par ses officiers, le droit de veiller sur les infractions commises par les ecclésiastiques dans les matières les plus spirituelles; mais c'est comme magistrat politique qu'il avait droit de réformer les erreurs des ministres de la religion dans l'exercice d'une juridiction que ceux-ci ne tenaient que de lui.

Nous avons dit encore que le recours ou l'appel comme d'abus se rapporte précisément à ces deux sources d'autorité du magistrat politique ou du protecteur. Ce genre de recours ou d'appels était et doit continuer d'être réputé ordinaire ou extraordinaire, selon qu'il investit dans la personne du souverain, le protecteur ou le magistrat politique.

« Il faut observer, dit Gilbert sur Fevret (3), que toutes les causes qui sont portées devant les tribunaux ecclésiastiques ne sont pas de la même nature ; il y en a qui sont purement temporelles, dont les souverains, pour l'intérêt de l'Eglise et l'honneur de la religion, laissent la connaissance aux juges de l'Église ; dans le jugement de ces sortes de causes, lorsqu'ils tombent dans l'abus, les Cours suprêmes en prennent connaissance à autre titre qu'à celui de protection ; et l'on peut dire sans faire tort à l'Église, qu'il y a dévolution, comme de l'inférieur au supérieur ; et quand même ce serait l'usage de se pourvoir, dans ces sortes de causes, par appel simple par-devant les tribunaux séculiers, ce ne serait point une entreprise sur la puissance que Dieu a confiée à son Église, puisque ce n'est pas immédiatement de Dieu que les juges de l'Église tiennent la connaissance de ces sortes de causes, mais de la commission du prince.

Ainsi, Justinien, après avoir confié aux évêques la connaissance des causes civiles des clercs, par la Novelle 123, que celle des parties qui ne voudrait pas acquiescer au jugement de l'évêque, pourrait se pourvoir dans les dix jours devant le magistrat séculier. Dans les causes qui sont purement spirituelles, quoique l'Église ait reçu de Dieu l'autorité nécessaire pour en connaître, ils tombent cependant dans l'abus lorsqu'ils contreviennent aux saints décrets et constitutions ecclésiastiques. En ce cas, l'appel comme d'abus est un *droit de protection et non d'évo-*

(1 et 2) L'Église a reçu de Jésus-Christ une autorité respectable, mais purement spirituelle. Elle n'a, par son institution, ni tribunal extérieur, ni officiers de justice, ni droit de coaction pour faire exécuter ses jugements. (Maximes sur l'Abus, p. 50.)

(3) Liv. I, chap. III, tome II, page 261 et 262.

« *lution*... C'est un recours au roi, qui est obligé de faire servir son autorité pour « procurer l'observation des canons et le maintien de la discipline. »

« L'appel comme d'abus n'était donc un remède extraordinaire que lorsqu'il était employé à titre de protection dans *les causes purement spirituelles.*

« Mais dans les causes dont la connaissance n'appartenait à l'Église que par la concession expresse ou tacite du souverain, l'appel comme d'abus était, comme l'appel ordinaire, un recours interjeté à titre de dévolution, comme de l'inférieur au supérieur; un recours que l'on aurait pu, sans blesser les lois de l'Église, établir et autoriser par appel simple par-devant les tribunaux séculiers.

« Nous savons que la forme de l'appel comme d'abus était la seule usitée pour recourir du juge ecclésiastique au juge laïque; mais cette forme qui n'avait été appliquée à tous les cas que par égard pour la juridiction ecclésiastique, ne pouvait changer ni dénaturer le fond et la substance de l'appel, qui, quelle que fût la forme de son émission, ne pouvait jamais être, dans son essence, qu'un recours *à titre de dévolution et comme de l'inférieur au supérieur*, dans les matières dont les juges d'église connaissaient par concession du prince.

« Dans l'ordre actuel des choses, les ecclésiastiques ne jouissent plus de la juridiction contentieuse qui s'exerçait dans les officialités. Ils n'ont que la juridiction spirituelle, et ils concourrent avec les préfets à l'administration de quelques matières mixtes qui intéressent à la fois le bien de la religion et la police de l'Etat.

« Il paraîtrait que le souverain n'aurait plus à se mêler des matières religieuses et de la conduite des ecclésiastiques dans ces matières qu'en qualité de protecteur; mais, comme les ecclésiastiques peuvent sortir de la sphère de leurs attributions, comme ils peuvent se permettre des abus dans des matières mixtes relativement auxquelles leur concours est admis, il peut même aujourd'hui se présenter une foule de cas capables d'être l'objet d'un recours au souverain en sa qualité de magistrat politique.

« Conséquemment, il continue d'y avoir lieu à l'application des principes posés par Gilbert sur les différents caractères de l'appel comme d'abus, selon que cet appel intervient dans des matières purement spirituelles, ou dans des matières temporelles ou mixtes.

« Les principes de Gilbert ne sont pas pure spéculation; ils ont une grande influence dans la pratique: car il en résulte que, lorsqu'il s'agit d'une entreprise sur la temporalité, d'une injustice ou d'une erreur dans les matières mixtes, on peut proposer sous la forme de recours au souverain ou de l'appel comme d'abus, tous les griefs que l'on proposerait par la voie de l'appel simple ou ordinaire; tandis que dans les matières purement spirituelles, relativement auxquelles le souverain n'intervient que comme protecteur, il faut des moyens d'abus proprement dits, et non de simples griefs d'appel ordinaire, pour pouvoir investir la puissance publique.

« Nous convenons que, dans la situation actuelle de l'Église en France, les cas qui peuvent donner lieu à l'appel comme d'abus, connus aujourd'hui sous le nom de recours au conseil d'État, doivent être moins fréquents qu'ils ne l'étaient, parce que la religion caholique n'est plus la religion dominante ni exclusive de l'État, parce que les ecclésiastiques n'ont plus la même étendue de juridiction, et que les affaires religieuses ne sont plus séparées des affaires civiles; mais ce serait une erreur de croire que les ministres du culte ont acquis une indépendance absolue par le concours de ces diverses circonstances. On objecte que la religion catholique n'étant plus exclusive ni dominante, et les institutions religieuses n'étant plus liées aux ac-

civils, les affaires religieuses ont moins d'influence sur celles de la société, et qu'en conséquence on a moins besoin de s'occuper des procédés des ecclésiastiques, vu que ces procédés, dans le système de la liberté des opinions religieuses, sont presque indifférents à la police publique, à l'honneur et à l'existence politique des citoyens.

« Mais cette objection n'est point fondée en soi, et elle devrait alarmer les ecclésiastiques mêmes qui la proposent.

« Nous ne désavouons pas qu'une religion dominante a des rapports plus multipliés avec l'administration pnblique qu'une religion qui n'est protégée qu'en concours avec d'autres; mais, dans tous les systèmes, les institutions religieuses ont des rapports nécessaires avec le gouvernement qui les admet et qui les protége; ce n'est point parce qu'un culte est dominant, que l'État a inspection sur les procédés ou les actes des ministres de ce culte; il suffit qu'une religion soit autorisée par le magistrat politique, pour que le magistrat doive s'occuper du soin de la rendre utile et d'empêcher qu'on en abuse.

« Ne confondons pas les diverses positions dans lesquelles on peut se trouver par rapport aux institutions religieuses. Un culte est-il dominant ? il tient a l'État, non seulement par les rapports communs que tout culte peut avoir avec la police de l'État, mais encore par les rapports particuliers qui lui assurent une existence privilégiée. Un culte est-il simplement autorisé sans être dominant ? dès lors les rapports particuliers qui naissent de certains priviléges n'existent pas; mais il existe toujours les rapports communs qui sont inhérents à la nature même des choses.

« En autorisant un culte, l'État s'engage à en protéger la doctrine, la discipline et les ministres, et, par une nécessité de conséquence, il s'engage à faire jouir ceux qui professent ce culte des biens spirituels qui y sont attachés : il a de plus le droit d'exiger que les hommes dont il protége la doctrine et les fonctions ne se servent pas de leur ministère pour lui nuire ou pour troubler la tranquillité publique.

« Quand on dit que là où une religion n'est point dominante, les procédés des ecclésiastiques sont une chose indifférente à l'honneur et à l'intérêt des citoyens, on dit une chose qu'il faudrait oublier si elle était; car il importe, pour qu'une religion soit respectée, que les citoyens attachent quelque prix à la dispensation de ses bienfaits et à la célébration de ses mystères; le jour où la conduite des ecclésiastiques dans l'exercice public de leurs fonctions deviendrait indifférente aux fidèles, on aurait la preuve non équivoque que tous les fidèles seraient eux-mêmes indifférents pour toutes les religions.

« Comme on voit, le système que nous réfutons ne serait admissible que dans une situation telle qu'elle supposerait l'extinction de tout sentiment religieux et la nullité absolue d'un culte qui n'aurait plus aucune racine dans l'esprit ou dans le cœur des hommes.

« On s'est toujours alarmé dans le clergé du recours à l'autorité séculière contre les actes des ministres de la religion, et de l'importance que le Gouvernement et les citoyens ont toujours apportée dans l'examen de ces actes; tout serait perdu pour le culte et pour les ministres le jour où cette importance disparaîtrait.

« Sans doute le magistrat peut abuser de la surveillance qu'il exerce; il est possible que des ecclésiastiques soient parfois injustement gênés et inquiétés dans l'exercice de leurs fonctions; mais ces risques de détail sont comme la prime que nous payons tous à la société pour avoir l'assurance de tous les biens que la société nous offre; les abus possibles de l'autorité déposée dans les mains de quelques hommes ne sont rien à côté des abus inévitables de la licence de tous.

« Nous avons observé plus haut que les cas d'abus n'ont jamais été définis et qu'ils ne sont pas susceptibles de l'être ; nous en avons conclu qu'on ne pourrait trouver mauvais que, dans les *articles organiques*, le Législateur se soit contenté d'indiquer les sources générales de l'abus.

« Faut-il actuellement passer à quelques détails ? On est forcé de convenir que l'usurpation ou l'excès de pouvoir, de la part des ecclésiastiques, est un abus caractérisé.

« On parait concevoir quelques inquiétudes sur ce que l'on a parlé de la contravention aux lois et règlements de la République. Ce point, dit-on, expose les ministres et les fidèles à ne plus pouvoir professer librement leur culte, car le divorce, dit-on, n'est point permis par l'Église, et il l'est par une loi (*) ; on pourra donc regarder comme abusive la conduite des ministres catholiques, toutes les fois que cette conduite se trouvera en contradiction avec le système du divorce. Autrefois, ajoute-t-on, la religion catholique était dominante, et se trouvant liée avec les institutions civiles, les lois et la religion marchaient dans un concert parfait. Alors on pouvait conséquemment voir sans danger la contravention aux lois et règlements de l'État placée parmi les moyens d'abus.

« Aujourd'hui on ne peut plus avoir la même sécurité.

« Toutes ces difficultés ne tardent pas à disparaître quand on veut les discuter avec bonne foi.

« D'abord c'est un principe incontestable qu'en devenant prêtre on ne cesse pas d'être citoyen, et que, conséquemment, les prêtres doivent être soumis aux lois et règlements de l'Etat, comme le sont les citoyens ordinaires. Toute contravention commise par un ecclésiastique contre les lois et les règlements de l'État est donc un véritable abus, et même un délit, selon l'importance et la gravité des circonstances et de la matière dont il s'agit.

« Ainsi, et comme citoyen et comme prêtre, les ministres du culte sont obligés de se conformer aux lois et aux règlements émanés de la puissance publique sur les matières ecclésiastiques, et toute contravention à ces lois ou règlements est incontestablement un abus qui autorise le recours au Souverain.

« Car, ou il faut dire que la puissance civile ne peut faire des règlements et des lois sur les matières ecclésiastiques, ou il faut convenir qu'elle a le droit d'en assurer l'exécution.

« La première de ces deux propositions serait insoutenable ; nous en attestons les lois de Constantin, de Justinien et de Théodose, les capitulaires de Charlemagne, de Louis le Débonnaire et de Charles le Chauve ; les ordonnances d'Orléans, de Blois, celles de Louis XIV et de Louis XV.

« L'article 1er du Concordat est une reconnaissance solennelle du droit de la puissance publique, puisqu'on lit dans cet article : *La religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France ; son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaire pour la tranquillité publique.*

« Or, si l'on convient que le Gouvernement peut promulguer des règlements de police relatifs à l'exercice du culte, on ne peut nier qu'il peut, par raison de conséquence, réprimer les contraventions à ces règlements.

« Vainement voudrait-on argumenter de certaines lois civiles, telles que le di-

(*) Cette loi a été abrogée. Voyez DIVORCE.

vorce, qui laissent libres, dans le cours ordinaire de la vie, des actes que la religion n'autorise pas. Les lois religieuses et les lois civiles diffèrent souvent entre elles par leurs dispositions, sans pourtant placer l'homme, ou le citoyen, ou le prêtre, dans une situation contradictoire. La loi civile, par exemple, ne défend pas le mariage aux ministres du culte sous peine de nullité (*), mais elle n'empêche pas non plus les ministres du culte de se conformer à cet égard à la discipline de l'Église. Il en est de même de la loi du divorce. Elle laisse à ceux qui ne veulent point user de cette ressource toute liberté convenable pour demeurer fidèles à leurs principes; elle ne gêne que ceux qui veulent faire prononcer la dissolution du mariage, en les obligeant à prouver leur demande, et à suivre un certain ordre de procédure.

« Tous les jours, en raisonnant sur la morale et sur les lois, nous disons que tout ce qui est licite n'est pas toujours honnête ; il y a donc aussi une différence entre les lois positives humaines, et la morale qui est de droit naturel et divin. En conclura-t-on que c'est faire abjurer la morale que d'enjoindre aux citoyens de ne pas contrevenir aux lois ?

« Quand on a dit qu'on ne peut contrevenir aux lois sans abus, cela ne doit et ne peut s'entendre que des lois qui concernent les prêtres dans l'exercice de leur ministère, tout comme quand on dit à tout prêtre et à tout citoyen d'être fidèle aux lois, cela ne peut et ne doit s'entendre que des lois générales qui appartiennent à l'ordre public, et qui obligent indistinctement tous ceux qui habitent le territoire, ou des lois même générales qui obligent ceux qui se trouvent placés dans de certaines circonstances ou qui se déterminent à faire certains actes réglés par les lois ; tout le monde doit observer les lois de police et de sûreté : chacun doit observer celles qui concernent sa profession particulière ; mais on n'est obligé d'observer les lois des testaments qu'autant que l'on veut faire nn testament. Si l'on se marie, on est forcé de suivre les formes établies pour le mariage; mais on n'est pas forcé pour cela de se marier, et on n'est point en contravention aux lois intervenues sur le mariage, parce qu'on garde le célibat.

« La contravention suppose que l'on a désobéi à une loi que l'on était obligé de suivre dans la position où l'on se trouvait, et relativement à l'acte que l'on a fait.

« On n'a donc à craindre aucune conséquence fâcheuse du principe que la *contravention aux réglements et lois de la république est un abus.*

« Nous ne pensons pas que l'on puisse se plaindre de ce que nous avons placé dans les cas d'abus l'*infraction des règles consacrées par les canons reçus en France et l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane;* il faudrait que le Souverain renonçât à son droit de protection dans les matières religieuses, et qu'il fût indifférent sur ce qui concerne l'Église nationale, pour pouvoir s'interdire le droit inaliénable et incessible de réprimer les infractions et les attentats dont nous parlons.

« On prétend que, sous prétexte de réprimer l'infraction des canons, le Souverain pourrait s'immiscer dans l'administration des choses purement spirituelles qui sont le patrimoine exclusif des ministres du culte.

« Sans doute le Souverain aurait tort de connaître de ces matières comme magistrat politique ; mais il en a toujours connu comme protecteur : aussi l'appel comme d'abus a toujours été reçu, même pour les objets purement spirituels ; c'est ce qui résulte de l'article 34 de l'édit de 1695. « La connaissance des causes concernant

(*) *Voyez* MARIAGE.

« les sacrements, les vœux de la religion, l'office divin, la discipline ecclésiastique et « autres objets purement spirituels, porte cet article, appartiendra aux juges d'Église. « Enjoignons à nos officiers et même à nos Cours de Parlement de leur en renvoyer « la connaissance, sans prendre aucune juridiction ni connaissance des affaires « de cette nature, *si ce n'est qu'il y eût appel comme d'abus interjeté en nosdites « Cours, de quelques jugements, ordonnances ou procédures faites sur ce sujet.*

« Il peut donc y avoir lieu à l'appel comme d'abus, même dans les matières concernant les sacrements, lorsqu'il y a contravention aux saints canons; il faut que la contravention soit prouvée; mais quand elle l'est, le Souverain est autorisé à la réprimer en sa qualité de protecteur (1).

« Après avoir énuméré quelques cas d'abus, la loi, par la disposition que nous discutons, énonce indéfiniment dans le nombre de ces cas *toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression ou en injure, ou en scandale public.*

« Ce texte est indéfini, parce qu'il était impossible qu'il ne le fût pas; nous en avons déjà donné les raisons en établissant combien il serait absurde et dangereux de vouloir spécifiquement et avec précision, déterminer tous les cas d'abus. Mais dans ce texte, rien ne peut alarmer les ministres du culte, puisque le recours au Souverain n'y est autorisé que pour des entreprises ou pour des procédés qui auraient le caractère de l'*oppression*, de l'*injure*, ou qui dégénéreraient en *scandale*.

« Bezieux (2) et Fevret (3) observent que, suivant les auteurs français, l'oppression, la domination, l'exercice du pouvoir arbitraire forment même le genre de l'abus.

« Selon M. Marca (4), le véritable objet du Prince, en permettant le recours à son autorité dans le cas d'abus, est de prêter une main secourable à tous ceux qui sont injustement opprimés, *manum porrigere omnibus injuste oppressis*, et, d'après le même auteur, l'oppression est précisément caractérisée par les actes d'injure, de violence ou de scandale dans lesquels on n'a point suivi les voies de droit, *circà ulla contra præscriptum legum et canonum illata præscriptum sit* (5)

« Les mots *oppression*, *injure*, *scandale*, avertissent suffisamment que l'on ne peut appeler comme d'abus ou recourir au Souverain en matière ecclésiastique que pour des actes que les ministres du culte se seraient permis contre la justice, le droit et la raison; c'est dans ce sens que l'édit de 1695 permet de se plaindre par appel comme d'abus, de la calomnie, *et même dans ce cas d'intimer les Évêques personnellement.* C'est dans le même sens que M. de la Chalotais disait que toute injustice évidente est un moyen d'abus (6).

« Les Parlements, qui étaient autrefois juges de l'abus, sont remplacés, dans notre nouvelle législation, par le Conseil d'Etat, et cet ordre nouveau est bien plus favorable aux ecclésiastiques que l'ancien; car les Parlements n'étaient que des tribunaux dont la juridiction rivalisait avec celle du Clergé. Dans l'exercice de cette

(1) Novelle de Justinien, 137, cap. 1; Nov. ead., in præfat. — Fevret. *Traité de l'Abus*, tome I, livre 1, ch. VI, p. 52; liv. XII, au Code *Sacrosanctis Ecclesiis.*

(2) Page 30, col. 1.

(3) Liv. I, chap. VI, aux notes.

(4) *Tract. de Concord. Sacerd. et imper.*

(5) Voyez encore *Cochin*, tome 1, page 379.

(6) Journal de Bretagne, tome II, page 103.

juridiction, le magistrat pouvait difficilement se défendre contre l'esprit de corps et contre toutes les petites passions qui agitent un rival. La même chose n'est point à craindre dans le Conseil d'Etat, qui ne voit que le gouvernement et qui n'existe que par lui. En effet, il est dans la nature du gouvernement, centre de tous les pouvoirs et de toutes les administrations, de ne jalouser aucune administration, de ne rivaliser avec aucun pouvoir, de protéger tout, de ne s'armer contre personne.

ARTICLE VII.

Du recours au Conseil d'Etat dans les cas d'abus commis contre les ministres du culte.

« Cet article est fondé sur la raison naturelle. Si les personnes ecclésiastiques peuvent commettre des abus contre des inférieurs dans la hiérarchie et contre les simples fidèles, les fonctionnaires publics et les magistrats peuvent s'en permettre contre la religion et contre les ministres du culte.

« Le recours au conseil d'État doit donc être un remède réciproque comme l'était l'appel comme d'abus, car voici ce qui est porté dans l'article 80 de nos libertés : « L'appel comme d'abus réciproque est réciproquement commun aux ecclésiastiques « pour la conservation de leur utilité et juridiction : si que le promoteur ou autre « ayant intérêt peut aussi appeler comme d'abus de l'entreprise ou attentat fait par « le juge lay, sur ce qui lui appartient. »

« Il est enseigné par tous les auteurs que les ministres du culte peuvent appeler comme d'abus de toute sentence au jugement rendu par un tribunal laïque, si ce jugement blesse les lois ou la juridiction spirituelle des personnes ecclésiastiques; si l'on a vu peu d'exemples de ces appels comme d'abus, c'est que la voix de l'appel simple était toujours ouverte aux ecclésiastiques contre les sentences des juges inférieurs, et que la voie de la cassation leur compétait contre les arrêts des cours.

ARTICLE VIII.

Forme de procéder.

« On voit par cet article que la forme de procéder est purement administrative ; rien de plus sage. Les matières religieuses intéressent essentiellement l'ordre public; elles sont une partie importante de la police administrative de l'État ; elles sont susceptibles d'une discussion contentieuse.

« En administration, les affaires sont traitées discrètement; devant les tribunaux elles reçoivent nécessairement une publicité qui souvent, en matière religieuse, pourrait compromettre la tranquillité; presque toujours cette publicité serait fatale à la religion même.

« Dans les causes ecclésiastiques, il est des convenances à consulter et des moments à saisir pour juger raisonnablement ces causes ; il faut souvent peser les temps ou les lieux; il faut pouvoir user d'indulgence ou de sévérité selon les circonstances ; rien n'est si délicat que la direction des choses qui tiennent à la conscience ou à l'opinion. Le gouvernement doit naturellement avoir dans ses mains tout ce qui peut influer sur l'esprit public ; il ne doit point abandonner aux autorités locales des objets sur lesquels il importe qu'il y ait unité de conduite et de principe. Souvent on est forcé de décider entre les ministres du culte et les magistrats séculiers ; ceux-ci seraient alors juges dans leur propre cause, s'ils pouvaient pro-

noncer sur les bornes de la juridiction spirituelle ou ecclésiastique : de là vient que, même lorsque la connaissance des appels comme d'abus appartenait aux Cours de justice, ces Cours en étaient saisies, *omisso medio*, parce qu'elles étaient censées représenter immédiatement le souverain, et parce qu'on les présumait au-dessus des jalousies et des passions particulières. C'est ramener l'appel comme d'abus à sa véritable institution, que d'en faire, ce qui n'aurait jamais dû cesser d'être, le recours direct au gouvernement lui-même.

« Il est de droit naturel que les parties intéressées puissent exercer le recours; il est de droit public et politique que les Préfets puissent l'exercer d'office : les Préfets sont des magistrats qui ne doivent être étrangers à aucun des objets qui peuvent intéresser la religion et l'État; ils remplacent, dans cette partie, les anciens procureurs généraux.

« L'instruction des affaires ne sera ni étouffée ni négligée; les autorités locales administratives ou judiciaires peuvent également faire cette instruction; les autorités ne deviennent incompétentes que lorsqu'il s'agit de porter une décision ou un jugement; car elles doivent adresser au conseiller d'État chargé de toutes les affaires concernant les cultes, les divers renseignements qu'elles ont pu recueillir. Le conseiller d'État fait son rapport, et, sur ce rapport, le gouvernement décide si l'affaire continuera d'être suivie dans la forme administrative, ou si elle sera renvoyée par les lieux aux autorités compétentes.

« Cette dernière disposition était nécessaire; car il peut y avoir des circonstances où il ne s'agisse pas seulement d'un abus, mais d'un délit; et dans ces cas la forme administrative doit cesser, parce qu'elle deviendrait insuffisante. Le recours au conseil d'État ne compète que pour les occasions seulement qui donnaient autrefois lieu à l'appel comme d'abus.

TITRE DEUXIÈME. — *Des ministres.*

SECTION PREMIÈRE. — Dispositions générales.

ARTICLE IX.

« On ne parle point du Pape dans cet article, parce qu'il ne s'agit que du régime intérieur des diocèses et des paroisses. Le Pape est le chef visible de l'Église universelle; sa primauté est reconnue; et comment pourrait-on craindre qu'elle ne le fût pas, puisque la loi que nous discutons, et qui n'est intervenue que pour assurer l'exécution de la convention passée entre le gouvernement français et le Pape, suppose nécessairement cette primauté et tous les droits attachés à la chaire de Pierre?

« Mais le Pape n'est point l'Évêque universel de tous les fidèles (*); il n'est pas l'ordinaire des ordinaires comme quelques docteurs ultramontains ont voulu le prétendre; il ne saurait être, non plus, le juge souverain et immédiat de l'intérieur de tous les diocèses (1).

« Si la primauté de Pierre est de droit divin, la juridiction des Évêques est également d'institution divine. Si nous ne conservons pas cette juridiction à chaque Évêque, disait le Pape saint Grégoire, nous détruisons la hiérarchie fondamentale.

(1) Discours de M. Joly de Fleury, lors d'un arrêt du Parlement, du 1er août 1768.

(*) Nous croyons qu'il est inutile de réfuter ici ces doctrines gallicanes.

« l'Église, que nous sommes obligés de garder (1). Aussi les canons attribuent aux « évêques le gouvernement de leurs diocèses, et ils défendent à tout Évêque d'em- « piéter sur le territoire d'autrui (2). Le concile de Selingestadt, sous Benoît VIII, dé- « clara nulles les absolutions données à Rome sans le consentement des Évêques dio- « césains (3).

« Quand le Pape voulut faire consacrer par son légat l'église de Beaulieu, les « Prélats répondirent : *Sicut enim unus quisque orthodoxæ Ecclesiæ pontifex, ac « sponsus propriæ sedis uniformem speciem geris Salvatoris ; ita generaliter nulli « convenit quippiam in alterius procaciter usurpare diœcesi.*

« Ce fait est rapporté avec les plus grands détails par l'abbé Fleury, dans son « *Histoire ecclésiastique* (4). Cet auteur cite Raoul Glaber, historien du temps et « moine de Clugny, qui remarquait « qu'encore que la dignité du siége apostolique « rend le Pape le plus respectable de tous les Évêques du monde, il ne lui est pas « permis en rien de violer les canons, et que comme chaque Evêque est l'époux de « son église, dans laquelle il représente le Sauveur, il ne convient à aucun Évêque, « sans exception, de rien entreprendre dans le diocèse d'un autre. »

« Nous avons toujours tenu pour maxime, en France, que chaque Évêque est « dans son diocèse le conservateur de la foi et de la discipline ; que le Pape ne peut « s'immiscer dans l'administration d'un diocèse que par dévolution et dans les cas « de droit, ou avec le consentement de l'Évêque diocésain, en remplissant toutes les « formes établies par une loi nationale.

« S'agit-il de la discipline ? Les Évêques la fixent par leurs rituels, par leurs man- « dements, par leurs instructions, par leurs ordonnances synodales, et ils la maintien- « nent par leur juridiction correctionnelle.

« S'agit-il de la doctrine ? Ils la propagent par leurs enseignements, et lorsqu'elle « est blessée ou attaquée, ils peuvent la venger par des censures. Un jugement ou « une décision du Pape ne peut être proposé aux fidèles qu'avec l'aveu des Évêques.

« Nous savons, disait M. d'Aguesseau (5), que le pouvoir des Évêques et l'autorité « attachée à leur caractère d'être juges des causes qui regardent la foi est un droit « aussi ancien que la religion, aussi divin que l'institution de l'Épiscopat, aussi im- « muable que la parole de Jésus-Christ même ; que cette maxime établie par l'Écri- « ture, confirmée par le premier usage de l'Église naissante, soutenue par l'exemple « de ce qui s'est passé d'âge en âge et de génération en génération dans les causes « de la foi, transmise jusqu'à nous par les Pères et par les docteurs de l'Eglise, « enseignée par les plus saints Papes, attestée dans tous les siècles par la bouche de « tous ceux qui composent la chaîne indissoluble de la tradition, et surtout par les « témoignages anciens et nouveaux de l'Église de France, n'a pas besoin du secours « de notre faible voix pour être regardée comme une de ces vérités capitales que « l'on ne peut attaquer sans ébranler l'édifice de l'Eglise dans ses plus solides fon- « dements. Que si des esprits peu éclairés avaient besoin de preuves, pour être con- « vaincus de cette grande maxime, il suffirait de les renvoyer aux savants actes de

(1) Lib. IX, *Epist.* 32, c. *Pervenit* 11, *quæst.* 1.
(2) Antioch. IX, Arel. 16, Nicœn. 5.
(3) Hist. eccl., liv. 58, n° 51.
(4) Hist. eccl., tome XII, liv. 58, n° 16.
(5) Réquisitoire du 14 avril 1699, au sujet de la bulle portant condamnation des maximes des Saints, de Monseigneur l'Archevêque de Cambrai.

« ces assemblées provinciales que la postérité conservera comme un monument glo-
« rieux des lumières et de l'érudition de l'Eglise gallicane. C'est là, continue le
« même magistrat, qu'ils apprendront beaucoup mieux que dans nos paroles quelle
« multitude de faits, quelle nuée de témoins s'élèvent en faveur de l'unité de l'E-
« piscopat ! C'est là qu'ils reconnaîtront que si la division des royaumes, la distance
« des lieux, la conjecture des affaires, la grandeur du mal, le danger d'en différer
« le remède, ne permettent pas toujours de suivre l'ancien ordre et les premiers
« vœux de l'Eglise, en assemblant les Evêques, il faut au moins qu'ils examinent
« séparément ce qu'ils n'ont pu décider en commun, et que leur consentement exprès
« ou tacite imprime à une décision vénérable par elle-même le sacré caractère d'un
« dogme de la foi. Et, soit que les Evêques de la province étouffent l'erreur dans
« le lieu qui l'a vu naître, comme il est presque toujours arrivé dans les premiers
« siècles de l'Eglise ; soit qu'ils se contentent d'adresser leurs consultations au sou-
« verain Pontife, sur des questions dont ils auraient pu être les premiers juges,
« comme nous l'avons vu encore pratiquer dans ce siècle ; soit que les Empereurs
« et les rois consultent eux-mêmes et le pape et les Evêques, comme l'Orient et
« l'Occident en fournissent d'illustres exemples ; soit enfin que la vigilance du Saint-
« Siége prévienne celle des autres Eglises, comme on l'a souvent remarqué dans ces
« derniers temps : la forme de la décision peut être différente ; mais le droit des
« Evêques demeure inviolablement le même, puisqu'il est vrai de dire qu'ils jugent
« toujours également, soit que leur jugement précède, soit qu'il accompagne ou
« qu'il suive celui du premier Siége.

« Ainsi, au milieu de toutes les révolutions qui altèrent souvent l'ordre extérieur
« des jugements, rien ne peut ébranler cette maxime incontestable qui est née avec
« l'Eglise et ne finira qu'avec elle : que chaque Siége, dépositaire de la foi et de la
« tradition de ses Pères, est en droit d'en rendre témoignage, ou séparément, ou
« dans l'assemblée des Evêques, et que c'est de ses rayons particuliers que se forme
« le grand corps de lumières qui, jusqu'à la consommation des siècles, fera toujours
« trembler l'erreur et triompher la vérité. »

« M. d'Aguesseau, en rapportant ces grands principes de l'ordre hiérarchique, in-voque le suffrage du grand saint Grégoire. « Ce saint Pape, dit-il, aurait cru se faire « injure à lui-même s'il avait donné la moindre atteinte au pouvoir de ses frères « les Evêques : *Mihi injuriam facio, si patrum meorum jura perturbo.* »

« On a donc parlé le langage des Pères, des Conciles et des Papes eux-mêmes, quand on dit que *le culte catholique sera exercé sous la direction des Archevêques et Evêques dans leurs diocèses, et sous celle des Curés dans leurs paroisses.*

« Quelques personnes (*) prétendent que les mots *sous la direction* n'expriment pas suffisamment la juridiction que les Evêques sont en droit d'exercer.

« Il était difficile de prévoir cette objection. La juridiction épiscopale est purement spirituelle ; elle n'est point coactive ; elle ne doit avoir aucun caractère de domination, puisque la domination, même dans les choses spirituelles, est formellement interdite par l'Evangile à tous les ministres de l'Eglise. Ces vérités ont déjà été démontrées dans cet ouvrage ; donc, on ne peut s'offenser de ce que, au lieu d'employer le mot de *juridiction*, inconnu aux premiers siècles, on se soit servi d'expressions plus convenables à un ministère de charité et de persuasion, et qui, par

(*) Ces *quelques personnes*, c'est le cardinal Caprara au nom du Saint-Siége. *Voyez* ses Réclamations dans notre *Cours de droit canon*, tome Ier, *pag.* 315, 3e *édit.*

elles-mêmes, n'excluent aucun des moyens canoniques dont l'usage est nécessaire à l'exercice de la sollicitude pastorale et au gouvernement des âmes; c'est contribuer à faire respecter et à faire aimer l'autorité des Evêques, que de la présenter sous un point de vue qui, en écartant toute idée de coaction proprement dite, ne désigne cette autorité que par sa douce et heureuse influence sur les esprits et sur les cœurs.

« C'est que les uns et les autres ont une administration distincte.

« L'Eglise est divisée en diocèses, les diocèses sont divisés en paroisses.

« Les Evêques conduisent les diocèses, et les paroisses sont régies par les Curés.

« Nous parlerons ailleurs des Archevêques ou métropolitains.

« Nous avons dit que le Pape est le chef visible de l'Eglise, et non l'Evêque universel de tous les diocèses de la chrétienté : ainsi un Evêque est le chef de son diocèse, et non le Curé universel de toutes les paroisses que le diocèse renferme (*).

« D'après la discipline de l'Eglise, il ne doit y avoir qu'un Evêque dans chaque diocèse et un Curé dans chaque paroisse : tout serait dans la confusion si les territoires n'étaient pas distincts, et si les fonctions respectives des Evêques et des Curés n'étaient pas réglées.

« Le ministère ecclésiastique, en général, est établi pour le salut des âmes indistinctement; mais il est du bon ordre que chaque ministre ait son troupeau, ses fonctions, ses limites : cela est nécessaire au bien des âmes, et c'est pour leur bien que cet ordre est établi.

« Un Evêque et un Curé sont également pasteurs; mais ils le sont dans un ordre et dans un degré différent (**). Le Curé est le pasteur immédiat des fidèles de sa paroisse pour tout ce qui concerne les fonctions curiales; l'Evêque est l'unique pasteur immédiat de tous les fidèles de son diocèse pour tout ce qui concerne les fonctions pontificales. Il est encore pasteur, mais simplement médiat, relativement aux fonctions curiales, parce qu'il est le supérieur du Curé; mais l'Evêque et le Curé ne sont pas deux pasteurs qui concourent et qui soient chargés immédiatement et prochainement des mêmes fonctions; mais comme le Curé est subordonné à l'Evêque, l'Evêque peut et doit suppléer à défaut du Curé : ce n'est qu'à titre de supérieur que l'Evêque peut se mêler des fonctions curiales, en les remplissant en personne, quand il le juge convenable, en les déléguant quand le Curé néglige de les remplir (1).

« On objectera vainement que l'Evêque ne saurait avoir dans aucune paroisse de son diocèse moins de pouvoir que le Curé de cette paroisse.

« L'Evêque ne doit point perdre de vue que que son pouvoir doit être réglé par la prudence, qu'il peut dispenser et non dissiper, qu'il doit réunir et non disperser le troupeau; il doit prendre garde surtout de ne pas excéder, en usant de son pouvoir d'une manière qui déroge au droit commun et qui soit contraire aux lois de l'Eglise (2).

(1) Van-Espen.

(2) Hic solum videndum est ut omnia prudenter fiant ad honorem Dei, nec dissipatio, sed dispensatio, nec disputatur grex, sed colligatur, maximeque Episcopus debet cavere ne aliquid agat contra jus commune et contra leges Ecclesiæ universales. Gamaches, *De sacr. pœnitentiâ*, cap. 18.

(*) Ces principes sont faux. L'Evêque a juridiction dans toutes les paroisses de son diocèse, et le Pape dans tous les diocèses de la chrétienté.

(**) C'est bien là effectivement la doctrine du schismatique Van-Espen et de tous les parochistes; mais les canonistes catholiques enseignent le contraire. Voyez entre autres Nardi.

« Ces maximes écartent l'autorité absolue et arbitraire : elles soumettent le pouvoir de l'Evêque aux règles fixées par la discipline : il en résulte qu'un Evêque ne peut se mêler des fonctions curiales dans une paroisse que comme supérieur et pour l'intérêt des fidèles, c'est-à-dire pour suppléer au Curé ou pour le réformer, et non par esprit de rivalité ou par entreprise sur ses droits.

« Quand on a dit qu'un Evêque ne saurait avoir moins de pouvoir dans la paroisse que le Curé lui-même, le sens de cet adage n'est point que l'Evêque puisse dépouiller le Curé des fonctions attachées à son titre en les faisant lui-même, ou en les faisant faire par d'autres ; ce serait réduire le Curé à la simple qualité de vicaire ou de commis de l'Evêché ; il n'est sans doute aucune fonction curiale que l'Evêque ne puisse faire personnellement quand il le veut. Cette prérogative est attachée à sa dignité, à sa qualité de premier pasteur; d'autre part, il est chargé de veiller sur la conduite du Curé, de l'obliger à réformer l'abus que le Curé peut faire de son autorité : tel est le sens légitime dans lequel il est vrai de dire que l'Evêque a autant, ou plus de pouvoirs même, que le Curé dans sa paroisse.

« Il serait absurde de faire de l'Evêque un premier titulaire de la cure, un co-curé, s'il est permis de s'exprimer ainsi ; quoiqu'il soit éminemment le pasteur de tout son diocèse, les fonctions de l'Evêque et celles du Curé sont autant incompatibles que les titres mêmes de leurs offices. L'Evêque est le Prélat, et non le Curé universel du diocèse ; il serait contre l'ordre qu'il abandonnât le service qu'il doit à la cathédrale ou à l'administration générale du diocèse pour se livrer à la desserte d'une paroisse.

« C'est pourquoi *Gonzalès* et *Barbosa*, cités par *Van-Espen*, soutiennent que la cure des âmes est tellement propre au Curé dans sa paroisse, qu'il n'est pas plus permis à l'Evêque de se l'approprier que de se dire le recteur ou le Curé de tout le diocèse : l'Evêque est le chef, le pasteur de l'église cathédrale, et le Prélat seulement ou supérieur de tous les recteurs de son diocèse (1).

« On a donc dû supposer, pour se conformer aux règles qui ont fixé l'ordre hiérarchique de l'Eglise, que si les Evêques ont des devoirs et des droits à exercer dans leurs diocèses, les Curés, dans un degré et dans un ordre différent, ont des droits et des devoirs à exercer dans leurs paroisses.

ARTICLE X.

De l'abolition des priviléges ou exemptions contraires à la juridiction épiscopale.

« Cet article énonce un fait.

« Il existait autrefois des exemptions, mais les établissements auxquels ces exemptions étaient attachées ont disparu ; l'accessoire est tombé avec le principal.

« Par la constitution primitive et fondamentale de l'Eglise, aucun corps, aucun particulier n'est exempt de la juridiction de l'Ordinaire ; il est avoué que les exemptions sont contraires au droit commun.

(1) Ita exclusive curam spiritualem proprio jure sustinet, ut, dum in parochiâ adest proprius parochus, hinc Episcopus non possit dici rector seu parochus totius diœcesis, sed solius ecclesiæ cathedralis, et prælatus super omnes suæ diœcesis rectores.

Gonzalès, *ad Regul.* 8, *cancellar. gloss.* VI, n° 83. Barbosa, *De officio parochi*, part. I, n° 12. Van-Espen, *nov. id.*, tom. IV, p. 339.

« En France, aucune exemption ne pouvait être accordée sans la permission du Souverain (1).

« Aucune exemption ne pouvait, non plus, être accordée sans cause (2) et sans le consentement de l'Evêque diocésain (3).

« S'il eût apparu d'une exemption accordée sans cause, sans lettres patentes du Prince, et sans le consentement de l'Evêque diocésain, une telle exemption eût été déclarée abusive (4).

« Les exemptions ne pouvaient s'acquérir que par la simple possession; elles devaient être fondées en titre (5). Elles ont toujours été réputées défavorables et odieuses. *Les exemptions,* disait M. Talon, dans la cause de l'exemption prétendue par le chapitre de Sens, en 1670, *sont contraires à la sainte liberté des anciens canons de l'Eglise.* Et dans une autre cause, en 1674, le même magistrat disait: « *Régulièrement parlant, les moines et les clercs ne peuvent être affranchis de la « juridiction épiscopale, que pour le temps que les Evêques abusent de leur autorité.* »

« M. Servin rapporte, dans ses plaidoyers, que M. Dufaux de Pibrat, portant la parole en qualité d'Avocat général, en 1561, avait protesté de requérir en temps et lieux que toutes exemptions fussent déclarées abusives (6).

« Les exemptions, dit l'abbé Fleury (7) furent une des principales causes du relâchement des religieux, comme saint Bernard l'avait bien remarqué; on a vu ce qu'il en dit principalement en deux endroits de ses écrits : la lettre à Henri, « Archevêque de Sens, touchant le devoir des Evêques, et le livre de la considération au Pape Eugène : dans l'un il se plaint des moines et des abbés qui obtenaient des exemptions; dans l'autre, des Papes qui les accordaient. Il va même « jusqu'à révoquer en doute le pouvoir du Pape à cet égard, dont, en effet, je ne « vois guère d'autre fondement que l'idée confuse qu'ont donnée les fausses décrétales que le Pape pouvait tout. Or les inconvénients des exemptions sont sensibles : c'est n'avoir point de supérieur que de l'avoir si éloigné et si occupé d'affaires plus importantes; c'est une occasion de mépriser les Evêques et le clergé « qui leur est soumis; c'est une source de division dans l'Eglise, en formant une « hiérarchie particulière. »

« D'abord les exemptions ne furent pas ce qu'elles devinrent dans la suite; des religieux voués à une vie austère et modeste se plaignirent que les Evêques se permettaient contre eux des abus d'autorité. On vint au secours de ces religieux en prohibant aux Evêques une surveillance indiscrète et en abandonnant exclusivement

(1) Voyez les Preuves sur l'art. 71 des Libertés de l'Eglise gallicane, le Commentaire de Dupuis, et celui de Durand de Maillanne, sur le même article.

(2) « Mais je n'y admettrai les exemptions d'aucune église, chapitres, corps, colléges, abbayes et monastères de leurs Prélats légitimes, qui sont les diocésains « et métropolitains; lesquelles exemptions ont été autrefois octroyées par les rois et « princes mêmes, ou par les Papes à leur poursuite, et pour très-graves et importantes considérations. » Art. 71 des *Libertés de l'Eglise gallicane.*

(3) Voyez les commentaires de Dupuis et de Durand de Maillanne, sur l'article cité de nos libertés.

(4) Fevret, Traité de l'Abus, liv. III, chap. I, n° 12.

(5) Mém. du Clergé, tom. VI, pages 887, 463, 477, 572.

(6) Mém. du Clergé, tom. VII, page 1097.

(7) Huitième discours sur l'Histoire, n° 14.

aux supérieurs claustraux le soin de maintenir la discipline intérieure des monastères.

« Les religieux se multiplièrent ; ils acquirent des richesses, de la puissance et du crédit ; en s'éloignant de leur première institution, ils conçurent des idées ambitieuses ; ils voulurent s'élever au préjudice du clergé séculier. Dans le principe on avait eu besoin de les protéger contre les Evêques ; il fallut bientôt protéger les Evêques contre eux. La Cour de Rome, qui cherchait à augmenter son pouvoir, entrevit dans les religieux une milice utile. Alors les moines obtinrent des exemptions de toute espèce ; ils purent, sans les Evêques et malgré eux, exercer toutes les fonctions ecclésiastiques. C'est ce qui avait fait dire à un magistrat, que la plupart des instituts religieux *étaient plutôt fondés en priviléges qu'en règles*.

« Les exemptions extraordinaires qui furent accordées aux religieux, et surtout aux religieux mendiants, eurent pour base le pouvoir absolu et immédiat du Pape dans le spirituel et dans le temporel, et la communication d'une partie de ce pouvoir aux corps et aux particuliers que la Cour de Rome voulait en gratifier.

« De telles idées étaient inconciliables avec nos maximes ; elles l'étaient avec le bien général de l'Eglise.

« L'abus des exemptions, contre lequel tant de saints Evêques réclamaient depuis longtemps, frappa les Pères du concile de Constance. Ce concile révoqua toutes celles qui avaient été données depuis le décès de Grégoire XI, arrivé le 27 mars 1378, jusqu'à l'élection de Martin V, qui présida la quarante-troisième session du concile tenu le 21 mars 1418. Il ne laissa subsister que certaines exemptions que les circonstances ne permettaient pas d'abolir entièrement, et qui avaient été accordées d'après des causes raisonnables et avec le consentement des parties intéressées.

« En France, on entreprit d'attaquer le mal dans son principe, et d'abolir toute exemption quelconque.

« Nous en avons la preuve dans l'article 11 de l'ordonnance d'Orléans. Cet article porte : « Tous abbés, abbesses, prieurs, prieures (non étant chefs d'ordre), ensemble « tous chanoines ou Chapitres tant séculiers et des églises cathédrales ou collégiales « que réguliers, seront indifféremment sujets à l'Archevêque ou à l'Evêque diocé- « sain, sans qu'ils puissent s'aider d'aucuns priviléges d'exemption. »

« Malheureusement l'abus fut plus fort que la loi, et l'on vit perpétuellement les Évêques et les Curés lutter contre les exemptions des Chapitres et des monastères. Tout le monde connaît le célèbre règlement des réguliers, rédigé par l'assemblée générale du Clergé tenue en l'année 1645. Les Évêques déclarent dans le préambule de ce règlement qu'un des plus grands maux de l'Église consiste dans les exemptions *qui tendent à susciter les inférieurs contre les supérieurs, en abusant, contre l'intention de nos saints Pères les Papes, des priviléges qu'ils ont donnés à quelques ordres religieux*. « *L'affection* paternelle que nous avons pour tous ceux qui font « profession de suivre une vie régulière, et l'estime que nous faisons de leurs ins- « tituts, ne nous permettent pas, disent les Prélats assemblés, de croire que, s'étant « obligés par des vœux volontaires d'observer non-seulement les commandements « de l'Évangile, mais encore d'en suivre les conseils, et s'étant soumis à des supé- « rieurs arbitraires pour vivre dans une obéissance plus absolue, ils veuillent s'op- « poser à l'autorité des Évêques, à laquelle ils sont assujettis par l'obligation de « leur baptême, par l'ordre de l'Église, et par la loi de Dieu. Les accueils favora- « bles qu'ils ont reçus de nous, et les emplois honorables que nous leur avons « toujours donnés, et que nous sommes disposés encore à leur donner à l'avenir en « toutes occasions, nous font espérer qu'ils nous donneront sujet d'être satisfaits

« de leur déférence et de leur soumission ; à quoi nous avons cru apporter une « grande facilité en dressant quelques articles, et comme des règles de notre pouvoir « et de leur devoir dans les choses les plus ordinaires que nous pouvons avoir avec « eux, afin que, nous y conformant tous, les entreprises de notre côté et le man- « quement d'obéissance du leur ne fassent naître aucune contention. Nous avons « suivi en cela l'exemple des assemblées des années 1625 et 1635 ; encore nous « avons retranché quelque chose des règlements qu'elles ont faits : afin que, con- « descendant davantage aux désirs des réguliers, nous les invitions, par notre faci- « lité, à prendre plus de créance et rendre plus de déférence à notre conduite. « Nous les avons restreints à ce qui concerne l'administration des sacrements et de « la parole de Dieu aux peuples que la Providence divine a commis à notre con « duite et à la police extérieure de l'Église. »

« L'article 10 de l'édit de 1695 voulait « qu'aucuns réguliers ne pussent prêcher « dans les églises et chapelles sans s'être présentés en personne aux Archevêques « et Evêques diocésains, pour leur demander leur bénédiction, ni y prêcher contre « leur volonté. »

« D'après l'article 18 du même édit, « les Archevêques et Évêques étaient char- « gés de veiller, dans l'étendue de leurs diocèses, à la conservation de la discipline « régulière dans tous les monastères, exempts et non exempts, tant d'hommes que « de femmes, où elle était observée, et à son rétablissement dans tous ceux où elle « n'était pas en vigueur ; et à cet effet ils pouvaient, en exécution et suivant les « saints décrets et constitutions canoniques, et sans préjudice des exemptions des- « dits monastères, entre autres choses, visiter en personne, lorsqu'ils l'estimaient « à propos, ceux dans lesquels les abbés, abbesses ou prieurs, étant chefs d'ordre, « ne faisaient pas leur résidence ordinaire ; et en cas qu'ils y trouvassent quelques « désordres touchant la célébration du service divin, le défaut du nombre nécessaire « des religieux pour s'en acquitter, la discipline régulière, l'administration et l'usage « des sacrements, la clôture des monastères de femmes et l'administration des re- « venus temporels, ils devaient y pourvoir, ainsi qu'ils l'estimaient convenable pour « ceux qui étaient soumis à leur juridiction ordinaire ; et à l'égard de ceux qui se « prétendaient exempts, ils étaient autorisés à ordonner à leurs supérieurs religieux « d'y pourvoir dans trois mois et même dans un moindre délai, s'ils jugeaient ab- « solument nécessaire d'y apporter un remède plus prompt. »

« En cas de négligence de la part des supérieurs dans le délai déterminé, les Archevêques et Évêques pouvaient y pourvoir eux-mêmes

« Ainsi on voit que les lois étaient sans cesse occupées à modifier les exemptions, lors même qu'on se croyait forcé de les tolérer ; il était donc naturel qu'aujourd'hui le Législateur annonçât la volonté formelle de ne plus les voir renaître.

« Le retour à la hiérarchie primitive et fondamentale de l'Église est le seul vœu que l'on pouvait dignement exprimer dans le moment où l'on rétablissait la religion catholique en France.

ARTICLE XI.

Quels sont les divers établissements ecclésiastiques qui sont autorisés en France dans le nouvel ordre de choses ?

« On a vu dans les derniers mots de cet article la suppression de tout ordre monastique, la suppression du clergé régulier. On prétend que cette disposition ne

pouvait être promulguée sans le concours de l'autorité ecclésiastique, attendu que les ordres religieux ne peuvent être établis ni détruits qu'avec le concours de cette autorité. Ceci n'a besoin que d'être expliqué.

« C'est par l'autorité ecclésiastique qu'un ordre religieux existe dans l'Église; c'est par la puissance temporelle qu'il existe dans l'État.

« L'autorité spirituelle peut seule habiliter un ordre, une société, à admettre des sujets au vœu de religion. C'est l'Église qui donne à une société naissante cet être spirituel, cette capacité canonique qui la constitue ordre et religion, et il n'y a que l'Église qui puisse lui enlever l'être spirituel qu'elle lui a donné, l'ordre une fois approuvé par l'Eglise ne serait point détruit, quand même tous les Souverains de la terre s'accorderaient à lui refuser l'établissement dans leur territoire. Il manquerait de sujets; mais il conserverait la faculté canonique d'en recevoir, l'obstacle cessant. Si un Souverain reçoit cet ordre dans son territoire pour y remplir la fin de son institut et pour y faire des recrues, l'ordre acquiert l'établissement légal.

« On peut appeler *concours*, si l'on veut, cette rencontre des deux puissances qui favorisent le même ordre, chacune par des actes séparés et pour des objets différents; mais, dans la réalité, l'action des deux puissances n'est point commune. L'Église ne concourt point à l'établissement légal, l'État ne concourt point à la création de l'être spirituel; de ces concessions émanées de deux autorités distinctes, il ne résulte aucun pacte entre l'Église et l'État. La puissance temporelle peut reprendre ce qu'elle a donné, sans que la puissance ecclésiastique ait droit de se plaindre.

« Le Souverain qui ne veut plus d'un ordre devenu suspect ou inutile, ne le détruit point. Cet ordre qui n'existera plus dans un tel État, pourra exister dans d'autres. L'édit de destruction qui abolit l'ordre dans un gouvernement ne porte aucune atteinte à la constitution canonique de cet ordre et à l'être spirituel que les Papes lui ont donné. Par conséquent un Souverain n'a pas besoin de solliciter en Cour de Rome la ratification de sa loi; c'est un acte de souveraineté qui le révoque, et la souveraineté est indépendante.

« Ce qui est certain, c'est qu'il faudrait être fanatique pour contester à un prince le droit de recevoir ou de rejeter un ordre régulier, et même de le chasser après l'avoir reçu : car, supposez l'approbation la plus formelle du Souverain, s'ensuit-il qu'il soit lié de manière à ne pouvoir la rétracter s'il reconnaît son erreur ? Il ne pourra donc pourvoir à la sûreté et à la tranquillité de son État, si l'approbation a été donnée légèrement ou si l'établissement est devenu dangereux ? Cela est absurde. Le Souverain, dira-t-on, ne peut détruire sans titre et sans raison ce qu'il a une fois autorisé : mais on ne peut dire qu'il détruit sans titre, puisqu'il est Souverain, et personne ne peut lui faire le reproche de détruire sans raison, puisqu'il ne doit compte qu'à Dieu. L'acte peut être imprudent, si l'établissement est utile; contraire à l'humanité, si l'on ne pourvoit au sort des personnes intéressées. On ne peut dire en aucun sens qu'il soit attentatoire à la juridiction de l'Église.

« Ce que nous disons en parlant du pouvoir du Souverain, par rapport à un ordre particulier qu'il s'agit d'admettre ou de rejeter, de maintenir ou de détruire, s'applique à tous les ordres religieux en général.

« Les ordres religieux ne sont point de droit divin; ils ne sont que d'institution ecclésiastique. Il n'est pas nécessaire à la religion que les ordres existent; mais s'ils existent, il est nécessaire qu'ils répandent la bonne odeur de Jésus-Christ. Conséquemment les établissements religieux sont de la nature de ceux que le Souverain peut permettre ou refuser, sans blesser ce qui est de nécessité de salut.

« Il ne faut pas confondre le vœu avec la monasticité; ces deux choses sont essentiellement différentes. Le vœu est vraiment d'institution divine, puisqu'il n'est autre chose que la promesse faite à Dieu d'observer les conseils de perfection recommandés par l'Évangile; le vœu date conséquemment d'aussi loin que l'Évangile même ; la monasticité, au contraire, n'est qu'un moyen, un genre de vie que l'on croit devoir choisir pour rendre le chemin de la perfection plus sûr et plus facile à ceux qui se vouent à des vertus au-dessus du commun des hommes.

« Ce genre de vie qui constitue la monasticité a des rapports intimes avec la police des États; il est usité dans un siècle, et il ne l'est pas dans un autre ; il convient dans un gouvernement, ailleurs il est inconciliable avec les lois; il varie selon les temps et les lieux : il suit toutes les révolutions des mœurs; il peut exister ou ne pas exister sans que la substance de la religion en soit altérée ni affaiblie. Pendant les premiers siècles de l'Église il n'y avait point de profession monastique : il existait des solitaires, mais il n'existait aucun des ordres religieux qui se sont établis ensuite. Les mêmes ordres n'ont pas toujours eu le même régime. L'histoire de l'Église fait foi que les institutions religieuses ont été extrêmement variables.

« Depuis longtemps on se plaignait dans l'Église de la multiplicité des nouveaux ordres : car c'est un fait positif que le concile de Latran, en 1215, défendit d'inventer de nouvelles religions, c'est-à-dire de nouveaux ordres ou congrégations, de peur, dit le canon, que leur trop grande diversité n'apportât de la confusion dans l'Église (1). Il ordonna que quiconque voudrait entrer en religion embrasserait une de celles qui étaient approuvées. Cette défense était fort sage et conforme à l'esprit de la plus pure antiquité. Ce sont les paroles du judicieux abbé de Fleury.

« C'est un autre fait, comme il le remarque, que ce décret a été si mal observé, qu'il s'en est beaucoup plus établi depuis, que dans tous les siècles précédents.

« Les Évêques et les prêtres, dit un magistrat, sont établis de Dieu pour instruire « les peuples et pour prêcher la religion aux fidèles et aux infidèles. Il y a eu dans « l'Église des temps malheureux où les prêtres et les clercs n'étaient guère en état « de s'instruire par eux-mêmes. L'ignorance était grande, et les moyens d'acquérir « la science étaient difficiles. Pour s'autoriser à fonder la plupart des ordres religieux, du moins ceux qui ont eu des fonctions dans l'Église, on a supposé d'abord « que les pasteurs ordinaires ne s'acquittaient pas de leur devoir, que les peuples « étaient privés d'instruction et ensevelis dans une profonde ignorance ; et il faut « convenir que cette supposition n'a pas toujours été sans fondement.

« En 1216, c'est-à-dire l'année d'après les défenses qu'avait faites le concile de « Latran, saint Dominique, Espagnol, institue un ordre dont l'objet était de prêcher « la religion et de défendre la foi contre les hérétiques.

« Saint François d'Assise, en Ombrie, venait d'en instituer un autre, dont le but « était plutôt d'édifier que d'instruire; cependant il prêchait, quoiqu'il ne fût que « diacre. Ses disciples prêchèrent également.

« Vers la fin du XVe siècle, saint Gaëtan, Vénitien, fonda celui des Théatins, pour « réformer les clercs et défendre la loi contre les hérétiques.

(1) Ne nimia religionum diversitas gravem in Ecclesiâ Dei confusionem inducat, firmiter prohibemus ne quis de cætero novam religionem inveniat, sed quicumque voluerit ad religionem converti unam de approbatis assumat ; similiter qui voluerit religiosam domum fundare de novo, regulam et institutionem accipiat de religiosis approbatis. (*Concile ;* Labbe et Cossart, t. II, part. 1, cas. 165, chap. XIII.)

« Matthieu Barchi, Italien, réforma, dans le commencement du XVIe siècle, les « Frères Mineurs, et s'adonna à la prédication de la parole de Dieu, avec ses com- « pagnons, qu'on appela Capucins.

« Les Récollets, qui sont un autre rejeton des religieux de saint François, furent « établis en 1531.

« L'établissement des Barnabites eut à peu près le même objet que celui des Théa- « tins dans le même siècle.

« Enfin, saint Ignace se proposa de catéchiser les enfants, de convertir les infidèles « et de défendre la foi contre les hérétiques. Son institut fut approuvé par Paul III, « en 1540.

« Je ne parlerai pas de l'ordre de saint Benoît, qui se proposa d'abord, suivant « les véritables principes de la vie monastique, de vivre dans la solitude, comme « de simples chrétiens qui travaillaient à leur salut particulier.

« Ils se trouvèrent, quelques siècles après, fort éloignés de l'observance exacte « de la règle. Clugny, Cîteaux, furent des réformés qui eurent bientôt besoin de « réformation.

« Je ne parle point d'une infinité d'autres religieux qui avaient d'autres objets, « et des communautés d'hommes et de femmes instituées en différents temps.

« Mais je ne puis m'empêcher de remarquer que l'objet de l'institut de la plupart « de ces ordres est entièrement le même, savoir : la conversion des pécheurs en « général, l'instruction des fidèles, des infidèles et des hérétiques.

« Je dis donc que ces ordres ayant été établis sur la supposition que les pasteurs, « étant peu instruits, ne donnaient pas aux fidèles les instructions nécessaires, il « était plus naturel et plus conforme à l'esprit de l'Église de commencer par tra- « vailler à la réformation et l'instruction du clergé même, afin de le mettre en état « d'enseigner les peuples, que d'aller chercher en Espagne ou en Italie des moines « étrangers qu'on fut bientôt obligé de réformer. Les fondateurs de ces ordres et « leurs premiers disciples étaient des hommes vertueux ; mais des personnes sen- « sées ont remarqué que la première ferveur se ralentit bientôt, qu'elle ne dure tout « au plus qu'un siècle dans chaque ordre, après quoi il faut le rappeler à sa pre- « mière institution.

« Au lieu de protéger les pasteurs ordinaires, qui sont de la hiérarchie de l'Église, « on a élevé sur leur tête un clergé régulier qui les a opprimés, et, pour employer « des troupes mercenaires et auxiliaires, on a négligé les troupes nationales. Ces « nouveaux ordres ont été comblés de biens, de faveurs, de priviléges ; on a multi- « plié les exemptions au préjudice de la juridiction des évêques, qui ont abandonné « leur clergé avec peu de prévoyance.

« De ces divers établissements est provenue une multitude d'ecclésiastiques, de « communautés et d'ordres distingués par l'habit, divisés d'intérêts, de principes et « de partis. L'État a été surchargé de mendiants, de gens oisifs. Oubliant leur pre- « mière institution, chaque ordre de religieux a ordinairement amené un ordre de « religieuses sous la même règle.

« Une bonne œuvre à faire, un abus à réformer, ont produit un ordre dans l'Eglise ; « un acte de dévotion a fait établir de nouvelles maisons, et, à force d'œuvres pies, « les États se ruinent et se dépeuplent insensiblement.

« Mais les États profitent bien moins de leurs fautes que les particuliers. L'expé- « rience des siècles passés est perdue pour les siècles qui les suivent, et toutes les « fois que le zèle présente un bien réel ou apparent, il se trouve des personnes « pieuses qui, sans examen et sans vues, favorisent de nouveaux établissements.

« Je ne nie pas le bien passager qu'ont fait les fondateurs et quelques religieux « de ces ordres; mais on ne peut se dissimuler le mal réel et permanent qui en ré- « sulte, en empêchant les curés, les vicaires, ceux qui portent le poids du jour, de « s'instruire et d'être suffisamment dotés : mal presque irrémédiable et que l'Église « avait voulu prévenir en défendant la multiplication des ordres.

« Je ne parle que d'après les conciles, et j'énonce le vœu des plus savants et des « plus pieux évêques, des théologiens les plus éclairés qui aient été dans l'Eglise. Il « fallait réformer le clergé, l'instruire et le doter, ou incorporer les ordres qui « avaient un même objet. Il fallait au moins réformer les premiers avant d'en créer « d'autres. Voilà ce que demandait la religion, et ce que l'État doit désirer, sans « quoi les établissements iront à l'infini dans la chrétienté; car on ne manquera ja- « mais du prétexte d'avoir des ignorants à instruire, des hérétiques et des infidèles « à convertir, de bonnes œuvres à faire et des abus à réformer (1). »

« On sait ce qui s'est passé en France depuis la destruction des jésuites.

« Diverses lois avaient été portées pour la suppression de plusieurs monastères, pour rétablir la conventualité dans d'autres, et pour incorporer certains ordres dépendants originairement de la même règle.

« Les religieux n'offraient plus qu'un spectacle peu édifiant : tous les tribunaux retentissaient des réclamations que la plupart de ces religieux formaient journellement contre leurs vœux. Le nombre de ces réclamations fixa l'attention du législateur, qui, croyant en apercevoir la source dans l'âge auquel on pouvait s'engager par la profession solennelle, décida qu'on ne pourrait plus s'engager par des vœux religieux qu'à vingt et un ans.

« Cette mesure écarta les novices; les ordres religieux, minés par le temps et par les mœurs, ne pouvaient plus se recruter; ils languissaient dans un état d'inertie et de défaveur qui était pire que l'anéantissement.

« En 1773, il parut un édit qui ordonna quelques réformes. Il n'était plus temps de donner à un nouvel être à des institutions qui n'étaient plus adaptées à l'esprit du siècle. Dans les choses qui tiennent à l'opinion, on est bien plus gouverné par les mœurs que par les lois.

« Chaque siècle a ses idées dominantes. Le siècle des institutions monastiques était passé.

« C'est sur ces entrefaites que la révolution est survenue. L'Assemblée constituante a proscrit les ordres religieux, et il valait mieux les détruire que de continuer à les avilir.

« Nous le demandons à tout homme raisonnable, eût-il été sage de rétablir ou de ramener des institutions depuis longtemps décréditées dans l'opinion générale, et qui ne pouvaient plus remplir le but de leur établissement originaire ?

« En fait d'institutions religieuses, il ne suffit pas de tolérer ce qui n'est pas mauvais; il ne suffit pas même de faire ce qui peut être bon en soi; il faut encore chercher ce qui est convenable.

ARTICLE XII.

Cet article ne comporte aucune observation particulière, n'étant relatif qu'à des

(1) Premier compte des constitutions des Jésuites, par M. de la Chalotais, procureur général à l'ancien parlement de Bretagne.

circonstances étrangères à la religion et à l'Eglise : puisqu'il ne porte que sur les titres que les évêques peuvent prendre dans la société.

SECTION DEUXIÈME. — DES ARCHEVÊQUES OU MÉTROPOLITAINS.

Les articles 13, 14, 15, qui composent cette section, déterminent les droits des archevêques ou métropolitains.

« Les métropoles sont très-anciennes dans l'Eglise; les droits des métropolitains sont connus. Nous n'entrerons ici dans aucun détail, car il serait superflu de rappeler des règles et des principes qui ont été développés par tous les canonistes. Les archevêques ou métropolitains sont supérieurs aux évêques; ils jugent, en cas de recours ou d'appel, les causes qui leur sont portées des différents diocèses qui composent l'arrondissement ecclésiastique.

« Si l'on croit avoir à se plaindre du jugement porté par l'archevêque ou métropolitain, on peut recourir au pape, qui prononce alors dans les formes fixées par nos usages, et dont nous avons déjà eu occasion de parler.

« Le recours au pape n'avait pas besoin d'être exprimé dans une loi particulière à l'Eglise de France. Ce recours appartient à la discipline générale qui régit le corps entier de l'Eglise.

SECTION TROISIÈME. — DES ÉVÊQUES, DES VICAIRES-GÉNÉRAUX ET DES SÉMINAIRES.

ARTICLE XVI.

De l'âge et des qualités requises pour être évêque.

« L'ordonnance de Blois avait fixé à vingt-sept ans l'âge requis pour pouvoir être évêque. L'article premier de l'ordonnance d'Orléans exigeait trente ans. On a suivi la disposition de l'ordonnance d'Orléans.

« Pour pouvoir être évêque en France, il faut être Français.

« Le roi Charles VII publia, le 10 mars 1431, un édit enregistré au parlement de Paris, séant à Poitiers, le 8 août suivant, par lequel il fut défendu à tous étrangers de tenir aucun bénéfice dans le royaume.

« Le roi Louis XII révoqua, par une ordonnance de l'an 1499, toutes les lettres de naturalité accordées par son prédécesseur, Charles VII, pour tenir bénéfice ou office dans le royaume. François Ier, par l'article 92 de son ordonnance de 1525, concernant les officiers de Provence et le règlement de la justice audit pays, renouvela les mêmes dispositions contre les étrangers.

« L'article 4 de l'ordonnance de Blois porte qu'aucun ne pourra être pourvu d'évêché, ni abbaye de chefs d'ordre, soit par mort, résignation ou autrement, qu'il ne soit originaire français, nonobstant quelque dispense ou quelque clause dérogatoire qu'il puisse obtenir.

ARTICLE XVII.

De l'examen des personnes nommées à des évêchés.

« Cet article a sa source dans les articles 1er et 2 de l'ordonnance de Blois, du 25 janvier 1580, dont voici les dispositions :

« Déclarons que, advenant vacation des archevêchés, évêchés, abbayes, prieurés, « et autres bénéfices, étant à notre nomination, nous n'entendons nommer sinon « personne d'âge, preud'homme suffisante, et autres qualités requises par les saints « décrets et constitutions canoniques et concordats; et afin qu'il soit plus meure- « ment par nous pourvu en fait desdites nominations, ne sera à l'avenir par nous « nommé à aucun desdits bénéfices, sinon un mois après la vacation d'iceux : et en- « core, auparavant la délivrance de nos lettres de nomination que nous avons accon- « tumé faire à notre Saint Père le pape, seront les noms des personnes par nous « nommées, envoyées à l'évêque diocésain du lieu où ils auront fait leur demeure et « résidence les cinq dernières années précédentes, ensemble aux chapitres des églises « et monastères vacants, lesquels informeront respectivement de la vie, mœurs, « bonne renommée et conversation catholique desdits nommés. Et de tout feront bons « procès-verbaux, qu'ils nous envoyeront clos et scellés le plus tôt que faire se pourra.

« Art. 2. Ceux que nous voudrons nommer auxdits archevêchés et évêchés seront « âgés de vingt-sept ans pour le moins, et encore, avant l'expédition de nos lettres « de nomination, examinés sur leur doctrine aux saintes lettres, par un archevêque « ou évêque, que nous commettrons, appellés deux docteurs en théologie, lesquels « nous envoyeront leur certificat de la capacité ou insuffisance desdits nommés, et « ou, tant par lesdites informations qu'examen, ils ne se trouveraient être de vie, « mœurs, âge, doctrine et suffisance requise, sera par nous procédé à nouvelle no- « mination d'autres personnes, de la vie, mœurs, doctrine desquels sera informé et « enquis comme ci-dessus. »

ARTICLE XVIII.

De l'institution canonique et du serment des évêques.

« Cet article n'est que l'exécution littérale de la convention passée entre le gouvernement français et Pie VII, et cette convention est conforme à l'ancien concordat passé entre François Ier et Léon X.

« On peut voir dans le recueil des libertés de l'Eglise gallicane, publié par Durand de Maillanne, en 1771, les actes et les monuments historiques qui constatent l'influence que la puissance temporelle a toujours conservée dans le choix des évêques (1).

« Quand on dit qu'un évêque ne peut exercer aucunes fonctions avant que d'avoir prêté serment, on ne fait qu'avancer une maxime constante (2).

ARTICLE XIX.

De la nomination et institution des curés.

« Il y a deux parties dans cet article : par la première, la nomination des curés est

(1) Tome II, p. 523, art. 68 des Libertés; tome IV, p. 764; tome V, p. 1.

(2) *Remontrances du Parlement sur les facultés du Légat, présentées au roi le 2 décembre* 1661. On y voit ces termes : « Le roi est souverain, ne reconnaissant aucun « supérieur de son royaume, auquel les évêques n'exercent leur juridiction *etiam* « spirituelle, jusqu'à ce qu'ils lui aient fait le serment, et n'est la régale close jus- « qu'à ce que ces lettres leur aient été expédiées, adressées à la chambre des Comp- « tes, et, par eux renvoyées aux officiers des lieux, par l'ordonnance qui se com- « mence *Deum episcopus.* » Tome Ier du recueil ci-dessus de nos libertés, page 44, au milieu.

attribuée aux évêques; et par la deuxième, l'agrément du premier consul est déclaré nécessaire pour que cette nomination puisse avoir son effet.

« De droit commun, les évêques ont toujours été collateurs ordinaires des bénéces et titres ecclésiastiques de leur diocèse (1).

« La dernière partie de notre article comprend une simple précaution de police tendant à écarter des hommes qui seraient suspects à l'État. On ne peut contester à un gouvernement l'exercice du droit sacré de sa propre conservation, droit que la nature garantit au moindre individu.

ARTICLE XX.

De la résidence des évêques.

« Le devoir de résider a été imposé aux évêques par les canons, et il leur a été rappelé par les lois de l'État. L'art. 5 de l'ordonnance d'Orléans porte : « Résideront « tous archevêques et évêques, abbés et curés, et fera chacun d'eux en personne « son devoir et charge, à peine de saisie du temporel de leurs bénéfices. »

« On trouve la même disposition dans l'ordonnance de Blois, dont l'article 11 s'exprime en ces termes : « Seront tenus les archevêques et évêques faire résidence « en leurs églises et diocèses, et satisfaire aux devoirs de leurs charges en per- « sonne. De laquelle résidence ils ne pourront être excusés que pour causes justes « et raisonnables, approuvées de droit, qui seront certifiées par les métropolitains « ou plus anciens évêques de la province; autrement et à faute de ce faire, outre « les peines portées par les conciles, seront privés des fruits pendant leur absence. »

Cette disposition a été renouvelée d'âge en âge par les arrêts de règlement des cours souveraines (2).

ARTICLE XXI.

Des vicaires généraux.

« Tout ordinaire peut déléguer ses pouvoirs. Or les Evêques sont ordinaires; ils ont conséquemment le droit de déléguer. C'est de ce droit que naît celui d'établir des vicaires généraux.

« Les vicaires généraux sont des ministres auxiliaires que les Évêques choisissent pour partager avec eux le gouvernement de leur diocèse. Les fonctions de ces ministres auxiliaires sont connues depuis longtemps dans l'Église. Saint Grégoire fut arraché de la solitude par son père, qui voulut se décharger sur lui d'une partie des soins et des peines qu'il avait dans le gouvernement de son église. Saint Basile, s'étant réconcilié avec Eusèbe de Césarée, en devint le conseil et le guide. Le Pape Damase envoya le prêtre Simplicius à saint Ambroise pour le soulager dans le commencement de l'épiscopat (3).

« Le concile de Latran, sous Innocent III, exhorta les Évêques qui ne pouvaient pas remplir par eux-mêmes toutes les fonctions épiscopales à choisir des aides, *viros idoneos*, pour instruire, pour gouverner et pour visiter leurs diocèses à leur place, *vice ipsorum quum per se iidem nequiverint*.

(1) Cochin, tome I, p. 632, et tome II, livre I, chap. I, page 3, col. 2.
(2) Arrêts de règlement recueillis par le président de Regusse, page 114.
(3) Père Thomassin, Discip., part. I, cap. XIX.

« On voit par ce texte que les Evêques ne sont point obligés de déléguer leurs pouvoirs, mais qu'ils le doivent quand ils ne peuvent pourvoir par eux-mêmes au gouvernement ou à l'administration de leur diocèse. Cela est laissé à leur conscience; c'est ce qui fait que dans l'article on s'est contenté de dire : Chaque Evêque pourra nommer deux vicaires généraux.

« Autrefois on distinguait dans les Evêques deux sortes de juridictions, la juridiction gracieuse ou volontaire, et la juridiction contentieuse. On appelait juridiction gracieuse ou volontaire celle qui s'exerce sur les âmes, sur les objets purement spirituels, et qui ne consiste que dans des actes purement administratifs; on appelait juridiction contentieuse celle qui s'exerçait dans la forme coactive et avec l'appareil d'un tribunal.

« Cette seconde juridiction, que l'Eglise tenait uniquement de la concession des Souverains, était commise dans chaque diocèse à un official. Les Évêques ne pouvaient l'exercer par eux-mêmes. Selon les usages français, ils étaient obligés de la déléguer. Quelques Évêques pourtant avaient conservé ou acquis le droit de l'exercer en personne. L'Archevêque d'Aix était de ce nombre.

« La juridiction contentieuse n'existe plus (*).

« La juridiction gracieuse ou volontaire a toujours été exercée par les Évêques, ou par les vicaires généraux, quand les Évêques ont trouvé bon d'en établir.

« Le pouvoir des vicaires généraux peut être plus ou moins étendu; il peut être limité à certaines choses; cela dépend de la volonté des Évêques.

« Il est des fonctions qui appartiennent exclusivement à l'Épiscopat. Ces fonctions ne peuvent être déléguées par des Evêques qu'à d'autres Evêques : elles ne peuvent l'être à de simples prêtres vicaires généraux.

« Selon l'article 45 de l'ordonnance de Blois, il faut avoir la prêtrise pour pouvoir être vicaire général.

« L'ordonnance de Henri III, de 1554, et l'article 4 de celle de Blois, veulent qu'on ne puisse être vicaire général si l'on n'est originaire ou naturalisé Français.

ARTICLE XXII.

De la visite des diocèses.

« L'obligation où sont les Evêques de visiter leur diocèse a été dans tous les temps consignée dans les lois de l'Etat. L'article 6 de l'ordonnance d'Orléans porte : « Visiteront les Archevêques et Evêques, archidiacres, en personne, les églises et « cures de leur diocèse. »

« On lit dans l'article 32 de celle de Blois : « Les Archevêques et Evêques seront « tenus de visiter en personne, ou s'ils sont empêchés légitimement, leurs vicaires « généraux, les lieux de leur diocèse tous les ans, et que si, par grande étendue « d'iceux, ladite visitation dans ledit temps ne peut être accomplie, ils seront tenus « icelle parachever dans deux ans. »

(*) La juridiction contentieuse, qui consistait à juger les délits civils ou mixtes des ecclésiastiques, et qui était une concession des princes, n'existe plus ; mais la juridiction relative aux délits canoniques des clercs existe et existera toujours, parce qu'elle est un des attributs inaliénables de l'Episcopat comme la juridiction gracieuse. Les Evêques peuvent donc et doivent même établir des officialités pour juger canoniquement les délits des clercs. (*Voyez* OFFICIALITÉS.)

« L'édit de 1695 n'est pas moins formel. « Les Archevêques et Evêques, dit l'ar-« ticle 14 de cette loi, visiteront tous les ans au moins une partie de leur diocèse; « ils feront visiter par leurs archidiacres ou autres ecclésiastiques, ayant droit de « le faire, sous leur autorité, les endroits où ils ne pourront aller en personne; « la charge par lesdits archidiacres ou autres ecclésiastiques de remettre aux Ar-« chevêques et Evêques, dans un mois, leurs procès-verbaux de visites, après « qu'elles seront achevées, afin d'ordonner sur iceux ce qu'ils estimeront nécessaire. »

« L'article que nous discutons veut, à l'exemple de toutes ces lois, qui ne sont que la sanction des dispositions des conciles, que chaque Evêque visite annuellement une partie de son diocèse, et qu'il en fasse la visite totale au moins dans cinq ans. Ce terme de cinq ans, plus long que celui indiqué dans les précédentes ordonnances, est relatif à la plus grande étendue des diocèses actuels. Si un Evêque peut par lui-même ou par ses délégués faire sa visite en moins d'années, il est libre de s'abandonner au mouvement de son zèle; mais aux yeux de la loi, il ne sera exposé à aucun reproche s'il ne le fait pas.

ARTICLE XXIII.

De l'organisation des séminaires.

« Les séminaires sont des établissements consacrés à l'éducation des ecclésiastiques. Les canonistes en font remonter l'origine à ces communautés de clercs que les premiers Evêques avaient auprès d'eux.

« En France, plusieurs lois se sont occupées de ces établissements.

« Et d'autant, porte l'article 24 de l'ordonnance de Blois, que l'institution des « séminaires et colléges qui ont été établis en aucuns Evêchés de cettui notre « royaume, pour l'instruction de la jeunesse; tant aux bonnes et saintes lettres « qu'au service divin, a apporté beaucoup de bien à l'Eglise et même en plusieurs « provinces de cettui notre royaume, grandement désolé pour l'injure du temps et « dépourvu de ministres ecclésiastiques, admonestons et néanmoins enjoignons aux « Archevêques et Evêques d'en dresser et instituer en leur diocèse, et aviser de la « forme qu'il semblera être la plus propre selon la nécessité et condition des lieux. »

« L'article 1er de l'édit de Melun et l'article 6 de l'ordonnance de 1629 sont conformes à cette loi.

« Enfin, nous lisons dans la déclaration du 15 décembre 1698 : « Nous exhortons « néanmoins et enjoignons par ces présentes à tous les Archevêques et Evêques de « notre royaume, d'établir incessamment des séminaires dans les diocèses où il n'y « en a point, pour y former des ecclésiastiques. »

« Ainsi l'existence des séminaires en général est dans le vœu de toutes nos lois.

« L'établissement des séminaires et leur organisation appartiennent aux Evêques, puisque les lois leur enjoignent de les établir et les organiser.

« Mais quand un Evêque établit ou organise un séminaire dans son diocèse, il est obligé de présenter cet établissement et cette organisation à l'approbation du gouvernement : car la déclaration du 7 juin 1659 comprend les séminaires avec les autres communautés qui ne peuvent être établies sans lettres patentes.

« Nous savons que le Parlement de Paris, en enregistrant cette déclaration, en modifia les dispositions par rapport aux séminaires; mais dans l'usage cette modification n'a point eu d'effet; c'est ce qui est attesté par *Durand de Maillanne*, dans son Dictionnaire canonique, au mot *Séminaire;* c'est ce qui résulte d'ailleurs de

l'article 1er de l'édit du mois d'août 1749, d'après lequel « il ne peut être fait aucun « nouvel établissement de Chapitres, colléges, séminaires, maisons ou communautés « religieuses, même sous prétexte de congrégations, confréries, ou autres titres de « bénéfices, dans toute l'étendue du royaume, si ce n'est en vertu de la permission « expresse du Souverain, portée par des lettres patentes enregistrées en Parlement. »

ARTICLE XXIV.

De la déclaration du clergé de France dans l'assemblée de 1682 (*).

« Il est nécessaire de transcrire ici la déclaration dont il s'agit. En voici les propres termes :

« Plusieurs personnes s'efforcent de renier les décrets de l'Eglise gallicane et ses « libertés, que nos ancêtres ont soutenues avec tant de zèle, et de renverser leurs « fondements, qui sont appuyés sur les saints canons et sur la tradition des Pères; « d'autres, sous prétexte de les défendre, ont la hardiesse de donner atteinte à la « primauté de saint Pierre et des Pontifes romains, ses successeurs, institués par « Jésus-Christ; d'empêcher qu'on ne leur rende l'obéissance que tout le monde leur « doit, et de diminuer la majesté du St-Siége apostolique, qui est respectable à « toutes les nations où l'on enseigne la vraie foi de l'Eglise et qui conservent son « unité. Les hérétiques, de leur côté, mettent tout en œuvre pour faire paraître « cette puissance qui maintient la paix de l'Eglise insupportable aux rois et aux « peuples, et ils se servent de cet artifice pour séparer les âmes simples de la com- « munion de l'Eglise. Voulant donc remédier à ces inconvénients, nous Archevêques « et Evêques, assemblés à Paris, par ordre du Roi, avec les autres ecclésiastiques « députés, qui représentons l'Eglise gallicane, avons jugé convenable, après une « mûre délibération, de faire les déclarations et règlements qui suivent :

§ 1.

« Que saint Pierre et ses successeurs, vicaires de Jésus-Christ, et que toute l'E- « glise même n'ont reçu de puissance de Dieu que sur les choses spirituelles et qui « concernent le salut, et non point sur les choses temporelles et civiles, Jésus- « Christ nous apprenant lui-même que *son royaume n'est point de ce monde,* et en « un autre endroit, qu'*il faut rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui* « *est à Dieu*, et qu'ainsi ce précepte de l'Apôtre saint Paul ne peut en rien être « altéré ou ébranlé : *que toute personne soit soumise aux puissances supérieures; « car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu, et c'est lui qui ordonne « celles qui sont sur la terre : celui donc qui s'oppose aux puissances résiste à « l'ordre de Dieu.*

« Nous déclarons, en conséquence, que les Rois et Souverains ne sont soumis à « aucune puissance ecclésiastique par l'ordre de Dieu dans les choses temporelles; « qu'ils ne peuvent être déposés directement ni indirectement par l'autorité des « chefs de l'Eglise; que leurs sujets ne peuvent être dispensés de la soumission et « de l'obéissance qu'ils lui doivent, ou absous du serment de fidélité, et que cette « doctrine, nécessaire pour la tranquillité publique, non moins avantageuse à « l'Eglise qu'à Etat, doit être inviolablement suivie, comme conforme à la parole « de Dieu, à la tradition des saints Pères, et aux exemples des saints.

(*) *Voyez* sous le mot DÉCLARATION ce que nous disons de cet article.

§ 2.

« Que la plénitude de puissance que le Saint-Siége Apostolique et les successeurs
« de saint Pierre, vicaires de Jésus-Christ ont sur les choses spirituelles, est telle
« que néanmoins les décrets du saint concile œcuménique de Constance, contenus
« dans les sessions IV et V, approuvés par le Saint-Siége Apostolique, confirmés
« par la pratique de toute l'Eglise et des Pontifes romains, et observés religieusement
« dans tous les temps par l'Eglise gallicane, demeurent dans leur force et vertu, et
« que l'Eglise de France n'approuve pas l'opinion de ceux qui donnent atteinte à
« ces décrets ou qui les affaiblissent, en disant que leur autorité n'est pas bien
« établie, qu'ils ne sont point approuvés, ou qu'ils ne regardent que le temps du
« schisme.

§ 3.

« Qu'ainsi il faut régler l'usage de la puissance apostolique en suivant les ca
« nons faits par l'Eglise de Dieu et consacrés par le respect général de tout le
« monde. Que les règles, les mœurs et les constitutions reçues dans le royaume et
« dans l'Eglise gallicane doivent avoir leur force et vertu, et les usages de nos pères
« demeurer inébranlables. Qu'il est même de la grandeur du Saint-Siége Aposto-
« lique que les lois et coutumes établies du consentement de ce siége respectable
« et des Eglises subsistent invariablement.

§ 4.

« Que, quoique le Pape ait la principale part dans les questions de foi, et que
« ses décrets regardent toutes les églises et chaque église en particulier, son juge-
« ment n'est pourtant pas irréformable, à moins que le consentement de l'Eglise
« n'intervienne.

« Nous avons arrêté d'envoyer à toutes les Églises de France et aux Evêques qui
« y président par l'autorité du Saint-Esprit, ces maximes que nous avons reçues de
« nos pères, afin que nous disions tous la même chose, que nous soyons tous dans
« les mêmes sentiments, que nous suivions tous la même doctrine. »

« Cette déclaration a été rédigée et défendue par le célèbre M. Bossuet.

« Elle fut suivie d'un édit de Louis XIV, qui fut publié le 23 mars 1682.

« Bien que l'indépendance de notre Couronne de toute autre puissance que de
« Dieu, porte cet édit, soit une vérité certaine et incontestable, et établie sur les
« propres paroles de Jésus-Christ, nous n'avons pas laissé de recevoir avec plaisir la
« déclaration que les députés du Clergé de France, assemblés par notre permission
« dans notre bonne ville de Paris, nous ont présentée, contenant leurs sentiments
« touchant la puissance ecclésiastique, et nous avons d'autant plus volontiers écouté
« la supplication que lesdits députés nous ont faite de faire publier cette déclaration
« dans notre royaume, qu'étant faite par une assemblée de tant de personnages égal-
« lement recommandables par leur vertu et par leur doctrine, et qui s'emploient
« avec tant de zèle à tout ce qui peut être avantageux à l'Eglise et à notre service,
« la sagesse et la modération avec laquelle ils ont expliqué les sentiments que
« l'on doit avoir sur ce sujet, peuvent beaucoup contribuer à confirmer nos sujets
« dans le respect qu'ils sont tenus, comme nous, de rendre à l'autorité que Dieu a
« donnée à l'Eglise....

« A ces causes et autres bonnes et grandes considérations à ce nous mouvant,
« après avoir fait examiner ladite déclaration en notre Conseil, nous, par notre pré-

« sent édit perpétuel et irrévocable, avons dit, statué et ordonné, disons, statuons, « voulons et nous plaît, que ladite déclaration des sentiments du Clergé sur la puis- « sance ecclésiastique soit enregistrée dans toutes nos Cours de Parlement, bail- « liages, sénéchaussées, Universités et Facultés de théologie et de droit canon de notre « royaume.

« 1° Défendons à tous nos sujets et aux étrangers étant dans notre royaume, sé- « culiers ou réguliers, de quelque ordre, congrégation et société qu'ils soient, d'en- « seigner dans leurs maisons, colléges et séminaires, ou d'écrire aucune chose con- « traire à la doctrine contenue en icelle;

« 2° Ordonnons que ceux qui seront dorénavant désignés pour enseigner la théo- « logie dans tous les colléges de chaque Université, soit qu'ils soient séculiers ou « réguliers, souscriront ladite déclaration aux greffes des Facultés de théologie, avant « de pouvoir faire cette fonction dans les colléges ou maisons séculières ou régu- « lières; qu'ils se soumettront à enseigner la doctrine qui y est expliquée, et que « les syndics des Facultés de théologie présenteront aux Ordinaires des lieux et à « nos Procureurs généraux, des copies desdites soumissions signées par les greffiers « desdites Facultés.

« 3° Que dans tous les colléges et maisons desdites Universités où il y aura plu- « sieurs professeurs, soit qu'ils soient séculiers ou réguliers, l'un d'eux sera chargé « tous les ans d'enseigner la doctrine contenue en ladite déclaration, et dans les « colléges où il n'y aura qu'un seul professeur, il sera obligé de l'enseigner l'une « des trois années consécutives;

« 4° Enjoignons aux syndics des Facultés de théologie de présenter tous les ans, « avant l'ouverture des leçons, aux Archevêques ou Évêques des villes où elles sont « établies, et d'envoyer à nos Procureurs généraux les noms des professeurs qui se- « ront chargés d'enseigner ladite doctrine, et auxdits professeurs de représenter aux- « dits Prélats et à nosdits Procureurs généraux les écrits qu'ils dicteront à leurs « écoliers, lorsqu'ils leur ordonneront de le faire;

« 5° Voulons qu'aucun bachelier, soit séculier ou régulier, ne puisse être doré- « navant licencié, tant en théologie qu'en droit canon, ni être reçu docteur, qu'a- « près avoir soutenu ladite doctrine dans l'une de ses thèses, dont il fera apparoir « à ceux qui ont droit de conférer ces degrés dans les Universités;

« 6° Exhortons et néanmoins enjoignons à tous les Archevêques et Evêques de « notre royaume d'employer leur autorité pour faire enseigner dans l'étendue de « leurs diocèses la doctrine contenue dans ladite déclaration;

« 7° Ordonnons aux Doyens et syndics des Facultés de théologie de tenir la main « à l'exécution des présentes, à peine d'en répondre en leur propre et privé nom. »

« La dernière consacrée par l'assemblée du Clergé de 1682 a été constamment « celle de notre Eglise nationale; nous en avons des preuves multipliées.

« Le 8 mai 1663, la Faculté de théologie de Paris, à qui l'on voulait faussement « attribuer un enseignement suspect, déclara :

« 1° Que ce n'est point la doctrine de la Faculté que le Pape ait aucune autorité « sur le temporel du Roi; qu'au contraire elle a toujours résisté même à ceux qui « ont voulu lui attribuer qu'une puissance indirecte;

« 2° Que c'est la doctrine de la Faculté que le Roi ne reconnaît et n'a d'autre su- « périeur au temporel que Dieu seul; que c'est son ancienne doctrine, de laquelle « elle ne se départira jamais;

« 3° Que c'est la doctrine de la même Faculté que les sujets du Roi lui doivent

« tellement la fidélité et obéissance, qu'ils n'en peuvent être dispensés sous quelque « prétexte que ce soit;

« 4° Que la Faculté n'approuve point et qu'elle n'a jamais approuvé aucunes pro- « positions contraires à l'autorité du Roi, ou aux véritables libertés de l'Eglise gal- « licane et aux canons reçus dans le royaume;

« 5° Que ce n'est pas la doctrine de la Faculté que le Pape soit au-dessus du « concile général;

« 6° Que ce n'est pas la doctrine ou le dogme de la Faculté que le Pape soit in- « faillible lorsqu'il n'intervient aucun consentement de l'Eglise. »

« Le 4 août de la même année, le Roi ordonna que les six propositions ci-dessus seraient lues, publiées, enregistrées dans toutes les Cours de Parlement, justices, baillages, sénéchaussées, juridictions et Universités du royaume, « faisant très-ex- « presses inhibitions et défenses à tous bacheliers, licenciés, docteurs et autres « personnes de quelques qualité et condition qu'elles soient, de soutenir et défen- « dre, lire et enseigner, directement ou indirectement, en écoles publiques ni ailleurs, « aucunes propositions contraires à celles de la déclaration de ladite Faculté de « théologie, ni de faire aucun écrit contraire, à peine de punitions exemplaires, et « aux syndics des Universités et aux docteurs qui président aux actes de souffrir « qu'il soit rien inséré de contraire dans aucune thèse, à peine d'en répondre en « leurs noms, et d'être procédé contre eux extraordinairement. »

« Il serait inutile de rapporter toutes les censures de la Faculté de théologie de Paris contre les propositions contraires à la doctrine qui vient d'être exposée, et tous les arrêts des Parlements qui ont flétri pareilles propositions ou thèses.

ARTICLE XXV.

De la nécessité d'adresser au Gouvernement le nom des étudiants dans les séminaires,

« Cet article suppose l'intérêt qu'a le Gouvernement de connaître ceux qui se consacrent au ministère des âmes. L'intérêt bien entendu de l'Eglise se joint à celui du Gouvernement pour justifier une mesure qui place ceux qui se destinent à la cléricature sous la surveillance et la protection particulière de l'autorité.

ARTICLE XXVI.

Ordinations.

« Les Évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au Gouvernement et par lui agréé.

« La pension de 300 fr. représente ce qu'on appelle le *titre clérical.*

« Le titre clérical est la propriété ou le revenu que les ecclésiastiques sont obligés de se constituer quand ils reçoivent les premiers ordres sacrés, afin que, s'ils ne parviennent point à posséder des places qui puissent pourvoir à leur honnête entretien, ils aient de quoi subsister. *Ne mendicant in opprobrium cleri.*

« Dans les premiers temps on ne faisait des ordinations que quand il y avait quelque place vacante ; alors un titre clérical n'était pas nécessaire. Dans le cinquième siècle on commença à faire des ordinations vagues. Dans l'Orient, le concile de Calcédoine proscrivait ces ordinations, et il défendit d'ordonner des prêtres, à moins qu'on ne fût tout de suite dans le cas de les attacher à quelques églises de la ville ou de la campagne.

« Cette discipline dura jusqu'à la fin du onzième siècle; dans le douzième on s'en écarta : on multiplia les clercs à l'infini, parce que les citoyens cherchaient à jouir des priviléges de la cléricature, et que les Evêques voulaient étendre leur juridiction.

« Comme un des plus grands désordres qui naissaient de ces ordinations vagues était l'extrême pauvreté de certains clercs qui avaient besoin, pour vivre, d'exercer des professions sordides ou de mendier leur pain, on crut y remédier au concile de Latran, tenu sous Alexandre III, l'an 1179, en obligeant l'Evêque à nourrir et entretenir les clercs qu'il aurait ordonnés sans titre, ou sans s'être assuré qu'ils avaient un patrimoine suffisant.

« Depuis lors l'usage du titre clérical s'est établi ; il fut consacré par le concile de Trente, qui, après avoir rappelé l'ancienne discipline contre les ordinations vagues, autorisa cependant les Evêques à se relâcher de cette discipline, s'ils le jugeaient à propos, lorsque les clercs à ordonner auraient des biens patrimoniaux.

« La fixation du titre clérical a varié selon les temps et les lieux.

« Le Pape Innocent XII, par la bulle de l'an 1694, se contentait d'exiger que le bénéfice ou le bien patrimonial destiné à le suppléer fût tel qu'un clerc pût y trouver des moyens raisonnables de subsister. *Ejus sit reditus, ut ad congruam vitæ sustentationem, sive juxta taxam synodalem, sive ea deficiente juxta morem religionis, per se sufficiat et ab ordinando pacifice possideatur.*

« Saint Charles avait fait un règlement pareil dans le concile de Milan.

« L'article 12 de l'ordonnance d'Orléans veut que le titre clérical soit d'un revenu de 50 livres tournois.

« Depuis cette ordonnance, le prix de toute chose ayant considérablement augmenté, on demandait, dans certains diocèses, un revenu de 100 livres, et dans d'autres un revenu de 150 livres (1).

« Il n'est certainement pas extraordinaire, en comprenant le temps, que la loi actuelle ait porté à 300 livres le revenu que l'ordonnance d'Orléans ne portait qu'à 50 livres tournois.

« L'âge auquel on peut être ordonné a également éprouvé des variations. Anciennement dans l'Eglise, on ne pouvait être fait prêtre qu'à trente ans ; il n'y avait point de temps déterminé pour être aptes à recevoir les ordres mineurs ; la chose a toujours été abandonnée à la prudence des Evêques ; mais puisqu'on ne pouvait être fait prêtre qu'à trente ans, il est évident qu'on ne devait être pourvu au sous-diaconat et au diaconat que dans un âge assez avancé.

« L'âge de trente ans était requis pour la prêtrise par l'article 12 de l'Ordonnance d'Orléans.

« L'ordonnance de Blois s'est conformée au concile de Trente, qui autorise les Evêques à donner la prêtrise aux clercs âgés de vingt-cinq ans.

« D'après ce même concile, on peut être sous-diacre à vingt-deux ans et diacre à vingt-trois ans. Les souverains ont toujours regardé la fixation de l'âge, soit pour les ordres sacrés, soit pour les vœux monastiques, comme un objet qui ne pouvait être étranger à la police de leurs États.

« Aucune ordination ne doit être faite par les Évêques avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé ; cette disposition est de police. Elle ne renferme rien de nouveau : car on ne pouvait autre-

(1) Dictionnaire canonique de Durand de Maillanne, aux mots *Titre clérical*, vers la fin et avant les formules indiquées sous ce mot.

trefois être ordonné clerc sans une permission expresse du souverain, et un archevêque de Reims s'accusait lui-même dè perfidie et d'infidélité pour avoir ordonné un clerc sans cette permission. *Perfidiæ et infidelitatis crimine in regiam majestatem arguor me* (1).

« Le sixième canon du premier concile d'Orléans, tenu en 511, porte « que nul « séculier ne pourra être promu à l'ordre de cléricature que par le commandement « du roi ou par la permission du juge (2).

« Le canon cité du concile d'Orléans a eu toute son exécution; nous trouvons dans Marculfe, qui vivait longtemps après ce concile, une formule de la permission que tous les Français, de quelque condition qu'ils fussent, étaient obligés de prendre du prince lorsqu'ils voulaient quitter l'état laïque pour se faire d'église; les termes en sont remarquables.

« Si nous ne refusons pas notre permission à ceux qui se résolvent de passer dans « l'ordre ecclésiasque, nous en espérons la récompense de la part de Dieu, puis- « qu'il est écrit : *N'empêchez pas de faire le bien à celui qui le peut, et vous-même « faites bien si vous le pouvez.*

« Aussi un tel s'étant présenté à nous pour nous demander congé de se faire cou- « per les cheveux, afin de s'engager dans le ministère de la cléricature, et de des- « servir une telle église, ou un tel monastère, sachez que nous le lui avons très- « volontiers accordé, au nom du Seigneur ; nous vous ordonnons donc, par ces « présentes, que s'il se trouve que le suppliant soit de franche condition, et que « son nom ne soit point inscrit sur le registre public, il lui soit permis de prendre « la tonsure et de desservir dans cette église, ou dans ce monastère, et ainsi d'im- « plorer pour nous avec moins de distraction la miséricorde de Dieu (3).

« A l'époque où l'on délivrait ces sortes de formules, il y avait des serfs en France; c'est ce qui explique les mots s'ils sont de franche condition, que nous lisons dans la formule dont Marculfe nous a conservé le modèle ; car lorsqu'un serf demandait à se faire clerc, la permission du prince ne suffisait plus ; il fallait encore

(1) Aldaberonis Rhemensis arch. epist.

(2) De ordinationibus clericorum id observandum esse decrevimus, ut nullus sæcularium ad clericatus officium præsumat accedere, nisi aut cum regis jussione, aut cum judicis voluntate. (*Synod. Aur.* I, cap. 6.)

(3) Si eis qui se ad onus clericatus transferre deliberant licentiam non negamus, retributorem dominum ex indè habere confidemus, quia scriptum est : *Noli prohibere benefacere eum qui potest : si vales et ipse benefac.* Ille ad nostram veniens præsentiam petiit serenitati nostræ, ut ei licentiam tribuere deberemus qualiter comam capitis sui ad onus clericatus deponere deberet et ad basilicam illam aut monasterium deservire ; quod nos propter nomen Domini hoc eidem animo præstitisse cognoscite. Præcipientes ergo jubemus, ut si memoratus ille de capite suo bene ingenuus esse videtur, et in puletico publico censitus non est, licentiam habeat comam capitis sui tonsurare et ad suprascriptam basilicam vel monasterium deservire, vel pro nobis Domini misericordiam attentius exorare. (*Lib. I, Formularum Marculf. monach.* cap. XIX.)

celle du seigneur ; cela résulte de la coutume de Meaux (1), et de l'article 3 de celle de Chaumont (2).

« Le canon du concile d'Orléans n'a été contredit par aucun autre concile; conséquemment le principe posé par ce concile sur la nécessité de rapporter la permission du souverain, pour pouvoir se faire clerc, demeure dans toute sa force. Nous savons que des conciles postérieurs, en parlant des conditions et qualités nécessaires pour être promu à la célirature, n'ont pas expressément rappelé l'obligation de rapporter le consentement du prince pour pouvoir passer de l'état séculier à l'état ecclésiastique. Mais un tel silence ne saurait être une abrogation ; car, en matière d'abrogation d'une loi par une autre loi, il faut que celle qui abroge porte une dérogation spéciale, ou du moins une dérogation générale à la loi qu'elle prétend abroger ; et c'est une règle de droit que l'on doit toujours expliquer les dernières lois par les plus anciennes, à moins qu'elles ne soient contraires, et que cette contrariété ne paraisse visible par un grand nombre d'arguments (3).

« Nous avons un capitulaire de Charlemagne qui est parfaitement conforme à la règle établie par le concile d'Orléans, et qui donne les motifs sur lesquels l'observation de cette règle est appuyée. Quant aux hommes libres, porte ce capitulaire, qui veulent se donner au service de Dieu, nous leur défendons de le faire sans nous en avoir auparavant demandé la permission, parce que nous avons appris que la plupart n'y ont pas tant été portés par un motif de dévotion, que pour s'exempter d'aller à la guerre, et des autres services qu'un sujet doit à son roi. Nous savons même qu'il y en a quelques-uns qui ne s'y sont engagés que par la surprise de ceux qui voulaient avoir leur bien, et c'est pourquoi nous le défendons (4).

« On a cherché à se prévaloir du témoignage d'Hincmar, qui prétend que ce capitulaire excita la réclamation de tout le clergé, et qu'il fut révoqué par une autre loi.

« Nous pourrions invoquer à notre tour le témoignage du cardinal Barronius contre Hincmar ; mais nous connaissons trop les raisons pour lesquelles le témoignage de ce cardinal est suspect à l'égard de cet archevêque.

« Nous nous contenterons de dire que la prétendue loi à laquelle Hincmar attribue l'abrogation du capitulaire n'existe nulle part, et qu'il serait bien extraordinaire que l'on nous eût conservé la loi prétendue abrogée, et que l'on n'eût conservé aucune trace de la prétendue loi abrogative de la première.

« Hincmar mérite peu de croyance quand il avance que le capitulaire de Charlemagne fut fort mal reçu des ecclésiastiques; car nous lisons dans la préface des capi-

(1) On tient aussi, par ladite coutume, que les enfants mâles d'une femme de servile condition ne peuvent prendre, avoir ou porter tonsure cléricale, sans congé et licence du seigneur dont ils sont serfs.

(2) Et outre aucuns desdits, étant de main morte, ni eux aussi faire clercs, quand ils sont de poursuite.

(3) Posteriores leges ad priores pertinent, nisi sint contrariæ, idque multis argumentis probetur. L. 1, 28. *ff. de Legibus.*

(4) De liberis hominibus qui ad Dei servitium se tradere volunt, ut prius hoc non faciant quam a nobis petita licentia postulent. Hoc ideo quia audivimus aliquos ex illis non tam causa devotionis hoc fecisse quam pro exercitu seu alia fonctione regali fugienda, quosdam vero cupiditatis causa ab his qui res illorum concuspicunt, et hoc ideo fieri prohibemus. *Capitul. Carol. Mag.* liv. I, c. cxx.

tulaires de Charlemagne (1), que tous les articles en avaient été concertés dans les assemblées du Clergé avec les commissaires du roi, qui les avaient particulièrement soumis à la censure et à la correction des ecclésiastiques, et qu'ils furent même depuis autorisés par un concile (2).

« Le Père Celot, jésuite, qui a donné des notes sur les épitres d'Hincmar, loue le capitulaire de Charlemagne; il observe que ce capitulaire mérite d'être approuvé, et qu'il n'est pas vraissemblable qu'il ait été révoqué, parce qu'il est très-digne de la piété d'un empereur.

« Il est donc constant que les lois, soit ecclésiastiques, soit civiles, qui ne permettent à aucun citoyen de se faire clerc sans la permission du souverain, n'ont jamais été abrogées.

« Dira-t-on qu'elles l'ont été au moins par le non-usage? Mais comment conste-t-il de ce non-usage? Les lois dont il s'agit portent qu'on ne pourra quitter l'état laïque pour se consacrer au service ecclésiastique contre le gré du gouvernement. Or comment pourrait-on prouver qu'en France un citoyen soit sorti de l'état laïque pour se consacrer à l'Église contre le vœu du gouvernement?

« Nous savons que depuis longtemps on ne rapportait plus une permission expresse du magistrat politique; mais n'existe-t-il pas une permission tacite et générale pour tous les citoyens qui voulaient s'engager dans l'état ecclésiastique?

« L'application du principe qui rend nécessaire cette permission tacite ou expresse était différente dans la forme; mais le principe, au fond, demeurait inébranlable.

« Nous ajoutons que ce principe est de droit commun, et qu'il est inhérent à l'essence même de la Souveraineté; un souverain peut se relâcher de ses droits; il peut, selon les circonstances, user de plus ou moins de précautions; mais son indulgence ne peut jamais affaiblir ni moins encore détruire des droits dont l'exercice peut être suspendu, mais qui, en eux-mêmes, sont essentiellement inaltérables et imprescriptibles; conséquemment une loi nouvelle a pu reproduire une précaution que les circonstances rendent plus nécessaire que jamais (3).

SECTION QUATRIÈME. — Des curés.

ARTICLE XXVII.

De la prestation de serment.

« Cet article est fondé sur les mêmes principes que celui relatif au serment qui doit être prêté par les Evêques.

ARTICLE XXVIII.

De la prise de possession.

« Cet article ne comporte aucune observation particulière; il est fondé sur l'usage universel.

(1) Quapropter et nostros ad vos direximus missos, qui ex nostri nominis auctoritate una vobiscum corrigerent quæ corrigenda essent. *In præfat., Capitul. Carol. Mag.*

(2) Concil. Meld., an 846, c. 78.

(3) Nécessité de prévenir les fraudes qui peuvent être faites à la loi de la conscription militaire, fraudes qui dégénéreraient en surcharges contre la masse des citoyens.

ARTICLE XXIX.

De la résidence.

« Les curés ont toujours été obligés à la résidence comme les Evêques.

« Résideront, porte l'article 5 de l'ordonnance d'Orléans, tous Archevêques ou « Evêques, abbés et curés. » La même chose est portée par l'article 4 de l'ordonnance de Blois, qui s'exprime en ces termes : « A semblable résidence seront pa- « reillement tenus les curés et tous autres ayant charge d'âmes, sans se pouvoir « absenter que pour cause légitime et dont la connaissance en appartiendra à l'Evê- « que diocésain, duquel ils obtiendront par écrit congé, et ne pourra ledit congé, « sans grande occasion, excéder le temps et espace de deux mois.

ARTICLE XXX.

Des devoirs des Curés envers les Évêques.

« L'Evêque est le chef du diocèse. Son autorité est réglée par les canons; la soumission des curés doit donc être une obéissance raisonnable; elle ne doit pas être plus arbitraire que l'autorité de l'Evêque ne l'est.

ARTICLE XXXI.

Des vicaires et des desservants.

« Les vicaires et desservants sont des prêtres auxiliaires qui n'exercent qu'en second les fonctions curiales; ils sont amovibles (*).

« Par l'article 11 de l'édit de 1695, « les prêtres séculiers et réguliers ne peuvent « administrer le sacrement de pénitence sans en avoir obtenu la permission des ar- « chevêques ou évêques, lesquels la peuvent limiter pour les lieux, les temps ou « les cas, ainsi qu'ils le jugent à propos, et la révoquer, même avant le terme ex- « piré, pour causes survenues depuis à leur connaissance, lesquelles ils ne sont « pas obligés d'expliquer, et sans que lesdits séculiers puissent continuer de con- « fesser sous quelque prétexte que ce soit, sinon en cas d'extrême nécessité, jus- « qu'à ce qu'ils aient obtenu de nouvelles permissions et même subi un nouvel exa- « men, si lesdits archevêques ou évêques le jugent nécessaire. Voulons que lesdites « permissions soient délivrées sans frais, et que les ordonnances qui auront été « rendues par les archevêques ou évêques sur ce sujet soient exécutées nonobstant « toutes appellations simples ou comme d'abus, et sans y préjudicier. »

« L'article 12 de la même loi déclare ne pas comprendre dans la disposition de l'article précédent les curés, tant séculiers que réguliers; il porte « qu'ils pourront « prêcher et administrer le sacrement de pénitence dans leurs paroisses sans aucune « permission plus spéciale. »

(*) Si les desservants ne sont que des *prêtres auxiliaires* inférieurs aux vicaires, et *qui n'exercent qu'en second les fonctions curiales,* il est bien évident qu'ils ne sont ni curés, ni succursalistes ou succursaux, comme les appelle Portalis; ils ne sont que des prêtres chargés *provisoirement* de desservir une cure, en cas d'absence, de maladie ou d'interdit du titulaire. C'est donc à tort et anti-canoniquement qu'on a donné le nom de desservants aux véritables curés chargés des paroisses appelées succursales. (*Voyez* DESSERVANT.)

« Par la discipline de l'Église de France, les prêtres qui ne sont pas curés ont donc besoin d'être approuvés par l'Évêque pour pouvoir prêcher et confesser, et l'approbation de l'évêque est révocable.

ARTICLE XXXII.

Des prêtres étrangers.

« Cet article ne fait que rappeler l'article 39 des Libertés de l'Église gallicane, qui s'exprime en ces termes : « Nul, de quelque qualité qu'il soit, ne peut tenir aucun « bénéfice, soit en titre ou à ferme en ce royaume, s'il n'en est natif, ou s'il n'a « lettre de naturalité ou de dispense expresse du roi à cette fin, et que ces lettres « aient été vérifiées où il appartient. » On peut citer à l'appui l'édit de Charles VII, publié le 10 mars 1431 ; l'ordonnance de Louis XII, de l'an 1499 ; celle de François 1er, de 1525 ; l'article 4 de l'ordonnance de Blois, et une ordonnance du 1er mars 1683.

ARTICLE XXXIII.

Des ecclésiastiques qui n'appartiennent à aucun diocèse.

« On regarde comme prêtres n'appartenant à aucun diocèse ceux qui sont sortis de leur diocèse naturel, sans permission de l'évêque diocésain, et qui changent arbitrairement de domicile sans être avoués par aucun évêque.

« On comprend que de tels hommes sont suspects à l'Église et à l'État.

« Nous avons déjà eu occasion de voir que les simples prêtres qui ne sont pourvus d'aucun titre à charge d'âmes ne peuvent exercer leur ministère sans l'approbation des évêques; il faut donc qu'un prêtre soit avoué par quelque évêque, pour pouvoir remplir les fonctions attachées au sacerdoce.

« Dans le nombre de ces fonctions, il en est une pour laquelle il suffit de justifier qu'on a reçu la prêtrise ; cette fonction est celle de célébrer la messe ; on ne peut en priver un prêtre et l'interdire *à divinis*, sans un jugement régulier. Mais dans tout ce qui concerne la prédication et l'administration des sacrements aux fidèles, un prêtre a besoin d'une autorisation particulière, parce qu'il a besoin, pour l'exercice de cette partie de son ministère, d'avoir un territoire et des sujets.

ARTICLE XXXIV.

Des exeats.

« L'*exeat* est la permission que donne l'évêque à un prêtre pour sortir de son diocèse.

« Dans la plus ancienne discipline, les clercs, soit qu'ils fussent constitués dans les ordres sacrés ou dans les moindres, ne pouvaient plus quitter les églises où leurs évêques les avaient placés ; ils ne pouvaient conséquemment pas sortir du diocèse sans y être autorisés par l'évêque.

« Le troisième canon du concile d'Antioche porte la disposition suivante : « *Si quis presbyter aut diaconus et omnino quilibet, e clero, propriam deserens parochiam ad aliam properaverit, vel omnino demigrans in alia parochia per multa tempora nititur immorari ; ulterius ibidem non ministret : maxime si vocanti suo Episcopo et regredi ad propriam commonenti obedire contempserit, quod si in hac indisciplinatione perdurat, a ministerio modis omnibus amoveatur, ita ut nequa-*

quam locum restitutionis inveniat. Si vero pro hac causa depositum alter Episcopus suscipiat, hic etiam a communi coerceatur synodo. »

« Le quatrième concile de Carthage laisse aux évêques la liberté de transférer leurs ecclésiastiques et de les accorder à d'autres évêques : *inferioris vero gradus sacerdotes, vel alii clerici, concessione suorum episcoporum possunt ad alias ecclesias transmigrare.*

« Les pères du concile de Nicée dressèrent une formule des lettres de recommandation dont un ecclésiastique avait besoin de se munir quand il quittait son diocèse.

« On a toujours exactement observé dans l'Église la règle d'après laquelle un évêque ne peut ordonner les sujets d'un autre évêque sans lettres dimissoires de sa part. Mais depuis que l'on peut ordonner des prêtres sans qu'il y ait des titres vacants auxquels ils soient destinés, on a vu les clercs passer fréquemment d'un diocèse dans un autre pour chercher à être placés et employés.

« Ce dernier état de choses a produit l'usage des *exeats*. Les *exeàts* sont des espèces de lettres, différentes des dimissoires, parce qu'elles n'ont pas le même objet ; elles se donnent à un prêtre qui veut exercer les fonctions de son ministère dans un autre diocèse que le sien, au lieu que les dimissoires se donnent pour recevoir les ordres mêmes de la main d'un autre évêque.

SECTION CINQUIÈME. — DES CHAPITRES CATHÉDRAUX ET DU GOUVERNEMENT DES DIOCÈSES PENDANT LA VACANCE DU SIÉGE.

ARTICLE XXXV.

De l'établissement des chapitres.

On peut voir ce qui a déjà été dit relativement à l'établissement des séminaires.

ARTICLE XXXVI.

Des droits du métropolitain pendant la vacance des siéges (*).

« Sous l'ancien régime, les chapitres étaient dans la possession de gouverner le diocèse *sede vacante*, et d'établir en conséquence des vicaires généraux.

« D'après le concile de Trente, si le chapitre négligeait d'établir des vicaires généraux dans le délai de huit jours, le métropolitain devait y pourvoir, et, si l'église vacante était métropolitaine, il devait y être pourvu par le plus ancien évêque suffragant de la province, ou le plus voisin.

« Dans l'état présent, les chapitres étaient détruits, il n'était pas aisé d'en établir, parce qu'il n'était pas facile de les doter. La plupart des siéges épiscopaux ont été plus d'une année sans chapitre ; quelques-uns ont été vacants avant qu'aucun chapitre ait été établi.

« Il fallait pourtant, dans l'état de vacance et à défaut du chapitre, pourvoir au gouvernement des diocèses : c'est ce que l'on s'est proposé ici, en réveillant la sollicitude du métropolitain, ou, en cas de vacance du siége métropolitain, celle du plus ancien suffragant.

« On ne contestera certainement pas l'aptitude canonique du métropolitain, puis-

(*) Cet article, qui rappelle la doctrine schismatique de la constitution civile du clergé, a été rapporté par le décret du 28 février 1810.

que, lors même que les chapitres avaient la juridiction épiscopale *sede vacante*, le métropolitain était appelé par le concile de Trente, si le chapitre négligeait d'user de ses droits.

« La juridiction du métropolitain ne peut donc être contestée, et, à défaut du métropolitain, celle du plus ancien suffragant.

« Les chapitres n'avaient pas toujours joui du pouvoir de gouverner le diocèse.

« Le métropolitain, ou, à son défaut, le plus ancien suffragant, ne peut être averti dans le moment même de la vacance du siége; il faut du temps à tout. De là on continue les pouvoirs des vicaires généraux établis par l'évêque décédé. Le titre de ces vicaires généraux est celui de la nécessité; ils avaient partagé la sollicitude pastorale pendant la vie de leur évêque; il est naturel de la leur laisser jusqu'à ce que le métropolitain, ou le plus ancien suffragant, ait pu leur donner de nouveaux pouvoirs ou les remplacer.

ARTICLE XXXVII.

De la nécessité d'avertir le gouvernement de la vacance des siéges.

« Cette disposition est une conséquence du droit qu'a le premier consul de nommer aux archevêchés et aux évêchés, et de l'autorité de protection et de surveillance qu'il exerce sur toutes les églises françaises.

ARTICLE XXXVIII.

De la manière dont le diocèse doit être gouverné *sede vacante*.

« Cela est conforme à l'esprit de tous les canons et à la nature d'une administration qui n'est que provisoire.

TITRE TROISIÈME. — DU CULTE.

ARTICLE XXXIX.

Du catéchisme et de la liturgie.

« Il y a longtemps que les pasteurs et les fidèles forment des vœux pour cette uniformité.

« Le concile de Trente ordonna qu'on ferait un catéchisme à l'usage de toute l'Église.

« Le pape Pie V, en 1568, ordonna par une bulle que l'on suivrait le bréviaire romain, et il abolit le bréviaire de saint Charles.

« On dira peut-être que c'est à l'autorité ecclésiastique seule à prononcer sur ces objets.

« Nous répondons que c'est sans doute à l'autoriré ecclésiastique à rédiger des catéchismes, des liturgies et des bréviaires; mais c'est une maxime, que l'on ne peut faire aucun changement dans les catéchismes reçus, dans la liturgie, dans les prières de l'Église, sans une autorisation expresse du souverain. « La nécessité de « rapporter cette permission, dit M. le Vayer de Boutigny (1), dérive de la protec« tion que les souverains doivent à leur Église, et qui doit les déterminer à main-

(1) De l'autorité des rois touchant l'administration de l'Église, tom. 1, page 165.

« tenir la discipline et la défendre toutes les fois qu'elle est attaquée. » Or, comme tout changement dans les lois dogmatiques, dans les cérémonies du culte et dans les prières publiques, menace, en quelque sorte, la discipline existante, et peut entraîner des suites fâcheuses dans l'enseignement, il est naturel qu'aucun changement quelconque ne puisse être effectué sans l'intervention du souverain, en sa qualité de protecteur. -

« Dans les circonstances présentes il est donc nécessaire, pour pouvoir réaliser le projet d'un seul catéchisme et d'une seule liturgie pour toute l'Eglise de France, que ce projet fût sanctionné par le vœu formel de la loi.

ARTICLE XL.

Des droits des curés par rapport aux prières publiques.

« Les curés doivent conduire leur troupeau d'après les usages et la discipline du diocèse. Ce sont des ministres inférieurs qui ne peuvent sortir du cercle tracé par les règles communes sans y être autorisés formellement par leurs supérieurs dans l'ordre hiérarchique.

ARTICLE XLI.

Des fêtes.

« Cet article est conforme aux vœux de l'Église : car les conciles de Sens, en 1524, de Bourges, en 1528, de Bordeaux, en 1583, exhortent les Evêques diocésains à réduire les fêtes au moindre nombre que faire se pourra, afin que celles qui resteront soient solennisées avec plus de décence et de piété. En France les Evêques ont toujours joui du droit d'établir et de supprimer les fêtes. Cela est prouvé par les capitulaires, et cela résulte encore d'une lettre du cardinal d'Ossat à Henri IV, dans laquelle on voit que le Pape lui-même avait reconnu le droit des Evêques en présence de ce cardinal ; mais comme les fêtes entraînent la cessation du travail, et que la cessation du travail intéresse l'Etat, les supérieurs ecclésiastiques ne peuvent établir ou supprimer les fêtes sans le concours de la puissance temporelle. L'article 28 de l'édit de 1695 est formel ; en voici les termes :

« Les Archevêques et Evêques ordonneront les fêtes qu'ils trouveront à propos « d'établir ou de supprimer dans leur diocèse, et les ordonnances qu'ils rendront « sur ce sujet nous seront présentées, pour être autorisées par nos lettres. Ordon- « nons à nos Cours et juges de tenir la main à l'exécution desdites ordonnances, « sans qu'ils en puissent prendre connaissance, si ce n'est en cas d'appel comme « d'abus, ou en ce qui regarde la police. »

ARTICLE XLII.

Des habits sacerdotaux.

« Cet article n'est que la confirmation des usages constants de l'Eglise.

ARTICLE XLIII

Du costume des ecclésiastiques.

« Le costume varie avec le temps et avec les mœurs. La loi doit protéger celui des ecclésiastiques comme celui des autres citoyens.

ARTICLES XLIV, XLV.

Des oratoires particuliers et chapelles domestiques.

« Le Souverain a doublement inspection sur les oratoires particuliers et sur les chapelles domestiques.

« Comme protecteur, il doit empêcher que les fidèles ne soient arbitrairement distraits des offices de leurs paroisses.

« Comme magistrat politique, et chargé, en cette qualité, de veiller au maintien de la police, il a droit d'empêcher qu'il ne se fasse sans son consentement aucun rassemblement de citoyens ou de fidèles hors des lieux publiquement et régulièrement consacrés au culte.

ARTICLE XLVI.

De la distinction des temples consacrés à différents cultes.

« Cette disposition a pour objet de prévenir les scandales, les rixes. Il est juste d'ailleurs que chaque culte ait son temple matériel ; il faut qu'aucun culte ne gêne l'autre. C'est le vœu naturel de la loi qui les protége tous.

ARTICLE XLVII.

Des places des fonctionnaires publics, civils et militaires. dans les églises,

« La loi civile s'est toujours occupée du rang que les fonctionnaires publics doivent avoir dans l'église; nous en avons la preuve dans l'article 45 de l'édit de 1695.

ARTICLE XLVIII.

Du son des cloches.

« L'article 32 de l'ordonnance de Blois comprend néanmoins les cloches parmi les choses nécessaires pour la célébration du service divin.

« Par l'article 3 de l'ordonnance de Melun, il était défendu aux seigneurs et à toutes autres personnes de se servir des cloches des églises, et de contraindre les curés de les faire sonner ou plus tôt ou plus tard contre l'usage ordinaire.

« L'article organique que nous discutons s'est occupé avec raison du soin de faire régler par l'Evêque et par la police locale l'usage des cloches, qui doit être sagement rendu utile au service de l'église, sans devenir incommode au repos des citoyens.

ARTICLE XLIX.

Des prières publiques ordonnées par le Gouvernement.

« A l'appui de cet article nous n'avons besoin que de citer l'article 46 de l'édit de 1695, dont voici la disposition :

« Lorsque nous aurons ordonné de rendre grâce à Dieu, ou de faire des prières « pour quelque occasion, sans en marquer le jour et l'heure, les Archevêques et « Evêques les donneront, si ce n'est que nos lieutenants généraux et gouverneurs se « trouvent dans les villes où la cérémonie devra être faite, ou qu'il y ait aucunes de « nos Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes et Cour des Aides, qui y « soient établies; auquel cas ils en conviendront ensemble, s'accommodant réciproquement à la commodité des uns et des autres, et particulièrement à ce que lesdits Prélats estimeront le plus convenable pour le service divin. »

« On voit par ces textes, 1° que le Gouvernement a toujours été en possession d'ordonner des prières publiques dans certaines occasions; 2° que les Evèques et les autorités locales doivent se concerter pour le jour et l'heure; 3° que, dans la fixation de l'heure et du jour, la convenance du service divin doit prévaloir sur toute autre convenance.

ARTICLE L.

Des prédications.

« Cet article est conforme à l'article 10 de l'édit de 1695, que nous avons déjà eu occasion de rappeler.

ARTICLE LI.

Des prières pour les Consuls et pour la République.

« Cet article n'est qu'une nouvelle sanction donnée à l'article 8 du Concordat. Il est conforme à l'usage de tous les pays et de tous les siècles.

ARTICLE LII.

De la décence et de la modération qui doivent régner dans les instructions publiques.

« Le droit de donner la mission aux prédicateurs appartient aux Evêques, parce que la mission des prédicateurs est un acte de juridiction spirituelle.

« Mais comme protecteur, le Souverain peut veiller à ce que les Evêques donnent des prédicateurs, à ce qu'ils les choisissent bien; il peut imposer silence aux prédicateurs qui abusent de leurs fonctions; il peut suppléer à la négligence et à l'impuissance des ministres ecclésiastiques, pour empêcher le relâchement de la discipline. De là vient que, par un édit, Charlemagne enjoignit « à tous les Evêques « de son royaume de prêcher dans leurs cathédrales, dans un certain temps qu'il « leur limite, à peine d'être privés de l'honneur de l'Épiscopat. »

« De là vient encore que le même Prince, dans ses capitulaires, prescrivait aux prédicateurs les matières sur lesquelles ils devaient parler, afin qu'on ne les vit pas s'égarer en discours superflus. De là vient enfin que dans plusieurs ordonnances des anciens Rois de France, on défendait la chaire à tous prédicateurs condamnés, ou même soupçonnés d'hérésie.

« Comme magistrat politique, le Souverain peut interdire les prédicateurs séditieux : car, quoiqu'il soit de nécessité pour le salut des peuples en général que la parole de Dieu soit annoncée, il n'est pas de même nécessité qu'elle le soit pas un tel ou per tel autre, au lieu qu'il est de nécessité, pour le bien de l'Etat, qu'elle ne le soit point par un séditieux.

« Il est également vrai que le Souverain est arbitre des temps et des lieux dans lesquels on doit prêcher, toutes les fois qu'il existe des circonstances qui, pour le bien de l'État, exigent que l'on fasse un choix réfléchi des lieux et du temps.

« C'est de ce principe que découlent tant d'ordonnances par lesquelles les anciens Rois interdisaient la chaire aux prédicateurs turbulents et inquiets, leur défendant sous peine de *la hart,* de se servir de paroles scandaleuses ou tendantes à émotion. C'est en force du même principe que Charlemagne, dans ses capitulaires, ordonne aux prédicateurs de s'accommoder dans leurs prédications à des choses qui ne soient point onéreuses aux peuples.

« Dans l'*article organique* que nous venons de présenter, la loi enjoint aux ecclésiastiques de ne jamais blesser les personnes dans leurs instructions, et de ne rien dire qui puisse exciter l'animosité de ceux qui sont attachés à d'autres cultes. Un tel commandement de la loi est aussi favorable au maintien de la police que conforme à la charité chrétienne.

ARTICLE LIII.

Des publications aux prônes.

« Cet article renouvelle les dispositions portées par les anciennes lois. L'article 33 de l'édit de 1695 décide que « les curés, leurs vicaires et autres ecclésiastiques, « ne seront obligés de publier aux prônes, ni pendant l'office, les actes de justice « et autres qui regardent l'intérêt particulier de nos sujets. »

« La déclaration du 16 décembre 1698 étendait cette disposition jusqu'aux affaires concernant le Roi.

« Aujourd'hui le Législateur va plus loin : non-seulement il dit que les ecclésiastiques ne pourront être obligés de faire aux prônes des publications relative à des intérêts politiques ou civils; mais il leur interdit formellement ces publications. à moins qu'elles ne soient ordonnées par le gouvernement. Rien de plus sage : car s'il en était autrement, il dépendrait d'un maire ou de tout autre fonctionnaire local de s'entendre avec le curé pour faire des publications indiscrètes ou dangereuses.

« Les choses civiles ou politiques qui ont besoin d'être publiées doivent l'être par les agents de l'autorité civile, et nullement dans les temples et pendant l'office divin. S'il y a des exceptions à faire à cette règle dans des circonstances importantes, c'est au gouvernement seul à déterminer ces exceptions.

ARTICLE LIV.

De la bénédiction nuptiale.

« La sagesse de cet article est évidente : on a eu pour objet de prévenir les unions clandestines et furtives.

« Dans le mariage, on a toujours distingué le contrat et le sacrement. La loi ne reconnaît de valables que les mariages contractés suivant les formes qu'elle a établies; le sacrement n'est relatif qu'au salut des époux et aux grâces qu'ils peuvent recevoir du ciel.

« Il arrivait souvent qu'un séducteur adroit conduisait devant un prêtre la personne qu'il feignait de choisir pour sa compagne, vivait maritalement avec elle, et refusait ensuite de paraître devant l'officier civil. Quand ce séducteur était fatigué d'une union qui lui devenait importune, il quittait sa prétendue femme et la livrait au désespoir; car cette infortunée n'avait aucune action pour réclamer son état ni celui de ses enfants. L'article obvie à ces dangers en défendant aux prêtres de donner la bénédiction nuptiale sans s'être assurés que les époux qui la demandent ont déjà contracté mariage devant le magistrat.

ARTICLE LV.

Des registres tenus par les ecclésiastiques.

« Cet article est une conséquence nécessaire de l'état actuel de notre législation,

c'est-à-dire des mesures que l'on a adoptées pour séparer les institutions religieuses d'avec les institutions civiles.

ARTICLE LVI.

Du calendrier.

« Cet article forme une sage alliance entre le calendrier civil et le calendrier ecclésiastique.

ARTICLE LVII.

Du dimanche.

« Charlemagne avait ordonné la même chose par un de ses capitulaires; les fonctionnaires publics doivent l'exemple; la classe industrieuse de l'État a souvent besoin pour vivre, de travailler même le dimanche; on peut sanctifier le jour du Seigneur en travaillant, pourvu que l'on remplisse ce jour-là les devoirs essentiels de la religion, et que l'on soit dans des circonstances impérieuses qui ne permettent pas de cesser le travail.

TITRE QUATRIÈME. — DE LA CIRCONSCRIPTION DES ARCHEVÊCHÉS, DES ÉVÊCHÉS ET DES PAROISSES, DES ÉDIFICES DESTINÉS AU CULTE, ET DU TRAITEMENT DES MINISTRES.

SECTION PREMIÈRE. — De la circonscription des Archevêchés et Évêchés.

ARTICLES LVIII, LIX.

Des Archevêchés et Évêchés.

« Ces articles ne font que sanctionner le Concordat et la bulle intervenue en conséquence pour le nombre et la circonscription des diocèses.

SECTION DEUXIÈME. — De la circonscription des paroisses.

ARTICLES LX, LXI, LXII, LXIII.

« Le nombre des curés n'est pas déterminé, et moins encore celui des succursales; tout cela est subordonné au besoin spirituel des peuples.

« L'érection des cures et des succursales a toujours appartenu aux Évêques; cela résulte de l'article 24 de l'édit de 1695. Cette érection ne peut être faite sans causes ni sans forme; car tout doit se faire canoniquement dans l'Église, et rien ne doit y être arbitraire.

« D'après le concile de Constance, la seule cause légitime d'une érection de cure, de succursale, ou de tout autre bénéfice, ne peut être que la nécessité ou l'utilité de l'Eglise; les formes sont établies pour constater la cause; la principale forme était autrefois un rapport ou une information de commodité ou d'incommodité, *de commodo et incommodo*. Ici le Législateur supplée ce rapport ou cette information par l'avis du Préfet, qui est à portée de consulter toutes les parties intéressées et d'apprécier toutes les circonstances locales.

« C'est une règle en France que la division des paroisses se doit faire par territoire, et non par la qualité des personnes. Les cures personnelles sont contraires à nos maximes; nous en avons divers arrêts, et entre autres un arrêt du Grand-Conseil, du 24 juillet 1676, portant transaction passée entre les curés de Nantes, qui s'étaient divisé leurs paroisses par les différentes classes qui existaient entre les paroissiens, et non par le territoire.

« Dans l'ancien régime, l'érection d'une cure ou d'une succursale devait être autorisée par des lettres patentes du Roi, enregistrées au Parlement. C'était la disposition formelle de *l'article 1er de l'édit de 1749, sur les gens de main-morte;* aujourd'hui l'autorisation du gouvernement est requise dans les formes consacrées par la législation actuelle.

« Les curés et succursaux sont nommés par les Évêques, qui, par les lois de l'Église et de l'État, sont les collateurs nés de tous les titres ecclésiastiques de leur diocèse.

SECTION TROISIÈME. — DU TRAITEMENT DES MINISTRES.

ARTICLES LXIV, LXV, LXVI.

« Ces articles n'ont pas besoin d'être justifiés par les lois canoniques et civiles : quand on érige un titre ecclésiastique, il faut le doter. L'indigence des ministres du culte compromettrait et avilirait leur ministère.

ARTICLE LXVII.

Des ecclésiastiques pensionnaires, et de l'augmentation du traitement que les conseils des départements et des communes peuvent voter.

« On ne doit point aggraver inutilement les charges de l'État; il est donc naturel que la pension qu'un ecclésiastique retire du Trésor public diminue d'autant le traitement que le Trésor public lui paye.

« D'ailleurs la loi n'a pas voulu prescrire des bornes à la piété des fidèles.

ARTICLES LXVIII.

Du choix et du traitement des vicaires et desservants.

« On a eu pour objet dans cette mesure de mettre à profit les services des ecclésiastiques qui sont déjà pensionnaires de l'Etat. Ces ecclésiastiques sont des pernes éprouvées, puisque l'Assemblée constituante n'a assigné des pensions qu'à ceux qui étaient pourvus de quelque titre de bénéfice.

« Il était sage de choisir les vicaires et desservants parmi les prêtres qui ont déjà quelques ressources, et qui, réunissant le produit des obligations aux pensions dont ils sont dotés, sont moins à charge au trésor public et aux fidèles.

ARTICLE LXIX.

Des règlements des Evêques sur les oblations.

« Cet article est conforme à l'article 27 de l'édit de 1695, qui porte que « *le règlement de l'honoraire des ecclésiastiques appartiendra aux Archevêques et Evêques.* »

« Sous le mot *honoraire*, cet édit désigne ce que nous appelons oblation dans les *articles organiques*.

« L'article 15 de l'ordonnance d'Orléans « défendait à tous Prélats, gens d'église « et Curés, de permettre être exigé aucune chose pour l'administration des saints « sacrements, sépultures et toutes autres choses spirituelles, nonobstant les préten- « dues louables coutumes et communes usances, laissant toutefois à la volonté et « discrétion d'un chacun de donner ce que bon lui semblera. »

« Le clergé réclama contre cette ordonnance; ses réclamations furent accueillies, ainsi qu'on le voit par l'article 51 de l'ordonnance de Blois, dont voici les termes : « Voulons et entendons que les curés, tant des villes qu'autres, soient conservés en « droit d'oblations et autres droits paroissiaux qu'ils ont accoutumé percevoir « selon les anciennes coutumes, nonobstant l'ordonnance d'Orléans, à laquelle nous « avons dérogé et dérogeons pour ce regard. »

« L'article 27 de l'édit de Melun confirme cette disposition.

« Comme les ecclésiastiques pouvaient abuser de ce qu'ils appelaient leurs anciennes coutumes, l'édit de 1695 voulut que les oblations fussent réglées, et, comme nons venons de le voir, il attribua ce règlement aux Archevêques et Evêques.

« Sous l'ancien régime, le règlement des Archevêques et Evêques sur l'honoraire ou les oblations ne pouvait être exécuté s'il n'avait été homologué par les parlements. Aujourd'hui le législateur exige que le gouvernement les autorise .

ARTICLE LXX.

Des prêtres qui refusent les places qu'on leur offre.

« Un refus sans cause de servir l'Église et l'État, dans le moment du rétablissement du culte, est nn vrai délit. On eût pu sans exagération le punir plus sévèrement.

ARTICLE LXXI.

Du logement des Archevêques et Évêques.

« On doit la subsistance aux ministres du culte. Celui qui travaille à l'autel doit vivre de l'autel; conséquemment on leur doit le logement, que les jurisconsultes ont toujours regardé comme si nécessaire qu'ils le réputent compris sous le mot aliments.

ARTICLE LXXII.

Des logements des Curés et desservants.

« Les principes retracés dans les observations sur l'article précédent s'appliquent à celui-ci.

ARTICLES LXXIII, LXXIV.

Des fondations.

« La puissance civile a toujours été en droit et en possession de régler la nature des biens que les ecclésiastiques peuvent posséder, parce que ce point intéresse essentiellement l'État. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire l'édit de 1749, sur les acquisitions des gens de main-morte.

SECTION QUATRIÈME. — DES ÉDIFICES DESTINÉS AU CULTE.

ARTICLE LXXV.

« Cet article ne comporte aucune observation particulière.

ARTICLE LXXVI.

Des fabriques.

« Les fabriques sont très-anciennes; on les a toujours réputées corps laïques, quoiqu'elles participassent autrefois aux priviléges ecclésiastiques, et quoique, dans presque toutes, les curés en fussent membres nécessaires.

« Les règlements des fabriques ne pouvaient être exécutés sans avoir été préalablement approuvés et homologués par les cours souveraines.

« Les Evêques, dans le cours de leurs visites, avaient inspection sur la comptabilité des fabriques; ils pouvaient en vérifier les comptes. Il en est une disposition formelle dans l'édit de 1695.

« Les fabriques, quoique corps laïques, n'existant cependant que pour le bien des églises, ne sauraient être étrangères, dans leur administration, aux ministres du culte. Cela était vrai sous l'ancien régime, quoique les fabriques eussent alors des biens indépendants de ceux du clergé; aujourd'hui cela est bien plus vrai encore, puisque les fabriques n'ont, dans la plupart des paroisses, d'autres biens à administrer que les aumônes, les oblations, ou le produit des chaises placées dans l'intérieur des temples.

ARTICLE LXXVII.

De l'autorisation donnée pour remplacer les temples aliénés.

« Les temples étant nécessaires à l'exercice du culte, ceux qui professent le culte doivent fournir les édifices destinés à servir de temple.

« Quand le clergé possédait des biens et percevait des dîmes, il était obligé de pourvoir à la construction et à l'entretien du sanctuaire; la grande nef était seule à la charge des habitants. Aujourd'hui le clergé ne possédant plus rien, tout est nécessairement à la charge des fidèles. »

ASILE.

(*Voyez* SALLES D'ASILE.)

ASSEMBLÉE DU CLERGÉ.

(*Voyez* DÉCLARATION DU CLERGÉ.)

ASSEMBLÉES DE FABRIQUE.

(*Voyez* BUREAU, CONSEIL.)

ASSEMBLÉES ORDINAIRES, EXTRAORDINAIRES, ET NON AUTORISÉES DU CONSEIL DE FABRIQUE.

(*Voyez* SÉANCES.)

ASSEMBLÉES DE PAROISSES.

On ne connaît pas, en général, quelle était la forme du gouvernement des fabriques avant la révolution. On nous a souvent demandé s'il y avait alors des conseils de fabriques, comment ils étaient organisés, quelles étaient leurs attributions, si les curés y avaient une plus grande part d'influence qu'aujourd'hui, etc., etc.? Nous pensons donc qu'on verra avec plaisir l'histoire des anciennes *assemblées de paroisses* qui ont été remplacées par les conseils de fabriques.

§ I. *Histoire des anciennes* ASSEMBLÉES DE PAROISSES.

Dans les grandes paroisses il y avait deux sortes d'*assemblées* pour régler les affaires de la fabrique : les *assemblées* générales de la paroisse et les *assemblées* du bureau ordinaire ; mais dans la plus grande partie des autres paroisses, surtout à la campagne, il n'y avait point de bureau ordinaire, et tout ce qui était d'administration courante et ordinaire se faisait par les marguilliers seuls ; le surplus se réglait dans des *assemblées* générales de la paroisse.

Les *assemblées* ordinaires du bureau, dans les paroisses où cette administration avait lieu, devaient se tenir tous les huit ou quinze jours, ou tous les mois, à certains jours marqués de la semaine, dans le lieu destiné à tenir les *assemblées ;* elles pouvaient même être tenues plus souvent si le cas le requérait, et elles devaient être remises au lendemain, si le jour ordinaire de l'*assemblée* se trouvait un jour de fête. (*Arrêt de règlement du* 2 *avril* 1737, *pour la paroisse de Saint-Jean en Grève, art.* 1^er^.)

Le règlement donné à toutes les paroisses du diocèse de Tours, par arrêt du 19 mai 1786, prescrivait l'établissement, la forme et l'objet de ces *assemblées*, en ces termes :

« ART. 2. Les *assemblées* particulières, appelées bureau ordinaire, se tiendront tous les premiers dimanches de chaque mois, si ce n'est que la solennité du jour, ou d'autres motifs légitimes, y missent obstacle ; auxquels cas, ladite *assemblée* serait remise au dimanche suivant. Lesdites *assemblées*, ou bureau ordinaire, seront composées du curé, des marguilliers en charge, et des six marguilliers sortis de charge, dans les paroisses de mille habitants et au-dessus, et des quatre derniers marguilliers sortis de charge, dans les paroisses au-dessous de mille habitants. Ceux des marguilliers qui n'auraient pas rendu et soldé leurs comptes dans les délais prescrits ci-après, ne pourront se trouver à aucune desdites *assemblees* générales, et ils seront remplacés au bureau ordinaire par un marguillier

plus ancien. Seront tenues en outre telles autres *assemblées* particulières, qui seront jugées nécessaires, lesquelles seront requises par le marguillier en exercice de comptable, qui en avertira le curé et les autres membres du bureau, deux jours auparavant. »

Ces *assemblées* étaient à peu près les mêmes en Normandie. En Bretagne, elles avaient une forme et une dénomination différente ; elles étaient composées du recteur, des officiers de justice, de deux trésoriers en exercice, et de douze anciens trésoriers qui avaient rendu et soldé leur compte ; le nombre de douze anciens était de rigueur pour l'existence des délibérations. Ces bureaux portaient, en Bretagne, le nom de *général des paroisses*.

En Languedoc, les fabriques n'avaient pas assez de consistance pour avoir des bureaux réglés pour les détails de l'administration. A l'exception de quelques paroisses qui avaient obtenu des règlements particuliers, on n'y connaissait que l'*assemblée* des marguilliers et le conseil général de la paroisse.

Les *assemblées* ordinaires, ainsi que les *assemblées* générales étaient requises par le marguillier en exercice. L'usage, du moins dans la plupart des paroisses de ville, était d'y inviter les personnes notables, soit par quelqu'un des serviteurs de l'église, soit par billets. Le curé devait y être invité en la forme ordinaire, mais il devait y assister sans étole.

A l'égard des *assemblées* générales, elles devaient se tenir au moins deux fois l'année, à certains jours marqués, l'une pour l'élection des marguilliers, et l'autre pour arrêter le compte du marguillier en exercice de comptable de l'année précédente. Outre cela, il devait en être tenu d'autres toutes les fois qu'il était nécessaire. (*Règlement de* 1737, *art.* 3 *et* 4.)

Le bureau ordinaire, dans les paroisses où il y en avait, devait être composé du curé, des marguilliers en charge, et de quelques anciens marguilliers sortis de charge, au nombre de deux ou de quatre, suivant l'usage; et en cas d'absence de quelques-uns de ceux qui le composaient, les délibérations ne pouvaient être prises qu'au nombre de cinq ou de trois. (*Même règlement*, *art.* 6.)

Aux *assemblées* générales qui se tenaient dans les paroisses des villes, et surtout dans les grandes paroisses, on devait seulement appeler les personnes de considération, les officiers de judicature, les avocats exerçant leur profession, les anciens marguilliers, commissaires des pauvres, et autres notables de la paroisse. (*Même règl. du* 2 *avril* 1737, *art.* 2.)

A l'égard des paroisses de campagne, on observait aussi à peu près la même règle, de n'appeler aux *assemblées* que les notables. Un arrêt du parlement du 11 avril 1690, rendu pour la paroisse d'Argenteuil, près Paris, ordonne qu'aux *assemblées* de paroisse tenues

pour l'élection des marguilliers, etc , ne seront appelés que le curé, les marguilliers en charge, le syndic, les officiers de justice, comme notables habitants, les anciens qui avaient passé par les charges de marguilliers, ceux qui avaient été syndics, les personnes exemptes et privilégiées, actuellement demeurantes dans la paroisse, et les plus notables habitants, qui n'étaient réputés tels, que quand ils étaient cotisés à cent livres de taille et au-dessus. D'autres règlements fixaient cette cote de taille à douze ou quinze livres. (*Arrêt de règlement du* 25 *février* 1763, *art.* 3.)

Les *assemblées* générales extraordinaires ne pouvaient être faites qu'elles n'eussent été convoquées par le premier marguillier qui devait en fixer le jour et l'heure, ou qu'il n'en eût été délibéré dans l'*assemblée* ordinaire du bureau, dans laquelle audit cas le jour et l'heure devaient être pareillement fixés. Lesdites *assemblées*, ensemble lesdits jour et heure devaient être publiés au prône de la messe paroissiale avant ladite *assemblée*, et même on devait y inviter par billets ceux qui avaient droit d'y assister, et ce deux jours avant ladite *assemblée*, à moins qu'il n'y eût eu nécessité urgente de la convoquer plus tôt. (*Règlements de* 1737, *art.* 4; *de* 1739, *art.* 3 ; *de* 1747, *art.* 4, *et de* 1749, *art.* 4.) Ces règlements portaient que les *assemblées* seraient annoncées au prône de la messe paroissiale le dimanche qui précédait l'*assemblée*. Mais il n'était pas permis de tenir aucune de ces *assemblées*, soit générales, soit particulières, les dimanches et fêtes pendant les offices publics de l'église. (*Mêmes règlements de* 1737, *art.* 5 ; *de* 1739, *art.* 4, *et de* 1747, *art.* 5.)

Le curé avait la première place dans toutes les *assemblées*, soit générales, soit particulières du bureau ordinaire; mais le premier marguillier y présidait et recueillait les suffrages, qui devaient être donnés un à un, sans interruption, ni confusion. Le curé devait donner sa voix immédiatement avant celui qui présidait, lequel concluait à la pluralité des suffrages, et s'il y avait partage d'opinions, la voix du premier marguillier devait prévaloir. (*Mêmes règlements de* 1737, *art.* 6 ; *de* 1747, *art.* 6, *et de* 1749, *art.* 6.)

Ces *assemblées* générales devaient se tenir au banc de l'œuvre ou autre lieu destiné à cet effet, et jamais chez un des marguilliers, ni dans aucune maison particulière.

C'était aux marguilliers à proposer le sujet de l'*assemblée*, sauf au curé et aux autres personnes de l'*assemblée* qui auraient quelques propositions à faire pour le bien de l'église et de la fabrique, de le faire succinctement, pour être mises en délibération par le premier marguillier.

§ II. *Cas où il était nécessaire de convoquer des* ASSEMBLÉES *générales de paroisses.*

On devait convoquer le conseil de paroisse toutes les fois qu'il

s'agissait d'une affaire dont la décision excédait les pouvoirs des marguilliers ou du bureau ordinaire, comme lorsqu'il était question :

1° De procéder à l'élection de nouveaux marguilliers ;

2° D'arrêter les comptes des marguilliers comptables ;

3° De l'élection des commissaires des pauvres ;

4° D'intenter ou de soutenir quelques procès, excepté pour le recouvrement des revenus ordinaires ;

5° De faire quelque dépense extraordinaire au delà de celles que les marguilliers ou le bureau ordinaire pouvaient faire ;

6° De faire quelque emploi ou remploi de deniers appartenant à la fabrique, aux pauvres ou aux écoles de charité de la paroisse ;

7° De faire quelques emprunts ;

8° De taxer le prix des chaises ; cette taxe néanmoins pouvait aussi être faite par le bureau ordinaire ;

9° De choisir un clerc de l'œuvre ou sacristain, ou de le destituer;

10° D'une nouvelle réforme, suppression ou reconstruction, en tout ou en partie, des bancs de la paroisse ;

11° D'accepter quelque fondation ;

12° De faire quelque aliénation ;

13° De faire une nouvelle acquisition ;

14° De vendre de l'argenterie et autres effets appartenant à la fabrique ;

15° D'entreprendre quelque bâtiment considérable, ou de faire quelque construction nouvelle ;

16° De faire quelque règlement nouveau dans la paroisse, soit de discipline, pour changer la taxe des droits appartenant à la fabrique, soit pour augmenter les gages des officiers, serviteurs de l'église ;

17° Tout ce qui concernait les pauvres et les écoles de charité devait aussi se délibérer dans les *assemblées* générales.

ASSIGNATION.

L'*assignation* est un acte de procédure par lequel une personne en appelle une autre en justice.

Elle prend le nom de citation lorsqu'elle est donnée pour comparaître en justice de paix ; celui d'ajournement, pour comparaître devant le tribunal de première instance (*voyez* AJOURNEMENT) ; celui d'appel, pour comparaître en cour d'appel ; enfin, celui d'acte de *pourvoi*, quand il s'agit de comparaître devant la cour de cassation ou devant le conseil d'Etat. (*Voyez* POURVOI.)

L'*assignation* au possessoire est un acte conservatoire que les trésoriers, en vertu de l'article 78 du décret du 30 décembre 1809, peuvent et doivent faire, sans autorisation du conseil de préfecture ;

dans tout autre cas, les fabriques ont besoin d'une autorisation spéciale. (*Voyez* AUTORISATION DE PLAIDER.)

ASSISTANCE PUBLIQUE.

L'*assistance publique* comprend les enfants trouvés, les hospices, les ouvroirs, les crèches, les salles d'asile, etc. (*Voyez* ces mots.)

ASSISTANT AU TRONE PONTIFICAL.

Le Souverain-Pontife accorde quelquefois aux évêques et archevêques, surtout à ceux qui vont faire à Rome leur visite *ad limina*, des titres de dignités, telles que celles de comte romain, d'*assistant au trône pontifical*. Ces titres, en France, ne peuvent être acceptés et pris publiquement sans un décret inscrit au *Bulletin des lois*.

ASSOCIATIONS RELIGIEUSES.

On entend par *associations religieuses*, 1° les congrégations religieuses, 2° les réunions pour l'exercice d'un culte quelconque.

§ I. Associations *ou congrégations religieuses*.

Une savante consultation, délibérée le 3 juin 1845 par MM. de Vatimesnil, Berryer, Béchard, Mandaroux-Vertamy, Pardessus, Fontaine, Jules Gossin, Lauras et H. de Riancey, décide qu'aucune loi actuellement en vigueur ne prohibe la vie en commun des personnes appartenant à des *associations religieuses*. Cette consultation, que son étendue nous empêche de reproduire ici, se trouve dans le tome IX, page 308 du *Journal des conseils de fabriques*. (*Voyez* CONGRÉGATIONS RELIGIEUSES.)

§ II. Associations *pour l'exercice d'un culte*.

Les *associations* qui ont pour but de s'occuper d'objets religieux ou autres doivent être autorisées par le gouvernement, en vertu des articles 291, 292, 293 et 294 du Code pénal, ainsi que de la loi du 10 avril 1834 (1).

Il y a, dans le culte, des réunions ou *associations* tenant à l'exercice du culte lui-même; elles ne sont pas prohibées. Ainsi un prêtre reçoit chez lui les enfants pour les catéchiser; des ecclésiastiques se

(1) *Voyez* ci-après, p. 355, ces articles du Code pénal et la loi du 10 avril 1834.

réunissent en retraite, etc.; ce n'est pas là ce que la loi appelle *associations;* ces réunions n'ont rien d'illégal. L'art. 291 s'applique uniquement au cas où il y a une véritable *association*, c'est-à-dire une société particulière, ayant ses règlements, ses exercices et un objet spécial.

La Cour de cassation a jugé, plus ou moins expressément, par divers arrêts, que l'article 291 du Code pénal, qui défend les *associations religieuses* de plus de vingt personnes sans l'agrément ou l'autorisation du gouvernement, ne s'applique qu'aux cultes nouveaux ou dissidents, ou en d'autres termes, qu'il ne s'applique pas aux *associations* pour l'exercice des cultes déjà autorisés ou reconnus, tels que le culte catholique, le culte protestant.

Mais quant à la question de savoir si l'article 294 du Code pénal, qui défend d'accorder ou de consentir, sans la permission de l'autorité municipale, l'usage de sa maison pour l'exercice d'un culte, autorisé ou non autorisé, est encore en vigueur, elle a été résolue plusieurs fois affirmativement par la Cour de cassation et notamment par l'arrêt ci-après du 20 mai 1836.

Un sieur Oster, ministre de l'Eglise chrétienne de la confession d'Augsbourg, avait demandé, en 1835, au maire de la ville de Metz l'autorisation de réunir dans sa demeure ses coréligionnaires, pour leur prêcher la parole divine. Cette permission lui fut refusée, et l'autorité municipale donna pour unique motif de son refus, les inquiétudes que les diverses publications de M. Oster avaient jetées parmi la population israélite. Le sieur Oster n'en rassembla pas moins chez lui ses coréligionnaires. Un procès-verbal fut dressé, et le sieur Oster fut traduit devant le tribunal de police correctionnelle.

Le 16 janvier 1836, un jugement le renvoya des fins de la plainte. Mais, sur l'appel du ministère public, et le 10 février suivant, un arrêt de la Cour royale de Metz, par l'application de l'art. 294 du Code pénal, condamna le sieur Oster à 16 fr. d'amende, pour avoir tenu chez lui une réunion non autorisée. Le sieur Oster se pourvut en cassation, pour violation de l'art. 5 de la Charte de 1830. Mais la Cour de cassation, par l'arrêt suivant, confirma celui de la Cour royale de Metz.

ARRÊT *de la Cour de Cassation du* 20 *mai* 1836.

« La Cour,

« Sur le moyen d'incompétence élevé d'office et pris de la violation du nº 2 de l'article 3 de la loi du 3 octobre 1830;

« Attendu que les délits de ceux qui forment une *association* politique prévue par l'article 291 du Code pénal, ont été renvoyés, par la loi du 10 avril 1834 (1), aux mêmes tribunaux et non aux Cours d'assises;

(1) *Voyez* cette loi ci-après, p. 356.

« Au fond, et sur le moyen pris de la violation de l'article 5 de la Charte;

« Attendu qu'une assemblée de citoyens pour l'exercice d'un culte est placée, par les dispositions encore subsistantes de l'article 294 du Code pénal, dans la même catégorie que les *associations* autorisées; — Que, dans ces ceux cas, l'article 294 interdit d'accorder ou consentir l'usage de sa maison ou de son appartement pour la réunion, sans permission de l'autorité municipale;

« Attendu que la protection garantie par la Charte à tous les cultes, et là liberté avec laquelle chacun professe sa religion, ne sont pas incompatibles avec les lois de police qui doivent régir toutes les réunions publiques, quels que soient la cause et le but des réunions;

« Attendu que l'article 294 est une loi de police qui doit être exécutée concurremment avec l'article 5 de la Charte, et qu'on ne peut admettre son abrogation entière ou partielle par le seul fait de la promulgation de la Charte;

« Attendu que l'autorité municipale refuse, par des motifs que la Charte réprouve, l'ouverture d'un lieu destiné à l'exercice d'un culte, les citoyens ont le droit de recourir de l'autorité municipale à l'autorité supérieure, pour obtenir ce qui leur a été indûment refusé;

« Attendu que la Cour royale de Metz, en jugeant, par l'arrêt attaqué, que l'article 294 du Code pénal n'avait pas été implicitement modifié par l'article 5 de la Charte, et que cet article 294 ne prescrivait que des mesures de police et de surveillance, a sainement interprété l'article 5 de la Charte, et fait une légale application de l'article 294; — Par ces motifs; Rejette, etc. »

Les articles 291, 292, 293 et 294 du Code pénal, dont nous parlons ci-dessus, sont placés sous la rubrique suivante : *Des associations ou réunions illicites*. Ils sont ainsi conçus :

« ART. 291. Nulle *association* de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours *pour s'occuper d'objets religieux*, littéraires, politique, ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité d'imposer à la société.

« Dans le nombre des personnes indiquées par le présent article, ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'*association* se réunit.

« ART. 292. Toute *association* de la nature ci-dessus exprimée, qui se sera formée sans autorisation, ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les règles a elle imposées, sera dissoute.

« ART. 293. Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait dans ces assemblées quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de cent francs à trois cents francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement, contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces *associations;* sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels, en aucun cas, ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'*association*.

« ART. 294. Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une *association*, même autorisée, ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de seize francs à deux cents francs. »

Loi *du* 10 *avril* 1834, *sur les associations*.

« ARTICLE 1er. Les dispositions de l'article 291 du Code pénal sont applicables aux *associations* de plus de vingt personnes, alors même que ces *associations* seraient partagées en sections d'un nombre moindre, et qu'elles ne se réuniraient pas tous les jours ou à des jours marqués.

« L'autorisation donnée par le gouvernement est toujours révocable.

« ART. 2. Quiconque fait partie d'une *association* non autorisée, sera puni de deux mois à un an d'emprisonnement, et de cinquante francs à mille francs d'amende.

« En cas de récidive, les peines pourront être portées au double.

« Le condamné pourra, dans ce dernier cas, être placé sous la surveillance de la haute police pendant un temps qui n'excédera pas le double du maximum de la peine.

« L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué dans tous les cas.

« ART. 3. Seront considérés comme complices, et punis comme tels, ceux qui auront prêté ou loué sciemment leur maison ou appartement pour une ou plusieurs réunions d'une *association* non autorisée.

« ART. 4. Les attentats contre la sûreté de l'État commis par les *associations* ci-dessus mentionnées, pourront être déférés à la juridiction de la Chambre des pairs, conformément à l'article 28 de la Charte constitutionnelle.

« Les délits politiques commis par lesdites *associations* seront déférés au jury, conformément à l'article 69 de la Charte constitutionnelle.

« Les infractions à la présente loi, et à l'article 291 du Code pénal, seront déférées aux tribunaux correctionnels.

« ART. 5. Les dispositions du Code pénal, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, continueront de recevoir leur exécution. »

ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE.

Les *assurances contre l'incendie* présentent bien moins d'intérêt pour les établissements publics que pour les particuliers. Les bâtiments publics sont, en général, solidement construits; leur isolement les préserve de la communication du feu, et la surveillance qui s'y exerce est une garantie contre les dangers de l'intérieur.

Toutefois l'*assurance contre l'incendie* est une mesure avantageuse pour les petits séminaires et les communautés religieuses placés dans des bâtiments qui n'appartiennent point à l'Etat, aux départements ou aux communes. Aussi Mgr l'évêque d'Hermopolis, ministre des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique, adressa, à ce sujet, une instruction dont nous rapporterons l'extrait suivant :

INSTRUCTION *sur l'assurance contre l'incendie des bâtiments appartenant aux petits séminaires et aux congrégations religieuses*.

Paris, le 2 avril 1827.

Monseigneur,

« Les petits séminaires et les communautés religieuses placés dans les bâtiments

qui n'appartiennent point à l'État, aux départements ou aux communes, sont exposés, en cas d'incendie, aux charges imprévues que pourrait faire peser sur eux la reconstruction des bâtiments que le feu viendrait à détruire.

« Il serait donc avantageux pour ces établissements de se soustraire, au moyen d'une dépense modique et fixe, à des chances aussi périlleuses.

« Dès lors je ne dois pas négliger de donner les avertissements nécessaires; et, par le même motif de prévoyance, vous vous empresserez sans doute, Monseigneur, de les communiquer.

« Le ministre de l'intérieur a reconnu que, pour les bâtiments qui appartiennent aux établissements de bienfaisance, les *assurances* à primes étaient préférables aux *assurances* mutuelles : telle est aussi mon opinion.....

« Je crois devoir vous faire connaître les propositions qui sont faites par la *Compagnie royale d'assurances*, établie à Paris, rue de Richelieu, nº 104, afin qu'elles servent de règles pour les traités de ce genre, que les petits séminaires ou les communautés seraient dans le cas de contracter, soit avec cette compagnie, soit avec toute autre légalement autorisée.

« Les primes, graduées selon la nature des constructions et le genre de couverture des bâtiments à assurer, sont fixées, pour les établissements publics, 1º à 60 centimes par 1000 francs (d'évaluation) pour les bâtiments construits en pierre, briques ou moellons, couverts en tuiles, ardoises ou métaux, et à 90 centimes par 1000 francs pour le mobilier qu'ils renferment; 2º à 75 centimes par 1000 francs pour les bâtiments de construction mixte, et à 1 franc par 1000 francs pour le mobilier qu'ils renferment.

« En outre, l'*assurance* de la septième année est gratuite.

« La compagnie consentira d'ailleurs avec les petits séminaires et communautés tous les arrangements convenables pour les époques de payement des primes..... »

Deux circulaires du ministre de l'intérieur, en date du 14 juillet 1820 et 20 octobre 1826, se sont prononcées contre les *assurances* mutuelles.

La dernière s'exprime ainsi :

« Quelques commissions administratives ont témoigné le désir d'être autorisées à faire assurer contre l'incendie les bâtiments dépendant des établissements confiés à eurs soins. Elles ont pensé qu'il était avantageux pour ces établissements de se soustraire, au moyen d'une dépense modique et fixe, aux charges imprévues que pourrait faire peser sur eux la reconstruction des bâtiments que l'incendie viendrait à détruire.

« Ces considérations, dictées par la prudence, ne doivent cependant pas être admises sans restriction. Par ma circulaire du 14 juillet 1820, je vous fis connaître à cet égard qu'il y avait une distinction essentielle à faire entre les *assurances mutuelles* et les *assurances à primes*, et je n'hésitai pas à décider que les premières, loin d'offrir des avantages aux établissements publics, ne pouvaient que leur être préjudiciables, en ce qu'elles les soumettaient aux chances les plus inégales. Je me déterminai, en conséquence, à les interdire d'une manière absolue, et je crois devoir encore persister aujourd'hui dans cette détermination.

« Quant aux secondes (les *assurances à primes*), bien qu'en général le système des *assurances* présente aux particuliers plus d'avantages qu'aux établissements

publics, les *assurances* à primes sont les seules dont ces derniers puissent retirer quelque fruit et auxquelles, par conséquent, je doive donner mon assentiment.

« Telle est la distinction que vous devrez observer dans les demandes que vous aurez à m'adresser relativement à l'*assurance contre l'incendie* des bâtiments appartenant à des établissements de bienfaisance. Je ne consentirai à prendre de décision qu'à l'égard de celles qui auraient pour objet un traité avec une compagnie d'*assurance à primes.* »

Une autre circulaire du 10 août 1836 a modifié ce que celle-ci présentait de trop absolu ; elle accorde la préférence aux compagnies à primes, mais sans exclure les sociétés mutuelles, et permet, au contraire, d'y recourir lorsqu'elles offrent la consistance et les conditions désirables.

« On ne peut se dissimuler que l'*assurance* par les compagnies à primes offre, en général, de plus grands avantages. Les primes fixes et connues d'avance présentent plus que les cotisations éventuelles le caractère que doivent avoir les opérations des établissements publics. En outre, la plupart de ces compagnies embrassent tout le royaume, tandis qu'il n'existe pas encore de sociétés mutuelles dans tous les départements.

« Il y aura souvent nécessité ou convenance de recourir aux compagnies à primes, soit parce qu'il n'existera pas de société mutuelle dans la localité, soit, s'il en existe une, parce ce qu'elle n'offrira pas toujours la consistance et les conditions désirables. »

Les fabriques ne peuvent contracter aucune espèce d'*assurance* sans y être autorisées par le ministre des cultes. La circulaire du 14 juillet 1820, recommande aux préfets « de ne prendre aucun enga-« gement, même provisoire ou conditionnel, avec une compagnie « d'*assurance*, avant de connaître la décision du ministre. »

La dépense de la prime d'*assurance* est une dépense ordinaire des fabriques, elle doit figurer à ce titre dans les budgets et les comptes. Elle est payée par le trésorier, sur le mandat d'ordonnateur et sur la quittance de la partie prenante, laquelle doit être timbrée si la somme de l'*assurance* annuelle excède 10 francs. Pour la première fois, le trésorier doit joindre une copie certifiée de la police d'*assurance*.

Certaines compagnies d'*assurances* font souscrire, indépendamment de la police d'*assurance*, des billets pour le montant des primes. Ces billets, en général non négociables, doivent-ils également être joints au compte et doivent-ils être rédigés sur papier timbré ?

A notre avis, répond M. Durieu (1), il faut décider les deux questions négativement. En ce qui concerne la première, à part que la production du billet de prime n'est nominativement prescrite par

(1) *Répertoire de l'administration des établissements de bienfaisance*, t. 1, p. 201.

aucune instruction, elle ne nous paraît indispensable ni pour justifier de la légitimité de la dépense, ni pour établir la réalité ou la régularité du payement. La police d'*assurance* qui est produite à l'appui du payement de la première prime, établit l'obligation de la fabrique de payer, chaque année, la prime stipulée avec l'assureur ; et quant à la réalité et à la régularité du payement, l'une et l'autre résultent suffisamment de la production du mandat et de la quittance.

Il en serait autrement si le billet était fait à ordre et par conséquent négociable : comme il pourrait avoir été transmis à des tiers, sa représentation serait indispensable pour justifier le payement et garantir l'administration de tout recours ultérieur de leur part.

Quant à la seconde question, celle de savoir si les billets de prime d'*assurance* non négociables doivent être écrits sur papier timbré, elle n'est pas sans difficultés. En principe, tout acte écrit devant ou pouvant faire titre, est soumis par la loi du 13 brumaire an VII, à l'impôt du timbre ; or il faut bien reconnaître qu'un billet de prime fait titre contre celui qui l'a signé, pour le montant de la prime qu'il énonce, et que le signataire pourrait être contraint au payement de cette prime sur la simple production du billet devant le juge, sans qu'il fût nécessaire de représenter la police ; mais il est vrai aussi que la police d'*assurance* pourrait être produite par l'assureur, pour réclamer, devant les tribunaux, le payement de chaque prime annuelle, et que par suite les billlets de prime ne sont qu'un duplicata de ce premier écrit ; ceux-ci ne reproduisent qu'une seule des obligations que constate la police, savoir : l'obligation, à la charge de l'assuré, de payer la prime à l'assureur, et cette obligation même, chaque billet ne la reproduit que partiellement, puisqu'il ne fait titre que pour la prime due pour une année.

Or, est-il bien certain que les duplicata d'un acte unilatéral soient soumis à la formalité du timbre ? On peut en douter ; le droit de timbre est, comme le droit d'enregistrement, un impôt établi sur les transactions sociales ; comme tout impôt, il est établi dans certaines proportions.

En général, les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques sont faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, et chacun de ces originaux, remis à chacune de ces parties, lui sert à poursuivre au besoin l'exécution de la convention : c'est son titre.

Les actes unilatéraux sont rédigés d'ordinaire en un seul original, qui est conservé par la partie ou les parties au profit de qui l'obligation est souscrite.

Il semble donc que la proportion d'après laquelle l'impôt du timbre a été établi soit celle-ci : autant de fois le droit qu'il y a de parties acquérant par l'acte un droit distinct ; et en observant cette

proportion, on arrive nécessairement à reconnaître que si une partie croit qu'il convient à ses intérêts d'avoir plusieurs originaux au lieu d'un seul, elle n'est tenue, néanmoins, de payer l'impôt qu'une fois ; en d'autres termes, qu'il suffit qu'un seul de ces originaux soit sur papier timbré.

Cette doctrine qui peut, au premier abord, paraître hasardée, a été admise pour les lettres de change qui se rédigent souvent en plusieurs duplicata, ou, pour parler la langue de commerce par première, deuxième, troisième, etc. La loi des finances du 1er mai 1822 porte, dans son article 6 encore en vigueur, que « les lettres « de change tirées par seconde, troisième, quatrième, pourront, « quoique étant sur papiers non timbrés, être enregistrées, dans le « cas de protêt, *sans qu'il y ait lieu au droit de timbre*, et à l'amende, « *pourvu que la première, écrite sur du papier au timbre propor-* « *tionnel, soit représentée conjointement au receveur de l'enregis-* « *trement.* »

On peut ajouter que l'assujettissement de ces billets à l'impôt du timbre excéderait énormément la mesure ordinaire de cet impôt. Ainsi les *assurances* sont faites habituellement pour sept ans, et il est souscrit sept billets de prime. Si ces billets étaient soumis au timbre, l'*assurance* la moins importante entraînerait la dépense de neuf feuilles de papier timbré, tandis que les actes synallagmatiques passés entre deux personnes, ne nécessitent que les frais de deux feuilles de ce papier.

On aurait tort d'objecter que, lorsque le prix d'une vente est converti en billets, ces billets sont soumis au droit du timbre ; cela est vrai ; mais les billets souscrits en pareils cas sont ordinairement à ordre ou négociables, et la créance primitive est transformée : il y a novation. Nous reconnaissons que les billets de prime seraient pareillement passibles du timbre. si, contrairement à l'usage, ils étaient faits à ordre. Dans ce cas il y aurait aussi novation.

Il est un avis, dit M. Dieulin (1), qu'il importe de faire connaître au sujet des *assurances* des presbytères contre les incendies : l'*assurance* d'une maison par la commune n'affranchit pas le curé de tous les risques du sinistre : les compagnies croient avoir un droit de recours contre lui, à moins qu'il ne prouve que l'incendie est arrivé par cas fortuit, ou force majeure, ou par vice de construction, ou que le feu a été communiqué par une maison voisine. (*Code civil, art.* 1733.) Pour s'affranchir des risques locatifs, il faut au curé une police qui coûte le quart de la police du propriétaire. Quand la maison est isolée, il est un moyen bien simple de délivrer le curé de toute inquiétude relativement aux poursuites qui pourraient avoir

(1) *Guide des curés*, 5e *édition*, tom. II, p. 70.

lieu contre lui, c'est d'engager le maire à prendre la police d'*assurance* au nom personnel du curé, et non en celui de la commune; par là on sera affranchi de tous les risques sans payer un centime de plus. Si la maison pouvait recevoir le feu par communication, l'*assurance* que ferait le curé ne couvrirait pas le risque de la commune. Il est néanmoins des jurisconsultes qui, considérant le curé comme usufruitier du presbytère, croient qu'il ne répond du dommage provenant d'un incendie que quand on prouve qu'il a eu lieu par sa faute.

ATTACHE (LETTRES D').

On entend, par *lettre d'attache*, l'autorisation que donne le gouvernement pour la publication des bulles, brefs et autres rescrits émanés de la cour de Rome, après vérification préalable. C'est la même chose que le *placet* royal ou l'*exequatur*. C'est aussi ce qu'on entend par droit d'annexe. (*Voyez* ANNEXE, ci-dessus, page 186.)

Ces *lettres d'attache* sont ainsi formulées :

« ART. 1er. Le bref (ou la bulle) donné à Rome le..... et contenant....., sera publié sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'il renferme et qui sont ou pourraient être contraires aux lois de l'empire, aux libertés, franchises et maximes de l'Eglise gallicane.

« ART. 2. Ledit bref (ou ladite bulle) sera transcrit, en latin et en français, sur les registres du conseil d'Etat, et mention en sera faite sur l'original, par le secrétaire du conseil. Il sera inséré au *Bulletin des lois*. »

Tout acte émané du Saint-Siége, dont la publication n'aurait pas été ainsi autorisée, serait saisi et déféré, par la voie d'appel comme d'abus, au conseil d'Etat. C'est ce qui eut lieu en 1820. L'évêque de Poitiers avait, dans un mandement adressé aux curés de son diocèse, ordonné la lecture d'une lettre par lui écrite au Saint-Siège et du bref à lui adressé directement en réponse. Ce mandement fut déféré au conseil d'Etat par le gouvernement, et, le 23 décembre, intervint une ordonnance (1) qui déclara l'abus et prononça la suppression du mandement. (*Voyez* BREF.)

L'article organique 18 porte que le prêtre nommé à un siége épiscopal, ne peut exercer aucune fonction, avant que la bulle portant son institution, ait reçu l'*attache* du gouvernement.

Bossuet, en parlant des *lettres d'attache*, s'exprimait ainsi : Il est bien extraordinaire que, pour exercer nos fonctions, il nous faille prendre l'*attache* de M. le chancelier, et achever de mettre l'Eglise sous le joug. Pour moi j'y mettrais ma tête : je ne relâcherai

(1) Cette ordonnance est rapportée ci-dessus, p. 190.

rien de ce côté là, ni ne déshonorerai pas le ministère. (*Lettre du 1er novembre 1702.*)

Si Bossuet parlait ainsi des *lettres d'attache* sous un gouvernement absolu qui proscrivait tout autre culte que le culte catholique qu'il se faisait gloire de protéger, que doit-on dire aujourd'hui, sous une charte qui garantit à chacun la liberté de son culte, ou plutôt qui n'en reconnaît aucun ? N'est-ce pas une anomalie ? une servitude proscrite par notre pacte fondamental ? On objecte la loi du 18 germinal an X ; mais n'est-il pas évident que cet article organique est abrogé de plein droit par la Charte de 1830 ? Cette formalité légale devrait tomber d'elle-même devant le ridicule qui l'accompagne.

De deux choses l'une, dirons-nous : ou les bulles sont contraires à la Charte, c'est-à-dire à la Constitution, où elles n'y sont pas contraires. Dans le premier cas, le gouvernement manque à ses devoirs et à sa dignité en donnant son concours à un acte qui porte atteinte à nos lois fondamentales ; dans le second cas, c'est une injure adressée au souverain Pontife. De pareilles défiances sont-elles dignes d'un pouvoir qui se respecte ? Qui viole ici les lois ? La Charte garantit liberté et protection à l'Eglise catholique, le Pape veut-il quelque chose de contraire à ses principes ? Que signifient les *franchises, libertés et maximes de l'Eglise gallicane* dans la bouche du gouvernement ! Si l'Eglise gallicane est la religion de l'Etat, la Charte est scandaleusement anéantie ; si elle est une protection particulière, pourquoi l'Etat, qui doit être neutre, la défend-il ?

Si nous voulons rentrer dans la vérité de nos institutions, laissons la liberté aux différents cultes et maintenons la neutralité de l'Etat ; en dehors de cette conduite, tracée par le bon sens et par la Charte, il y a danger à la fois et pour la liberté religieuse et pour l'Etat (1).

ATTENTAT A LA PUDEUR.

Ce crime existe quand il y a entreprise d'un acte immoral sur la personne d'un autre. Le Code pénal édicte des peines fort sévères contre les ecclésiastiques qui seraient assez malheureux pour s'en rendre coupables, surtout envers des enfants mineurs. Nous croyons devoir rapporter ici les articles suivants de ce code :

« Tout *attentat à la pudeur*, consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de onze ans, de la part des ministres d'un culte, est puni des travaux forcés à temps. » (*Art.* 331.)

(1) Ces réflexions ont été écrites sous l'empire de la Charte de 1830 ; nous les laissons subsister, parce qu'elles ont la même force à l'égard de la Constitution actuelle qui garantit également la liberté des cultes.

« L'*attentat à la pudeur* commis ou tenté avec violence sur la personne d'un enfant au-dessous de quinze ans accomplis, et le crime de viol de la part des ministres d'un culte, sont punis des travaux forcés à perpétuité. » (*Art.* 332 et 333.)

ATTESTATION *de bonne vie et mœurs.*

L'article 17 de la loi organique porte que le prêtre nommé à un siége épiscopal est tenu de rapporter une *attestation* de bonne vie et mœurs, expédiée par l'évêque dans le diocèse duquel il aura exercé les fonctions du ministère ecclésiastique, et qu'il sera examiné sur sa doctrine par un évêque et deux prêtres, qui seront commis par le gouvernement, lesquels doivent adresser le résultat de leur examen au ministre des cultes.

Cet article qui paraissait établir le gouvernement juge de la foi, des mœurs et de la capacité des évêques nommés, qui les faisait examiner et qui prononçait d'après les résultats de l'examen, a été modifié et il devait l'être, car le souverain Pontife a seul le droit de faire, par lui ou par ses délégués, cet examen, parce que lui seul doit instituer canoniquement, et que cette institution canonique suppose dans celui qui l'accorde la connaissance acquise de la capacité de celui qui la reçoit, Or, comme l'article 4 du Concordat veut que l'institution canonique soit conférée aux évêques dans les formes établies avant le changement de gouvernement, et qu'alors les informations canoniques des évêques nommés étaient faites par les nonces de Sa Sainteté, on suit actuellement cette même marche.

M. l'abbé Prompsault prétend que nous confondons cette *attestation* avec l'information canonique ; il se trompe, car ce sont deux choses bien différentes.

AUBE.

Il doit y avoir au moins deux *aubes* avec leur cordon dans les paroisses où il y a un prêtre, et un plus grand nombre dans celles où les prêtres sont plus multipliés. C'est à la fabrique à fournir ces *aubes*. (*Art.* 37 *du décret du* 30 *décembre* 1809.)

Un décret de la Congrégation des rits, du 15 mai 1819, approuvé par Pie VII, proscrit l'usage des toiles de coton pour les amicts, *aubes*, nappes d'autels, palles, purificatoires et corporaux : tous ces linges doivent être de fil de lin ou de chanvre. MM. les ecclésiastiques étant tenus de se conformer à cette règle, les fabriciens ne doivent pas hésiter à sacrifier tous les linges en toile de coton et à en fournir toujours en fil de lin ou de chanvre. Si la fabrique était trop pauvre pour renouveler en même temps tous les linges en toile

de coton, le curé pourrait demander à son évêque la permission de s'en servir provisoirement. (*Voyez* LINGE.)

AUDITEUR DE ROTE.

Le tribunal de Rote, fondé au quatorzième siècle, et composé originairement de douze prélats, chargés du jugement de toutes les causes ressortissant à la juridiction du Saint-Siége des diverses parties de la chrétienté, a été successivement modifié dans son personnel et dans sa juridiction. Il est aujourd'hui composé de huit prélats romains et de quatre étrangers, un français, un autrichien, un espagnol et un toscan; et sa juridiction, tout élevée qu'elle est encore, n'embrasse plus que les affaires judiciaires des Etats pontificaux. La France a toujours été représentée dans ce tribunal, depuis que, par son organisation modifiée, quatre prélats étrangers ont été appelés à en faire partie ; mais, l'inamovibilité des juges ne laissant pas à la France le droit de remplacement qu'elle eût pu désirer exercer après les événements de 1830, elle se borna à employer le seul moyen d'action qui fut en son pouvoir; elle supprima le traitement de l'*auditeur* français, qui est de 20,000 francs.

Le décès du titulaire restitua au gouvernement le droit de pourvoir à la vacance : il a fait usage de ce droit, en lui nommant un successeur dans le cours de l'année 1846, et rétabli son traitement dans le budget de 1847, aux crédits supplémentaires du ministère des affaires étrangères. Supprimé de nouveau en 1848, il fut rétabli sous l'empire.

Les *auditeurs* de rote ont toujours eu une grande influence à Rome. Ils tiennent le premier rang dans la prélature; ils sont membres de plusieurs congrégations; dans les messes pontificales, ils sont assis sur les gradins du trône, au-dessous du pape; ils ont l'importante mission de veiller à l'entrée du conclave au secret de ses délibérations et de garder les tours par lesquelles les personnes de l'extérieur sont admises à communiquer avec les cardinaux. Leur présence à Rome est donc d'une utilité incontestable pour la puissance qu'ils représentent. La position et le caractère de l'*auditeur* français en particulier, sont des moyens d'influence qui secondent l'action de l'ambassadeur de France près le Saint-Siége. Aussi, tant que la France a été dans un état normal et régulier, n'a-t-elle jamais cessé d'avoir un *auditeur* de Rote.

AUMONE.

Les *aumônes*, sous l'ancienne législation, n'étaient pas seulement, comme aujourd'hui, des dons faits par des personnes charitables

aux pauvres et dans les établissements de bienfaisance ; c'était aussi un impôt et une peine pécuniaire.

Deux ordonnances de 1572 et 1580, obligeaient les ecclésiastiques et bénéficiers à contribuer aux *aumônes* publiques et générales qui se faisaient pour la nourriture des pauvres. Les arrêts des Parlements en maintenaient soigneusement l'exécution, et quelquefois excédaient le taux qu'elles avaient fixé. Ainsi, un prieur décimateur fut condamné, le 10 octobre 1688, par arrêt du Parlement d'Aix, à aumôner le tiers de son revenu, conformément à l'usage des lieux.

La suppression des bénéfices ecclésiastiques, prononcée par la loi du 12 juillet-24 août 1790, a rendu ces dispositions sans objet.

Comme peine pécuniaire, l'*aumône* était une amende que les juges infligeaient pour certains délits. On la prononçait aussi en matière civile. Le décret des 5-19 décembre 1790 (*Art.* 19) chargea les préposés de l'enregistrement de recueillir l'*aumône* avec les autres amendes; mais les lois criminelles promulguées depuis ne l'ayant pas comprise au rang des peines, les tribunaux ne peuvent plus la prononcer.

L'*aumône* n'est donc plus aujourd'hui qu'une charité faite aux pauvres L'ordonnance du 9 juillet 1547, la considérant sous ce dernier aspect, voulait que, « pour les recueillir, fussent establis « troncs et boëtes des pauvres par toutes les églises et paroisses « qui, par chaque jour de dimanche, seraient recommandées par les « curés ou vicaires en leurs prônes, et par les prêcheurs en leurs « sermons et prédications. » (*Art.* 6.) Le droit d'établir des troncs dans les églises appartient encore aux établissements charitables. (*Voyez* BUREAU DE BIENFAISANCE, QUÊTE, TRONCS.)

D'après plusieurs conciles, les mendiants ne doivent point demander l'*aumône* dans les églises, mais se tenir toujours à la porte : *Curabunt custodes ecclesiarum ne mendici per ecclesiam vagentur, aut chorum introeant petendæ eleemosynæ prætextu, divini officii vel concionis tempore, sed in foribus ecclesiarum eleemosynas expectent.* (Concile de Bourges, 1584.) *Mendici eleemosynæ quæritandæ causa, ne in ecclesiis vagentur, sed extra januam consistant* (Concile d'Aix, 1585.)

Les curés peuvent encore, par mesure de police, défendre aux pauvres de demander l'*aumône* dans l'intérieur des églises.

Les *aumônes* étaient autrefois administrées par des bureaux de charité organisés par l'Eglise, comme nous le disons sous le mot BUREAU DE BIENFAISANCE, paragraphe I^er^. L'article 76 de la loi du 18 germinal an X se proposait d'en charger les fabriques, ce qui était de toute convenance ; mais les bureaux de bienfaisance ont fini par s'en emparer au point d'en exclure même les fabriques. Voyez sous le mot QUÊTES, § I^er^, ce que prétend, à cet égard, un avis du

comité de l'intérieur et des cultes, du 6 juillet 1831. M. de Portalis pensait bien autrement, lorsqu'il disait dans un rapport (1) adressé à l'empereur, le 16 avril 1806 : « J'en atteste l'histoire de tous les temps, les fabriques ont toujours été en possession de recevoir des *aumônes* et de les administrer. La religion a été la première amie des pauvres, et il est impossible de méconnaître tout ce que l'humanité lui doit. »

AUMONE DOTALE.

On appelle *aumône dotale* une espèce de pension viagère, faite par ses parents, à une religiense, et qui lui tient lieu de dot.

Les auciennes lois donnaient au couvent la propriété de l'*aumône dotale ;* la législation actuelle garde le silence sur cette matière, cependant la jurisprudence décide qu'en cas de survie, la constitution d'*aumône dotale* ne fait pas retour aux père et mère, mais qu'elle devient la propriété de la communauté.

L'usage des dots ou *aumônes dotales* se rétablit en France après la révolution, dans les communautés religieuses en même temps que les communautés elles-mêmes. On peut même dire qu'il se généralisa davantage, car les congrégations, dépouillées de leurs patrimoines par suite des lois de la révolution, incapables de recevoir aucune donation, soit mobilière, soit immobilière, doivent chercher dans les *aumônes dotales* les ressources qui leur manquent pour subvenir aux besoins de tous leurs membres.

Mgr l'archevêque de Paris a lui-même réglé par une ordonnance du 7 mai. la matière des dots ou *aumônes dotales* dans son diocèse ; l'article 2 porte textuellement :

« Le chiffre de la dot ne pouvant être fixé d'une manière uniforme pour toutes les maisons et pour tous les cas, chaque communauté nous fera connaître quels sont ses usages à cet égard, afin que nous les approuvions, s'il y a lieu, ou que nous lui donnions une règle de conduite sûre, si elle n'en avait de bien établie.

« Les dots remises, soit en sommes une fois versées, soit en pensions annuelles, ne seront point regardées comme un don fait à la communauté, mais comme une compensation des frais de diverses natures, dont elle prend la charge à l'égard de la religieuse. »

Ces dispositions fort sages n'ont rien de contraire à la loi civile. En effet, il est impossible de se méprendre sur la nature des engagements qui résultent d'une constitution de dot et le caractère légal qu'il convient d'assigner au contrat qui intervient entre la supérieure d'une communauté et tel ou tel de ses membres, soit qu'elle consiste

(1) *Voyez* ce rapport sous le mot QUÊTES.

en une somme d'argent une fois payée, soit qu'il s'agisse d'une prestation ou rente annuelle, la dot ne saurait être considérée comme une dotation. (Code civil, art. 1102; c'est un véritable contrat synallagmatique, à titre onéreux, alléatoire. (Art. 1104 et 1105.)

Le tribunal civil de Figeac (Lot) avait néanmoins jugé, le 15 décembre 1835, que lorsqu'une religieuse est décédée sans laisser de dispositions, ses père et mère qui, suivant un accord passé avec la supérieure du couvent, avaient payé à la congrégation une somme capitale et une pension viagère à titre d'*aumône dotale* pour l'admission de leur fille dans la communauté, étaient fondés, après son décès, à répéter la somme capitale par eux payée, conformément à l'article 747 du Code civil. Nous croyons devoir rapporter d'abord le texte de ce jugement, et ensuite l'arrêt de la Cour royale d'Agen qui le réforme. Ce dernier jugement peut être consulté avec fruit en pareilles circonstances.

« Le Tribunal,

« Attendu que, soit que l'on examine les actes passés entre les parties, soit que l'on considère la législation qui régit aujourd'hui les communautés religieuses, on doit reconnaître que cette demande (celle des sieur et dame Bressac, père et mère de la religieuse décédée), est juste et bien fondée;

« Qu'en effet, il ne résulte d'aucune stipulation exprimée dans l'accord qu'il ait été dans l'intention des mariés Bressac de renoncer au remboursement de la somme qui constituait l'*aumône dotale,* ni dans l'intention de la supérieure de s'affranchir de ce remboursement; que celle-ci y restait évidemment soumise, selon l'occurrence des cas qui pourraient ultérieurement survenir, tels que la sortie de la religieuse du couvent, dans lequel elle ne pouvait pas valablement s'engager, par des vœux irrévocables, à finir ses jours; la dissolution du monastère, etc.;

« Attendu que cet accord ne présente aucun des caractères du contrat aléatoire qu'on voudrait lui assigner ; car l'intérêt de la somme de 4,000 francs, la pension viagère de 50 francs, les travaux de l'affiliée pour l'utilité commune, couvraient abondamment le couvent de toutes les dépenses d'entretien et de nourriture;

« Qu'aux revenus actuels, il faut ajouter, pour le couvent, l'espérance de profiter un jour des revenus des successions qui pourraient advenir à la religieuse;

« Attendu que, de ces mots *aumône dotale,* employés dans l'accord, et de l'acception qu'on peut leur attribuer dans le droit, ne résulte pas une renonciation de la part des époux Bressac à la répétition de la somme par eux comptée; que la raison et l'équité portent à croire qu'ils considéraient l'*aumône dotale* constituée pour faciliter l'admission de leur fille, comme la constitution qu'ils auraient faite, pour faciliter son mariage, puisque les droits de la fille à leur succession demeuraient les mêmes dans les deux cas;

« Attendu que le couvent invoque vainement la législation préexistante; qu'elle est sans influence dans la cause par le défaut d'assimilation et d'analogie qu'il y a entre les statuts des anciens et des nouveaux ordres monastiques; que personne ne pouvait autrefois en devenir membre, sans se mettre en état de servitude réelle dans le monastère auquel on s'agrégeait, sans se frapper volontairement de mort civile, et s'interdire tout droit à contracter et à succéder; tandis que la législation qui nous

régit prohibe toute abdication spontanée de la jouissance de la liberté; qu'ainsi, il ne faut pas conclure de ce que les anciens monastères, devenaient propriétaires de l'*aumône dotale*, que les nouveaux le deviennent aussi, d'autant que ces derniers trouvent dans la fortune de chacun de leurs membres des ressources dont leurs prédécesseurs étaient privés;

« Attendu que la législation actuelle, en autorisant l'établissement dos congrégations religieuses, ne les a pas placées dans une position privilégiée au-dessus du droit commun;

« Que, loin de là, la loi se montre partout attentive et surveillante touchant les établissements religieux; qu'elle les a placés sous l'empire de lois prohibitives, et ne leur a permis de rien acquérir sans l'autorisation du roi;

« Que, d'autre part, elle a établi que chaque sœur conserve la propriété de ses biens, et n'en peut disposer en faveur de l'établissement que dans les cas et formes déterminés;

« Que si les *aumônes dotales* pouvaient devenir sa propriété, il aurait un moyen facile d'éluder la loi générale, de s'approprier tous les biens, tous les apports des religieuses, en les faisant constituer sous la forme d'*aumônes dotales ;*

« Que, si les tribunaux admettaient ces voies détournées, les monastères parviendraient bientôt de nos jours, comme autrefois, au but vers lequel ils tendent sans cesse, c'est-à-dire à l'accumulation des richesses et au dépouillement des familles, avec d'autant plus de facilité que, leurs membres n'étant pas, comme jadis, frappés de mort civile, ils auraient, pour s'enrichir, le double moyen des *aumônes dotales* et des successions qui viendraient a échoir à chacun d'eux, inconvénient grave que la législation a voulu proscrire;

« Attendu que la loi règle la succession des personnes qui ne l'ont pas réglée elles-mêmes; que, dans l'espèce, aucune disposition de la demoiselle Bressac n'étant produite, elle attribue par voie de retour, auxdits Bressac, la somme réclamée;

« Par ces motifs, condamne les dames supérieure et économe du couvent de Saint-Céré, en la qualité qu'elles ont prises, à rembourser aux sieur et dame Bressac la somme de 4,000 francs dont s'agit, etc. »

ARRÊT *de la Cour royale d'Agen, du* 22 *mars* 1836.

« La Cour,

« Attendu que, de l'accord passé entre la supérieure des dames de la communauté religieuse de Saint-Céré et les époux Bressac, il résulte de la manière la plus positive et la plus formelle, qu'en considération du désir manifesté par Catherine Bressac, de faire profession religieuse dans ladite communauté, et, dans le cas où cet événement se réaliserait, les époux Bressac promettaient de payer à la dame supérieure la somme de 4,000 francs pour l'*aumône dotale* de leur fille; que cet acte, sous la date du 12 mai 1820, renferme toutes les conditions d'un contrat synallagmatique, puisqu'au moyen des sommes promises, tous les besoins de Catherine Bressac restaient à la charge de la communauté; que cette obligation générale et absolue se trouve plus explicitement encore exprimée dans la quittance de la somme de 4,000 francs, sous la date du 27 novembre 1823, de laquelle quittance il résulte expressément que, la fille ayant été reçue et agrégée à la communauté, elle doit y être logée, nourrie, entretenue de pied en cap, et soignée tant en santé qu'en maladie, et qu'enfin l'association doit fournir à ses besoins durant sa vie;

« Attendu que cet accord présente encore les caractères d'un contrat aléatoire, puisque la communauté s'engageant à fournir à tous les besoins de Catherine Bressac, tant en santé qu'en maladie, pendant toute sa vie, il est impossible de présumer qu'elle ait voulu se contenter du simple usufruit de la somme de 4,000 francs et de 50 francs de pension viagère, en représentation de l'obligation qu'elle contractait de fournir à tous les besoins de la nouvelle agrégée;

« Attendu que le traité du 12 mai 1820 a eu lieu entre parties majeures et capables de contracter, en l'absence et sans la participation de Catherine Bressac, quoiqu'il est vrai, dans son intérêt; qu'il n'y a donc eu de contrat et d'obligation qu'entre les époux Bressac et la supérieure de la communauté; qu'il n'y a de lien civil qu'entre ces mêmes parties; que, dès lors, chacune d'elles a été tenue de remplir ses obligations; que ce n'est pas à la fille, mais à la supérieure de la communauté, que la somme fut promise et payée, que la somme de 4,000 francs est le prix de la chose que la communauté s'oblige à faire, qu'il en est de cette espèce comme du prix d'un apprentissage, d'un remplacement au service militaire que le père de famille paie ou promet de payer à un tiers dans l'intérêt de son fils;

« Que, fût-il vrai que Catherine Bressac, maîtresse de ses droits et possédant quelque fortune, eût contracté une pareille obligation envers la communauté, son obligation n'en serait pas moins valable, parce qu'il aurait été stipulé en sa faveur une obligation réciproque, ce qui aurait constitué un véritable contrat synallagmatique.

« Attendu que la clause de l'acte du 12 mai 1820, par laquelle les époux Bressac distinguent la portion contributive que chacun d'eux fournit pour le payement de la somme de 4,000 francs, ne change rien à la nature du contrat; qu'elle n'atténue, sous aucun rapport, les droits de la communauté sur l'entière somme; qu'on a pu prévoir, sans doute, que Catherine Bressac pourrait être tenue un jour d'imputer ou de rapporter cette somme à la succession de ses père et mère, parce qu'elle aurait été payée dans son intérêt; mais que c'est à l'époque seulement de l'ouverture de la succession qu'il y aurait eu lieu d'examiner si la somme était sujette à rapport, si les père et mère avaient fait dans son intérêt un placement utile; que, dans aucun cas, les tiers qui ont contracté avec les père et mère ne peuvent être tenus du remboursement des sommes qu'ils ont reçues en exécution de ces contrats; que c'est alors un créancier qui a reçu le payement de ce qui lui était dû, le remplaçant au service militaire, par exemple, qui a reçu le prix de son service.

« Attendu qu'il est impossible d'assimiler l'acte du 12 mai 1820 à une dot constituée pour l'établissement en mariage; que d'abord Catherine Bressac est étrangère à l'acte, qu'il ne lui est rien donné, rien constitué; qu'il ne peut ressortir de cet acte aucune hypothèque légale; que la dot ne cesse jamais d'appartenir à l'épouse; qu'elle n'a d'autre objet que le support de charges du mariage; qu'elle doit lui être constituée directement; qu'il n'existe donc aucune analogie entre l'acte du 12 mai 1820 et une constitution dotale;

« Attendu qu'on ne peut trouver dans les stipulations de l'acte du 12 mai 1820 aucun des caractères d'une donation gratuite, même déguisée, qui aurait été faite à la communauté; qu'il faut reconnaître, en effet, que si, sous la forme d'un contrat onéreux, il était fait une donation aux congrégations et communautés religieuses, tout acte de cette espèce, aux termes de la loi du 24 mai 1825, ne pourrait recevoir son exécution que sous l'autorisation spéciale du gouvernement; qu'ainsi, sous tous les rapports, le traité du 12 mai 1820 étant un contrat à titre onéreux, une conven-

tion synallagmatique et aléatoire, il y a lieu de réformer la décision des premiers juges;

« Par ces motifs, relaxe les dames supérieure et économe du couvent de la Visitation de Saint-Céré, appelantes, de toutes demandes contre elles formées et de toutes condamnations contre elles prononcées, etc. »

AUMONES POUR LES AMES DU PURGATOIRE.

Un pieux et salutaire usage existe dans quelques paroisses, notamment en Normandie, de faire chaque dimanche ou du moins un dimanche de chaque mois, une quête dont le produit est destiné à faire prier pour les âmes du purgatoire et célébrer le saint sacrifice pour leur soulagement. Cet usage est très-ancien dans l'Eglise et a sans doute été établi à l'imitation de la collecte que fit autrefois Judas Macchabée pour faire prier pour les morts (1).

Dans d'autres paroisses au contraire on se contente de placer dans l'église un tronc destiné à recueillir les *aumônes* de ceux qui veulent faire prier pour les âmes du purgatoire. Dans les paroisses donc où l'on quête, on en remet le produit au curé qui, en certaines localités, en célèbre des messes qu'il annonce même au prône chaque dimanche, ou il les fait acquitter par d'autres prêtres, s'il ne le peut lui-même. Dans celles où il n'y a qu'un tronc, le curé en a seul la clef et emploie les *aumônes* qu'il y trouve à dire ou à faire dire des messes, de la même manière qu'il fait pour les sommes plus ou moins considérables qui lui sont remises de la main à la main, par les fidèles qui veulent faire prier pour leurs parents défunts. On demande si le curé a seul, indépendamment de la fabrique, la responsabilité de ces *aumônes*.

On ne voit pas, en effet, pourquoi le conseil de fabrique ou le bureau des marguilliers s'ingérerait dans une telle comptabilité qui serait gratuitement injurieuse au curé à qui l'on doit supposer au moins de la foi, de l'honneur, de la conscience et de la délicatesse, et qui sait d'ailleurs mieux que personne combien sont sacrées les *aumônes* destinées au soulagement des âmes du purgatoire. Puis le bon sens dit assez haut que le conseil de fabrique ne peut avoir à cet égard aucun contrôle à exercer, ni aucune responsabilité à encourir.

Pour que le conseil de fabrique ou le bureau des marguilliers ait quelque droit à exercer sur les *aumônes* déposées dans les troncs destinés à recueillir celles qui sont consacrées à faire prier pour les âmes du purgatoire, il faudrait qu'une loi, un règlement quelconque leur ait conféré ce droit ; or, rien de semblable n'existe. Si nous consultons le décret du 30 décembre 1809, nous y lisons, art. 1er :

(1) II Macch. *ch.* XIII, *v.* 43.

« Les fabriques sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, d'administrer les *aumônes* et les biens, rentes et perceptions autorisées par les lois et règlements, les sommes supplémentaires fournies par les communes, et généralement tous les fonds qui sont affectés à l'exercice du culte, enfin d'assurer cet exercice et le maintien de sa dignité dans les églises auxquelles elles sont attachées, etc. » Il est évident que cet article ne donne aux fabriques que le droit d'administrer les *aumônes autorisées par les lois et règlements*, *affectées à l'exercice du culte*. Les *aumônes* destinées par les fidèles à faire prier pour les âmes du purgatoire ne sont point *affectées à l'exercice du culte* et ne sont point autorisées dans ce but par les lois et règlements. Les conseils de fabrique ne peuvent donc point les administrer.

Le bureau des marguilliers ne le peut pas davantage, car les fonctions qui lui sont attribuées par l'article 24 et les suivants du décret du 30 décembre 1809, ne lui confèrent aucun privilége à cet égard. L'article 26 charge bien les marguilliers de *veiller à ce que toutes les fondations soient fidèlement acquittées et exécutées suivant l'intention des fondateurs*, *sans que les sommes puissent être employées à d'autres charges*. Le curé est bien tenu, à la vérité, *de rendre compte*, *à la fin de chaque trimestre*, *au bureau des marguilliers*, *des fondations acquittées pendant le cours du trimestre*. Mais, des *aumônes* ordinairement assez modiques, déposées dans un tronc pour faire prier pour les âmes du purgatoire, ne ressemblent en rien à des fondations proprement dites. L'article 29 ajoute même que le curé ne se conformera qu'aux *règlements* de l'évêque, pour tout ce qui concerne le service divin, les prières et les instructions, et l'acquittement des *charges pieuses imposées par les bienfaiteurs*. Le curé, pour l'emploi des *aumônes* destinées à faire prier pour les âmes du purgatoire n'a donc qu'à se conformer *aux règlements de son évêque*, c'est-à-dire aux lois de l'Eglise et à l'impulsion de sa conscience. Le bureau des marguilliers n'a donc rien à voir dans la comptabilité de ces sortes d'*aumônes*.

Si nous examinons de quoi se composent, d'après l'article 36 du décret de 1809, les revenus des fabriques, nous y verrons bien les quêtes faites pour les frais du culte, et ce qui se trouve dans les troncs *placés pour le même objet*, c'est-à-dire *pour les frais du culte*. Les quêtes faites pour les âmes du purgatoire et les troncs placés pour y recueillir les *aumônes* destinées à faire prier pour leur soulagement ne font nullement partie des *frais du culte*. Il en est de ces troncs comme de ceux qui sont placés, dans les églises, pour les séminaires, les pauvres, les bureaux de bienfaisance, les confréries, etc. Le conseil de fabrique ni le bureau des marguilliers n'ont aucun droit sur la comptabilité des sommes qui se trouvent dans ces troncs.

Par ces divers motifs, nous décidons que le curé seul, à l'exclusion du conseil de fabrique et du bureau des marguilliers, a la comptabilité et la responsabilité des quêtes ou du tronc des *aumônes* pour les âmes du purgatoire.

AUMONERIE.

La grande *aumônerie* était autrefois la première dignité ecclésiastique du royaume. Le grand aumônier était comme l'évêque de la cour, et en avait le titre depuis 1543. Ses attributions se divisaient en deux parts : 1° Il était chargé de diriger tout ce qui était relatif à l'exercice du culte à la cour ; 2° il avait la juridiction sur les aumôniers militaires, pour tout ce qui a rapport au spirituel.

La grande *aumônerie* de France a été supprimée par suite de la révolution de 1830. Mais elle a été rétablie canoniquement par une bulle en date du 31 mars 1857.

Voyez cette bulle dans notre *Cours de droit canon*, 3e édition. Les attributions de la grande *aumônerie* sont encore les mêmes qu'autrefois.

DÉCRET *du 17 juin 1857 portant réception du bref d'institution canonique de la grande* AUMÔNERIE.

« NAPOLÉON, etc.

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'instruction publique et des cultes;

« Vu le bref en date du 31 mars 1857, sur notre demande, par Sa Sainteté, le pape Pie IX, et portant institution canonique de notre *grande aumônerie*;

« Vu l'article 1er de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an X);

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Le bref donné à Rome, le 31 mars 1857, par Sa Sainteté le pape Pie IX, et portant, sur notre demande, institution canonique de notre *grande aumônerie* est reçu, et sera publié dans l'empire en la forme ordinaire,

« ART. 2. Ledit bref est reçu, etc. »

AUMONIER.

On appelle *aumônier* l'ecclésiastique attaché à un établissement public, pour y célébrer le culte, y faire les instructions religieuses et y administrer les secours spirituels.

Il y a des *aumôniers* dans les hospices civils, dans les hôpitaux militaires, dans les garnisons, dans les colléges et les prisons, etc. (1).

(1) D'après l'état du clergé, publié par l'administration des cultes, en 1837, il y avait à cette époque 1,087 *aumôniers*.

§ I. AUMÔNIERS d'*hospices*.

Les *aumôniers* et chapelains des hospices sont nommés par les évêques diocésains, sur la présentation de trois candidats, faite par la commission administrative. (*Ordonnance du* 31 *octobre* 1821, *article* 18.) — Cette ordonnance se trouve sous le mot BUREAU *de bienfaisance*.

« Quoiqu'il n'y ait pas de doute sur le droit de nomination par l'évêque, cependant l'évêque ne pourrait contraindre les administrateurs à admettre dans l'hospice un sujet, à l'égard duquel ils auraient, sous les rapports temporels, des motifs d'exclusion. » *Décision ministérielle du* 27 *avril* 1809.)

Le droit de révoquer l'*aumônier* n'appartient qu'à l'évêque ; les commissions administratives ne pourraient donc pas la prononcer elles-mêmes, non plus que la suspension provisoire. Elles devraient la provoquer auprès de l'évêque, par l'intermédiaire du sous-préfet.

« Il est de règle que l'*aumônier* exécute gratuitement les fonda-
« tions religieuses dont l'établissement est chargé. » *(Instruct. du* 8 *février* 1823.) « Il pourrait arriver cependant que le nombre de
« ces fondations fût trop considérable pour que l'*aumônier* seul pût
« les exécuter, ou que cette condition réduisît trop son traitement
« en le privant du prix des messes qu'il pourrait dire ; dans ce cas,
« on doit peser les charges de l'emploi, et pourvoir à ce que l'*au-*
« *mônier* ne soit pas victime de son désintéressement. » (*Circul. du* 31 *janvier* 1841.)

A Paris, les *aumôniers* ne peuvent cumuler leurs fonctions avec celles de curé, desservant, vicaire, ou prêtre employé habituellement dans les paroisses du diocèse. (*Code des hôpitaux*, n° 2409.)

On a demandé si le vicaire, ou le curé, qui remplit les fonctions d'*aumônier*, a droit à une indemnité pour cet objet. Il est certain que l'hospice qui se trouve compris dans la circonscription paroissiale, administrée par ce prêtre, ne lui doit rigoureusement aucune indemnité pour les secours religieux qu'il donne aux malades. Mais s'il est appelé à dire des messes et faire des services dans la chapelle de l'établissement, comme ses fonctions ne l'obligent pas à officier ailleurs que dans l'église paroissiale, il est juste et régulier qu'il soit indemnisé : telle a été en pareil cas la décision du ministre de l'intérieur.

Le traitement des *aumôniers* est réglé par le préfet, comme les autres frais du culte, sur la proposition et l'avis du sous-préfet. Les arrêtés du préfet, à ce sujet, ne peuvent être exécutés qu'après avoir été soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur. (*Arr. règlem. du* 11 *fructidor an XI.*)

A Paris, le traitement du premier *aumônier* est de 1000 francs à la Salpêtrière, de 800 francs à l'Hôtel-Dieu, à Saint-Louis, etc., et celui des autres *aumôniers* de 600 francs ; dans les établissements qui n'ont qu'un *aumônier*, le traitement varie de 6 à 800 francs. De plus, les *aumôniers* sont logés, nourris, chauffés et éclairés dans les maisons qu'ils desservent. (*Code des hôpitaux de Paris*, n° 2411.)

Les traitements des *aumôniers* sont une dépense ordinaire des hospices. Ils sont payés par le receveur, de mois en mois, sur un mandat spécial délivré par l'ordonnateur, ou sur un état collectif d'émargement.

La quittance de l'*aumônier*, si le traitement excède 300 francs par an, doit être sur papier timbré.

Le receveur produit ces pièces avec son compte pour justification de la dépense. Il y joint une expédition non timbrée de l'arrêté de nomination de l'*aumônier*, si c'est la première fois que l'*aumônier* figure dans le compte.

Les *aumôniers* attachés aux hospices et hôpitaux de Paris ont droit à une pension de retraite. Une ordonnance du 16 avril 1823 leur applique le bénéfice du décret du 7 février 1809. Cette ordonnance est ainsi conçue :

« ART. 1er. Sont applicables aux *aumôniers* des hospices et hôpitaux de notre bonne ville de Paris, les dispositions du décret du 7 février 1809. »

Les articles du décret du 7 février 1809, qu'une ordonnance du 6 septembre 1820, a rendus applicables aux établissements charitables, statuent en ces termes les services qui donnent lieu à la pension et comment elle se liquide :

« ART. 12. Les droits à une pension de retraite ne pourront être réclamés qu'après trente ans de service effectif, pour lequel on comptera tout le temps d'activité dans d'autres administrations publiques qui ressortissent au gouvernement, quoique étrangères à celle dans laquelle les postulants se trouvent placés, et sous la condition qu'ils auront au moins dix ans de service dans l'administration des hospices.

« La pension pourra cependant être accordée avant trente ans de service à ceux que les accidents, l'âge ou des infirmités rendraient incapables de continuer les fonctions de leurs places, ou qui, par le fait de la suppression de leur emploi, se trouveraient réformés après dix ans de service et au-dessus, dont cinq ans dans l'administration des hospices, et les autres dans les administrations publiques qui ressortissent au gouvernement.

« ART. 13. Pour déterminer le montant de la pension, il sera fait une année moyenne de traitement fixe dont les réclamants auront joui pendant les trois dernières années de leur service.

« Les indemnités pour logement, nourriture et autres objets de ce genre (les gratifications exceptées), seront considérées comme ayant fait partie du traitement fixe et évaluées en conséquence pour former le montant de la pension et des retenues.

» ART. 14. La pension accordée après trente ans de service sera de la moitié de la somme réglée par l'article précédent.

« Elle s'accroîtra du vingtième de cette moitié pour chaque année de service au-dessus de trente ans.

« Le maximum de la retraite ne pourra excéder les deux tiers du traitement annuel du réclamant, calculé, comme il est dit dans l'article qui précède, sur le terme moyen des trois dernières années de son service.

« ART. 15. La pension accordée avant trente ans de service, dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 12, sera d'un sixième du traitement pour dix ans de service et au-dessous.

« Elle s'accroîtra d'un soixantième de ce traitement pour chaque année de service au-dessus de dix ans, sans pouvoir excéder la moitié du traitement..... »

Quoique l'ordonnance du 16 avril 1823, rapportée ci-dessus, ne dispose que pour les hospices de Paris, nous pensons qu'elle peut être appliquée aux *aumôniers* des autres établissements de bienfaisance de l'empire, d'après le principe de l'ordonnance du 6 septembre 1820, ainsi conçue :

« ART. 1er. Lorsque les administrations des hospices et établissements de charité croiront devoir demander qu'il soit accordé des pensions aux employés de ces établissements, la liquidation en sera faite d'après les bases fixées par les articles 12 et suivants, jusqu'à 22 inclusivement, du décret du 7 février 1809, relatif aux pensions de retraite des administrateurs et des employés des hospices et secours de notre bonne ville de Paris. »

Si un *aumônier*, contrairement au vœu des règlements relatifs aux hospices, recevait d'un malade au lit de mort, une somme d'argent pour la distribuer aux pauvres, l'administration hospitalière qui recueille, *à l'exclusion de tous autres*, les effets mobiliers apportés dans l'hospice par les décédés, serait en droit d'exiger la remise de cette somme et même d'intenter contre lui une action en justice pour le faire condamner à la restituer. Elle pourrait également demander à l'évêque diocésain, par l'entremise du préfet, la répression de cette infraction (1).

Les *aumôniers* des institutions charitables ont l'usage gratuit des eaux de Vichy. Ils sont considérés comme faisant partie de l'établissement qu'ils dirigent spirituellement quand ils y ont leur résidence, et en cette qualité ont droit aux soins gratuits du médecin.

§ II. AUMÔNIERS *d'asile public*.

L'*aumônier* attaché à un asile public a mission d'y célébrer le culte catholique, d'y faire des instructions religieuses et d'y admi-

(1) Durieu, *Répert. des établissements de bienf.*, tom. II, pag. 19.

nistrer les secours spirituels. Ses fonctions, en ce qu'elles se rapportent au régime matériel et extérieur de l'établissement, sont déterminées par le règlement approuvé par l'autorité. Quant à ce qui regarde ses fonctions spirituelles et religieuses, elles sont fixées par l'évêque du diocèse où l'asile est situé.

Les pouvoirs spirituels de l'*aumônier* dans un asile public départemental, sont les mêmes que dans les hospices et hôpitaux. Cet *aumônier* a le droit et le devoir d'exercer son ministère auprès du lit des malades; les administrateurs et médecins de l'établissement ne seraient point fondés à s'y opposer. Mais les actes de prosélytisme lui sont défendus comme dans les hôpitaux, et il lui est recommandé de ne point s'adresser aux individus qui ne professeraient pas la religion catholique, à moins, bien entendu, qu'il ne soit appelé auprès d'eux. Les administrateurs de la maison n'ont d'ailleurs aucune injonction directe à faire, aucun commandement à imposer à l'*aumônier ;* et, s'il était commis quelque infraction ou quelque abus, c'est à l'autorité civile supérieure qu'ils devraient s'adresser, et celle-ci s'adresserait à son tour à l'évêque diocésain.

Il est d'ailleurs inutile d'ajouter que l'exercice du ministère de l'*aumônier* est nécessairement subordonné aux mesures de sûreté et de police régulièrement prises par l'administration.

L'*aumônier* a le droit de choisir parmi les habitants de l'asile les servants et employés de la chapelle.

Au surplus, nous ferons remarquer que les fonctions de l'*aumônier* de l'asile public, comme celles des *aumôniers* civils en général, ne préjudicient en rien à l'exercice des droits curiaux et des droits de la fabrique, à moins que l'évêque n'en ait disposé autrement. Il doit exécuter les fondations religieuses de la maison, s'il y en a, et il perçoit l'honoraire qui y est attaché.

§ III. AUMÔNIERS *des hospices militaires.*

Un *aumônier* est attaché à chaque hôpital militaire. (*Ordonnance du 1^er^ octobre 1814, art. 1^er^.*)

Les ecclésiastiques, qui sont choisis par les évêques pour remplir les fonctions d'*aumôniers*, sont désignés par le ministre des cultes au ministre de la guerre. (*Même ordonn., art.* 2.)

Leur traitement est déterminé par ce dernier ministre, suivant la force de chaque hôpital. En aucun cas, il ne peut excéder 1500 francs. (*Même ordonn., art.* 3.) Il est payé sur les fonds spéciaux du ministère de la guerre. (*Art.* 4.)

Le tarif annexé à l'ordonnance du 18 septembre 1824 n'alloue pas d'indemnité de logement aux *aumôniers* des hôpitaux militaires. En conséquence, ils doivent être logés dans les hôpitaux, quand les

localités le permettent ; dans le cas contraire, ils n'ont droit à aucune indemnité. (*Décis. minist. du 14 novembre* 1825.)

Le décret du 14 février, rapporté ci-après, modifie en divers points ce qui précède.

§ IV. Aumôniers *de régiments et de garnisons.*

L'ordonnance du 24 juillet 1816 portait qu'un *aumônier* serait attaché à chaque régiment. Cette disposition a été rapportée par l'ordonnance du 20 novembre 1830, qui statue qu'il y aura un *aumônier* seulement dans les garnisons, places et établissements militaires, *où le clergé des paroisses est insuffisant pour assurer le service divin.*

Les *aumôniers* militaires doivent se conformer aux règlements arrêtés par le ministre de la guerre, pour tous les objets qui se rattachent à la discipline intérieure des corps et au service. (*Ordonn. du 24 juillet* 1816, *art.* 8.)

Ordonnance *du 20 novembre* 1830, *qui supprime l'emploi d'aumônier dans les régiments.*

« Art. 1er, L'emploi d'*aumônier* dans les régiments de l'armée est supprimé.

« Art. 2. Il sera attaché désormais un *aumônier* dans les garnisons, places et établissements militaires où le clergé des paroisses sera insuffisant pour assurer le service divin, de même qu'à chaque brigade, lorsqu'il y aura des rassemblements de troupes en divisions ou corps d'armée.

« Art. 3. Les ecclésiastiques actuellement employés dans les corps en qualité d'*aumôniers* seront remis immédiatement à la disposition des évêques diocésains.

« Il leur est accordé, à titre d'indemnité, six mois de leur traitement, quel que soit le nombre de leurs années de service. »

Un arrêt du conseil d'Etat du 12 avril 1838, a décidé, dans les termes suivants, que les *aumôniers* de régiment n'ont point droit à une pension de réforme :

« Louis-Philippe, etc.

« Vu les requêtes sommaires et ampliatives à nous présentées au nom de l'abbé Julie, ancien *aumônier* de régiment; lesdites requêtes tendant à ce qu'il nous plaise annuler une décision de notre ministre de la guerre, du 6 janvier 1837; ce faisant, ordonner : 1° que l'exposant soit admis à toucher le rappel d'un traitement de réforme, sur le taux fixé pour le grade de capitaine, à partir du 10 novembre 1830; 2° qu'il lui soit alloué une pension de retraite fixée sur la même base, à partir du 23 avril 1837 ;

« Vu l'ordonnance royale du 24 juillet 1816, celles des 5 février 1823 et 8 février 1829 et celle du 10 novembre 1830;

« En ce qui touche le rappel d'un traitement de réforme à partir du 10 nov. 1830;

« Considérant qu'aucune disposition ni ordonnance n'admet les *aumôniers* de régiment à la jouissance d'un traitement de réforme ;

« En ce qui concerne la fixation d'une pension de retraite ;

« Considérant que la décision attaquée n'a rien prononcé sur ce point, et que, dès-lors, il n'y a lieu d'y statuer.

« ART. 1er. La requête du sieur Julie est rejetée. »

On a plusieurs fois réclamé le rétablissement des *aumôniers* de régiment ; diverses pétitions ont même été adressées aux Chambres à cet égard. Néanmoins toutes ces demandes avaient été inutiles. Le gouvernement a dû cependant comprendre, qu'en vertu même de la liberté des cultes garantie par notre pacte fondamental, nos soldats qui répandent leur sang pour la défense de la patrie, avaient droit d'exiger qu'on les mît à même de remplir les devoirs de leur religion, et que pour remplir ces devoirs il leur fallait des *aumôniers !*

Des *aumôniers* sont actuellement accordés à l'armée en temps de guerre. Ils sont placés en vertu du décret suivant sous la direction d'un *aumônier* en chef.

ARRÊTÉ *du ministre de la guerre concernant le costume des* AUMÔNIERS *de l'armée, du* 26 *avril* 1854.

« Le maréchal de France, ministre secrétaire d'Etat de la guerre, vu le décret du 10 mars dernier, arrête ce qui suit :

« ART 1er. Les *aumôniers* supérieurs et autres attachés à l'armée de terre porteront le costume ecclésiastique, la soutane ou la soutanelle;

« Lors des réceptions et visites, ils porteront la soutane avec la ceinture, le petit manteau et les souliers à boucles.

« ART. 2. Comme marque distinctive des fonctions qu'ils exercent, ils porteront savoir :

« L'*aumônier* supérieur, la croix en émail blanc suspendue au cou par un cordon vert; glands également verts au chapeau et à la ceinture;

Les autres *aumôniers*, la croix en argent, suspendue au cou par un cordon vert; glands également verts au chapeau et à la ceinture;

« La croix, comme forme et proportion, sera conforme au modèle ci-annexé.

« ART. 3. L'*aumônier* supérieur prendra rang avec les chefs de bataillon, et les autres *aumôniers* avec les capitaines. Ils recevront les honneurs militaires attribués à ces grades.

« VAILLANT. »

DÉCRET *du* 14 *février* 1866, *concernant les aumôniers militaires.*

« NAPOLÉON, etc. Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, etc.

« ART. 1er. Les *aumôniers* militaires qui sont attachés aux hôpitaux et autres établissements militaires, à l'intérieur et en Algérie, ou ceux qui sont chargés, en temps de guerre, du service religieux des armées et corps d'armées, sont placés, pour tout ce qui concerne leur service administratif, sous la direction et la surveillance d'un *aumônier* en chef.

« ART. 2. L'*aumônier* en chef est nommé par nous, après avis de notre grand *aumônier*, sur la proposition de notre ministre de la guerre. Il donne son avis à notre ministre de la guerre sur tout ce qui concerne le personnel et le service des *aumôniers* militaires; il lui soumet les instructions qui leur sont adressées, et correspond au nom du ministre avec notre grand *aumônier* et avec les évêques diocésains.

« ART. 3. Pour la solde, les accessoires de solde, les indemnités réglementaires, les préséances et les pensions de retraite, l'*aumônier* en chef est assimilé a un intendant militaire.

« ART. 4. Les *aumôniers* militaires sont nommés par notre ministre de la guerre.

« A l'intérieur et en Algérie, ils demeurent sous l'autorité spirituelle de l'évêque dans le diocèse duquel ils exercent leurs fonctions. Hors du territoire de l'Empire, ils tiennent leurs pouvoirs spirituels de notre grand *aumônier*, et sont placés sous son autorité.

« ART. 5. Il sera pourvu dans notre armée, selon les besoins régulièrement constatés, au service des cultes non catholiques légalement reconnus. Des ministres de ces cultes présentés sous l'approbation de notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, par l'autorité religieuse dont ils relèvent, seront nommés par notre ministre de la guerre, pour assister leurs coreligionnaires en campagne.

« ART. 6. Toutes dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

« ART. 7. Notre ministre secrétaire d'Etat au département de la guerre, est chargé de l'exécution du présent décret, etc. »

§ V. AUMÔNIERS *de collége*.

Les *aumôniers* des colléges sont nommés par le ministre de l'instruction publique. (*Ordonn. du* 8 *avril* 1824, *art.* 2.)

Ils sont logés au collége et assimilés aux autres professeurs logés dans l'établissement ; leur traitement est égal au traitement fixe des professeurs de premier ordre. (*Ordonnance du* 16 *juillet* 1831, *art.* 1^er^.)

« L'emploi de l'*aumônier* ne se borne pas seulement à dire la messe à une heure fixe, mais il est encore chargé de l'enseignement de la religion et de la morale. Or, dans un établissement où la science de la religion est en regard avec les sciences humaines, où l'on a gradué le traitement des professeurs d'après la hauteur et l'importance des sciences qu'ils enseignent, ne paraît-il pas inconvenant que le professeur de religion et de morale, c'est-à-dire l'*aumônier*, ne reçoive qu'un traitement inférieur. (*Rapport du ministre des cultes à l'empereur, du* 3 *pluviôse an XIII.*)

La nomination réelle et effective des *aumôniers* de collége ne doit être faite que par l'évêque, qui seul peut donner des pouvoirs spirituels et les retirer. L'article 2 de l'ordonnance du 8 avril 1824 ne peut être entendu qu'en ce sens. Les *aumôniers* de collége ne peuvent donc exercer leurs fonctions qu'après en avoir reçu la mission de leur évêque.

ORDONNANCE *du roi, du* 16 *juillet* 1831, *relative au traitement des aumôniers des colléges royaux.*

« LOUIS-PHILIPPE, etc.

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'instruction publique et des cultes;

« Vu l'article 15 de l'ordonnance du 27 février, qui élève le traitement des *aumôniers* des colléges royaux à une somme égale au traitement fixe du censeur de ces établissements;

« Vu les observations du conseil royal de l'instruction publique, sur cette disposition;

« Considérant que les *aumôniers* chargés de l'instruction religieuse doivent être assimilés aux professeurs de premier ordre et non aux censeurs;

« Que, par la nature de leurs fonctions, ils n'ont pas droit à un traitement éventuel;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. A partir du 1er août prochain, le traitement des *aumôniers* des colléges royaux est réduit à une somme égale au traitement fixe des professeurs du premier ordre. Ils n'auront droit à aucun traitement éventuel, ils continueront d'être logés au collége et seront assimilés aux autres professeurs logés dans l'établissement.

« ART. 2. Le paragraphe 1er de l'article 15 de l'ordonnance du 27 février 1821, relatif au traitement des *aumôniers*, est rapporté. »

§ VI. AUMÔNIERS *des prisons.*

Les *aumôniers* des prisons sont nommés par l'autorité administrative. Mais ils ne peuvent entrer en fonctions que lorsque l'évêque diocésain leur a conféré les pouvoirs nécessaires. Leur traitement est payé sur les fonds affectés au service de ces établissements. Si la prison est une maison centrale, à la charge des dépenses départementales fixes ou communes, le traitement de l'*aumônier* est payé sur le même fonds ; mais si c'est une prison départementale, le traitement s'acquitte sur les centimes variables à la disposition du préfet. Dans l'un et l'autre cas, le traitement est mandaté par cet administrateur.

Les *aumôniers* des prisons peuvent exercer une heureuse influence sur les prisonniers, quand ils sont secondés par l'autorité civile. Beaucoup de ces malheureux ne se sont rendus criminels que parce qu'ils ignoraient complètement les principes d'une religion qui leur aurait appris à vivre d'une manière irréprochable. M. de Vaublanc, ministre de l'intérieur, convaincu de cette vérité, écrivait, à la date du 22 mars 1816, une circulaire aux préfets, dans laquelle on lit ce qui suit :

« Nulle part les secours de la religion ne sont plus nécessaires que dans ces maisons où commencent le châtiment et le remords. Les détenus rentreront un jour

dans le sein de la société et la troubleront de nouveau, si la punition qu'ils ont éprouvée n'a point triomphé de leurs égarements et de leurs vices; combien la salutaire influence des lois divines est plus efficace pour atteindre ce but important que toute la rigueur des lois humaines !

« Vous ordonnerez donc que la messe soit célébrée les dimanches et fêtes dans les prisons, qu'on n'y néglige point les autres soins religieux; que ces pieuses pratiques y soient toujours environnées du respect et de la confiance qu'elles doivent inspirer.

« Vous y parviendrez plus facilement, si vous savez associer les soins religieux aux soins charitables..... »

Un règlement général sur les prisons départementales, du 30 octobre 1841, porte :

« ART. 49. Un *aumônier*, nommé par le préfet, sur la proposition de l'évêque, est attaché à chaque prison.

« ART. 50. L'*aumônier* célébrera la messe les dimanches et fêtes dans l'établissement. Les heures des offices, des instructions et autres services religieux, seront fixées par le règlement particulier.

« Il fera aux détenus une instruction religieuse une fois par semaine au moins, et le catéchisme aux jeunes détenus qui n'auront pas fait leur première communion.

« ART. 51. L'*aumônier* peut choisir parmi les détenus et d'accord avec le chef de la prison, les servants de la chapelle.

« ART. 52. L'*aumônier* visite les infirmeries et se rend auprès des malades qui le font demander.

« Ses visites périodiques dans la prison ont lieu au moins deux fois par semaine.

« ART. 53. L'*aumônier* est informé de chaque décès.

« ART. 54. Les dispositions ci-dessus sont communes aux ministres des autres cultes.....

« ART. 117. Tous les condamnés catholiques assisteront à la messe, aux autres exercices de leur culte et à l'instruction religieuse.

« Les jeunes détenus iront au catéchisme.....

« ART. 119. Les détenus qui appartiendront à un des autres cultes reconnus par l'Etat recevront les secours religieux du ministre de leur communion.

« ART. 120. Il sera établi dans chaque prison un dépôt de livres à l'usage des détenus. Le choix de ces livres sera approuvé par le préfet, sur l'avis du maire et celui de la commission de surveillance.

« Aucun autre ouvrage ou imprimé quelconque ne pourra être introduit dans la prison, soit pour les condamnés, soit pour les prévenus, sans une autorisation spéciale du préfet.....

« ART. 122. Chaque condamné aura un compte moral ouvert au moyen d'un bulletin individuel sur lequel le directeur ou le gardien-chef, l'*aumônier*, l'instituteur et les membres de la commission de surveillance inscriront leurs observations et avis. »

La circulaire du ministre de l'intérieur (M. Duchâtel), aux préfets, accompagnant l'envoi de ce règlement, ajoute ce quit suit relativement à l'exercice du culte dans les prisons :

« J'ai dit, M. le préfet, dans mon instruction du 9 août dernier, qui accompagne le programme pour la construction des prisons départementales suivant le système de l'emprisonnement individuel, quelle importance le gouvernement du roi a toujours mise à l'exercice du culte dans les maisons d'arrêt et de justice. Un *aumônier* de la religion catholique devra être attaché à chaque prison, et j'ai réglé ses attributions au paragraphe 8 du chapitre 1er, dont les dispositions sont communes aux ministres des autres cultes (art. 54). La messe sera célébrée tous les dimanches, ainsi que les jours de fête religieuse consacrés, et une instruction sera faite aux détenus, une fois par semaine au moins (art. 50).

« Je ne me suis pas laissé arrêter, M. le préfet, par cette objection faite avec une certaine insistance, que l'exercice du culte et l'instruction religieuse étaient sans utilité et sans objet, dans des prisons principalement occupées par des prévenus, puisque l'administration n'a point à s'occuper de leur amendement, et qu'ils échappent, sous ce rapport, à toute action de sa part. L'absence de tout culte dans des établissements publics où tant de consolations sont à donner, où tant de courages peuvent être affermis par la parole évangélique, n'était pas possible. Ceux qui voudraient exclure de nos maisons d'arrêt les signes du catholicisme et ses cérémonies oublient surtout que c'est le droit de tout prévenu de demander, d'exiger, en quelque sorte, qu'on le mette à même de remplir les devoirs de sa religion. Ce qu'il ferait, sous ce rapport, dans l'état de liberté, il doit pouvoir le faire dans la prison, si telle est sa volonté. Si cette satisfaction lui est refusée, il est fait violence à ses croyances religieuses dans ce qu'elles ont de plus libre et de plus respectable. C'est bien assez qu'il faille mettre de nombreuses restrictions à l'exercice de sa volonté et à sa manière de vivre; n'allons pas au delà et laissons-lui la faculté d'observer les préceptes les plus impérieux de sa religion.

« Le règlement garde le silence sur ce point. Il veut que les condamnés catholiques y soient tous conduits et qu'ils assistent à l'instruction religieuse (art. 117); c'était le droit de l'administration. Il n'était pas besoin de déclarer que les prévenus et les accusés sont libres d'assister à la messe ou de ne pas l'entendre; c'est leur droit.

« Comme mesure d'ordre et aussi comme moyen de moralisation, le règlement prescrit l'établissement, dans chaque prison, d'un dépôt de livres dont vous aurez à faire le choix. Aucun autre ouvrage ou imprimé quelconque ne pourra être introduit dans la prison, soit pour les condamnés, soit pour les prévenus, sans votre autorisation (art. 120). C'est là, M. le prefet, une chose essentielle que vous aurez à régler. Ne permettez jamais l'introduction d'aucun livre où la religion et les mœurs ne seraient pas respectées; le mal, vous ne pouvez l'ignorer, se propage plus rapidement encore dans les prisons que dans la société. »

L'article 5 du décret du 13 avril 1861, relatif à la nomination des *aumôniers* des maisons d'arrêt, de justice et de correction, porte : « Les préfets nommeront directement, sans l'intervention du gouvernement et sur la présentation des divers chefs de services, par addition à l'article 5 du décret du 25 mars 1852, aux fonctions et emplois suivants : 1° les membres des commissions de surveillance des maisons d'arrêt, de justice et de correction ; 2° les employés de ces établissements, *aumôniers*, etc. »

§ VII. AUMÔNIERS *de marine.*

Une ordonnance réglementaire pour la marine avait fixé, sous la Restauration, les prérogatives des *aumôniers* attachés à chaque bâtiment. L'*aumônier* devait s'entendre avec le capitaine de navire pour la célébration de l'office divin, s'appliquer à entretenir les sentiments religieux parmi les personnes embarquées, visiter les malades et leur administrer les sacrements, etc.

Le gouvernement de juillet, par une violation criante de la liberté de conscience garantie néanmoins par la charte de 1830, avait supprimé les *aumôniers* de marine. Mais plus tard, le gouvernement impérial plus équitable les a rétablis par le décret du 31 mars 1852, rapporté ci-après.

Le traitement de l'*aumônier* en chef est actuellement de 8,000 francs. Vingt *aumôniers* de première classe reçoivent chacun 2,500 fr. et trente-trois *aumôniers* de seconde classe reçoivent 2000 fr. Il leur est alloué en plus une indemnité de logement.

L'article 3 de la loi du 26 juin 1866, modificative de celle du 18 avril 1831, sur les pensions de l'armée de mer, en ce qui concerne les *aumôniers* de la flotte porte : « Le droit à la pension de retraite demeure acquis aux *aumôniers* de la flotte, d'après les dispositions de l'article 1^er^ de la loi du 18 avril 1831. Toutefois, ils auront droit à ladite pension à vingt et un ans de services effectifs, s'ils comptent douze ans de navigation sur les bâtiments de l'Etat. »

On attache des *aumôniers* à tous les vaisseaux importants de l'Etat; ils soignent l'éducation des mousses et des novices, consolent et administrent les malades, disent la prière matin et soir, la messe publique tous les jours de fête, et peuvent la dire chaque jour dans leur chambre. Quand une flotte est réunie, l'*aumônier* en chef règle le service entre les *aumôniers* de vaisseau pour les remplacements accidentels, etc. Les *aumôniers* de marine sont nommés uniquement par le gouvernement. Ils reçoivent une direction de l'*aumônier* en chef de la flotte.

DÉCRET *du* 31 *mars* 1852 *portant rétablissement des* AUMÔNIERS *de la marine.*

« LOUIS-NAPOLÉON, etc.;

« Considérant qu'il importe de constituer le service des *aumôniers* des prières de marine; — que l'organisation des *aumôniers* de la flotte manque d'unité et de centralisation; — qu'il est impossible à l'administration de la marine de formuler les instructions spéciales aux *aumôniers* embarqués pour l'accomplissement de leur pieux ministère; — qu'il est convenable d'assurer à ceux de ces ecclésiastiques, fatigués par un long séjour de la mer, une position honorable, qui leur permette de prendre un repos indispensable et d'attendre un nouvel embarquement;

« Vu la décision royale du 6 décembre 1845;

« Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, le conseil d'amirauté entendu,

« Décrète :

« ART. 1er. Un *aumônier* sera placé à bord de tout bâtiment portant pavillon d'officier général au guidon de chef de division navale. — Il sera également embarqué un *aumônier* à bord des navires destinés à une expédition de guerre. — Il pourra en être placé sur tout bâtiment appelé soit à exécuter une longue campagne, soit à remplir une mission exceptionnelle.

« ART. 2. Les *aumôniers* embarqués jouiront d'un traitement annuel de 2,000 fr. ou 2,500 fr. selon l'importance de leur service. — Ils seront admis à la table de l'officier général ou du commandant.

« ART. 3. Il sera créé un emploi d'*aumônier* en chef de la flotte chargé, près du ministre, de la direction et de la centralisation du service religieux à la mer. — Son traitement est fixé à la somme annuelle de 6,000 fr., indemnité de logement et de frais de bureau compris.

« ART. 4. L'*aumônier* en chef s'entendra avec les évêques pour le choix des ecclésiastiques destinés à être embarqués sur la flotte. Il les désignera ensuite au ministre de la marine.

« ART. 5. Les *aumôniers* de mer continueront à recevoir leurs pouvoirs spirituels de l'évêque du diocèse auquel ressortit leur port d'embarquement.

« ART. 6. L'*aumônier* en chef adressera des instructions au moment où ils arriveront à bord, et même en cours de campagne, s'il y a lieu.

« ART. 7. Tous les trois mois, chaque *aumônier* embarqué adressera à l'*aumônier* en chef un rapport sur l'ensemble du service.

« ART. 8. Tout *aumônier* qui comptera plus de trois années d'embarquement consécutif pourra être placé en disponibilité pendant un an. Chaque nouvelle période d'embarquement de trois ans ouvrira droit à la même faculté.

« ART. 9. Le traitement de disponibilité des *aumôniers* de mer est fixé à la somme annuelle de 1,200 fr.

« ART. 10. Le ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

§ VII. AUMÔNIERS *des dernières prières.*

En vertu du décret du 21 mars 1852, des prêtres, sous le titre d'*aumôniers* des dernières prières, sont attachés à chacun des cimetières de Paris. Ils sont généralement chargés de recevoir gratuitement, sur la demande des familles, les corps non accompagnés par le clergé, de les conduire jusqu'à la tombe et de réciter les dernières prières de l'église. Ils reçoivent un traitement de 1,200 fr.

AUTEL.

Les *autels* font partie du mobilier des églises, et c'est par conséquent aux fabriques à pourvoir à la dépense de leur construction et de leur réparation. Elles peuvent, sans consulter la commune, sup-

primer un *autel* qui ne serait pas en harmonie avec le style de l'église, le changer de place, c'est-à-dire l'avancer ou le reculer dans le sanctuaire, le faire reconstruire dans une autre forme, etc. Cependant M. de Champeaux établit une distinction sur la propriété des *autels*, distinction que nous ne croyons pas fondée, attendu que la fabrique est exclusivement chargée de la décoration et de l'embellissement de l'église. « Quand, dit-il, un *autel* est attaché à l'église à perpétuelle demeure, c'est-à-dire qu'il y est scellé, en plâtre ou en ciment, ou qu'il fait corps avec la boiserie, qu'en un mot il n'en peut être détaché sans fracture, il est immeuble par destination, et il suit la condition de l'église. En pareil cas, il est propriété communale, si la commune est propriétaire de l'édifice. » S'il suffisait, pour qu'un *autel* devint immeuble par destination, qu'il fût scellé en plâtre, en ciment ou de tout autre manière, on pourrait en dire autant de la chaire qui est souvent scellée à un pilier ou aux murs de l'église, des bancs, des boiseries, des grilles, de l'orgue, etc., cependant tous ces objets sont regardés comme mobiliers et appartenant à la fabrique. (*Voyez* MEUBLES.)

M. Gaudry pense aussi que les *autels* peuvent être immeubles. « Les *autels*, dit-il (1), quant à leur construction, font en général partie de l'immeuble, car, ils tiennent au sol ; ils ne peuvent donc être supprimés ou subir de changements importants que par autorisation supérieure. La commune, qui doit l'*autel*, doit seulement la construction ; les ornements mobiliers de décoration, candélabres, croix, etc., font partie du mobilier. Un *autel* pourrait être mobile, et, dans ce cas, il conserverait son caractère mobilier. »

Mais, ajoute M. de Champeaux, si cet *autel* est mobile et qu'il puisse facilement être transporté d'un endroit dans un autre, sans aucune détérioration, il n'a pas d'autre caractère que celui d'un meuble de l'église, et il est par là même à la disposition de l'administration fabricienne. Cette administration peut le remplacer par un autre; elle peut même le vendre, s'il y a convenance à le faire, et, pour cela, elle n'a nullement besoin de l'autorisation du conseil municipal.

Nous raisonnons toutefois ici pour le cas où il ne s'agit que d'un *autel* ordinaire, et non point d'un *autel* objet d'art, dont la conservation peut intéresser l'histoire de la commune. Une circulaire ministérielle, du 25 juillet 1848, parle, en effet, des objets d'art des églises, comme de choses que les fabriques ne peuvent pas vendre sans autorisation de l'autorité civile. (*Voyez* OBJET D'ART.) Mais la jurisprudence que tend à établir cette circulaire est peu acceptable, au moins d'une manière générale. Dans tous les cas, elle est inca-

(1) *Traité de l'administration des cultes, tom.* II, *pag.* 516.

pable de changer le droit d'après lequel les objets mobiliers et ustensiles de l'église, non placés à perpétuelle demeure, sont considérés comme la propriété de la fabrique, et comme étant entièrement à sa disposition, puisqu'elle est l'établissement chargé par la loi de pourvoir à leur conservation, à leur entretien, et à leur renouvellement, quand ils ont été reconnus hors de service.

Au surplus, si le droit paraît être pour les fabriques dans l'administration du mobilier des églises, et en particulier de l'*autel*, il est vrai aussi qu'il peut n'être pas toujours convenable d'en user. Il faut savoir se renfermer dans les limites et condescendre quelquefois aux susceptibilités des populations. Il est d'ailleurs certain qu'en semblable matière, la fabrique ne doit pas agir en dehors du curé, et qu'il est toujours bon, pour obvier à tout conflit ultérieur, de s'autoriser de l'avis de l'évêque.

Une circulaire ministérielle du 12 mars 1849, dit qu'il faut, autant que possible, que les *autels*, dans les églises, ainsi que les chaires, rétables, etc., ne soient pas en désaccord avec le style des monuments. Les fabriques et les curés doivent s'efforcer de faire disparaître des édifices religieux ces contrastes qui choquent tous les genres de goût et qui sont contraires à la dignité artistique du culte.

Nous avons vu dans quelques églises des *autels* qui servaient en même temps d'armoires pour loger des chasubles ou autre chose. C'est manquer au respect qu'on doit à un objet aussi sacré. Les évêques doivent faire cesser cet abus. Un *autel*, dit avec raison M. Dieulin, ne doit pas être autre chose qu'un *autel*. Cet usage, du reste, est condamné par le droit canon.

Les *autels* de marbre sont un des ornements les plus convenables pour les églises des villes et des grandes paroisses ; c'est l'un des objets sur lesquels les fabriques sont le plus souvent trompées. En règle générale, dit M. Dieulin, on ne doit pas les payer plus de 70 francs le mètre carré de marbre, toutes choses comprises. Souvent on peut obtenir des qualités inférieures pour moitié moins.

Dans certaines églises, les pierres sacrées sont irrégulièrement placées sur les *autels*. (*Voyez* PIERRES D'AUTEL.)

AUTORISATION.

Il est un grand nombre d'actes que les fabriques ne peuvent faire sans y être autorisées. En traitant de chacun de ces actes, nous indiquons l'*autorisation* nécessaire et les formalités à observer pour l'obtenir ; il nous suffirait donc d'y renvoyer ; cependant, nous indiquerons ci-après quelques-uns des cas où elle est nécessaire.

Nous ajouterons que l'*autorisation* a pour objet de rendre les fa-

briques ou autres établissements publics, habiles à contracter ou plaider, et que, lorsqu'elle n'intervient pas dans les cas où la loi l'exige, les actes et les jugements sont frappés d'une nullité radicale, par le défaut de capacité des fabriciens. La nullité ne peut se couvrir que par des actes ultérieurs faits en vertu de l'*autorisation* nécessaire, en connaissance de cause, et dans les formes légales, attendu que les fabriques, comme tous les établissements publics, sont en état permanent de minorité.

Il convient d'ajouter que cette nullité ne profite qu'à la fabrique qui manquerait de l'*autorisation*, et que les tiers ne peuvent jamais s'en prévaloir contre elle. C'est la conséquence littérale du principe contenu dans l'article 1125 du Code civil, qui dispose que « les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur de l'interdit ou de la femme mariée avec qui elles ont contracté. »

L'article 225, relatif à l'*autorisation* nécessaire à la femme pour plaider, dispose de même que : « La nullité fondée sur le défaut d'*autorisation* ne peut être opposée que par la femme, par le mari ou par leurs héritiers. »

Les fabriques sont assujetties à demander l'*autorisation* du gouvernement, des conseils de préfecture, des évêques et des préfets.

I. *Du gouvernement*, 1° pour les ventes, les acquisitions, les aliénations et les échanges d'immeubles ; 2° pour les transactions et les emprunts ; 3° pour les abandons de biens par leurs débiteurs ; 4° pour les aliénations de rentes sur l'Etat ; 5° pour l'acceptation des dons et legs d'immeubles, et d'objets mobiliers d'une valeur au-dessus de 1,000 fr., ou lorsque cette valeur est indéterminée, ou que le legs est l'objet de contestation ; 6° pour le remploi de leurs capitaux en rentes sur l'Etat, et à constituts au-dessus de 500 fr.; 7° pour les baux au-dessus de dix-huit ans ; 8° pour la confection de travaux s'élevant au-dessus de trente mille francs.

II. *Des conseils de préfecture*, 1° pour intenter une action en justice ou pour y défendre, sauf en matière possessoire ; 2° pour se pourvoir en cassation, dans tous les cas ; 3° en matière d'hypothèques, pour la novation, la réduction et la radiation des inscriptions; 4° pour la substitution de débiteurs.

III. *Des archevêques et évêques*, 1° pour les réunions extraordinaires; 2° pour les règlements relatifs aux droits à percevoir et aux quêtes dans les églises ; 3° pour les dépenses *non prévues* au budget, et ayant pour objet le remplacement des vases sacrés, ornements ou autres objets dont, en cours de visite, ces prélats croient devoir interdire l'usage ; 4° pour la réduction des fondations ; 5° pour le placement des vicaires.

IV. *Des préfets*, 1° pour les réunions extraordinaires, quand les

évêques ne les ont pas autorisées ; 2° pour la passation des marchés ou adjudications de travaux jusqu'à concurrence de 30,000 fr.; 3° pour les ventes d'arbres ; 4° pour les ventes d'objets mobiliers, jusqu'à concurrence de 3,000 francs ; 5° pour les baux jusqu'à dix-huit ans ; 6° pour l'acceptation des dons et legs d'objets mobiliers d'une valeur non excédant 1,000 francs, et lorsqu'il n'y a pas contestation ; 7° pour les placements à constitut jusqu'à concurrence de 500 francs ; 8° pour effectuer les dépenses occasionnées par les travaux urgents autres que ceux mentionnés aux articles 41 et 42 du décret ; 9° pour les remboursements de rentes ; 10° pour l'abandon ou l'acquisition de terrains par suite d'alignement.

L'article 21 de la loi du 18 juillet 1837 (voyez ci-dessus, p. 115), porte en outre que le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur les *autorisations* d'emprunter, d'acquérir, d'échanger, d'aliéner, de plaider ou de transiger, demandées par les fabriques, les établissements de charité et de bienfaisance, et autres administrations préposées à l'entretien des cultes dont les ministres sont salariés par l'Etat.

§ I. Autorisation *de plaider*.

L'*autorisation* de plaider est indispensable et doit précéder toute plaidoirie, sous peine de nullité de la procédure. (*Arrêt de la cour de cassation du mois de janvier* 1809.) Cette *autorisation* est si nécessaire que, sans elle, les trésoriers qui auraient suivi des actions, même pour un objet ou pour une somme dont la propriété ne pourrait être contestée, seraient responsables des suites du procès et des dommages qui en résulteraient. On ne saurait invoquer l'arrêt de la cour de cassation du 21 juin 1808, qui dispense de l'*autorisation* du conseil de préfecture, quand il ne s'agit que d'un objet mobilier de peu de valeur, parce que, selon la remarque du *Journal des conseils de fabriques*, cet arrêt a été rendu antérieurement au décret du 30 décembre 1809.

Lorsqu'une fabrique a été autorisée à plaider sur le fond d'un procès, elle n'a pas besoin d'une *autorisation* nouvelle pour plaider sur les incidents relatifs à l'exécution du jugement qui a été rendu. (*Arrêts de la cour de cassation du 14 mai* 1835 *et du* 13 *novembre* 1838.)

La nullité qui résulte du défaut d'*autorisation* est d'ordre public; elle peut être proposée pour la première fois devant la cour de cassation, et par la fabrique elle-même. C'est ce que décide l'arrêt suivant de la cour de cassation, du 7 juin 1826.

« La cour,

« Vu les articles 54 et 56 de la loi du 14 décembre 1789 ;

« Vu aussi l'article 1032 du Code de procédure civile (1) ;

« Attendu que rien ne justifie que la fabrique de Thar ait été autorisée à former la demande sur laquelle le jugement attaqué est intervenu ;

« Que ce défaut d'*autorisation* emporte la nullité des poursuites faites sur cette demande, aux termes de l'article 1032 du Code de procédure civile, combiné avec les articles 54 et 56 de la loi du 14 décembre 1789 ;

« Que cet article 1032 dispose, en effet, à l'égard de tous les établissements publics, et que les fabriques sont évidemment de ce nombre ;

« Que cependant le tribunal civil de la Seine a statué sur la demande formée devant lui à la requête des marguilliers de la fabrique de Thar, quoiqu'ils n'eussent pas été autorisés à la former, ce qui emporte, par suite, la nullité de son jugement, et que cette nullité étant d'ordre public, a pu être proposée sur le recours en cassation ;

« Casse, etc. »

§ II. Autorisation *d'inhumer*.

(*Voyez* INHUMATION.)

AUTORITÉS CIVILES ET MILITAIRES.

On voit, dans les décisions ministérielles suivantes, en quelles circonstances les *autorités civiles et militaires* ont droit à une place distinguée dans l'église. (*Voyez* CÉRÉMONIES RELIGIEUSES et PLACE DISTINGUÉE.)

Lettre *de M. le ministre de l'intérieur et des cultes à MM. les vicaires généraux de Reims.*

Paris, le 9 novembre 1833.

« Messieurs les vicaires généraux,

« M. le curé de Chaumont-Porcien m'a adressé deux questions sur l'interprétation de l'article 47 de la loi du 18 germinal an X, portant :

« Il y aura, dans les églises cathédrales et paroissiales, une place distinguée pour « les individus catholiques qui remplissent les fonctions civiles et militaires. »

« Cet ecclésiastique désire savoir :

« 1° Si ces fonctionnaires ont droit à des places distinguées, quand ils n'assistent à l'office que comme fidèles;

« 2° S'ils doivent être revêtus de leur costume pour avoir droit à des places distinguées.

« L'article 3 du titre 1er du décret du 24 messidor an XII dit expressément que : dans aucun cas, les rangs et honneurs « accordés à un corps, n'appartiendront in- « dividuellement aux membres qui le composent. » D'un autre côté, aucune disposition n'accorde, sauf dans les cérémonies publiques, la jouissance gratuite des places réservées.

(1) Cet article est ainsi conçu : « Les communes et les établissements publics seront tenus, pour former une demande en justice, de se conformer aux lois administratives. »

« Ainsi, aucun membre des *autorités civiles ou militaires* assistant comme *particulier* aux cérémonies de l'église, n'a droit à une distinction que la loi ne lui accorde point.

« La solution de la première question amène naturellement celle de la seconde. Il ne saurait, en effet, y avoir de doute sur l'obligation où se trouvent les fonctionnaires d'être en costume pour jouir dans l'église des places réservées, puisqu'ils n'ont droit à ces places que lorsqu'ils assistent en corps aux cérémonies publiques.

« Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien donner connaissance de ces principes à M. le curé de Chaumont-Porcien, et, au besoin, au maire de la commune, si ce fonctionnaire élevait des prétentions déplacées. »

LETTRE *de M. le Ministre de la justice et des cultes à Mgr l'Archevêque d'Aix.*

Paris, le 26 juillet 1836.

« Monseigneur,

« J'ai reçu, avec la pièce qui y était jointe, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 de ce mois sur les difficultés survenues relativement à la place que les *autorités* de la ville d'Aix réclament à l'église. Ces *autorités* étaient en possession de se placer dans le sanctuaire, et vous avez jugé, Monseigneur, que les siéges qui leur étaient destinés devaient être mis dans le chœur, qui est derrière l'autel.

Les *autorités* ont droit à une place distinguée à l'église, seulement quand elles assistent en corps et en costume, après invitation officielle, aux cérémonies religieuses ordonnées par le gouvernement. Elles n'y ont pas droit les jours de fêtes et de dimanches ordinaires. Le maire seul, comme membre né du conseil de fabrique, se place au banc de l'œuvre. C'est ainsi qu'on a toujours expliqué l'article 47 de la loi du 2 avril 1802 (18 germinal an X), combiné avec l'article 10 du décret du 13 juillet 1804 (24 messidor an XIII), qui détermine la place que les *autorités* doivent occuper dans les cérémonies civiles et religieuses.

« Je pense aussi comme vous, monseigneur, que dans les occasions où les *autorités* ont droit à une place distinguée, ce n'est jamais dans le sanctuaire, qui est exclusivement réservé au clergé, mais dans le chœur, et si l'espace ne suffit pas, dans la nef, suivant la disposition formelle de l'article 10 du décret précité.

« J'adresse des instructions en ce sens à M. le préfet des Bouches-du-Rhône. »

AUXILIAIRES.

(*Voyez* PRÊTRES AUXILIAIRES.)

AVANCE.

Aux termes d'un avis du conseil d'Etat du 5 septembre 1810, relatif à la comptabilité des communes, également applicable à la comptabilité des fabriques, « les receveurs ne doivent jamais être en *avance;* ils ne peuvent payer que dans la proportion des revenus et dans les limites établies par l'autorité pour chaque nature de dépense ; ceux qui ont excédé les fonds de leur caisse et les revenus,

ayant constitué la commune en dettes sans autorisation, sont responsables du déficit. »

L'instruction du 30 mai 1827 a été conséquente avec cet avis, quand elle a mis au rang des motifs qui autorisent les receveurs à refuser les mandats, l'insuffisance justifiée des fonds dans leur caisse.

La raison de la disposition qui interdit les *avances*, dit M. Durieu, est facile à comprendre. Quand des retards dans les recouvrements indépendants des diligences du trésorier ou la diminution imprévue de certains revenus ont laissé le montant de recette au-dessous de celui des dépenses autorisées, la fabrique, avertie par le trésorier de l'insuffisance des fonds, peut examiner quelle dépense il lui sera possible d'ajourner, de manière à ne pas créer d'embarras financiers à la fabrique. Que si, au contraire, le trésorier paie de ses deniers personnels avec la pensée de se rembourser sur ses prochaines rentrées, il peut arriver que l'administration, se trouvant à court en fin d'exercice, soit dans l'obligation d'arrêter des dépenses plus urgentes que celles qui ont été faites au moyen des *avances* du trésorier.

Comme il est de principe, dit à cet égard M. Rio, dans son *Manuel des conseils de fabrique*, que toutes les dépenses sont effectuées d'après le budget, ou à défaut et selon les cas, sur l'autorisation des évêques et des préfets, et dès-lors, sur les fonds y affectés, les comptables ne sont point autorisés à se mettre en *avance* ou à faire des *avances* de fonds, ni à payer quoique ce soit, avant les époques fixées, s'il s'agit de travaux, et la livraison des objets, s'il s'agit d'achats.

AVENT.

Les prédications solennelles, appelées sermons, et celles connues sous le nom de stations de l'*avent* et du carême, ne doivent être faites que par des prêtres qui en ont obtenu une autorisation spéciale de l'évêque. (*Loi du* 18 *germinal an X, art.* 50.)

Aux termes de l'article 32 du décret du 30 décembre 1809, les prédicateurs de l'*avent* et du carême sont nommés par les marguilliers, à la pluralité des suffrages, sur la présentation faite par le curé ou desservant. Les marguilliers doivent s'occuper, dans leur séance du commencement du mois de novembre, de la nomination du prédicateur de l'*avent*. (*Voyez* PRÉDICATEUR.)

AVERTISSEMENT.

L'*avertissement* de chacune des séances du conseil de fabrique est publié, le dimanche précédent, au prône de la grand'messe. (*Décret du* 30 *décembre* 1809, *art.* 10.)

Une séance extraordinaire d'un conseil de fabrique n'est pas nulle parce que l'*avertissement* pour cette séance n'a pas été publié au prône, le dimanche précédent, lorsque tous les fabriciens, n'en ont pas moins assisté à la séance. (*Voyez* SÉANCES NON AUTORISÉES.)

Indépendamment de cette publication, les présidents des conseils ou les curés peuvent, s'ils le jugent utile, envoyer à domicile des lettres de convocation ou d'*avertissement;* mais cette mesure n'est pas de rigueur.

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT.

Sous le gouvernement consulaire et sous l'empire, on donnait ce nom à des délibérations du conseil d'Etat sur une question de législation et d'administration soumise au gouvernement par une cour, un tribunal ou une autorité administrative. L'approbation de cette délibération par les consuls ou par l'empereur lui donnait force de loi.

Aujourd'hui, les *avis du conseil d'Etat* ne sont plus que des décisions qui ont plus ou moins de valeur, suivant qu'elles sont plus ou moins conformes aux lois qu'elles ont pour but d'expliquer; d'autres fois, ces *avis* décident des questions que les lois n'ont pas prévues. Lorsque ces *avis* ou délibérations du conseil d'Etat ont la signature du roi, et maintenant celle de l'empereur, ils ont le caractère d'arrêts ou d'ordonnances. Il y a lieu de distinguer, comme on le voit, entre un *avis* et un arrêt du conseil d'Etat. (*Voyez* ARRÊT.)

AVOCAT.

Il est très-ordinaire, dit l'abbé de Boyer (1), de voir dans les villes, et même dans les gros bourgs, des *avocats* remplir les places de marguilliers comptables. Ceux qui les remplissent, loin de déroger à la noblesse de leur profession, entrent dans les vues honorables de leur état; leur ordre doit applaudir à leur zèle, et au bon esprit des paroisses, qui les choisissent de préférence, pour être leur appui dans les moments de crise, pour rétablir l'ordre des affaires ou la forme de l'administration. L'emploi de marguillier comptable laisse aux *avocats* leur précieuse indépendance; il n'a rien d'incompatible avec leurs fonctions : ils peuvent donc l'accepter, sans craindre les réclamations de leur ordre, ni les poursuites de ceux qui voudraient les en exclure.

Cette décision de l'abbé de Boyer est encore applicable aujourd'hui.

(1) *Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, t. I, p. 17.

Nous parlons sous le mot COMITÉ CONSULTATIF du conseil composé de trois *avocats* pour donner son avis sur les affaires contentieuses qui intéressent les fabriques.

On a plusieurs fois demandé si un prêtre peut exercer la profession d'*avocat*. Nous ne voyons rien dans la loi qui s'y oppose. Un ecclésiastique, dans notre régime actuel, peut être député et ministre, les cardinaux sont de droit sénateurs, des évêques peuvent être élevés à cette dignité ; pourquoi le prêtre n'exercerait-il pas une profession supposant au moins autant de liberté et d'indépendance ? Cependant un arrêté du conseil de l'ordre des *avocats* à la cour royale de Paris, du 15 mars 1831, a rejeté une demande d'admission au stage formée par un célèbre orateur, le R. P. Lacordaire. M. Gaudry (1), n'approuve pas cette décision et il en relève les motifs erronés. Avant la révolution de 1789, des prêtres étaient *avocats*. A la vérité ils ne pouvaient plaider, même devant les tribunaux ecclésiastiques, que pour eux, leur église, les pauvres ou de proches parents. Mais la clientèle de l'Eglise et des pauvres est déjà assez honorable à un homme de bien. D'ailleurs l'une des principales attributions de l'*avocat* est la consultation et nous ne voyons rien qui puisse en éloigner un prêtre.

AVOCAT AUX CONSEILS.

On appelle ainsi un ordre particulier d'*avocats* chargés exclusivement près du conseil d'Etat et près de la Cour de cassation d'instruire et de plaider les affaires soumises à ces deux juridictions. Une ordonnance du 10 septembre 1817 a fixé leur nombre à soixante.

Les fonctions des *avocats* au conseil d'Etat correspondent à la fois à celles des avoués et à celles des *avocats* devant les cours et les tribunaux. Les pourvois au conseil d'Etat ou à la Cour de cassation se font par le ministère de ces *avocats*. (*Voyez* POURVOI.)

AVOUÉ.

L'*avoué* est un officier ministériel sans l'assistance duquel les parties ne peuvent discuter leurs intérêts devant les cours et tribunaux. Les fabriques ne peuvent, pas plus que les particuliers, se dispenser de leur ministère dans les litiges qui les intéressent. (*Voyez* PROCÈS.)

La loi n'a fait aucune distinction entre les établissements publics et les personnes privées, relativement aux formes de procédure et

(1) *Traité de la législation des cultes*, tom. II, pag. 9.

de jugement. Ainsi, les fabriques sont obligées, comme les simples particuliers, de constituer des *avoués ;* elles sont soumises à tous les moyens d'instruction que le juge peut ordonner, soit d'office, soit sur la demande d'une partie, et à toutes les nullités ou déchéances qu'elle prononce. (Carré, n° 534.)

Si une fabrique, qui aurait employé le ministère d'un *avoué*, trouvait ses réclamations d'honoraires trop élevées, elle pourrait lui demander son mémoire et le faire taxer par le président du tribunal civil ou par un juge commis à cet effet.

AYANT-CAUSE.

On appelle *ayant-cause,* celui qui représente quelqu'un, soit à titre d'héritier, soit à titre de légataire universel ou particulier, ou d'acquéreur.

Les fabriques peuvent en conséquence être des *ayant-cause*, agir en cette qualité, et réclamer, auprès de ceux qui le seraient également, les droits qu'elles auraient à exercer contre la personne ainsi représentée.

B

BACCALAURÉAT.

Le *baccalauréat* est le premier grade dans les lettres.

Les directeurs de petits séminaires sont dispensés de la condition du *baccalauréat*. (*Voyez* SÉMINAIRES, BACHELIER.)

Le grade de *baccalauréat* est conféré à la suite d'examens publics. Pour être admis à subir l'examen du *baccalauréat* dans la faculté des lettres, il faut être âgé au moins de seize ans, et répondre sur tout ce qu'on enseigne dans les hautes classes des colléges.

BACHELIER.

On est *bachelier* lorsqu'on a obtenu un diplôme de baccalauréat dans une académie de l'Université.

On n'est reçu bachelier à l'académie des sciences qu'après avoir obtenu le même grade dans celle des lettres.

Pour former un établissement d'instruction secondaire, il faut avoir un diplôme de *bachelier*. (*Voyez* DIPLÔME.) Un brevet de capacité peut remplacer le diplôme de *bachelier*. (*Voyez* BREVET DE CAPACITÉ.)

Les certificats d'études ne sont plus exigés des aspirants au diplôme de *bachelier*. (*Voyez* CERTIFICAT D'ÉTUDES.)

Le diplôme de *bachelier* peut suppléer le brevet de capacité dont doit être muni celui qui veut exercer la profession d'instituteur primaire. (*Voyez* DIPLÔME.)

BACS ET BATEAUX.

Les curés et desservants ont droit, à raison de leurs fonctions, au passage gratuit sur les ponts, *bacs* et *bateaux* à péage. Cette exemption en leur faveur est stipulée dans toutes les concessions d'entreprise de cette nature.

BADIGEONNAGE.

Bien que cet ouvrage soit spécialement consacré à la législation religieuse, nous ne croyons pas sortir de notre plan, en parlant de tout ce qui intéresse, dans la pratique, les églises et les fabriques. Or, le *badigeonnage* et le grattage des églises intéressent plus qu'on ne pense les fabriques, même sous le rapport légal. Nous donnerons donc ici quelques avis utiles à cet égard.

Les conseils de fabriques sont trop souvent portés à faire badigeonner l'intérieur des églises, ce qui leur ôte leur caractère d'antiquité primitive et les déshonore. MM. les curés feront bien d'empêcher ces *badigeonnages* qui sont presque toujours de mauvais goût et qui quelquefois font disparaître des beautés d'architecture de premier ordre, des fresques, des inscriptions antiques et précieuses, etc. Si, malgré leurs observations, les conseils de fabriques voulaient passer outre, ils devraient en informer l'autorité supérieure, le préfet, le ministre même, et l'évêque diocésain.

« Toutes les instructions émanées du ministère des cultes proscrivent avec raison, de la manière la plus explicite, le *badigeonnage* et le grattage des églises. Les teintes jaunâtres, verdâtres ou roses qu'on a coutume d'appliquer sur la pierre, déshonorent l'édifice plus qu'elles ne le parent. Il est certain cependant qu'on ne saurait pousser ce principe au point de s'abstenir de faire disparaître les taches et les sutures que des réparations impriment aux parois du monument, et qu'il ne peut pas toujours suffire de quelques raccords pour rétablir l'harmonie qu'elles ont détruite. Une peinture générale peut devenir nécessaire dans ce cas, mais alors il serait à désirer qu'on pût profiter de la circonstance pour rendre à l'édifice une partie de son ancien caractère en rétablissant les teintes dont il était originairement revêtu. » (*Lettre du Min. des cultes, du* 30 *avril* 1838.)

Si la propreté exigeait qu'on reblanchît une église qui ne serait pas gothique, il faudrait le faire avec un lait de chaux bien léger,

dont on tempérerait le blanc trop éclatant par l'alliage de certaines autres couleurs. Une nuance paille bien légère est d'un meilleur goût dans l'intérieur des églises, qu'une teinte de blanc pur. L'ocre pâle, c'est-à-dire mélangé de blanc, convient mieux aussi, pour peindre les ogives et les filets saillants que le jaune ou toute autre couleur tranchante. On doit s'abstenir, toutefois, de faire disparaître sous cette couche, les sculptures, armoiries, inscriptions, dates, ornements et autres vestiges qui offriraient quelque intérêt. (*Voyez* OBJET D'ART, ARCHÉOLOGIE.)

Combien d'églises, monuments historiques et chefs-d'œuvre d'art, où des architectes vandales officiels et patentés, pour nous servir des expressions de M. le comte de Montalembert, ont fait disparaître, sous les couches de leur *badigeon*, les merveilles de la sculpture et le prestige de l'antiquité ! Combien de peintres de mauvais goût, encouragés par le clergé, ou tolérés par lui, et possédés de la manie de tout repeindre, rafraîchir et enluminer, ont souillé, par la détrempe et le vernis, de ravissants chefs-d'œuvre du moyen-âge ! Les dégradations de ce genre, opérées dans nos églises, leur ont été presque aussi funestes que les mutilations des iconoclastes ou des huguenots du seizième siècle. Le vandalisme qui s'attaque aux vieux monuments, et qui, sous prétexte de les rajeunir et de les conserver, les regratte, les farde et les *badigeonne* de haut en bas, est une brutalité, dit M. Dieulin, une sottise et un attentat qui a presque le caractère du sacrilége. Ne faut-il pas au contraire entourer d'une vénération religieuse toutes ces magnifiques conceptions du génie des vieux âges, et les conserver dans leur pure originalité primitive ? Ne sont-ce pas là d'ailleurs des souvenirs précieux qui nous rappellent les goûts, les mœurs et les croyances passés ? Ce sera faire un acte de bon sens que de rendre à nos églises leurs belles formes antiques, en détruisant ou en rectifiant ces prétendues restaurations qui blessent toutes les règles admises.

Une instruction ministérielle, en date du 26 février 1849, porte, n° 70 : « Toute espèce de *badigeonnage* intérieur ou extérieur est interdit dans les cathédrales et les églises. »

Le *débadigeonnage* doit se faire avec une grande précaution, car ce travail a très-souvent compromis ou même détruit de précieux monuments d'art ou d'histoire. Il ne peut être entrepris, dans les cathédrales, sans l'autorisation du ministre responsable. Il en est de même du grattage. (*Circulaire ministérielle du 25 juillet 1848.*)

En faisant tomber avec précaution les couches de *badigeon* qui salissent les églises, on découvre souvent de précieuses peintures à fresque ou tout au moins des litres funèbres (*voyez* LITRE), sur lesquelles sont peintes, en divers endroits, les armoiries de celui en l'honneur de qui elles ont été faites. On sait que, d'après l'ancienne

législation civile ecclésiastique, les fondateurs des églises avaient droit de litre dans l'église et, par conséquent, d'y faire peindre leurs armoiries. (*Voyez* ARMOIRIES.)

Quand le *débadigeonnage* d'un édifice est autorisé, cette opération ne peut être faite qu'au moyen du lavage ou du brossage et en n'employant que des instruments de bois. L'emploi des râcloirs en métal est expressément interdit. Le *débadigeonnage* des bas-reliefs ou des sculptures ne doit jamais être confié qu'à des ouvriers habiles et soigneux. On doit éviter avec un grand soin d'enlever les traces de peintures anciennes qui peuvent se trouver sous le *badigeon*.

Pour enlever le *badigeon* sans altérer les peintures qu'il recouvre, on doit l'imbiber avec de l'eau chaude et attendre, pour l'enlever avec des râcloirs de bois, qu'il soit boursoufflé, ce qui arrive peu de temps après l'application de l'eau.

BAIL.

Le *bail* est un contrat par lequel une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de payer. (*Code civil, art.* 1709.)

Il y a diverses espèces de *baux :* on appelle *bail à loyer*, dit le Code civil, art. 1711, le louage des maisons et celui des meubles ; *bail à ferme,* celui des biens ruraux ; *loyer*, celui du travail ou du service ; *bail* à cheptel, celui des animaux dont le profit se partage entre le propriétaire et celui à qui on les confie ; *bail* emphythéotique, celui fait pour plus de neuf ans, aujourd'hui dix-huit ans, des maisons et des héritages.

§ I. *Si les* BAUX *des fabriques doivent être passés par-devant notaires.*

Quoique le décret du 30 décembre 1809 ne prescrive pas de passer les *baux* par-devant notaires, il est convenable que les fabriques n'en passent jamais autrement. L'ancienne législation le prescrivait ainsi. Un arrêt du 16 décembre 1727 porte : « Art. 1^er^. Conformément aux déclârations de 1696, 1699, 1708....., il sera passé pardevant notaires des *baux* de tous les revenus dépendant de tous bénéfices..., fabriques, etc. (1) » Le décret de 1809 prescrit au moins

(1 L'article 32 du règlement de 1737, qui a servi de modèle aux rédacteurs du décret de 1809, porte : « Tous les *baux* seront passés devant notaire, et lors de chaque *bail* d'une maison dépendante de ladite fabrique, sera fait un état des lieux bien circonstancié, pour que les locataires puissent être contraints de les rendre en fin de *bail*, comme ils les auront reçus; et sera ledit état signé de tous ceux qui seront parties dans le *bail*, dont l'un sera remis au locataire et l'autre joint à la grosse

implicitement le ministère d'un notaire dans la passation d'un *bail*, car il dit, art. 60 : « Les maisons et les biens ruraux appartenant à la fabrique seront affermés, régis et administrés par le bureau des marguilliers, dans la forme déterminée pour les biens des communes. » Or, l'ordonnance du 7 octobre 1818, relative aux biens des communes dit : « Art. 4 : Conformément à l'art. 1er du décret du 12 août 1807, il sera passé acte de l'adjudication par-devant le notaire désigné par le préfet. »

Les *baux* qui n'excèdent pas neuf années peuvent être faits par le bureau des marguilliers, sans qu'il soit besoin d'une délibération du conseil de fabrique. Mais comme la loi du 25 mai 1835 autorise les communes et *autres* établissements publics à affermer leurs biens ruraux pour dix-huit ans, sans autres formalités que celles prescrites pour les *baux* de neuf années, on a élevé la question de savoir si l'art. 17 de la loi du 18 juillet 1837 n'avait pas modifié la loi du 25 mai 1835, et s'il ne fallait pas, en conséquence, une délibération du conseil de fabrique et l'autorisation du gouvernement pour les *baux* excédant neuf années.

Mais, ainsi que le remarque fort bien le *Journal des conseils de fabriques*, t. V, p. 146, les deux lois ont un objet très-différent. La loi du 18 juillet 1837 n'a investi les conseils municipaux d'aucune attribution nouvelle : elle a simplement attribué à certaines délibérations de ces conseils un caractère particulier; elle a modifié, quant à ces délibérations, le droit d'approbation exercé jusqu'alors par l'autorité supérieure. A toutes les époques, comme aujourd'hui, les conditions des *baux* à ferme ou à loyer des biens communaux ont toujours été réglées par les conseils municipaux : à cet égard, la loi du 18 juillet 1837 n'a nullement innové. Mais antérieurement à cette loi, toutes les délibérations de ces conseils devaient, avant de pouvoir être mises à exécution, avoir été préalablement approuvées par l'autorité supérieure, le préfet, le ministre ou le gouvernement : c'est sur ce point, c'est relativement à cette approbation que la loi du 18 juillet 1837 a introduit une distinction importante et nouvelle.

C'est à cette distinction que se réduisent, en matière de *baux* des biens communaux, les changements apportés par la loi du 18 juillet

du *bail*, avec laquelle il sera déposé dans l'armoire destinée à renfermer les titres de la fabrique ; et sera fait à la fin de chaque *bail*, une visite pour connaître l'état des lieux, et faire le récolement de l'état qui aura été fait au commencement du *bail*, à l'effet de faire rétablir les lieux et faire faire les réparations locatives. Et sera le contenu au présent article, exécuté, même dans les *baux* qui seraient renouvelés à l'ancien locataire, sans qu'audit cas le nouveau *bail* puisse lui être fait, que l'état des lieux n'ait été constaté par ledit récolement et les réparations locatives faites par ledit ancien locataire. »

1837, à la législation précédente. En 1809, comme aujourd'hui, les conseils municipaux délibéraient sur les conditions des *baux* des biens communaux. que ces *baux* eussent une durée de moins de neuf ans ou une durée quelconque. Aucune modification n'ayant donc été introduite à cet égard, relativement aux attributions des conseils municipaux, par la loi du 18 juillet 1837, il ne saurait, à plus forte raison, en résulter une modification quelconque dans les attributions respectives des conseils de fabriques et des bureaux des marguilliers.

En second lieu, lors même que la loi du 18 juillet 1837 ou toute autre loi aurait modifié les attributions des autorités municipales chargées de régler les conditions des *baux* des biens communaux, qu'elle aurait restreint ou élargi la compétence, à cet égard, des conseils municipaux, ces changements n'en entraîneraient aucun, dans la répartition des attributions analogues exercées par les bureaux des marguilliers et les conseils de fabriques. L'art. 60 du décret du 30 décembre 1809 renvoie, pour la fixation des formes dans lesquelles doivent être affermés, régis et administrés les maisons et les biens ruraux des fabriques, aux formes suivies pour la mise en ferme, la régie et l'administration des biens communaux ; mais quant à la désignation des fonctionnaires chargés d'affermer et d'administrer ces biens, cet article ne prononce point le même renvoi. Relativement aux formes à suivre, le décret de 1809 garde le silence et s'en réfère simplement aux lois sur les biens communaux; mais relativement aux autorités à qui il appartiendra d'affermer et d'administrer les biens des fabriques, le décret s'en explique formellement. Pour les *baux* emphytéotiques ou à longues années (ceux de plus de neuf ans, d'après le décret de 1809 ; maintenant ceux de plus de dix-huit ans, depuis la loi du 25 mai 1835), le conseil de fabrique doit en délibérer (art. 12, § 5) ; pour les *baux* autres que ceux emphytéotiques ou à longs termes (maintenant ceux dont la durée excède dix-huit ans), ils seront passés par le bureau des marguilliers (art. 60). Le décret étant explicite sur ces deux points, les dispositions ne pourraient en être changées que par une loi qui les abrogerait d'une manière expresse. C'est ce qu'est loin de faire la loi du 18 juillet 1837, qui n'a nullement eu cet objet en vue.

Enfin, lors même que les articles de cette loi seraient tels qu'il pût en être tiré des inductions mieux fondées, ces inductions ne sauraient encore être admises. En effet, il a été plusieurs fois déclaré, dans les discussions législatives comme dans les instructions ministérielles, que la loi du 18 juillet 1837 (1) devait être considérée comme étrangère aux fabriques ; que les dispositions de cette loi ne

(1) *Voyez* cette loi ci-dessus, p. 112.

devaient leur être appliquées qu'autant que les fabriques s'y trouveraient expressément nommées ou désignées ; que la loi n'avait aucunement eu pour but de dérober ni à la législation de ces établissements, ni au décret du 30 décembre 1809 ; que ce n'était que par une loi spéciale que ce décret pourrait être modifié, quand il y aurait lieu de le modifier.

Par ces divers motifs, nous pensons avec le *Journal des conseils de fabriques* que les *baux* des biens ruraux des fabriques dont la durée excède dix-huit ans, doivent seuls être précédés d'une délibération du conseil de fabrique ; que tous les autres *baux* peuvent être valablement passés en vertu seulement d'une délibération du bureau des marguilliers ; que, sur ce point, l'art. 17, § 2, de la loi du 18 juillet 1837 n'a apporté aucune modification à la législation antérieure.

§ II. Bail. *Formalités à suivre.*

Pour procéder légalement à la location des biens de fabrique, voici les règles à suivre :

1° Le bureau des marguilliers dresse un cahier des charges dans lequel il exprime les clauses et conditions du *bail*. (*Voyez* ci-après, page 407, un modèle de ce cahier des charges.)

2° Le trésorier adresse ce cahier des charges au sous-préfet ; celui-ci, après avoir donné son avis, l'envoie au préfet qui, après avoir consulté l'évêque, l'approuve ou le modifie. (*Décret du* 30 *déc.* 1809, *art.* 62.)

3° A dater d'un mois avant l'adjudication, le trésorier fait apposer, chaque dimanche, des affiches dans le lieu où est situé l'immeuble et dans les lieux circonvoisins ; il doit aussi faire insérer un extrait de l'affiche dans le journal du département. (*Art.* 62 *du décret du* 30 *décembre* 1809.) (*Voyez* ci-après, page 409, un modèle d'affiches.)

4° Après que les publications ont été faites, l'adjudication est donnée aux enchères, par-devant un notaire et en présence du trésorier et d'un membre du bureau. La présence d'un marguillier à l'adjudication est de toute rigueur ; son absence entraînerait la nullité de l'opération. La fabrique prend ensuite hypothèque sur les biens du preneur, fait approuver l'adjudication par le préfet et enregistrer le *bail* dans les vingt jours suivants.

Un notaire marguillier peut passer les *baux* de la fabrique en sa qualité de notaire. (*Décision ministérielle de juin* 1812.)

Les formalités dont nous venons de parler doivent être strictement observées; autrement les *baux* ne seraient pas valablement faits.

L'autorisation de l'évêque n'est pas nécessaire pour la validité des

baux ordinaires des biens de la fabrique. Le conseil municipal n'a point non plus à intervenir dans les *baux* des biens des fabriques.

Le décret du 12 août 1807 exigeant que l'hypothèque sur les biens du preneur soit stipulée dans l'acte, le *bail* pourrait être annulé, si cette clause était omise.

Les *baux* au-dessus de dix-huit ans exigent de plus une délibération du conseil de fabrique, une enquête *de commodo et incommodo* et l'autorisation du gouvernement. (*Décret du 12 août 1807 ci-après; ord. des 7-26 octobre 1818, art. 2 et 3; loi du 15 mai 1818, art. 78.*)

L'art. 16 du décret du 30 décembre 1809 défend à tout membre du bureau de se porter comme adjudicataire. (*Voyez* ADJUDICATAIRE.)

Les *baux* des établissements publics, tels que sont les fabriques, les hospices, etc., sont soumis, d'après le Code civil, à des règlements particuliers. (*Code civil, art.* 1712.)

DÉCRET *du 12 août* 1807, *prescrivant les formalités à suivre dans les baux des établissements publics.*

« ARTICLE 1er. Les *baux* à ferme des hospices et autres établissements publics de bienfaisance ou d'instruction publique, pour la durée ordinaire, seront faits aux enchères par-devant un notaire qui sera désigné par le préfet du département; et le droit d'hypothèque sur tous les biens du preneur y sera stipulé par la désignation, conformément au Code civil.

« ART. 2. Le cahier des charges de l'adjudication et de la jouissance sera préalablement dressé par la commission administrative, le bureau de bienfaisance ou le bureau d'administration, selon la nature de l'établissement. Le sous-préfet donnera son avis, et le préfet approuvera ou modifiera ledit cahier des charges.

« ART. 3. Les affiches pour l'adjudication seront apposées dans les formes et aux termes déjà indiqués par les lois et règlements; et, en outre, leur extrait sera inséré dans le journal du lieu de la situation de l'établissement, ou, à défaut, dans celui du département, selon qu'il est prescrit à l'article 683 du Code de procédure civile. Il sera fait mention de tout dans l'acte d'adjudication.

« ART. 4. Un membre de la commission des hospices, du bureau de bienfaisance ou du bureau d'administration, assistera aux enchères et à l'adjudication.

« ART. 5. Elle ne sera définitive qu'après l'approbation du préfet du département, et le délai pour l'enregistrement sera de quinze jours après celui où elle aura été donnée. »

§ III. *Durée des* BAUX.

Les *baux* se divisent, quant à leur durée, en *baux* à courte durée et en *baux* à longue durée. On appelle *baux à courte durée*, ceux dont la durée n'excède pas neuf ans. Ils n'ont besoin d'autre approbation que de celle du préfet.

La loi du 25 mai 1835 (1) permettant aux établissements publics

(1) Voyez cette loi ci-après, pag. 405

d'affermer leurs biens ruraux pour dix-huit ans et au-dessous, sans autres formalités que celles prescrites pour les *baux* de neuf ans, on peut aujourd'hui ranger dans la classe des *baux* à courte durée ceux dont la durée ne dépasse pas dix-huit ans, quand ils ont pour objet des biens ruraux.

On appelle *baux à longue durée*, ceux dont la durée, pour les biens ruraux, excède dix-huit ans, et, pour les autres biens, neuf ans. Ils ne peuvent être consentis que d'après les formalités prescrites pour les *baux* à courte durée, et, en outre, que d'après une autorisation du chef de l'Etat, accordée en conseil d'Etat. Ainsi, pour les *baux* qui dépassent dix-huit ans, l'autorisation du gouvernement est toujours indispensable.

Pour obtenir cette autorisation, il faut fournir les pièces prescrites par l'arrêté du 7 germinal an IX, rapporté ci-après, p. 404.

Relativement aux biens des cures en particulier, les titulaires ne peuvent faire des *baux à longues années* que par la forme de l'adjudication aux enchères et après que l'utilité en aura été déclarée par deux experts, nommés par le sous-préfet, qui visiteront les lieux et feront leur rapport. (*Décret du* 6 *novembre* 1813, *art.* 9.) Du silence que ce décret garde sur les *baux à courte durée*, on peut conclure qu'il les dispense de la forme d'adjudication aux enchères, et de la vérification par experts. Ces *baux* se continueront, à l'égard des successeurs du titulaire, de la manière qui a été prescrite par l'article 1429 du Code civil. (Voyez, sous le mot BIENS, le décret du 6 novembre 1813.)

Les curés ou leurs vicaires, ainsi que les desservants autorisés par leur évêque à biner dans les paroisses vacantes, ont droit à la jouissance des presbytères et de leurs dépendances, tant qu'ils exercent régulièrement ce double service ; mais ils ne peuvent en louer tout ou partie qu'avec l'autorisation de l'évêque. Dans les communes qui ne sont point paroisses, et où le binage n'a pas lieu, les presbytères et dépendances peuvent être amodiés, mais sous la condition expresse de rendre immédiatement les presbytères si l'évêque autorisait un curé à y exercer le binage. (*Ordonnance du* 3 *mars* 1825.)

Pour les biens des évêchés, les archevêques et évêques ont l'administration de leur mense, ainsi que nous venons de l'expliquer pour les biens des cures (*même décret du* 6 *novembre* 1813, *art.* 29) ; seulement les experts chargés de vérifier les lieux et de faire leur rapport sont nommés par le préfet.

Quant aux biens des chapitres, s'il s'agit de *baux* à *courte durée* des maisons et biens ruraux, le chapitre peut, à la pluralité des quatre cinquièmes des chanoines existants, autoriser le trésorier à traiter de gré à gré, aux conditions exprimées dans sa délibération. Mais à défaut de cette majorité, les biens ne peuvent être loués ou

affermés que par adjudication aux enchères sur un cahier des charges, comme s'il s'agissait des biens des fabriques.

Les *baux* à *longues années* ne peuvent être consentis sans une autorisation du chapitre, donnée à la pluralité des quatre cinquièmes des chanoines existants, et sans l'observation des autres formalités prescrites pour le louage des biens des cures. Une seule différence existe ; c'est que les experts chargés de vérifier l'état des lieux sont nommés par le préfet, au lieu de l'être par le sous-préfet. (*Art.* 57 *du décret de* 1813.) Dans tous les cas, les délibérations du chapitre doivent être approuvées par l'évêque ; et si l'évêque ne juge pas à propos de les approuver, il en est référé au ministre des cultes qui prononce. (*Art.* 61.)

Les *baux* à *courte durée* des maisons et biens ruraux appartenant aux grands séminaires et aux écoles secondaires ecclésiastiques, sont consentis par adjudication aux enchères, à moins que l'évêque et les membres du bureau nommés pour l'administration des biens des séminaires ne soient d'avis de traiter de gré à gré, aux conditions dont le projet, signé d'eux, sera remis au trésorier, et ensuite déposé dans la caisse à trois clefs. Il en sera fait mention dans l'acte. (*Art.* 69 *du décret.*) Les *baux* à *longues années* ne pourront être consentis que selon les formalités prescrites pour les *baux* de même espèce, et que nous avons fait connaître en traitant du louage des biens des cures. (*Art.* 69.) Toutefois les experts seront nommés par le préfet. (*Art.* 9.)

Si un *bail* était consenti sans l'approbation de l'autorité compétente, par exemple, sans celle du préfet et du gouvernement, dans les cas où elle est prescrite, il serait nul. On devrait décider de même si le *bail* n'était pas consenti par le fonctionnaire compétent, par exemple, si dans le louage des biens d'une fabrique, l'acte était consenti par le curé. La raison en est que, pour la validité d'un contrat, il faut le consentement des parties habiles à contracter. Il faut distinguer si le *bail* était consenti par un fondé de pouvoir ; si la délégation a pour objet d'autoriser le mandataire à déterminer les clauses du *bail* ou à les modifier, le *bail* sera nul, parce que le droit de le consentir ou de les modifier est attaché à la qualité de fonctionnaire et est personnel. Mais si le *bail* a été déjà consenti, et que toutes les formalités requises ayant été remplies, le fonctionnaire compétent délègue une autre personne seulement pour assister à la passation de l'acte, cette circonstance ne nuira pas à sa validité.

Pour les formes à suivre dans les *baux*, la loi du 5 février 1791 annule ceux qui sont faits pour une durée qui dépasse la durée légale et sans les formalités prescrites, telles que les affiches, le lieu de leur publication, etc. Mais le décret du 12 août 1807, rapporté ci-dessus, p. 401, et l'ordonnance du 7 octobre 1818, qui exigent

l'observation des mêmes formalités, ne reproduisant pas la sanction pénale, M. Duvergier en conclut que la pénalité a été abolie. Ce sentiment, du moins en ce qui concerne les affiches et les enchères, est confirmé par une ordonnance dans laquelle le conseil d'Etat a maintenu la décision du ministre qui avait approuvé un *bail* fait sans lesdites formalités.

On applique ici les principes adoptés pour les biens des mineurs. Si le *bail* est préjudiciable à l'établissement public, on peut le faire annuler ; mais s'il lui est avantageux, les particuliers, quoique parties dans le contrat, ne peuvent demander la nullité, parce qu'elle n'existe que dans l'intérêt de l'établissement public.

Les règles pour la durée du *bail*, ou pour les époques de son renouvellement, ne sont pas obligatoires à peine de nullité. Nous en avons vu la raison ci-dessus. La sanction de ces règles est dans les articles 595, 1429, 1430, 1718 du Code civil.

Au reste, quoi qu'il en soit des autres établissements publics, il est certain, d'après les articles 9, 29, 49, 69, du décret du 6 novembre 1813, que les *baux* des cures, des évêchés, des chapitres et des séminaires, continuent à l'égard des successeurs des titulaires de la manière prescrite par l'article 1429 du Code civil, lequel porte : « Les *baux* que le mari seul a faits des biens de sa femme pour un temps qui excède neuf ans, ne sont en cas de dissolution de la communauté, obligatoires vis-à-vis de la femme ou de ses héritiers que pour le temps qui reste à courir, soit de la première période de neuf ans, si les parties s'y trouvent encore, soit de la seconde et ainsi de suite, de manière que le fermier n'ait pas le droit d'achever la jouissance de la période de neuf ans où il se trouve. » Les règles relatives à la durée des *baux* des biens des femmes mariées et des mineurs, sont applicables aux *baux* des établissements ecclésiastiques dont nous venons de parler.

Nous ferons, en finissant, une observation qui regarde tous les cas où l'on aurait omis les formalités administratives ; c'est que le fonctionnaire, coupable de cette omission, aurait assumé sur lui la responsabilité de sa négligence et serait passible de tous les dommages qui pourraient en résulter pour l'établissement public aux intérêts duquel il était tenu de veiller.

Arrêté *du 7 germinal an IX* (28 *mars* 1801).

« Article 1er. Aucun bien rural appartenant aux hospices, aux établissements d'instruction publique, aux communautés d'habitants, ne pourra être concédé à *bail* à longues années, qu'en vertu d'arrêté spécial des consuls.

« Art. 2. Pour obtenir des autorisations de ce genre, il sera nécessaire de produire les pièces suivantes :

« 1° La délibération de la commission des hospices, de l'administration immé-

diatement chargée des biens consacrés à l'instruction publique, ou du conseil municipal pour les biens ruraux, portant que la concession à longues années est utile ou nécessaire ;

« 2° Une information *de commodo et incommodo*, faite dans les formes accoutumées, en vertu d'ordres du sous-préfet ;

« 3° L'avis du conseil municipal du lieu où est situé l'établissement dont dépendent les biens d'hospices ou d'instruction publique ;

« 4° L'avis du sous-préfet de l'arrondissement ;

« 5° L'avis du préfet du département (1).

« ART. 3. Le ministre de l'intérieur fera ensuite son rapport au gouvernement, qui, le conseil d'Etat entendu, accordera l'autorisation s'il y a lieu. »

DÉCRET *du* 5-11 *février* 1791, *relatif aux baux à faire pour les établissements publics* (2).

« ARTICLE 1er. Les corps, maisons, communautés et établissements publics, tant ecclésiastiques que laïques, concédés, et auxquels l'administration de leurs biens a été laissée provisoirement, ne pourront faire des *baux* pour une durée excédant neuf années, à peine de nullité. Tous ceux faits pour une plus longue durée, à compter du 9 novembre 1789, dans quelque forme qu'ils aient été passés, sont déclarés nuls et de nul effet.

« ART. 2. Les *baux* autorisés par l'article ci-dessus, ne pourront, à peine de nullité, être passés qu'en présence d'un membre du directoire du district, dans les lieux où se trouveront fixés lesdits établissements, ou d'un membre du corps municipal, dans les lieux où il n'y aura pas d'administration de district. Les formalités prescrites par l'art. 13 du titre II du décret du 20 octobre, sanctionné le 5 novembre dernier, seront observées pour la passation desdits *baux*, aussi à peine de nullité. »

LOI *du* 25 *mai* 1835 *relative aux baux des biens ruraux des communes, hospices et autres établissements publics.*

« ARTICLE UNIQUE. Les communes, hospices et tous autres établissements publics pourront affermer leurs biens ruraux pour dix-huit années et au-dessous, sans autres formalités que celles prescrites pour les *baux* de neuf années. »

Il est à remarquer que cette loi n'est relative qu'aux *baux* des biens ruraux; elle est donc complètement étrangère et n'a aucun trait aux *baux* de tous les autres biens.

Il faut encore observer qu'elle n'a point pour effet d'abroger, ou de modifier en elles-mêmes, les dispositions obligatoires antérieures sur les *baux* des établissements publics. Elle ne fait que dispenser les *baux* de dix-huit années et au-dessous, de certaines formalités auxquelles ils étaient assujettis, pour les soumettre aux seules for-

(1) Il n'est pas question, dans ce décret, de l'avis de l'évêque, mais il est de droit toutes les fois qu'il s'agit d'un acte qui intéresse l'administration des fabriques.

(2) Les dispositions de ce décret ont éprouvé plusieurs modifications ; mais la plus importante est relative à la durée des *baux*. (*Voyez* ci-après la loi du 25 mai 1835.)

malités exigées jusqu'à présent pour les *baux* de neuf ans et moins de neuf ans.

La loi du 25 mai 1835 a permis d'étendre les *baux* des biens ruraux jusqu'à dix-huit années, parce qu'on a reconnu que les *baux* de courte durée sont nuisibles aux progrès de l'agriculture, et que le fermier qui n'a en vue qu'une brève jouissance épuise la terre pour la rendre plus productive, et s'abstient d'amélioration dont il ne devrait pas recueillir le fruit. Les fabriques et autres établissements religieux agiront donc toujours prudemment en passant des *baux* de dix-huit ans.

§ IV. Bail a ferme *des biens ruraux.*

Le Code civil renferme des dispositions particulières sur les *baux à ferme* qu'il est utile aux conseils de fabrique de connaître, pour la location des biens ruraux que les fabriques peuvent posséder. Voici celles qui nous paraissent les plus importantes :

« Art. 1765. Si, dans un *bail à ferme,* on donne aux fonds une contenance moindre ou plus grande que celle qu'ils ont réellement, il n'y a lieu à augmentation ou diminution de prix pour le fermier, que dans les cas et suivant les règles exprimées au titre *de la vente.* (Art. 1617, 1618 et 1619.)

« Art. 1766. Si le preneur d'un héritage rural ne le garnit pas de bestiaux et des ustensiles nécessaires à son exploitation, s'il abandonne la culture, s'il ne cultive pas en bon père de famille, s'il emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou, en général, s'il n'exécute pas les clauses du *bail,* et qu'il en résulte un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le *bail.*

« En cas de résiliation provenant du fait du preneur, celui-ci est tenu des dommages et intérêts, ainsi qu'il est dit en l'art. 1764.

« Art. 1767. Tout preneur de bien rural est tenu d'engranger dans les lieux à ce destinés d'après le *bail* (1).

« Art. 1768. Le preneur d'un bien rural est tenu, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts, d'avertir le propriétaire des usurpations qui peuvent être commises sur les fonds. — Cet avertissement doit être donné dans le même délai que celui qui est réglé en cas d'assignation, suivant la distance des lieux.

« Art. 1769. Si le *bail* est fait pour plusieurs années, et que, pendant la durée du *bail,* la totalité ou la moitié d'une récolte soit enlevée par des cas fortuits, le fermier peut demander une remise du prix de sa location, à moins qu'il ne soit indemnisé par les récoltes précédentes. — S'il n'est pas indemnisé, l'estimation de la remise ne peut avoir lieu qu'à la fin du *bail,* auquel temps il se fait une compensation de toutes les années de jouissance. — Et cependant le juge peut provi-

(1) La fabrique, comme propriétaire, a sur les fruits de la récolte de l'année un privilége pour le payement du loyer (Art. 2102). C'est pourquoi le preneur ne peut les engranger dans un autre lieu que celui dont on est convenu.

soirement dispenser le preneur de payer une partie du prix, en raison de la perte soufferte.

« ART. 1770. Si le *bail* n'est que d'une année, et que la perte soit de la totalité des fruits, ou au moins de la moitié, le preneur sera chargé d'une partie proportionnelle du prix de la location. — Il ne pourra prétendre à aucune remise, si la perte est moindre de moitié.

« ART. 1771. Le fermier ne peut obtenir de remise lorsque la perte des fruits arrive après qu'ils sont séparés de la tige, à moins que le *bail* ne donne au propriétaire une quotité de la récolte en nature, auquel cas le propriétaire doit supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne fût pas en demeure de lui délivrer sa portion de récolte.

« ART. 1772. Le preneur peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse.

« ART. 1773. Cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, feu du ciel, gelée ou coulure (1).

« Elle ne s'entend point des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet, à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus.

« ART. 1774. Le *bail* sans écrit, d'un fonds rural, est censé fait pour le temps qui est nécessaire, afin que le preneur recueille tous les fruits de l'héritage affermé.

« Ainsi le *bail à ferme* d'un pré, d'une vigne, et de tout autre fonds, dont les fruits se recueillent en entier dans le cours de l'année, est censé fait pour un an.

« Le *bail* des terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles.

« ART. 1775. Le *bail* des héritages ruraux, quoique fait sans écrit, cesse de plein droit à l'expiration du temps pour lequel il est censé fait, selon l'article précédent.

« ART. 1776. Si à l'expiration des *baux* ruraux écrits, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opère un nouveau *bail* dont l'effet est réglé par l'art. 1774.

« ART. 1777. Le fermier sortant doit laisser, à celui qui lui succède dans la culture, les logements convenables et autres facilités pour les travaux de l'année suivante, et, réciproquement, le fermier entrant doit procurer à celui qui sort les logements convenables et autres facilités pour la consommation des fourrages et pour les récoltes restant à faire. — Dans l'un et l'autre cas, on doit se conformer à l'usage des lieux.

« ART. 1778. Le fermier sortant doit aussi laisser les pailles et engrais de l'année, s'il les a reçus lors de son entrée en jouissance ; et quand même il ne les aurait pas reçus, le propriétaire pourra les retenir suivant l'estimation. »

CAHIER DES CHARGES (2) *contenant les clauses et conditions auxquelles sera passée l'adjudication du bail à ferme des biens ruraux appartenant à la fabrique de l'église Saint- , de , et désignés ci-après :*

1° Une pièce de terre labourable contenant , située terroir

(1) Il résulte de cette disposition que, quand le preneur s'est chargé des cas fortuits, il ne peut demander de remise pour la perte provenant de ces accidents.

(2) Ce modèle de cahier des charges ne contient que les dispositions les plus gé-

de , tenant d'un bout et du levant à la forêt de ; de l'autre bout et du couchant au chemin de à ; d'un côté et du midi à la propriété du sieur ; d'autre côté et du nord à celle du sieur .

2° Une pièce de terre en nature de pré, contenant, située terroir de , tenant d'un bout, etc.

ART. 1er. Le *bail* sera passé pour trois, six ou neuf années consécutives, qui commenceront le mil huit cent - , et finiront à pareille époque, les trois années révolues et autant de récoltes perçues et levées.

ART. 2. Le prix du *bail*, en numéraire et en francs, sera mis à l'enchère et la ferme adjugée au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction d'un feu sans enchères, par-devant Me , notaire à , et en présence de M. , marguillier, délégué pour assister à l'adjudication.

ART. 3. La première mise à prix est fixée à la somme de ; les enchères ne pourront être moindres de (1) . Les feux ne seront allumés que lorsqu'il sera fait une offre au moins égale à la mise à prix.

ART. 4. Le prix de ferme annuel sera acquitté en deux termes et payements égaux entre les mains et au domicile du trésorier de la fabrique, savoir : le premier terme, le *quinze janvier* mil huit cent , et le second terme, le *quinze juillet* suivant, pour ainsi continuer d'année en année pendant toute la durée du *bail*.

ART. 5. Si le fermier laisse arrérager deux termes de suite, la fabrique pourra l'expulser de fait et sans formalité de justice. Cette clause ne pourra, en aucun cas, être réputée comminatoire.

ART. 6. L'adjudicataire ne pourra prétendre aucune diminution de prix, ni des charges du présent *bail*, pour cause de grêle, gelée, inondation et de tous autres cas fortuits, qui demeurent à son péril (2).

ART. 7. Le fermier sera tenu de payer les frais et droits du *bail*, tels que ceux d'affiches, criée, timbre, enregistrement, et notamment les honoraires du notaire et le coût de la grosse qui sera délivrée à la fabrique.

ART. 8. Le fermier sera tenu de payer et acquitter, sans diminution du prix principal, les contributions foncières qui seront mises sur lesdites terres pendant le cours du *bail*, d'en rapporter annuel-

néralement adoptées ; les fabriques devront toutefois se référer, pour la mise à ferme de leurs biens, aux usages locaux.

(1) *Voyez* au mot ENCHÈRES la loi du 3-18 novembre 1790 qui règle le taux des enchères.

(2) *Voyez* ci-dessus, page 407, l'art. 1773 du Code civil.

lement bonne et valable quittance, et de faire en sorte que la fabrique ne soit aucunement inquiétée, poursuivie ni recherchée à cet effet, à peine de tous dépens, dommages et intérêts.

ART. 9. Le fermier sera tenu de labourer, fumer et ensemencer les terres par soles et saisons convenables, sans pouvoir les dessoler ni dessaisonner.

ART. 10. De tenir les prés nets et en bonne nature de fauche, d'entretenir la clôture de ceux qui sont clos, d'y replanter de nouvelles haies partout où il en pourra manquer, et de faire curer les fossés quand ils en auront besoin.

ART. 11. De veiller à ce qu'il ne soit fait aucune usurpation ou empiètement sur les biens loués, et d'avertir sur-le-champ la fabrique, en la personne de son trésorier, de tous ceux qui pourraient y être faits, sous peine de tous dépens, dommages et intérêts (1).

ART. 12. De rendre les biens affermés, à l'expiration du *bail*, en bon état de culture et labourage.

ART. 13. L'adjudicataire ne pourra céder son droit au *bail* en tout ou en partie à qui que ce soit, sans le consentement exprès et par écrit du bureau de la fabrique.

ART. 14. Au moment de l'adjudication, l'adjudicataire sera tenu de fournir un cautionnement en immeubles d'une valeur au moins égale à la totalité des fermages compris dans le *bail*. Ces immeubles seront soumis à la diligence du trésorier, à l'hypothèque spéciale de la fabrique, conformément à la loi.

ART. 15. Le *bail* n'aura d'exécution qu'autant qu'il aura été approuvé par M. le préfet, et qu'à dater du jour de son approbation.

Fait à , en séance, le mil huit cent

Les membres du bureau de fabrique.

Signatures.

Approuvé le présent cahier des charges.

A, , le 18

Le préfet,
Signature.

AFFICHE (1).

Fabrique de l'église Saint- de

LOCATION DE BIENS RURAUX.

On fait savoir que le du mois de , à heure du , il sera, par-devant Me , notaire, en la sacristie de l'église d (*ou*

(1) *Voyez* ci-dessus, p. 406, l'art. 1768 du Code civil.

(1) *Voyez* AFFICHES, § III.

au presbytère, en la salle des séances de la fabrique), procédé à l'adjudication, au plus offrant et dernier enchérisseur, et à l'extinction des feux, du *bail à ferme*, pour trois années consécutives, qui commenceront le , des biens ruraux dont la désignation suit :

Deux pièces de terre appartenant à la fabrique de ladite église, la première en terre labourable, contenant 3 hectares 18 ares, située terroir de ; la seconde en nature de pré, contenant 1 hectare 10 ares, située terroir de

On peut prendre connaissance des clauses et conditions du cahier des charges dudit *bail à ferme*, en la sacristie (*ou* au presbytère), tous les jours non fériés, de heure à heure.

Fait à , le mil huit cent

Le marguillier trésorier,

Signature.

Procès-verbal d'adjudication.

Le mil huit cent , en la salle des délibérations du conseil de fabrique de l'église Saint- de , par-devant Me , notaire à , a comparu M. , membre du bureau des marguilliers de l'église Saint- de désigné au cahier des charges dont la minute précède,

Lequel a déclaré que les déboursés d'affiches, annonces et autres dont il est parlé à l'article 7 du cahier des charges, s'élèvent à la somme de

Et d'après l'indication de ces affiches et annonces, ledit sieur a requis Me , notaire, de procéder immédiatement à la lecture du procès-verbal d'enchères, et ensuite à l'adjudication définitive, à l'extinction des feux, de la ferme des immeubles désignés en tête du cahier des charges, pour années consécutives, qui commenceront le

Cette lecture ayant eu lieu, il a été procédé ainsi qu'il suit :

Une première bougie a été allumée, et, après diverses enchères successives, le prix de ferme annuel a été porté à la somme de

Il a été aussitôt allumé une autre bougie pendant la durée de laquelle il est encore survenu plusieurs enchères qui ont porté le prix de ferme à

Une nouvelle bougie allumée a brûlé et s'est éteinte sans que personne ait surenchéri.

En conséquence, la ferme des immeubles dont il s'agit a été adjugée définitivement par ledit Me , notaire, du consentement de M. , délégué du bureau, à M. , dernier enchérisseur pour ladite somme de , outre les frais de l'adjudication, à

charge par lui de se conformer aux clauses et conditions du cahier des charges.

Ledit sieur , adjudicataire, a accepté l'adjudication et a affecté à la sûreté et garantie de son engagement les immeubles ci-après désignés, savoir : ; lesquels immeubles il a dit lui appartenir et être libres de tous autres priviléges et hypothèques. Ce cautionnement a été agréé par Me , de l'avis de M. le délégué de la fabrique, sous réserve qu'il sera pris inscription et formé tous actes conservatoires aux frais dudit adjudicataire.

Et de tout ce que dessus il a été rédigé le présent procès-verbal qui a été clos et signé après lecture par ledit sieur , adjudicataire, M , délégué de la fabrique, et Me , notaire.

Fait à , les jours, mois et an susdits.

Signatures.

Modèle de BAIL A FERME.

Entre les soussignés,

M. R. , trésorier de la fabrique de N. ,

Et S. , fermier, demeurant à ,

A été faite la convention suivante, sauf l'approbation du préfet ;

M. R. , donne à titre de *bail à ferme* pendant années consécutives pour la récolte entière et dépouille de tous les fruits et produits qui pourront être perçus et recueillis pendant lesdites années qui commenceront le , et finiront à pareille époque le , au sieur S. , qui accepte.

Les biens ci-après désignés, savoir :

Un corps de ferme avec toutes ses dépendances *(énoncer tout ce qui compose la ferme)*, situé à , et consistant en superficie dans hectares, ares, centiares de terres labourables, en pièces, et hectares de prés ; la première pièce contenant hectares, ares, centiares, située , commune de , tenant d'un bout et du levant à , d'autre bout et du couchant à , d'un autre côté et du midi à , d'autre côté et au nord à

La seconde pièce *(désigner successivement toutes les pièces.)*

A cette ferme est attaché un grand nombre d'ustensiles servant à son exploitation et à la culture des terres, desquels il a été fait, entre les parties, un état qui est demeuré ci-joint ;

Ce *bail* est fait aux charges, clauses et conditions suivantes :

1° De garnir ladite ferme et de la tenir garnie de meubles, grains et fourrages, chevaux, bestiaux et autres effets exploitables et suffisants pour répondre des fermages ;

2° D'entretenir les bâtiments de toutes réparations locatives, et de les rendre, à l'expiration du *bail*, en bon état de réparation, con-

formément à l'état qui en sera dressé entre les soussignés, avant l'entrée en jouissance dudit preneur, lequel état contiendra aussi l'énumération des arbres fruitiers;

3° De souffrir les grosses réparations qu'il conviendra de faire, et fournir les voitures et chariots pour transporter les matériaux qui seront nécessaires pour faire ces grosses réparations, le tout sans indemnité;

4° De labourer, fumer et ensemencer les terres par soles et en saisons convenables, sans pouvoir les dessoler ni défricher les prés;

5° De convertir toutes les pailles en fumiers pour l'engrais desdites terres, sans pouvoir en distraire ni en vendre aucune partie, et de laisser à la fin de son *bail* toutes celles qui s'y trouveront;

6° D'entretenir les clôtures qui se trouvent sur ladite ferme, de replanter les nouvelles haies partout où il en pourrait manquer, et de faire vider et curer les fossés quand il en sera besoin;

7° De bien façonner et cultiver les vignes suivant les usages des lieux, de les provigner et d'en replanter d'autres à la place de celles qui périraient ou qu'il faudrait arracher;

8° D'émonder, de tailler et d'écheniller les arbres toutes les fois qu'il en sera besoin, et de ne couper, dans les terres dépendantes de la ferme, aucun arbre ni vert, ni sec, sans la permission de la fabrique propriétaire, et de remplacer dans l'année ceux qui mourraient, par d'autres de même essence et bonté;

9° De payer, sans aucune imputation sur les fermages, l'impôt foncier pendant la durée dudit *bail,* et tout autre impôt quelconque dont pourraient être grevés les biens à lui affermés;

10° De rendre, à la fin de son *bail*, les ustensiles de culture et de labour qui y sont compris, tels qu'il les aura reçus, et tous lesdits biens en bon état de culture et de labourage;

Puis de bien veiller à ce qu'il ne soit fait aucune usurpation sur les biens loués, et d'avertir sur-le-champ la fabrique, en la personne de son trésorier, de tous les empiétements qui pourraient y être faits sous peine de tous dépens, dommages et intérêts;

11° De ne pouvoir céder ni transporter son droit au présent *bail* sans le consentemcnt exprès et par écrit du bailleur, quand même il ne s'agirait de disposer, à titre de sous-*bail*, que d'une partie des terres;

12° De subir toutes les pertes résultant de l'intempérie des saisons, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix pour cause de grêle, gelée, inondation et de tous autres cas fortuits, de la part de la fabrique bailleresse;

13° En cas de contravention aux clauses ci-dessus, le bailleur pourra faire prononcer la résiliation immédiate du *bail*, avec dommages-intérêts qui ne pourront être inférieurs au quart; et dudit cas

de résiliation, le bailleur recouvrera la disposition absolue de la chose, sans indemnité au preneur même pour les semences et cultures qu'il aurait faites;

En outre, ce *bail* est fait moyennant le prix de , de fermage annuel, que le preneur s'oblige de payer par chaque année en espèces métalliques ayant cours, audit bailleur, en sa demeure à , en payements égaux, aux époques ordinaires (*indiquer les époques*), dont le 1er, de la somme de , sera fait le prochain; le 2e, etc., pour ainsi continuer à être payé d'année en année aux mêmes époques;

Fait double à , le .

Signatures des parties

Pour la continuation d'un *bail à ferme*, voyez le modèle ci-après, p. 416.

§ V. Bail a loyer.

On appelle *bail à loyer*, celui qui concerne des bâtiments ne servant pas à l'exploitation des biens ruraux.

Cahier des charges *contenant les clauses et conditions auxquelles sera donnée l'adjudication du bail à loyer d'une maison appartenant à la fabrique Saint d , et située à , rue , n° .*

Article 1er. Le *bail* sera passé pour neuf années consécutives, qui commenceront le mil huit cent , et finiront à pareille époque de l'année mil huit cent .

Art. 2. Le prix du *bail*, en numéraire et en francs, sera mis à l'enchère, et l'adjudication donnée au plus offrant et au dernier enchérisseur, à l'extinction de deux feux francs sans enchères. La première mise est fixée à francs; conséquemment ces enchères ne pourront être moindres de francs; les feux ne seront allumés que lorsqu'il sera fait une offre au moins égale à la mise à prix. L'adjudication aura lieu par-devant Me , notaire à la résidence de , et en présence de M. , membre du bureau, et de M. , marguillier-trésorier.

Art. 3. Le preneur jouira de la maison louée en bon père de famille; il devra la tenir garnie pendant la durée du *bail*, de meubles et effets exploitables en suffisantes quantité et valeur pour répondre des loyers. Il l'entretiendra en bon état de réparations locatives, et la rendra telle à la fin du *bail*.

Art. 4. Le preneur sera tenu de porter à la connaissance du bureau des marguilliers, par l'intermédiaire de son trésorier, tous faits ou accidents qui pourraient donner lieu à de grosses réparations,

lesquelles il sera tenu de souffrir pendant la durée du *bail*. Si cependant ces réparations étaient de nature à le priver entièrement de sa jouissance, il y aurait lieu, en sa faveur, à la diminution du prix du *bail*, telle qu'elle est réglée par l'art. 1724 du Code civil.

ART. 5. Le preneur tiendra les cheminées soigneusement ramonées; elles devront l'être au moins une fois l'an, et il sera responsable des conséquences des incendies que le défaut de ce soin aurait pu occasionner. (*Code civil, art.* 1733.)

ART. 6. Le preneur ne pourra faire dans ladite maison aucun changement, démolition, construction, distribution ni percement, sans avoir obtenu le consentement exprès et par écrit du bureau des marguilliers; et dans le cas où il en aurait été fait, il sera tenu, à la fin de son *bail*, de remettre et rétablir les lieux en même état qu'ils sont à présent; néanmoins il sera au choix de la fabrique de retenir les changements et augmentations si bon lui semble, et sans aucune indemnité.

ART. 7. Le preneur acquittera les contributions des portes et fenêtres, et satisfera à toutes les charges de ville et de police dont les locataires sont généralement tenus.

ART. 8. Il ne pourra céder son droit de *bail* en tout ou en partie, ni sous-louer à qui que ce soit, sans le consentement exprès et par écrit du bureau des marguilliers.

ART. 9. Dans le cas où le preneur laisserait arriérer deux termes de suite, il pourra être expulsé par le fait et sans autre formalité de justice. Cette clause ne pourra, en aucun cas, être réputée comminatoire.

ART. 10. Indépendamment de la garantie stipulée en l'art. 3, l'adjudicataire devra représenter, au moment de l'adjudication, bonne et valable caution, agréée par les deux marguilliers.

ART. 11. En outre, il sera tenu de verser, annuellement et d'avance, le prix du *bail* entre les mains et au domicile du trésorier de la fabrique; ce versement sera effectué, par conséquent, le de chaque année de la durée du *bail*.

ART. 12. A l'époque de l'entrée en jouissance du preneur, il sera fait, double, un état descriptif des lieux composant ladite maison, ainsi que des objets laissés à sa disposition, pour le tout être rendu en même état à la fin du *bail*.

ART. 13. De son côté, la fabrique s'oblige à faire jouir paisiblement le preneur de ladite maison et de ses dépendances pendant toute la durée du *bail;* elle promet, en outre, de faire tenir les lieux clos et couverts suivant l'usage.

ART. 14. Tous les frais d'adjudication, tels que ceux d'affiches, criée, honoraires de notaire, timbre, enregistrement, et ceux de la grosse à en délivrer à la fabrique, seront à la charge de l'adjudicataire.

ART. 15. L'adjudication ne sera définitive et n'aura d'exécution qu'autant qu'elle aura été approuvée par M. le préfet du département.

Fait à , le mil huit cent

Les membres du bureau des marguilliers,

Signatures.

Approuvé le présent cahier des charges.

A le 18

Le préfet,

Signature.

Pour l'affiche et le procès-verbal d'adjudication, voyez le modèle précédent, ci-dessus, p. 409 et 410.

Modèle de BAIL A LOYER, *ou louage de maison.*

Entre les soussignés,

M. R. , trésorier de la fabrique de N ,

Et M. S. , peintre, demeurant à .

A été faite la convention suivante, sauf l'approbation du préfet.

M. R. donne à loyer pour trois, six ou neuf années consécutives, au choix des parties, et en s'avertissant, réciproquement et par écrit; mais avant l'expiration des trois ou six premières années qui commenceront à courir le .

A M. S. , ci-présent et acceptant,

Une maison située à , consistant (*Indication de toutes les pièces qui la composent, ainsi que de toutes ses dépendances.*)

Pour en jouir, par M. S , pendant ledit temps.

Ce *bail* est fait aux conditions suivantes, que M. S , preneur, s'oblige d'exécuter et accomplir, savoir :

1° De tenir ladite maison garnie de meubles meublant ou autres effets, en quantité et qualité suffisantes pour répondre en tout temps desdits loyers;

2° De l'entretenir et de la rendre à la fin dudit *bail* en bon état de réparation locative;

3° De payer tous les impôts et de satisfaire à toutes les charges de ville et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, surtout de tenir les cheminées soigneusement ramonées;

4° De ne pouvoir céder son droit au présent *bail* en tout ou en partie, ni même sous-louer sans le consentement exprès, et par écrit du bailleur, sous peine de résiliation de *bail* et d'une indemnité de ;

5° Le preneur ne pourra faire dans ladite maison aucun changement, démolition, construction, distribution ni percement, sans avoir obtenu le consentement exprès et par écrit du bureau de la fabrique;

et, dans le cas où il en aurait été fait, il sera tenu à la fin de son *bail* de remettre et rétablir les lieux en même état qu'ils sont à présent; néanmoins il sera au choix de la fabrique de retenir les changements et augmentations, si bon lui semble, et sans aucune indemnité;

6° Dans le cas où le preneur laisserait arriérer deux termes de suite, il pourra être expulsé par le fait et sans formalité de justice. Cette clause ne pourra, en aucun cas, être réputée comminatoire;

7° En outre, ce *bail* est fait moyennant le prix et la somme de , que M. S. s'oblige de payer annuellement à M. R. , en sa demeure et en quatre payements égaux, aux quatre termes ordinaires de l'année, dont le premier de la somme de , sera fait le ; le second, etc., pour ainsi continuer à être fait, de trois mois en trois mois, jusqu'à l'expiration du présent *bail*.

M. S. a présentement payé à M. , qui le reconnaît, la somme de , pour six mois d'avance desdits loyers, imputables sur les six derniers mois de jouissance du présent *bail*, pour ne pas intervertir l'ordre des payements établis.

Fait double, à ; le , mil

Signature des parties.

Modèle de continuation de BAIL.

Entre les soussignés,

M. R. , trésorier de la fabrique de N. , y demeurant, etc.

A été faite la convention suivante :

Le *bail* fait par M. R. à M. S. , pour années consécutives, qui ont commencé le , pour finir le à raison de francs par chacune desdites années,

D'une maison située à , suivant acte sous seing-privé, en date du .

Sera continué et aura son effet pour années, qui commenceront à courir du pour finir à pareil jour de l'année .

Cette continuation de *bail* est consentie aux mêmes clauses, charges et conditions, et moyennant pareille somme de que le preneur s'oblige de payer au bailleur pour chacune des années continuées, aux lieux, époques et de la manière convenue au *bail* sous-daté et aux charges et conditions qui y sont portées.

Fait double, à , le , mil .

Signatures des parties.

La continuation et le désistement des *baux* à ferme se rédigent dans la même forme.

§ VI. Bail *emphytéotique*.

On appelle *bail emphytéotique* l'acte par lequel on cède la jouissance d'un immeuble pour un temps plus long que neuf ans, aujourd'hui dix-huit, pour les biens ruraux des établissements publics. (*Loi du* 25 *mai* 1835.)

Les *baux* au delà de dix-huit ans ne peuvent, comme les acquisitions, les ventes, les échanges, être consentis qu'avec l'autorisation du gouvernement, sur une délibération du conseil de fabrique, l'avis de l'évêque et celui du préfet. (*Décret de* 1809, *art.* 62.) (Voyez ci-dessus, § III.)

L'article 1^er^ du titre I^er^ de la loi du 18 décembre 1790, qui permet de porter le nombre d'années de l'*emphytéose* à quatre-vingt-dix-neuf ans, s'exprime ainsi :

« Il est défendu de créer à l'avenir aucune redevance foncière non remboursable, sans préjudice des *baux* à rente ou *emphytéose*, et non perpétuels, qui seront exécutés pour toute leur durée, et pourront être faits à l'avenir pour quatre-vingt-dix-neuf ans et au-dessous, ainsi que les *baux* à vie, même sur plusieurs têtes, à la charge qu'elles n'excèdent pas le nombre de trois. » (*Voyez* EMPHYTÉOSE.)

§ VII. Bail *des bancs et chaises*.

(Voyez BANCS, CHAISES.)

BAL.

Il arrive souvent dans les campagnes que, les jours de fête, des *bals* publics viennent s'établir à la porte des églises, ou à une distance tellement rapprochée de ces lieux de prières que ce voisinage est vraiment scandaleux. Il appartient aux maires de défendre l'établissement de ces *bals*, comme de tous bateleurs, saltimbanques, etc., dans les localités avoisinant l'église, ce qu'ils doivent avoir soin de bien déterminer dans les arrêtés pris à cet effet. Ils peuvent, en outre, ordonner que tous les *bals*, jeux et spectacles publics ne peuvent être établis que sur certains points.

Il a été plusieurs fois jugé que les arrêtés de police, pris par les maires qui défendent l'ouverture de *bals* publics, sans une autorisation préalable, sont légaux et obligatoires, tant qu'ils n'ont pas été rapportés ou modifiés par l'autorité administrative supérieure. (*Arrêts de la Cour de cassation des* 11 *mai* 1832, 13 *avril et* 7 *novembre* 1833; *et un arrêt de la Cour royale de Paris, du* 6 *janvier* 1834.)

Il a été également jugé que les tribunaux ne peuvent se refuser à punir des peines de police les contraventions à un semblable arrêté,

sous prétexte qu'il aurait été rendu en vue d'un intérêt privé, et non en vue de l'intérêt public. (*Arrêt de la Cour de cassation, du 19 janvier* 1837.)

Il a encore été jugé que, lorsqu'un arrêté de l'autorité municipale a défendu de donner des *bals* publics sans autorisation, il y a contravention à cet arrêté de la part du cabaretier qui, sans autorisation, donne à danser dans son établissement, encore bien qu'il n'exige aucune rétribution de ceux qui sont admis à ce *bal*. (*Arrêt de la Cour de cassation, du 2 mai* 1835.)

Enfin, la Cour de cassation, par l'arrêt ci-après du 23 décembre 1842, a jugé que l'autorité municipale peut, dans un intérêt de police, défendre, par un arrêté, de donner des jeux, *bals* et divertissements publics, pendant le jour de la fête patronale de l'année, ailleurs que dans un lieu loué à cet effet par la commune.

« La cour;

« Vu les lois des 16-24 août 1790, 19-22 juillet 1791 et l'art. 471, nº 15 du Code pénal;

« Attendu que l'arrêté du 18 juin 1841, par lequel le maire de la commune de Gevrey avait prescrit, pour les deux jours de la fête patronale de cette commune, des dispositions relatives aux jeux, *bals* et aux divertissements publics, rentrait dans les attributions de l'autorité municipale;

« Qu'il appartenait au maire seul, chargé de la police locale, de prendre, dans une circonstance qui devait attirer une grande affluence, les mesures qu'il jugeait propres au maintien de l'ordre et de la sûreté publique;

« Qu'il suffit que cet acte du maire de Gevrey puisse être fondé sur des considérations indépendantes de l'amodiation du 23 juin 1841, et qui tiennent essentiellement à la police, pour que le jugement attaqué n'ait pu refuser la répression d'une contravention qui portait directement atteinte à des dispositions que les lois ci-dessus visées placent d'une manière expresse dans les attributions de l'autorité municipale;

« D'où il suit que ledit jugement a violé ces lois;

« Casse, etc. »

Il ne pouvait y avoir de doute, dit le *Journal des conseils de fabriques* (1), sur l'effet obligatoire de l'arrêté du maire que parce que cet arrêté pouvait être considéré comme rendu dans un intérêt pécuniaire, dans un intérêt privé, plutôt que dans un intérêt sérieux de police. C'était même uniquement sur ce motif qu'on se fondait pour contester la validité de l'arrêté en question. Lors donc que ce prétexte ne peut être allégué, les arrêtés semblables sont à l'abri de toute critique; et, au surplus, on voit que la Cour de cassation ne s'est pas arrêtée à cette considération.

(1) Tome X, pag. 19.

Nous croyons que c'est par un sage usage de ce pouvoir de police des maires que l'on doit chercher à mettre un terme à un abus trop fréquent.

Nous donnons sous le mot ARRÊTÉ DE POLICE un modèle d'arrêté qu'un maire peut prendre dans ces circonstances.

BALAYAGE DES ÉGLISES.

Le *Journal des conseils de fabriques* pense que la nomination et la révocation des personnes chargées, dans les paroisses rurales, du *balayage* de l'église, ne peuvent appartenir qu'au bureau des marguilliers. Les raisons sur lesquelles il se base ne nous paraissent pas péremptoires; nous ne croyons pas que le *balayage* ait beaucoup de rapport avec l'entretien et la conservation du temple, objets qui rentrent dans les attributions de la fabrique, mais qu'il en a bien davantage avec les fonctions du sacristain, chargé partout de veiller à la propreté de l'église. Or, comme le curé seul nomme et révoque le sacristain et les autres serviteurs de l'église, seul aussi il doit nommer et révoquer les personnes chargées du *balayage* de l'église.

M. Prompsault est d'une opinion contraire, parce que, selon lui, l'ordonnance du 12 janvier 1825 n'a fait d'exception, pour la nomination des serviteurs de l'église, que pour les chantres, sonneurs et sacristains dans les communes rurales, et qu'il ne lui est pas permis de donner à cette ordonnance une plus grande extension. Nous démontrons, au contraire, sous le mot BEDEAU, qu'elle doit s'étendre à tous les serviteurs de l'église, quels qu'ils soient, et que telle est évidemment l'intention et la volonté du législateur. (*Voyez* BEDEAU.)

Le *balayage* des abords de l'église est à la charge de la commune; mais dans les petites localités surtout il est difficile d'obtenir qu'elle en fasse les frais; il est convenable alors de faire balayer aux dépens de la fabrique.

MM. les curés doivent faire balayer l'église au moins une fois par semaine avec toutes les précautions nécessaires. C'est à eux d'indiquer le moment le plus convenable. Ils ne doivent jamais permettre le *balayage* pendant la sainte messe, au moment du catéchisme ou des confessions. Il faut l'interdire aux enfants qui n'ont pas toujours le respect qui est dû au lieu saint. Il existe dans plusieurs églises d'Italie et de France un usage qui nous semble plein de foi et de respect pour les choses saintes. La veille des dimanches et des jours de fêtes, deux prêtres en soutane et en rochet balaient le chœur et le sanctuaire de l'église.

BALDAQUIN.

Un *baldaquin* est une décoration composée de colonnes qui sup-

portent un dais ou une couronne au-dessus du maître-autel d'une église, et qui n'est autre chose qu'un reste de l'ancien *ciborium*.

Les *baldaquins* d'autel sont ordinairement immeubles par destination; en ce cas ils ne peuvent être modifiés sans l'accomplissement des formalités exigées pour les changements à faire à l'édifice même. (*Voyez* AUTEL.)

BANCS.

L'antiquité ecclésiastique n'offre aucun document relatif aux *bancs*. Mais il est évident qu'on n'a pu faire de règlements sur l'ordre des siéges dans les temples, qu'à dater de l'époque où l'Eglise a permis à ses enfants de s'y asseoir pendant les saints offices. Suivant dom Martène et Durand de Mende, dans son *Rationale*, cette époque ne remonte pas au delà du onzième siècle.

L'Eglise a profité de cette circonstance, dit l'abbé de Boyer, pour accorder des distinctions dans les assemblées des fidèles, à ceux qui avaient des droits à sa vénération ou à sa reconnaissance; elle n'a pas craint d'appeler et de placer près de ses autels les princes qui les protégeaient et les fondateurs qui les avaient dressés. Aujourd'hui encore elle accorde des priviléges particuliers, dans certaines circonstances, aux autorités civiles et militaires. (*Voyez* AUTORITÉS, CÉRÉMONIES RELIGIEUSES, PLACES DISTINGUÉES.)

Cette condescendance de l'Eglise a fait naître une jurisprudence, qui forma, sur cet objet, une sorte de législation; car, à peine l'Eglise eût-elle accordé ces distinctions, qu'il fallut des lois pour les assurer. Il existait avant la révolution plusieurs règlements qui avaient déterminé, avec quelques détails, tout ce qui concernait les *bancs*. Nous rappellerons quelques-unes de ces anciennes dispositions. Mais le décret du 30 décembre 1809, trace aujourd'hui les règles à suivre à cet égard. Cette matière étant fort importante nous la traiterons en un grand nombre de paragraphes.

§ I. BANC DE L'ŒUVRE.

On appelle *banc de l'œuvre* l'emplacement destiné, dans l'église, aux administrateurs de la fabrique.

L'article 21 du décret du 30 décembre 1809 prescrit l'établissement du *banc de l'œuvre* en ces termes :

« .... Ces marguilliers (les marguilliers d'honneur), et tous les membres du conseil auront une place distinguée dans l'église ; ce sera *le banc de l'œuvre :* il sera placé devant la chaire, autant que faire se pourra. Le curé ou desservant aura, dans ce *banc*, la première place, toutes les fois qu'il s'y trouvera pendant la prédication. »

Cette disposition du *banc de l'œuvre* devant la chaire ne peut guère avoir lieu que dans les grandes églises; elle aurait souvent des inconvénients dans la plupart des autres. Dans ce cas, le curé peut désigner pour *banc de l'œuvre*, le plus rapproché de l'appui de communion, du côté de l'Epître, ou, à défaut, du côté de l'Evangile.

Si, dans ce cas, le *banc* désigné par le curé pour *banc de l'œuvre* renfermait quelques places concédées à vie moyennant un capital une fois payé, le conseil de fabrique pourrait proposer aux concessionnaires d'accepter en échange, soit le remboursement du capital versé, soit d'autres places à leur choix parmi celles qui seraient vacantes. Dans tous les cas, il ne doit plus être fait de concessions de places dans le *banc de l'œuvre*, de manière que les fabriciens puissent l'occuper, si ce n'est immédiatement, du moins au fur et à mesure des vacances.

C'est dans *le banc de l'œuvre* que le maire doit, comme fabricien, avoir sa place ordinaire, sans préjudice de celle qu'il occupe, comme autorité civile, dans les cérémonies religieuses recommandées par le gouvernement. (*Voyez* PLACES DISTINGUÉES, AUTORITÉS, CÉRÉMONIES RELIGIEUSES.)

Les *bancs d'œuvre* qui, par leur destination, font corps avec les cathédrales et en sont des parties intégrantes, ne peuvent être changés sans l'autorisation du ministre. (*Circulaire du* 25 *juillet* 1848.)

« On trouve dans chaque église, dit M. de Puibusque, ce qu'on appelle *le banc de l'œuvre*, sur lequel se placent d'ordinaire les autorités, les marguilliers et même des personnes notables, au nombre desquelles les membres du bureau de bienfaisance se trouvent d'autant plus naturellement qu'ils ont le droit de quêter à l'église pendant les offices. »

M. l'abbé Prompsault, qui signale cette erreur, n'a pas voulu la laisser passer sans la relever. Il a raison, car, ni les *autorités*, ni les *personnes notables*, ni les *membres du bureau de bienfaisance* n'ont droit d'y siéger. Ce *banc* de distinction est exclusivement réservé aux membres du conseil de fabrique et aux marguilliers d'honneur, là où il y en a. Le maire ne peut y prendre place qu'en sa qualité de membre de droit du conseil de fabrique.

Les membres des bureaux de bienfaisance ne peuvent, pas plus que les autres paroissiens, avoir un *banc* ou une place gratuite dans l'église. La loi n'a réservé ce privilége qu'aux marguilliers et fabriciens.

§ II. *Différents modes d'exploitation des* BANCS *d'église.*

Il existe trois moyens légaux d'exploiter les *bancs* d'église. On peut les affermer, les mettre en régie (*art.* 66 *du décret de* 1809), et enfin

les concéder à perpétuité, à vie, ou par bail d'une ou de plusieurs années.

Affermer les *bancs*, c'est les louer à un ou à plusieurs individus qui les sous-louent aux paroissiens, moyennant une redevance payable par année, par mois, par dimanche ou par chaque office. Ainsi, la fabrique perçoit un fermage de la location des *bancs* comme d'un bien rural exploité par un fermier.

Si une fabrique croyait devoir adopter ce genre de location, qui n'a rien d'illégal, dit M. Dieulin (1), elle devrait tarifer le prix des *bancs* pour l'année, pour chaque dimanche ou pour chaque office, afin que les fermiers ne fissent pas payer aux sous-locataires une redevance trop élevée et trop onéreuse, qui pourrait devenir une cause de désertion des offices religieux pour les paroissiens. Il est d'usage, dans les paroisses de ville, qu'on afferme les chaises; mais il est rare de voir affermer les *bancs* qui sont d'une location facile. (Voyez ci-après le § VIII.)

Mettre les *bancs* en régie, c'est préposer une ou plusieurs personnes à leur exploitation pour le propre compte de la fabrique; ces personnes prélèvent alors, à chaque office, le prix fixé par le conseil pour l'occupation des *bancs*.

Nous ne parlerons pas plus amplement de ces deux moyens d'exploitation, qui sont peu usités dans la généralité des paroisses de France; mais nous entrerons dans de grands détails pour les concessions perpétuelles, à vie, ou par bail d'une ou plusieurs années.

§ III. *Concessions perpétuelles de* BANCS.

La concession perpétuelle d'un *banc* ne peut être accordée qu'à celui qui aurait entièrement bâti une église ou qui en serait donateur ou bienfaiteur. C'est ce que statue en ces termes l'art. 72 du décret du 30 décembre 1809 : « Celui qui aurait entièrement bâti une église, pourra retenir la propriété d'un *banc* ou d'une chapelle pour lui et sa famille, tant qu'elle existera.

« Tout donateur ou bienfaiteur d'une église pourra obtenir la même concession, sur l'avis du conseil de fabrique, approuvé par l'évêque et par le ministre des cultes. »

Dans beaucoup de localités, ces expressions, *pour lui et sa famille*, sont interprétées comme conférant le droit de jouissance successive du *banc* à tous les parents, héritiers ou successeurs du constructeur propriétaire ou du concessionnaire. Il en résulte que les fabriques, après la mort de ces propriétaires ou concessionnaires, laissent, non-

(1) *Guide des curés*, 3e *édit.*, pag. 98.

seulement leurs enfants, mais leurs frères et sœurs, leurs neveux, et souvent les parents plus éloignés qui ont été appelés à leur succéder, jouir, sans rétribution, des *bancs* dont il s'agit.

Cette interprétation extensive des termes de l'article 72 du décret est tout à fait inexacte; elle constitue un abus préjudiciable aux intérêts des fabriques, et qu'il importe, par conséquent, de faire cesser partout où il existe. Par le mot *famille*, le législateur n'a entendu que les enfants et descendants. Etendues à d'autres parents, les réserves et concessions arriveraient à une durée qui présenterait beaucoup d'inconvénients (1).

Du reste, c'est en ce sens que la jurisprudence ministérielle a toujours appliqué l'article 72 précité. Or, ici, l'interprétation de l'administration ne saurait être contestée, car les concessions devant être approuvées par le ministre, il appartient à ce ministre de déterminer ce qu'il a entendu et ce qu'il entend accorder.

Nulle disposition des lois nouvelles, dit Carré (2), n'exprime formellement que le *banc* retenu par le fondateur, ou concédé à un donateur ou bienfaiteur, sera placé dans le chœur ou sanctuaire. Néanmoins, le fondateur pouvant retenir la propriété du *banc*, il semble libre de le placer dans le chœur, comme il en avait autrefois le privilége incontestable; mais les donateurs ou bienfaiteurs devant obtenir concession, les marguilliers nous semblent libres de ne l'accorder que sous la condition que le *banc* sera placé dans la nef. Dalloz, n° 19, est du même sentiment.

La fabrique n'est autorisée à faire une concession de *banc* dans l'église à une personne qui a obtenu ce privilége pour elle et sa famille, tant qu'elle existera, qu'à la charge, par les concessionnaires de ne pouvoir céder ni transporter la jouissance dudit *banc*. (*Arrêté du ministre des cultes du* 21 *octobre* 1831.)

Toutes les autres concessions de *bancs* faites à perpétuité par une fabrique sont nulles; mais cette nullité ne peut être prononcée que par les tribunaux : l'autorité administrative doit se borner à refuser son approbation. Cependant, des concessions ainsi frappées de nullité ne font pas obstacle à ce qu'il soit immédiatement procédé à de nouvelles concessions des mêmes *bancs*, régulièrement autorisées. Un avis du conseil d'Etat, du 31 décembre 1837, l'a ainsi décidé dans l'espèce suivante :

Une nouvelle église ayant été construite à Sennecey-le-Grand, diocèse d'Autun, en remplacement de celle qui avait servi précédem-

(1) L'interprétation que nous donnions à l'art. 72 du décret, dans notre première édition, a été confirmée par la décision ministérielle du 15 décembre 1849, rapportée ci-après, page 427.

(2) *Traité du gouvernement des paroisses*, n° 281.

ment au service paroissial, le conseil de fabrique vota la construction et l'amodiation des *bancs* à placer dans le nouvel édifice.

L'intention de la fabrique avait été de concéder la jouissance de ces *bancs* moyennant un capital et une redevance annuelle. Cette redevance devait servir aux besoins ordinaires de l'établissement, et le montant des capitaux payés pour prix d'adjudication était destiné à couvrir les dépenses occasionnées par la construction des *bancs*, etc. Dans les affiches et annonces, la double condition imposée par le conseil de fabrique fut exprimée, mais le cahier des charges omit de faire mention de la redevance annuelle. Cependant, les adjudicataires des *bancs* ne se prévalurent pas d'abord de cette omission ; ce ne fut que plus tard que quelques-uns d'entre eux l'invoquèrent à l'appui de leur refus de payer le prix annuel de jouissance.

Le recours aux voies de droit, pour forcer ces refus, donna lieu au comité consultatif de l'arrondissement d'examiner la régularité des opérations du conseil de fabrique, et ce comité reconnut que les adjudications de *bancs* étaient nulles, comme faites contrairement aux prescriptions du décret du 30 décembre 1809.

Pour sortir de ces irrégularités, et se procurer en même temps les ressources nécessaires au payement des indemnités qui devaient être la conséquence de l'annulation des concessions antérieures, le conseil de fabrique demanda au ministre des cultes : 1° de déclarer les adjudications de *bancs* nulles et comme non avenues; 2° d'autoriser la fabrique à procéder, par voie d'adjudication aux enchères publiques, à de nouvelles concessions à vie; 3° d'autoriser l'emprunt d'une somme de 5,000 francs pour aider à indemniser les adjudicataires dépossédés.

Le ministre de la justice et des cultes, après avoir pris l'avis de l'évêque d'Autun et du préfet de Saône-et-Loire, pensa que les concessions à perpétuité faites par la fabrique de Sennecey-le-Grand, sans l'autorisation préalable prescrite par le décret du 30 décembre 1809, étaient évidemment nulles, mais qu'il appartenait exclusivement aux tribunaux de prononcer la nullité ou la validité des actes passés au nom des établissements publics, qui rentrent, sous ce rapport, dans le droit commun; que le gouvernement n'était pas, dès lors, compétent pour statuer sur la première demande du conseil de fabrique.

Cette considération ne semblait pas toutefois s'opposer à ce qu'il fût passé outre quant aux autres propositions; car il était présumable, d'une part, qu'il ne serait point élevé de difficulté par les concessionnaires dépossédés de fait, et, d'autre part, un seul jugement devait suffire pour faire renoncer à toutes autres prétentions.

Mais si, par sa seconde demande, le conseil de fabrique, en sollicitant d'être autorisé à procéder à l'adjudication des *bancs* aux en-

chères, paraissait avoir choisi le mode le mieux approprié aux circonstances de l'espèce, il restait à examiner si ce mode de procéder était conforme aux dispositions du décret du 30 décembre 1809.

Ce décret, en effet, ne parle nullement, relativement aux concessions de *bancs*, d'adjudications aux enchères, mais uniquement de demandes de concessions à adresser au bureau des marguilliers, qui doit, après les affiches et publications prescrites, accorder la préférence à l'offre la plus avantageuse.

Néanmoins, le ministre des cultes a pensé que le conseil de fabrique était libre de substituer la voie des enchères à celle des soumissions. Le ministre s'est fondé sur ce que le but que le décret s'était proposé était de garantir et de favoriser les intérêts des fabriques, et sur ce que la mise en adjudication aux enchères ne les favorisait pas moins que la mise en adjudication par soumissions. S'agissant d'ailleurs, dans l'espèce, de l'adjudication de la totalité des *bancs* de l'église, le ministre faisait observer que le mode choisi par le conseil de fabrique était le seul praticable.

Quant à l'emprunt de 5,000 francs que le conseil demandait à contracter, il ne suffisait pas d'autoriser la fabrique à procéder à de nouvelles concessions; il fallait lui assurer les ressources nécessaires pour faire face aux dépenses qu'elle aurait à supporter, et notamment au remboursement des adjudicataires déchus. De plus, la fabrique ne pouvait trouver ces ressources que dans un emprunt que l'excédant de ses revenus éteindrait bientôt.

En conséquence, sur le rapport du ministre et l'avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, est intervenue l'ordonnance suivante :

ORDONNANCE *du roi, du* 31 *décembre* 1837.

« LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,

« Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la justice et des cultes;

« Le comité de l'intérieur de notre conseil d'Etat entendu,

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. N'est pas approuvée l'adjudication des *bancs* de l'église de Sennecey-le-Grand, faite le 12 février 1832, sans notre autorisation, contrairement aux dispositions des articles 68 et 71 du décret du 30 décembre 1809.

« La fabrique de Sennecey-le-Grand est autorisée : 1° à procéder, par voie d'adjudication aux enchères publiques, à la concession à vie des *bancs* de ladite église, aux clauses et conditions exprimées dans sa délibération du 10 avril 1836 et dans le cahier des charges adopté le même jour; 2° à emprunter à un taux qui ne pourra dépasser cinq pour cent une somme de cinq mille francs destinée à aider au payement des indemnités dues aux anciens concessionnaires de *bancs*. »

Les droits que, dans l'ancienne législation, on accordait aux fon-

dateurs ou patrons des églises, sur des *bancs* réservés dépendant de ces édifices, ont été abolis par les lois des 2 novembre 1786, 12 juillet 1790 et 20 avril 1791. Ainsi, une décision du 21 thermidor an XIII (le 9 août 1805) porte que les anciens propriétaires de *bancs* n'ont pas le droit de faire revivre ces anciennes servitudes, à moins qu'ils ne les acquièrent par un nouveau titre de concession. C'est également ce qui a été jugé par arrêt de la Cour de cassation du 1er février 1805.

Nous devons faire remarquer, avant de terminer ce paragraphe, que toute concession qui aurait été faite par un conseil de fabrique à perpétuité, ou pour un temps plus long que la vie, sans une ordonnance royale, est frappée de nullité, qu'elle ait eu lieu avant ou depuis la promulgation du décret de 1809. Ainsi, une famille ne peut prétendre à la jouissance perpétuelle d'un *banc*, sous le prétexte qu'elle l'aurait acquis à perpétuité, ou construit à ses frais. Présentât-elle un titre d'acquisition avec la clause formelle de posséder ce *banc* à perpétuité pour elle et ses descendants, ce titre n'en serait pas moins radicalement nul, s'il n'était pas intervenu une ordonnance ou un décret autorisant cette concession perpétuelle.

MODÈLE *d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession à la famille.*

L'an mil huit cent...

Le conseil, vu la demande présentée par M. N... à l'effet d'obtenir pour lui et sa famille, tant qu'elle existera, la concession d'un *banc* dans l'église paroissiale;

Vu l'article 72 du décret du 30 décembre 1809 ;

Considérant que M. N... par ses libéralités en faveur de la fabrique, notamment par la donation qu'il lui a faite le ...., d'un capital de .... francs, a mérité le titre de bienfaiteur de cette église;

Est d'avis à l'unanimité d'accorder à M. N.... la concession pour lui et sa famille, tant qu'elle existera, du *banc* de l'église portant le numéro.... à charge par ladite fabrique de le réparer et reconstruire toutes les fois que cela sera nécessaire.

Monseigneur l'évêque du diocèse est prié d'approuver la présente délibération et de la présenter à l'homologation de M. le ministre des cultes.

Fait et délibéré à .... les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

Il résulte de la lettre suivante que le droit de *banc*, à la mort du donateur, ne s'étend point indéfiniment à ses héritiers en ligne collatérale, et que si ce donateur n'a laissé aucun descendant, le *banc* doit faire retour à la fabrique. (*Voyez* BIENFAITEUR.)

La concession dont il est question dans l'art. 72 du décret de 1809 n'est point une concession perpétuelle proprement dite; c'est une concession de *famille*. Il n'y aurait pas lieu, par conséquent, de l'accorder à celui qui la réclamerait pour lui et ses *ayant-cause*, cette dernière clause n'étant pas de nature à être approuvée. (*Avis du comité de l'intérieur du 24 novembre* 1838.)

LETTRE *de M. le ministre des cultes à Mgr l'évêque de Luçon sur l'interprétation de l'article* 72 *du décret du* 30 *décembre* 1809.

Paris, ce 15 décembre 1849.

Monseigneur,

« Vous m'avez fait l'honneur de m'informer par votre lettre du 9 novembre dernier que l'ancienne église de Saint-Maurice-des-Noues a été rendue à sa destination originaire par suite d'une donation faite par la dame Berlouin et dont l'acceptation aurait été autorisée par ordonnance royale du 28 août 1835. Vous ajoutez qu'aux termes de cette ordonnance, la jouissance d'un *banc* de six places dans l'église était concédée à la dame Berlouin pour elle et les *siens*.

« Comme la concessionnaire est décédée et qu'elle n'a laissé que des héritiers en ligne collatérale, vous me demandez si ceux-ci peuvent ou non prétendre à la jouissance du *banc* dont il s'agit.

« Il résulte de recherches qui ont été faites dans les bureaux de l'administration des cultes, qu'on n'y a trouvé aucune trace de l'ordonnance précitée du 28 août 1835, mais l'examen du dossier de cette affaire n'est point indispensable pour la solution de la question que vous m'avez soumise.

« En principe, il ne devait être établi aucune distinction dans les églises; cependant, comme les fabriques étaient pauvres et qu'il était nécessaire d'encourager les fidèles à augmenter leurs ressources, une disposition du décret du 30 décembre 1809 (art. 72), autorisa dans ce but les concessions de *bancs* et de chapelles en faveur des donateurs ou bienfaiteurs des églises; elle étendit même les effets des concessions aux *familles* des donateurs.

« Ainsi, il ne suffit pas d'être parent et héritier d'un concessionnaire de *banc* ou de chapelle pour avoir droit à la même jouissance après son décès; il faut encore faire partie de sa famille. On ne doit comprendre dans le mot *famille* que les enfants et les descendants du donateur. C'est dans ce sens que l'article 72 a toujours été interprété par les ministres, successivement chargés de l'administration des cultes, auxquels le décret de 1809 a conféré le droit d'approuver les concessions exceptionnelles dont il s'agit.

« Je crois devoir adopter leur opinion. En conséquence, je pense que la concession d'un *banc* dans l'église de Saint-Maurice-des-Noues, faite à madame Berlouin et *aux siens*, ne doit pas s'étendre indéfiniment à ses héritiers en ligne collatérale, et qu'ainsi la jouissance de ce *banc* doit faire retour à la fabrique.

« Agréez, etc. « DE PARIEU. »

§ IV. *Imprescriptibilité des* BANCS.

Si un particulier prétendait se regarder comme propriétaire d'un *banc* à titre de possession annale, ou de prescription, la fabrique se-

rait en droit de le débouter de ses prétentions. Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 1er décembre 1823, statue qu'un *banc* d'église ne peut être l'objet d'une action possessoire après an et jour, ni même s'acquérir par prescription, parce qu'une église, aux termes de l'article 2226 du Code civil, est hors de commerce, et conséquemment imprescriptible, il en est de même du *banc*, partie intégrante de l'église. Il ne peut donc être prescrit. En règle générale, pour avoir droit à la propriété d'un *banc*, il faut justifier d'un titre de concession en bonne et due forme.

Les concessionnaires ne peuvent donc point acquérir la propriété de ces *bancs*, quelle que soit la durée de leur jouissance. (*Arrêts de la Cour de cassation du* 18 *juillet* 1838, *et de la cour de Limoges du* 24 *août de la même année.*)

Cette règle est applicable alors même que le locataire ou concessionnaire a construit lui-même le *banc* à ses frais. D'ailleurs pour que le concessionnaire pût changer la destination du *banc* par lui construit et en disposer comme propriétaire, il faudrait que l'acte de concession lui donnât cette faculté par une clause expresse et suffisamment motivée sur un bienfait ou une donation au profit de la fabrique. (*Décision ministérielle du 7 février* 1815.)

Dans plusieurs paroisses, à la mort du père et de la mère, les enfants se mettent en possession du *banc*, suivant une ancienne coutume qu'autorisaient certains règlements d'avant la révolution (1), et donnent à la fabrique une petite somme d'argent, et quelquefois une minime rétribution annuelle.

En principe, cette occupation du *banc*, comme en vertu d'un droit, est nulle, et la prescription ne pouvant pas être invoquée, la fabrique est en droit de revendiquer la place et de la mettre aux enchères. Mais il est à craindre que cette manière de procéder ne jette la perturbation dans les paroisses où cet usage est suivi, et, à moins de circonstances particulières, les fabriques, dit Mgr Paysan, évêque d'Angers, doivent préférer le calme et la tranquillité à un petit accroissement de revenu. De plus, si la fabrique, en acceptant, après le décès du premier locataire, une somme convenue, en sus d'une rétribution annuelle, avait donné au nouveau preneur la jouissance de la place, elle lui aurait ainsi fait une concession, et ne pourrait plus exercer d'action. Car nous devons faire observer qu'il n'est pas nécessaire, pour le locataire, d'un titre de concession par écrit; une concession, même verbale, peut faire titre, et souvent ces sortes d'occupations remontent à des époques très-reculées; il est difficile

(1) Entre autres, le règlement du 2 avril 1737, pour la fabrique de Saint-Jean-en-Grève, art. 33.

aux membres actuels de la fabrique de connaître bien exactement comment et par quel droit l'occupation a eu lieu.

En donnant aux conseils de fabriques ces règles de prudence pour les concessions anciennes et douteuses, nous devons du moins les avertir qu'il ne faut plus ainsi procéder à l'avenir, et qu'au fur et à mesure des extinctions, il faut mettre les *bancs* en adjudication, conformément aux règles prescrites par le décret du 30 décembre 1809, et tenir régulièrement des registres conformes au modèle que nous donnons au paragraphe XVIII ci-après.

§ V. *Les concessions de* BANCS *faites antérieurement au décret du 30 décembre 1809 sont invalides.*

Les concessions de *bancs* faites avant 1809 sont nulles, parce qu'il n'existait alors aucun acte législatif, émané de l'autorité civile qui permît ces sortes de concessions. Les fabriques qui existaient à cette époque, établies par l'autorité des évêques seulement, n'avaient aucune capacité légale pour concéder des *bancs* à vie, et encore moins à perpétuité. Elles ne pouvaient tout au plus que faire des locations de *bancs* pour trois, six ou neuf années, conformément aux règles établies pour les baux. C'est le décret du 30 décembre 1809 qui donna une constitution légale aux fabriques et qui abrogea, par le fait même, tous les règlements qui avaient été faits depuis 1801. Ainsi, il n'y a de valables que les concessions faites depuis le décret de 1809 et selon les formalités prescrites par ce décret. Toutes les concessions qui auraient été faites, depuis cette époque, aux héritiers directs des anciens concessionnaires, comme on en voit des exemples dans certaines paroisses, seraient également nulles. Le gouvernement a souvent décidé que toutes les concessions faites avant le décret du 30 décembre 1809 sont invalides, comme on le voit par les lettres ministérielles suivantes.

M. Prompsault ne partage point cet avis : « Le *Courrier des communes*, M. Vuillefroy et M. l'abbé André, dit-il (1), sont par conséquent dans l'erreur, lorsqu'ils prétendent que les concessions de *bancs* faites antérieurement au décret du 30 décembre 1809, sont nulles. « Le gouvernement, selon lui, a simplement décidé que celles « de ces concessions qui n'avaient pas été *régularisées* d'après le « décret du 30 décembre 1809 ne sauraient être *reconnues*. Il a « supposé *irrégulières* les concessions antérieures à l'année 1810, « parce qu'il ne savait pas comment les choses s'étaient passées « (c'est beaucoup dire); mais il n'a pas osé déclarer qu'elles étaient « nulles. Il a simplement décidé qu'on ne pouvait pas les *reconnai-*

(1) *Dictionnaire raisonné*, tom. 1er, col. 475.

« *tre;* décision plus prudente, et que malgré cela nous ne pouvons « pas admettre, les concessions de *bancs* faites par des fabriques or- « ganisées en vertu de l'article organique 76, et conformément à « un règlement approuvé par le gouvernement, ne nous paraissant « pas susceptibles d'être annulées par cette seule raison qu'elles « ont été faites avant l'apparition du décret du 30 décembre 1809. »

Il est bien certain que les fabriques avaient des droits et qu'elles pouvaient concéder légitimement des *bancs* et des places dans les églises, comme le dit M. Prompsault, avant la promulgation de ce fameux décret que nous sommes loin d'approuver, mais auquel il faut bien se conformer. Telle n'est pas la question : il s'agit de savoir si le gouvernement regarde comme légales les concessions faites avant l'année 1810. Or, il est évident, de l'aveu même de M. Prompsault, que le gouvernement ne veut pas *reconnaître* ces concessions, qu'il les regarde comme *irrégulières*, et qu'il veut que, pour jouir d'une place dans l'église, on ne puisse l'obtenir qu'au *moyen d'une concession nouvelle*, faite dans les formes déterminées par le décret de 1809. Donc, s'il en est ainsi, nous n'avons pas commis une bien grande *erreur* en déclarant que les concessions dont nous parlons sont *nulles*, puisque le gouvernement ne veut pas les *reconnaître*, qu'il les regarde comme *irrégulières* et qu'il exige qu'elles soient refaites.

M. Vuillefroy (1) enseigne que « nul aujourd'hui ne peut posséder un *banc* dans une église que par l'effet d'une concession nouvelle faite dans les formes prescrites par le décret du 30 décembre 1809 ; » et il cite les termes mêmes de la décision ministérielle du 28 juin 1825. « Il ne saurait en être autrement, ajoute-t-il, car les anciennes concessions étaient éteintes, et de l'an X au décret de 1809, les concessions nouvelles n'étaient pas encore autorisées; celles qui auraient été faites dans cet intervalle seraient donc radicalement nulles. »

Mgr Affre partage la même opinion. « Une concession à perpétuité, dit-il (2), faite postérieurement à la révolution, et antérieurement au décret de 1809, est devenue caduque, si le concessionnaire n'a pas rempli les formalités voulues par ce décret, pour les concessions perpétuelles. »

D'un autre côté, M. l'abbé Gouyet (3) prétend que « nous avons tort d'avancer qu'avant 1809 il n'existait aucun acte législatif, émané de l'autorité civile, qui permît les concessions de *bancs*. Le décret du

(1) *Traité de l'administration du culte catholique*, pag. 314.

(2) *Traité de l'administration temporelle des églises*, pag. 154.

(3) *Mélanges de droit civil ecclésiastique*, ou *Examen critique de l'ouvrage* intitulé : COURS ALPHABÉTIQUE, etc. — *Vérité* du 16 septembre 1866, tom. XI, pag. 781.

18 mai 1806, ajoute-il, que nous trouvons dans le *Cours* même *de la législation civile ecclésiastique* est explicite sur ce point. »

Ce décret ne nous paraît pas le moins du monde *explicite* sur ce point, car après avoir statué, art. 1er, que « les églises sont ouvertes gratuitement au public, et qu'en conséquence, il est expressément défendu de rien percevoir dans les églises à leur entrée, de plus que le prix des chaises, sous quelque prétexte que ce soit, il ajoute, art. 2, que les fabriques pourront louer des *bancs* ou des chaises, suivant le tarif qui a été ou sera arrêté, et les chapelles de gré à gré. » Or, *louer* des *bancs* suivant un *tarif arrêté*, comme on loue des chaises, n'est point faire une concession de *bancs* telle qu'elle se fait maintenant et conformément aux formalités voulues. Le ministre des affaires ecclésiastiques, dans sa lettre du 28 juin 1825, rapportée ci-après, page 433, le comprenait bien ainsi lorsqu'il déclarait qu'antérieurement au décret du 30 décembre 1809, il n'*existait aucune loi* pour déterminer les formalités à remplir, puisque ce n'est que ce décret qui a tracé la marche à suivre, et déterminé les conditions requises pour devenir *régulièrement concessionnaire de banc*.

M. Gouyet prétend en second lieu que « les concessions de *bancs* dans les églises, consenties postérieurement à leur restitution au culte, mais antérieurement au décret du 30 décembre 1809, ne sont point nulles par cela seul qu'elles n'ont pas été régularisées conformément aux dispositions de ce décret. » Il avoue d'abord que, jusqu'à ces derniers temps, l'administration des cultes s'est constamment prononcée dans le sens de la nullité de ces concessions et que le ministre des cultes a encore donné la même décision à l'évêque du Mans le 25 août 1852. Puis il déclare, sans en donner les motifs, que cette jurisprudence ne reposait sur aucune raison solide. Il cite ensuite, à l'appui de son sentiment, un arrêt de la Cour de cassation du 30 juillet 1855 qui prouve le contraire et qui a été rendu dans les circonstances suivantes :

L'église de l'ancienne paroisse de Saint-Ouen de Mimbré avait été vendue nationalement pendant la révolution, elle fut achetée par un sieur Lemarchand. Plus tard la dame de Mimbré racheta du sieur Lemarchand cette ancienne église, puis, par un acte authentique du 16 juin 1809, peu de mois, par conséquent, avant la promulgation du décret du 30 décembre 1809, sur les fabriques, elle en fit donation à la commune de Saint-Ouen de Mimbré. Cette donation était faite par la donatrice « sous la réserve de trois *bancs* dans ladite église pour toujours et à jamais, tant pour elle que pour ses successeurs, propriétaires de la maison et terre de Mimbré seulement. » Le maire de la commune de Saint-Ouen, autorisé à cet effet, par un décret impérial du 24 mars 1809, accepta cette donation dans les termes et sous les charges y exprimées.

En 1854, les trois *bancs* réservés par la donation de 1809, ayant été dégarnis de leurs planches et de leurs appuis, Mme de Coulonges, nièce de la donatrice, introduisit contre la fabrique de la paroisse de Saint-Ouen de Mimbré une action tendant à ce qu'il lui fut fait défense de ne plus, à l'avenir, troubler la demanderesse dans la propriété, possession et jouissance, qu'en vertu de la donation de 1809, elle avait desdits *bancs*, comme successeur de Mme de Mimbré, sa tante, et comme propriétaire des terre et maison de Mimbré.

La fabrique de la paroisse de Saint-Ouen de Mimbré conclut à la non-recevabilité et au mal fondé de cette action; mais contrairement à ces conclusions de la fabrique, le tribunal de Mamers rendit, le 15 mai 1854, un jugement qui déclare la dame de Coulonges bien fondée dans sa demande.

Appel de ce jugement devant la cour impériale d'Angers. Mais la fabrique ne s'étant pas fait autoriser à plaider en appel, lorsque l'affaire est venue à l'audience, elle s'est abstenue de conclure et de plaider, et par suite la cour, le 29 novembre 1854, en donnant défaut contre l'appelant, a confirmé purement et simplement le jugement attaqué.

La fabrique s'est alors pourvue en cassation contre cet arrêt. Mais la cour suprême a statué en ces termes :

« Sur le troisième moyen : Attendu que la législation de 1789 à 1791 n'a eu pour but que de supprimer tous les droits féodaux, seigneuriaux ou de patronage qui étaient exercés en vertu d'anciens titres ou d'anciens usages dans les églises; mais que la loi du 13-20 avril 1791, par son article 20, a suffisamment fait connaître qu'elle n'entendait en aucune façon prohiber les conventions qui pourraient être faites entre les administrateurs des églises et les particuliers, relativement aux concessions de *bancs*; qu'ainsi lesdites concessions sont demeurées licites comme dérivant du droit commun; que cet état de la législation a régi les conventions de cette nature, depuis la loi de 1791 jusqu'au décret du 30 décembre 1809, sans que les dispositions de ce décret puissent en aucune façon réagir, soit quant au fond, soit quant à la forme, sur les concessions qui ont été faites ou les faits qui se sont passés antérieurement audit décret, et notamment comme dans la cause, sur des faits pleinement consommés du mois de mars 1809 au mois de juin de la même année.... »

Il nous paraît évident que, dans l'espèce, il ne s'agit pas d'une concession de *bancs* qui eut besoin d'être ratifiée par des formalités légales comme celles dont parlent les décisions ministérielles; mais il s'agit ici d'une donation faite par *acte authentique* avec des conditions spéciales et approuvée par décret impérial, d'un contrat synallagmatique qui, comme tout contrat, lie les deux parties, d'une convention entre les administrateurs de l'église duement autorisés à

cet effet et la donatrice, convention licite comme dérivant du droit commun et que le décret du 30 décembre ne pouvait atteindre. Il ne nous paraît pas moins certain que la jurisprudence du ministère des cultes reste la même, et que, même depuis l'arrêt ci-dessus de la Cour de cassation, toute concession de *bancs* faite antérieurement au décret de 1809, et qui n'aurait pas été ratifiée d'après les formalités prescrites par ce décret, devrait être regardée comme nulle.

LETTRE MINISTÉRIELLE *du* 10 *mars* 1819, *qui décide que les biens rendus aux fabriques ont été restitués libres de toute charge, quoique les anciens droits créés, à raison de ces biens, soient annulés.*

« Monsieur le préfet,

« Vous m'aviez présenté la question de savoir si les héritiers d'un ancien propriétaire de *bancs* dans une église, sont tenus au payement de la rente créée en retour de la concession, lorsque la jouissance de ce *banc* leur est refusée.

« Par les lois de 1789 et 1790, et par les lois postérieures jusqu'au concordat de 1801, tous les biens ecclésiastiques ont été réunis au domaine de l'État. En vertu du concordat, les églises ont été rendues à l'exercice de la religion, affranchies de toutes leurs anciennes charges, et les biens ont continué à appartenir au domaine postérieurement; et le 7 thermidor an XI, un arrêté a rendu aux fabriques leurs biens non aliénés, mais sans qu'elles soient tenues d'en acquitter leurs anciennes charges.

« Elles acquittent seulement les services religieux fondés sur les biens à elles rendus (sauf à les réduire, d'après les statuts et règlements de chaque diocèse).

« Le décret du 30 décembre 1809 fixe, à partir de l'article 66 jusqu'à l'article 73 inclusivement, les règles d'après lesquelles les concessions de *bancs* et autres peuvent avoir lieu; toute concession qui n'aurait pas été régularisée d'après ce décret, ne saurait être reconnue.

« Il résulte de cette législation : 1° Que les anciens droits revendiqués, touchant ces concessions dans les églises, sont annulés, sans que les rentes créées à raison de ces concessions puissent être éteintes; 2° que, pour jouir d'une place dans une église, on ne peut l'obtenir qu'au moyen d'une concession nouvelle, ainsi que le prescrit le décret du 30 décembre 1809.

« Recevez, etc.

« Le comte DE CASES. »

LETTRE *du ministre des affaires ecclésiastiques, sur les concessions de bancs faites avant le* 30 *décembre* 1809.

Paris, le 28 juin 1825.

« Monseigneur,

« Vous me faites l'honneur, par votre lettre du 6 de ce mois, de me demander que j'approuve la conduite tenue jusqu'à présent par l'évêché d'Amiens, au sujet des concessions de *bancs* dans les églises.

« J'admets, sans modifications, les principes que vous développez ; en voici les motifs :

« A l'égard des concessions faites antérieurement au décret du 30 décembre 1809

époque à laquelle il n'existait aucune loi pour déterminer les formalités à remplir, il n'est pas douteux qu'elles ont dû être considérées comme nulles, puisque ce n'est que ce décret qui a tracé la marche à suivre, et déterminé les conditions requises pour devenir régulièrement concessionnaire de *banc*.

« Avant lui, l'on ne pouvait invoquer aucune disposition qui permît de prétendre à des distinctions dans les paroisses, où le principe d'entière égalité entre tous les paroissiens était seul reconnu par le gouvernement, sans exception aucune.

« J'adopte donc, ainsi que vous en exprimez le désir, la jurisprudence qui existait sur cette question, et d'après laquelle les ministres successifs de l'intérieur (1) ont toujours décidé que toute concession de *banc*, qui n'aurait pas été régularisée d'après le décret du 30 décembre 1809, ne saurait être reconnue ; que, pour jouir d'une place dans une église, on ne peut l'obtenir qu'au moyen d'une concession nouvelle, et qu'il ne doit exister d'autres concessions, soit par bail, soit par prestation annuelle, soit à perpétuité, que dans les formes déterminées par ce décret, articles 68-73 inclusivement.

« Quant aux prétentions qui seraient élevées par le corps d'habitants d'une paroisse qui aurait fait construire l'église, de jouir chacun d'un *banc* dans cette église, elles ne pourraient être accueillies. En effet, si le décret accorde la jouissance d'un *banc* ou d'une chapelle à *celui* qui aurait entièrement bâti une église, ou qui en aurait été bienfaiteur, il ne parle que d'un bienfaiteur et d'un seul *banc*, il est donc évident que, si la construction de l'église avait eu lieu au moyen de souscriptions volontaires ou d'une imposition qui aurait pesé sur la généralité des habitants, chacun de ces habitants ne pourrait prétendre à la jouissance d'un *banc*.

« Il convient encore de distinguer le bienfait, don libre, qui est un titre à la reconnaissance, des sacrifices faits en commun et dans l'intérêt de tous ceux qui les supportent, et lorsque d'ailleurs la charge leur en est imposée.

« Vous agirez donc toujours régulièrement, Monseigneur, en prescrivant, ainsi que vous l'avez fait jusqu'ici, l'exécution des dispositions du décret du 30 décembre 1809, relative aux concessions dans les églises. »

§ VI. *Si la fabrique peut concéder un* BANC *pour la vie du concessionnaire et celle de ses enfants.*

L'usage, et cet usage est conforme à la loi, permet de faire des concessions de *bancs* à des chefs de famille, pour eux et leurs familles. Autrefois même, sous l'ancien droit, les femmes veuves, tant qu'elles restaient dans l'état de viduité, jouissaient de la concession des *bancs* faite à leur mari, de la même manière qu'il en jouissait lui-même. Les anciens règlements portaient à cet égard ce qui suit : « Jouiront néanmoins les veufs ou veuves pendant leur vie,
« de la concession faite aux conjoints, et ce, sans reconnaissance ;
« et à l'égard des enfants, ils seront préférés après la mort de leurs
« père et mère, pour occuper les places et *bancs* concédés, à la
« charge de payer dans trois mois, après leur décès, la moitié au
« moins de ce qui aurait été donné par les père et mère ; au moyen

(1) *Voyez* ci-dessus, p. 433, la lettre ministérielle du 10 mars 1849.

« de quoi, nouvelle concession leur sera accordée, sinon les places « et *bancs* seront publiés et adjugés ; et seront toutes ces conces- « sions inscrites sur le registre de la fabrique, ainsi que toutes les « autres délibérations. » (*Règlement du* 28 *février* 1756, *art.* 30. — *Autre règlement du* 25 *février* 1763.)

Cependant, si le mari ou la femme n'avaient pas encore été mariés au temps de la concession, ce droit de continuer la jouissance ne passait point au survivant après le décès du concessionnaire ; et lorsque la femme avait acquis le *banc* avec son mari, elle n'était fondée à en jouir, après la mort de celui-ci, que pendant sa viduité; de même, la seconde épouse ne conservait que jusqu'à la mort de son mari la jouissance du *banc* qu'il avait acquis.

Toutes les modifications du principe que le droit de *banc* ne peut passer aux héritiers ni ayant-cause du cessionnaire, ne peuvent plus êtreadmises. Les arrêts, remarque fort bien Carré, n° 286, qui les avaient consacrées n'ont été rendus que pour certaines localités, et aujourd'hui le principe auquel elles dérogent est établi dans un règlement général et obligatoire par tout le royaume. Or, ce règlement n'a fait aucune exception : on doit donc s'en tenir à ses termes, et décider, d'après eux, que la cession ne peut s'étendre non-seulement aux héritiers ou ayant-cause, mais même à l'époux survivant du cessionnaire.

Il est donc indispensable, lorsqu'une personne veut que ses enfants ou son époux ou épouse jouissent, après son décès, du *banc* qu'elle entend acquérir, que ces derniers soient constitués nommément concessionnaires, c'est-à-dire qu'on déclare dans l'acte que la concession est faite tant à cette personne qu'à tel et à tels ou tels, ses enfants ou son conjoint.

Quoique les concessions de *bancs*, faites sur la tête de plusieurs personnes, dit à cette occasion Mgr Affre (1), ne soient pas les plus utiles à la fabrique, cependant elles ne seraient pas nulles. Ainsi un habitant pourrait se faire concéder un *banc* à lui, à sa femme et à ses enfants, pourvu que leurs noms fussent portés dans l'acte de concession, et, dans ce cas, chaque personne portée dans cet acte serait, par conséquent, concessionnaire. Mais comme le droit de chacun de ces individus expire avec la vie, une concession de ce genre serait bien gênante, et nous ne pouvons la conseiller.

§ VII. *Les locations ou concessions de* BANCS, *moyennant une prestation annuelle, n'ont pas besoin d'être approuvées par l'évêque ni par le préfet.*

Les locations ou concessions de *bancs* dans une église, consenties

(1) *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, pag. 228.

par le conseil de fabrique, moyennant une prestation annuelle, n'ont pas besoin d'être approuvées par l'évêque diocésain, ni par le préfet du département. Car il n'existe aucun texte de loi duquel on puisse induire qu'une approbation de ce genre soit nécessaire. Il peut être convenable à la vérité, dans certaines circonstances, que les fabriciens prennent l'avis du supérieur diocésain, mais cette autorisation ne saurait jamais être exigée. Pour celle du préfet, on invoque à tort le principe général que les biens des fabriques doivent être administrés comme les biens des communes, et l'on fait observer que ceux-ci ne peuvent jamais être donnés à bail sans l'autorisation du préfet.

Mais il faut remarquer, répond le *Journal des conseils de fabriques* (1) que le principe sur lequel on voudrait s'appuyer n'a pas été posé dans des termes aussi formels et aussi généraux. La loi n'a point assimilé tous les biens des fabriques aux biens des communes, et elle ne les a point assujettis aux mêmes formes d'administration. L'art. 60 du décret du 30 décembre 1809 porte : « Les maisons et biens ruraux appartenant à la fabrique seront affermés, régis et administrés par le bureau des marguilliers, dans la forme déterminée pour les biens communaux. » Cet article ne parle pas de tous les biens sans exception, mais seulement des maisons et des biens ruraux. En effet, les fabriques possèdent certains biens, certains revenus d'une nature toute spéciale, qui devaient nécessairement être soumis à des formes d'administration particulières.

D'ailleurs, quand même on considérerait l'article 60 précité comme contenant une règle générale, on ne saurait contester que les articles suivants établissent des dérogations et des exceptions à cette règle. Or, l'article 70 renfermerait une semblable dérogation exprimée de la manière la plus claire et la plus formelle. On lit dans cet article : « S'il s'agit d'une concession annuelle, et que le conseil soit d'avis de faire cette concession, sa délibération sera un titre suffisant. »

Il résulte nécessairement de cette disposition que le législateur a voulu que la délibération du conseil fut un titre suffisant, précisément en ce sens, qu'elle n'eût pas besoin d'être revêtue de l'approbation du préfet. Cette interprétation devient surtout inattaquable quand on considère que l'article 70 est placé en opposition avec l'article 71 qui le suit, et dans lequel il est statué que, s'il s'agit d'une concession pour un immeuble ou pour une valeur mobilière une fois payée, il faudra obtenir l'autorisation du préfet ou l'autorisation du gouvernement. Dans ces deux derniers cas, la délibération du conseil de fabrique ne forme pas seule un titre suffisant.

(1) *Tome* II, pag. 89.

La loi n'assujettit donc pas les concessions pour une prestation annuelle à l'autorisation des préfets, et ces fonctionnaires ne sont pas fondés à exiger qu'elles leur soient présentées. Les évêques ne le sont pas davantage.

§ VIII. *Sous-location des* BANCS.

Tous les auteurs pensent que le particulier qui s'est rendu concessionnaire d'un *banc* ou d'une chaise dans une église, ne peut sous-louer ce *banc* ou cette chaise, soit en totalité, soit en partie; mais tous aussi ne font que reproduire cette solution, sans l'appuyer d'aucune raison. C'est ce que font notamment M. Carré (1), M. l'abbé Dieulin (2). Mgr Affre seul (3), motive ainsi son opinion : « Devrait-on regarder comme illégale une sous-location faite par un concessionnaire, lequel sous-loue une ou plusieurs places de son *banc* qui lui sont inutiles ? — Nous pensons qu'une pareille concession est illégale, 1° parce que, d'après le décret du 30 décembre 1809, elle doit être faite par le bureau de la fabrique, avec l'autorisation du conseil, du préfet ou du roi, selon les circonstances ; 2° parce que l'ancien droit n'admettait point ces sortes de concessions ; elles sont prohibées par un arrêt du Parlement de Paris, du 27 mai 1767, dont le dispositif, dit l'abbé de Boyer, peut être regardé comme renfermant une maxime générale (4). »

Mais le *Journal des conseils de fabriques*, t. IX, p. 364, ne trouve pas ces motifs complètement satisfaisants. En ce qui concerne, dit-il, les dispositions invoquées du décret du 30 décembre 1809, aux termes desquelles les concessions de *bancs* et places doivent être faites par le bureau des marguilliers, avec l'autorisation du conseil de fabrique, du préfet ou du roi, ces dispositions ne statuent qu'à l'égard des concessions à opérer par la fabrique, pour en déterminer les formes ; elles sont évidemment tout à fait étrangères au droit que peuvent avoir les concessionnaires de consentir plus tard des sous-concessions, et l'on n'est dès-lors fondé à en tirer aucun argument quant à ces sous-concessions.

Quant aux dispositions de l'ancien droit, indépendamment de ce qu'il n'en existe pas de formelles, et qu'on n'invoque que la jurisprudence, il faudrait savoir sur quels principes reposaient ces dispositions et cette jurisprudence pour démontrer que ces principes ne sont pas contraires à ceux de la législation nouvelle, et que, par

(1) *Traité du gouvernement des paroisses*, n° 285.
(2) *Guide des curés*, p. 50.
(3) *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, p. 316, édit. de 1839.
(4) *Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, t. Ier, p. 157.

suite, ils subsistent encore avec leurs conséquences. Or, c'est ce qui n'est point prouvé.

On s'est encore appuyé sur d'autres raisons, ajoute le *Journal des conseils de fabriques*, pour soutenir que le concessionnaire d'un *banc* ne peut opérer des sous-concessions ; mais tous les doutes et tous les embarras que présente cette difficulté, n'existent que parce qu'on n'est pas remonté aux vrais principes sur la nature du droit de *banc* et de place dans les églises.

Ce droit, à proprement parler, n'est pas un droit de location, car si les *bancs* et places étaient des locations ordinaires, le concessionnaire aurait le droit de faire des sous-concessions, à moins de clause formelle le lui interdisant. L'art. 1717 du Code civil porte, en effet : « Le preneur a le droit de sous-louer et même de céder son bail à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite. Elle peut être interdite pour le tout ou en partie. Cette clause est toujours de rigueur. » Mais si ce n'est pas un droit de location, c'est un droit d'usage, et par conséquent un droit personnel. C'est comme droit d'usage qu'il a toujours été considéré par les anciens auteurs, et notamment par le judicieux Loyseau (1). C'est à raison de la nature de ce droit que l'on décidait que les *bancs* ne pouvaient être concédés avec la clause d'en jouir à perpétuité par le preneur et ses héritiers; encore moins pour en jouir par tous ceux qui occuperaient certaines maisons de la paroisse (2), de manière à attacher la jouissance du *banc* à l'habitation dans la maison.

Le droit de *banc* étant un droit d'usage, il y a lieu d'y appliquer, autant que le comporte son caractère spécial, les règles générales en matière d'usage et les principes du Code civil sur cette matière. Or, l'application de ces règles résout la question de la manière la plus simple, la plus nette et la plus satisfaisante.

Les droits d'usage ne peuvent être ni cédés ni loués. (*Code civil, art.* 631.) Le concessionnaire d'un *banc* ne peut donc, d'après ce principe, ni louer ni céder, à titre onéreux ou gratuitement, son droit à la jouissance de ce *banc*. Toute sous-concession semblable étant contraire à une disposition formelle de la loi, serait nulle et de nul effet.

Mais celui qui a un droit d'usage peut en user autant qu'il est nécessaire à ses besoins et à ceux de sa famille. (*Code civil*, *art.* 630.) Par l'expression *famille*, on entend ici non-seulement la femme et les enfants, mais aussi les parents demeurant dans la maison, les domestiques et les hôtes, qui font partie de la famille pendant le temps de leur séjour dans la maison. Le concessionnaire d'un *banc*

(1) Jousse. *Traité des seigneuries*, chap. XII, nº 70 et suiv.
(2) *Traité du gouvernement des paroisses*, p. 61 et 62.

ou d'une place dans une église peut donc s'y placer lui-même, et y faire placer sa femme, ses enfants, ses domestiques, ses parents demeurant avec lui, les parents ou amis qui le viennent visiter et qui séjournent momentanément chez lui. C'est, du reste, ce qui se pratique généralement, parce que le sentiment de l'équité a été plus fort que celui des conséquences qu'on pouvait tirer d'une théorie incomplète et par suite inexacte.

Ces solutions, fondées en droit, nous paraissent de nature à résoudre toutes les difficultés, à lever tous les doutes et en même temps à concilier tous les intérêts.

§ IX. *Si les fabriciens et marguilliers peuvent être adjudicataires d'un* BANC *ou d'une place dans l'église.*

Les *bancs* dans une église sont établis pour l'utilité de tous les paroissiens; or, comme tel il est permis à chaque membre du conseil ou du bureau de la fabrique, de se rendre adjudicataire d'un *banc* ou d'une place dans l'église, pour son usage personnel et celui de sa famille.

On peut élever un doute sur la généralité des termes dans lesquels est conçu l'art. 61 du décret du 30 décembre 1809, lequel porte : « Aucun des membres du bureau des marguilliers ne peut se porter, soit pour adjudicataire, soit même pour associé de l'adjudicataire des ventes, marchés de réparations, constructions, reconstructions ou baux des biens de la fabrique. » (*Voyez* ADJUDICATAIRE.)

Mais il est évident que la prohibition contenue dans cet article n'est nullement applicable au cas spécial dont il s'agit ici. On pouvait craindre qu'un membre du bureau des marguilliers n'usât de son influence pour faire règler d'une manière peu avantageuse à la fabrique les conditions de l'adjudication d'une vente, d'un marché, d'un bail, pour écarter ensuite les adjudicataires, et enfin se procurer ainsi, au moyen d'une adjudication opérée, soit à lui-même, soit à un associé, des bénéfices illicites et frauduleux. Mais, quand il s'agit de se rendre adjudicataire d'une place ou d'un *banc*, pour son usage personnel et celui de sa famille, il n'est pas à craindre qu'un marguillier cherche à profiter de sa position pour faire de cette adjudication une occasion de lucre. Le peu d'importance du prix suffirait pour écarter tout soupçon. Il faut d'ailleurs remarquer que si, par une interprétation judaïque du texte de la loi, on adoptait l'opinion contraire, on arriverait à exclure les marguilliers et leurs familles de l'usage des *bancs* de l'église. Cette prétention serait insoutenable, et ce résultat seul suffirait pour faire rejeter le système dont il serait la conséquence.

Cependant, si un marguillier voulait se rendre adjudicataire de la

totalité des *bancs* de l'église, afin d'avoir droit de les sous-louer ensuite aux paroissiens, il est certain qu'il faudrait lui appliquer les dispositions de l'art. 61 du décret du 30 décembre 1809, parce que les abus qu'a voulu prévenir cet article subsisteraient en ce cas. (*Voyez* ADJUDICATAIRE.)

§ X. *Si les réparations locatives ou de simple entretien des bancs sont à la charge de la fabrique, ou à la charge des adjudicataires de ces bancs.*

Que les *bancs* soient loués ou concédés, la fabrique doit les livrer en bon état, et ceux qui les occupent sont tenus de les entretenir pendant leur jouissance; les réparations sont à leur charge.

Cette décision se fonde sur plusieurs articles positifs du Code civil, au titre du *Louage*. L'article 1720 porte : « Le bailleur est obligé « de délivrer la chose en bon état de réparations de toute espèce. Il « doit y faire, pendant toute la durée du bail, les réparations qui « peuvent devenir nécessaires, autres que les locatives. » L'article 1754 spécifie les diverses réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire est tenu. Ainsi en obligeant le bailleur à faire toutes les réparations autres que les locatives, l'article 1720 laisse évidemment celles-ci à la charge du preneur. Or, les concessionnaires de *bancs* dans les églises ne sont autre chose que des locataires : ils sont donc, à ce titre, soumis aux règles qui précèdent. Ainsi, la doctrine que ces réparations sont exclusivement à la charge des adjudicataires des *bancs*, est-elle professée par tous les auteurs qui ont écrit sur la matière (1). Elle est de plus consacrée par un usage général et constant.

Il ne faut point perdre de vue néanmoins, qu'aux termes de l'article 1755 du Code civil, « aucune des réparations réputées locatives « n'est à la charge des locataires, quand elles ne sont occasionnées « que par vétusté ou force majeure. »

Nous devons maintenant indiquer brièvement l'application des principes généraux à quelques-uns des cas qui se présentent dans les adjudications de *bancs* d'église. Pour les réparations prévues et classées à la charge du preneur, soit par l'acte d'adjudication, soit par l'usage des lieux, il n'y aura pas de difficulté : mais il faut supposer que l'usage et le titre sont également muets.

Dans cette hypothèse, dit le *Journal des conseils de fabriques* (2), si quelques planches d'un *banc* sont plus ou moins détachées; si, pour

(1) Jousse, *Traité du gouv. des paroisses*, p. 63; Carré, *Traité du gouv. des paroisses*, n° 292; Mgr Affre, *Traité de l'adm. des paroisses*, p. 141, 3e édit.

(2) Tome III, pag. 475.

les rattacher ou les consolider, il est nécessaire de mettre quelques clous ou quelques pointes ; si un *banc* étant appuyé à une muraille, il est nécessaire de recrépir le bas de cette muraille, jusqu'à la hauteur d'un mètre ; si les coffrets qui, en diverses localités, sont joints aux *bancs* et servent à serrer les livres de prières se trouvent brisés, ou si les serrures de ces coffrets sont détériorées ; si une partie du *banc* a été brûlée ou charbonnée, ce qui arrive quelquefois au moyen des bougies qu'on porte aux offices du soir ; si un *banc* a été coupé ou entaillé avec le couteau ou le canif ; si la forme ou la figure du *banc* a été changée ; si quelque planche ou quelque ferrure a été enlevée ; si la porte de clôture du *banc*, les gonds, la targette ou la serrure de cette porte demandent quelques réparations : ces diverses réparations doivent être réputées réparations locatives et mises à la charge du locataire du *banc*, parce que, en général, la nécessité de semblables réparations provient de sa faute ou de celle de sa famille ou de ses gens.

Mais si les bois employés à la construction des *bancs*, étant de mauvaise qualité, se déjettent ou se pourrissent; si les planches ou les carreaux qui garnissent le sol sont détériorés par un long usage; si enfin les *bancs* ont subi des dégradations par l'effet de la pluie, de l'humidité ou de quelque autre cause que ce soit, indépendante du fait des locataires; les réparations à faire ne sont point à la charge de ces locataires; la charge de ces réparations incombe tout entière à la fabrique.

Ce qui précède ne s'appliquerait que sous quelques modifications aux concessions de *bancs* consenties à perpétuité, en faveur de bienfaiteurs et de leur famille.

Pour éviter toute difficulté au sujet des réparations des *bancs*, il conviendrait de stipuler dans les actes d'adjudication ou de concession, que toutes les réparations quelconques seront à la charge de l'adjudicataire, sans répétition de sa part, et que ce ne sera qu'autant que la reconstruction du *banc* deviendra indispensable, que la fabrique en sera tenue.

§ XI. *Placement des* BANCS.

Il n'appartenait autrefois qu'à l'évêque et au curé primitif d'accorder aux paroissiens le droit d'avoir des places déterminées et des *bancs* dans l'église paroissiale. On en trouve la preuve dans les *Mémoires du Clergé* (1); mais dans le dernier état de la jurisprudence, avant la révolution de 1789, on déclarait abusives les concessions ainsi faites, comme l'atteste l'abbé de Boyer (2), qui cite plusieurs

(1) Tome III, colonne 1408.

(2) *Principes sur l'administration temporelle des paroisses*, tome 1er, pag. 148.

arrêts en ce sens. Il remarque néanmoins, contre l'opinion de Jousse, suivie par Durand de Maillane, que le consentement du curé était nécessaire pour la validité de la concession. « N'est-il pas plus simple, dit-il, p. 152, d'entendre le curé, de prendre son avis et de le suivre, s'il a pour lui la majorité des suffrages ? On convient qu'il est partie intéressée et principal juge, sur les rapports du *banc* avec le service divin, jusque-là même, que Loiseau autorise le curé à faire ôter un *banc*, qu'il juge être incommode au service paroissial; est-il donc raisonnable de ne pas l'appeler, lorsqu'on en détermine l'emplacement et la forme, et lorsqu'on l'adjuge à un particulier ? »

Cette opinion nous semble consacrée par la troisième disposition de l'article 30 du décret du 30 décembre 1809, portant que « le placement des *bancs* ou chaises dans l'église ne peut être fait que du consentement du curé ou desservant, sauf le recours à l'évêque. »

Il devait effectivement en être ainsi, parce que c'est le curé qui dirige spécialement le service divin et toutes les cérémonies religieuses, et qu'il lui importe que l'intérieur de l'église soit convenablement disposé. Une décision ministérielle du 25 janvier 1812 porte, qu'au curé seul appartient le droit de juger si l'exercice du culte ne sera pas gêné par les placements de *bancs*.

Mais lorsque les *bancs* sont placés, et qu'ils ont été concédés, d'après les formalités prescrites par le décret de 1809, ces concessions ne sont révocables que dans les cas suivants :

1° Si la place du *banc* devient nécessaire pour faire quelque construction ou réparation utile ou pour le placement d'un objet nécessaire à l'église, comme d'un confessionnal, d'une chaire, d'un *banc* de l'œuvre, etc.

2° Si les *bancs* du chœur sont placés dans l'enceinte du grand autel, ou tellement adaptés à l'appui de communion que les ministres ne puissent pas y avoir un libre passage (1), ou s'ils ne laissent pas un espace suffisant pour placer le curé, les prêtres desservants ou autres revêtus d'habits ecclésiastiques (2).

3° Si le *banc* d'un particulier incommode le service divin ou s'il l'empêche, comme s'il était, par exemple, trop près de la balustrade du chœur, des autels, des chapelles, de l'appui de communion, du baptistère, du sentier de la procession, qui doit être libre et ouvert même autour de l'église, si son étendue le permet, eu égard au nombre des paroissiens, afin que les processions ne soient pas forcées de replier sur elles-mêmes.

4° Si les *bancs* les plus avancés dérobaient la vue du sanctuaire aux fidèles assis sur les *bancs* reculés.

(1) *Mémoires du Clergé*, tome XII, col. 278. — Maréchal, pag. 447.
(2) *Mémes mémoires*, col. 275, 289, 290.

5° Quand la fabrique veut établir un ordre général, régulier et uniforme dans les *bancs* d'une paroisse.

Dans tous ces cas, et plusieurs autres, les *bancs* peuvent être changés de place, réduits, refaits ou supprimés.

Ces règles que nous puisons dans l'abbé de Boyer (1) étaient fondées, comme il le dit, sur des arrêts connus et sur l'usage universel des diocèses, et l'on ne saurait, sans contredit, citer aucune disposition nouvelle qui dispense de les suivre, et encore moins qui les abroge.

L'autorité judiciaire, suivant un arrêt du conseil d'Etat, n'est pas compétente pour statuer sur le placement et la forme des *bancs* dans les églises. Voici ce qui donna lieu à cette décision :

Un arrêté pris le 10 septembre 1826 par le conseil de fabrique de l'église de Sainte-Marie (Loire-Inférieure), fixe la largeur pour tous les *bancs* de l'église, et accorde un mois aux possesseurs pour réduire leurs *bancs* à la largeur déterminée, et les mettre dans l'alignement.

Un sieur Boccandé laissa expirer le délai sans se conformer à l'arrêté. Le curé de la paroisse fit enlever son *banc*, et le fit placer sous le clocher.

Le sieur Boccandé intenta, devant le tribunal civil de Paimbeuf, une action contre le curé, et requit, que ce dernier fût tenu ou de rétablir le *banc*, ou de payer 150 francs d'indemnité pour la perte de ce *banc*.

Le préfet de la Loire-Inférieure éleva un conflit d'attribution, fondé sur le décret du 29 avril 1809, qui décide que les distinctions des places dans les églises sont faites par des règlements rédigés par le conseil de fabrique et approuvés par l'évêque; qu'ainsi toutes les questions relatives à ces places sont de la compétence de l'autorité administrative.

Ce conflit fut confirmé par une ordonnance du 12 décembre 1827, ainsi conçue :

« CHARLES, etc.;

« Sur le rapport du comité du contentieux,

« Vu le règlement du 30 décembre 1809, et spécialement le § 3 de l'article 30 portant : « Le placement des *bancs* dans l'église ne pourra être fait que du consen-« tement du curé ou du desservant, sauf le recours à l'évêque, »

« Vu l'ordonnance royale du 12 décembre 1821, sur les conflits ;

« Considérant que l'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur les droits résultant de la concession à titre onéreux faite par la fabrique, et sur les dommages-intérêts résultant de l'inexécution de la concession, mais qu'elle serait incompétente pour statuer sur l'emplacement et les formes dudit *banc*, en tout ce qui est étranger à la concession;

(1) *Principes sur l'administration temporelle des paroisses.*

« ART. 1er. L'arrêté de conflit du 24 août 1827 est confirmé en ce qu'il revendique le droit de statuer sur le placement et la forme du *banc* pour l'autorité compétente, aux termes du § 3 du règlement du 30 décembre 1809; en conséquence, l'assignation du 28 septembre 1826 sera considérée comme non avenue dans le chef de demande relarif au placement et à la forme du *banc*.

Par arrêt du 22 avril 1868, la Cour de cassation a décidé que la question de savoir si un curé, dans l'exercice du droit de police que l'article 30 du décret du 30 décembre 1809 lui confère à l'égard des *bancs* de l'église peut, non-seulement déplacer ou supprimer un *banc* mais encore réduire le nombre des places de ce *banc*, n'est point de la compétence de l'autorité judiciaire, qu'ainsi, un tribunal, sur le motif qu'un curé aurait excédé ses pouvoirs en réduisant le nombre des places d'un *banc* d'église, ne peut maintenir dans sa jouissance le locataire de la place supprimée, ni condamner la fabrique à des dommages-intérêts envers ce locataire, pour avoir tenté d'exécuter la mesure prise par le curé.

L'importance de cette décision nous détermine à rapporter les principales circonstances de l'affaire et à publier le texte entier de l'arrêt.

En 1864, la fabrique de l'église de Dommarien (Haute-Marne), voulant augmenter le nombre des places à louer dans cette église, décida que, dans trois *bancs* spécialement désignés, une cinquième place serait créée en restreignant l'espace accordé aux quatre autres places déjà concédées, de ces *bancs* dont la longueur n'a pas été étendue. Les anciens concessionnaires des mêmes *bancs* devaient donc se serrer de manière à ce qu'une personne de plus pût s'y introduire. Ce fut pour un bail à vie que les places nouvellement créées furent louées aux conditions énoncées dans le cahier des charges et moyennant une redevance annuelle dont le montant fut fixé aux enchères publiques.

La fabrique de Dommarien fit concession de l'une des cinquièmes places récemment créées à la dame Besançon, moyennant une redevance annuelle de cinq francs ; mais les anciens concessionnaires, se trouvant très-gênés par suite de l'introduction d'une personne de plus dans les *bancs* de quatre places, se plaignirent et réclamèrent avec énergie l'exécution des conditions de leur bail. Il s'en suivit des discussions, des luttes et des querelles scandaleuses dans l'église. Alors le curé de Dommarien, usant de son droit de police dans le but d'y rétablir l'ordre et la paix, ordonna la suppression des nouvelles places dans les trois *bancs* désignés par la fabrique Deux des nouveaux concessionnaires se résignèrent en silence à la volonté de leur pasteur; il n'en fut pas de même de la dame Besançon qui, secondée par son mari, a épuisé tous les degrés de juridiction. La fa-

brique, considérant comme un cas de force majeure la suppression de la place de cette dame, lui signifia, le 8 avril 1865, un congé de ladite place. Les sieur et dame Besançon exercèrent d'abord un recours devant l'autorité diocésaine ; mais l'évêque de Langres le rejeta et approuva la mesure prise par le curé de Dommarien. Après avoir reçu la notification de la décision épiscopale du 26 mai suivant, le sieur Besançon déclara dans une lettre qu'il ne s'y soumettrait pas, et que sa femme ne sortirait de son *banc* que par la force. En conséquence la fabrique se vit obligée de l'assigner devant le juge de paix du canton de Pranthoy. Ce magistrat, par son jugement du 17 août 1865, déclara le congé bon et valable, fit défense à la dame Besançon d'occuper la place supprimée dans l'église de Dommarien, et la condamna aux dépens. Sur l'appel des époux Besançon, le tribunal civil de Langres, jugeant en dernier ressort, a réformé la sentence du juge de paix ; il a repoussé le moyen d'incompétence opposé par la fabrique ; et, attendu que l'article 30 du décret du 30 décembre 1809 ne lui a pas paru applicable à l'espèce; que la fabrique n'avait pas le droit de résilier la concession faite à la dame Besançon, il a annulé le congé, maintenu cette dame en jouissance de sa place dans l'église de Dommarien, et condamné la fabrique, pour réparation du préjudice qu'elle lui a causé, à cinquante francs de dommages-intérêts et aux frais du procès.

C'est contre ce jugement du tribunal de Langres, en date du 2 décembre 1863, que la fabrique s'est pourvue devant la cour de cassation. Son avocat a soutenu que ce jugement contenait à la fois la violation du principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, de la chose jugée par l'évêque de Langres, de l'article 30 du décret du 30 décembre 1809, et des articles 1134 et 1722 du Code civil. Il a invoqué avec raison une clause du cahier des charges que la dame Besançon avait acceptée et devait exécuter.

L'avocat général a conclu au rejet du pourvoi, mais en s'appuyant principalement sur ce que la décision prise par le curé n'était pas représentée.

La Cour de cassation s'est prononcée en ces termes :

Arrêt *de la Cour de Cassation du* 22 *avril* 1868.

« La cour,

« Vu l'article 30 du décret du 30 décembre 1809; l'article 13 du titre II de la loi du 16-24 août 1790; la loi du 16 fructidor an III, et la loi du 26 pluviôse an VII;

« Attendu qu'aux termes de l'article 30 du décret du 30 décembre 1809, le placement des *bancs* et chaises de l'église ne peut être fait que du consentement du curé ou du desservant, sauf le recours à l'évêque ; et que cette disposition s'applique à toutes les modifications que, dans un intérêt d'ordre ou de convenance, le curé juge à propos d'apporter à ce placement ;

« Attendu que le tribunal civil de Langres, en se déclarant compétent pour prononcer sur la question de savoir si le curé de Dommarien avait pu, d'accord avec son conseil de fabrique, et en vertu de son droit de police intérieure, ordonner la suppression d'une place dans un des *bancs* de son église, et en tenant pour non avenue cette décision qui, déférée par le défendeur à l'autorité épiscopale, avait été approuvée par l'évêque de Langres, s'est attribué un droit qui n'appartenait qu'à l'autorité administrative, et que, par là, le tribunal de Langres a excédé les limites de sa compétence et violé les décret et lois précités ;

« Casse le jugement du tribunal de Langres du 2 décembre 1865, etc. »

Il est important de remarquer, dit Mgr Affre, que, si le déplacement de *banc* prescrit, ou le changement quel qu'il soit, entraîne des dommages et intérêts, la fabrique est tenue de les payer. C'est par ce motif qu'il peut être utile d'obtenir le consentement du possesseur, qui n'est pas d'ailleurs nécessaire. L'article 30 du décret n'exige que celui du curé, sauf le recours à l'évêque.

Les marguilliers pourraient faire enlever un *banc* qu'un particulier aurait fait placer par voie de fait. Ils le pourraient aussi à la rigueur, si le *banc* était placé depuis longtemps, sans que celui qui s'en sert eût de titre.

Il a été décidé que les maires et les sous-préfets n'ont pas le droit d'intervenir, en leur qualité dans les questions de déplacement, réduction ou suppression de *bancs*, et ne peuvent en rien se mêler de l'administration intérieure des églises, cette administration étant confiée uniquement et spécialement aux fabriques. (*Décision ministérielle du* 3 *avril* 1806 *et* 27 *juin* 1807.) Bien que ces décisions soient antérieures au décret du 30 décembre 1809, elles ont la même autorité, parce qu'elles dérivent du même principe.

Le conseil d'Etat a décidé plusieurs fois, notamment le 14 décembre 1857, par un arrêt que nous rapportons ci-après, que les tribunaux ordinaires sont incompétents pour connaître de la question de savoir si une fabrique d'église a excédé ses pouvoirs en faisant enlever un *banc* d'église de l'endroit où le concessionnaire l'avait placé, et en lui assignant un autre emplacement, alors, d'ailleurs, que la fabrique ne conteste pas à ce concessionnaire le droit d'avoir un *banc* dans l'église. Mais il a été décidé que ces tribunaux seraient compétents s'il s'agissait de prononcer sur l'existence même du droit. (*Arrêts du conseil d'Etat du* 12 *décembre* 1827 *rapporté ci-dessus, page* 443, *et du* 31 *octobre* 1838.)

Ce que nous venons de dire ne regarde que le placement ou le déplacement des *bancs* qui ne peut se faire que du consentement du curé, sauf le recours à l'évêque, ou avec indemnité pour le concessionnaire si *le banc* est entièrement supprimé. Mais quels sont les droits des concessionnaires de *bancs* en cas de démolition ou de reconstruction de l'église. M. de Champeaux fait une distinction, et il

dit que quand une église s'écroule par vétusté ou par une circonstance fortuite quelconque, la fabrique la fait reconstruire, soit sur le même plan, soit sur un plan différent, les concessionnaires de *bancs* ou places ne peuvent prétendre, après la reconstruction, se remettre en possession de leurs *bancs*, en vertu de leurs anciens titres de concession. Les droits que ces titres leur conféraient ont été éteints par la destruction de la chose à laquelle ils s'appliquaient. C'est ce qui résulte de l'article 1722 du Code civil, d'après lequel « si pendant « la durée du bail la chose louée est détruite en totalité par cas « fortuit, le bail est résilié de plein droit. » Les droits des concessionnaires sont donc définitivement éteints par l'effet de cette disposition, et la reconstruction de l'église ne les fait nullement revivre. Les concessionnaires ne sont même pas admis à réclamer de dommages-intérêts, car dans la circonstance dont s'agit, l'article 1722 précité n'en accorde pas. Il en serait encore de même dans le cas où la reconstruction de l'église serait faite par la fabrique spontanément ou sur l'ordre de l'autorité, parceque cette église menacerait ruine, et qu'il serait urgent, dans l'intérêt de la sûreté des habitants qu'elle fut démolie pour être ensuite reconstruite.

Mais si, au contraire, c'est la fabrique qui ordonne de sa propre autorité la démolition d'une église qui lui appartient pour la faire reconstruire, les droits des concessionnaires revivent par le fait de cette reconstruction. (*Art.* 1757 *du Code civil.*) Il y avait vis-à-vis d'eux obligation de les faire jouir des *bancs* qui leur avaient été concédés, et en démolissant et en reconstruisant l'église, cette fabrique ne s'est point affranchie de la nécessité de leur garantir leur jouissance. (*Art.* 1723 *du Code civil.*) Leurs anciens *bancs* doivent donc être réintégrés dans la nouvelle église, à moins que la fabrique ne préfère leur en fournir de neufs équivalents aux premiers, ce qu'elle a toujours droit de faire. Si ces concessionnaires refusaient d'occuper les nouveaux *bancs*, ils auraient droit de demander la résiliation de leurs concessions sans dommages-intérêts, sauf le cas où ils auraient fait eux-mêmes les frais de la construction de leurs *bancs*, frais dans lesquels il serait juste qu'ils rentrassent.

La fabrique, qui peut s'opposer au remplacement des anciens *bancs*, peut substituer à ces *bancs* l'usage des chaises, sauf indemnité pour les concessionnaires dépossédés.

Arrêt *du conseil d'Etat du* 14 *décembre* 1857.

« Napoléon, etc.,

« Vu la loi du 16-24 août 1790 et celle du 18 germinal an X;

« Vu le décret du 30 décembre 1809;

« Vu les ordonnances royales du 12 décembre 1821, du 1er juin 1828 et du 12 mars 1831;

« Vu le décret du 25 janvier 1852;

« Vu le décret du 17 juillet 1857, art. 5;

« Considérant que l'action intentée par le sieur Lalaune contre la fabrique de l'église de Saint-Laurent de Ladevèze-Rivière, a pour objet de faire déclarer : 1° que ledit sieur Lalaune sera autorisé à replacer le *banc* qui lui a été concédé, dans l'endroit qu'il occupait avant le déplacement qui en a été opéré par la fabrique ; 2° qu'il sera interdit à la fabrique de ne plus déplacer ce *banc* à l'avenir ; 3° qu'à raison du trouble causé à la jouissance du requérant par le déplacement de ce *banc*, ladite fabrique sera tenue de lui payer une somme de 500 fr., à titre de dommages-intérêts; que cette demande est fondée sur ce que le sieur Lalaune n'aurait placé son *banc* à l'endroit d'où la fabrique l'a fait enlever qu'avec le consentement du desservant, à qui le décret du 30 décembre 1809 attribue le droit de donner ce consentement, et qu'en le déplaçant la fabrique a commis une voie de fait; que, dans son mémoire en déclinatoire et dans son arrêté de conflit, le préfet soutient que la fabrique a fait déplacer le *banc* du sieur Lalaune, en exécution d'une délibération, à la date du 17 janvier 1855, à laquelle l'archevêque d'Auch a donné son approbation;

« Considérant qu'il ne s'élève pas de contestation sur le droit du sieur Lalaune d'avoir dans l'église de Saint-Laurent un *banc* pour lui et sa famille, en vertu de la donation du 21 mai 1827, acceptée par la fabrique, en conséquence de l'autorisation à elle donnée par l'ordonnance royale du 6 mai 1829; qu'il s'agit seulement que les contestations relatives à l'emplacement des *bancs* dans les églises, en ce qui intéresse l'exercice du culte et la police intérieure des églises, sont placées, par les dispositions législatives ci-dessus visées, en dehors des attributions de l'autorité judiciaire; que, dès-lors, le tribunal civil de l'arrondissement de Mirande ne pouvait connaître de la question de savoir si la fabrique de l'église Saint-Laurent de Ladevèze-Rivière, en assignant au sieur Lalaune un emplacement pour le *banc* qui lui a été concédé, et en faisant enlever ce *banc* de l'endroit où il avait été placé par ledit sieur Lalaune, a excédé les pouvoirs qui lui sont conférés par les lois et règlements, notamment par le décret du 30 décembre 1809 :

« ART. 1er. L'arrêté de conflit pris, le 4 août 1857, par le préfet du département du Gers, est confirmé ;

« ART. 2. Sont considérés comme non avenus l'exploit introductif d'instance, en date du 8 novembre 1856; les conclusions du sieur Lalaune; le jugement rendu, à la date du 28 juillet 1857, par le tribunal civil de l'arrondissement de Mirande.

§ XII. *Perte de* BANC. *Changement de domicile.*

On peut perdre un *banc* concédé à perpétuité, si la famille de celui auquel il a été concédé vient à s'éteindre.

On perd ses droits à un *banc* qui a été loué à vie ou pour un temps déterminé, en quittant la paroisse.

C'était un principe incontestable, dans l'ancien droit, que la perte du domicile, entraînait la perte du droit au *banc* et qu'après l'année échue, au plus tard, depuis la cessation du domicile, la fabrique pouvait disposer de ce *banc*. « Les personnes, dit Loiseau (1), qui chan-

(1) *Traité des seigneuries*, ch. XII, n° 70.

gent de domicile, perdent entièrement leur droit, et ne peuvent céder leurs *bancs* à d'autres personnes, quand même ce *banc* aurait été fait et construit à leurs frais. » « Bien plus, dit Jousse, p. 58, quand même celui qui a quitté ainsi la paroisse viendrait à y demeurer de nouveau, il ne rentrerait pas dans la jouissance du *banc*, qu'il a une fois perdue par son changement de domicile. » Le règlement de la paroisse de Saint-Jean-en-Grève, art. 33, contient une disposition formelle à cet égard ainsi conçue : « Seront en cas de changement de domicile hors la paroisse, les *bancs* concédés de nouveau, un an après la translation de domicile. »

Nous pensons avec le *Journal des conseils de fabriques* et quelques auteurs, que ces règles de l'ancien droit doivent encore être appliquées aujourd'hui. En effet, si la nouvelle législation n'a pas formellement consacré ces principes, il n'est aucune de ses dispositions de laquelle on puisse conclure qu'elle les a expressément ou tacitement abrogés, et l'on doit supposer, puisque le législateur a gardé le silence sur ce point, qu'il a voulu en référer aux droits et aux usages postérieurs : ce droit et ces usages doivent par conséquent continuer d'être suivis. D'ailleurs les motifs qui ont déterminé, sous l'ancienne législation, la solution de la question, conservent toujours la même force sous la législation nouvelle. L'intention principale d'une fabrique, en louant des *bancs*, n'est pas précisément de se procurer un revenu, mais de donner aux paroissiens des places dans l'église; l'intention du concessionnaire est de louer un *banc* afin de s'en servir pour assister aux offices.

Cette condition, que le concessionnaire restera paroissien, qu'il ne se servira du *banc* que pour assister aux offices, quand elle n'est pas exprimée d'une manière expresse, doit donc toujours être considérée comme sous-entendue.

On peut objecter que ce contrat est soumis aux mêmes règles que les autres contrats, dont la résiliation ne peut avoir lieu que par le consentement mutuel des parties, ou pour les causes prévues par les lois sur les baux. La loi générale, d'accord avec la jurisprudence de la matière, autorise elle-même à admettre des causes de résiliation qui ne sont pas prévues d'une manière générale. Il est dit dans l'article 1156 du Code civil : « On doit, dans les conventions, rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes. » Dans l'article 1160 : « On doit suppléer dans les contrats les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées. » Ces deux articles sont extraits du titre *des obligations en général*. Leurs dispositions concordent parfaitement avec celles des articles 1728 et 1729, au titre *du louage*. « Art. 1728. Le preneur est tenu... d'user de la chose louée... suivant la destination qui lui a été donnée par le bail, ou

suivant celle présumée d'après les circonstances, à défaut de convention. » — « Art. 1729. Si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel elle a été destinée, ou dont il puisse résulter un dommage pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire résilier le bail. »

Si donc l'on considère, soit la commune intention des parties, soit la destination présumée du bail, soit les usages ordinaires, il faut en conclure également que le droit au *banc* se perd en même temps que le domicile dans la paroisse. Du reste, il a été démontré que, de tout temps, la clause que le concessionnaire perdrait son droit de *banc* s'il cessait d'être domicilié dans la paroisse, a été stipulée ou sous-entendue dans toutes les locations de *bancs*. L'usage est constant et consacré.

Toutefois, pour prévenir toutes les difficultés, nous conseillons aux fabriques d'insérer, soit dans le cahier des charges pour l'adjudication des *bancs*, soit dans un règlement sur ces *bancs* comme aux modèles suivants, p. 471, un article général portant que toute concession sera résiliée de plein droit si le concessionnaire cesse de résider sur le territoire de la paroisse. Mais nous pensons que lors même que cette précaution n'aurait pas été prise, cette clause doit toujours être réputée sous-entendue, et que la translation du domicile entraîne nécessairement l'extinction de la concession.

Une résidence quelconque dans la paroisse suffit pour que la location du *banc* ne soit pas sans objet, que l'intention des parties contractantes soit remplie, et pour ne pas aller contre l'usage. Le Code ne dit rien de plus.

§ XIII. *Le sixième du produit des* BANCS *appartient aux prêtres âgés ou infirmes.*

Le sixième du produit de la location des *bancs* doit être remis à l'évêque pour le soulagement des prêtres âgés ou infirmes, d'après le décret du 13 thermidor an XIII, dont voici le texte :

DÉCRET *du* 13 *thermidor an* XIII (1er *août* 1805), *qui ordonne un prélèvement sur le produit de la location des bancs et des chaises dans les églises.*

« ART. 1er. Le sixième du produit de la location des *bancs*, chaises et places dans l'église, faite en vertu des règlements des évêques pour les fabriques de leurs diocèses, après déduction des sommes que les fabriques auront dépensées pour établir ces *bancs* et chaises, sera prélevé pour former un fonds de secours à répartir entre les ecclésiastiques âgés ou infirmes.

« ART. 2. Les évêques adresseront au ministre des cultes, dans le mois qui suivra la publication du présent décret, un projet de règlement, pour déterminer le mode

et les précautions relatives à ce prélèvement, ainsi que la manière d'en appliquer le résultat et d'en faire la distribution. »

Ce décret est toujours en vigueur, car il n'a été abrogé par aucune disposition législative, mais en beaucoup de localités il est tombé en désuétude, car, dans un grand nombre de diocèses, la modicité du revenu des fabriques n'a pas permis de le mettre à exécution. Dans d'autres, au lieu de remettre le sixième du produit des *bancs*, les fabriques ont fait avec l'évêque un arrangement moins onéreux aux églises. En général les règlements des évêques dans les diocèses qui jouissent du droit de prélèvement sur le produit des *bancs*, établissent une proportion inférieure au sixième. Ces règlements toutefois ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu l'approbation du gouvernement. Nous rapporterons ici une ordonnance royale approuvant ces sortes de règlements épiscopaux.

ORDONNANCE *du roi du 14 mai* 1831, *relative au prélèvement d'un sixième sur le produit de la location des bancs et des chaises dans les églises.*

« ART. 1er. Les dispositions du décret du 1er août 1805 (13 thermidor an XIII), qui autorisent le prélèvement d'un sixième sur le produit de la location des *bancs* et chaises dans les églises, pour être employé à secourir les prêtres âgés et infirmes, recevront leur exécution dans le diocèse de Nantes, à partir de la date de la présente ordonnance.

« ART. 2. Le règlement épiscopal, du 20 décembre 1830, relatif à l'administration et à l'emploi de ce prélèvement, est approuvé. »

Ainsi dans les diocèses où le prélèvement ci-dessus s'opère en vertu de règlements régulièrement approuvés, les fabriques ni les communes ne peuvent s'opposer à la continuation de ce prélèvement. Mais dans dans les diocèses où il n'a pas encore été établi, les évêques sont fondés à présenter à l'approbation du gouvernement, des projets de règlements pour en déterminer la perception et l'emploi.

On peut voir dans le *Journal des conseils de fabriques* (1), une consultation longuement motivée sur cette question.

Jusqu'à la révolution de 1830, dit M. de Champeaux (2), la perception du sixième du produit des *bancs* et chaises en faveur des prêtres âgés ou infirmes n'avait donné lieu à aucune difficulté, mais à cette époque, le décret du 13 thermidor an XIII fut considéré dans plusieurs localités comme ayant été abrogé par l'art. 40 de la Charte, portant qu'*aucun impôt ne pouvait être établi ni perçu, s'il n'avait été*

(1) Tome III, page 239.
(2) *Code des fabriques*, tom. II, page 217.

consenti par les deux Chambres et sanctionné par le roi. C'est surtout dans les communes du département de l'Ain que l'on crut reconnaître le caractère d'un impôt dans le prélèvement qui était fait du sixième du produit des chaises en conformité du règlement approuvé par ordonnance royale du 20 avril 1825. Plusieurs plaintes furent portées successivement, et le conseil général du département, saisi de ces plaintes, émit même l'opinion que les communes étaient en droit de se refuser au payement du produit des *bancs* et chaises, mais qu'il aurait été toutefois, plus convenable de prévenir les inconvénients qui auraient pu résulter de ces refus, en rapportant l'ordonnance du 20 avril 1825.

Tandis que le décret du 13 thermidor an XIII était attaqué par des communes, comme opposé à la loi, quelques évêques proposaient au contraire d'en appliquer la disposition à leurs diocèses respectifs, et insistaient pour obtenir l'approbation des règlements par eux présentés en conformité de ce décret. L'état d'agitation dans lequel les esprits se trouvaient à cette époque et les diverses charges imposées aux communes par les lois relatives à la garde nationale et à l'instruction primaire avaient d'abord fait penser qu'il ne pouvait y avoir lieu d'adopter dans ces circonstances la mesure proposée par les prélats, puisqu'elle tendait à diminuer les ressources des fabriques et à mettre par là même les communes dans la nécessité de suppléer plus souvent à l'insuffisance de leurs revenus. Mais si l'administration avait cru prudent de suspendre momentanément toute décision à cet égard, elle ne tarda pas à abandonner cette mesure de temporisation, et se prononça pour l'exécution du décret, en approuvant les règlements des évêques.

Il n'est pas douteux, en effet, que si le prélèvement du sixième du produit des *bancs* et des chaises des églises constituait un impôt, il eut fallu renoncer non-seulement à toute nouvelle approbation de pareils règlements, mais encore aux effets de ceux qui existaient déjà; mais il est impossible de reconnaître les caractères d'un impôt dans la perception autorisée au profit des prêtres âgés et infirmes. Le plus distinctif de ces caractères, c'est que l'impôt est levé sur les citoyens au nom et au profit de l'Etat pour dépenses mises directement ou indirectement à sa charge. Dans l'espèce, les citoyens et l'Etat n'y figurent en aucune manière. Il s'agit seulement de prélever une partie des revenus d'un établissement ecclésiastique pour secourir des prêtres que leur âge ou leurs infirmités ont empêché de continuer l'exercice des fonctions curiales; rien ne paraît plus rationnel et par suite il n'est pas juste de critiquer la légalité du décret du 13 thermidor an XIII qui doit être considéré comme étant toujours en vigueur. Au surplus le prélèvement dont il s'agit, réduit le plus souvent au dixième, doit, pour être exercé, être fondé sur un rè-

glement diocésain, approuvé par l'Etat et inséré au Bulletin des lois. Nous croyons devoir donner comme modèle le texte d'un de ces règlements.

RÈGLEMENT *pour la perception et l'emploi du sixième du produit des chaises,* BANCS *et places dans les églises du diocèse de ...*

ART. 1er. Dans un mois à dater du décret d'autorisation de Sa Majesté l'Empereur, toutes les fabriques des églises du diocèse de ... adresseront à l'évêque un extrait en forme légale de l'acte et de tous les actes subséquents qui fixent le produit du bail des chaises et de la location des *bancs*, des tribunes et des places dans leurs églises. Celles qui régissent elles-mêmes cette perception feront à l'évêque, dans le même délai, la déclaration légale de leur produit. Cette déclaration sera signée de la majorité des membres du bureau de la fabrique, et notamment du curé ou desservant.

ART. 2. Le sixième de ce produit, affecté par décret impérial du 13 thermidor, an XIII, au soulagement des ecclésiastiques âgés ou infirmes, sera versé dans la caisse du séminaire diocésain par le trésorier de chaque fabrique.

ART. 3. Les versements seront faits de six mois en six mois; le supérieur du séminaire les recevra et donnera quittance.

ART. 4. Il sera ouvert à cet effet deux registres particuliers, l'un de recette, l'autre de dépense. Ces deux registres seront vérifiés et arrêtés par l'évêque à la fin de chaque semestre, dans le conseil qu'il établira.

ART. 5. Le conseil, présidé, par l'évêque, et en son absence, par celui des vicaires-généraux qu'il aura désigné, s'assemblera à la fin de chaque semestre, et plus souvent si les affaires l'exigent. Il sera composé des vicaires-généraux du diocèse, de quatre chanoines de la cathédrale, et du curé de la ville épiscopale.

ART. 6. Le compte annuel de la caisse sera dressé au mois de janvier de chaque année, et transmis au ministre des cultes au plus tard dans le cours de février; ce compte présentera l'état complet de la recette et de la dépense de l'année précédente.

ART. 7. Nulle admission aux secours sur les fonds du prélèvement du sixième n'aura lieu sans une délibération motivée, signée de l'évêque et insérée dans le registre des délibérations du conseil.

ART. 8. L'évêque se réserve d'examiner si les secours actuellement destinés aux prêtres âgés ou infirmes peuvent et doivent être maintenus, augmentés ou réduits. Ceux qui en jouissent comme ceux qui sont dans le cas d'en solliciter, lui exposeront avec confiance leurs demandes et leurs motifs; et après avoir entendu son conseil, il statuera ce qu'il appartiendra.

§ XIV. *Nécessité de louer les* BANCS.

La location des *bancs* et des chaises, dans l'état de pauvreté où se trouvent la plupart des fabriques, est leur revenu le plus considérable et le plus certain; il importe donc de ne pas le négliger. Sans doute quelques critiques peuvent être faites de cette location, dit le *Journal des conseils de fabriques;* mais quelle institution n'y est pas sujette ? L'établissement d'une taxe sur les *bancs* et les chaises pourra aussi exciter quelquefois des mécontentements, des réclamations, des mutineries; il faut les surmonter avec prudence, avec douceur, mais avec fermeté; *Suaviter, sed fortiter.* Voici du reste ce que dit à cet égard, dans son *Guide des curés dans l'administration temporelle des paroisses*, M. l'abbé Dieulin, vicaire général du diocèse de Nancy :

« Nos églises ayant été dépouillées de tous leurs biens et se trouvant dépourvues presque partout des ressources que réclament les besoins du culte, c'est aujourd'hui une malheureuse nécessité pour les fabriques de s'assurer quelques revenus par l'exploitation des *bancs* ou des chaises. » M. Dieulin aurait pu ajouter que cette exploitation étant déjà légitime avant la révolution, alors que l'Eglise possédait des biens assez considérables, elle le devient bien autrement aujourd'hui qu'à défaut de cette ressource, beaucoup de fabriques manqueraient du strict nécessaire pour l'exercice du culte.

Néanmoins, il est quelques paroisses où, jusqu'alors, on n'a pas loué les *bancs* d'église. Le mécontentement et même les résistances qu'a provoqués parmi les habitants la simple tentative d'une location de *bancs*, ont déterminé quelques curés à y renoncer plutôt que de s'aliéner le cœur de leurs paroissiens. On a l'usage de suppléer à ce produit par de modiques quêtes et quelques allocations sur le budget communal. Ces ressources suffisent peut-être aux menus frais du culte; mais leur médiocrité et leur incertitude, puis le vil intérêt de quelques campagnes qui ne feraient pas la moindre offrande pour l'entretien de leur église, les caprices et le mauvais vouloir de quelques conseils municipaux, les refus d'approuver les allocations pour le culte de la part des administrations supérieures; tous ces motifs doivent déterminer les fabriques à se créer des ressources moins modiques et moins précaires, par la location des *bancs* et des chaises. Il est indispensable, pour assurer d'une manière régulière les ressources nécessaires au service religieux, qu'on adopte partout cette mesure, sans excepter même les paroisses où il y aurait lieu de croire qu'elle soulèverait des irritations et des mutineries.

Pour établir cet impôt, un curé devra se résigner, s'il le faut, à perdre sa popularité, à subir mille disgrâces et mille contradictions, peut-être même à entendre des menaces d'expulsion; enfin, il aura

assez de dévouement et de courage pour l'exécution d'une œuvre en faveur de laquelle militent les plus graves considérations.

Mais il est un moyen d'éviter au curé ces graves désagréments, qui, en résumé, tournent toujours au détriment de la religion. C'est à l'évêque à prescrire partout la location des *bancs*, et, dans ses tournées pastorales à prendre des mesures énergiques en conséquence, par exemple, de faire dissoudre par le ministre un conseil de fabrique qui refuserait d'exécuter cette prescription légale, de se faire appuyer du préfet, après toutefois avoir employé auprès des paroissiens tous les moyens de conciliation que peut suggérer à un évêque l'amour du bien et l'honneur de l'Eglise. Nous avons remarqué, en accompagnant des évêques dans leurs visites pastorales, qu'ils ne s'occupaient point assez de cette question; nous nous sommes permis d'en faire l'observation qui n'a pas été inutile. Car, 1° de cette mesure dépend, dans quelques localités, l'existence même du catholicisme; en effet, point de revenu, plus de culte, et, partant, plus de religion. La dignité du culte parle au cœur et fait aimer et pratiquer la religion, tandis que des populations toutes matérielles prennent en dégoût les offices de l'église quand on ne peut y mettre de pompe, que les ornements sont sales, déchirés, etc. 2° Les quêtes sont presque nulles; elles ne suffisent même plus aux petits frais courants des sacristies; à plus forte raison seront-elles insuffisantes pour des dépenses extraordinaires, pour des cas imprévus, des sinistres, des dégradations considérables à l'église, etc. 3° La plupart des conseils municipaux ou sont mal disposés et ne votent rien pour le culte, ou ont à peine les ressources nécessaires pour faire face aux premiers besoins des communes. 4° Les préfets n'autorisent aucun sacrifice en faveur du culte partout où les *bancs* ne sont pas loués; le produit de leur location doit même figurer au budget que les fabriques sont toujours tenues de présenter (*voyez* BUDGET), quand elles sollicitent quelques fonds des communes ou du gouvernement; encore mille formalités sont-elles à remplir avant d'obtenir la moindre subvention, et une église aurait bien le temps de tomber en ruine (*voyez* BATIMENT), pendant que les demandes de secours parcourent toutes les filières des différentes administrations où elles doivent nécessairement passer. 5° Enfin, cet impôt est le plus indispensable de tous; il faut, à tout prix, le naturaliser et accoutumer le peuple à l'acquitter; il ne lui pèsera plus autant, dès qu'il sera bien établi, et surtout sanctionné par le temps et par l'usage.

§ XV. *Avis aux fabriques relativement à la location des* BANCS.

Nous devons, dans l'intérêt des fabriques, dit M. l'abbé Dieulin, du sentiment duquel nous sommes toujours dans les conseils qu'il

donne, parce qu'ils sont fondés sur l'expérience, déconseiller la location des *bancs* à vie, à moins qu'on ne stipule dans le bail une redevance annuelle; car, si cette concession se faisait moyennant une somme une fois donnée, l'argent serait bientôt dépensé, et la fabrique resterait sans ressource, ou du moins ses ressources seraient moins régulières, car elles seraient en proportion des vacances survenues par le nombre des décès. D'ailleurs, une fabrique trouve un plus grand profit dans la perception d'une redevance annuelle que dans celle d'un capital qu'elle recevrait d'un seul coup; et la plupart des paroissiens aimeront mieux acquitter un franc tous les ans pour leurs places, que dix francs une fois payés pour toute leur vie, s'ils sont exigibles sur-le-champ. On fera peut-être bien de respecter ce mode de location des *bancs* là où il existe, si d'ailleurs, le peuple, presque partout coutumier, s'obstine à le garder; parce qu'on ne détruit pas les vieux usages d'une localité sans exciter de profonds mécontentements, qui s'adressent quelquefois au curé lui-même. On pourra supprimer ce mode de location au fur et à mesure des vacances qui surviennent, soit par décès, soit par changement de domicile; on relouera ensuite les places vacantes pour un temps limité et non plus à vie.

L'expérience est là pour démontrer que le mode préférable pour tirer des *bancs* un produit avantageux aux fabriques, est d'exiger une prestation annuelle. L'expérience prouve encore combien ces concessions à vie sont embarrassantes pour les fabriques, qui se dépouillent ainsi du droit de faire dans les églises des changement souvent très-utiles. Aussi l'usage de louer à vie tombe-t-il partout en désuétude, parce que les fabriques en ont reconnu les inconvénients.

Lorsque le revenu d'une fabrique, par suite de concessions à vie trop nombreuses, ne suffit point absolument à ses dépenses, on peut essayer de faire consentir les paroissiens à la résiliation du bail, moyennant quelques dédommagements en faveur des concessionnaires. On pourrait encore, en maintes circonstances, trouver quelques moyens légaux pour faire prononcer la cassation du bail, dont souvent la rédaction et les clauses n'ont pas été conformes aux lois. Cela est d'autant plus facile aux fabriques d'un grand nombre de paroisses rurales qu'il n'existe pas même souvent la moindre trace de bail ni de preuve écrite en faveur de ces concessions à vie.

Nous conseillons donc, d'après notre propre expérience, et celle de plusieurs auteurs, de faire des locations annuelles, ou, si l'on redoute des renouvellements trop fréquents, des locations de trois ou six ans.

Il est fort important de faire acquitter chaque année les redevances pour places de *bancs*, sans en laisser jamais en retard ; la moindre négligence sur ce point aurait les plus fâcheuses conséquences pour

le temporel des églises. Si, pour opérer les recouvrements, il était indispensable d'en venir à des poursuites, on ne devrait pas reculer devant cet inconvénient, bien que grave, parce qu'il faut prévenir la ruine des fabriques, qui, par contre-coup, entraînerait bientôt celle du culte. Malgré le zèle qui doit animer les curés pour les intérêts de leurs églises, ils sentiront sans doute assez qu'ils ne peuvent convenablement s'immiscer dans les réclamations d'argent à faire auprès de leurs paroissiens, ni intenter personnellement contre eux des poursuites judiciaires dans le but de faire rentrer les redevances de *bancs*. Le seul rôle qui convienne à un curé, en cette circonstance, c'est de faire comprendre aux fidèles les besoins de la fabrique et la nécessité de contribuer aux frais de la célébration du culte.

Mais avant d'en venir à des moyens de rigueur, il faudrait d'abord prendre et épuiser tous les moyens de persuasion ; puis adresser aux récalcitrants une invitation par la voie du juge de paix ; puis enfin, si ces moyens étaient inutiles, recourir à une citation par huissier : mais, pour éviter de pareils inconvénients, les fabriques, dans le cahier des charges pour les locations, feront très-bien, à l'avenir, de déclarer que le prix des places devra toujours être payé d'avance, et dans le courant du mois de décembre, de sorte que, si l'on trouvait encore des récalcitrants, les places non payées puissent être mises en adjudication au 1er janvier. Voyez à cet égard le paragraphe suivant.

§ XVI. *Concessions de* BANCS ; *payement d'avance.*

Plusieurs auteurs donnent aux fabriques le conseil de stipuler toujours, dans les concessions de *bancs* à faire par elles, que le prix en sera chaque année acquitté d'avance, dans un délai déterminé, et que le défaut de payement entraînera la résolution des concessions ; plusieurs prélats ont adressé aux conseils de fabriques de leurs diocèses des recommandations dans le même sens ; nous ne pouvons que renouveler ici ces utiles et sages recommandations. C'est le moyen d'éviter des contestations pour le payement des places, en cas de décès ou de mauvaise volonté des adjudicataires.

Dans beaucoup de paroisses, le principal revenu de la fabrique consiste dans la location des *bancs* et places dans l'église. Ces *bancs* et places se louent moyennant le prix annuel le plus modeste, comme un, deux et trois francs, quelquefois même moins d'un franc. Nous connaissons des paroisses où il n'est pas possible de les louer plus de 25 centimes. Cependant, il est encore des concessionnaires qui, soit par négligence, soit par mauvaise volonté, n'acquittent pas exactement cette minime rétribution. Pour les y contraindre, il faudrait recourir à des poursuites judiciaires et à des actes de rigueur.

Les conseils de fabriques et leurs trésoriers cherchent avec raison à éviter d'en venir à ces extrémités. Ils ont pour cela plusieurs motifs : en effet, et d'abord, ces poursuites sont toujours pénibles, et plus pénibles encore lorsqu'elles s'exercent en quelque sorte au nom de l'Eglise contre des paroissiens ; en second lieu, la somme, objet de la réclamation, est si peu élevée, qu'il est à peu près impossible que les frais à faire, quelquefois même ceux à supporter par chacune des parties, ne la dépassent pas de beaucoup.

Dans le but de prévenir ces désagréments et ces frais, les fabriques les mieux administrées ont généralement soin d'insérer dans le cahier des charges pour la location des *bancs* (*Voyez* ci-après, pag. 470, les articles 6 et 7 du modèle de cahier des charges), cahier qui, accepté par les concessionnaires, devient ainsi la loi commune de la fabrique et de ces concessionnaires, une clause portant que le prix de location de chaque *banc* sera payé tous les ans, d'avance, à une époque déterminée, entre les mains du trésorier de la fabrique et à son bureau ; qu'à défaut par le concessionnaire d'avoir opéré ce payement au jour fixé, la concession sera, de plein droit, réputée résiliée ; que le concessionnaire sera déchu de tout droit au *banc*, et ce *banc* immédiatement remis en adjudication par la fabrique ; qu'enfin ce concessionnaire sera, à cet égard, constitué en demeure, sans qu'il soit besoin d'aucun acte, et par la seule échéance du terme. Mais la fabrique peut-elle agir ainsi légalement ? Le *Journal des conseils de fabriques*, *tom.* XII, *pag.* 22, répond affirmativement. Les concessions de *bancs* dans les églises, dit-il, opérées par les fabriques, de quelque manière qu'elles soient effectuées, constituent de véritables contrats, puisque, d'une part, la fabrique s'oblige à assurer au concessionnaire la jouissance du *banc*, et que, d'autre part, le concessionnaire s'oblige envers la fabrique à payer un certain prix pour cette jouissance. Ce sont des contrats synallagmatiques ou bilatéraux, puisque les deux parties, la fabrique et le concessionnaire, s'obligent ainsi réciproquement l'une envers l'autre (1). Enfin, ce sont des contrats de louage (2), bien que d'une nature spéciale, et quoiqu'ils ne confèrent au concessionnaire qu'un droit d'usage personnel.

Ce contrat s'est tellement présenté à l'esprit du législateur comme un contrat de louage, que c'est toujours comme tel qu'il le désigne. Ainsi, on lit, dans les articles 67, 68 et 70 du décret du 30 décem-

(1) « Le contrat est synallagmatique ou bilatéral, lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres. » (*Code civil*, *art.* 1102.)

(2) « Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige de lui payer. » (*Code civil*, *art.* 1709.)

bre 1809 : « Art. 67. Quand la *location* des chaises sera *mise en ferme*...; de tout quoi il sera fait mention dans le *bail*... » — « Art. 68. Aucune concession de *bancs*... ne pourra être faite, soit par *bail* pour une prestation annuelle..... » — « Art. 70..... s'il s'agit d'une concession par *bail* pour une prestation annuelle... » On pourra seulement observer que le législateur semble réserver l'emploi de cette expression *bail* pour les concessions opérées moyennant une prestation annuelle.

Il y a donc lieu d'appliquer à ces contrats les règles du contrat de louage, et surtout les règles applicables à tous les contrats synallagmatiques en général.

Or, l'une de ces règles, résultant du droit naturel et admise dans toutes les législations, c'est que la condition résolutoire (1) est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfera pas à son engagement; l'autre partie est par cela même déliée du sien. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix d'en demander la résolution avec dommages-intérêts. (Code civil, art. 1184.) Il est vrai que, dans ce cas, la résolution doit être demandée en justice, et qu'il peut être accordé par le juge un délai au défenseur, selon les circonstances.

Mais cette condition résolutoire, toujours sous-entendue dans tous les contrats synallagmatiques, peut y être aussi formellement exprimée. Les parties peuvent stipuler expressément que la convention sera résolue, de plein droit, par la seule échéance du terme, sans qu'il soit besoin d'acte ni de sommation. Ces stipulations, si elles ont été faites, sont parfaitement légales, parfaitement valables, et doivent recevoir leur exacte exécution.

Il ne faut pas se dissimuler que, la plupart du temps, les concessionnaires de places dans l'église qui retardent ou refusent de s'acquitter, ne le font point par suite de gêne ou d'embarras pécuniaires, mais qu'ils n'agissent ainsi que par mauvaise volonté, par esprit de tracasserie ou par l'effet de mauvaises passions. De semblables motifs ne méritent pas d'indulgence.

Il faut remarquer en outre que la fabrique doit remettre en adjudication les *bancs* et places de la redevance desquels, pour une raison quelconque, on ne renouvelle pas le payement, souvent parce qu'on se propose de s'absenter, parce qu'on désire ne pas continuer la même location, etc. Pour pouvoir procéder avantageusement aux nouvelles adjudications, pour pouvoir même opérer ces nouvelles

(1) « La condition résolutoire est celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation, et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé. » (*Code civil, art.* 1183.)

concessions, il faut que la fabrique ait, à la même époque, la disposition de toutes les places à relouer. C'est ce qui n'arriverait pas s'il fallait suivre, à l'égard de chaque concessionnaire, une procédure en quelque sorte particulière ; c'est, au contraire, le résultat qu'on obtient par une déchéance de plein droit et une mise en demeure produite par la seule échéance du terme, et un ou plusieurs avertissements donnés au prône.

Il importe d'ailleurs que la nécessité, toujours pénible, de faire signifier des actes d'huissiers aux concessionnaires de places en retard de se libérer, d'intenter même contre eux des poursuites en justice, n'écarte pas, d'une part, des fonctions fabriciennes les hommes honorables et dévoués qui consentent encore à se charger de ces fonctions, et, d'autre part, n'entraîne pas sans cesse les fabriques à des procédures coûteuses et multipliées. Or, le seul moyen d'éviter cette nécessité consiste à stipuler qu'à défaut de payement exact, les concessions seront résolues de plein droit par la seule échéance du terme, sans qu'il soit besoin d'aucun acte de mise en demeure, soit au moyen d'un acte qui, comme un avertissement au prône, n'entraîne aucuns frais.

Enfin, ces résolutions de plein droit et sans acte sont même dans l'intérêt des concessionnaires, contre lesquels les fabriques seraient sans cesse forcées de faire des actes judiciaires dont les frais tomberaient toujours, en définitive, à la charge de ces concessionnaires, et dépasseraient le montant des redevances à payer par eux.

§ XVII. *Formes à observer dans la location des* BANCS.

Nous ne parlerons, dans ce paragraphe, que des locations de *bancs* faites pour un temps déterminé, par exemple, pour un, deux, trois, six ou neuf ans, etc., c'est-à-dire de locations de *bancs* à consentir, *banc* par *banc*, à chaque habitant, pour être occupé par lui et par sa famille.

Quand il y a un ou plusieurs *bancs* à louer dans une église, le conseil de fabrique doit en faire avertir publiquement les paroissiens, en faisant annoncer en même temps et consigner dans une délibération en forme de cahier des charges (*voyez* ci-après un modèle de ce cahier des charges), qui est affichée, les conditions générales sous lesquelles sera opérée la concession des divers *bancs*, ou les clauses spéciales de la locationde chaque *banc* en particulier.

Les demandes de location de *bancs* doivent toutes être adressées au bureau des marguilliers; mais, quant au prix, un *banc* peut être loué de plusieurs manières, 1° moyennant une prestation ou redevance annuelle ; 2° moyennant une valeur mobilière une fois payée; 3° enfin, moyennant la concession d'un immeuble dont la propriété est conférée à la fabrique.

1° Lorsque la concession doit être opérée moyennant une prestation annuelle, celui ou chacun de ceux qui veulent se rendre locataires doivent adresser d'abord au bureau des marguilliers leur demande écrite, avec l'indication de la redevance annuelle qu'ils offrent de payer. Le bureau fait publier par trois dimanches, et afficher pendant un mois à la porte de l'église, soit la demande, s'il n'en a été adressé qu'une, soit la plus élevée des demandes, s'il en a été adressé plusieurs. Les paroissiens, ainsi avertis, sont libres de présenter, jusqu'au moment de l'adjudication, des offres plus élevées. Le mois expiré, le conseil de fabrique se réunit; il délibère sur les offres reçues, et il déclare concéder le *banc* à l'auteur de l'offre qui lui paraît la plus avantageuse à l'église. La délibération du conseil pour la concession forme un titre suffisant ; cependant, il est assez d'usage et il convient d'y joindre la demande écrite du concessionnaire, et, quand il sait écrire, de lui faire approuver ou du moins signer cette délibération. (Voyez ci-après, p. 467.)

2° Lorsqu'un particulier désire obtenir la concession d'un *banc* pour une valeur mobilière une fois payée, il en adresse la demande au bureau des marguilliers ; cette demande est publiée et affichée à la porte de l'église, de la même manière et pendant le même temps que dans le cas précédent. Les offres nouvelles que la publicité peut amener sont reçues pareillement; enfin, le conseil se réunit, délibère et concède le *banc*, toujours à l'auteur de l'offre la plus avantageuse. Mais, si la concession est opérée pour une valeur mobilière une fois payée, il faut, pour que la délibération du conseil soit définitive, qu'elle reçoive l'approbation de l'autorité civile. Si la valeur mobilière offerte n'est que de trois cents francs ou au-dessous, il suffit de l'autorisation du préfet ; si cette valeur est, au contraire, au-dessus de trois cents francs, il est nécessaire d'obtenir un décret impérial d'autorisation. Dans l'un et l'autre cas, c'est le conseil de fabrique qui sollicite l'approbation de la concession, par une demande adressée au préfet par l'intermédiaire du sous-préfet.

3° Quand un particulier demande à devenir concessionnaire d'un *banc* moyennant un immeuble dont il offre de faire cession à la fabrique, la demande doit être encore adressée, publiée et affichée, toujours de la même manière; mais, afin que chacun puisse juger de la valeur de l'offre et se porter à enchérir, le bureau doit, en outre, faire évaluer l'immeuble offert en capital et en revenu, et cette évaluation doit être comprise dans les affiches et les publications (1). Si le conseil de fabrique croit devoir accorder la concession

(1) La loi en prescrivant au bureau des marguilliers de faire évaluer l'immeuble offert en capital et en revenu, lui a par là même laissé le choix de la personne pour remplir cette mission. Quand il s'agit d'une pièce de terre, il est d'usage de

du *banc* pour l'immeuble proposé, il prend à cet égard une délibération, et il sollicite l'autorisation de l'empereur, dans les mêmes formes que pour l'acceptation des dons et legs (*voyez* ACCEPTATION), c'est-à-dire que les pièces sont adressées avec la demande au sous-préfet de l'arrondissement ; le sous-préfet donne son avis et envoie le tout au préfet ; enfin, le préfet transmet au ministre des cultes, qui fait rendre le décret d'autorisation. Ce n'est qu'en vertu de ce décret que la concession peut être définitivement consentie.

Dans ces deux cas, l'intervention de l'autorité civile est nécessaire, non pas pour valider la concession, mais pour autoriser l'acceptation du capital ou de l'immeuble donné.

Les diverses règles ci-dessus tracées résultent des art. 69, 70, 71 et 72 du décret du 30 décembre 1809, et de l'art. 1^er^ de l'ordonnance royale du 2 avril 1817.

Le décret de 1809 ne parle pas d'adjudications aux enchères pour la location des *bancs ;* cependant il a été décidé que la voie des enchères pouvait être substituée à celle des soumissions. Voyez ci-dessus, sous le paragraphe III, relatif aux concessions perpétuelles de *bancs*, page 425, une ordonnance royale à ce sujet.

Ainsi les fabriques peuvent choisir, pour l'adjudication des *bancs*, ou la voie des enchères, ou celle des soumissions, ou enfin fixer elles-mêmes un tarif. La forme des enchères peut offrir pour les fabriques des conditions meilleures et exclure tout soupçon de préférence. Néanmoins les marguilliers sont libres de suivre celui de ces trois modes qui leur paraîtra préférable.

§ XVIII. *Fermeture des* BANCS.

Les concessionnaires de *bancs*, dans certaines paroisses, ont la coutume d'en faire fermer l'entrée par une serrure pour en interdire l'accès au reste des fidèles et les tenir dans un plus grand état de propreté. Cet usage, remarque M. de Champeaux (1), n'étant point prohibé par les règlements, peut par conséquent être suivi lorsque la fabrique n'y met aucun obstacle. Mais si cette administration y trouvait quelque inconvénient, comme, par exemple, si elle avait besoin de

désigner un géomètre, parce qu'il faut en apprécier la contenance. Lorsque c'est une maison ou tout autre bâtiment qui est offert, c'est un architecte ou un entrepreneur de bâtiments, ou un maître maçon qu'il convient de nommer. Mais ce n'est cependant point une obligation légale pour le bureau, qui pourrait désigner un propriétaire ou toute autre personne du pays qui lui paraîtrait avoir les connaissances requises pour cet objet. Voyez à la fin de cet article un modèle de procès-verbal d'évaluation de l'immeuble offert.

(1) *Code des fabriques*, tom. II, page 269.

ces *bancs* pour les catéchismes, confréries et autres exercices qui ont lieu hors du temps des offices, elle aurait incontestablement le droit de s'opposer à cette fermeture. Elle devrait alors insérer dans son règlement sur la location des *bancs*, une clause relative à cetobjet, et les concessionnaires seraient tenus de s'y soumettre.

§ XIX. *Location des* BANCS *et chaises dans les hospices.*

Le produit de la location des *bancs* et chaises dans les chapelles des hospices appartient à ces établissements, et non point aux fabriques des églises paroissiales dans la circonscription desquelles ils sont situés. (*Lettre du ministre de l'intérieur au préfet de la Loire-Inférieure du* 12 *juillet* 1843.)

§ XX. *Registres des places des* BANCS.

Les fabriques bien organisées ont deux registres pour les *bancs*, l'un pour inscrire les concessionnaires, l'autre pour le prix des places. Mais il ne faut pas confondre le *registre des concessionnaires de places* tenu par le bureau, avec le *registre de perception du prix des places* tenu par le trésorier.

Le premier doit être assez gros pour que l'on puisse consacrer une page à chaque *banc*, et même deux, si le *banc* contient plus de quatre ou cinq places. On divise l'espace par chaque *banc* en autant de parties qu'il y a de places dans le *banc*, et l'on affecte chaque partie à l'enregistrement des concessionnaires successifs de la même place. Ainsi disposé, ce registre peut servir pendant un très-grand nombre d'années; plus il est ancien, plus il offre d'intérêt par la multitude des renseignements qu'il peut fournir, soit sur les concessionnaires successifs d'une même place, soit sur le montant de la location à diverses époques. L'enregistrement des concessionnaires doit y être fait avec d'autant plus d'exactitude et de soin, que c'est ordinairement d'après ce registre que se résolvent la plupart des difficultés et des contestations qui s'élèvent au sujet des droits respectifs de la fabrique et des concessionnaires. Quand la paroisse est populeuse, il est bon, pour faciliter les recherches, de former une table alphabétique des concessionnaires avec renvoi à la page de leur enregistrement.

Le second peut être dressé de manière à n'exiger que quelques pages d'écritures pour quinze à vingt ans.

Nous proposons un exemple de la disposition à donner à chacun de ces deux registres. Le second n'a que cinq colonnes pour cinq années, mais il est convenable d'en mettre un plus grand nombre.

REGISTRE *des concessionnaires de places de* BANCS.

Grande nef (ou allée), côté de l'épître.

1er banc portant le n° et contenant quatre places.

Première place.

Concédée, le 2 décembre 1840, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 8 fr. une fois payée.

Concédée, le 3 décembre 1851, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 6 fr. une fois payée, et la redevance annuelle de 0 fr. 75 c., payable le 1er décembre.

Concédée, le 27 novembre 1860, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 15 fr. une fois payée.

Concédée, le 3 décembre 1867, à N..., pour sa vie, moyennant redevance annuelle de 1 fr. 50 c., payable chaque année d'avance dans la première quinzaine d'octobre.

Deuxième place.

Concédée, le 2 décembre 1840, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 7 fr. 50 c.

Concédée, le 28 novembre 1861, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 20 fr. une fois payée et la redevance annuelle de 0 fr. 75 c. payable le 1er décembre.

Concédée, le 3 décembre 1866, à N..., pour sa vie, moyennant la redevance annuelle de 1 fr. 25 cent., payable chaque année d'avance dans la première quinzaine d'octobre.

Troisième place.

Concédée, le 1er décembre 1841, à N..., à vie, moyennant la somme de 8 fr. une fois payée.

Concédée, le 27 décembre 1862, à N..., à vie, moyennant la somme de 8 fr. une fois payée et la redevance annuelle de 0 fr. 50 c. payable le 1er décembre.

Quatrième place.

Concédée, le 17 octobre 1853, à N..., pour sa vie, moyennant la somme de 6 fr. 50 c. une fois payée.

Concédée, le 3 décembre 1867, à N..., pour dix ans, moyennant la redevance annuelle de 2 fr. 25 c., payable d'avance dans la première quizaine d'octobre.

REGISTRE *de perception du prix des places de* BANCS.

Grande nef (ou allée), côté de l'épître.

NUMÉRO des bancs.	NOMBRE des places de chaque banc.	NUMERO des places de chaque banc.	NOMS des CONCESSIONNAIRES.	REDEVANCE ANNUELLE.	SOMMES REÇUES EN				
					1857	1858	1859	1860	1861
			A chaque adjudication annuelle, le trésorier portera dans cette colonne et la suivante les changements qu'elles nécessitent.						

§ XXI. MODÈLES *pour la location des places et des* BANCS *de l'église.*

Nous donnons, sous ce paragraphe, tous les modèles d'actes qui nous paraissent nécessaires pour la location des *bancs*. Nous les empruntons à divers auteurs. On peut les modifier selon les cas ou les circonstances, surtout le cahier des charges qui doit contenir exactement et catégoriquement toutes les conditions de la location des *bancs*.

Règlement concernant la location des places et des bancs de l'église. (1)

ART. 1er. Les *bancs* et places de l'église Saint- de seront loués, à la demande des fidèles, pour un temps qui ne pourra être moindre d'une année, ni plus long que la vie des concessionnaires.

ART. 2. Toute personne qui voudrait obtenir une concession de cette nature devra en faire la demande au bureau de la fabrique (sur une feuille de papier timbré), et faire soumission de payer, entre les mains du marguillier-trésorier, une prestation annuelle qui ne pourra, en aucun cas, être inférieure à fr. La demande devra con-

(1) Ce règlement est une espèce de cahier des charges. Voyez-en ci-après, p. 469 un autre modèle.

tenir la désignation exacte de la place, ou le numéro du *banc*, ainsi que la durée de la concession que l'on désirera obtenir.

ART. 3. La demande sera affichée et publiée, pendant un mois, à la porte de l'église, afin que chacun puisse obtenir la préférence par une offre plus avantageuse. Cette offre devra être faite par écrit et dans les mêmes formes que la demande elle-même.

ART. 4. A l'expiration du délai d'un mois fixé par les affiches, la demande sera soumise à la délibération du conseil, et, sur son autorisation, il sera procédé à l'adjudication par le bureau de la fabrique.

ART. 5. Le procès-verbal d'adjudication sera soumis, dans les vingt jours suivants, à la formalité de l'enregistrement aux frais de l'adjudicataire.

ART. 6. Le prix de la concession sera payé annuellement et d'avance entre les mains et au domicile de M. le marguillier-trésorier. Le premier payement sera exigible dès le premier jour de la jouissance, et les payements subséquents seront effectués à pareil jour de chacune des autres années de la durée de la concession.

ART. 7. A défaut de payement dans le mois qui suivra l'échéance annuelle, la résiliation du bail sera facultative pour la fabrique, sans préjudice des poursuites qu'elle aurait le droit d'exercer contre l'adjudicataire, si elle préférait continuer la location (1).

ART. 8. La location sera résiliée de fait, si l'adjudicataire vient à quitter la paroisse sans y conserver de domicile. (*Voyez* ci-dessus, p. 448, le § XII relatif au changement de domicile.)

ART. 9. Les frais du renouvellement des *bancs* loués, lorsqu'il en sera besoin, seront à la charge de la fabrique, mais les réparations nécessaires seront procurées par l'adjudicataire, et à ses frais. (*Voyez* ci-dessus, p. 440.)

ART. 10. Il ne sera pas loué de places dans l'église, sans qu'au préalable le soumissionnaire n'ait obtenu le consentement écrit de M. le curé de la paroisse, lequel consentement sera joint à la demande de concession.

ART. 11. S'il était jugé convenable d'apporter quelque changement dans le placement et la distribution des *bancs*, les concessionnaires ne pourraient y former aucune opposition, ni réclamer aucune

(1) Dans certains règlements ou cahiers des charges, ces deux articles n'en font qu'un, ainsi conçu : « Les places seront payées d'avance; tout le mois de décembre (ou tout autre mois) sera l'époque du payement. Tout concessionnaire quelconque qui n'aura pas payé au 1er janvier sera déchu de ses droits, et sa place ou ses places seront louées le 1er dimanche de janvier, après une publication faite au prône de la grand'messe. » On peut ajouter que cette clause ne sera, en aucun cas, réputée comminatoire. Voyez ci-dessus, p. 457, § XVI, ce que nous disons de la nécessité de faire toujours payer d'avance les places de *bancs*.

diminution du prix de location. Si toutefois il résultait de ces changements un préjudice notable pour le concessionnaire, celui-ci aurait le droit de demander et d'obtenir la résiliation du bail, mais sans pouvoir prétendre à indemnité. (*Voyez* ci-dessus, p. 441.)

ART. 12. Il ne pourra pas être fait de sous-locations; cependant tout concessionnaire pourra admettre une ou plusieurs personnes à la jouissance d'une partie de son *banc*, après en avoir prévenu le bureau de la fabrique. (*Voyez* le § VIII ci-dessus, p. 437.)

ART. 13. Indépendamment des locations qui seront faites par une prestation annuelle, des concessions pourront être accordées au prix d'un capital ou d'un immeuble, sauf l'accomplissement des formalités prescrites par les art. 69 et 71 du décret du 30 décembre 1809.

ART. 14. Le présent règlement, approuvé par le conseil de l'œuvre et fabrique de l'église Saint- de , sera affiché à la porte de la sacristie, et mis en vigueur à dater du

Fait à , le mil huit cent

Les membres du conseil de fabrique, (*Signatures.*)

Demande de concession de BANC (1).

Je soussigné , demeurant à désirant obtenir la jouissance d'un *banc* dans l'église Saint- de , pour moi et ma famille, prie MM. les membres du bureau de fabrique de ladite église de vouloir bien m'accorder la concession, pour *trois* années consécutives, du *banc* portant le numéro , lequel est vacant en ce moment, m'engageant à payer annuellement et d'avance à la fabrique, pour prix de cette concession, et pendant sa durée, la somme de , et à me conformer aux dispositions du règlement à la date du , dont je déclare avoir une parfaite connaissance.

A , le 18

Signature.

Affiche pour une concession de BANC.

Fabrique de l'église de

On fait savoir que le , il a été fait demande de concession pour années, et moyennant le prix annuel de francs, du *banc* de l'église portant le numéro . Les personnes qui désireraient obtenir la préférence par une offre plus avantageuse, sont invitées à déposer leur soumission au presbytère (ou à la sacristie) avant le prochain.

A , le 18

Le marguillier-trésorier, (*Signature*).

(1) Il faut que cette demande de concession soit sur papier timbré.

Délibération du conseil de fabrique.

Le conseil de fabrique,

Vu la demande présentée le , par M. , tendant à obtenir la concession pour *trois* années, et moyennant le prix annuel de francs, du *banc* de l'église portant le numéro ; et attendu qu'après affiches et publications dans les formes prescrites, il n'a été fait aucune offre plus avantageuse, -

Accepte la soumission faite par ledit sieur et autorise MM. les membres du bureau à procéder à l'adjudication de ladite concession.

A , le mil huit cent

Signatures.

Procès-verbal de l'adjudication d'un BANC.

L'an de grâce mil huit cent , le , nous membres du bureau de fabrique de l'église Saint- de , réunis en séance publique pour, ensuite d'affiches et publications dans les formes voulues par la loi, procéder à l'adjudication de la location du *banc* de l'église portant le numéro ; adjudication autorisée par délibération du conseil à la date ;

Vu les demande et soumission faites le par M. , et attendu que, dans le délai fixé par les affiches, il n'a été fait aucune offre plus avantageuse que celle du soumissionnaire,

Déclarons M. adjudicataire de la concession du *banc* désigné ci-desssus, pour trois années consécutives qui commenceront le présent jour, moyennant la somme de , que ledit sieur s'engage à payer annuellement et d'avance, en un seul terme, et à la charge par lui de se conformer aux dispositions du règlement, arrêté par le conseil le , et dont lecture a été donnée à l'ouverture de la séance.

Et a ledit sieur , présent et acceptant, signé avec nous le présent procès-verbal qui sera à ses frais, soumis à la formalité de l'enregistrement dans le délai de vingt jours.

Fait à , les an, mois et jours que dessus.

Signature de l'adjudicataire. *Signatures des membres du bureau.*

Acte de concession (au bas de la demande).

Le bureau des marguilliers de l'église de

Vu la demande ci-dessus et la délibération du conseil de fabrique en date du , relative à ladite demande;

Fait concession à M. , propriétaire, demeurant à ,

par bail pour années consécutives à dater du présent jour, du *banc* de l'église portant le numéro ; à charge par ledit sieur, qui déclare s'y soumettre :

1° De payer annuellement et d'avance à la fabrique, pour prix de concession, la somme de ;

2° D'entretenir le *banc* loué et de le réparer toutes les fois qu'il en sera besoin pendant le temps de la concession;

3° Etc.

Fait à , en séance publique, le mil huit cent .

Signature du concessionnaire. *Signature des membres du bureau.*

CAHIER *des charges de la concession des places de* BANCS (1).

L'an de grâce mil huit cent , le janvier, premier dimanche dudit mois, le conseil de fabrique dûment convoqué au prône de la messe paroissiale du dimanche précédent, s'est réuni au presbytère, à l'issue de la grand'messe (*ou* des vêpres), en séance ordinaire, sous la présidence de M. N...

Etaient présents MM. N..., N..., N..., N..., N..., N...

Le conseil, appelé à délibérer sur le mode de concession des places dans les *bancs* de l'église, a arrêté les dispositions suivantes :

ART. 1^er^. Les places, concédées aux enchères, seront pour un temps qui ne pourra excéder la vie du concessionnaire, et moyennant une redevance annuelle payable chaque année d'avance (2).

ART. 2. A défaut de payement de cette redevance annuelle à l'époque fixée, la place sera considérée comme abandonnée par le concessionnaire et louée de nouveau, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement préalable, à moins que la fabrique ne préfère conserver les droits résultant de la concession et poursuivre le payement par les voies de droit.

ART. 3. Les concessionnaires à vie auront la faculté de se libérer de la redevance annuelle en la rachetant au taux de 5 p. 100.

ART. 4. Il ne sera fait de concession de places qu'aux seuls habitants de la paroisse, et nul ne pourra devenir concessionnaire de plusieurs places si ce n'est le chef de maison ayant domestiques, lequel pourra louer une place pour lui et une place pour ses domestiques. Ne seront point admis comme concessionnaires de places les

(1) Ce cahier des charges est dressé une fois pour toutes par le conseil, fait et règle pour le bureau tant que le conseil n'y apporte aucun changement.

(2) L'art. 57 du règlement du 19 mai 1786, portait à cet égard : « Seront tenus « les adjudicataires de payer la première année d'avance, sinon, à défaut de paye- « ment, et après un délai de six mois expiré, lesdits *bancs* seront publiés et adjugés « de nouveau. »

enfants qui n'auront pas fait leur première communion (*ou* atteint l'âge de ans); et auxquels d'ailleurs une place particulière est assignée (1).

ART. 5. Les concessions sont toutes personnelles, et ne confèrent aux concessionnaires le droit, ni de sous-louer, ni de faire accepter leurs places par d'autres.

ART. 6. La fabrique ne garantit aux concessionnaires la jouissance de leurs places que pour les seuls offices paroissiaux; et la concession n'empêche pas qu'au besoin les places concédées restent libres pour les catéchismes, exercices de confrérie, mariages, enterrements, etc., (2).

ART. 7. La concession est résiliée de plein droit et sans indemnité après un an de changement volontaire de résidence. (*Voyez* ci-dessus, p. 448.)

ART. 8. Les concessions consenties par la fabrique ne font pas obstacle aux dispositions qui pourraient être faites par M. le curé pour maintenir et, au besoin, pour opérer la séparation des sexes à l'église, non plus qu'aux changements que l'autorité ecclésiastique jugerait devoir apporter ou consentir dans le placement ou la distribution des *bancs*, ainsi que l'article 30 du décret du 30 décembre 1809 lui en reconnaît le droit (3). Seulement si ces changements causaient un préjudice notable au concessionnaire, celui-ci aurait la faculté de renoncer à la concession, mais sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, à moins que le concessionnaire n'ait usé de la faculté mentionnée en l'article 3, auquel cas le capital par lui versé serait remis, après prélèvement du montant de la redevance annuelle pour la durée de la jouissance (4).

ART. 9. Le conseil de fabrique autorise, conformément aux dispositions des articles 66 et 70 du décret du 30 décembre 1809, le bureau des marguilliers à régir la location desdites places aux charges, clauses et conditions ci-dessus.

Lecture faite du présent procès-verbal, il a été approuvé et signé séance tenante.

Signatures.

(1) On n'insère cet article dans le cahier des charges qu'autant que les places ne sont pas assez nombreuses pour la population.

(2) Dans les paroisses où les fabriques louent des places dans le chœur, on ajoutera : *Les concessionnaires de places dans le chœur devront, au besoin, les laisser libres pour les cérémonies religieuses recommandées par le gouvernement.*

(3) *Voyez* ci-dessus, page 445, à l'occasion de l'arrêt de la Cour de cassation du 22 avril 1868, l'importance de cette clause.

(4) Dans certaines localités on peut ajouter un article ainsi conçu : « Ceux qui, n'étant pas concessionnaires de places à l'église, y occuperont un siége quelconque, *banc*, chaise ou stalle, payeront 5 centimes par office. »

Location des bancs par adjudication publique aux enchères. — Délibération du conseil de fabrique.

L'an mil huit cent , le du mois de
Le conseil de fabrique de l'église paroissiale de , dûment convoqué au prône de la messe paroissiale du dimanche précédent, s'est réuni, etc.

Le conseil,

Considérant que le bail actuel des *bancs* expirera le prochain, et qu'il importe de procéder avant cette époque à une nouvelle location, tant dans l'intérêt des paroissiens que pour prévenir toute interruption du revenu des *bancs*, a réglé, ainsi qu'il suit, le mode et les conditions du nouveau bail :

ART. 1er. Les *bancs* de l'église portant les nos seront loués par adjudication publique, le dimanche , à l'issue des vêpres, pour une nouvelle période de années, qui commencera le . Le prix annuel de location, pour chaque *banc* séparément, sera mis à l'enchère et l'adjudication faite par le bureau de la fabrique au plus offrant et dernier enchérisseur.

ART. 2. Les enchères seront ouvertes sur les mises à prix fixées par le bureau. Chaque adjudication sera inscrite immédiatement au procès-verbal et constatée par la signature de l'adjudicataire.

ART. 3. Le prix de location sera payé annuellement et d'avance entre les mains du trésorier de la fabrique. A défaut de payement dans le mois qui suivra l'échéance de la redevance annuelle, le bail sera résilié de plein droit à l'égard des locataires en retard, et le conseil de fabrique pourra, s'il le juge à propos, faire procéder à la relocation des *bancs* dont la redevance n'aurait pas été acquittée. Le droit de retour sera acquis par la simple annonce, au prône paroissial, de la vacance du *banc* non payé, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité judiciaire, et sauf néanmoins l'exercice de tout droit pour l'acquit du loyer couru jusqu'à ce jour.

ART. 4. Nul ne peut être concessionnaire de places ou de *bancs* dans l'église, s'il n'a un domicile dans la paroisse. Conséquemment, la location sera résiliée de fait si l'adjudicataire vient à quitter la paroisse sans y conserver de résidence.

ART. 5. S'il était jugé convenable d'apporter quelque changement dans le placement et la distribution des *bancs*, les concessionnaires ne pourraient y former aucune opposition, ni réclamer aucune diminution de prix. Toutefois, s'il résultait pour eux de ce changement un préjudice notable, ils auraient droit à la résiliation du bail, mais sans pouvoir prétendre à indemnité.

ART. 6. Il ne pourra pas être fait de sous-location ; cependant, tout concessionnaire pourra admettre une ou plusieurs personnes à

la jouissance d'une partie de son *banc*, après en avoir obtenu l'agrément du bureau de la fabrique.

Fait et délibéré à , les jour, mois et an susdits.

Signatures.

Une copie de cette délibération, certifiée par le président du bureau, est affichée à la porte de la sacristie. L'adjudication est en outre annoncée par une affiche qui demeure placardée à la porte de l'église pendant un mois, et par publications faites au prône de la messe paroissiale.

Procès-verbal d'adjudication.

L'an de grâce mil huit cent , le dimanche , à heures de l'après-midi, en l'église de

Le bureau des marguilliers de ladite église, composé de M. , président, et de MM. , en conséquence des affiches apposées et des annonces faites par trois dimanches consécutifs le , le , et le , a procédé à la location, au plus offrant et dernier enchérisseur, des places de *bancs* actuellement vacantes, et ce aux clauses et conditions suivantes, savoir :

1° (Copier ici textuellement les articles 3, 4 et 5 de la délibération ci-dessus.)

A ces clauses et conditions, dont il a été donné lecture, les enchères ont été ouvertes, et les adjudications faites successivement ont été inscrites immédiatement au tableau ci-après :

NUMÉROS OU AUTRE DÉSIGNATION DES BANCS.	NOMS ET DOMICILE DES ADJUDICAIRES.	REDEVANCE ANNUELLE,	SIGNATURE PAR ÉMARGEMENT de chaque ADJUDICATAIRE
N° 1	M..., propriétaire, demeurant à....	» fr. » c.	
N°			

De tout quoi, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été clos les an et jour susdits, et signé par les membres du bureau, après lecture faite.

Signatures.

Ce procès-verbal doit être écrit sur papier timbré et enregistré dans le délai de vingt jours.

PROCÈS-VERBAL *d'évaluation de l'immeuble offert pour prix d'une concession de* BANC.

Cejourd'hui, du mois de , de l'année 18 , je soussigné , géomètre, demeurant à , expert nommé par délibération du bureau des marguilliers de l'église de , en date du , pour faire l'estimation d'un terrain en nature de , situé à , offert à ladite église par M. , pour prix d'une concession de *banc*, me suis transporté sur ledit terrain au mesurage et à l'évaluation duquel j'ai procédé.

L'opération étant terminée, j'ai reconnu que le terrain présente une contenance de hectares, ares, centiares, j'ai consulté ensuite les renseignements que j'avais recueillis à l'avance, tant sur le prix de vente que sur le prix de location des terres de cette situation, et j'ai estimé le terrain donné à l'église, en capital, à la somme de , par hectare, soit en totalité à , et en revenu à la somme de , par année.

En foi de quoi j'ai rédigé le présent procès-verbal.

Fait à , les jour, mois et an susdits.

Signature.

MODÈLE *d'une délibération du conseil de fabrique sur une demande de concession au prix d'un capital ou d'un immeuble.*

L'an, etc. (*préambule ordinaire*).

Le conseil, vu la demande de M. , tendant à ce qu'il lui soit fait concession viagère du *banc* portant le n° , dans l'église paroissiale, moyennant le don au profit de la fabrique, d'un immeuble situé à , en nature de , de la contenance de ares.

Vu le procès-verbal d'expertise dressé le , par M. , nommé par le bureau des marguilliers pour procéder à l'évaluation de l'immeuble offert pour prix de la concession ;

Est d'avis d'accorder audit sieur , la concession viagère du *banc* ci-dessus désigné, moyennant la donation offerte en sa demande, et, en conséquence, d'autoriser le bureau des marguilliers à souscrire, conjointement avec ledit sieur , un acte authentique de cette concession.

Fait et délibéré à , les jour, mois et an susdits.

Signatures.

BANNIÈRES.

Dans les paroisses rurales, il existe ordinairement une *bannière* représentant le patron de la paroisse. Cette *bannière* doit, en général,

être fournie et entretenue par la fabrique, car elle fait partie des ornements de l'église, à moins qu'il n'existe une confrérie du patron de la paroisse; dans ce cas, ce serait à cette confrérie à la fournir.

Pour les *bannières* de la confrérie de la sainte Vierge ou d'autres confréries, c'est à ces confréries qu'il appartient d'y pourvoir. Elles en sont par conséquent propriétaires. (*Voyez* CONFRÉRIES.)

L'article 14 du règlement du 30 mai 1718 prescrivait au *porte-bannière* de se rendre exactement aux processions où la *bannière* devait être portée. Il en doit encore être de même aujourd'hui. Ce serait au curé ou desservant à le nommer ou le destituer, comme il nomme et destitue les autres employés de l'église dans les paroisses rurales. Mais dans les paroisses urbaines, il ne pourrait le faire que sur la proposition des marguilliers. (*Voyez* BEDEAU.)

Dans les confréries de la sainte Vierge, ce sont des jeunes filles qui portent la *bannière*. Il est évident qu'il n'appartient qu'au curé de les choisir, ainsi que celles qui tiennent les cordons de la *bannière*, et son choix ne doit tomber que sur celles qui se font remarquer par leur piété. Il doit éviter avec soin de la laisser porter par des personnes peu honorables et même parfois d'une vie assez équivoque.

C'est aussi au curé qu'il appartient de nommer celui qui doit porter la *bannière* de la confrérie du Saint-Sacrement dans les paroisses où cette confrérie existe. Il en est de même pour toutes les confréries, malgré les usages établis dans quelques-unes de ces confréries. Ce droit du curé, dans ces cas, s'étend aussi bien aux paroisses des villes qu'à celles des campagnes. Il ne peut y avoir de difficultés sur le droit exclusif du curé que pour la *bannière* du patron de la paroisse, seulement dans les villes.

BANQUEROUTE.

Ceux qui ont fait *banqueroute* ne peuvent être fabriciens. (*Voyez* FAILLITE.)

BANQUETTE.

Dans les églises où se trouvent des bancs, on permet trop facilement d'y établir des *banquettes*, espèces de rallonges se tirant et se poussant à volonté et destinées à offrir quelques places de plus au besoin. Sous quelque rapport, ces *banquettes* peuvent être fort utiles dans les églises trop petites pour contenir les fidèles; mais elles nuisent à la circulation, au bon ordre, et en général l'on ne peut trop engager les pasteurs à chercher un autre moyen de donner place à

leurs ouailles. Dans ce cas, nous préférerions des chaises qu'on peut placer et enlever à volonté.

Quoiqu'il en soit, dans les églises où ces *banquettes* existent, elles peuvent et doivent être louées de la même manière que les *bancs*. (*Voyez* BANCS.)

Nous croyons que le curé, par mesure de police, aurait le droit de faire supprimer ces *banquettes*, même sans le concours du conseil de fabrique. (*Voyez* BANCS, § XI.)

BAPTÊME.

Nous parlerons ici du refus de *baptême*, des précautions à prendre pour l'administrer, des honoraires du *baptême*, et nous dirons si l'on peut administrer ce sacrement à un enfant avant qu'il soit inscrit sur les registres de l'état civil.

§ I. *Refus de* BAPTÊME.

Le refus d'administrer le *baptême* à un enfant, sur le motif que la personne qui le présente à l'église, n'est pas agréée par le curé, donnerait lieu à un appel comme d'abus ; puisque, d'une part, cette personne ne participe pas à la cérémonie religieuse, et que, de l'autre, aucune règle canonique n'autorise les curés à n'admettre, en pareil cas, que des personnes agréées par eux. (*Arrêt du conseil d'Etat du 24 décembre* 1828 rapporté ci-après.) Un arrêt du conseil d'Etat du 11 janvier 1829, a même statué qu'il y aurait abus, si le refus du *baptême* avait pour unique cause l'inconduite de la personne portant l'enfant. (*Voyez* APPEL COMME D'ABUS, § II.) On ne peut par conséquent refuser une sage-femme, parce qu'elle ne participe en rien à la célébration du *baptême*. Si l'on avait à se plaindre d'elle, il serait plus prudent de la prévenir en particulier. (*V.* SAGE-FEMME.)

Lorsque le curé ne refuse pas le *baptême*, mais seulement les parrain et marraine, il n'y a pas lieu à appel comme d'abus ; car le curé est obligé en cela de se conformer aux règles de l'Eglise et aux statuts de son diocèse. Par exemple, ceux qui présentent un enfant au *baptême* doivent en leur nom prononcer une formule de profession de foi, s'ils ne voulaient pas la donner telle que le prêtre l'exige, l'autorité civile n'aurait rien à décider.

Un curé agira prudemment en s'enquérant à l'avance des personnes que l'on se propose de présenter pour parrains et marraines, et si ce sont des enfants trop jeunes, des pécheurs publics et scandaleux, des gens mariés seulement au civil, il fera remarquer que les lois de l'Eglise ne permettent pas de les accepter. Il faut surtout se garder d'attendre pour les refuser que toute la famille se soit pré-

sentée à l'église, aux fonts de *baptême*, ce qui pourrait amener des scènes fâcheuses et par là des haines entravant le ministère d'un curé, etc. (*Voyez* PARRAIN.)

ARRÊT *du conseil d'Etat du 24 décembre* 1828.

« CHARLES, etc.,

« Vu la loi du 8 avril 1802, notamment l'article 6,

« Considérant qu'aucun des documents administratifs ci-dessus visés, ne viennent à l'appui de l'allégation des réclamants, au sujet des paroles injurieuses et diffamatoires qu'ils accusent le desservant de Dammartin d'avoir proférées en chaire et qu'ils n'affirment point avoir entendues eux-mêmes ;

« Que le refus que ce desservant a fait d'administrer le *baptême* aux enfants présentés à l'église par la dame Boyard, n'a été accompagné d'aucuns discours injurieux pour elle, d'où il suit qu'il n'y a lieu à renvoyer le desservant de Dammartin devant les tribunaux.

« Considérant néanmoins que le refus d'administrer le *baptême* à un enfant, sur le fondement que la personne que ses parents ont chargée de veiller à sa conservation et de le présenter à l'église, n'est pas agréée par le curé ou desservant de la paroisse, n'en est pas moins abusif, puisque, d'une part, cette personne ne participe point à la cérémonie religieuse du *baptême*, et que, de l'autre, aucune règle canonique, admise dans le royaume, n'autorise les curés ou desservants à n'admettre, en pareil cas, que des personnes agréées par eux ;

« Notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et déclaré, ordonnons et déclarons ce qui suit :

« ART. 1er. Il y a eu abus de la part du sieur Gilbert, prêtre de la commune de Dammartin, en ce qu'il a refusé d'administrer le *baptême* aux enfants portés à l'église par la dame Boyard ; — en conséquence, il lui est enjoint de s'abstenir à l'avenir de pareils refus. — Le surplus de la requête des sieur et dame Boyard est rejeté. »

§ II. *Administration du* BAPTÊME, *précautions à prendre.*

Les précautions à prendre pour administrer le *baptême*, sans inconvénients pour les enfants, se trouvent prescrites par le rituel ou par les ordonnances diocésaines. Ces précautions consistent principalement à faire tiédir un peu d'eau, pendant la saison rigoureuse de l'hiver, précautions que la nécessité oblige souvent de prendre lorsque l'eau baptismale est gelée. Il nous semblait parfaitement inutile que l'autorité civile prescrivît des mesures à cet égard, pour un accident qui fut alors signalé. Quoi qu'il en soit, nous rapportons ici cette circulaire, et nous engageons MM. les ecclésiastiques à prendre les précautions qu'elle rappelle.

CIRCULAIRE *du 14 janvier* 1831, *relative aux précautions à prendre dans l'administration du baptême.*

« Monseigneur,

« L'administration du *baptême* aux enfants nouveau-nés exige, de la part des

ministres du culte, des précautions particulières qu'on ne saurait négliger sans les plus graves inconvénients. Au jugement des gens de l'art, une subite impression d'eau froide, versée sur les organes encore si délicats, peut devenir mortelle, et l'expérience a malheureusement prouvé la réalité de ce danger. On fait assez généralement usage d'eau tiède dans cette cérémonie, mais il est néanmoins des localités où l'on se dispense de cette sage précaution ; il peut en résulter des malheurs que l'on aurait à déplorer.

« Un de ces funestes accidents, récemment constaté, vient de m'être signalé.

« Je me crois donc obligé, Monseigneur, par d'aussi graves motifs, de réclamer l'intervention de votre autorité auprès de MM. les curés et desservants de votre diocèse, pour qu'au moins, pendant la saison rigoureuse de l'année, ils soient attentifs à n'employer que de l'eau tiède dans la cérémonie du *baptème*. Vous jugerez sans doute convenable de leur en faire une obligation rigoureuse : l'humanité et la religion elle-même la leur imposent.

« Il vous sera facile, Monseigneur, de leur faire comprendre l'étendue de la responsabilité qu'une négligence en matière aussi grave ferait peser sur eux aux yeux des familles et de la société entière. »

Signé BARTHE.

§ III. *Honoraires pour les* BAPTÊMES.

Le sacrement de *baptême*, dit M. Le Besnier, s'administre gratuitement ; mais le curé peut accepter les offrandes qui lui sont volontairement faites par les parrain et marraine. Cependant, dans certains diocèses, les *baptêmes* sont portés dans le tarif comme les mariages et les inhumations.

Les officiers de l'église ne perçoivent que ce qui leur est personnellement et immédiatement donné.

Si la famille demande que l'on sonne les cloches, alors la fabrique reçoit un droit qui est déterminé d'après les règlements du diocèse, et, à défaut, en vertu d'arrêtés de la fabrique. Ce droit varie suivant le nombre de cloches et le temps pendant lequel on les sonne. Les fournitures que la fabrique serait dans le cas de faire, telles que cierges, doivent également lui être payées.

Les cierges offerts pour les *baptêmes* appartiennent au curé. (*Voyez* CIERGES.)

§ IV. *Si un enfant peut être baptisé avant d'être inscrit sur les registres de l'état civil.*

L'exigence de certains maires est portée quelquefois bien loin. Il en est qui croient pouvoir défendre à leurs administrés de présenter les enfants à l'église avant de les avoir présentés à la mairie, et aux curés, de leur conférer le *baptême* avant qu'ils n'aient été inscrits sur les registres de l'état civil. Les uns font ces défenses verbalement ou par lettres, d'autres les formulent en arrêtés, et prétendent les imposer au nom de la loi.

Mais la loi est complétement muette à cet égard. Les maires qui se rendent coupables d'un tel abus outrepassent gravement leur compétence et excèdent les limites de leur pouvoir. Leurs défenses, par conséquent, ne peuvent en aucun cas être obligatoires, et leurs arrêtés, de quelques formes qu'ils soient revêtus, fussent-ils même approuvés de l'autorité supérieure, sont illégaux, et d'une nullité radicale. Les ecclésiastiques, pas plus que les citoyens, ne sont tenus de s'y conformer, et aucune peine ne saurait être prononcée contre ceux qui en violeraient les dispositions.

On conçoit facilement, sans que nous l'approuvions cependant (*voyez* BÉNÉDICTION NUPTIALE), que l'article 199 du Code pénal défende à tout ministre d'un culte de procéder aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui soit justifié préalablement d'un acte de ce mariage reçu par l'officier de l'état civil, car la célébration, par le ministre du culte, d'une union que la loi civile n'aurait pas sanctionnée, pourrait compromettre l'état civil de certaines personnes ; par exemple, celui des enfants qui seraient issus de cette union. On conçoit également que l'article 77 du Code civil exige qu'aucune inhumation ne soit faite sans une autorisation de l'officier de l'état civil, car cet article a pour objet d'empêcher le renouvellement d'imprudences, de malheurs et même de crimes dont il n'existe que trop d'exemples ; mais on ne saurait rien alléguer de semblable relativement au *baptême*. Au contraire, il y a mille circonstances où il est plus urgent de baptiser un enfant que d'aller déclarer sa naissance aux magistrats.

Tout ce qu'on pourrait demander aux ecclésiastiques, ce serait de rappeler aux parents, au moment des *baptêmes*, qu'aux termes de l'article 55 du Code civil, la naissance de tout enfant doit être déclarée, dans les trois jours de l'accouchement, à l'officier de l'état civil du lieu.

L'auteur du *Manuel de Droit français* fait remarquer très-sérieusement que rien ne s'oppose à ce que la cérémonie du *baptême* soit remplie, à l'égard du nouveau-né, avant la déclaration à l'état civil; que l'article 57 des articles organiques de la convention entre Pie VII et le gouvernement français ne prescrit le préalable de l'état civil que pour le mariage. Comme si cet estimable jurisconsulte craignait que l'on ne crût l'observation des articles organiques plus nécessaire encore, ou plus efficace pour le salut éternel que le sacrement de la régénération.

Les actes de *baptême* tenaient autrefois lieu d'actes de naissance. Il n'en est plus de même aujourd'hui. La loi du 20 septembre 1792 a enlevé aux curés la tenue des registres qui constatent la naissance, pour la donner aux officiers de l'état civil. L'article organique 55 ajoute : « Les registres des ministres du culte n'étant et ne pouvant

être relatifs qu'à l'administration des sacrements, ne peuvent dans aucun cas suppléer les registres ordonnés par la loi pour constater l'état civil des Français. » (*Voyez* REGISTRES.)

Les extraits de *baptême* ne peuvent par conséquent avoir, dans l'état actuel de notre législation, d'autre utilité que de constater qu'une personne a été baptisée. Ces extraits de *baptême* doivent toujours être signés par le curé qui les délivre, et scellés du sceau de la paroisse qui en garantit l'authenticité, autrement la signature du curé devrait être légalisée par l'évêché. (*Voyez* SCEAU.)

§ V. BAPTÊME *des enfants trouvés.*

(*Voyez* ENFANTS TROUVÉS.)

§ VI. BAPTÊME *des cloches.*

Nous parlons, sous le mot CLOCHE, § II, de la bénédiction qu'on appelle vulgairement *baptême* des cloches. Nous y disons aussi à qui il appartient de nommer les parrains et marraines.

BAPTISTÈRE.

(*Voyez* FONTS BAPTISMAUX.)

BARRETTES.

C'est aux fabriques à fournir les *barrettes*, bonnets carrés, surplis, etc. (*Voyez* SURPLIS.)

Quant aux *barrettes* des cardinaux, voyez CARDINAL.

BAS-CHOEUR.

(*Voyez* MAÎTRISE.)

BATIMENTS.

Les *bâtiments* servant à l'exercice de la religion sont : l'église, le presbytère, et les *bâtiments* ruraux qui en dépendent, ainsi que les anciennes maisons vicariales. Leur entretien est à la charge de la fabrique ou de la commune. (*Voyez* ÉGLISE, PRESBYTÈRE.)

Aux termes de l'article 41 du décret du 30 décembre 1809, les marguilliers, et spécialement le trésorier, doivent avoir soin de visiter, avec des gens de l'art, au commencement du printemps et de l'automne, les *bâtiments* appartenant aux fabriques et ceux dont elles ont l'usage, comme les presbytères et les églises. (*Voyez* ARCHITECTE.)

C'est un devoir pour les marguilliers, et même pour les conseils de fabrique, de veiller à l'exécution de ces prescriptions.

Les maires eux-mêmes, dit M. Rio, dans son *Manuel des Fabriques*, ne peuvent y demeurer indifférents; car il arrive souvent que la négligence des marguilliers sur ce point entraîne à des dépenses doubles de ce qu'elles auraient été, et nécessitent la demande de secours aux communes, toutes choses que l'on eût évitées si les *bâtiments* avaient été visités et réparés en temps opportun.

Nous rapporterons, à cet égard, un fait dont nous avons été témoin, et qui prouve combien il est important que les marguilliers fassent la visite prescrite par l'article 41 du décret du 30 décembre 1809, et prennent des mesures pour faire exécuter promptement les réparations que demandent les *bâtiments* appartenant à la fabrique, et ceux dont elle a l'usage. Une tempête avait enlevé, sur la fin de l'automne, quelques tuiles de la toiture d'une église ; on négligea de les faire remettre aussitôt, ce qui n'eût pas coûté plus de 30 francs, mais les pluies et les gelées de l'hiver endommagèrent tellement le mur, qui se trouvait en partie découvert, que, d'après les devis d'un architecte, les réparations devaient s'élever à la somme de 600 fr. La fabrique, trop pauvre pour fournir cette somme, eut recours à la commune, et demanda un secours au préfet du département. Le conseil municipal vota 300 francs, et la préfecture promit une somme égale. Mais, pendant qu'on remplissait ces formalités légales, qui sont d'une longueur désolante, un second hiver survint, pendant lequel le mur s'écroula avec une partie de la voûte. Après avoir rempli de nouvelles formalités et demandé de nouveaux secours, les réparations furent faites, et coûtèrent plus de 6,000 fr. ! Avec 30 francs employés en temps opportun, on eût évité une dépense aussi considérable, et tous les inconvénients qui furent la suite d'une si coupable négligence.

Pour faciliter la visite des *bâtiments*, nous donnons un modèle de procès-verbal de cette visite, et nous indiquons la manière de faire promptement et par économie les réparations des *bâtiments* paroissiaux.

Il est avantageux pour les petits séminaires et les communautés religieuses placés dans des *bâtiments* qui n'appartiennent point à l'Etat, aux départements ou aux communes, d'assurer ces *bâtiments* contre l'incendie. (*Voyez* ASSURANCE.) Mais, pour les *bâtiments* qui appartiennent à la fabrique, nous croyons cette mesure inutile.

Procès-verbal de visite des BATIMENTS.

L'an de grâce mil huit cent , le nous soussignés , membres du bureau des marguilliers de l'église de , assistés

de M. , architecte (on peut de même se faire accompagner par un entrepreneur de *bâtiments*, un maître maçon, ou toute autre personne capable de donner des renseignements exacts sur chaque espèce de réparations), avons procédé, conformément à l'art. 41 du décret du 30 décembre 1809, à la visite des *bâtiments* paroissiaux, à l'effet de reconnaître et de constater les réparations qu'il serait nécessaire d'y procurer. Cette visite a donné lieu aux observations suivantes :

Réparations locatives.

1° La porte d'entrée principale de l'église est gravement endommagée par l'humidité dans sa partie inférieure ; il est utile de la faire réparer jusqu'à la hauteur de , et de la faire repeindre à l'huile sur toute sa surface extérieure. Cette réparation, fourniture comprise de deux ais en chêne de millimètres d'épaisseur, a été évaluée par M. l'architecte à. . . . . 25 fr.

2° Les fenêtres de l'église ont aussi besoin de réparations : cent vitres environ sont cassées; la dépense de leur remplacement a été estimée à. 15

3° La grille en fer placée à l'entrée du cimetière est presque entièrement séparée du mur , elle est couverte partout d'une rouille épaisse ; plusieurs barreaux et la serrure ont été enlevés. Il est très-urgent de la remettre en bon état, et d'y faire appliquer une forte couche de peinture à l'huile pour la préserver de l'oxidation. Cette réparation, compris kilogrammes de fer neuf et la fourniture d'une nouvelle serrure a été évaluée à. . . . 60

Réparations d'entretien.

4° La charpente du côté bas méridional de l'église s'est affaissée de centimètres sur une étendue de mètres carrés, par suite de la faiblesse des bois employés primitivement à sa construction. La réparation de cette partie de charpente nous a paru indispensable, à raison des accidents que sa chute totale pourrait occasionner ; M. l'architecte en a estimé provisoirement la dépense, compris la fourniture de stères de bois neuf et le rétablissement de la couverture, à la somme de. 800

Grosses réparations.

5° . . . . . »

Montant présumé des réparations. . . . . 900 fr.

Le présent procès-verbal, dressé immédiatement après la visite, a été clos et signé en séance, en l'église (ou le presbytère) de , par nous, membres du bureau, et M. , architecte, les jour, mois et an susdits.

Signatures.

Les marguilliers pourvoient sur-le-champ et par économie, aux réparations locatives ou autres qui n'excèdent pas 50 fr. dans les paroisses au-dessous de 1000 âmes, et 100 fr. dans celles d'une plus grande population, sans préjudice, toutefois, des dépenses réglées pour le culte. (*Art.* 41 *du décret du* 30 *décembre* 1809.)

Réparations par économie. — Délégation du bureau.

L'an, etc.

Le bureau des marguilliers,

Vu le procès-verbal de visite de *bâtiments* en date du , lequel porte à la somme de quarante francs les réparations à faire tant à la porte principale qu'aux fenêtres de l'église, a chargé M. , l'un des membres dudit bureau, de commettre immédiatement des ouvriers, à ces réparations, d'en surveiller l'exécution et de régler le mémoire des ouvrages après leur entière confection.

Fait en séance à les jour, mois et an susdits.

Signatures.

Délibération du conseil ordonnant des réparations par économie.

L'an, etc.

M. , marguillier-trésorier, ayant demandé la parole au nom du bureau (le rapport peut être oral), a exposé au conseil que la grille en fer placée à l'entrée du cimetière est en très-mauvais état, que la nécessité d'y procurer des réparations a été constatée au procès-verbal de visite des *bâtiments* en date du , et que la dépense de ces réparations a été évaluée audit procès-verbal à la somme de soixante francs.

Le conseil, sur la proposition de M. le président, a chargé le bureau des marguilliers de pourvoir immédiatement et par économie aux réparations dont il s'agit, et d'en imputer le payement sur l'art. 3 des dépenses du budget (*ou bien :* sur les fonds libres de la fabrique).

Fait et délibéré à les jour, mois et an susdits.

Signatures.

BAUX.

(*Voyez* BAIL.)

BEDEAU.

Les *bedeaux* sont nommés et révoqués par le bureau des marguilliers, sur la proposition du curé ou desservant. (*Art.* 33 *du décret de* 1809.)

Mais, dans les paroisses rurales, ce droit appartient exclusivement au curé. (*Art.* 7 *de l'ordonnance du* 12 *janvier* 1825.)

Le traitement du *bedeau* est toujours réglé par le conseil de fabrique, soit que le curé le nomme ou les marguilliers, et il est payé par elle. (*Art.* 37 *du décret de* 1809.) (*Voyez* SUISSE.)

D'anciens règlements prescrivaient au *bedeau* les fonctions qu'il devait remplir; celui du 19 mai 1786, art. 84, porte : « Le *bedeau* « ira chercher le curé à son presbytère avant l'office, et l'y recon- « duira après l'office; il précèdera toujours la personne qui offrira « le pain à bénir et celle qui quêtera pour les pauvres; il sera tenu « d'aller chercher le prédicateur au lieu qui lui sera indiqué, de le « conduire en chaire, de rester au bas de la chaire pendant le ser- « mon, et de le reconduire ensuite; comme aussi de précéder et « conduire les quêteurs et les personnes qui se présentent, à l'of- « frande, et il aura soin de chasser les chiens qui entreront dans « l'église. »

L'usage est encore le même aujourd'hui.

Ce sont encore les *bedeaux* qui sont chargés de garder l'ordre et le rang de présentation du pain bénit dans la paroisse, et de porter aux habitants les chanteaux à l'effet de les avertir que leur tour est arrivé de fournir le pain bénit.

Le *bedeau*, dit M. l'abbé Prompsault, est nommé par la fabrique et révoqué par elle, sur la proposition du curé ou desservant. « Le Besnier, ajoute-t-il, M. l'abbé André, et Mgr Affre disent que, dans les paroisses rurales, le droit de le nommer appartient au curé ou desservant, depuis l'ordonnance royale du 12 janvier 1825. *Ils sont dans l'erreur ;* cette ordonnance, qui modifie sur d'autres points l'article 35 du décret du 30 décembre 1809, ne le modifie point sur celui-ci, ou pour mieux dire n'est applicable qu'à des paroisses qui n'ont pas de *bedeaux*. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne reçoit des ordres, pour ce qui regarde le service religieux, que du curé. »

Avant de nous accuser d'être dans *l'erreur* avec Mgr Affre, M. Le Besnier et tous les auteurs sans exception qui ont traité cette question, M. l'abbé Prompsault aurait bien fait de lire le rapport qui précède l'ordonnance du 12 janvier 1825, et que nous reproduisons au mot FABRIQUE, il aurait pu se convaincre que l'auteur même de cette ordonnance de 1825 était tombé dans la même *erreur*. Car voici comment il s'exprime :

« Il paraîtrait également indispensable de modifier le droit existant, en ce qui concerne la nomination des sacristains, chantres et sonneurs dans les communes rurales. D'après l'article 33 du décret du 30 décembre 1809, la nomination et la révocation de l'organiste, des sonneurs, des *bedeaux*, suisses et autres serviteurs de l'église, appartient aux marguilliers, sur la proposition du curé ou desservant. Mais il est facile de concevoir combien ce droit, exercé rigoureusement, présente d'inconvénients dans les communes rurales, où la plupart des marguilliers n'ont point d'éducation, et peuvent dès lors manquer aux égards et aux convenances. C'est un moyen certain d'entretenir les mésintelligences entre le pasteur et les paroissiens peu zélés, et de susciter de grandes contrariétés au desservant. Ce serait donc concourir à rendre au clergé des campagnes la considération dont il doit jouir, que de le soustraire à cette dépendance, etc. »

Il est donc bien évident qu'on a voulu soustraire le curé ou desservant à la dépendance de marguilliers sans éducation, en lui accordant la nomination et la révocation des chantres, sonneurs, sacristains et autres serviteurs de l'église, y compris les *bedeaux*, car il y en a dans beaucoup de paroisses rurales, quoique en pense M. Prompsault. L'ordonnance a donc modifié l'article 33 du décret de 1809, sur ce point comme sur les autres.

Aucune formalité n'est prescrite pour la nomination des *bedeaux* et autres employés de l'église. Il suffit, par conséquent, que le curé, quand cette nomination lui est dévolue, désigne la personne qui doit remplir cette fonction et qu'il fasse connaître son choix au bureau des marguilliers, qui en prend acte. Lorsque c'est le bureau qui nomme il le fait par une délibération... Voici un modèle de nomination :

MODÈLE *de la nomination d'un* BEDEAU *ou d'un serviteur quelconque de l'église par le bureau.*

Le bureau des marguilliers de l'église de , sur la proposition de M. , curé de ladite église,

Arrête ce qui suit :

Le sieur N. (*désigner les nom, prénoms, profession et domicile*), est nommé (*désigner les fonctions et l'emploi*), en remplacement de M. , décédé (ou *démissionnaire* ou *révoqué*).

Il sera tenu (*indiquer les devoirs et obligations de la charge*). Son traitement est fixé à ...

A , le 18 .

(*Signatures.*)

BÉNÉDICTION NUPTIALE.

La *bénédiction nuptiale* est la cérémonie religieuse du mariage. (*Voyez* MARIAGE.)

La loi du 18 germinal an X, porte, art. 54 : « Les curés ne donneront la *bénédiction nuptiale* qu'à ceux qui justifieront, en bonne et due forme, avoir contracté mariage devant l'officier civil. »

Les deux articles suivants du Code pénal renferment des dispositions très-rigoureuses contre ceux qui enfreindraient cette prescription légale.

« ART. 199. Tout ministre d'un culte qui procèdera aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, sera, pour la première fois, puni d'une amende de seize francs à cent fr.

« ART. 200. En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre du culte qui les aura commises sera puni, savoir : Pour la première récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans; et pour la seconde, de la détention. »

On est vraiment frappé d'étonnement en voyant encore en vigueur ces dispositions législatives, aujourd'hui que la Constitution reconnaît à chacun la pleine et entière liberté de son culte, et même le droit de n'en avoir aucun. Il est même loisible à tous les citoyens, sans que la loi s'en inquiète le moins du monde, de contracter une union quelconque, et de devenir pères, comme de vils animaux, et le prêtre se rendra coupable en donnant à des époux qui en reconnaissent l'efficacité, la *bénédiction* qui sanctifie leur union ! Mais il est évident que les articles de loi, que nous venons de rapporter, portent atteinte à la liberté de conscience et que le gouvernement, en les maintenant, usurpe sur les droits imprescriptibles de l'Eglise; car il ne lui appartient pas plus de régler ce qui concerne la *bénédiction nuptiale*, que ce qui a rapport aux sacrements de Baptême, de Pénitence, d'Eucharistie, etc. Il n'a pas plus le droit de défendre que celui d'ordonner qu'on administre un sacrement dans tel cas particulier. Ce n'est point à la puissance séculière de prescrire les règles à suivre pour l'administration des sacrements. « Qu'on nous re-
« garde, dit saint Paul (1), comme les ministres de Jésus-Christ et
« les dispensateurs des mystères de Dieu. »

D'ailleurs, qu'y a-t-il de plus spirituel que la *bénédiction nuptiale ?* et comment le législateur, qui n'attache aucun effet au mariage religieux, qui regarde comme indifférente la présence ou l'absence du

(1) I *Epître aux Corinthiens*, ch. IV.

curé, vient-il défendre un acte purement spirituel ? C'est évidemment une anomalie dans notre législation actuelle.

Cependant, comme on peut suivre la loi civile dont il s'agit, sans aller contre les lois de l'Eglise, il est prudent pour un pasteur de s'y conformer, à raison des graves inconvénients qu'il y aurait d'être en opposition avec la puissance civile. *Videte, fratres, quomodò cautè ambuletis.... quoniam dies mali sunt* (1).

Il est donc essentiel que les ecclésiastiques exigent des fidèles qui réclament la *bénédiction nuptiale*, qu'ils justifient, par un certificat en bonne forme, délivré par l'officier de l'état civil, qu'ils ont rempli les conditions exigées par les articles 165 et suivants du Code civil.

Le décret du 9 décembre 1810 prescrit que ces certificats seront assujettis au timbre de 25 centimes. (*Voyez* CERTIFICAT.)

Les *bénédictions nuptiales* sont du nombre des cérémonies religieuses pour lesquelles les fidèles peuvent offrir un honoraire aux ministres de la religion, et une rétribution aux fabriques. Les règlements de chaque diocèse fixent cet honoraire.

La *bénédiction nuptiale* doit être accordée gratuitement aux indigents.

Un arrêt du tribunal correctionnel de Privas, du 30 avril 1847, a condamné un curé à 16 francs d'amende et aux dépens, pour avoir procédé à un mariage religieux, sans qu'il lui eût été préalablement justifié de la célébration du mariage civil.

Portalis dit que les motifs qui ont déterminé à défendre aux curés de donner la *bénédiction nuptiale* à ceux qui n'ont pas contracté mariage devant l'officier civil, ont eu pour objet de prévenir les unions clandestines et furtives. Mais ce qu'il ajoute est une contradiction palpable ou une injure à la morale publique; car il est permis de vivre en concubinage, et l'on ne peut, de par la loi, recevoir le sacrement qui *n'est relatif qu'au salut des époux et aux grâces qu'ils peuvent recevoir du ciel*, à moins d'avoir préalablement comparu devant l'officier civil. (*Voyez* ci-dessus, p. 344.)

M. l'abbé Prompsault pense avec raison que la défense, portée par le gouvernement, est générale et s'étend aux mariages de conscience faits *in extremis* tout aussi bien qu'aux autres. Cependant, ajoute-t-il(2), l'usage a toujours été publiquement et universellement observé de marier en face de l'Eglise, ou de donner la *bénédiction nuptiale* à deux personnes qui ont vécu ensemble sans être unies civilement, et qui, au moment où l'une d'elle va mourir demandent à régulariser leur position aux yeux de l'Eglise, ne pouvant ou ayant de bonnes raisons pour ne vouloir pas contracter des engagements civils. Dans

(1) Saint Paul *aux Ephésiens*, ch. v, v. 15 et 16.
(2) *Dictionnaire raisonné.*

ce cas, la *bénédiction nuptiale* n'étant plus qu'une simple affaire de conscience et sa réception ne devant point détourner de l'accomplissement de l'acte civil des personnes qui sont réputées l'avoir accompli, ou qui ont des raisons légitimes de ne pas l'accomplir, et ne compromettant l'état civil d'aucune personne, du moins d'une manière dommageable, le législateur n'a pas eu, ce semble, l'intention d'étendre jusque là sa prohibition. On peut donc continuer de donner la *bénédiction nuptiale in extremis* sans contrevenir aux lois et sans encourir les peines portées par les articles 199 et 200 du Code pénal.

BIENFAISANCE (BUREAUX DE).

(*Voyez* BUREAU DE BIENFAISANCE.)

BÉNÉFICE ECCLÉSIASTIQUE.

On donne improprement ce nom à la dotation attachée à l'exercice de certaines fonctions ecclésiastiques.

Les titulaires de ces fonctions exercent sur les biens qui composent la dotation, tous les droits d'un véritable usufruitier, et en supportent les charges, sauf néanmoins les modifications prescrites par le décret du 6 novembre 1813, rapporté sous le mot BIENS.

Ce décret et les lois postérieures ont évité de prononcer le mot *bén éfice* en rétablissant les biens des cures, des menses épiscopales et des chapitres ; mais il n'est pas moins vrai que la reconstitution de ces biens forme de véritables *bénéfices*, c'est-à-dire, suivant le droit canon, « des droits attribués à des ecclésiastiques de jouir pendant leur vie de biens consacrés à Dieu, à cause de l'office spirituel dont ils sont chargés par l'autorité de l'Eglise. »

D'après une décision de la Pénitencerie romaine, en date du 19 janvier 1849, les évêchés, les canonicats et les cures prennent la nature de *bénéfice* et doivent être considérés comme tels. Ainsi les *bénéfices* supprimés par les lois de la révolution subsistent encore en France sous d'autres noms. C'est ce qui nous détermine à en dire ici quelques mots.

Le titulaire des *bénéfices ecclésiastiques* n'est pas obligé de fournir caution, mais lors de sa prise de possession il doit en être dressé procès-verbal par devant le juge de paix, avec promesse de jouir en bon père de famille, d'entretenir les biens avec soin et de s'opposer à toute usurpation et détérioration. (*Décret du 6 novembre 1813, art. 7.*)

Il doit en outre être fait inventaire, par le trésorier de la fabrique, des titres, des instruments aratoires et de tous les objets mobiliers qui garnissent les lieux. (*Ibid., art.* 5.)

Le titulaire ne peut faire des baux qui excèdent neuf ans, et autrement qu'aux enchères. (*Ibid.*, *art.* 9.) Mais ces baux peuvent aujourd'hui être de dix-huit ans. (*Voyez* BAIL.)

Il jouit des bois-taillis, conformément à l'article 590 du Code civil, mais il est tenu, pour les coupes des futaies, de se conformer à ce qui est ordonné pour l'aménagement des bois des communes. (*Voyez* BOIS.)

Il est tenu de toutes les réparations, même des grosses, mais seulement jusqu'à concurence du tiers du revenu foncier, s'il n'y a pas de somme en réserve ; quant à l'excédant, il peut y être pourvu par un emprunt ou même par l'aliénation d'une partie du fonds. (*Ibid.*, *art.* 13.)

Il faut observer que les curés ne sont tenus, à l'égard des presbytères, qu'aux réparations locatives. Les autres sont à la charge des communes. (*Voyez* RÉPARATIONS.)

Pour ce qui concerne les *bénéfices* proprement dits qui ont été détruits par les lois de la révolution spoliatrices des biens ecclésiastiques, voyez notre *Cours de droit canon*.

BÈNITIER.

Le *bénitier* portatif servant à l'aspersion de l'eau bénite et son goupillon font partie du mobilier de l'église; ils doivent être fournis par la fabrique. (*Voyez* VASES SACRÉS.)

Il doit y avoir un *bénitier* en marbre ou en pierre à chaque porte de l'église.

C'est la fabrique qui doit également en faire l'acquisition et la réparation quand elle est nécessaire.

BESTIAUX.

Un arrêt du conseil d'État, en date du 4 juin 1614, défend de mener paître les *bestiaux* dans les cimetières. L'article 17 du décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804), qui autorise la police municipale à s'opposer à ce qu'il se commette en ces lieux aucun acte contraire au respect dû aux morts, lui confère le droit d'empêcher un pareil oubli des convenances.

Si l'autorité municipale souffrait un tel désordre, le curé ou les marguilliers, après en avoir prévenu le maire, pourraient s'en plaindre au préfet par voie de pétition. Mais ils ne sauraient s'y opposer de leur autorité privée. Le curé pourrait aussi, dans ce cas, d'après l'ordre de son évêque, interdire le cimetière.

BIENFAITEUR.

Tout *bienfaiteur* d'une église peut obtenir la concession d'un banc ou d'une chapelle pour lui et sa famille, tant qu'elle existera. (*Voyez* BANC.) L'avis du conseil de fabrique, approuvé par l'évêque et le ministre des cultes, est nécessaire pour cela. (*Décret de* 1809, *art.* 72.)

Il en est de même du donateur dont il est parlé dans le même paragraphe de cet article; mais, par donateur, on ne doit pas entendre celui qui donne une église, mais celui qui fait un don quelconque à une église. (*Voyez* DONATEUR.)

Les *bienfaits* qui peuvent donner lieu à une concession perpétuelle de banc doivent être d'une certaine importance. Ainsi, dans les paroisses rurales, le prix d'une concession doit être au moins, pour une tribune, d'une rente annuelle de 16 à 60 fr.; pour un simple banc, de 5 à 25 fr. (*Circulaire ministérielle du* 12 *avril* 1819); pour une chapelle, de 50 fr. au moins de revenu, pour le cas de concession à la famille, ou de 25 fr. au moins pour celui de la concession à deux époux seulement. (*Décision ministérielle rendue en* 1812.)

Dans les villes, les prix de concession sont plus considérables. D'après une décision ministérielle, du 17 février 1813, il faut au moins constituer une rente de 200 fr. pour être réputé *bienfaiteur* d'une église, et pour pouvoir, comme tel, prétendre à la concession d'une chapelle.

Les décisions précédentes ont eu sans doute pour base un projet de tarif que le ministère des cultes fit préparer en 1809, mais qui n'a jamais reçu d'exécution, parce qu'en effet il serait difficile de poser à cet égard des règles précises, les circonstances de lieu, de temps, de population devant nécessairement influer sur l'importance que l'on peut attacher à la concession. Bien que ce tarif, conservé dans les archives du ministère des cultes n'ait reçu aucune sanction, nous croyons devoir le reproduire ainsi que les considérations qui le précèdent. C'est un document que nos lecteurs ne seront sans doute pas fâchés de posséder, et qui pourra leur servir au besoin.

L'auteur de ce document commence par examiner les questions suivantes :

A quel donateur ou *bienfaiteur* l'article 72 du décret du 30 décembre 1809 doit-il s'appliquer ?

Quelle différence doit-on mettre lorsqu'il s'agit de chapelle, de tribune et de banc ; lorsqu'il s'agit d'une grande ville, d'une ville moyenne ou d'une campagne; lorsque la demande est faite pour le temps de l'existence d'une famille, pour la durée de la vie du *bienfaiteur*, ou, s'il est marié, pour la durée de la vie des époux ?

Et il les résout ainsi :

Il faut d'abord bien se pénétrer, dit-il, de l'idée que le décret n'a point entendu accorder des distinctions analogues aux anciens droits honorifiques dans les églises, et qu'on a voulu seulement provoquer la bienfaisance en faveur des fabriques. Si, en résultat, les personnes plus riches obtiennent les distinctions dont il s'agit, ce sera une sorte de prix des sacrifices qu'elles auront faits, sacrifices qu'il est dans l'intérêt de tous les paroissiens d'accepter et d'encourager, ce qui dès lors n'a rien de contraire au droit naturel d'égalité dans les églises. L'espèce de distinction ou de commodité que l'on obtient dans une église étant plus considérable si c'est une chapelle, moindre si c'est une tribune, mais plus grande encore que si c'est un banc, il est évident que les avantages faits à l'église doivent êtreplus fortspour une chapelle que pour une tribune, et pour celle-ci que pour un banc.

A l'égard de la concession de la chapelle, il est également certain que la construction et l'entretien de cette chapelle sont une conséquence et une charge nécessaire pour ceux qui la demandent, sans que cette dépense puisse être considérée comme un bienfait, dans le cas même où l'église en acquerrait plus d'étendue, à raison de la grandeur de la chapelle.

Pour obtenir une pareille concession, il faut avoir mérité le titre de *bienfaiteur* d'une manière distinguée, eu égard au besoin de l'église, et les bienfaits le plus à considérer sont ceux qui s'appliquent à des objets d'une plus grande nécessité.

Le décret met en première ligne la construction ou donation d'une église.

On peut encore assimiler au donateur d'une église celui qui y ferait des réparations assez importantes pour qu'on pût les regarder comme une reconstruction d'une grande partie, telle que la moitié ou le tiers.

En seconde ligne, après la donation ou la reconstruction de partie de l'église, on doit mettre les sommes nécessaires pour la célébration du culte.

Mais celui dont la donation aurait cet objet doit considérer qu'il ne peut pas y prétendre si les sommes qu'il a données ne sont pas d'une valeur égale ou approchante de celle dépensée par celui qui a construit ou qui a fait à l'église de grandes réparations. Ainsi celui qui aurait donné des ornements, des vases sacrés ou autres effets nécessaires au service divin, ne pourrait pas s'en prévaloir si la valeur n'en était pas dans les proportions précédemment indiquées.

En partant de l'idée qu'il faut toujours avoir égard au grand besoin des églises, on doit mettre, même avant les ornements, les ressources annuelles que l'on procurerait aux fabriques pour assurer la célébration du culte sans être tenu à des secours le plus souvent difficiles envers les communes.

Ainsi après le don, la construction ou les grandes réparations d'une église, le plus grand bienfait est de donner à la fabrique un revenu en biens-fonds ou de constituer une rente à son profit. A peine sur cent fabriques en trouverait-on une seule pour laquelle ces donations de revenus fussent surabondantes; il y en a les quatre-vingt-dix-neuf centièmes qui n'ont aucun moyen de fournir même aux frais les plus médiocres de la célébration du culte.

C'est sur ces idées qu'il faut éclairer la bienfaisance des donateurs, et l'on verra ceux qui se proposent de faire des dons ou legs d'un autre genre, se porter à remplir d'une manière vraiment utile leur intention d'être les *bienfaiteurs* de l'église.

Les dons de revenus que l'on peut considérer comme le meilleur mode de bienfaisance doivent être plus ou moins considérables, selon que les diverses demandes sont faites pour la ville ou pour la campagne.

Cette espèce de taxation est susceptible d'être graduée selon l'objet des demandes, et en les divisant en quatre classes. 1° Celle dans les églises des villes au-dessus de 30,000 âmes; 2° celle dans les villes de 20,000 à 30,000 âmes, 3° celle dans les villes de 5 à 20,000 âmes, et 4° celle dans les autres villes et dans les campagnes, conformément au tableau ci-joint.

TARIF *pour la concession des bancs, tribunes, chapelles, pour la vie du concessionnaire et de sa famille tant qu'elle existera.*

Bienfaiteur : Dans une ville de plus de 30,000 *âmes ;* si le bienfait excède 800 fr., pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 25 fr. de rente; — pour un banc dans la nef, 15 fr. de rente; — pour une tribune, 30 fr. de rente; — pour une chapelle, 100 fr. de rente.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle 40 fr. de rente; — dans le chœur, *id.*; — dans la nef 25 fr.; — pour une tribune, 50 fr.; — pour une chapelle, 150 et 200 fr.

Dans une ville de 20 *à* 30,000 *âmes :* si le bienfait excède 600 fr.; — pour un banc dans une chapelle, 15 fr. de rente; — dans le chœur, *id.*; — dans la nef, 10 fr.; — pour une tribune, 25 fr.; — pour une chapelle, 75 fr.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 25 fr. de rente; — dans la nef, 35 fr.; — pour une tribune, 40 fr.; — pour une chapelle, 100 fr.

Dans les villes de 5 *à* 20,000 *âmes :* si le bienfait excède 450 fr.; pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 12 fr.; dans la nef, 8 fr.; pour une tribune, 15 fr.; pour une chapelle, 40 fr.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle ou dans le

chœur, 18 fr.; — dans la nef, 12 fr.; — pour une tribune, 24 fr.; — pour une chapelle, 60 fr.

Dans les campagnes : si le bienfait excède 300 fr. : pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 9 fr.; — dans la nef, 6 fr.; — pour une tribune, 10 fr.; — pour une chapelle, 20 fr.

Non bienfaiteur : pour un banc dans une chapelle ou dans le chœur, 12 fr.; — dans la nef, 9 fr.; — pour une tribune, 15 fr.; — pour une chapelle, 30 fr.

Si la concession n'a lieu que pour la vie du concessionnaire et de sa femme, les rentes ci-dessus seront réduites à la moitié, selon la classe.

Ces rentes sont la représentation des deniers d'entrée, ou prix de l'adjudication dont la fabrique est privée, par suite du défaut des mutations; elle sont aussi le prix de l'indemnité du privilége accordé.

BIENS.

Le mot *biens*, pris isolément, comprend les *biens* de toute espèce : les meubles et les immeubles. Nous l'employons ici dans ce dernier sens.

§ I. Biens *des fabriques.*

Les *biens* des fabriques se composent 1° des biens non aliénés qui ont été rendus à leur ancienne destination par l'arrêté du 26 juillet 1803. (*Voyez* cet arrêté ci-après, p. 493.) Un arrêté du 20 décembre 1803 (28 frimaire an XII) porte que les différents *biens*, rentes et fondations, chargés de messes anniversaires et services religieux, faisant partie des revenus des églises, sont compris dans les dispositions de l'arrêté du 26 juillet 1803 (7 thermidor an XI), c'est-à-dire qu'ils sont rendus à leur première destination.

2° Des *biens* qui ont appartenu aux anciennes confréries, d'après un décret du 17 juillet 1805, cité dans un avis du conseil d'Etat, du 28 août 1810. (*Voyez* ce décret sous le mot CONFRÉRIES.)

3° Des églises et presbytères supprimés d'après un décret du 30 mai 1806. Un autre décret du 31 juillet 1806, est venu fortifier l'arrêté du 7 thermidor, et expliquer celui du 30 mai. (Ces deux décrets sont rapportés ci-après, p. 494 et 495.)

4° De tout immeuble ou rente quelconque provenant de fondation dont le transfert n'aurait pas été consommé antérieurement. (*Avis du conseil d'Etat du* 30 *avril* 1807.)

5° Un décret du 17 mars 1809, qui n'a pas été imprimé au *Bulletin des Lois*, a rendu aussi aux fabriques les *biens* rentrés dans la main du domaine, par suite de déchéance, déclarant applicables à

ces *biens* les dispositions des articles 72 et 75 de la loi du 18 germinal an X. (*Voyez* ci-après, pag. 495.)

6° On comprend encore parmi les *biens* des fabriques ceux qui leur ont été donnés par testaments ou par actes de donation entre vifs, et ceux qu'elles ont acheté de leurs propres deniers, en vertu d'une autorisation du gouvernement.

Il a pu s'élever des doutes sur la possibilité de restituer aux fabriques des *biens* mis en vente et rentrés dans les mains du domaine, parce que les instructions de l'administration de l'enregistrement portent, en termes généraux, que ces *biens* doivent être réadjugés ; mais le décret du 17 mars 1809 est positif; et le ministre des finances a rendu, le 26 septembre 1822, la décision suivante :

« Les *biens* des fabriques aliénés, réunis au domaine de l'Etat par suite de la déchéance des acquéreurs et encore disponibles, seront restitués à ces établissements, nonobstant toutes décisions contraires qui demeureront comme non avenues, à la charge expresse par les fabriques de verser dans la caisse du domaine, pour être remis à l'acquéreur déchu les à-compte qu'il aurait payés. »

Sur une contestation qui s'est élevée entre le domaine et une fabrique, au sujet d'un presbytère, le ministre a pris, le 20 décembre 1822, cette décision spéciale :

« La déchéance du sieur N. est valablement encourue et consommée, et la fabrique de N. est maintenue en possession (1) du presbytère de N., à charge, par cette fabrique, de verser dans la caisse du domaine, pour être remis à l'acquéreur déchu, le montant de ce qui pourra lui revenir d'après ce décompte, etc. »

Diverses autres décisions conformes ont été rendues postérieurement, notamment les 4 juillet et 6 août 1823.

Enfin, une ordonnance du 28 mars 1820 a prescrit en faveur des églises légalement érigées en succursales ou chapelles, depuis la circonscription du 28 août 1808, la remise des *biens* non aliénés et possédés par le domaine, ou par des fabriques paroissiales. (*Voyez* cette ordonnance ci-après, p. 496.)

ARRÊTÉ *du 7 thermidor an XI* (26 *juillet* 1803), *relatif aux biens des fabriques.*

« ART. 1er. Les *biens* des fabriques non aliénés, ainsi que les rentes dont elles jouissaient, et dont le transfert n'a pas été fait, sont rendus à leur destination.

« ART. 2. Les *biens* de fabriques des églises supprimées seront réunis à ceux des églises conservées, et dans l'arrondissement desquelles elles se trouvent.

« ART. 3. Ces *biens* seront administrés dans la forme particulière aux *biens* com-

(1) La fabrique n'avait jamais été envoyée en possession, elle ne s'y était même pas mise.

munaux, par trois marguilliers que nommera le préfet, sur une liste double présentée par le maire et le curé ou desservant (3).

« ART. 4. Le curé ou desservant aura voix consultative (2).

« ART. 5. Les marguilliers nommeront parmi eux un caissier. Les comptes seront rendus en la même forme que ceux des dépenses communales (3).

« ART. 6. Les ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution, etc. »

DÉCRET *du* 15 *ventôse an XIII* (8 *mars* 1805) *qui applique les dispositions de l'arrêté du* 7 *thermidor an XI, aux fabriques des métropoles et cathédrales et à celles des chapitres et qui y comprend les biens des anciennes collégiales.*

« NAPOLÉON, etc.

« Sur le rapport du ministre des cultes, etc.

« ART. 1er. En exécution de l'arrêté du 7 thermidor an XI, les *biens* et rentes non aliénés provenant des fabriques des métropoles et des cathédrales des anciens diocèses, ou provenant des fabriques des ci-devant chapitres métropolitains et cathédraux, appartiendront aux fabriques des métropoles et cathédrales, et à celles des chapitres des diocèses actuels, dans l'étendue desquels ils sont situés quant aux *biens*, et payables quant aux rentes.

« ART. 2. Les *biens* et rentes non aliénés, provenant des fabriques des collégiales appartiendront aux fabriques des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles sont situés les *biens* et payables les rentes.

« ART. 3. Sont maintenues toutes les dispositions de l'arrêté du 7 thermidor an XI, auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret.

« ART. 4. Les ministres de l'intérieur, des finances et des cultes, etc. »

DÉCRET *du* 30 *mai* 1806, *qui réunit aux biens des fabriques les églises et presbytères supprimés.*

« ART. 1er. Les églises et presbytères qui, par suite de l'organisation ecclésiastique, seront supprimés, font partie des *biens* restitués aux fabriques, et sont réunis à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles ils sont situés. Ils pourront être échangés, loués ou aliénés au profit des églises et des presbytères des chefs-lieux.

« ART. 2. Ces échanges ou aliénations n'auront lieu qu'en vertu des décrets de Sa Majesté.

« ART. 3. Les baux à loyer devront être approuvés par les préfets.

« ART. 4. Les produits des locations ou aliénations des églises, et les revenus des *biens* pris en échange, seront employés, soit à l'acquisition des presbytères ou de toute autre manière, aux dépenses de logements des curés et desservants dans les chefs-lieux des cures ou succursales, où il n'existe pas de presbytères.

(1) Le décret du 30 décembre 1809 a changé cette disposition. C'est maintenant à l'évêque et au préfet de former un conseil de fabrique.

(2) Le curé actuellement a voix délibérative. *Voir* le décret du 30 décembre 1809.

(3) Cet article est également modifié par le décret du 30 décembre 1809.

« ART. 5. Les réparations à faire aux églises et aux presbytères seront constatées par des devis estimatifs, ordonnés par les préfets, à la diligence des marguilliers nommés en vertu de l'arrêté du 7 thermidor an XI (1).

« ART. 6. Les préfets enverront aux ministres de l'intérieur et des cultes, l'état estimatif des églises et presbytères supprimés dans chaque arrondissement de cures ou succursales, en même temps que l'état des réparations à faire aux églises et presbytères conservés. »

DÉCRET *du* 31 *juillet* 1806, *relatif aux biens des fabriques.*

« Vu l'article 2 de l'arrêté du gouvernement du 7 thermidor an XI, portant que les *biens* des fabriques des églises supprimées sont réunis à ceux des églises conservées, et dans l'arrondissement desquelles ils se trouvent ;

« Considérant que la réunion des églises est le seul motif de la concession des *biens* des fabriques de ces églises, que c'est une mesure de justice que le gouvernement a adoptée pour que le service des églises supprimées fût continué dans les églises conservées, et pour que les intentions des donateurs ou fondateurs fussent remplies ; que, par conséquent, il ne suffit pas qu'un *bien* de fabrique soit situé dans le territoire d'une paroisse ou succursale, pour qu'il appartienne à celle-ci, qu'il faut encore que l'église à laquelle ce *bien* a appartenu soit réunie à cette paroisse ou succursale ;

« Notre conseil d'Etat entendu, nous avons décrété, etc. :

« ART. 1er. Les *biens* des fabriques des églises supprimées appartiennent aux fabriques des églises auxquelles les églises supprimées sont réunies, quand même ces *biens* seraient situés dans des communes étrangères. »

DÉCRET *du* 17 *mars* 1809, *qui restitue aux fabriques les biens aliénés et rentrés au domaine par suite de déchéance.*

« Vu les articles 72 et 75 de la loi du 18 germinal an X, portant :

« ART. 72. Les presbytères et les jardins attenant non aliénés, seront rendus aux « curés et aux desservants des succursales.

« ART. 75. Les édifices anciennement destinés au culte catholique, actuellement « dans les mains de la nation, à raison d'un édifice par cure et par succursale, se- « ront mis à la disposition de l'évêque par arrêtés des préfets. »

« Vu l'art. 1er du décret du 30 mai 1806 ;

« Vu le rapport de notre ministre des cultes ;

« Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Les dispositions des articles ci-dessus de la loi du 18 germinal an X, sont applicables aux églises et aux presbytères qui, ayant été aliénés, sont rentrés dans les mains du domaine, pour cause de déchéance.

« ART. 2. Néanmoins, dans le cas de cédules souscrites par les acquéreurs déchus, à raison du prix de leur adjudication, le remboursement du prix de cette cédule sera à la charge de la paroisse à laquelle l'église ou le presbytère sera remis.

« Comme aussi, dans le cas où les acquéreurs déchus auraient commis des dégradations par l'enlèvement de quelques matériaux, ils seront tenus de verser la

(1) Aujourd'hui nommés en vertu du décret du 30 décembre 1809.

valeur de ces dégradations dans la caisse de la fabrique, qui, à cet effet, est mise à la place du domaine.

« ART. 3. Les dispositions du décret du 30 mai 1806 pourront être appliquées aux chapelles de congrégations et aux églises de monastères non aliénés, ni concédés pour un service public et actuellement disponibles. »

DÉCRET *du* 8 *novembre* 1810 *portant application des dispositions des décrets des* 30 *mai* 1806 *et* 17 *mars* 1809, *aux anciennes maisons vicariales.*

« NAPOLÉON, etc. Sur le rapport du ministre de l'intérieur, etc.

« Vu la loi du 18 germinal an X ;

« Vu les décrets des 30 mai 1806 et 17 mars 1809 ;

« Le conseil d'Etat entendu, etc.

« ARTICLE 1er. Les dispositions des décrets des 30 mai 1806 et 17 mars 1809 sont applicables aux maisons vicariales non aliénées, ni concédées pour un service public, et actuellement disponibles. Ces maisons feront partie des *biens* restitués aux fabriques, et seront réunies à celles des cures et succursales dans l'arrondissement desquelles elles sont situées ; elles pourront être échangées, louées ou aliénées au profit des églises et presbytères des chefs lieux, en se conformant aux dispositions prescrites par le décret du 30 mai 1806.

« ART. 2. Le ministre de l'intérieur, etc. »

ORDONNANCE *du roi, du* 28 *mars* 1820, *qui autorise, sous les conditions y exprimées, les fabriques des succursales et des chapelles érigées depuis* 1808 *à se faire remettre en possession des biens et rentes appartenant autrefois aux églises qu'elles administrent.*

« Louis, etc.

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur ; vu l'arrêté du 7 thermidor an XI (26 juillet 1803) et les décrets des 30 mai et 31 juillet 1806, concernant les *biens* et rentes des fabriques des églises ; vu le décret du 30 septembre 1807, qui détermine les cas où les communes pourront faire ériger leurs églises en chapelles ; vu notre ordonnance royale du 25 août 1819, qui augmente le nombre des succursales ; d'après les observations qui nous ont été soumises par plusieurs évêques de notre royaume ; voulant concilier, autant que possible, l'intérêt que nous inspirent les efforts et les sacrifices des communes réunies pour obtenir l'exercice de la religion, et celui que méritent les églises reconnues comme paroisses par la circonscription ecclésiastique, ainsi que les droits concédés à ces églises par l'arrêté du 7 thermidor an XI (26 juillet 1803), et les décrets des 30 mai et 31 juillet 1806 ; notre conseil d'Etat entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. Les fabriques des succursales érigées depuis la circonscription générale des paroisses du royaume approuvée le 28 août 1808, ou qui le seraient à l'avenir, sont autorisées à se faire remettre en possession des *biens* ou rentes appartenant autrefois aux églises qu'elles administrent ou à celles qui y sont réunies, dont, au moment de la publication de la présente ordonnance, le transfert ou l'aliénation n'aurait pas été définitivement et régulièrement consommée, en exécution de l'art. 2 de l'arrêté du 7 thermidor an XI et des décrets des 30 mai et 31 juillet 1806.

« ART. 2. La même faculté est accordée, sous les mêmes conditions, aux fabriques des chapelles établies conformément aux dispositions du titre II du décret du 30 septembre 1807, mais seulement quant à l'usufruit des *biens* ou rentes appartenant autrefois, soit à l'église érigée légalement en chapelle, soit à celles qui se trouveraient comprises dans la circonscription et à la charge, par la fabrique usufruitière, de donner immédiatement avis à la fabrique de la cure ou succursale, des *biens* ou rentes dont elle se serait mise ou poursuivrait l'entrée en jouissance, pour, par cette dernière, être prises les mesures nécessaires afin de se faire envoyer régulièrement en possession de la nue-propriété.

« ART. 3. Les évêques pourront nous proposer de distraire des *biens* et rentes possédés par une fabrique paroissiale, pour être rendus à leur destination originaire, soit en toute propriété, soit seulement en usufruit, suivant les distinctions établies ci-dessus, ceux ou partie de ceux provenant de l'église érigée postérieurement en succursale ou chapelle, lorsqu'il sera reconnu que cette distraction laissera à la fabrique, possesseur actuel, les ressources suffisantes pour l'acquittement de ses dépenses.

« La délibération de cette dernière fabrique, une copie de son budget, la délibération du conseil municipal, et les avis du sous-préfet ou du préfet devront accompagner la proposition de l'évêque. »

§ II. *Acquisition, aliénation, échange des* BIENS *des fabriques.*

(*Voyez* ACQUISITION, ALIÉNATION, ÉCHANGE.)

§ III. *Régie des* BIENS *de la fabrique.*

Le chapitre III du décret du 30 décembre 1809 traite de la manière d'administrer ces *biens*. Nous ne pouvons que renvoyer aux dispositions prescrites par ce chapitre. On peut aussi voir les articles 1^er^, 25 et 36 du même décret de 1809.

§ IV. BIENS *du clergé.*

On comprend sous le nom de *biens* du clergé ceux des cures, des menses épiscopales, des chapitres et des séminaires.

Les *biens* du clergé furent confisqués au profit de la nation, en vertu du décret du 2 novembre 1789 ; un autre décret du 9 juillet 1790 en permit l'aliénation, et les décrets des 28 octobre et 5 novembre 1790 en ordonnèrent la vente ; mais l'art. 2 du concordat de 1801 et les articles organiques de 1802 remirent à la disposition des évêques les églises non aliénées. Des décrets postérieurs, comme on le voit ci-dessus, § I, rendirent aux fabriques quelques-uns des *biens* qu'elles possédaient primitivement.

Les *biens* du clergé qui n'ont point été aliénés, ou qu'il a acquis, depuis le concordat de 1801, par dons ou legs, sont administrés par le décret du 6 novembre 1813, que nous rapportons ci-après.

DÉCRET *du* 6 *novembre* 1813, *sur la conservation et l'administration des biens du Clergé.*

TITRE 1er. — *Des biens des Cures.*

SECTION Ire. — *De l'administration des titulaires.*

« ARTICLE 1er. Dans toutes les paroisses dont les curés ou desservants possèdent à ce titre des biens-fonds ou des rentes, la fabrique établie près chaque paroisse est chargée de veiller à la conservation desdits *biens*.

« ART. 2. Seront déposés dans une caisse ou armoire à trois clefs de la fabrique, tous papiers, titres et documents concernant ces *biens*.

« ART. 3. Ce dépôt sera effectué dans les six mois, à compter de la publication du présent décret. Toutefois, les titres déposés près des chancelleries des évêchés ou archevêchés seront transférés aux archives des préfectures respectives, sous récépissé et moyennant une copie authentique qui en sera délivrée par les préfectures à l'évêché.

« ART. 3. Seront aussi déposés dans cette caisse ou armoire les comptes, les registres, les sommiers et les inventaires, le tout ainsi qu'il est statué par l'art. 54 du règlement des fabriques.

« ART. 4. Nulle pièce ne pourra être retirée de ce dépôt que sur un avis motivé, signé par le titulaire.

« ART. 5. Il sera procédé aux inventaires des titres, registres et papiers, à leurs récolements et à la formation d'un registre-sommier, conformément aux art. 55 et 56 du même règlement.

« ART. 6. Les titulaires exercent les droits d'usufruit ; ils en supportent les charges ; le tout, ainsi qu'il est établi par le Code Napoléon (Code civil), et conformément aux explications et modifications ci-après.

« ART. 7. Le procès-verbal de leur prise de possession, dressé par le juge de paix, portera la promesse, par eux souscrite, de jouir des *biens* en bons pères de famille, de les entretenir avec soin, et de s'opposer à toute usurpation ou détérioration.

« ART. 8. Sont défendus aux titulaires, et déclarés nuls, toutes aliénations, échanges, stipulations d'hypothèques, concessions de servitudes, et en général toutes dispositions opérant un changement dans la nature desdits *biens*, ou une diminution dans leurs produits, à moins que ces actes ne soient par nous autorisés en la forme accoutumée.

« ART. 9. Les titulaires ne pourront faire des baux excédant neuf ans, que par la forme d'adjudication aux enchères, et après que l'utilité en aura été déclarée par deux experts qui visiteront les lieux et feront leur rapport. Ces experts seront nommés par le sous-préfet, s'il s'agit de *biens* de cures, et par le préfet, s'il s'agit de *biens* d'évêchés, de chapitres et de séminaires. (*Voyez* BAIL.)

« Ces baux ne continueront, à l'égard des successeurs des titulaires, que de la manière prescrite par l'art. 1429 du Code civil.

« ART. 10. Il est défendu de stipuler des pots-de-vin pour les baux des *biens* ecclésiastiques.

« Le successeur du titulaire qui aura pris un pot-de-vin aura la faculté de demander l'annulation du bail, à compter de son entrée en jouissance, ou d'exercer son recours en indemnité, soit contre les héritiers ou représentants du titulaire, soit contre le fermier.

« ART. 11. Les remboursements de capitaux faisant partie des dotations du clergé, seront faits conformément à notre décret du 16 juillet 1810, et à l'avis du conseil d'Etat du 21 décembre 1808.

« Si les capitaux dépendent d'une cure, ils seront versés dans la caisse de la fabrique par le débiteur, qui ne sera libéré qu'au moyen de la décharge signée par les trois dépositaires des clefs.

« ART. 12. Les titulaires ayant des bois dans leur dotation, en jouiront, conformément à l'art. 590 du Code Napoléon (Code civil), si ce sont des bois taillis.

« Quant aux arbres futaies réunis en bois ou épars, ils devront se conformer à ce qui est ordonné pour les bois des communes.

« ART. 13 Les titulaires sont tenus de toutes les réparations des *biens* dont ils jouissent, sauf, à l'égard des presbytères, la disposition ci-après, art. 21.

« S'il s'agit de grosses réparations, et qu'il y ait dans la caisse à trois clefs des fonds provenant de la cure, ils y seront employés.

« S'il n'y a point de fonds dans cette caisse, le titulaire sera tenu de les fournir jusqu'à concurrence du tiers du revenu foncier de la cure, indépendamment des autres réparations dont il est chargé.

« Quant à l'excédant du tiers du revenu, le titulaire pourra être par nous autorisé, en la forme accoutumée, soit à un emprunt avec hypothèque, soit même à l'aliénation d'une partie des *biens*.

« Le décret d'autorisation d'emprunt fixera les époques de remboursement à faire sur les revenus, de manière qu'il en reste toujours les deux tiers aux curés.

« En tout cas, il sera suppléé par le trésor impérial à ce qui manquerait, pour que le revenu restant au curé égale le taux ordinaire.

« ART. 14. Les poursuites à fin de recouvrement des revenus seront faites par les titulaires, à leurs frais et risques.

« Ils ne pourront néanmoins, soit plaider en demandant ou en défendant, soit même se désister, lorsqu'il s'agira des droits fonciers de la cure, sans l'autorisation du conseil de préfecture, auquel sera envoyé l'avis du conseil de la fabrique.

« ART. 15. Les frais des procès seront à la charge des curés, de la même manière que les dépenses pour réparations.

SECTION II. — *De l'administration des biens des Cures pendant la vacance.*

« ART. 16. En cas de décès du titulaire d'une cure, le juge de paix sera tenu d'apposer le scellé d'office, sans rétribution pour lui et son greffier, ni autres frais, si ce n'est le seul remboursement du papier timbré.

« ART. 17. Les scellés seront levés, soit à la requête des héritiers, en présence du trésorier de la fabrique, soit à la requête du trésorier de la fabrique, en y appelant les héritiers.

« ART. 18. Il sera procédé par le juge de paix, en présence des héritiers et du trésorier, au récolement du précédent inventaire, contenant l'état de la partie du mobilier et des ustensiles dépendants de la cure, ainsi que des titres et papiers la concernant.

« ART. 19. Expédition de l'acte de récolement sera délivrée au trésorier par le juge de paix, avec la remise des titres et papiers dépendants de la cure.

« ART. 20. Il sera aussi fait, à chaque mutation de titulaire, par le trésorier de la fabrique, un récolement de l'inventaire des titres et de tous les instruments aratoires, de tous les ustensiles ou meubles d'attache, soit pour l'habitation, soit pour l'exploitation des *biens*.

« ART. 21. Le trésorier de la fabrique poursuivra les héritiers pour qu'ils mettent les *biens* de la cure dans l'état de réparation où ils doivent les rendre.

« Les curés ne sont tenus, a l'égard du presbytère, qu'aux réparations locatives, les autres étant à la charge de la commune.

« ART. 22. Dans le cas où le trésorier aurait négligé d'exercer ses poursuites à l'époque où le nouveau titulaire entrera en possession, celui-ci sera tenu d'agir lui-même contre les héritiers, ou de faire une sommation au trésorier de la fabrique de remplir à cet égard ses obligations.

« Cette sommation devra être dénoncée par le titulaire au procureur impérial, afin que celui-ci contraigne le trésorier de la fabrique d'agir, ou que lui-même il fasse d'office les poursuites, aux risques et périls du trésorier, et subsidiairement aux risques des paroissiens.

« ART. 23. Les archevêques et évêques s'informeront, dans le cours de leurs visites, non-seulement de l'état de l'église et du presbytère, mais encore de celui des *biens* de la cure, afin de rendre, au besoin, des ordonnances à l'effet de poursuivre, soit le précédent titulaire, soit le nouveau. Une expédition de l'ordonnance restera aux mains du trésorier pour l'exécuter, et une autre expédition sera adressée au procureur impérial, à l'effet de contraindre, en cas de besoin, le trésorier par les moyens ci-dessus.

« ART. 24. Dans tous les cas de vacance d'une cure, les revenus de l'année courante appartiendront à l'ancien titulaire ou à ses héritiers, jusqu'au jour de l'ouverture de la vacance, et au nouveau titulaire depuis le jour de sa nomination.

« Les revenus qui auront eu cours du jour de l'ouverture de la vacance jusqu'au jour de la nomination, seront mis en réserve dans la caisse à trois clefs, pour subvenir aux grosses réparations qui surviendront dans les bâtiments appartenant à la dotation, conformément à l'art. 13.

« ART. 25. Le produit des revenus pendant l'année de la vacance sera constaté par les comptes que rendront le trésorier pour le temps de la vacance, et le nouveau titulaire pour le reste de l'année : ces comptes porteront ce qui aurait été reçu par le précédent titulaire, pour la même année, sauf reprise contre sa succession, s'il y a lieu.

« ART. 26. Les contestations sur les comptes ou répartitions de revenus, dans les cas indiqués aux articles précédents, seront décidées par le conseil de préfecture.

» ART. 27. Dans le cas où il y aurait lieu à remplacer provisoirement un curé ou desservant qui se trouverait éloigné du service, ou par suspension, par peine canonique, ou par maladie, ou par voie de police, il sera pourvu à l'indemnité du remplaçant provisoire, conformément au décret du 17 novembre 1811. (Ci-dessus, p. 11.)

« Cette disposition s'appliquera aux cures ou succursales dont le traitement est en tout ou en partie payé par le trésor impérial.

« ART. 28. Pendant le temps que pour les causes ci-dessus, le curé ou desservant sera éloigné de la paroisse, le trésorier de la fabrique remplira, à l'égard des *biens*, les fonctions qui sont attribuées au titulaire par les art. 6 et 13 ci-dessus.

TITRE II. — *Des biens des menses épiscopales.*

« ART. 29. Les archevêques et évêques auront l'administration des *biens* de leur mense, ainsi qu'il est expliqué aux art. 6 et suivants de notre présent décret.

« ART. 30. Les papiers, titres, documents concernant les *biens* de ces menses, les

comptes, les registres, le sommier seront déposés aux archives du secrétariat de l'archevêché ou évêché.

« ART. 31. Il sera dressé, si fait n'a été, un inventaire des titres et papiers, et il sera formé un registre-sommier, conformément à l'art. 56 du règlement des fabriques.

« ART. 32. Les archives de la mense seront enfermées dans des caisses ou armoires dont aucune pièce ne pourra être retirée qu'en vertu d'un ordre souscrit par l'archevêque ou évêque, sur le registre-sommier, et au pied duquel sera le récépissé du secrétaire.

« Lorsque la pièce sera rétablie dans le dépôt, l'archevêque ou évêque mettra la décharge en marge du récépissé.

« ART. 33. Le droit de régale continuera d'être exercé dans l'empire, ainsi qu'il l'a été de tout temps par les souverains nos prédécesseurs.

« ART. 34. Au décès de chaque archevêque ou évêque, il sera nommé, par notre ministre des cultes, un commissaire pour l'administration des *biens* de la mense épiscopale pendant la vacance

« ART. 35. Ce commissaire prêtera, devant le tribunal de première instance, le serment de remplir cette commission avec zèle et fidélité.

« ART. 36. Il tiendra deux registres, dont l'un sera le livre-journal de sa recette et de sa dépense; dans l'autre, il inscrira de suite et à leur date une copie des actes de sa gestion, passés par lui ou à sa requête. Ces registres seront cotés et paraphés par le président du même tribunal.

« ART. 37. Le juge de paix du lieu de la résidence d'un archevêque ou évêque fera d'office, aussitôt qu'il aura connaissance de son décès, l'apposition des scellés dans le palais ou autre maison qu'il occupait.

« ART. 38. Dans ce cas et dans celui où les scellés auraient été apposés à la requête des héritiers, des exécuteurs testamentaires ou des créanciers, le commissaire à la vacance y mettra son apposition, à fin de conservation des droits de la mense, et notamment pour sûreté des réparations à la charge de la succession.

« ART 39. Les scellés seront levés et les inventaires faits à la requête du commissaire, les héritiers présents ou appelés, ou à la requête des héritiers, en présence du commissaire.

« ART. 40. Incontinent après sa nomination, le commissaire sera tenu de la dénoncer aux receveurs, fermiers ou débiteurs, qui seront tenus de verser dans ses mains tous deniers, denrées ou autres choses provenant des *biens* de la mense, à la charge d'en tenir compte à qui il appartiendra.

« ART. 41. Le commissaire sera tenu, pendant sa gestion, d'acquitter toutes les charges ordinaires de la mense; il ne pourra renouveler les baux, ni couper aucun arbre futaie en masse de bois ou épars, ni entreprendre au-delà des coupes ordinaires des bois taillis et de ce qui en est la suite. Il ne pourra déplacer les titres, papiers et documents que sous son récépissé.

« ART. 42. Il fera, incontinent après la levée des scellés, visiter, en présence des héritiers, ou eux appelés, les palais, maisons, fermes et bâtiments dépendant de la mense, par deux experts que nommera d'office le président du tribunal.

« Ces experts feront mention, dans leur rapport, du temps auquel ils estimeront que doivent se rapporter les reconstructions à faire ou les dégradations qui y auront donné lieu; ils feront les devis et les estimations des réparations ou reconstructions.

« ART. 43. Les héritiers seront tenus de remettre, dans les six mois après la visite, les lieux en bonne et suffisante réparation; sinon, les réparations seront adjugées au rabais, au compte des héritiers, à la diligence du commissaire.

« ART. 44. Les réparations dont l'urgence se ferait sentir pendant sa gestion seront faites par lui, sur les revenus de la mense, par voie d'adjudication au rabais, si elles excèdent trois cents francs.

« ART. 45. Le commissaire régira depuis le jour du décès jusqu'au temps où le successeur nommé par Sa Majesté se sera mis en possession.

« Les revenus de la mense sont au profit du successeur, à compter du jour de sa nomination.

« ART. 46. Il sera dressé un procès-verbal de la prise de possession, par le juge de paix ; ce procès-verbal constatera la remise de tous les effets mobiliers, ainsi que de tous titres, papiers et documents concernant la mense, et que les registres du commissaire ont été arrêtés par ledit juge de paix ; ces registres seront déposés avec les titres de la mense.

« ART. 47. Les poursuites contre les comptables, soit pour rendre les comptes, soit pour faire statuer sur les objets de contestation, seront faites devant les tribunaux compétents par la personne que le ministre aura commise pour recevoir les comptes.

« ART. 48. La rétribution du commissaire sera réglée par le ministre des cultes; elle ne pourra excéder cinq centimes pour franc des revenus, et trois centimes pour franc du prix du mobilier dépendant de la succession en cas de vente, sans pouvoir rien exiger pour les vacations ou voyages auxquels il sera tenu tant que cette gestion le comportera.

TITRE III. — *Des biens des chapitres cathédraux et collégiaux.*

« ART. 49. Le corps de chaque chapitre cathédral ou collégial aura, quant à l'administration de ses *biens*, les mêmes droits et les mêmes obligations qu'un titulaire des *biens* de cure, sauf les explications et modifications ci-après :

« ART. 50. Le chapitre ne pourra prendre aucune délibération relative à la gestion des *biens* ou répartition des revenus, si les membres présents ne forment au moins les quatre cinquièmes du nombre total des chanoines existants.

« ART. 51. Il sera choisi par le chapitre, dans son sein, au scrutin et à la pluralité des voix, deux candidats, parmi lesquels l'évêque nommera le trésorier. Le trésorier aura le pouvoir de recevoir de tous fermiers et débiteurs, d'arrêter les comptes, de donner quittance et décharge, de poursuivre les débiteurs devant les tribunaux, de recevoir les assignations au nom du chapitre, et de plaider quand il y aura été dûment autorisé.

« ART. 52. Le trésorier pourra toujours être changé par le chapitre.

« Lorsque le trésorier aura exercé cinq ans de suite, il y aura une nouvelle élection, et le même trésorier pourra être présenté comme un des deux candidats.

« ART. 53. Le trésorier ne pourra plaider en demandant ni en défendant, ni consentir à un désistement, sans qu'il y ait eu délibération du chapitre et autorisation du conseil de préfecture. Il fera tous actes conservatoires et toutes diligences pour les recouvrements.

« ART. 54. Tous les titres, papiers et renseignements concernant la propriété seront mis dans une caisse ou armoire à trois clefs.

« Dans les chapitres cathédraux, l'une de ces clefs sera entre les mains du premier dignitaire, la seconde entre les mains du premier officier, et la troisième entre les mains du trésorier.

« Dans les chapitres collégiaux, l'une de ces clefs sera entre les mains du doyen,

la seconde entre les mains du premier officier, et la troisième entre les mains du trésorier.

« ART. 55. Seront déposés dans cette caisse, les papiers, titres et documents, les comptes, les registres, les sommiers et les inventaires, le tout ainsi qu'il est statué par l'art. 54 du règlement des fabriques; et ils ne pourront en être retirés que sur un avis motivé, signé par les trois dépositaires des clefs, et, au surplus, conformément à l'art. 57 du même règlement.

« ART. 56. Il sera procédé aux inventaires des titres et papiers, à leur récolement et à la formation d'un registre-sommier, conformément aux art. 55 et 56 du même règlement.

« ART. 57. Les maisons et biens ruraux appartenant aux chapitres, ne pourront être loués ou affermés que par adjudication aux enchères sur un cahier des charges approuvé par délibération du chapitre, à moins que le chapitre n'ait, à la pluralité des quatre cinquièmes des chanoines existants, autorisé le trésorier à traiter de gré à gré, aux conditions exprimées dans sa délibération. Une semblable autorisation sera nécessaire pour les baux excédant neuf ans, qui devront toujours être adjugés avec les formalités prescrites par l'art. 9 ci-dessus.

« ART. 58. Les dépenses des réparations seront toujours faites sur les revenus de la mense capitulaire, et s'il arrivait des cas extraordinaires qui exigeassent à la fois plus de moitié d'une année de revenu commun, les chapitres pourront être par nous autorisés, en la forme accoutumée, à faire un emprunt remboursable sur les revenus, aux termes indiqués, sinon à vendre la quantité nécessaire des *biens*, à la charge de former, avec des réserves sur les revenus des années suivantes, un capital suffisant pour remplacer, soit en fonds de terre, soit autrement, le revenu aliéné.

« ART. 59. Il sera rendu par le trésorier, chaque année, au mois de janvier, devant les commissaires nommés à cet effet par le chapitre, un compte de recette et de dépense. Ce compte sera dressé conformément aux art. 82, 83 et 84 du règlement des fabriques; il en sera adressé une copie au ministre des cultes.

« ART. 60. Les chapitres pourront fixer le nombre et les époques des répartitions de la mense, et suppléer, par leurs délibérations, aux cas non prévus par le présent décret, pourvu qu'ils n'excèdent pas les droits dépendant de la qualité du titulaire.

« ART. 61. Dans tous les cas énoncés au présent titre, les délibérations du chapitre devront être approuvées par l'évêque; et l'évêque ne jugeant pas à propos de les approuver, si le chapitre insiste, il en sera référé à notre ministre des cultes, qui prononcera.

TITRE IV. — *Des biens des Séminaires.*

« ART. 62. Il sera formé, pour l'administration des *biens* du séminaire de chaque diocèse, un bureau composé de l'un des vicaires-généraux, qui présidera, à l'absence de l'évêque, du directeur et de l'économe du séminaire, et d'un quatrième membre remplissant les fonctions de trésorier, qui sera nommé par le ministre des cultes, sur l'avis de l'évêque et du préfet. Il n'y aura aucune rétribution attachée aux fonctions du trésorier.

« ART. 63. Le secrétaire de l'archevêché ou évêché sera en même temps secrétaire de ce bureau.

« ART. 64. Le bureau d'administration du séminaire principal aura en même temps l'administration des autres écoles ecclésiastiques du diocèse.

« ART. 65. Il y aura aussi, pour le dépôt des titres, papiers et renseignements

des comptes, des registres, des sommiers, des inventaires, conformément à l'art. 54 du règlement des fabriques, une caisse ou armoire à trois clefs qui seront entre les mains des trois membres du bureau.

« ART. 66. Ce qui aura été ainsi déposé ne pourra être retiré que sur l'avis motivé des trois dépositaires des clefs, et approuvé par l'archevêque ou évêque : l'avis, ainsi approuvé, restera dans le même dépôt.

« ART. 67. Tout notaire, devant lequel il aura été passé un acte contenant donation entre vifs, ou disposition testamentaire au profit d'un séminaire ou d'une école secondaire ecclésiastique, sera tenu d'en instruire l'évêque, qui devra envoyer les pièces, avec son avis, à notre ministre des cultes, afin que, s'il y a lieu, l'autorisation pour l'acceptation soit donnée en la forme accoutumée.

« Ces dons et legs ne seront assujettis qu'au droit fixe d'un franc.

« ART. 68. Les remboursements et placements des deniers provenant des dons ou legs aux séminaires ou aux écoles secondaires, seront faits conformément aux décrets et décisions ci-dessus cités.

« ART. 69. Les maisons et biens ruraux des écoles secondaires ecclésiastiques, ne pourront être loués ou affermés que par adjudication aux enchères, à moins que l'archevêque ou évêque et les membres du bureau ne soient d'avis de traiter de gré à gré aux conditions dont le projet, signé d'eux, sera remis au trésorier, et ensuite déposé dans la caisse à trois clefs : il en sera fait mention dans l'acte.

« Pour les baux excédant neuf ans, les formalités prescrites par l'art. 9 ci-dessus devront être remplies.

« ART. 70. Nul procès ne pourra être intenté, soit en demandant, soit en défendant, sans l'autorisation du conseil de préfecture, sur la proposition de l'archevêque ou évêque, après avoir pris l'avis du bureau d'administration.

« ART. 71. L'économe sera chargé de toutes les dépenses ; celles qui seront extraordinaires, imprévues, devant être autorisées par l'archevêque ou évêque, après avoir pris l'avis du bureau.

« Cette autorisation sera annexée au compte.

« ART. 72. Il sera toujours pourvu aux besoins du séminaire principal, de préférence aux autres écoles ecclésiastiques, à moins qu'il n'y ait, soit par l'institution de ces écoles secondaires, soit par des dons ou legs postérieurs des revenus qui leur auraient été spécialement affectés.

« ART. 73. Tous deniers destinés aux dépenses des séminaires, et provenant, soit des revenus de *biens-fonds* ou de rentes, soit de remboursements, soit des secours du gouvernement, soit des libéralités des fidèles, et en général quelle que soit leur origine, seront, à raison de leur destination pour un service public, versés dans une caisse à trois clefs, établie dans un lieu sûr, au séminaire : une de ces clefs sera entre les mains de l'évêque ou de son vicaire général, l'autre entre celles du directeur du séminaire, et la troisième dans celles du trésorier.

« ART. 74. Ce versement sera fait le premier jour de chaque mois par le trésorier, suivant un état ou bordereau qui comprendra la recette du mois précédent, avec l'indication d'où provient chaque somme, sans néanmoins qu'à l'égard de celles qui auront été données, il soit besoin d'y mettre les noms des donateurs.

« ART. 75. Le trésorier ne pourra faire, même sous prétexte de dépense urgente, aucun versement que dans ladite caisse à trois clefs.

« ART. 76. Quiconque aurait reçu pour le séminaire une somme qu'il n'aurait pas versée dans les trois mois entre les mains du trésorier, et le trésorier lui-même qui n'aurait pas, dans le mois, fait les versements dans la caisse à trois clefs, seront

poursuivis conformément aux lois concernant les recouvrements des deniers publics.

« ART. 77. La caisse acquittera, le premier jour de chaque mois, les mandats de la dépense à faire dans le courant du mois, lesdits mandats signés par l'économe et visés par l'évêque : en tête de ces mandats seront les bordereaux indiquant sommairement les objets de la dépense.

« ART. 78. La commission administrative du séminaire transmettra au préfet, au commencement de chaque semestre, les bordereaux de versement par les économes, et les mandats des sommes payées. Le préfet en donnera décharge et en adressera le *duplicata* au ministre des cultes, avec ses observations.

« ART. 79. Le trésorier et l'économe de chaque séminaire rendront, au mois de janvier, leurs comptes en recette et en dépense, sans être tenus de nommer les élèves qui auraient eu part aux deniers affectés aux aumônes. L'approbation donnée par l'évêque à ces sortes de dépenses, leur tiendra lieu de pièces justificatives.

« ART. 80. Les comptes seront visés par l'évêque, qui les transmettra au ministre des cultes, et si aucun motif ne s'oppose à l'approbation, le ministre les renverra à l'évêque, qui les arrêtera définitivement et en donnera décharge.

Dispositions transitoires.

« ART. 81. Le bureau des économats de Turin sera supprimé à compter du 1er janvier 1814.

« ART. 82. Tous les titres, papiers et documents, réunis dans ce dépôt, seront remis par inventaire à celui des établissements auquel les *biens* seront affectés.

« ART. 83. Les titres, les registres ou sommiers concernant plusieurs cures d'un diocèse, seront déposés au secrétariat de l'archevêché ou de l'évêché de ce diocèse, pour y avoir recours et en être délivrés les extraits ou expéditions dont les titulaires auraient besoin.

« ART. 84. Les registres, titres et documents concernant l'administration générale des économats, seront déposés à nos archives impériales, sauf à en délivrer des expéditions aux établissements qui s'y trouveraient intéressés.

« ART. 85. Notre grand-juge ministre de la justice, et nos ministres des cultes, de l'intérieur, des finances et du trésor impérial, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois.* »

§ V. BIENS *des pauvres, administration.*

Un arrêt du conseil d'État, du 28 mai 1828, décide qu'un maire qui fait, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un agent nommé par lui, soumis à sa surveillance immédiate, et n'agissant que par ses ordres, des recettes et des dépenses sur les revenus de *biens* légués aux pauvres de sa co rend comptable de fait envers ladite commune.

Le conseil de préfecture est compétent pour arrêter ses comptes en recettes et en dépenses.

Le recours contre l'arrêté rendu à ce sujet par le conseil de préfecture ne peut être porté que devant la cour des comptes, et non devant le conseil d'Etat. (*Voyez* BUREAU DE BIENFAISANCE.)

§ VI. BIENS *de main morte.*

On désigne sous ce terme, emprunté à la féodalité, les *biens* appartenant à des personnes morales, et qui par conséquent ne sont pas sujets aux mutations ordinaires. Tels sont les *biens* des fabriques, des hospices, des communes, des bureaux de bienfaisance, etc.

« On entendait autrefois, dit Carré (1), et l'on entend encore aujourd'hui, par ces mots : *gens de main-morte*, tous les établissements perpétuels qui, par une subrogation de personnes, étant censés toujours les mêmes, ne produisaient aucune mutation par décès, et ne peuvent, en général, acquérir des *biens* ou en disposer sans y être autorisés par le prince, par les agents du gouvernement ou par la justice. C'est la perpétuité de ces établissements, et leur incapacité d'acquérir ou d'aliéner, sans toutes les formalités prescrites par les lois, qui leur a fait donner ce nom de *main-morte*. »

Les *biens de main-morte* sont assujettis aujourd'hui, en vertu de la loi du 20 février 1849, rapportée ci-après, à une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre vifs et par décès.

Cette loi, digne d'un temps de révolution, nous paraît non-seulement injuste, mais encore impolitique. La loi a déclaré que les *biens*, au moment de leur transmission, payeraient des droits au fisc ; or, si la loi est la même pour tous, elle doit imposer à tous les mêmes conditions. Si donc le droit du fisc ne s'ouvre contre les particuliers qu'à l'occasion d'un décès, d'une donation ou d'une vente, il ne peut pas s'ouvrir pour d'autres raisons contre les corps propriétaires. Songerait-on à faire acquitter des droits de mutation à un homme qui conserverait sa propriété pendant un siècle ? Non sans doute. Qu'y a-t-il donc de plus ridicule que d'appliquer des droits de mutation à des propriétés qui ne changent pas de mains ? A en croire le rapporteur de ce décret, on vole l'État quand on ne lui paie pas fréquemment des droits de mutation. Les immeubles, quoi qu'en disent les modernes économistes, ne sont pas destinés à circuler ; il est au contraire de l'intérêt bien entendu de l'État et de la moralité des populations qu'ils puissent rester longtemps dans les familles.

Aussi cette loi a soulevé dans la presse et dans le sein de l'Assemblée nationale de nombreuses discussions. Ses partisans, au nombre desquels nous citerons M. Dupin aîné, ont cherché à justifier le nouvel impôt qu'elle consacre, en disant qu'il existait antérieurement sous le nom de *droit d'amortissement*. La vérité est qu'il n'y a aucune espèce d'analogie entre ces deux impôts. « L'ancien droit d'amortissement, remarque M. de Champeaux (2), était payé par les

(1) *Traité du gouvernement des paroisses*, page 185.
(2) *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, tome II, pag. 35.

gens de main-morte, pour assurer entre leurs mains la propriété des *biens* dont ils devenaient acquéreurs ; c'était un droit qui consistait dans une partie de la valeur vénale de la propriété, ou dans une ou plusieurs années de revenu de la propriété amortie, et qui une fois payée ne se renouvelait plus. Ici rien de semblable, c'est une taxe annuelle qu'établit la loi. C'est un impôt nouveau ajouté à l'impôt ordinaire, de sorte que les choses sont aujourd'hui en cet état, que les *biens de main-morte* n'étant point exempts en réalité des droits de mutation auxquels ils étaient éventuellement soumis comme tous les autres *biens*, sont, par l'effet de la présente loi, condamnés à les payer deux fois. »

Cette loi est impolitique, car on a fait remarquer avec juste raison que les subventions accordées par l'État à un certain nombre d'établissements de main-morte devront être augmentées en raison du nouvel impôt, et que ce sera prendre d'une main pour rendre de l'autre; qu'imposer les hospices et les établissements de charité, c'est imposer les pauvres. Sous ce rapport, cette loi consacre encore une innovation qui a été justement critiquée et qui, dans tous les cas, n'est point à l'avantage de l'humanité souffrante.

Ce n'est pas tout : cette loi déjà si injuste et si impolitique par elle-même, le devient encore davantage dans l'application où elle peut être et où elle est effectivement l'objet de mille tracasseries envers les membres du clergé. Car les avertissements, pour l'acquit de la taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès, sont envoyés, non aux trésoriers et aux receveurs des établissements *propriétaires*, mais à MM. les ecclésiastiques, avec sommation de payer cet impôt, comme si le texte de la loi n'était pas assez clair et qu'il fut possible de se tromper sur son interprétation. L'article 3 de la loi du 20 février 1849 porte cependant bien formellement que *la taxe annuelle sera à la charge du propriétaire seul*. Or les curés ne sont pas *propriétaires* des presbytères qu'ils habitent. Ils ne peuvent donc pas être imposés pour la contribution foncière de ces *biens* de main-morte. C'est donc bien évidemment à tort et fort injustement que les directeurs de contributions imposent *la commune par le curé*, et qu'ils prétendent forcer ainsi celui-ci à payer un impôt qui n'est et ne peut nullement être à sa charge.

Quand la commune est propriétaire du presbytère et de ses dépendances, c'est à elle seule, dans la personne du receveur municipal, à payer cet impôt. Si, au contraire, le presbytère appartient à la fabrique, c'est à celle-ci qu'incombe cette charge et c'est à son trésorier à payer cet impôt. Mais, dans aucun cas, on ne peut imposer le curé qui n'est pas plus imposable que l'instituteur pour la maison d'école, les malades pour les hospices, etc. La loi n'a point voulu imposer l'usufruitier, ni même le locataire des *biens* de main-morte,

mais *uniquement le propriétaire*, ce qu'elle dit en termes exprès et bien précis. Nous engageons donc fortement MM. les curés à refuser positivement de payer cette contribution foncière, quelque minime que puisse être la somme qu'on leur impose, et à réclamer auprès du préfet, par voie de pétition et, au besoin, auprès du ministre, contre une illégalité si énorme et si flagrante. Il est impossible qu'ils n'obtiennent pas immédiatement le dégrèvement de cet impôt.

Loi *du* 20 *février* 1849, *relative à l'application de l'impôt des mutations aux biens de main-morte.*

« L'Assemblée nationale a adopté et le président de l'Assemblée promulgue la loi dont la teneur suit :

« Art. 1er. Il sera établi, à partir du 1er janvier 1849, sur les *biens* immeubles passibles de la contribution foncière, appartenant aux départements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires, établissements de charité, bureaux de bienfaisance, sociétés anonymes, et tous établissements publics légalement autorisés, une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès. Cette taxe sera calculée à raison de soixante-deux centimes et demi pour franc du principal de la contribution foncière.

« Art. 2. Les formes prescrites pour l'assiette et le recouvrement de la contribution foncière seront suivies pour l'établissement et la perception de la nouvelle taxe.

« Art. 3. La taxe annuelle établie par la présente loi sera à la charge du propriétaire seul, pendant la durée des baux actuels, nonobstant toute stipulation contraire.

« Délibéré en séance publique, à Paris, les 16 janvier, 9 et 20 février 1849. »

§ VII. Biens *célés au domaine.*

Une décision du ministre des finances porte que les *biens célés* au domaine de l'État, quelle qu'en soit l'origine, peuvent être révélés au profit des fabriques.

L'article 36 du décret du 30 décembre 1809 dit en outre que les revenus de chaque fabrique se forment..... du produit des *biens* et rentes célés au domaine.

La marche à suivre par une fabrique pour rentrer en possession d'un *bien célé*, dit Mgr Affre, qui a traité cette question avec quelque étendue, comprend les formalités suivantes :

1° Elle sollicite l'envoi en possession (*voyez* envoi en possession) par une délibération bien motivée et appuyée de renseignements et de preuves authentiques.

Les renseignements consistent à indiquer, s'il s'agit d'un immeuble : 1° sa situation et ses limites; 2° la provenance, c'est-à-dire, la nature de l'ancien établissement ecclésiastique propriétaire dudit *bien ;* 3° les détenteurs. S'il s'agit d'une rente ou de droits incorporels, il faut faire connaître : 1° la provenance; 2° les débiteurs.

Les preuves sont ou des titres, tels que des actes d'acquisition, de baux, de cueilloirs et autres documents écrits, ou la preuve testimoniale plus difficilement admise, mais qui ne peut être refusée d'après l'article 1348 du Code civil, lorsque « le créancier a perdu le titre « qui lui servait de preuve littérale, par suite d'un cas fortuit, im- « prévu, et résultant de force majeure. » Il suffit dans ce cas de prouver : 1° la possession de la rente ou du *bien* fonds par le fait de la perception des revenus, perception dont on administre la preuve par une enquête ; 2° la perte des titres, soit parce que les témoins attestent qu'ils les avaient lus ou vus, et qu'ils ont vu également l'accident qui les a détruits, soit parce que l'existence de ces titres était un fait notoire et que l'événement qui les a anéantis ne saurait plus être contesté.

2° La délibération doit être communiquée au directeur des domaines, qui donne son avis sur la nature du *bien* réclamé à l'effet de savoir :

1° S'il est dans la catégorie de ceux qui ont été restitués ;

2° S'il n'en a pas été déjà disposé par un acte translatif du droit de propriété ;

3° Le préfet prononce, s'il y a lieu, l'envoi en possession ; son arrêté est soumis à l'approbation du ministre. Cette approbation suffit à la fabrique pour entrer en jouissance.

4° Si la fabrique éprouve, soit de la part des détenteurs des *biens*, soit de la part des débiteurs de rentes, une opposition à l'exercice de ses droits, elle doit recourir aux tribunaux, après y avoir été autorisée par l'autorité compétente.

§ VIII. Biens *des confréries*.

Les *biens* des confréries, dit M. Prompsault, doivent être administrés par les fabriques, qui ne peuvent pas en changer la destination, parce que ces *biens* font partie des *biens* des fabriques. Nous ne partageons pas ce sentiment. (*Voyez* CONFRÉRIE.)

BILLETS D'ENTERREMENT.

Le droit des fabriques de fournir seules les *billets d'enterrement* est incontestable. Toutefois, nous pensons que, pour éviter toute difficulté dans l'exercice de ce droit, les fabriques, dans les tarifs desquelles les *billets d'enterrement* ne sont pas compris, doivent s'empresser de demander et de faire approuver par l'autorité supérieure un règlement dans lequel le prix de ces *billets* soit fixé ; c'est le moyen d'éviter toute contestation. L'art. 25 du décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804) porte, à cet égard : « Les frais à payer par la

succession des personnes décédées, pour les *billets d'enterrement*, le prix des tentures, des bières et le transport des corps, seront fixés par un tarif proposé par les administrations municipales, et arrêté par les préfets. »

Le ministre de la justice et des cultes, consulté par le préfet de la Drôme sur la question de savoir si les fabriques avaient seules le droit exclusif de fournir les *billets d'enterrement*, et si elles devaient être autorisées à poursuivre devant les tribunaux les particuliers qui se permettraient de vendre, en concurrence avec elles, de semblables *billets*, a répondu de la manière suivante, le 4 novembre 1835 :

« Aux termes des articles 22 et 24 du décret du 23 prairial an XII, les fabriques ont seules le droit de faire toutes les fournitures nécessaires pour les enterrements, et il est défendu à toutes personnes de se substituer aux droits des fabriques autrement qu'au moyen d'un affermage consenti par ces établissements. Il résulte, en outre, de l'article 25 que les *billets* fournis dans de semblables occasions font partie des fournitures attribuées aux fabriques. Ils ont été conséquemment compris dans les tarifs particuliers approuvés pour diverses communes, et notamment pour la ville de Paris.

« A la vérité, il n'a été approuvé pour la ville de R... aucun règlement concernant les fournitures de l'espèce ; mais il n'est point prouvé que l'exercice du droit de la fabrique ait été subordonné à la confection de semblables tarifs. Elle semble, dès lors, pouvoir soutenir ses prétentions contre le sieur C... »

Les fabriques des églises ont donc le droit exclusif de fournir les *billets* de convocation aux enterrements. Depuis longtemps la jurisprudence administrative est fixée dans ce sens, conformément à la décision ministérielle ci-dessus du 4 novembre 1835. Les tribunaux ont également reconnu que l'impression et la distribution des *billets d'enterrement* sont comprises dans le monopole des pompes funèbres attribué par le même décret du 23 prairial an XII aux fabriques paroissiales. (*Arrêt de la cour de Rouen du* 30 *janvier* 1862 ; *Jugement du tribunal de Cambrai du* 19 *décembre* 1866.) Ce dernier jugement a donné une sanction efficace au droit incontestable des fabriques en condamnant à des dommages-intérêts un imprimeur qui s'était permis d'y porter atteinte (1).

Néanmoins, dans un grand nombre de paroisses, les fabriques ne profitent pas de cette branche de revenus. Nous voulons leur prouver notre vif désir de leur être utile en les engageant fortement à user du privilége que la législation leur accorde. C'est dans ce but que nous transcrivons le texte suivant de l'arrêt de la cour de Toulouse, en date du 27 décembre 1867. Cet arrêt consacre de nouveau le

(1) On peut voir ce jugement dans le *Nouveau Journal des Conseils de fabriques*, tome XV, page 156.

droit exclusif des fabriques, de fournir les *billets d'enterrement*, et confirme de la manière la plus formelle, la jurisprudence administrative et judiciaire ; il prononce, en outre, comme le tribunal de Cambrai, pour la réparation du préjudice causé à l'établissement religieux, une condamnation à des dommages-intérêts.

Ainsi l'impression et la distribution des *billets d'enterrement* rentrent dans le monopole créé au profit des fabriques par le décret du 23 prairial an XII pour les fournitures des funérailles.

ARRÊT *de la cour de Toulouse, du 27 décembre* 1867.

« La Cour,

« Attendu que, dans un intérêt d'ordre public et pour faciliter aux familles l'accomplissement de leurs plus douloureux devoirs, il était indispensable de réglementer les dépenses nécessaires ou relatives au cérémonial des funérailles, qui ne pouvait être abandonné aux caprices des vanités humaines ou aux abus de la spéculation.

« Attendu que c'est à cette pensée éminemment morale et sociale, que le législateur du 23 prairial an XII a obéit, alors qu'il a monopolisé en faveur des fabriques les diverses fournitures que ce cérémonial nécessitait, et qu'il les a tarifées de manière à les rendre accessibles à toutes les positions sociales ;

« Attendu que les termes de l'article 22 du décret de l'an XII sont essentiellement démonstratifs, et qu'il en résulte que le législateur a voulu investir les fabriques, auxquelles d'ailleurs, des charges considérables étaient imposées du droit de faire seules toutes les fournitures commandées par la décence et la pompe des funérailles;

« Attendu que les *billets d'enterrement* forment une partie intégrante de ces fournitures, car ils ont pour objet de convier aux obsèques les parents, les amis, les étrangers à la famille, ceux enfin qui se font un pieux devoir d'y assister ;

« Attendu que les *billets d'enterrement* n'ont pas été omis dans le décret du 23 prairial an XII, car ils sont expressément tarifés dans l'article 25, où ils figurent avant les tentures, la bière, le transport du corps ;

« Attendu qu'en tarifant ainsi les *billets d'enterrement* et en les plaçant à côté des cercueils, le législateur de l'an XII a clairement indiqué, qu'à ses yeux les *billets d'enterrement* constituaient les fournitures nécessaires virtuellement comprises dans le monopole concédé aux fabriques, dont la responsabilité morale offrait d'ailleurs toutes garanties ;

« Attendu que l'article 7 du décret du 18 mai 1806 est venu confirmer l'étendue de ce monopole en accordant aux fabriques le droit de faire, par elles-mêmes, ou par entreprise aux enchères, toutes les fournitures nécessaires au service des morts dans l'intérieur de l'église, et toutes celles qui sont relatives à la pompe des convois;

« Attendu que la même généralité de concessions se rencontre dans le décret du 18 août 1817 ; qui, quoique spécialement fait pour la ville de Paris, n'en a pas moins clairement interprété et sanctionné les principales dispositions des décrets de l'an XII et de 1806 ;

« Que les premiers juges n'auraient pas dû repousser, par une fin de non recevoir, qui ne saurait être admise, l'application à la cause de ce décret, ou le service des inhumations est divisé en ordinaire et extraordinaire, ce dernier comprenant, six classes, avec un tarif d'objets non déterminés, tarif évidemment applicable à

toutes ces six classes, et dans lequel a été fixé le prix des *billets d'enterrement* ce qui démontre encore que leur monopole est attribué aux fabriques par le décret du 18 août 1821 ;

« Attendu que l'arrêté du maire de Toulouse, en date du 4 mars 1865, approuvé par le préfet le 6 dudit mois, a réservé aux fabriques de la ville toutes les fournitures généralement quelconque portées, dans le tarif comprenant, les lettres imprimées, et que c'est une exception de cet arrêté que la fabrique de Saint-Etienne a fait imprimer et distribuer les *billets d'enterrement ;*

« Attendu que les reproches d'abus, de monopole et de cupidité, qui ont été adressés à cette fabrique, sont loin d'être fondés, *car durant soixante-deux années, elle n'a pas voulu user de l'exercice de ce privilége qui lui a été évidemment imposé en* 1865 ;

« Attendu que l'appelant semble avoir lui-même reconnu les droits exclusifs de la fabrique, car pendant plus d'une année il a été le distributeur salarié des *billets d'enterrement* qu'elle lui fournissait ; que c'est donc bien le cas de déclarer mal fondée la résistance du sieur Querre qui, par la concurrence illégale qu'il faisait à la fabrique lui a causé un préjudice sagement apprécié par les premiers juges ;

« Sur la demande reconventionnelle en 10,000 francs de dommages-intérêts, formée par le sieur Querre ;

« Attendu que la fabrique de Saint-Etienne n'a pas été autorisée à plaider sur cette demande ; que l'autorisation, qui lui fut accordée le 16 janvier 1867, ne se rapportait taxativement qu'aux *billets d'enterrement*, que cette autorisation ne pourrait être étendue aux *billets* de neuvaine et d'anniversaire dont le sieur Querre se plaint que la fabrique ait fait illégalement opérer l'impression et la distribution, ce qui lui aurait causé un préjudice, dont il sait que sur ce point, l'appel relevé par le sieur Querre doit être rejeté sous la réserve de tous ses droits et actions qu'il fera valoir ainsi et comme il avisera ;

« Attendu que le sursis demandé ne saurait être accordé, car il serait peut être sans objet dans le cas où la fabrique ne serait pas autorisée et il viendrait d'ailleurs retarder l'évacuation d'une instance principale dont la solution judiciaire est urgente car elle se rattache à une matière qui intéresse l'ordre public ;

« Attendu que le rejet d'appel rend la preuve articulée entièrement inutile et frustratoire ;

« Attendu que la partie qui succombe est passible des dépens ;

« Par ces motifs,

« Et ceux des premiers juges, qui sont adoptés en tout ce qui n'est pas contraire au présent ;

« La cour, vidant son renvoi au conseil, après en avoir délibéré, démet le sieur Querre de son appel contra le jugement du 15 juin 1867 ; ce faisant, dit et déclare que l'impression et la distribution des *billets d'enterrement* sont dans le domaine exclusif de la fabrique de Saint Etienne ; fait inhibition et défense au sieur Querre de ne plus, à l'avenir, la troubler dans le libre exercice de ce privilége ; et par le trouble qu'il y a apporté, le condamne à 25 francs de dommages-intérêts envers le sieur Reulet, trésorier de ladite fabrique.

« Rejette ledit appel se rattachant à la demande reconventionnelle formée par ledit Querre, faute par lui d'avoir fait autoriser la fabrique à plaider sur cette demande, sous la réserve de tous ses droits et actions ; dit, n'y avoir lieu à accorder la saisie demandée, rejette la preuve offerte comme inutile et frustratoire, condamne ledit Querre à l'amende et en tous les dépens. »

BINAGE.

Biner, c'est, de la part d'un ecclésiastique, dire deux messes le même jour dans deux paroisses différentes. Le défaut de prêtres oblige les évêques à autoriser des desservants, des curés ou leurs vicaires à biner dans des succursales.

Le *binage* consiste à dire deux messes le même jour, l'une dans la paroisse à laquelle appartient le curé, desservant ou vicaire autorisé à biner, et l'autre dans la paroisse vacante. (*Circulaire du* 12 *avril* 1823.)

Une indemnité de 200 francs par an est accordée pour ce double service, au prorata des fonctions du *binage*, et seulement lorsqu'il a lieu au moins une fois par semaine dans une succursale vacante, c'est-à-dire pendant le temps où aucun titulaire n'en reçoit le traitement. (*Ordonnance royale du* 6 *novembre* 1814, *rapportée ci-après*, p. 515)

L'indemnité est payée sur l'attestation du curé ou desservant du canton, chargé par l'évêque de s'assurer que le double service a réellement eu lieu. Cette attestation, transmise par l'évêque au préfet, est annexée au mandat de payement comme pièce justificative.

C'est à l'évêque qu'il appartient de donner l'autorisation de biner.

Si un desservant, un curé ou son vicaire, binaient dans plusieurs succursales alternativement, ils ne pourraient cependant recevoir réciproquement, pour une année, plus d'une fois, l'indemnité de *binage*.

Un ecclésiastique bine quelquefois dans un autre département que celui où il exerce comme titulaire ; ces deux départements peuvent même dépendre de deux diocèses : c'est le préfet du département où le *binage* a lieu qui délivre le mandat de payement à l'indemnité. (*Extrait d'une circulaire de M. Bigot de Préameneu, du mois de juin* 1815.)

Si par hasard un seul ecclésiastique exerçait le *binage* dans deux paroisses vacantes, il ne pourrait toucher simultanément deux indemnités pour un même temps d'exercice. (*Circul. du* 27 *juin* 1826.)

L'indemnité de 200 francs pour *binage* dans les paroisses vacantes ne devait être payée qu'aux desservants, les seuls auxquels l'accorde l'ordonnance royale du 6 novembre 1814. (*Circul. du* 22 *juillet* 1816.) Mais actuellement, cette indemnité doit être accordée aux curés, desservants ou vicaires de curés en exercice, et pour un service fait dans les églises légalement ouvertes à l'exercice de la religion, sous le titre de succursales. (*Circul. du* 27 *juin* 1826 *et du* 10 *juin* 1825.)

Les curés ou les vicaires, ainsi que les desservants autorisés par leurs évêques à biner dans les succursales vacantes, ont droit à la

jouissance des presbytères et dépendances de ces succursales, tant qu'ils exercent régulièrement ce *binage* ou double service. (*Ord. du 3 mars* 1825, *art.* 2.) Mais il ne s'ensuit pas qu'à défaut de presbytères dans les paroisses où ils exercent le *binage*, ces ecclésiastiques soient en droit d'exiger de la fabrique ou de la commune un logement ou une indemnité pécuniaire (1).

Pour le *binage* qui a lieu dans les annexes, *voyez* ANNEXE, § II, ci-dessus, 168.

La mort, la maladie, l'absence légitime d'un curé, et la nécessité de pourvoir d'une messe les paroisses, annexes, hôpitaux, colléges, pensionnats et autres établissements populeux ou importants, sont des motifs qui autorisent de droit tout prêtre à *biner* accidentellement. Dans le cas de vacance d'une succursale par la mort du titulaire, le curé doyen du canton désigne provisoirement le prêtre voisin qui devra l'administrer et y biner (2).

Les ecclésiastiques chargés d'un double service ou *binage*, reçoivent du gouvernement, comme on vient de le voir, une indemnité de 200 fr. Ils reçoivent en outre quelquefois une autre indemnité, variable, de la commune dans laquelle ils vont remplir ce double service.

On a quelquefois agité la question de savoir si les mandats et quittances pour indemnité de *binage* devaient être assujettis au timbre. Ils ne peuvent l'être dans aucun cas, car 1° l'art. 16 de la loi du 13 brumaire an VII (3 novembre 1798) exempte formellement du timbre les quittances de tous les traitements et émoluments payés sur les fonds de l'Etat ; 2° les quittances des traitements payés sur les fonds des communes et des établissements publics sont exempts du timbre, lorsque ces traitements ne dépassent pas 300 francs (3) ; or les indemnités allouées par les conseils municipaux aux prêtres qui viennent biner dans leur commune n'atteignent jamais cette somme. Si cependant cette indemnité était de plus de 300 francs, la quittance alors devrait être timbrée ; mais nous croyons que le cas ne se présente guère.

Il n'est pas nécessaire que le prêtre chargé d'un *binage* y célèbre la messe les dimanches et fêtes pour avoir droit au traitement ; il suffit seulement de la célébrer un jour quelconque de la semaine. C'est ce qui résulte de l'extrait suivant d'une circulaire de M. le ministre des cultes (M. Martin du Nord) à MM. les préfets, en date du 1er février 1843.

« ..... Je profite de la circonstance, Monsieur le préfet, pour vous donner con-

(1) *Journal des conseils de fabriques*, tome XI, pag. 367.

(2) Dieulin, *Guide des curés*, pag. 236.

(3) Décision du ministre des finances, du 17 octobre 1809 ; circulaire du même ministre, du 28 janvier 1820 ; Instruction générale du 15 décembre 1826, article 747.

naissance d'une rectification dont est susceptible la nomenclature des pièces à produire aux payeurs, annexée au règlement du 31 décembre 1841, sur la comptabilité des cultes. Le modèle d'un certificat sur le *binage* s'y trouve à la page 166, et ce certificat porte que l'ecclésiastique appelé à biner a dû célébrer régulièrement la messe les *dimanches et fêtes* dans la paroisse vacante. Ces dispositions étaient conformes aux instructions sur le *binage*, contenues dans une circulaire du 12 avril 1823 (1) ; mais elles ont été modifiées depuis par deux autres circulaires, en date des 20 juin 1827 et 2 août 1833 (2). Il y est dit que l'indemnité du *binage* peut être payée lorsque l'ecclésiastique chargé de ce double service a réellement desservi la paroisse légalement érigée en succursale, en y célébrant la messe *le dimanche ou tout autre jour de la semaine*, suivant que l'évêque diocésain l'a ordonné, en y allant faire des instructions, en visitant les malades et en y administrant les sacrements. En conséquence, un modèle de certificat de *binage* fut joint à la circulaire du 20 juin 1827 et rédigé dans les termes suivants :

CERTIFICAT DE BINAGE.

Je soussigné (3), curé de la paroisse de N , canton de N , arrondissement de N , certifie que M. (4) , de la paroisse de N , a célébré régulièrement la messe une fois par semaine dans l'église succursale vacante de N , a donné les instructions religieuses et administré les sacrements dans cette dernière paroisse, à partir du jusqu'au de la même année.

A , le

Signature.

ORDONNANCE *du 6 novembre 1814, qui accorde un supplément de traitement de 200 fr. par an, à compter du 1^cr^ janvier 1814, à chaque desservant chargé du service de deux succursales* (5).

« LOUIS, etc.

« D'après la connaissance qui nous a été donnée des services que rendent à des paroisses vacantes des desservants déjà titulaires d'une autre paroisse, voulant reconnaître le dévouement qui porte ces ecclésiastiques, la plupart âgés et infirmes, à s'exposer à de nouvelles fatigues pour le bien de la religion, etc.

« ART. 1^er^. Un supplément de traitement de 200 fr. par an sera payé, à compter

(1) Cette circulaire portait : « Il n'y a point lieu à indemnité de *binage* si ces deux messes ne sont dites au moins les *dimanches et fêtes*. »

(2) *Voyez* ces deux circulaires ci-après, p. 516 et 517.

(3) Ici mettre le nom du curé ou desservant délégué.

(4) Indiquer ici le nom du curé, desservant ou vicaire du curé autorisé à exercer le double service.

(5) Un décret du 15 mars 1814 avait déjà accordé une indemnité de 150 francs par an, et à dater du 1^er^ janvier 1814, en faveur de chaque desservant que son évêque avait chargé du service de deux succursales. Cette ordonnance n'a fait qu'augmenter l'indemnité de 50 francs.

du 1er janvier 1814, à chaque desservant que son évêque aura chargé provisoirement du service de deux succursales, à défaut de desservant en exercice dans l'une d'elles, et autant que durera le double service.

« ART. 2. Ce supplément sera imputé, etc. »

CIRCULAIRE *de M. le ministre des affaires ecclésiastiques* (Mgr l'évêque d'Hermopolis) *aux archevêques et évêques, relative à l'indemnité pour le binage dans les succursales vacantes.*

Paris, le 20 juin 1827.

« Monseigneur,

« Diverses réclamations sur l'emploi des fonds alloués au budget de mon ministère, pour le double service, m'ayant été adressées, je crois nécessaire de généraliser mes instructions, de les transmettre indistinctement aux diocèses où aucune irrégularité n'a été remarquée et à ceux où quelques négligences à cet égard auraient eu lieu, afin de rappeler la manière dont le double service doit être exercé, et d'indiquer les mesures qu'il convient de prendre pour qu'il en soit de cette dépense comme de toutes celles supportées par l'État ; c'est-à-dire, qu'il y ait toujours possibilité de justifier qu'elle a été faite et payée régulièrement.

« L'indemnité pour le double service ne peut être considérée comme un supplément de traitement ; elle n'est acquise qu'autant que la succursale vacante a été desservie.

« Une instruction du ministre de l'intérieur, transmise à MM. les préfets en 1823 (1), imposait, pour avoir droit à cette indemnité, l'obligation de célébrer exactement une messe tous les dimanches et fêtes, dans la paroisse privée de pasteur.

« Sur les représentations qui me furent adressées par MM. les archevêques et évêques, je pensai qu'eux seuls pouvaient apprécier les circonstances, telles que l'éloignement, l'état de santé et les forces physiques du curé ou desservant, qui s'opposaient à ce que cette condition de rigueur fût remplie.

« Dès lors, je crus devoir donner une plus grande extension au service du *binage,* et substituer à cette dénomination celle de double service, comme exprimant mieux la pensée du gouvernement. Mais c'eût été une grave erreur de présumer, comme l'ont fait quelques curés ou desservants, que l'indemnité pût être acquise par le seul motif que les habitants de la paroisse vacante se rendraient à l'église dont ces curés et desservants sont titulaires, pour y entendre la messe, assister aux offices et instructions, enfin pour y recevoir les sacrements, tandis que ce droit à l'indemnité n'existe qu'autant que la paroisse légalement érigée en succursale, a été réellement desservie en y disant la messe le dimanche ou tout autre jour de la semaine, suivant que l'évêque diocésain l'a ordonné, en y allant faire des instructions, en visitant les malades et en y administrant les sacrements.

« Ce n'est qu'à ce service réel qu'une indemnité est accordée par le gouvernement.

« Cette règle bien connue et bien établie, il ne reste plus qu'à s'assurer qu'elle est exactement suivie, et de pouvoir le constater.

« Quelle que soit, Monseigneur, votre surveillance habituelle sur le clergé de

(1) Circulaire du 12 avril 1823.

votre diocèse, il est impossible qu'elle s'étende sur toutes les localités ; il vous paraîtra dès lors qu'il est en même temps sage et nécessaire qu'elle soit, sous vos ordres, confiée dans chaque canton au curé du chef-lieu, ou à tout autre curé ou desservant y résidant, chargé par vous, Monseigneur, de s'assurer que ceux auxquels vous avez accordé l'autorisation de desservir une succursale vacante, ont exactement rempli vos instentions et leurs obligations.

« Ce curé ou desservant, désigné par vous, délivrera donc, tous les six mois, une attestation qui constatera et la durée du double service et la manière dont il a été fait.

« Ces diverses attestations seront jointes à l'état sémestriel que vous adresserez à M. le préfet, pour lui faire connaître les curés, desservants ou vicaires de cures ayant droit à l'indemnité, et elles seront annexées aux mandats de payement comme pièces justificatives, condition indispensable aujourd'hui, lorsqu'il ne s'agit pas d'un traitement fixe pour un service régulier.

« Je crois inutile de rappeler que, sous aucun prétexte, le même curé, desservant ou vicaire ne peut avoir droit à une double indemnité.

« Vous trouverez ci-après un modèle de l'attestation que devront donner à l'avenir les curés ou desservants que vous aurez désignés dans chaque canton ; vous voudrez bien leur transmettre copie de ce modèle..... » (*Voyez* le modèle ci-dessus, p. 515.)

CIRCULAIRE *du ministre de l'intérieur et des cultes* (comte d'Argout), *relative à l'indemnité due pour binage.*

Paris, le 2 août 1833.

« Monsieur le préfet,

« J'ai besoin de connaître la situation de *binage,* etc.

« Les règles établies, concernant les cas où ce service peut donner droit à l'indemnité accordée par la loi sur les fonds du trésor public, et la manière dont ce service doit être constaté, ont été suffisamment développées dans la circulaire du 20 juin 1827 ; je me bornerai à les résumer en peu de mots.

« 1° Le droit à l'indemnité de *binage* n'existe qu'autant que la paroisse, légalement érigée en succursale, a été réellement desservie en y disant la messe le dimanche ou tout autre jour de la semaine, suivant que l'évêque diocésain l'a ordonné, en y allant faire des instructions, en visitant les malades et en y administrant les sacrements.

« Ainsi, ce serait une erreur grave que de présumer que l'indemnité peut être acquise par le curé ou le desservant d'une église où les habitants d'une paroisse vacante se rendraient pour y entendre la messe, assister aux offices et instructions, ou recevoir les sacrements.

« Il y aurait pareillement erreur à supposer que le *binage*, ou double desservice peut avoir lieu dans une cure qui vient à vaquer momentanément. L'ordonnance royale du 6 novembre 1814, qui a établi le principe de l'indemnité en faveur de ce service, n'a entendu l'étendre qu'à celui effectué dans les succursales. Il n'y aurait donc aucune possibilité d'y faire participer les ecclésiastiques qui l'exerceraient dans une cure, où le secours des vicaires offre toujours une ressource suffisante.

« 2° Le *binage* ou double desservice ne peut être exercé que par les desservants

de succursales, les curés et les vicaires des curés. Il s'ensuit que les vicaires des desservants sont exclus des droits à l'indemnité, et que si quelqu'un d'eux est appelé à faire le service, il est censé ne le faire que pour le desservant lui-même, qui seul peut être porté sur l'état.

« 3° Sous aucun prétexte, le même curé, vicaire de curé ou desservant ne peut avoir droit à une double indemnité, lors même qu'il ferait le service dans deux paroisses vacantes.

« 4° Des attestations sur la réalité du service fait par ceux qui ont reçu l'autorisation de desservir une succursale vacante, doivent être délivrées par un curé ou desservant du canton, chargé spécialement de ce soin par l'évêque diocésain, pour être jointes à l'état que l'administration diocésaine doit adresser au préfet, lequel, de son côté, doit les annexer à ses mandats de payement, comme pièces justificatives. »

BLAME RELIGIEUX.

Il arrive quelquefois, surtout dans les paroisses rurales, que MM. les curés, par un zèle malentendu, se permettent de frapper d'un *blâme* public tels ou tels de leurs paroissiens. Rien ne compromet davantage la dignité ecclésiastique et les intérêts de la religion. Nous en avons connu qui ont poussé l'imprudence jusqu'à *blâmer* les actes de l'autorité civile, à contrôler en chaire les délibérations d'un conseil municipal. La loi comme la raison défendent ces sortes de *blâme;* d'ailleurs les personnes offensées auraient le droit de demander réparation devant les tribunaux civils. En vain le prêtre dirait que, gardien des bonnes mœurs, il doit flétrir, *blâmer*, et réprimer ceux qui peuvent entraîner par le mauvais exemple. Le prêtre, dirons-nous après M. Gaudry, a deux missions. L'une publique et l'autre privée. Sa mission publique est d'instruire les fidèles du dogme et de la morale, et d'attaquer les vices et les crimes, non les vicieux et les criminels. Sa mission privée lui donne une juridiction, mais elle ne résulte que de la confiance volontaire des individus. Ainsi, une personne s'adresse à un prêtre au confessionnal, ou pour tout autre acte religieux ; elle est obligée de subir, même les écarts d'un zèle indiscret provoqué par elle ; elle ne serait pas fondée à se plaindre de ce zèle borné aux choses religieuses. Mais il en pourrait être tout autrement si le *blâme* est public. Toute interpellation publique d'un ministre du culte, est une faute et souvent un délit. L'article 52 du décret organique le prévoit en ces termes. « Les ministres du culte ne se permettront dans leurs instructions aucune inculpation directe ou indirecte contre les personnes. » Portalis dit, à cette occasion, qu'un tel commandement de la loi est aussi favorable au maintien de la police que conforme à la charité chrétienne. (*Voyez* MENACE.)

BLANCHISSAGE.

Le *blanchissage* du linge de l'église est, comme le linge même, à la charge de la fabrique. (*Art.* 37, *n°* I^er^ *du décret de* 1809.)

C'est au bureau des marguilliers, et non au curé, qu'appartiennent, dans les paroisses rurales, la nomination et la révocation des personnes chargées du *blanchissage* du linge de la fabrique. C'est du moins ce qui résulte d'une circulaire du 15 juillet 1828, insérée sous le mot PAIN D'AUTEL. Cependant il semblerait de toute convenance que ce fût le curé seul qui les nommât ou révoquât.

BLASPHÈME.

Autrefois le *blasphème* n'était pas seulement un jurement, c'était encore tout ce qu'on avait dit ou écrit contre l'honneur de Dieu, de la sainte Vierge et des saints. Les peines de ce crime étaient très-sévères. Justinien prononçait la mort ; *Præcipimus ultimis subdere suppliciis* (Novelle 77) ; Philippe-Auguste, une amende contre les nobles, et contre les autres le supplice de l'eau (*Ordon. de* 1181) ; saint Louis, la perforation de la langue ou de la lèvre supérieure (1) ; Louis XIV, l'amende honorable, la perforation de la langue et quelquefois le feu (2). En Angleterre, le *blasphème* contre Dieu ou contre Jésus-Christ est encore frappé de peines quelquefois infamantes. La loi y punit aussi le simple jurement ; mais, sur ce dernier point, elle ne statue que de légères amendes. Un constable a droit d'arrêter, en pleine rue, un homme qu'il entend jurer, et de le conduire devant le juge de paix pour le faire condamner.

Dans tous les cas, le législateur anglais s'est proposé de venger l'honneur de Dieu et des saints. Un pareil principe, dit Chassan, est malheureusement incompatible avec notre législation, dont la base est exclusivement laïque et trop indifférente en matière de religion. Aussi le *blasphème* proprement dit, est inconnu dans notre nouvelle législation.

Lorsqu'il ne consiste que dans un simple jurement, c'est un péché qui échappe à la juridiction séculière. Lorsqu'il se formule en impré-

(1) Mais le pape Clément IV n'approuva point cette rigueur. Il adressa des remontrances au saint roi, qui changea les peines corporelles en peines pécuniaires, par ordonnance rapportée par Ducange, dans ses observations à la suite de Joinville, p. 103 et suiv.

(2) *Voyez* Ferrières, *Dict. de Droit,* V. *Blasphéme ;* Muyard de Vouglans, *Traité des crimes*, p. 436 ; édit. du 27 janvier 1681 ; Ordonn. du 20 mai 1686, portant que les militaires qui commettront des *blasphèmes* auront la langue percée d'un fer chaud.

cations publiques contre le sentiment religieux ou contre une religion en particulier, ce peut être un délit, parce qu'alors il y a outrage ou contre la morale religieuse ou contre un culte déterminé. Mais dans ce dernier cas, l'intention sert à assigner le véritable caractère du fait, qui est tantôt un péché, tantôt un délit, suivant les circonstances.

D'après M. de Feuerbach, dans son *Manuel de droit criminel commun allemand*, le *blasphème* doit être classé au nombre des injures, parce qu'il lèse la société ecclésiastique. D'après la loi brésilienne, les publications écrites, dont le but est de répandre des *blasphèmes* contre Dieu, sont punis d'un emprisonnement de 2 à 6 ans, et d'une amende de 800 à 2,400 réis. Tit. 1, art. 2, n. 4.

Un gouvernement qui, comme celui de France, reconnaît, protége ou tolère tous les cultes, mais qui laisse outrager Dieu par le *blasphème*, contrairement cependant à la *protection* qu'il doit à tous ces cultes, ne sera jamais respecté et aimé comme il convient qu'il le soit. Quand un peuple est assez dégradé pour outrager la Majesté divine par des *blasphèmes* plus ou moins horribles, qu'on n'attende pas d'un tel peuple du respect et de l'amour pour les majestés humaines ; la logique s'y oppose et l'expérience le prouve. Les législations anglaise, brésilienne, allemande, etc., sont donc, à cet égard, infiniment plus sages et plus politiques que la nôtre. Des lois qui réprimeraient le *blasphème*, que tous les cultes condamnent et proscrivent, ne seraient nullement opposées à nos institutions constitutionnelles; elles en seraient, au contraire, la conséquence logique et naturelle. L'impiété et par conséquent le *blasphème* contre Celui qui gouverne tout, est incontestablement le plus redoutable fléau qu'ait à craindre un Etat. Que nos gouvernants veuillent bien y réfléchir ! Nous ne parlons point ici en théologien, nous aurions bien d'autres choses à dire, mais en légiste et en ami de la société et de notre pays.

BOIS.

Les *bois* possédés par les fabriques, les bureaux de bienfaisance, les communes, etc., ne sont pas indistinctement soumis au régime forestier ; les taillis ou futaies reconnus par l'autorité administrative ou susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière, sont les seuls auxquels ce régime puisse être appliqué. (*Code forestier, art.* 90.) (*Voyez* ARBRES ÉPARS.)

§ I. *Aménagement des* BOIS.

L'aménagement est le règlement qui distribue un *bois* ou une forêt en plusieurs cantons, et assigne ceux destinés pour la coupe et ceux mis en réserve.

L'aménagement des *bois* des fabriques ou autres établissements publics est réglé par des ordonnances royales qui ne peuvent être rendues qu'après que les conseils de fabriques ont été consultés, et que les préfets ont émis leur avis sur la proposition faite à ce sujet par l'administration forestière. (*Code forestier*, *art.* 90. — *Ordonn. de* 1827, *art.* 135.)

On doit observer les mêmes formalités lorsqu'il y a lieu de faire un changement dans l'aménagement ou dans le mode d'exploitation, ou de faire effectuer des travaux extraordinaires, tels que recépages, repeuplements, routes, clôtures, constructions de logis pour les gardes, et autres travaux d'améliorations.

Toutefois si la fabrique n'élève aucune objection contre les travaux projetés, le préfet peut les autoriser sur la proposition du conservateur. (*Ordonn. de* 1827, *art.* 136.)

Des formalités analogues sont à remplir, lorsqu'il s'agit seulement de la conversion en *bois* et de l'aménagement de terrain en pâturages. Dans ce cas, la proposition de l'administration forestière est communiquée à la fabrique qui doit en délibérer ; mais le conseil de préfecture est appelé à prononcer sur les contestations, sauf recours au conseil d'État. (*Code forestier*, *art.* 90.)

Un quart des *bois* appartenant aux fabriques ou autres établissements publics est toujours mis en réserve, lorsque ces établissements possèdent au moins dix hectares de *bois* réunis ou divisés ; cette disposition n'est pas applicable aux *bois* peuplés totalement en arbres résineux. (*Art.* 93.)

L'ordonnance de 1827 veut en outre (*art.* 137) que, lors de l'exploitation des taillis, il soit réservé quarante baliveaux au moins, et cinquante au plus, par hectare, et que, lors de la coupe du *quart* réservé, le nombre des arbres à conserver soit de soixante au moins, et de cent au plus par hectare.

Hors le cas de dépérissement du *quart* en réserve, l'autorisation de le couper n'est accordée que pour cause de nécessité bien constatée, et à défaut d'autres moyens d'y pourvoir. Les cas de nécessité sont la guerre, les incendies, la grêle, les inondations, épidémies, épizooties, ruines, démolitions, pestes et accidents extraordinaires. (*Ordon. du* 7 *mars* 1817, *art.* 2.) L'autorisation doit être délivrée par ordonnance du roi, rendue sur le rapport du ministre des finances, d'après la demande du conseil de fabrique, appuyée de l'avis du préfet, et communiqué au ministre de l'intérieur. (*Même ordon.*, *art.* 140.)

§ II. *Défrichement des* BOIS.

Les fabriques ou autres établissements publics ne peuvent faire

aucun défrichement de leurs *bois* sans une autorisation expresse et spéciale du gouvernement. Ceux qui l'auraient ordonné ou effectué sans cette autorisation seraient passible d'une amende de 500 francs au moins, et de 1500 francs au plus par hectare défriché, et tenus, en outre, de rétablir les lieux en nature de *bois* (*Code forestier*, *art.* 9 *et* 220) ; il ne suffirait pas que la fabrique eût demandé l'autorisation. Le silence du gouvernement, dans ce cas, n'équivaudrait pas à l'autorisation. La règle admise par l'article 219, en faveur des particuliers, ne saurait être étendue aux fabriques ou autres établissements publics, parce qu'à leur égard l'intervention du gouvernement n'a pas seulement pour objet d'empêcher la diminution du sol forestier ; son but est aussi d'empêcher qu'ils n'agissent contrairement à leurs intérêts ; il faut une autorisation expresse et spéciale qui désigne clairement le *bois* à défricher et l'étendue dont le défrichement est permis.

Cette autorisation est délivrée par un décret impérial sur le rapport du ministre des finances et l'avis du ministre de l'intérieur.

Lorsqu'elle est demandée, le préfet adresse au ministre des finances :

1° La délibération prise à ce sujet par la fabrique, et dans laquelle se trouvent indiquée la dénomination, la situation précise, l'étendue et la plantation du *bois* qu'elle désire défricher, et enfin les raisons d'utilité du défrichement ;

2° L'avis du sous-préfet ;

3° L'avis du conservateur des forêts.

Au nombre des circonstances de nature à favoriser la demande d'autorisation, nous citerons les avantages qui résulteraient d'une autre culture, la nécessité pour la fabrique d'augmenter ses ressources ou de pourvoir à l'acquittement de dépenses urgentes.

§ III. *Garde des* BOIS.

Les fabriques choisissent les gardes de leurs *bois*, sauf l'approbation des préfets, et l'agrément de l'administration forestière qui délivre aux gardes leurs commissions ; en cas de dissentiment le préfet prononce. A défaut par elles de faire un choix dans le mois de la vacance de l'emploi, le préfet y pourvoit sur la demande de l'administration forestière. (*Code forest.*, *art.* 95 *et* 96.)

Lorsqu'un canton de *bois* appartient à une fabrique et à l'Etat, et que cette fabrique et l'administration forestière jugent à propos, dans un intérêt d'économie, d'en confier la garde à un même individu, la nomination du garde appartient à cette administration seule ; mais son salaire est payé proportionnellement par chacune des parties intéressées (*art.* 97).

L'administration forestière peut suspendre de leurs fonctions les gardes des *bois* des fabriques et autres établissements publics ; s'il y a lieu à destitution, le préfet prononce, après avoir pris l'avis du conseil de fabrique et de l'administration forestière (*art.* 98).

Le salaire des gardes est réglé par le préfet, sur la proposition du conseil de fabrique; il est à la charge de cet établissement (*art.* 108) et le produit des coupes ordinaires et extraordinaires est principalement affecté au payement de cette dépense (*art.* 109).

Au reste, ces gardes sont en tout assimilés aux gardes des *bois* de l'Etat, et soumis à l'autorité des mêmes agents ; ils prêtent serment dans les mêmes formes, et leurs procès-verbaux font également foi en justice, pour constater les délits et contraventions commis même dans des *bois* soumis au régime forestier, autres que ceux dont la garde leur est confiée (*art.* 99).

Les gardes des *bois* doivent être âgés de 25 ans. (*Loi du* 28 *septembre* 1791, *tit.* 1, *sect.* 7, *art.* 25.)

§ IV. *Coupes ordinaires et extraordinaires des* BOIS.

Les fabriques, les administrations hospitalières ou autres établissements publics ne peuvent faire eux-mêmes les coupes de *bois*, car alors ces établissements s'immisceraient dans une exploitation qui exige une surveillance très-active, qui serait embarrassante pour eux, et pourrait être fort préjudiciable à leurs intérêts. Ces coupes doivent toujours être mises en adjudication publique. (*Inst. du* 8 *février* 1823.) Toute vente faite autrement serait clandestine et nulle. (*Code forestier*, *art.* 18.)

Les coupes tant ordinaires qu'extraordinaires sont vendues à la diligence des agents forestiers, dans les mêmes formes que pour les *bois* de l'Etat et d'après les procès-verbaux d'assiette, balivage et martelage dressés par les agents de l'administration des forêts. Lorsqu'il s'agit de coupes extraordinaires, la vente doit être autorisée par un décret impérial.

Les ventes de coupes ordinaires et extraordinaires ne peuvent être effectuées que par voie d'adjudication publique, laquelle doit être annoncée au moins quinze jours d'avance par des affiches apposées dans le chef-lieu du département, dans le lieu où la vente doit être faite, dans la commune de la situation des *bois* et dans les communes environnantes. (*Code forest.*, *art.* 17.) Dans les affiches et dans les actes de ventes des coupes extraordinaires, on doit mentionner les ordonnances spéciales qui les ont autorisées. (*Ordon. du* 1^er^ *août* 1827, *art.* 85.)

L'adjudication se fait au chef-lieu de l'arrondissement, soit aux enchères et à l'extinction des feux, soit au rabais, soit enfin sur sou-

missions cachetées, suivant que les circonstances l'exigent. (*Ordon. du* 26 *novembre* 1826.) Elle est présidée par le préfet ou par le sous-préfet, mais le préfet peut, sur la proposition du conservateur, permettre que les coupes dont l'évaluation n'excède pas 500 fr., soient adjugées au chef-lieu d'une des communes voisines des *bois*, et sous la présidence du maire.

Nous n'entrerons pas ici dans de plus grands détails; les fabriques qui possèdent des *bois* peuvent recourir au Code forestier, dont toutes les dispositions sont applicables aux établissements publics, et par conséquent aux fabriques, en vertu des articles 90 et 112. Le titre VI en entier regarde spécialement les communes et les établissements publics dans lesquels sont comprises les fabriques.

L'article 60 du décret du 30 décembre 1809 porte que les biens ruraux appartenant à la fabrique seront régis et administrés par le bureau des marguilliers dans la forme déterminée pour les biens communaux. Ainsi, lorsque la fabrique possède des *bois*, les coupes en sont soumises à l'autorisation supérieure. Aucune coupe de *bois* ne doit avoir lieu dans les quarts de réserve, que sur l'autorisation donnée par ordonnance rendue sur le rapport du ministre des finances. Hors le cas de dépérissement, elle n'est accordée que pour cause de nécessité absolue ou accidents extraordinaires. C'est ce que statue l'ordonnance ci-après du 7 mars 1817.

ORDONNANCE *du* 7 *mars* 1817, *relative aux coupes de bois appartenant aux séminaires, aux fabriques, aux communes, aux hospices, etc.*

« ARTICLE PREMIER. Conformément à l'ordonnance de 1669 et à la loi du 29 septembre 1791, aucune coupe ne pourra se faire, sous les peines portées par les lois, dans les quarts de réserve des *bois* des communes, des hôpitaux, des bureaux de charité, des colléges, des fabriques, des séminaires, des évêchés et archevêchés, et de tous autres établissements publics, qu'en vertu des ordonnances que nous jugerons convenable de rendre sur les rapports de notre ministre secrétaire d'État au département des finances.

« ART. 2. Hors les cas de dépérissement des quarts de réserve, les coupes ne seront accordées que pour cause de nécessité constatée, et qu'en cas de guerre, incendies, grêle, inondations, épidémies, épizooties, ruines, démolitions, pertes et accidents extraordinaires; à l'effet de quoi les demandes, appuyées de l'avis des préfets, seront préalablement communiquées par notre ministre secrétaire d'État des finances à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, chargé de la surveillance des communes et des établissements propriétaires.

« ART. 3. Les adjudications continueront d'être faites par devant les sous-préfets, au chef-lieu d'arrondissement, en présence des agents forestiers et d'un représentant des communes et des établissements propriétaires, le tout d'après un cahier de charges concerté entre les agents forestiers et l'administration que l'adjudication intéressera.

« Un état indicatif de la date des adjudications, de la contenance et du prix des

coupes adjugées, et de l'époque des échéances, des traites souscrites par les adjudicataires, sera transmis à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, par l'intermédiaire du préfet.

« ART. 4. Le prix des coupes sera stipulé payable en traites aux échéances fixées par le cahier des charges. Les traites seront remises aux receveurs généraux de départements, qui demeurent désormais exclusivement chargés d'en faire le recouvrement sous leur responsabilité.

« ART. 5. Les remises et taxations des receveurs généraux ne pourront excéder deux et demi pour cent du montant intégral des traites dont le recouvrement leur sera confié, tant pour les communes que pour les autres établissements publics, et qui ne pourra, dans aucun cas, s'élever au-dessus de 20,000 fr. pour la totalité des traites.

« Si le montant intégral des traites à recevoir excède cette somme, les remises et taxations ne seront prélevées qu'à raison d'un pour cent du surplus de leur montant. Le décompte en sera arrêté à la fin de chaque année par le préfet.

« ART. 6. Conformément au dernier paragraphe de l'article 153 de la loi du 28 avril dernier, les traites à souscrire pour le prix des coupes extraordinaires, seront intégralement souscrites au profit des établissements propriétaires, et recouvrées en totalité pour leur compte, et sans pouvoir être grevées d'aucun prélèvement pour dépenses étrangères aux charges imposées aux établissements propriétaires.

« ART. 7. Au fur et à mesure de l'échéance des traites et du recouvrement de leur montant, les receveurs généraux seront tenus d'en faire le versement à la caisse des dépôts volontaires, et d'en justifier au préfet dans la huitaine du jour de leur recouvrement, à défaut de quoi ils seront déclarés comptables des intérêts des sommes qu'ils auront touchées, pour chaque jour de retard qu'ils auront mis dans leur versement.

« ART. 8. Les fonds déposés à la caisse des dépôts y seront tenus à la disposition de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, et successivement réservés sur son autorisation, par l'intermédiaire des agents de la caisse des dépôts, dans la caisse des établissements propriétaires, pour être employés aux dépenses extraordinaires qui auront motivé les coupes accordées, et qui pourraient être ultérieurement approuvées.

« ART. 9. Il n'est, au surplus, en rien dérogé au droit que les communes et établissements propriétaires ont de recevoir, par l'intermédiaire de leurs comptables, le prix des coupes ordinaires des *bois* qui leur appartiennent, pour être employé, avec les autres revenus de leurs biens, aux dépenses réglées et prévues par leurs budgets.

« ART. 10. Les dispositions des articles 5, 6 et 7, sont déclarées communes, aux recouvrements faits et à faire des traites souscrites pour le prix des coupes des quarts de réserve adjugés pour l'ordinaire de 1817, ainsi qu'à tous les fonds libres et provenant d'acceptations de legs et donations, d'impositions ou d'excédants de budgets, dont le versement à la caisse des dépôts pourrait par nous être ordonné, ou par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, ou par les préfets. »

DÉLIBÉRATION *du conseil de fabrique demandant la vente d'une coupe extraordinaire de* BOIS.

L'an, etc.

M. le président ayant ouvert la séance a exposé au conseil que la

reconstruction de l'église paroissiale (*ou* toute autre dépense urgente), projetée par les habitants, occasionnera, suivant le devis dressé le ..., par M. , architecte, une dépense d'environ francs; que le conseil municipal, en délibérant sur cette reconstruction, a reconnu l'insuffisance des ressources tant ordinaires qu'extraordinaires de la commune pour pourvoir à cette dépense; et que, dans cet état de choses, il est du devoir et de l'intérêt de la fabrique de contribuer de tous ses moyens aux frais de ladite reconstruction.

En conséquence M. le président a exposé à ce conseil de demander au gouvernement l'autorisation de vendre la coupe du quart en réserve des *bois* que la fabrique possède dans la forêt de , et d'en affecter le produit à la reconstruction de l'église.

Le conseil, adoptant sans discussion la proposition de M. le président, par les motifs déduits ci-dessus et attendu l'urgence, a voté à l'unanimité la coupe du quart en réserve des *bois* de la fabrique, lequel comprend hectares de sol forestier, peuplé de futaies de l'âge de , et a décidé que ladite coupe serait mise en vente lors des plus prochaines adjudications de coupes de *bois* dans le département.

Fait et délibéré à , les jour, mois et ans susdits.

Signatures.

CAHIER DES CHARGES *d'une adjudication de pieds de* BOIS *abattus sur une propriété de la fabrique.*

ART. 1^er^. L'adjudication des pieds de *bois* au nombre de , abattus et gisants sur la lisière du terrain paroissial situé à , appelé le , sera faite, après avoir été autorisée par M. le préfet du département, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction d'un feu franc, devant les membres du bureau des marguilliers de , réunis à cet effet en séance publique.

ART. 2. Le procès-verbal de l'adjudication sera soumis à l'approbation de M. le préfet, et ne sera valable qu'après cette approbation.

ART. 3. Le prix principal d'adjudication, le décime par franc de ce prix, ainsi que les frais d'affiches, de timbre et d'enregistrement causés par l'adjudication, seront payés par l'adjudicataire entre les mains du trésorier de la fabrique, dans le délai de dix jours, à dater de la réception de l'approbation de M. le préfet.

ART. 4. L'adjudicataire ne pourra se mettre en possession desdits pieds de *bois*, les façonner sur place ou en opérer l'enlèvement, qu'après le payement intégral du prix et des frais d'adjudication.

ART. 5. Il présentera en séance d'adjudication, une caution bonne et solvable qui s'engagera solidairement avec lui et signera au pro-

cès-verbal. Toutefois, il y aura dispense de caution si le bureau la juge inutile, ce qui serait mentionné au procès-verbal.

Fait à , le , mil huit cent .

Les membres du bureau de la fabrique de

Signatures.

Approuvé, à , le , 18 .

Le Préfet, (*Signature.*)

ORDONNANCE *du roi du 22 novembre 1826, relative aux fonds provenant des coupes extraordinaires adjugées dans les quarts de réserve des bois des communes, hospices et bureaux de bienfaisance, séminaires, fabriques et autres établissements ecclésiastiques.*

« CHARLES, etc.

« Considérant que les modifications apportées par l'ordonnance royale du 23 avril 1823, dans la comptabilité administrative, permettent aujourd'hui de simplifier la comptabilité en ce qui concerne les produits de coupes extraordinaires de *bois* des communes, hospices et bureaux de bienfaisance, séminaires, fabriques et autres établissements ecclésiastiques ;

« D'après les avis de nos ministres secrétaires d'État des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique et des finances, des 20 septembre et 15 novembre derniers;

« Et sur le rapport de notre ministre de l'intérieur ;

« Notre conseil d'Etat entendu ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. A l'avenir, les fonds provenant de coupes extraordinaires adjugées dans les quarts de réserve de *bois* appartenant aux communes, hospices et bureaux de charité, séminaires, fabriques et autres établissements ecclésiastiques, et dont, aux termes des ordonnances royales des 5 septembre 1821 et 31 mars 1825, le montant était placé en partie au trésor royal et en partie à la caisse des dépôts et consignations, seront recouvrés en totalité par les receveurs généraux des finances, à titre de placement en compte courant au trésor royal, pour être tenu, avec les intérêts qui en proviendront, à la disposition des communes et établissements ci-dessus rappelés, sur la simple autorisation des préfets.

« ART. 2. Nos ministres, etc. »

§ V. *Contributions des* BOIS.

Les *bois* des fabriques et ceux des établissements de bienfaisance sont assujettis à la contribution foncière comme toutes leurs autres propriétés, et en outre à une taxe particulière qui a pour objet d'indemniser l'Etat des frais de leur administration. Cette taxe fut créée par la loi des 15-29 septembre 1791 qui plaça leurs *bois* sous le même régime que les forêts domaniales. Elle se composait alors d'un décime par franc, perçu sur le produit des coupes. Le Code forestier (*art.* 106) substitua aux prélèvements sur le produit des coupes une imposition additionnelle à la contribution foncière établie sur les *bois* et répartie au marc le franc de cette contribution. Des plain-

tes s'élevèrent : d'une part, la taxe était supérieure aux déboursés dont elle devait indemniser le trésor ; d'autre part, l'inégalité de sa répartition faisait peser sur certains départements une dépense qui excédait le produit des *bois*. Pour y remédier, la loi de finances du 20 juillet 1837, adopta, dans son art. 2, la disposition suivante : « En exécution de l'art. 106 du Code forestier, une somme de « 1,430,997 fr., montant des frais d'administration des *bois* des « communes et des établissements publics, sera ajoutée, pour 1838, « à la contribution foncière établie sur les *bois*. Cette somme sera « répartie par une ordonnance royale entre les différents départe- « ments du royaume, à raison des dépenses effectuées pour l'admi- « nistration desdits *bois* dans chaque département. » On espérait qu'une répartition qui prendrait pour base les dépenses réelles de l'administration dans chaque localité donnerait satisfaction à tous les intérêts ; il n'en a pas été ainsi. Les plaintes se sont renouvelées non moins vives ni moins nombreuses. Elles sont venues des localités où le sol forestier est moins productif et dont quelques-unes voient le revenu de leurs *bois* entièrement absorbé par les frais d'administration. Un nouvel examen a conduit le gouvernement à reconnaître qu'il existe, au fond des systèmes expérimentés depuis 1827, une cause d'inégalités et de plaintes qui ne peut disparaître que par le retour au régime de 1791 ; en conséquence, il a pensé que la taxe devait être proportionnelle au revenu des *bois* et perçue sur ce revenu. Voici le texte de la disposition introduite à cet égard dans la loi des finances de 1841 :

« ART. 5. Pour indemniser l'Etat des frais d'administration des *bois* des communes et des établissements publics, il sera perçu au profit du trésor, sur les produits tant principaux qu'accessoires de ces *bois*, cinq centimes par franc en sus du prix principal de leur adjudication ou cession. Quant aux produits délivrés en nature, il sera perçu par le trésor le vingtième de leur valeur, laquelle sera fixée définitivement par le préfet, sur les propositions des agents forestiers et les observations des conseillers municipaux et des administrateurs. »

Les coupes ordinaires et extraordinaires sont affectées principalement au payement des frais de garde, de la contribution foncière et de la perception pour frais d'administration. (*Code forest., art.* 109.)

BOISERIES.

Les fabriques doivent conserver, comme objets d'art, les anciennes *boiseries* des églises. En général, elles ne peuvent les vendre sans autorisation. (*Voyez* OBJET D'ART.) Elles sont, dans ce cas, immeubles par destination.

BONNES MŒURS.

L'article 8 de la loi du 17 mai 1819, punit d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 16 francs à 500 francs, l'outrage fait aux *bonnes mœurs*, par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication. (*Voyez* MOEURS.)

Nous rapportons cette disposition législative, qu'un curé a besoin de connaître dans l'intérêt de la morale.

BONNETS CARRÉS.

Les *bonnets carrés* ou barrettes doivent être fournis par les fabriques. (*Voyez* SURPLIS.)

BORDEREAU.

L'art. 34 du décret du 30 décembre 1809, prescrit en ces termes la formalité des *bordereaux* de situation trimestrielle :

« Sera tenu le trésorier de présenter, tous les trois mois, au bureau des marguilliers, un *bordereau* signé de lui, et certifié véritable, de la situation active et passive de la fabrique pendant les trois mois précédents : ces *bordereaux* seront signés de ceux qui auront assisté à l'assemblée, et déposés dans la caisse ou armoire de la fabrique pour être représentés lors de la reddition du compte annuel.

« Le bureau déterminera, dans la même séance, la somme nécessaire pour les dépenses du trimestre suivant. »

Le *bordereau* de situation doit contenir, en premier lieu, le détail des recettes et des dépenses faites depuis le premier jusqu'au dernier jour du trimestre pour lequel il est formé. Ce détail consiste simplement dans le relevé des articles de recettes et de dépenses inscrits au compte général de la fabrique. On aura soin seulement, pour les *bordereaux* du premier trimestre, de présenter la distinction des recettes et des dépenses propres à l'exercice qui a achevé sa période pendant ce trimestre, et de celles qui appartiennent à l'exercice qui commence.

Le trésorier, après avoir établi le détail des recettes et dépenses effectuées pendant le trimestre, forme les totaux des diverses colonnes du *bordereau*, puis la récapitulation qui doit faire ressortir l'excédant des recettes sur les dépenses. A cet effet, et suivant les indications données par le modèle ci-après, le comptable rapporte en première ligne du cadre destiné à cette récapitulation, l'excédant des recettes sur les dépenses du trimestre précédent. Il y ajoute les recettes faites pendant le trimestre. La différence qui en résulte représente le nouvel excédant de recette au dernier jour du trimestre. Cet excédant doit toujours être égal à celui constaté par le compte général de la fabrique.

DIOCÈSE
de

PAROISSE
de l'église St- de

BORDEREAU *de situation des recouvrements et payements faits pour le compte de la fabrique de l'église St- de , pendant le 2e trimestre de 18 .*

SECTION Ire. — *Recettes.*

NUMÉROS des articles du compte général.	NUMÉROS des articles du budget.	DATES.	DÉTAIL DES ARTICLES.	SOMMES REÇUES pendant LE 2e TRIMESTRE 18 — sur l'exercice 18 (1). fr.	c.	sur l'exercice 18 . fr.	c.	OBSERVATIONS.
		18 .						
18	15	avril 4	Reçu de M. le montant du legs de M. .	»	»	1000	»	
19	8	*id.* 10	— de M. , pour oblation libre. .	»	»	5	»	
20	9	*id.* 10	— du même, pour droits sur la tenture.	»	»	5	»	
21	6	*id.* 10	— le produit des quêtes pendant le 1er trimestre de 18	»	»	12	»	
22	7	*id.* 10	— le produit des troncs pendant le 1er trimestre de 18	»	»	17	»	
23	12	*id.* 10	— de M. , pour les émondes des arbres du cimetière.	»	»	8	»	
24	11	*id.* 10	— en nature, 3 kilog. de cire, attribuée à la fabrique	»	»	9	»	
25	17	mai 20	— de M , pour loyer de son banc, terme de 18 . (Report de 18 .)	»	»	10	»	
26	4	*id.* 20	— du même, pour *idem*, terme 18 .	»	»	10	»	
27	4	*id.* 20	— de M. , pour loyer de son banc.	»	»	8	»	
28	4	*id.* 20	— de M. , pour loyer de son banc.	»	»	8	»	
29	9	*id.* 20	— de M. , pour droit sur la tenture.	»	»	6	»	
30	10	*id.* 20	— du même, pour droit sur la sonnerie	»	»	4	»	
31	11	*id.* 20	— en nature, 3 kilog. de cire, attribuée à la fabrique	»	»	9	»	
32	19	juin 20	— de M. , pour rachat d'une rente constituée le 30 juin 18 . . .	»	»	600	»	
33	2 16	*id.* 20	— du même, pour deux années d'intérêts à la date de l'amortissement (30 fr. reportés de 18).	»	»	60	»	
34	5	*id.* 20	— de M. , pour fermage de chaises, 2e terme 18	»	»	125	»	
35	8	*id.* 20	— de M. .pour oblation tarifée. .	»	»	10	»	
36	6	*id.* 30	— le produit des quêtes pendant le 2e trimestre 18	»	»	45	»	
37	7	*id.* 30	— le produit des troncs pendant le 2e trimestre 18	»	»	55	»	
			Total des recettes du 2e trimestre 18	»	»	2006	»	

(1) Cette colonne, destinée aux sommes reçues sur l'exercice expiré, ne peut servir que pour le bordereau du premier trimestre, attendu que, passé le dernier jour de février, époque de clôture, aucune opération ne peut plus être faite sur un exercice clos.

SECTION II. — *Dépenses.*

NUMÉROS des articles du compte général.	NUMÉROS des articles du budget.	DATES.	DÉTAIL DES ARTICLES.	SOMMES DÉPENSÉES pendant LE 2e TRIMESTRE 18 sur l'exercice 18 . fr.	c.	sur l'exercice 18 . fr.	c.	OBSERVATIONS.
		18 .						
17	1	avril 15	Payé à M. , pour fourniture d'encens.	»	»	12	»	
18	8	*id.* 15	— à M. , pour fourniture de bureaux	»	»	8	»	
19	9	*id.* 15	— à divers, pour réparations a l'église, faites par économie . . .	»	»	82	»	
20	6	*id.* 15	— à M. le curé et aux employés de l'église, pour acquit de la fondation de M.	»	»	40	»	
21	16	mai 20	— à M. , peintre, pour restauration de tableau en 18 . (Report de 18	»	»	200	»	
22	13	*id.* 20	— à M. , pour fourniture d'ornements.	»	»	100	»	
23	13	*id.* 20	— à M. , pour fourniture de linge d'autel	»	»	200	»	
24	1	*id.* 31	— à M. , fournisseur de la cire, pour sa livraison de ce jour . .	»	»	30	»	
25	6	*id.* 31	— à M. , vicaire, et aux employés de l'église, pour acquit de la fondation de M. . .	»	»	40	»	
26	18	juin 30	Versé à M. le receveur général, pour achat de rentes sur l'Etat . . .	»	»	3500	»	
27	2	*id.* 30	Payé à M. le curé, pour supplément de traitement, 2e trimestre 18 .	»	»	50	»	
28	3	*id.* 30	— à M. , vicaire, pour traitement, 2e trimestre 18	»	»	75	»	
29	1	*id.* 30	— à demoiselle , pour blanchissage de linge, 2e trimestre 18 .	»	»	25	»	
30	5	*id.* 30	— aux employés de l'église, pour traitement, 2e trimestre 18 . .	»	»	150	»	
31	19	*id.* 30	— à M. , le prix de sa fourniture de divers objets pour la tenture	»	»	200	»	
			Total des dépenses au 30 juin 18	»	»	4712	»	

RÉCAPICULATION *des recettes et dépenses effectuées pendant le 2e trimestre* 18 *, et situation de la fabrique au* 30 *juin* 18 .

		fr.	c.	fr.	c.
EXCÉDANT des recettes existant à la fin du trimestre précédent . .				4477	»
RECETTE du deuxième trimestre	sur l'exercice 18 .	»	»	2006	»
	sur l'exercice 18 .	2006	»		
Ensemble.				6483	»
DÉPENSES du deuxième trimestre	sur l'exercice 18 .	»	»	4712	»
	sur l'exercice 18 .	4712	»		
Excédant des recettes à ce jour.				1771	»

Cet excédant est représenté par les valeurs ci-après désignées,

SAVOIR :

	fr.	c.		
Fonds déposés dans la caisse ou armoire à trois clefs	»	»		
Traites d'adjudicataires de coupes extraordinaires de bois en dépôt chez M. le receveur général	900	»		
Fonds placés au Trésor public, et provenant du recouvrement desdites traites.	300	»		
Avances à recouvrer	»	»		
Ensemble.	1200	»	ci 1200	»
Fonds existant eutre les mains du trésorier.			571	»
Les besoins du service pendant le prochain trimestre n'exigeant que la somme de			271	»
Le trésorier versera dans la caisse ou armoire à trois clefs, comme excédant en besoins, la somme de.			300	»

Le trésorier soussigné certifie que tous les renseignements contenus dans le présent bordereau sont exacts.

A *le* 30 *juin* 18 .

Vu par les membres du bureau, en séance.

Le 4 juillet 18 . *Signatures.*

La forme des *bordereaux* trimestriels n'est pas partout la même; elle doit dépendre de la forme donnée aux divers livres de la comptabilité, et notamment au livre journal à tenir par le trésorier. Il n'y a, à cet égard, aucune uniformité. Nous ne pouvons, par conséquent, donner un modèle de *bordereau* qui convienne également partout. Nous en ajoutons un second, que nous empruntons à l'*Instruction sur la comptabilité des fabriques*, publiée par Mgr l'évêque de Langres pour son diocèse. Nos lecteurs seront en mesure de choisir.

DIOCÈSE
d
PAROISSE
d

BORDEREAU *de situation des recouvrements et payements faits du* 1er *juillet au* 30 *septembre* 18 .

DÉPARTEMENT
d
COMMUNE
d

NUMÉROS d'ordre du JOURNAL.	NUMÉROS du budget et du LIVRE des COMPTES.	RECETTES ET DÉPENSES EFFECTUÉES.	MONTANT DES SOMMES reçues. fr.	c.	payées, fr.	c.
47	12	Le 7 juillet, reçu de M. la somme de 6 fr., montant du loyer de son banc pour 18	6	»	»	»
48	25	Le 5 juillet, payé à M. , marchand à , la somme de 39 fr., pour 7 kilogrammes de cire	»	»	39	»
49	27	Le 15 juillet, payé tant à M. le curé qu'aux employés de l'église, la somme de 12 fr., pour l'acquit de la fondation de M.	»	»	12	»
50	25	Le 30 juillet, reçu de M. la somme de 25 fr., pour rente constituée par acte du 15 avril 1827, passé par-devant Me , notaire à , et échue le 1er de ce mois.	25	»	»	»
		Total.	31	»	51	»

Certifié véritable par nous marguillier-trésorier soussigné.
A le 18 .

Signature.

Vu par nous membres du bureau soussignés le présent bordereau, lequel sera déposé dans la caisse de la fabrique, pour être représenté lors de la reddition du compte annuel, conformément aux dispositions de l'art. 34 du décret du 30 décembre 1809.
A , le 18 .

Signatures.

Au moyen de ces documents, il est facile au bureau de déterminer, sur l'état réel de la caisse, les dépenses qui devront être effectuées pendant le trimestre suivant. Il en forme un état qui est signé de tous les membres présents et remis au président, pour servir à l'ordonnancement des dépenses. Celui-ci en délivre une copie au trésorier.

Dans les fabriques où l'on distingue les exercices et leur durée, comme on devrait toujours le faire (*voyez* EXERCICE), on doit, à la fin du premier ou même du second trimestre, s'il a été opéré pendant ce trimestre des recettes afférentes à l'exercice précédent, avoir soin de porter d'abord et séparément ces recettes, en les faisant précéder de cet intitulé : *Exercice* 18 . — 2e *année de l'exercice*, comme au premier modèle ci-dessus. On placera alors, avant les recettes de l'exercice courant, ce second intitulé : *Exercice* 18 . 1re *année de l'exercice*. De même pour les dépenses.

BORNAGE.

Le *bornage* est l'action de séparer, c'est-à-dire de délimiter, par des signes quelconques, des propriétés contiguës, et qui, sans cela, sembleraient ne faire qu'une seule propriété.

Le *bornage* a pour objet de marquer d'une manière apparente le point où finissent deux héritages, de prévenir l'anticipation que des voisins peuvent commettre, soit avec intention, soit par méprise, et de faire restituer ce terrain anticipé (1).

Depuis la loi du 28 mai 1838, les actions en *bornage* sont du ressort des juges de paix, et, pour les exercer, soit en demandant, soit en défendant, les trésoriers des fabriques n'ont pas besoin de l'autorisation des conseils de préfecture. Toutefois, cette autorisation serait nécessaire, si, par suite des circonstances, le juge de paix était obligé de renvoyer devant le tribunal de première instance.

Aux termes de l'article 646 du Code civil, tout propriétaire peut obliger ses voisins au *bornage* de leurs propriétés contiguës, et le *bornage* s'opère à frais communs. Deux observations sont à faire sur cette disposition :

1° Le droit de contraindre ses voisins au *bornage* n'appartient qu'au propriétaire. Ainsi, le fermier et le locataire, qui jouissent à titre précaire, ne peuvent exercer l'action en *bornage*.

2° La loi n'a pas voulu qu'un voisin pût indistinctement, sous prétexte de *bornage*, inquiéter ses voisins et leur susciter des tracasseries ; aussi, elle n'accorde l'action que pour des propriétés *contiguës*. Il suit de là que, si deux immeubles sont séparés par la pro-

(1) Pardessus, *Traité des servitudes*, nº 117.

priété d'un tiers ou par un chemin public, ou par une rivière, il n'y a pas lieu à *bornage*. La solution serait différente, s'il ne se trouvait entre les immeubles qu'un sentier privé, parce que ce sentier dépendrait de l'un ou de l'autre.

Les fabriques ont le droit d'exercer l'action en *bornage*, ou d'y défendre, soit qu'elles aient l'entière propriété ou seulement la nue propriété ou l'usufruit.

L'autorisation du conseil de préfecture leur est nécessaire si l'action est portée devant les tribunaux civils de première instance; mais elle ne l'est pas si la contestation ne s'engage qu'au possessoire.

BOUGIE.

La *bougie stéarique*, dite vulgairement *bougie de l'étoile*, ne peut servir pour la célébration de la messe, car cette *bougie* n'est que du suif épuré, et non de la cire, seule matière qui doive entrer dans la composition du luminaire des églises. La sacrée congrégation des rites, ayant été interrogée, en 1844, sur la question de savoir s'il était licite de substituer à la cire des abeilles la *bougie* dont nous venons de parler, a répondu que cela n'était pas licite, et qu'on devait conserver l'usage de la cire. (*Voyez* ci-dessous.)

Qu'on se serve de cire falsifiée pour les usages ordinaires de la vie, ou pour satisfaire à sa dévotion personnelle, dit M. Dieulin (1), c'est là une chose étrangère au culte, et conséquemment aussi à la discipline ecclésiastique; mais substituer l'emploi du suif à celui de la cire dans les cérémonies religieuses, c'est là une violation formelle qu'il est urgent d'arrêter. Et, en effet, toute la liturgie catholique, grecque et latine, a formellement prohibé tout luminaire qui ne serait pas exclusivement composé de cire. Tous les rituels des églises, toutes les rubriques diocésaines ont unanimement porté la même défense. Ainsi, ce n'est pas seulement un conseil ou une simple recommandation, mais un précepte dont l'infraction constituerait une faute grave. Tel est, d'ailleurs, le sentiment universel des liturgistes, qui vont jusqu'à interdire au prêtre de célébrer le saint sacrifice avec des cierges qui ne seraient pas de cire, sauf le cas d'une rigoureuse nécessité. Gardien de la discipline, le clergé ne doit donc pas tolérer plus longtemps l'existence d'un abus contraire aux lois canoniques, non moins que préjudiciable aux intérêts des églises, dont les ressources consistent principalement dans le casuel de la cire. (*Voyez* CIERGES.)

Voici des considérations pratiques fort importantes sur l'usage

(1) *Guide des curés*, pag. 842, 3e édition.

des *bougies* stéariques dans les églises, que nous empruntons aux *Annales des sciences religieuses*, de Rome :

« Dans la congrégation ordinaire des sacrés rites, réunie le 6 septembre 1843, on proposa quelques doutes à résoudre sur l'usage des *bougies stéariques* dans les églises.

« Dès l'année 1839, des fabricants de cire de Marseille avaient eu recours à cette même congrégation pour demander la prohibition de ces nouvelles *bougies*, par le motif du grave dommage que leurs intérêts en éprouvaient, la plupart des acheteurs préférant ce nouveau produit pour s'en servir même dans les églises, sur lesquelles sont fondés les meilleurs produits du commerce de la cire. La demande fut renvoyée à l'évêque, afin d'obtenir une exacte information de la cause, et c'était à lui pareillement que devait être adressée la réponse sollicitée ; car, d'ailleurs, c'était une chose par trop étrange de voir des négociants, dans le but de favoriser un commerce, implorer des décisions qui ont pour but de conserver la pureté des rites de l'Eglise.

« Par ce moyen, l'évêque de Marseille devint le principal agent dans cette affaire, et à lui s'adjoignit encore le vicaire général de l'archevêque de Colocza. Pour préparer la décision que l'on demandait sur ces doutes, l'examen de la question fut confié à MMgrs Louis Ferrari et Jean Corazza, cérémoniaires pontificaux.

« Après avoir examiné quelle est la nature de la cire stéarique, et observé qu'il y a des rits dans l'Eglise pour l'usage desquels la cire d'abeilles est si expressément prescrite, qu'il n'est pas permis de lui substituer une autre matière, le premier des deux consulteurs, Mgr Louis Ferrari conclut que les *bougies* en question ne pouvaient jamais être employées au lieu de la chandelle de cire dans les rites mentionnés, puisqu'elles étaient formées de la graisse d'animaux, et qu'elles ne différaient des chandelles de suif que par une opération particulière. Après avoir déjà en partie résolu la question, en posant de telles prémisses pour base de son raisonnement, il examine ensuite si l'usage de ces *bougies stéariques* pourrait être toléré dans les autres fonctions sacrées.

« Il établit, en premier lieu, que l'Eglise a toujours été jalouse de maintenir l'observance de ses anciennes coutumes, et il rappelle, à ce sujet, une controverse semblable, qui s'éleva, en 1819, au sujet de l'introduction des tissus de coton dans le mobilier sacré de l'Eglise, et le décret général de prohibition émané du pape Pie VII, d'éternelle mémoire, lequel décret est appuyé sur deux raisons très-fortes, savoir : sur l'usage de la toile introduit dès le commencement de l'Eglise, et sur ses significations réelles et mystiques.

« Mgr Ferrari fait ensuite l'application de ces deux raisons au cas dont il s'agit, et avec des preuves tirées de la tradition constante, il

démontre que l'usage de la cire d'abeilles est très-ancien, tant dans les églises d'Orient que dans les églises d'Occident, et il en explique, avec autant de science que de force, les symboles mystérieux, qu'on chercherait en vain dans la cire stéarique.

« Il a fait valoir ensuite les raisons de convenance et de décence, et a fait observer que l'antique usage des fidèles ayant été d'offrir de la cire pour le culte de Dieu, il ne pouvait y avoir lieu de demander s'il convenait mieux d'employer, à cet effet, une substance formée du suc de fleurs odoriférantes, ou une substance formée de la graisse des animaux, toujours immonde, quoique purifiée par l'industrie. Enfin, il a démontré que le suif a toujours été tellement prohibé, que, dans le cas de nécessité, on doit lui préférer l'huile pour la célébration du divin sacrifice, et il a rapporté à l'appui de cette assertion une réponse de la sacrée congrégation de la Propagande, donnée, l'an 1834, au vicaire apostolique du royaume de Corée, d'après laquelle on lui permettait, pendant la durée seulement des circonstances qu'il avait exposées, de se servir, à la sainte messe, d'une sorte de cire qui découle d'un arbre.

« Mgr Ferrari a discuté ensuite les arguments en faveur des nouvelles *bougies*, et démontré l'insuffisance de la raison alléguée, de l'identité de la cire d'abeilles avec la cire stéarique. On a beau prétendre, a-t-il dit, que, par l'analyse, elles se réduisent toutes les deux en éléments semblables, la diversité des deux substances n'en reste pas moins toujours certaine, puisque la nature et l'industrie sont deux choses très-différentes entre elles. Malgré les diverses opinions sur le travail des abeilles dans la composition de la cire, tous cependant s'accordent à dire que ce sont les abeilles qui la forment et qui nous la procurent. Quant à la blancheur, la propreté, l'économie, qualités que l'on fait valoir avec tant d'insistance en faveur de la cire stéarique, elles ne peuvent être d'aucune considération dans le cas présent, de même que de semblables raisons ne purent pas autrefois faire admettre la substitution du coton à la toile. Enfin, quant à l'accusation portée par les fabricants des nouvelles *bougies* contre les anciens ciriers, qu'ils prétendent être dans l'usage de mêler à la cire une quantité considérable de suif, ce n'est là qu'un abus à la suppression duquel doit veiller attentivement l'autorité épiscopale.

« A ce précédent, que l'usage de la cire stéarique s'est déjà introduit dans un grand nombre d'églises, avec la connivence ou le consentement tacite des supérieurs, il faut opposer, d'un autre côté, les défenses faites par des pasteurs vigilants : il n'y a donc rien à en conclure, et cette innovation ne semble autre chose qu'un abus qu'on ne doit point laisser passer en coutume. Enfin, le fait du prétendu mélange de la cire d'abeilles avec la cire stéarique ne saurait améliorer la cause des défenseurs de cette dernière, puisque la quantité

de cette cire qui entre dans ce mélange est très-petite, et que plusieurs fabricants s'abstiennent de cette fraude. En admettant même le premier cas, qui est le plus favorable, celui d'un mélange de cire d'abeilles en faible portion avec le suif, on ne pourrait jamais former d'un tel mélange la cire usitée dans l'Eglise dès son berceau, et si riche par les saints mystères qu'elle signifie.

« Après avoir ainsi traité, avec un ordre parfait, une profonde érudition, et la logique la plus serrée et la plus pressante, le sujet proposé à son examen ; après l'avoir considéré sous toutes ses faces, Mgr Ferrari, s'attachant toujours à l'importance de maintenir en pleine exécution les vénérables coutumes prescrites dans les rites sacrés, a été conduit, par une conséquence nécessaire, à conclure qu'il n'est pas permis d'employer la cire stéarique dans les fonctions de l'Eglise.

« Dans son vote, Mgr Jean Corazza, après avoir exposé l'antiquité de l'usage de lumières dans la sacrée liturgie, a rappelé, en premier lieu, les différentes prescriptions sur la matière à employer, prescriptions qui toutes parlent constamment de la cire. Il a rappelé ensuite que c'est une question débattue entre les théologiens, de savoir si, au lieu de la cire, on peut employer de l'huile ou du suif, et, entrant dans les développements de sa thèse, il a établi, d'une part, que, bien que l'usage des *bougies* de cire appartienne à la discipline, et qu'il puisse être, comme tel, sujet aux changements, toutefois, comme les rubriques générales et particulières le prescrivent, on ne peut pas en violer l'observance ; et cette prescription doit être encore bien plus strictement gardée lorsqu'il s'agit de ces cérémonies qui seraient abolies d'elles-mêmes, si on n'y employait pas la cire d'abeilles (1). D'autre part, il a fait observer que l'on a prescrit jusqu'à présent l'usage de la cire, à défaut d'une matière encore plus convenable, et il s'est proposé de rechercher si les *bougies* de cire stéarique, en considérant le résultat des procédés de leur composition, peuvent s'employer dans l'état actuel de la discipline ecclésiastique.

« Ici il a déclaré que le suif est chimiquement changé, puisqu'il semble réduit à une autre substance, et que si on y mêle de la cire, bien qu'en assez petite quantité, ce mélange, d'après le sentiment de Mgr l'évêque de Marseille et de deux fabricants de cire stéarique, ne produit cependant qu'une composition du même genre. D'après ces raisons, il n'a pas cru devoir manifester un sentiment positivement contraire à l'usage et à la prescription, qui militent en faveur

(1) Par exemple, la bénédiction des cierges au jour de la purification de la bienheureuse vierge Marie, et la bénédiction du cierge pascal, puisque dans les prières il est fait mention de la cire d'abeilles.

de la cire d'abeilles, tant qu'il ne se trouverait pas une autre matière évidemment plus convenable. Quant à la question qui a donné occasion à cette discussion, le consulteur a pensé qu'on peut répondre que, tout en conservant invariablement l'usage des *bougies* de cire d'abeilles sur les autels et dans les fonctions qui ont le plus de rapport au divin sacrement, et dans lesquelles l'Eglise use de prières qui indiquent précisément l'emploi de cette cire, on accorde, pour tous les autres cas, à l'évêque de Marseille, la permission de tolérer dans son diocèse l'usage des *bougies* de cire stéarique, pourvu que cette nouveauté n'occasionne ni surprise ni scandale.

« En faisant part de ces détails, qui doivent intéresser tous les pasteurs et tous les ecclésiastiques, nous devons déclarer que le nouveau procédé de perfectionnement pour les *bougies* formées avec la graisse d'animaux mérite de grands éloges, parce qu'il est aussi admirable qu'avantageux. C'est donc une chose convenable, que la société, par reconnaissance pour les inventeurs, s'efforce d'en encourager le commerce.

« Toutefois, l'Eglise qui, en tout ce qui concerne la religion, cherche toujours à conserver ses antiques coutumes, ne juge pas à propos de substituer ce produit à une autre matière beaucoup plus noble et plus mystérieuse. L'Eglise, en effet, se maintient immuable, non-seulement dans la pureté de la foi qu'elle professe, mais encore dans les statuts de sa discipline, toutes les fois qu'une nécessité évidente ou une grande utilité ne réclament pas un changement qui devient alors désirable.

« C'est pourquoi les éminentissimes cardinaux, réunis en congrégation le jour indiqué ci-dessus, ont répondu aux consultants : CONSULANT RUBRICAS (1).

« GIACOMO ARRIGHI. »

La même congrégation des rites a répondu, le 7 septembre 1850, à une demande qui lui était faite par le diocèse de Dijon, que rien ne devait être innové à cet égard, *nihil innovetur*.

Ainsi, d'après ces décisions, les fabriques sont tenues de fournir des cierges de cire d'abeilles pour les cérémonies religieuses, surtout pour la célébration du saint sacrifice de la messe. On ne peut tolérer la bougie stéarique que pour les saluts, etc.

BOURSE.

On appelle *bourse* une somme de 400 fr. accordée par le gouvernement à un élève pauvre pour étudier dans un séminaire. Les *demi-bourses* sont de 200 fr.

(1) Massillien., *Solut. Dubior.* ; *Rom. ex typogr. rev. cons. Apost.*, 1843.

§ I. Bourses *des grands séminaires.*

D'après les décrets du 30 septembre 1807 et du 2 août 1808, les *bourses* et les *demi-bourses* dans les séminaires étaient acquittées du jour de la présentation par les évêques, et la sanction royale n'était, à vrai dire, qu'une simple formalité ; une ordonnance royale du 2 novembre 1835, a changé ce mode, en prescrivant que les *bourses* et *demi-bourses* ne seraient acquittées qu'à dater du jour de l'ordonnance royale de nomination. Nous rapporterons ici tous les documents relatifs à cette question.

Maintenant le gouvernement alloue chaque année une somme d'un million à douze cent mille francs pour 30 *bourses* à 800 fr. et vingt-cinq *demi-bourses* à 400 fr. dans le diocèse de Paris, et pour deux mille six à sept cents *bourses* à 400 fr. réparties en *bourses* et fractions de *bourses* dans les départements.

Le payement des *bourses* et fractions de *bourses* cesse à compter de la date du décès, de la cessation d'études ou de l'ordination des élèves.

Les préfets reçoivent expédition des décrets qui approuvent la nomination des élèves aux *bourses* ou fractions de *bourses ;* ils doivent s'assurer que les états de présence fournis par les séminaires pour le payement sont conformes à ces décrets, et qu'ils ne comprennent aucun élève dont la nomination n'aurait pas été agréée par le gouvernement.

Le payement des *bourses* et fractions de *bourses* s'effectue par trimestre.

Décret *du* 30 *septembre* 1807, *portant établissement de bourses et demi-bourses dans les séminaires diocésains.*

« Napoléon, etc.

« Voulant faire prospérer l'établissement des séminaires diocésains, favoriser l'éducation de ceux de nos sujets qui se destinent à l'état ecclésiastique, et assurer aux pasteurs des églises de notre empire des successeurs qui imitent leur zèle, et qui, par leurs mœurs et l'instruction qu'ils auront reçue, méritent également la confiance des peuples, nous avons décrété, etc.

« Art. 1er. A dater du 1er janvier prochain, il sera entretenu, à nos frais, dans chaque séminaire diocésain, un nombre de *bourses* et *demi-bourses*, conformément au tableau ci-joint (1).

« Art. 2. Les *bourses* et *demi-bourses* seront accordées par nous, sur la présentation des évêques.

(1) Nous supprimons ce tableau qui n'a plus d'intérêt. *Voyez* celui qui termine cet article.

« ART. 3. Notre trésor public payera annuellement, pour cet objet, 400 francs par *bourse*, et 200 francs par *demi-bourse* (1). »

ORDONNANCE *du roi du 6 juillet 1831, qui diminue le nombre des bourses établies dans les séminaires.*

« LOUIS-PHILIPPE, etc.

« Vu le décret du 30 septembre 1807, qui crée 1360 *bourses* dans les séminaires diocésains ;

« Vu les ordonnances royales des 5 juin 1816 et 8 mai 1826, qui ont successivement porté le nombre de ces *bourses* à 3035 ;

« Ayant reconnu la nécessité d'apporter de notables économies dans les dépenses de l'État ;

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État, de l'instruction publique et des cultes ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. Le nombre des *bourses* établies dans les séminaires diocésains sera réduit de 500 *bourses* au fur et à mesure des vacances. »

RAPPORT *au roi sur un projet d'ordonnance déterminant l'époque à partir de laquelle les bourses et demi-bourses accordées aux élèves des séminaires doivent être acquittées.*

Paris, le 22 septembre 1835.

« Sire,

« Les *bourses* et *demi-bourses*, existant aujourd'hui dans les séminaires, ont été créées par un décret impérial du 30 septembre 1807, portant :

(Voir ce décret ci-dessus.)

« Par un autre décret, du 3 août 1808, il est dit :

« Les *bourses* et *demi-bourses* accordées dans le cas de remplacement d'un élève, « seront acquittées à compter du jour de la présentation par l'évêque, de l'élève « qui doit en jouir, s'il est déjà au séminaire à cette époque ; autrement ce ne sera « qu'à compter de l'entrée de l'élève au séminaire. »

« C'était alors un principe général que le traitement des titulaires ecclésiastiques courût du jour de la nomination. Un décret du 1er fructidor an X l'avait décidé ainsi à l'égard des évêques. Des dispositions postérieures l'étendirent aux curés, vicaires généraux et chanoines. Il n'y avait pas de raisons suffisantes pour en priver les boursiers des séminaires.

« Mais enfin on reconnut qu'il y avait à la fois abus de payer un traitement à un titulaire qui aurait besoin de recevoir la confirmation de sa nomination, avant que cette confirmation fût accordée, et lésion pour le trésor public, qui ne doit de traitement que pour des fonctions remplies. Une ordonnance royale, du 4 septembre 1820, statua que celui des archevêques et évêques ne courrait que du jour de leur prise de possession, et Votre Majesté, par une ordonnance, en date du 13 mars 1832 (2), assujettit aux mêmes conditions les vicaires généraux, chanoines et curés.

(1) *Voyez* ci après, p. 543, l'ordonnance du 2 novembre 1835 qui modifie ce décret et le rapport qui la précède.

(2) Cette ordonnance est rapportée sous le mot TRAITEMENT.

Il ne fut point question des boursiers des séminaires, qui continuèrent à jouir des dispositions favorables du décret du 3 août 1808.

« On s'expliquerait difficilement cette exception, contraire à toutes les règles de la comptabilité, et qui tend à réduire la sanction royale à une vaine formalité.

« Un autre motif, non moins puissant, fait ressortir d'une manière impérative la nécessité de mettre un terme à cet état de choses.

« Chaque année, le ministre chargé des cultes comprend dans son budget, sous un chapitre spécial, un crédit pour assurer la dépense des *bourses* des séminaires. Le nombre de ces *bourses*, si elles étaient toutes remplies et sans aucune intermittence, exigerait que le crédit fût élevé à 1,010,000 fr. ; mais jusqu'en 1835 inclusivement, le ministère n'a demandé et les Chambres n'ont alloué que 1,000,000 fr. Les 10,000 fr. déduits représentaient : 1° les rares et courtes vacances qu'il peut y avoir entre la cessation des études des élèves sortant des séminaires et la nomination de leurs remplaçants ; 2° le montant d'un certain nombre de *bourses* accordées, dès 1807, au séminaire d'Ajaccio, et qui n'ont jamais pu être remplies, la Corse étant demeurée privée de séminaire jusqu'à ce jour, par l'effet de circonstances majeures. Les prévisions du ministre n'avaient jamais été dépassées ; mais, ces deux dernières années, le crédit de 1,000,000, fr. s'est trouvé insuffisant de 2 à 3,000 fr., parce que les vacances ont été encore plus rares et plus courtes, et la loi ne m'offre pas les moyens d'assurer aux séminaires sur lesquels porte le déficit le payement des sommes qu'ils réclament.

« Pour parer à cet inconvénient dans l'avenir, j'avais cru devoir porter au projet du budget de 1836 le montant intégral des *bourses*, en les supposant toutes remplies, sauf à reverser au trésor public, à la fin de l'exercice, la portion du crédit qui n'eût pas été absorbée. Il était d'autant plus nécessaire d'assurer désormais le crédit intégral, que, des mesures provisoires ayant été prises pour l'ouverture, dès cette année, du séminaire d'Ajaccio, dans des maisons louées à cette fin, il ne sera pas possible de dénier plus longtemps à ce diocèse la jouissance effective de ses *bourses* tenues en réserve, et auxquelles il a un droit d'autant plus incontestable qu'il a été privé de ce secours depuis 1807, pendant que les autres diocèses étaient en possession des leurs.

« Le crédit intégral de 1,010,000 francs, pour le service des *bourses* dans les quatre-vingts diocèses, fut donc porté au projet du budget de 1836 en un chapitre spécial, soumis par conséquent au vote explicite des Chambres.

« Celle des députés jugea, sur le rapport de sa commission, devoir le réduire à la somme d'un million, comme par le passé, en exprimant que cette somme devait être considérée comme un *maximum* que le gouvernement ne devait dépasser sous quelque prétexte que ce fût.

« Cette réduction me laissait dans l'impossibilité absolue de tenir au compte du diocèse d'Ajaccio les *bourses* que réclame son séminaire, puisque, comme Votre Majesté l'a vu par l'exposé qui précède, le chiffre d'un million me laisse déjà en déficit avec les autres séminaires. Nul autre moyen d'aligner les dépenses au crédit qu'une réduction proportionnée sur les premières ; mais il n'entre pas dans les vues de Votre Majesté, j'ajoute qu'il serait même contraire aux vœux des Chambres, de procéder par suppression. D'ailleurs, les 10 ou 12,000 francs qu'il s'agit de retrouver, ne représenteraient que trente *bourses* environ, comment choisir trente diocèses entre quatre-vingts, pour leur faire supporter exclusivement le fardeau de la mesure, lorsque partout les besoins sont les mêmes ?

« Le moyen le plus rigoureux, et certainement le plus rationnel, est de rentrer

dans la règle commune pour le payement des *bourses,* c'est-à-dire de n'en faire partir la jouissance qu'à dater du jour de l'agrément. J'ai l'espoir fondé que, par ce moyen, l'administration rentrera sans peine dans les limites du crédit qu'il ne lui est pas permis de franchir. De cette manière aussi l'élève qui obtiendra le bénéfice d'une *bourse* saura que la nomination du roi est son véritable titre.

« Un assez grand nombre de préfets se sont plaints qu'il n'existât aucune règle qui pût leur permettre de reconnaître à temps quand un élève a cessé légalement de jouir de la *bourse* qui lui était accordée. Le plus souvent, en effet, MM. les évêques ne leur donnent avis de la cessation d'études ou de la sortie du séminaire que lorsqu'ils présentent l'état des nouveaux boursiers, pour obtenir la délivrance des mandats. Il en résulte des embarras sérieux dans la tenue des écritures, des annulations de crédits postérieurement à la clôture des exercices, et beaucoup d'autres inconvénients qui gênent la marche de l'administration. Il est donc urgent de prendre une mesure uniforme et obligatoire qui prévienne ces embarras.

« Le projet d'ordonnance royale que j'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté a pour objet de pourvoir à ces divers points.

« Je suis avec respect, Sire, etc.

« C. PERSIL. »

ORDONNANCE *du 2 novembre* 1835, *déterminant l'époque à partir de laquelle seront payées les bourses et demi-bourses accordées aux élèves des séminaires.*

« LOUIS-PHILIPPE, roi des Français, etc.

« Sur le rapport de notre garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat au département de la justice et des cultes ;

« Vu les décrets des 30 septembre 1807 et 3 août 1808, concernant la création et le payement des *bourses* des séminaires.

« Vu les ordonnances des 4 septembre 1820 et 13 mars 1832, relativement aux traitements des évêques, vicaires généraux, curés et desservants ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. Les *bourses* et *demi-bourses* accordées par nous, sur la présentation des évêques, aux élèves de leurs séminaires diocésains, seront à l'avenir acquittées seulement à compter du jour de l'ordonnance royale de nomination, pour les élèves présents au séminaire, et, pour les autres, à partir du jour de leur entrée audit séminaire.

« ART. 2. Le montant des *bourses* et *demi-bourses* accordées à chaque séminaire diocésain sera mandaté, pour chaque trimestre, au nom du trésorier dudit séminaire, sur le vu d'un état nominatif certifié par l'évêque, constatant l'entrée au séminaire et la continuation d'études de chaque élève boursier ou demi-boursier.

« ART. 3. Toutes dispositions contraires à la présente ordonnance sont rapportées. »

CIRCULAIRE *du ministre de la justice et des cultes, à MM. les archevêques et évêques, relativement aux dispositions de comptabilité concernant la dépense des bourses et fractions de bourses dans les séminaires.*

Paris, le 21 mars 1836.

« Monseigneur,

« L'ordonnance du roi du 2 novembre 1835 ayant statué que les *bourses* des sé-

minaires ne seraient plus payées qu'à compter du jour de la nomination royale, il en est résulté quelques modifications dans les instructions précédemment données à MM. les préfets sur cette nature de dépense.

« Je leur adresse, à cet effet, en date de ce jour, une circulaire dont j'ai l'honneur de vous transmettre deux exemplaires, parce que vous aurez, Monseigneur, ainsi que les trésoriers des séminaires, à concourir à l'exécution des dispositions de comptabilité qu'elle renferme.

« Agréez, Monseigneur, etc.

« Le garde des sceaux, etc.

« P. SAUZET. »

CIRCULAIRE *du même ministre à MM. les préfets.*

Paris, le 21 mars 1836.

« Monsieur le Préfet,

« Mon prédécesseur vous a adressé, le 16 novembre dernier, deux ampliations de l'ordonnance du roi du 2 du même mois, qui statue qu'à l'avenir les *bourses* et *demi-bourses* accordées par le gouvernement dans les séminaires diocésains ne seront acquittées qu'à partir du jour de la nomination royale pour les élèves présents au séminaire, et, pour les autres, à dater du jour de leur entrée au séminaire.

« MM. les préfets auront nécessairement à en faire l'application d'une manière générale pour les payements du premier trimestre de l'année 1836.

« Il convient donc d'avoir égard aux modifications qui en résultent dans les instructions qu'ils ont reçues précédemment pour cette nature de dépense.

« L'instruction générale du 1er avril 1823, sur les payements des dépenses des cultes, contient plusieurs dispositions relatives aux *bourses* et aux *demi-bourses* des séminaires ; elles sont indiquées dans les articles 45, 46, 47, 48, 89, 90, 101 et 105.

« L'article 15 de la nomenclature générale, en date du 25 juillet 1831, des pièces à produire aux payeurs à l'appui des payements des dépenses des cultes, est également relatif au mode de payement et de justification des dépenses des *bourses* et *demi-bourses*.

« L'ordonnance royale du 2 novembre 1835 modifie seulement quelques-unes de ces dispositions; mais il a paru préférable de les rassembler toutes, telles qu'elles devront être uniformément exécutées à l'avenir. En voici le relevé :

« 1° Le taux des *bourses* est de 400 francs par an;

« 2° Elles se subdivisent en *demi-bourses* ou fractions de *bourses*, en vertu de décisions du roi ;

« 3° Les unes et les autres sont payées à compter du jour de l'ordonnance royale de nomination ;

« 4° Si les élèves ne sont pas présents au séminaire à la date de l'ordonnance royale de nomination, les *bourses* ou fractions de *bourses* sont payées seulement à compter de leur entrée au séminaire ;

« 5° Lorsqu'un élève boursier cesse ses études ou est ordonné prêtre, la *bourse* cesse dès-lors d'être payée;

« 6° Le ministre adresse à MM. les préfets expédition des ordonnances royales qui nomment aux *bourses* et fractions de *bourses;*

« 7° Les mandats de MM. les préfets sont délivrés par trimestre, au nom des trésoriers des séminaires, quittancés par eux et appuyés, à chaque trimestre, d'un état nominatif, certifié par MM. les évêques, des élèves titulaires de *bourses* ou de frac-

tions de *bourses*, en vertu d'ordonnances royales, état constatant l'entrée, la sortie des élèves ou la continuation de leurs études, et destiné à justifier le montant du mandat, d'après le nombre des élèves, le taux des *bourses* ou fractions de *bourses* et la portion de temps à payer;

« 8° Les mandats et les états à l'appui doivent être timbrés et visés par MM. les préfets.

« Comme ces deux derniers paragraphes remplacent plus spécialement l'article 15 de la nomenclature, en date du 25 juillet 1831, des pièces à produire aux payeurs à l'appui du payement des dépenses des cultes, je vous prie, Monsieur le préfet, de remettre au payeur de votre département un des exemplaires ci-joints de la présente circulaire.

« Vous ferez vérifier d'ailleurs les états trimestriels destinés à appuyer vos mandats, tant sous le rapport de l'exactitude des décomptes dus à chaque élève que pour constater la conformité de leurs noms et de la date de leur nomination avec les renseignements contenus dans les expéditions des ordonnances royales qui vous sont adressées.

« Il est encore un point sur lequel je dois attirer votre attention. La dépense des *bourses* des séminaires fait partie du compte annuel et détaillé que vous me rendez des fonds ordonnancés pour le payement des divers services du culte catholique. Les renseignements qui s'y rattachent n'y ont pas toujours été exactement ou complètement insérés.

« Ainsi, lorsqu'une *bourse* ou fraction de *bourse* est occupée successivement dans l'année par plusieurs titulaires, ceux-ci s'y trouvaient souvent éloignés les uns des autres, et il devenait difficile de reconnaître si le nombre total des *bourses* et la somme afférente à chacune d'elles n'avaient pas été excédés.

« Une réduction de *bourses* ayant été opérée pendant les années 1832 et 1833, une nouvelle série de numéros a été assignée pour les *bourses* ou fractions de *bourses* conservées, et l'indication en a été donnée en 1834 à MM. les évêques; cependant les comptes ont souvent rappelé des numéros maintenant supprimés. Il sera nécessaire à l'avenir, Monsieur le préfet, de citer toujours exactement les numéros de la dernière série adoptée, et de réunir sous le même numéro les divers élèves qui, pendant l'année, auraient été successivement nommés à une même *bourse* ou fraction de *bourse*.

« Recevez, Monsieur le préfet,

« Le garde des sceaux, etc. « P. SAUZET. »

RÉPARTITION *des bourses allouées par le budget entre les quatre-vingts séminaires diocésains du royaume* (1).

DIOCÈSES.	NOMBRE de bourses employées.	DIOCÈSES.	NOMBRE de bourses employées.
Agen	28 1/2	Ajaccio	37
Aire	27	Alby	27
Aix	12	Amiens	30

(1) L'adjonction des diocèses de Nice et de la Savoie, et la création de celui de Laval ont fait augmenter le nombre des *bourses*. Les séminaires de l'Algérie reçoivent des subventions particulières.

DIOCÈSES.	NOMBRE de bourses employées.
Angers	29
Angoulême	31
Arras	31
Auch	31
Autun	33
Avignon	17
Bayeux	32
Bayonne	28
Beauvais	36
Belley	29
Besançon	33
Blois	37
Bordeaux	42
Bourges	45
Cahors	22
Cambrai	46
Carcassonne	23
Châlons	40
Chartres	28
Clermont	37
Coutances	33
Digne	23
Dijon	37
Evreux	40
Fréjus	31
Gap	22
Grenoble	30
Langres	27
Limoges	32
Luçon	27
Lyon	33
Le Mans	45
Marseille	10
Meaux	32
Mende	19
Metz	33
Montauban	26
Montpellier	17
Moulins	29
Nancy	22
Nantes	30
Nevers	34
Nîmes	39
Orléans	23
Pamiers	25
Paris	85
Périgueux	45
Perpignan	18
Poitiers	52
Le Puy	24
Quimper	43
Reims	48
Rennes	35
La Rochelle	35
Rodez	25
Rouen	40
Saint-Brieuc	33
Saint-Claude	26
Saint-Dié	32
Saint-Flour	21
Séez	30
Sens	40
Soissons	60
Strasbourg	32
Tarbes	24
Toulouse	20
Tours	29
Troyes	28 1/2
Tulle	32
Valence	24
Vannes	29
Verdun	28
Versailles	39
Viviers	29
Total	2,525

§ II. Bourses *des petits séminaires.*

L'ordonnance du 16 juin 1828, d'ailleurs contraire à la religion en ce qu'elle tend à limiter le nombre de ses ministres, avait créé, dans les petits séminaires, appelés écoles secondaires ecclésiastiques,

huit mille *demi-bourses* à 150 fr. chacune. (*Art.* 7.) Mais l'ordonnance suivante a supprimé ces *demi-bourses*.

ORDONNANCE *du* 21 *octobre* 1830, *rapportant l'article* 7 *de celle du* 16 *juin* 1828.

« ART. 1er. L'article 7 de l'ordonnance royale du 16 juin 1828, portant création de 8000 *demi-bourses* dans les écoles secondaires ecclésiastiques, est rapporté.

« Cette dépense cessera en conséquence de faire partie des dépenses de l'Etat, à compter du 1er janvier 1831.

« ART. 2. Demeurent, au surplus, en pleine vigueur, et seront exécutées les autres dispositions des deux ordonnances du 16 juin 1828.

La justice demandait au moins qu'en supprimant les *bourses*, on supprimât les deux ordonnances qui étaient contraires à la Charte.

Il serait à désirer que le gouvernement impérial, plus équitable, rétablit dans les petits séminaires ces *bourses* qui seraient si utiles à la religion en favorisant les vocations de jeunes gens pauvres, doués de beaucoup d'aptitude, qui feraient des prêtres pieux et instruits et que le peu de ressources des petits séminaires ne permet pas d'y recevoir. Combien n'avons-nous pas vu de respectables curés gémir de ne pouvoir donner les premières leçons de latin à de jeunes enfants remarquables par leur intelligence et leur bonne volonté, en les initiant de bonne heure à la vie sacerdotale et en les dirigeant vers les écoles secondaires ecclésiastiques.

§ III. BOURSES *à quêter*.

La *bourse* dont on se sert pour faire les quêtes dans les églises, doit-elle ou non être fournie par la fabrique? L'auteur du *Dictionnaire raisonné* se déclare pour l'affirmative. Cependant nous doutons que, dans les paroisses rurales où il est d'usage de se servir de plats d'étain ou de cuivre argenté, on puisse contraindre un conseil de fabrique à en faire les frais qui sont, du reste, peu considérables.

BOUT DE L'AN.

On appelle ainsi un service funèbre fait le jour anniversaire des funérailles d'un défunt. Les frais de ce service se trouvant au nombre des frais funéraires, sont rangés au rang des créances privilégiées. (*Voyez* FRAIS FUNÉRAIRES.)

BOUTIQUES AUTOUR DES ÉGLISES.

Les fabriques ont la propriété et la jouissance des *boutiques* et des échoppes établies autour des églises, dont elles sont évidemment des

dépendances. L'administration municipale de Paris, qu'on n'accusera pas de partialité en faveur des églises ou de défaut de connaissance, a reconnu, en 1837, ce droit de propriété et de jouissance à la fabrique de Saint-Germain-l'Auxerrois sur les *boutiques* qui entouraient cette église.

BREFS DE LA PÉNITENCERIE.

L'article 1^er^ de la loi du 18 germinal an X, avait réglé « qu'au-« cune bulle, bref, rescrit et autres expéditions de la cour de Rome, « même ne concernant que des particuliers, ne pourraient être re-« çus, publiés, imprimés ou autrement mis à exécution, sans l'auto-« risation du gouvernement. » Les évêques exprimèrent le désir qu'il fût fait, comme autrefois, une exception en faveur des *brefs de la pénitencerie* relatifs au *for intérieur ;* un décret du 28 février 1810 fit droit à leur demande. Cette exception était d'autant plus nécessaire, qu'il avait été décidé en 1808, qu'aucune supplique ne pourrait être transmise au souverain Pontife que par la voie du ministère des cultes, et que plusieurs personnes avaient la plus grande répugnance à employer cette voie, craignant qu'il ne fût donné une publicité indirecte aux motifs qui les faisaient recourir à Rome ; mais l'usage a étendu cette faculté au-delà des limites accordées par le décret de 1810. Aujourd'hui on s'adresse au souverain Pontife, sans avoir besoin d'autorisation, pour tous les cas qui n'intéressent que l'administration spirituelle des paroisses et des diocèses.

Une ordonnance du roi, rendue en conseil d'Etat, et insérée ci-dessus, p. 190, avait déclaré, le 26 octobre 1820, qu'il y avait abus dans la publication d'un mandement de l'évêque de Poitiers, lequel prescrivait la publication d'un *bref* du Pape, relatif à la *petité Eglise.* C'est le seul document de cette espèce que nous connaissions, dans lequel le gouvernement ait voulu maintenir l'exécution du premier article de la loi du 18 germinal an X. Nous sommes convaincu, dit Mgr Affre, que pareille décision ne serait plus portée aujourd'hui. Nous le croyons bien, car elle serait formellement en opposition avec la Charte qui garantit pleine et entière liberté du culte catholique, comme des autres cultes. (*Voyez* ANNEXE, p. 186, et ATTACHE.)

Cependant aujourd'hui, en 1858, sous le gouvernement de l'empire, ce qui a lieu d'étonner, nous avons le regret de constater que de semblables mesures ont été prises.

La bulle du jubilé pour 1833, et les lettres encycliques de 1832 et de 1834 qui intéressaient toute l'Eglise de France et qui n'étaient pas par conséquent comprises dans l'exception indiquée dans le décret du 28 février 1810, ont été publiées sans l'autorisation du conseil d'Etat. Le gouvernement comprit alors l'inutilité de cette for-

malité faite pour d'autres temps et d'autres mœurs. Comment se fait-il qu'oubliant aujourd'hui ce précédent conforme à la liberté religieuse garantie par la Charte de 1830, il croie devoir *autoriser* par une ordonnance du 31 décembre 1846 la publication de la lettre apostolique de S. S. Pie IX, indicative d'un jubilé universel. Cette mesure a encouru un blâme universel. Elle porte atteinte non-seulement à la liberté des évêques qui ne peuvent sans *autorisation* annoncer aux fidèles confiés à leurs soins, des indulgences, qui sont la chose du monde la plus spirituelle, mais elle est injurieuse au souverain Pontife, et nuit singulièrement au respect même qu'on doit à tous les actes du gouvernement ; elle le déconsidère dans l'esprit des catholiques et de tous les vrais libéraux.

Néanmoins le gouvernement a cru devoir, en 1865, empêcher les évêques de publier l'encyclique *Quantâ curâ* du 8 décembre 1864 et le *Syllabus* qui l'accompagne. (*Voyez* APPEL COMME D'ABUS, pag. 200.)

« Les papes de nos jours, dit M. Dieulin (1), quoique souverains temporels d'un Etat particulier, n'exercent plus que des actes purement religieux et spirituels dans leurs rapports avec les diocèses de la chrétienté. Ils font une complète abstraction de leurs intérêts temporels et politiques, pour ne se conduire qu'en qualité de chefs visibles de l'Eglise universelle. L'intérêt religieux est tout ce qui les préoccupe dans les temps présents. On n'a donc à craindre de leur part aucun procédé ambitieux ou hostile à la paix des Etats. Toute précaution même à cet égard serait, de nos jours, une injure gratuite pour le Saint-Siége. La vérification des bulles, des *brefs*, rescrits, etc., est donc sans but aujourd'hui, et n'est justifiée par aucune considération politique et sociale qui ait quelque valeur. »

DÉCRET *du* 28 *février* 1810, *contenant des dispositions relatives aux articles organiques du concordat.*

« NAPOLÉON, etc.

« Sur le rapport qui nous a été fait sur les plaintes relatives aux lois organiques du concordat, par le conseil des évêques réunis d'après nos ordres dans notre bonne ville de Paris ;

« Désirant donner une preuve de notre satisfaction aux évêques et aux églises de notre empire, et ne rien laisser dans lesdites lois organiques qui puisse être contraire au bien du clergé (2), nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

« ART. 1er. Les *brefs de la pénitencerie*, pour le for intérieur seulement, pourront être exécutés sans autorisation.

(1) *Guide des curés*, page 430.

(2) Plût à Dieu qu'on n'y eût *rien laissé*, mais il y reste encore beaucoup trop d'entraves à la liberté de l'Eglise.

« ART. 2. La disposition de l'article 26 des lois organiques, portant que les évêques ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, est rapportée.

« ART. 3. La disposition du même article 26 des lois organiques, portant que les évêques ne pourront ordonner aucun ecclésiastique, s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans, est également rapportée.

« ART. 4. En conséquence, les évêques pourront ordonner tout ecclésiastique âgé de vingt-deux ans accomplis, mais aucun ecclésiastique ayant plus de vingt-deux ans et moins de vingt-cinq, ne pourra être admis dans les ordres sacrés qu'après avoir justifié du consentement de ses parents, ainsi que cela est prescrit par les lois civiles pour le mariage des fils âgés de moins de vingt-cinq ans accomplis. (*Voyez* ci-dessus, p. 149).

« ART. 5. La disposition de l'art. 36 des lois organiques, portant que les vicaires généraux des diocèses vacants continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à remplacement, est rapportée.

« ART. 6. En conséquence, pendant les vacances des siéges, il sera pourvu, conformément aux lois canoniques, aux gouvernements des diocèses. Les chapitres présenteront à notre ministre des cultes les vicaires généraux qu'ils auront élus, pour leurs nominations être reconnues par nous. »

BREVET DE CAPACITÉ.

Nul ne peut exercer la profession d'instituteur primaire public ou libre, s'il n'est muni d'un *brevet de capacité*. Mais néanmoins ce *brevet de capacité* peut être suppléé par un certificat de stage, par le diplôme de bachelier (*voyez* CERTIFICAT DE STAGE, DIPLÔME) par un certificat constatant qu'on a été admis dans une des écoles générales de l'Etat, ou par le titre de ministre, non interdit ni révoqué, de l'un des cultes reconnus par l'Etat. (*Art.* 25 de la loi du 15 mars 1850.)

Les lettres d'obédience tiennent lieu de *brevet de capacité* aux institutrices religieuses. (*Voyez* LETTRES D'OBÉDIENCE.)

Pour former un établissement d'instruction secondaire, il faut en outre des autres pièces qui doivent être déposées entre les mains du recteur de l'académie, un *brevet de capacité* délivré par un jury d'examen nommé chaque année par le ministre. (*Art.* 60 *et* 62.) On n'exige aucun certificat d'études des aspirants au *brevet de capacité*. (*Voyez* CERTIFICAT D'ÉTUDE.)

L'aptitude des aspirants au BREVET DE CAPACITÉ est jugée par la commission d'examen. (*Voyez* COMMISSION D'EXAMEN.)

Le diplôme de bachelier supplée toujours le *brevet de capacité*. (*Voyez* DIPLÔME.)

On ne peut obtenir un *brevet de capacité* pour l'instruction secondaire avant l'âge de vingt-cinq ans. (*Voyez* AGE.)

BUDGET DES FABRIQUES.

Le *budget* est l'état de l'actif et du passif de la fabrique, la base fondamentale de sa comptabilité ; c'est comme le tableau général d'une fabrique pour le cours d'une année.

§ I. *Formation du* BUDGET, *sa nécessité.*

La formation du *budget* est prescrite par les articles 24 et 47 du décret du 30 décembre 1809. Les fabriques doivent donc dresser et arrêter régulièrement chaque année, le dimanche de Quasimodo, leur *budget* pour l'année suivante. « Sans cela, remarque fort bien M. l'abbé Dieulin, il n'y aura pas de régularité dans leur comptabilité ; tous les payements non portés au *budget*, pourront être attaqués comme illégaux, et laissés à la charge des marguilliers, qui ont eu l'imprudence de les effectuer ; sans cela, on risquera de dépasser la proportion entre les dépenses et les recettes, et de manquer des ressources les plus nécessaires, non-seulement à la dignité, mais au maintien même de l'exercice du culte; sans cela, on perd le droit de recourir à la caisse communale pour couvrir le déficit des fabriques, ou l'on n'en reçoit un secours qu'après une année d'attente et de gêne ; sans cela, enfin, on viole la loi dans un point fondamental, et l'on donne droit à l'autorité supérieure, non-seulement de réprimander une fabrique, mais même de la casser. » L'utilité des *budgets* est facile à comprendre. Si les fabriques ne cherchaient pas ainsi à prévoir et à déterminer d'avance le chiffre de leurs recettes et celui de leurs charges, ajoute M. Hennequin, elles seraient exposées à se laisser entraîner à des dépenses hors de proportion avec leurs ressources, et à se trouver peut-être, au dernier moment, sans moyen de pourvoir aux frais les plus nécessaires, non-seulement à la dignité, mais au maintien lui-même de l'exercice du culte. Les divers emplois de fonds consentis, soit par le trésorier, soit par le bureau, n'ayant pas reçu une approbation préalable, pourraient devenir l'objet de blâmes, de reproches, de soupçons ou de démêlés fâcheux. Tels sont les principaux motifs qui ont engagé le législateur à exiger des conseils de fabriques d'arrêter chaque année le tableau de leurs recettes et de leurs dépenses présumées pour l'année suivante. Depuis cette prescription de la loi, la nécessité des *budgets* est devenue encore plus indispensable, puisque tous les payements opérés sans avoir été portés aux *budgets* dans les formes légales peuvent être attaqués comme illégaux, et laissés à la charge personnelle des fabriciens ou des marguilliers qui ont eu l'imprudence de les effectuer. Enfin, l'ordonnance royale du 3 mars 1825,

par son article 5, autorise le ministre des cultes, sur la demande des évêques et l'avis des préfets, à révoquer tout conseil de fabrique qui n'aura pas rendu de compte ou présenté de *budget*, lorsque ce conseil, requis de remplir ce devoir, aura refusé ou négligé de le faire.

Les anciens règlements de fabriques avaient prescrit la formation d'un *budget* annuel sous le nom d'état des revenus et dépenses de la fabrique. Le règlement homologué le 2 avril 1737 par le parlement de Paris, pour l'administration de la fabrique et paroisse de Saint-Jean-en-Grève, s'exprime ainsi à cet égard.

« Article 20. Sera fait en outre (du compte du marguillier comptable, aujourd'hui trésorier), un état de tous les revenus tant fixes que casuels de la fabrique, ensemble de toutes les charges et dépenses d'icelle, tant ordinaires qu'extraordinaires, dans le même ordre de chapitres et articles de compte, lequel sera remis à chaque marguillier comptable entrant en exercice, pour lui servir au recouvrement des revenus et à l'acquittement des charges, et sera ledit état renouvelé tous les ans, par rapport aux changements qui pourraient arriver dans le courant de chaque année.

« Article 21. Ne sera fait aucune autre dépense par le marguillier comptable en exercice, que celle mentionnée audit état, si ce n'est qu'il en eût été délibéré dans une assemblée générale, ainsi qu'il sera dit ci-après.

« Article 22. En cas d'augmentation ou diminution d'espèces, le marguillier en exercice sera tenu de faire la déclaration des espèces qu'il aura entre les mains, dans la première assemblée ordinaire qui sera tenue, si mieux n'aime le premier marguillier en convoquer une plus prompte à autre jour que le jour ordinaire, et sera fait mention sur le registre des délibérations de ladite déclaration, ensemble de la somme à laquelle l'augmentation ou la diminution d'espèces aura monté, le tout à peine par ledit marguillier de supporter en son propre et privé nom les diminutions des espèces, ou de lui être imputé dans son compte les augmentations sur le pied des recettes du jour de l'augmentation, sans avoir égard aux dépenses si elles ne se trouvent justifiées par quittances par devant notaires. »

§ II. *Epoque de la formation du* BUDGET.

Le *budget* de chaque exercice (*voyez* EXERCICE) doit toujours être formé et arrêté dans l'année qui précède l'exercice auquel il s'applique, le bureau en dresse le projet dans sa séance du premier dimanche de mars ; le conseil le discute et le règle dans sa session de Quasimodo ; le *budget* ainsi réglé est ensuite transmis à l'évêque, qui l'approuve (*voyez* ci-après le § IV), l'arrête et le renvoie au bureau des marguilliers, chargé d'en procurer l'exécution.

Les *budgets* des communes dont les revenus sont au-dessous de 30,000 francs, et c'est le plus grand nombre, sont votés par les conseils municipaux dans leur session de mai, qui a lieu dans les dix premiers jours du mois; et ceux des communes dont les revenus s'élèvent à 30,000 francs et au-dessus, sont votés dans la session du mois d'août.

La loi a déterminé, pour la formation du *budget* de la fabrique, une époque antérieure à celle du vote du *budget* communal, afin que si la fabrique se trouve dans le cas de faire aux paroissiens la demande d'un secours, son *budget* puisse être arrêté par l'évêque, renvoyé à la fabrique, et remis au maire avant la discussion du *budget* communal. (*Circulaire ministérielle du* 22 *avril* 1841.)

§ III. *Forme du* BUDGET.

Le décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques ne contient, sur la forme à donner au *budget*, que les dispositions les plus essentielles. C'est aux archevêques et évêques à y suppléer, et à déterminer, chacun dans son diocèse, la forme qu'ils jugent plus convenable.

Le *budget* se divise en deux titres, l'un des recettes et l'autre des dépenses. Le modèle que nous donnons en indique trois, mais le premier est à peu près nul; il sert à faire connaître la dette ou l'excédant de la fabrique au 1^er^ janvier de chaque exercice.

Par recettes ordinaires, il faut entendre celles qui sont de nature à se reproduire tous les ans. On distingue celles dont la qualité est fixe de celles dont la qualité est variable; les recettes provenant des rentes et des biens fonds loués ou affermés doivent être rangées parmi les premières; et celles provenant des quêtes, des oblations, des droits casuels, parmi les secondes.

Par recettes extraordinaires, il faut entendre celles qui ne sont pas de nature à se reproduire tous les ans, comme sont : un excédant présumé dans le compte de l'exercice antérieur, des remboursements de créances, des dons et legs, un secours temporaire fourni par la commune, un don manuel dont la valeur excéderait celle d'une oblation ordinaire. Au reste, il est rare que l'on puisse prévoir ces sortes de recettes au moment où l'on forme le *budget* d'un exercice.

Ce que nous avons dit de la division des recettes en ordinaires et extraordinaires et de celle des recettes ordinaires en fixes et variables, s'applique également aux dépenses. Seulement, nous ferons remarquer que les dépenses pour achats d'ornements et mobilier d'église qui, de leur nature, sont des dépenses extraordinaires, sont portées au *budget* parmi les dépenses ordinaires, comme étant dépense annuelle d'entretien, et par la raison qu'il doit être pourvu, sur les revenus de la fabrique, aux dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires de la célébration du culte avant toutes les autres.

DIOCÈSE
d ——
PAROISSE
d .

BUDGET
De la Fabrique de l'Eglise d ,
Pour l'année 18 .

DÉPARTEMENT
d ——
COMMUNE
d

TITRE Ier.

CHAPITRE UNIQUE. — *Dette de la fabrique.*

Montant de la dette au 1er janvier 18 . . . . . fr. c.

TITRE II. — *Recettes de la fabrique.*

	MONTANT PRESUMÉ de la recette de 18 .		OBSERVATIONS de L'ÉVÊQUE.
CHAPITRE Ier. — *Recettes ordinaires.*	fr.	c.	
Produit des biens restitués en vertu de l'arrêté du gouvernement, du 7 thermidor an XI.			
— des rentes restituées en vertu du même arrêté.			
— des biens dont l'acceptation a été autorisée depuis le 7 thermidor an XI.			
— des rentes et fondations.			
— des biens célés au domaine, dont la fabrique a été mise en possession			
— des rentes			
— de la location des chaises.			
— de la concession des bancs ou tribunes. . . .			
— des quêtes			
— des troncs			
— des oblations faites à la fabrique			
— spontané du cimetière.			
— de la cire provenant des enterrements, services funèbres, etc			
— des droits de la fabrique dans les frais d'inhumation et services religieux			
. . . . .			
. . . . .			
. . . . .			
Total des recettes ordinaires.			
CHAPITRE II. — *Recettes extraordinaires.*			
. . . . .			
. . . . .			
. . . . .			
. . . . .			
. . . . .			
Reste, par aperçu, des recettes de 18			
Total des recettes extraordinaires.			
RÉCAPITULATION :			
Recettes ordinaires			
Recettes extraordinaires.			

TITRE III. — *Dépenses de la Fabrique.*	DÉPENSES PRÉSUMÉES pour 18 .		OBSERVATIONS de L'ÉVÊQUE.
	fr.	c.	
CHAPITRE PREMIER. — *Dépenses ordinaires.*			
ARTICLE Ier. Objets de consommation pour les frais ordinaires du culte. — Pains d'autel . . . . . — Vin, à raison de messe par jour. — Cire. . . . . — Huile . . . . . — Encens			
ART. 2. Frais d'entretien des ornements, etc. — Frais d'entretien des ornements . . . — des meubles et ustensiles de l'église et de la sacristie. . . . — de blanchissage de linge			
ART. 3. Réparations locatives. — Réparations locatives de l'église . . . — — de la sacristie. . — — du presbytère. . — — du cimetière . .			
ART. 4. Personnel. — Honoraires du prédicateur. — Traitement des vicaires. — Officiers du bas-chœur. — Traitements du sacristain, du clerc, des chantres, du serpent, de l'organiste, du suisse, des bedeaux, du sonneur, des enfants de chœur. (*Indiquer le nombre des bedeaux, des chantres et des enfants de chœur.*) — Honoraires du prédicateur . . . . . — Traitement d vicaire . (*mettre le nombre*)			
ART. 5. Fondations. — Obits et autres services religieux. . . — Distributions d'aumônes fondées. . .			
ART. 6. Charges sur les biens. — Contributions. . . . . — Rentes foncières ou autres			
ART. 7. Frais d'administration. — Registre de la fabrique. — Papier, plume. encre, etc. — Correspondance, ports de lettres, etc. — Papier, plumes, encre, registres de la fabrique . . . . . — Frais de correspondance, ports de lettres, etc.			
ART. 8. Dépenses diverses. — Loyer du presbytère, indemnité de logement. — Loyer de l'église. — Registres des actes de baptême, etc. — Loyer du presbytère . . . . . — Indemnité de logement. . . . . — Loyer de l'église			
A reporter.			

Suite du TITRE III. — *Dépenses de la Fabrique.*	DÉPENSES PRÉSUMÉES pour 18 .		OBSERVATIONS de L'ÉVÊQUE.
	fr.	c.	
CHAPITRE Ier. — *Dépenses ordinaires.*			
Report.			
ART. 9. Dépenses imprévues. — Dépenses imprévues	—		
TOTAL des dépenses ordinaires.			
Recettes ordinaires et extraordinaires.			
Différence en excédant			
Différence en déficit.			
CHAPITRE II. — *Dépenses extraordinaires.*			
ARTICLE Ier. Dette de la fabrique. — Solde. — Solde de la dette de la fabrique. . . *ou seulement* A-compte sur la dette de la fabrique.			
Art. 2. Achats pour l'exercice du culte. — Dépenses relatives à la décoration et à l'embellissement de l'intérieur de l'église. — Achat des meubles de l'église			
Dépenses relatives à sa décoration . .			
— — à l'embellissement de l'église. . . .			
. . . . .			
. . . . .			
. . . . .			
ART. 3. Réparations autres que les locatives. — Réparation de l'église.			
— du presbytère			
— du cimetière			
ART.			
. . . . .			
. . . . .			
ART.			
. . . . .			
TOTAL des dépenses extraordinaires			
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.			
REPORT de la différence ci-contre . . en excédant. . .			
en déficit			
Dépenses extraordinaires			
RÉSULTAT GÉNÉRAL . . . en excédant.			
en déficit			

Vu et arrêté le 18 *, par nous, membres du conseil de la fabrique, la recette du présent budget, à la somme de* *et la dépense à celle de*

Vu et approuvé par nous, évêque de (modification), le présent budget de la fabrique d

A *le* 18 .

Le modèle de *budget* que nous donnons ci-dessus n'est certes pas le plus parfait; nous pensons même qu'il pourrait être plus explicite. Mais nous le préférons à tout autre, parce qu'il a été prescrit par le ministère des cultes avec défense de s'en écarter. Voyez, sous le mot ACCEPTATION, ci-dessus, p. 28, ce que dit à cet égard une circulaire ministérielle du 14 septembre 1839.

§ IV. *Approbation du* BUDGET *par l'évêque.*

L'article 47 du décret du 30 décembre 1809 prescrit en ces termes l'approbation du *budget* par l'évêque: « Le *budget*..... sera envoyé..... « à l'évêque diocésain, pour avoir son approbation. » C'est au bureau ou au trésorier de transmettre à l'évêque du diocèse le *budget* aussitôt que le conseil de fabrique l'a arrêté et signé. Il importe que cet envoi ne soit pas retardé, parce que, sans cela, s'il s'élevait quelque difficulté sur l'approbation, s'il était formé quelque réclamation contre la décision de l'évêque, ou s'il était demandé quelque renseignement qu'il fût nécessaire d'attendre, il pourrait arriver que le *budget* ne fût pas définitivement approuvé au moment où l'exercice commencerait, et alors on se trouverait exposé aux mêmes inconvénients que s'il n'avait pas été dressé de *budget*.

« Le *budget* étant soumis à l'approbation de l'évêque, remarque M. Hennequin (1), et cette approbation ne pouvant être considérée comme une pure formalité, il en résulte que ce prélat est investi du droit d'y apporter toutes les modifications qu'il juge convenables. Ainsi, il peut en retrancher les articles qu'il regarde comme inutiles ou inopportuns, diminuer les allocations ou les chiffres qu'il estime être trop élevés, élever au contraire ceux qu'il pense être trop faibles; il peut aussi, et il doit même porter d'office les articles omis qu'il croit nécessaires ou utiles. Sur beaucoup de points, il existe des principes généraux propres à prévenir les difficultés et d'après lesquels il convient de se régler. Ces principes se puisent dans les anciens usages communément admis autrefois, et qui doivent encore recevoir leur application, à défaut de dispositions de détail dans les règlements nouveaux. Au reste, avant de statuer, l'évêque examine les observations de la fabrique, et celles aussi de la minorité, mentionnées ou annexées au *budget*. Si de nouveaux éclaircissements lui paraissent nécessaires, il les demande au bureau; ces éclaircissements doivent être fournis avec promptitude et sincérité. »

« Le *budget* des dépenses, dit M. Carré (2), doit être soumis à l'ap-

(1) *Journal des conseils de fabriques*, tome I, page 114.
(2) *Traité du gouvernement des paroisses*, nº 358.

probation de l'évêque ; ainsi, tout nous semble dépendre de la sagesse du prélat, relativement à la quantité des choses à fournir, entretenir ou réparer, ou au nombre des personnes à employer pour le service du culte. Il est néanmoins quelques règles générales qu'il convient de rappeler, afin de prévenir les difficultés que des fabriques pourraient élever, relativement à ce que l'évêque croirait devoir exiger. Nous les puiserons dans les usages généralement admis autrefois et qui doivent encore recevoir leur application, à défaut de dispositions de détail dans les règlements nouveaux. »

Les usages dont parle M. Carré, et après lui M. Hennequin, se trouvent rappelés sous les mots VASES SACRÉS, ORNEMENTS, etc. (*Voyez* ces mots.)

Quand l'évêque a prononcé, dit encore M. Hennequin, on ne se pourvoit pas ordinairement contre ses décisions ; cependant, on serait admis à en appeler, soit d'abord devant le métropolitain (*art. organique* 15), et ensuite devant le ministre des cultes, soit même directement devant ce ministre. Les réclamations, à cet égard, ne pourraient être formées que par voie de pétition ; elles ne sauraient l'être par la voie contentieuse.

La plus grande célérité doit être mise dans l'examen et l'approbation des *budgets* des fabriques, puisqu'elles ne peuvent se présenter devant les conseils municipaux, en cas de demande de subvention sur la caisse communale, que munies de ce *budget* approuvé par l'autorité diocésaine, et que si elles n'étaient pas en mesure à cet égard, lorsque le conseil municipal lui-même arrête son *budget*, elles courraient le risque de voir ajourner le vote des subventions réclamées à l'année suivante. (*Lettre minist. du* 15 *mars* 1839, insérée sous le mot FABRIQUE.)

Dans le cas où un conseil de fabrique apporterait une résistance illégale aux ordres de son évêque, en refusant de fournir les fonds ainsi alloués d'office, ce prélat serait fondé à demander au ministre des cultes de prononcer, conformément à l'article 5 de l'ordonnance des 12 janvier 1825, la révocation, soit du président du bureau des marguilliers, qui aurait refusé de signer le mandat, soit du trésorier qui n'aurait pas voulu l'acquitter, soit du bureau des marguilliers ou de tout le conseil de fabrique qui se serait rendu coupable d'une résistance aussi blâmable envers l'autorité diocésaine.

La même mesure pourrait être prise si un conseil de fabrique, lorsqu'une dépense a été par lui régulièrement votée au *budget* et que ce *budget* a été approuvé par l'évêque, prétendait que cette dépense n'aurait pas lieu et se refusait à l'exécuter. (*Voyez* le § suivant.)

Dans tous les cas où les revenus de la fabrique ou les ressources qui lui appartiennent couvrent les dépenses portées au *budget*, le *budget* peut, dès qu'il a été revêtu de l'approbation de l'évêque et

sans autres formalités, recevoir sa pleine et entière exécution ; l'autorité civile n'est pas appelée à le discuter. Si, au contraire, les revenus et les ressources de la fabrique sont insuffisants pour acquitter, soit les frais indispensables du culte, soit les dépenses nécessaires pour le maintien de sa dignité, soit les gages des officiers et des serviteurs de l'église, soit les réparations des bâtiments, ou pour fournir à la subsistance de ceux des ministres que l'Etat ne salarie pas, le *budget* doit contenir l'aperçu du surplus des fonds à se procurer. (*Art.* 48 *et* 49 *du décret du* 30 *décembre* 1809.)

§ V. *Exécution du* BUDGET.

L'exécution du *budget* commence au 1er janvier pour se clore au 31 décembre. Dans quelques paroisses rurales, on a l'habitude d'exécuter un *budget* du dimanche de Quasimodo d'une année au dimanche de Quasimodo de l'année suivante. Ce mode d'exécution est contraire à toutes les règles de la comptabilité, et ne peut amener que des difficultés dans la reddition des comptes du trésorier, qui doivent toujours être clos au 31 décembre de chaque année.

Les marguilliers doivent préparer et rédiger le *budget* pour le premier dimanche de mars. (*Art.* 24 *du décret du* 30 *décembre* 1809.) Le dimanche de Quasimodo, ils le présentent au conseil de fabrique, qui le discute, le règle et l'arrête. (*Art.* 12 *et* 47 *du même décret.*) Le trésorier doit l'envoyer ensuite à l'évêque, qui l'approuve et le modifie selon qu'il le juge convenable. L'approbation de l'évêque rend le *budget* exécutoire. Il ne pourrait l'être légalement auparavant. (*Art.* 47 *du décret de* 1809.)

Nous devons signaler ici une erreur assez commune, c'est qu'on s'imagine que, du moment que le *budget* est réglé, arrêté et signé de tous les membres du conseil de fabrique, il est exécutoire sans approbation de l'évêque. On croit que cette approbation n'est nécessaire que quand la fabrique, par insuffisance de fonds, demande des secours à la commune. C'est là une très-grave erreur. Un trésorier ne peut pas plus exécuter un *budget* de fabrique sans qu'il soit vu et approuvé par l'évêque, qu'un percepteur ne pourrait exécuter un *budget* de commune qui ne serait point approuvé par le préfet.

Cette erreur, que nous signalons, est partagée même par des administrations diocésaines, et elles se fondent sur une fausse application de l'article 48 du décret du 30 décembre 1809, qui porte : « Dans le cas où les revenus de la fabrique couvriraient les dépenses « portées au *budget*, le *budget* pourra, *sans autres formalités*, rece- « voir sa pleine et entière exécution. »

Mais on ne fait pas attention que l'article 47 dit formellement :

« Le *budget*..... sera envoyé, avec l'état des dépenses de la célébra-
« tion du culte, à l'évêque diocésain, pour avoir sur le tout son *ap-*
« *probation.* »

On se fonde sur ce que l'article 48 dit que, quand les revenus de la fabrique suffisent pour les besoins du culte, le *budget* peut recevoir sa pleine et entière exécution, *sans autres formalités*. Sans doute, c'est-à-dire sans autres formalités que celles qui prescrit l'*approbation* de l'évêque. Mais dans le cas prévu par l'article 37 du même décret, c'est-à-dire dans le cas d'insuffisance des ressources de la fabrique, il y a une formalité à remplir autre que celle de l'approbation de l'évêque, c'est qu'alors le *budget* doit être porté au conseil municipal, convoqué à cet effet, pour y être délibéré. (*Art.* 93.)

Si le conseil municipal est d'avis de demander une réduction sur quelques articles des dépenses portées au *budget*, les pièces, en ce cas, sont portées à l'évêque, qui prononce (*art.* 96). Mais, dans le cas où l'évêque prononcerait contre l'avis du conseil municipal, ce conseil peut s'adresser au préfet; et celui-ci envoie, s'il y a lieu, toutes les pièces au ministre des cultes, pour être statué en conseil d'Etat ce qui paraît convenable (*art.* 97).

Voilà les formalités à suivre en cas d'insuffisance des ressources de la fabrique. Mais quand la fabrique peut pourvoir à ses besoins avec ses propres ressources, il n'y a pas d'autres formalités à remplir pour l'exécution du *budget* que l'approbation de l'évêque diocésain.

Voyez sous le mot ACCEPTATION, p. 28, ce qu'une circulaire ministérielle dit de la nécessité de l'approbation du *budget* par l'évêque pour son exécution.

§ VI. *Rédaction du* BUDGET.

Les ressources et les besoins de l'exercice doivent être prévus au *budget*, de manière à n'omettre, autant que possible, aucun article ni de recette, ni de dépense. Une rédaction négligée et fautive laisserait subsister les nombreux inconvénients que l'on veut prévenir par l'établissement des *budgets*.

Les recettes et dépenses ordinaires variables ne peuvent être évaluées qu'approximativement. Les recettes et dépenses ordinaires fixes doivent l'être exactement.

On parvient à une évaluation aussi juste que possible des recettes et des dépenses ordinaires variables, en se reportant aux comptes des années antérieures, qui sont les guides les plus sûrs; mais pour que ces comptes puissent servir aisément à cet usage, il est bon de leur donner une forme en tout semblable à celle du *budget*.

Quant aux dépenses extraordinaires, elles seront difficilement évaluées comme il convient, si l'on ne se procure des devis détaillés et

dressés, par un marchand pour les acquisitions, et par un homme de l'art pour les travaux.

En réglant les évaluations du *budget*, il faut avoir soin de ne pas dissimuler les ressources, et de ne pas exagérer les besoins ; cette précaution est surtout nécessaire lorsqu'il s'agit de faire au conseil municipal une demande, qu'il serait, sans cela, embarrassant de justifier et de soutenir.

Les fabriques doivent avoir soin de ne faire au conseil municipal que des demandes bien fondées et bien motivées, afin de n'en pas compromettre le succès.

Les articles de dépenses extraordinaires pour acquisitions et pour travaux, doivent être détaillés de manière à présenter toutes les données nécessaires pour la vérification des prix. Comme ces détails ne peuvent le plus souvent entrer dans le *budget*, on y supplée par les devis qui ont servi à établir les évaluations. Dans ce cas, ces devis sont relatés, soit dans les articles qui en font l'objet, soit dans la colonne des observations du conseil, et, après avoir été revêtus du *visa* et de l'approbation du conseil, sont joints au *budget*, auquel ils doivent rester annexés.

§ VII. *Discussion et vote du* BUDGET.

Le projet de *budget*, dressé par le bureau, est soumis à la délibération du conseil dans la session de Quasimodo, qui peut être prorogée, en cas de besoin, au dimanche suivant. (Art. 47 et 85 *du décret de* 1809, modifiés par l'art. 2 *de l'ordonnance du* 12 *janvier* 1825.)

Le conseil discute chacun des articles séparément ; il peut modifier les évaluations, ajouter certains articles et en supprimer d'autres ; il consigne, dans une colonne destinée à cet effet, les observations qu'il croit nécessaires.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix ; mais les membres de la minorité sont fondés à demander que leur avis soit relaté dans la colonne des observations du conseil, ou dans le procès-verbal de la séance, afin que l'évêque puisse y avoir tel égard que de droit lors de l'arrêté du *budget*.

§ VIII. *Communication du* BUDGET *au conseil municipal.*

Si les ressources de la fabrique sont insuffisantes pour couvrir les dépenses portées au *budget*, les paroissiens, par l'entremise du conseil municipal, qui les représente, doivent être appelés à y suppléer, en vertu des articles 49 et 92 du décret du 30 décembre 1809, et dans les formes déterminées par les articles 93 et suivants du même décret.

L'article 21, n° 7, de la loi du 18 juillet 1837, statue que le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur les *budgets* des fabriques, lorsqu'elles reçoivent des secours sur les fonds communaux.

La marche à suivre pour ces recours à la commune diffère selon la nature des dépenses auxquelles il faut pourvoir.

S'il s'agit de dépenses comprises dans les trois premiers paragraphes de l'article 37 du décret du 30 décembre 1809, le conseil de fabrique doit porter ses dépenses dans son *budget* et prendre une délibération dans laquelle, constatant la nécessité ou l'utilité de la dépense proposée, et l'insuffisance des ressources de la fabrique pour y pourvoir, il demandera que la commune y supplée en accordant à la fabrique un secours dont il déterminera la quotité.

Si, au contraire, il s'agit de recourir à la commune pour des réparations à faire à l'église, au presbytère ou au cimetière, le conseil peut s'abstenir de porter la dépense dans son *budget*, et prendre une délibération particulière, dans laquelle il doit constater la nécessité de ces réparations, et demander que la commune soit appelée à y pourvoir de la manière déterminée par l'article 95 du décret précité.

Nous conseillons de ne point porter dans le *budget* de la fabrique les réparations auxquelles la commune doit pourvoir, et d'en faire l'objet d'une demande particulière, afin que l'approbation du *budget* et celles des demandes pour acquisition d'ornements et autres dépenses intérieures de l'église ne soit pas entravée par les lenteurs, les difficultés et les contestations auxquelles donnent trop souvent lieu les réparations à faire aux édifices.

La différence que nous mettons ici est fondée sur ce que les fonds communaux affectés à la dépense intérieure de l'église, doivent être versés dans la caisse de la fabrique et être employés par la fabrique même, à laquelle l'article 1^er^ du décret de 1809 attribue nommément l'administration des sommes supplémentaires fournies par la commune pour l'exercice du culte, tandis qu'au contraire les fonds communaux affectés aux réparations de l'église, du presbytère et du cimetière, sont directement employés par l'autorité municipale, chargée, par l'article 95 du même décret, de faire exécuter elle-même les travaux.

Dans le premier cas, l'intervention du conseil municipal consiste dans l'avis qu'il est appelé à émettre sur la dépense proposée par la fabrique, et dans la surveillance qu'il a droit d'exercer sur le bon emploi des fonds communaux mis à la disposition de la fabrique. Dans le second cas, l'intervention du conseil de fabrique consiste à provoquer les travaux, à diriger la rédaction du devis, et à veiller à la bonne confection des ouvrages. C'est ainsi que la législation a fait du concours de ces deux administrations le régulateur des droits et des attributions de chacune.

Pour l'un et l'autre de ces deux recours, expéditions de la délibération et du *budget* arrêté par l'évêque, sont, à la diligence et par les soins du président du bureau ou du trésorier, transmises au maire, pour être communiquées au conseil municipal dans sa session de mai. (Art. 93.)

L'art. 40 de la loi du 18 juillet 1837 déclare le secours nécessaire à la fabrique obligatoire pour les communes ; le préfet peut, par conséquent, l'inscrire d'office au *budget* de la commune, si le conseil municipal négligeait de le voter ou le refusait sans motifs légitimes.

BUDGET DES CULTES.

A la suite de la révolution de février, on mit en question si l'on conserverait ou non le *budget des cultes*. Un comité fut nommé à cet égard par la Constituante, qui décida que le traitement du clergé devait être conservé, afin de maintenir entre l'ordre spirituel et l'ordre temporel ces liens fraternels d'où résulte cette harmonie d'ensemble qui fait la force des sociétés et constitue leur unité. La Constitution de 1848 consacra ces principes en ces termes : « Les ministres, soit des cultes actuellement reconnus par la loi, soit de ceux qui seraient reconnus à l'avenir, ont le droit de recevoir un traitement de l'Etat. »

Nous croyons convenable de consigner ci-après le rapport de M. Chapot, dont les conclusions ont été adoptées par l'article 7 de la Constitution que nous venons de citer. Cette décision a été tout à la fois un acte de haute justice et de sage politique. (*Voyez* TRAITEMENT.) On ne pouvait guère en agir autrement, à moins de rompre les rapports établis entre l'Eglise et l'Etat, et d'abolir le concordat qui avait formellement stipulé (art. 14) qu'un traitement serait assuré par le gouvernement aux évêques et aux curés. C'était d'ailleurs un acte de rigoureuse justice, car le souverain pontife n'avait consenti à faire, dans l'article 13 du concordat, l'abandon des biens ecclésiastiques aliénés qu'à cette condition. Le rejet du *budget des cultes* eut été une injustice d'autant plus criante pour les catholiques, que le gouvernement possède encore actuellement, ainsi que nous le disons ailleurs, des biens ecclésiastiques non vendus et dont le revenu annuel s'élève à plus de quarante millions, quoique le *budget des cultes*, en y comprenant les cultes protestants et israélites avec les frais du ministère des cultes, n'égale pas même cette somme.

Tous ceux qui ont parlé en faveur du maintien du traitement ecclésiastique n'ont pas envisagé la question sous ce rapport, c'est-à-dire que la dotation de l'Eglise par l'Etat constituait une indemnité obligée pour les biens dont elle a été dépouillée par la première révolution ; les uns ont vu dans cette dotation une rétribution néces-

saire pour un service public également nécessaire ; d'autres ont cru que ce serait fortifier l'État que de lui donner le droit d'intervenir à certains égards dans ce qui touche la police des cultes. Mais enfin, malgré cette diversité de vues, tous ont pensé que le *budget des cultes* était une nécessité sociale, et que l'opinion publique demandait impérieusement qu'il fût conservé au nombre des dépenses nationales. Tel était, en effet, le vœu général.

Les raisons qui militent en faveur du *budget des cultes* sont tellement puissantes, qu'il est difficile de s'expliquer qu'on en ait sérieusement demandé la suppression. Cependant cette mesure révolutionnaire et impie, que nous avons fortement combattue alors, dans la *Voix de l'Eglise*, et dont l'application eût été si funeste, a été réclamée avec une une grande tenacité par quelques orateurs de la Chambre et par certains organes de la presse. Il n'est pas de raisons qu'on n'ait alléguées pour faire croire à l'illégalité, à l'illégitimité de la rétribution du clergé par l'Etat ; si l'Etat salarie le clergé, disaient les partisans insensés de la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat, c'est pour lui un droit et un devoir même de surveiller, dans l'intérêt des contribuables, l'emploi des fonds qui reçoivent cette destination. L'Etat entre alors dans le domaine spirituel, et le principe de l'incompétence de l'État en matière religieuse venant à disparaître, la liberté des cultes et par conséquent la liberté de la pensée sont frappées du même coup. Que deviennent, en effet, l'indépendance, la dignité des ministres du culte, s'ils sont obligés de tendre la main pour recevoir un salaire ; s'ils doivent acheter cette faveur au prix des plus grands sacrifices ; si l'Etat exige en retour la faculté d'intervenir dans la nomination des évêques, des curés, des chanoines, des grands vicaires, à qui il donne un traitement; si pour se plier aux exigences du trésor, il se réserve le droit d'augmenter ou de réduire, suivant les occurrences, le nombre des évêchés, des cures, des succursales, des vicariats, des canonicats ; si, à raison des bourses qu'il crée dans les séminaires, il veut savoir combien d'élèves reçoivent l'enseignement théologique, et quel est l'esprit de cet enseignement? D'un autre côté, la liberté de la pensée n'existe plus, toute concurrence devenant impossible avec un clergé entretenu aux frais de l'Etat. Car, quels seront les cultes salariés? Si tous ne le sont pas, vous constituez des priviléges. Et puis, à quel signe reconnaître ceux qui méritent d'être rétribués et ceux qui en sont indignes? Il faut donc, pour être juste, salarier tous les cultes, toutes les religions, toutes les sectes, même les sectes phi'osophiques, à moins de vouloir établir des différences injurieuses, à moins de vouloir comprimer, étouffer la libre expansion de la pensée.

Ces considérations, émanées d'hommes peu religieux, sont plus spécieuses que véritablement fondées en droit et en raison. Nous

n'entreprendrons pas toutefois de les réfuter ici, parce que la question est aujourd'hui définitivement résolue. Au reste elles trouvent leur solution dans le rapport suivant de M. Chapot.

RAPPORT *de M. Chapot, présenté le 15 juin 1848, à l'Assemblée nationale sur le maintien du budget des cultes.*

« Citoyens représentants,

« Je viens, au nom de votre comité des cultes, vous faire un rapport sur plusieurs pétitions qui ont été adressées à l'Assemblée nationale, et relatives, entre autres choses, à la suppression ou au maintien du *budget des cultes*.

« Le citoyen Adrien Boissier, pasteur de l'église réformée à Mazères, département de l'Ariége, demande, comme conséquence obligée du principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'abolition du salaire des cultes. (*Voyez* SALAIRE.)

« Il se fonde sur des considérations qui vont trouver leur place dans l'analyse de celles qui sont données en général à l'appui du système qu'il propose.

« Quant au principe de la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat, invoqué par le pétitionnaire, votre comité a pensé que ce principe était du nombre de ceux dont la discussion devait être réservée à votre comité de constitution, et sur ce chef de la pétition, il lui a paru convenable, sans rien préjuger, de vous proposer le renvoi pur et simple à ce dernier comité, à titre de renseignements.

« Il en eût été de même de la conséquence déduite de ce principe relativement à la suppression du *budget des cultes,* si votre comité, dans un but facile à comprendre, celui de calmer les esprits qui touchent à de si nombreux intérêts, n'avait cru devoir réveler une partie de la discussion qui a eu lieu dans son sein sur ce point particulier de la question générale.

« A cet égard, votre comité a reconnu en principe que la religion étant une base indispensable de toute société régulière, le culte, qui n'est que l'expression, la forme extérieure du sentiment religieux, devait être mis au rang des nécessités sociales. L'histoire, en effet, n'offre point d'exemple d'un peuple vivant sans religion, sans culte; le principe qui vient d'être posé n'est donc que la consécration, le corollaire forcé d'un fait incontestable. Mais l'idée de notre droit public (et c'est de celui-là seul qu'il s'agit ici) implique avec elle des temples, des ministres, des manifestations matérielles qui appellent nécessairement des dépenses, des frais de toute espèce, un *budget,* en un mot; et la question est de savoir si la formation de ce *budget* sera livrée au concours individuel et volontaire des membres qui composent la société, ou bien si on l'établira sous forme d'une allocation spéciale sur le grand *budget* de l'Etat.

« Les partisans du premier système disent, à son appui, que, dans un Etat qui n'affecte aucune religion spéciale, sous un régime de liberté de conscience, il est anormal de contraindre quelqu'un à soutenir une foi qui n'est pas la sienne, à concourir aux frais matériels d'un culte qu'il répudie; qu'il est plus rationnel que celui qui ne veut professer aucun culte soit dispensé d'en supporter les charges, et que chacun concoure, dans les limites de sa volonté, à supporter celle du culte auquel il veut appartenir. Ils ajoutent, en puisant leurs raisons dans un autre ordre d'idées, que le sentiment religieux du pays, a tout à perdre dans le maintien d'un traitement officiel par l'Etat au clergé, quel qu'il soit ; que par là, en effet, le ministre de Dieu n'est plus qu'un fonctionnaire public soumis à toutes les exigences, et sur-

tout à l'indépendance que ce titre impose ; que c'est faire revêtir à l'enseignement sacerdotal la forme d'une institution humaine, ce qui lui ravit l'influence et la considération que son caractère spirituel et divin peut seul lui conserver.

« Votre comité, citoyens, s'est profondément pénétré de ces raisons et de toutes celles qui peuvent être accessoirement déduites dans le même sens, et, après mûr examen, son avis à peu près unanime a été que le *budget des cultes* doit être maintenu comme allocation générale sur le *budget* de l'Etat.

« En voici les raisons principales :

« Si l'on n'avait à se préoccuper que des intérêts du culte catholique, on pourrait chercher peut-être à assigner aux obligations de l'Etat envers ce culte, l'origine et la cause des contrats ordinaires à titre onéreux, c'est-à-dire à établir par actes que le traitement du clergé est une dette contractée par l'Etat dans les conditions ordinaires de toutes les dettes, et dont il ne lui appartiendrait de s'affranchir qu'en méconnaissant ses promesses et violant la foi des traités ; mais les considérations qui font l'Etat débiteur envers le culte religieux doivent appartenir désormais à un ordre théorique plus élevé.

« Ce n'est pas, en effet, telle ou telle forme de culte que l'Etat doit secourir et protéger, c'est le *culte*, expression générale des hommages rendus par la créature au Créateur. Si l'homme a deux fins à poursuivre, l'une matérielle et bornée aux besoins de l'existence temporelle, l'autre s'étendant au-delà de ses limites par sa nature spirituelle et immortelle, l'Etat n'en a qu'une, c'est celle qui est enfermée dans les limites du temps et qui est plus ou moins heureuse, selon que les rapports des individus entre eux sont plus ou moins bien établis et maintenus. L'avenir spirituel n'est pas et ne peut pas être son domaine, chaque individu l'envisage et se dispose à l'aborder selon les inspirations de sa conscience, et voilà pourquoi la liberté de conscience est le premier principe d'un Etat bien ordonné; car cette liberté entraîne celle du culte, c'est-à-dire de la forme extérieure, que le croyant donne à sa prière et à sa pensée religieuse ; et ici naissent, en même temps que les droits, les devoirs de l'Etat dans une intervention sage et salutaire.

« Veiller à ce que les manifestations extérieures des cultes ne portent réciproquement aucune atteinte à leur liberté, voilà son droit; les protéger tous et les soutenir avec un égal intérêt, voilà son devoir ; mais il est bien entendu que ce devoir ne commence que là où le culte à soutenir par des subsides est un culte sérieux, qui répond à des besoins assez généraux et assez nombreux pour comporter l'organisation et le maintien d'un service public.

« Cela posé, comment peut-on trouver mauvais que l'Etat pourvoie à l'entretien matériel des cultes au même titre qu'il pourvoit aux frais de tous les grands services publics ?

« Le culte existe comme fait non créé, non provoqué par l'Etat ; l'universalité des citoyens le professe sous une forme ou sous une autre; l'entretien, qui est donc par la force des choses à la charge de l'universalité des citoyens, doit être administrativement régi, si l'on tient à distribuer dans une juste et équitable proportion les charges de l'Etat.

« Mais une autre considération plus puissante peut-être fait un devoir à l'Etat de maintenir le *budget des cultes ;* ce n'est jamais en vain qu'on blesse les idées de justice et qu'on violente les instincts populaires; or, il est certain que la suppression du *budget des cultes*, qui blesserait aux yeux de votre comité les idées de justice administrative, violenterait les instincts d'une grande partie du peuple qui tient à sa

religion, au culte extérieur, et qui s'est habitué à considérer l'entretien matériel des cultes comme une charge de l'Etat ; il en résulterait un mécontentement profond peu propre à créer des amis à la République et aux institutions qu'elle est appelée à fonder.

« Accepter, en le secondant, le patriotique élan de ce peuple religieux qui a applaudi avec transport a la proclamation de cette devise trinitaire empruntée à sa doctrine : *Liberté, Egalité, Fraternité,* voilà le devoir de l'Assemblée nationale ; votre comité ne connaît pas de raison plus puissante que celle-là, pour ceux qui veulent comme lui solidement asseoir le fondement de la République. D'autre part, il est inexact de dire que le *budget* de l'Etat, étant le produit collectif et forcé de tous les concours individuels, il y a injustice à affecter une partie des ressources de ce *budget* à un service qui, malgré son caractère public, ne répond pas aux vœux et aux besoins de tous sans exception.

« La distribution des ressources de l'Etat doit, en effet, se faire sous l'influence d'une grande idée de réciprocité et de mutualité qui s'applique à tous les services publics, à tous les besoins généraux. L'impôt n'est point payé par ceux qui le doivent, avec telle destination spéciale qu'ils aient droit ou soin d'indiquer. Combien de services publics salariés, dont les effets ne sont ressentis par certains membres de la société que d'une manière très-indirecte, ou qui même ne le sont pas du tout ! Faudrait-il conclure pour cela que le concours partiel et obligé de ces quelques membres à l'entretien de cette partie du service public est une injustice pour eux ? Evidemment non. Laissons de côté les objections qui s'induisent de cet ordre d'idées, et venons à celles qui affecteraient la considération et l'indépendance des ministres du culte et de la religion elle-même.

« Non, le prêtre qui reçoit un traitement de l'Etat n'est point, par ce fait, un fonctionnaire de l'Etat dans l'acception ordinaire de ce mot. Le sens habituel qui s'attache à l'idée de fonctionnaire est celui de mandat salarié, avec son caractère essentiel de révocabilité; c'est-à-dire que le fonctionnaire, tel qu'on l'entend communément, tient ses pouvoirs de celui qui le paye, et s'oblige à faire ce qui lui est commandé. Tel n'est pas, assurément, le prêtre dans un sens absolu ; il ne tient pas ses pouvoirs de l'Etat, il est tout à fait indépendant de lui en ce qui touche l'ordre spirituel, et le traitement n'implique pas ici l'idée de mandat révocable à ce point de vue. Ces pouvoirs, il les puise a une source indépendante par son essence, et sur laquelle l'Etat est complètement dépourvu d'action ; voilà pourquoi son caractère et sa considération n'ont point à redouter de ce contact avec l'Etat qui n'intervient que pour réglementer une question du salaire ; le droit qui résulte en cette circonstance, au profit de celui qui paie le traitement, n'est autre qu'un droit de surveillance sur la condition qui oblige celui qui reçoit le traitement à exercer le ministère auquel il est attaché, sans examiner comment ce ministère est exercé à l'endroit de l'enseignement dogmatique et de la direction des consciences.

« En quoi le prêtre pourrait-il trouver en cela son indépendance ou sa considération compromise ? N'est-ce pas, au contraire, assurer et garantir cette indépendance autant qu'il est possible de le faire ? Quoi ! l'on voudrait livrer l'existence matérielle des ministres du culte aux soins volontaires de ceux qui le professent ou qui sentent le besoin de le soutenir ! L'on ne trouverait pas là un grand élément de sujétion, d'autant plus dangereuse qu'elle serait immédiate, du ministre ainsi entretenu, envers ceux qui l'entretiendraient ?

« Que deviendrait l'égalité, qui doit présider surtout à la distribution des secours

spirituels, en présence de cette distinction forcée qui serait faite de part et d'autre, quelquefois entre ceux qui paieraient et ceux qui ne paieraient pas ? Le pauvre ne serait il pas blessé dans sa susceptibilité et lésé dans ses intérêts les plus chers ? Ce serait alors bien autrement le cas de se demander ce que deviendraient l'indépendance et la considération du prêtre avec un tel ordre de choses se produisant dans l'état actuel de nos mœurs !

« Oui, sans doute, il est permis de prévoir l'hypothèse où l'Etat supprimerait complètement toute allocation officielle en faveur du matériel des cultes, et nul ne songe, en un tel cas donné, à dire que la religion devrait succomber. C'est parce que nous avons déjà dit qu'elle était indépendante de toute contrainte humaine, que son existence ne nous paraîtrait en aucune façon compromise par la suppression d'un *budget* officiel, mais cette suppression serait une mesure à la fois injuste et impolitique. Voilà, citoyens, ce qu'a pensé votre comité, et qu'en son nom j'étais chargé de vous dire.

« Reste maintenant une dernière observation que voici : Des voix nombreuses et de très-grande autorité se sont élevées pour revendiquer l'application des principes opposés à ceux de la pétition qui vous occupe ; le consistoire de l'église réformée de Paris, qui avait appelé dans son sein des délégués de tous les consistoires de France, a proclamé bien haut, et à la presque unanimité des suffrages, le principe du maintien du *budget des cultes*, en s'inspirant, en outre des motifs généraux qui viennent d'être déduits, des exigences particulières de la situation des pasteurs protestants qui sont pères de famille et qui n'ont point de casuel.

« De leur côté, les membres du clergé catholique d'une voix qui paraît non moins unanime, demandent tout à la fois la suppression de ce casuel qui leur répugne, et qu'ils considèrent comme une triste invention de certaines lois organiques dont ils appellent de tous leurs vœux la modification, et en même temps la conservation du *budget des cultes* qu'ils regardent, par rapport à eux en particulier, comme le résultat d'une dette sacrée. (*Voyez* CASUEL.)

« A cela se réduit, citoyens, ce que j'avais à vous dire au nom de votre comité des cultes ; permettez-moi de vous rappeler qu'il n'a pas cru devoir provoquer de votre part un vote de principe sur la question si grave dont je viens de vous entretenir, et qui trouvera plus naturellement sa solution dans le cours de la discussion à laquelle le projet de constitution va bientôt donner lieu parmi nous.

« Sous le benefice de ces considérations diverses, votre comité vous propose donc de renvoyer, à titre de renseignement, au comité de constitution, la pétition dont je viens d'avoir l'honneur de vous faire le rapport. »

BUISSONS.

(*Voyez* ARBRES.)

BULLETIN DES LOIS.

Le *Bulletin des lois* est le recueil où sont consignés les lois, décrets, ordonnances et avis du conseil d'Etat. (*Loi du 14 frimaire an II.*)

La promulgation des lois et ordonnances résulte de leur inser-

tion au *bulletin* officiel. (*Voyez* le mot LOI.) La loi est censée connue un jour après que ce *bulletin* a été reçu de l'imprimerie nationale par le ministre de la justice, lequel constate sur un registre l'époque de la réception. (*Ordonnance du 27 novembre 1816.*)

BULLE.

(Voyez BREF.)

BUREAU DE BIENFAISANCE.

Les *bureaux de bienfaisance* sont des établissements chargés de l'administration des biens des pauvres devant être secourus à domicile, et de la distribution à ces derniers des secours dont ils peuvent avoir besoin. Ce sont aujourd'hui des institutions purement civiles.

D'après le plan que nous nous sommes proposé, dans cet ouvrage, de traiter de la législation dans tout ce qui peut intéresser le clergé, nous devons parler des *bureaux de bienfaisance*, parce que MM. les curés sont presque toujours appelés à faire partie de l'administration de ces établissements charitables : ils n'en sont pas membres de droit. L'art. 3 de l'ordonnance du 31 octobre 1821 (1), qui leur accordait le privilége de siéger dans les conseils de charité, a été rapporté par l'ordonnance du 2 avril 1831, qui a supprimé ces conseils. Toutefois, rien n'empêche que le préfet ne nomme le curé ou desservant membre du *bureau de bienfaisance*, si cette nomination lui paraît utile aux pauvres que le *bureau* a mission de secourir. Et nul n'ignore que personne ne s'intéresse plus aux pauvres d'une paroisse que le pasteur lui-même. Par la mission de charité qu'il est appelé par son caractère à remplir, il peut être d'une très-grande utilité aux *bureaux de bienfaisance ;* aussi est-il généralement appelé à en faire partie.

§ I. *Origine des* BUREAUX DE BIENFAISANCE.

L'organisation des secours à domicile remonte en France, dit M. Durieu (2), à une date très-reculée. Les canons du concile de Tours voulaient que chaque paroisse nourrît ses pauvres ; mais comme cette charge était au-dessus des ressources de la plupart, dans les campagnes surtout, saint Louis suppléait à leur insuffisance et fournissait des secours aux laboureurs, aux vieillards et aux infirmes, dont les rôles étaient dressés par des commissaires. Au seizième siècle, des taxes étaient assises à Paris « sur un chacun des habitans,

(1) *Voyez* cette ordonnance ci-après, p. 575.
(2) *Répertoire des bureaux de bienfaisance*, t. I, p. 306.

pour, avec les autres deniers qui provenoient des questes ordinaires des paroisses, et d'ailleurs estoient levez pour les pauvres, estre mis ès mains du trésorier général desdits pauvres, et, après, estre distribuez auxdits pauvres mendians, selon le roole que d'iceux avoit été fait. »

L'édit du 9 juillet 1547 contient à ce sujet ce qui suit : 1° il organise à Paris des travaux publics, et veut que « toutes sortes de pauvres *valides* habitués et demeurans en la ville et les fauxbourgs d'icelle y soient receus et admis, avec inhibitions et défenses de ne plus quester, mendier et demander l'aumône..., sous peine, quant aux femmes, du fouet et d'être banies de la prévosté et vicomté de Paris, et, quant aux hommes, d'estre envoyés en gallères pour là y tirer par force à la rame. »

2° « Pour le regard des *pauvres malades*, *invalides* et *impuissans*, qui n'ont aucun moyen de travailler ne gagner leur vie, *et qui n'ont aucunes maisons*, *chambres ne lieux à eux retirer*, » elle veut « qu'ils soient menez et distribuez par les hospitaux, hôtels et maisons-Dieu, pour y être nourris, secourus et entretenus des deniers et revenus desdits hospitaux et maisons-Dieu. »

Et 3° « au regard des *pauvres malades* et *impuissans* qui ont *maisons*, *chambres*, *logis lieux de retraite* en la ville et fauxbourgs de Paris et n'ayant *aucun moyen* de travailler ne gagner leur vie, ou *qui avec tout leur devoir ne se peuvent entièrement substanter*, » elle veut « qu'ils soient nourris, secourus et entretenus par les paroissiens de chaque paroisse, qui en ceste fin en feront faire les rooles par les curé ou vicaire et marguilliers, chacun en son église ou paroisse, pour leur distribuer *en leur maison ou tel autre lieu commode* qui sera advisé par lesdits curé, vicaire et marguilliers... l'aumosne raisonnable : sans qu'il soit permis à eux ou à leurs enfans aller quester ne mendier souz peine du fouet pour les grans et des verges pour les petits enfans ; et qu'à ce soient employez les deniers provenant des questes et aumosnes qui se recueillent par chacun jour, tant aux églises que par les maisons desdites paroisses. »

Il existait à Paris un *bureau* général des pauvres, qui avait été institué par François Ier, en 1544, et qui se composait de treize bourgeois nommés par le prévôt des marchands, et de quatre conseillers au parlement. Il était autorisé à lever chaque année sur les princes, les seigneurs, les ecclésiastiques, les communautés, et sur toutes les propriétés, une taxe d'aumône pour les pauvres. Cette taxe se levait encore en 1789.

Des *bureaux* ordinaires étaient chargés de dresser le rôle des pauvres, et de pourvoir à la distribution des secours.

En province, les établissements de charité étaient administrés par des assemblées composées du curé, du seigneur du lieu, du juge et

du procureur fiscal, lorsqu'ils demeuraient en la ville, des marguilliers tant en charge qu'anciens, et des principaux habitants : ces assemblées avaient la direction ; l'administration proprement dite était remise, soit au curé et aux marguilliers, soit à un procureur de charité qui remplissait les fonctions de trésorier. Ils étaient aidés dans les distributions par des dames et demoiselles des pauvres. Le trésorier des pauvres devait être élu tous les trois ans dans une assemblée générale du *bureau* de charité, et il pouvait être continué, si on le jugeait à propos. (*Règlement du* 2 *avril* 1737, *pour la fabrique de Saint-Jean-en-Grève*, *art.* 46.) Il effectuait toutes les recettes, tant fixes que casuelles, même le produit des troncs et quêtes faites à l'église pour les pauvres. (*Règlement de* 1764, *art.* 16.)

Dans d'autres paroisses, surtout dans les paroisses de campagne, il y avait un procureur de charité pour l'administration et la distribution des biens et revenus appartenant aux écoles et aux pauvres de la paroisse. Ce procureur devait être élu dans une assemblée générale des habitants, pour deux ou trois ans, plus ou moins ; mais il pouvait être continué.

La trésorière des pauvres devait être élue tous les trois ans dans une assemblée de dames de charité. Elle avait la tenue des livres, et fournissait des états de situation à l'assemblée à laquelle elle rendait compte chaque année (1).

Pendant la tourmente révolutionnaire, les *bureaux* de charité subirent les vicissitudes des hospices ; leurs biens furent confisqués par l'Etat, et leur administration désorganisée.

Toutefois le législateur ne se dissimulait ni leur utilité, ni la nécessité pour lui de secourir les indigents. Il essaya, dans la loi du 19 mars 1793, de les reconstituer, déclara que l'assistance du pauvre est une dette nationale, et promit une somme annuelle à chaque département pour le secours des pauvres ; en outre, il prescrivit la formation « dans chaque canton, d'une agence chargée, sous la surveillance des corps administratifs et du pouvoir exécutif, de la distribution du travail et des secours aux pauvres valides et non valides domiciliés, qui se seraient fait inscrire sur un registre ouvert à cet effet dans leur canton. » (*Art.* 6.)

La loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796) supprima ces agences et les remplaça par des *bureaux de bienfaisance*. Cette loi sert de base aux règlements actuels. En voici les termes, à l'exception des deux premiers articles et des articles 6 et 7, relatifs à la perception établie au profit des pauvres sur les bals et spectacles.

« Art. 3. Dans le mois qui suivra la publication de la présente, le *bureau* central,

(1) Jousse, *Gouvernement temporel des paroisses*, page 211.

dans les communes où il y a plusieurs municipalités, et l'administration municipale, dans les autres, formeront, par une nomination au scrutin, un *bureau de bienfaisance*, ou plusieurs s'ils le croient convenable; chacun de ces *bureaux* sera composé de cinq membres.

« ART. 4. Les fonctions des *bureaux de bienfaisance* seront de diriger les travaux qui seront prescrits par lesdites administrations, et de faire la répartition des secours à domicile.

« ART. 5. Les membres de ces *bureaux* n'auront aucune rétribution et ne toucheront personnellement aucun fonds ; ils nommeront un receveur qui fera toutes les perceptions.

« ART. 8. Chaque *bureau de bienfaisance* recevra de plus les dons qui lui seront offerts ; ils seront déposés aux mains du receveur, et enregistrés.

« ART. 9. Le *bureau* rendra compte, tous les mois, du produit de sa recette à l'administration par laquelle il aura été nommé.

« ART. 10. Les secours à domicile seront donnés en nature, autant qu'il sera possible. »

§ II. *Organisation actuelle des* BUREAUX DE BIENFAISANCE.

La création des *bureaux de bienfaisance* est autorisée par les préfets sur l'avis des conseils municipaux. (*Loi du 24 juillet* 1867, *art.* 14. Cette loi est rapportée ci-dessus, page 124.)

Aux termes de l'art. 4. de l'ordonnance du 31 octobre 1821, rapportée ci-après, p. 575, les règles prescrites pour les commissions administratives des hospices en ce qui concerne le nombre, la nomination et le renouvellement de leurs membres sont communes aux *bureaux de bienfaisance*.

L'administration des *bureaux de bienfaisance* se compose par conséquent de cinq membres, dont les fonctions sont gratuites et qui, dans tous les cas, sont nommés par le préfet, leur budget, à la différence de celui des hospices, étant réglé, dans tous les cas, par ce magistrat. (*Ordonn. du* 6 *juin* 1830, *art.* 1^er^, *et du* 31 *mai* 1838, *art.* 504.)

Le préfet ne peut pas révoquer les membres des *bureaux de bienfaisance* qu'il nomme, il peut seulement proposer leur révocation, et les suspendre en cas d'urgence, à la charge d'en référer immédiatement au ministre de l'intérieur qui statue définitivement sur sa proposition. (*Ordon. du* 6 *juin* 1830, *art.* 3.) Il le peut maintenant.

Les membres des *bureaux de bienfaisance* ne sont nommés que pour cinq ans. Le renouvellement s'opère par cinquième chaque année. Pour la première fois, on détermine l'ordre de remplacement par la voie du sort; ensuite le plus ancien est toujours celui à remplacer. Les vacances qui peuvent survenir dans le cours de l'année, soit par mort, soit par démission, tiennent lieu de la sortie ordinaire, et les membres nommés pour le remplacement doivent rester au moins cinq ans en fonction, et ne sortir que pour cause d'ancienneté.

(*Circul. du ministre de l'intérieur du* 13 *février* 1818.) Les candidats ne peuvent être pris que parmi les habitants ayant le domicile de droit dans le lieu où les administrations sont établies.

Le préfet pourvoit au remplacement de chaque membre sortant d'après une liste de cinq candidats présentés par l'administration. (*Ordonn. du* 6 *février* 1818 ; *ordonn. du* 31 *octobre* 1821.)

Les administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, se réunissent le 15 août de chaque année à l'effet de former une liste des cinq candidats à présenter pour le remplacement des membres qui doivent sortir à la fin de chaque exercice et de ceux qui sont morts ou démissionnaires. Cette liste est adressée au sous-préfet avant le 1er septembre, et ce dernier la transmet, avec son avis, au prefet avant le 1er octobre. (*Circ. du* 13 *février* 1818.)

Les membres des *bureaux de bienfaisance* peuvent entrer en fonctions sans avoir prêté serment entre les mains du maire. (*Voyez* le § VII.)

Le maire de la commune est le président-né du *bureau de bienfaisance;* il est suppléé dans la présidence par son adjoint toutes les fois que ce magistrat le remplace dans ses autres fonctions. Dans les autres cas, le maire est remplacé par un vice-président que le bureau est autorisé à élire parmi ses membres.

Le curé ou desservant ne peut, en cette qualité, siéger dans le *bureau de bienfaisance*. L'ordonnance du 31 octobre 1821 appelait le curé à prendre place dans les conseils de charité, mais l'ordonnance du 2 avril 1831 a supprimé ces conseils, comme nous le disons ci-dessus.

Les membres des *bureaux de bienfaisance* ne peuvent toucher personnellement aucun fonds. (*Loi du* 7 *frimaire an V*, *art.* 5.) C'est le receveur qui est chargé d'effectuer les recettes et les dépenses. Ce receveur est nommé par le préfet sur une liste de trois candidats présentés par le *bureau de bienfaisance*. (*Ordonn. du* 6 *juin* 1830, *art.* 3, *et du* 31 *mai* 1838, *art.* 50)

Le receveur n'est autre que le receveur municipal, toutes les fois que les recettes du *bureau* réunies à celles des hospices n'excèdent pas 30,000 fr., et que ce receveur demeure dans la commune dont le *bureau* dépend. Si elles excèdent 30,000 fr. et qu'il existe un hospice dans la commune, un receveur spécial peut être nommé pour les deux établissements ; au même cas, s'il n'existe pas d'hospice, un receveur spécial peut être chargé de la comptabilité du *bureau*.

L'art. 4 de l'ordonnance du 31 octobre 1821, autorise les *bureaux de bienfaisance* à nommer dans les divers quartiers des villes, pour les soins qu'il est jugé utile de leur confier, des adjoints et des dames de charité.

« Ces adjoints et ces dames partagent les soins du *bureau de bien-*

faisance, et rendent la répartition des secours plus éclairée et plus efficace.

« Dans quelques grandes villes, ces adjonctions par quartiers forment, dans chacun d'eux des sortes de *bureaux* secondaires, qui dépendent du *bureau* principal dont ils reçoivent les ordres et auquel ils rendent compte. Il n'y a point d'inconvénient à maintenir de telles dispositions partout où elles existent, pourvu que les formes en soient régularisées par arrêté du préfet, et que le siége de l'action administrative comme de la responsabilité reste dans le *bureau* principal: que par conséquent les adjonctions ne soient que des agences d'exécution. L'ordonnance du 31 octobre a prescrit des règles générales, afin d'avoir des garanties suffisantes ; mais il serait contraire à l'esprit qui l'a dictée d'exiger une minutieuse uniformité dans les détails qui se rapportent à leur application. » (*Instruction du 8 février* 1823.)

Les *bureaux de bienfaisance* peuvent également s'adjoindre des sœurs de charité. Pour les traités à passer avec elles et les attributions à leur déléguer, *voyez* CONGRÉGATIONS HOSPITALIÈRES.

Lorsqu'une commune est divisée en deux, le *bureau de bienfaisance* est dissous et remplacé par deux autres, un par chaque nouvelle commune ; et ses biens sont partagés entre eux dans la proportion de la population des deux communes. Toutefois, l'initiative sur ce point appartient aux commissions administratives qui peuvent proposer toute autre base équitable. (*Décision ministérielle du* 13 *avril* 1830.)

Il est à remarquer que la législation actuelle diffère de celles qui l'ont précédée, surtout en ce qu'elle n'impose pas la charité aux communes. Chacune d'elles est maîtresse de suivre ses inspirations, et d'accorder ou de refuser des subventions sur son budget pour les indigents ; les seules dépenses obligatoires sont celles relatives aux aliénés et aux enfants trouvés. Il suit de là que les communes ne sont tenues de fournir des *bureaux de bienfaisance* qu'autant qu'elles allouent des subsides pour les secours à domicile, ou que des dons et legs leur sont faits pour cet objet.

Les *bureaux de bienfaisance*, dans les vingt arrondissements de Paris, sont placés sous la direction du préfet de la Seine et la surveillance du conseil général d'administration des hospices.

Chaque bureau est composé : 1° du maire de l'arrondissement, président-né ; 2° des adjoints, membres-nés ; 3° de douze administrateurs ; 3° d'un nombre illimité de commissaires de bienfaisance et de dames de charité, qui n'assistent aux séances qu'avec voix consultative, et lorsqu'ils y seront invités par le bureau ; 5° d'un secrétaire trésorier.

Chacun des administrateurs est choisi par le ministre du commerce et des travaux publics, et sur l'avis du préfet, parmi quatre

candidats dont deux sont présentés par le conseil général des hospices, et deux par le *bureau* dont il devra faire partie.

Les *bureaux* se renouvellent par quart, chaque année. Les membres sortent par rang d'ancienneté.

Les commissaires de bienfaisance et les dames de charité sont nommés par les *bureaux*.

Les secrétaires trésoriers sont salariés et fournissent un cautionnement. Ils sont nommés par le préfet de la Seine.

Les règlements relatifs à la classification des indigents, au mode de distribution des secours et au nombre des médecins, des sœurs de la charité, qui doivent faire partie du service des secours à domicile dans chaque arrondissement, sont soumis par le préfet à l'approbation du ministre. (*Ordonnance du* 29 *avril* 1831.)

ORDONNANCE *du roi, du* 31 *octobre* 1821, *relative à l'administration des hospices et bureaux de bienfaisance.*

« Louis, par la grâce de Dieu, etc.

« Voulant donner aux hospices et aux *bureaux de bienfaisance* de nouvelles preuves de notre juste sollicitude ;

« Après nous être fait rendre compte des règlements généraux qui les régissent,

« Nous avons reconnu qu'il importe au bien de ces établissements de bien régler les formes et les garanties de leur comptabilité, et en même temps de les dispenser d'un trop fréquent recours à l'intervention du gouvernement.

« Nous avons aussi reconnu que s'il convient d'abroger les dispositions qui avaient pour plusieurs d'entre eux, augmenté le nombre de leurs administrateurs, précédemment fixé à cinq par les lois, il est utile, autant pour satisfaire une honorable émulation qu'afin de porter plus de lumières dans les délibérations qui doivent être soumises à l'autorité supérieure, de former des conseils composés de principaux fonctionnaires et de notables citoyens, dont l'assistance fortifiera l'administration, donnera de la solennité à ceux de ces actes qui en exigent, les entourera de plus de confiance, et fournira ainsi de nouveaux motifs aux bienfaits de la charité publique.

« A ces causes,

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur,

« Notre conseil d'Etat entendu,

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

TITRE Ier. — *Organisation.*

« ART. 1er. Les commissions gratuites chargées de l'administration des hospices sont partout composées de cinq membres.

« ART. 2. Ces commissions seront assistées par des conseils de charité, dont la composition et les attributions seront ci-après déterminées, et qui auront les mêmes fonctions auprès des *bureaux de bienfaisance* (1).

(1) Les conseils de charité ont été supprimés par une ordonnance royale du 2 avril 1831.

« ART. 3. Sont de droit membres des conseils de charité les archevêques et évêques, les premiers présidents et procureurs généraux des cours royales, et, à défaut de ceux-ci, les présidents et procureurs du roi des tribunaux de première instance, les présidents des tribunaux de commerce, les recteurs des académies, le plus ancien des curés, les présidents des consistoires, les vice-présidents des chambres de commerce et le plus ancien des juges de paix.

« Les autres membres de ces conseils, au nombre de cinq dans les villes ou communes ayant moins de cinq mille âmes, et de dix partout ailleurs, seront nommés et renouvelés dans les formes déterminées par notre ordonnance du 6 février 1818.

« ART. 4. Les règles prescrites par les commissions administratives des hospices, en ce qui concerne le nombre, la nomination et le renouvellement de leurs membres, sont communes aux *bureaux de bienfaisance.*

« Ces *bureaux* peuvent nommer dans les divers quartiers des villes, pour les soins qu'il est jugé utile de leur confier, des adjoints et des dames de charité.

« Les mêmes individus peuvent être à la fois membres des commissions administratives et des *bureaux de bienfaisance.*

« ART. 5. Les membres de ces commissions et de ces *bureaux* ne peuvent faire partie des conseils de charité.

« Les uns et les autres doivent avoir leur domicile réel dans le lieu où siégent ces conseils et ces administrations.

» ART. 6. A chaque renouvellement, les membres sortant des conseils de charité seront choisis de préférence pour remplir les places vacantes dans les commissions des hospices et dans les *bureaux de bienfaisance,* de même les membres sortant de ces administrations seront choisis de préférence pour les places vacantes dans les conseils de charité.

« ART. 7. Les services dans les commissions administratives des hospices et dans les *bureaux de bienfaisance* sont considérés comme des services publics, et comptent pour l'admission dans l'ordre royal de la Légion-d'honneur.

TITRE II. — *Attributions et service intérieur.*

« ART. 8. Les conseils de charité se réunissent, soit avec les commissions administratives des hospices, soit avec les *bureaux de bienfaisance,* pour les délibérations concernant les budgets annuels, les projets de travaux autres que de simple entretien, les changements dans le mode de gestion des biens, les transactions, les procès à intenter ou à soutenir, les emprunts, les placements de fonds, les acquisitions, ventes et échanges d'immeubles; les comptes rendus soit par l'administration, soit par les receveurs ; les acceptations de legs ou donations, et les pensions à accorder à d'anciens employés.

« ART. 9. Les conseils de charité ont, tous les ans, deux sessions ordinaires avec les commissions des hospices et avec les *bureaux de bienfaisance.*

« Ils peuvent être extraordinairement convoqués, mais seulement pour s'occuper des affaires qui donnent lieu à ces convocations.

« Les préfets déterminent d'avance les époques des sessions ordinaires et prescrivent ou autorisent les autres réunions.

« ART. 10. Toutes les fois que des affaires, intéressant à la fois les hospices et les *bureaux de bienfaisance,* demandent la réunion des deux administrations, les conseils de charité peuvent être convoqués.

« ART. 11. Les délibérations prises en vertu des articles 8, 9 et 10 ne peuvent

être exécutées qu'après avoir été approuvées soit par nous, soit par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, soit par nos préfets, conformément aux règles établies ou rappelées par les articles suivants.

« ART. 12. L'approbation doit toujours être précédée de l'avis des conseils municipaux, pour celles de ces délibérations qui sont relatives à des emprunts, à des acquisitions, ventes ou échanges d'immeubles, ou au règlement des budgets et des comptes des hospices ou *bureaux de bienfaisance* auxquels les communes donnent des subventions sur leurs octrois ou sur toute autre branche de leurs revenus.

« ART. 13. Doivent être soumis à l'approbation de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur les budgets qui excèdent cent mille francs, pour les divers établissements régis par une même commission d'hospices.

« A quelque somme que s'élèvent les budgets des *bureaux de bienfaisance*, ils sont définitivement réglés par les préfets.

« ART. 14. Il continuera à être procédé, conformément aux règles actuellement en vigueur, pour les acquisitions, ventes, échanges, baux emphytéotiques, emprunts et pensions, et conformément à l'article 4 de notre ordonnance du 8 août dernier, pour les constructions et reconstructions dont la dépense devra s'élever à plus de vingt mille francs.

« ART. 15. Toutes autres délibérations concernant l'administration des biens, les constructions, reconstructions et autres objets, et lorsque la dépense à laquelle elles donneront lieu devra être faite au moyen des revenus ordinaires de ces établissements, ou des subventions annuelles qui leur sont allouées sur les budgets des communes, seront exécutées sur la seule approbation des préfets, qui, néanmoins, devront en rendre immédiatement compte a notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur.

« ART. 16. Les commissions des hospices et les *bureaux de bienfaisance* pourront ordonner, sans autorisation préalable, les réparations et autres travaux dont la dépense n'excédera pas deux mille francs.

« ART. 17. Le service intérieur de chaque hospice sera régi par un règlement particulier proposé par la commission administrative et approuvé par le préfet. Ces règlements détermineront, indépendamment des dispositions d'ordre et de police, concernant le service intérieur, le nombre des aumôniers, médecins, chirurgiens, pharmaciens, employés et gens de service.

« Les préfets prescriront la rédaction de semblables règlements pour les *bureaux de bienfaisance*, partout où ils le jugeront utile.

« ART. 18. Les aumôniers sont nommés par les évêques diocésains, sur la présentation de trois candidats par les commissions administratives.

« Les médecins, chirurgiens, pharmaciens et agents comptables sont nommés par les préfets, sur une semblable présentation. Ils sont révocables dans les mêmes formes ; mais la révocation n'est définitive qu'après avoir été approuvée par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur.

« Tous les autres employés, à l'exception des receveurs dont il sera parlé ci-après, sont nommés par les commissions administratives et peuvent être révoqués par elles.

« Les mêmes dispositions sont applicables aux *bureaux de bienfaisance*.

« ART. 19. Les sœurs de charité employées dans les hospices, conformément au règlement du 18 février 1809, que leur âge ou leurs infirmités rendraient incapables de continuer leur service, pourront être conservées à titre de *reposantes*, à moins qu'elles n'aiment mieux se retirer, auquel cas il pourra leur être accordé des pen-

sions, si elles ont le temps de service exigé, et si les revenus de ces établissements le permettent.

TITRE III. — *Comptabilité.*

« ART. 20. Les commissions administratives et les *bureaux de bienfaisance* ne peuvent faire que des dépenses autorisées, ainsi qu'il est réglé par les articles précédents. Les receveurs sont personnellement responsables de tout payement qui ne résulterait point de ces autorisations ou qui les excéderait.

« ART. 21. Ces comptables ont seuls qualité pour recevoir et pour payer. A l'avenir, les recettes et les payements effectués sans leur intervention, ou faits de toute autre manière en contravention au présent règlement, donneront lieu à toutes répétitions et poursuites de droit.

« ART. 22. Ces receveurs sont nommés par notre ministre secrétaire d'État de l'intérieur, sur une liste de trois candidats présentés par les commissions administratives ou par les *bureaux de bienfaisance* et sur l'avis des préfets (1). Leur cautionnement et leurs remises sont réglés dans les formes, en observant les proportions déterminées pour le cautionnement et les remises des receveurs des communes. Ils peuvent toutefois être autorisés à faire leur cautionnement en immeubles, et leurs remises peuvent être augmentées lorsque cela est indispensable. Ces dispositions exigent l'avis du conseil de charité.

« ART. 23. Les cautionnements en numéraire sont versés, à titre de dépôt et de prêt, dans les caisses des monts-de-piété.

« S'il n'y a point de monts-de-piété dans les villes où sont les établissements de charité, et qu'il y en ait un dans le département, celui-ci reçoit le dépôt. S'il y en a plusieurs, le préfet désigne celui qui doit le recevoir. S'il n'y en a point dans le département, la désignation est faite par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur.

« ART. 24. Lorsque les recettes des hospices réunies des *bureaux de bienfaisance* n'excèdent pas vingt mille francs, elles sont confiées à un même receveur ; lorsqu'elles n'excèdent pas dix mille francs, elles sont confiées au receveur municipal.

« Il peut n'y avoir qu'un même receveur pour les hospices et les *bureaux de bienfaisance,* et leurs recettes réunies peuvent être confiées au receveur municipal, lors même qu'elles s'élèvent au-dessus des proportions ci-dessus déterminées; mais, dans ce cas, la mesure ne peut avoir lieu que du consentement des administrations respectives et des conseils de charité.

« ART. 25. Indépendamment des vérifications de caisse et d'écritures, auxquelles les administrations peuvent, toutes les fois qu'elles le jugent utile, soumettre leurs receveurs, les préfets sont tenus de les faire vérifier au moins deux fois par an, et d'en transmettre les procès-verbaux à notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur.

« ART. 26. Des vérifications extraordinaires des mêmes comptables seront confiées aux inspecteurs des finances pendant leur inspection dans les départements. A cet effet, notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur adressera la désignation des

(1) L'ordonnance du 6 juin 1830 a autorisé les préfets à nommer les receveurs des établissements dont ils règlent les budgets, et par conséquent ceux de tous les *bureaux de bienfaisance.*

receveurs à vérifier, avec ses instructions particulières, à notre ministre secrétaire d'Etat au département des finances, qui donnera, en conséquence, aux inspecteurs, les ordres nécessaires, et transmettra ensuite à notredit ministre de l'intérieur les résultats de ces vérifications.

« ART. 27. Les inspecteurs des finances devront se renfermer dans les ordres qu'ils auront reçus en vertu de l'article précédent. Ils ne pourront néanmoins se refuser, pendant le cours de leur tournée, à toutes autres vérifications des mêmes comptables, demandées par les préfets, auxquels ils auront soin de donner connaissance de toutes celles qu'ils auront faites, et d'adresser sur chacune d'elles les observations qu'ils jugeront utiles au bien du service.

« ART. 28. Les receveurs des établissements de charité sont tenus de rendre, dans les premiers six mois de chaque année, les comptes de leur gestion pendant l'année précédente. Ces comptes, après avoir été examinés dans les réunions prescrites par l'article 8, et revêtus des observations résultant de cet examen, seront immédiatement transmis aux préfets pour être définitivement jugés et arrêtés, conformément à nos ordonnances des 21 mars 1816 et 21 mai 1817.

« ART. 29. Les arrêtés de compte seront notifiés dans le mois aux administrations et aux comptables qu'ils concerneront, sans préjudice de la faculté laissée aux parties d'en réclamer plus tôt une expédition. Le recours réservé par notre ordonnance du 21 mai 1817 devra être exercé dans les trois mois de la notification ou de la délivrance de l'expédition, l'une et l'autre constatées par le reçu de la partie intéressée.

« ART. 30. Les préfets pourront prononcer la suspension de tout receveur des hospices ou *bureaux de bienfaisance* qui n'aurait pas rendu ses comptes dans les délais prescrits par les articles précédents, ou qui les aurait rendus d'une manière assez irrégulière pour déterminer cette mesure de rigueur.

« La suspension entraînera telles poursuites que de droit, soit qu'il y ait nécessité d'envoyer, aux frais du receveur, un commissaire pour l'apurement de ses comptes, soit que déclaré en débet faute d'avoir justifié de l'emploi des sommes dont il était chargé en recette, il y ait lieu de prendre inscription sur ses biens, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 24 mars 1812.

« ART. 31. Tout arrêté de suspension sera suivi de la révocation du comptable, s'il n'a pas rendu ses comptes dans les délais qui lui auront été fixés par ledit arrêté, ou s'il résulte de leur examen des charges suffisantes pour motiver cette mesure.

« Les révocations sont prononcées par notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, d'après l'avis des préfets, lesquels ne peuvent les donner qu'après avoir entendu les commissions administratives ou les *bureaux de bienfaisance.*

« ART. 32. Les préfets useront des mêmes moyens contre tout receveur dans la gestion duquel des vérifications faites comme il est réglé par la présente ordonnance, auraient constaté soit une infidélité, soit un déficit ou un désordre grave, ou une négligence coupable.

« ART. 33. Lorsque les mesures de rigueur, prévues par les articles qui précèdent, concerneront un receveur de commune se trouvant en même temps receveur d'établissements charitables, il en sera immédiatement donné connaissance à notre ministre secrétaire d'Etat des finances, qui, s'il y a lieu, prononcera la révocation, après s'être concerté avec notre ministre de l'intérieur.

« ART. 34. Les comptes d'administration des commissions des hôpitaux et des

bureaux de bienfaisance seront, dans les mêmes délais que les comptes des receveurs, rendus aux préfets, qui prononceront sur ceux de ces comptes concernant les établissements dont ils règlent les budgets, et soumettront les autres, avec leur avis, à notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur.

TITRE IV. — *Dispositions générales et transitoires.*

« ART. 35. Il n'est rien innové par la présente ordonnance à l'organisation administrative du service des hospices et des secours dans notre bonne ville de Paris (1). Lui seront toutefois applicables les dispositions d'ordre et de comptabilité résultant des articles 13, 14, 15, 16, 20, 21, 25, 26, 28, 29, 30, 31, 32 et 34. Il n'est également rien innové aux formes particulières d'administration établies pour l'hôpital royal des Quinze-Vingts, les instituts des Sourds-Muets, des jeunes Aveugles et l'hospice de Charenton. Seulement, les mêmes règles de comptabilité s'appliqueront par analogie à ces établissements, à l'exception du règlement des comptes, lequel continuera à être fait par notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur.

« ART. 36. Les dispositions des décrets et ordonnances relatives au service des hospices et *bureaux de bienfaisance*, non abrogées ou modifiées par la présente ordonnance, continueront à être exécutées.

« ART. 37. Les changements ordonnés par les dispositions qui précèdent, dans l'organisation administrative de l'un et de l'autre service, recevront leur exécution à dater du 1er janvier 1822.

« Là où les membres actuels des commissions des hospices ou des *bureaux de bienfaisance* excéderont le nombre de cinq, fixé par l'article 1er, la réduction s'opérera par une nouvelle nomination faite parmi les membres en exercice. »

La loi du 24 juillet 1867 contient des modifications importantes à l'administration des communes. De ce nombre se trouve une disposition particulière relative à la création des *bureaux de bienfaisance*. L'article 14 de cette loi, cité en tête de ce paragraphe, confère aux préfets le droit d'autoriser cette création après avoir pris l'avis des conseils municipaux. Ce droit concédé aux préfets est une amélioration fort importante. Avant cette modification, les préfets n'avaient pas le droit de conférer aux communes la création des *bureaux de bienfaisance*, lesquels ne pouvaient avoir d'existence légale qu'autant qu'ils étaient autorisés par un acte du gouvernement. Un arrêté préfectoral ne suffisait pas ; un acte du pouvoir souverain pouvait seul conférer cette existence légale. Il en résultait un grave inconvénient, c'est que cette nécessité de recourir forcément à l'intervention du gouvernement était souvent un obstacle qui retenait les communes pour entreprendre un établissement de ce genre et chercher les ressources nécessaires pour réaliser cette création. Aujourd'hui cet obstacle a disparu puisque la seule autorisation des préfets suffit.

(1) Les *bureaux de bienfaisance* de Paris ont été réorganisés par une ordonnance spéciale, du 29 avril 1831. Nous croyons inutile de la reproduire.

Une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 3 août 1867, contient des instructions relatives à l'exécution de cette loi. Elle est ainsi conçue :

« Monsieur le préfet,

« Aux termes de l'article 14, il vous appartient d'autoriser l'établissement des *bureaux de bienfaisance*, après avoir pris l'avis des conseils municipaux. En vous conférant cette autorisation, le législateur s'est proposé d'encourager la distribution des secours à domicile, que facilite la création de ces modestes mais excellentes institutions.

« Dans l'intérêt même de ces établissements, et pour assurer leur stabilité, vous aurez soin d'exiger, avant de prendre une décision, qu'ils soient pourvus d'une dotation d'au moins 50 francs, soit en revenus d'immeubles, soit en rentes sur l'Etat, sans compter les subventions qui peuvent être accordées par les conseils municipaux et les recettes légalement attribuées aux pauvres, telles que le tiers du produit des concessions de terrains dans les cimetières et le droit établi en faveur des indigents, à l'œuvre des spectacles, bals et concerts.

« Si des dons et legs de capitaux ou des remboursements sont faits aux *bureaux de bienfaisance*, ils devront être employés en achat de rentes trois pour cent sur l'Etat, à moins de vœux contraires formellement exprimés par les bienfaiteurs.

« En ce qui concerne la composition des commissions administratives, vous n'aurez qu'à vous reporter au décret du 23 mars 1852, qui, comme vous le savez, a été rendue applicable aux *bureaux de bienfaisance* par le décret du 17 juin suivant.

« La loi nouvelle n'apporte aucun changement à la jurisprudence sur les affaires connexes, telle qu'elle résulte de l'avis du conseil d'Etat du 27 décembre 1855. En conséquence, toutes les fois que la création d'un *bureau de bienfaisance* sera liée à l'autorisation d'une libéralité entre vifs ou testamentaire, sur laquelle il appartiendrait au gouvernement de se prononcer, vous voudrez bien joindre au dossier les pièces relatives à la création de l'établissement, de manière qu'un seul et même décret puisse statuer sur l'ensemble de l'affaire.

« Il est de principe que les revenus des *bureaux de bienfaisance* doivent servir à distribuer des secours à domicile ou à faire soigner, au sein de leurs familles, les indigents malades ou infirmes, qui, sans ce secours, seraient obligés de demander leur admission dans un hôpital. Aussi, un *bureau* ne pourrait-il, à moins de fondation expresse, appliquer les ressources à la création de lits dans un hospice ou à l'établissement d'écoles, de salles d'asile, etc.

« Enfin je vous recommande, Monsieur le préfet, de veiller à ce que les secours destinés aux pauvres leur soient distribués, sans distinction de culte ou de catégories, et d'exiger chaque année, indépendamment du compte administratif, la production du compte moral prescrit par l'instruction du 8 février 1823 et la circulaire du 10 mars 1866. »

DÉCRET *du* 23 *mars* 1852 *qui détermine la composition des commissions administratives des hospices et hôpitaux.*

« LOUIS-NAPOLÉON, président de la république française ;

« Vu l'article 6 de la loi du 7 août 1851, portant qu'un règlement d'administration publique déterminera la composition des commissions administratives des hospices et des hôpitaux ;

« Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce,

« Le conseil d'Etat entendu, décrète :

« ART. 1er. Les commissions administratives des hospices et hôpitaux sont composées de cinq membres nommés par le préfet et du maire de la commune.

« La présidence appartient au maire ; il a voix prépondérante au cas de partage.

« En cas d'absence du maire, la présidence appartient au plus ancien des membres présent, et, à défaut d'ancienneté, au plus âgé.

« Les fonctions des commissions administratives sont gratuites.

« ART. 2. Les commissions administratives sont renouvelées chaque année par cinquième.

« Le renouvellement est déterminé par le sort pendant les quatre premières années, et ensuite par l'ancienneté.

« Les membres sortants sont rééligibles.

« En cas de remplacement dans le cours d'une année, les fonctions du nouveau membre expirent à l'époque où auraient cessé celles du membre qui l'a remplacé.

« ART. 3. Les commissions administratives peuvent être dissoutes par le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce, sur la proposition ou l'avis du préfet.

« Les membres de ces commissions peuvent être individuellement révoqués dans la même forme.

« ART. 4. Le nombre des membres des commissions administratives peut, en raison de l'importance des établissements ou des circonstances locales, être porté à plus de cinq, par des décrets spéciaux, rendus sur l'avis du conseil d'Etat.

« ART. 5. Il n'est pas dérogé, par le présent décret, aux ordonnances, décrets et autres actes du pouvoir exécutif, en vertu desquels l'administration de certains hospices et hôpitaux est organisée d'une manière spéciale.

« ART. 6. Le ministre de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois.* »

Un autre décret du 17 juin de la même année 1852 rend applicables aux commissions administratives des *bureaux de bienfaisance*, les dispositions du décret précité du 23 mars 1852, relatif à la composition des commissions administratives des hospices et des hôpitaux.

Quoique la loi soit muette à cet égard, il convient de ne point faire entrer dans un même *bureau de bienfaisance* deux ou trois proches parents, autrement le *bureau* serait une sorte de conseil de famille, ce qui pourrait avoir de graves inconvénients. (*Instruct. minist. du 14 février 1823 et du 8 février 1853.*)

§ III. *Biens et dotations des* BUREAUX DE BIENFAISANCE.

La confiscation ayant frappé les *bureaux* de charité comme les hospices, le législateur dut les faire participer aux mêmes réparations : ainsi, d'une part, la loi du 20 ventôse an V leur rendit communes les dispositions de la loi du 5 vendémiaire an V, qui avait remis les hospices en possession de leurs biens non vendus, et avait

ordonné qu'il leur fût délivré des biens nationaux en remplacement de ceux aliénés ; d'autre part, l'arrêté du 9 fructidor an IX leur rendit pareillement communes celles de la loi du 4 ventôse an IX, qui avait affecté aux hospices les rentes célées au domaine et les biens usurpés sur l'Etat. Par application de cet arrêté, le décret du 12 juillet 1807 déclara que « les biens et revenus qui avaient appartenu à des établissements de bienfaisance sous le nom de *caisse de secours, de charité ou d'épargne*, etc., étaient mis à la disposition des *bureaux de bienfaisance* dans l'arrondissement desquels ils se trouvaient situés, à la charge par ces administrations de se conformer, pour l'emploi, au but institutif de chaque établissement. »

La dotation des *bureaux de bienfaisance* se compose :

1° Des biens qui leur ont été restitués ou attribués par les lois des 16 vendémiaire an V et 20 ventôse an V ; par la loi du 4 ventôse an IX et l'arrêté du 27 prairial suivant, et par le décret du 12 juillet 1807 ;

2° De ceux qu'ils ont pu acquérir depuis à titre onéreux ou gratuit;

3° Des dons et legs qu'ils sont autorisés à accepter ;

4° De la part qui leur est attribuée par le préfet dans la perception établie sur les amusements publics ;

5° Des allocations qui leur sont faites par les conseils municipaux ;

6° Et du produit des souscriptions, troncs, quêtes et collectes. (*Voyez* ci-après, p. 590, l'arrêté du 5 prairial an XI.)

§ IV. *Distribution des secours à domicile.*

Les secours administrés par les *bureaux de bienfaisance* doivent consister principalement en pain, soupe, vêtements, combustibles et vêtements nécessaires. (*Loi du 7 frimaire an V, art.* 10.) Les secours peuvent consister aussi à donner du travail, proposer l'établissement d'ateliers de charité, payer les mois de nourrice.

Lorsque les *bureaux de bienfaisance* ont des ressources suffisantes, ils peuvent placer en apprentissage, chez des maîtres capables et de bonne vie et mœurs, les enfants de quelques familles indigentes. Les traités d'apprentissage passés entre les parents et les maîtres, sous les auspices et la garantie du *bureau de bienfaisance*, sont obligatoires pour les parties, et l'administration supérieure les approuve toutes les fois que les *bureaux de bienfaisance* n'ont point contracté, par les traités de cette espèce, des engagements qu'ils seraient hors d'état de remplir, sans y consacrer des sommes destinées à d'autres secours.

Les indigents inscrits sur les contrôles des *bureaux de bienfaisance*, peuvent au moyen de certificats délivrés par ces *bureaux*, obtenir des passe-ports gratuits, l'exemption des droits d'enregistrement, la

remise ou une modification des impôts et patentes, la délivrance gratuite des actes de l'état civil, et l'inhumation gratuite pour eux et leurs enfants. (*Ordonn. du 2 juillet* 1816, *art.* 78.)

Les *bureaux de bienfaisance* ne doivent distribuer des secours que dans leur circonscription.

Une instruction ministérielle du 8 février 1823 règle ainsi les secours à domicile que doivent distribuer les *bureaux de bienfaisance* :

« Les *bureaux de bienfaisance* étant les auxiliaires-nés des hospices, peuvent éviter à ces établissements une grande dépense, au moyen d'une sage distribution de secours à domicile. En effet, il n'est point de père de famille qui ne s'estime heureux, lorsqu'il est atteint de maladie, de pouvoir rester près de sa femme et de ses enfants, et pour cela il suffit d'alléger une partie de sa dépense par des distributions de médicaments et de secours à domicile : en conséquence, on ne peut mieux entendre la charité qu'en multipliant les secours à domicile et en leur donnant la meilleure direction possible.

« Tous les malheureux ont droit aux secours, toutes les fois que la force des circonstances les met dans l'impossibilité de fournir à leurs premiers besoins; ce sont donc ces besoins que les *bureaux de bienfaisance* doivent constater, car autant on doit s'empresser de secourir le véritable indigent, autant on doit éviter, par une distribution aveugle, d'alimenter l'oisiveté, la débauche et les autres vices dont le résultat inévitable est la misère.

« Une des principales choses dont les *bureaux de bienfaisance* ont à s'occuper, est de s'assurer si l'indigent qui se présente pour être secouru a le domicile de secours (1) voulu par la loi du 15 octobre 1793 (24 vendémiaire an II).

« Il est bon de tenir un livre des pauvres, où l'on inscrit tous les indigents qui sont assistés.

« Ce livre est divisé en deux parties : la première, pour les indigents temporairement secourus, et la seconde pour les indigents secourus annuellement.

« Dans la première partie on comprend les blessés, les malades, les femmes en couche ou nourrices, les enfants abandonnés, les orphelins et ceux qui se trouvent dans des cas extraordinaires et imprévus.

« Dans la seconde partie sont portés les aveugles, les paralytiques, les cancérés, les infirmes, les vieillards, les chefs de famille surchargés d'enfants en bas âge. Les infirmités qui donnent droit aux secours annuels doivent être constatées par les médecins attachés au *bureau de bienfaisance.*

« Les listes dont il s'agit sont arrêtées par ces *bureaux* en assemblée ; on ne doit pas y comprendre un plus grand nombre d'indigents que n'en peut secourir l'établissement.

« On porte dans la formation de ces listes de la sévérité ; car, comme il est souvent impossible de secourir tous les pauvres, et que ceux qui sont secourus ne peuvent l'être que dans une proportion inférieure à leurs besoins, il y a un choix à faire, et la justice, ainsi que l'humanité, exigent que ce choix soit en faveur des plus malheureux.

« Cet examen doit porter sur l'âge, les infirmités, le nombre d'enfants, les causes

(1) Le domicile de secours ne s'acquiert, d'après cette loi, que par le laps d'une année de domicile réel dans la commune.

de la misère, les ressources qui sont à leur disposition, et leur conduite. Du moment où les motifs qui ont fait admettre un pauvre aux secours n'existent plus, les secours doivent cesser ; ils doivent cesser également s'ils sont plus nécessaires à d'autres.

« Si le pauvre abuse des secours qu'il reçoit, il mérite d'être puni, ce qui pourra avoir lieu en le privant des secours pour quelque temps ou pour toujours.

« C'est, autant que possible, en nature que les secours doivent être distribués. Le pain, la soupe, les vêtements et les combustibles sont les objets qui peuvent le mieux remplir les besoins : les soupes aux légumes forment aussi une ressource facile et économique.

« On s'applique surtout, autant que les localités le permettent, à procurer du travail aux indigents valides. A défaut de manufacturiers ou de maîtres artisans, on peut proposer l'établissement d'ateliers de charité.

« Les *bureaux de bienfaisance* ne doivent pas borner leurs soins à la distribution des secours à domicile, ils doivent encore les étendre aux écoles de charité. Ces écoles font une des parties les plus intéressantes de leur administration, car si, par des secours appliqués avec discernement, ils soutiennent la vieillesse sans ressources, d'un autre côté, par une éducation morale et religieuse, ils disposent les enfants à se garantir un jour du fléau de la misère, en leur inculquant l'amour du travail, l'esprit d'ordre, d'économie et de prévoyance.

« En conséquence, il ne suffit pas d'apprendre aux enfants à lire, à écrire et à compter, il est bien plus important encore de leur former le cœur et d'y jeter les semences de la religion. Pour atteindre ce but, les *bureaux de bienfaisance* ne doivent pas perdre de vue que, dans le choix des maîtres, ils devront donner la préférence à ceux qui, par leurs lumières, leur piété et leur zèle, peuvent faire espérer l'instruction religieuse la plus convenable et la plus solide ; ne pas perdre de vue que les frères de la doctrine chrétienne et les sœurs de charité offrent, sous ce rapport, des avantages qu'il est rare de trouver dans les autres individus. »

§ V. *Quêtes dans les églises par les* BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Un arrêté du 5 germinal an IX avait autorisé les administrateurs des hospices et des *bureaux de bienfaisance* à quêter dans les temples consacrés à l'exercice des cérémonies religieuses, et à confier la quête, soit aux filles de la charité, soit à telles autres dames charitables qu'ils jugeraient convenable. Cette dernière faculté ayant entraîné des abus, un décret du 12 septembre 1806 intervint, d'après lequel les administrateurs ne sont autorisés à faire la quête que par eux-mêmes. (*Voyez* ci-après ce décret et le rapport qui le précède.)

Le décret du 30 décembre 1809 reconnaît cemême droit aux *bureaux de bienfaisance ;* l'article 75 porte : « Tout ce qui concerne les quêtes dans les églises sera réglé par l'évêque, sur le rapport des marguilliers, sans préjudice des quêtes pour les pauvres, lesquelles devront toujours avoir lieu dans les églises toutes les fois que les *bureaux de bienfaisance* le jugeront convenable. »

Il résulte de cette disposition combinée avec celles du décret du 12 septembre 1806, que les administrateurs des *bureaux de bien-*

faisance sont autorisés à faire par eux-mêmes des quêtes dans les églises ; mais ils ne sont plus autorisés, comme ils l'étaient par l'arrêté du 5 prairial an XI, à confier ces quêtes, soit aux filles de charité, soit à telles autres dames qu'ils le jugeront convenable.

Si ces administrateurs veulent quêter par eux-mêmes, ils n'ont pas besoin de demander, à cet égard, l'agrément préalable du curé. La loi déroge, pour ce cas spécial, dit le *Journal des conseils de fabriques*, au droit de police dont le pasteur est investi. Elle donne elle-même l'autorisation et l'agrément qu'il serait, en thèse générale, appelé à donner, par ce qu'elle suppose que les administrateurs des *bureaux de bienfaisance* présentent toutes les garanties de moralité, de convenance et de gravité nécessaires. Mais, si ces administrateurs, au lieu de quêter eux-mêmes, veulent faire effectuer la quête par d'autres personnes, quelles qu'elles soient, la disposition exceptionnelle de la loi ne s'étend pas jusque-là ; les principes généraux reprennent leur force ; le droit du pasteur renaît, et on retombe sous l'application du droit commun. En effet, il n'y a plus les mêmes présomptions ; les motifs qui avaient légitimé les exceptions n'existent plus. On ne peut réclamer la même confiance que la loi accorde aux admninistrateurs des *bureaux de bienfaisance* pour toutes les personnes que ces administrateurs délégueraient en leur lieu et place.

Par suite, lorsque les administrateurs du *bureau de bienfaisance* quêtent dans une église, le curé peut, s'il le croit nécessaire, leur adresser des observations ; mais il ne doit pas, à moins de motifs très-graves, empêcher la quête ; il doit se borner, s'il y a lieu, à transmettre ses réclamations à l'évêque ou au préfet. Si, au contraire, ce sont d'autres personnes que les administrateurs qui se présentent pour quêter, le curé est en droit, si son agrément n'a pas été obtenu, de faire suspendre et d'empêcher la quête immédiatement et de sa propre autorité.

Les empiètements sur les droits de l'Église ne font que s'accroître, mais il faut que le clergé maintienne son indépendance et lutte courageusement contre les prétentions exorbitantes de l'autorité civile. Elle s'est arrogé le droit de faire quêter les *bureaux de bienfaisance* dans les églises, comme si ce n'était pas un principe indubitable qu'il n'appartient qu'aux évêques d'ordonner ou de permettre des *quêtes* dans l'intérieur des temples catholiques. Ils ont bien voulu tolérer que les administrateurs des *bureaux de bienfaisance* quêtassent eux-mêmes pour les pauvres ; c'est là certes une concession assez large, mais comme l'autorité civile est de sa nature envahissante, on en a tiré en certains lieux cette conséquence que les *quêtes* pour les pauvres dans les églises sont un droit réservé aux autorités municipales, qu'elles ne peuvent avoir lieu sans l'autorisation de ces mêmes autorités ; c'est-à-dire, en d'autres termes, que le monopole

des aumônes recueillies, même dans les églises, appartient à la municipalité, et que la charité des fidèles ne peut être sollicitée dans le temple sans la permission du maire.

L'énoncé d'une semblable théorie, d'une prétention si exorbitante qui blesse l'indépendance des assemblées religieuses, suffirait, assurément, pour démontrer combien elle est incompatible avec les notions les plus élémentaires de la justice et de la liberté, Aussi ne nous y arrêterions-nous pas si elle n'était la traduction d'une législation mal comprise et susceptible, jusqu'à un certain point, de cette malheureuse interprétation. Il nous semble donc utile d'éclairer par quelques faits et par une rapide discussion l'état du droit en cette matière, les conséquences qu'il peut avoir et les réformes qu'il appelle.

Que l'aumône doive être un acte essentiellement libre, dit avec beaucoup de raison M. H. de Riancey dans un excellent article publié sur cette question dans l'*Ami de la religion*, que celui qui donne puisse donner comme il veut, quand il le veut et à qui il veut, c'est là évidemment un principe qui paraît hors de toute contestation. Que dans une société où la liberté de la religion catholique est solennellement reconnue, proclamée et garantie, les ministres de cette religion soient libres de solliciter, comme cela est leur devoir essentiel, la charité des fidèles, laquelle est pour ces fidèles un devoir étroit et la première des vertus ; que les fidèles, de leur côté, soient libres de déposer entre les mains de leurs pasteurs, ou des administrateurs préposés au temporel de l'église, les aumônes dont ils voudront leur confier la disposition : ce sont encore là des axiômes dont on rougirait d'avoir à démontrer l'évidence.

En résumé, liberté de la charité, liberté de l'aumône, liberté de l'Eglise ; que chacun choisisse le ministre de ses libéralités ; que loin de restreindre les limites de la bienfaisance on l'étende ; que nul, ni pouvoir civil, ni pouvoir municipal, ne puisse émettre une prétention arbitraire, partielle ou exclusive, sur telle ou telle nature de dons ou d'offrandes ; que l'autorité spirituelle soit la maîtresse des collectes qui lui sont confiées, et qu'elle seule donne les autorisations qu'elle jugera convenable aux fidèles ou aux corps qui voudront solliciter la miséricorde des chrétiens rassemblés dans le lieu saint dont elle est la gardienne ; c'est à ce prix seulement que la hiérarchie, l'ordre des pouvoirs, la pratique de tous les temps, la nature même des choses, seront respectés.

Mais on objecte des dispositions législatives. Voyons donc sur quoi elles reposent. En vertu de quel principe, ou plutôt de quel prétexte, les commissions laïques municipales de bienfaisance prétendent-elles un droit quelconque sur l'aumône des fidèles, sur la bourse des citoyens. En vertu de quelle autorité le ministre de l'intérieur, ou

même l'empereur, se substituant au pouvoir spirituel, viennent-ils permettre à telle ou telle administration de faire une quête dans l'intérieur même de l'église ?

Ils s'appuient sur la loi du 27 novembre 1796 (1). Mais comment, en fait, arguer d'une loi rendue lorsque les temples étaient fermés, pour s'en faire ouvrir arbitrairement l'entrée ? Comment, en droit, attenter à la liberté de l'Église en vertu d'une loi rendue dans un temps où l'Église était proscrite et captive ? Le concordat n'était-il pas venu stipuler l'indépendance de la religion ? L'article 76 de la loi du 18 germinal an X n'avait-il pas reconnu aux fabriques le droit d'*administrer les aumônes ?*

Le droit et la raison étaient contre les *bureaux de bienfaisance.* On essaya d'y suppléer par la force. Le ministre de l'intérieur proposa un projet de décret qu'il soumit au conseil d'État, et dont les considérants étaient ainsi conçus :

« L'administration des dons et aumônes offerts en faveur des pauvres, ainsi que le produit des quêtes et des collectes faites en leur faveur, fait essentiellement partie des attributions des commissions charitables instituées par les lois des 16 vendémiaire et 7 frimaire an V, et l'administration des aumônes dévolue aux fabriques par la loi du 18 germinal an X n'a pour objet que les aumônes offertes pour les frais du culte, l'entretien et la conservation des temples. »

Ce projet exorbitant, qui, d'une part, consommait le plus détestable envahissement, et, de l'autre, dépouillait les fabriques et les pasteurs de la libre disposition des aumônes, fut attaqué avec la plus grande vigueur, par M. de Portalis, dans un rapport très-remarquable adressé le 16 avril 1806 à l'empereur. Ce document, peu connu, et que, pour ce motif, nous rapportons ci-après, contient les doctrines les plus saines et les idées les plus élevées et les plus justes sur la liberté de la charité, et nous croyons, en en reproduisant ici les principaux passages, être utile à cette sainte cause.

« L'administration des aumônes, dit M. de Portalis, n'est et ne peut être le privilége exclusif d'aucun établissement quelconque. Sans doute, les commissions charitables sont des institutions utiles, mais ce serait dénaturer leur caractère et peut-être même détruire leur utilité que de les transformer en institutions exclusives. La bienfaisance souffle comme elle veut et où elle veut ; si vous ne la laissez pas respirer librement, elle s'éteindra ou elle s'affaiblira dans la plupart de ceux qui sont disposés à l'exercer. J'ajoute que ce serait mal connaître l'intérêt des pauvres que de les isoler en quelque sorte de toutes les âmes religieuses qui peuvent les protéger et les secourir : tel confie ses aumônes à une fabrique qui ne les confierait pas à un

(1) Cette loi est rapportée ci-dessus, page 571.

autre établissement. Loin de prescrire des limites et des conditions imprudentes à la bienfaisance, il faut lui ouvrir toutes les voies qu'il lui plaira de choisir pour s'étendre. Le considérant du projet d'arrêté est donc inconciliable avec tous les principes, avec la pratique de tous les temps et avec la nature même des choses. »

En ce qui touche le droit des fabriques d'administrer les aumônes qu'elles reçoivent, M. de Portalis reprend : « Pour exclure quelqu'un de ce droit, il faudrait aller jusqu'à dire qu'il leur est interdit de recevoir les aumônes, c'est-à-dire, il faudrait détruire la liberté naturelle qu'ont les hommes qui consacrent une partie de leur fortune à des aumônes, de choisir les agents de leur bienfaisance et de leur libéralité. »

L'illustre rapporteur prouve ensuite que la loi de germinal a consacré pour les fabriques le droit qu'on veut leur enlever : « J'en atteste l'histoire de tous les temps, ajoute-t-il, les fabriques ont toujours été en possession de recevoir des aumônes et de les administrer. La religion a été la première amie du pauvre, et il est impossible de méconnaître tout ce que l'humanité lui doit. »

C'est sous l'influence de cette belle discussion que la prétention des *bureaux de bienfaisance* sur le monopole des quêtes fut rejetée. Ils se virent réduits à la simple *autorisation* de faire quêter. C'était déjà trop.

Trente ans durant, le débat en demeura à ce point. Mais en 1831, il fut tout-à-coup renouvelé avec une violence plus grande que jamais. Un avis du conseil d'Etat, du 6 juillet, et une lettre du ministre de l'intérieur au préfet de la Seine, le 14 mai 1838, établirent comme *évident* le droit *exclusif* des *bureaux de bienfaisance* à faire des quêtes et des collectes.

A cette doctrine si étrange et si intolérable, Mgr Affre répond, dans son *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, par des arguments péremptoires. Il ne connaissait pas alors les rapports de M. Portalis, encore inédits. Mais il montre combien le privilége attribué aux *bureaux de bienfaisance* serait *odieux*, et il termine en disant : « Il serait étrange que dans une société où tout ce que les lois n'interdisent pas, alors même qu'il blesse la morale, est toléré, permis, quelquefois même encouragé par l'administration, il fût défendu, dans le silence des lois, de faire l'œuvre par excellence de la charité, que Dieu a si spécialement bénie, et à laquelle nul homme n'ose refuser ses hommages ! Revenons au texte de la loi. Il n'y a pas d'exclusion formelle contre les curés. Si elle renfermait quelque disposition douteuse, ce serait le cas, ou jamais, de lui appliquer l'axiôme : *Odia restringenda*. Il ne sera jamais possible au législateur de proscrire les appels publics à la charité. On commandera en vain à des hommes et surtout à des chrétiens de ne pas élever la voix

pour exhorter leurs semblables à couvrir la nudité ou à soulager la faim, avant d'en avoir obtenu la permission d'un *bureaux de bienfaisance !*

« S'il n'y a aucune loi à nous opposer, nous en avons de nombreuses en notre faveur et qui n'ont rien d'obscur. Nous avons la loi naturelle, loi universelle, aussi ancienne que le monde, promulguée partout où il y a des hommes. Nous avons la loi de tous les peuples civilisés ; nous avons nos livres sacrés, toutes nos traditions ; tous nos enseignements ! »

Devant de telles paroles et de telles autorités, le doute n'est plus possible. Il reste, à la vérité, un texte de décret qui *autorise* les *bureaux de bienfaisance ;* mais quant à leur monopole, il ne saurait être invoqué sans la plus odieuse violation de tous les principes.

Or, ce texte, il est évidemment à réformer. Il faut, de plus, que la loi de frimaire an V (novembre 1796) soit complètement revisée et refondue : c'est trop déjà qu'elle ait pu servir de base ou même de prétexte à d'aussi étranges empiétements.

ARRÊTÉ *du ministre de l'intérieur, du 5 prairial an XI* (25 *mai* 1803), *sur les quêtes des bureaux de bienfaisance, les troncs et les collectes* (1).

« Vu l'article 8 de la loi du 7 frimaire an V (27 novembre 1796), arrête ce qui suit :

« ARTICLE 1er. Les administrateurs des hospices et des *bureaux de bienfaisance* organisés dans chaque arrondissement, sont autorisés à faire quêter dans tous les temples consacrés à l'exercice des cérémonies religieuses, et à confier la quête, soit aux filles de charité vouées au service des pauvres et des malades, soit à telles autres dames charitables qu'ils jugeront convenable.

« ART. 2. Ils seront pareillement autorisés à faire poser dans tous les temples, ainsi que dans les édifices affectés à la tenue des séances des corps civils, militaires et judiciaires, dans tous les établissements d'humanité auprès des caisses publiques, et dans tous les autres lieux où l'on peut être excité à faire la charité, des troncs destinés à recevoir les aumônes et les dons que la bienfaisance individuelle voudrait y déposer.

« ART. 3. Tous les trois mois, les *bureaux* de charité feront aussi procéder, dans leurs arrondissements respectifs, à des collectes.

« ART. 4. Le produit des quêtes, des troncs ou des collectes sera réuni dans la caisse de ces institutions, et employé à leurs besoins, suivant et conformément aux lois. Les préfets en transmettront l'état tous les trois mois au ministre de l'intérieur.

« ART. 5. Dans les arrondissements où l'établissement des *bureaux de bienfaisance* et des bureaux auxiliaires n'a point encore eu lieu, les préfets, conformément aux instructions du 28 vendémiaire an X, s'occuperont sans délai de leur organisation, et soumettront à la confirmation du ministre les arrêtés qu'ils croiront devoir prendre.

« ART. 6. Les préfets sont respectivement chargés d'assurer l'exécution de ces dispositions et d'en rendre compte. »

(1) Le décret du 12 septembre 1806, rapporté ci-après, modifie cet arrêté.

RAPPORT *de Portalis à l'Empereur pour faire accorder aux fabriques l'administration générale des dons et aumônes offerts en faveur des pauvres.*

« Paris, 16 avril 1806.

« Sire,

« J'ai l'honneur de soumettre à Votre Majesté quelques observations sur un projet de décret qui est sur le point d'être discuté dans votre conseil d'Etat, et qui est relatif aux *quêtes* et collectes en faveur des pauvres et des hospices, dans les églises.

« On lit dans le *considérant* de ce projet de décret, que « l'administration des « dons et aumônes offerts en faveur des pauvres, ainsi que du produit des quêtes et « collectes faites en leur faveur, fait essentiellement partie des attributions des « commissions charitables instituées par les lois des 16 vendémiaire et 7 frimaire « an V, et que l'administration des aumônes, dévolue aux fabriques par la loi du « 18 germinal an X, n'a pour objet que les aumônes offertes pour les frais du « culte, l'entretien et la conservation des temples. »

« Les commissions charitables n'ont été établies que par des lois dont la date est certainement bien antérieure au rétablissement du culte. On ne peut donc argumenter de ces lois pour enlever aux fabriques des églises des droits qui sont inhérents à leur existence.

« L'administration des aumônes n'est et ne peut être le privilége exclusif d'aucun établissement quelconque : les aumônes sont des dons volontaires et libres ; celui qui fait l'aumône pourrait ne pas la faire ; il est le maître de choisir le ministre de sa propre libéralité. La confiance ne se commande pas, on peut la donner ou la refuser à qui l'on veut.

« Les lois n'ont jamais entrepris de forcer le retranchement impénétrable de la liberté du cœur ; l'homme qui est en état de faire l'aumône, et qui en a la volonté, peut donc s'adresser même à de simples particuliers. A qui appartiendra donc l'administration de ces aumônes ? A celui ou à ceux que le donateur aura chargé d'en faire la distribution. Il n'y a et ne peut y avoir d'autre règle en pareille matière. Ebranler cette règle, ce serait tarir la principale source des aumônes.

« Comment serait-il possible de penser que les fabriques sont dévolues du droit d'administrer les aumônes qu'elles reçoivent ? Dans ce système, il faudrait aller jusqu'à dire qu'il leur est interdit d'en recevoir, c'est-à-dire, il faudrait détruire la liberté naturelle qu'ont les hommes qui consacrent une partie de leur fortune à des aumônes, de choisir les agents de leur bienfaisance et de leur libéralité.

« La loi a prévu elle-même que les fabriques auraient des aumônes à administrer, puisque par l'article 76 de la loi du 18 germinal an X, elles sont expressément chargées de cette administration.

« On voudrait donner à entendre que, dans cet article, le mot *aumône* ne s'applique qu'à ce qui est donné pour les frais du culte. Mais 1° jamais le mot *aumône* n'a été appliqué à de pareils dons;

« Il faudrait renoncer à toutes les notions du droit canonique pour confondre des objets qui ne se ressemblent pas, et qui ont toujours été exprimés par des mots différents.

« 2° On lit dans l'article 76 qu'il sera « établi des fabriques pour veiller à l'entretien et à la conservation des temples, à l'administration des aumônes. »

« Il est évident que le législateur a très-bien distingué le soin de l'entretien et de

la conservation des temples d'avec l'administration des aumônes. Ce sont là deux choses que l'on ne peut identifier quand la loi les sépare.

« 3° J'en atteste l'histoire de tous les temps : les fabriques ont toujours été en possession de recevoir des aumônes et de les administrer ; la religion a été la première amie des pauvres, et il est impossible de méconnaître tout ce que l'humanité lui doit.

« Sans doute, les commissions charitables sont des institutions utiles ; mais ce serait dénaturer leur caractère et peut-être même détruire leur utilité, que de les transformer en institutions exclusives. La bienfaisance souffle comme elle veut, et où elle veut. Si vous ne la laissez pas respirer librement, elle s'éteindra ou elle s'affaiblira dans la plupart de ceux qui sont disposés à l'exercer. J'ajoute que ce serait mal connaître l'intérêt des pauvres que de les isoler en quelque sorte des âmes religieuses qui peuvent les protéger et les secourir ; tel confie ses aumônes à une fabrique, qui ne les confierait pas à un autre établissement. Loin de prescrire des limites et des conditions imprudentes à la bienfaisance, il faut lui ouvrir toutes les voies qu'il lui plaira de choisir pour s'étendre. Le considérant du projet d'arrêté est donc inconciliable avec tous les principes, avec la pratique de tous les temps, et avec la nature même des choses.

« Si l'on passe ensuite aux dispositions du projet de décret, elles donnent lieu à des réflexions que je crois devoir mettre sous les yeux de Votre Majesté, on se propose de faire ordonner que les commissions charitables, les hospices et autres établissements, pourront quêter dans les églises avec une entière liberté, et sans préfixion de temps, pour les pauvres; on ne réserve aux évêques que la faculté d'agréer les personnes commises pour les quêtes.

« Mais, si cette disposition était adoptée en entier, on détruirait entièrement les collectes destinées aux frais du culte, car il serait bien difficile que la charité pût suffire à tous ces objets à la fois ; la concurrence pourrait nuire à tous.

« Les églises sont pauvres et les ministres le sont aussi. Dans tous les temps, les quêtes pour les pauvres, au nom des hospices ou de tous autres établissements publics, n'étaient autorisées qu'à certains jours où les solennités appelaient dans les temples un assez grand nombre de fidèles, et où la charité pouvait plus facilement partager ses bienfaits entre tous les objets capables de fixer son attention.

« Il serait équitable de concilier tous les intérêts par un arrangement qui conserverait quelques ressources aux églises et qui ne ferait pas concourir à chaque instant les collectes avec les quêtes.

« J'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté de renvoyer au conseil d'Etat les observations que j'ai cru devoir lui soumettre. »

Le rapport suivant indique tous les inconvénients qui résultaient de l'application de l'arrêté du 5 prairial an XI, et les motifs qui l'ont fait modifier. Il est important de le lire pour bien connaître l'esprit du décret du 12 septembre 1806.

RAPPORT *présenté à Sa Majesté l'empereur et roi, par son ministre des cultes* (M. Portalis).

Le 10 septembre 1806.

« Sire,

« D'après la décision de Votre Majesté, le ministre de l'intérieur prit un arrêté,

le 5 prairial an XI (1), qui autorise les membres des *bureaux de bienfaisance* à faire des quêtes dans les églises.

« D'un autre côté, les évêques, dans les règlements pour les fabriques intérieures, que Votre Majesté, par sa décision du 9 floréal an XI, les a autorisés à faire, sauf son approbation, ont tous inséré un article qui, réglant les quêtes à faire et les troncs à poser, tant au profit de la fabrique qu'à celui des pauvres, interdit toutes autres quêtes pour lesquelles ils n'auraient pas donné permission expresse. Les évêques ont certainement le droit de prendre une semblable mesure, parce qu'il leur appartient de régler ce qui concerne l'intérieur des églises ; parce qu'il y aurait confusion et désordre si, sans leur concours, une autre institution avait le droit arbitraire de disposer des églises, d'y faire des incursions quand et comme elle le voudrait, sans être astreinte à aucun ordre, et sans autre règle que sa propre volonté.

« C'est ce qui est résulté de l'arrêté du ministre de l'intérieur, du 5 prairial an XI ; les administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, autorisés par cet arrêté, n'ont pas cru devoir obtenir, pour quêter dans les églises, la permission des évêques ; les fabriques et les curés ont soutenu le droit qui était acquis aux prélats par leurs règlements de fabriques approuvés par Votre Majesté elle-même, et postérieurement à l'arrêté du ministre de l'intérieur.

« Dans ce conflit réciproquement désavantageux aux pauvres, les administrateurs des *bureaux de bienfaisance* et ceux des fabriques trouvent respectivement des partisans, suivant la disposition des esprits dans les diverses communes ; et je dois dire à Votre Majesté que la cause des fabriques est plus généralement soutenue. Plusieurs motifs produisent cet effet : 1° le droit naturel et positif qu'ont les évêques de régler ce qui concerne l'intérieur des églises ; 2° l'inconvenance d'une attribution arbitraire et non réglée, à une institution civile sur les églises ; 3° la destination du produit d'une partie des quêtes faites et de la totalité de celui des troncs placés par les fabriques, qui tourne au profit de cette espèce de pauvres que des circonstances et des malheurs ont renversés d'un état honnête, et qui, ne voulant pas confesser leur misère à des administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, leurs égaux, et quelquefois leurs ennemis ou leurs rivaux; vont chercher auprès de leurs pasteurs des consolations qui soutiennent leur courage et des secours qui ne les humilient pas. C'est à cet excellent emploi que sont, en général, consacrées les aumônes faites par les fabriques et les curés.

« Il est quelques communes où les administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, mieux éclairés pour l'avantage des pauvres, se sont réunis avec ceux des assemblées de charité, et il en est résulté un très-grand bien; mais partout où, soit ces administrateurs, soit les maires et les préfets, ne prévoyant pas cet avantage, ou n'ayant pas de dispositions favorables à ce qui tient aux institutions ecclésiastiques, ont voulu exécuter sans ménagement l'arrêté du ministre de l'intérieur, la division entre les *bureaux de bienfaisance* et les fabriques subsiste, s'entretient et perpétue un état d'opposition qu'il est instant de faire cesser.

« Le nouveau préfet du département du Nord, en réformant les mesures conciliatrices prises par son prédécesseur, vient d'établir une espèce de trouble dans la plupart des églises de son département, et par les expressions inconsidérées d'une lettre circulaire, il s'est mis et a mis même les ministres de Votre Majesté dans l'impuissance de calmer ce trouble par les moyens ordinaires de l'administration.

(1) *Voyez* ci-dessus, p. 590.

« Le ministre de l'intérieur, par son arrêté du 5 prairial an XI, a donné à une institution qui se trouve dans ses attributions une simple faculté ; mais il ne l'a pas dégagée de l'obligation de se soumettre à ce que le bon ordre prescrit pour exercer régulièrement cette faculté. En permettant aux administrateurs des *bureaux de bienfaisance* de quêter dans les églises, il ne les a point autorisés à se passer de la permission des évêques et à se refuser à leur demande de régler convenablement ces quêtes.

« Autrefois, lorsque pour des secours extraordinaires, pour le rachat des captifs, les missionnaires et les trinitaires obtenaient des rois la permission de quêter dans les églises des divers diocèses de France, on leur imposait toujours la condition de présenter les lettres-patentes aux évêques respectifs, qui réglaient le temps et l'ordre de ces quêtes.

« C'est donc pour faire cesser un conflit et des divisions funestes à l'ordre et à l'avantage des pauvres, et pour établir une règle nécessaire, que j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté le projet ci-joint :

DÉCRET *du 12 septembre* 1806 *sur les quêtes à faire et les troncs à placer dans les églises par les bureaux de bienfaisance.*

« NAPOLÉON, empereur des Français et roi d'Italie,

« Sur le rapport de notre ministre des cultes,

« Décrétons et ordonnons ce qui suit :

« ARTICLE 1er. Les administrateurs des *bureaux de bienfaisance* sont autorisés à faire, par eux-mêmes, des quêtes et à placer un tronc dans chaque église paroissiale de l'empire.

« ART. 2. Les évêques, par un article additionnel à leurs règlements de fabriques intérieures, et qui sera soumis à notre approbation par notre ministre des cultes, détermineront le nombre de ces quêtes, les jours et les offices où elles se feront.

« ART. 3. Nos ministres des cultes et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret. »

§ VI. *Comptabilité des* BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Les mêmes règles de comptabilité sont applicables aux hospices et aux *bureaux de bienfaisance ;* seulement, c'est aux préfets à régler, dans tous les cas, le budget de ces derniers, et quels que soient leurs revenus. (*Ordonnance du* 31 *octobre* 1821, *art.* 13.)

Les dépenses des *bureaux de bienfaisance* sont les traitements divers, les réparations et l'entretien des bâtiments, les contributions assises sur ces bâtiments, l'entretien du mobilier, l'achat du grain et des denrées, le chauffage, l'éclairage, le blanchissage, l'achat des médicaments, les pensions et rentes à la charge de l'établissement, les constructions et grosses réparations, les achats de terrain et de bâtiments, les frais de procédure, etc.

Les recettes et les dépenses ne peuvent être faites que conformément au budget de chaque exercice, ou aux autorisations extraordinaires données par qui de droit et dans les mêmes formes.

L'exercice commence au 1er janvier et finit le 31 décembre de l'année qui lui donne son nom. Néanmoins, un délai est accordé pour compléter les opérations, et l'époque de la clôture de l'exercice pour toutes les recettes et les dépenses qui s'y attachent, est fixée, savoir : pour les *bureaux* justiciables de la cour des comptes, au 30 juin de la deuxième année de l'exercice, et pour tous les autres *bureaux*, au 31 mars de ladite année. (*Voyez* EXERCICE.)

Dans le cas où, pour une cause quelconque, le budget n'aurait pas été approuvé par le préfet avant le commencement de l'exercice, les recettes et dépenses ordinaires continuent jusqu'à l'approbation de ce budget, d'être faites conformément à celui de l'année précédente. (*Ordonnance du* 31 *mai* 1838, *art.* 437.)

Les dépenses proposées au budget d'un *bureau de bienfaisance*, peuvent être rejetées ou réduites par l'arrêté du préfet qui règle toujours ce budget, quelle que soit la généralité des revenus. (*Id.*, *art.* 439.)

Le budget des recettes et des dépenses à effectuer pour chaque exercice est délibéré par le *bureau*, dans sa session annuelle du mois d'avril, afin que les budgets des établissements auxquels les communes fournissent des subventions sur leurs octrois ou sur toute autre branche de leurs revenus, puissent être soumis aux conseils municipaux, dont la session a lieu du 1er au 15 mai, et que ces conseils puissent délibérer sur les subventions à accorder par les communes.

Le conseil municipal est toujours appelé à donner son avis sur les budgets et les comptes des *bureaux de bienfaisance*, alors même que des secours ne lui seraient pas demandés. (*Art.* 21, *n°* 6, *de la loi du* 18 *juillet* 1837, *rapportée ci-dessus*, p. 112.)

§ VII. *Maintien des* BUREAUX DE BIENFAISANCE.

Les *bureaux de bienfaisance* doivent être maintenus dans leur destination, d'après une décision du ministre de l'intérieur, en date du 22 juillet 1865 et ne peuvent être convertis en hospices. Un préfet avait sollicité un décret prononçant la conversion d'un *bureau de bienfaisance* en hospice, et l'autorisation pour ce *bureau de bienfaisance* d'employer ses ressources à la construction d'un hospice.

Le conseil des inspecteurs généraux des établissements de bienfaisance, consulté sur cette affaire, a émis l'avis qu'il y avait lieu de rejeter cette double demande par les motifs suivants :

« Considérant que la loi a établi deux modes d'assistance : l'assistance dans les hôpitaux et l'assistance à domicile par les *bureaux de bienfaisance ;*

« Que ces deux modes d'assistance sont tout à fait distincts et ne se suppléent pas;

« Considérant que les secours à domicile n'offrent pas moins d'utilité que les secours administrés par les hospices ; que loin de songer à supprimer les secours à domicile, il y a, au contraire, une tendance marquée à développer ce mode d'assistance et à lui accorder la préférence sur les secours donnés dans les hôpitaux et hospices ;

« Qu'en effet, la loi du 7 août 1851 a autorisé les hospices à convertir le cinquième de leurs revenus en secours à domicile annuels en faveur des vieillards ou infirmes, placés dans leurs familles ;

« Considérant que la jurisprudence du conseil d'Etat a consacré ce principe que l'on ne pouvait accueillir la proposition de supprimer un *bureau de bienfaisance*, déclarant qu'il est de bonne administration de conserver les établissements qui n'auraient pas actuellement des ressources suffisantes parce qu'ils peuvent les acquérir plus tard ;

« Considérant que la jurisprudence du ministre de l'intérieur s'oppose également à la réunion d'un *bureau de bienfaisance* à l'hospice de la commune, par ce motif qu'un *bureau de bienfaisance* a ses ressources propres, et qu'il peut et doit continuer à les affecter à la distribution des secours à domicile. (*Décision du 3 novembre* 1837) ;

« Par tous ces motifs :

« Est d'avis,

« Qu'il n'y a pas lieu d'autoriser la suppression du *bureau de bienfaisance* de .... et sa conversion en hospice.

« Sur la question d'autoriser le *bureau de bienfaisance* à aliéner une rente 3 pour cent sur l'Etat, pour en affecter le produit au payement d'une subvention de 6,500 francs offerte par le *bureau de bienfaisance* pour la construction d'un hôpital;

« Considérant que les *bureaux de bienfaisance* ne doivent pas s'écarter du but de leur institution, qui est de faire distribuer à domicile et en nature, autant que possible, des secours à la classe pauvre, faire soigner au sein de leur famille des indigents malades ou infirmes, qui, sans ces secours auraient été obligés d'entrer dans les hôpitaux ;

« Considérant qu'ils ne doivent employer leurs ressources qu'à la distribution de secours à domicile, qu'ils ne peuvent même appliquer aucune partie de leurs ressources à la création de lits dans les hôpitaux. (*Avis du conseil d'Etat,* 1833) et, à plus forte raison, contribuer à la construction d'un hospice. »

Le ministre de l'intérieur a adopté cet avis par une décision du 22 juillet 1865.

§ VIII. *Inutilité d'un serment spécial pour les membres d'un* BUREAU DE BIENFAISANCE.

Les curés, desservants, maires et juges de paix appelés, en vertu de leur titre, à siéger dans un *bureau de bienfaisance*, ne sont point astreints pour y être admis ou conservés, à prêter un serment spécial. Car aucune loi, aucune ordonnance relative aux conseils de charité ou aux *bureaux de bienfaisance*, n'a jamais imposé aux membres de droit de ces établissements l'obligation de prêter serment

avant d'y être reçus. On parcourrait inutilement l'ordonnance du 2 juillet 1816, celle du 6 février 1818, celle du 31 octobre 1821, qui règlent l'organisation et la composition de ces *bureaux* et de ces conseils : on n'y trouve nulle disposition à cet égard. L'ordonnance du 29 avril 1831 sur l'organisation des *bureaux de bienfaisance* de la ville de Paris, garde le même silence. L'arrêté du ministre du commerce et des travaux publics, rendu en exécution de cette ordonnance, le 24 septembre 1831, porte, il est vrai, dans son article 1er : « Les administrateurs des *bureaux de bienfaisance* de Paris seront installés dans leurs fonctions par le maire de chaque arrondissement, ou par l'un de ses adjoints, qui leur fera prêter serment et en dressera procès-verbal, etc. » Mais il n'y est point parlé d'un serment spécial à exiger des fonctionnaires membres de droit de ces *bureaux*. Ces fonctionnaires ne sont pas non plus compris dans la désignation générale d'administrateurs, car l'article 3 de l'ordonnance distingue entre eux ; il y est dit : « Chaque *bureau* sera composé : 1° du maire de l'arrondissement, président-né ; 2° des ajoints, membres-nés ; 3° de douze administrateurs ; 4° d'un nombre illimité de commissaires de bienfaisance et de dames de charité, etc. ; 5° d'un secrétaire-trésorier. » Rien, dans la législation, ne peut donc porter à croire que ce serment soit exigé.

Mais si l'on examine ensuite la nature des choses, il est facile de se convaincre qu'il ne doit pas être demandé. Chargés uniquement de distribuer des secours aux malheureux et de soulager leurs misères, les *bureaux de bienfaisance* n'ont à exercer que des fonctions gratuites, volontaires et toutes d'humanité. Leurs attributions ne sont mêlées d'aucune attribution politique. Pourquoi viendrait-on demandér un engagement politique à leurs administrateurs ? Nous n'avons déjà qu'un trop grand luxe de serments.

D'ailleurs, quand un curé, un desservant, un maire ou un juge de paix est appelé en cette qualité à faire partie d'un conseil de charité ou d'un *bureau de bienfaisance*, il ne fait que remplir une fonction accessoire à son titre principal. Or, s'il a été légalement investi de ce titre, s'il a satisfait à toutes les conditions exigées pour en exercer les fonctions, on ne peut lui imposer des conditions nouvelles pour l'exercice d'un droit dépendant de la place qu'il remplit, d'une prérogative attachée à la dignité dont il est revêtu (1).

Nous croyons devoir rapporter ici une statistique très-intéressante qui a été publiée au mois de mars 1850, au ministère de l'intérieur, d'après des documents officiels, sur les dons et legs faits par actes authentiques en faveur des établissements de bienfaisance. Cet important travail, dû au zèle et à l'intelligence de M. Labrosse, rédacteur aux archives, comprend un espace de quarante-six ans, et est

(1) *Journal des conseils de fabriques*, tome I, page 133.

divisé en trois périodes ; il en résulte que les dons et legs de toute nature se sont élevés :

1° Depuis l'an IX jusqu'au 26 mars 1841, à la somme de 14,921,723 fr. 47 cent., répartie ainsi qu'il suit entre les divers établissements de bienfaisance :

Hospices et *hôpitaux*, 8,979,438 fr. 68 cent.

Bureaux de bienfaisance et autres établissements analogues, 5,942,264 fr. 79 cent.

Total égal, 14,921,703 fr. 49 cent., soit un peu plus d'un million par an.

2° Depuis le 27 mars 1814 jusqu'au 30 juillet 1830, à la somme de 51,020,774 fr. 49 cent., répartis de la manière suivante :

Hospices et *hôpitaux*, 32,558,105 fr. 75 cent.

Bureaux de bienfaisance et autres établissements analogues, 18,662,668 fr. 74 cent.

Total égal, 51,020,774 fr. 49 cent., soit près de quatre millions par an.

3° Du 1er août 1830 au 1er janvier 1846, à la somme de 56,561,972 fr. 47 cent., savoir :

Hospices et *hopitaux*, 31,255,815 fr. 66 c.

Bureaux de bienfaisance et autres établissements analogues, 25,306,156 fr., 81 cent.

Total égal, 56,561,972 fr. 47 cent., soit près de quatre millions par an.

Les trois périodes réunies donnent un total général de 122,504,450 fr. 43 c., qui se décompose ainsi qu'il suit :

Sommes d'argent.	67,788,675 fr.	35 c.
Immeubles évalués en argent	30,103,469	64
Valeurs diverses, etc.	2,532,754	74
Rentes sur l'Etat.	8,118,195	06
Rentes sur particuliers.	13,961,357	63
	122,504,450	43

Il est à remarquer que, dans cette somme de 122,504,450 f. 43 c., ne sont compris ni les dons et legs inférieurs à 300 fr., et pour lesquels l'autorisation du gouvernement n'est pas nécessaire, ni ces libéralités de chaque jour, que répand la bienfaisance publique sous toutes formes diverses, aumônes directes, souscriptions, ventes, loteries, fêtes de bienfaisance, etc.

BUREAU D'ENREGISTREMENT.

C'est au *bureau de l'enregistrement*, dans le ressort duquel sont situés les biens donnés ou légués aux fabriques, que s'acquittent les droits de mutation qui résultent des dons et legs.

Dans tous les autres cas, les actes des fabriques sont soumis à la formalité de l'enregistrement au *bureau* dans l'arrondissement duquel les paroisses sont situées.

Six mois après la réception de l'arrêté ou l'ordonnance qui autorise l'acceptation d'un legs ou d'une donation, c'est-à-dire, à partir du jour où la décision est parvenue officiellement aux fabriques, les droits de mutation doivent être acquittés sous peine des doubles droits. (*Voyez* ENREGISTREMENT.)

BUREAU DES MARGUILLIERS.

On appelle *bureau des marguilliers* le petit conseil qui est chargé de tous les détails de l'administration de la fabrique.

La composition du *bureau* de la fabrique, l'ordre de ses séances et ses fonctions sont réglés par la deuxième section du chapitre 1er du décret du 30 décembre 1809. (*Voyez* MARGUILLIER.)

§ I. *Composition du* BUREAU DES MARGUILLIERS.

Le décret de 1809 règle ainsi la composition du *bureau des marguilliers :*

« ART. 13. Le *bureau des marguilliers* se composera :

« 1° Du curé ou desservant de la paroisse ou succursale, qui en sera membre perpétuel et de droit ;

« 2° De trois membres du conseil de fabrique.

« Le curé ou desservant aura la première place, et pourra se faire remplacer par un de ses vicaires. »

Quel que soit le nombre des fabriciens dans un conseil, le *bureau* ne peut jamais avoir plus de quatre membres.

« ART. 14. Ne pourront être en même temps membres du *bureau* les parents ou alliés, jusques et compris le degré d'oncle et de neveu. »

Ainsi, l'on ne peut nommer membres du *bureau* comme parents : 1° le père et le fils, 2° les frères, 3° l'oncle et le neveu ; comme alliés : 1° le beau-père et le gendre, 2° les deux beaux-frères, c'est-à-dire deux individus dont l'un a épousé la sœur de l'autre ; l'alliance n'existerait pas dans le sens du décret, si deux individus, non parents ou alliés avant le mariage, avaient épousé les deux sœurs ; 3° l'oncle et le neveu, c'est-à-dire deux individus dont l'un a épousé la sœur du père de l'autre, ou bien encore, deux individus dont l'un a épousé la nièce consanguine de l'autre. (*Voyez* ALLIANCE, PARENTS.)

Les membres du *bureau* doivent être choisis au scrutin, par le conseil, et dans le conseil, le dimanche de Quasimodo ; c'est ce que prescrit l'art. 11 du décret de 1809, ainsi conçu :

« Aussitôt que le conseil aura été formé il choisira au scrutin, parmi ses membres, ceux qui, comme marguilliers, entreront dans la composition du *bureau*; et, à l'avenir, dans celle de ses sessions qui répondra à l'expiration du temps fixé par le présent règlement pour l'exercice des fonctions de marguilliers, il fera, également au scrutin, élection de celui de ses membres qui remplacera le marguillier sortant. »

Si les fabriciens laissent passer le jour fixé par le décret et l'ordonnance du 12 janvier 1825, ils ne peuvent réparer plus tard leurs négligences, ainsi que l'a décidé l'ordonnance du 11 octobre 1833, rapportée ci-après, p. 600.

Si le conseil de fabrique est mis en demeure d'élire les membres du *bureau*, c'est à l'évêque à faire, en son lieu et place, la nomination. Le droit de l'évêque commence aussitôt que celui du conseil expire : c'est ce que décide la même ordonnance du 11 octobre 1833, et l'art. 18 du décret : « Lorsque l'élection ne sera pas faite à l'époque fixée, est-il dit dans celui-ci, il y sera pourvu par l'évêque. »

La jurisprudence ministérielle regarde comme illégale la nomination du maire pour la formation du *bureau*, dont il ne peut pas faire partie. *Voyez* ci-après, p. 601, une lettre du ministre des cultes, en date du 25 mars 1831. Nous rapportons, sous le mot PRÉSIDENT, une lettre ministérielle du 4 avril 1811, qui décide dans le même sens. Il en existe une autre du 28 décembre 1833 qui décide que « quant à la nomination du maire pour la formation du *bureau*, elle est illégale par ce motif que le maire est, en sa qualité de chef de la commune, contradicteur de droit des faits et des comptes du *bureau des marguilliers*. »

Le ministre s'est fondé sur ce que cette incompatibilité résulte spécialement de la surveillance que le maire doit exercer, dans l'intérêt de la commune, sur la gestion des revenus de la fabrique. Aux termes de l'article 24 du décret du 30 décembre 1809, le *bureau des marguilliers* est particulièrement chargé de l'administration journalière du temporel de la paroisse; quelle que soit la place que le maire pourrait y occuper, il serait toujours tenu de contrôler, en qualité d'administrateur communal, les opérations auxquelles il aurait pris part avec les autres marguilliers. La réunion des fonctions de maire et de marguilliers serait évidemment contraire aux principes généraux posés par l'article 1^er^ du titre II de la loi du 24 vendémiaire an III (15 octobre 1794), ainsi conçu : « Aucun citoyen ne pourra exercer ni concourir à l'exercice d'une autorité, chargée de la surveillance médiate ou immédiate des fonctions qu'il exerce dans une autre qualité. »

La jurisprudence administrative est donc fixée sur ce point. Néanmoins, on a encore récemment demandé au ministre des cultes

si le maire peut être nommé membre du *bureau des marguilliers*, et si les conseillers municipaux qui seraient en même temps fabriciens peuvent faire partie de ce *bureau*. Il nous paraît utile de reproduire la nouvelle décision ministérielle du 13 mai 1865, ci-après, page 603, parce qu'elle statue à la fois sur ces deux questions et qu'elle contient les motifs qui ne se trouvent pas dans les lettres ci-dessus désignées, pour démontrer l'incompatibilité des fonctions de maire et de celles de membre du *bureau des marguilliers*.

On ne pouvait autrefois refuser les fonctions de marguillier. Aujourd'hui il n'en est pas de même, parce que ces fonctions ne constituent qu'un acte volontaire de religion et de charité. Mais un semblable refus, s'il n'est fondé sur de justes raisons, peut motiver une demande en exclusion du conseil, attendu que les marguilliers ne pouvant être choisis que dans le conseil, ceux qui en font partie semblent avoir tacitement consenti, lors de leur nomination, à accepter la qualité de marguillier.

Les marguilliers doivent élire entre eux, chaque année, un président, un secrétaire et un trésorier, au scrutin individuel. Le conseil n'a pas le droit de prendre part à ces dernières élections qui sont dévolues au *bureau* seul. L'ordonnance du 11 octobre 1833, ci-dessous, a annulé l'élection d'un président et d'un secrétaire du *bureau*, pour avoir été faite par le conseil.

Les membres du *bureau* doivent s'assembler tous les mois, à l'issue de la messe paroissiale, au lieu indiqué pour la tenue des séances du conseil. Ils peuvent, s'il est nécessaire, être convoqués extraordinairement, soit d'office par le président, soit sur la demande du curé. Ils n'ont pas besoin, pour se réunir, d'aucune autorisation de l'évêque ni du préfet. (*Décret de* 1890, *art.* 22 *et* 23.) (*Voyez* SÉANCES.)

Le *bureau* ne peut délibérer, si les membres ne sont au nombre de trois. En cas de partage, le président a voix prépondérante dans les délibérations, mais non dans les élections. Toutes les délibérations sont signées par les membres présents. (*Décret de* 1809, *art.* 20.)

Aucune loi ni ordonnance n'a déterminé quelles fonctions, parmi celles qui sont confiées aux conseillers et aux marguilliers, ne peuvent être cumulées par un des membres. Il faut, pour les connaître, examiner la nature des diverses fonctions, le danger qu'il y a de les réunir dans les mêmes mains, le but que la loi s'est proposé en les établissant. Le *Journal des conseils de fabriques*, dans son t. III, p. 184, regarde comme incompatibles, 1° les fonctions de président et de secrétaire du conseil ; 2° de président du conseil et de président du *bureau* ; 3° de président du conseil et de trésorier ; 4° de secrétaire du conseil et de trésorier ; 5° de président et de secrétaire du *bureau* ; 6° de président du *bureau* et de trésorier. Mais il croit que le

même individu peut être président du *bureau* et secrétaire du conseil, secrétaire du conseil et secrétaire du *bureau*.

Les délibérations du *bureau des marguilliers* doivent être inscrites sur un registre spécial, coté par première et dernière feuille et paraphé sur chaque feuille par le président du conseil de fabrique. (*Voyez* DÉLIBÉRATION, REGISTRE.)

ORDONNANCE *du* 11 *octobre* 1833, *sur l'annulation de certaines nominations de fabriques.*

« LOUIS-PHILIPPE, roi des Français,

« Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur et des cultes ;

« Vu la délibération du conseil de fabrique d'Ivecrique, département de la Seine-Inférieure, en date du 1er avril, par laquelle les fabriciens ont élu président et secrétaire du *bureau des marguilliers* les sieurs Véllery et Lefrançois, qui n'étaient membres ni du conseil ni du *bureau ;*

« Vu les délibérations dudit conseil, des 1er et 3 juillet, contenant élection d'un président et d'un secrétaire, et nomination d'un marguillier ;

« Vu l'ordonnance archiépiscopale du 6 août suivant, qui déclare nulle la délibération du 1er avril, et toutes celles qui ont été prises postérieurement sans autorisation ;

« Vu la nouvelle ordonnance archiépiscopale du 15 mars 1833, qui rapporte la précédente, afin qu'il soit statué par qui de droit sur les irrégularités signalées;

« Vu l'avis du préfet de la Seine-Inférieure, exprimé dans sa letire du 29 décembre 1832 ;

« Vu enfin les autres pièces du dossier ;

« Ensemble le décret impérial du 30 décembre 1809 et l'ordonnance royale du 12 janvier 1825 ;

« Considérant, en ce qui concerne la délibération prise le 1er avril, qu'aux termes de l'article 2 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, la réunion ordinaire de la fabrique devait avoir lieu le dimanche de Quasimodo, et que celle qui a été tenue le premier dimanche d'avril est conséquemment irrégulière ;

« Que l'article 19 du décret du 30 décembre 1809 attribue la nomination du président et du secrétaire du *bureau* au *bureau des marguilliers ;* que, d'après l'art. 13, les remplaçants des membres sortants du *bureau* doivent être choisis parmi les fabriciens ;

« Que le conseil de fabrique n'avait pas, dès-lors, le droit de nommer le président et le secrétaire du *bureau,* et que ses choix n'auraient pu d'ailleurs s'arrêter que sur des marguilliers ;

« En ce qui concerne les délibérations des 1er et 3 juillet ;

« Considérant que les élections et nominations ont été faites après l'expiration du délai fixé à cet effet par l'article 2 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825, et que, passé ce délai, c'est à l'autorité diocésaine d'y pourvoir, selon l'article 4;

« Le comité de l'intérieur de notre conseil d'Etat entendu ;

« Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1er. Les nominations faites par les membres du conseil de fabrique d'Yve-

crique, département de la Seine-Inférieure, dans les séances de ce conseil des 1er avril et 3 juillet 1832, sont irrégulières, et seront considérées comme nulles et non avenues.

« ART. 2. Notre ministre secrétaire d'Etat, etc. »

LETTRE *du ministre de l'instruction publique et des cultes (M. d'Argout) à M. le préfet de la Manche.*

Paris, le 25 mars 1831.

« Monsieur le préfet,

« Vous m'avez présenté la question de savoir si le maire peut être élu membre du *bureau des marguilliers.*

« Suivant les dispositions combinées des articles 4, 89, 92 et 93 du décret du 30 décembre 1809, il y a incompatibilité entre les fonctions de maire et celles du président ou de trésorier de la fabrique. Cette incompatibilité résulte spécialement de la surveillance que le maire doit exercer, dans l'intérêt de la commune, sur la gestion des revenus de la fabrique; et comme le *bureau des marguilliers* est chargé de cette administration, quelle que soit la place que pourrait y occuper le maire, il serait toujours tenu, en sa qualité d'administrateur communal, de contrôler des opérations auxquelles il aurait pris part avec les autres marguilliers. Les principes généraux posés par la loi du 15 octobre 1794 (24 *vendémiaire an* III, *titre* 2, *art.* 1er) sont donc contraires à la réunion de ces fonctions.

« Le maire ne pourrait d'ailleurs occuper d'autre place dans le *bureau des marguilliers* que celle de secrétaire. C'est donc cette place que lui destinerait le conseil de fabrique, en le nommant marguillier; tandis que, aux termes de l'article 10 du décret du 30 décembre 1809, les membres du *bureau* seuls choisissent entre eux un président, un secrétaire et un trésorier.

« Un maire ne peut donc être nommé membre du *bureau des marguilliers* (1). »

LETTRE *du* 13 *mai* 1865 *du ministre des cultes au préfet de Lot-et-Garonne.*

« Monsieur le Préfet,

« M. le maire de Saint-Maurin m'a consulté sur la question de savoir si le maire d'une commune, membre de droit du conseil de fabrique, et des conseillers municipaux qui ont été nommés fabriciens, peuvent faire partie du *bureau des marguilliers.*

« Aux termes de l'article 13 du décret du 30 décembre 1809, ce bureau doit se composer de trois membres, non compris le curé ou le desservant. Le maire n'en a pas été, il est vrai, formellement exclu; mais il est hors de doute, d'après l'esprit de cet article, que les trois fabriciens appelés à faire partie du *bureau des marguilliers* ne peuvent être choisis que parmi les membres entrés dans le conseil de fabrique par la voie de l'élection. On doit remarquer, en effet, que le curé ou desservant, membre de droit de ce conseil, comme le maire, en raison de ses fonctions, est désigné par le même article 13 pour être membre perpétuel et de droit du *bureau des marguilliers*, tandis qu'il n'existe aucune disposition semblable à l'égard du maire.

« D'un autre côté, d'après la jurisprudence administrative, le maire, pas plus que le curé, ne peut être président ou trésorier de la fabrique; les considérations de convenances, qui s'opposent à ce que le curé soit appelé aux fonctions de secrétaire,

(1) Une autre lettre ministérielle du 28 décembre 1833 décide la même chose.

sont également applicables au maire et l'excluent aussi du *bureau*, où il ne pourrait remplir d'autre fonction. Si on admet qu'il soit possible de le nommer secrétaire du *bureau,* ce titre, le seul qui puisse lui être donné, lui serait implicitement conféré par le conseil de fabrique qui l'aurait élu marguillier. Ce serait alors une violation de l'article 19 du décret du 30 décembre 1809, qui porte que les marguilliers nomment entre eux un président, un trésorier, un secrétaire.

« D'après ces motifs, je pense, comme mes prédécesseurs, qu'il y a incompatibilité entre les fonctions de maire et celles de marguillier.

« Mais aucun de ces motifs n'est applicable aux conseillers municipaux qui sont également fabriciens. Je ne vois donc rien qui s'oppose à ce qu'ils soient nommés membres du *bureau des marguilliers.*

« Je vous prie, monsieur le préfet, de donner connaissance de la présente dépêche à M. le maire de Saint-Maurin. »

« BAROCHE. »

§ II. *Fonctions du* BUREAU *des marguilliers.*

Les fonctions du *bureau* sont :

1° De dresser le budget et de préparer les affaires qui doivent être portées au conseil ; il est chargé de l'exécution des délibérations du conseil et de l'administration journalière de la paroisse. (*Décret du 30 décembre* 1809, *art.* 24.)

2° De veiller à l'acquittement des fondations, suivant les intentions des fondateurs, en sorte que le montant n'en soit employé à aucune autre charge. (*Id.*, *art.* 26.)

3° De fournir tous les objets de consommation nécessaires à l'exercice et à la dignité du culte ; de pourvoir aux achats et aux réparations des ornements et autres objets mobiliers de l'église et de la sacristie. (*Id.*, *art.* 27.)

4° De faire tous les marchés pour ces objets. (*Id.*, *art.* 28.)

5° De fixer les honoraires des prédicateurs, des vicaires et des prêtres habitués. (*Id.*, *art.* 32.)

6° De nommer et de révoquer, sur la proposition du curé, mais dans les villes seulement, l'organiste, les chantres, les sonneurs, les suisses, les bedeaux et autres employés de l'église. (*Id.*, *art.* 33.)

7° De constater le jour de la prise de possession des curés et des vicaires salariés par l'État. (*Voyez* PRISE DE POSSESSION.)

8° D'examiner, tous les trois mois, les bordereaux (*voyez* BORDEREAUX) présentés par le trésorier, constatant la situation active et passive de la fabrique pendant le trimestre précédent, et de déterminer la somme nécessaire pour le trimestre suivant. (*Décret de* 1809, *art.* 34.)

9° De veiller à ce que toutes les réparations soient exactement faites, en visitant les édifices religieux confiés à leurs soins, avec des gens de l'art, au commencement du printemps et de l'automne. (*Voyez* BATIMENT.)

De pourvoir sur le champ et par économie, c'est-à-dire sans adjudication, en payant eux-mêmes les ouvriers et les matériaux, aux réparations qui n'excéderont pas 50 francs dans les paroisses au-dessous de mille âmes, et 100 francs dans les paroisses d'une plus grande population, non compris les sommes déjà allouées par le budget pour le service du culte. (*Décret de* 1809, *art.* 41.)

10° De faire au conseil un rapport des dépenses qui dépassent cette somme, de faire dresser le devis estimatif, et de procéder à l'adjudication des travaux, au rabais et par soumission, après trois affiches renouvelées de huitaine en huitaine. (*Id.*, *art.* 42.) (*Voyez* ADJUDICATION.)

11° De donner son avis sur les dons et legs qui seraient faits à la fabrique. (*Id.*, *art.* 59.)

12° D'affermer, de régir et d'administrer les propriétés de la fabrique ; de faire les baux emphytéotiques, aliénations, acquisitions, échanges et transactions ; toutefois, après délibération du conseil, après avoir pris l'avis de l'évêque, et obtenu l'autorisation du gouvernement. (*Id.*, *art.* 62.)

13° D'intenter et de soutenir les procès relatifs aux intérêts de la fabrique, après autorisation du conseil de préfecture et délibération de la fabrique. (*Id.*, *art.* 77.)

14° De procéder à la concession ou à la location des bancs de l'église (*voyez* BANCS), et d'en fixer le prix, après l'approbation du conseil. (*Id.*, *art.* 64.)

15° De veiller à la conservation des titres et autres objets appartenant à la fabrique. (*Id.*, *art.* 50, 51 *et* 54.) (*Voyez* ARCHIVES.)

16° De faire deux inventaires, dont l'un contiendra l'état détaillé de tout le mobilier de l'église, l'autre de tous les titres de propriété de la fabrique en meubles et immeubles, comme contrats d'acquisition, etc. (*Id.*, *art.* 55.) (*Voyez* INVENTAIRE.)

Enfin, de faire tous les actes d'administration journalière relatifs au temporel de l'église, quand ils ne sont pas réservés au conseil lui-même.

La composition du *bureau des marguilliers* est telle, comme on vient de le voir, que tous ses membres ont des fonctions spéciales, à l'exception du curé. On nous a demandé ce qu'il faudrait faire si l'un des membres du *bureau* venait à cesser d'en faire partie temporairement. Cette difficulté est réelle, et il est impossible au *bureau des marguilliers* d'être privé pendant un intervalle de temps de quelque durée de l'un de ses membres ; le président est indispensable pour signer les mandats et les délibérations ; le trésorier ne peut s'absenter sans que les dépenses soient faites irrégulièrement ; et le secrétaire doit signer et rédiger les délibérations. Or, il est évident que l'on ne pourrait prendre le trésorier pour remplir les fonctions de

président, ni le président pour être trésorier, ni le secrétaire pour être l'un et l'autre, et réciproquement, car ces attributions s'excluent.

M. Gaudry estime qu'il n'y a pas d'autre moyen légal que de faire nommer par le conseil un remplaçant au membre absent ; et, après cette nomination temporaire, de faire nommer ce nouveau membre par le *bureau* aux fonctions provisoires dont le titulaire est absent. Ces nominations entraîneraient sans doute beaucoup d'embarras ; mais elles paraissent inévitables, en présence des dispositions de la loi, qui ont donné à tous les membres du *bureau* des fonctions spéciales.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer au prône les convocations du *bureau*.

§ III. *Séances du* BUREAU.

(*Voyez* SÉANCES.)

BURETTES.

C'est aux fabriques à fournir les *burettes* avec leur plateau ou bassin. Il n'est pas de rigueur, comme pour les vases sacrés, qu'elles soient en argent, elles peuvent être en étain ou en cristal, mais comme l'étain est malpropre, l'église en plusieurs de ses conciles, prescrit qu'elles soient de préférence en cristal. (*Voyez* VASES SACRÉS.)

IMPR.

FIN DU TOME PREMIER